ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL
des textes authentiques
DES
PROGRAMMES
ET
ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX
des Députés proclamés élus
à la suite des élections générales
des 23 et 30 Novembre 1958

DRESSÉ PAR LES SOINS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME II
Maine-et-Loire à Yonne
Départements d'Algérie
et du Sahara
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS
IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
1960

ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL
des textes authentiques
DES
PROGRAMMES
ET
ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX
des Députés proclamés élus
à la suite des élections générales
des 23 et 30 Novembre 1958

DRESSÉ PAR LES SOINS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME II

Maine-et-Loire à Yonne
Départements d'Algérie
et du Sahara
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS
IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
—
1960

AVERTISSEMENT

C'est par le nom de « Barodet » qu'était communément désigné, à la Chambre des Députés, le recueil des Programmes et engagements électoraux *dont le présent volume, après ceux publiés en 1952 et en 1956 continue la tradition. De la IIIe législature (1881) à la XVIe (1936), cette publication a été poursuivie sans interruption, mais elle a subi, dans sa préparation et sa présentation, une évolution qui mérite sans doute d'être indiquée.*

Dans la conception première, le recueil était une annexe au rapport établi, dans chaque législature, par une Commission de 22 membres, spécialement nommée pour opérer le dépouillement des professions de foi et programmes électoraux et dresser un tableau des vœux et volontés qui y étaient exprimés.

Du fait des circonstances, le rapport concernant la XIe législature (1914) resta à l'état de projet, mais l'annexe fut cependant publiée. Les rapports ne furent pas abandonnés dans les quatre législatures suivantes, mais ils apparurent alors moins nécessaires que l'annexe. Aussi y eut-il quelque hésitation au cours de la XVIe législature (1936) et, le 8 juin 1939, la Chambre, renonçant à nommer la Commission de 22 membres, adopta une résolution qui remettait désormais au secrétariat général le soin d'établir ce recueil.

L'Assemblée Nationale a voté, le 28 juillet 1950, une résolution toute semblable. De plus, elle l'a introduite dans le règlement, dont elle constituait l'article 117 :

> *« Il est établi, au début de chaque législature, par les soins du Secrétariat général de l'Assemblée Nationale, un recueil des textes authentiques des programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus à la suite des élections générales.*
>
> *« Au cas où quelque difficulté se présenterait dans la confection du recueil, le Bureau de l'Assemblée Nationale en serait saisi. »*

Cette prescription intervenait à un moment où le cours de la Ire législature était déjà fort avancé. Il n'a pas été possible de publier le recueil en temps

utile. Cependant les documents relatifs aux élections générales du 10 novembre 1946 furent rassemblés, non sans peine. Demandés à M. le Ministre de l'Intérieur et transmis par lui, ils proviennent des autorités chargées de recevoir les candidatures, c'est-à-dire des préfets et des hauts fonctionnaires de l'Union française. Ils sont conservés aux archives de l'Assemblée Nationale, où ils peuvent être consultés.

Les documents concernant la IIe législature, provenant des mêmes sources et rassemblés en temps utile, ont été publiés en 1952.

Ceux intéressant la IIIe législature l'ont été en 1956.

Sous le régime actuel (Constitution du 4 octobre 1958) la prescription énoncée à l'article 117 de l'ancien règlement a été reprise dans les mêmes termes, à l'article 161 du nouveau Règlement, et c'est en vertu de ce texte que nous publions le présent recueil qui contient les programmes de tous les candidats qui ont obtenu un siège aux dernières élections générales.

ABRÉVIATIONS

E.A.S.	Formation administrative des élus d'Algérie et du Sahara.
I.	Députés n'appartenant à aucun groupe politique ou formation administrative.
I.P.A.S	Groupe des Indépendants et Paysans d'action sociale.
N.I.	Formation administrative des non-inscrits.
R.P.C.D.	Groupe des Républicains populaires et du Centre démocratique.
S.	Groupe socialiste.
U.N.R.	Groupe de l'Union pour la Nouvelle République.

NOTA

Les initiales indiquent le groupe politique auquel l'élu s'est inscrit au début de la législature.

MAINE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Victor CHATENAY
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Une nouvelle phase de l'histoire de France s'est ouverte le 1er juin 1958, quand le Général de Gaulle a, dans la légalité, été nommé chef du gouvernement.

L'immense triomphe du référendum a prouvé qu'il avait la confiance du peuple français.

Aujourd'hui, les élections de députés revêtent, pour l'avenir du pays, un caractère de la plus extrême gravité.

Ou bien les élus soutiendront l'action du Général de Gaulle, ou bien ils la paralyseront.

L'histoire est là, toute proche de nous, pour nous instruire.

Le 13 novembre 1945, à l'unanimité des 565 députés, le Général de Gaulle était nommé Président du Gouvernement provisoire et, deux mois plus tard, le 20 janvier 1946 exactement, les mêmes qui l'avaient élu, l'obligeaient à démissionner.

Personne aujourd'hui, parmi les candidats, ne s'oppose à lui. Beaucoup représentent cependant des partis ou des hommes qui, depuis dix ans, ont tout fait pour éviter son retour et leurs changements d'étiquettes ne doivent pas tromper l'électeur.

De Gaulle a prouvé — et ses adversaires ont été contraints de le reconnaître — qu'il est un grand homme d'état.

Devenu Président du Conseil, dans le respect des lois de la République, il a montré un si grand courage, une telle énergie, une si exceptionnelle habileté, que tous les Français doivent comprendre que lui seul peut redresser le pays qui, sans lui, roulait à l'abîme.

Tous les Français, tous, savent bien — qu'ils soient agriculteurs, artisans, commerçants, industriels, fonctionnaires, salariés, patrons, ouvriers, retraités, familiaux, anciens combattants, victimes de guerre, etc..., etc..., etc... — tous savent bien qu'on ne peut rien attendre de promesses faites par des gouvernements débiles et chancelants.

Seul, un gouvernement fort, stable et juste, peut mener à bien les grandes réformes nécessaires, telles que la réforme fiscale et la réforme scolaire, défendre la libre entreprise, freiner l'étatisme envahissant, assurer l'égalité entre les citoyens.

Ceux qui, depuis dix-huit ans ont mis leur espoir en de Gaulle et l'ont toujours suivi parce qu'il aimait la France au-dessus de tout, sont certains qu'il mettra fin à la guerre d'Algérie.

Et si la liste sur nos Monuments aux Morts n'est jamais close, c'est parce que nous avons eu de mauvais gouvernements.

Si vous voulez :

— que la fiscalité soit réformée et l'impôt plus équitablement réparti,

— que la Liberté de l'Ecole et la réforme de l'Enseignement soient réalisées,

— que l'Agriculture occupe, dans la nation, la place qui lui revient et que l'écoulement de sa production soit organisée,

— que l'électrification des campagnes soit terminée et l'habitat rural restauré,

— que l'Artisanat soit protégé,

— que la Production soit encouragée,

— que la Construction soit accélérée et la remise en état des bâtiments anciens facilitée,

— que la Fonction publique jouisse d'un statut qui assure à ses membres une situation correspondant à leur valeur professionnelle, à la qualité de leurs services et à leurs responsabilités,

— que les droits des Anciens Combattants et Victimes de Guerre soient garantis et maintenus en harmonie avec le prix de la vie.

— que les vieillards et les infirmes soient mis à l'abri de la misère,

— que l'Assurance contre le chômage devienne une réalité,

vous voterez pour ceux qui ont soutenu, soutiennent et soutiendront de Gaulle et qui ont donné la preuve de leur fidélité.

Et j'ai l'honneur d'avoir été et d'être resté le compagnon du Général de Gaulle.

Chef du réseau « Honneur et Patrie » (Angers HP), j'étais arrêté le 11 février 1942.

Evadé de Fresnes le 13 mars 1942, je continuai mon action de résistance dans plusieurs villes de France.

Attiré dans un guet-apens, le 9 août 1943, à Paris, je pus m'échapper, bien que blessé d'une balle qui m'avait traversé le genou.

Passé en Angleterre, je devins l'un des collaborateurs du Général de Gaulle.

Et si je suis venu, en 1947, à la politique, c'est parce qu'il m'avait demandé de l'aider dans son action.

Maire d'Angers depuis onze ans, je suis fier des progrès réalisés, pendant cette période, dans la capitale de l'Anjou.

Elu sénateur, puis député, j'eus l'honneur d'être appelé par de Gaulle, à son conseil de direction.

Et, envers et contre tous, toujours et partout, je n'ai jamais cessé de proclamer, malgré les sourires, les moqueries, les sarcasmes, voire les injures et les menaces, qu'il était l'homme qui pouvait sauver le pays de la décadence et de la ruine.

En m'accordant vos suffrages, vous voterez pour un homme ferme dans ses convictions et qui s'engage, de tout son cœur, à aider de Gaulle à mener à bien son œuvre immense au service de la France et de la Communauté française.

Le 28 septembre, vous avez dit « OUI » à de Gaulle.

Le 23 novembre, vous ne vous déjugerez pas et vous lui direz encore « OUI », en votant pour celui qui n'a jamais cessé de lui être fidèle ni de proclamer sa confiance en lui.

Vive l'Anjou !
Vive la République !
Vive la France !

Le candidat :

VICTOR CHATENAY

Commandeur de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945
Officier de la Résistance. — King's medal for Courage
Maire d'Angers. — Député sortant

Le suppléant éventuel :

JEAN FOYER

Professeur agrégé des Facultés de Droit
Conseiller Technique à la Présidence du Conseil

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Je remercie tous ceux et toutes celles qui m'ont accordé leur confiance et m'ont permis d'arriver en tête des candidats.

Je ne m'y trompe pas ; en votant pour moi, vous avez entendu, une fois de plus dire « OUI » au général de Gaulle.

Vous avez dit « OUI » parce que vous savez que, sans lui, nous allions vers la guerre civile, la plus terrible catastrophe qu'un peuple puisse avoir à subir.

Vous avez dit « OUI » parce que vous approuvez sa politique et, seul, l'intérêt national a guidé vos votes.

En en mot vous avez dit « OUI » parce que vous avez mis en lui toute votre confiance et tous vos espoirs.

Et si vous avez voté pour moi, c'est parce que vous savez que ni ma fidélité, ni mon soutien ne lui ayant jamais manqué, même aux heures où il était combattu et trahi, ni mon concours, ni mon appui, ni mon dévouement ne sauraient, à aucun moment lui faire défaut.

Notre Union pour la Nouvelle République remporte, dans toute la France, un immense succès. Notre Anjou aura à cœur de ne pas rester en dehors de ce grand mouvement national et,

Dimanche, vous ralliant, encore plus nombreux, sur mon nom, vous direz encore une fois « Oui à de Gaulle », pour que :

Vive la liberté !
Vive la France !
Vive la République !

Le candidat :

VICTOR CHATENAY

Commandeur de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945
Officier de la Résistance. — King's medal for Courage
Maire d'Angers. — Député sortant

Le suppélant éventuel :

JEAN FOYER

Professeur agrégé des Facultés de Droit
Conseiller Technique à la Présidence du Conseil

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean TURC
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers Concitoyennes et Concitoyens,

Moins de trois ans après les dernières élections législatives, vous êtes appelés à désigner de nouveaux représentants dans un régime rénové.

A l'impersonnel scrutin de liste a succédé un mode d'élection qui vous permettra de mieux connaître les candidats et de les juger. J'ai été de ceux qui ont œuvré pour que ce mode de scrutin soit adopté, et je suis convaincu qu'une amélioration en résultera.

Ayant fait partie du groupe des 130 députés qui, le 13 mai ont refusé leurs voix à un gouvernement de faiblesse et d'abandon, j'ai voté pour le Général de Gaulle et le lancement du programme de réformes que vous avez massivement approuvé le 28 septembre.

Votre choix du 23 novembre est particulièrement grave et l'orientation sera donnée pour longtemps aux activités politiques, économiques et sociales de la France. Vous aurez à choisir entre le Socialisme bureaucratique et un régime, d'autorité certes, mais respectueux des initiatives individuelles.

Pour moi, élu Indépendant Paysan en 1956, Candidat avec le même programme en 1958, je veux vous rappeler les principes généraux qui guideront mon action.

Catholique pratiquant, je m'attacherai à la défense des libertés de conscience, et, plus spécialement, de la liberté scolaire. Le nouveau régime a le devoir de régler cette question avec courage et équité.

Politique intérieure.

Le politique :

Stabilité gouvernementale et exercice du droit de dissolution.

Réduction du train de vie de l'Etat qui absorbe une trop large part du revenu national.

L'économique :

La stabilité monétaire :

Réforme et simplification fiscale.

Le Contribuable ne peut pas continuer à être une machine à remplir des imprimés. Il est indispensable de faire cesser pour le commerçant et l'artisan les tracasseries d'une fiscalité souvent incompréhensible.

Pour l'Agriculture :

Assurer le maintien et la prospérité de la petite et moyenne exploitation, sur lesquelles repose la stabilité française.

Formation professionnelle des jeunes ruraux auxquels des garanties d'avenir doivent être données par la réglementation rigoureuse des cumuls, le développement des crédits d'installation et l'amélioration de l'habitat ; la défense de nos productions agricoles, notamment nos vignobles et élevages, richesses de l'Anjou.

Une décentralisation industrielle permettant dans notre département l'implantation d'entreprises qui assureront des emplois aux jeunes.

Défense de l'Artisanat.

En un mot, défense et protection de la libre entreprise.

Le social :

D'abord défendre la famille française.

Egalité des allocations familiales pour tous, salariés, agriculteurs, travailleurs indépendats, commerçants.

Chaque famille qui se crée a droit à un toit : augmentation de l'effort de construction.

Je pense d'autre part, que l'augmentation des richesses et de l'activité nationale ne doit pas bénéficier qu'à un groupe privilégié de citoyens, les améliorations doivent se répercuter sur le mode de vie de tous les Français.

Pleine reconnaissance des droits des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

Les vieux de France, après une vie de labeur, ont droit à une existence digne. Le Gouvernement a le devoir de se préoccuper d'eux et de les aider.

Politique africaine et extérieure.

Depuis six mois les Français ont montré qu'ils exigeaient que la France reste un grand Pays, digne de son passé et de sa civilisation. Avec la fermeté d'un Chef indiscuté le Général de Gaulle a défini les grandes lignes de notre action nationale :

Présence française en Algérie.
Communauté Franco-Africaine.
Maintien de notre participation aux traités européens et à l'O.T.A.N., mais dans le respect de nos droits et de nos intérêts par nos associés, qui ne doivent pas devenir des rivaux.

Je soutiendrai, avec Foi et Energie, ce programme qui assure à la France son avenir dans la Paix et la Grandeur.

Vive l'Anjou !
Vive la France !

JEAN TURC
Conseiller Général. — Député sortant
Horticulteur
Candidat Indépendant Paysan investi par le Centre National des Indépendants et Paysans

Remplaçant éventuel :

JOSEPH COCARD
Conseiller Général
Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce d'Angers
Viticulteur

2e CIRCULAIRE

Mes chers concitoyennes et Concitoyens,

Je vous remercie de vos suffrages massifs en ma faveur qui m'ont permis de dépasser de 50 % les deux candidats les mieux placés derrière moi.
Le résultat du 23 novembre est une indication sans équivoque pour le scrutin de ballotage.
Je resterai fidèle à ma ligne de conduite qui m'interdit de me laisser engager dans les stériles polémiques personnelles qui nous rappellent les mœurs de la IIIe République.
Je veux vous rappeler les principes qui guideront mon action.
Stabilité gouvernementale et exercice du droit de dissolution.
Réforme fiscale.
Défense de l'Agriculture.
Défense de toutes les libertés, y compris la liberté scolaire.
Sous l'autorité du Général de Gaulle, la France de demain — préparée par les 129 députés dont j'étais qui ont dès le 13 mai refusé leur confiance au gouvernement Pflimlin-Moch — doit balayer les hommes qui reprendraient les vaines et stériles querelles d'un passé révolu.
Tous ensemble nous referons la France.

Vive l'Anjou !
Vive la France !

JEAN TURC
Conseiller Général. — Député sortant
Horticulteur
Candidat Indépendant Paysan investi par le Centre National des Indépendants et Paysans

Remplaçant éventuel :

JOSEPH COCARD
Conseiller Général
Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce d'Angers
Viticulteur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Philippe RIVAIN

(Candidat d'Union nationale et d'Action sociale)

élu le 23 novembre 1958

(U. N. R.)

Mes Chères Concitoyennes,
Mes Chers Concitoyens ,

La création d'une circonscription unissant le Baugeois à la Vallée me permet de poser, sans la diriger contre personne, ma candidature aux élections législatives du 23 novembre en me recommandant de l'Union Nationale et de l'Action Sociale, principes directeurs de toute ma vie publique dans le département.

Fils, petit-fils et arrière-petit-fils de Conseillers Municipaux de Longué, dont je suis Maire, comme le fut déjà mon grand-père, j'ai vécu parmi vous et consacré le meilleur de moi-même à l'équipement et à la modernisation de ce chef-lieu de canton mi-urbain, mi-rural. J'y ai mené une vigoureuse action familiale et sociale — 67 logements neufs y ont été notamment lancés depuis 1954 — avec le concours d'une Assemblée Municipale dans laquelle sont représentées toutes les nuances de l'opinion nationale.

Je crois avoir le droit de m'honorer de ces références !

Sur le plan de la politique générale, vous me connaissez tous puisque, en janvier 1956, aux côtés de Victor Chatenay, député-maire d'Angers, j'ai proclamé l'urgence d'une réforme de l'Etat et réclamé le recours au Général de Gaulle.

Les événements m'ont donné raison et vous-même, en répondant massivement « oui » au référendum avez affirmé votre volonté d'un changement.

Le redressement entrepris par le Général de Gaulle a impressionné l'étranger. La rébellion algérienne s'essoufle et la paix est en vue, une paix juste et libérale qui permettra de constituer, dans la fraternité et la justice, une vaste communauté française tenant compte à la fois de l'unité et de la diversité des pays qui la composent.

Pour nous, le devoir est net : Par-dessus les nuances d'opinion qui peuvent nous séparer, nous devons empêcher qu'on ne touche à de Gaulle. Notre salut est entre ses mains et ceux qui l'attaquent actuellement, travaillent, qu'ils le veuillent ou non, contre la France.

Mon passé est le meilleur garant de la fidélité que je témoignerai au Général de Gaulle.

Mais nous devons aussi entreprendre une œuvre de longue haleine pour guérir nos maux intérieurs.

Il va falloir :

Imposer à l'Etat une politique de stricte économie.

Veiller à une répartition équitable des équipements collectifs et s'assurer que notre circonscription n'est pas sacrifiée à d'autres (Chemins, eau, électricité).

Assurer à l'agriculture la part qui lui revient légitimement dans le revenu national et lui donner la sécurité par la politique des prix garantis.

Défendre les droits et les libertés de la famille française dans tous les domaines.

Défendre l'exploitation familiale, gage d'une vie indépendante. Obtenir l'institution du crédit aux jeunes foyers et des lois sauvegardant l'héritage.

Obtenir un statut de l'artisanat rural et du petit commerce pour les soulager de leurs lourdes charges.

Développer la vulgarisation agricole et l'enseignement, notamment sous sa forme post-scolaire.

Aider les associations désintéressées qui sont, surtout en matière de construction, l'intermédiaire nécessaire entre les particuliers et les services publics.

Faire adopter un système simple et efficace en matière d'habitat rural.

Favoriser le développement des centres de moyenne importance par l'implantation de petites industries.

Une expérience administrative déjà longue et la pratique journalière de la vie communale me permettent de vous affirmer que je suis prêt à servir avec dévouement (mes compatriotes de Longué seront d'accord pour en témoigner) età entreprendre, en étroite liaison avec vos Conseillers Généraux et vos Maires, l'effort indispensable pour assurer la prospérité et l'expansion de notre région à laquelle je suis attaché par une longue tradition et tant d'amitiés.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

PHILIPPE RIVAIN

Né le 9 avril 1912
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945 (avec palme). — Médaille des Evadés
Officier des Palmes Académiques. — Licencié ès Lettres et en Droit
Officier du Mérite Agricole
Maire de Longué
Président de la Caisse d'épargne
Ancien Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire (1944-1945)
Fondateur de l'Association pour la Construction et la Modernisation du Logement

Citation Légion d'Honneur, Chevalier (J.O. du 27 février 1949)
RIVAIN, Philippe-Marie-Pierre.

« Capitaine des Forces Françaises Combattantes. Lieutenant d'Auto-Mitrailleuse, blessé et cité en 1940.

« A accepté avec courage de travailler pour la Résistance dans les différents postes administratifs qu'il a occupés et dont il a fait des postes de combat. A rendu à ses administrés des services inestimables en les défendant ardemment contre l'occupant. A subi cruellement les risques de son action patriotique. Emprisonné 5 mois par la Gestapo, a gardé courageusement le secret sur tout ce qu'il savait. Envoyé en déportation, s'est évadé dans des conditions particulièrement dignes d'éloges. »

Remplaçant éventuel :

PAUL BOUDON

Docteur-Vétérinaire
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Croix du Combattant Volontaire. — Médaille des Evadés
Maire de Noyant. — Vice-Président du Conseil Général

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert HAURET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs, mes Compatriotes,

Si le 23 novembre vous êtes appelé à voter, je me permets de vous demander de réfléchir pourquoi vous accomplissez ce geste.

Tout simplement parce que le système constitutionnel mis en place en 1946 par les partis que vous connaissez s'est effondré au milieu du mépris et du dédain général.

Tout simplement parce que le système a fait faillite.

Parce que les problèmes qui se sont posés à la France étaient trop importants pour être résolus par des gouvernements aussi faibles et d'aussi courte durée.

Après l'Indochine, l'affaire algérienne aurait pris le même chemin, sans le sursaut patriotique de l'armée et des Français d'Algérie, pour exiger l'affirmation de la volonté officielle de conserver l'Algérie et pour cela la nécessité absolue de réformer nos institutions.

Nombreux étaient ceux qui allaient depuis des années disant « cela ne peut pas durer, il faut que cela change ».

Les événements d'Algérie ont précipité les choses et la grande majorité des Français a suivi ces jours de mai 1958 avec angoisse, mais aussi avec un immense espoir : le développement de cette révolution pacifique.

Notre patrie a eu la chance, dans ces moments historiques, de pouvoir utiliser « le plus grand et le plus glorieux des Français vivants » suivant les termes de M. le Président Coty.

Charles de Gaulle nous a sauvés une seconde fois de la guerre civile et nous a dotés d'une constitution efficace et saine.

Vous êtes appelés, aujourd'hui, aux urnes pour ratifier ce changement, pour désigner des parlementaires qui soutiendront sa politique, et vous ne pouvez faire mieux pour cela que de choisir un homme qui lui a déjà prouvé sa fidélité et son constant dévouement.

Si j'ai accepté de poser ma candidature c'est parce que depuis dix-huit ans je soutiens cet homme et que personne ne peut me reprocher de l'avoir abandonné et de m'être laissé prendre au piège de la facilité. Si le Gaullisme ne se monopolise pas, certains ont le devoir d'en porter haut et fièrement les couleurs.

Le second caractère de ma présence à ce scrutin c'est de dénoncer la malfaisance de l'un des principes qui a présidé à nos activités depuis la guerre : le dirigisme. L'économie française étouffe tout doucement et la crise approche, le responsable principal c'est l'Etatisme envahissant.

Je tiens essentiellement à affirmer mon attachement à la liberté et à la justice avec un souci tout particulier dans les domaines de la fiscalité et de l'enseignement.

Le troisième caractère de ma candidature c'est un cri d'alarme. Le 1er janvier prochain entre en vigueur le Marché commun européen, ce sera pour la presque totalité des entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles, et par conséquent pour leurs salariés, un choc très dur.

La France n'est pas prête pour entrer dans le marché commun, elle est le seul pays dirigiste de la communauté, elle y entre donc perdante.

Le quatrième caractère de ma candidature c'est que, parmi les nombreux candidats, je suis le seul à être un rural authentique vivant en contact permanent au milieu de vous, tirant mes moyens d'existence de mon seul travail agricole et viticole.

Dans une circonscription aussi importante, où la grande partie des activités provient de la terre, du vignoble et des commerces agricoles, il serait utile pour représenter cette région, de désigner un candidat exerçant la profession viticole. Je crois pouvoir être, par ma profession, par mon dynamisme, un représentant valable pour les électrices et les électeurs de notre région.

Enfin, vous vous êtes donné, par le référendum, des Institutions nouvelles. Il faut que vous désigniez des hommes nouveaux pour les faire fonctionner, vous savez où nous ont mené ceux d'avant 1939 ou d'après guerre.

Electrices et Electeurs, vous ne trouverez ici qu'une seule promesse, qui est celle d'un honnête homme :

En toute circonstance et pour tous les problèmes qui me seront posés, je les résoudrai en faisant de mon mieux, en pensant, d'abord, à l'intérêt général et en sachant bien que je suis le représentant de notre belle région angevine et saumuroise.

Je me tiendrai à la disposition de toutes et de tous et passerai régulièrement dans chacune de vos mairies pour maintenir le contact avec vous.

Vive la Circonscription de Saumur !
Vive la République !
Vive la France !
Vive de Gaulle !

ROBERT HAURET

Candidat d'Union Nationale, d'Action Sociale, Familiale et Rurale
Né le 3 février 1922
Etudes au Pensionnat Saint-Gabriel à Saint-Laurent-sur-Sèvre
Licence en Droit à l'Université Catholique d'Angers
Diplôme de l'Institut des Hautes Etudes de Droit Rural
Ancien Maître de l'Enseignement libre
Réfractaire au S.T.O.
Résistant dans les réseaux : « Libé-Nord », les groupes « Mousquetaire » et « Résistance »
Engagé volontaire à la Libération au 135e R.I. à Cholet
Agriculteur-Viticulteur exploitant
Père de famille nombreuse
Président du Syndicat local des Exploitants agricoles
Conseiller Municipal de Martigné-Briand

Remplaçant éventuel :

J'ai choisi un homme dont les qualités d'honneur, de loyauté et de dévouement sont bien connues dans les associations patriotiques dont il s'occupe :

EUGÈNE GAUTIER

Né le 2 septembre 1906
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Commissionnaire en vins à Bagneux

Ma candidature est placée sous le patronage de : L'Union pour la Nouvelle République ; de Jacques Soustelle, Ministre de l'Information ; Michel Debré, Ministre de la Justice ; Edmond Michelet, Ministre des Anciens Combattants ; Léon Delbecque, Roger Frey et de la quasi totalité des Conseillers Généraux de l'Arrondissement.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs, mes Compatriotes,

Sous le signe de l'Union pour la Nouvelle République, le peuple Français vient d'affirmer son désir d'appuyer l'œuvre de redressement national entreprise par le Général de Gaulle.

Je remercie vivement les 7.308 électeurs de la circonscription qui ont tout à la fois :

— Exprimé leur accord avec les institutions nouvelles.
— Accordé le préjugé favorable à ma personne.
— Manisfesté leur confiance dans le Général de Gaulle pour conduire notre pays.

Dans les cinq mois qui viennent de s'écouler, la France a accompli un redressement extraordinaire.

Mais dans tous les domaines, si le départ est donné, l'effort doit être poursuivi. Ceci ne sera possible que si la prochaine Assemblée compte une majorité décidée à soutenir la personne et le programme du Général de Gaulle.

C'est le sens de l'engagement que je viens renouveler aujourd'hui devant vous.

En octobre 1945, l'Assemblée Nationale votait à l'unanimité la confiance au Général de Gaulle et, trois mois après, les partis impatients de se partager le pouvoir, l'obligeaient à se retirer. Il ne faut pas élire des députés qui risquent demain de rééditer le même coup en privant le Pays des services du plus prestigieux de ses fils.

Ce sont là, les raisons très simples de ma candidature.

Déjà la répartition probable des sièges dans la prochaine assemblée laisse prévoir une très forte représentation de l'Union pour la Nouvelle République, faisant ainsi de ces hommes restés fidèles à de Gaulle le groupe le plus important de l'Assemblée Nationale.

Il vous appartient aujourd'hui de participer à la création de la majorité nombreuse et cohérente qui soutiendra ce grand élan en faveur du renouveau et de la paix.

— De la paix dans le monde en rendant à la France sa place et son autorité entre deux blocs dangereux.

— De la paix sociale en arrachant la classe ouvrière à la domination communiste.

— De la paix scolaire dans la justice et la liberté.

— De la paix en Algérie, où, en quelques semaines, les conditions d'une solution définitive ont été réunies.

Je vous rappelle par ailleurs mon attachement à la liberté et à la justice (enseignement et fiscalité) et le soin particulier que j'apporterai aux problèmes de la jeunesse, du logement, des vieux et des anciens combattants ainsi qu'aux importantes questions agricoles et viticoles.

Je tiens à remercier mes concurrents du premier tour qui se sont désistés en ma faveur, ou retirés, me faisant ainsi confiance pour assurer la victoire contre le retour de ceux qui ont si brillamment préparé la guerre de 1939, qui ont contribué à l'humiliation de la France et qui ne peuvent prétendre, par conséquent, pouvoir incarner la volonté de changement et de renouveau.

Je crois avoir gagné le droit de dire que la confiance que vous m'accorderez pour aider le Général de Gaulle ne sera pas déçue.

Alors, mes compatriotes, tous ensemble, avec de Gaulle, donnons à la France sa chance de demain.

Vive la Circonscription de Saumur !
Vive la République !
Vive la France !
Vive de Gaulle !

ROBERT HAURET
Candidat d'Union Nationale, d'Action Sociale, Familiales et Rurale
Licencié en Droit
Agriculteur-Viticulteur exploitant
Conseiller Municipal de Martigné-Briand

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE GAUTIER
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Commissionnaire en vins à Bagneux

Candidats de l'Union pour la Nouvelle République de : Jacques Soustelle, Ministre de l'Information ; Michel Debré, Ministre de la Justice ; Edmond Michelet, Ministre des Anciens Combattants ; Léon Delbecque, Roger Frey, et de la quasi totalité des Conseillers Généraux de l'Arrondissement.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René LE BAULT DE LA MORINIÈRE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Pendant les heures sombres de l'occupation, nous avons souvent rêvé d'une République nouvelle, unie et fraternelle.

Préparée dans l'ombre elle fut réalisée dans l'euphorie de la victoire autour du Général de Gaulle mais les politiciens divisèrent tout, l'obligèrent à se retirer et se montrèrent incapables de gouverner ; ce fut la décadence.

Le Général de Gaulle, rappelé dans la légalité, nous a soumis une constitution que vous avez votée massivement.

Elle est un cadre qui donne au gouvernement les possibilités de gouverner.

Elle réduit le Parlement à son vrai rôle qui est celui de faire les lois et de contrôler l'exécutif.

Elle donne au Conseil économique et social choisi en dehors de la politique, des pouvoirs accrus ; il représente les organisations professionnelles, syndicales et familiales qui seront consultées aussi bien par le Gouvernement que par le Parlement.

Ce cadre doit permettre à la France de reprendre son rang de grande puissance ; chaque jour nous en apporte la confirmation.

Il doit nous donner la paix en Algérie, qui maintenant est associée à notre destin.

Il doit aussi relancer notre économie car seul un état fort peut tenir la balance entre l'inflation et la récession économique qui nous menace.

Cette prospérité qui peut être la nôtre demain, ne doit pas être l'apanage de quelques-uns : salariés, agriculteurs, artisans, commerçants et industriels, sont tous des Français à part entière.

Ce cadre doit permettre aussi le respect de nos libertés essentielles au premier rang desquelles je place la liberté scolaire. L'enseignement libre qui intéresse en France 800.000 familles doit enfin avoir un statut équitable.

Mais une constitution, si bonne soit-elle, ne vaut que par les hommes.

Les politiciens qui ont abandonnés une fois le Général de Gaulle l'abandonneront demain s'ils le peuvent.

C'est ce sentiment qui me pousse à solliciter votre confiance en ayant comme programme, son programme, et comme titre, ma fidélité.

R. LE BAULT DE LA MORINIERE
Agriculteur
Conseiller Général. — Maire de Landemont

Suppléant éventuel :

G. MINCHENEAU
Directeur d'usine
Conseiller Municipal de Cholet

2e CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs,

Je vous remercie de m'avoir donné une nette avance sur mes concurrents malgré la multiplicité des candidatures.

Un souffle nouveau a passé sur cet arrondissement comme du reste sur toute la France et demain l'Union pour la Nouvelle République va être amenée à former le Gouvernement.

La route du redressement est longue et difficile, mais elle est claire. Vous qui, hier, avez dit OUI au Général de Gaulle, vous avez marqué nettement votre volonté d'envoyer au Parlement ceux qui veulent l'aider sans arrière-pensée.

Vous marquez aussi votre mépris des combinaisons périmées. Ma campagne électorale s'est effectuée dans la clarté. Je tiens jusqu'à la fin à en exclure toute polémique et remercie ceux de mes concurrents qui ont fait de même.

Ma position libérale est suffisamment connue par tous et notamment par mes collègues du Conseil Général pour que je n'aie pas à en faire état à nouveau aujourd'hui.

Electrices, Electeurs,

Le résultat ne sera obtenu que dimanche. Ne vous abstenez pas et c'est ainsi que, tous ensemble, nous participerons au redressement de la France.

R. LE BAULT DE LA MORINIERE
Agriculteur
Conseiller Général. — Maire de Landemont

Remplaçant éventuel :

G. MINCHENEAU
Directeur d'usine
Conseiller Municipal de Cholet

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René LA COMBE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

En 1940, j'ai répondu à l'appel du Général de Gaulle et je me suis efforcé de faire mon devoir pour mon Pays.

Je croyais, étant sorti vivant de ces années mouvementées, pouvoir me consacrer en 1945 à mon travail et à ma famille. J'ai laissé alors les politiciens professionnels prendre en mains les affaires du Pays — n'était-ce pas leur métier ? — et j'ai suivi, comme beaucoup, comme vous tous sans doute, la dégringolade de la France, livrée pendant dix années au régime exclusif des partis, c'est-à-dire à l'impuissance et à l'anarchie.

C'est alors que le sursaut national de mai dernier a ramené au pouvoir le Général de Gaulle et j'ai pensé qu'il était de mon devoir, comme en 1940, de prendre mes responsabilités et de me mettre à son service.

Dans les cinq mois qui viennent de s'écouler, la France a accompli un redressement extraordinaire. Elle est dotée maintenant d'une constitution efficace et saine qui forme une armature pour le Gouvernement de demain. Sur le plan international, notre Pays a retrouvé son rang, son prestige, son autorité. Dans le domaine économique et financier, l'amélioration de nos échanges commerciaux nous ouvre les voies de la prospérité. Enfin, l'Algérie, ce problème crucial pour lequel personne ne voyait de solution,

évolue maintenant vers la détente et des perspectives de paix apparaissent, que demain nous pourrons saisir.

Mais dans tous ces domaines, si le départ est donné, l'effort doit être poursuivi dans le sens indiqué par le Général de Gaulle et sous sa direction. Ceci ne sera possible que si la prochaine Assemblée compte une majorité d'élus décidés à soutenir la personne et le programme du Général de Gaulle.

C'est très exactement le sens de l'engagement que je viens prendre aujourd'hui devant vous.

En octobre 1945, l'Assemblée Nationale votait à l'unanimité la confiance au Général de Gaulle et trois mois après, les partis impatients de se partager le pouvoir, l'obligeaient à se retirer. Il ne faut pas élire des députés qui risquent demain de rééditer le même coup en privant le Pays des services du plus prestigieux de ses fils.

Ce sont là les raisons très simples de ma candidature.

Je ne suis sans doute pas le candidat le plus connu. C'est assez normal puisque je n'ai jamais fait de politique ni jamais participé à aucune campagne. Je suis donc dans ce domaine tout à fait neuf et inexpérimenté.

Je m'efforcerai de compenser ce manque d'habilité politicienne par la vigueur de mes convictions nationales et patriotiques.

Ceux qui pensent que de Gaulle n'est pas indispensable à la France et que le régime de ces dix dernières années peut renaître sans dommage ne voteront pas pour moi. Ils auront raison. Ma candidature s'adresse au contraire à tous ceux qui comprennent le sens de la prestigieuse aventure dans laquelle la France de 1958 s'est engagée derrière le Libérateur et le Rénovateur du Pays.

Je crois avoir gagné le droit de dire à ceux-là que la confiance qu'ils m'accorderont pour aider le Général de Gaulle ne sera pas déçue.

Vive l'Anjou !
Vive la République !
Vive la France !

René LA COMBE

Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération. — Croix de Guerre 1939-1945
Médaille des Evadés
Conseiller Municipal de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire)

Suppléant éventuel :

Jean NARQUIN

Chirurgien-Dentiste à Angers

2e *CIRCULAIRE*

Electeurs, Electrices,

Sous le signe de l'Union pour la Nouvelle République, la France vient de confirmer le nouveau départ marqué déjà par le succès du référendum.

Le département de Maine-et-Loire et la circonscription Angers-Segré ont pris leur part à ce succès et je remercie les 10.500 électeurs qui ont tout à la fois :

— accordé un préjugé favorable à ma personne,
— marqué leur approbation d'une Constitution saine,
— affirmé leur volonté de soutenir l'Action Nationale du Général de Gaulle.

Sans expérience politique et par conséquent pas toujours très connu dans certains Cantons, ces résultats sont la preuve que vous avez voulu confirmer votre OUI, en votant pour un homme qui est demeuré fidèle aux idées exprimées par le Général de Gaulle dans tous les discours qu'il a prononcés depuis Brazzaville en 1942, jusqu'à nos jours.

Un espoir est né avec la Nouvelle Constitution, qu'il faut lire, c'est important :

1) Un Président de la République élu par un grand suffrage qui lui donnera un prestige qu'il n'avait pas aux yeux de l'Etranger et de l'Union Française et de nous tous.

2) Un gouvernement qui sera l'exécutif et qui ne pourra être renversé tous les trois mois. Ses Ministres ne pourront demeurer députés.

3) Un parlement qui sera législatif et qui sera en même temps le gardien des Libertés qui nous sont chères. Les députés devront être obligatoirement présents pour voter.

4) Enfin le judiciaire qui sera séparé et indépendant du pouvoir politique. Pensez aux innombrables scandales impunis depuis 1945.

La Constitution de 1946 était mauvaise, celle-ci est saine parce qu'elle est raisonnable, appuyée sur le bon sens de chez nous, elle a été faite par des hommes qui ont eu le temps de réfléchir et de méditer alors que l'ancienne avait été votée dans la fièvre et l'agitation des partis par une majorité de rencontre.

Maintenant tous les problèmes qui nous préoccupent peuvent être résolus y compris les problèmes locaux à condition qu'ils n'aillent pas dans le sens contraire à l'intérêt national.

Nous sommes dans le même bateau, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas : il s'appelle France, et si tous ses fils rament ensemble, avec un bon pilote, le bateau avancera quand la France aura remis à flot ses finances, simplifié sa fiscalité, réglé le problème scolaire dans la justice et dans le seul intérêt de tous les petits Français. La France pourra affronter le Marché Commun avec les pays voisins d'Europe et apporter une pierre solide et forte à l'édifice Européen de demain.

Mes longs séjours à l'étranger ont exalté mon patriotisme mais n'ont jamais fait de moi un nationaliste étroit et un va-t-en-guerre. Pour la Paix, je pense qu'il faut enfin construire l'Europe où la Vᵉ République Française aura sa place, dans la dignité et l'honneur, avec les autres nations de civilisation humaine et chrétienne.

Vive la Liberté !
Vive la République !
Vive la France !

René LA COMBE
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération. — Croix de Guerre 1939-1945
Médaille des Evadés
Conseiller Municipal de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire)

Suppléant éventuel :

Jean NARQUIN
Chirurgien-Dentiste à Angers

MANCHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Gabriel DE CARVILLE
(Candidat Républicain Indépendant)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames les Electrices, Messieurs les Electeurs,

La IVe République n'est plus. Elle s'est effondrée dans les circonstances les plus lamentables à la veille d'une révolution. L'Assemblée Nationale d'hier, divisée et impuissante au cours de son mandat, n'a retrouvé de majorité compacte que pour appeler le Général de Gaulle au secours de la Patrie, lui donner les pleins pouvoirs et disparaître.

La Ve République est née. Une nouvelle Chambre de Députés remplacera l'Assemblée Nationale qui s'est suicidée ; comme le dit le général de Gaulle : de sa composition, de son comportement, de sa volonté de n'agir que pour le salut de la Patrie, en dehors des intrigues, des partis et des rivalités de personnes dépendra le salut de la France. Il faut que cela change, c'est le cri de tous les Français dignes de ce nom.

Le triomphe du référendum dû à la personnalité du Général de Gaulle a permis à la France de retrouver la place qu'elle avait perdue parmi les Grandes Nations. Ceci n'est qu'une étape.

Les élections du 23 novembre auront donc une importance capitale pour le destin du Pays.

De toutes les régions de l'Arrondissement, par lettres, par visites, par démarches multiples j'ai été sollicité pour poser ma candidature au siège de Député de l'Arrondissement de Saint-Lô

— De la part des Anciens Combattants des deux guerres qui savent que comme eux, j'en ai connu les souffrances et vécu les heures tragiques ;

Engagé volontaire à 17 ans pour la première ; Officier au 22e groupe de reconnaissance de Cavalerie du Corps d'Armée Colonial dont j'avais l'honneur de commander le peloton d'Avant-Garde pendant la seconde ; fait prisonnier et évadé.

Officier de la Légion d'Honneur à titre « militaire », Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945 ;

Ayant vécu ces temps douloureux, nul plus que moi ne désire la fin rapide de la guerre d'Algérie où souffre et meurt la jeunesse de notre pays.

— De la part d'agriculteurs dont je partage la vie, qui savent que je connais comme eux, étant moi-même exploitant depuis quarante ans, les problèmes touchant notre agriculture, les crises de mévente de nos produits, les difficultés énormes que rencontrent les jeunes gens désirant s'établir, ils estiment, sans doute et peut-être avec raison, que l'on n'est bien servi que par les siens.

— De la part de commerçants et d'artisans qui n'ignorent pas que je suis profondément attaché au respect de la propriété, de la petite propriété qui ne doit être mena-

cée ni par les mesures fiscales qu'elle ne peut supporter, ni par des trusts puissants munis de gros moyens d'action.

— De la part de fonctionnaires qui savent que j'ai toujours défendu et soutenu leur autorité et leur position, quelquefois difficile dans certains cas. Un Etat ne peut être fort sans l'esprit d'équipe chez les fonctionnaires qui en sont l'armature indispensable et l'état-major.

— De la part d'ouvriers qui savent combien je respecte les vrais travailleurs ayant moi-même depuis près de 40 ans du personnel avec lequel je vis une vraie vie de famille dans une ambiance de confiance totale et d'affection réciproque.

— De la part de très nombreuses personnes qui veulent avoir au Parlement un représentant au courant des affaires publiques et qui estiment que je leur apporte à ce point de vue des garanties suffisantes, étant Maire de La Chapelle-Enjuger depuis 33 années et Conseiller d'Arrondissement, puis Conseiller Général du Canton de Marigny depuis 29 ans, ayant remplacé à ce siège, mon ami, M. de La Groudière, Ancien député, dont le nom est synonyme d'honneur et de loyauté.

— De la part aussi de ceux qui veulent le maintien et le respect de toutes nos libertés, liberté d'opinions, liberté religieuse, liberté pour le producteur de disposer de ses produits.

Enfin, je ne dissocie pas la campagne de la ville, bien au contraire et Saint-Lo, ville martyre, qui renaît magnifiquement pourra toujours compter sur moi pour rechercher l'élargissement de son activité commerciale et industrielle.

Je n'ai, je vous l'affirme, aucune ambition personnelle ; je n'ai qu'un idéal, bien servir notre grande Patrie, comme jusqu'à ce jour j'ai toujours servi la petite sur le plan communal et départemental.

Je me présente donc à vos suffrages avec la plus grande confiance.

Je n'appartiens à aucun parti politique, je n'ai accepté aucune investiture.

Vous me connaissez suffisamment, je vis continuellement parmi vous, c'est votre investiture à vous-même Mesdames et Mesdemoiselles les électrices et Messieurs les électeurs, basée sur votre jugement à mon égard qui m'importe.

Ennemi personnellement des longs discours et des vaines promesses dites « électorales », je ne vous en fais aucune mais je prends l'engagement formel de défendre vos intérêts familiaux, économiques et sociaux et toutes les causes saines et droites sur le plan régional et national avec toute mon énergie.

Agriculteurs, Fonctionnaires, Commerçants, Artisans et Ouvriers de toutes tendances et de toutes professions, vous trouverez tous chez moi et sans exception, le même accueil et le même dévouement.

Gabriel de CARVILLE

Maire de La Chapelle-Enjuger. — Conseiller Général

La nouvelle loi électorale, dans sa prévoyance d'événements inattendus oblige tout candidat à faire connaître à ses Electeurs le nom de son suppléant. Mon collègue et Ami,

TEXIER-HUGOU

Maire de Percy. — Conseiller Général

a bien voulu accepter de mettre son nom à côté du mien, je l'en remercie bien vivement, certain que le cas échéant, mes idées et mes principes seraient défendus par lui comme par moi-même, étant entièrement d'accord sur toutes les idées de notre programme.

2e CIRCULAIRE

Chères Electrices, chers Electeurs,

Après le scrutin de dimanche dernier, le premier mot que je veux vous adresser viendra du cœur et sera le plus sincère MERCI pour la magnifique preuve d'amitié et d'encouragement que vous venez de me donner.

Profondément touché par ce témoignage de sympathie, je voudrais à mon tour vous assurer à nouveau de mon entier dévouement, et, si vous m'accordez dimanche prochain votre confiance, en me désignant pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, vous serez assurés de trouver en moi le défenseur vigilant de tous vos intérêts.

Comme vous le savez, pour que les interventions de votre élu puissent avoir toute leur efficacité, il importe qu'il groupe, sur son nom, un nombre important de suffrages.

Je fais donc appel à vous tous.

Unissez-vous, pour donner à celui que vous aurez choisi, toute l'autorité désirable pour défendre les intérêts de notre arrondissement et de la France.

GABRIEL DE CARVILLE
Maire de La Chapelle-Enjuger. — Conseiller Général

Le suppléant éventuel :

PHILIPPE TEXIER-HUGOU
Maire de Percy. — Conseiller Général

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre HÉNAULT
(Candidat Indépendant Paysan d'Action Républicaine et Sociale)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames les Electrices,
Messieurs les Electeurs,

En me présentant à vos suffrages dans la Circonscription d'Avranches-Mortain, en dépit du découpage malveillant, supprimant le canton de Villedieu, j'ai voulu rester fidèle au sud du département qui m'a accueilli avec tant de cordialité, voici 12 ans.

Je me suis consacré exclusivement et entièrement au mandat qui m'a été confié. J'espère n'avoir jamais démérité.

Fort de ce passé de travail, sans défaillance, je me permets de solliciter vos suffrages pour la quatrième fois.

Les événements du 13 mai, auxquels j'ai participé en Algérie, ont précipité la fin d'un régime que j'avais, d'ailleurs, toujours combattu.

Il suffit d'avoir suivi mes nombreuses interventions à l'Assemblée Nationale, de m'avoir entendu au cours des campagnes électorales ou dans les innombrables visites faites dans les communes, pour en être convaincu, sans parler de tous les articles écrits à ce sujet.

Le général de Gaulle, le 2 juin, a obtenu de l'Assemblée Nationale les pouvoirs nécessaires pour modifier profondément la Constitution de 1946 et par voie de Référendum, à une écrasante majorité, le Pays a approuvé.

La situation est complètement transformée du fait des changements importants figurant dans la nouvelle Constitution concernant l'Exécutif et le Législatif.

Le rôle des députés sera différent à plus d'un titre, cela peut s'avérer d'ailleurs salutaire. Un candidat sérieux se doit toutefois d'anticiper l'avenir. Faire des promesses aujourd'hui ne serait toutefois pas honnête.

Ceci pour autant, ne veut pas dire que le rôle d'un député sera inexistant. Différent, oui ; car il ne permettra plus, par exemple, les démagogies qui ont coûté si cher à la France. Les hausses de salaires, périodiquement nécessaires, n'ont pas amélioré la situation des travailleurs, les prix les ayant toujours, et de loin, dépassés. Il suffit de comparer, sans remonter plus avant, les salaires et le coût de la vie le 2 janvier 1956 avec ceux d'aujourd'hui.

La politique déplorable suivie depuis 1946 devra cesser, des réformes profondes réalisées. Par celles-ci, rapidement, le Pays redressera une situation encore très précaire.

Voilà le terrain sur lequel les Députés auront à travailler. La tâche est immense.

Agriculture

Parmi les réformes obligatoires, le budget social de la Nation occupe une place importante.

On ne sait pas assez que tous les avantages sociaux peuvent être maintenus et même augmentés (Assurance risque de mort), à conditions d'une refonte totale d'un ensemble monstreux.

C'est alors qu'apparaîtra notamment la nécessaire réforme des Allocations Familiales Agricoles, dont les cotisations doivent disparaître.

La gestion des Caisses, par voie de conséquence, sera également modifiée.

Le subterfuge ayant permis à celles-ci d'amputer les prestations aux mères de familles pour les assujettis en retard de leurs cotisations, n'est pas tolérable.

L'Agriculture n'a aucun rapport quant aux charges sociales avec les autres branches de l'économie du Pays.

La parafiscalité est un lourd impôt qu'elle ne peut recouvrer sous une forme quelconque, ne pouvant fixer ses prix.

La Retraite Vieillesse Agricole à 65 ans doit être ramenée à 60 ans. La vie pénible à la terre milite pour cette disposition.

Toujours pour l'Agriculture, retenons qu'il faut en finir avec ces budgets prévoyant des crédits ridicules pour la modernisation des campagnes : Adduction d'eau, Electrification, Chemins, Téléphone, Habitat rural, les Sports, la vie plus agréable pour la Jeunesse. On a dépensé des milliards par centaines pour des fins bien critiquables, mais pour l'Agriculture, sans laquelle la France cesserait d'être une grande puissance, les crédits ont toujours été chichement accordés.

Pour la jeunesse, il faut une vie saine et lucrative si l'on veut freiner l'exode rural, ce sont là, des problèmes de toute première importance.

Ouvriers — Employés — Fonctionnaires

Cette position en faveur de l'Agriculture ne fait pas, pour autant, oublier que les Ouvriers, comme les Employés et les petits Fonctionnaires, n'ont pas une existence facile devant les difficultés chaque jour plus grandes.

La vie est aussi chère en province que dans les grandes villes, cependant les différences de salaires subsistent à tort. Ma position et mes votes sont connus sur ce point.

En Amérique, où la politique des hauts salaires prévaut, il n'y a pas de charges sociales. Les travailleurs sont bien assurés pour tous les risques (beaucoup mieux qu'en France) et, par voie de conséquense, les prix de toutes choses moins élevés.

Fiscalité — Commerce — Artisanat

La France est parvenue à un sommet de la fiscalité qui ne peut être dépassé sans risques très graves.

J'appartiens depuis 8 ans à la Commission des Finances et je parle en connaissance de cause.

Le Commerce, l'Industrie, l'Artisanat sont à l'extrême limite de la résistance. La

récession menace et le chômage n'est pas exclu si le Gouvernement ne veut pas enfin procéder à une refonte complète des impôts.

Ce sont toujours les mêmes assujettis qui sont frappés. Une répartition des charges en fonction des revenus réels s'impose.

L'Assemblée Nationale à, sur ce point, un rôle très important à remplir. N'est-elle pas le contrôle de l'Exécutif ?

Algérie — Sahara — Outre-Mer

La constitution pose de sérieux problèmes sur ces questions.

Les Français ne les ont pas beaucoup approfondis. Pour les avoir suivis depuis douze ans, je n'hésite pas à dire qu'ils requièrent de l'Assemblée Nationale, une attention toute particulière. Des mesures courageuses et salutaires s'imposeront, le Pays devra en être réellement informé.

Marché Commun

C'est une grande espérance, elle n'est cependant pas réalisable sans un allégement des charges fiscales et sociales. Prétendre que les barrières douanières vont s'abaisser de 10 % au 1er janvier 1959 sans peine pour, progressivement, arriver à la libération des échéanges, n'est pas sérieux.

L'Europe, notamment pour l'agriculture et l'industrie Française, est une réalité. Il ne suffit pas d'affirmer, ce que notre Pays a proposé, si l'on n'est pas décidé par ailleurs à faire la politique économique et sociale qui s'impose.

Les sujets pourraient se multiplier. Ce rapide exposé permet cependant de montrer le rôle important de la future Assemblée Nationale.

Conclusion

Je n'hésiterais pas à condamner à nouveau la politique étatique qui a ruiné le Pays, de même celle des grands trusts soutenus par le crédit de l'Etat et les investissements publics.

Cette politique est condamnée par les faits. Si elle devait se poursuivre, toute notre économie nationale — Agriculture — Commerce — Industrie — serait ruinée.

La France ayant perdu ses dernières libertés, s'acheminerait alors rapidement vers les régimes marxistes, sous lesquels succombent tant de Patries.

Tous les espoirs sont permis, le peuple de France, en affirmant sa confiance dans un redressement national, se doit de choisir le 23 novembre, les hommes qu'il connaît pour les avoir jugés et leur donner mandat de poursuivre une œuvre si magnifiquement commencée le 28 septembre.

Connu de tous depuis 12 ans, chacun sait mes efforts et ma persévérance pour toutes les justes causes, afin de les faire aboutir.

Ces sentiments ne changeront pas, la nouvelle Constitution devant, je l'espère, donner des moyens plus efficaces pour lutter dans l'intérêt de tous.

Vous faisant confiance afin de renouveler pour la quatrième fois le mandat que vous m'avez confié, d'avance, je vous remercie.

Pierre HENAULT
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Xavier de MILLY
Agriculteur. — Maire de Milly

2e CIRCULAIRE

Mesdames les Electrices,
Messieurs les Electeurs,

Qu'il me soit tout d'abord permis avant toute autre chose de remercier chaleureusement les 16.583 Electrices et Electeurs qui m'ont à nouveau accordé leur confiance en dépit d'une campagne odieuse menée avec un mépris absolu de la vérité et une hargne dont on devine les raisons.

Laissons tout cela, pour ne penser qu'au scrutin de dimanche prochain où vous tous, mes amis, et ceux qui viendront grossir le nombre de leurs suffrages, assureront un large succès à l'homme qui seul dans le Département a, depuis dix ans, passé en d'autres mains la direction de ses affaires pour se consacrer uniquement à son mandat.

Je n'ai donc jamais cumulé les emplois, ce que vous combattez tous à juste titre. J'approuve donc pleinement, par ailleurs l'interdiction du cumul, Député-Ministre.

Je voudrais aujourd'hui compléter ce que j'ai dit dans maintes réunions sur quelques points.

Enseignement libre

La nouvelle Assemblée permettra peut-être de résoudre le grave problème de l'Enseignement libre au regard de l'Ecole publique. La Belgique vient de nous donner la preuve que cela était possible. Dans l'intérêt général, bien compris, il faut s'y employer.

Pommes — Bouilleurs de cru

Il convient de préciser que les démarches que j'ai commencées en mai auprès de la Direction du Service des Alcools, au sujet de la forte récolte de pommes, puis en juillet et à nouveau en octobre, vont recevoir une satisfaction, tardive malgré tout. Une augmentation du contingent vient de m'être annoncée. Souhaitons que les pommes aient pu attendre jusque là !...

Quant au problème de la Franchise des Dix Litres conservée depuis quatre ans grâce au vote de mes amendements réguliers à la Commission des Finances, il ne faut pas se dissimuler combien la mesure de faveur reste fragile et qu'une extrême vigilance et connaissance du problème des Bouilleurs de Crû restent utiles.

Si votre confiance me reste, j'y veillerai fermement.

Réforme judiciaire

La suppression des Justices de Paix, leurs greffiers et les tribunaux d'arrondissement constituent, sans qu'il soit nécessaire de beaucoup insister, de graves dangers. Ces juridictions amenaient au chef-lieu de canton une nombreuse clientèle que l'éloignement prévu dans le nouveau Statut de la magistrature, va contraindre à se rendre au chef-lieu du département. Ces déplacements se feront au préjudice de tous, temps perdu, frais de déplacements, et pour le commerce local, pertes importantes, la venue au canton suscitant toujours des achats de tous ordres.

La promulgation du statut n'est pas à ce jour, heureusement, intervenue et, devant la légitime émotion constatée non seulement dans les milieux juridiques, mais aussi dans les municipalités, on peut espérer encore voir cette disposition sérieusement amendée.

Tel est mon point de vue sur cet important problème.

Le Poujadisme

Sous ce vocable, mon « aimable » adversaire, ne disons rien d'autre puisqu'il l'était déjà en 1956, aidé de ses alliés, dont la tâche n'est pas reluisante, ont cru avoir trouvé le défaut de la cuirasse.

Je vais, en quelques lignes, remettre les choses au point.

Pierre Poujade a souhaité me connaître en 1954, peu après mon intervention sur

l'article 33 (Amendement Dorey) dont les commerçants et artisans se souviennent (les contrôleurs polyvalents et les peines de prison au besoin).

Nos contacts ont été cordiaux, pourquoi en aurait-il été différemment ? Il partait pour une grande croisade en faveur du petit commerce et de l'artisanat, avec laquelle, sur le plan parlementaire, je m'étais avant lui trouvé d'accord.

Malheureusement, Pierre Poujade, pour des raisons que je n'ai pas à analyser ici, a « raté » son opération. Plus, il a pris politiquement à l'égard du Général de Gaulle une position que je réprouve. Le numéro spécial du « Bulletin de la Manche » sur le référendum en est, si cela était nécessaire, une preuve éclatante.

Je ne sais si Pierre Poujade ranimera le Mouvement qu'il a créé, mais le fait certain est bien qu'aujourd'hui des centaines de milliers de commerçants et artisans, écrasés de charges et d'impôts ont conscience qu'ils ne peuvent plus être « taillables et corvéables à merci ». Ils forment une immense famille que l'on a baptisée improprement « les Poujadistes », du nom de son promoteur. Cela n'est ni péjoratif, ni désobligeant, mais cela ne constitue absolument pas un aquiescement à la position politique actuelle de Pierre Poujade, qui lui est strictement personnelle.

Tel est le problème.

On l'a « malhonnêtement » dénaturé, peu importe.

Ce qui compte et demeure, étant de défendre contre tout collectivisme et sur le plan fiscal, le commerce et l'artisanat de plus en plus menacés.

C'est bien dans cet esprit que M. Léon Juhel a envoyé à ses amis une lettre dont je retiens le passage essentiel :

« Pierre Henault, Député Indépendant-Paysan, a toujours été le député ayant soutenu la défense du commerce et de l'artisanat ».

Il concluait pour ceux-ci de ne pas l'oublier au moment de voter.

Cette affirmation est l'exacte vérité et si les électeurs veulent bien me renvoyer au Palais-Bourbon, mon attitude sur ce point, comme sur tant d'autres, ne changera pas.

CANDIDAT SUPPLÉANT : M. DE MILLY.

Après les attaques dont mon suppléant, M. de Milly, a été l'objet, j'estime de mon devoir d'informer le corps électoral que personne n'aurait jamais songé à lui chercher la moindre querelle, s'il n'avait eu la complaisance d'accepter d'être mon suppléant.

N'étais-je pas le candidat dangereux pour certain ? Tous les moyens furent bons ; des attaques de tous ordres surgirent, les plus imprévues souvent et nous en sommes à la diffamation.

Je crois nécessaire de publier la mise au point faite par M. de Milly à *La Manche Libre* et à *Manche-Eclair*. Mieux avertis, les électeurs jugeront.

Milly, le 21 novembre 1958

« Monsieur le Directeur,

« *Manche-Eclair* dans son édition du 22 novembre, l'article « Entre un homme du Système et un homme du pays », n° 47 me met en cause.

« Il écrit : « M. de Milly a cumulé cinq fermes pour créer une exploitation de « 90 hectares et il a supprimé les cheminées et les fenêtres des anciennes habitations « pour les rendres inhabitables ».

« Je tiens à rectifier :

« — Que j'ai pris à 27 ans la succession de mon père sur l'exploitation familiale telle qu'elle existait et qu'il dirigeait depuis bien des années.

« — Que je n'ai jamais renvoyé aucun fermier, ni abattu aucune cheminée, ni obstrué aucune fenêtre de bâtiment à usage d'habitation.

« Par contre, j'ai diminué mon exploitation en louant à quatre cultivateurs voisins des terres qui leur convenaient.

« J'ai cédé à la Commune du terrain favorisant l'implantation d'une école neuve et à la « Distillerie du Coquerel » d'autres terrains permettant la construction de bassins de décantation, assurant la viabilité de cette usine, dans le but de favoriser l'écoulement de la production fruitière de ma région.

« Comptant sur votre esprit d'équité, et en vertu de la loi du 29 juillet 1881, je vous prie, Monsieur le Directeur, de publier cette rectification dans votre prochain numéro à la même rubrique que précédemment.

« Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

« X. de Milly. »

Conclusion

Le 30 novembre, vous jugerez en dernier ressort.

Je vous fais confiance. Votre décision ne sera pas prise à la légère.

J'ai mené cette campagne avec une courtoisie totale. Je n'ai attaqué personne, pas même celui qui, par son comportement, fait trop visiblement voir qu'il craint de perdre son siège.

Aujourd'hui, je me présente à nouveau devant vous, la conscience en paix, absolument sûr d'avoir fait tout mon devoir de député et cela depuis 10 ans.

J'ai rendu des milliers de services, n'était-ce pas normal ?

Je suis heureux également, et je continuerai d'ailleurs à le faire par ma présence permanente depuis bientôt huit ans à la Commission des finances, d'avoir pu me rendre souvent utile tant sur le plan national que départemental.

Des rapports très importants m'ont été confiés. Je les ai étudiés soigneusement et ma satisfaction a été de les voir votés par l'Assemblée Nationale. Citerai-je pour mémoire le dernier en date : l'Organisation du Sahara.

Ce travail considérable, si votre confiance me demeure acquise, je suis prêt à le continuer. Je ne fais pas de promesses, mais toujours je sais répondre présent !

Amis Electeurs, Merci d'avance.

Pierre HENAULT
Député sortant

Le suppléant :

Xavier de MILLY
Agriculteur. — Maire de Milly

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Edouard LEBAS
(Candidat du Centre Républicain)
élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

Centre républicain

Pour une France nouvelle, avec De Gaulle et les hommes de bonne volonté.

Electeurs, Electrices,

Edouard Lebas et son suppléant éventuel, André Lavalley se présentent à vos suffrages.

— Ils le font sans aucune ambition personnelle et par devoir « pour que ça change ».

— Ils veulent une République neuve, délivrée de la toute puissance des partis et des combinaisons malsaines des politiciens.

— Ils veulent un rassemblement de tous les hommes libres autour de celui qui par deux fois a sauvé le pays.

Or, nous ne pouvons atteindre ce but et rénover la France que si vous envoyez à l'Assemblée des députés désintéressés, capables de comprendre et de discuter, les graves et difficiles problèmes qui vont se poser au pays.

A l'intérieur, de profondes réformes sont immédiatement nécessaires :

— Il faut réaliser une large décentralisation qui donnera aux pouvoirs locaux et aux maires en particulier, des moyens d'agir efficaces ;

— De même notre système fiscal doit être réorganisé pour aboutir à une meilleure répartition des contributions et mettre fin à des inquisitions fiscales insupportables : tout cela est possible si l'on a la volonté de mettre fin au gaspillage des deniers publics en réduisant le train de vie de l'Etat et en surveillant étroitement les marchés passés par ses représentants ;

— Dans le domaine de la construction, nous voulons, une réforme des méthodes employées, nous voulons, en particulier, moins de paperasse et plus de rapidité dans l'obtention des permis de construire ;

— Nous voulons que, dans la France nouvelle, l'agriculture ait la place qui lui revient et que les prix agricoles soient revalorisés par rapport aux prix industriels de façon que le cultivateur soit payé convenablement de son travail, mais sans que le consommateur fasse une fois de plus les frais de l'opération ; nous voulons en effet, que dans une juste répartition des bénéfices, soit entreprise la lutte contre la vie chère, autrement que par des discours ;

— Nous voulons aussi que la liberté de l'entreprise soit assurée sous l'arbitrage de l'Etat et que l'artisanat, urbain et rural, soit fermement défendu ;

— Nous voulons que les marins soient assurés de vendre les produits de leur pêche à un prix convenable en application du vieil adage « A chacun selon ses œuvres » ; et le métier de la mer est un dur métier ;

— Nous voulons, sur le plan plus particulier de notre département, que le potentiel industriel de notre circonscription soit développé ;

— Nous voulons que tout soit mis en œuvre pour y développer de façon méthodique et suivie ses richesses touristiques et hôtelières et que des projets comme celui de la station de cure marine de Granville soient au plus tôt réalisés ;

— Nous voulons que l'instruction soit largement dispensée à la jeunesse, tant dans nos campagnes que dans nos villes :

— Nous voulons qu'en même temps cette jeunesse soit éduquée dans un esprit civique et de dévouement à la nation ;

— C'est pour tenter de réaliser ce programme, dont les détails ne sauraient prendre place sur une simple circulaire, que se présentent à vous, en dehors des anciens partis, Edouard Lebas et son suppléant éventuel, André Lavalley.

Edouard Lebas est votre ancien Préfet qui, de 1944 à 1952, a vécu dans vos ruines, a pris part à vos deuils et à vos misères. Il pourrait conserver pendant des années encore son poste à Paris ; mais il a pensé qu'il pourrait vous rendre plus de services ainsi qu'au pays en étant votre député. Ancien combattant des deux guerres, il connaît les droits de ses compagnons de combat. Ancien Préfet de la Manche, il connaît les besoins de notre région, agricoles, industriels, maritimes et il sera plus à même que quiconque d'aider à en développer les richesses trop longtemps négligées.

— De même ses connaissances d'ordre administratif ou intellectuel lui permettront de comprendre et de discuter avec profit les grands problèmes économiques, diplomatiques, administratifs ou éducatifs qui vont se poser, et de la solution desquels dépend l'avenir du pays.

Son désir d'être bien renseigné sur toutes les questions importantes, parmi lesquelles l'agricole est la plus délicate peut-être, lui a fait choisir, comme suppléant éventuel, André Lavalley, l'Agriculteur-Eleveur de Savigny, qui sera pour lui, en ce domaine, un conseiller éclairé.

Tels sont les deux hommes qui se présentent à vos suffrages. Idéalistes et laïques au sens noble du mot, ils entendent lutter pour une France nouvelle, travailleuse, forte et généreuse.

Ils veulent une politique de progrès social qui doit permettre aux salariés du monde industriel, commerçant, agricole, maritime ou administratif de travailler dans l'ordre et de vivre dignement.

Dans ce but, ils font appel à tous les hommes de bonne foi, épris de fraternité pour établir la concorde entre Français, grâce au respect des idées de chacun et pour permettre à tous de vivre dans la liberté.

Pas d'abstentions !

Votez et faites voter Centre Républicain.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

EDOUARD LEBAS

Ancien Combattant de la Grande Guerre. — Combattant Volontaire de 1940-1944
Ancien Préfet de la Manche
Agrégé d'Histoire et de Géographie. — Inspecteur Général de l'Administration

Suppléant éventuel :

ANDRÉ LAVALLEY

Agriculteur-Eleveur à Savigny par Belval

2e CIRCULAIRE

Centre républicain

Pour une France nouvelle, avec de Gaulle et les hommes de bonne volonté.

Electeurs, Electrices,

Dimanche dernier, vous nous avez donné, par votre vote massif, la première place : nous vous en remercions très vivement. Dimanche prochain, grâce à vous, notre succès sera définitif : Edouard Lebas et André Lavalley seront vos élus.

Nous faisons appel à votre honnêteté et à votre jugement : voter Lebas, c'est soutenir de Gaulle, c'est voter France.

En effet, aucun doute, aucune confusion ne sont désormais possibles : un seul candidat, Lebas, est Gaulliste. Il le fut toujours, et le Général de Gaulle lui a sans cesse témoigné sa confiance et son amitié. Si certains en doutaient, relisez ce mot, entièrement écrit de la main du Général et adressé à la fin du mois de mai tragique à M. Lebas, « son » Préfet :

« De tout cœur, merci, mon cher Préfet. Croyez-moi cordialement vôtre. Charles de Gaulle. »

Electrices, Electeurs, voter Lebas-Lavalley, c'est promouvoir la France nouvelle, grâce à des hommes nouveaux. C'est élire des hommes propres et courageux contre les vieux politiciens usés, contre les combines, les gaspillages et contre les mensonges.

Voter Lebas-Lavalley,

Agriculteurs, c'est voter « paysan », c'est défendre la paysannerie et la petite exploitation, avec Lavalley, seul et vrai paysan.

Commerçants et artisans, c'est voter défense du petit commerce, c'est voter pour la justice fiscale fondée sur l'impôt à la base qui engloberait en outre les charges sociales.

Anciens combattants et victimes des deux guerres, c'est voter pour la défense de vos « droits sacrés ».

Industriels, c'est voter pour la libre entreprise.

Fonctionnaires, employés divers et ouvriers, c'est voter justice sociale, c'est mettre l'Etat en demeure de tenir ses engagements envers vous.

Malades et vieillards, c'est voter défense des faibles et des opprimés.

Marins, c'est voter défense des gens de mer, inscrits et pensionnés de la marine.

Catholiques, voter Lebas-Lavalley, c'est suivre les directives du Cardinal Grente : « Les catholiques chercheront des candidats qui s'engagent à garantir les droits sacrés de la famille, à respecter la justice sociale et à promouvoir, dans un esprit de concorde, la liberté de l'enseignement. »

Voter Lebas-Lavalley, c'est voter pour des hommes qui travailleront à la prospérité de la région de Coutances et Granville, alors que d'autres, malgré leurs promesses électorales, de jadis, n'ont jamais rien fait.

Votez pour des hommes capables. La France a besoin d'hommes compétents.

Voter et faites voter Lebas-Lavalley.

Pas d'abstentions !

Votez et faites voter.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

EDOUARD LEBAS
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Ancien Combattant des deux guerres
Agrégé d'Histoire et de Géographie
Ancien Préfet de la Manche

Suppléant éventuel :

ANDRÉ LAVALLEY
Agriculteur-Eleveur à Savigny par Belval

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre GODEFROY
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Une deuxième fois, le Général de Gaulle a sauvé la France.

Il ne faut pas qu'une deuxième fois les politiciens l'empêchent d'accomplir sa tâche de redressement.

Il faut l'aider jusqu'au bout.

DÉFENSE DE VOTRE OUI

Le 23 novembre, le sort du Pays sera entre vos mains. De votre vote dépendra la continuité de l'action entreprise pour la rénovation de la France.

L'avenir d'un pays se bâtit avec des lois, mais surtout avec des hommes. Nous avons une République Nouvelle. Il faut des hommes nouveaux, qui n'ont pas trempé dans les compromissions et dont la ligne de conduite n'a jamais varié.

Ancien évadé d'Ukraine et de Hongrie, ancien collaborateur de M. André Malraux, je me présente à vos suffrages sous l'égide de l'Union pour la Nouvelle République.

Nous voulons vous épargner les gouvernements de six mois, les jeux de cirque de la politique. Nous voulons construire une France dont vous serez fiers et ou chacun aura sa juste part.

Défense des intérêts agricoles

Fils de cultivateur, rédacteur agricole, les problèmes du « métier » sont les miens. Je suis de ceux qui croient que notre région herbagère, berceau de race et bassin laitier, a d'immenses possibilités en tenant compte du Marché commun et de l'expansion du marché africain.

Je porterai mon effort sur quelques problèmes précis, essentiels, qui conditionnent votre prospérité : élevage, viande, lait, cultures maraîchères, défense de l'exploitation familiale. Je m'attacherai à faire cesser l'injustice dont est victime notre département où les charges sociales sont calculées sur un revenu cadastral surévalué.

Défense des Commerçants, Artisans, Ouvriers, Pêcheurs

La IVe République n'a pas su choisir entre le libéralisme et le dirigisme et nous avons eu un système bâtard dont le petit commerce et l'artisanat ont été les principales victimes.

Je suis un partisan de la liberté économique.

Les commerçants réclament une simplification et si possible un allégement de la fiscalité. Je défendrai ce point de vue ainsi que celui des artisans qui ne bénéficient pas des avantages sociaux que méritent leur travail et les services rendus. Les intérêts des pêcheurs seront également défendus.

C'est l'honneur de notre époque d'avoir fait de la question sociale, la question majeure, sur laquelle elle entend être jugée. C'est dans la solidarité des classes et dans la justice sociale que nous ferons la France plus fraternelle.

Seul un Etat moderne, dynamique, tourné vers l'expansion économique, réalisera le vieux rêve d'une société sans déshérités et sans misère.

Tracer des routes, bâtir des maisons, donner de la richesse à nos campagnes, à nos bourgs et à nos villes, équiper nos ports de pêche, développer le tourisme, c'est beaucoup.

La France Nouvelle est exigeante. Elle veut encore de l'enthousiasme, de la foi, de l'unité. Nous avons une tâche d'honneur à accomplir.

Avec de Gaulle nous ferons de grandes choses.

Au référendum vous avez dit non au passé d'intrigues et de divisions. Vous avez dit oui à la France. Défendez votre oui en votant pour les candidats de l'Union pour la Nouvelle République.

Pierre GODEFROY
Journaliste agricole
Ancien prisonnier de guerre (9 évasions)

Remplaçant éventuel :

René PIQUOT
Cultivateur. — Maire de Taillepied
Président du Comice Agricole de Saint-Sauveur-le-Vicomte

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Plus de 10.000 suffrages se sont portés sur mon nom.

Par-delà ma personne vous avez dit OUI à l'Union pour la Nouvelle République et à ceux qui ont toujours été fidèles à de Gaulle.

Dimanche 30 novembre, je le sais, votre OUI sera décisif, indiscutable.

Gens de chez nous :

— Cultivateurs
— Artisans
— Ouvriers
— Commerçants
— Pêcheurs
— Fonctionnaires

Aujourd'hui vous m'aidez ;
Demain je vous aiderai.
Avec de Gaulle nous ferons une France fraternelle.

PIERRE GODEFROY
Journaliste agricole
Ancien évadé d'Ukraine et de Hongrie. — Ancien collaborateur de M. André Malraux

Remplaçant éventuel :

RENÉ PIQUOT
Cultivateur. — Maire de Taillepied
Président du Comice Agricole de Saint-Sauveur-le-Vicomte

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René SCHMITT
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti Socialiste S.F.I.O.

Chères Electrices, chers Electeurs,

Les élections du 23 novembre 1958 ne doivent pas constituer une revanche, au sens vil du mot, sur le scrutin malhonnête du 2 janvier 1956 où les apparentements enlevèrent à la liste socialiste, arrivée première, les deux sièges lui revenant normalement pour les attribuer à deux listes (M.R.P. et Indépendants) qui avaient respectivement 9.000 et 11.000 voix de moins que nous !

Mais elles doivent être un retour à la justice : cette fois les derniers ne seront pas les premiers !

Pour la première fois depuis la Libération, elles désigneront un homme par Arrondissement et non des hommes sur des listes perdues dans le département.

Elles se placent sous le signe d'une immense volonté populaire de donner la confiance du peuple aux hommes qui ont su, par leur intelligence et leur courage, éviter la guerre civile en mai-juin derniers : le Général de Gaulle, Auriol et Guy Mollet.

Je me réclame de ces trois hommes. J'ai pris, dès le premier jour de cette sombre période, nettement position en faveur de l'ordre républicain, contre l'aventure factieuse, en faveur du Gouvernement du Général de Gaulle assisté de Guy Mollet dont le rôle déterminant a permis de sauvegarder la République et ouvert la voie aux nécessaires réformes.

Elire un homme et non une liste.

Voilà enfin déjoués les calculs du M.R.P. et de M. Brard qui ont toujours voté contre le scrutin d'arrondissement, alors que depuis douze ans, j'ai toujours affirmé la nécessité de revenir à cette loi électorale voulue par le peuple. Je l'accueille avec une profonde satisfaction, comme une victoire de la justice, comme la fin des mariages contre nature du 2 janvier 1956.

Ce que devra être votre futur député.

Je connais bien la Circonscription de Cherbourg.

Urbaine :

Maire de la plus grande ville du département, je crois être qualifié pour traiter des problèmes administratifs, industriels et d'expansion économique, des problèmes de salaires et des questions sociales auxquelles j'ai mêlé toute ma vie.

Maritime :

Cinq grands problèmes se posent :

1. — L'Arsenal avec sa nouvelle vocation atomique qu'il faudra soutenir à fond.
2. — Le Port transatlantique, avec son prochain retour des lignes allemandes et son activité d'avant-guerre désormais possible.
3. — Le Port de pêche, appelé à un développement beaucoup plus brillant qu'on le pense.
4. — Le Port de plaisance, pourvoyeur de devises étrangères.
5. — La petite pêche, de Gratteville à Auderville, dont j'ai mesuré l'importance et compris les besoins quand j'étais Président de la Commission de la Marine Marchande.

Agricole :

Depuis quatre ans je me suis efforcé de développer les amicales relations entre la ville et la campagne. Je crois avoir réussi en créant ou améliorant :

— le marché du lundi avec ses primes,
— le marché de quinzaine des gros bovins,
— les concours d'arrondissement,
— un concours interdépartemental,
— un concours d'animaux gras,
— un concours hippique annuel.

Je me considère lié, par le succès de ces réalisations, au sort des centaines d'exploitants agricoles familiaux qu'il faut défendre comme la base essentielle de la prospérité de la région.

La vie de la France.

Mais votre Député ne représentera pas seulement votre Circonscription. Il participera aussi aux affaires de la France.

Politique extérieure :

Je suis partisan :

— du maintien de l'Alliance Atlantique (O.T.A.N.),
— de la construction de l'Europe,
— des obligations de la Défense Nationale, notre but final restant la Paix désarmée selon la formule traditionnelle : « ni contrôle sans désarmement, ni désarmement sans contrôle, mais progressivement tout le désarmement contrôlable. »

Politique intérieure :

Elle se résume en une phrase : effort vers une plus équitable répartition du revenu national. Comment ?

— par l'expansion économique et la lutte contre le chômage,
— par un plan d'équipement adapté au Marché commun,
— par une politique de crédit dans le cadre de ce plan,
— par la juste rémunération du travail dans l'agriculture,
— par la défense de la petite exploitation agricole,
— par l'accession des jeunes à la terre, en interdisant le cumul des exploitations agricoles,
— par le développement de l'artisanat et la réforme d'une fiscalité injuste qui ecrase le petit commerce,
— par la sécurité du travail et de la vieillesse (Plan Gazier),
— par la défense des retraités (fonction publique et industrie d'Etat, retraités de la Sécurité Sociale, pêcheurs, — ces derniers justement inquiets des menaces pesant sur leur régime spécial de retraite).

Afrique et Algérie :

Je suis absolument d'accord avec la politique généreuse, pratiquée par le Gouvernement de Gaulle, tant en Afrique qu'en Algérie, et notamment avec le discours de Constantine où pour la première fois brille l'espoir de la fin de la guerre en Algérie, comme les Socialistes l'ont toujours souhaitée.

Je n'ai pas parlé seulement en mon nom personnel, mais en celui de mon remplaçant éventuel : Joseph Bocher, Maire-Adjoint d'Equeürdreville, Conseiller Général, ancien Sénateur, Membre du Conseil Supérieur de la Marine Marchande, qui fait intégralement siens tous les points de cette déclaration.

Chères Electrices, chers Electeurs, choisissez l'homme que vous connaissez déjà bien et qui croit pouvoir, à la fois représenter valablement la Circonscription et participer honorablement au grand renouveau de la France.

René SCHIMTT

Maire de Cherbourg. — Conseiller Général. — Ancien Ministre

2e *CIRCULAIRE*

Parti Socialiste S.F.I.O.

Chers Electeurs, chères Electrices,

Les résultats du premier tour ont répondu à nos espérances en nous portant en tête avec près de 40 % des suffrages exprimés et 7.600 voix d'avance sur le second candidat.

La leçon du scrutin est claire :

— Vous aviez le choix entre six candidats.
— Vous avez fait confiance à deux hommes qui ont fait leurs preuves.

Ces hommes avaient dès l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, pris position, sans hésiter, en faveur de son Gouvernement, comme ils l'avaient suivi en 1940 quand il symbolisait l'unité de la patrie contre l'envahisseur.

Mais la partie n'est pas encore gagnée.

Il faut le rassemblement de toutes les énergies nouvelles pour la République nouvelle.

Présents en 1940,
Présents en 1945,
Présents en 1958,
pour la République et pour la France nous le serons encore pour la volonté de redressement de la Nation.

Aidez-nous avec de Gaulle à rénover le régime républicain et à consolider la démocratie.

Votez pour les Candidats de la Ve République : René Schmitt, Joseph Bocher.

Pour de Gaulle et l'unité de la Patrie.
Pour Guy Mollet et la permanence de la République.

Dès le 5 juin 1958, nous avons pris position vis-à-vis du Gouvernement de Gaulle-Guy Mollet, par le communiqué suivant publié dans *La Presse de la Manche* et *l'Ouest-France :*

... « Face à la constitution du Gouvernement présidé par le Général de Gaulle, la Fédération Socialiste de la Manche prend acte des déclarations du Général de Gaulle, qui, devant la menace de la guerre civile, s'est proposé pour défendre la souveraineté populaire, exprimée par le Suffrage Universel, les libertés individuelles, les libertés syndicales et les conquêtes sociales nées de la Libération.

« La Fédération Socialiste de la Manche apportera son concours loyal à l'œuvre de défense républicaine dans le cadre de la légalité démocratique. Elle fait confiance à un Gouvernement auquel participent deux des siens » ...

Si vous voulez que continue cette équipe qui s'annonce victorieuse dans toute la France, votez dans le même sens pour la Circonscription de Cherbourg, votez pour :

RENÉ SCHIMTT

Maire de Cherbourg. — Conseiller Général. — Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

JOSEPH BOCHER

Conseiller Général. — Ancien Sénateur. — Maire-Adjoint d'Equeurdreville

MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Jean TAITTINGER
(Candidat Indépendant U. N. R.)
élu le 30 novembre 1958
(App. U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

A REPUBLIQUE NOUVELLE IL FAUT DES HOMMES NOUVEAUX

Electrices, Electeurs,

Le relèvement de la France, les efforts de chacun d'entre vous, ont été saccagés par douze années d'anarchie parlementaire, d'impuissance gouvernementale, de guerre et de révoltes. Elles furent d'autant plus dramatiques qu'aux pertes de territoires et de prestige s'ajoutait la perte la plus lourde : celle du sang français.

Comme vous j'étais profondément écœuré par la déchéance du pays.

Grâce au sursaut national du 13 mai et malgré la farouche opposition des partis politiques, qu'ils soient communiste, socialiste ou M.R.P., le Général de Gaulle est revenu au pouvoir.

Il a fait en quatre mois ce que les parlementaires n'avaient pas réussi en douze ans.

Le 28 septembre, vous condamniez à une écrasante majorité la IVe République et les partis responsables.

Se rendant compte qu'ils ne pouvaient immédiatement sauver le système auquel ils étaient attachés, beaucoup de politiciens ont soudain opté pour le nouveau régime, afin de pouvoir y prendre place : les chevronnés de la IVe veulent aujourd'hui se faire pardonner.

Quels que soient les mérites de certains d'entre eux, les Français n'en veulent plus parce qu'ils portent en eux le germe de la discorde, ils sont usés et leurs méthodes sont inaptes aux nécessités de l'avenir.

Puisque vous voulez que cette République réussisse : plus d'hésitation, donnez-lui toutes les chances au départ.

A RÉPUBLIQUE NOUVELLE, IL FAUT DES HOMMES NOUVEAUX !

C'est pour cela qu'un grand nombre d'entre vous m'ont encouragé à présenter ma candidature. J'ai accepté parce que, moi aussi, j'ai la volonté intraitable de tout changer.

Candidat de tous ceux qui condamnent les manœuvres des partis politiques et font confiance au Général de Gaulle, je suis un homme nouveau, je veux donner à cette jeune République un visage dynamique et moderne, un esprit libéral et social digne du XXe siècle.

Mon programme est net et franc, il faut dans l'immédiat :

— simplifier la fiscalité ;
— supprimer complètement les abattements de zone ;

— défonctionnariser l'agriculture et rétablir l'équilibre entre les prix agricoles et les prix industriels ;

— accélérer la construction et faciliter l'accession à la propriété à la ville et à la campagne ;

— améliorer l'équipement du vignoble ;

— créer l'assurance chômage, financée par les cotisations patronales et ouvrières et non par l'impôt ;

— indexer réellement les pensions et retraites sur le coût de la vie ;

— tenir les engagements pris vis-à-vis des Anciens Combattants ;

— respecter et encourager l'épargne ;

— faciliter l'installation des jeunes ;

— reconvertir les entreprises chaque fois qu'il est nécessaire pour préparer le marché commun et assurer le plein emploi ;

— équilibrer les dépenses et les recettes de l'Etat sans recourir sans cesse à de nouveaux impôts.

Je me présente parce que je veux vous donner le choix entre les formules du passé et une formule d'avenir.

Maire de Gueux depuis cinq ans, Conseiller municipal depuis sept ans, dirigeant à Reims des entreprises familiales bien connues, je parcours souvent le vignoble et les campagnes où je compte de nombreux amis. Je connais les problèmes des jeunes comme des vieux. Je me suis attaché depuis des années à résoudre ceux qui étaient de mon ressort.

Faites-moi confiance, Electrices et Electeurs, lorsque je vous dis : avec le Général de Gaulle il est possible à tous d'accéder à une vie meilleure à condition de ne pas mettre d'anciens politiciens à ses côtés.

Vive de Gaulle !
Vive la France !

JEAN TAITTINGER
Candidat Indépendant U.N.R.
Union pour la Nouvelle République

Suppléant :

JEAN BERNARD
Vigneron Manipulant, Verzenay

2e CIRCULAIRE

A REPUBLIQUE NOUVELLE IL FAUT DES HOMMES NOUVEAUX

Electrices, Electeurs,

Plus de 16.000 d'entre vous, dès le premier tour de scrutin, m'ont exprimé leur confiance en me portant largement en tête de tous les candidats.

Je les remercie et, en particulier tous ceux qui œuvrent à mes côtés et m'encouragent sans réserve.

J'engage tous ceux qui n'ont pu voter dimanche dernier à se joindre à eux pour provoquer un raz de marée en faveur de la Nouvelle République.

Vous avez confirmé votre OUI du référendum.

OUI aux hommes nouveaux.

OUI à la République Nouvelle.

OUI à ses forces nouvelles.

pour soutenir l'Action du Général de Gaulle, pour la rénovation totale de la France.

NON aux hommes de la IVe République ;

NON aux politiciens accrochés à leurs prérogatives et aux honneurs, occupés aux dosages et aux combinaisons politiques, qui, à l'avance, leur retirent toute efficacité.

La situation est claire :

Les masques sont tombés, les combinaisons politiques réapparaissent et le regroupement des forces opposées à la Nouvelle République s'est opéré.

Malgré l'engagement d'honneur pris par le Député-Maire, candidat M.R.P., au Cirque Municipal de Reims, jeudi 20 novembre dernier, devant 800 personnes, celui-ci a décidé de se maintenir au 2e tour.

Nous nous trouvons maintenant face à face.

Ce n'est plus entre deux hommes mais entre deux régimes qu'il faut choisir.

Entre l'ancien régime qui tente un effort désespéré pour se survivre, en renouant les vieilles alliances du système.

Et la Nouvelle République qui se dessine par le magnifique succès obtenu dès le premier tour par les forces nouvelles, et au sein de laquelle, je vous représenterai pour construire avec vous et avec le Général de Gaulle la France de demain.

Vive de Gaulle !
Vive la France !

JEAN TAITTINGER
Candidat Indépendant U.N.R.
Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

JEAN BERNARD
Vigneron Manipulant, Verzenay

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Marcel FALALA
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le régime des Partis de la IVe République, par son irresponsabilité, son instabilité, son impuissance, avait conduit le Pays au bord de l'abîme.

La guerre civile a été évitée de justesse : grâce à la discipline et au sang-froid de notre Armée, à l'autorité et au prestige du Général de Gaulle.

La tâche du Parlement de demain sera lourde. Au cours des 10 années écoulées, que de promesses ont été faites ! et si peu tenues !

Et il reste tant à faire.

FISCALITÉ

Allègement, refonte et simplification de la fiscalité en vue d'une répartition moins anti-économique de la charge des impôts qui s'appesantit lourdement sur l'appareil de production et de distribution.

Egalité de tous les Citoyens devant l'impôt.

POLITIQUE AGRICOLE

Moderniser l'exploitation familiale par des mesures économiques, techniques et sociales.

Rétablir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques.

Politique économique

Suppression des empiètements de l'Etat et de ses interventions dirigistes dans le domaine économique.
Expansion économique par la dénationalisation du crédit.
Diminution systématique des dépenses publiques et suppression des subventions injustifiées.
Coordination des services administratifs et suppression de ceux qui sont inutiles.
Libre entreprise, défense de la propriété et encouragement à l'Epargne.
Raffermir la position du franc.

Politique sociale

A chacun sa juste part des fruits de son travail et de son capital.
Amélioration des conditions de travail.
Politique de plein emploi et assurance contre le chômage.
Protection des Anciens Combattants, prisonniers et Victimes de Guerre ainsi que des catégories sociales les plus défavorisées (vieillards, malades, rentiers viagers, économiquement faibles).
Restaurer et maintenir le pouvoir d'achat détérioré en 1956-1957 au grand préjudice des budgets familiaux.

Logement

Dégager les crédits nécessaires pour intensifier la construction et détruire les taudis.
Garantir le foyer de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages.

Programme minimum — mais indispensable — et que seul le Général de Gaulle peut faire aboutir.
A condition que le Parlement de demain ne retombe pas dans les errements du passé et consente à s'accommoder du rôle qui lui est dévolu par la Nouvelle Constitution. En un mot, qu'il ne ressemble pas à celui d'hier.
Faites à nouveau confiance à de Gaulle. — Faites respecter votre « OUI » du 28 septembre.
Dites « NON » aux candidats de division qui, inconsciemment ou non, font le jeu des marxistes.
Dites « NON » aux adversaires du Référendum.
Dites « NON » aux candidats des partis politiques qui, jusqu'à fin mai dernier, ont combattu le Général de Gaulle et n'ont accepté, que contraints et forcés, son retour au Pouvoir.

Votez pour ceux dont la fidélité au Général de Gaulle ne peut être contestée et qui défendront, avec foi, ténacité, et désintéressement son programme de rénovation nationale, votez :

Marcel FALALA

Candidat d'Union pour la Nouvelle République avec le soutien des Indépendants
Conseiller Municipal de Reims. — Conseiller Général du 2e Canton
Ancien Combattant 1914-1918. — Déporté de la Résistance
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire
Croix de Guerre 1914-1918, 1939-1940, 1944-1945
Officier d'Académie. — Chevalier du Mérite Social. — Médaille d'Or de l'Education Physique

Suppléant :

Roger RAULET

Boulanger-Pâtissier à Reims
Ancien Adjoint au Maire. — Ancien Conseiller Général

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Je remercie les 12.136 Electrices et Electeurs de la 2e circonscription de Reims qui, dès le 1er tour de scrutin m'ont exprimé leur confiance et m'ont jugé le plus digne, en me portant en tête de tous les candidats, de battre le communisme.

Vous avez confirmé votre OUI du référendum.

OUI à la République Nouvelle.

OUI à ses forces nouvelles.

Dimanche dernier, le peuple de France, dans son immense majorité, a apporté massivement ses voix à l'Union pour la Nouvelle République.

Vous avez compris que l'U.N.R., qui sera demain le plus grand mouvement national, soutiendra sans réserve l'action du libérateur de la patrie.

Mais déjà les combinaisons réapparaissent pour faire échec au programme de rénovation nationale du Général de Gaulle.

Vous laisserez-vous abuser et accepterez-vous le retour à la « cuisine » électorale de la IVe République ?

Par ailleurs, les promesses démagogiques chères à certains candidats ne résolvent pas les problèmes.

Seule une majorité de députés U.N.R., bien décidée à soutenir le Général de Gaulle, permettra de remettre de l'ordre dans la « Maison France », de rendre sa pleine expansion à notre économie nationale (notamment aux localités de la circonscription sous équipées ou frappées par la crise) et par là même d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et des classes sociales les plus déshéritées.

Votez en masse sans abstention U.N.R. pour construire ensemble la France de demain plus prospère et plus juste.

Votez Falala, candidat d'Union pour la Nouvelle République

Marcel FALALA
Conseiller Municipal de Reims. — Conseiller Général du 2e Canton
Ancien Combattant 1914-1918. — Déporté de la Résistance
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire
Croix de Guerre 1914-1918, 1939-1940, 1944-1945
Officier d'Académie. — Chevalier du Mérite Social. — Médaille d'Or de l'Education Physique

Remplaçant éventuel :

Roger RAULET
Boulanger-Pâtissier à Reims
Ancien Adjoint au Maire. — Ancien Conseiller Général

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean DEGRAEVE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Français, Françaises,

Le 20 avril dernier, je me suis présenté dans le Canton de Givry-en-Argonne avec le programme ci-dessous:

ELECTIONS CANTONALES DU 20 AVRIL 1958

Canton de Givry-en-Argonne.

Electeurs, Electrices,

Le mandat que vous avez bien voulu me confier en 1951 étant expiré, j'ai l'honneur d'en solliciter le renouvellement, si vous voulez bien continuer à m'accorder votre confiance.

Depuis que je suis votre élu, je me suis toujours efforcé d'administrer le Canton, sans faire de politique.

Résidant au Centre du département, j'ai pu, chaque fois que cela a été nécessaire, intervenir auprès de l'Administration dans les délais les plus brefs.

Je me présente donc à vos suffrages, animé des mêmes intentions et de la même bonne volonté.

Sans l'appui d'aucun parti politique

J'estime, en effet, que le rôle d'un Conseiller Général ne consiste pas à faire de la politique, mais à administrer le Canton dont il est le représentant uniquement soucieux de l'intérêt général.

Mon action se poursuivra comme par le passé, pour :

Réclamer la suppression des impôts abusifs ;

Demander l'égalité fiscale ;

Défendre les intérêts agricoles, industriels, commerciaux et artisanaux menacés par l'application d'une politique de facilité ;

Réclamer une amélioration du climat social par la participation aux bénéfices du personnel dans les entreprises (Association capital-travail) pour améliorer le pouvoir d'achat ;

Demander une solution équitable et rapide du problème algérien en préservant les intérêts français. De Gaulle est le seul homme capable, avec les pleins pouvoirs, de régler la question Afrique de Nord.

Veiller au sein du Département, aux économies possibles.

Si vous me jugez toujours digne de votre confiance et si vous estimez que je puis continuer à travailler au mieux des intérêts du Canton et du Département, Votez pour moi.

Si vous estimez que j'ai démérité, remplacez-moi.

J. Degraeve.

*
**

Toujours épris du même Idéal, et poursuivant le même but, je sollicite vos suffrages, sans le soutien d'aucun parti politique de la IV[e].

La Convention Républicaine, issue du 13 mai, et l'U.N.R., dont nous sommes, Charles Eggermann et moi-même, ont pour mission de suivre, sans hésiter ni trahir, à aucun moment, le Général de Gaulle.

Nous ne faillirons pas ; nous en prenons l'engagement !

Notre programme reste le même que celui du 20 avril 1958 : les partis ont été dans l'obligation de donner au Général de Gaulle les pouvoirs que nous réclamions afin de lui permettre de régler la question Afrique du Nord. Un grand pas a déjà été fait en ce sens.

Votre confiance lors du vote du référendum a permis de changer le système qui nuisait à la France.

Il faut maintenant liquider les hommes de l'ancien régime !

C'est pourquoi, le 23 novembre, nous vous demandons instamment de voter suivant votre conscience, mais surtout pour des hommes nouveaux décidés à suivre la politique de redressement entreprise par le Général de Gaulle.

Vive la Marne !
Vive la République !
Vive la France !
Vive de Gaulle !

JEAN DEGRAEVE

Ancien Conseiller Municipal de Châlons. — Conseiller Général de Givry-en-Argonne
Commissaire départemental de la Convention Républicaine

Suppléant :

CHARLES EGGERMANN

Maurupt-le-Montois
Grand Invalide 1944. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre, 2 étoiles d'argent

---

2e *CIRCULAIRE*

Français, Française,

Nous remercions ceux qui nous ont fait confiance dès le premier tour de scrutin.

Nous demandons à ceux qui, par certaines attaches ou sentiment politique, avaient voté pour « leur » candidat, de nous accorder dimanche prochain leurs suffrages. Nous les assurons de notre entier dévouement à la politique de redressement de la France entreprise par le Général de Gaulle :

Libérateur de la Patrie, honnête et loyal, il a toujours préservé nos intérêts nationaux ; depuis le 1er juin, il a incontestablement rendu au Pays sa place de grande puissance qui était déjà contestée par tous ses Alliés.

Sur le plan intérieur, beaucoup de travail reste à faire et nous pouvons lui faire confiance pour régler au mieux tous les problèmes qui nous préoccupent.

Nous vous confirmons l'engagement que nous avons pris de suivre inconditionnellement sa politique et sollicitons à nouveau vos suffrages.

Notre devise restant « servir ».

JEAN DEGRAEVE

Remplaçant éventuel :
CHARLES EGGERMANN

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René CHARPENTIER
Candidat du Mouvement Républicain Populaire
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re *CIRCULAIRE*

Mouvement républicain populaire.

Depuis treize ans, la population a manifesté sa confiance à René Charpentier, Député sortant.

Aujourd'hui le mouvement Républicain Populaire fait à nouveau appel à la confiance de ses électeurs dans la circonscription d'Epernay.

Son suppléant est François Crombez Conseiller Général, maire de Montfort.

Tout deux sont d'ardents patriotes qui n'ont aucune leçon à recevoir spécialement des gaullistes de fraîche date.

Electrices, Electeurs,

Le scrutin du 23 novembre revêt une extrême importance. Faute d'avoir réformé à temps ses institutions, en mai dernier, la France a connu une crise grave. La présence de Pierre Pflimlin à la tête du gouvernement a évité la guerre civile à notre pays. Elle a permis dans la légalité, l'appel au Général de Gaulle qui peut ainsi jouer son rôle irremplaçable : celui d'un arbître.

Avec le Général de Gaulle une Constitution a été votée à une majorité écrasante, qui n'était ni de droite ni de gauche, mais qui rassemblait des Français de toutes conditions et de toutes opinions.

Les institutions seront valables si les élus de demain savent s'associer au service du bien commun, de la justice et de la paix. Mais la nouvelle République serait encore paralysée si le Parlement était livré aux formations politiques spécialistes du déclanchement des crises ministérielles.

Les hommes du M.R.P., qui n'ont jamais renversé un gouvernement qu'ils avaient investi sont résolus à tout mettre en œuvre pour assurer la stabilité ministérielle indispensable.

Cette stabilité est d'autant plus nécessaire que les grands problèmes demeurent en France et dans le Monde.

En Algérie, il faut établir une paix française fondée sur la justice, comme l'a définie le Général de Gaulle.

Outre-mer, il s'agit de construire la communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir.

En Europe, l'œuvre d'unification à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman doit être continuée et développée. Le Marché commun qui entrera en vigueur le premier janvier prochain, offre à notre agriculture comme à notre industrie les meilleures chances de progrès si nous savons l'aborder avec les atouts désirables.

Dans le domaine économique et social nous refusons le faux dilemme : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie comme l'a montré l'expérience Pflimlin en 1955. Elle est une des conditions de progrès social et familial. A cette politique il faut associer toutes les forces vives de la Nation. Ouvriers, agriculteurs, industriels, commerçants et artisans doivent collaborer à cette œuvre dans un climat de concorde et de paix sociale.

Il faut apporter une espérance aux sans-logis et aux mal-logés, le travail rémunérateur aux jeunes des villes et des campagnes, les moyens de vivre aux familles et la solidarité envers les aînés.

La réforme fiscale, la réforme administrative, la réforme de l'enseignement restent à faire.

Tout cela peut se réaliser si vous le voulez, mais dans un climat de paix, en dehors des divisions partisanes et des politiques publicitaires.

Action locale

Si l'élu est préoccupé des tâches nationales, il doit être aussi un animateur local.

La mission du Député d'Epernay sera d'associer la défense des intérêts économiques d'une circonscription agricole et viticole très vaste avec la nécessité de promouvoir une politique d'action régionale. Il devra faire en sorte que les jeunes ne soient pas obligés d'aller grossir les agglomérations parisienne et rémoise.

Pour cela il importe que nos enfants trouvent du travail sur place, ce qui nécessite l'implantation à Epernay et dans les principaux centres de notre région, d'industries diverses, permettant d'assurer la vie de nos cités et la prospérité de tous, artisans, commerçants et familles.

La viticulture, en difficulté par suite des dommages subis depuis plusieurs années pourra compter sur René Charpentier pour étudier ces problèmes avec la même attention qu'il a mise à étudier les problèmes de l'agriculture.

L'agriculture connait l'action nationale et internationale de René Charpentier ; elle sait qu'elle peut compter sur lui, demain comme hier.

Un homme de chez nous

On dit que le nouveau scrutin rapproche l'électeur de l'élu. Point n'était besoin de cela pour rapprocher René Charpentier de ses électeurs.

Issu d'une famille fixée depuis plusieurs siècles dans notre région, il a depuis treize années pris contact avec les représentants de toutes les communes du département, et il connait bien leurs besoins, avec ses amis Pierre Schneiter, Député-Maire de Reims et Roger Menu, Sénateur-Maire d'Epernay. Son plus ardent désir sera de consulter les représentants de tous les milieux sociaux. Electrices et Electeurs lui feront confiance.

Pour aider la République à réaliser ses tâches essentielles :

— Etablissement en Algérie d'une paix fondée sur la justice ;
— Construction de la Communauté des peuples libres ;
— Recherche du progrès social par l'expansion économique ;
— Développement des économies régionales ;
— Expansion de l'agriculture française dans la communauté européenne ;
— Unification de l'Europe ;
— Et pour assurer la défense des intérêts propres à la circonscription d'Epernay.

Vous voterez :

René CHARPENTIER
Député sortant
Conseiller général
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance
Déporté Résistant
Délégué de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe
Membre de l'Assemblée Parlementaire Européenne

et pour son remplaçant éventuel :

François CROMBEZ
Conseiller Général. — Maire de Montmort
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance

Aux dernières élections cantonales René Charpentier a été réélu triomphalement au premier tour dans le Canton de Montmirail avec 60 % des voix. François Crombez a été élu avec 55 % des voix dans le Canton de Montmort. Les populations étaient sages. Elles avaient confiance, vous ferez de même.

Le M.R.P. n'a renversé aucun Gouvernement qu'il avait investi.

Voter pour René Charpentier c'est voter pour la stabilité gouvernementale, c'est voter efficace et utile contre le communisme moscoutaire.

2e *CIRCULAIRE*

Mouvement républicain populaire.

Electeurs, Electrices,

Nous remercions les 13.718 électeurs et électrices, qui, plus nombreux encore qu'en 1956 (plus de 1.700 voix) ont manifesté leur confiance à René Charpentier et l'ont placé en tête de tous les candidats de la circonscription d'Epernay.

Nous le représentons donc avec confiance à vos suffrages.

Si une ou plusieurs candidatures autres que celle de M. Benoît, communiste, arrivé en deuxième position, se maintiennent, la circonscription d'Epernay risque d'être représentée par un communiste. Vous ne le voulez pas.

Aussi, nous remercions tous ceux qui s'associeront à lui et lui permettront de défendre une politique d'expansion économique et sociale et de construction européenne.

René Charpentier s'est attaché, plus que tout autre, à traiter l'ensemble des problèmes essentiels qui se posent à la France dans le monde.

Il a entretenu les électeurs des problèmes vitaux de la nouvelle constitution, de l'Algérie, de l'avenir des Territoires d'outre-mer, de l'Europe, et vous a dit son inquiétude sur la situation économique et sociale et l'action qu'il comptait voir entreprendre à cette effet, sur le plan régional et national.

Les services qu'il a rendus sur le plan national et européen, sa compétence le désignent naturellement pour représenter notre population.

« Français, unissez-vous, a dit le Président René Coty.

Pour soutenir le Général de Gaulle,

Pour aider la République à réaliser ses tâches essentielles :

— établissement en Algérie d'une paix fondée sur la justice ;
— construction de la Communauté des peuples libres ;
— recherche du progrès social par l'expansion économique ;
— développement des économies régionales ;
— expansion de l'agriculture française dans la Communauté européenne ;
— unification de l'Europe.

Et pour assurer la défense des intérêts propres de la circonscription d'Epernay.

Vous voterez :

René CHARPENTIER

Député sortant
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance
Déporté Résistant
Délégué de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe
Membre de l'Assemblée Parlementaire Européenne

Remplaçant éventuel :

François CROMBEZ

Conseiller Général. — Maire de Montmort
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance

MARNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Gabriel BOURGUND
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République. (U. N. R.)

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

C'est une question d'honnêteté pour chacun.

C'est une question de vie ou de mort lente ou rapide pour la France.

C'est une question de discipline nationale.

L'U.N.R. (Union pour la Nouvelle République) est une émanation directe du référendum. Dans son sein se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui exigent la fin rapide et définitive de l'ancien système.

Ils représentent l'avenir, c'est-à-dire la rupture avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

***

Voilà l'U. N. R. !

C'est en fait une association de Français de bonne volonté, indépendants de tout parti politique qui n'ont

Qu'une idée : Reconstruire la maison sur des fondations solides ;

Qu'une ambition : Redonner à la France son équilibre dans tous les domaines ;

Qu'un but : Travailler dans une rigoureuse discipline nationale ;

Ceci implique pour les futurs parlementaires l'obligation permanente et impérative :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de rompre avec les erreurs du passé, et en conséquence de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes qui ont conduit la France au bord du gouffre, qui ont révolté l'électeur et déconsidéré les institutions républicaines du pays.

Il n'est pas question que des hommes du système reviennent au pouvoir pour retrouver et renouveler leurs erreurs.

Ce serait trahir le « Oui » du référendum.

Ce serait jeter la République dans une crise nouvelle plus grave que la présente d'où naîtraient l'anarchie et la dictature.

Les candidats de l'U.N.R. ont donc rompu avec le passé — ils auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, dans sa lettre comme dans son esprit, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement rapide du pays.

***

Ce redressement :

— Exige en urgence de priorité l'établissement d'un équilibre politique sur le plan national dans le cadre de la Constitution ;

— Conditionne la revalorisation internationale de la France ;

— Impose sur le plan local une étude en profondeur et une mise au point permanente de tous les problèmes ;

— Entraîne sur le plan social, dans tous les domaines de l'activité nationale, un renouveau d'adaptation.

***

Le 23 novembre, pour une France équilibrée dans la discipline de ses institutions, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine,

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle et qui veulent travailler « Républicain et Français » en rompant à jamais avec les erreurs d'un passé récent.

Votez pour l'Union de la Nouvelle République.

Votez Général Bourgund, Dominique Abrioux.

Gabriel BOURGUND
Général en retraite

Suppléant éventuel :

Dominique ABRIOUX
Docteur en Médecine

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Votre vote du 23 novembre a prouvé :

1° Que vous rejetez un passé récent qui a été douloureux et humiliant pour la France et pour les Français ;

2° Que vous exigez pour demain des méthodes nouvelles dans un travail fécond et désintéressé ;

3° Que vous espérez, pour l'avenir, une rigoureuse discipline nationale appliquée à tous les problèmes de toutes les communautés, se penchant sur les abus comme sur toutes les misères ;

4° Que vous voulez vivre désormais à l'intérieur d'une maison parfaitement équilibrée dans laquelle les problèmes internationaux, sociaux, locaux, sont traités sans passion mais avec le seul souci de la vraie grandeur du pays, et de la justice des hommes ;

5° Que vous apportez votre confiance à ceux qui ont servi la France sans déviation ni marchandage, et sans clientèle de démagogie.

Merci !

Pour donner à votre inflexible volonté de rénovation toute sa signification derrière le Général de Gaulle,

Votez en masse le 30 novembre, pour :

Le Général BOURGUND

DOMINIQUE ABRIOUX

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raymond HANIN
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants et paysans et Comité d'entente pour la démocratie chrétienne.

Electeurs, Electrices,
Chers Compatriotes,

Si le 28 septembre dernier, 87 Haut-Marnais sur 100 ont dit « Oui » à la Constitution, c'est que, tous et toutes, vous désirez que cela change !..

Par votre vote massif, vous avez approuvé l'action du Général de Gaulle et signifié ainsi votre désir de renouveau national.

Vous avez voulu protester, de toute votre énergie, dans un magnifique sursaut de civisme et de loyalisme, contre ce « système » pourri qui conduisait notre pays à la dégradation et à la ruine.

Mais pour que ce changement s'opère réellement, il nous faut des hommes nouveaux et non d'anciens élus, dont certains ont été corrompus par toute cette politique d'intrigues et de compromissions qui nous ont fait tant de mal.

C'est avec le désir et la volonté de participer, de toutes mes forces, à cette œuvre de redressement national entreprise par le Général de Gaulle que j'ai cru devoir répondre aux sollicitations qui m'ont été faites en posant ma candidature.

Si vous me faites l'honneur de me désigner comme votre représentant, j'apporterai à cette tâche la même ardeur et la même activité que celle que je déploie, depuis plus de quinze ans, dans les différentes Associations dont je m'occupe.

C'est là, et en particulier au sein du groupement des Anciens Combattants et Prisonniers de Guerre, que j'ai découvert le vrai sens des responsabilités et la possibilité de travailler en équipe pour un idéal commun avec tous les hommes de bonne volonté à quelque milieu qu'ils appartiennent.

Elu Conseiller Général Indépendant R.P.F. en 1951, j'ai essayé d'appliquer ces principes au sein de notre Assemblée départementale où, en dehors de toute politique, tout en contribuant à la bonne gestion de notre département, j'ai eu le souci constant de défendre les intérêts de tous mes compatriotes sans exception.

Ce sont ces mêmes principes que je compte appliquer au cas où vous m'enverriez siéger à l'Assemblée Nationale.

La France a besoin de gens propres, de gens sincères, de gens actifs qui se groupent autour du Général de Gaulle pour assurer, avec lui, l'œuvre de rénovation nationale.

Un immense espoir s'est levé sur la France. — C'est à vous, Electeurs et Electrices, qu'il appartient d'en faire une réalité.

Vous voterez :

— Pour une France forte, généreuse et respectée de tous ;
— Pour l'Algérie française et pacifiée selon le plan du Général de Gaulle ;
— Pour une Europe unie au service des peuples contre la tyrannie marxiste ;
— Pous l'expansion économique, source de progrès et de justice sociale ;
— Pour une agriculture prospère, l'équipement et la modernisation des exploitations familiales agricoles ;
— Pour une politique de plein emploi et d'assurance chômage ;
— Pour la réforme de la fiscalité et le maintien du pouvoir d'achat ;
— Pour la défense des petites et moyennes entreprises commerciales et artisanales ;
— Pour la protection des Anciens combattants et Victimes de guerre et des catégories sociales les plus déshéritées (vieillards, malades, économiquement faibles, petits viagers) ;
— Pour l'aménagement des régions les plus défavorisées et la défense des petits centres, dans le plan de la décentralisation industrielle.

Enfin, pour le respect de la personne humaine et de la famille, des valeurs spirituelles et morales qui ont toujours fait la grandeur de la France.

Union Républicaine pour le Renouveau national
présentée par le Centre des Indépendants et Paysans
et soutenue par le Comité d'Entente pour la Démocratie Chrétienne.

RAYMOND HANIN
Conseiller Général
Vice-Président de l'Office départemental des H.L.M.
Administrateur de l'Office des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
Membre de la Commission départementale de lutte contre l'incendie
Officier de réserve. — Diplômé E.S.C.
Père de 6 enfants

Remplaçant éventuel :

JEAN CHIROL
Employé à la C.I.M.A.
Ancien dirigeant national de la J.O.C. — Membre des Associations Familiales
Père de trois enfants

2e *CIRCULAIRE*

Centre national des indépendants et paysans et Comité d'entente pour la démocratie chrétienne.

Electeurs, Electrices,
Chers Compatriotes,

Arrivés très largement en tête de tous les candidats, nous remercions chaleureusement les 13.658 électeurs et électrices qui nous ont accordé leur confiance dimanche dernier.

Les nombreux suffrages qui se sont portés sur nos noms nous sont un précieux encouragement et nous incitent à nous représenter, sans hésitation, devant vous.

La longue tournée effectuée dans la circonscription, en compagnie de mon ami Jean Chirol m'a permis de prendre de nombreux et très utiles contacts avec la population de nos villes et de nos campagnes.

Elles m'a procuré l'occasion de me pencher à la fois sur l'urgence et la gravité des problèmes à résoudre.

Elle a été pour moi une précieuse leçon qui ne manquera pas d'inspirer la conduite de mon activité parlementaire, si vous me faites l'honneur de me confirmer votre confiance dimanche prochain.

Vous avez pris connaissance de ma profession de foi ; je n'ai rien à y ajouter, sinon que j'ai maintenant, grâce à vous, la possibilité d'établir une priorité, dans les solutions à trouver pour résoudre les problèmes essentiels qui conditionnent l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le Général de Gaulle.

— Rétablir avant tout la paix en Algérie par le rapprochement des deux Communautés, dans le respect de la dignité des hommes et l'honneur national ;
— Entreprendre une politique de stabilité des prix par l'expansion économique dans le cadre du Marché commun (soutien de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises agricoles, industrielles et commerciales en favorisant par tous les moyens le renouvellement de leur équipement et en leur trouvant des débouchés de vente) ;
— Redonner à l'agriculture sa véritable place dans l'économie nationale en favorisant l'équipement des exploitations familiales, en améliorant l'habitat rural et en indexant, si possible, les prix agricoles sur les prix industriels ;
— Rétablir une véritable justice sociale, par l'égalité des charges et des bénéfices de la sécurité sociale, des allocations familiales à tous les secteurs de l'économie publique et privée ;
— Améliorer la retraite des vieux et des anciens combattants et poursuivre les efforts en faveur du remboursement, par la sécurité sociale, à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques ;
— Prévoir enfin l'avenir des jeunes en favorisant la construction de nouvelles écoles, de centres d'orientation professionnelle et d'apprentissage en créant de nouveaux emplois et en poursuivant et intensifiant la construction de nouveaux logements.

Par delà les sursauts inévitables d'une campagnes électorale, un vaste regroupement doit se réaliser dimanche.

Seul, il permettra, en dehors et au-dessus de toute lutte partisane, de faire triompher, avant tout, la cause de la liberté et de la paix, celle de la justice sociale et de la fraternité entre tous les hommes de bonne volonté.

Seul aussi, il facilitera le redressement national, dans le respect de toutes les convictions, conformément à l'action gouvernementale du Général de Gaulle.

Je remercie tous ceux qui l'ont déjà compris, tous ceux qui le comprendront dimanche et j'ai confiance en votre jugement, comme vous pouvez avoir confiance en mon entier dévouement.

Union Républicaine pour le Renouveau national
présentée par le Centre des Indépendants et Paysans
et soutenue par le Comité d'Entente pour la Démocratie Chrétienne.

Raymond HANIN

Conseiller Général
Vice-Président de l'Office départemental des H.L.M.
Administrateur de l'Office des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
Membre de la Commission départementale de lutte contre l'incendie
Officier de réserve. — Diplômé E.S.C.
Père de 6 enfants

Remplaçant éventuel :

Jean CHIROL

Employé à la C.I.M.A.
Ancien dirigeant national de la J.O.C. — Membre des Associations Familiales
Membre du Bureau national des Equipes ouvrières
Père de trois enfants

MAYENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Robert BURON
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 23 novembre 1958
(R. P. C. D.)

Electrices, Electeurs,

Pour la sixième fois en treize ans, je me présente à vos suffrages.

Vous m'avez toujours accordé votre confiance.

Depuis treize ans en effet, je me suis attaché sans relâche à être de notre département un représentant fidèle et autant que possible efficace.

Je n'ai jamais ménagé mes efforts pour m'informer au jour le jour des préoccupations de chacun de vous. Vos problèmes me sont parfaitement connus. Ceux-là même qui ne partagent pas toutes mes opinions politiques le savent bien puisqu'ils n'hésitent pas — et ils font bien — à s'adresser à moi.

Je les ai toujours aidés et je les aiderai toujours volontiers.

Nous sommes tous solidaires lorsqu'il s'agit d'améliorer les conditions de travail et d'existence dans nos campagnes et dans nos bourgs comme dans nos villes.

Nous sommes tous intéressés aux projets réalisés ou en cours de réalisation dans les domaines essentiels de la réfection des chemins et des routes, de l'électrification rurale, de l'adduction d'eau.

***

Les élections législatives auxquelles vous allez prendre part auront une grande portée politique puisqu'elles sont les premières dans le nouveau cadre constitutionnel.

Mes positions politiques vous sont connues. Si elles ont parfois justifié vos critiques vous savez que j'ai toujours gardé la ligne que je m'étais tracée devant vous et le grand honneur que m'a fait le Général de Gaulle en m'appelant à participer au Gouvernement actuel est la meilleure récompense qu'ait pu mériter ma sincérité.

A la solution du problème algérien le Général de Gaulle s'attaque tout particulièrement, et qui d'autre que lui pourrait non seulement hâter mais même obtenir cette solution ? Lors d'une récente conférence de presse il en a défini les conditions. Celles-ci correspondent aux vœux que bien souvent devant vous je me suis permis d'exprimer. Le Chef actuel du Gouvernement a seul l'autorité nécessaire pour faire de ces vœux une réalité. Apportez-lui avec moi votre entier concours.

La France ne pourra faire face aux tâches qui sont les siennes en Europe et en Afrique, dans la Métropole et en Algérie si elle n'a pas une économie solide. Vous savez avec quelle persévérance je n'ai cessé d'affirmer que le centralisme parisien n'était pas la voie de la prospérité économique de ce pays, que nos régions ne devaient pas être oubliées dans une politique d'investissements indispensables.

Une agriculture prospère est nécessaire à la santé de la France. Vous connaissez les efforts que j'ai faits, les positions que j'ai prises pour résoudre les problèmes qui intéressent nos exploitations agricoles.

J'ai participé activement il y a douze ans déjà à l'élaboration du statut du fermage et du métayage. Je n'ai pas cessé de suivre l'application de cette loi, et plus particulièrement de combattre les cumuls.

Sur ce point une solution définitive va enfin intervenir dans les jours prochains offrant aux jeunes agriculteurs des espoirs que l'évolution actuelle semblait s'acharner à leur retirer.

Il faut garantir notre agriculture contre la mévente et lui assurer un revenu stable et décent.

J'ai toujours défendu cette politique qui a déjà inspiré diverses mesures d'une portée encore insuffisante (organisation du marché de la viande, de celui des œufs, etc.).

Il n'est pas d'économie prospère qui ne soit équilibrée. L'activité commerciale de nos agglomérations urbaines ne peut être maintenue et développée si le standing de vie des ruraux voisins ne s'élève pas en même temps que le pouvoir d'achat des ouvriers de la ville.

Nos commerçants le savent bien qui ont compris que le meuble ou l'outil rationnel, l'appareil électro-ménager, facilitant la tâche de la ménagère, ne devaient pas rester le privilège de l'habitant des cités géantes. Que d'efforts ne font-ils pas pour promouvoir et organiser la distribution dans nos régions !

Un aménagement rationnel des activités du territoire national peut et doit conserver à notre région d'effectives possibilités de travail industriel ; il faut développer ces possibilités. Depuis des années, je multiplie les interventions en ce sens. J'ai déjà obtenu quelques succès, à Laval notamment. J'espère que ce n'est qu'un début. Je connais les qualités de confiance au travail et d'habileté de l'ouvrier mayennais. Il doit trouver chez nous les conditions de travail et de rémunération qu'il mérite si l'on ne veut pas qu'il vienne grossir la cohorte des « déracinés» de quelque ville tentaculaire.

La promotion ouvrière est un tout ; elle est étroitement liée à l'expansion économique.

Les Mayennais savent que je suis attaché à la fois à cette expansion et au maintien du climat de liberté qui en est la condition nécessaire:

— liberté de pensée et d'expression tout d'abord ;
— et parmi ces libertés, celle de l'enseignement notamment.

N'est-ce pas pendant que j'étais au Ministère des Finances qu'a été obtenue une extension de la loi Barangé ?

Les tâches qui nous attendent ne sont pas si simples Elles exigent la continuité dans l'action. Les Français l'ont compris : ils viennent de se donner de nouvelles institutions proposées par le Gouvernement du Général de Gaulle et ratifiées à une écrasante majorité par le pays. La Mayenne a été ici à la place d'honneur. Dans une région ayant toutes les caractéristiques de la nôtre, les vertus d'une action continue sont évidentes.

⁂

C'est en vue de cette continuité dans l'action qu'André Davoust est mon suppléant. Né en Mayenne de parents mayennais, il m'apporte depuis que je suis votre représentant un concours loyal et efficace dans toutes les tâches qui sont les miennes ; il connait vos problèmes collectifs ou personnels. Licencié en droit, ayant travaillé avec moi dans différents Ministères, il connait mieux que quiconque les rouages administratifs. Chacun lui fait et lui fera confiance comme à moi-même.

Vive la République !
Vive la Mayenne !
Vive la France !

Robert BURON

Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme
Conseiller Général. — Maire de Villaines-la-Juhel
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DAVOUST
Secrétaire Général de la Fédération du Mouvement Républicain Populaire de la Mayenne
Licencié en Droit
Chef Adjoint du Cabinet des Travaux Publics
Chevalier du Mérite Social

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Louis FOURMOND
(Candidat Républicain démocrate chrétien)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Pour la deuxième fois en moins de trois ans, l'Assemblée Nationale a été dissoute. La IVe République est morte de la multiplicité des partis politiques et de leur impuissance.

C'est pourquoi, tout en affichant nettement notre doctrine et nos idées, nous ne voulons être les robots de l'Etat-Major d'aucun parti politique.

Le succès du référendum montre la volonté d'un renouveau, d'une autorité et d'une stabilité gouvernementales accrues tant à l'intérieur qu'à l'extérieur pour le prestige et l'intérêt de l'unité française.

Selon les principes de la vraie démocratie, les pays de la France d'outre-mer viennent eux-même de tracer leur ligne de conduite en plein accord avec la France et dans un esprit de totale liberté. Le Général de Gaulle leur a offert de choisir leur sort loyalement, honnêtement. Ils l'ont fait. L'Algérie aussi a défini sa position. Qu'est-il besoin à son sujet de parler d'intégration ou non ? Elle a choisi et, par ce choix même, la guerre, qui nous a coûté tant de jeunes vies humaines, devrait, nous l'espérons, toucher à sa fin.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE, OUVRIÈRE ET SOCIALE

Il faut bien le dire l'activité industrielle de notre circonscription ne se développe que très lentement, trop lentement. Le malaise qui s'étend à beaucoup de département semble particulièrement toucher la Mayenne et, par là, encourager l'exode rural. Il faut donc retenir nos jeunes dans nos villes et nos communes rurales ; sauver l'artisanat ; créer de petites industries rentables qui, en évitant cet exode de nos jeunes, permettrait une plus grande consommation et, par voie de conséquence, grossirait le volume des affaires de nos commerçants, tout en augmentant le pouvoir d'achat de nos employés et en réduisant les risques de chômage qui, déjà, commence à se manifester dans certaines régions et nous inquiète pour l'avenir des jeunes.

POLITIQUE DES JEUNES

Délégués de la Liberté de l'Enseignement, nous pensons qu'un développement, sans restriction des centres d'éducation et d'apprentissage tant sur le plan général que sur le plan professionnel, devrait concourir à l'épanouissement de notre jeunesse tout entière dans une nation en pleine expansion économique.

Politique artisanale et commerciale

Le régime fiscal actuel menace d'asphyxie les artisans et les commerçants gênés par une bureaucratie excessive : une fiscalité simplifiée (forfait), par nous préconisée, peut leur rendre cette légitime volonté de développement qui était, précédemment, leur juste ambition.

Politique agricole rurale

Conséquence d'une incroyable et incohérente politique, l'agriculture est durement touchée et, actuellement, le commerce s'en ressent. La culture, première source de richesse de la France, doit être servie par une politique agricole bien définie.

1° En considération de la concurrence bientôt créée par le Marché Commun, une harmonisation des prix doit être réalisée ;

2° Un enseignement agricole tenant largement compte des nécessités locales ;

3° Fixation du cours du blé à son véritable prix de revient ;

4° Interdiction abusive du cumul des exploitations qui font défaut à nos jeunes ;

5° Défense de la culture familiale et aide à la petite propriété pour la sauvegarde des marchés intérieurs et extérieurs en accord avec les délégués professionnels.

6° Amélioration de l'habitat rural.

En fait, l'agriculture représentant il y a dix ans 33 % de la population française n'en représente plus aujourd'hui que 25 % ; aussi lançons-nous un appel pressant aux habitants de nos campagnes : ouvriers, artisans, commerçants, cultivateurs, tous solidaires les uns des autres pour travailler à la défense et à la prospérité du monde rural sans lequel il n'est pas de communauté française viable.

Electrices, Electeurs, nous vous demandons instamment de faire pleinement confiance, pour réaliser ce programme, aux hommes neufs que nous sommes :

Louis FOURMOND

Cultivateur exploitant. — Officier du Mérite Agricole
Président du Syndicat Agricole. — Maire de Saint-Fort

Remplaçant éventuel :

André PICHARD

Administrateur civil. — Licencié en Droit
Chevalier des Palmes Académiques et du Mérite Social
Conseiller Municipal d'Azé

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Dimanche, près de 12.000 électeurs, remerciés ici bien sincèrement, m'ont placé en tête de tous les candidats de la Circonscription : leur confiance m'anime d'une énergie nouvelle pour emporter définitivement la décision du 30 novembre.

Délégué du CALS (Liberté d'enseignement), j'avais, seul, dans un sincère désir d'union et d'efficacité, accepté de me désister en faveur du candidat national le mieux placé au premier tour ; or, la réciprocité ne s'est malheureusement pas manifestée ; aussi pour faire échec à la division et aux manœuvres, il est indispensable que, pour confirmer notre succès et permettre ainsi la réalisation de mon programme, d'autres électeurs joignent leurs suffrages à ceux qui m'ont déjà prouvé leur confiance.

C'est donc un large appel que j'adresse à tous les artisans, commerçants, salariés, industriels et cultivateurs pour affirmer sur mon nom leur volonté de renouveau et d'union.

Voter Louis Fourmond c'est ...

— Travailler à maintenir notre agriculture prospère en assurant la protection de l'exploitation familiale, en équipant nos communes rurales et en multipliant les efforts de vulgarisation, d'information et de formation professionnelle.

— Développer l'enseignement général et technique, augmenter les efforts de formation professionnelle et scientifique, accroître l'équipement culturel, technique et hospitalier, multiplier les moyens de logements dans nos villes et nos campagnes.

— Encourager la décentralisation industrielle et combattre la récession économique. Elever le niveau de vie des familles ouvrières qui permettra ainsi aux commerçants et artisans de développer leurs activités.

Louis FOURMOND

Cultivateur exploitant. — Officier du Mérite Agricole
Président du Syndicat Agricole. — Maire de Saint-Fort
Candidat Républicain Démocrate Chrétien

Remplaçant éventuel :

André PICHARD

Conseiller Municipal d'Azé

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Bertrand DENIS

(Candidat Républicain Indépendant d'Action Sociale)

élu le 23 novembre 1958

(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs,

Un fait est acquis : la Constitution est réformée par votre « OUI ».

Il faut maintenant assurer un gouvernement stable et démocratique, qui appuie le général de Gaulle, élire une Assemblée Nationale qui soit résolue à renoncer aux intrigues, aux luttes partisanes. Notre pays est sur le bon chemin, cependant beaucoup d'obstacles subsistent :

Une fiscalité écrasante, alourdie encore par les gouvernements successifs depuis trois ans, est à simplifier, à alléger.

Il faut sauver l'artisanat, les entreprises familiales de toute nature, le petit et moyen commerce.

Surtout pas de fiscalité de combat.

La situation monétaire et économique est inquiétante.

Un franc stable est indispensable .

Sans lui, les vieux, les économiquement faibles, les infirmes, les retraités, les salariés seront à nouveau victimes d'un cycle infernal de hausse qu'ils ne connaissent que trop.

Une politique monétaire trop stricte conduit à la récession, à la crise, à la mévente, au chômage.

Il faut agir avec mesure.

Certaines circonstances nous favorisent : sachons les utiliser.

Malgré bien des épreuves, la France produit plus que jamais ; il faut que cet accroissement se poursuive, ou reprenne, selon les cas. Les travailleurs salariés doivent en avoir leur juste part.

L'agriculture est et reste la base essentielle de la vie française et de notre Mayenne, en particulier. Il faut que nos cultivateurs puissent vivre dignement, eux et leurs en-

fants. Les longues journées de travail qu'ils fournissent méritent des compensations d'hygiène, de bien-être au foyer.

Sans agriculture prospère, pas de prospérité en Mayenne, ni en France.

Pour la première fois de notre histoire, nous pouvons espérer trouver dans notre sol, une force motrice abondante : pétrole, centrales atomiques produisant l'électricité grâce à l'uranium. La civilisation moderne que nous désirons exige beaucoup d'énergie motrice, ne laissons pas passer cette occasion. Les pays dépourvus d'énergie sont les sujets de ceux qui la détiennent.

Nous nous réjouissons d'une belle jeunesse qui remplit nos foyers. Il leur faut :

— des écoles, des instituteurs, des professeurs,

— des établissements d'enseignement : techniques, professionnels, scientifiques.

Des bourses doivent permettre ces études aux enfants doués, de toute origine.

La liberté scolaire est une condition indispensable de la liberté en général, elle doit être exercée dans un esprit de coopération, et ne doit pas être réservée aux enfants riches .

Nous devons assurer à nos enfants des logements, il y a un effort considérable à faire : d'aménagement, de réparation, de construction.

Enfin, il faut susciter, encourager, favoriser dans l'arrondissement de Mayenne, les activités artisanales et industrielles, pour garder près de nous, ceux qui se dirigent actuellement vers les grands centres.

Restons fidèles surtout, à la politique familiale, qui nous a permis d'élever cette jeunesse.

Le « Marché commun » entre en vigueur dans quelques semaines. Il semble devoir être favorable à notre économie, et faciliter l'écoulement de nos produits agricoles ; sachons exiger que nos partenaires suivent loyalement ses règles, et appliquent chez eux nos lois sociales, comme convenu : à ces conditions, il sera un gage de paix, un pas vers l'Europe unie.

Le discours de Constantine a nettement fixé notre attitude en Algérie.

La nouvelle constitution a donné des bases saines à la Communauté Française. Gardons-nous d'abandonner nos citoyens d'Outre-mer, ni d'abuser du consentement librement donné par les populations autochtones.

Quand à la politique internationale, elle ne peut être bonne que menée avec esprit de suite : avec le Général de Gaulle, la France doit obtenir le désarmement contrôlé, être un instrument de paix.

Voilà le résumé de la politique que je propose à vos suffrages, en vous offrant d'être au service du département de la Mayenne, pour le représenter à l'Assemblée Nationale.

Vive la République !
Vive la France !

Bertrand DENIS

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite Social. — Chevalier du Mérite Agricole
Ancien Combattant. — Ancien Prisonnier de Guerre 1940-1945
Conseiller Général du Canton de Mayenne-Ouest. — Maire de Contest
Industriel à Fontaine-Daniel, près Mayenne

Suppléant éventuel :

Marcel LE ROY

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance
Médaille des Evadés
Ancien Officier des Forces Françaises Libres. — Ancien Déporté Politique
Maire de Niort-la-Fontaine (Mayenne)
Aviculteur

MEURTHE-ET-MOSELLE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Roger SOUCHAL
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Mouvement Lorrain de Rénovation Nationale.
Union pour la Nouvelle République.

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

An sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

C'est à ces seuls hommes dont la fidélité s'est révélée à toute épreuve, que vous accorderez vous aussi votre confiance, en les envoyant siéger à l'Assemblée Nationale :

— Parce qu'il ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

ATTENTION !

Le général de Gaulle demande aux futurs parlementaires :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité, et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du systèmes voudront en revenir aux erreurs d'hier (dont ils tiraient profit), au risque de jeter à nouveau la France dans une crise nouvelle d'où ne sortirait que l'anarchie ou la dictature.

Seuls les candidats de l'U.N.R. ont pris, par écrit et sur l'honneur l'engagement solennel de respecter le rôle que leur assigne la Constitution et de soutenir l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du Pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° Dans la paix retrouvée, la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

4° Une politique étrangère ferme, faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière.

5° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome);

— la modernisation de l'agriculture par des investissements accrus ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, la sauvegarde de la libre entreprise.

6° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par l'établissement de la justice fiscale et la suppression des régimes d'exception.

7° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre de logements construits par an à partir de 1960.

8° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des obstacles précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat (participation des syndicats aux activités du Conseil Economique) ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant la liberté, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir à tous l'accès de l'enseignement supérieur.

Ce n'est donc pas, Electrices, Electeurs, une profession de foi traditionnelle qui vous est soumise, mais beaucoup plus un acte de foi en la France et en de Gaulle, par un candidat qui, depuis toujours, lutte pour une France plus jeune, plus dynamique et plus humaine.

Vous voterez donc pour ceux qui, toujours, ont soutenu le général de Gaulle.

Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle république.

Vous voterez Roger Souchal.

Roger SOUCHAL

31 ans. — Marié. — Deux enfants
Avocat à la Cour d'Appel de Nancy
Déporté-Résistant à l'âge de 17 ans. — Croix de Guerre. — King's Medal for Courage

Suppléant :

Bernard GUY

Engagé volontaire
Officier Ministériel. — Adjoint au Maire de Pont-à-Mousson

2° CIRCULAIRE

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République).

Electrices, Electeurs,

En votant U.N.R., vous avez confirmé votre Oui du 28 septembre !

En votant U.N.R. vous avez réaffirmé votre confiance au général de Gaulle !

En votant U.N.R. vous avez exprimé votre désir de renouveau !

Electeurs, Electrices,

L'irrisistible élan qui, dans la France entière, s'est manifesté dimanche dernier en faveur des candidats de l'U.N.R. a dissipé toute équivoque quand au sens de ces initiales : l'U.N.R. c'est l'Union pour la Nouvelle République, c'est le rassemblement de ceux qui ont toujours gardé intacte leur foi dans le général de Gaulle, qui ont été les artisans de son retour au pouvoir, qui seront demain les plus fidèles et les plus sûrs soutiens de sa politique de rénovation nationale.

Electeurs, Electrices,

Merci de l'avoir compris ! Merci de nous avoir apporté massivement vos suffrages, affirmant ainsi votre volonté de choisir des hommes nouveaux pour construire la Vᵉ République !

Il faut maintenant compléter cette première victoire. Et dimanche prochain c'est en votant d'un même élan pour les candidats de l'U.N.R. que pour la seconde fois, vous direz « OUI » au Restaurateur de la Patrie.

Vous voterez tous pour ceux qui ont toujours soutenu le général de Gaulle.

Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Vous voterez Roger Souchal qui confirme qu'il prend l'engagement d'honneur, s'il est élu, de revenir dans toutes les communes au moins deux fois par an.

Roger SOUCHAL

31 ans. — Marié. — Deux enfants
Avocat à la Cour d'Appel de Nancy
Déporté-Résistant à l'âge de 17 ans. — Croix de Guerre. — King's Medal for Courage

Suppléant :

BERNARD GUY
Officier de réserve
Officier Ministériel. — Adjoint au Maire de Pont-à-Mousson

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Williams JACSON
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Mouvement Lorrain de Rénovation Nationale.

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

C'est à ces seuls hommes dont la fidélité s'est révélée à toute épreuve, que vous accorderez vous aussi votre confiance, en les envoyant siéger à l'Assemblée Nationale :

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

ATTENTION !

Le général de Gaulle demande aux futurs parlementaires :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité, et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier (dont ils tiraient profit), au risque de jeter à nouveau la France dans une crise nouvelle d'où ne sortirait que l'anarchie ou la dictature.

Seuls les candidats de l'U.N.R. ont pris, par écrit et sur l'honneur, l'engagement solennel de respecter le rôle que leur assigne la Constitution et de soutenir l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du Pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° Dans la paix retrouvée, la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

4° Une politique étrangère ferme, faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière.

5° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement priotaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— la modernisation de l'agriculture par des investissements accrus ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, la sauvegarde de la libre entreprise.

6° Une politique financière et monétaire saine impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par l'établissement de la justice fiscale et la suppression des régimes d'exception.

7° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

8° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat (participation des syndicats aux activités du Conseil Economique) ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant la liberté, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; déve-

lopper l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir à tous l'accès de l'enseignement supérieur.

Ce n'est donc pas, Electrices, Electeurs, une profession de foi traditionnelle qui vous est soumise, mais beaucoup plus un acte de foi en la France et en de Gaulle, par un candidat qui, depuis toujours, lutte pour une France plus jeune, plus dynamique et plus humaine.

Vous voterez donc pour ceux qui, toujours, ont soutenu le général de Gaulle.

William JACSON
Marié. — Quatre enfants. — Docteur en Médecine
Conseiller Municipal de la Ville de Nancy
Croix de Guerre 1939-1945 (3 citations)
Organisateur et Chef d'un réseau clandestin 1941-1944
Capitaine commandant le Groupe mobile F. F. I. de Nancy
Membre du Comité Directeur départemental de l'U. N. R.
Délégué Départemental de la Convention Républicaine

Suppléant :

Jean BREITENREICHER
Représentant de Commerce à Nancy
Ancien Déporté

2e CIRCULAIRE

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République).

Electrices, Electeurs,

En votant U.N.R., vous avez confirmé votre OUI du 28 septembre !
En votant U.N.R.,vous avez réaffirmé votre confiance au général de Gaulle !
En votant U.N.R., vous avez exprimé vote désir de renouveau !

Electeurs, Electrices,

En nous plaçant dimanche dernier en tête de tous les candidats nationaux, vous vous êtes associés à l'irrésistible élan qui, dans la France entière a confirmé votre « OUI » du 28 septembre.

Vous avez affirmé ainsi, sans aucune équivoque possible, votre volonté d'être représentés par des hommes qui ont toujours gardé intacte leur foi dans le général de Gaulle, qui ont été des artisans de son retour au pouvoir, qui seront demain les plus fidèles et les plus sûrs soutiens de sa politique de rénovation nationale.

Electeurs, Electrices,

Merci de l'avoir compris ! Merci de nous avoir apporté massivement vos suffrages et d'avoir offert ainsi une première victoire à la Ve République.

Cette victoire, il vous appartiendra dimanche prochain de la compléter, de la rendre définitive.

Vous le ferez avec le même élan que le 28 septembre, que le 23 novembre, et en confirmant sur nos noms votre premier vote, vous direz « OUI » une seconde fois au Restaurateur de la Patrie.

Vous voterez tous pour ceux qui ont toujours soutenu le général de Gaulle.
Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Vous voterez William Jacson.

William JACSON
Marié. — Quatre enfants. — Docteur en Médecine
Conseiller Municipal de la Ville de Nancy
Croix de Guerre 1939-1945 (3 citations)
Organisateur et Chef d'un réseau clandestin, 1941-1944
Capitaine commandant le Groupe mobile F. F. I. de Nancy
Membre du Comité Directeur départemental de l'U. N. R.
Délégué Départemental de la Convention Républicaine

Suppléant :

JEAN BREITENREICHER
Représentant de Commerce à Nancy
Ancien Déporté

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre WEBER
(Candidat du Rassemblement des « Oui » pour l'Union nationale et l'Action sociale)

élu le 30 novembre 1958
(App. I. P. A. S.)

Chères Electrices, chers Electeurs,

Trop longtemps la France que nous aimons a été soumise à un régime politique indigne d'elle, de son passé, de son prestige, et c'est sans regret que nous avons assisté en mai 1958, aux dernières convulsions d'un régime condamné par ses tares nombreuses : les divisions politiques partisanes, les mensonges, la paresse, la démagogie, les abandons.

Au cours de ma dernières campagne électorale au Conseil général, en avril 1958, soucieux du prestige de la France et de l'avenir de ses fils, je déplorais le sabotage dont était victime le pays du fait des oppositions partisanes, souhaitant que dans l'union, le travail, le bon sens, le regroupement des valeurs, le calme et la dignité la France soit dirigée par un gouvernement stable, respecté et ayant la confiance de la Nation et de l'Armée.

Les faits m'ont donné raison... Sortant de sa longue retraite, le général de Gaulle a ramené la confiance et redonné l'espérance aux Français.

Les Français ont répondu magnifiquement, le 28 septembre 1958, par leur OUI massif au référendum, prouvant leur désir sincère et unanime : « Il faut que cela change », le « système » doit être abandonné !

C'est en opposant chronique au « système » et à ses tares, c'est en propagandiste du « oui », c'est fort de mon expérience administrative et de mon désir de la mettre au service d'une Chambre rénovée pour une France nouvelle que je me présente à vos suffrages.

Je le fais avec, comme supléant, mon collègue Maurice Camal, conseiller général de Nancy-Sud — formant avec lui une « équipe unie », consciente de ses devoirs et de ses responsabilités, connaissant à fond, après treize ans de mandat de conseiller général, les besoins de vos communes et vos aspirations — équipe seule capable de réaliser, entre vous et le plan national, une liaison harmonieuse, valable et féconde.

J'espère bénéficier de votre confiance et je prends l'engagement de rester fidèle aux principes qui m'ont toujours guidé dans mes activités publiques : partisan de la liberté et du respect de la personne humaine, je défendrai le travail, l'esprit d'initiative, la notion de responsabilité, la recherche de la justice sociale : je lutterai toujours avec en vue un seul objectif, l'intérêt général.

***

Suivant ma formation professionnelle, compte tenu des notions concrètes que j'ai retirées de mes fréquents contacts avec vous au cours de mes mandats, mon programme sera le vôtre et vous y souscrirez :

Pour une politique familiale, humaine et sociale

Logements. Locaux scolaires primaires et secondaires, supérieurs et techniques. Equipement sportif. Université européenne à Nancy. Améliorations du sort des vieux travailleurs. Souci de l'avenir des jeunes. Salaires dignes de l'être humain et de son travail.

Pour une politique économique et financière saine

Réduction du train de vie de l'Etat. Suppression des services inutiles. Réfonte de la fiscalité abusive. Défense de la monnaie et de l'épargne. Suppression des empiètements de l'Etat dans le secteur économique. Respect de la libre concurrence. Politique de la baisse des prix et de la revalorisation du pouvoir d'achat.

Pour une politique étrangère réaliste

Tendant, sans réticence et sans retard, à donner à la France la place qu'elle mérite à la tête de l'Europe.

Pour une solution rapide et heureuse du problème algérien

Par la réussite des projets du général de Gaulle.

Pour une politique de prestige

De la France, de la Lorraine, de Nancy.

***

Ce programme ne sera réalisable qu'à la condition que le « changement de système » soit lui-même effectué, que les méthodes de travail soient saines, que les ambitions personnelles soient moins aiguisées, que l' « union dans le travail » existe.

Je veux me présenter à vous en « candidat du OUI », en candidat du « Rassemblement des OUI » pour une France rénovée, en candidat d'union sincèrement désireux de réaliser par son action une harmonieuse entente, une fertile collaboration entre les diverses classes sociales dont les membres ont tous le droit de vivre dignement ; je précise ici combien je trouve navrante l'opposition entretenue si fréquemment entre citadins et agriculteurs, entre ouvriers et patrons, entre fonctionnaires et membres des « classes moyennes »...

C'est animé de ces sentiments que je vous représenterai au Parlement, et que j'y défendrai avec passion, dynamisme et persévérance les notions de bon sens qui vous sont chères.

Je vous assure enfin que, fidèle à mon hostilité au « système », je n'accepterai jamais de voter suivant les consignes ou les ordres d'un quelconque chef de parti... Je voterai toujours suivant ma conscience, compte tenu des aspirations de mes électeurs et de l'intérêt général.

Si ce programme, à caractère national, social et anti-marxiste, vous agrée,

Vous voterez et vous ferez voter en masse pour l'équipe Weber - Camal.

Vous voterez pour un candidat que vous connaissez et que vous verrez souvent,

Vous voterez pour le candidat d'Union nationale et d'action sociale, pour le candidat du rassemblement des « OUI », pour le

Docteur P. WEBER

Membre du Comité départemental de Libération
Premier Adjoint au Maire de Nancy depuis 1947
(administration générale, hygiène, sports, circulation, pompiers)
Conseiller Général de Nancy-Est depuis 1945
(rapporteur d'importantes questions relevant de la Commission d'administration : écoles, bibliobus, établissements hospitaliers du département, assistance, etc.)

Président de l'Association syndicale des Médecins de Meurthe-et-Moselle
Président de la Société Centrale d'Horticulture de Nancy
Président d'Honneur de l'Association des Donneurs de Sang. — Président de l'Office municipal des Sports
Vice-Président de l'Union départementale des Classes Moyennes
Vice-Président de l'Office Départemental des H.L.M.
Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite Agricole. — Médaille de l'Education Physique et des Sports
Officier d'Académie

Notice biographique. — Né le 8 septembre 1911 à Lyon, d'origine alsacienne et vogienne. Pupille de la Nation.

A Nancy depuis 1919. Etudes au Collège de la Malgrange et à Saint-Sigisbert. Prix de thèse de la Faculté de Médecine de Nancy (1936), lauréat de l'Académie de Médecine.

Résistant pendant l'occupation, arrêté par la Gestapo et incarcéré à Charles-III pendant dix semaines en juin 1944.

2e CIRCULAIRE

Chères Electrices, chers Electeurs,

Votre clairvoyance et votre sagesse, votre bon sens et votre attachement fidèle et loyal ont eu raison des propagandes tapageuses et des tracts mensongers des candidats porte-parole des partis politiques.

Vous m'avez accordé au scrutin du 23 novembre 18.375 suffrages, me donnant ainsi une avance de près de 10.000 voix sur le second candidat !

Merci de tout cœur à vous tous qui m'avez ainsi manifesté votre confiance.

A vous, Electeurs nancéiens, qui avez voulu rendre hommage à mon dévouement constant au service de la Cité !

A vous, Electeurs des communes du Canton de Nancy-Est dont la fidélité renouvelée m'a confirmé dans mon désir formel de poursuivre toujours mieux mon action désintéressée en votre faveur !

A vous, Electeurs des communes du Canton de Nancy-Sud qui avez, en votant pour moi, manifesté votre amical attachement à votre Conseiller Général, mon suppléant M. Camal ; la confiance dont vous m'avez honoré, je saurai la mériter et l'accroître par mon action !

Par votre vote, affirmant à votre « Oui » du 28 septembre, vous avez repoussé les divisions politiques et la tromperie des étiquettes, vous avez démontré votre opposition aux méthodes de l'ancien « système », vous avez clairement indiqué que vous vouliez « Que cela change » !

Par votre vote, vous voulez que votre député soit le véritable représentant et porte-parole de vos aspirations ; vous n'avez pas voulu qu'il fût le serviteur domestiqué et docile d'un chef de parti politique, quel qu'il soit !

Je serai ce député conforme à vos désirs !

C'est fort et fier de votre confiance, c'est fidèle à ma position que je me représente à vos suffrages à l'occasion du deuxième tour de scrutin.

Ennemi des combinaisons, dégoûté par la vieille « cuisine politique », je n'ai voulu me livrer à aucune tractation avec les autres candidats.

Vous, chers Electeurs, conscients de votre responsabilité, soucieux de l'avenir de notre cher pays, vous ne vous laisserez pas tromper par des manœuvres de dernière heure ! Vous ne laisserez pas saboter votre décision du 23 novembre par les « politiciens », leurs mensonges et leurs trafics.

Le vote du 30 novembre doit et devra se faire dans la clarté et dans l'honnêteté.

Je maintiens intégralement mon programme. Il demeure basé sur la défense des libertés, sur le respect de la personne humaine, de l'esprit d'initiative, de la notion de responsabilité, de la justice sociale, de l'intérêt général.

VOUS VOTEREZ POUR UNE POLITIQUE HUMAINE, FAMILIALE ET SOCIALE

Construction menée au maximum. Suppression des taudis. Locaux scolaires et universitaires. Problème scolaire résolu dans l'équité et la justice, suivant les aspirations des familles. Respect des promesses envers la famille. Respect de la propriété. Avenir des jeunes. Sort des retraités, des vieux travailleurs, des anciens combattants et victimes de guerre. Respect du travail, de son rendement qui doit être digne de l'homme· La science et le progrès pour l'homme et non pour sa destruction.

VOUS VOTEREZ POUR UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE SAINE

Réduction des dépenses de l'Etat. Suppression des services inutiles. Simplification et allégement de la fiscalité. Suppression des empiètements de l'Etat dans le secteur économique. Revalorisation du pouvoir d'achat. Equilibre honnête entre les prix agricoles et les prix industriels.

VOUS VOTEREZ POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE RÉNOVÉE ET RÉALISTE

La France doit trouver sa vraie place dans une Europe harmonieusement unie pour le profit de ses fils.

VOUS VOTEREZ POUR UNE POLITIQUE ALGÉRIENNE

permettant au Général de Gaulle de mener rapidement à bien un problème délicat, en respectant la dignité et les droits de la France, dans la justice pour les hommes, grâce à une communauté de vues sincère.

VOUS VOTEREZ POUR UNE POLITIQUE DE PRESTIGE DE LA FRANCE

autour d'un Chef respecté et d'un Gouvernement stable, dans une compréhensive union.

Je vous rappelle mes engagements : je voterai toujours librement ; je garderai toujours avec les électeurs de ma circonscription un contact intime et fructueux.

Je vous fais confiance, vous pouvez me faire confiance !

Vous voterez pour mon programme national, humain, social, antimarxiste.

Vous voterez pour le candidat d'Union Nationale et d'Action Sociale.

Docteur P. WEBER

Membre du Comité départemental de Libération
Premier Adjoint au Maire de Nancy depuis 1947
(administration générale, hygiène, sports, circulation, pompiers)
Conseiller Général de Nancy-Est depuis 1945
(rapporteur d'importantes questions relevant de la Commission d'administration :
écoles, bibliobus, établissements hospitaliers du département, assistance, etc.)
Président de l'Association syndicale des Médecins de Meurthe-et-Moselle
Président de la Société Centrale d'Horticulture de Nancy
Président d'Honneur de l'Association des Donneurs de Sang. — Président de l'Office municipal des Sports
Vice-Président de l'Union des Classes Moyennes. — Vice-Président de l'Office Départemental des H.L.M.
Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite Agricole. — Médaille de l'Education Physique et des Sports
Officier d'Académie

et pour son suppléant :

MAURICE CAMAL

Conseiller Général du Canton de Nancy-Sud. — Adjoint au Maire de Nancy

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre DALAINSY
(Candidat Républicain d'Union nationale)

élu le 30 novembre 1958
(App. I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers Compatriotes,

Le 23 novembre vous aurez à désigner les hommes qui auront la charge d'appliquer la nouvelle Constitution.

Mais à un régime nouveau il faut des hommes nouveaux même au Parlement. Hommes nouveaux ne veut pas dire hommes sans expérience, hormis l'expérience parlementaire certes. N'est-il pas préférable qu'il en soit ainsi quand on voit où cette triste expérience nous a conduits.

C'est pourquoi Pierre Dalainzy et le docteur Jean Bichat, tous deux Conseillers municipaux et généraux, tous deux de l'arrondissement de Lunéville, se présentent aujourd'hui à vos suffrages.

1° Nous voulons une République forte, stable et respectée.

Nous voulons une séparation des pouvoirs effective : un Gouvernement qui gouverne, des Assemblées législatives qui votent les lois et contrôlent le Gouvernement sans empiéter sur ses attributions, un pouvoir judiciaire indépendant.

Un régime nouveau doit certes établir un programme nouveau. Ce programme ne peut actuellement être établi de façon nette et précise. Nous ne pouvons donc, ni ne voulons faire de fallacieuses promesses, mais nous avons le devoir de vous exposer les idées générales qui nous guideront.

2° En Algérie, nous voulons une paix française fondée sur la justice, le respect de la personnalité algérienne et la solidarité étroite de l'Algérie et de la Métropole.

En Afrique Noire, la communauté des peuples libres doit être construite et aidée.

3° Politique familiale et sociale. Il faut :

Assurer l'avenir matériel des familles françaises en réajustant les allocations familiales et en développant la construction des logements.

— Assurer l'avenir des enfants par une réforme de l'enseignement. Celui-ci doit être ouvert à tous sans distinction de croyances ;

— Une sécurité sociale gérée aux moindres frais et garantissant le remboursement à 80 % pour tous les assurés sociaux ;

— Un salaire minimum annuel garanti, et suppression des zones de salaires.

Aux anciens combattants, victimes de la guerre, déportés, prisonniers, veuves, ascendants et ayant-cause, nous donnons l'assurance que nous soutiendrons leurs revendications. Les vieux travailleurs, pensionnés, retraités, trouveront en nous des défenseurs vigilants.

4° Politique agricole.

— Application de la loi Laborbe pour le lait et du plan céréalier ;

— Amélioration de l'habitat rural ;

— Développement de l'enseignement agricole spécialisé ;

— Augmentation des crédits pour la recherche agronomique ;

— Efforts pour mettre l'agriculture française en bonne position vis-à-vis du Marché commun par l'amélioration constante de la qualité de notre production.

5° Politique économique et financière.

— Stabilité des prix. Eviter l'inflation. Développer les exportations. Favoriser les investissements ;

— Mise en application prudente du Marché commun jusqu'à ce que nos prix soient compétitifs et que les autres pays aient ajusté leurs charges sociales aux nôtres ;

— Réforme fiscale (trop longtemps différée) ;

— Développement des économies régionales avec le concours des organisations syndicales et professionnelles. Protection du petit commerce.

6° Politique extérieure.

— Maintien de l'Alliance Atlantique tout en sauvegardant l'indépendance nationale ;

— Compléter l'organisation économique de l'Europe, déjà commencée avec la C.E.C.A., le Marché commun et l'Euratom.

Telles sont nos idées d'ordre général.

Si vous nous accordez votre confiance, soyez persuadés que tout en défendant au Parlement les intérêts du pays, votre représentant appuyera de toutes ses forces toutes les mesures législatives qui contribueraient à assurer le développement économique et le mieux-être de notre arrondissement (écoles, habitat, adductions d'eau, chemins, etc.).

Notre politique est une politique de bon sens et de progrès. Vous la ferez triompher par votre vote le 23 novembre prochain.

Vive la France !
Vive la République !

PIERRE DALAINZY
Docteur en Pharmacie
Conseiller Général de Lunéville-Sud. — Conseiller Municipal

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN BICHAT
Docteur en Médecine
Conseiller Général de Lunéville-Nord. — Conseiller Municipal

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre vous avez manifesté votre sympathie par vos nombreux suffrages. Nous vous remercions de tout cœur de ce témoignage de confiance qui nous place, pour le scrutin de ballottage, en tête de tous les candidats, anciens et nouveaux.

Vous avez, par ce vote logique, confirmé votre volonté de renouveau exprimée lors du référendum du 28 septembre.

Donc ce 30 novembre votre ligne de conduite est simple.

Vous devez voter utilement.

VOTEZ D'ABORD POUR LA FRANCE

Notre pays a besoin d'hommes neufs, sincères, valables, humains, qui sachent vous défendre tout en défendant les intérêts de la Nation.

Agriculteurs, commerçants, ouvriers, artisans, anciens combattants, vieillards, économiquement faibles français, faites-nous confiance.

VOTEZ ENSUITE POUR L'HOMME

Par les votes massifs des électeurs de Lunéville et de ses cantons Nord et Sud, que nous représentons aux Assemblées départementales et communales, vous pouvez

juger du crédit qui nous est accordé. Votez pour l'homme qui connaît de par ses origines les problèmes de la paysannerie française, de par ses fonctions administratives les problèmes sociaux. Que vous soyez de la ville ou de la campagne, faites-nous confiance.

Votez pour Pierre Dalainzy et Jean Bichat décidés à suivre la ligne tracée par le Général de Gaulle pour le redressement du pays ;

Décidés à servir et non à se servir.

Ceci sans compromissions aucunes, sans basses manœuvres électorales, ne reniant en rien nos idées d'indépendance et d'union, affirmées dès le premier jour.

Vous voterez utilement pour des hommes sérieux, pour que vive la République et que vive la France en votant

Pierre DALAINZY

Remplaçant éventuel :
Jean BICHAT

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. François VALENTIN
(Candidat d'Union nationale des Républicains du Toulois et du Xaintois)
élu le 23 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Union Nationale des Républicains du Toulois et du Xaintois

(Centre National des Indépendants et des Paysans, Démocratie Chrétienne de France et Centre Républicain)

Mesdames les Electrices, Messieurs les Electeurs,

Le 28 septembre dernier, 31.000 d'entre vous, répondant à l'appel du Général de Gaulle, ont approuvé la Constitution de la Ve République. Trois mille seulement l'ont rejetée.

Ainsi, à une majorité écrasante, vous avez affirmé votre volonté de renouveau et pris votre part dans l'effort auquel le Chef du Gouvernement a convié la Nation.

Mais cet effort n'est pas seulement celui d'un jour. Le succès du référendum ne fait qu'ouvrir une porte sur l'avenir. Les espoirs ne se réaliseront que si nos nouvelles institutions sont servies avec foi et loyauté par tous les citoyens et d'abord par ceux à qui le corps électoral va donner sa confiance.

Certes, le rôle des députés ne sera plus demain ce qu'il était hier. L'Assemblée Nationale de la Ve République ne sera plus omnipotente comme l'était théoriquement celle de la IVe. Dorénavant, c'est au Président de la République et au Premier Ministre qu'incombera directement la conduite de la politique nationale. Mais, même réduit, ce rôle restera capital puisque le Parlement, en votant les lois et en jugeant la responsabilité du Gouvernement, restera, comme il est normal en démocratie, l'inspirateur et le contrôleur de notre vie publique.

C'est pourquoi l'élection de la nouvelle Chambre est lourde de conséquences décisives : elle conditionne les chances de la Ve République et, dans une très large mesure, celles de la France.

Si vous me faites l'honneur de me choisir pour vous représenter, je mettrai toute ma sincérité et j'emploierai toutes mes forces à servir quelques principes simples mais fondamentaux : la paix, le progrès, l'union.

— La paix est le bien suprême. Partout précaire, elle reste gravement troublée en Algérie. Travailler à la renforcer partout par le resserrement de nos alliances dans l'égalité, la construction réaliste de l'Europe, la recherche sincère et sans naïveté de toutes les occasions de détente ;

Travailler à la rétablir dans les départements d'Algérie et du Sahara en conjuguant la nécessaire et généreuse présence de notre armée, instrument indispensable de la protection des personnes et des biens contre l'anarchie et le fanatisme, avec l'action politique, morale et économique, condition d'une pacification profonde et durable ;

Travailler à la consolider dans la nouvelle communauté par la reconnaissance loyale par tous de l'autonomie des Etats membres dans la prééminence des responsabilités de la République ;

Voilà le devoir majeur, celui de toutes les heures, celui qui doit être rempli par priorité, par amour de notre patrie et de nos enfants.

— Le progrès n'est pas qu'un mot. Evident dans l'ordre technique, il doit devenir une réalité dans l'ordre social.

Le rythme vertigineux des découvertes scientifiques ouvre des perspectives où le meilleur et le pire s'opposent. Le rôle de l'Etat est d'en orienter les applications pour le mieux-être général et, d'abord, pour l'amélioration du sort des plus malheureux, l'aide aux vieux et aux familles.

Il ne faut pas oublier toutefois qu'il n'y a pas de progrès sans investissements, c'est-à-dire qu'à vouloir manger le blé en herbe, on préparerait la disette et non l'abondance. L'équilibre entre la satisfaction des besoins immédiats et la préparation de l'avenir est souvent malaisé à trouver. Mais le but ne doit jamais être oublié, qui n'est pas de servir la production pour elle-même, mais pour l'accroissement de la prospérité générale.

Cela suppose une monnaie stable, le développement parallèle de l'agriculture et de l'industrie, facteurs communs de la vitalité du commerce, une politique à long terme de l'équipement, de l'habitation, de la formation professionnelle et de la recherche scientifique.

— L'union est la condition de la paix et du progrès. L'immensité de la tâche à accomplir interdit l'épuisement de nos forces dans des luttes partisanes. Elle impose la mise en commun des énergies nationales.

C'est pour servir l'union que j'ai accepté de me présenter et, si je suis élu, de quitter le Sénat où la confiance des élus communaux de Meurthe-et-Moselle m'avait envoyer depuis deux ans et demi. J'y ai vu ce qu'est une Assemblée où le parlementarisme est honnêtement pratiqué, dans le respect des idées et des hommes et la recherche sans parti-pris de l'intérêt général. C'est ce même esprit que je voudrais contribuer à développer à la Chambre.

Mais l'union des élus restera un leurre si elle ne s'appuie pas sur l'union des électeurs. Un pays divisé possède à son image un Parlement divisé.

L'union des bonnes volontés dans nos villes et nos villages doit donc devenir le souci de tous les Français. Elle est inséparable de la liberté et de la justice car une « union » qui violenterait la liberté et violerait la justice ne serait qu'une caricature. La liberté des opinions et des consciences, la liberté des entreprises et des organisations syndicales, la justice sociale, scolaire, fiscale sont les remparts à la dictature.

A cette union, nous devons avoir à cœur d'associer intimement les jeunes. Demain, leur nombre et leur dynamisme vont modifier radicalement les données du problème français. Il faut, matériellement et moralement, préparer leur place dans la Nation à laquelle ils rendront bientôt au double les sacrifices qu'elle consentira pour eux.

Cette dernière question est particulièrement importante dans notre circonscription. Riches d'Histoire et de traditions, le Toulois et le Xaintois ont, moins que d'autres régions lorraines, bénéficié de l'expansion de ces dernières années. La modernisation de leur agriculture et le développement de leur industrialisation sont deux tâches urgentes qui ne dépendent évidemment pas de l'action du seul député, mais à laquelle le député doit apporter toute son influence et tous ses moyens. Avec l'aide d'André Picquot et le concours de tous, en liaison avec le Comité d'Aménagement du territoire,

je considérerai comme un honneur et un devoir passionnant de promouvoir cette évolution nécessaire et pressante.

Electrices, Electeurs,

J'aime mon pays, notre Lorraine, notre région de toutes les fibres de mon cœur. Fidèle à l'idéal de mes 25 ans, je n'ai d'autre ambition que de les servir, comme un enfant fier de sa terre et des siens. J'ai assez d'expérience pour savoir combien la tâche d'un homme public est difficile. Mais je garde assez d'enthousiasme pour savoir aussi qu'elle est noble, quand on l'exerce avec conviction.

La providence offre à notre patrie une chance exceptionnelle. Alors que nous paraissions nous enliser irrémédiablement, un sursaut nous ouvre à nouveau des perspectives de salut. Ne les gâchons pas en retombant dans les ornières d'où nous sortons à peine. Rendons à notre vie publique, clef de notre avenir national, sa dignité. Unissons-nous pour la Vᵉ République, la Lorraine et la France.

François VALENTIN
Sénateur de Meurthe-et-Moselle
Membre du Comité Consultatif Constitutionnel
Membre de la Commission des Affaires économiques, délégué permanent à la Commission des finances
Membre de la Commission du suffrage universel et de la Constitution
Membre suppléant de la Commission de la défense nationale
Secrétaire de la Sous-Commission des entreprises nationalisées au Conseil de la République
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (4 citations). Bronze Star U. S.
Ancien Commandant F.F.I. — Lieutenant-Colonel de réserve
Docteur en Droit. — Marié. — Neuf enfants

En me demandant d'être son suppléant, M. François Valentin a évidemment voulu manifester l'importance qu'il attache au devenir de notre région, de sa paysannerie et de sa viticulture.

Avec lui, je serai fier de travailler pour l'avenir de Toul, du Toulois et du Xaintois.

André PICQUOT
Maire de Lucey. — Vice-Président des Maires du Canton de Toul
Président du Comice agricole de Toul et des Vignerons du Toulois
Membre de la Chambre d'Agriculture. — Officier du Mérite Agricole
Marié. — Cinq enfants

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roger DEVÉMY
(Candidat Démocrate Social Chrétien)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Faute d'avoir réformé à temps des institutions paralysées par des formations politiques spécialistes du déclanchement des crises ministérielles, la France a traversé une crise grave que Devémy avait prévue avec lucidité à l'occasion de quatre réunions importantes organisées dans notre département au cours de l'année 1957.

A l'ultime limite du péril la guerre civile a été épargnée à notre pays grâce à l'appel au Général de Gaulle.

Dans la légalité sauvegardée ce dernier peut enfin jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'arbitre.

Le général de Gaulle a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême droite. Il a voulu s'entourer d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leur preuve dans la conduite des affaires publiques. Le 28 septembre huit Français sur dix l'ont approuvé en disant « Oui » à la nouvelle Constitution. Cette union des « Oui » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur Gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle. Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent dans la vie publique des prétextes pour opposer des Français à d'autres Français. Notre vocation est d'unir tous ceux qui, attachés à la liberté et à la patrie, doivent s'atteler ensemble à l'œuvre commune.

Nous ne devons cependant pas oublier les prises de position de MM. Kriegel-Valrimont et Philippe Serre qui avaient recommandé le « Non » au référendum et se sont disqualifiés du même coup pour construire la Ve République.

Quels sont nos objectifs ?

— En Algérie, il faut établir une paix française fondée sur la justice telle que l'a définie le Général de Gaulle, politique basée sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la métropole.

— Outre-mer, il s'agit de construire la Communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

— En Europe, l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman doit être continuée et développée. Le Marché commun qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain offre à notre agriculture comme à notre industrie les meilleures chances de progrès et de développement.

— Dans le domaine économique et social nous refusons le faux dilemme : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie comme l'a montré l'expérience Pflimlin de 1955. Elle est une des conditions du progrès social et familial. Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail, où les affaires se ralentissent, nous voulons :

— l'application d'une politique économique d'ensemble qui facilite le crédit, favorise les investissements et l'expansion régionale ;

— l'institution du salaire garanti pour les travailleurs privés d'emploi ;

— la revalorisation des allocations familiales et de l'allocation aux vieux.

Demain comme hier, ce sont les députés qui voteront les lois sociales. Elles sont donc pour le moment entre vos mains. Puisse leur justice et leur efficacité arracher au communisme et à ses alliés, les travailleurs qui se détournent d'eux.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite ;

Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme ;

Parce que vous voulez la liberté et la justice ;

Vous voterez pour une République forte et rénovée au service de la Nation, vous voterez pour une République sociale au service de la fraternité.

Vous voterez pour Roger Devémy, candidat Démocrate Social Chrétien, et pour Roger Bolzinger, du Centre Républicain (suppléant), qui bénéficient de l'investiture et du soutien des quatre formations nationales et départementales ci-après :

Indépendants et Paysans (A.R.L.) Pinay-Duchet ;
Démocratie Chrétienne de France, G. Bidault ;
Centre Républicain (A. Morice) ;
M. R. P. (P. Pflimlin).

Ne dispersez pas vos voix.
Suivez les consignes d'union pour battre les communistes et leurs alliés !

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

ROGER DEVEMY

Marié. — 48 ans. — 4 enfants
Ancien Professeur de l'enseignement libre
Ingénieur-Conseil. — Négociant à Nancy
Ancien Député (1945-1955). — Ancien Vice-Président de la Commission des pensions et victimes de guerre
Auteur du plan quadriennal pour les Anciens combattants
Ancien Secrétaire général de l'Association nationale des Internés et Déportés politiques
Membre fondateur de la F. N. D. I. R.
Officier de la Légion d'Honneur (à titre militaire). — Croix de Guerre
Combattant volontaire de la Résistance. — Interné. — Evadé
Officier de réserve (Chef de groupe d'artillerie)

Remplaçant éventuel :

ROGER BOLZINGER

Marié. — 33 ans. — 3 enfants
Commerçant
Conseiller Municipal de Landres
Engagé volontaire 1944-1945. — Sous-officier de réserve
Centre Républicain

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Merci à toutes les Electrices et à tous les Electeurs qui nous ont manifesté leur confiance le 23 novembre.

Aujourd'hui plus que jamais nous croyons que le programme politique, économique et social que nous ébauchions dans notre première profession de foi reste valable.

Au cours des réunions et contacts personnels que nous avons eus avec les municipalités, les organisations professionnelles ouvrières et agricoles, les commerçants et artisans, ou les professions libérales, nous avons enregistré le désir d'union nationale de nos populations laborieuses.

Nous nous engageons solennellement à tout mettre en œuvre :

Pour construire avec le Général de Gaulle une Vᵉ République, qui assurera :

— la stabilité gouvernementale,
— le regroupement des forces politiques,
— la réforme des méthodes de travail et du règlement de l'Assemblée Nationale.

Une sérieuse réforme administrative inspirée par la triple volonté de simplification, de l'efficacité et de l'économie.

Pour les salariés du secteur public et du secteur privé nous entendons collaborer avec les organisations professionnelles pour l'avénement d'une véritable démocratie sociale qui assurera une meilleure répartition du profit dans une économie en expansion.

Pour les cultivateurs et les artisans, nous nous engageons à lutter pour une meilleure harmonisation entre les prix industriels et les prix agricoles. La recherche des débouchés pour la vente et l'exportation des produits agricoles, l'aide financière de l'Etat par des emprunts qui permettront la modernisation de l'habitat rural, des moyens de production et de stockage, les garanties de prix, etc.

Pour les commerçants, et les professions libérales, nous sommes assurés qu'une politique d'expansion économique, l'accroissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses urbaines ou rurales dune part et une lutte sévère contre les gâchis, le favoritisme et les trop nombreuses incohérences administratives d'autre part, devraient permettre

une notable amélioration de la situation des commerçants et des classes moyennes et la recherche de la justice fiscale.

Seule, une économie en expansion et une saine gestion des affaires publiques nous permettront de faire face aux problèmes qui se posent à la Nation pour l'enseignement l'orientation et la formation professionnelle de notre jeunesse. — La construction de logements, le plein emploi, etc...

Notre volonté de justice se manifestera également pour assurer à nos ainés une vieillesse moins inquiète par des retraites raisonables dans le cadre d'une monnaie stable.

Devémy et Bolzinger ne sont pas des inconnus.

Vous avez pu apprécier leur honnêteté, leur compétence, leur courage et leur patriotisme.

Ils ont déjà fait une campagne active pour le « OUI » au référendum du 28 septembre.

Ils ont exposé au cours des trois semaines qui viennent de s'écouler un programme sérieux.

La majorité des français a manifesté son désir de changement et sa volonté de construire la Ve République avec le Général de Gaulle.

Vous voulez que votre volonté soit respectée, alors Chers Compatriotes faites bloc contre le communisme et ses alliés qui ont voté NON le 28 septembre.

Faites respecter votre « Oui » à la France .

— Pour rendre l'espoir à notre jeunesse.
— Pour améliorer le pouvoir d'achat des familles.
— Pour la Paix en Algérie et l'affermissement de la Communauté Française.
— Pour la construction européenne dans un monde plus humain.
— Pour la politique du général de Gaulle.
— Pour la France.

Votez Devémy - Bolzinger, candidats du rassemblement des « Oui ».

ROGER DEVEMY

Remplaçant éventuel :

ROGER BOLZINGER

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph NOU

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Mouvement Lorrain de Rénovation Nationale.

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

C'est à ces seuls hommes dont la fidélité s'est révélée à toute épreuve, que vous accorderez vous aussi votre confiance, en les envoyant siéger à l'Assemblée Nationale :

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir ;

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays ;

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Attention !

Le Général de Gaulle demande aux futurs parlementaires :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité, et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier (dont ils tiraient profit), au risque de jeter à nouveau la France dans une crise nouvelle d'où ne sortirait que l'anarchie ou la dictature.

Seuls les candidats de l'U. N. R. ont pris, par écrit et sur l'honneur, l'engagement solennel de respecter le rôle que leur assigne la Constitution et de soutenir l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° Dans la paix retrouvée, la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure ;

4° Une politique étrangère ferme, faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière ;

5° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),

— la modernisation de l'agriculture par des investissements accrus ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés.

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, la sauvegarde de la libre entreprise ;

6° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire,
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,
— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux,
— une réforme profonde de la fiscalité par l'établissement de la justice fiscale et la suppression des régimes d'exception ;

7° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960 ;

8° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat (participation des syndicats aux activités du Conseil Economique),
— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale,
— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production,
— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en en respectant la liberté, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir à tous l'accès de l'enseignement supérieur.

Ce n'est donc pas, Electrices, Electeurs, une profession de foi traditionnelle qui vous est soumise, mais beaucoup plus un acte de foi en la France et en de Gaulle, par un candidat qui, depuis toujours, lutte pour une France plus jeune, plus dynamique et plus humaine.

Vous voterez donc pour ceux qui, toujours, ont soutenu le Général de Gaulle.
Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez Joseph Nou.

JOSEPH NOU
Marié. — Quatre enfants
Technicien d'essai à Longwy

Suppléant :

HENRI PETIN
Ouvrier Mineur à Villerupt

2e *CIRCULAIRE*

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République)

Electrices, Electeurs,

En votant U.N.R., vous avez confirmé votre Oui du 28 septembre !
En votant U.N.R., vous avez réaffirmé votre confiance au Général de Gaulle !
En votant U. N. R., vous avez exprimé votre désir de renouveau !

Electeurs, Electrices,

En nous plaçant dimanche dernier en tête de tous les candidats nationaux, vous vous êtes associés à l'irrésistible élan qui, dans la France entière a confirmé votre « Oui » du 28 septembre.

Vous avez affirmé ainsi, sans aucune équivoque possible, votre volonté d'être représenté par des hommes qui ont toujours gardé intacte leur foi dans le Général de Gaulle, qui ont été des artisans de son retour au pouvoir, qui seront demain les plus fidèles et les plus sûrs soutiens de sa politique de rénovation nationale.

Electeurs, Electrices,

Merci de l'avoir compris ! Merci de nous avoir apporté massivement vos suffrages et d'avoir offert ainsi une première victoire à la Ve République.

Cette victoire, il vous appartiendra dimanche prochain de la compléter, de la rendre définitive.

Vous le ferez avec le même élan que le 28 septembre, que le 23 novembre, et en confirmant sur nos noms votre premier vote, vous direz « Oui » une seconde fois au Restaurateur de la Patrie.

Vous voterez tous pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle.

Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Vous voterez Joseph Nou.

JOSEPH NOU

Marié. — Quatre enfants
Technicien d'essai à Longwy

Suppléant :

HENRI PETIN

Ouvrier Mineur à Villerupt

MEUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Louis JACQUINOT

élu le 23 novembre 1958

(I. P. A. S.)

Mes chers Compatriotes,

Le 28 septembre dernier, la France s'est donné une nouvelle Constitution.

Dans ce référendum, la Meuse s'est placée au premier rang des départements qui ont apporté leur « Oui » au Général de Gaulle et à son gouvernement.

En 1946, je vous avais invité à voter contre une Constitution dont, aujourd'hui, chacun reconnaît les erreurs. Lors de la précédente élection, je réclamais une réforme de l'Etat, une réforme électorale assurant un scrutin majoritaire, un Gouvernement fort, pour défendre notre place en Afrique et en même temps donner à nos provinces d'outre-mer les structures libérales nécessaires à la paix, au progrès, ainsi qu'à la sauvegarde de nos intérêts légitimes.

L'absence, dans le Parlement de la IVe République, de toute majorité, avait empêché la réalisation de ce programme, mais aujourd'hui, grâce au Général de Gaulle et à son gouvernement, auquel je suis fier d'appartenir, tout cela se fait.

Le destin du Pays est entre vos mains ; vous le ferez meilleur, en désignant ceux qui vous ont apporté les nouvelles institutions et qui sont décidés à les utiliser.

Les principes qui ont éclairé notre route inspireront, demain, notre action. Déjà, à l'extérieur, la France a repris son rayonnement, l'Etat retrouvé la continuité, les territoires d'outre-mer se rallient à la coopération.

Pour l'Algérie, je crois avoir été le mandataire de la Lorraine et de son solide réalisme lorsque je recommandais les précautions que certains me reprochaient avec tant de véhémence parce que, ignorants des réalités, ils les jugeaient inutiles.

Certes, ces mesures furent enfin prises, mais hélas ! il a fallu les aggraver.

L'autorité du Général de Gaulle permettra de mettre fin à tant de sacrifices et de définir, dans un cadre français, les conditions d'une collaboration harmonieuse des Communautés.

De même, je défendais vos intérêts véritables, je soutenais une politique d'expansion économique dans la stabilité monétaire. Seule, cette politique assure le mieux-être de tous les travailleurs. L'augmentation nominale des salaires ouvriers n'est, en effet, qu'une illusion si les prix montent à la consommation. Vieux travailleurs, anciens combattants et tant d'autres le savent mieux que personne.

Le Président Pinay avait opéré le redressement financier, une fois encore compromis, et comme au temps de Raymond Poincaré, à nouveau assuré : vous avez pu voir que, pour la première fois, depuis bien longtemps, notre balance des comptes se trouve en équilibre et même en excédent.

Aussi bien, tous en profitent : industriels, commerçants, artisans, ouvriers, agriculteurs, toutes catégories actives de la Patrie sans exception.

En collaboration étroite avec notre ami René Rousselot, nous avons défendu les intérêts de l'agriculture. Mes votes en font foi.

Inutile d'établir de longs programmes. Quelques points seulement :

— développer l'équipement social des communes, l'habitat rural, l'enseignement technique et l'enseignement agricole, instituer un régime social pour les exploitants agricoles ;
— déterminer d'une façon précise le plan triennal demandé par les Anciens combattants ;
— enfin, après un nouvel élan donné par le Gouvernement, résoudre définitivement le problème du logement.
— Dans le cadre départemental, la création d'une zone industrielle ouvre des perspectives sur le développement économique de la région. Quand la France se présente, dans l'essor de sa natalité et les succès de ses techniques, comme une nation en marche, il importe d'aligner la Meuse sur ce progrès afin de créer les emplois qui fixeront notre population. Quoi qu'on dise, en Meuse, nous avons commencé. Le Conseil Général a fait en ce sens des efforts suivis et efficaces. Malgré une crise qui se traduit, en France, par un certain ralentissement des affaires, notre avenir, l'avenir pour les jeunes s'ouvre largement devant nous. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'un effort soutenu a été fait pour mettre en œuvre un programme important d'installations scolaires, dont la réalisation intéresse aussi bien l'enseignement primaire que l'enseignement secondaire.

Je voudrais insister sur l'importance d'une vaste politique commencée au lendemain de la Libération et qui vient d'être consacrée à Saclay, Centre de l'énergie nucléaire, par le Président de la République.

En me confiant la tâche de proposer les mesures et les textes en faveur de la recherche scientifique et technique, le Général de Gaulle m'a associé étroitement et dans tous les domaines au renouveau, au redressement, à la richesse, à la puissance de notre pays.

Mes chers Compatriotes, je veux souligner — et je demande à chacun d'y souscrire — cette vérité simple mais souvent méconnue : la politique générale qu'un pays a des répercussions immédiates et directes sur la situation de chacun d'entre nous.

Je vous demande de confirmer le vote presque unanime que vous avez émis. En me faisant confiance, vous me donnerez l'autorité nécessaire à la poursuite d'une tâche difficile et magnifique. Oublions nos divisions et nos querelles et ensemble, tous ensemble, travaillons pour nous-mêmes, c'est-à-dire pour notre Pays.

Louis JACQUINOT
Député sortant. — Ministre d'Etat
Président du Conseil Général de la Meuse

René ROUSSELOT
Conseiller Général. — Maire de Nicey-sur-Aire

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André BEAUGUITTE

(Candidat du Centre Républicain et de défense agricole, économique et sociale)

élu le 30 novembre 1958

(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Candidature du Centre républicain et de défense agricole, économique et sociale.

Electrices, Electeurs,

J'ai l'honneur de solliciter vos suffrages pour l'élection législative du 23 novembre.

Je me présente à vous en homme libre, libre de mes faits et gestes, de mon action, de mon programme.

Durant toute la législature précédente, j'ai été un non-conformiste.

Sur le plan politique :

Mon non-conformisme ne pouvait s'accommoder de la discipline et des impératifs sans appel imposés par les comités directeurs de certaines organisations. Je forme moi-même mon opinion sur les problèmes et rejette les conceptions toutes faites qu'on tenterait de me faire partager et servir.

Si je me suis inscrit à l'un des groupes de l'Assemblée Nationale après la scission regrettable du Parti Paysan, ce fut uniquement pour pouvoir remplir efficacement la mission parlementaire dont j'étais investi, le règlement empêchant pratiquement un non-inscrit d'y satisfaire. En cette occasion je me suis placé au centre de l'Assemblée afin de marquer nettement l'orientation de mon esprit et de me trouver à même de défendre, en dehors de toute passion partisane, les droits et les intérêts de ceux qui méritent aide et protection, qu'ils professent des opinions de droite ou de gauche. Ma règle de conduite fut et reste l'équité.

Aujourd'hui, pour ces mêmes motifs, je demeure un homme indépendant, membre du Centre Républicain, désireux d'apporter son entier concours à un programme accepté par tous les partis nationaux. Car j'entends, si vous m'envoyez à nouveau siéger au Parlement, m'intégrer au grand groupement des bonnes volontés agissantes autour des idées directrices nouvelles définies par le Général de Gaulle et approuvées par le pays lors du référendum.

Sur le plan agricole :

J'ai toujours défendu avec opiniâtreté la paysannerie.

A peine arrivé à l'Assemblée Nationale, en 1956, j'interpellai le Gouvernement sur sa politique agricole en définissant, par la même occasion, la position des terriens, en mettant l'accent sur leurs angoisses, en précisant leurs légitimes espérances, en proposant des solutions.

En janvier 1957, la nouvelle fixation du prix du blé eut pour base une proposition de loi déposée par moi et le cours ainsi établi répondait aux demandes des milieux corporatifs. Successivement je suis intervenu en faveur du lait, de la viande, des céréales, de l'essence détaxée, des subventions, des crédits affectés à l'agriculture, des diverses détaxations intéressant les exploitants, etc.

Je ne m'étends pas sur mon programme agricole étant donné que j'ai répondu affirmativement aux quatorze questions posées aux candidats par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles. Il est à noter que, dans ces quatorze points, figure la demande d'inscription des nouveaux élus à l'Amicale parlementaire agricole. Or, je suis déjà membre de ce groupement dont le Président est mon chef de file.

Sur le plan social :

Je puis affirmer que nul ne fut plus que moi le défenseur ardent des travailleurs. Une telle attitude n'est le monopole exclusif d'aucune idéologie. J'ai combattu énergiquement les hausses continues enregistrées par les ménagères, qui anéantissaient le bénéfice résultant des majorations de salaires obtenues.

J'ai réclamé avec une singulière persistance la réduction du train de vie de l'Etat afin d'éviter que le gonflement croissant de ses besoins pèse toujours davantage sur le niveau de l'existence et déclanche ainsi l'infernale compétition entre les salaires et les prix.

Je peux revendiquer une initiative de la plus haute importance pour la classe ouvrière — aucun autre élu des groupes nationaux ne l'a eue en dehors de moi — celle du dépôt de la proposition de loi n° 6623 relative à la suppression des abattements de zones de salaires.

Ce texte, qui fut soumis à la Commission du travail, est actuellement étudié par le Gouvernement. S'il est adopté, j'aurai ainsi aidé les travailleurs de toutes les catégories à obtenir une décision heureuse qu'ils n'avaient pu emporter jusqu'à maintenant.

La vie est aussi chère, sinon plus dans nos petites agglomérations rurales que dans les villes. Les salaires, en raison de la défectueuse détermination des zones, sont trop bas en Meuse ; ma proposition tend à remédier efficacement à cette situation pénible et profondément illogique.

En faveur des artisans :

J'ai toujours considéré que le rôle de nos artisans était une nécessité dans nos villages. Si celui-ci se trouvait ralenti ou suspendu, le travail y deviendrait impossible. C'est pourquoi ma proposition de loi n° 5718 a visé à améliorer le sort matériel des artisans.

En faveur des commerçants, des familles, des vieillards :

Les commerçants ont une mission naturelle dans la répartition des marchandises. Ils constituent l'un des rouages des fonctions économiques ; or, leurs marges bénéficiaires se sont sans cesse amenuisées. Les commerçants ne créent pas la vie chère, c'est l'Etat en multipliant et en majorant les taxes qui en est responsable. C'est une méthode facile pour les pouvoirs publics de décréter des impôts afin de se procurer des ressources accrues. Mais la ménagère les acquitte quotidiennement en faisant ses achats et leur charge est d'autant plus lourde que les enfants sont plus nombreux au foyer.

Là encore j'ai pris une position constructive et mes propositions de loi n° 1772 et n° 2631 en font foi.

Je n'ai négligé ni les vieillards — qui ont des droits imprescriptibles sur les générations qui assurent leur relève — ni les infirmes, les accidentés du travail ou les familles nombreuses. J'ai fait inscrire dans notre législation sociale des dispositions qui découlent directement de mes propositions de loi n°s 2074 et 6627 (allocation de la mère au foyer).

J'ai pensé également aux retraités que, trop souvent, la hausse du coût de l'existence accule à une situation voisine de la misère. J'ai déposé en leur faveur des textes législatifs dont certains ont tant soit peu amélioré le sort de ceux à qui l'âge interdit toute action de sauvegarde contre la diminution de leur pouvoir d'achat.

En faveur des anciens combattants, prisonniers et victimes de la guerre :

Je n'ai eu garde d'oublier ceux dont Georges Clemenceau a dit qu'ils avaient des droits sur nous.

Qu'il se soit agi de leur faire rendre hommage par l'attribution de distinctions sanctionnant et récompensant les héroïques services rendus au pays ou de leur attribuer les compensations matérielles qui leur sont dues, je ne crains aucune critique (propositions de loi n°s 2821, 2924, 6546).

J'ai pris la position positive et formelle dont chacun se souvient lors du vote des crédits relatifs au règlement du pécule et exigé que tous les engagements fussent tenus.

En faveur des sinistrés :

Je me suis efforcé, en ce domaine, d'obtenir un règlement accéléré des indemnités, notamment en ce qui concerne les sinistrés âgés, les veuves de guerre et mes propositions de loi permettent à tous de mesurer l'étendue de ce que j'ai entrepris (n°s 1110, 3143, 5831).

Sur le plan départemental :

Il ne saurait être question, étant donné qu'il s'agit aujourd'hui d'une élection législative, d'insister sur l'importance de mes efforts sur ce plan.

Je rappellerai toutefois que, depuis un certain temps, je m'attache à provoquer l'élan qui fait défaut à la Meuse en matière d'industrialisation.

En beaucoup de points, dans le nord du département, nous remplissons pleinement les conditions requises pour bénéficier des mesures favorisant la décentralisation industrielle et l'expansion régionale. Je ne négligerai rien pour parvenir à des réalisations concrètes. Car il nous faut envisager le jour possible où le départ des forces américaines et canadiennes risquerait d'entraîner le chômage dans un département où l'on devra, en tout état de cause, créer des milliers d'emplois nouveaux à bref délai, en raison du rythme des naissances enregistré.

L'Agérie et l'Afrique :

En ce qui concerne l'Algérie, j'ai toujours été de ceux qui ne cessèrent de réclamer la solution décisive. Mais les Gouvernements qui se succédèrent au pouvoir se sont engagés dans une impasse qui rappelle douloureusement celle de l'Indochine.

Le Général de Gaulle, dans sa conférence de presse du 23 octobre, a dit :

« Le destin politique de l'Algérie est en Algérie même et, dans cette perspective, la voie démocratique est ouverte, cette voie démocratique est la seule valable. Une immense transformation a commencé. La France la met bien entendu en œuvre. Sur quelles bases ? Sur celles de la personnalité et, bien sûr, d'une association étroite avec la métropole. Cet ensemble, avec le Sahara, œuvrerait pour le progrès commun, en liaison avec les Etats indépendants du Maroc et de Tunisie ».

J'approuve pleinement la conception du Général de Gaulle, je souhaite la pacification aussi proche que possible, sans abandon, car le Chef du Gouvernement fait appel à la « civilisation fraternelle » et à « l'œuvre de rapprochement des peuples », conditions essentielles de l'avenir.

Tout autant je partage ses vues sur l'entreprise à mener à bien en Afrique noire et sur l'édification de la Communauté France-Outre-mer dans l'enthousiasme commun et la fraternité.

Des hommes nouveaux !

C'est sur ce thème que certaines formations appuient leur campagne électorale.

Qu'il me soit permis de rappeler que je ne suis ni un pilier ni un fervent de la IVe République. J'ai été tenu éloigné d'elle pendant dix ans et je ne suis entré dans les rangs de son personnel politique qu'en 1956 pour la fustiger à raison de ses excès, de ses inconséquences et d'un laisser-aller qui confinait à l'impéritie.

A ce sujet, je dois rappeler que, dès 1957, je précisai dans la lettre de souscription d'un ouvrage que je venais d'écrire : « Je suis entré dans la IVe République pour préparer la Ve » Et, sur la bande de présentation du livre en question, j'avais inscrit cette formule qui était un avertissement : « Un régime meurt de ses abus ».

Je ne me suis donc pas compromis avec un régime que je condamnais. Je me classe parmi les hommes nouveaux, d'abord parce que je n'ai en rien participé à un passé que je réprouve — je n'étais pas au Parlement quand a été établie la Constitution de la IVe République — ensuite, parce que je veux concourir de toutes mes forces

à l'instauration d'une République neuve, créatrice, propre, forte et digne, après avoir travaillé à l'effondrement de celle qui n'a pas répondu à la confiance du pays.

Mon remplaçant :

A la suite du découpage électoral de notre département, je n'ai pu avoir à mes côtés, comme en 1956, M. Camille Zaepffel, le lieu de sa résidence, Vavincourt, se trouvant dans la circonscription de Bar-le-Duc. M. Camille Zaepffel, qui s'est toujours consacré avec courage à la défense de l'exploitation familiale sur le plan syndical aussi bien que sur le plan général, m'a promis de rester mon conseiller amical en matière agricole, ce dont je me félicite étant donné sa valeur et sa compétence.

J'ai fait appel, en qualité de remplaçant, au docteur Jean Brastel, Médecin et Conseiller Municipal d'Etain où il est élu avec un chiffre de voix qui témoigne de l'estime dans laquelle le tient la population. Le Docteur Brastel possède un sens humain élevé. Il sait se pencher sur la douleur et la misère des humbles. Je trouverai en lui des avis éclairés pour poursuivre la politique sociale à laquelle j'entends m'attacher.

Mes chers compatriotes, cette profession de foi ne contient pas de promesses retentissantes ou mirifiques, car, ainsi que je l'ai dit, les promesses électorales, trop souvent vaines, sont des roulements de tambours tôt emportés par le vent. Comme par le passé, je ne vous promets que ma bonne volonté, mais je vous la promets intégrale.

Pendant ces trois dernières années, je n'ai vécu que pour vous, à votre entier service, ignorant ce qu'était le repos, ne m'accordant même pas une heure de détente.

J'ai parcouru inlassablement nos campagnes meusiennes pour m'enquérir de vos besoins, de vos doléances, de vos aspirations. Par une importante correspondance, j'ai entretenu avec vous tous un contact vraiment étroit et quotidien. Pendant trois ans je n'ai rien demandé pour moi, mais tout pour vous, pour votre mieux-être, pour une existence moins âpre et pour la prospérité et la grandeur de notre pays.

Je vous offre de nouveau mon activité, mon dynamisme, ainsi que les connaissances que je puis posséder.

Veuille le Nord de notre Département me faire confiance !

Vive la Circonscription de Verdun !
Vive la Meuse !
Vive la France !
Vive la République !

André BEAUGUITTE

Député de la Meuse. — Ancien Ministre. — Conseiller Général de Montfaucon
Président de la Section des Anciens Combattants de Sivry-sur-Meuse
Lauréat de l'Académie Française (Prix d'Histoire 1957)

Remplaçant éventuel :

Jean BRASTEL

Conseiller Municipal d'Etain
Docteur en Médecine

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,
Chers Compatriotes,

Le srutin du 23 novembre s'est déroulé dans des conditions dont je ne puis que me féliciter vivement puisqu'il m'a fait frôler l'élection à la majorité absolue.

Le second tour qui aura lieu dimanche sera une simple formalité qui entérinera mon succès en lui donnant plus d'ampleur.

Je n'ai donc pratiquement qu'à attendre votre verdict avec patience.

Il est inutile que je vous adresse une nouvelle profession de foi puisque celle que vous avez reçue avant le premier tour demeure naturellement valable.

Elle détermine dans tous ses détails les contours de l'action publique que j'entends mener sans relâche pour la défense agricole, économique et sociale de la circonscription de Verdun, dans le cadre de la politique définie par le Général de Gaulle.

Je ne négligerai rien pour que la V[e] République ne ressemble pas à la IV[e] que j'ai toujours condamnée, et qu'elle s'inspire au contraire des hauts principes de rénovation, d'ordre et de discipline à la faveur desquels sera édifié un régime fort.

Vous pouvez compter sur moi pour cette tâche à laquelle j'entends me consacrer sans relâche.

C'est dans cet ordre d'idées que je vous demande de m'accorder une large audience en faisant bloc sur mon nom, car j'ai besoin de prestige pour faire entendre utilement ma voix. Ce prestige, c'est vous qui pouvez me le donner en votant en masse pour moi.

Qu'aucun de vous ne s'abstienne en pensant que la partie est gagnée et qu'il n'est donc pas utile de se déranger.

Qu'aucun de vous n'égare ses suffrages par une diversion quelconque ou par une modification du bulletin de vote qui doit être déposé dans l'urne tel qu'il est imprimé.

Electrices, Electeurs, mes chers Compatriotes, je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

Apportez-moi dimanche votre appui total.

Veuille la circonscription de Verdun me faire confiance !

Vive la Meuse !
Vive la République !
Vive la France !

ANDRÉ BEAUGUITTE

Député de la Meuse. — Ancien Ministre. — Conseiller Général de Montfaucon
Lauréat de l'Académie Française

MORBIHAN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Raymond MARCELLIN
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants et des paysans
avec le soutien de la Démocratie chrétienne de France.

NOTRE PROGRAMME

Une République à la hauteur de la France

En 1946, les Modérés votent contre la Constitution qui devait engendrer le « Système ». Elle est adoptée malgré eux. Les faits, aujourd'hui, leur donnent raison.

Le Centre National des Indépendants et des Paysans approuve pleinement la nouvelle Constitution, parce qu'elle instaure la stabilité et l'efficacité gouvernementale tout en sauvegardant la démocratie.

Pour créer et diriger, comme chef de l'Etat, une République à la hauteur de la France, nous faisons confiance au Général de Gaulle.

Nous appuyons ses efforts pour régler les problèmes de l'Algérie et du Sahara français, et pour renforcer nos alliances avec les grandes démocraties.

Une monnaie stable, respectée dans le monde et une politique sociale dynamique.

Les majorités s'appuyant sur les marxistes ont vidé les caisses en 1924, en 1936 et en 1956. Après le départ de M. Ramadier du Ministère des Finances, son successeur a écrit, dans l'exposé des motifs de la demande d'avances de la Banque de France : « La France ne peut plus faire face à ses paiements intérieurs ni à ses engagements extérieurs ».

Comme en 1926 Poincaré avait été rappelé, le Président Pinay vient d'être chargé par le Général de Gaulle de redresser les finances du pays.

Un bonne politique financière conditionne une politique sociale dynamique : construction de 500.000 logements par an, et augmentation du pouvoir d'achat de tous les travailleurs, des familles et de nos vieux.

Au service du Morbihan.

En dix ans, le Morbihan est devenu un département dynamique : le second de France pour l'attribution des crédits d'équipement. M. Marcellin y a contribué pour sa notable part. Il reportera ses efforts sur les huits cantons de sa circonscription

pour terminer et renforcer l'électrification, pour établir un réseau complet d'adduction d'eau, pour construire des chemins ruraux et des logements.

Au service des classes moyennes.

CE QUI A ETE FAIT :

AGRICULTURE

— Exonération des droits de succession en ligne directe et entre conjoints. — Octroi aux exploitants agricoles, en matière d'allocations familiales, d'un régime identique à celui des salariés : allocations de la mère au foyer. — Création d'une caisse de retraite vieillesse agricole. — Propositions de loi assurant les cultivateurs contre les calamités agricoles ;

— Création de la Société Interprofessionnelle des Viandes. — Création de la Société de soutien des produits laitiers ;

— Baisse de 15 % sur le matériel agricole. — Subventions pour la recalcification des sols. — Indexation des prix agricoles sur les prix des produits industriels.

PETIT COMMERCE ET ARTISANAT

— Pas d'augmentation d'impôts sous la seconde législature, où les Indépendants jouèrent un rôle décisif dans la majorité. — Abrogation de l'amendement Dorey. — Augmentation du plafond des forfaits. — Réduction de la taxe proportionnelle à 5 % jusqu'à 300.000 francs pour les commerçants et jusqu'à 450.000 pour les artisans. — Lutte contre les magasins d'Etat. — Abrogation des textes d'exception contre les commerçants et les artisans.

SÉCURITÉ SOCIALE

— Dans le Morbihan, l'action menée par le Docteur Franco a permis de régler au sein du Conseil d'administration de la Caisse primaire de Sécurité sociale, où il représente les médecins du département, le problème du remboursement effectif à 80 % des assurés sociaux.

CE QUE NOUS VOULONS FAIRE :

— Des lois sociales égales pour tous ;

— Sauvegarde de l'exploitation familiale par une politique d'augmentation du revenu agricole fondée sur :

L'organisation des marchés. — La participation de l'Etat aux Fonds de Garantie Mutuelle. — La négociation d'accords préférentiels nous assurant en permanence des débouchés à l'étranger. — L'abaissement des prix industriels. — Un programme d'équipement individuel et collectif dotant l'agriculture de moyens modernes de production. — Une aide accrue aux jeunes cultivateurs pour leur permettre de s'installer et de développer leur exploitation. — L'assainissement des marais de Redon, Ambon et Séné ;

— Des crédits d'équipement suffisants pour l'artisanat rural et pour le tourisme ;

— Pas d'impôts nouveaux ;

— Une réforme fiscale permettant la suppression des contrôles en substituant un système d'imposition à la source au régime qui fait des artisans et des commerçants des collecteurs d'impôts ;

— Protection efficace des petites entreprises et de l'artisanat ;

— Parité des allocations familiales et du régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants avec les salariés ;

— Augmentation des pensions des invalides de guerre, des ascendants, des veuves, des orphelins et des anciens combattants ;

— Pour les marins, relèvement des pensions et amélioration des basses catégories et des pensions des veuves ;

— Protection de l'ostréiculture, source de richesse pour les populations laborieuses du littoral ;

— Pour les agents de la fonction publique : respect de la hiérarchisation des traitements, perfectionnement des avancements, application honnête de la loi des pensions et augmentation des petites catégories.

Au service des libertés.

Les Indépendants et les Paysans, et la Démocratie Chrétienne de France, défendent la liberté de l'enseignement, qui est la mère de toutes les autres libertés.

Nos écoles chrétiennes ont besoin d'une aide immédiate : l'indexation de la loi Barangé. Nous nous battrons pour le ticket et la proportionnelle scolaires, comme nous nous sommes battus pour la loi Barangé.

Jamais les Indépendants et les Paysans n'ont voté une seule atteinte à la propriété privée ni à la liberté des entreprises artisanales, commerciales et agricoles.

Ils sont aux antipodes du communisme avec lequel ils n'ont jamais pactisé. Ils ont demandé à l'Assemblée Nationale que la loi soit appliquée dans sa rigueur aux chefs communistes. Ils n'ont pas été suivis. Ils recommenceront.

Le communisme et l'étatisme posent en principe que l'Etat est tout et que la personne humaine n'est que la matière première du pouvoir.

Pour les Indépendants et les Paysans, la personne humaine est tout, et l'Etat est à son service.

RAYMOND MARCELLIN

Député sortant. — Ancien Ministre. — Conseiller Général du Canton de Sarzeau

Remplaçant éventuel :

Docteur LÉONCE FRANCO

Conseiller Général du Canton de Vannes-Ouest — Conseiller Municipal de Vannes

---

2e *CIRCULAIRE*

Centre national des indépendants et des paysans

avec le soutien de la Démocratie chrétienne de France.

Electrices, Electeurs de la Circonscription de Vannes,

Dans notre Circonscription, M. Marcellin arrive largement en tête avec 38 % des voix.

La discipline exigerait que tous les autres candidats modérés se retirent. Dans l'intérêt de notre circonscription, l'union devrait l'emporter sur les rivalités personnelles.

Secrétaire général adjoint du Centre National des Indépendants et des Paysans, M. Marcellin, aux côtés de M. Antoine Pinay et de M. Roger Duchet, a regroupé dans une même organisation les députés et les sénateurs républicains indépendants. Sous la direction de leurs chefs parlementaires, ces députés et ces sénateurs constituent une puissante organisation politique nationale.

Pour la grandeur de la France, ils soutiennent le Général de Gaulle.

Ils appuient leur président, M. Antoine Pinay, dans ses efforts pour donner au Pays un franc stable et respecté dans le monde.

Le Centre National des Indépendants et des Paysans, l'Union pour la Nouvelle République. La Démocratie Chrétienne de France ont les mêmes objectifs nationaux. Pour atteindre le maximum d'efficacité, il faut qu'ils s'unissent.

***

Dans sa précédente circulaire et dans le journal *Le Progrès*, M. Marcellin a rappelé ce qu'il a fait et indiqué ce qu'il fera pour la défense des classes moyennes : agriculteurs, artisans, marins, commerçants, agents de la fonction publique, retraités,

employés et ouvriers, ostréilculteurs, etc. Anciens combattants, militaires en activité ou en retraite peuvent compter sur son soutien.

M. Marcellin a voté contre le Marché commun, parce qu'il estimait que nos négociateurs n'avaient pas obtenu les garanties suffisantes pour assurer la vie de nos petites et moyennes entreprises. Il proposera à l'Assemblée les moyens d'égaliser les chances de tous les pays dans le Marché commun, afin que notre économie soit protégée contre une invasion de main-d'œuvre et de produits étrangers.

*
* *

Il est maintenant superflu de mettre en garde les électeurs et les électrices contre les petites manœuvres mensongères de dernière heure. Ils ont montré, le 23 novembre, le cas qu'ils en faisaient. Le bon sens l'a emporté sur les calomnies envieuses.

*
* *

— Pour la liberté effective de l'enseignement par le ticket scolaire ;

— Pour que notre circonscription de Vannes, chef-lieu du département, ait sa part dans la modernisation économique et dans les réalisations communales ;

— Pour la mise en valeur des huit cantons de la circonscription : Allaire, Muzillac, Questembert, La Roche-Bernard, Rochefort-en-Terre, Sarzeau, Vannes-Est et Vannes-Ouest ;

— Pour l'achèvement rapide de l'électrification, la construction de nombreux chemins ruraux, l'installation de nombreux services d'eau, la construction de nombreux logements familiaux, etc. ;

— Pour la défense méthodique des petites exploitations agricoles morbihannaises :

Electeurs et Electrices,

Votez et faites voter, le 30 novembre pour :

RAYMOND MARCELLIN

Remplaçant éventuel :

Docteur LÉONCE FRANCO

Conseiller Général du Canton de Vannes-Ouest — Conseiller Municipal de Vannes

Plus le vote de dimanche prochain sera massif, et plus l'autorité de votre représentant sera grande auprès des pouvoirs publics.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Christian BONNET

(Candidat de la Démocratie Chrétienne)

élu le 23 novembre 1958

(R. P. C. D.)

Electrices, Electeurs,

Vous êtes inquiets, je le sais.

Les pluies de cet été ont anéanti les récoltes et détourné les touristes. La pêche a été mauvaise ou peu rentable. Les cours du porc et des bovins ont subi une forte baisse. Et le commerce qui vit des cultivateurs, des marins et des touristes marche au ralenti.

Seul, un Gouvernement qui gouverne et qui dure peut vous aider efficacement à surmonter ces difficultés.

Le résultat du référendum permet de constituer un tel Gouvernement, mais encore faut-il qu'appelés le 23 novembre, à choisir entre des hommes, vous les choisissiez bien.

Au moment où tant de parlementaires ont intérêt à faire oublier leurs agissements, je ne redoute pas de me présenter devant vous.

Pour ceux d'entre vous qui n'auront pas pu venir à mes réunions, j'ai consacré le premier numéro d'un journal qui paraîtra, désormais, tous les mois dans la circonscription, à un large compte rendu de mandat qui ne laisse rien dans l'ombre.

Vous y verrez avec quelle passion j'ai travaillé à cette rénovation totale du cadre et des mœurs politiques que vous souhaitiez, quel acharnement aussi j'ai mis à défendre, avec mes amis, les causes que vous m'aviez, les uns et les autres, confiées.

***

Cela dit du passé, restent le présent et l'avenir.

Pour l'immédiat, dans la confusion née de la multiplicité des candidatures, je sollicite vos suffrages en homme d'union, présenté par la Démocratie Chrétienne de France et soutenu à la fois par le Centre National des Indépendants et Paysans et par le Centre Républicain (autour duquel se sont groupés les Radicaux qui ont rompu avec leur parti pour protester contre la politique de Mendès-France).

La chose est normale, car si j'ai des convictions — et elles ne datent pas d'hier — je n'ai jamais été et ne serai jamais un homme de parti.

***

Quant à l'avenir, on vous fera, en période électorale, mille promesses. Mais, pour ma part, hostile à toute démagogie, je me bornerai à quelques engagements aussi brefs que précis.

Algérie :

La France ne peut pas quitter l'Algérie, mais elle doit y donner aux Musulmans une place qui trop longtemps leur a été refusée.

Liberté d'enseignement :

Je continuerai à lutter pour la justice scolaire.

Egalité sociale :

Paysans, artisans, travailleurs indépendants sont des Français à part entière. Ils ont droit à des allocations familiales, à des assurances maladie, à des régimes de retraite équivalents à ceux dont bénéficient les autres Français. Je m'engage à tout mettre en œuvre pour que cesse l'injustice monstrueuse dont ils sont victimes.

Aide a l'agriculture :

L'ami que je suis de Paul Ihuel s'attachera à exiger le respect de l'indexation intégrale des prix agricoles, sans truquage des indices, et à obtenir pour les céréales des prix nets permettant aux paysans de savoir ce qu'ils toucheront exactement.

Il s'attachera également aux problèmes posés par la formation professionnelle et l'amélioration de l'habitat rural, sans laquelle les jeunes cultivateurs ne trouveront bientôt plus de jeunes filles à épouser.

Défense des inscrits maritimes :

L'ami de Joseph Yvon se battra pour le respect d'un régime de pensions terriblement menacé par le Ministère des Finances.

COMMERCE ET ARTISANAT : PAS D'ÉTATISATION.

Contre la bureaucratie envahissante et les privilèges fiscaux scandaleux des organismes para-commerciaux je poursuivrai le combat.

JUSTICE SOCIALE :

Dans un monde impitoyable aux faibles : infirmes, mutilés, petits rentiers, veuves, personnes âgées, ont droit à une sollicitude particulière.

Les charges des familles nombreuses doivent être équitablement compensées et les jeunes qui s'installent bénéficier d'une aide spéciale.

Les engagements pris vis-à-vis des anciens combattants doivent être respectés.

Face à la menace de crise économique, des mesures doivent être adoptées pour éviter que le chômage n'entraîne éventuellement la misère.

*
* *

Je me présente à vous avec Joseph Le Pévédic comme candidat suppléant. Tous, vous connaissez Job. Tous, vous savez avec quel dévouement il s'est mis depuis cinquante ans au service de ses concitoyens.

A mes côtés, il continuera à vous aider, et je saurai me montrer aussi accueillant et actif que lui.

Le 23 novembre, vous me ferez confiance.

CHRISTIAN BONNET
Candidat Républicain d'Union Nationale
37 ans — Père de 4 enfants
Membre du Comité Directeur du C. E. L. I. B. (Intérêts Bretons)
Membre de la Commission de la Marine Marchande et de la Commission supérieure du Crédit maritime et de la Commission supérieure du Crédit Maritime Mutuel
Membre du Conseil d'Administration de l'Association pour la défense de la Liberté de l'Enseignement
Vice-Président du Comité Extra-Parlementaire de Défense du Commerce Français
Conseiller Général. — Député du Morbihan

Remplaçant éventuel :

JOSEPH LE PEVEDIC
Ancien Député. — Doyen du Conseil Général. — Maire de Plœmel

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Hervé LAUDRIN
(Candidat d'Union)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Pressé par de nombreuses personnalités politiques du Morbihan et de la circonscription ;

Autorisé par mon Evêque, comme l'exige le droit canonique ;

Devant l'absence d'une candidature strictement agricole, j'ai résolu de solliciter votre confiance pour les élections législatives.

*
* *

Je suis candidat d'union.

Investi par la Démocratie Chrétienne de France, bénéficiant du soutien des Républicains Indépendants et Paysans.

Je présente, en outre, plus de titres que tout autre candidat, en cette circonscription dans l'attachement et la fidélité au Général de Gaulle, dans la lutte pour les idées qu'il incarne depuis dix-huit ans.

Les partis, qui ont fait le mal de la III[e] et de la IV[e] République, s'apprêtent à étouffer la V[e] sous leurs manœuvres. Nous allons nécessairement vers des rassemblements plus élargis.

Il s'agit de déléguer à la Chambre des hommes de caractère, d'expérience, qui ont déjà donné la mesure et le sens de leur vie, capables de débattre des problèmes graves qui se posent avec urgence.

*
* *

Sur le plan national, la Chambre devra se consacrer aux grandes questions politiques qui conditionnent l'avenir immédiat de la France.

Au-delà des diverses réformes, déjà entamées, qui vont réadapter l'administration, la magistrature, l'armée, la fiscalité...

Il faudra veiller à l'organisation rationnelle et prévoyante du Marché Commun — à la création économique et culturelle de la communauté franco-africaine — au développement de notre puissance atomique — à la réorganisation de la recherche et de l'enseignement scientifiques — à « traiter la paix des braves » en Algérie pour entreprendre l'œuvre immense définie par la France dans son plan de cinq ans.

*
* *

Une circonscription comme la nôtre est en majorité agricole.

Le candidat élu devra — sous peine de trahir — consacrer le meilleur de lui-même, en accord avec les divers organismes agricoles, les collectivités départementales et locales, à poursuivre les efforts commencés :

— pour la voirie,
— l'électrification,
— l'eau sous pression,
— le remembrement et les talus,
— l'habitat rural,
— l'organisation rationnelle de l'enseignement technique,
— l'amélioration du crédit,
— le secours aux vieux et aux vieilles de la campagne, parfois si abandonnés...

*
* *

Mais nous avons, dans chaque ville et dans chaque village, un nombre important de petits commerçants et d'artisans, oppressés par une fiscalité qui manque à la fois de justice et de simplicité. Il n'est pas normal que de telles inégalités subsistent dont les entreprises familiales sont toujours les victimes. Il est indispensable d'obtenir la suspension des amendes imposées jusqu'à promulgation de la réforme fiscale. Il est urgent d'alléger les impôts en supprimant les dépenses inutiles, et de mettre fin à un dirigisme tracassier et stérile.

*
* *

Il faut pour le monde ouvrier, écarter le spectre du chômage partiel qui frappe nos entreprises et nos industries, réajuster le taux des Allocations Familiales et obtenir, contre l'insécurité, le salaire annuel garanti.

*
* *

Les Anciens Combattants, les vieillards, les malades, les économiquement faibles devront être protégés dans leur droit réel.

La France est le plus jeune pays d'Europe. Son adolescence constitue le motif le plus sûr de son espoir en des lendemains meilleurs.

Il est urgent de régler, dans le souci d'équité élémentaire, le grave problème de l'enseignement libre qui, dans notre département, accueille 60 % des élèves et économise 3 milliards à l'Etat.

Il est indispensable que nos maîtres soient convenablement payés et que les familles gardent le droit absolu de choisir leur école. L'Etat se doit d'apporter une solution rapide à une situation alarmante.

Et, après l'école, il conviendra d'orienter les jeunes dans un grand mouvement qui se prépare et qui devra respecter pratiquement la liberté.

*
* *

Placé devant une pareille besogne, à la suite de circonstances exceptionnelles, j'accepte de mener cette tâche.

Je garderai fidèlement, avec la circonscription, des rapports que j'ai déjà liés au cours de mes conférences.

Je suis à la disposition des électrices et des électeurs pour défendre leurs droits, traduire leurs besoins et aider au rayonnement de la France, sous le signe de la Ve République et sous l'autorité du Général de Gaulle.

Abbé H. LAUDRIN
Licencié ès-lettres Philosophie
Ancien Capitaine Aumonier des Forces Françaises Libres
Chevalier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

EMMANUEL BERTHO
Conseiller Général d'Elven. — Président de la Commission départementale

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre vous avez été placés, dans la 3e circonscription du Morbihan, devant un choix difficile.

Trois candidats incarnaient en effet, sous des titres divers, la défense de nos libertés les plus chères et l'intérêt national.

Le corps électoral a donné :

— à M. Thebaud	:	6.691 voix
— à M. Bellec	:	9.959 voix
— me réservant	:	20.060 voix

Respectant la volonté si clairement exprimée par le peuple, MM. Thebaud et Bellec ont fait connaître leur décision de se retirer de la lutte.

Il me plaît de souligner leur courtoisie. La campagne électorale, qui s'est toujours maintenue dans une atmosphère de parfaite dignité, se termine donc en me laissant seul en face des marxistes.

Nous lançons un appel pressant, M. Bertho et moi, à tous les électeurs et aux élec-

trices pour que le dimanche 30 novembre dans la 3e circonscription soit un jour de triomphe éclatant pour l'idéal que nous incarnons.

Il est indispensable de voter en masse, en gardant le sens aigu de son devoir civique dans les heures que nous traversons.

Il ne saurait y avoir de division sur les personnes.

Je suis désigné par le peuple pour continuer seul le combat. C'est le peuple entier qui, en dehors de nos adversaires irréductibles, doit se grouper en écartant les mauvaises et inutiles querelles, pour former autour de mon nom, le front imposant de la Liberté et du Droit.

Au cours de 59 conférences, j'ai présenté mon programme, heureux de rencontrer l'approbation du grand public, et de me heurter, en quelques occasions, aux Communistes dont il faut aggraver l'éclatante défaite.

Dimanche prochain, chaque électrice, chaque électeur affirmera par son bulletin de vote :

— la nécessité du redressement national autour du Général de Gaulle ;

— l'urgence d'une politique agricole qui sauve nos campagnes de l'abandon et du découragement ;

— le besoin d'équiper sur le plan de la scolarisation et de l'économie, une région souvent abandonnée par l'administration ;

— la lutte pour une réforme fiscale au bénéfice du petit commerce et de l'artisanat, pour une meilleure condition ouvrière ;

— le droit pour notre enseignement privé à une reconnaissance officielle engageant l'Etat.

C'est l'heure de traduire vos volontés par votre vote.

Nous comptons sur votre sens civique.

Soyez certains que j'apporterai dans l'exercice de mon mandat une conscience rigoureuse, absolument fermée à toute pression extérieure, simplement fier d'être l'élu de ce coin du Morbihan qui est la terre de mes ancêtres, qui a nourri toute ma jeunesse, à qui je vais consacrer désormais, sous votre impulsion et votre contrôle, le meilleur de moi-même.

Abbé Hervé LAUDRIN

Licencié ès-lettres Philosophie
Ancien Capitaine Aumonier des Forces Françaises Libres
Chevalier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

Emmanuel BERTHO

Conseiller Général d'Elven. — Président de la Commission départementale
Médaillé Militaire

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Yves du HALGOUET
(Candidat Républicain Indépendant et Paysan)

élu le 23 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Yves du Halgouet, 47 ans, 6 enfants, Anciens Prisonniers de Guerre

Diplômé de l'Institut National Agronomique, Exploitant Agricole, Président du Comice et du Syndicat d'Elevage de Josselin, Président de la Société d'Agriculture de l'Arrondissement de Ploermel, Président de l'Union des C. U. M. A., Membre de la

Chambre d'Agriculture du Morbihan, Secrétaire du Comité d'Expansion Agricole qui soutient les Groupements de Productivité, Administrateur de la Coopérative d'Insémination.

Conseiller Municipal puis Adjoint au Maire de Guegon, Conseiller Général de Josselin, Membre de l'Office des Transports et des P. T. T. de l'Ouest.

ARTHUR GENUIT, 36 ans, 5 enfants.

Diplômé de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers, Exploitant Agricole, Conseiller Municipal puis Maire de Tréal, Secrétaire du Comice Agricole du Canton de La Gacilly, Vice-Président du Syndicat d'Elevage.

PAYSANS :

Nous vous aideront à protéger l'Exploitation familiale, à lui obtenir la parité des prix agricoles et industriels, à faciliter l'écoulement de vos produits, à améliorer vos demeures et vos cultures.

OUVRIERS :

Nous vous aiderons à obtenir l'accroissement du pouvoir d'achat par la stabilisation du Franc, le plein emploi de la main-d'œuvre, et l'implantation d'ateliers artisanaux ou industriels. L'aide au logement doit être maintenue·

COMMERÇANTS - ARTISANS - INDUSTRIELS - PROFESSIONS LIBERALES :

Il faudra obtenir une plus juste, plus simple et moins onéreuse répartition des charges fiscales, et en freiner l'accroissement, pour maintenir vos Libertés et sauvegarder votre Patrimoine. Toutes les initiatives privées doivent être encouragées pour développer les activités industrielles et touristiques.

COMBATTANTS - PRISONNIERS ET VICTIMES DE LA GUERRE :

Les légitimes mais trop minimes avantages qui vous sont dus ne doivent plus vous être contestés.

ECONOMIQUEMENT FAIBLES ET VIEUX TRAVAILLEURS

Votre sécurité doit être obtenue, l'aide aux vieillards accrue et l'âge de la Retraite progressivement abaissé.

JEUNES :

Nous travaillerons à développer l'Enseignement technique et agricole et à faciliter votre établissement dans la vie.

FAMILLES NOMBREUSES :

Nous veillerons à ce que l'allocation qui vous est attribuée compense vos charges croissantes.

Nous voulons une forte politique scolaire qui rende effective pour les familles catholiques la liberté de l'enseignement par l'institution du bon de scolarité.

Pour assurer :

— La défense de nos légitimes libertés,
— Le progrès social et économique si nécessaire,
— l'accroissement du niveau de vie,
— l'unité de la nation garantie par un Gouvernement de la République, fort et stable,

— le relèvement moral du pays par la justice et le travail, dans la Métropole et les territoires d'Outre-Mer,
— l'ordre et la sécurité en Algérie,
— la puissance de la France dans le monde par de saines alliances.

Votez pour :

YVES DU HALGOUET

Remplaçant éventuel :

ARTHUR GENUIT

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Louis LE MONTAGNER
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Chers Electeurs, chères Electrices,

Vous êtes appelés, le 23 novembre, à donner à la France une Assemblée Nationale où puisse se former une majorité d'hommes libres, qui, sans préjugé doctrinaire, soucieux seulement du bien du pays, sache soutenir un Gouvernement stable, réaliste, efficace.

C'est en toute confiance que je me présente à vos suffrages, dans cette circonscription où je suis né et que je n'ai jamais quittée.

Ces élections sont la conséquence de l'événement, désormais historique, de la « Révolution du 13 mai » et faisant suite au référendum du 28 septembre, vous permettront de manifester avec la même unanimité votre volonté d'un changement profond des mœurs politiques de la IVe République.

Il est important que vous soyez informés de mon attitude au moment de ces événements. Dès le 20 mai avec quelques amis, et au moment où il y avait quelques dangers et quelque mérite à le faire, nous avons formé le Comité Républicain du Morbihan, dont j'ai assuré le Secrétariat. Après avoir demandé l'accord des Conseillers Généraux et des Maires du département, qui ont répondu en grande majorité, j'adressais au nom du Comité la lettre suivante à M. le Président de la République, et, le même jour, copie de cette lettre au Général de Gaulle :

« Les Conseillers Généraux et les Maires du Morbihan soussignés, après avoir examiné la situation créée par les graves événements d'Algérie, ont décidé de porter respectueusement et fermement à la connaissance de M. le Président de la République, leur opinion qui est celle de l'énorme majorité de leurs électeurs.

« — Constatant l'impuissance des gouvernements successifs, en particulier dans l'affaire d'Algérie,

« — Emus par les événements historiques qui se déroulent actuellement en Algérie et par l'appel pathétique de 10 millions de Français d'Algérie,

« — Ne comprenant pas que la chance offerte, d'une paix durable, dans la réconciliation des Français musulmans et des Français d'origine, ne soit pas saisie dans les moindres délais,

« — Considérant que les jeux politiques de l'Assemblée Nationale ont tellement lassé le pays et déconsidéré le système, qu'il n'est plus possible au Gouvernement actuel

d'avoir l'autorité et surtout la confiance indispensable à l'œuvre de redressement national qui s'impose à une France ruinée et humiliée ;

« — Demandent : « Qu'il soit fait appel au Général de Gaulle, de toute urgence et avant qu'il ne soit trop tard, pour rénover la France, en sauvant la République. »

Le Général de Gaulle, par une lettre personnelle, me répondait immédiatement et m'assurait de ses sentiments reconnaissants .

Je suis certain d'avoir été, en cette période troublée, l'interprète fidèle de votre pensée et je suis heureux d'avoir été en votre nom, et dans votre région, l'un des promoteurs de ce sursaut national qui a sauvé la République et la France. Il faut maintenant poursuivre cette action que vous avez approuvée à une écrasante majorité lors du référendum. Il faut désormais des hommes nouveaux, bien décidés à donner au pays la place que lui ont fait perdre de nombreux profiteurs incompétents de la IVe République. Il faut pourtant, des hommes qui ont déjà fait leurs preuves au service de la collectivité.

Quelle a été mon action jusqu'à ce jour ?

MAIRE DE GUIDEL.

Il est reconnu que cette commune dont j'ai la responsabilité se transforme heureusement d'année en année. Je n'ai rien négligé pour l'amélioration des conditions de vie de mes administrés.

Pour les agriculteurs : électricité, chemins ruraux et vicinaux, remembrement, adduction d'eau, sont terminés ou en voie de réalisation.

Pour les ouvriers : construction de maisons dotées de tout le confort (chauffage central, etc.).

Pour les commerçants : les heureuses transformations de la localité : rues, places, jardins constituent pour eux la meilleure publicité.

Pour les jeunes : Un parc des sports sera, dans quelques semaines, à leur disposition.

Pour les mères de famille : une garderie fonctionne et est en cours d'amélioration.

Pour les anciens : une maison de repos est à l'étude.

CONSEILLER GÉNÉRAL.

Tourisme : mes interventions furent déterminantes pour la construction du pont sur la Laïta et de la route côtière. Vous avez pu apprécier les efforts faits par la Municipalité que j'ai l'honneur de présider et malgré les faibles moyens dont nous disposons, pour l'embellissement de cette route touristique : plantations, accès au Musée de la Marine, etc. Ceci constitue une source de richesses pour notre région.

Adduction d'eau : Conseiller Général depuis 1955, j'ai créé le Syndicat d'Adduction d'eau de la région de Pont-Scorff et malgré les difficultés innombrables, en particulier pour obtenir des crédits, je peux prendre l'engagement d'alimenter les bourgs fin 1959.

Chemins départementaux : grâce à mes interventions ceux-ci sont actuellement en bon état.

Ouvriers : un vœu a été déposé par mes soins au Conseil Général, pour la suppression des zones de salaires.

Enseignement : ma position en faveur de l'enseignement libre est sans équivoque, et mes interventions furent multiples au Conseil Général dans ce sens, dans un seul souci de justice.

Les efforts que j'ai réalisés, je suis prêt à les renouveler avec votre concours sur le plan de l'arrondissement et sur le plan national.

Voici de quelle manière :

COMMERÇANTS, ARTISANS, INDUSTRIELS, PROFESSIONS LIBÉRALES.

Opposé à tout étatisme ou collectivisme, partisan de l'Etat *Guide, Conseiller,* mais ennemi de l'Etat *Patron,* je défendrai avec toute mon énergie, la libre entreprise

qui est un des principaux facteurs de l'expansion économique. Elle doit être protégée et encouragée et ne doit pas succomber, comme c'est le cas, sous le poids d'une fiscalité incohérente. Le système fiscal doit être modernisé dans les moindres délais.

AGRICULTEURS.

Mon passé est garant de l'avenir. Vous n'aurez pas de meilleur défenseur de vos légitimes revendications : rétablissement de la parité entre l'agriculture et les autres industries, maintien et modernisation de l'exploitation familiale, indexation des prix, égalité du régime d'allocations familiales et de Sécurité sociale.

OUVRIERS, EMPLOYÉS.

Je défendrai le syndicalisme libre, retrouvant sa mission qui est de défendre les intérêts légitimes de chacun ; à chacun sa juste part des fruits de son travail et de son capital. L'essor économique est de l'intérêt de tous, ouvriers, cadres, patrons. Une économie en état de progrès est la condition fondamentale du progrès social qui doit se réaliser :

— par les conventions collectives librement discutées ;
— par l'amélioration des conditions de travail ;
— par la promotion ouvrière ;
— par une politique de plein emploi et l'assurance contre le chômage.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.

« Ils ont des droits sur nous ». C'est vrai. Je demanderai que le budget des anciens combattants permette :

— l'établissement de la retraitte du combattant au taux d'invalidité de 10 %, pour tout titulaire de la carte, âgé de 55 ans ;
— l'augmentation substantielle des pensions de Veuves de guerre, Ascendants, Orphelins, Invalides de moins de 85 % et que cesse, parmi les Victimes de la guerre, toute catégorisation contraire aux principes de la loi du 31 mars 1919.

FONCTIONNAIRES ET ASSIMILÉS.

Revalorisation des échelles indiciaires par rapport à l'augmentation du coût de la vie.
Revision des indices de certaines catégories de fonctionnaires particulièrement défavorisées, notamment dans les échelons les plus bas.

MARINS.

Je lutterai pour le maintien du régime particulier des pensions de retraite d'Inscrit Maritime et de la Caisse des Invalides de la Marine, pour l'amélioration de certaines pensions de retraite par un aménagement de catégories et par un nouveau mode de calcul des pensions de Veuves, pour le développement du Crédit Mutuel et de l'aide à la construction navale.

PROTECTION DE LA FAMILLE.

Par l'alignement des prestations familiales sur les charges réelles de la famille. Par une politique du logement qui doit garantir le foyer de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages. Par la possibilité effective, pour chacun, de donner à ses enfants l'enseignement de son choix, consistant dans l'élaboration d'un Statut de l'enseignement privé qui permettrait également aux maîtres de cet enseignement possédant les diplômes équivalents des maîtres de l'enseignement public, de jouir des mêmes droits que ces derniers. Par le soutien de l'action des Associations familiales.

POUR LES VIEUX.

Par l'amélioration de leurs retraites et par l'octroi de la gratuité des soins médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.

Lutte contre l'inflation.

Un pays en pleine expansion et en plein rajeunissement exige sans doute d'innombrables dépenses, mais ces dépenses deviendraient mortelles si elles entraînaient l'inflation qui frapperait les foyers les plus modestes et les entreprises les plus courageuses.

Une Nation ne doit pas consommer plus qu'elle ne produit. Un Etat ne doit pas dépenser plus qu'il ne reçoit, c'est une règle impérieuse. L'inflation est le pire des impôts car il frappe aveuglément toutes les classes de la Nation : les producteurs, les salariés, et d'abord les faibles, les vieillards, les retraités. Elle ruine sûrement ceux qui font confiance à l'Etat.

Dans le cadre de l'arrondissement.

Mon premier souci pour éviter le chômage qui nous attend sera d'intervenir immédiatement, sans cesse et de toutes mes forces pour que, rapidement, une ou plusieurs industries nouvelles soient implantées à Lorient.

L'Algérie.

Il faut que l'Algérie reste française ; il le faut pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe pour la paix du Monde.

Ainsi, il y a beaucoup à faire pour remettre de l'ordre dans la maison : l'œuvre sera de longue haleine, mais soyez convaincus que je ne reculerai devant aucun effort pour y contribuer, fort des encouragements que vous voudrez bien me donner. Vous me connaissez suffisamment pour savoir que j'ai toujours eu à cœur de réaliser ce que j'ai promis.

Vous accorderez vos suffrages à un homme nouveau, à un homme de chez vous, à un homme actif qui a fait ses preuves, un homme qui sera à la disposition de tous quelles que soient leurs opinions.

Vous connaissez François Le Clainche et moi-même, nous sommes tous les jours avec vous, vous saurez distinguer entre les démagogues et les sincères, vous saurez écarter les professionnels de la politique, et vous voterez libéral, social, national en votant pour :

Louis LE MONTAGNER

Directeur Commercial à Lorient — Vice-Président de l'Association des Maires du Morbihan
Président du Syndicat d'électrification de la Région de Plœmeur
Président du Syndicat d'adduction d'eau potable de la Région de Pont-Scorff
Membre de la Commission départementale de la Reconstruction
Conseiller Général de Pont-Scorff — Maire de Guidel
Ancien Combattant — Croix du Combattant — Chevalier du Mérite Agricole

Remplaçant éventuel :

François LE CLAINCHE

Avocat au Barreau de Lorient

2e CIRCULAIRE

Chers Electeurs, chères Electrices,

A l'adresse des 10.317 d'entre vous qui m'ont accordé leurs suffrages dès le premier tour de scrutin, j'exprime ma plus profonde gratitude : ils m'ont permis d'être placé nettement en tête de tous les candidats modérés et seulement à 1.700 voix de M. Le Coutaller, maire de Lorient, malgré la dispersion des suffrages entre 6 candidats antimarxistes. Je vous en remercie bien vivement, non pas pour ma personne, mais pour les objectifs que je m'étais fixés dès le début de la campagne : défendre notre idéal de

Liberté et de progrès social, qui m'a toujours animé, faire échec au marxisme, et rendre aux modérés la place qui doit être la leur, dans cet arrondissement.

Il aurait été souhaitable qu'une union se fasse au premier tour. Nous n'avons pu y aboutir, mais il est heureux qu'au second tour de ce scrutin, les autres candidats, modérés, faisant preuve de la plus louable discipline, se soient retirés de la compétition, me laissant seul en face de nos adversaires.

Je tiens, avant tout, à vous mettre en garde contre la campagne particulièrement violente qui sera faite, sans doute, dans les jours qui viennent. Je connais mes adversaires, et je sais qu'ils n'épargneront aucun moyen pour tenter de discréditer auprès de vous, ma candidature particulièrement dangereuse pour eux. Ils disposent pour ce faire de moyens puissants : souvenez-vous des exemplaires du *Rappel du Morbihan* si généreusement distribués la semaine dernière dans toute la circonscription.

Un des arguments mis en relief dans cette feuille, par M. Le Coutaller, est le suivant : le maire de Lorient doit siéger à l'Assemblée Nationale !

Quelle présomption ! M. Le Coutaller sera-t-il encore maire de Lorient aux prochaines élections municipales qui auront lieu au mois de mars ? Nous ne le croyons pas, et nous mettrons tout en œuvre pour que cela ne soit pas.

Les autres communes de la circonscription n'intéresseraient-elles M. Le Coutaller que le jour des élections ?

Ne pensez-vous pas préférable au contraire, pour représenter efficacement cet arrondissement si particulier d'avoir un homme ayant une connaissance aussi complète que possible des problèmes de l'ensemble de la circonscription ?

Né à Guidel tout près de vous, et non à Gourin, comme M. Le Coutaller, je connais parfaitement les problèmes agricoles. Vivant à Lorient et y exerçant une profession commerciale depuis vingt ans, je sais quelles sont les préoccupations des Lorientais.

Conseiller Général de Pont-Scorff, il se trouve dans mon canton la 3e ville du Morbihan : Lanester. M. Le Coutaller semble aussi ignorer cette importante agglomération. J'ai depuis longtemps de fréquents contacts avec tous les milieux de cette ville et je connais particulièrement les problèmes du monde ouvrier.

Comment enfin pourrais-je oublier les marins, les pêcheurs et les ouvriers de l'arsenal alors que les principales activités de la ville sont le port de pêche et l'arsenal militaire ?

Vous savez, enfin, que je n'ai jamais profité du « système », peut-on en dire autant de M. Le Coutaller ? Vous avez encore présent à l'esprit la promptitude avec laquelle, à la suite de son échec aux dernières élections législatives, il s'employa à obtenir le cadeau d'un portefeuille de sous-secrétaire d'Etat spécialement créé pour lui !

Vous n'avez pas oublié non plus, comment, plus préoccupé de son avenir personnel que des intérêts de sa ville, il se fit désigner membre de l'Assemblée fantôme de l'Union Française ?

Tout cela est présent à notre mémoire et je sais que vous ne voulez plus de ces spécialistes de la « combine », si nombreux et si florissants de la IVe République.

Dans toute la France les électeurs en ont déjà éliminé un certain nombre dès le premier tour, et non des moindres.

Vous ferez confiance, le dimanche 30 novembre, à un homme nouveau, à un homme de chez vous, à un homme actif, à un homme ayant le sens du social.

A l'échelon de cet arrondissement, nous venons fort heureusement de réaliser ce que M. Roger Duchet, pour le Centre des Indépendants, M. Bidault pour la Démocratie Chrétienne, et M. Soustelle pour l'Union pour la Nouvelle République, ont fait sur le plan national.

Cette union, chers électeurs, chères électrices, vous la ferez dimanche, avec la même volonté de barrer la route aux partisans d'une idéologie néfaste à notre pays.

Vous donnerez vos voix à celui qui a contribué dans ce département à assurer le succès du Référendum et qui a reçu pour cela un témoignage de reconnaissance du Général de Gaulle.

Décidé à soutenir au Parlement son action, je suis décidé à défendre de toute mon énergie les intérêts de l'arrondissement, espérant que les mesures nécessaires seront prises rapidement pour qu'enfin nous connaissions une période de paix intérieure, par la satisfaction de nos justes revendications et conformément à notre idéal chrétien. A

ce sujet je serai inflexible sur la question qui nous est chère : la liberté de l'enseignement.

S'abstenir serait impardonnable.

Votez libéral, social, national, en votant pour :

LOUIS LE MONTAGNER

Directeur Commercial à Lorient — Vice-Président de l'Association des Maires du Morbihan
Président du Syndicat d'électrification de la Région de Plœmeur
Président du Syndicat d'adduction d'eau potable de la Région de Pont-Scorff
Membre de la Commission départementale de la Reconstruction
Conseiller Général de Pont-Scorff — Maire de Guidel
Ancien Combattant — Croix du Combattant — Chevalier du Mérite Agricole

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS LE CLAINCHE

Avocat au Barreau de Lorient

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul IHUEL

(Candidat Républicain Populaire d'Action Sociale et Paysanne)

élu le 23 novembre 1958

(R. P. C. D.)

Electrices, Electeurs de la 6e circonscription du Morbihan,
Chers Concitoyens,

Vous allez prochainement désigner votre représentant à l'Assemblée Nationale. Je viens, en homme de chez vous, me présenter avec confiance à vos libres suffrages.

Dans le débat que vous aurez à trancher, le sort du Pays est engagé. Je vous offre ma volonté d'agir :

1° POUR LA STABILITÉ DE L'ETAT RÉPUBLICAIN.

en appliquant dans un esprit de concorde démocratique la nouvelle Constitution que vous avez approuvée comme moi en votant oui le 28 septembre ;

— en poursuivant une réforme efficace des méthodes de travail parlementaire ;

— en pratiquant une politique d'économie, de surveillance des dépenses publiques et de stabilité de la monnaie.

2° POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS.

— en les garantissant contre toutes les dictatures par l'établissement d'une République forte où l'autorité protège vraiment la liberté de tous ;

— en sauvegardant la liberté du citoyen contre tout arbitraire, en particulier sur le plan fiscal où de profondes réformes sont nécessaires ;

— en assurant l'exercice effectif de la liberté d'enseignement dans la réalisation de la justice scolaire.

3° POUR L'EXPANSION ÉCONOMIQUE.

— en luttant contre les menaces de récession par une relance énergique sur le plan industriel, agricole, artisanal et commercial ;

— en développant dans le cadre d'une décentralisation effective, nos économies régionales, en vue de poursuivre une large mise en valeur de notre Bretagne (implan-

tation d'industries nouvelles, défense des industries existantes, investissements agricoles, maritimes, ostréicoles, touristiques, hôteliers, développement des pêches avec le concours du Crédit Maritime).

4° POUR LE PROGRÈS ET LA JUSTICE SOCIALE.

Je n'ignore pas les difficultés de chacun à travers les multiples complexités de la vie moderne. Le sort des diverses activités est, vous le savez, étroitement lié. L'agriculture est à la base de la prospérité nationale et chez nous particulièrement, cette évidence s'impose. Le développement de l'activité agricole est la garantie du développement de nombreuses autres activités.

Politique agricole.

Il importe donc de se pencher sur les besoins de l'agriculture et de sauvegarder la petite exploitation familiale par le développement de son équipement individuel et collectif (mécanisation, voirie, électrification, adduction d'eau, habitat rural, équipement familial), par la recherche des débouchés, l'organisation des marchés en vue de l'écoulement des produits dans l'indexation et la garantie des prix, la formation professionnelle et la vulgarisation, une politique de crédits pour l'amélioration de l'exploitation et l'installation des jeunes, le contrôle des importations et l'aménagement d'un régime de sécurité ainsi que l'égalité des régimes sociaux.

Politique sociale.

D'autres catégories sociales sont, elles aussi, aux prises avec de lourds soucis. Je n'ignore pas les inquiétudes du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises. Je connais, pour l'avoir suivi de très près, le drame ouvrier des Forges d'Hennebont auquel il faut s'efforcer de trouver une solution humaine.

Il est nécessaire de se pencher :

— sur la question du plein emploi qui reste à mes yeux un problème majeur, pour assurer à des travailleurs menacés l'indispensable sécurité (ouvriers des villes et ouvriers agricoles) ;
— sur le problème des garanties contre le chômage, ainsi que sur la formation professionnelle des jeunes ouvriers, artisans et employés ;
— sur la défense de l'artisanat et du commerce menacés par une fiscalité et une parafiscalité de plus en plus complexes et par de choquantes inégalités fiscales ;
— sur les aspirations des classes moyennes ;
— sur l'amélioration des conditions d'existence des catégories les plus défavorisées de la fonction publique et du secteur privé.
— sur la poursuite active d'une politique de construction et de logement, sur la reconstruction définitive de nos cités détruites et le règlement des dommages de guerre aux sinistrés ;
— sur le sort des anciens combattants, veuves et victimes de guerre, prisonniers et déportés.
— sur le sort de nos marins, de nos inscrits maritimes.

Je prêterai, comme je l'ai déjà fait dans le passé, particulièrement attention au sort de nos vieux travailleurs. Leur vie de labeur mérite une retraite décente dans le respect de tous.

5° POUR LA PAIX ET LA LIBRE COMMUNAUTÉ.

En dégageant, face au drame algérien, sur les lignes tracées par le Général de Gaulle, les éléments d'une paix fondée tout à la fois sur la personnalité algérienne et sur sa solidarité avec la Métropole.

En travaillant à l'établissement de la communauté des peuples d'outre-mer unis à la France, pour la réussite pacifique d'une expérience à promouvoir dans le respect des droits réciproques.

En poursuivant dans la fidélité à nos alliances l'unification de l'Europe. Je crois en effet à la nécessité pour les pays d'Europe Occidentale, placés entre deux Etats géants, de s'unir pour assurer leur survie et maintenir la paix dans un esprit de concorde internationle, basé sur une compréhension mutuelle procédant d'une conception humaniste et chrétienne.

Electrices, Electeurs, Chers Concitoyens,

Ceci n'est qu'un programme. Ce ne sont pas des promesses. Je n'ai pas l'habitude d'en faire car je connais trop les difficultés de l'action. Après avoir frôlé la guerre civile, notre Pays se redresse sous l'impulsion du Général de Gaulle. Je vous apporte ma bonne volonté pour la poursuite d'un effort que vous avez approuvé par votre Oui le 28 septembre. Mon remplaçant éventuel, M. le Docteur Morice, est un jeune médecin habitué à se pencher sur toutes les misères. L'un et l'autre, nous sommes profondément attachés aux libertés : liberté de l'homme, liberté des institutions. Nous croyons à la promotion humaine, à la justice sociale et nous voulons que la force nouvelle de la République soit mise au service des grandes causes de la paix et de la fraternité des hommes.

Vive la 6e Circonscription !
Vive la France !
Vive la République !

Paul IHUEL

Président du Conseil Général du Morbihan. — Conseiller Général du Canton du Faouët
Membre de la Commission de l'agriculture de l'Assemblée Nationale. — Ancien Ministre
Engagé Volontaire 1939-1940. — Ancien Combattant Prisonnier de Guerre
Député-Maire de Berné

Remplaçant éventuel :

Docteur MORICE

MOSELLE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Raymond MONDON
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 23 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs de la 1re circonscription de Metz,

Il y a cinq mois, la France s'est engagée dans une voie nouvelle, longue et difficile, mais qui nous mènera, si nous voulons persévérer, à un avenir meilleur que nous entrevoyons déjà.

I. — Depuis douze ans, nous n'avons cessé, mes amis et moi, de lutter :

A. — Pour la stabilité ministérielle et le rétablissement de l'autorité de l'Etat, en nous opposant à la loi électorale de la représentation proportionnelle et à la Constitution de 1946, dont vous connaissez la triste fin ;

— pour la réforme administrative et la décentralisation demandées par tous les administrateurs locaux.

B. — Pour la défense de la monnaie, afin de permettre, dans un régime libéral modernisé, l'expansion économique et l'augmentation réelle du pouvoir d'achat, notamment des classes les plus modestes et des vieux.

C. — Pour maintenir l'Algérie dans la République française, en y apportant les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires et pour la création d'une véritable Communauté franco-africaine.

D. — Pour une construction européenne, économique et politique, dans laquelle la France devra jouer un rôle important.

E. — Pour la défense du monde occidental contre l'infiltration bolchevique et communiste.

II. — Depuis douze ans nous avons dénoncé :

A. — La démagogie facile et ruineuse pour l'Etat, pour le contribuable, pour le consommateur, et nous avons demandé une fiscalité simplifiée par une réforme préconisant l'impôt à la base.

B. — Le désordre dans l'Etat et les finances.

C. — Le défaitisme en métropole et outre-mer, entretenu par le parti communiste, les progressistes et certains radicaux.

III. — Nous avons montré que nous étions des réalistes, soucieux de l'intérêt national, ainsi que du bien-être social.

N'est-ce pas grâce à l'expérience Pinay que de 1952 à 1955, malgré les difficultés, la France a connu :

— la stabilité monétaire,
— l'expansion économique,

— l'augmentation réelle du pouvoir d'achat,
— et le début d'une politique plus sérieuse du logement qu'il faudra encore amplifier.

N'est-ce pas grâce à notre action au Parlement et dans le pays, conjuguée avec celle de Jacques Soustelle et de Georges Bidault, que nous avons permis de défendre l'Algérie et la France d'outre-mer.

N'est-ce pas la démarche d'Antoine Pinay, le 22 mai à Colombey-les-deux-Eglises, qui a été un des éléments déterminant du retour du général de Gaulle au pouvoir.

Notre lutte menée en commun avec Bidault, Soustelle et leurs amis, a été efficace pour notre pays.

Rejetant le défaitisme, nous avons également désapprouvé certains « ultras », qui exploitent le nom du chef du Gouvernement et qui volent maintenant au secours de la victoire de mai-juin dernier, après s'être tus pendant des années et qui se contentent d'attaquer des hommes qui, courageusement ont fait leur devoir dans des conditions difficiles.

Je me permets de rappeler, à ce sujet les interventions de plusieurs de mes amis politiques et la mienne, à la tribune de l'Assemblée Nationale, le 20 mai 1958, où nous avons dénoncé les vices du Gouvernement d'alors et ses dangers pour la métropole et pour l'Afrique.

J'ai pris, publiquement et sans crainte, mes responsabilités dans cette période troublée.

Aujourd'hui, à nouveau, je les prends en me représentant à vos suffrages.

IV. — Je ne vous fais pas de promesses vaines et démagogiques.

Dans le passé, sur le plan local comme sur le plan national, j'ai amplement démontré, par mon action, mon souci du bien public.

Je vous assure de ma volonté, dans les années à venir, de continuer à œuvrer pour maintenir l'autorité de l'Etat et la stabilité ministérielle, afin d'assurer :

a) L'expansion économique, la défense de la monnaie et le progrès social, la suppression des disparités existant en matière de salaires et d'allocations familiales entre les villes et les campagnes et leur revalorisation. Une politique du logement plus efficace, la réalisation de l'équilibre urbain et rural, la modernisation de l'agriculture, une politique de la jeunesse et une réforme libérale de l'enseignement ;

b) En Algérie, la paix dans l'honneur et la défense des intérêts moraux et matériels de la France, par le maintien de l'Algérie dans la République et en reconnaissant à ce peuple sa personnalité, qui lui est propre, en union étroite avec la France et la Communauté européenne ;

c) L'application du plan défini à Constantine par le Président du Conseil ;

d) La construction d'une Europe solide avec une France prospère et la défense de la civilisation occidentale par le renforcement du Pacte de l'Atlantique et notamment par une collaboration plus étroite avec nos alliés ;

e) Le maintien des libertés politiques, syndicales et religieuses, contre toute dictature et tout sectarisme.

Enfant du pays, vous me connaissez, vous savez que ma volonté et mes actes sont dirigés uniquement par l'intérêt général, qui en mai dernier, a commandé le retour du général de Gaulle au pouvoir.

J'y ai pour ma part contribué, non par résigation ou fanatisme, mais par devoir et par confiance pour le bien de notre pays et la prospérité de notre département.

C'est dans cette voie que je persévérerai, si vous me renouvelez votre confiance. Votez pour :

Raymond MONDON
Député sortant
Conseiller Général de la Moselle. — Maire de Metz

Remplaçant éventuel :

G. BARTHELEMY
Conseiller Général de la Moselle. — Maire de Maizières-lès-Metz

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul MIRGUET

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

En mai 1958, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, une aube nouvelle, pleine d'espérance, s'est levée sur le pays.

En septembre 1958, par un vote massif, la majorité des Français (91 0/0 dans votre circonscription) a condamné les responsables du désordre, de la démagogie et du défaitisme, marquant ainsi son approbation à l'œuvre de rénovation entreprise et sa volonté de contribuer au redressement politique et économique de la Nation.

Novembre 1958 : La Renaissance de la France est aujourd'hui entre vos mains.

Avec vous, des hommes nouveaux veulent rétablir la grandeur et l'intégrité du Pays.

La réalisation de telles aspirations est évidemment problématique avec ceux qui, trop souvent, ont accepté une alliance avec les séparatistes pour s'opposer au retour de l'homme du 18 juin au pouvoir.

C'est pourquoi je me présente à vos suffrages.

Etant du terroir messin, de souche paysanne, conscient de mes responsabilités, je crois avoir donné, depuis juin 1940, avec le général de Gaulle, les preuves d'une indéfectible fidélité à un idéal.

Avec vous, j ai déploré et condamné :

— L'instabilité ministérielle et ses regrettables incidences sur la vie des citoyens ;

— Le désordre financier et administratif voulu par les féodalités économiques et financières ;

— L'incohérence et le manque d'efficacité de nos méthodes économiques périmées ;

— La politique d'abandon préjudiciable au prestige de la France dans le monde.

Simple citoyen, soucieux de défendre les intérêts de mon pays, j'ai lutté, avec de modestes moyens, contre la décadence de notre économie nationale, proposant des solutions d'ordre technique, économique et fiscal, susceptibles de provoquer la baisse des prix de revient, à l'avantage du producteur et du consommateur.

Plusieurs décisions de l'actuel Gouvernement se sont inspirées de mes projets de réforme.

L'objectif que je me suis fixé d'atteindre avec vous est étroitement lié aux conceptions du chef du Gouvernement, toujours orienté vers l'intérêt général dans une sage réalité.

Avec vous et mes amis, je continuerai à lutter avec espoir et sans défaillance :

— Pour le rétablissement d'une réelle et consciente autorité de l'Etat dans la stabilité ministérielle ;

— Pour une organisation économique efficace et rationnelle basée sur un moderne libéralisme maintenu en dehors de la contrainte des féodalités économiques et financières, à la faveur d'une stabilisation monétaire ;

— Pour le rétablissement du pouvoir d'achat de toutes les classes sociales dans une saine économie agricole et industrielle et une réforme des marchés des produits alimentaires ;

— Pour la défense des intérêts politiques et économiques de l'Algérie et de la Communauté franco-africaine ;

— Pour le prestige, enfin, d'une France rénovée, avec la Ve République, digne de figurer au premier rang des Nations d'une Europe unifiée.

Sur le plan local, je continuerai à œuvrer pour faire de l'agglomération messine une unité susceptible de devenir la véritable capitale économique du Nord-Est, dont l'activité et la prospérité rejailliront sur les centres ruraux.

Electrices, Electeurs de la 2e circonscription de Metz, si vous partagez ces aspirations, vous avez le pouvoir de me confier un mandat que je m'efforcerai de remplir avec la plus grande conscience.

PAUL MIRGUET
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de la Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre. — Croix des C.V.R.
Conseiller Municipal de Metz
Directeur des Sociétés
Présenté par les Républicains Sociaux (U.N.R.)
animés par MM. Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Roger Frey
avec le soutien des Indépendants de la Moselle
représentés par MM. Driant et Mondon et MM. Vincent et Lespagnol

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ SEMIN
Chevalier du Mérite Agricole
Chef de Service à la Caisse des Crédits agricoles

2e CIRCULAIRE

Républicains Sociaux
U. N. R. (Union pour la Nouvelle République)

Avec le soutien des Indépendants.

Electrices, Electeurs,

La France a voté U. N. R., le 23 novembre, pour Soustelle, Debré et leurs amis indépendants.

Dans la 2e circonscription de Metz, votre devoir est de suivre la grande voie tracée le 1er juin par le général de Gaulle.

M. Lavaux qui a fait profession du « plus pur Gaullisme » ?... pour satisfaire des ambitions personnelles, arrivé en troisième position, se maintient, faisant le jeu du député sortant Schaff (M.R.P.) parti que M. Lavaux a violemment attaqué et qui est responsable :

— de la mauvaise Constitution de la IVe République et du « système » condamné par de Gaulle ;

— de la mauvaise loi électorale qui a conduit 150 et 180 députés communistes à l'Assemblée Nationale.

Cette imposture doit être dénoncée !...

LA SITUATION EST CLAIRE :

Votez pour un homme sérieux, non pas pour un « professionnel du gaullisme », mais un homme qui a suivi de Gaulle depuis 1940.

Mon ami Mondon, député-maire, élu dimanche dans la 1re circonscription de Metz, m'assure de son soutien le plus absolu et vous demande de voter pour un enfant du terroir messin, né à la campagne, qui connait ses problèmes comme ceux de la ville, dont il est conseiller municipal.

— Pour l'unité de la ville et de la campagne messine ;

— Pour faire de l'agglomération messine la capitale économique du Nord-Est, avec la fusion de Metz—Montigny ;

— Pour une France nouvelle, plus jeune, plus dynamique, plus humaine ;
— Pour un homme de chez nous ;
— Contre les tractations les plus ignobles...

Votez

PAUL MIRGUET
Officier de la Légion d'Honneur
Conseiller Municipal de Metz
Seul candidat U. N. R.

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ SEMIN
Chevalier du Mérite Agricole
Chef de Service à la Caisse des Crédits agricoles

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean DELREZ
(Candidat du Rassemblement des « Oui »)
élu le 30 novembre 1958
(App. R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Union Nationale pour la Ve République.

Rassemblement des « Oui ».

Electrices, Electeurs,

Les candidats du Rassemblement des « oui » sont ceux qui, inconditionnellement, ont fait confiance au général de Gaulle. et sont les véritables tenants de l'esprit du 18 juin 1940.

Vous avez dit « oui » le 28 septembre, pour que les hommes de partis et leurs amis soient renvoyés à des occupations moins nocives pour la France et pour la République.

Si vous voulez sauvegarder vos « oui », il faut voter pour des hommes nouveaux qui sont les adversaires des élus sortants ou de leurs amis entrants. Ils sont leurs adversaires parce qu'aucune odeur de fromage, aucune ombre de combine ne les relie entre eux. Ils sont propres parce qu'ils n'ont trahi ni varié dans leurs conceptions politiques. Ils sont fidèles à l'homme du 18 juin 1940.

Ils sont les seuls hommes en qui vous pouvez avoir confiance, car ils sont les dépositaires de l'avenir et sont ainsi la force saine et pure de demain.

Ils défendront, une fois élus, le plan algérien de cinq ans proposé à Constantine par le général de Gaulle, l'indépendance nationale dans le domaine énergétique qu'assurera à brève échéance l'exploitation massive des richesses pétrolières du Sahara, la multiplication rationnelle des organes de la recherche scientifique, la promotion des jeunes dans le domaine de l'enseignement et de la technique, la rationalisation et l'accélération de la construction.

Ils veulent tenter de résoudre les problèmes économiques et sociaux qui intéressent les travailleurs, en particulier la promotion ouvrière, la dépolitisation des comités d'entreprise et des syndicats.

Ils veulent un équipement sportif digne d'un Etat moderne pour que la France brille dans les compétitions internationales. Ils veulent que les vieux travailleurs des usines, des bureaux et des champs puissent, après une vie de labeur, jouir décemment de leur vieillesse. Ils veulent

que l'émancipation féminine soit poursuivie dans tous les domaines où elle ne l'est pas encore, afin d'assurer à la femme l'avenir de son foyer et de ses enfants. Ils veulent faire cesser le scandale de l'enfance malheureuse par des sanctions accrues contre les parents criminels.

Ils déclarent qu'ils ne sauraient admettre plus longtemps la dégradation de la condition paysanne et qu'un de leurs premiers objectifs est de rendre à l'agriculture sa place dans la nation. Ils font leur le manifeste de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Ils sont pour l'aboutissement immédiat des revendications justifiées des cheminots, des fonctionnaires et des salariés de toute condition, pour que satisfaction immédiate soit donnée aux justes revendications des anciens combattants et des victimes de la guerre, pour une réforme fiscale juste et claire et pour la lutte contre l'évasion fiscale par la simplification des textes et des interprétations, pour la levée sans condition de toutes les contraintes imbéciles, filles du système aboli par le référendum.

Il faut que les électrices et les électeurs, décidés à construire l'avenir avec le général de Gaulle, sans référence aux partis à jamais déconsidérés, cause de tous vos maux, votent pour les hommes nouveaux, adversaires acharnés et logiques du système.

Vous qui avez dit « oui » le 28 septembre, vous ne pouvez pas dire « non » le 23 novembre.

Vous direz d'autant « oui » que vous êtes écœurés des combines électorales de votre département, où les élus se sont partagé le gâteau électoral, non pas dans l'intérêt de la France, non pas dans votre intérêt, mais exclusivement dans l'intérêt de leur réélection ou de l'élection de leurs amis, tarés par le système comme eux-mêmes. Il s'agit de la scandaleuse entente entre les sortants.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre 1958, le général de Gaulle vous a tracé la voie. Il a déclaré : « S'il devait, par malheur, arriver que le Parlement de demain ne voulût pas s'accommoder du rôle qui lui est dévolu, il n'y a pas de doute que la République serait jetée dans une crise nouvelle dont personne ne peut prévoir ce qui en sortirait, excepté ceci : l'institution parlementaire serait balayée pour longtemps ». Il a ajouté : « En un mot, c'est en le réformant d'une manière profonde, que nous avons sauvegardé la chance du régime représentatif. Puisse-t-il, cette chance, ne pas la détruire lui-même ».

Et oui, si par malheur vous venez à élire les sortants ou leurs amis, le nouveau Parlement serait pire que l'ancien. Ce serait alors la dictature ou la démocrarie populaire, après la guerre civile inévitable. Car il est matériellement impossible de construire une nouvelle République avec les débris de l'ancienne République. Débris rejetés par 89,60 0/0 des « oui » en Moselle.

Le général de Gaulle a toujours raison, et si vous voulez avoir raison, éviter la guerre la guerre civile, la dictature ou la démocratie populaire, votez sans hésitation pour les candidats du Rassemblement des « oui », tous des hommes nouveaux, sans aucune attache avec le système défunt, qu'on veut reconstruire contre votre volonté, et pour vous duper une fois encore.

Voter pour les candidats du Rassemblement des « oui », c'est barrer la route au système, si souvent dénoncé par le général de Gaulle, à la démocratie populaire, à la dictature, et forcément à la guerre civile.

Votez contre les faillis du système d'hier qui seraient alors, demain, les liquidateurs de la France.

Sauvegardez le patrimoine des « oui » en votant pour

JEAN DELREZ
Avocat à Hayange

Remplaçant éventuel :

MARTIAL BLANRUE
Comptable à Moyeuvre.

2e CIRCULAIRE

Union Nationale pour la Ve République.

Rassemblement des « oui ».

Electrices, Electeurs,

Vous m'avez fait confiance au premier tour et malgré tous les moyens qui furent utilisés pour tromper les électeurs qui avaient dit « oui » à de Gaulle, pour détourner leur suffrages au profit d'un homme du système, vous avez été 13.337 à dire « oui » à l'homme nouveau que je suis, me donnant ainsi la majorité.

Vous qui avez dit « oui à Delrez » au premier tour, vous confirmerez votre « oui » au deuxième.

Vous qui aviez été trompés et avez dit « oui à Engler », vous refuserez de manger plus longtemps de la cuisine Mondon, l'homme du système qui veut vous imposer sa créature en l'affublant d'une étiquette U. N. R. à laquelle elle n'a pas droit et vous ne ferez pas le jeu des communistes.

Vous suivrez, d'ailleurs, en cela, les consignes mêmes de l'U. N. R. qui vous demande de voter pour le candidat national le mieux placé.

Vous qui vous êtes abstenus au premier tour, rendez-vous tous aux bureaux électoraux et votez pour le candidat national le mieux placé pour faire échec aux manœuvres des sortants et faire échec au communisme.

— Pour un renouveau véritable,
— Pour une République pure,
— Pour une meilleure justice sociale,

Votez pour

JEAN DELREZ
Avocat à Hayange

Remplaçant éventuel :

MARTIAL BLANRUE
Comptable à Moyeuvre

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert SCHUMAN
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire et de la Démocratie Chrétienne)
élu le 23 novembre 1958
(R. P. C. D.)

Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.), Démocratie chrétienne

Chères électrices, chers électeurs,

I. — NOTRE ÉTIQUETTE POLITIQUE

Nous n'avons pas l'habitude de changer de nom ni de programme d'une élection à l'autre. Voila 39 ans exactement que je suis resté fidèle à moi-même et à mes idées. Il faut néanmoins s'adapter à une situation nouvelle qui est intervenue du fait que les anciennes institutions se sont

révélées incapables de rénover notre vie politique. Les partis ne suffisent plus aux tâches qu'ils ont à remplir. Les anciennes formules sont devenues trop étroites. Il faut élargir les bases sur lesquelles on avait construit. Sans avoir à renier notre passé, nous voulons réaffirmer notre volonté d'être une formation démocratique et populaire, sans l'exclusive d'une classe ou d'une profession ; tous les travailleurs, qu'ils soient intellectuels ou manuels, possédants ou non, font partie de l'ensemble de la nation. Nous les comprenons tous dans cette refonte qui sera essentiellement d'inspiration chrétienne et qui s'opèrera à l'image et avec le concours de tous les partis similaires d'Europe libre. Avec eux elle partage le même idéal de justice sociale, de fraternité humaine, de coopération internationale et de paix.

II. — Démocratie et autorité

Le Général de Gaulle a eu le grand mérite personnel de restaurer l'autorité de l'Etat et la confiance des citoyens dans les destinées de leur patrie, sans sacrifier la nécessaire liberté des opinions et des initiatives. Le Mouvement Républicain Populaire n'avait jamais cessé de réclamer la rénovation de nos institutions. Depuis des années il a été à l'origine des idées qui ont contribué efficacement à l'œuvre de redressement entreprise. Il a voté les pleins pouvoirs pour le gouvernement actuel ; il a ainsi contribué à rendre possible les réformes qu'un excès de formalisme et des textes trop rigides avaient jusqu'ici enrayé.

De tels pouvoirs ne pouvaient être accordés qu'à un homme qui donnait la garantie de ne pas en abuser. Nous lui accordons tout notre appui, à sa personne autant qu'au programme qu'il a établi. C'est pour la même raison que nous avons fait voter en faveur du référendum.

III. — Territoires d'outre-mer.

Le Général de Gaulle a défini les conditions et les variantes possibles d'une communauté entre la métropole et les territoires africains. C'est une ébauche délicate à réaliser, puisqu'elle suppose beaucoup de discipline et d'abnégation. Nos partenaires d'outre-mer manquent d'expérience et de formation politique. Il leur faudra une grande confiance en notre loyauté. Nos difficultés s'accroîtront du fait qu'il faudra choisir entre plusieurs solutions possibles et obtenir des garanties librement débattues et consenties.

En Algérie, la solution se situera sur des bases bien plus étroites. La communauté franco-algérienne devra être élaborée avec les élus du 30 novembre 1958. Elle devra éliminer tout ce qui risque de compromettre dans la suite le fonctionnement d'une communauté véritable.

IV. — Problemes intérieurs

Toutes nos institutions nationales seront à réviser. La Constitution de 1946 n'avait pu prévoir toutes les évolutions qui se sont produites au cours de ces douzes dernières années. A présent, il faudra adapter les institutions et les textes législatifs aux besoins nouveaux qui se sont révélés.

Ce sera le cas notamment pour le problème du logement, pour le fonctionnement de la justice, pour la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales, pour l'équilibre des charges fiscales, pour les zones de salaire, pour l'organisation de l'enseignement des différentes catégories.

Le Parlement ne saurait être tenu à l'écart de tous ces problèmes, même et surtout lorsque l'initiative des réformes a été prise en dehors du Parlement. Il demeure l'instrument valable de l'opinion publique. Toutefois, son impuissance éventuelle à pouvoir dégager un avis constructif ne devra pas aboutir à tenir en échec toute décision valable.

V. — Politique étrangère.

La France, depuis la deuxième guerre mondiale, a pris l'initiative d'une politique étrangère constructive. Elle a contribué essentiellement au rapprochement entre tous les pays de l'Europe libre. Elle a rétabli la confiance là où il n'y avait jusqu'ici que ressentiment et méfiance. Elle a montré le chemin vers une coopération permanente entre des nations ci-devant ennemies. La paix et la coopération sont devenues non seulement un objectif à atteindre, mais une réalité, une certitude qu'on ne discute plus.

Cette politique devra être poursuivie entre les six pays qui en ont pris l'initiative, en créant entre eux des communautés économiques qui sont en vigueur. Elle devra être étendue, avec des adaptations nécessaires, aux autres pays européens libres désireux d'établir entre eux la liberté des échanges. Il faudra, toutefois, éviter qu'une telle liberté ne compromette le fonctionnement des communautés existantes, telle que celle du Marché Commun.

ROBERT SCHUMAN

Remplaçant éventuel :

GEORGES DITSCH

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Félix MAYER
(Candidat Démocrate Chrétien Indépendant)

élu le 30 novembre 1958
(App. R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, Chers électeurs,

Le 23 novembre vous aurez à désigner à nouveau votre député suivant le scrutin d'arrondissement.

Par ce mode de scrutin vous donnez votre voix surtout à l'homme, que vous connaissez, qui vit parmi vous et a démontré jusqu'ici son esprit social et son dévouement au service de ses concitoyens par l'activité déployée et les fonctions assurées dans la vie publique.

Je me suis fait inscrire sous l'étiquette Démocrate chrétien indépendant

Chrétien parce que je me place sur une base chrétienne ;

Démocrate parce que je suis d'avis que tout pouvoir doit venir par le peuple, pour et avec lui ;

Indépendant parce que je n'appartiens à aucun parti.

Il est vrai que le M.R.P. m'a offert son soutien comme en 1945, 1951 et en mai 1958. Je suis près de ses conceptions sociales et de sa politique de l'Europe unie.

MON PROGRAMME

I. — POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Paix mondiale avant tout — Désarmement général — Arrêt des expériences et de la fabrication des bombes atomiques — Utilisation à des fins pacifiques de la puissance atomique — Une Europe unie — Introduction prudente du Marché commun.

II. — ALGÉRIE

Paix par négociation avec les représentants librement élus de l'Algérie et ouverture de grands chantiers pour donner du travail et le pain quotidien à la population.

III. — QUESTIONS SOCIALES

Salaire juste et équitable pour le travailleur, qui devra bénéficier de la productivité accrue. Pensions de vieillesse qui montent avec les salaires — Création de caisses pour une retraite complémentaire — Assurance contre le chômage — Promotion du travailleur — Suppression des zones d'abattement pour les salaires et allocations familiales — Augmentation de l'allocation aux vieux et incurables — Défense des intérêts des invalides de guerre.

IV. — Reconstruction et construction

Vote des crédits nécessaires pour la fin accélérée de la reconstruction — Augmentation du nombre des logements à construire annuellement — Rétablissement du montant des prêts pour les maisons primées à Frs 600. —

V. — Famille et jeunesse

Augmentation des allocations familiales — Orientation professionnelle et technique de la jeunesse — Construction de nouvelles écoles techniques — Construction de foyers pour les jeunes — Allocations d'études — Adaptation de l'enseignement aux besoins modernes — Equipement sportif des communes.

VI. — Equipement de nos communes

Eau courante et réseau d'assainissement dans nos communes rurales — Distribution de gaz dans les communes importantes.

VII. — Questions économiques et fiscales

Réforme et simplification de la fiscalité — Modernisation de l'administration - Réorganisation de la distribution du producteur au consommateur — Octroi de crédits pour l'expansion des exploitations — Crédits pour l'artisanat.

VIII. — Questions agricoles

Modernisation de l'agriculture — Remembrement — Analyses du sol — Installation de conseillers techniques — Indexation des produits agricoles — Ouverture de cours de perfectionnement et d'écoles agricoles — Amélioration de l'habitat rural.

IX. — Réseau routier national dans la Moselle

Vote des crédits nécessaires pour la remise en état immédiat des routes nationales.

***

Celui qui est pour :

— l'ordre, la stabilité, le progrès et l'augmentation du niveau de vie

Celui qui voudrait comme représentant un homme :

— qui par son activité antérieure a prouvé son intérêt pour les questions sociales
— qui n'a reculé jusqu'ici devant aucune peine ni travail pour se dévouer au service de ses concitoyens
— qui veut soutenir le Général de Gaulle dans son œuvre de redressement de la France

Celui qui voudrait un homme nouveau :

— qui est issu du peuple travailleur
— qui vit pour lui et marche avec lui
— qui tiendra régulièrement des permanences à Saint-Avold, Boulay, Bouzonville et Faulquemont

Votez et faites voter pour :

Félix MAYER
Conseiller général, Président de la Commission des finances
Maire de Creutzwald

Remplaçant éventuel :

Pierre POTIER
Maire de Freyming

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, Chers électeurs,

Dimanche dernier, dans un admirable élan de confiance, vous m'avez entraîné jusqu'à la porte du succès. Ce succès sera décisif dimanche prochain, si toutes et tous vous faites à nouveau votre devoir et si vous amenez aux urnes les derniers hésitants.

Après m'être battu sur un front de cinq candidats, vous avez sans hésitation, désigné à votre choix celui d'entre eux que vous estimiez le plus sûr et le plus capable de défendre pour vous un programme social et familial dans un esprit de progrès et de respect de nos traditions lorraines ancestrales.

En m'accordant 20.391 voix, il n'en manquait que 255 pour être élu au premier tour de scrutin.

La victoire sera acquise dimanche prochain et ensuite sans tarder, je me mettrai au travail pour défendre les intérêts de toute la circonscription. J'ai assez de conscience pour savoir que désormais le député de Boulay - Saint-Avold se doit d'œuvrer partout pour la prospérité de nos différentes cités ouvrières et industrielles, pour l'expansion agricole, le relèvement du niveau de vie de chacun, comme j'aurai à cœur d'appuyer à l'échelon national une œuvre d'union, de concorde, de paix internationale à travers la coopération européenne.

Faites-moi confiance comme je vous fais confiance, tous aux urnes et votez tous pour :

Félix MAYER
Conseiller général, Président de la Commission des finances
Maire de Creutzwald

Remplaçant éventuel :

Pierre POTIER
Maire de Freyming

Pour dimanche un seul mot d'ordre :

— Nous votons tous pour l'homme de chez nous : Félix Mayer.

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean COUMAROS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Je ne suis pas un homme politique au sens péjoratif du mot.

Je suis pour une France forte économiquement, socialement et humainement, et mon grand désir est d'aider le général de Gaulle dans la lourde tâche qu'il a entreprise.

De nouvelles mœurs politiques sont indispensables.

Nous ne voulons plus voir se renouveler le jeu mesquin et cruel des partis au milieu du mépris général et au préjudice du pays et de la Communauté.

Les Français ont voté Oui le 28 septembre pour une République nouvelle et des hommes nouveaux. Tout ce qui était impossible hier peut se réaliser demain dans le cadre de nos traditions religieuses et scolaires auxquelles nos populations restent fidèlement attachées.

Le général de Gaulle a favorablement résolu le problème de l'Union française.

Demain, c'est avec lui que nous mettrons fin au drame de l'Algérie qui veut rester française.

Seule la politique du général de Gaulle permettra de faire la paix et de faire revenir rapidement nos enfants qui aujourd'hui font magnifiquement leur devoir, mais dont le retour est attendu au foyer.

Pour une France stable et respectée, il faut :

— réformer la fonction publique en la rendant apolitique et accessible à tous les Français,
— instituer une fiscalité plus simple et moins écrasante pour éviter des désastres souvent immérités,
— assainir les budgets de l'Etat et des collectivités publiques,
— assurer aux salariés une vie décente tout en améliorant leurs conditions de travail,
— veiller à une saine gestion de la sécurité sociale,
— multiplier, moderniser et humaniser les hôpitaux et les hospices,
— prendre des mesures prophylactiques contre les maladies et les accidents,
— apporter une aide plus efficace aux malades, aux invalides et aux vieillards,
— permettre à tous de vivre, souffrir et ... mourir humainement,
— intensifier l'effort amorcé dans la construction par l'octroi des primes et de ce fait favoriser l'accession à la propriété,
— aider la modernisation de l'agriculture pour rendre plus facile la vie dans nos campagnes que nous ne voulons pas voir abandonner au grand préjudice de l'économie nationale,
— offrir aux petits commerçants et artisans la possibilité de s'organiser de manière compétitive,
— aider la jeunesse en favorisant la construction d'écoles et en lui offrant des maîtres plus nombreux et mieux rémunérés,
— développer l'enseignement surtout technique et ouvrir aussi l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers,
— rendre à la France, berceau de la liberté, sa place dans le monde.

Certes, je ne vous apporterai pas de remèdes sorciers, inconnus des autres. Il faut avant tout faire le « diagnostic » de nos besoins, en rechercher les causes, puis seulement « ordonner les remèdes » efficaces et salutaires.

Or, nul autre mieux que moi ne connaît vos maux pour avoir pénétré dans l'intimité de vos foyers et senti battre vos cœurs.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Votez pour un homme nouveau bien connu pour son esprit social, son dévouement et son désintéressement.

Votez pour l'Union pour la nouvelle République.

Tous aux urnes pour le

Docteur COUMAROS

Ancien Médecin-Chef des dispensaires de Forbach, Merlebach, Saint-Avold et Boulay
Conseiller Général de la Moselle. — Maire de Puttelange-lès-Farschviller
Combattant Volontaire de la Résistance

Suppléant :

J.-B. POSTHOVER

Ancien Mineur. — Infirmier à l'Hôpital Sainte-Barbe à Forbach, demeurant à Petite-Rosselle

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Dimanche dernier, 38 0/0 des électeurs m'ont accordé leur confiance.

C'est là pour moi une victoire morale éclatante. Dans une lutte à première vue inégale pour le maire d'une petite commune face au maire d'un des très gros centres, un homme sans passé politique, en dehors des intrigues des partis, a réussi en luttant avec son seul cœur à réunir autour de lui des milliers de sympatisants.

Je les remercie tous et toutes d'avoir voulu ainsi honorer un homme qui a passé sa vie à se pencher sur la souffrance avec dévouement et désintéressement.

Devant le succès considérable remporté dans les grands centres et aussi la réussite dans les petites communes que j'ai pu visiter (je m'excuse, en passant, auprès de celles que je n'ai pas eu le temps matériel de voir), devant la confiance renouvelée de mon canton, il est de mon devoir de maintenir ma candidature.

Je fais confiance aux nombreux abstentionnistes (près de 1/3 des électeurs) qui feront dimanche prochain leur devoir et aussi aux nombreux hésitants qui n'ont pas cru au premier abord à ma réussite, parce que mal informés, pour m'apporter au deuxième tour le succès décisif.

Dans toute la France l'U.N.R. est en tête de toutes les formations nationales.

En votant pour l'U.N.R., les Français ont voulu témoigner leur confiance au général de Gaulle et désigner pour siéger au Parlement des hommes qui effectivement le soutiendront sans réserve et sans arrière-pensée.

En sollicitant l'investiture de l'U.N.R., j'ai pris l'engagement solennel de soutenir le général de Gaulle, seul capable d'éviter à la France la catastrophe nationale à laquelle les partis ont failli la conduire, avant d'abandonner, en désespoir de cause, le pouvoir aux mains du général de Gaulle.

Ceux qui connaissent ma profonde conviction chrétienne savent que je tiendrai ma promesse et que je ferai de mon mandat de député un véritable sacerdoce comme de ma noble profession médicale.

Si donc vous voulez un homme dévoué,
Si vous voulez un homme nouveau,
Si vous voulez que cela change,

Si vous voulez :

— que la politique du général de Gaulle soit réalisée,
— que soit restauré le prestige de la France,
— que soit rétablie la paix en Algérie,

Votez U. N. R.

Votez COUMAROS

Ancien Médecin-Chef des dispensaires de Forbach, Merlebach, Saint-Avold et Boulay
Conseiller Général de la Moselle. — Maire de Puttelange-lès-Farschviller
Combattant volontaire de la Résistance

Suppléant :

J.-B. POSTHOVER

Ancien Mineur. — Infirmier à l'Hôpital Sainte-Barbe à Forbach, demeurant à Petite-Rosselle

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean SEITLINGER

(Candidat du Mouvement Républicain Populaire
et de la Démocratie Chrétienne de France)

élu le 23 novembre 1958

(R. P. C. D.)

Chers électrices et électeurs,

Faute d'avoir réformé à temps ses institutions, la France a traversé une crise grave.

La paix civile a pu cependant être sauvegardée, l'unité nationale maintenue.

La présence de Pierre Pflimlin à la tête du gouvernement a permis, dans la légalité, l'appel au Général de Gaulle.

Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'un arbitre.

Le Général de Gaulle a voulu s'appuyer sur une large union, repoussant les extrémismes de gauche et de droite,

Le Référendum du 28 septembre a donné une dernière chance à la démocratie française.

Il dépend des élections du 23 novembre que cette chance soit mise à profit ou qu'elle soit gâchée.

Cette union des «oui» doit se traduire demain à l'Assemble Nationale et au futur Gouvernement par une volonté commune de faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle.

Notre vocation est d'unir tous ceux qui, attachés à la liberté et à la patrie, doivent s'atteler ensemble à l'œuvre nationale.

En Algérie, poursuivre la politique définie par le Général de Gaulle en établissant une paix française fondée sur la justice.

Outre - Mer, bâtir la communauté franco-africaine fraternelle et prospère et associer son destin à celui de l'Europe Unie.

En Europe, continuer et développer l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman.

Dans le domaine économique,

— favoriser l'expansion économique pour permettre une politique de justice sociale et familiale ;

— développer les économies régionales ;

— faire de l'Agriculture Française une puissance économique européenne.

A cette œuvre commune, les démocrates d'inspiration chrétienne apporteront toute leur contribution.

Certes, la critique est toujours facile. Aucune politique n'est parfaite. Il est plus facile de formuler des désirs que de trouver les moyens réels d'en permettre la satisfaction.

C'est pourquoi ne cédons ni à la démagogie ni à l'opportunisme.

Depuis trois ans, je me suis consacré de mon mieux aux tâches nationales et locales.

Je me suis préoccupé de vos difficultés et de vos soucis personnels et particuliers.

Je vous demande de me renouveler votre confiance.

J'ai le sentiment de n'avoir pas failli à mon devoir.

Demain comme hier je serai votre serviteur.

Fidèle à l'idéal de la démocratie d'inspiration chrétienne, je mènerai sans relâche le combat pour que la force nouvelle de la République Française soit mise au service des grandes causes de la paix et de la fraternité des hommes.

JEAN SEITLINGER

Conseiller Général

Député sortant. — Vice-Président du groupe parlementaire M.R.P.-Démocratie Chrétienne

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges THOMAS
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire
et de la Démocratie Chrétienne de France)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, Chers électeurs,

Le scrutin d'arrondissement tant souhaité par Vous tous permettra de rapprocher l'élu de l'électeur.

Connu de toutes les couches de la population, il pourra se familiariser davantage avec tous les problèmes locaux et régionaux qui se posent, sans pour autant négliger les grands problèmes nationaux et internationaux.

Tendance politique

Je ne serai pas le prisonnier absolu d'une étiquette politique et estime qu'il est nécessaire d'élargir les bases des tendances politiques et philosophiques, de faire une refonte, du nouveau.

Démocratie mais autorité

Le Général de Gaulle a eu le grand mérite personnel de restaurer l'autorité de l'Etat et la confiance des Français, tout en sauvegardant la liberté des opinions et des initiatives.

Mon soutien total ira à un homme dont l'intégrité écarte tout danger d'un éventuel abus.

Problèmes intérieurs et locaux

Toutes nos institutions devant être revisées, il faut adapter les textes législatifs aux besoins nouveaux, notamment

— Aménagement du territoire.
— Décentralisation de l'industrie,
— Implantation d'industries de transformation dans la région économiquement sous-développée de Sarrebourg - Château-Salins,
— Construction de logements avec réglementation plus assouplie,
— Equilibre des charges fiscales,
— Suppression des zones de salaires,
— Réorganisation de l'enseignement et formation professionnelle des jeunes,
— Augmentation du niveau de vie,
— Réajustement automatique des pensions et retraites avec le relèvement des salaires,
— Augmentation de la pension des « vieux »,
— Sauvegarde des droits de la famille,
— Développement de l'équipement rural et indexation de l'agriculture,
— Maintien de nos institutions religieuses et culturelles locales.

Algérie — territoires d'outre-mer

— Ainsi que le Général de Gaulle l'a lui même exposé, la solution du prolème algérien se situe sur des bases étroites. — La communauté franco-algérienne devra être élaborée avec les nouveaux élus. Elle devra éliminer tout ce qui risque de compromettre le fonctionnement d'une communauté véritable et surtout l'arrêt du conflit..

Politique étrangère

La France, depuis 1945, a pris l'initiative d'une politique étrangère constructive. C'est elle qui a contribué essentiellement au rapprochement de tous les pays de l'Europe libre. — Elle a rétabli la confiance là où il n'y avait jusqu'ici que ressentissement et méfiance. — Elle a montré le chemin vers une coopération permanente entre nations ci-devant ennemies.

Paix et coopération ne sont plus seulement un objectif à atteindre mais une réalité qu'on ne discute même plus.

Cette politique devra être poursuivie et étendue avec les adaptations nécessaires aux autres pays sans pour autant compromettre le fonctionnement de ce qui existe : pour ne citer que le Marché commun.

Pour la réalisation de ce Programme, pour du nouveau, pour le renouveau de la France, votez pour un homme nouveau :

THOMAS Georges
Conseiller Général de Phalsbourg et Maire de Dannelbourg

Remplaçant :

P. HOURT
Conseiller Général d'Albestroff

2e CIRCULAIRE

Electrices et électeurs de la circonscription électorale de Sarrebourg - Château-Salins,

Je tiens à dire toute ma gratitude aux 19.052 électrices et électeurs. qui en dépit d'attaques aussi violentes qu'injustes, m'ont accorde leur confiance, dimanche le 23 novembre.

Par voie de journaux et de tracts on a cherché à abattre un homme qui s'est toujours mis avec dévouement et désintéressement au service de la population.

Votre bon sens ne s'était pas laissé leurrer ; aussi est-ce avec confiance que je me présente devant vous pour le scrutin de ballottage du 30 novembre 1958.

Je ne vous rappellerai pas mon programme qui vous a été adressé par voie réglementaire et largement commenté au cours de mes réunions électorales.

Je me permettrai de vous rappeler succinctement mes activités antérieures :

Travailleurs et fonctionnaires

— Suppression des zones de salaires
— Indemnités de difficultés administratives pour les agents S.N.C.F.
— Indemnités de préjudice de carrière aux fonctionnaires expulsés
— Allocations familiales et salaire unique aux artisants et travailleurs indépendants
— Indemnités d'intempéries aux bûcherons
— Indemnité d'exploitation en régie aux forestiers
— Allocations familiales aux travailleurs en instance d'invalidité
— Non-prise en considération de la pension d'ascendant pour le calcul des cumuls des pensions
— Défense des agriculteurs expropriés
— Parité des allocations familiales agricoles
— Salaire unique pour les ouvriers agriculteurs et relèvement de la surface type à 6 ha.
— Ristourne 15 o/o machines agricoles
— Subventions fosses à purin et autres
— Exonération d'impôts sur les tracteurs agricoles.

Divers

— Tribunal de 1ère Instance à Sarrebourg ou à défaut Chambre détachée
— Autorisation d'utiliser les express à arrêt provisoire à Sarrebourg
— Réglementation plus assouplie du règlement sanitaire concernant les fosses septiques
— Soutien des candidats constructeurs dans leur action contre le crédit foncier lors de l'augmentation du taux d'intérêt.

Sur le plan départemental et local, je me propose les réalisations suivantes :

— Tribunal de Petite Instance à Sarrebourg avec rattachement des cantons de Phalsbourg - Fénétrange
— Extension du Centre d'Apprentissage en vue de la spécialisation de la main-d'œuvre locale (installation d'industries de transformation)
— Extension du Collège et du C.C. à Sarrebourg
— Internat du lycée de jeunes filles à Phalsbourg
— Cours post-scolaires agricoles dans les cantons de Lorquin et de Réchicourt
— Maintien des relations et lignes ferroviaires actuelles
— Amélioration des relations par cars dans les régions mal ou non desservies
— Payement aux salariés de la journée des élections du 2 janvier 1956
— Rétablissement de l'ancienne législation des bouilleurs de cru
— Développement touristique de la région des étangs
— Amélioration de l'habitat urbain et rural existant.

Je m'engagerai à défendre l'intérêt national et les vôtres avec sincérité, franchise et la persévérance que vous me connaissez.

Au scrutin de ballottage du 30 novembre 1958, ne vous laissez pas influencer par des mensonges de dernière heure.

Faites confiance,

1° A un homme dont un passé irréprochable et de travail est le meilleur garant pour le présent et l'avenir,

2° A l'homme dont les mérites viennent d'être reconnus par une grosse majorité d'électrices et d'électeurs qui l'ont placé largement en tête de la compétition électorale.

Vous voterez et ferez voter

Georges THOMAS

Remplaçant :

P. HOURT

NIÈVRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Marius DURBET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Ma profession de foi tient en un mot : « Oui ».

Un « Oui » qui se réfère non seulement au référendum du 28 septembre, mais qui remonte à quelque dix années.

C'est bien depuis dix ans, que mêlé aux affaires publiques, je ne cesse de réclamer une refonte totale de notre système, dont il était prévisible que, par sa nature même, il ne pouvait nous conduire qu'à la déchéance et au malheur; dont on savait qu'il portait en soi les germes de sa propre destruction, c'est-à-dire qu'il devait fatalement aboutir à l'effondrement de la République.

Inlassablement, mes amis avec moi, avons réclamé le recours au général de Gaulle, puis, les choses s'aggravant, la formation d'un gouvernement de salut public présidé par de Gaulle, enfin, au spectacle d'une nation déchirée, l'arbitrage du seul homme dont le prestige, l'autorité, étaient susceptibles de faire taire nos querelles et de rassembler les Français des quatre continents.

Aujourd'hui, le destin a tranché, selon nos vœux.

Que puis-je vous offrir de mieux que ce passé « d'amical dévouement au milieu des vicissitudes » qu'évoquait récemment le chef du gouvernement ? Quelle autre garantie pour l'avenir que cette constante fidélité, si longtemps incomprise, trop souvent tournée en dérision, mais, par là même, affermie.

C'est aux côtés de de Gaulle, et tous ensemble, que nous reconstruirons la France.

C'est par lui que nous retrouverons la paix dans la sécurité, la prospérité dans la travail et l'équité; par lui que seront sauvées nos libertés.

La justice et l'ordre rétablis, hardiment nous nous engagerons dans la voie du progrès social, où chacun aura sa part d'une économie en permanente expansion dans la stabilité monétaire, c'est-à-dire :

Un travail assuré pour la population active et une suffisante protection contre le chômage.

La tranquillité pour nos vieillards,

L'accès aux connaissances et aux carrières pour nos enfants, traités tous sur un pied d'égalité.

Un logement décent pour chaque citoyen.

Travailleurs salariés et indépendants (cultivateurs, artisans, commerçants), fonctionnaires, vieillards et enfants, anciens combattants, blessés de guerre, mutilés du travail, infirmes, individus et familles, votre sort est lié à la prospérité nationale.

Avec de Gaulle, nous la ferons,

Marius DURBET
Pharmacien
Ancien Maire de Nevers. — Conseiller Général. — Député sortant

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Faisant écho à votre Oui du référendum, vos 16.934 suffrages m'ont désigné pour représenter au deuxième tour de scrutin la volonté populaire de construire la Ve République autour du général de Gaulle.

Dépassant les prévisions les plus optimistes, l'immense mouvement d'opinion qui a ainsi placé en tête le candidat de l'Union pour la Nouvelle République se retrouve à travers la France entière et traduit la confiance et l'espoir du pays dans cette force politique nouvelle.

L'U.N.R., qui a déjà réussi à battre Mendès-France et certains tenants du système, qui doit le 30 novembre l'emporter dans plus de cent circonscriptions, sera demain au Parlement le leader incontesté de la majorité gouvernementale.

Elle a voulu essentiellement que le pacte du référendum ne soit ni trahi ni rompu ; et, là, où l'occasion s'en présentera, elle saura s'effacer dans ce but devant des concurrents plus favorisés, pourvu qu'ils soient fidèles aux institutions nouvelles.

Electeurs de la circonscription de Nevers, vous confirmerez dimanche prochain cette volonté.

Attention ! un scrutin de ballotage peut cacher bien des pièges ne serait-ce que par le fait de certaines abstentions de personnes trop vite rassurées par une situation première qu'ils jugeraient sans danger. L'adversaire reste vigilant ; c'est par vous, qu'au second tour il doit être vaincu.

Ne vous abstenez pas ; plus encore, entrainez aux urnes les hésitants du premier tour. Je vous dis merci !

Vive la ciconscripiion de Nevers !
Vive la Ve République !

C'est ensemble, électeurs, que nous construirons, dans la paix retrouvée :

— Une France respectée, protégée, et maintenue dans son ensemble d'outre-mer.
— Un Etat stable, efficace et iuste.
— Une nation dynamique et une communauté fraternelle et sociale.

Nous voulons pour tous un travail assuré et rémunéré ; pour chaque famille un foyer.

Nous protégerons nos vieillards, garantirons la santé morale et physique de nos enfants.

La libre entreprise (commerce et artisanal), comme l'agriculture, auront leur juste part du revenu collectif, grâce à une équitable répartition des charges et des profits.

Votez U.N.R., votez Durbet.

Marius DURBET

Remplaçant éventuel :

M. RAMEY

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul BOULET

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Aux élections partielles de mars dernier, je vous ai dit : « un seul recours : le général de Gaulle ».

Pour le référendum, vous avez répondu oui. Pour donner tout son sens à votre accord du 28 septembre, vous choisirez parmi les candidats, celui qui est l'authentique expression de ce oui.

Voter Paul Boulet, c'est voter à la fois :

— pour un candidat de chez vous ;
— pour un administrateur que vous connaissez ;
— pour un républicain dont la fidélité est une garantie du soutien désintéressé et efficace qu'il apportera au général de Gaulle dans son œuvre de rénovation nationale.

Ce n'est pas voter pour un parti, ni pour un homme.
C'est voter « pour que ça change ».
Electeurs, vous ne pouvez pas vous déjuger, votez pour le candidat du « oui ».

PAUL BOULET
Maire de La Charité-sur-Loire

Nous sommes bien à l'aube d'*une nouvelle république*.

Le destin vient en effet de trancher selon nos vœux.

Que puis-je vous offrir de mieux que ce passé « d'amical dévouement au milieu des vicissitudes » qu'évoquait récemment le chef du Gouvernement ? Quelle autre garantie pour l'avenir que cette constante fidélité si longtemps incomprise, trop souvent tournée en dérision, mais, par là même, affermie.

C'est aux côtés de de Gaulle, et tous ensemble, que nous reconstruirons la France.

C'est par lui que nous retrouverons la paix dans la sécurité, la prospérité dans le travail et l'équité ; par lui que serons sauvées nos libertés.

La justice et l'ordre rétablis, hardiment nous nous engagerons dans la voie du progrès social, où chacun aura sa part d'une économie en permanente expansion dans la stabilité monétaire ; c'est-à-dire : un travail assuré pour la population active et une suffisante protection contre le chômage.

La tranquillité pour nos vieillards.

L'accès aux connaissances et aux carrières pour nos enfants, traités tous sur un pied d'égalité.

Un logement décent pour chaque citoyen.

Travailleurs salariés et indépendants, (cultivateurs, artisants, commerçants) fonctionnaires, vieillards et enfants, anciens combattants, blessés de guerre, mutilés du travail, infirmes, individus et familles, votre sort est lié à la prospérité nationale.

Avec de Gaulle, nous la ferons.

PAUL BOULET

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Faisant écho à votre oui du référendum, vos 11.659 suffrages m'ont désigné pour représenter au deuxième tour de scrutin la volonté populaire de construire la Ve République autour du général de Gaulle.

Dépassant les prévisions les plus optimistes, l'immense mouvement d'opinion qui a ainsi placé en tête le candidat de l'Union pour la nouvelle République se retrouve à travers la France entière et traduit la confiance et l'espoir du pays dans cette force politique nouvelle.

L'U.N.R., qui a déjà réussi à battre Mendès-France et certains tenants du système, qui doit le 30 novembre l'emporter dans plus de cent circonscriptions, sera demain au Parlement le leader incontesté de la majorité gouvernementale.

Elle a voulu essentiellement que le pacte du référendum ne soit ni trahi ni rompu ; et là où l'occasion s'en présentera, elle saura s'effacer dans ce but devant des concurrents plus favorisés, pourvu qu'ils soient fidèles aux institutions nouvelles.

Ne vous abstenez pas ; plus encore entraînez aux urnes les hésitants du premier tour.

L'heure n'est plus maintenant de satisfaire certaines préférences doctrinales ou personnelles, mais au contraire de vous unir plus nombreux encore pour renforcer d'un vote massif et efficace un succès nécessaire à la République nouvelle et à la France.

Pour elles, je vous dis merci !

PAUL BOULET

Maire de La Charité-sur-Loire

Remplaçant éventuel :

CHARLES MATHEY

C'est ensemble, électeurs, que nous construirons dans la paix retrouvée :

Une France respectée, protégée, et maintenue dans son ensemble d'outre-mer.

Un Etat stable, efficace et juste.

Une nation dynamique et une communauté fraternelle et sociale.

Nous voulons pour tous un travail assuré et rémunéré ; pour chaque famille, un foyer.

Nous protègerons nos vieillards, garantirons la santé morale et physique de nos enfants.

La libre entreprise (commerce et artisanat) comme l'agriculture, auront leur juste part du revenu collectif, grâce à une équitable répartition des charges et des profits.

Votez U.N.R.
Votez Boulet.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jehan FAULQUIER
(Candidat Républicain)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

La Constitution de la Ve République présentée par le général de Gaulle a été ratifiée par la majorité du pays,

Dans la circonscription de Clamecy - Château-Chinon : 8 électeurs sur 10 ont dit « oui » à la Constitution, « oui » à de Gaulle.

Maintenant il s'agit d'envoyer au Parlement des hommes capables de rendre cette Constitution valable et efficace.

Des hommes sûrs et de bonne volonté prêts à aider de Gaulle dans sa tâche difficile de rénovateur de la République, de redresseur de situation plus que périlleuse.

Les électeurs de novembre 1959 décideront du sort de cette Assemblée, elle sera ce que vous voudrez qu'elle soit.

Dans la circonscription de Clamecy - Château-Chinon le choix est facile.

Un seul candidat se présente comme défenseur total sans aucune restriction :

— du « oui » à la nouvelle Constitution ;
— du « oui » à la nouvelle République ;
— du « oui « à la politique forte et osée du général de Gaulle.

Je suis sans équivoque et sans restriction pour le respect de tous les engagements pris, dans quelque domaine que ce soit ; je regrette l'erreur commise envers le monde agricole en ce qui concerne le prix du blé dont on a refusé l'indexation promise (malgré l'apaisement au sujet du quantum) alors que les betteraviers en profitaient sans aucune restriction quelque temps plus tard.

Je suis pour un syndicalisme plus grand et apolitique dans toutes les branches de la profession agricole qui n'a pas encore connu tous les bienfaits d'un tel organisme.

Je suis sans restriction pour la libre entreprise dans tous les domaines ; agricole, industriel, commercial et artisanal.

Je suis pour la liberté de l'offre et de la demande, seul stade où le vendeur et l'acheteur trouvent leur juste compte.

Je suis contre l'étatisation, l'étatisation poussée n'arrivant qu'à créer un Etat dans l'Etat.

Les dirigeants de ces super-entreprises éludant toute responsabilité, les déficits retombant toujours sur le contribuable.

Je suis totalement d'accord avec le Gouvernement qui osa le premier poser le problème du logement dans toute son ampleur.

Je suis totalement d'accord avec le Ministre Sudreau, technicien non parlementaire, qui mit le fer dans la plaie et saura trouver les moyens nécessaires pour donner à un pays de jeunes l'habitat qu'il mérite.

Je suis pour la stabilité gouvernementale qui permettra de faire aboutir tous les problèmes de longue haleine.

Celui en particulier de la réforme fiscale toujours promis, jamais obtenu.

Aujourd'hui le Ministre des Finances peut en déterminer les bases solides, enlevant ainsi au petit commerce cette hantise d'une comptabilité compliquée faisant de lui un « percepteur » toujours en but à la tracasserie de l'Etat.

Je suis pour la paix en Algérie. Père de famille nombreuse, mieux que quiconque, je comprends les angoisses des parents et les partage.

Je suis pour cette paix que le général de Gaulle est seul capable de négocier et d'établir dans un esprit de justice, entre Musulmans et Européens d'Algérie.

Les richesses incroyables de cette contrée saharienne (tant enviée) arriveront un jour à faire la prospérité commune de l'Algérie et de la France.

Le scrutin d'arrondissement voulu par la majorité des Français va permettre aux électeurs d'être beaucoup plus près de leur élu, c'est pour cela qu'il faut que celui-ci soit un homme du cru, qui connaisse tous les problèmes, petits et grands, qui hantent la vie quotidienne des habitants de cette rude circonscription.

Il ne faut plus de ces hommes qui se servent des électeurs pour assouvir leur ambition personnelle.

L'élu est le serviteur de ses électeurs.

Dans cette circonscription, le choix est facile.

A 80 0/0 vous avez dit :

— « Oui » à de Gaulle ;
— « Oui » à la nouvelle Constitution ;
— « Oui » à la nouvelle République.

Bussière a dit « non » avant de tout connaître suivant en cela aveuglément les ordres de son parti.

Mitterrand a dit « non » à tout et combattu avec acharnement et le général de Gaulle et la Ve République, se complaisant dans le « système ».

Benoist a dit « non » à tout, désavouant Guy Mollet, et murmuré « oui » le lendemain du référendum.

Seul, j'ai dit « oui » sans aucune restriction.

Si vous voulez faire triompher la politique promise par le général de Gaulle, vous m'apporterez massivement vos suffrages en disant « oui » le 23 novembre à ma candidature.

Vive la République !
Vive la France !

J. FAULQUIER

Maire de Cervon. — Vice-Président de l'Amicale des Maires de la Nièvre
Conseiller Général de Corbigny
Candidat Républicain soutenu par l'Union pour la Nouvelle République

Suppléant :

LÉON PERRIN
Maire de Fours

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Merci pour le témoignage de confiance que vous m'avez donné dimanche 23 novembre, en m'accordant 12.940 voix, me classant ainsi largement en tête de tous les candidats.

Il faut le 30 novembre parachever cette œuvre.

C'est un devoir national.

— Face à la coalition des « non ».

— Face à ceux qui veulent détruire l'espoir que le peuple de France a dans les institutions nouvelles.

— Face à ce front populaire camouflé.

Les Français doivent, dans un sursaut de volonté et d'énergie, se dresser pour faire barrage à ceux qui veulent détruire la politique de stabilité, de justice sociale, de grandeur, instaurée le 28 septembre, par la réponse massive du peuple à l'appel du général de Gaulle.

Vous ne pouvez, dans la circonscription de Clamecy - Château-Chinon, être les seuls à envoyer vous représenter au Parlement, un homme qui a dit « non » au référendum.

Vous ne pouvez être les seuls à vouloir détruire.

Vous serez, au contraire, les artisans ardents et sincères de la reconstruction de cette France forte et respectée dans le monde. Dans cet esprit de justice, de liberté, et avec une ferme volonté de progrès social.

Sans abstention, tous aux urnes dimanche 30 novembre.

Vous direz :

— Oui aux institutions nouvelles.
— Oui à la justice sociale.
— Oui à l'esprit nouveau.
— Oui à la France.

Vous voterez J. FAULQUIER

Maire de Cervon. — Vice-Président de l'Amicale des Maires de la Nièvre
Conseiller Général de Corbigny

Remplaçant éventuel :

LÉON PERRIN
Maire de Fours

NORD

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Bertrand MOTTE
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Au mois de mai 1958, face à une confusion politique totale et à quelques instants de la guerre civile, le général de Gaulle a accepté, dans la légalité, de reprendre en mains le destin de la nation.

Avec une volonté et un courage tranquilles qui suscitent le reconnaissance du pays et restaurent le crédit de la France devant le monde, il a entrepris le redressement de l'Etat.

Le 28 septembre dernier, dans un élan d'enthousiasme, à l'écrasante majorité de 80 %, le pays a ratifié la première étape du redressement national : La réforme constitutionnelle.

Ainsi ont été posées les bases d'une République forte, protectrice de toutes les activités nationales, promesse d'un renouveau social ; ainsi ont été ouvertes les voies d'une politique qui doit mettre la France en mesure d'accomplir les lourdes tâches qui l'attendent :

— Réglement définitif du problème algérien par la mise en place d'un équipement économique et social digne d'une terre française.

— Construction de la Communauté française fédérant autour de la Mère Patrie les peuples d'Outre-mer qu'elle a conduits vers la Liberté et le Progrès.

— Réforme financière et économique, préconisée par Antoine Pinay, qui mette fin à la dévaluation continue de la monnaie et à un système fait d'expédients, de fiscalité et de prodigalité confuse.

— Ouverture du Marché commun qui, après l'établissement des garanties indispensables à la protection du travail français et au prix d'une dure compétition, offre aux peuples européens une chance nouvelle de Progrès Social et de Sécurité Internationale.

A de nombreuses reprises, et à Lille même, le 21 septembre dernier, le général de Gaulle a répété que le concours du Peuple tout entier lui était indispensable pour assumer les responsabilités immenses qui lui ont été confiées.

Les élections du mois de novembre, dans le cadre d'une consultation démocratique, fournissent à la Nation l'occasion de donner sa réponse et d'apporter ainsi une impulsion décisive aux constructions de demain.

Electeurs, Electrices,

Depuis dix ans, j'ai consacré tous mes efforts à l'expansion économique et au progrès social de cette région.

Vice-Président Général du Comité d'Expansion du Nord et du Pas-de-Calais, Président de la Société de Développement régional, membre du Comité national d'Orientation économique et du Commissariat général du Plan, je me suis toujours efforcé de définir et de faire prévaloir les intérêts légitimes de notre région, agricoles, industriels et commerciaux, m'opposant à l'arbitraire de subventions réservées systématiquement à d'autres départements.

Conseiller Général de Lille-Centre depuis 1951, j'ai participé attentivement à la gestion du plus important département de France. Membre de nombreuses Commissions, Administrateur de l'Office départemental d'H. L. M., je me suis particulièrement associé à l'effort que le Conseil Général du Nord a consacré au problème capital du logement.

Investi par : le Centre National des Indépendants et Paysans,

Soutenu par : l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.),

Je sollicite, le 23 novembre prochain, les suffrages de la première circonscription de Lille.

Marcel Caloone, maire de Lambersart, veut bien accepter, à titre de suppléant, d'apporter à ma candidature la caution de son expérience et de son dévouement. Je lui dis ici ma reconnaissance.

Je m'engage à participer au Parlement à l'œuvre de rénovation nationale qui mobilise aujourd'hui l'espérance du Pays et à défendre les idées qui ont toujours inspiré mes activités privées ou publiques :

— Action sociale concrète qui, par la mise en place d'organismes paritaires, professionnels et régionaux, ouvre aux salariés la démocratie économique et sociale ;

— Sauvegarde du revenu agricole pour qu'il s'inscrive sans réserve dans l'expansion générale du Pays ;

— Politique du logement, expression du progrès social, exigence naturelle de la vie familiale, pour relever les ruines de la démagogie et de la guerre ;

— Décentralisation véritable de la vie politique, administrative et sociale pour permettre aux diverses régions, et notamment à la nôtre, de mener à bien l'immense effort d'expansion seul capable d'assurer un avenir à nos jeunes : par centaines de milliers, ils sont allés outre-mer défendre courageusement la présence française ; notre reconnaissance doit maintenant leur préparer la vie de travail et de progrès à laquelle ils ont droit dans une pays rénové.

En votant Bertrand Motte, candidat d'Union, vous voterez :

— pour un homme nouveau ;
— pour les nouvelles institutions républicaines ;
— pour la libre entreprise commerciale et industrielle ;
— pour la démocratie économique et sociale ;
— pour l'expansion, contre la récession et le chômage ;
— pour l'unité nationale réaffirmée autour du Général de Gaulle et de son œuvre.

BERTRAND MOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

10.945 suffrages m'ont porté, nettement détaché, en tête du premier tour de scrutin de la première circonscription de Lille.

Ainsi, malgré des attaques sordides et un nombre de candidats destinés à déso-

rienter l'opinion publique, 30 % des électeurs ont choisi sur mon nom des idées et un homme.

Je les remercie de cette confiance qui représente pour moi une récompense et une consigne d'action.

Il s'agit maintenant de franchir la dernière étape, celle de la victoire définitive.

Mais, désormais cette compétition que j'avais menée en toute clarté sur le plan des principes, va changer de style. C'est au M.R.P. que nous le devons. Largement distancé de 1.830 voix, il refuse de s'incliner devant le verdict du corps électoral : il a sollicité et obtenu le désistement à son profit du candidat socialiste.

Ainsi la situation apparaît bien nette : un candidat a été mis en avant par le corps électoral, il faut l'abattre par tous les moyens.

Les tâches ont été réparties : à ma droite, je trouve derrière Vancalster un petit groupe anonyme de ratés et d'envieux qui lui soufflent ses élucubrations ; c'est l'équipe chargée des « basses œuvres », attaques personnelles, calomnies, etc...

A ma gauche, sous le signal de détresse, se reforme la collusion fondamentale qui a amené la IVe République à sa perte : celle du M.R.P. et des Socialistes.

Que signifie la collusion M.R.P. - Socialistes ?

Je prends comme un hommage personnel le désistement de M. Béreaux, S.F.I.O., en faveur du candidat M.R.P. ; c'est la seule opération du genre dans la région ; elle marque avec netteté la volonté désespérée du Parti Socialiste de me barrer la route. Dans le Nord, le M.R.P. a toujours été pour la S.F.I.O. un complice empressé et docile ; il faut toute l'importance déterminante qu'on accorde à mon entrée dans la vie publique pour que ce complice soit aujourd'hui l'objet d'un désistement sans précédent. La S.F.I.O. préfère se retirer dans la Première Circonscription plutôt que de m'y voir.

Cette attitude est explicable :

Pour le Socialisme, je suis, au sens parlementaire du terme, un obstacle naturel :

— Je lutte pour la défense des producteurs et des commerçants libres contre les méthodes fiscales et para-commerciales que le parti socialiste a élaborées pour éteindre progressivement la liberté économique.

— Je lutte contre la centralisation parisienne qui est la cause fondamentale de l'immobilisme social et qui constitue cependant, pour la S.F.I.O. le levier essentiel de l'étatisation.

— Je lutte pour la liberté de l'enseignement dont la suppression s'inscrit aux premières lignes du bréviaire socialiste.

Quant au M.R.P., la décision qu'il vient de prendre dissipe bien des équivoques traditionnellement entretenues pour essayer de trouver des concours tour à tour sur sa droite et sur sa gauche : la liberté de l'enseignement, à l'égard de laquelle j'avais été seul, bien entendu, à prendre des engagements écrits, ne serait-elle, par hasard, pour le M.R.P., qu'une simple plateforme électorale qu'on emprunte ou qu'on abandonne suivant les circonstances ?

N'y a-t-il pas enfin de quoi s'étonner — mais les socialistes, eux, ne s'étonneront pas car ils connaissent leurs interlocuteurs — que le secrétariat du M.R.P. se soit tenu, pendant ces dernières semaines, en liaison étroite avec le Centre des Indépendants pour mener en commun, comme disait l'un des principaux dirigeants « une action antimarxiste » ?

La collusion M.R.P. - Socialiste, à laquelle l'électeur se voit convié, a constitué pendant douze ans le ciment d'un régime que le corps électoral a rejeté le 28 septembre dernier, par 80 % de suffrages. Elle a assuré pendant ces mêmes années la progression constante des voix communistes dans le pays, progression qui n'a pu être stoppée, avec la netteté que l'on sait qu'à l'appel du général de Gaulle et sous le signe des institutions nouvelles.

Pourquoi suis-je ainsi visé ?

Comme responsable économique ? M. Guy Mollet, lui-même, au cours d'une déclaration retentissante, avait cependant souhaité — en novembre 1957 — que certains chefs d'entreprises acceptent d'assumer les responsabilités parlementaires.

Pourquoi les socialistes se donnent-ils donc aujourd'hui tant de peine pour m'empêcher de répondre à cette invite ?

Comme animateur de l'organisation économique régionale ? Mais ne ferions-nous pas mieux de nous unir, quelles que soient nos étiquettes politiques, pour une œuvre de construction devant la menace de la récession et pour préparer l'avenir de nos jeunes !

Le M.R.P. et le socialisme n'ont pas le droit, pour régler des comptes politiques aujourd'hui dépassés, de laisser peser sur les travailleurs de cette région un dirigisme parisien qui œuvre au profit du Sud de la France et constitue une menace directe pour l'avenir du Nord et du Pas-de-Calais.

Comme défenseur des libertés élémentaires de la famille et de l'enseignement ? Comme si ces libertés n'étaient pas inséparables de la tolérance et de l'Union nationale!

Comme seul candidat soutenu par les Indépendants et l'U.N.R. ? Sans doute ; mais, tour à tour, le référendum et les élections du 23 novembre ont montré que le Corps électoral entendait rejeter le régime des partis. Et par quoi, en vérité, ce régime peut-il être plus exactement symbolisé que par le duo sentimental M.R.P. - Socialistes des 12 dernières années ?

Aux yeux du Corps électoral, la situation est claire : l'homme que je suis, dont les activités ont été menées au grand jour depuis dix ans, sans le moindre instant de sectarisme, est aujourd'hui l'objet d'une manœuvre rageuse où tous les coups sont bons, parce qu'il a voulu placer sa candidature non pas sur le terrain des combines politiques, mais sur la base fondamentale des intérêts majeurs de la région et du pays.

Je me battrai jusqu'à la victoire parce que je sais que je ne me bats pas seul : mes objectifs et mon action répondent aux aspirations profondes des électeurs de la première circonscription de Lille.

Electeurs, Electrices... la décision vous appartient !

Bertrand MOTTE

Conseiller Général

Chevalier de la Légion d'Honneur

Présenté par le Centre des Indépendants, soutenu par l'U.N.R. (Union pour la Nouvelle République)

Remplaçant éventuel :

Marcel CALOONE

Maire de Lambersart

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri DUTERNE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes :
Républicains sociaux - Convention républicaine - Union pour le renouveau français
Union Ve République - Action ouvrière et professionnelle gaulliste
et Soutien action gaulliste

U. N. R. (Union pour la nouvelle République).
Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque

vous présentent la candidature du Docteur Henri DUTERNE

Electrices, Electeurs,

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Bône, le 7 juin 1958
Charles DE GAULLE

« OUI » le Peuple de France a pris un bon départ. Derrière de général de Gaulle il s'est engagé résolument sur le chemin du renouveau national.

Il l'a prouvé le 28 septembre en votant massivement pour un changement complet des méthodes périmées de l'ancien système et le renouvellement total des hommes qui l'avaient mené au bord de l'abîme.

En votant OUI à la France, OUI à de Gaulle, vous avez également ratifié ce que la colère d'un peuple bafoué et la lassitude d'une armée avaient fait pour la Patrie le 13 mai.

Il reste maintenant à bâtir.

Le référendum a défini les nouvelles institutions.

Les élections du 23 novembre vont désigner les députés chargés de les appliquer. Il faut que ces députés soient d'accord avec le programme de Charles de Gaulle. Seuls des hommes nouveaux peuvent remplir cette condition ; car on ne conçoit pas que les anciens élus des anciens partis puissent faire autre chose que ce qui a conduit à la faillite de la IVe République.

Vous ne voudrez pas que cela recommence.

Permettez à Charles de Gaulle de gouverner la Ve République. Il demande que l'on renouvelle le personnel politique, faites-le, car sinon la guerre civile que nous avons réussi à éviter serait alors certaine. Faites en sorte que, grâce à vous, ce danger qui serait la mort de la France soit à jamais écarté.

Par un vote massif de 85 % votre circonscription a affirmé sa confiance à de Gaulle. Par un vote aussi décisif vous désignerez comme député et son suppléant :

Vous refuserez vos suffrages à ceux qui, méconnaissant la volonté populaire, ont voté NON le 28 septembre.

Ne reniez pas votre OUI ! Votez Renouveau !

Entre « l'extrême droite » et la « gauche » de l'Assemblée, il faut un puissant « centre » gaulliste.

Votez U.N.R. — Votez Gaulliste.

Qui peut soutenir le Général de Gaulle au Parlement ?

— Le candidat Communiste ? Il a dit NON.

Avec de Gaulle, la confiance étant revenue, la stabilité de la monnaie assurée, le salaire garanti, la France unie et respectée, on enlève au parti Communiste ses meilleurs atouts, on fait rentrer dans la communauté nationale la plupart de ses anciens électeurs. De cela le parti Communiste ne veut pas, car, privé de son atout principal « la misère » il est appelé à disparaître, comme il se doit pour un parti aux ordres de l'étranger.

— Le candidat Socialiste ? Soutiendra-t-il le Général de Gaulle ? Sera-t-il contre ? Au sein du parti S.F.I.O. certains combattent de Gaulle et ont fait voter NON comme Rachel Lempereur. D'autres le supportent et sont restés muets pendant la campagne du référendum. Le reste, une minorité, a fait modestement voter OUI. Le programme du parti Socialiste n'a pas changé : toujours la lutte des classes, le sectarisme et l'étatisme. Comme si la Ve République pouvait encore s'accommoder d'un programme qui est vieux de cinquante ans !

— Le candidat M.R.P. ? Son parti a de grandes responsabilités dans la crise nationale que nous avons vécue. Le parti M.R.P. nous a bien déçus : constitué sous le signe de la fidélité au général de Gaulle en 1945, n'était-il pas devenu le père et le principal supporter de l'ancien « système » ?

— Les autres ? Que sont-ils et que représentent-ils ?

Candidats de division, les uns veulent faire une nouvelle révolution ayant volontairement oublié qu'elle avait eu lieu pacifiquement le 13 mai. Les autres sont plus gaulliste que de Gaulle : ce sont des « ultras ». Certains sont des extrémistes camouflés sous des appellations d'union nationale, de salut national, etc... L'électeur ne s'y trompera pas. D'autres enfin ne représentent qu'eux-mêmes.

Electeurs, Electrices, vous n'avez le choix qu'entre les candidats des partis et celui de l'U.N.R. présenté par les Associations gaullistes.

L'U.N.R. qui est dirigée par Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Jacques Chaban-Delmas, Edmond Michelet, Michel Debré, ces hommes de fidélité et de droiture dont le Général a dit dans sa conférence de presse « ceux qui m'ont témoigné un amical dévouement pendant les vicissitudes ».

Nos objectifs

— Soutenir efficacement l'action du général de Gaulle pour ramener la Paix dans notre Algérie française et favoriser le retour de nos chers soldats sur le sort desquels vous tremblez chaque jour.

— Bâtir l'Europe économiquement et socialement.

— Parfaire la Communauté française. Equilibrer la balance commerciale de la Communauté par une mise en exploitation intensive des ressources algériennes et sahariennes, et celles des autres Territoires avec amélioration générale par le travail du niveau de vie des populations.

— Diminuer le train de vie de l'Etat ; aboutir à un rendement meilleur des services administratifs ; payer mieux nos fonctionnaires mais en diminer progressivement le nombre par une simplification des rouages.

— Réformer les conditions d'exploitation des services publics et des entreprises nationalisées. Les aligner sur le secteur privé.

— Combattre le dirigisme et la bureaucratie.

— Encourager l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie et l'artisanat.

— Instituer une fiscalité simple et juste. Supprimer la patente dans le cadre d'une réforme profonde du régime des finances locales.

— Réformer les méthodes de gestion de la sécurité sociale en vue de mettre fin au déficit actuel et en supprimer les abus sans en diminuer les avantages sociaux.

— Accélérer la politique hardie entreprise depuis trois mois dans la construction. Faire disparaître les îlots insalubres et les taudis encore trop nombreux dans nos villes.

— Aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain. Encourager le sport.

— Prévoir l'accession des jeunes à l'exploitation des richesses d'outre-mer.

— Maintenir les droits acquis pour les A. C. et victimes de guerre.

— Etablir pour les anciens, les retraités et les vieillards, une retraite vitale qui ne soit pas une aumône. Développer les soins à domicile pour éviter au maximum l'hospitalisation.

— Revaloriser les allocations familiales pour permettre à la mère de famille de rester à son foyer. Assurer aux parents les moyens de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix, quelles que soient leurs ressources et leurs convictions.

— Pousser les constructions scolaires en fonction de l'accroisement de la natalité.

— Favoriser la promotion ouvrière dans le cadre de l'entreprise et de la profession. Dépolitiser les syndicats ; Instituer l'assurance chômage conformément au désir du Général de Gaulle.

— Défendre l'industrie régionale, le commerce, l'artisanat, l'agriculture, menacés par la libération des échanges. Le Nord travaille et paie 15 % des impôts de toute la France, il a droit à beaucoup plus d'égards de la part de nos gouvernants.

Tous les Français veulent une période de calme, dans l'Unité nationale enfin reconstituée autour du Général de Gaulle, dans un Monde où déjà la France a retrouvé grâce à lui, sa grandeur et son autorité.

Monsieur Piat et moi-même resterons toujours avec le peuple, car nous avons foi en sa sagesse comme il l'a prouvé au référendum.

Nous ne serons jamais le député d'un clan. Nous resterons à la disposition de tous les électeurs, quels qu'ils soient et ferons passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers.

Vive le Nord !
Vive la République !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !

D[r] Henri DUTERNE

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Henri PIAT

Croix de Guerre 1914-1918. — Pionnier de la Lutte contre le taudis à Lille
Informé des problèmes sociaux

2e *CIRCULAIRE*

U. N. R. (Union pour la nouvelle République)

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu l'ordre de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi ».

Charles de Gaulle
Bône, le 7 juin 1958

Electrices, Electeurs,

En m'accordant massivement votre confiance par 16.834 voix, vous m'avez placé en tête des candidats qui ont dit Oui au référendum ; laissez-moi vous exprimer mes remerciements les plus sincères .

Cette confiance massive est en réalité, je n'en doute pas, adressée au Général

de Gaulle que mes amis et moi-même n'avons jamais cessé de servir, et que — pendant les années douloureuses — nous avons toujours, envers et contre tout, considéré comme étant le seul recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

Votre Oui du 28 septembre, qui prolongeait le sursaut national du 13 mai, prend ainsi depuis dimanche sa signification définitive : une volonté farouche de ne pas voir la Vᵉ République retomber aux mains du « Système » qui avait étranglé la précédente.

Cette confiance massive est aussi allée aux hommes de la fidélité au Général de Gaulle : Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Roger Frey et Léon Delbecque.

Rachel Lempereur a dit Non au référendum ;

Rachel Lempereur a dit Non à la Vᵉ République ;

Vous direz Non à Rachel Lempereur.

Votez Union. Votez Oui à Duterne.

L'Union pour la Nouvelle République rassemblera, vous en avez la certitude, les hommes valables et désintéressés qui aideront et soutiendront efficacement le Libérateur de la Patrie.

A l'Assemblée se dessine désormais, grâce aux résultats du premier tour, un puissant Centre gaulliste ; sinon, la Chambre aurait été ingouvernable. Et n'aurions-nous pas la guerre civile que les gaullistes d'Alger ont réussi à éviter ?

Votre patriotisme et votre bon sens ont heureusement triomphé, dimanche dernier, des candidatures de dispersion dont les sollicitations ont pu, cependant surprendre la bonne foi de quelques électeurs, d'accord avec nous sur l'essentiel.

Par ailleurs, de trop nombreux électeurs ont hésité au premier tour et se sont abstenus. S'abstenir dimanche prochain, c'est faillir au devoir.

Pas d'abstentions au second tour.

Je remercie d'ailleurs les candidats dont le retrait ou le désistement vous permettra de réaliser, sur mon nom, l'Union dans notre Circonscription.

Elu, je resterai, avec mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction. Ma ligne de conduite sera :

Soutien total à de Gaulle, arbitre de la Nation ;

Liaison permanente avec l'électeur.

Oui ! vous voterez Union !

Oui ! vous voterez la fidélité, la confiance, le renouveau, la justice sociale, familiale et scolaire !

Vous confirmerez surtout votre Oui du 28 septembre.

Pas d'hésitation ; La collusion socialo-communiste représente les Non.

Vous voterez Duterne qui représente les Oui.

Dimanche prochain, tous ensemble, vous contribuerez à donner au Général de Gaulle sa majorité d'Unité nationale en votant :

Dʳ Henri DUTERNE

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945
Médaillé de la Résistance
Candidat d'Union des Oui présenté par l'U. N. R.

Remplaçant éventuel :

Henri PIAT

Croix de Guerre 1914-1918. — Pionnier de la Lutte contre le taudis à Lille
Informé des problèmes sociaux

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Léon DELBECQUE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes :
Républicains sociaux - Convention républicaine - Union pour le renouveau français
Union Ve République - Action ouvrière et professionnelle gaulliste
et Soutien action gaulliste.

(U. N. R.) Union pour la Nouvelle République

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas
vous présentent la candidature de Léon DELBECQUE

Electrices, Electeurs,

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Bône, le 6 juin 1958

« Oui » le peuple de France a pris un bon départ. Derrière le Général de Gaulle il s'est engagé résolument sur le chemin du renouveau national.

Il l'a prouvé le 28 septembre en votant massivement pour un changement complet des méthodes périmées de l'ancien système et le renouvellement total des hommes qui l'avaient mené au bord de l'abîme.

En votant Oui à la France, Oui à de Gaulle, vous avez également ratifié ce que la colère d'un peuple bafoué et la lassitude d'une armée avaient fait pour la Patrie le 13 mai. Cela a profondément réconforté l'équipe gaulliste du 13 mai.

Il reste maintenant à bâtir.

Si le référendum a défini les nouvelles institutions, les élections du 23 novembre vont maintenant les mettre en place. Ces deux votes sont inséparables.

L'avenir du pays et de plusieurs générations sont entre vos mains.

En effet, c'est de la désignation par l'électeur de son représentant au Parlement que dépendront l'efficacité et la stabilité des institutions approuvées par 80 % du peuple français.

« La Révolution de mai » contenait une promesse de renouveau et d'unité nationale. Il est essentiel aujourd'hui de ne pas la compromettre en confiant des responsabilités importantes à des hommes dont l'ambition serait de revenir aux errements du passé.

On imagine difficilement que les mêmes députés et les mêmes partis puissent faire autre chose que ce qu'ils ont toujours fait.

Vous ne voudrez pas que cela recommence.

Aidez de Gaulle. Il a prouvé depuis son retour au pouvoir qu'il n'entendait pas agir en dictateur. Faites-lui confiance. Envoyez au Parlement des hommes valables, désintéressés, qui l'aideront et qui le soutiendront efficacement, des compagnons fidèles qui ne le trahiront pas et ne trahiront pas leurs électeurs.

Permettez-lui de gouverner la Ve République. Il demande que l'on renouvelle le personnel politique, faites-le, car la guerre civile que nous avons réussi à éviter serait

alors certaine. Faites en sorte que, grâce à vous, ce danger qui serait la mort de la France soit à jamais écarté.

Ne reniez pas votre Oui ! Votez renouveau !

Entre « l'extrême droite » et la « gauche » de l'Assemblée, il faut un puissant « centre » gaulliste.

Votez U. N. R. Votez Gaulliste.

Qui peut soutenir le Général de Gaulle au Parlement ?

— Le candidat Communiste ? Il lui a dit Non.

Avec de Gaulle la confiance étant revenue, la stabilité de la monnaie assurée, le salaire garanti, la France unie et respectée, on enlève au parti Communiste ses meilleurs atouts, on fait rentrer dans la communauté nationale la plupart de ses anciens électeurs. De cela le parti Communiste n'en veut pas, car, privé de son atout principal « la misère » il est appelé à disparaître.

— Le candidat du parti Socialiste ? Soutiendra-t-il le Général de Gaulle ? Sera-t-il contre ? Au sein du parti S. F. I. O. certains combattent de Gaulle et ont fait voter Non. D'autres le supportent et sont restés muets pendant la campagne du référendum. Le reste, une minorité, a fait modestement voter Oui mais, le programme du parti Socialiste n'a pas changé : toujours la lutte des classes, le sectarisme et l'étatisme. Comme si la Vᵉ République pouvait encore s'acommoder d'un tel programme.

— Le candidat M. R. P. ? Son parti a de grandes responsabilités dans la crise nationale que nous avons vécue. Le parti M. R. P. nous a bien déçus : constitué sous le signe de la fidélité au Général de Gaulle en 1945, n'était-il pas devenu le père et le principal support de l'ancien « système » ?

— Les autres ? Que sont-ils et que représentent-ils ?

Candidats de division, certains veulent faire une nouvelle révolution : il ne leur a pas plu qu'elle ait eu lieu pacifiquement le 13 mai. Ce sont des extrémistes, des ultras. D'autres sont plus gaullistes que de Gaulle et estiment pouvoir lui donner des leçons.

Electrices, Electeurs, vous n'avez le choix qu'entre les candidats des partis qui nous ont fait tant de mal et celui de l'U. N. R. présenté par les Associations gaullistes et soutenu par le Mouvement des Indépendants.

Nos objectifs

— Soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour ramener la paix dans notre Algérie française et favoriser le retour de nos chers soldats sur le sort desquels vous tremblez chaque jour.

— Bâtir l'Europe économiquement et socialement.

— Parfaire la Communauté française des territoires d'outre-mer.

— Diminuer le train de vie de l'Etat ; aboutir à un rendement meilleur des services administratifs ; payer mieux nos fonctionnaires mais en diminuer progressivement le nombre par une simplification des rouages.

— Réformer les conditions d'exploitation des services publics et des entreprises nationalisées. Les aligner sur les entreprises du secteur privé.

— Supprimer le dirigisme et la bureaucratie.

— Encourager l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie et l'artisanat.

— Instituer une fiscalité simple et saine. Supprimer la patente dans le cadre d'une réforme profonde du régime des finances locales.

— Réformer les méthodes de gestion de la sécurité sociale en vue de mettre fin au déficit actuel et en supprimer les abus sans en diminuer les avantages sociaux.

— Accélérer la politique hardie entreprise depuis trois mois dans la construction. Faire disparaître les îlots insalubres et les taudis encore trop nombreux dans nos villes.

— Aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain.

— Pour les anciens, les retraités et les vieillards, établir une retraite vitale qui ne soit pas une aumône. Développer les soins à domicile pour éviter au maximum l'hospitalisation.

— Pour la famille, revaloriser les allocations familiales pour permettre à la mère de famille de rester à son foyer. Assurer aux parents les moyens de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix, quelles que soient leurs ressources.

— Pour l'enseignement, pousser les constructions scolaires en fonction de l'accroissement de la natalité.

— Pour les salariés favoriser la promotion ouvrière dans le cadre de l'entreprise et de la profession ; dépolitiser les syndicats ; instituer l'assurance chômage conformément au désir du Général de Gaulle.

— Pour le Nord, défendre l'industrie régionale, le commerce, l'artisanat, l'agriculture, menacés par la libération des échanges. Le Nord travaille et paie 15 % des impôts de toute la France, il a droit à beaucoup d'égards.

Tous les Français veulent une période de calme dans l'Unité nationale enfin retrouvée autour du Général de Gaulle, dans un Monde où déjà la France a retrouvé grâce à lui, sa grandeur et son autorité.

Le 13 mai entre le peuple français et les partis, nous avons choisi le peuple et imposé l'arbitrage du Général de Gaulle.

M. Dhont et moi-même resterons toujours avec le peuple, car nous avons foi en sa sagesse comme il l'a prouvé au référendum.

Nous ne serons jamais les députés d'un clan. Nous resterons à la disposition de tous les électeurs, quels qu'ils soient et ferons passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers.

Vive le Nord !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Léon DELBECQUE

Directeur Commercial, 40 ans. — Représentant le général de Gaulle dans le Nord de 1947 à 1955
Ancien Conseiller Technique de la Défense Nationale
Capitaine de Réserve. — Ancien V.P. du C.S.P. Algérie 13 mai
Rappelé en Algérie en 1956 comme Officier de commandos
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Valeur Militaire. — 5 citations avec palme. — 2 fois blessé, 1944 et 1945
Officier du Mérite Sportif

Le 13 mai, il a canalisé la colère légitime de tout un peuple, sans qu'une goutte de sang ne soit versée ! Il a renversé le mauvais système et permis que la France reste la France.

Remplaçant éventuel :

René DHONT

Médaille des Mérites Volontaires
Adjoint au Maire de La Madeleine
Responsable de la Construction et des travaux

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes :
U. N. R. (Union pour la nouvelle République)
Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas

vous confirment la candidature de Léon DELBECQUE, candidat d'Union des Oui, soutenu par le Centre National des Indépendants et le désistement des Candidats nationaux et familiaux.

Electrices, Electeurs,

En m'accordant massivement votre confiance par 12.654 voix, vous m'avez placé en tête de tous les candidats, laissez-moi vous exprimer mes remerciements les plus sincères.

Cette confiance massive est en réalité, je n'en doute pas, adressée au Général de Gaulle que mes amis et moi-même n'avons cessé de servir, et que — pendant les années douloureuses — nous avons toujours, envers et contre tout, considéré comme étant le seul recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

Demain, tous les élus de l'Union pour la Nouvelle République seront, vous en avez la certitude, des hommes valables et désintéressés qui continueront à aider efficacement le Libérateur de la Patrie.

Votez renouveau. Votez Union.

Votre Oui du 28 septembre, qui prolongeait le sursaut national du 13 mai, prend ainsi depuis dimanche sa signification définitive : votre volonté farouche de ne pas voir la Vᵉ République retomber aux mains du mauvais « système » qui nous avait fait tant de mal.

Après les résultats du premier tour, la future Assemblée Nationale se dessine très favorablement.

En effet, il y aura au sein du Parlement un Centre gaulliste puissant et efficace. L'U. N. R. de par sa vocation d'Union et sa position d'arbitre permettra au Général de Gaulle de gouverner. Grâce à l'U. N. R., nous aurons ainsi évité une fois encore la guerre civile que les gaullistes à Alger avaient eu tant de difficultés à écarter au mois de mai.

Dimanche dernier, votre clairvoyance et votre bon sens ont heureusement triomphé des candidatures de dispersion, d'autant plus que nous étions d'accord sur l'essentiel avec tous les candidats nationaux.

Trop nombreux sont les électeurs qui ont hésité au premier tour et se sont abstenus. S'abstenir dimanche prochain c'est faillir au devoir.

Pas d'abstentions au second tour.

Je remercie les candidats dont le retrait ou le désistement vous permettra de réaliser, sur mon nom, l'Union dans notre circonscription.

Vous confirmerez surtout votre OUI du 28 septembre.

Pas d'hésitation.

M. Lussier, candidat de la collusion Socialo-Communiste représente les NON.

Vous voterez Delbecque qui représente les Oui.

Elu, je resterai avec M. Dhont, mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction. Ma ligne de conduite sera :

OUI, vous voterez la fidélité, la confiance, le renouveau, la justice sociale, familiale et scolaire. OUI vous voterez pour la Paix en Algérie française.

Dimanche prochain, tous ensemble vous contribuerez à donner au général de Gaulle sa majorité d'unité nationale en votant Léon Delbecque candidat d'Union présenté par l'U.N.R.

Vive le Nord !
Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Léon DELBECQUE

Directeur Commercial, 40 ans. — Représentant le général de Gaulle dans le Nord de 1947 à 1955
Ancien Conseiller Technique de la Défense Nationale
Capitaine de Réserve. — Ancien V.P. du C.S.P. Algérie 13 mai
Rappelé en Algérie en 1956 comme Officier de commandos
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Valeur Militaire. — 5 citations avec palme. — 2 fois blessé, 1944 et 1945
Officier du Mérite Sportif

Le 13 mai 1958 il a canalisé la colère légitime de tout un peuple, exigé le retour du Général de Gaulle, sans qu'une goutte de sang ne soit versée. Il a renversé le mauvais système et permis que la France reste la France.

Remplaçant éventuel :

René DHONT

Médaille des Mérites Volontaires
Adjoint au Maire de La Madeleine
Responsable de la Construction et des travaux

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Mlle Madeleine MARTINACHE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élue le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes :

**Républicains sociaux - Convention républicaine - Union pour le renouveau français
Union Ve République - Action ouvrière et professionnelle gauliste
et Soutien action gaulliste**

U. N. R. (Union pour la nouvelle République)

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque
vous présentent la candidature de Madeleine Martinache

Electrices, Electeurs,

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Bône, le 6 juin 1958
Charles de Gaulle

« OUI » le peuple de France a pris un bon départ. Derrière le général de Gaulle il s'est engagé sur le chemin du Renouveau national.

Le 28 septembre en votant massivement pour un changement complet des méthodes périmées de l'ancien système et pour le renouvellement total des hommes qui l'avaient mené au bord de l'abîme.

En votant OUI à la France, OUI à de Gaulle, vous avez également ratifié ce que la colère d'un peuple bafoué et la lassitude d'une armée avaient fait pour la Patrie le 13 mai.

Il reste maintenant à bâtir.

Si le référendum a défini les nouvelles institutions, les élections du 23 novembre vont maintenant les mettre en place. Ces deux votes sont inséparables. L'avenir du pays pour plusieurs générations est entre vos mains.

En effet, c'est de la désignation par l'électeur, de son représentant au Parlement que dépendront l'efficacité et la stabilité des institutions approuvées par 80 % du Peuple Français.

« La révolution de mai » contenait une promesse de renouveau et d'unité nationale. Il est essentiel aujourd'hui de ne pas la compromettre en confiant des responsabilités importantes à des hommes dont l'ambition serait de revenir aux errements du passé.

On imagine difficilement les mêmes députés et les mêmes partis faisant autre chose que ce qu'ils ont toujours fait.

Vous ne voudrez pas que cela recommence.

Aidez de Gaulle. Il a prouvé depuis son retour au pouvoir qu'il n'entendait pas agir en dictateur. Faites-lui confiance. Envoyez au Parlement des hommes valables, désintéressés, qui l'aideront et qui le soutiendront efficacement, des compagnons fidèles qui ne le trahiront pas et ne trahiront pas leurs électeurs.

Permettez lui de gouverner la V[e] République. Il demande que l'on renouvelle le personnel politique, faites-le, car la guerre civile que nous avons réussi à éviter serait alors certaine. Faites en sorte que grâce à vous, ce danger qui serait la mort de la France, soit à jamais écarté.

Ne reniez pas votre OUI ! Votez renouveau !

Entre « l'extrême droite » et la gauche de l'Assemblée il faut un puissant « centre » gaulliste.

Votez U.N.R. - Votez gaulliste.

Qui peut soutenir le Général de Gaulle au Parlement ?

— Le candidat Communiste ? Il lui a dit Non.

Avec de Gaulle la confiance étant revenue, la stabilité de la monnaie assurée, le salaire garanti, la France unie et respectée, on enlève au parti Communiste ses meilleurs atouts, on fait rentrer dans la communauté nationale la plupart de ses anciens électeurs. De cela le parti Communiste n'en veut pas, car, privé de son atout principal « la misère » il est appelé à disparaître.

— Le candidat du parti Socialiste ? Soutiendra-t-il le Général de Gaulle ? Sera-t-il contre lui ? Au sein du parti S. F. I. O. certains combattent de Gaulle. Une minorité seulement a fait modestement voter Oui mais, le programme du parti Socialiste n'a pas changé : toujours la lutte des classes, le sectarisme et l'étatisme. La V[e] République ne peut s'accomoder d'un tel programme vieux de plus de dix ans.

— Le candidat M. R. P. ? Son parti a de grandes responsabilités dans la crise nationale que nous avons vécue. Le parti M. R. P. nous a bien déçus : constitué sous le signe de la fidélité au Général de Gaulle en 1945, n'était-il pas devenu le père et le principal support de l'ancien « système » ?

— Les autres ? Que sont-ils et que représentent-ils ? Ils ne sont que des candidats de division. Ils camouflent sous des appellations trompeuses d'anciennes convictions qui n'ont rien à voir avec le soutien du général de Gaulle. Ils vous parleront d'Union et de renouveau : vous n'aurez à faire qu'à des candidatures personnelles sans efficience possible.

Electeurs, Electrices, vous n'avez le choix qu'entre les candidats des Partis qui ont ruiné la France, et celui de l'U.N.R. présenté par les Associations gaulistes, en accord avec le Mouvement des Indépendants et Paysans.

Notre passé vous est garant de l'action que nous sommes décidés à mener. Dès juin 1940 notre choix était fait : nous étions derrière celui qui devait par deux fois sauver la France de l'abîme où les politiciens l'avaient plongée.

Le calvaire que nous avons enduré dans les camps n'a rien enlevé de notre foi et de notre volonté d'œuvrer utilement pour notre pays dans la nouvelle assemblée.

L'U.N.R. qui est dirigée par Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Jacques Chaban-Delmas, Edmond Michelet, Michel Debré, ces hommes de fidélité et d'honneur dont le

général de Gaulle a dit dans sa conférence de presse « Ceux qui m'ont témoigné un amical dévouement pendant les vicissitudes ».

Nos objectifs

— Soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour ramener la paix dans notre Algérie française et favoriser le retour de nos chers soldats sur le sort desquels vous tremblez chaque jour.

— Bâtir l'Europe économiquement et socialement.

— Parfaire la Communauté française des territoires d'outre-mer.

— Equilibrer la balance commerciales de la Communauté par une mise en exploitation des ressources algériennes et sahariennes et des autres territoires, avec l'amélioration générale du niveau des populations.

— Diminuer le train de vie de l'Etat ; aboutir à un rendement meilleur des services administratifs ; payer mieux les fonctionnaires mais en diminuer progressivement le nombre par une simplification des rouages.

— Réformer les conditions d'exploitation des services publics et des entreprises nationalisées. Les aligner sur les entreprises du secteur privé.

— Supprimer le dirigisme et la bureaucratie.

— Encourager l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie et l'artisanat.

— Instituer une fiscalité simple et juste supprimant la patente dans le cadre d'une réforme profonde du régime des finances locales.

— Réformer les méthodes de gestion de la sécurité sociale en vue de mettre fin au déficit actuel et en supprimer les abus sans en diminuer les avantages sociaux.

— Accélérer la politique hardie entreprise depuis trois mois dans la construction. Faire disparaître les îlots insalubres et les taudis encore trop nombreux dans nos villes.

— Aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain. Favoriser l'accession des jeunes à la mise en valeur des richesses d'outre-mer

— Etablir pour les anciens, les retraités et les vieillards une retraite vitale qui ne soit pas une aumône. Développer les soins à domicile pour éviter au maximum l'hospitalisation.

— Revaloriser les allocations familiales pour permettre à la mère de famille de rester à son foyer. Assurer aux parents les moyens de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix, quelles que soient leur ressources.

— Pousser les constructions scolaires en fonction de l'accroissement de la natalité.

— Favoriser la promotion ouvrière dans le cadre de l'entreprise et de la profession ; dépolitiser des syndicats ; instituer l'assurance chômage conformément au désir du Général de Gaulle.

— Défendre l'industrie régionale, le commerce, l'artisanat, l'agriculture menacés par la libération des échanges. Le Nord travaille et paie 15 % des impôts de toute la France. Il a droit à beaucoup plus d'égard.

Tous les Français veulent une période calme, dans l'Unité Nationale enfin retrouvée autour du général de Gaulle et dans un monde où déjà la France a recouvrée grâce à lui, sa grandeur et son autorité.

Mon jeune ami René Faucompré et moi-même resteront toujours avec le Peuple dont nous sommes, car nous avons foi en sa sagesse, il l'a prouvé au référendum.

Nous ne serons jamais les députés d'un clan. Nous serons à la disposition de tous les électeurs, quels qu'ils soient et ferons passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers.

Vive le Nord !
Vive la Ve République !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !

Mlle MADELEINE MARTINACHE

Conseiller Municipal de Lille. — Lieutenant F.F.C. — Combattant Volontaire
Déportée de Ravensbruck
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme. — Médaille de la Résistance
Présidente des A.D.N. — Administrateur du Phare du Nord (pour aveugles)

RENÉ FAUCOMPRE

Dessinateur d'Etudes
Ancien Conseiller Municipal de Fâches-Thumesnil
Ancien Délégué Départemental de la Section Ouvrière (Métallurgie)

2e CIRCULAIRE

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes :
U. N. R. (Union pour la nouvelle République)

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque

vous confirment la candidature de Madeleine MARTINACHE, candidat d'Union soutenu par le Centre National des Indépendants et le désistement des candidats Nationaux et familiaux.

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Bône, le 6 juin 1958

Electrices, Electeurs,

Vous m'avez accordé massivement votre confiance par 8.319 voix, laissez-moi vous exprimer mes remerciements les plus sincères.

Cette confiance massive est en réalité, je n'en doute pas, adressée au Général de Gaulle que mes amis et moi-mêmen'avons cessé de servir, et que — pendant les années douloureuses — nous avons toujours, envers et contre tout, considéré comme étant le seul recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

L'Union pour la Nouvelle République rassemblera, vous en avez la certitude, des hommes valables et désintéressés qui continueront à aider efficacement le Libérateur de la Patrie.

Votez renouveau. Votez Union.

Votre Oui du 28 septembre, qui prolongeait le sursaut national du 13 mai, prend ainsi depuis dimanche sa signification définitive : votre volonté farouche de ne pas voir la Ve République retomber aux mains du mauvais « système » qui nous avait fait tant de mal.

Après les résultats du premier tour, la future Assemblée Nationale se dessine très favorablement.

En effet, il y aura au sein du Parlement un Centre gaulliste puissant et efficace. L'U. N. R. de par sa vocation d'Union et sa position d'arbitre permettra au Général de Gaulle de gouverner. Grâce à l'U. N. R., nous aurons ainsi évité une fois encore la guerre civile que les gaullistes à Alger avaient eu tant de difficultés à écarter au mois de mai.

Dimanche dernier, votre clairvoyance et votre bon sens ont heureusement triomphé des candidatures de dispersion, d'autant plus que nous étions d'accord sur l'essentiel avec tous les candidats nationaux.

Trop nombreux sont les électeurs qui ont hésité au premier tour et se sont abstenus. S'abstenir dimanche prochain c'est faillir au devoir.

Pas d'abstentions au second tour.

Je remercie les candidats dant le retrait ou le désistement vous permettra de réaliser, sur mon nom, l'Union dans notre circonscription.

Elu, je resterai avec M. Faucompré, mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction. Ma ligne de conduite sera :

— Soutien total à de Gaulle, Arbitre de la Nation.

— Liaison permanente avec l'Electeur, comme je l'ai assurée soit comme adjoint au Maire de Lille ou Conseiller Municipal.

OUI, vous voterez Union !

OUI, vous voterez, la fidélité, la confiance, le renouveau, la justice sociale, familiale et scolaire.

Dimanche prochain. Tous ensemble, vous contribuerez à donner au général de Gaulle sa majorité d'Unité nationale en votant Madeleine Martinache, candidat d'Union présenté par l'U.N.R.

Vive le Nord !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la V[e] République !
Vive la France !

M[lle] MADELEINE MARTINACHE

Conseiller Municipal de Lille. — Lieutenant F.F.C. — Combattant Volontaire
Déportée de Ravensbruck
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme. — Médaille de la Résistance
Présidente des A.D.N. — Administrateur du Phare du Nord (pour aveugles)

RENÉ FAUCOMPRE

Dessinateur d'Etudes
Ancien Conseiller Municipal de Fâches-Thumesnil
Ancien Délégué Départemental de la Section Ouvrière (Métallurgie)

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges BRICE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1[re] CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electrices, Electeurs,

« OUI » le peuple de France a pris un bon départ. Derrière le général de Gaulle il s'est engagé sur le chemin du Renouveau national.

Il l'a prouvé le 28 septembre en votant massivement pour un changement complet des méthodes périmées de l'ancien système et pour le renouvellement total des hommes qui avaient mené la France au bord de l'abîme.

En votant OUI à la France, OUI à de Gaulle, vous avez également ratifié ce que

la colère d'un peuple bafoué et la lassitude d'une armée avaient fait pour la Patrie le 13 mai.

Il reste maintenant à bâtir.

Si le référendum a défini les nouvelles institutions, les élections du 23 novembre vont maintenant les mettre en place. Ces deux votes sont inséparables. L'avenir du pays pour plusieurs générations est entre vos mains.

En effet, c'est de la désignation par l'électeur, de son représentant au Parlement que dépendront l'efficacité et la stabilité des institutions approuvées par 80 % du Peuple Français.

« La révolution de mai » contenait une promesse de renouveau et d'unité nationale. Il est essentiel aujourd'hui de ne pas la compromettre en confiant des responsabilités importantes à des hommes dont l'ambition serait de revenir aux errements du passé.

On imagine difficilement les mêmes députés et les mêmes partis faisant autre chose que ce qu'ils ont toujours fait.

Vous ne voudrez pas que cela recommence.

Aidez de Gaulle. Il a prouvé depuis son retour au pouvoir qu'il n'entendait pas agir en dictateur. Faite-lui confiance. Envoyez au Parlement des hommes valables, désintéressés, qui l'aideront et qui le soutiendront efficacement, des compagnons fidèles qui ne le trahiront pas et ne trahiront pas leurs électeurs.

Permettez lui de gouverner la Ve République. Il demande que l'on renouvelle le personnel politique, faites-le, car la guerre civile que nous avons réussi à éviter serait alors certaine. Faites en sorte que grâce à vous, ce danger qui serait la mort de la France, soit à jamais écarté.

Ne reniez pas votre OUI.

Entre la « Droite » et la « Gauche », dans cette Assemblée nouvelle, il faut un « Centre » gaulliste.

Votez U. N. R. Votez Gaulliste.

Qui peut soutenir le Général de Gaulle au Parlement ?

— Le candidat Communiste ? Il a dit Non.

Avec de Gaulle la confiance étant revenue, la stabilité de la monnaie assurée, le salaire garanti, la France unie et respectée, on enlève au Parti Communiste ses meilleurs atouts, on fait rentrer dans la communauté nationale la plupart de ses anciens électeurs. De cela le Parti Communiste ne veut pas, car, privé de son atout principal « la misère » il est appelé à disparaître.

— Le candidat du Parti Socialiste ? Soutiendra-t-il le Général de Gaulle ? Sera-t-il contre ? Au sein du Parti S. F. I. O. certains combattent de Gaulle.

D'autres le supportent et sont restés muets pendant la campagne du référendum ; une minorité a fait modestement voter Oui. Mais M. Arthur Notebaert a fait voter Non au référendum. Il dira donc Non au Général de Gaulle. Le programme du Parti Socialiste n'a pas changé : toujours la lutte des classes, le sectarisme et l'étatisme, comme si la Ve République pouvait encore s'accomoder d'un tel programme vieux de plus de cinquante ans.

— Le candidat M. R. P. ? son parti a de grandes responsabilités dans la crise nationale que nous avons vécue. Le Parti M. R. P. nous a bien déçus : constitué sous le signe de la fidélité au Général de Gaulle en 1945, n'était-il pas devenu le père et le principal support de l'ancien « système » ?

— Les autres ? Que sont-ils et que représentent-ils ?

Candidats de division, les uns veulent faire une nouvelle révolution. Ils ont oublié que la véritable révolution nationale avait eu lieu pacifiquement le 13 mai. Certains camouflent sous des appellations d'Union d'anciennes convictions poujadistes qui n'ont rien à voir avec le soutien du Général de Gaulle. D'autres sont plus gaullistes que de Gaulle : ce sont les « ultras ».

Electrices, Electeurs, vous n'avez le choix qu'entre les candidats des partis et celui de l'U. N. R. présenté par les Associations gaullistes, en accord avec le Mouvement des Indépendants et Paysans.

L'U. N. R., qui est dirigée par Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Jacques Chaban-Delmas, Edmond Michelet, Michel Debré, ces hommes de fidélité et d'honneur dont le

Général a dit dans sa conférence de presse : « Ceux qui m'ont témoigné un amical dévouement pendant les vicissitudes ».

Nos objectifs

— Soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour ramener la paix dans notre Algérie française et favoriser le retour de nos chers soldats sur le sort desquels vous tremblez chaque jour.

— Bâtir l'Europe économiquement et socialement.

— Diminuer le train de vie de l'Etat ; aboutir à un rendement meilleur des services administratifs ; payer mieux les fonctionnaires mais en diminuer progressivement le nombre par une simplification des rouages.

— Combattre le dirigisme et la bureaucratie.

— Encourager l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie et l'artisanat.

Instituer une fiscalité simple et juste. Supprimer la patente dans le cadre d'une réforme profonde du régime des finances locales.

— Réformer les méthodes de gestion de la sécurité sociale en vue de mettre fin au déficit actuel et en supprimer les abus sans en diminuer les avantages sociaux.

— Accélérer la politique hardie entreprise depuis trois mois dans la construction.

— Aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain. Favoriser l'accession des jeunes à la mise en valeur des richesses d'outre-mer.

— Revaloriser les allocations familiales pour permettre à la mère de famille de rester à son foyer. Défendre la liberté sous toutes ses formes, dans le respect des traditions. Pousser les constructions scolaires en fonction de l'accroissement de la natalité.

— Favoriser la promotion ouvrière dans le cadre de l'entreprise. Dépolitiser les syndicats, instituer l'assurance chômage conformément au désir du Général de Gaulle.

— Défendre l'industrie régionale, le commerce, l'artisanat, l'agriculture, menacés par la libération des échanges. Le Nord travaille et paie 15 % des impôts de toute la France, il a droit à beaucoup plus d'égards.

Tous les Français veulent une période de calme dans l'Unité nationale enfin retrouvée autour du Général de Gaulle, dans un Monde où déjà la France a retrouvé grâce à lui, sa grandeur et son autorité.

Mon ami Robert Delanoeye et moi-même resterons toujours avec le peuple, car nous avons foi en sa sagesse, il l'a prouvée au référendum.

Nous ne serons jamais les députés d'un clan. Nous serons à la disposition de tous les électeurs, quels qu'ils soient et ferons passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers.

Tous deux nous vous donnons rendez-vous le 23 novembre et d'ici-là nous vous invitons à méditer cette parole du Général de Gaulle, dite le 6 juin 1958 : « Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire, et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Vive la V[e] République !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !

Georges BRICE

Né à Lomme. — 32 ans. — Demeurant Route d'Estaires à La Bassée
Professeur de Cours Complémentaire. — Marié, 2 enfants
Membre du Mouvement de Résistance « Voix du Nord ». — Matricule 150.048
Médaille Commérative 1939-1945

Remplaçant :

Robert DELANOEYE

Né le 30 juin 1913 à Bertincourt (P.-de-C.). — Demeurant 4, Place des Acacias à Haubourdin
Comptable. — Marié 4 Enfants
Anciens Combattants 1939-1945. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre. — Médaille des Evadés
Conseiller Municipal d'Haubourdin

2e CIRCULAIRE

U. N. R.

Electrices, Electeurs de la 5e Circonscription,

En m'accordant votre confiance par 13.144 voix, vous m'avez placé en tête des candidats qui ont voté Oui au référendum ; laissez-moi vous exprimer mes sincères remerciements.

Mon remplaçant et moi-même remercions également Messieurs les Maires qui ont bien voulu nous soutenir dans la présentation de cette candidature, et remercions aussi tous ceux qui ont participé, d'une façon ou d'une autre, à sa propagande.

La confiance massive obtenue, est en réalité, nous n'en doutons pas, adressée au Général de Gaulle, que mes amis et moi-même n'avons jamais cessé de servir, et que, pendant les années douloureuses, nous avons toujours considéré comme étant le seul recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

Pour que le succès final soit complet, et il est à la portée de la main, nous demandons à tous de renouveler le 30, leur geste du 23, comme nous demandons à tous ceux qui ne l'ont pas fait, quels qu'ils soient, mais qui veulent voir se réaliser les promesses de leur Oui, de se rallier à notre candidature, la seule sur le chemin du renouveau souhaité par le pays.

D'autre part, de trop nombreux électeurs ont hésité au premier tour, et se sont abstenus.

S'abstenir, dimanche prochain, c'est faillir au Devoir.

Pas d'abstentions au second tour.

Nous remercions également les candidats dont le retrait ou le désistement permettra de réaliser sur nos noms l'union dans notre circonscription.

Elu, je resterai, avec mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens, sans distinction aucune.

Ma ligne de conduite sera :

Soutien total au général de Gaulle ;

Liaison permanente avec l'Electeur.

OUI vous voterez : Union.

OUI vous voterez : fidélité, confiance, renouveau, justice sociale, familiale et scolaire, contre ceux qui ont dit NON.

Pour de Gaulle,

Pour la France,

Dimanche prochain, tous ensemble, vous contribuerez à donner au général de Gaulle sa majorité d'Unité Nationale en votant et faisant voter Union pour la Nouvelle République.

Un seul bulletin : BRICE.

Arthur Notebart a dit Non au Référendum

Arthur Notebart a dit Non à la Ve République

Vous direz Non à Arthur Notebart.

GEORGES BRICE

Remplaçant éventuel :

ROBERT DELANOEYE

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Eugène Van der MEERSCH
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Bône, le 6 juin 1958

Le triomphal succès du référendum doit être consolidé. En votant « Oui » le 28 septembre dernier, dans la proportion de 80 %, vous avez marqué votre volonté d'un renouveau national.

Le général de Gaulle est au pouvoir depuis le 25 mai, grâce à la pression populaire et, à la lutte que nous, ses compagnons de la première heure, menons depuis 12 années. Il a bien la situation en main, parce qu'il n'est pas contrecarré par un Parlement divisé. Il faut donc que les élections du 23 novembre lui permettent de jouer son rôle d'arbitre, de refaire l'union des Français pour une France forte, face aux visées des puissances militaristes.

Notre candidature, que nous plaçons depuis 12 années sous l'égide du général de Gaulle bénéficie de l'appui effectif de ses Ministres : MM. Jacques Soustelle, Michel Debré et Edmond Michelet, notre camarade. Elle n'a d'autre but que de défendre au Parlement dans le cadre des institutions nouvelles, les objectifs essentiels du 13 mai sur l'Algérie — province française — et la rénovation de la République, suivant les désirs du général de Gaulle.

Les chefs des partis du Gouvernement, le 13 mai, ont lutté contre l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et ne se sont convertis à sa cause que le 25 mai, contraints et forcés par notre combat et la volonté ardente du peuple de France.

Avec de Gaulle, arbitre, par l'U.N.R. nous assurons au Parlement l'équilibre entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

Il nous faut être vigilants et il est temps de dissiper toute équivoque et de neutraliser toute duplicité.

Un exemple parmi tant d'autres :

— Certains parlementaires S.F.I.O. ont fait voter NON parce que farouchement hostiles à de Gaulle. Ils n'en ont pas moins reçu l'investiture de leur parti et bénéficieront de l'appui inconditonnel des voix communistes pour assurer une réélection des plus aléatoires.

Souvenez-vous aussi de l'escroquerie des apparentements dirigée uniquement contre le général de Gaulle.

En votant pour Eugène van der Meersch qui depuis dix années assume un travail vigilant et considérable au Conseil général du Nord vous aurez la certitude de ne pas être trompés.

Pour une paix réelle, pour une l'union de tous les Français nationaux, faites en votant un acte de salubrité publique.

L'Union sur Eugène van der Meersch.

POUR :

Des finances saines, par un bouleversement des bases de la fiscalité actuelle — qui permettront :

— des allégements d'impôts pour les petits salariés, petites et moyennes entreprises et exploitations familiales agricoles,
— des dépenses rationnelles et rentables, en limitant les centimes additionnels,
— la défense des intérêts du Nord en vue de la modernisation de la structure générale du Département,
— d'affronter la concurrence du Marché commun, en évitant le chômage et l'étouffement de notre petit commerce et de l'agriculture,
— des conditions de vie meilleures et stables de nos populations du Nord si éprouvées par les deux dernières guerres,
— la refonte du régime général des Retraites, assurant ainsi aux vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, le minimum vital en tenant compte des indexations,
— un régime spécial pour les mineurs, les protégeant contre la silicose, la tuberculose et les dangers d'ensevelissement,
— de satisfaire les légitimes revendications des anciens combattants, prisonniers de guerre, résistants et déportés, et protéger leurs veuves et orphelins,
— de donner aux fonctionnaires, victimes des incohérences fiscales parlementaires, des traitements décents et aux salariés, des salaires en harmonie avec le coût de la vie — suppression des abattements de zone — création d'un fonds de chômage,
— d'accélérer l'équipement de nos campagnes et le développement de l'outillage rural,
— d'encourager l'initiative individuelle et la libre entreprise,
— de promouvoir une politique hardie de construction,
— de parfaire rapidement l'équipement scolaire et universitaire,
— d'aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et certain,
— d'assurer aux vieux travailleurs une concentration de leurs moyens de défense, en créant un Haut Commissariat à la Vieillesse, rattaché à la Présidence du Conseil.

VOUS VOUDREZ :

— La défense de la liberté sous toutes ses formes,
— Le respect de nos traditions et des principes qui firent dans le passé le bonheur de la France, par la protection de la famille,
— La paix en Algérie et le retour rapide de nos soldats.

VOUS MÉRITEZ :

— De vivre en paix et de voir écarter de nous toutes menaces de guerre, civiles ou étrangères.

Les modérés, dans un but d'union, ne nous ont pas opposé de candidat.
La lutte, dans la 6e circonscription est engagée en fin de compte entre les candidats : Communistes, S. F. I. O. et nous mêmes.
Vous montrerez votre volonté de rester des Français libres, avec le Général de Gaulle, en votant, en raz-de-marée, comme au référendum.
Votez utile. Votez union, pour Eugène van der Meersch.

Vive le Nord !
Vive la République !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !

EUGÈNE VAN DER MEERSCH
Né à Croix (Nord)
Conseiller Général du Nord, ancien Vice-Président. — Conseiller Technique
Ancien Combattant. — Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Rosette de la Résistance
Croix de Guerre française et belge. — Citation à l'Ordre de l'Armée 2 blessures
Médaille des Prisonniers Civils et Déportés. — Médaille de la France libre
Président National des Combattants Volontaires de la Résistance, Hôtel des Invalides, Paris
Chevalier du Mérite Agricole
Marié, 4 enfants

Remplaçant éventuel :

ARMAND MAILLE
Commerçant à Annœullin
Membre de la Commission du Syndicat des Commerçants non sédentaires.
Administrateur de l'Hospice d'Annœullin
Médaille Militaire. — Croix de Guerre, 3 citations. — Médaille de Verdun

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Les Associations nationales et Mouvements gaullistes, le Centre national des Indépendants et le désistement des candidats nationaux et familiaux, vous confirment la candidature de Eugène van der Meersch, candidat d'union.
Pas d'abstentions.

Electrices, Electeurs,

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Bône, le 6 juin 1958

En m'accordant massivement votre confiance par 14.612 voix, vous m'avez placé en position de vaincre ; laissez-moi vous exprimer mes remerciements les plus sincères.
Cette confiance massive est en réalité, je n'en doute pas, adressée au Général de Gaulle que mes amis et moi-même n'avons jamais cessé de servir, et que — pendant les années douloureuses — nous avons toujours, envers et contre tout, considéré comme étant le seul recours de la France.
Les événements nous ont donné raison.
Votre Oui du 28 septembre qui prolongeait le sursaut national du 13 mai, prend ainsi depuis dimanche sa signification définitive : une volonté farouche de ne pas voir paralyser et noyauter la Ve République comme le fut la précédente.
Cette confiance massive est aussi allée aux hommes de la fidélité au Général de Gaulle : Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque et moi-même.
Demain, avec eux, tous les élus de l'Union pour la Nouvelle République seront, vous en avez la certitude, les hommes valables et désintéressés qui continueront à travailler efficacement pour le Libérateur de la Patrie. L'Assemblée Nationale se dessine heureusement désormais, grâce aux résultats du premier tour. Un puissant centre gaul-

liste avec une vocation d'Union et d'arbitrage est absolument nécessaire, car la nouvelle Chambre eût été ingouvernable et nous n'aurions pu éviter la guerre civile que les gaullistes d'Alger ont eu tant de mal à écarter.

Pas d'abstentions au second tour.

Votre clairvoyance et votre bon sens ont heureusement triomphé dimanche dernier des candidatures de dispersion, d'autant plus que nous étions d'accord avec elles sur l'essentiel.

Je remercie sincèrement le candidat dont le retrait vous permettra de réaliser fraternellement, sur mon nom, l'union souhaitée dans notre circonscription.

Elu, j'organiserai avec mon remplaçant éventuel une liaison permanente avec l'électeur ; je resterai à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction d'opinions.

Oui vous voterez union.

Oui vous voterez la fidélité, la confiance, le renouveau, la justice sociale, fiscale, familiale et la paix réelle en Algérie française.

Dimanche prochain, tous ensemble, vous contribuerez à donner au Général de Gaulle sa majorité d'union nationale en votant Eugène van der Meersch, candidat d'Union présenté par l'U. N. R.

EUGÈNE VAN DER MEERSCH

Né à Croix (Nord)
Conseiller Général du Nord, ancien Vice-Président. — Conseiller Technique
Ancien Combattant. — Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Rosette de la Résistance
Croix de Guerre française et belge. — Citation à l'Ordre de l'Armée 2 blessures
Médaille des Prisonniers Civils et Déportés. — Médaille de la France libre
Président National des Combattants Volontaires de la Résistance, Hôtel des Invalides, Paris
Chevalier du Mérite Agricole
Marié, 4 enfants

Remplaçant éventuel :

ARMAND MAILLE

Commerçant à Annœullin
Membre de la Commission du Syndicat des Commerçants non sédentaires.
Administrateur de l'Hospice d'Annœullin
Médaille Militaire. — Croix de Guerre, 3 citations. — Médaille de Verdun

---

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph FRYS
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Comité de soutien de Roubaix et de ses cantons

Françaises et Français de la 7e Circonscription de Roubaix-Est, Canton de Lannoy-Wattrelos-Est,

Voici qu'approche un grave moment. Celui ou nous allons bâtir après avoir failli rouler dans l'abîme de la gurre civile. Tout le monde sent que le redressement dépend de la manière dont nous soutiendrons avec fidélité l'action de Charles de Gaulle qui nous le savons tient ce qu'il promet.

Il était inutile d'apporter notre Oui à une bonne Constitution, si nous disons Non

le 23 novembre en accordant nos suffrages aux hommes des partis : ces partisans du bout de chemin avec de Gaulle. Nous craignons tous que les hommes des partis, dont nous reconnaissons que quelques-uns sont capables, nous fassent entrer dans l'avenir à... reculons.

Beaucoup ressemblent à ces émigrés qui revenus en France après la Révolution n'avaient rien compris et rien appris.

Le comité de soutien de Roubaix et de ses cantons demande de voter pour des hommes libres, fidèles.

Joseph Frys a été des premiers compagnons de Charles de Gaulle dès 1940, de ceux-là qui vous ont ramené l'espoir alors que tout pouvait paraître perdu.

Les associations d'anciens combattants France-Libre, France Combattante, Anciens d'Indochine, Anciens de la Division Leclerc, Anciens des Forces Françaises Libres, Anciens de Bir-Hakeim et Anciens d'Afrique du Nord ont pensé qu'elles n'avaient pas le droit de garder le silence quand nous sentons tous que la paix et l'avenir de la Nation vont dépendre, pour longtemps, des hommes qui soutiendront l'action de Charles de Gaulle pour que ça change.

La nouvelle constitution — remplaçant celle que les partis avaient bâti à leur échelle contre de Gaulle — donne les moyens de réaliser les grandes réformes nationales qui s'imposent.

— La réforme administrative qui doit permettre non seulement d'améliorer les services publics mais aussi de les rendre moins coûteux.

— La réforme fiscale par la simplification et le moins grand nombre d'impôts souvent établis sur des bases périmées et injustes.

— La réforme de l'enseignement qui n'est plus adapté aux nouvelles nécessités.

A ce propos ne faudrait-il pas aussi — à l'exemple de nos amis Belges — essayer de résoudre une fois pour toutes l'irritant problème des écoles ? Pour ma part je me rallierai soit à l'allocation-éducation que chaque famille allouerait aux éducateurs de son choix, soit à toute autre solution capable de régler le problème.

— La réforme de l'entreprise dans le sens de la libre association de ceux qui y participent.

Oui nous partons vers une période nouvelle. Cette période, nous l'accompagnons de toute notre foi et de toute notre espérance. La France est faite pour vivre, pour s'élever, pour rayonner.

Ah ! Qui donc voudrait s'abstenir !..

***

PERMETTEZ-MOI DE ME PRÉSENTER A VOUS.

J'ai 50 ans, quatre enfants. Mobilisé en 1939, fait prisonnier, je me suis évadé. En juillet 1940, j'ai pu me procurer un bateau de pêche à Paimpol en Bretagne d'où je suis parti et ai pu atteindre l'Angleterre avec les jeunes gens que j'avais emmenés.

Engagé dans les Forces Françaises Libres, j'ai eu l'immense bonheur d'être commandé par le Général de Gaulle. J'ai servi sous les ordres du Général Leclerc du Tchad à la libération de l'Afrique du Nord. Versé à la première Division des Forces Françaises Libres, j'ai participé au débarquement avec cette unité et poursuivi les Allemands jusqu'au Rhin.

Démobilisé, j'ai repris la vie de famille dans mon foyer. Ma profession est la recherche scientifique. Ma spécialité : l'exploration pacifique des radiations et de l'énergie nucléaire dans le but d'obtenir de nouvelles espèces végétales plus résistantes aux maladies et à plus grand rendement.

J'ai la conviction que les applications des progrès scientifiques des multiples branches de la recherche mettront dans un avenir proche, entre nos mains, des possibilités d'implanter des industries nouvelles chez nous. Le chômage peut être évité, les jeunes trouver leurs places, à la condition, bien entendu de s'en occuper et de cesser

de nous déchirer les uns les autres pour aller à une vie meilleure, ensemble dans la fraternité et la liberté.

Sans tomber dans le culte de la personne du Général de Gaulle, j'estime que sa vie, son action depuis plus de vingt ans sont un modèle de patriotisme et de clairvoyance. Le passé est garant de l'avenir.

A la Chambre, si votre confiance m'y envoie, je me comporterai en homme libre de toute entrave partisane. J'y défendrai les intérêts de notre Nord et de nos villes trop souvent traitées en parents pauvres. J'agirai avec sérieux, avec foi pour tenter de ne pas décevoir les 85 % de Français qui ont voté Oui pour le renouveau national et social.

JOSEPH FRYS

Déclaration du Docteur Jean Leplat de Wattrelos, suppléant.

Beaucoup de mes compagnons et amis de cette circonscription qui avaient sollicité ma candidature, ont compris que pour des raisons professionnelles, je ne pouvais m'engager dans une tâche nouvelle.

Personnellement je ne souhaite que poursuivre mon action municipale, en une collaboration fructueuse.

Entré dans cette lutte politique, pour le meilleur, en 1947, sous l'emblème de de Gaulle avec ces mêmes compagnons, il me semblait impensable qu'à celui à qui j'avais toujours gardé confiance, (car il ne m'avait jamais trompé), je n'exprime pas aujourd'hui ma reconnaissance par un geste.

C'est ce que j'ai fait, et si j'ai choisi d'être suppléant de J. Frys, c'est parce que lui aussi est resté fidèle depuis 1940, parce qu'il a cru, malgré les adversités, en celui qui l'avait commandé, parce qu'il a un esprit clair, doublé d'un jugement sain et d'une énergie capable de lutte. Parce qu'enfin sur les problèmes qui nous préoccupent tous, il a des vues justes et une conception socialement humaine.

En hommage à celui qui a arrêté la France au bord de l'abîme, en remerciements à tous mes compagnons, pour l'estime qu'ils m'ont toujours témoignée, j'ai accepté de suppléer et de soutenir J. Frys.

JEAN LEPLAT

2e CIRCULAIRE

Comité de soutien de Roubaix et de ses cantons

Françaises et Français des Cantons de Roubais-Est, Lannoy, Wattrelos-Est et des communes de Anstaing, Ascq, Annapes, Baisieux, Forest, Gruson, Hem, Leers, Sailly, Touflers, Tressin et Willems.

Au premier tour, chacun a usé de la liberté de faire valoir ses idées attachées à une formation particulière comme nous en avons tous le droit.

A présent, il s'agit de nous tirer d'affaire, pour bâtir le renouveau autrement que sur la base de la lutte des classes ou des querelles des Partis, mais bien sur la Liberté, la dignité et la sécurité de toutes les catégories de Françaises et de Français.

Nous avons autre chose à faire qu'à nous déchirer les uns les autres ; il nous faut suivre la Nation qui a répondu OUI au référendum.

Joseph Frys, compagnon fidèle de Charles de Gaulle dans la guerre comme dans la paix depuis 1940, directeur d'un centre de recherche scientifique, placé, dès le premier tour, en tête des candidats non marxistes pour faire respecter votre OUI dans le cadre des libertés et de la variété des opinions, vous demande de lui accorder votre confiance avec vos suffrages.

Joseph Frys n'appartient à aucune catégorie particulière mais appartient à tous et est au service de toutes et de tous.

Chacun sait que les intérêts légitimes et considérables de nos villes et de nos communes devront être défendus au sein d'une France jeune et rénovée.

Chacun sent que les grandes réformes nationales se feront au service de l'intérêt de tous à la condition que le général de Gaulle soit l'arbitre reconnu.

Chacun sent aussi qu'il est indispensable que le général de Gaulle s'appuie à la Chambre des députés sur un groupe d'élus du peuple fidèles à son action, libres de la discipline de parti.

Allons !... Tous ensemble... rassemblons nos OUI pour soutenir l'Action de Charles de Gaulle afin que la France devienne un chantier de progrès, et pour assurer l'avenir de nos enfants !

OUI ! Nous partons vers une période nouvelle. Cette période, nous l'accompagnons de toute notre foi et de toute notre espérance.

Ah !... Qui donc voudrait s'abstenir !...

Déclaration du Docteur Jean Leplat de Wattrelos, suppléant.

Confirmant sa volonté de « Renouveau », la France a donné le coup de barre nécessaire et définitivement pris position.

Ceux qui avaient dit NON sont battus à nouveau.

Ceux qui avaient dit OUI nous ont placés au premier rang des « non marxistes » dès le premier tour de scrutin.

La situation est claire.

Il faut que votre député soit votre porte-parole pour prendre les décisions qui découlent de la nouvelle Constitution : Joseph Frys est cet homme parce qu'il a un jugement sain, capable de discernement et de lutte.

Soyez assurés que tant de réformes promises, annoncées en même temps que sapées depuis douze ans, cette fois aboutiront.

Ces réformes, de Gaulle les fera parce qu'il les a promises, et qu'il a toujours tenu ce qu'il avait promis.

Joseph Frys est l'homme nouveau dont nous avons besoin : il travaillera pour vous et vos enfants en soutenant Charles de Gaulle.

Je vous demande de bloquer tous vos suffrages sur nos noms.

Docteur JEAN LEPLAT

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André DILIGENT
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)

élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Vous avez à choisir entre 6 candidats : c'est beaucoup trop !
En effet les chiffres parlent, on ne les discute pas.
Ils vous désignent André Diligent.

POURQUOI ?

Parce que engagé en décembre 1957, dans les élections cantonales partielles du Canton Ouest, il obtint 17 % des suffrages exprimés au premier tour, 37 % au deuxiè-

me, et que 4 mois plus tard, lors du renouvellement général d'avril 1958, le chiffre de ses voix passait, au premier tour, à 21 %, pour dépasser 48 % au deuxième.

Ainsi, en 4 mois, par une progression unique, il s'imposait dans ce canton populaire et il a fallu l'arbitrage communiste pour que cette circonscription n'ait pas, au Conseil Général, l'élu qu'elle attendait.

Comment expliquer une telle progression ?

Parce que lors de cette même campagne, en avril dernier, avant les évènements qui amenèrent au pouvoir le général de Gaulle, André Diligent écrivait textuellement à ses électeurs :

« Devant tout ce tapage électoral, vous haussez les épaules ! Devant cette agitation, ces proclamations fracassantes, ce concours de promesses, vous avez l'impression d'assister aux jeux stériles d'une époque dépassée. Enfin, le spectacle d'un régime instable et faible achève de vous édifier. Vous avez envie de vous écrier « Soyez sérieux : nous en avons assez de cette politique ! ». Eh bien oui, vous n'avez pas tort... Les jeunes imposeront un régime plus stable, plus sérieux, plus fort, plus social. »

Parce que cet état d'esprit et ce langage préfiguraient la nécessaire réforme de l'Etat. En votant massivement Oui lors du référendum vous avez approuvé cette réforme pour laquelle André Diligent, avec d'autres, s'est dépensé sans compter.

Parce qu'il représente le type même de l'homme jeune, de l'homme neuf, de l'homme d'action que vous avez réclamé le 28 septembre en votant pour le renouveau.

Ainsi la voie du renouveau est ouverte...

— A condition que soit écarté l'esprit de division et par conséquent les candidatures de division.

— A condition d'envoyer au Parlement des élus décidés à garantir la stabilité et non des démolisseurs comme il s'en est trouvé trop pour transformer pendant douze ans l'Assemblée Nationale en jeu de massacre.

— A condition d'élire des hommes qui soutiendront la politique de paix et de courage, fondée sur le respect de la personne humaine que veut réaliser en Algérie le Général de Gaulle.

— A condition de défendre la grande œuvre de réconciliation européenne, qu'entend poursuivre le Chef du Gouvernement.

— A condition de mener une politique économique et sociale qui ne compromette pas tout cet effort de rénovation.

Tout en effet serait à refaire si la crise économique n'était pas résorbée et si le progrès social subissait un coup d'arrêt brutal.

Avec Paul Bacon, dont le Général de Gaulle a voulu faire son Ministre du Travail, il faudra obtenir les mesures urgentes qui s'imposent :

Sur le plan social : Lutte contre le chômage, salaire garanti, relèvement et indexation des allocations familiales, augmentation de la retraite des vieux, logements pour tous et disparition des taudis.

Sur le plan économique : Préparation de notre industrie aux tâches du Marché commun, assouplissement du crédit à la production et à la consommation, simplification de la fiscalité et meilleure répartition des charges.

Il faut penser à l'avenir des jeunes par une réforme de l'enseignement qui donne à l'économie les spécialistes dont elle a besoin, des chances égales à tous (congés culturels, allocations d'études pour les étudiants) et qui garantisse à toutes les familles y compris les plus pauvres la liberté du choix de l'école.

L'avenir de la circonscription sera en bonnes mains

— Les électeurs de Roubaix-Nord le savent car Jules Duquesne qui fut leur élu si efficace en témoigne en ces termes : « Je vous demande de reporter sur mon ami André Diligent la confiance que vous m'avez toujours accordée. Je suis convaincu

qu'il sera un ardent défenseur de vos intérêts légitimes, de la justice et du progrès social ».

— Les électeurs de Wattrelos le savent car le choix comme suppléant de Georges Nottebaert leur populaire adjoint au maire est pour eux la meilleure des références.

— Les électeurs de Roubaix-Ouest, Croix et Wasquehal le savent et l'ont prouvé en faisant passer en quatre mois le nombre de voix d'André Diligent de 3.000 à 9.000.

Vous ne gaspillerez pas votre Oui. Avec le M. R. P. vous avez répondu Oui à la France, Oui à la République.

Avec le M. R. P. vous confirmerez en votant pour André Diligent votre volonté de soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour une République plus pure dans une France plus forte.

ANDRÉ DILIGENT
Avocat. — Conseiller Municipal de Roubaix

Remplaçant éventuel :

GEORGES NOTTEBAERT
Employé. — Adjoint au Maire de Wattrelos

2e CIRCULAIRE

Mouvement Républicain Populaire

Electeurs, Electrices,

L'Union des Oui est réalisée.

Vous voterez dimanche André Diligent.

Pour faciliter cette union de tous ceux qui ont voulu le redressement du pays, le « Comité de Soutien » et les « Indépendants » ont décidé de retirer leurs candidats Edouard Pick et Joseph Augem.

Ainsi se retrouveront ensemble dimanche prochain la grande majorité de ceux qui ont répondu Oui le 28 septembre au Général de Gaulle.

Les chiffres du premier tour ont commandé ce rassemblement des Oui au second tour. Personne n'a songé un instant à les discuter. Ils doivent assurer dimanche la victoire de André Diligent, un homme jeune, un homme neuf, un homme d'action.

Dans la Résistance, il a fait la preuve de son courage ; par son action sociale, par ses réalisations en faveur des jeunes, il a travaillé à l'éveil des consciences devant les vrais problèmes auxquels la France et notre région doivent faire face.

Vous avez voté le 28 septembre et le 23 novembre pour que ça change.

Vous en avez l'occasion : vous avez à choisir entre MM. Guislain, Ansart et Diligent.

Envoyez un homme neuf au Parlement.

Pour que ça change vous voterez contre les routines d'une bureaucratie paralysante, contre un système fiscal périmé, contre le favoritisme partisan, contre le régime des « Cartes du Parti », pour la défense des libertés, de toutes les libertés, vous voterez donc André Diligent.

Avec le Général de Gaulle vous voulez :

— une République forte : votez pour un homme qui a depuis plusieurs années lutté avec d'autres pour la réforme de l'Etat ;

— la paix en Algérie : votez pour un homme qui entend soutenir sans réticence la politique réaliste et généreuse que veut réaliser le Général de Gaulle ;

— la restauration du pouvoir d'achat : votez pour un homme dont toute l'action

passée prouve ses préoccupations sociales et qui combat pour la défense économique de notre région.

Pour un soutien efficace de l'action du Général de Gaulle qui doit rester à la tête d'une République plus forte, plus stable, plus sociale, pour une démocratie nouvelle l'Union des Oui se fera dimanche sur

ANDRÉ DILIGENT
Avocat. — Conseiller Municipal de Roubaix

Remplaçant éventuel :

GEORGES NOTTEBAERT
Employé. — Adjoint au Maire de Wattrelos

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André LECOCQ
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République)
Vigilance française.

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Constantine, le 6 juin 1958

Le seul qui, parmi tous les candidats des élections cantonales du 20 avril 1958 de Tourcoing-Sud a dit :

« En 1959, il sera trop tard. Sur mon nom, manifestez votre volonté de changer de régime, votez gaulliste, votez René Lecocq. »

Le référendum et les élections du 23 novembre 1958 sont liés. L'avenir du pays et de plusieurs générations sont entre nos mains. En effet, de la désignation par l'électeur de son représentant va dépendre l'efficacité et la stabilité des institutions approuvées par 80 % de la Nation.

« La Révolution de Mai » contenait une promesse de renouveau. Il est essentiel aujourd'hui de ne pas la compromettre en confiant des responsabilités importantes, dans le cadre de la nouvelle Constitution à des hommes dont l'ambition serait de revenir aux errements du passé.

On imagine difficilement les mêmes députés, les mêmes partis, faisant autre chose que ce qu'ils ont toujours fait et qu'on ne veut plus qu'ils fassent.

Aidez de Gaulle — Permettez-lui de gouverner.

Répondez à sa demande de renouvellement du personnel politique. Faites-le, car le spectre de la guerre civile qui a été évitée pourrait alors se représenter.

Faites en sorte que, grâce à vous, ce danger, qui serait la mort de la France, soit à jamais écarté.

Electeurs, Electrices,

Je m'engage formellement, moi, René Lecocq à lutter :

— Pour un blocage réel des prix permettant un standard de vie décent à tous les travailleurs et leur famille ;

— Pour une politique de l'habitat qui donnera à chaque Français la possibilité de se loger et d'accéder à la propriété, ce qui permettra de faire travailler l'industrie française du bâtiment ;

— Pour une politique scolaire qui favorisera un enseignement adapté à une population qui s'accroît sans cesse et qui permettra au génie français de rayonner dans le monde ;

— Pour une répartition intégrale des revenus des Caisses d'allocations familiales, ce qui permettra aux familles d'élever dignement leurs enfants ;

— Pour une simplification de la fiscalité, la protection de l'artisanat et du commerce ;

— Pour un allégement des charges fiscales grevant l'industrie, ce qui lui permettra de s'organiser avec efficacité en vue de l'ouverture du marché commun.

Le département du Nord paie 240 milliards d'impôts — autant que 43 départements — Il a donc droit :

— à de larges crédits pour sa reconstruction,

— à un réseau routier digne de ce nom,

— à la finition du canal du Nord qui apportera un regain d'activité pour notre région,

— au travaux relatifs à l'évacuation des eaux résiduelles, problème d'une urgence angoissante pour l'hygiène de nos cités.

Et, il y a un problème auquel chacun de nous est sensible et qui aura toute ma sollicitude : celui des Vieux Travailleurs. La possibilité d'une vie décente, libérée de toute attache, doit leur être accordée.

Pour la paix en Algérie !
Pour le Général de Gaulle !
Pour le respect de votre Oui !

Votez et faites voter René Lecocq.

René LECOCQ
Professeur à Tourcoing depuis 1925
Résistant du Mouvement « Voix du Nord » et des réseaux « Bordeaux-Loupiac » et « Zéro-France »
Médaille de la Résistance Française. — Médaille de la Reconnaissance Française
Médaille de la Résistance belge
Officier d'Académie
Candidat Gaulliste aux Elections cantonales d'avril 1958

Remplaçant éventuel :

Georges COURCOL
Maire de Mouvaux depuis 1946
Officier d'Active en Retraite. — Ancien des Forces Françaises Libres
Médaille Coloniale (Tunisie 1942-1943)
Médaille Commémorative des Campagnes de Tunisie, Italie et France

2e CIRCULAIRE

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République)

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Constantine, le 6 juin 1958
Charles DE GAULLE

Electeurs, Electrices,

En m'accordant votre confiance par 14.500 voix, vous m'avez placé en tête des candidats nationaux ; laissez-moi vous exprimer mes remerciements les plus sincères.

Ce vote massif est un nouveau témoignage de confiance au Général de Gaulle que mes amis et moi n'avons jamais cessé de servir, et que nous avons toujours considéré comme étant le seul recours de la France.

Votre vote de dimanche a été la confirmation de votre « Oui » du 28 septembre à la France.

Je remercie les candidats nationaux qui, spontanément, se sont désistés en ma faveur afin de réaliser l'union.

A l'Assemblée, un puissant Centre Gaulliste permettra, enfin, à la France d'être gouvernée.

Je fais confiance aux Electeurs de la 9e Circonscription pour qu'il n'y ait pas d'abstention au second tour.

Elu, je resterai, avec mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction. Mon programme vous le connaissez :

— Soutien total au Général de Gaulle,
— Blocage des prix,
— Révision du minimum vital pour les salariés défavorisés,
— Politique de l'habitat,
— Meilleure répartition des revenus des Caisses d'Allocations Familiales,
— Simplification de la fiscalité,
— Allégement des charges grevant l'industrie afin de lui permettre de faire face au Marché commun et d'assurer ainsi le plein emploi,
— Amélioration de la vie des vieux travailleurs.

Pour un candidat d'Union !
Pour la paix en Algérie française !
Pour le Général de Gaulle !
Pour une nouvelle et grande France !

Maintenant plus d'hésitation
Votez, faites voter René Lecocq présenté par l'U.N.R. et « Vigilance Française ».

RENÉ LECOCQ
Professeur à Tourcoing depuis 1925
Résistant du Mouvement « Voix du Nord » et des réseaux « Bordeaux-Loupiac » et « Zéro-France »
Médaille de la Résistance Française. — Médaille de la Reconnaissance Française
Médaille de la Résistance belge
Officier d'Académie
Candidat Gaulliste aux Elections cantonales d'avril 1958

Remplaçant éventuel :

GEORGES COURCOL
Maire de Mouvaux depuis 1946
Officier d'Active en Retraite. — Ancien des Forces Françaises Libres
Médaille Coloniale (Tunisie 1942-1943)
Médaille Commémorative des Campagnes de Tunisie, Italie et France

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Maurice SCHUMANN
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Union des « Oui » pour une Démocratie nouvelle
présentée par le
Mouvement Républicain Populaire.

Aux 46.512 Français et Françaises des cantons de Tourcoing-Nord, Armentières et Quesnoy-sur-Deûle qui, le 28 septembre, ont répondu « Oui » à la France !

Après avoir mené dans tout le Nord la campagne qui s'est terminée par le triomphe du 28 septembre, nous vous appelons à rester unis pour consolider votre victoire.

Le Général de Gaulle a dit le 23 octobre : « Mon impartialité m'empêche d'accepter que mon nom soit, même sous la forme d'un adjectif, utilisé par un groupement quelconque ». Nous respecterons d'autant mieux cette maxime que nous n'avons jamais cessé, nous ses compagnons de la première heure, d'attribuer à Charles de Gaulle le rôle historique d'un arbitre placé en dehors et au-dessus de tous les partis et de tous les mouvements. Mais vous avez le droit de savoir ce qu'il pense, à titre personnel, des hommes qui vous demandent votre suffrage.

Si Maurice Schumann, votre représentant, a pu contribuer, entre le 15 mai et le 1er juin, à orienter vers un dénouement pacifique et heureux une des crises les plus dramatiques de notre histoire, c'est parce qu'il avait reçu quatre mois avant, le 8 janvier 1958, ce témoignage qui restera son bien le plus précieux.

8 janvier 1958,

A Maurice Schumann,
qui fut l'un des premiers, l'un des meilleurs,
l'un des plus efficaces.
Amicalement

G. DE GAULLE.

Digne d'une telle amitié, je me sens digne de votre confiance.

C'est vous-même qui nous avez dicté notre devoir. Le 2 janvier 1956, dans les trois cantons qui forment aujourd'hui la dixième circonscription de Lille, les résultats du scrutin étaient les suivants :

Liste communiste : 16.203 voix.
Liste Maurice Schumann - Paul Delmotte : 15.170 voix.
Liste socialiste : 12.421 voix.
Liste indépendante (Christiaens - Theeten) : 8.097 voix.

Depuis lors, avant et après les événements de mai-juin 1958, vous avez constamment renforcé ce témoignage de confiance, notamment en assurant la réélection triom-

phale de Joseph Polet au Conseil Général, en permettant à Charles Vanoverschelde de reprendre aux communistes la mairie d'Halluin, et en contribuant à faire d'Octave Bajeux un Sénateur du Nord.

La leçon des chiffres est claire. Le 23 novembre, vous aurez à choisir entre :

Maurice Schumann - Paul Delmotte et les candidats du parti communiste.

La dispersion des voix ne pourrait avoir d'autre effet que d'imposer, comme en 1936, un député communiste à des électeurs dont la très grande majorité n'en veulent pas.

Mais, si nous condamnons sans ménagement les chefs d'un parti qui a exalté les assassins de Budapest, acclamé la trahison de l'aspirant Maillot, et traîné dans la boue le Libérateur de la Patrie, nous nous refusons à exclure de la communauté nationale ceux des ouvriers, des artisans, des commerçants, des paysans français que, selon l'expression du Général de Gaulle, « l'erreur a dévoyés parce qu'ils avaient été soulevés par l'injustice ». Pour combattre la mystification communiste, il faut avant tout démontrer que la démocratie est capable d'apporter une réponse aux problèmes qui préoccupent les masses. Le militant populaire Paul Bacon — dont le général de Gaulle a voulu faire son Ministre du Travail — a proposé un plan d'action immédiate, compatible avec les possibilités financières, pour combattre la crise économique en relevant — au bénéfice de tous, et notamment de l'artisanat, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture — le pouvoir d'achat des Français par :

— L'augmentation substantielle des prestations familiales et leur indexation sur le S.M.I.G.

— La mise en place du salaire mensuel garanti qui épargnera la misère aux victimes d'une récession dont elles ne sont nullement responsables.

— le relèvement du plafond des ressources et des allocations du Fonds National de Solidarité créé par Paul Bacon lui-même en 1955, pour que la Nation rende enfin justice aux vieux et aux vieilles qui ont fait sa richesse.

— L'assouplissement du crédit à la production et à la consommation.

— Le doublement de la dotation du crédit artisanal.

— Le développement de la construction et de l'accession à la propriété, notamment par la réduction du taux de l'escompte.

— Une réforme de l'enseignement qui donne enfin des chances égales à tous les jeunes (congés culturels pour les jeunes travailleurs, allocation d'études pour les étudiants) et qui garantisse à toutes les familles, y compris les plus pauvres, la liberté du choix de l'école.

— Le retour à la politique de stimulation de l'économie par la diminution de la charge fiscale que seul Pierre Pflimlin a eu le courage de pratiquer en 1955 (institution du salaire fiscal pour les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales par la réduction de la taxe proportionnelles de 18 % à 5 % ; diminution de la surtaxe progressive pour les salariés et les pensionnés par le relèvement de l'abattement à la base ; extension du forfait pour les artisans, commerçants et P.M.E. ; simplification de la fiscalité par la suppression des tracasseries).

Le 28 septembre, vous avez voté pour le renouveau. Or le grand ennemi du renouveau, c'est la division et, par conséquent, la candidature de division.

Car le renouveau consiste à garantir la stabilité, donc à écarter les démolisseurs pour faire confiance aux bâtisseurs, à ceux qui, depuis douze ans, n'ont pas pris une seule fois la responsabilité d'affaiblir le pays en renversant un gouvernement qu'ils avaient investi, à ceux qui ont proposé les premiers et finalement imposé, après des années d'efforts, les dispositions principales de la Constitution que vous venez d'approuver.

Le renouveau consiste à faire taire les querelles partisanes pour imposer la réconciliation nationale, donc à mettre en échec les extrémistes qui ne se nourrissent que de la haine et qui se coalisent aujourd'hui pour prolonger la guerre d'Algérie en combattant la politique audacieuse et généreuse du Général de Gaulle.

Le renouveau consiste à rassembler autour des vrais problèmes (justice sociale, familiale et fiscale par l'expansion économique, paix en Algérie par la communauté

franco-africaine, lutte contre les dangers de guerre par la création de l'Europe unie) tous les Français qui ont répondu « Oui » à la patrie et à la liberté.

Vive de Gaulle !
Vive la démocratie nouvelle !
Vive la France !

MAURICE SCHUMANN
Compagnon de la Libération
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Croix de Guerre (avec palme, citation à l'ordre de la division Leclerc
et citation à l'ordre du corps d'armée Kœnig)
Rappelé en 1956 (Médaille du Moyen-Orient)
Grand Officier de l'Ordre de Léopold
Président de la Commission des Affaires étrangères. Membre de la Commission des Affaires économiques
Représentant du Nord depuis 1945

Remplaçant éventuel :

PAUL DELMOTTE
Conseiller Général de Tourcoing. — Maire de Linselles
Ancien Député du Nord

2e CIRCULAIRE

Merci !

Et en avant vers l'unoin totale des « Oui ».

En nous donnant 3.500 voix d'avance sur notre concurrent le plus favorisé, en augmentant de 4.500 voix le nombre de nos suffrages, vous avez dépassé toutes nos espérances.

Cette victoire, nous ne l'utiliserons pas contre d'autres Français ou d'autres républicains. Nous n'aurons qu'un but : la mettre au service de notre région et de notre patrie.

Dimanche prochain, les 46.000 Françaises et Français des Cantons d'Armentières, Quesnoy-sur-Deûle et Tourcoing-Nord qui le 28 septembre ont répondu à l'appel de tous les Républicains rassemblés autour du Général de Gaulle, se retrouveront unis,

Parce que votre élu, qui sera demain le porte-parole d'Armentières, de la Vallée de la Lys et de la région tourquennoise, doit avoir l'autorité nécessaire pour garantir votre avenir et vos droits.

Parce que la lutte contre la crise économique par le relèvement du pouvoir d'achat doit être immédiatement engagée,

Parce que le Général de Gaulle doit avoir l'appui de tous les patriotes pour mener à bien sa politique de Paix en Algérie,

Parce que l'esprit de renouveau qui rend à la France son vrai visage, doit faire de notre patrie une communauté fraternelle, où la sécurité du pain quotidien et l'exercice de toutes les libertés soient assurés à chaque foyer.

Tous aux urnes !

Il ne faut pas que l'abstention limite la portée de la Victoire !

Vive de Gaulle !
Vive la Démocratie Nouvelle !
Vive la France !

MAURICE SCHUMANN
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

PAUL DELMOTTE
Conseiller Général de Tourcoing. — Maire de Linselles

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Albert DENVERS
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes et Citoyens de la première circonscription de Dunkerque,

Dimanche prochain, 23 novembre, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale, en application d'un nouveau mode électoral : le scrutin majoritaire uninominal.

Les institutions de la Ve République, définies par le texte constitutionnel adopté par le peuple français, le 28 septembre dernier, à une très forte majorité doivent maintenant être mises en place.

La souveraineté populaire va devoir s'exprimer par un vote, direct, égal et secret.

Au moment où doit se préciser le redressement politique de la France, où doit se fixer le destin du pays, de la Communauté Nationale et Franco-Africaine, le parti Socialiste S. F. I. O. lance un solennel appel à tous les hommes, à toutes les femmes de bonne volonté.

Albert Denvers se présente à vos suffrages, avec à ses côtés, comme suppléant, un homme de devoir : Maurice Mollet, Conseiller Général du Nord, Maire de Coudekerque-Branche.

Ces candidatures ne sont le résultat d'aucun marchandage, d'aucune combinaison.

En 1956, Albert Denvers a sollicité votre confiance et vous la lui avez massivement accordée :

Vous en avez fait votre député.

Aujourd'hui il revient vers vous, animé du même désir,

— de demeurer fidèle à ses origines d'enfant du peuple, à son idéal,

— de se pencher d'abord, très légitimement, sur le sort des petites gens, des malheureux, des enfants, des vieilles et vieux et des déshérités de la vie,

— de vouloir pour la circonscription tout entière, (avec ses activités maritimes, industrielles, commerciales, agricoles et artisanales) une prospérité toujours plus grande.

Depuis déjà de longues années, mises inlassablement au service du bien public, cet homme d'action et de cœur, a rempli sa tâche, tant sur le plan local, départemental que national, avec conscience, dévouement et désintéressement.

Unanimement, celles et ceux qui ont approché Albert Denvers, se plaisent à reconnaître qu'il s'est mis, toujours, à la disposition de tous, sans distinction d'opinion politique ou religieuse.

Mieux que quiconque — à moins d'être de mauvaise foi — vous êtes à même d'apprécier son travail et d'en mesurer la portée.

La Reconstruction, la Reconstitution des biens sinistrés, publics et privés, l'Equipement scolaire, social, sportif, sanitaire et culturel, la Remise en état et la modernisation des installations portuaires, l'Amélioration du réseau routier, ont été notamment l'objet de tous ses efforts.

Son acion, opiniâtrement engagée en faveur des mal logés et des sans logis, se manifeste autour de vous, avec ses effets et ses résultats. Demain, grâce à vous, il poursuivra sans merci et sans relâche, à la ville comme au village, le difficile mais nécessaire combat du logement pour donner à chaque famille, aux meilleures conditions, un toit décent et digne : la santé morale et physique de vos enfants, le bonheur des foyers et la libération de l'homme sont à ce prix.

Prochainement, il faudra être en état d'assurer à toute la jeunesse française, espoir du pays : travail, sécurité et bien-être.

A cette fin, tout devra être tenté, tout devra être réalisé. Quelle promesse vous faire lorsqu'il s'agit d'Albert Denvers ?

Son passé, sa simplicité, son expérience des affaires publiques, sa compétence et son sérieux, ne sont-ils pas pour ses Concitoyennes et Concitoyens, la certitude qu'une fois réélu, il saura répondre aux aspirations de la population, se dévouer pour elle, continuer avec la même ardeur à se mettre au service des problèmes de tous ordres, dont la solution doit conditionner le meilleur avenir économique et social de la Flandre maritime, de Dunkerque et de son agglomération.

Citoyennes et Citoyens, vous avez, dimanche prochain, à choisir un homme qui veuille, de toutes ses forces, contribuer à résoudre toutes les grandes questions de l'avenir de la région qui est celui même de vos enfants.

L'honneur et le droit de représenter le peuple, cela se mérite par le travail et l'effort.

Votre devoir ; c'est de marquer votre choix avec clairvoyance, c'est de voter pour celui d'entre les candidats qui sera le plus capable de vous comprendre, de défendre vos droits et de plaider, avec conviction, auprès des Pouvoirs Publics, comme au sein de l'Assemblée Nationale renouvelée, la cause des populations laborieuses, si dignes d'attention.

Votre intérêt ; c'est, dès le 1er tour du scrutin de dimanche prochain, sourds aux mensonges, insensibles aux fallacieuses promesses, aux ironies faciles, à la démagogie, de rassembler toutes vos voix sur le nom du candidat socialiste : Albert Denvers.

Toutes les Françaises, tous les Français, voudront avec le parti Socialiste, qui entend être fier de son action passée, ainsi que du rôle décisif qu'il a joué et continue de jouer, dans l'intérêt supérieur du pays :

— Manifester leur désir de renouveau, de civisme, d'efficacité gouvernementale et parlementaire, leur amour de la République, leur résolution d'aider à libérer l'homme de toutes les servitudes du monde matériel et lui permettre, dans le respect de sa personnalité, de s'épanouir.

— Marquer leur volonté d'asseoir plus solidement que dans le passé, la démocratie française.

— Ecarter de leur vie quotidienne le spectacle du totalitarisme, de la dictature et de la guerre.

— Formuler un acte de confiance dans les destinées du pays.

Les travailleurs de toutes catégories, qui ne manquent ni d'intelligence, ni de bon sens, ne croient plus aux prétendues vertus d'un capitalisme en désuétude ; ils savent aussi qu'ils n'ont rien à attendre de cette autre forme d'asservissement : le bolchevisme.

Citoyennes et Citoyens de la 1re circonscription, le Socialisme, fondé essentiellement sur la Justice et la Fraternité, répond aux plus nobles idéaux humains.

A l'heure si grave où tout est entrepris pour que se précisent les chances de Paix en Algérie, à l'heure où pour cette raison même se joue le sort de tant des vôtres et où l'espoir doit faire place à l'inquiétude qui étreint si justement vos foyers, votre devoir est d'aider des hommes qui, comme Albert Denvers, ont donné clairement leur accord à la position qu'a définie au nom du Gouvernement, le Général de Gaulle, Président du Conseil, dans son discours de Constantine et ses récentes déclarations, où il est notamment stipulé d'une manière très nette, « que l'Algérie de demain ne sera pas construite avec les vieux matériaux du colonialisme, mais qu'elle sera l'œuvre des hommes de volonté et de générosité, y apportant tout leur cœur, toute leur intelligence et toute leur âme.

— Pour une politique d'expansion économique, de plein emploi, et de défense du pouvoir d'achat de tous les travailleurs jeunes et vieux, citadins et ruraux,

— pour la justice sociale et fiscale,

— pour la République et ses institutions,

— pour la démocratie et la liberté,

— pour la construction de l'Europe,
— pour la paix dans le monde.

Le parti Socialiste S.F.I.O., sur le nom d'Albert Denvers, suivi de celui de Maurice Mollet, attend avec confiance, dès le 23 novembre, le verdict de tous les républicains et de tous les démocrates.

Vive la première circonscription de Dunkerque !
Vive la France !
Vive la République !

ALBERT DENVERS
Député sortant
Conseiller général du Nord. — Maire de Gravelines

2e CIRCULAIRE

REMERCIEMENTS ET APPEL

Citoyennes et Citoyens de la première circonscription de Dunkerque,

J'adresse au nom de Maurice Mollet et en mon nom personnel aux 24.500 électrices et électeurs de la première circonscription de Dunkerque, qui, dimanche dernier, nous ont accordé leurs suffrages, l'expression de mes remerciements très vifs et très chaleureux.

Votre confiance, manifestée par un chiffre et un pourcentage de voix encore jamais atteints, sera pour moi, dans l'accomplissement de la lourde tâche pour laquelle, d'ores et déjà, vous m'avez désigné, un indispensable réconfort, un précieux et utile soutien.

Vous avez, en le plaçant très largement en tête de tous les candidats en présence, donné votre accord à un homme qui n'a cessé depuis de longues années, de travailler inlassablement, de tout son cœur et avec conscience, au bien public.

Vous avez, par ailleurs, formulé, très formellement, le désir de voir ce pays poursuivre une politique de justice, de progrès social et d'expansion économique, pour aller vers un destin meilleur et plus sûr.

Je suis profondément convaincu que tous les républicains et démocrates, si nombreux dans cette Flandre maritime, voudront, le 30 novembre, rassembler leurs suffrages et consacrer, dans un choix décisif la nécessaire union des hommes et des femmes de bonne volonté, afin de pouvoir, en face des responsabilités à prendre, m'aider et me nantir de tout le crédit et de toute l'autorité nécessaires.

Dunkerque et la région, avec leurs activités maritimes, industrielles, commerciales, agricoles et artisanales, avec tous leurs besoins, aussi urgents les uns que les autres réclament, pour le bonheur de tous : dévouement, droiture et travail.

Dimanche dernier, il s'est agi pour vous, de voter selon vos préférences personnelles.

Dimanche prochain, il faut se rassembler et s'unir.

Vous marquerez résolument votre intention de choisir un député, qui veuille accepter, dans le respect des convictions et croyances de chacun, dans un large esprit de tolérance, de se mettre totalement à la disposition de tous ses concitoyens, et travailler à l'épanouissement des plus nobles idéaux humains.

Dimanche prochain, 30 novembre, pas d'erreur de jugement.

Au-dessus de tout, il y a l'intérêt de la France, de la République et de la démocratie.

Electrices et Electeurs des 21 communes de la 1re circonscription de Dunkerque, nous vous demandons, Maurice Mollet et moi-même, de penser à vous, à vos familles, à vos enfants, aux intérêts de votre région.

A l'exemple de ce que sont, pour la France et la République, le Général de Gaulle et le Président Guy Mollet, qui ont, l'un et l'autre, donné tant de preuves, de leur

courage et de leur clairvoyance, je veux, demain comme hier, remplir le mandat que vous me confierez, avec loyauté, honnêteté et désintéressement.

Tous aux urnes, dimanche, dans le calme et la dignité, en n'écoutant que la seule voix de votre conscience.

Ni les mensonges, ni les injures, ni davantage la démagogie, les manœuvres et les propagandes déloyales, ne vous détourneront de votre devoir.

J'attends à nouveau votre verdict avec une totale confiance.

D'avance, permettez-moi de vous en remercier.

Albert DENVERS

Député sortant
Conseiller général du Nord. — Maire de Gravelines

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul REYNAUD
(Candidat du Centre des Indépendants-Paysans et de la Démocratie Chrétienne)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre des indépendants-paysans et démocratie chrétienne.

Mes chers Concitoyens,

Une grande espérance est née.

Le régime qui a fait tant mal à la France et que je n'avais cessé de dénoncer, s'est effondré

Grâce au général de Gaulle nous avons échappé à la guerre civile.

La nouvelle constitution a été approuvée par le peuple français à une écrasante majorité.

Il s'agit, maintenant, d'aider le général de Gaulle à construire une France nouvelle, plus fraternelle et plus généreuse, celle qu'attendent les jeunes d'aujourd'hui.

L'un des premiers devoirs du nouveau régime sera de leur permettre d'avoir un foyer.

Ouvriers

Le vote du 28 septembre a refait l'unité nationale. Il ne faut pas qu'elle soit brisée de nouveau.

Vous connaissez les sentiments du général de Gaulle à votre égard. La formule capital-travail exprime sa volonté de mettre fin à un régime sous lequel les Français étaient divisés en deux classes hostiles et parfois haineuses.

Vous avez été les victimes de la baisse perpétuelle du pouvoir d'achat du franc par le retard avec lequel étaient augmentés vos salaires.

Vous aurez désormais un franc stable.

Dans le passé récent, la politique des indépendants vous a valu de 1952 à 1956 un accroissement de votre pouvoir d'achat de 20 % tandis que la politique faite ensuite par le gouvernement socialiste avec le soutien du M.R.P. a produit les résultats suivants :

En 1956, le pouvoir d'achat des salariés n'a pas augmenté.

En 1957, il a reculé de 6 %.

Qui a le mieux travaillé pour vous ?

CULTIVATEURS

C'est pour vous et pour les ouvriers agricoles — dont le salaire dépend du prix auquel vous pouvez vendre vos produits — que j'ai toujours défendu la culture flamande. Je vous ai rappelé, au cours de cette campagne, mes batailles pour la betterave, mes interventions pour la pomme de terre, la chicorée, le lin et surtout pour l'indexation du prix du lait, décision capitale car elle a entraîné l'indexation des prix des autres produits agricoles.

Ce que le régime nouveau va vous donner, c'est une politique agricole cohérente mettant fin à la diminution de la part de l'agriculture dans le revenu national.

COMMERÇANTS et ARTISANS

Vous êtes les grandes victimes de la politique financière faite depuis la guerre. Elle vous a écrasés d'impôts. Vous avez supporté une large part des 700 milliards de charges supplémentaires infligées au pays par la Chambre du Front Républicain, élue le 2 janvier pour le malheur de la France.

La réforme fiscale que je n'ai cessé de réclamer et que les gouvernements de la IVe République étaient trop faibles pour réaliser, la Ve la réalisera.

Vous savez où sont vos adversaires. Le Populaire organe du parti Socialiste, écrivait le 19 novembre 1954 : «L'humanisation de la fiscalité pour les petites et moyennes entreprises apparait comme une mesure de faiblesse envers les fraudeurs ».

Le gouvernement fort et stable de demain fera la réforme fiscale.

FONCTIONNAIRES

Plus encore que les ouvriers, et pour les mêmes raisons, vous avez été victimes de la chute du pouvoir d'achat du franc. Vous aurez désormais la sécurité de votre retraite grâce à la stabilité de la monnaie.

EPARGNANTS

Un franc stable vous garantira le pouvoir d'achat du capital que vous avez amassé pendant une vie de travail alors que la politique financière des socialistes, soutenue par le M.R.P., vous a valu la destruction, depuis la guerre, des onze douzièmes du pouvoir d'achat de vos économies.

Tel est l'esprit dans lequel je compte collaborer demain à la grande œuvre de rénovation de la France.

Vous avez dit un premier « Oui » au général de Gaulle en votant la constitution nouvelle.

Vous lui direz un deuxième « Oui » en envoyant siéger à l'Assemblée nationale celui que vous jugerez le plus qualifié pour collaborer avec lui.

Par quatre fois consécutives, vous m'avez accordé votre confiance.

Sûr de ne pas avoir démérité, j'attends votre décision.

PAUL REYNAUD

Ancien Président du Conseil
Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale

Union pour la Nouvelle République.

Mes chers Concitoyens,

Vous savez quelle fut la longue collaboration entre le Président Paul Reynaud et le général de Gaulle, avant et pendant la guerre. Vous savez aussi que le Général a fait appel à notre député pour l'œuvre capitale de la rédaction de la Constitution.

Que demandent nos adversaires ?

Qu'après avoir constamment accordé, depuis douze ans, notre confiance au Président Paul Reynaud, nous le remercions de tout ce qu'il a fait pour la Flandre et pour la France, en le chassant au moment où la confiance que lui témoigne le Général de Gaulle va nous être si précieuse !

Pour qui prennent-ils les Flamands ?

Cette attitude serait indigne d'eux. Et elle serait absurde.

Quand on a un Paul Reynaud, on le garde.

Les petites ambitions personnelles et les camaraderies doivent passer après l'intérêt de la Flandre et de la France.

JACQUES VAN DEN BAVIERE

Cultivateur. — Maire de Hoymille

2e CIRCULAIRE

Centre des indépendants-paysans. — Démocratie chrétienne.
Union pour la Nouvelle République.

Chers Concitoyens,

L'appel que nous vous avons lancé pour la France nouvelle a été entendu.

Des milliers d'hommes et de femmes, appartenant à toutes les classes sociales comme le prouve notamment les votes de Bourbourg et de Watten, ont joint leurs voix à celles qu'avaient obtenues les Indépendats-Paysans, le 2 janvier 1956.

Nous vous en remercions tous cordialement.

Aujourd'hui, nous faisons appel à tous les patriotes, partisans du « Oui à de Gaulle, qui ont voté, dimanche dernier, pour d'autres candidats.

Les personnes ne sont plus en jeu.

Dimanche prochain, il faut que, du cœur de la Flandre, parte un « Oui » puissant qui sera entendu par toute la France.

Qu'importe que le candidat communiste apporte toutes ses voix au candidat socialiste pour le récompenser d'avoir dit « Non » à de Gaulle !

Parce que c'est votre volonté, nous aurons la France nouvelle !

PAUL REYNAUD

JACQUES VAN DEN BAVIERE

Les élus des Flandres à leurs Electeurs

A vous qui nous avez fait confiance,

A vous qui méritez le titre de première circonscription de France parce que 90,8 % d'entre vous sont allés, dimanche dernier, aux urnes, ce qui n'a été atteint nulle part,

Nous disons :

Les communistes ont dit « Non » à de Gaulle,

Le socialiste Darou a dit « Non » à de Gaulle.

Vous qui avez dit « Oui » à de Gaulle, vous qui voulez une France plus forte, plus prospère, plus unie, plus fraternelle, votre devoir est clair :

En face du bloc socialo-communiste,

Cultivateurs, ouvriers, fonctionnaires, commerçants, artisans, tous, dimanche prochain votez

PAUL REYNAUD

JACQUES VAN DEN BAVIERE

Roger Deblock, Vice Président du Conseil Général du Nord, Conseiller Général du Canton de Wormhoudt.
Charles Paccou, Conseiller Général du Canton de Cassel.
Daniel Peene, Conseiller Général du Canton d'Hondschoote.
Jean Vilain, Maire de Bourbourg.
Roger Drapie, Maire de Bergues.
René Lalau, Maire de Steenvoorde.

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Auguste DAMETTE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Les électeurs doivent confirmer leurs votes du référendum en élisant leurs députés.

Ma candidature, que je soumets à vos suffrages aujourd'hui, n'est que la suite logique des événements nés de la guerre.

Lorsqu'en juin 1940, après deux évasions, j'entendis l'appel historique du Général de Gaulle, je pris la résolution de suivre ses conseils en résistant à l'ennemi.

Les circonstances voulurent que je devins chef de secteur des réseaux O. C. M. et Voix du Nord de l'arrondissement d'Hazebrouck.

Président du Comité local de Libération, je fus élu Maire d'Hazebrouck, où pendant huit ans j'ai assuré l'ordre, relevé les ruines qu'avait laissées la guerre et engagé un programme de travaux pour l'avenir.

Je n'ai cessé de rendre hommage au Général de Gaulle qui a maintenu et ranimé l'esprit patriotique de la grande majorité des Français, et qui a contribué à rendre à la France son prestige et sa grandeur.

Je l'ai toujours suivi et je suis un de ses plus fidèles compagnons. J'ai réclamé depuis dix ans son retour à la tête des affaires de la France. Comme vous je suis fier qu'il soit revenu et je ferai tout ce qu'il faut pour qu'il reste.

Aujourd'hui, comme en 1940, il convie toutes les Françaises et les Français sincères à se rassembler, et cela sans distinction de croyance, ni d'opinion politique, n'ayant pour but que celui de servir les intérêts supérieurs du pays, et de ne suivre qu'un drapeau, celui de la France.

C'est pour suivre cet appel, que je me présente à vos suffrages.

Ouvriers et fonctionnaires, avez-vous un pouvoir d'achat suffisant ?

Cultivateurs, êtes-vous satisfaits du prix de vente de certains de vos produits, et même de leur mévente ?

Artisans et commerçants, le chiffre de vos affaires diminue et vos impôts augmentent sans cesse ?

Economiquement faibles, retraités et rentiers, vos revenus sont stables lorsque le franc perd d'année en année beaucoup de sa valeur, pendant que le coût de la vie augmente. Vous êtes perdant sur les deux tableaux.

Parents ! Désirez-vous l'école unique ?

Si vous êtes contents de cette situation, vous voterez pour un de mes concurrents, dont les partis politiques ont été associés au pouvoir gouvernemental depuis la Libération, et qui se sont si bien entendus pour voter l'ancienne Constitution, qui ont mené le pays à la faillite, et cela parce qu'ils n'ont pas voulu gérer les affaires publiques dans l'intérêt national ni créer le cimat de travail indispensable au relèvement de toutes les ruines de la France.

Si, par contre, vous êtes partisan d'une situation claire, à l'intérieur comme à l'extérieur, vous voterez pour le candidat présenté par l'U. N. R., qui seul est resté fidèle au Général de Gaulle, et qui est soutenu par le suppléant du groupe des Indépendants et Paysans et par tous leurs adhérents.

Si vous m'accordez votre confiance, je m'engage :

— à assurer au sein de l'Assemblée Nationale, la défense de tous les intérêts nationaux ;

— à soutenir en tous les cas l'action du Général de Gaulle, en particulier pour une solution rapide du problème algérien ;

— à faire respecter tous les intérêts vitaux du pays ainsi que la défense de toutes les libertés démocratiques ;

— à venir en aide aux familles dans la mission éducatrice qui leur incombe dans la justice et la légalité de leurs droits ;

— à mettre fin à la lutte des classes qui fait le jeu de l'étranger et ruine l'économie française.

Mes Chers Concitoyens,

L'heure est venue de choisir la servitude ou la liberté.
Ne dispersez pas vos suffrages, votez dès le premier tour.
Ne vous abstenez pas.
Vous avez voté Oui, répondez au Général de Gaulle et votez Damette.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

AUGUSTE DAMETTE
Conseiller Général
Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille des Evadés

2e *CIRCULAIRE*

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Bône, le 6 juin 1958

Electrices, Electeurs,

Merci de tout cœur de la confiance que vous avez bien voulu me témoigner dimanche dernier. J'arrive ainsi nettement en tête de tous les candidats avec 12.225 voix.

A l'heure où j'écris ces lignes, je ne sais encore si mes concurrents d'hier, de tendance modérée, auront la sagesse de se retirer pour permettre aux électeurs non marxistes de faire bloc sur le candidat le mieux placé.

Ce serait le bon sens même !

Je l'espère et les en féliciterais, pas seulement pour moi, mais pour le pays et notre circonscription.

Si, par malheur, un des partis nationaux et d'inspiration chrétienne, en compétition la semaine dernière, commettait la faute de se maintenir, contre toute logique, il prendrait sur lui une très grande responsabilité, en risquant ainsi d'envoyer au Parlement, pour représenter nos cinq cantons, un élu marxiste.

En ce cas, chers Electeurs, vous qui leur avez accordé votre suffrage dimanche dernier, vous saurez que votre devoir est de voter, cette fois, pour le candidat le mieux placé au premier tour.

Cette discipline est plus que jamais nécessaire.

Après avoir choisi, et vous l'avez fait librement au premier tour, il faut maintenant faire bloc, si on veut éviter le pire et ne pas tomber dans les ornières du passé.

D'autant plus que cette confiance que vous m'avez témoignée dimanche dernier, s'adressait avant tout au Général de Gaulle que mes amis et moi-même n'ont jamais cessé de servir. Nous avons même été les seuls, et vous le savez, à le considérer pendant les années douloureuses, comme l'ultime recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

Votre Oui du 28 septembre qui prolongeait le sursaut national du 13 mai, prendra aussi dimanche sa signification définitive ; une volonté farouche de ne pas voir la Vᵉ République retomber aux mains de « systèmes » qui avaient étranglé la précédente.

Demain, tous les Elus de « L'Union pour la Nouvelle République » avec Soustelle, Debré et tant d'autres seront, vous en avez la certitude, les hommes valables et désintéressés qui soutiendront efficacement le Libérateur de la Patrie.

Donc pas d'abstentions au second tour.

Je remercie d'ailleurs les candidats dont le retrait ou le désistement vous permettra de réaliser, sur mon nom, l'Union dans notre Circonscription.

Elu, je resterai, avec le Docteur Pétillon, mon remplaçant éventuel, à la disposition constante de tous les citoyens sans distinction.

Ma ligne de conduite sera :

Soutien total à de Gaulle, Arbitre de la Nation ;
Liaison permanente avec l'électeur.
Oui... Vous avez pris le bon départ !
Oui Vous voterez Union !
Oui... Vous voterez pour le retour de la paix en Algérie !
Oui... Vous voterez la fidélité, la confiance, le renouveau, la justice sociale, familiale et scolaire !

Dimanche prochain, tous ensemble, vous contribuerez à donner au Général de Gaulle sa majorité d'Unité nationale en votant :

AUGUSTE DAMETTE

Candidat d'Union
Présenté par l'U.N.R. et les Indépendants Paysans

Remplaçant éventuel :

Docteur PETILLON

Chevalier de la Légion d'Honneur
Conseiller Général

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Carlos DOLEZ

(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)

élu le 30 novembre 1958

(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

SOUS LE SIGNE DES OUI L'UNION EST REALISEE

Le 28 septembre 1958, les Françaises et les Français ont manifesté leur volonté de voir se poursuivre dans l'Union l'œuvre de rénovation entreprise par le Général de Gaulle et son Gouvernement.

Tenant compte de cette volonté, les représentants qualifiés pour l'arrondissement de Douai des grandes formations nationales :

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), fondateur Jacques Soustelle,
Centre National des Indépendants et Paysans, Président Antoine Pinay,
Mouvement Républicain Populaire (M. R. P.), Président Pierre Pflimlin,
La Démocratie Chrétienne de France, Président Georges Bidault,

ont décidé de réaliser entre eux l'Union la plus large.

En conséquence, un accord a été conclu. Ces groupements soutiennent un seul candidat par circonscription :

14e circonscription : Cantons de Douai-Nord, Douai-Ouest, Orchies :

Carlos DOLEZ
Avocat à la Cour d'Appel de Douai

15e circonscription : Cantons de Douai-Sud, Arleux, Marchiennes :

Georges SARAZIN
Ingénieur, adjoint au Maire de Douai

Les deux candidats se sont engagés à soutenir l'action du Général de Gaulle et à promouvoir :

— une politique tout à la fois française et fraternelle en Algérie et outre-mer,
— une politique de progrès social,
— une politique de construction de l'Europe unie,
— la défense de toutes les libertés.

Ont signé cet accord :

M. André Deledicque,
Commandeur de la Légion d'Honneur, Président de l'U. N. R. pour l'arrondissement de Douai, Conseiller Municipal de Douai ;

Docteur Lucien Baude,
Conseiller Municipal de Douai, U. N. R. ;

M. Irénée Pamart,
Maire de Masny, U. N. R. ;

M. Charles Deberghe,
Représentant du Centre National des Indépendants et Paysans ;

M. Joseph Butruille,
Avocat à la Cour, Adjoint au Maire de Douai ;

M. Jean Blanchet,
Conseiller Municipal de Douai, U. N. R. ;

M. Laurent Baras,
Président du M. R. P. pour l'arrondissement de Douai.

M. Pierre Michaut,
Membre de la Commission exécutive du M. R. P. du Nord ;

M. Victor Bufquin,
Avocat à la Cour, Adjoint au Maire de Douai ;

M. François Lahouste,
de l'équipe fédérale ouvrière du M. R. P. ;

M. Georges Lannoy,
Responsable du M. R. P. de Somain et environs.

Il n'a pas dépendu des signataires de cet accord qui correspond — nous en sommes sûrs — à l'immense désir des électeurs nationaux, d'élargir encore les bases de l'Union pour barrer la route aux communistes.

Dans ces conditions, les candidatures qui ne se réclament pas d'une grande formation nationale connue de tous les électeurs ne peuvent être que des candidatures de division qui vont à l'encontre même de l'Union tant souhaitée.

Electrices, Electeurs,

Vous avez le 28 septembre dernier à une majorité de 80 % voté Oui. Et vous avez eu raison.

Le Oui au Général de Gaulle et à son Gouvernement signifiait pour beaucoup d'entre nous l'Union derrière le Général de Gaulle.

C'était aussi un Oui à la République, le Général de Gaulle ayant proclamé et montré son attachement à nos institutions républicaines.

Il vous est expliqué par ailleurs comment nous avons dans le Douaisis réalisé l'Union des Oui pour rénover la République.

Surmontant nos divisions et oubliant nos anciennes querelles, nous avons pensé que l'intérêt de la France exigeait que les hommes de bonne volonté se regroupent dans un seul souci : travailler ensemble au bien commun.

Nous ne voulons plus revoir les luttes qui ont fait tant de tort à la France.

Nous voulons l'Union pour que la France soit une puissance respectée, pour la paix intérieure et extérieure et pour la prospérité qui en sera la conséquence et qui permettra le progrès social.

C'est la réalisation de ce programme que nous vous convions.

Le 28 septembre vous avez voté Oui pour la France,

Le 23 novembre vous voterez Union pour la France en votant

CARLOS DOLEZ

Né le 17-9-1923 est inscrit au barreau de Douai depuis 1943
Docteur en droit, ancien dirigeant de Mouvements de jeunesse, il est à l'heure actuelle administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales de Douai et Vice-Président de la Maison Douaisienne de l'Europe.
Candidat d'Union
Présenté par le Mouvement Républicain Populaire, avec l'investiture ou le soutien des Indépendants-Paysans, de la Démocratie Chrétienne de France, de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) de l'arrondissement de Douai.

Remplaçant éventuel :

JULES EMAILLE

Maire de Saméon. — Conseiller général du Canton d'Orchies
Ancien Président du Conseil Général du Nord

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Je remercie cordialement les 16.300 électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages le 23 novembre.

Au premier tour de scrutin, ceux qui avaient voté Oui le 28 septembre, avaient le choix entre plusieurs candidats. Ils ont pu marquer librement leur préférence.

16.300 électeurs m'ont fait l'honneur de me placer en première position des candidats du Oui.

Ils m'imposent ainsi le devoir de me maintenir au second tour pour faire échec au candidat communiste.

Je fait appel à tous ceux qui veulent soutenir l'action du Général de Gaulle pour refaire l'unité française et rendre à notre pays sa puissance et sa prospérité.

CARLOS DOLEZ

Groupés derrière le Général de Gaulle :

— pour la défense de la République,
— pour le progrès social,
— pour la sauvegarde de nos libertés,

Le 28 septembre vous avez voté Oui pour la France !
Le 30 novembre vous voterez Union pour la France !
en votant

CARLOS DOLEZ
Candidat d'Union
Présenté par le Mouvement Républicain Populaire, avec l'investiture ou le soutien des Indépendants-Paysans, de la Démocratie Chrétienne de France, de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) de l'arrondissement de Douai.

Remplaçant éventuel :

JULES EMAILLE
Maire de Saméon. — Conseiller général du Canton d'Orchies
Ancien Président du Conseil Général du Nord

Candidats nationaux les mieux placés pour battre au second tour le communiste Martel.

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges SARAZIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

SOUS LE SIGNE DES OUI L'UNION EST REALISEE

Le 28 septembre 1958, les Françaises et les Français ont manifesté leur volonté de voir se poursuivre dans l'Union l'œuvre de Rénovation entreprise par le Général de Gaulle et son Gouvernement.

Tenant compte de cette volonté, les Représentants qualifiés pour l'arrondissement de Douai des grandes formations nationales :

Union pour la Nouvelle République (U.N.R.), fondateur Jacques Soustelle.
Centre National des Indépendants et Paysans, président Antoine Pinay.
Mouvement Républicain Populaire (M. R. P.), président Pierre Pflimlin.
La Démocratie Chrétienne de France, Président Georges Bidault.
ont décidé de réaliser entre eux l'Union la plus large.

En conséquence, un accord a été conclu. Ces groupements soutiennent un seul candidat par circonscription :

14e circonscription : Cantons de Douai-Nord, Douai-Ouest, Orchies :

CARLOS DOLEZ
Avocat à la Cour d'Appel de Douai

15e circonscription : Cantons de Douai-Sud, Arleux, Marchiennes :

GEORGES SARAZIN
Ingénieur, adjoint au Maire de Douai

Les deux candidats se sont engagés à soutenir l'action du Général de Gaulle et à promouvoir :

— une politique tout à la fois française et fraternelle en Algérie et Outre-Mer,
— une politique de progrès social,
— une politique de construction de l'Europe unie,
— la défense de toutes les libertés.

Ont signé cet accord :

M. André Deledicque,
Commandeur de la Légion d'Honneur, Président de l'U.N.R. pour l'arrondissement de Douai, Conseiller Municipal de Douai.

Docteur Lucien Baude,
Conseiller Municipal de Douai U.N.R.

M. Irénée Pamart,
Maire de Masny U.N.R.

M. Charles Deberghe,
Représentant du Centre National des Indépendants et Paysans.

M. Joseph Butruille,
Avocat à la Cour, Adjoint au Maire de Douai.

M. Jean Blanchet,
Conseiller Municipal de Douai.

M. Laurent Baras,
Président du M.R.P. pour l'arrondissement de Douai.

M. Pierre Michaut,
Membre de Commission exécutive du M.R.P. du Nord.

M. Victor Bufquin,
Avocat à la Cour, Adjoint au Maire de Douai.

M. Françaïs Lahouste,
de l'équipe fédérale ouvrière du M.R.P.

M. Georges Lannoy,
Responsable du M.R.P. de Somain et environs.

Il n'a pas dépendu des signataires de cet accord qui correspond — nous en sommes sûrs — à l'immense désir des électeurs nationaux, d'élargir encore les bases de l'Union pour barrer la route aux communistes.

Dans ces conditions, les candidatures qui ne se réclament pas d'une grande formation nationale comme de tous les électeurs ne peuvent être que des candidatures de division qui vont à l'encontre même de l'Union tant souhaitée.

Electrices, Electeurs,

Vous avez le 28 septembre dernier à une majorité de 80 % voté Oui. Et vous avez eu raison.

Le Oui au Général de Gaulle et à son Gouvernement signifiait pour beaucoup d'entre vous l'Union derrière le Général de Gaulle.

C'était aussi un Oui à la République, le Général de Gaulle ayant proclamé et montré son attachement à nos institutions républicaines.

Il vous est expliqué par ailleurs comment nous avons dans le Douaisis réalisé l'Union des Oui pour rénover la République.

Surmontant nos divisions et oubliant nos anciennes querelles, nous avons pensé que l'intérêt de la France exigeait que les hommes de bonne volonté se regroupent dans un seul souci : travailler ensemble au bien commun.

Nous ne voulons plus revoir les luttes qui ont fait tant de tort à la France.

Nous voulons l'Union pour que la France soit une puissance respectée, pour la paix intérieure et extérieure et pour la prospérité qui en sera la conséquence et qui permettra le progrès social.

C'est à la réalisation de ce programme que nous vous convions.

Le 28 septembre vous avez voté Oui pour la France,

Le 23 novembre vous voterez pour la France en votant

GEORGES SARAZIN

Né à Aniche en 1905
Ingénieur à l'Usine de Douai de la maison Breguet depuis 1928
Compagnon de lutte du regretté Robert Nisse, il est Conseiller Municipal de Douai depuis 1947
et adjoint au Maire depuis 1948
Candidat d'Union
Présenté par l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) avec l'investiture ou le soutien
des Indépendants-Paysans, de la Démocratie Chrétienne de France,
du Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) de l'arrondissement de Douai

Remplaçant éventuel :

IRÉNÉE PAMART

Ancien Cultivateur. — Chevalier du Mérite Agricole
Maire de Masny
Président du Syndicat des Eaux Potables de Masny-Montigny-Ecaillon

---

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Merci de tout cœur aux 13.973 électrices et électeurs des Cantons de Douai-Sud, Arleux et Marchiennes qui m'ont accordé leurs suffrages le 23 novembre.

Au premier tour de scrutin, ceux qui avaient voté Oui le 28 septembre avaient le choix entre plusieurs candidats.

Ils ont pu marquer librement leur préférence. 13.973 électrices et électeurs m'ont fait l'honneur de me placer en première position des candidats du Oui, ils m'imposent ainsi le devoir de me maintenir au second tour pour faire échec au représentant de la dictature soviétique, le candidat communiste Ramette.

Je fais donc appel à tous ceux qui veulent soutenir l'action du Général de Gaulle pour refaire l'unité française et rendre à notre pays sa puissance et sa prospérité.

Pour la défense de la République,

Pour le progrès social,

Pour la sauvegarde de nos libertés.
Vous avez, le 28 septembre, voté Oui pour la France.
Le 30 novembre, derrière le Général de Gaulle.
Vous direz Non à Ramette en votant Union, en votant

GEORGES SARAZIN

Candidat d'Union
Présenté par l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) avec l'investiture ou le soutien des Indépendants-Paysans, de la Démocratie Chrétienne de France, du Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) de l'arrondissement de Douai

Remplaçant éventuel :

IRÉNÉE PAMART

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raymond GERNEZ
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

L'HEURE DU CHOIX !

Electeurs, Electrices,

Le 23 novembre, vous allez élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Elire c'est choisir et votre choix sera déterminant pour l'avenir de la Ve République.

Par votre vote exprimé librement, vous direz que la France doit être une démocratie sociale véritable qui sauvegardera vos libertés, qui marchera dans le sens de la justice et du bien-être, qui vous permettra de connaître la quiétude et des jours heureux.

Une multitude de candidats fait appel à vos suffrages. Réfléchissez avant de choisir car sous le vocable de renouveau, ils n'ont fait que changer d'étiquettes. Ils espèrent vous tromper en camouflant leur vrai visage. Rappelez-vous qu'ils ont failli plonger la France dans le désordre et la Guerre civile.

Le général de Gaulle l'a très bien compris en leur interdisant de se servir de son nom.

La plupart s'aperçoivent que les électeurs existent... le jour des élections. Hormis cette période, vous ne les voyez plus.

Il en est tout autrement du candidat que présente le Parti Socialiste : tous, vous connaissez Raymond Gernez.

Depuis plus de vingt ans qu'il est votre élu, il a été à la pointe du combat pour défendre notre région. Il a prouvé ses qualités d'homme d'action et tous ceux qui ont fait appel à lui savent avec quel dévouement, avec quelle énergie intelligence, il a répondu : présent.

A la tête de la ville de Cambrai il a démontré qu'il était un administrateur de grande classe. Les heureuses transformations qui embellissent la Cité de Martin-Martine en font foi.

Raymond Gernez ne fait pas de promesses fallacieuses et c'est par des actes et des réalisations tangibles que l'on peut juger son œuvre.

Chacun sait qu'il est en permanence au service des humbles et de tous ceux qui ont besoin d'aide et de justice.

Son pire adversaire politique — qui n'a pas osé se présenter — écrivait au lendemain des élections cantonales : « Le candidat socialiste a bénéficié de sa popularité, de ses qualités, de sa tolérance. »

C'est le plus bel hommage que l'on pouvait lui rendre et l'opinion publique est unanime pour dire que Raymond Gernez sera élu, une nouvelle fois, Député.

Pas une voix ne manquera en effet à celui qui, de l'avis de tous, est un élu loyal et probe.

En votant Raymond Gernez, vous avez la certitude d'accorder votre confiance à un homme qui, au-dessus des passions partisanes et des sectarismes, saura trouver la règle de conduite et d'action dans la tolérance, le respect des opinions et de la conscience de chacun.

Dès le premier tour votez et faites voter Raymond Gernez.

UN APPEL DE RAYMOND GERNEZ.

Citoyennes, Citoyens,

Vous savez qui je suis. Depuis plus de trente ans, je suis fidèle au grand idéal de fraternité humaine, de justice sociale, de liberté et de paix qu'est le socialisme démocratique.

Jamais je n'ai changé d'étiquette.

Vous savez aussi qu'au lendemain d'une élection où j'ai été le porte-drapeau de mon parti, j'ai toujours eu pour devoir d'être le représentant de la population tout entière.

Jamais je n'ai demandé à quiconque quelles étaient ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses, lorsque l'on a fait appel à mon concours.

Sans conditions et sans réserves, je me suis mis à la disposition de chacun, animé par le souci constant de respecter la conscience de tous.

Des dizaines de milliers de personnes peuvent témoigner que j'ai toujours tenté d'intervenir avec efficacité pour la défense des catégories sociales les plus diverses : salariés, employés, agents de la fonction publique, vieux travailleurs, retraités, cultivateurs, artisans, commerçants, industriels, etc.

J'ai la certitude d'avoir toujours accompli mon devoir avec conscience, dévouement et probité.

C'est donc avec sérénité que je fais appel à votre confiance car ma fierté est d'avoir mis toute ma foi, mon enthousiasme, ma bonne volonté et toute mon énergie au service de nos populations laborieuses du Cambrésis.

Pas tous dans le même sac

En vue de capter la confiance des électeurs et de tromper leur vigilance, certains vous disent : « Tous dans le même sac ».

Vous devez connaître la vérité.

Ceux qui ont jeté le discrédit sur la IVe République ont voulu la fin du régime républicain. Ils cherchent à amener l'opinion publique à confondre les hommes qui ont été les bons serviteurs de la Démocratie, ceux qui ont servi la cause du progrès, avec ceux qui, au contraire, portent une lourde responsabilité et qui, par leurs actes, ont empêché de faire fonctionner ce qu'ils appellent le « système ».

Les saboteurs crient au sabotage.

Du 21 janvier 1947 au 1er juin 1958, soit en onze ans et demi, la France a connu 20 crises ministérielles.

Les champions de ce jeu de masacre sont essentiellement les Indépendants-Paysans les Républicains-sociaux (ex R.P.F.), certains Radicaux et U.D.S.R. et les Poujadistes qui se sont coalisés avec les Communistes.

C'est cette coalition immorale et négative qui a provoqué l'instabilité gouvernementale qui a failli conduire la France au bord de la catastrophe.

Voici des preuves

Rappelez-vous les trois dernières crises.

Guy Mollet a été renversé le 21 mai 1957 par 250 voix contre 213. Ont voté contre : 52 Indépendants, 36 Poujadistes, 12 Paysans, 10 divers et 140 Communistes.

Bourgès-Maunoury a été renversé le 30 septembre 1957 par 279 voix contre 253. Ont voté contre : 51 Indépendants, 35 Poujadistes, 10 Paysans, 17 R.P.F., 6 U.D.S.R. 15 Radicaux et 145 Communistes.

Félix Gaillard a été renversé le 16 avril 1958 par 321 voix contre 255. Ont voté conte : 61 Indépendants, 30 Poujadistes, 10 Paysans, 17 R.P.F., 7 U.D.S.R., 14 Radicaux, 34 divers et 148 Communistes.

Il ne faut pas confondre les renverseurs et les renversés.

Rappelez-vous

Lorsque Guy Mollet a fait voter la loi du 30 juin 1956 instituant le Fonds National de Solidarité en faveur de nos vieilles mamans et vieux papas, afin de les empêcher d'avoir faim et froid, il a dû poser 11 fois la question de confiance parce qu'il voulait faire payer les grosses sociétés qui camouflent leurs bénéfices, et les spéculateurs de la Bourse.

C'est parce que, à plusieurs reprises, il s'est attaqué aux super-bénéfices des sociétés anonymes qui produisent des bilans truqués, accumulent des réserves, distribuent de nouvelles actions gratuites, gonflent les frais généraux, et font tout pour échapper à l'impôt, c'est parce qu'il a voulu faire « payer ceux qui peuvent et qui devraient payer », que Guy Mollet a été renversé.

Le peuple de France doit s'en souvenir le 23 novembre et accorder sa confiance au Parti Socialiste, parti du travail et de la justice sociale.

Non aux destructeurs

Dans les thèses et résolutions de base du parti communiste, on peut lire à la page 67, la phrase suivante :

« Le Communiste se donne pour but l'abolition du régime parlementaire ; il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales qu'en vue de leur destruction. »

C'est clair et précis. Voter communiste c'est voter pour la dictature qui a conduit aux massacres des travailleurs comme à Berlin-Est, Poznan et Budapest.

Vous ne voulez pas que le sang coule dans les rues de vos villes et villages ?

Aors dites non aux robots téléguidés par Moscou.

Dites Non à la guerre civile.

Il est temps que la raison et le bon sens l'emportent sur la démagogie, le mensonge, la duplicité et la trahison.

Votez Socialiste.

Six candidats sollicitent votre voix.

Vous voterez pour celui qui a fait ses preuves ; qui n'attend pas les élections pour être à vos côtés ; qui a démontré ses qualités d'administrateur et de constructeur.

Votez et faites voter Raymond Gernez.

Vive la liberté

Tous ceux qui ont au cœur le respect des convictions d'autrui ;

Tous ceux qui aiment la liberté de conscience et qui entendent la faire respecter, voteront et feront voter Raymond Gernez.

NOTRE PROGRAMME

Avant de voter, réfléchissez, comparez et jugez.

Le parti Socialiste vous demande de le juger sur son programme, sur ses actes, sur ses hommes et non sur des promesses démagogiques ou une agitation stérile.

— Assurer le plein emploi, éviter le chômage et donner aux travailleurs des salaires suffisants.

— Par la stabilité, améliorer le pouvoir d'achat et accentuer le progrès social.

— Simplifier le système fiscal qui complique l'existence des artisans et des commerçants en les transformant en collecteurs d'impôts.

— Assurer au monde agricole, une stabilité et la garantie des prix par un plan national et l'organisation de marchés agricoles en recherchant une rémunération du travail.

— Pratiquer une grande politique du logement pour permettre à tous les Français d'être abrités correctement. Développer l'accession à la petite propriété.

— Terminer la malheureuse guerre d'Algérie où trop de victimes sont tombées innocemment de par l'égoïsme des « ultra-colonialistes » et par la trahison des communistes qui ont aidé et fourni des armes aux assassins fellaghas.

— Redonner espoir à notre jeunesse et lui permettre de fonder un foyer et la perspective d'une vie féconde.

— Assurer la quiétude et la tranquillité à tous nos vieillards. Les mettre à l'abri de la misère.

— Barrer la route à la dictature d'où qu'elle vienne.

— Défendre vos libertés et vos droits et assurer le respect de la conscience de chacun.

— Instaurer la justice sociale.

— Travailler à la paix entre les peuples, par le désarmement général simultané et contrôlé.

C'est ce programme humain et fraternel que vous ferez triompher en votant pour le parti socialiste représenté par

RAYMOND GERNEZ
Député-Maire de Cambrai. —Conseiller général du Nord

et son suppléant :

PHARAMOND SAVARY
Conseiller général. — Maire de Gouzeaucourt

2e *CIRCULAIRE*

REMERCIEMENTS

Merci aux 17.580 électrices et électeurs qui, ce dimanche 23 novembre, se sont affirmés sur mon nom, marquant ainsi leur volonté de rester fidèles à la formule de Clemenceau : « La liberté, c'est le droit de se discipliner soi-même pour ne pas l'être par les autres ».

Par voie de presse et de réunions publiques et contradictoires, j'ai exposé clairement et sans équivoque, quelle était ma position en face des problèmes et événements qui retiennent l'attention de tous les Français.

Candidat du parti socialiste, l'expérience vous a démontré qu'au lendemain d'une élection où vous m'avez fait l'honneur de me choisir comme votre représentant, je sais que mon devoir est d'être l'élu de l'ensemble de la population.

Avec dignité et dévouement, depuis plus de vingt ans, j'ai toujours accompli mon devoir en toute conscience, sans parti-pris, sans me préoccuper de savoir quelles étaient les opinions politiques, philosophiques ou religieuses de ceux qui ont fait appel à mon concours.

Des dizaines de milliers de personnes peuvent en témoigner, c'est cette ligne de conduite loyale que j'entends continuer si vous me faites confiance.

J'ai toujours placé au-dessus de tout le respect de la liberté de conscience de chacun et la possibilité pour tous, de pouvoir, sans contrainte et sans restriction, exprimer leur opinion.

C'est en fonction de cela que j'ai toujours combattu le bolchevisme, oppresseur des hommes et des peuples, qui n'hésite jamais, comme à Budapest, de noyer les revendications ouvrières dans le sang des travailleurs.

Plus que jamais, je fais mienne cette pensée de Pascal : « Je ne suis pas du tout d'accord avec vous, mais je suis prêt à me faire tuer pour que vous gardiez le droit d'exprimer votre avis ».

J'ai toujours été l'ennemi du fanatisme et de l'intolérance car je pense que la République ne sera vraiment démocratique et juste que dans la mesure où ses fils comprendront qu'on ne fait rien de grand sans la concorde et la fraternité humaine.

Electeurs, Electrices du Cambrésis !

Vous êtes :

— Contre la dictature sous toutes ses formes.
— Contre le désordre et les fauteurs de guerre civile.
— Pour le succès de la Ve République.
— Pour la défense de toutes les libertés.

Vous voulez :

— Le plein emploi afin que nos populations laborieuses ne connaissent pas le chômage et la sous-consommation.

— La sécurité du travail et une amélioration du standing de vie en fonction du développement des moyens techniques modernes.

— La stabilité des prix.

— La sécurité pour la vieillesse par une retraite décente appliquée à nos populations tant de l'industrie, du commerce, de l'artisanat que de l'agriculture.

— Un avenir radieux pour les jeunes dignes des grandes tâches de demain.

— Le développement économique du Cambrésis par l'implantation de nouvelles industries (dans le même sens, Raymond Gernez est déjà en pourparlers pour l'organisation d'une Bourse agricole qui, au départ, grouperait 20 départements et qui deviendrait Bourse nationale).

— Développer la construction de logements afin de permettre à chaque famille de connaître un foyer accueillant.

Vous ne pouvez pas :

— Faire confiance à des gens — véritables ultras des Comités de Salut public — qui viennent de démontrer leur sectarisme et leur intolérance.

— A des gens à qui le Général de Gaulle a interdit de se servir de son nom.

Alors pas d'hésitation :

— Votre choix doit se porter sur celui qui a déjà démontré ses qualités incontestables d'administrateur.

Tous ses adversaires lui rendent d'ailleurs hommage.

Pas une voix républicaine,
Pas une voix démocrate,
Pas une voix de patriote

ne manquera à celui qui a fait la preuve de son dévouement, de son patriotisme et de sa grande tolérance.

Votez et faites voter pour Raymond Gernez.

RAYMOND GERNEZ

Député-Maire de Cambrai. — Conseiller général du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme. — Médaille de la Résistance avec Rosette
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance. — Chef de Bataillon du Cadre de Réserve

---

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Narcisse PAVOT
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

notre candidat

NARCISSE PAVOT

Instituteur retraité. — Maire de Viesly
Conseiller Général
Guerre 14-18
Médaille des Evadés. — Croix du Combattant. — Réformé-Pensionné
Guerre 39-45
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Officier de l'Instruction Publique. — Officier du Mérite Social. — Chevalier du Mérite Agricole
Conseiller Municipal à Villiers-Outréaux (Canton de Clary) de 1925 à 1929
Conseiller d'Arrondissement du Canton de Solesmes de 1936 à 1945. — Conseiller Général depuis 1945

C'est un Administrateur

DANS SA COMMUNE

Depuis 1951 : 70 maisons ouvrières ont été construites — Les bornes fontaines ont été supprimées et l'eau potable fournie dans toutes les maisons, sans exception. — Viesly a été doté d'un terrain de sport, un des plus beau du Cambrésis et d'un Foyer Rural Salle des Fêtes de toute beauté. — L'école maternelle a été modernisée, 3 classes ont été construites à l'école de filles. — Un projet de construction d'un groupe de 5 classes est à l'étude pour l'école de garçons.

DANS LE CANTON

Grâce au Syndicat des Eaux, Créé par le Conseil Général, sous l'impulsion de Narcisse Pavot, un réseau de distribution d'eau potable est en voie de réalisation dans 12 Communes. — Le réseau routier départemental a été bien amélioré.

DANS L'ARRONDISSEMENT

Narcisse Pavot est Vice-Président du Syndicat intercommunal d'électrification des écarts du Cambrésis. Pour amener l'électricité aux fermes, aux maisons ouvrières isolées, plus de 200 millions de travaux ont été effectués ou sont en cours d'exécution.

Electeurs, Electrices,

Saviez-vous qu'en 1930, le Parti Communiste avait qualifié la loi sur les Assurances Sociales « loi d'escroquerie »...

Que pensez-vous de cette erreur ?

Le Comité Electoral.

Electeurs, Electrices,... l'heure du choix a sonné !

Dans le désarroi actuel, pour sauver la France, il faut s'inspirer des solutions Socialistes.

Le Progrès économique n'a de sens que dans la mesure où il contribue au bonheur des hommes.

Or ceux-ci ne peuvent être heureux dans un climat d'injustice sociale.

Les démolisseurs de la République

Guy Mollet a été renversé le 21 mai 1957 par 250 voix contre 213 : la droite et les Communistes ont voté contre.

Félix Gaillard a été renversé le 16 avril 1958.

Bourgès-Maunoury a été renversé le 30 septembre 1957.

Unis pour démolir, députés de droite et Communistes ne pouvaient l'être pour construire.

Des batisseurs

Guy Mollet, socialiste, fait voter l'augmentation de la Retraite des Vieux.

Deferre, socialiste, fait voter la Loi-Cadre pour nos possessions d'Outre-Mer qui doit permettre au Président de Gaulle de préparer la Paix en Algérie.

Bernard Chochoy, socialiste, fait voter la Loi-Cadre pour la construction de logements ouvriers.

Le Parti Socialiste veut être a l'avant-garde de la Ve République

Après les événements d'Alger du 13 mai, le général de Gaulle a déclaré ne pouvoir accepter la mission confiée par le Président de la République, s'il n'obtenait pas le concours des Socialistes. — Après contact et explications ce concours fut accepté.

Les Socialistes ont répondu... Oui à l'appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle. — Ils ont répondu Oui à l'appel du Président de Gaulle.

Les résultats du 28 septembre ont montré que la classe ouvrière nous faisait confiance puisque le Parti Communiste a perdu près de 2 millions de voix.

La démocratie allait a la dérive

Si elle n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants :

La présence de de Gaulle à la tête du Gouvernement... et la collaboration de Guy Mollet.

Electeurs, Electrices,... choisissez... et votez dès le premier tour pour le candidat

Narcisse PAVOT

et son suppléant :

Marcel ELOIRE

2e *CIRCULAIRE*

Parti socialiste S.F.I.O.

Notre candidat Narcisse Pavot et son suppléant Marcel Eloire remercient les 13.101 Electeurs et Electrices des cantons de Clary, Le Cateau et Solesmes qui, dès le premier tour, leur ont manifesté leur sympathie et leur confiance en les plaçant avec plus de 4.000 voix d'avance à la tête des sept candidats.

Ils leur demandent de renouveler leur geste le 30 novembre afin de transformer en victoire républicaine le succès socialiste du 23 novembre.

Electeurs, Electrices,

Au premier tour, chacun se prononce selon ses préférences personnelles.

Au second tour, tous les Français conscients de la gravité de leur geste doivent se regrouper sur les noms de Républicains éprouvés, ayant le plus de chance d'éliminer les ennemis de la République et de la Liberté.

Cet homme, ce patriote, qui depuis quarante ans, dans notre Cambresis s'est dévoué pour le bien public, vous le connaissez... c'est

NARCISSE PAVOT

Maire de Viesly. — Conseiller Général
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Dimanche 30 novembre, c'est l'avenir de la France qui est en jeu !

Oui la démocratie allait à la dérive en raison de la coalition des extrêmes.

Si elle n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants :

La présence de de Gaulle à la tête du Gouvernement... et la collaboration de Guy Mollet.

Oui, sans la collaboration de Guy Mollet, il n'y aurait pas eu de Gouvernement de Gaulle et sans ces deux hommes exceptionnels, la République était livrée aux factieux et à la guerre civile.

Pour maintenir l'action unie de ces deux hommes qui ont donné tant de preuves de leur courage, de leur clairvoyance, de leur patriotisme...

Votez et faites voter pour

NARCISSE PAVOT

Candidat de la République, de la Justice Sociale et de la Paix

et son suppléant :

MARCEL ELOIRE

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Ernest DENIS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Liberté — Egalité — Fraternité

Né le 26 janvier 1930 à Prouvy, petite commune du Valenciennois, Ernest Denis est profondément attaché à notre région.

Issu d'une famille ouvrière, il sut par son travail se faire dans une profession ingrate, une situation honorable.

Ardent au travail, organisateur avec des idées jeunes, il ne conçoit pas d'entreprendre une tâche sans la mener à bien.

Il est un passionné des questions politiques, il vit intensivement l'histoire de son pays, il avait milité depuis longtemps pour le retour du Général de Gaulle au pouvoir, au moment ou tout semblait perdu, il savait communiquer sa foi en l'homme du 18 juin.

Bien qu'âgé de 28 ans seulement, il a déjà tant consacré à cet homme qu'il veut une fois de plus le servir.

Servir les autres c'est s'élever soi-même, telle est sa devise.

Dans les différentes sociétés dont il est administrateur ou membre, que ce soit chez les Donneurs de Sang, la Chambre Syndicale des V. R. P., à l'Amicale des Anciens Sous-Officiers, etc., lorsqu'il répond présent tout le monde sait ce que cela veut dire.

Très jeune il militait dans les mouvements de jeunesse ; déjà à 18 ans, dans une commune du Cambrésis : Haussy, il fut désigné comme Secrétaire-trésorier d'une Association sportive naissante ; il laissa à son départ pour revenir dans le Valenciennois, un excellent souvenir.

Il est d'une franchise parfois déconcertante, mais tous, partisans et adversaires, connaissent son honnêteté.

Il aime la vie familiale et y consacre tous ses loisirs.

Après cette présentation sommaire, comment ne pas évoquer la lutte qu'il mena jour et nuit pour ce Oui du 28 septembre, bien peu d'hommes peuvent se targuer d'y avoir consacré tant de temps.

Il est un des plus jeunes candidats de France, le plus jeune du Nord, votre confiance en Denis ne peut pas être déçue.

Avec de Gaulle vous avez dit Oui !

Maintenant faites l'Union pour la Nouvelle République...

Avec vous elle enverra au Parlement des hommes qui s'engagent à garantir la République nouvelle que vous avez voulue...

Dès le premier tour faites respecter votre Oui. Votez Denis.

Electeurs, Electrices,

Le Général de Gaulle s'est trouvé à la tête de la Nation dans les plus mauvaises conditions que l'on puisse imaginer. Des caisses vides, des Français sans alliés, des Français divisés volontairement par les partis politiques pour mieux assurer leur règne, une guerre d'Algérie sans issue, une Nation française se révoltant devant notre faiblesse, bref par la faute des querelles politiques la guerre civile était à notre porte.

En votant Oui, le 28 septembre, vous avez condamné sans appel « Le Système »

avec ses tableaux : 22 ministères, l'affaire des fuites, Dien-Bien-Phu, Port-Saïd, les bons offices, les abandons du Maroc, de Tunisie etc. Vous avez condamné sans appel un régime incapable de loger les Français, incapables de leur apprendre à lire, les écoles étant insuffisantes.

Vous avez condamné sans appel ce gaspillage des deniers publics ; dans 90 % des cas les dépenses engagées par l'Etat étaient disproportionnées par rapport aux résultats obtenus.

Croyez-vous que seuls les textes de la Constitution de 1946 soient à incriminer ? N'existait-il pas une crise de conscience de beaucoup d'hommes politiques ?

Nous sommes au service de la Nation

Nous ne sommes pas au service d'un parti, nous ne voulons plus comme vous tous de ces intrigues, de ces divisions, de cette « République des camarades ».

Nous servirons Charles de Gaulle comme par le passé, servir de Gaulle c'est servir la France. Si les magnats de la politique avaient daigné depuis longtemps écouter notre voix, nous serions aujourd'hui le pays le plus riche du monde, tous nous aurions droit au bonheur que tout individu doit recevoir sur cette terre.

Pour bâtir la Communauté française, il faut avant tout une France forte, attrayante et généreuse.

Pour cette Algérie qui nous tient tant à cœur « une seule catégorie de Français à part entière ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

Les bâtisseurs de la France et de son Empire sont aussi les bâtisseurs de l'Europe : une Europe avec la France et non contre.

L'homme ne peut fonder un foyer, l'homme ne peut vivre heureux qu'avec l'assurance d'être humainement logé et non parqué dans des blockaus, des ruines ou des chambres sans air. Il faut protéger la famille.

Il ne suffit pas de donner la vie, il faut ensuite faire vivre. Les rires d'un enfant heureux ne sont-ils pas plus réconfortants que les pleurs du petit malheureux ?

A nos anciens qui ont bien travaillé doit être assuré quel que soit leur rang social, un retraite bien méritée leur permettant de vivre décemment.

Que tous les travailleurs sans distinction, tous ceux qui fournissent un effort puissent profiter de leur labeur le plus tôt possible.

Que l'agriculteur ne soit plus rejeté de la communauté, qu'il ait droit aux mêmes avantages que les autres catégories sociales.

Qu'une réforme fiscale vienne alléger les soucis du commerçant, de l'artisan, qu'il n'aient plus la certitude d'être « taillable et corvéable à merci » pour une caisse d'Etat sans fond. Qu'ils puissent vivre librement.

Une gestion saine du budget de l'Etat permettrait sans difficultés de rétribuer comme il se doit ceux qui sont à son service.

Faites abstraction de vos légitimes préférences personnelles pour ne songer qu'à l'intérêt national.

Du plus humble au plus grand, sans hésiter, bâtissons cet avenir avec l'Union pour la Nouvelle République, le 23 novembre, accordez-nous votre confiance. D'avance,

Merci !

Ernest DENIS

Représentant de Commerce, Marly-les-Valenciennes

Remplaçant éventuel :

Armand EVRARD

Artisan peintre

Conseiller Municipal de Bruay

Ancien F.F.L. (Groupe Lorraine). — Médaille Militaire. — Croix de Guerre. — etc.

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Honneur. — Patrie

Français et Françaises de la 18e Circonscription du Nord,

Permettez-moi de vous remercier de la confiance que vous avez témoigné à un candidat jeune et inconnu qui ne vous offrait pour toute garantie que son patriotisme et son attachement à la politique du Général de Gaulle.

Grâce à vous le résultat du 23 novembre a dépassé les espérances que tous les Français anti-marxistes avaient pu légitimement former. Rappelons en effet les résultats :

Ernest Denis, U. N. R.	13.433 voix
Coquelet	899 voix
Dewasmes, S. F. I. O.	14.228 voix
Bustin, Communiste	13.267 voix

L'importance de ce premier succès et l'effondrement des voix communistes vous permet d'envisager la victoire au second tour d'un candidat d'Union nationale, se réclamant du programme commun à toutes les grandes formations nationales qui ont d'ailleurs réalisé l'Union sur mon nom.

C'est pourquoi, fort de votre confiance, et décidé à ne pas la décevoir, je vous invite à manifester de nouveau le 30 novembre votre attachement aux idées que des millions de Français ont approuvées en accordant de façon massive leurs suffrages aux candidats présentés par l'Union pour la Nouvelle République.

Vous aurez à cœur de persuader les hésitants, qui ont pu s'abstenir lors de la consultation du 23 novembre de se joindre à vous, afin de permettre à l'arrondissement de Valenciennes d'envoyer au Parlement un nouveau député national, déjouant ainsi les calculs intéressés de ceux qui, sous prétexte d'anti-communisme, ont toujours incité les Français à faire le jeu des candidats du socialisme marxiste.

Plus que jamais je suis au service de la nation, c'est-à-dire au service de toutes les Françaises et de tous les Français, dont le labeur et le courage permettront à la France de surmonter victorieusement les épreuves actuelles.

Je suis décidé à voter en faveur de toutes les mesures permettant d'ouvrir des débouchés et de garantir la sécurité d'un emploi honorable à la jeunesse de notre pays, qui donne depuis plusieurs années tant de preuves de sa vaillance sur le sol de notre Algérie.

Je ferai également tout ce qui est en mon pouvoir pour permettre aux jeunes qui se battent encore à l'heure actuelle de renter dans leurs foyers tout en conservant à la France une province, dont l'existence est indissolublement liée à celle de la mère patrie.

Fermement convaincu que l'économie libérale est seule capable de satisfaire l'idéal de justice sociale que chaque Français porte en lui, je m'efforcerai de faciliter, par mon action, l'adaptation des structures économiques actuelles aux conditions nouvelles résultant des progrès foudroyants de la technique et de la science.

Quelles que soient les difficultés qui peuvent assaillir la France dans les prochaines années, je m'efforcerai toujours d'éviter au pays le renouvellement du spectacle lamentable, que lui ont donné les parlementaires de la IVe République, dont l'action se traduit par un bilan de faillite, de décadence et d'humiliations.

Si vous désirez fermement promouvoir une politique de renouveau national et social vous m'accorderez votre confiance en sachant que je ne la trahirai pas.

Vive le Nord !
Vive de Gaulle !
Vive la France !

Quelques objectifs de l'U. N. R.

— Soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour ramener la paix dans notre Algérie française et favoriser le retour de nos chers soldats sur le sort desquels vous tremblez chaque jour.

— Bâtir l'Europe économiquement et socialement.

— Parfaire la Communauté française des territoires d'outre-mer. Equilibrer la balance commerciale par une mise en exploitation des ressources algériennes et sahariennes et des autres territoires, avec l'amélioration générale du niveau de vie des populations.

— Diminuer le train de vie de l'Etat.

— Réformer les conditions d'exploitation des services publics et des entreprises nationalisées. Les aligner sur les entreprises du secteur privé.

— Combattre le dirigisme et la bureaucratie.

— Encourager l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie, l'artisanat.

— Instituer une fiscalité simple et juste ; supprimer la patente dans le cadre d'une réforme profonde du régime des finances locales.

— Réformer les méthodes de gestion de la sécurité sociale en vue de mettre fin au déficit actuel et en supprimer les abus sans en diminuer les avantages sociaux.

— Accélérer la politique hardie entreprise depuis trois mois dans la construction. Faire disparaître les îlots insalubres et les taudis encore trop nombreux dans nos villes et nos campagnes.

— Aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain. Favoriser l'accession des jeunes à la mise en valeur des richesses d'outre-mer.

— Etablir pour les Anciens, les Retraités, les Vieillards, une retraite vitale qui ne soit pas une aumône. Développer les soins à domicile pour éviter au maximum l'hospitalisation.

— Revaloriser les allocations familiales pour permettre à la mère de famille de rester à son foyer. Assurer aux parents le moyen de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix, quelles que soient leurs ressources. Pousser les constructions scolaires en fonction de l'accroissement de la natalité.

— Favoriser la promotion ouvrière dans le cadre de l'entreprise. Instituer l'assurance chômage conformément au désir du Général de Gaulle.

— Défendre l'industrie régionale, le commerce, l'artisanat, l'agriculture menacés par la libération des échanges. Le Nord travaille et paie 15 % des impôts de toute la France, il a droit à beaucoup plus d'égards.

Tous les Français veulent une période calme, dans l'unité nationale enfin retrouvée autour du Général de Gaulle et dans un monde où déjà la France a recouvré grâce à lui, sa grandeur et son autorité.

Plus d'abstentions ! Ni ratures ni surcharges, votre bulletin serait nul.

Tous ensemble dans l'Union faites respecter votre Oui.

Votez DENIS

Vive le Nord !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !

Suppléant éventuel :

Armand EVRARD

Artisan peintre
Conseiller Municipal de Bruay
Ancien F.F.L. (Groupe Lorraine). — Médaille Militaire. — Croix de Guerre. — etc.

Dernière minute. — M. Coquelet fait savoir qu'il demande à ses 899 électeurs de voter pour Ernest Denis. Le candidat U. N. R. est donc en tête pour le ballottage avec 14.332 voix.

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre CAROUS

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Le 12 février 1949, le Maire de Valenciennes entouré de mineurs en tenue de travail recevait le Général de Gaulle qui, déjà, dénonçait les périls menaçant notre République.

Pierre Carous, candidat d'Union pour la Ve République n'a jamais varié dans son désir de soutenir l'action du Général de Gaulle en vue de réformer, pour les sauver, les institutions républicaines.

En le désignant comme député, vous avez la certitude qu'il fera respecter votre « Oui » et qu'il ne changera pas d'opinion, après avoir profité de vos voix pour se faire élire.

VOICI UN BREF RÉSUMÉ DE CE QUE SERA MON ACTION AU PARLEMENT SI VOUS M'ACCORDEZ VOTRE CONFIANCE.

Tout d'abord, défense de notre région contre la menace de récession économique : à la fois industriels et agricoles, les cantons de Saint-Amand et de Valenciennes valent bien que leur élu s'en occupe. Je m'engage à faire pour eux le même effort que celui que j'ai fait à la Mairie pour la ville de Valenciennes.

Sur le plan « politique générale », nous devons nous attacher à :

Réaliser la justice sociale ; en y réfléchissant bien, on peut constater :

1° Qu'il n'est pas nécessaire de ruiner les entreprises pour donner des salaires décents ;

2° Qu'il n'est pas indispensable de mettre des impôts écrasants pour rétribuer les fonctionnaires nécessaires à la bonne marche des services publics ;

3° Que les Cultivateurs, les Commerçants et les professions libérales doivent vivre normalement de leur travail, sans pour cela faire une politique de vie chère. Il suffit d'avoir une politique générale de raison et de justice, d'éliminer les parasites et de renvoyer à la production ceux qui veulent travailler avec les bras des autres.

La stabilité gouvernementale, une monnaie saine, une politique constructive seront notre principal souci.

Mais, direz-vous, est-il possible de réaliser tout cela ?

A mon avis, c'est possible, si nous avons une politique saine et sans démagogie. Vous rendez-vous compte en effet que, depuis que le Général de Gaulle a été désigné pour présider à nos destinées et a commencé à réformer nos Institutions, nous pouvons espérer la paix en Algérie, une politique à la fois pacifique et nationale dans le cadre de nos amitiés traditionnelles, plus de justice et davantage de réalisations. Nous avons aussi la certitude de garder avec la République toutes nos libertés.

Il nous faut des logements dignes de ce nom (et non des casernes) avec si possible un jardin par famille. Il faut aussi des écoles, une vie décente pour nos vieux et une rétribution normale pour tous ceux qui travaillent, que ce soit à l'usine, à la mine, dans une ferme ou dans un bureau, que ce soit pour leur compte personnel, pour celui d'une entreprise privée ou pour le compte de l'Etat.

Le 28 septembre, vous vous êtes unis pour dire Oui,

Le 23 novembre, vous vous unirez à nouveau pour désigner des Députés qui feront respecter votre vote !

Vous pouvez faire confiance à :

PIERRE CAROUS

Né à Vieux-Condé, le 17 septembre 1913 d'une famille d'ouvriers et d'employés des Mines
Ancien Elève de l'Ecole primaire de Bruay-Thiers, puis des lycées de Valenciennes et de Lille
Docteur en Droit de l'Université de Lille
Officier de Réserve
Inscrit au Barreau de Valenciennes en 1935. Elu Bâtonnier en 1955.
Elu Maire de Valenciennes en 1947. Réélu en 1953.
Elu Conseiller Général en 1949
Ne s'est pas représenté pour raisons professionnelles
A été successivement Secrétaire, puis Vice-Président de l'Assemblée Départementale
Marié. — Deux enfants

PIERRE DECOURRIERE

Né à Millonfosse le 21 août 1905. — Cultivateur. — Marié. — Père de quatre enfants
Mobilisé en 1939. — Blessé à Dunkerque
Engagé volontaire aux F.F.L. le 4 septembre 1940 sous le nom de « Dawson »
A fait Koufra puis la Campagne d'Afrique et a vécu l'épopée de l'Armée Leclercq
Démobilisé en décembre 1945 comme Sergent-Chef
Croix de Guerre. — Médaille des blessés. — Médaille commémorative de la France Libre

Valenciennes, le 15 novembre 1958.

Chers Concitoyens,

Le scrutin d'arrondissement a, au moins, l'avantage de me permettre de m'adresser directement à vous.

Le 23 novembre, je me présenterai à vos suffrages et j'ai tenu à vous dire pourquoi.

Je ne cherche ni un emploi (j'ai un métier qui me suffit) ni les honneurs d'un mandat qui comporte, si on veut l'exercer correctement, plus de servitudes que d'avantages ou d'agréments.

J'ai accepté d'être candidat uniquement pour, si je suis élu, défendre notre région de Saint-Amand et de Valenciennes et surtout soutenir le Général de Gaulle dans son action, en lui apportant de votre part l'aide et la confiance qu'il demande pour construire la République Nouvelle.

Je ferai mon possible dans l'intérêt général ; par contre, ne comptez pas sur moi pour faire du favoritisme ou être l'homme des compromissions : ceux qui me connaissent bien savent à quoi s'en tenir.

Je ne vous promets pas l'impossible, mais si vous me faites confiance, j'espère avec l'aide de Monsieur Pierre Decourrière qui a bien voulu être à mes côtés, pour représenter les milieux agricoles et la région de Saint-Amand, faire du bon travail.

Je remercie les formations politiques qui m'ont apporté leur concours et tous ceux qui, par leur désintéressement ont, en s'effaçant, permis de réaliser l'Union complète.

J'espère que, tous ensemble nous pourrons réaliser notre idéal : créer enfin la République fraternelle et propre que nous désirons tous.

Croyez à mes sentiments dévoués.

P. S. — Je me permets de compter sur vous, vous pourrez, si vous me faites confiance, compter sur moi !

Bien à vous,
P. C.

PIERRE CAROUS

Docteur en Droit. — Avocat au Barreau. — Ancien Bâtonnier
Maire de Valenciennes

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Au premier tour de scrutin :

Mᵉ Pierre Carous, Candidat d'Union pour la Vᵉ République a obtenu .. 21.238 voix
Mᵉ Georges Donnez, Socialiste S.F.I.O. a obtenu .... 15.795 voix

Ces deux Candidats avaient inclus chacun dans leur programme la mise en application loyale des institutions nouvelles, que le Peuple de France, faisant confiance au Général de Gaulle, s'est donné le 28 septembre 1958.

Par contre, M. Arthur Musmeaux, député communiste sortant qui a obtenu 19.127 voix a non seulement voté contre la Constitution nouvelle, mais encore refusé la confiance au Général de Gaulle et a fait campagne pour le « Non » au référendum.

M. Musmeaux manifeste une hostilité très nette aux institutions nouvelles, à l'actuel Gouvernement et à la personne même du Général de Gaulle.

Ceux qui ont voté Oui au référendum doivent donc, s'ils veulent que leur décision soit respectée, élire le 30 novembre un député qui soit un partisan indiscutable du « Oui ».

Il est normal que l'Union se fasse, en dehors de toute autre considération, sur celui des deux Candidats Nationaux qui a obtenu le plus de suffrages au premier tour. Cette solution est la plus démocratique puisque ce sont les Electeurs eux-mêmes qui ont désigné l'un des deux candidats en lui apportant le plus de voix.

C'est donc sur le nom de Mᵉ Pierre Carous, Candidat d'Union pour la Vᵉ République que doivent se concentrer les voix de ceux qui veulent une République nouvelle et une politique d'inspiration nationale, telle que la pratique l'actuel gouvernement d'Union présidé par le Général de Gaulle.

C'est pour ces diverses raisons que nous vous invitons le 30 novembre à vous unir sur le nom de :

PIERRE CAROUS
Candidat d'Union pour la Vᵉ République

Suppléant éventuel :

PIERRE DECOURRIERE
Ancien Combattant F.F.L. — Cultivateur à Millonfosse

Et n'oubliez pas que s'abstenir équivaut à voter Communiste.

PIERRE CAROUS
Candidat d'Union pour la Vᵉ République

s'adresse aux Electrices et Electeurs de la 19ᵉ Circonscription.

Chers Concitoyens,

Merci de tout cœur aux 21.238 Electrices et Electeurs dont la magnifique union m'a placé en tête des Candidats Nationaux pour le second tour.

Malgré le succès que lui ont valu dans la région de Saint-Amand sa qualité de Maire et son amabilité, Mᵉ Georges Donnez ne pouvait, avec 15.795 suffrages, prétendre lutter efficacement au deuxième tour pour barrer la route à M. Arthur Musmeaux, député Communiste sortant.

Il est bien évident, dans ces conditions, que c'est sur mon nom que devront se concentrer les voix de ceux qui désirent que soit loyalement appliquée la décision qu'ils ont prise lors du référendum.

Vous connaissez ma position sur ce point et mon désir d'œuvrer avec le Général de Gaulle à la construction de la République Nouvelle que désirent les Françaises et les Français.

J'ai toujours considéré qu'un élu devait représenter et défendre la totalité des Electeurs de sa circonscription.

Si, venant grossir le nombre de ceux qui m'ont fait confiance le 23 novembre, vous me permettez de représenter notre circonscription, vous pouvez être certains que je m'attacherai par priorité à défendre les intérêts légitimes des cantons de Saint-Amand et de Valenciennes-Nord.

Vous pouvez être assurés également que je pratiquerai dans le cadre National, la politique de large union indispensable pour faire face à la tâche immense qui attend la future Assemblée Nationale.

Je crois avoir démontré à l'Administration Municipale de Valenciennes comme au Conseil Général que je ne suis animé d'aucun sectarisme ni d'aucun parti pris.

C'est donc avec la conviction de pouvoir faire du travail utile que, soutenu par les encouragements des 21.238 Electrices et Electeurs qui m'ont fait confiance le 23 novembre, je me présente à nouveau à vos suffrages le 30.

Je vous remercie d'avance de ce qu'il vous sera possible de faire pour m'aider dans cette tâche difficile et vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments dévoués.

PIERRE CAROUS.

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Fernand DUCHATEAU
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

A l'heure où tant d'hommes politiques, à l'affût de « slogans », à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, de changement d'étiquettes et d'élus représentatifs, le parti socialiste affirme que les solutions ne sont pas là.

Certes, les Institutions n'étaient pas parfaites et elles devaient, tôt ou tard, être révisées.

Il devenait impossible, au nom de la démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le Pays de Gouvernement et les Gouvernements d'autorité.

La démocratie à ce stade devenait une caricature.

La démocratie ce n'est pas cela.

La délégation de pouvoirs que les élus reçoivent du suffrage universel ne doit pas aboutir à l'affaiblissement de la République.

ELLE ALLAIT A LA DERIVE.

Si elle n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants : la présence de de Gaulle à la tête du Gouvernement et la collaboration de Guy Mollet.

Sans la présence de ces deux hommes, la République ne pouvait être sauvée.

Le pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements et, sans doute, la guerre civile.

Le prestige réel et incomparable de l'un, l'audience, faite de raison et d'expérience, de l'autre, ont permis ce que l'on a appelé à l'Etranger le « miracle français ».

Il faudra encore de longs mois pour que la France retrouve son équilibre.

Et ceux qui, aujourd'hui, se livrent à des jeux fantasques, puérils et vains, portent

condamnation sans balayer devant leur porte, cherchent par des artifices à accabler les autres de leurs propres fautes, risquent de rendre inhabitable l'édifice, encore fragile, mis à notre disposition.

Les faits sont des faits.

Le Parti Socialiste ne craint pas de confronter son action avec les faits. Il souhaite trouver en vous des femmes et des hommes qui puisent des leçons dans la réalité, parfois très dure.

Sans forfanterie mais sans faiblesse, il est prêt à se soumettre à la critique souvent facile, apanage des hommes libres.

Mais la critique serait-elle juste si elle englobait les uns et les autres, sans restriction aucune, dans une même réprobation ?

Le Parti Socialiste a courageusement pris les responsabilités les plus lourdes, en 1956, dans une Assemblée où il ne disposait que de 100 élus sur 600.

Qui oserait affirmer que Guy Mollet n'a pas rempli noblement son devoir, amélioré la condition du monde du travail, redonné confiance au pays et su lui retrouver une audience internationale à laquelle nous étions plus habitués ?

Pendant 16 mois, il a su insuffler du sang nouveau à l'Economie nationale, sauver l'Algérie menacée et convoitée de partout et préparer, par d'audacieuses réformes, un avenir meilleur pour notre jeunesse.

Notre fidélité à l'égard des institutions républicaines n'a jamais pu être contestée, elle a été parfaite et sans défaillance.

Quand, après de longues crises ministérielles, nos hommes, parmi les plus valeureux, entrèrent au Gouvernement, leur loyauté fut totale, sans d'autres exigences que le respect des engagements souscrits, sans d'autre prétention que de servir les travailleurs et le Pays.

Et, chaque fois, Robert Lacoste, un homme courageux, un compagnon de la résistance, fut maintenu à un poste délicat entre tous, souvent récusé par les censeurs agressifs que nous lui connaissons aujourd'hui.

La République, avec de tels hommes, conservait son plein sens. Elle était virile sans asservir l'esprit. Elle allait dans le sens de la vie et de la dignité sans affaiblir les droits de l'homme.

A l'heure du choix et des options, elle affirmait la primauté du travail.

Pacifiste, elle recherchait passionnément, mais sans faiblesse, les moyens de conjurer les dangers et, à cet effet, entretenait des rapports avec tous ceux qu'un même destin futur unit et rapproche.

Fidèle à sa mission, elle préparait, avec une loi-cadre, la magnifique communauté des peuples libres et associés que le référendum du 28 septembre dernier a consacré.

Compréhensive et attentive au lent cheminement des idées, elle aurait reconnu la personnalité algérienne et décidé qu'après le silence des armes, des élections libres, dans le plein sens du terme, désigneraient des interlocuteurs valables avec qui elle pourrait définir les conditions nouvelles d'une vie commune.

Humaine et juste, elle avait largement amélioré la législation sociale et accordé aux Vieux Travailleurs une réparation amplement justifiée.

Une politique irréversible de justice sociale faisait franchir un nouveau pas vers la libération de l'homme.

Davantage de joie de vivre avec le plein emploi.

Davantage de liberté avec la prolongation des congés payés.

Davantage de perspectives avec les investissements rentables garantissant pour l'avenir le travail des jeunes.

Avec de tels hommes, la République, comme en 1936, avec Léon Blum, Salengro et Lebas, avait reconquis la confiance du pays et le monde du travail y retrouverait sa place.

Ils n'en voulaient pas.

La Droite classique, les Poujadistes et les Communistes ont chassé Guy Mollet et plongé, dès ce moment, le Pays dans l'aventure.

Finie la stabilité ministérielle !
Interrompue l'expansion économique !
Arrêté le freinage des prix !

LA CONCLUSION ETAIT INEVITABLE.

Le pays désemparé a assisté passivement au déroulement des évènements de mai et approuvé, reconnu, dans son ensemble, l'héroïque position prise par le Parti Socialiste pour sauver la République.

Ne pas reconnaître cet effort, nier que la présence de Guy Mollet au sein du Gouvernement de Gaulle conditionnait le retour à une vie normale et préparait pour demain le libre fonctionnement des Institutions rénovées, c'est délibérément falsifier la vérité.

***

Le but de ceux qui nient, qui tentent de s'approprier le mérite des autres est clair : faire élire une Chambre réactionnaire.

Ils veulent, sous des étiquettes les plus diverses et sous couvert de l'unité française, tromper le corps électoral.

Mais, on ne résout pas les problèmes économiques, financiers et sociaux à coups de clairons.

Il faut les prendre résolument un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

Le Parti Socialiste connait les besoins de notre économie et son programme minimum de Gouvernement est adapté aux circonstances.

Au pouvoir, il s'efforcera de le réaliser, fidèle aux engagements pris, insensible aux sollicitations et aux pressions d'où qu'elles viennent.

Lors du référendum, 39.000 électrices et électeurs de notre circonscription ont voté « Oui », 25.000 se sont prononcés pour le « Non ».

Les partisans du « Oui » auxquels se joindront les égarés qui ont voté « Non » doivent continuer l'œuvre de rénovation commencée en refusant leurs suffrages aux candidats partisans du « Non » qui précipiteraient notre pays dans l'aventure et la misère.

Le Comité électoral de la 20e Circonscription (Cantons de Bouchain, Denain, Valenciennes-Sud) en vous présentant les citoyens

FERNAND DUCHATEAU
Maire de Denain, comme candidat du Parti Socialiste S.F.I.O.

JEAN BANTIGNY
Comme supléant

vous demande de lui faire confiance.

Interprète fidèle de votre volonté, votre élu saura en conscience et avec dévouement, défendre notre belle circonscription sans oublier les intérêts supérieurs de la Nation.

Votez en masse, sans rature Duchateau, Bantigny

2e *CIRCULAIRE*

Parti socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Nous remercions les 18.531 électrices et électeurs de la 20e circonscription du Nord qui, dès le premier tour, nous ont manifesté leur sympathie et accordé leur confiance.

Nous leur demandons de renouveler leur geste le 30 novembre afin de transformer en victoire républicaine le succès du 23 novembre.

Aux Electrices et Electeurs qui, dimanche dernier, ont voté selon leur conscience

pour le candidat de leur choix, nous leur demandons de bien réfléchir à l'importance du vote qu'ils auront à émettre au second tour.

Pour le première fois depuis 1936, les candidats du Parti Communiste n'obtiennent plus la majorité absolue dans la circonscription ; il ne faut pas qu'ils puissent réussir au deuxième tour.

Le 30 novembre, toutes les Françaises, tous les Français conscients de la gravité de leur geste doivent se regrouper sur les noms de Duchateau et Bantigny, républicains éprouvés, honnêtes et loyaux.

Toute erreur de jugement serait grave de conséquences.

L'abstention pourrait être fatale : s'abstenir c'est voter communiste !

Le 30 novembre, au-dessus des préférences personnelles il y a l'avenir de la France.

Songez-y Citoyennes et Citoyens et il importe que les 33.724 voix républicaines du premier tour se reportent sur les seuls candidats restant en face des hommes du Parti Bolchevique.

Votez en masse pour deux hommes qui ont donné tant de preuve de leur courage, de leur clairvoyance, de leur patriotisme, de leur civisme.

Votez sans rature pour :

FERNAND DUCHATEAU
Maire de Denain

JEAN BANTIGNY
Conseiller Municipal de Valenciennes

Candidats de la République, de la Justice Sociale et de la Paix

---

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Arthur MOULIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Constantine, le 6 juin 1958

Le mouvement de rénovation nationale, qui nous a valu le Oui du 28 septembre, ne peut être étouffé ni camouflé par les politiciens qui crient « Vive de Gaulle », après avoir tout fait pour rendre son retour impossible et son action inutile.

Les Français veulent tous, quelles que soient leurs opinions, un changement profond. La Nation s'est donné une Constitution nouvelle. Elle a besoin d'hommes nouveaux.

Dans cette circonscription. où ira votre choix ?

Si vous êtes Communiste, si vous jugez que tout va bien à Budapest et à Moscou, si vous pensez que le F.L.N. a raison, et que Pécheux est un « Grand Démocrate » ; alors votez Pécheux !

Sinon, qui vous propose-t-on : Loriau, Larivière, Naveau, Moulin. Voyez les hommes ! Voyez les positions de leurs partis ! N'oubliez pas ceux qui ont changé plusieurs fois de parti, d'amis ou de politique !

Suivant le vœu du général de Gaulle, je ne ferai ni polémique, ni attaques personnelles — même pas contre ceux qui l'ont trahi, ou qui essayent de se servir de son nom — car ces « gaullistes d'occasion » ne tromperont personne.

C'est à vous, Electrices, Electeurs, qu'il appartient de décider ce que sera la première Assemblée de cette nouvelle République.

Dès le premier tour, vous devez voter !

> « Au cours des six premiers mois de 1958, le Trésor a avancé plus de 50 milliards, pour le seul régime général de la Sécurité Sociale ».
>
> (Rapport de M. le Sénateur Pellenc)

Ceci n'est qu'un exemple. Il y en a mille. La fidélité à la mémoire de Robert Nisse et la situation actuelle de notre pays, nous dictent notre programme. Il tient en un mot : Réformes. Cela représente un travail immense, car il y a beaucoup à faire pour remettre de l'ordre dans la maison France : tout est à faire !

— Réforme des Services Administratifs, pour les rendre plus efficaces et plus économiques.

— Réforme des Marchés de l'Etat, aboutissant à la suppression de la « République des petits Camarades ».

— Réforme des entraves apportées à notre Agriculture et à notre Artisanat.

— Réforme des Circuits Commerciaux et de la Fiscalité.

— Réforme du Régime du Travail : seuls, les meneurs politiques se dressent encore contre les doctrines du général de Gaulle. Il faudra bien qu'ils s'y résignent !

— Réformes des lois sociales, devant aboutir, en fin de compte, à la Promotion ouvrière et à la réconciliation de toutes les catégories de Français.

— Car, à la lutte des classes, nous opposons la Fraternité qui est inscrite sur le fronton de nos monuments. Et, cette Fraternité ne peut exister que si les Citoyens ont conscience de l'Egalité de droits et de devoirs, qui nous est promise depuis 1789.

— Egalité devant l'impôt, par la suppression des « Castes privilégiées », et par une juste répartition de la charge.

— Egalité devant les avantages sociaux : sécurité sociale allocations familiales et Retraites (en particulier, il faudra mettre en application la notion de « retraite minimum vital », que personne n'a préconisée jusqu'ici).

Sur un plan plus général, la France aura à rétablir son rôle dans le Monde et à réorganiser la Communauté française. Les résultats obtenus par l'action du général de Gaulle, en quelques mois en Algérie et ailleurs, sont le gage de notre action future.

Pour la République et de Gaulle.

Pour sortir notre Pays de l'ornière.

Pour faire respecter votre Oui.

Vous voterez dès le premier tour pour un homme nouveau, qui est un « vrai gaulliste » et qui s'en est toujours honoré !

Vous voterez Moulin !

Arthur MOULIN

35 ans. — Vétérinaire à Sains-du-Nord. — 4 enfants

Remplaçant éventuel :

Roger CARION

34 ans. — Agent Technique à Fourmies. — 4 enfants

2e *CIRCULAIRE*

Les Associations Nationales et Mouvements Gaullistes

Républicains Sociaux — Convention Républicaine
Union pour le Renouveau Français — Union Ve République
Action Ouvrière et Professionnelle Gaulliste et Soutien Action Gaulliste

Union pour la Nouvelle République.

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque

Vous présentent la candidature d'Union de Arthur Moulin

Electrices, Electeurs,

Je remercie vivement les quelque 9.000 électeurs qui ont manifesté par leur vote du 23 novembre leur attachement à l'idéal gaulliste que nous défendons depuis des années, alors que d'autres s'en réclament après l'avoir renié.

Une propagande insidieuse a pu égarer des suffrages, en laissant croire que le candidat Larivière, ex-R.P.F., et prisonnier des Indépendants, était encore un gaulliste. Son apparition à Lille, lors du voyage du général de Gaulle, ne peut tromper personne, car sa lâche abstention au Conseil Général du Nord en mai 1958, lors du vote de la motion faisant confiance au général de Gaulle, nous donne une idée de la valeur de l'homme — son suppléant a d'ailleurs agi de même. — Quand à Naveau, vous le connaissez mieux : double jeu : dirigisme et démagogie.

L'élan qui anime la France, après le 28 septembre, se poursuit dans le succès de l'U.N.R. qui sera demain le centre vital de l'Assemblée.

Ne laissez par dénaturer votre Oui.

Nous avons une tâche écrasante à accomplir. Il faudra pour cela des hommes nouveaux, sincères et actifs.

Nous sommes, mon suppléant et moi-même, de ces hommes-là.

Union pour la Nouvelle République.

Paris, le 24 novembre 1958.

Cher ami,

Je vous félicite et je félicite les électeurs de la circonscription de Avesnes-Fourmies et Solre-le-Chateau des résultats très satisfaisants du premier tour des Elections Législatives.

Ces élections revêtent une importance capitale pour l'avenir de notre Pays et je tenais à vous exprimer mes vœux les plus amicaux pour le 2e tour.

Depuis des années, vous n'avez cessé de travailler et de lutter pour nos idées dans la voie tracée par le général de Gaulle.

Votre action passée est garante de votre action future. Je souhaite vivement que vous puissiez représenter l'U.N.R. au sein de la prochaine Assemblée.

Veuillez croire, Cher Ami, à mes sentiments les meilleurs.

Jacques Soustelle.

Notre Programme ayant été analysé dans notre première Profession de Foi, nous insisterons sur les points suivants :

Paix sociale :

— Réforme profonde du Salariat et des Lois Sociales, pour sauvegarder les avantages acquis, et en améliorer l'application.

— Réforme des Retraites : retraite minimum vital, qui sera, pour tous égale, à cotisation égale.

— Institution pour nos vieux actuels, d'une Retraite décente, qui ne soit plus une aumône.

Revalorisation des pensions des Anciens combattants et Victimes de Guerre.

PAIX SCOLAIRE :

— Mise au point définitive des mesures qui jusqu'ici ont été seulement esquissées.

PAIX TOUT COURT :

— par l'application des Principes de Brazzaville et de Constantine à l'Algérie et à la Communauté.

— par le retour de notre Pays à sa vraie place dans le monde.

Cette Paix est nécessaire à l'accomplissement de l'immense travail de mise en ordre que la France attend.

Faites confiance à ceux en qui de Gaulle peut avoir confiance, car ceux-là ne l'ont jamais renié.

Une majorité U.N.R. demain à la Chambre, c'est la certitude de la Stabilité, de la Paix, du Progrès.

Votez U.N.R. !
Votez pour de Gaulle !
Votez Moulin !

ARTHUR MOULIN
Vétérinaire à Sains-du-Nord

ROGER CARION
Agent Technique de Verrerie à Fourmies

Investis par l'U.N.R.
Soutenus par Centre Républicain, U.D.C.A., Défense Paysanne

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre FOREST
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Le Comité Electoral de Circonscription présente à vos suffrages la candidature du

Docteur PIERRE FOREST
Maire de Maubeuge

Sa biographie n'a pas besoin d'être rappelée car, dans toutes nos communes, il est justement apprécié. Réélu, il y a quelques mois, Conseiller Général, pour la sixième fois, et avec 61 % des voix au premier tour il est devenu une des personnalités marquantes du département : le premier Vice-Président du Conseil Général du Nord.

Sa débordante activité, l'intérêt qu'il porte à solutionner heureusement les revendications soumises par nos braves populations, ses nombreuses relations auprès des administrations se sont manifestées dans tous les domaines jusqu'à réaliser le souhait, espéré depuis 40 ans : la création du nouveau Canton d'Hautmont, et la désignation, en avril dernier, du premier Conseiller Général.

Pour son programme détaillé, de longues pages seraient nécessaires.

Mais ce qui nous intéresse le plus, est :

— Conclure cette malheureuse guerre d'Algérie, prolongée par de graves trahisons.
— La Paix et des finances meilleures favorisant les investissements pour empêcher la récession.

Le monde du travail dans l'Industrie, le Commerce, l'Agriculture, retrouverait l'activité, le plein emploi par la stabilité politique et éviterait le chômage. On pourrait alors activer le paiement des dommages de guerre pour lesquels tant de sinistrés ont écrit au Docteur Forest leurs ennuis après dix-huit ans d'attente.

— Terminer la reconstruction maintenant « en veilleuse »

car des crédits manquent pour la finition d'immeubles commencés.

— Un effort national pour le logement :

Des maisons en accession pour les jeunes ménages avec simplification des permis de construire.
— Des appartements construits par les offices d'H. L. M.
— Des logements bâtis par les usines et par les sociétés de crédits.
— Des Ecoles pour la jeunesse et aussi des Collèges, des Centres professionnels, un lycée et des Instituts techniques ainsi que la réforme de l'enseignement.
— La réforme fiscale réclamée par tous.
— Un équipement hospitalier digne de notre arrondissement aux 60.000 familles. alors que les pays voisins (Belgique, Allemagne, Hollande) ont, dans chaque Canton, un hôpital moderne.
— Défense de nos retraités et de nos pensionnés, ces vieux qui le connaissent bien. Guy Mollet a posé 11 fois la question de confiance sur le Fonds de Solidarité.
— L'amélioration des prestations de la Sécurité Sociale par remboursement à 80 % des frais médicaux réels, affirmant ainsi une protection incessante des Mutualistes du Bassin de la Sambre dont il connait les besoins, étant médecin. .
— Défense des vétérans, médaillés du travail, Anciens combattants.
— Un aménagement des routes régionales avec rectification des tournants dangereux, pistes pour cyclo-moteurs et trottoirs pour piétons, ainsi que la construction de ponts supérieurs à Hautmont comme à Marpent pour supprimer les passages à niveau.
— Modernisation de la Navigation et aussi de l'Aviation régionale, trafic de demain.

Préparez votre bulletin de vote avant de partir voter, au premier tour pour le Docteur Pierre Forest, candidat du parti Socialiste.

Le Comité électoral

Chers Electeurs,

Après le triomphal référendum, un scrutin intelligible réclamé par tous les hommes de bon sens, vous permet de choisir plus facilement votre représentant à l'Assemblée Nationale .

Appelé par une grosse majorité des élus de la région (sauf les Communistes), désigné par mes collègues socialistes, je viens solliciter vos suffrages.

Depuis plus de 25 ans, administrateur communal, je représente les Cantons de Maubeuge et d'Hautmont ; aussi, pourquoi faire des promesses quand tout un passé et un présent sont là comme des garanties de l'avenir.

En politique, ma position est franche :

Enfant de la République, si j'ai tressailli en juin 1940 à l'appel de Londres, j'ai frémi en mai dernier aux événements d'Alger.

Si la démocratie n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente et sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants :

La présence du général de Gaulle à la tête du Gouvernement et la collaboration de Guy Mollet.

Sans la présence de ces deux grands hommes d'Etat la République ne pouvait être sauvée.

Le Pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements, et, sans doute, la guerre civile.

Le prestige réel et incomparable du général de Gaulle,

L'audience, faite de raison et d'expérience de Guy Mollet,

ont permis ce que l'on a appelé à l'étranger le « miracle Français ».

Mais il faudra encore de longs mois pour que la France retrouve son équilibre.

De ce fait, il y a de grands problèmes à résoudre qui dépassent aujourd'hui les querelles de clochers.

Qand on voit les voisins organiser le complexe de la Sarre et plus près de nous le combinat de Dunkerque :

Il faut assurer l'urgente défense de la Région de la Sambre et de ses Travailleurs menacés.

Pour défendre le bassin de la Sambre il faut un député.

Je suis votre Candidat...

Comme pour le Oui... Votez utile... Ne perdez pas votre voix

Au premier tour, avec confiance, votez pour

le Docteur FOREST

2e *CIRCULAIRE*

Aux Electrices et Electeurs qui, dimanche dernier, ont voté selon leur conscience, pour le candidat de leur choix, nous leur demandons de bien réfléchir à l'importance du vote qu'ils auront à émettre au second tour.

Au premier tour, on choisit ;

Au second tour, on élimine.

Le moment de la décision arrive...

Il faut voter utile

Placé en tête avec 40 % des voix, le Docteur Forest est le candidat désigné par le suffrage universel pour la défense de la Ve République, donc le candidat d'Union.

Pour la France, pour la Paix,

Vous voterez dimanche pour le Docteur Forest.

Le Comité

Le 24 novembre 1958

Je remercie les nombreux électeurs qui m'ont accordé leur confiance et ainsi désigné avec 40 % des voix comme le premier candidat.

Il faut donc dimanche sans hésitation et sans abstention voter pour assurer l'avenir des Français dans la nouvelle République.

Docteur PIERRE FOREST

Candidat désigné par le suffrage universel

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul BECUE
(Candidat de l'Union pour la Vᵉ République)

élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Union pour la Cinquième République

Electeurs, Electrices,

Le 13 mai 1958 et les jours suivants, la France sentant trembler son destin, vécut des heures angoissantes et difficiles.

Le 28 septembre, à l'appel d'un homme dont le nom illustre ne peut cautionner qu'une grande politique républicaine, vous avez répondu par une affluence considérable aux urnes et par la masse de vos bulletins : Oui.

Dans un magnifique élan,vous avez signifié que vous ne vouliez ni du communisme, ni du désordre des années passées.

Une immense espérance s'est levée !

Mais la tâche n'est pas terminée, loin de là !

Si, les 23 et 30 novembre, le Pays se donnait une Assemblée Nationale semblable à celles qui l'ont précédée, il connaîtrait bientôt les plus amères désillusions !

En votant Oui massivement le 28 septembre, vous avez indiqué nettement que vous souhaitiez, non seulement des Institutions nouvelles, mais aussi et surtout des hommes nouveaux, pour les faire fonctionner.

La IVᵉ République a vécu, vous savez dans quelles conditions lamentables. Celle qui est née le 28 septembre doit être plus sincère, plus juste et plus exaltante. Il ne peut donc être question pour vous d'accorder votre confiance à des hommes du passé, responsables du désordre et de la gabegie qui ont provoqué les événements du 13 mai dernier.

Ce n'est pas avec des incendiaires que l'on fait des pompiers.

En plein accord avec vous, nous vous disons : à République nouvelle, hommes nouveaux.

Rejetez ces professionnels de la politique que vous subissez depuis de nombreuses années. Le scrutin d'aujourd'hui vous donne la possibilité d'éliminer les charlatans qui avaient fait des élections un champ de foire électoral en promettant... et promettant toujours, sans souci de savoir ce qui pourrait être tenu.

C'est pourquoi, tenant compte de votre volonté exprimée massivement lors du référendum du 28 septembre, et des paroles prononcées à Constantine, le 6 juin 1958, par le général de Gaulle : — « Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi » — nous avons l'honneur de présenter à vos suffrages deux hommes nouveaux dont personne ne peut dire qu'ils sont en quoi que ce soit responsables de nos difficultés et de nos malheurs, deux hommes compétents et dévoués qui n'ont qu'une seule ambition : servir et non se servir.

L'Union sur Paul Becue

POUR :

Des finances saines par une économie saine, sans impôts nouveaux par une compression du train de vie de l'Etat et une réforme fiscale vraiment digne de ce nom, toujours promise et jamais réalisée, qui permettront :

— d'apporter une aide efficace aux économiquement faibles et une retraite décente aux vieux travailleurs ;

— de satisfaire les légitimes revendications des anciens combattants et des prisonniers de guerre et déportés ;

— de donner aux fonctionnaires et aux salariés de toutes catégories un salaire en harmonie avec le coût de la vie ;

— d'assurer un véritable reclassement de la profession agricole par rapport aux autres activités de la Nation ;

— d'encourager l'initiative individuelle et la libre entreprise dans le commerce, l'industrie et l'artisanat ;

— de promouvoir une politique hardie de construction ;

— d'aider la jeunesse à préparer dans l'enthousiasme un avenir meilleur et plus certain ;

— à notre pays de poursuivre sans inquiétude et avec optimisme la réalisation d'une Europe réelle et de s'organiser avec efficacité pour le Marché Commun et l'Euratom.

Vous voudrez :

Une réforme profonde du régime assurant :

— avant tout la stabilité du pouvoir d'achat, condition nécessaire de toute politique sérieuse ;

— la défense de la liberté sous toutes ses formes en donnant vraiment aux pères et mères de famille les moyens d'élever leurs enfants et de leur donner l'éducation de leur choix ;

— de faire de l'Union Française une réalité vivante garantissant aux peuples d'outre-mer un large développement économique, social et culturel dans une étroite communauté avec la France Métropolitaine, seule solution pour ramener la paix en Afrique du Nord et permettre le retour rapide de nos soldats.

Bientôt avec une Assemblée composée de beaucoup d'hommes de cette qualité, la France, derrière le général de Gaulle qui incarnera sa grandeur, sera, nous en sommes sûrs, la fierté de tous les Français.

En masse ! Dès le premier tour du 23 novembre, pour une République plus humaine et fraternelle, vous ferez respecter vos « Oui » du 28 septembre.

Vous voterez et ferez voter pour

Paul BECUE

Cultivateur

Ancien Combattant, 1939-1945. — Ancien Prisonnier 1939-1945

Maire d'Eth. — Conseiller Général du Nord

Remplaçant éventuel :

Jean PAYEN

Pharmacien. — Maire de Berlaimont

Le Comité électoral

———

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Cinquième République

« Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé, j'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE
Discourt de Bône du 6 juin 1958

Electrices, Electeurs,

C'est de tout cœur que nous remercions les quatorze mille quatre cent vingt huit (14.428) électrices et électeurs de la 23e circonscription du Nord de la marque de sympathie qu'ils viennent de nous témoigner en permettant à nos deux candidats : MM. Paul Bécue et Jean Payen, d'arriver, lors du scrutin du 23 novembre, très largement en tête des quatre candidats qui se présentaient à leurs suffrages.

Vous avez amorcé, hier, une très grande et très importante victoire et ce succès vous appartient.

Cette confiance massive est, en réalité nous n'en doutons pas, adressée au général de Gaulle que nos candidats et nous mêmes n'avons jamais cessé de servir et que nous avons toujours envers et contre tous, considéré comme étant le seul recours de la France.

Les événements nous ont donné raison.

Votre « Oui » du 28 septembre, qui prolongeait le sursaut national, du 13 mai, prend ainsi, depuis dimanche, sa signification définitive : une volonté farouche de ne pas voir la Ve République retomber aux mains des hommes du « système » qui avaient étranglé la précédente.

Inlassablement nous vous disons : à République nouvelle, hommes nouveaux !

Faites en sorte, que l'immense espérance qui s'est levée lors du référendum du 28 septembre, se réalise.

Faites respecter votre « Oui » en votant demain pour des hommes compétents et dévoués, n'ayant qu'une seule et unique ambition : Unir... Servir.

Tous ensemble, dans un grand effort et dans la Justice, derrière le général de Gaulle, entraînons les Françaises et les Français vers le renouveau et la grandeur.

Votre patriotisme et votre bon sens nous ont permis le 23 novembre de gagner une dure bataille.

Tous ensemble, vous voudrez dimanche, assurer la victoire de laFrance.

Pas d'abstentions au second tour !

En masse, votez :

PAUL BECUE
Cultivateur
Maire d'Eth. — Conseiller Général du Nord

Remplaçant éventuel :

JEAN PAYEN
Pharmacien. — Indépendant Paysan
Maire de Berlaimont

Le Comité électoral de la Ve République soutenu par l'U.N.R., les Indépendants-Paysans, le M.R.P. et le Parti Radical.

OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Marcel DASSAULT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Candidat aux élections législatives du 23 novembre prochain, je me présente à vous comme un administrateur au service de votre Circonscription qui veut, investi de vos suffrages, promouvoir l'expansion économique pour réaliser l'essor et la prospérité de nos cantons.

Nous n'avons pas contribué en vain au sursaut national du 13 mai.

Les Français ont compris que c'était le moment de s'unir et tous les partis nationaux m'ont donné leur investiture ou n'ont pas présenté de candidat contre moi, à l'exeption du Parti Socialiste qui présente des candidats dans toutes les circonscriptions de France. Je suis, de plus, autorisé à me prévaloir de l'Action Civique Rurale de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Mon programme d'action sociale :

Des écoles pour les enfants, l'organisation de leurs vacances, des stades pour la jeunesse, des maisons pour les jeunes ménages, du travail pour les ouvriers, une assurance en cas de chômage, une retraite décente pour les vieux, l'aide accrue aux Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, aux Veuves et aux Orphelins.

Mon programme d'action rurale :

Parité des prix agricoles et des prix industriels, organisation des marchés, suppression de la taxe de résorption qui est un frein à la production.

Soutien des exploitations familiales en humanisant les conditions de prêts accordés aux jeunes agriculteurs. Diminution des impôts quand les récoltes sont mauvaises et mesures compensatrices d'exception pour le blé et la betterave.

L'Etat, qui fait des investissements coûteux dans d'autres domaines, doit en faire également au profit de l'agriculture.

Mon action en faveur des commerçants et artisans :

Les dégager des soucis du contrôle fiscal en adoptant un système d'impôt simple et forfaitaire. En outre, obtenir qu'il leur soit consenti des prêts à un taux raisonnable pour leur permettre également de moderniser leurs entreprises et d'en améliorer le rendement.

Mes réalisations :

Constructions de maisons économiques et familiales Dassault F. 4. Mise en place de lignes d'autocars là où il n'y en avait pas. Aide que j'ai apportée aux communes en leur faisant consentir des prêts par les Compagnies d'Assurances Nationalisées lorsque la Caisse des Dépôts n'était pas en mesure de le faire.

Mon action au sein de l'Amicale Parlementaire Agricole et l'appui que je lui ai apporté par ma Presse Parisienne ont permis d'obtenir le vote de la Loi Laborbe, et l'indexation des prix agricoles qu'il s'agit aujourd'hui de défendre.

Mon passé est garant de l'avenir.

L'expansion économique de la Circonscription ouvrira des possibilités nouvelles pour la jeunesse studieuse du département de l'Oise dont nous aurons besoin dans l'avenir pour occuper les nombreux postes qui seront à pourvoir.

A cet effet, devra être développée, aussi bien sur le plan de l'école publique que de l'école privée, l'instruction primaire, supérieure et technique.

Investi de vos suffrages, pour vous et par vous, il me sera possible de soutenir à l'Assemblée Nationale la politique du Général de Gaulle et de son gouvernement pour la grandeur et la prospérité de la France dans la paix.

Vive la circonscription de Beauvais-Nord !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France et vive la République !

Marcel DASSAULT
Sénateur de l'Oise
Ingénieur des Constructions Aéronautiques
Grand-Croix de la Légion d'Honneur

2e *CIRCULAIRE*

Merci aux Conseillers Généraux, Maires, Electrices et Electeurs qui m'ont fait confiance pour la défense de leurs intérêts et l'expansion économique de notre circonscription, en me plaçant triomphalement en tête des candidats dès le premier tour de scrutin avec 17.522 voix.

Je vous prie de trouver ci-dessous les grandes lignes de mon programme :

Enfants

Développement des Ecoles publiques et privées, organisation de leurs vacances d'été et d'hiver.

Jeunesse

Développement des écoles techniques, stades, piscines, sports, etc...

Jeunes ménages

Logements, transports, travail, indemnités en cas de chômage, prêts à intérêts réduits aux exploitants agricoles, commerçants et artisans pour moderniser leurs entreprises.

Simplification de la fiscalité.

Aide sociale

Revalorisation des retraites des Anciens Combattants, Déportés, Victimes de Guerre, Veuves et Orphelins, ainsi que celle des Vieux Travailleurs.

Aide accrue aux « Economiquement Faibles ».

Confiance au Général de Gaulle

Pour une solution rapide au problème algérien et la mise en valeur des richesses du Sahara au profit de la Nation.

Vive la Circonscription de Beauvais-Nord ! Vive l'Oise !
Vive la France !
Vive la République !

Votez en masse, pas d'abstentions

Marcel DASSAULT
Sénateur de l'Oise
Ingénieur des Constructions Aéronautiques
Grand-Croix de la Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean LEGENDRE
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre vous accomplirez un acte grave. Votre décision sera déterminante pour votre avenir, celui de notre pays et des nouvelles institutions républicaines que 80 % des Français ont approuvées.

Voter c'est juger et choisir. Jugez-moi sur mes actes :

— Je me suis toujours opposé à la politique des abandons.
— J'ai défendu l'Algérie Française, l'honneur de l'armée.
— J'ai permis, par mon vote favorable, le retour au pouvoir du général de Gaulle.
— Je lui ai accordé, le 2 juin 1958, les pouvoirs exceptionnels qu'il demandait pour faire une nouvelle Constitution.
— J'ai participé très activement à la campagne pour le « Oui » au référendum, par affiches, articles de journaux, conférences.
— A l'Assemblée Nationale française comme dans les Assemblées européennes où la confiance de mes collègues m'a délégué, j'ai soutenu avec passion les intérêts de la France.

Enfin, j'ai consacré une partie de mes activités à la construction de l'Europe unie, que je crois nécessaire au progrès économique, social et humain de notre peuple, comme à la sauvegarde de la paix du monde.
Voilà pour le passé.

Voici pour l'avenir :

Je fais confiance au général de Gaulle pour qu'il apporte une solution prochaine à l'angoissant problème de l'Algérie. J'approuve les initiatives qu'il a prises et les projets de réformes économiques et sociales qu'il se propose d'y réaliser.

Je fais confiance au Président Pinay pour qu'il restaure, comme il le fit en 1952, une situation financière compromise par trop de démagogie. La stabilité de la monnaie n'est-elle pas la meilleure garantie du pouvoir d'achat des salaires, des modestes allocations ou retraites de nos « cheveux blancs » ? Elle seule ne permet-elle pas la réalisation de plans à long terme : plan d'équipement économique, de constructions d'écoles, de logements ?

Une vraie politique sociale, c'est d'abord une sage politique monétaire et financière.

Je me refuse à faire de vaines promesses. Qu'on me permette seulement de rappeler les principes dont s'est inspirée mon activité passée :

— J'ai toujours défendu toutes les libertés contre le sectarisme et le communisme.

— J'ai toujours défendu les petites et moyennes entreprises et leurs libres activités menacées par l'étatisme bureaucratique.

— J'ai toujours défendu l'Agriculture de notre région et je suis de ceux qui ont obtenu l'indexation des prix agricoles et l'organisation des marchés de ses productions essentielles.

— J'ai toujours combattu la super-fiscalité, j'ai proposé la simplification de notre système fiscal par l'institution d'une taxe sur l'énergie.

— J'ai toujours défendu les droits de mes camarades anciens combattants et prisonniers, ainsi que ceux des victimes de la guerre, des invalides, des infirmes, de nos vieillards dont je connais le sort souvent douloureux.

— J'ai défendu enfin la politique familiale qui fait de la France la Nation la plus jeune de l'Europe.

Pour le présent : c'est notre charge.
Pour l'avenir : c'est notre chance.
La France aura 50 millions d'habitants, dans quinze ans.

Préparons, dès aujourd'hui, ce renouveau :

En construisant des écoles où nous formerons les jeunes aux techniques nouvelles.

En favorisant l'expansion économique qui nous permettra d'affronter victorieusement la concurrence accrue au sein du Marché Commun.

Une France jeune, active, enthousiaste, y trouvera la prospérité et la paix.

C'est à cette tâche que je veux consacrer mes efforts, si vous m'en donnez le mandat.

Vive la République !
Vive la France !

JEAN LEGENDRE
Député sortant

Le suppléant éventuel :

ALBERT DEFOULCY
Maire d'Appilly

2e CIRCULAIRE

Aux Electrices et aux Electeurs de la circonscription de Compiègne-Noyon

Chers Amis,

En me plaçant en tête de tous les candidats, avec 14.520 suffrages, vous avez voulu :

— accorder votre confiance au candidat que vous estimiez le plus apte à défendre les intérêts de notre région et de la France ;

— confirmer votre « Oui » du 28 septembre ;

— soutenir la politique et l'action du général de Gaulle ;

— approuver le parlementaire qui avait rendu possible son retour au pouvoir et fait campagne pour la Ve République en laquelle vous placez votre espérance d'un renouveau.

Au premier tour nous étions plusieurs candidats à solliciter légitimement les suffrages des « Oui ». M. Legros est écarté de la compétition. M. Granthomme se retire devant « le Candidat National le plus favorisé »...

Le devoir est donc clair :

Je reste le seul Candidat National pour lequel voteront celles et ceux qui ont répondu « Oui » le 28 septembre dernier.

Afin de le confirmer de façon éclatante et de permettre au général de Gaulle de continuer l'œuvre entreprise.

Pour la République !
Pour la France !

Votez : Jean Legendre, député sortant.

***

Jean Legendre est le seul candidat à avoir visité personnellement les 115 communes de la circonscription de Compiègne-Noyon durant la campagne électorale.

Il prend l'engagement de les visiter à nouveau en cours de mandat ; de faire une permanence mensuelle dans chacun des chefs-lieux de canton et une permanence tous les 15 jours le samedi matin à Noyon, le samedi après-midi à Compiègne.

Il considère qu'un parlementaire a le devoir de maintenir un contact permanent avec les électeurs.

Le scrutin départemental ne le permettait pas. Le scrutin de circonscription rend cela possible.

Jean Legendre sera à la disposition de tous les électeurs sans distinction d'opinion.

JEAN LEGENDRE
Député sortant

Suppléant éventuel :

ALBERT DEFOULCY
Maire d'Appilly

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert HERSANT
(Candidat d'Union des « Oui » pour une Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

ROBERT HERSANT
Candidat d'Union des « Oui » pour une Nouvelle République
investi par le Parti Républicain Radical-Socialiste

A ses Electrices, à ses Electeurs,

Mes Chers Amis,

Le 23 novembre prochain, vous allez désigner, selon le nouveau mode de scrutin, le représentant à l'Assemblée Nationale de la Circonscription de Clermont-Crépy.

Au lendemain de cette consultation, l'élu du suffrage universel deviendra votre député et cela, quel que soit votre vote.

C'est à lui que vous vous adresserez désormais si vous avez une difficulté. C'est lui que vous chargerez, le cas échéant, de vous défendre.

N'est-il pas souhaitable dans ces conditions de profiter de l'occasion qui nous est donnée pour réaliser, dès le premier tour, la belle union de tous ceux qui votèrent « Oui » au référendum ?

D'autant plus que notre secteur constitue un phénomène unique en son genre en France : en effet, à part votre actuel député, tous les autres candidats sont étrangers à la circonscription !

Ne dispersez pas vos voix, vous le savez, les chiffres le prouvent, en réalité, je reste seul en face du représentant du Parti Communiste.

DES CHIFFRES INDISCUTABLES

Je vous rappelle les résultats de mon élection en juin 1956. Ils sont éloquents et ont le mérite d'être indiscutables. Au 1er tour, nous avions :

— Robert Hersant : .... 12.800 voix
— Communistes : .... 11.100 »
— Socialistes : .... 3.200 »
— M. Sene : .... 5.900 »
— Poujadistes : .... 3.400 »

Au second tour, le 17 juin, en dépit du maintien de deux candidats, les résultats furent les suivants :

— Robert Hersant : .... 16.800 voix
— Communistes : .... 12.800 »
— M. Jacoby .... 4.300 »
— Poujadistes : .... 2.200 »

Le 23 novembre verra le même duel se poursuivre entre le communiste et moi, cependant que les voix de l'extrême-droite s'éparpilleront sur trois candidats sans espoir.

Ne serait-il pas sage de faire bloc, dès le 1er tour sur mon nom afin d'éviter de perdre un second dimanche ?

MON PROGRAMME D'ACTION

Vous me connaissez. Vous savez que partisan résolu du progrès social, je mène personnellement une action considérable au service des populations. Il ne se passe pas d'année sans que je prenne des initiatives en faveur de la jeunesse, des sportifs, des cheveux blancs, des économiquement faibles, des jeunes ménages, des familles nombreuses, etc...

Mon Secrétariat, en deux ans, a constitué 21.000 dossiers pour la défense des électeurs de l'Oise.

Mon Service social a toujours répondu « présent » lorsqu'il s'est agi d'apporter une aide efficace à ceux qui sont dans la difficulté.

Quel autre parlementaire, en France, peut présenter un tel bilan ?

Sur le plan national, de même j'ai apporté ma voix au général de Gaulle lors de son investiture, je continuerai à le soutenir pour :

— Le rétablissement de la paix en Algérie.
— L'amélioration du niveau de vie des populations.
— Le développement de la construction.
— L'augmentation de la retraite des cheveux blancs.
— La réforme de l'enseignement.
— La fondation d'une Europe unie.

Au scrutin d'arrondissement, il faut choisir l'homme d'action : je suis celui-là !
Pour continuer à vous défendre, j'ai besoin de vous.
Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

Vive l'Oise !
Vive la République !
Vive la France !

Robert HERSANT
Maire de Ravenel
Député de l'Oise. — Conseiller général de l'Oise

2e CIRCULAIRE

Pour battre le candidat du Parti Communiste
Pour construire sans tarder la Nouvelle République

Robert HERSANT
Candidat d'Union des « Oui »
Candidat d'Union des Nationaux pour le 2e tour

Mes Chers Amis,

La France, pour la seconde fois, vient de répondre « Oui » au général de Gaulle.

Dans notre circonscription de Clermont- Crépy, les électrices et les électeurs en me permettant de battre le candidat communiste, ont marqué avec une détermination farouche, leur volonté de rompre avec un passé d'échecs et d'humiliation.

La France vit actuellement la plus pacifique, mais la plus authentique des révolutions. Un immense espoir vient de se lever. Il ne peut pas être déçu.

Des tâches gigantesques attendent la Nation.

En m'élisant, dimanche prochain, vous me permettrez de prendre ma place dans les rangs des bâtisseurs de la Nouvelle République.

Je vous en remercie à l'avance.

Robert Hersant

Au 1er tour on vote pour le candidat de son choix.
Au 2e tour on vote pour le candidat national placé en tête par les électeurs.

Dimanche prochain,

Votez pour Robert Hersant

Le seul qui, dès 1956, dénonçait avec clairvoyance les vices du régime imposé à la France.

Votez pour Robert Hersant

Bloquez vos voix sur le seul candidat qui peut battre l'homme du Parti Communiste.

Votez pour Robert Hersant

Pour l'animateur infatigable qui réalise sans cesse des initiatives nouvelles.

Votez pour Robert Hersant

Pour le candidat dont les titres et l'audience assureront la meilleure défense de vos intérêts.

Votez pour Robert Hersant

Pour l'homme dynamique qui luttera pour le progrès social et l'avenir de notre belle région.

Votez pour Robert Hersant

Pour le créateur d'œuvres sociales nombreuses en faveur de la jeunesse, des familles et des Cheveux Blancs.

Vive l'Oise !

Vive la République !

Vive la France !

ROBERT HERSANT
Maire de Ravenel
Député de l'Oise. — Conseiller général de l'Oise

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René QUENTIER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Né à Chambly, dans notre département, je suis un des vôtres et je me présente à vos suffrages dans ma Circonscription.

Depuis onze années je n'ai cessé de soutenir et de défendre les idées et le programme que le général de Gaulle avait préconisé dès 1947.

Elu Conseiller Général du Canton de Neuilly-en-Thelle en 1951, j'ai été renouvelé dans mon mandat deux fois, en 1952 et en 1958, grâce à la confiance de mes Electeurs.

Mes collègues du Conseil Général ont bien voulu me porter à la Présidence de la Commission départementale.

J'ai le sentiment d'avoir, en toute circonstance, rempli mes différentes charges publiques avec intégrité par un travail persévérant pour le seul profit de mes Concitoyens.

J'exerce, depuis vingt-sept ans, ma profession de notaire à Chambly où chacun a pu me juger.

Au référendum du 28 septembre, par un vote massif, vous avez approuvé les institutions de la nouvelle République que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais, l'œuvre entreprise par le Général est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système ; ceux que le général de Gaulle a désignés dans sa conférence de presse du 23 octobre par cette phrase : « ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Pour ma part, respectueux du rôle que m'assignera la Constitution, je soutiendrai l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du Pays.

CE REDRESSEMENT EXIGE :

— La Paix en Algérie française ;

Un effort véritable en faveur de la construction de logements permettant :

a) *Le* développement de l'accession à la propriété par octroi de primes et subventions ;

b) La construction de logements locatifs,

ces deux modes de constructions devant porter à 400.000 le nombre de logements à construire par année.

— Une politique agricole assurant la rentabilité des exploitations par l'application stricte de la loi sur l'indexation et le rétablissement de la parité des prix agricoles et industriels. L'amélioration des salaires agricoles étant fonction de cette politique.

— La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations.

Aménagement de la réforme judiciaire dans un sens qui permettra des économies réelles, et maintiendra près des justiciables une justice offrant toutes garanties de sérieux, de rapidité et d'impartialité.

— Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme, pour :

L'amélioration du niveau de vie des salariés ;

L'aide aux Vieux, améliorant leur situation actuellement si difficile ;

Enfin, pour nos Jeunes, une aide efficace dans le domaine de l'enseignement, du sport et la sécurité de leur avenir professionnel.

J'ai accepté de poser ma candidature aux Elections législatives :

pour prendre à ce tournant de notre histoire toutes mes responsabilités en apportant mon appui, sans vaines promesses, et sans démagogie, à l'œuvre de redressement national.

Je vous fais confiance.

Vive le Général de Gaulle !
Vive la Nouvelle République !
Et que vive la France !

René QUENTIER
Officier de la Légion d'Honneur
Licencié en Droit
Conseiller Général

Mon ami Jacques de Kersaint a bien voulu accepter d'être mon remplaçant éventuel.
Maire de Versigny, il y exerce la profession d'exploitant agricole.
Grand patriote, il fut déporté au camp de Buckenwald.
Partageant mes opinions, il défendra le même programme.

Remplaçant éventuel :

Jacques de KERSAINT
Officier de la Légion d'Honneur
Maire de Versigny. — Ancien Déporté de la Résistance

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,
Mes Chers Amis,

Placé en seconde position au premier tour de scrutin, le péril communiste étant écarté, c'est un devoir pour moi de maintenir ma candidature au second tour.

De tout mon cœur je remercie les 11.702 électrices et électeurs qui m'ont manifesté leur confiance, et leur volonté d'assurer avec loyauté le redressement et le renouveau de la France.

Cette marque de confiance témoigne tout d'abord de votre reconnaissance au Général de Gaulle.

Pour que votre « Oui » du 28 septembre dernier soit sauvegardé nous devons continuer la lutte.

Rejetant les manœuvres, les mensonges et les calomnies, il est indispensable de nous regrouper pour assurer au second tour ma victoire définitive.

Vous devez choisir le candidat qui a toujours été fidèle au général de Gaulle, et non pas celui qui, jusqu'au 13 mai, a suivi la politique de Mendès-France (battu dimanche dernier aux élections), politique qui fit tant de mal au Pays.

Je tiens à dire aux électeurs et électrices qui ont voté pour M. Sauvage que. sans cette candidature de division, je devais arriver en tête au premier tour. Leurs voix incontestablement pures, pour être utiles et efficaces, doivent se reporter sur mon nom, quelle que soit la position que prendra ce candidat au second tour.

Je vous appelle tous à l'action pour me permettre de battre un adversaire utilisant de façon démagogique tous les moyens de propagande, cherchant ainsi à vous abuser, et à semer la confusion dans vos esprits.

Tous regroupés sur mon nom, nous devons obtenir la Victoire.

Fidèles à votre « Oui » pour aider de Gaulle, vous voterez : U.N.R.

Ne vous abstenez pas.

Votez et faites voter pour

René QUENTIER
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Commandant pilote de Réserve
Notaire
Licencié en Droit
Conseiller Général
Président de la Commission départementale

Vive la circonscription de Senlis !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la Nouvelle République !
Vive la France !

Remplaçant éventuel :

Jacques de KERSAINT
Officier de la Légion d'Honneur
Maire de Versigny. — Ancien Déporté de la Résistance

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. François BENARD
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau.

Vous ferez confiance aux hommes qui, comme moi, n'ont cessé de dénoncer l'inefficacité, la nocivité même de l'ancien « système » ; relisez ma circulaire de décembre 1955 !

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du Pays.

— Parce qu'il représentent la rupture définitive avec un passé de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

*
**

ATTENTION !

Le général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle, qui permettra aux Algériens de conduire leur avenir avec la France dans la Paix retrouvée.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales et le regroupement régional des services techniques, la réforme de la justice.

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales.

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées ;

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés et le maintien de l'indexation des prix ; la sauvegarde de l'exploitation familiale, l'aide aux jeunes agriculteurs, l'amélioration du sort des ouvriers agricoles, la formation technique, l'encouragement de la production de qualité, l'aide aux foyers ruraux;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés ;

— la bonne gestion des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle ;

— la défense des droits des anciens combattants.

10° Des réformes nombreuses dans le domaines de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

11° Une politique du sport, en augmentant l'équipement sportif ; faire de la pratique du sport une institution nationale.

Ce programme général et sa réalisation permettront de donner au Beauvaisis un essor nouveau, pour en faire une région heureuse et prospère, où, pour tous, il fera bon vivre.

Vous pouvez compter sur moi pour contribuer, par mes votes, à le réaliser.

Le 23 novembre, vous voterez pour une France plus dynamique, plus heureuse.

Vive l'Oise !
Vive la circonscription de Beauvais-Sud !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la France !
Vive la République !

François BENARD

Meunier

Docteur en Droit (Sciences politiques et économiques). — Diplômé des Hautes Etudes Commerciales
Délégué cantonal. — Président du Conseil général de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
A l'Assemblée Nationale : Membre de la Commission de la Défense Nationale
Membre de l'Amicale Parlementaire Agricole, Membre du Groupe de la défense de l'artisanat

Suppléant :

Michel COMMELIN

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Merci aux 14.751 d'entre vous qui se sont groupés sur mon nom dès le premier tour de scrutin, me plaçant ainsi très largement en tête des candidats nationaux.

Le succès éclatant remporté dans la France entière par les candidats de l'Union pour la Nouvelle République s'est puissamment affirmé également dans le Beauvaisis.

Il se confirmera dimanche prochain. Ainsi le général de Gaulle aura à l'Assembée Nationale un soutien homogène et fidèle qui lui permettra de poursuivre sa politique de rénovation nationale,

— pour l'avenir de notre jeunesse,
— pour l'amélioration du sort des travailleurs,
— pour une solution pacifique du drame algérien.

Tous aux urnes ! Pas d'abstentions !
Vive la circonscription de Beauvaîs-Sud !
Vive la France ! Vive la République !

François BENARD
Président du Conseil Général de l'Oise
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République désigné par le Suffrage universel

---

ORNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Louis TERRENOIRE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République
et de la Démocratie Chrétienne)
élu le 30 novembre 1958.
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne

Présentent :

Louis TERRENOIRE
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaillé de la Résistance

Né à Lyon, le 10 décembre 1908. Après ses études, il se voue à l'action sociale, sous la direction de Marius Gonin, fondateur des Semaines Sociales de France. En 1928, à 20 ans, il est nommé Secrétaire de l'Union du Sud-Est des Syndicats Chrétiens.

Après son service militaire, L. Terrenoire s'oriente vers le journalisme et, entre, en 1932, à la rédaction du journal « L'Aube », fondé par M. Francisque Gay.

Mobilisé comme sous-officier d'artillerie, L. Terrenoire fait les campagnes de la Sarre et de Belgique. Après les revers de 1940, il entreprend le combat clandestin contre les occupants nazis et devient Secrétaire du Conseil National de la Résistance, dont le Président est Georges Bidault.

Arrêté le 23 mars 1944 par la Gestapo, L. Terrenoire est longuement torturé (il y perd un œil), puis déporté au camp de Dachau.

Après sa libération, fin avril 1945, il reprend ses fonctions de rédacteur en chef de « L'Aube » et entre à la Commission exécutive du Mouvement Républicain Populaire. Il est élu député de l'Orne aux élections à la première Assemblée Constituante et réélu le 2 juin et le 10 novembre 1946.

A l'automne 1947, lorsque le M.R.P. décide de suivre une ligne politique, qui va le séparer pour longtemps du général de Gaulle, L. Terrenoire donne sa démission de ce parti et apporte à l'homme du 18 juin le concours d'un petit groupe de démocrates chrétiens, dont Edmond Michelet est le chef de file. En juin 1950, il entre au Conseil de direction du R.P.F. et, en juillet 1951, le général de Gaulle l'appelle à succéder à M. Jacques Soustelle comme secrétaire général de ce mouvement.

Après le retour du général de Gaulle au pouvoir, L. Terrenoire se voit confier par le Gouvernement le poste de Directeur des Informations à la Radiodiffusion-Télévision française.

Louis Terrenoire est marié et a trois enfants.

Electrices et Electeurs,

J'ai déjà eu l'honneur de représenter le département de l'Orne de 1945 à 1951. Aux élections pour les deux Assemblées constituantes, puis le 10 novembre 1946, placé à la tête d'une liste du Mouvement Républicain Populaire, j'ai bénéficié de la confiance d'une majorité d'électeurs et d'électrices, dont le nombre de suffrages singulièrement constant s'établissait en moyenne à 55.000.

Pendant cette période de cinq années, je me suis efforcé de représenter du mieux possible notre département, et d'en défendre les intérêts, sans jamais les séparer d'ailleurs des exigences de l'intérêt national.

De même, je ne crois pas avoir trahi les sentiments de la majorité de mes électeurs, lorsqu'au cours de l'été 1947, j'ai affirmé ma fidélité au général de Gaulle et n'ai cessé de défendre, depuis lors et conformément à ses vues, la nécessité d'une refonte de nos institutions. Je n'ai pas balancé entre les devoirs que m'imposaient mes convictions et le prix que j'attachais pourtant à de précieux liens politiques et amicaux.

Je n'ai pas hésité davantage, lorsque le général de Gaulle m'a demandé, à la veille des élections générales de 1951, d'aller me battre, dans un autre département, contre un puissant personnage, représentatif des tendances les plus néfastes de la IVe République.

Ayant répondu, depuis 1940, aux appels du général de Gaulle, il m'était difficile de ne pas accéder à sa demande.

J'éprouvais cependant une véritable peine à me séparer des électeurs ornais. Beaucoup d'entre eux étaient devenus pour moi des amis. J'ai la joie de constater, aujourd'hui, qu'ils le sont demeurés et c'est d'ailleurs à eux et à eux seuls que je dois de m'être résolu à solliciter de nouveau, après sept années écoulées, les suffrages de nos villes et de nos campagnes, dans le cadre de l'arrondissement d'Alençon-Domfront.

Ma candidature a reçu la double investiture de l'Union pour la Nouvelle République, qui a à sa tête M. Edmond Michelet, Ministre des Anciens combattants, et M. Jacques Soustelle, Ministre de l'Information, et de la Démocratie Chrétienne, dont le Président est M. Georges Bidault.

Ainsi ai-je la satisfaction d'affirmer la double fidélité, qui a marqué mon combat politique pendant ces douze dernières années.

Ayant eu le très grand honneur de collaborer étroitement avec le général de Gaulle, pendant près de quatre années, c'est vous dire combien je m'attacherai avec dévouement et persévérance à servir au Parlement l'œuvre de redressement national qu'il a entreprise depuis le 1er juin 1958.

En accord avec l'immense majorité des habitants de l'Orne, dont plus de 91 % ont voté « Oui » au référendum, je ferai en sorte, pour ma modeste part et si vous m'accordez votre confiance, de ne pas décevoir vos espérances du 28 septembre.

C'est un deuxième « Oui » qui vous est demandé.

Louis TERRENOIRE

Député de l'Orne de 1945 à 1951. — Secrétaire du R.P.F. de 1951 à 1955

Conformément à l'ordonnance sur l'organisation des Elections Législatives,

Emile JANVIER

Conseiller général de l'Orne. — Maire de Saint-Denis-sur-Sarthon
Médaillé de la Résistance. — Ancien Déporté
Chevalier de la Légion d'Honneur

a bien voulu accepter d'être le remplaçant éventuel de M. Louis Terrenoire,

CE QUE SERA MA LIGNE DE CONDUITE

Député élu au scrutin d'arrondissement, dont on a souvent assuré qu'il avait la faveur de la majorité des Français, je n'oublierai pas cependant qu'une représentant du peuple doit se comporter comme le mandataire de la nation et pas seulement d'une parcelle du territoire.

J'assumerai, bien entendu, tous les devoirs de ma charge particulière, notamment,

je me tiendrai régulièrement à la disposition des électeurs dans tous les centres de la première circonscription de l'Orne, sans faire aucune distinction entre des villes ou des régions également dignes d'intérêt. Comme je le faisais jusqu'en 1951, je tiendrai régulièrement, à jours fixes, des permanences dans les différents cantons de la circonscription.

Je m'abstiendrai de vous présenter un programme complet, assorti de promesses qu'en toute franchise je ne serais pas assuré de pouvoir tenir.

En revanche, je m'informerai sur toutes choses auprès des organisations qualifiées, et j'accomplirai ma tâche de législateur en ayant le souci d'accorder la défense des intérêts particuliers légitimes avec les exigences du bien commun.

MES OBJECTIFS D'ACTION

Après cette courte « profession de foi », voici quelques-uns des objectifs que je m'assignerai :

I. — Justifier votre « Oui ».

Le 28 septembre dernier, vous avez approuvé la Constitution présentée par le général de Gaulle. Il ne faut pas que la volonté populaire, si massivement exprimée, soit trahie par les élus que la Nation va envoyer siéger dans la première Assemblée de la Vᵉ République. Toute la suite dépendra de ce départ. La nouvelle Constitution représente la dernière chance du régime parlementaire.

II. — Soutenir l'action du général de Gaulle.

S'il est un engagement que je crois pouvoir prendre, c'est bien d'apporter un soutien loyal et enthousiaste à l'action gouvernementale — et sans doute, demain, présidentielle — du général de Gaulle. Sur ce point, mon passé répond pour moi. Depuis le mois de juin, mon adhésion à la ligne politique suivie par Charles de Gaulle s'est encore renforcée. Je pense notamment qu'il est le seul qui puisse ramener la paix en Algérie, ainsi qu'en apparaissent les signes annonciateurs.

III. — Misssion de la France.

Une fois la paix rétablie en Algérie, la France pourra accomplir dans le monde une tâche qui lui est propre et qui consiste, dans la fidélité à ses alliances, à éviter le conflit entre les blocs qui s'affrontent. L'édification d'une Europe unie doit être un élément essentiel de cette politique.

IV. — Défense des libertés.

Toutes les libertés sont solidaires, menacées comme elles le sont par l'immense danger du communisme totalitaire, qui domine un tiers de l'univers. C'est pourquoi il est aussi indispensable, par exemple, de parvenir à une véritable promotion sociale de la classe ouvrière que de donner à la liberté scolaire des garanties organiques et des fondements matériels. La loi Barangé doit aboutir à un statut définitif, assurant l'égalité de tous les enfants de France.

V. — Expansion agricole.

La prospérité économique forme un tout indissociable. Agriculture et Industrie doivent donc bénéficier des mêmes impulsions et de garanties identiques. La disparité des prix entre les deux secteurs constitue une anomalie, dont la disparition est indispensable à l'équilibre général.

J'ai pleinement souscrit aux propositions qui m'ont été soumises par la Fédération des syndicats d'exploitants de l'Orne, notamment en ce qui concerne la sauvegarde de la structure familiale des exploitations, l'orientation des productions par la profession, la généralisation des prix d'objectifs, l'organisation des marchés, etc.

La solution des problèmes posés par la distillation des cidres et poirés doit être

envisagée de même façon, sous l'angle économique (coopératives, label de qualité, commercialisation, exportation...) et ne plus servir de tremplin électoral.

L'agriculture française doit enfin trouver dans l'instauration progressive du marché des Six une issue naturelle et rentable à une politique d'expansion.

VI. — Réformes administrative et fiscale.

La réforme constitutionnelle doit être complétée par une réforme profonde de nos structures et de nos méthodes administratives, de même que par une simplification de la fiscalité, car le commerce et l'industrie sont lourdement hypothéqués, aussi bien par l'importance des charges que par la complexité des règlements.

Mais si le train de vie de l'Etat doit être réduit, il faut aussi qu'on cesse de demander trop à l'Etat. Le progrès social est davantage lié désormais à l'expansion économique qu'à l'appel à la collectivité, à condition bien entendu que les résultats de cette expansion soient équitablement répartis entre tous.

A propos de la cinquième candidature

La candidature de M. Marcel Hébert, Maire d'Alençon, déposée un quart d'heure avant la clôture des inscriptions, risque de troubler les esprits et, ce qui est plus grave, de diviser les voix. Elle me met dans l'obligation de préciser les points que voici :

1° J'ai reçu le télégramme suivant : « Aucun candidat n'est investi par les républicains Sociaux à Alençon stop. Seul candidat U. N. R. Louis Terrenoire stop. Signé : Chaban-Delmas. »

2° Jamais je ne me serais présenté sur la seule investiture d'un comité parisien ; si je l'ai fait, c'est à la demande instante de nombreux amis ornais et notamment de ceux qui ont soutenu, depuis toujours, l'action nationale du général de Gaulle.

3° La présence à mes côté d'Emile Janvier témoigne, à elle seule, que tout a été régulier dans ma désignation et que nous n'avons en vue que le succès d'une cause, pour laquelle il n'a cessé de combattre, quant à lui, avec un complet désintéressement.

Cela dit, je suis bien décidé, en ce qui me concerne, à conserver à la compétition électorale le caractère de débat d'idées, et non de personnes, unanimement souhaité par les électeurs. Je préfère perdre des suffrages plutôt que de perdre leur estime.

L. T.

2e CIRCULAIRE

La victoire nationale de l'U. N. R.

Françaises et Français de la 1re circonscription,

J'exprime ma vive gratitude aux 16.020 électrices et électeurs qui m'ont apporté leurs suffrages, le 23 novembre.

Mais il ne s'agit nullement d'un succès personnel ; c'est une victoire nationale.

A l'unisson du pays tout entier, l'arrondissement d'Alençon-Domfront, — dont 92 % des électeurs avaient voté « Oui » lors du référendum — a largement placé en tête le candidat de l'Union pour la la Nouvelle République (U.N.R.).

Répondant à mon appel, vous avez prononcé un deuxième « Oui ».

Occupant une place d'honneur sur le palmarès du référendum, le département de l'Orne n'a pas voulu se déjuger.

Les habitants de l'Orne veulent :

1° que la Constitution soit mise en vigueur non seulement sans tricherie, mais dans la foi, dans la loyauté et dans l'espérance, afin que la France soit enfin gouvernée ;

2° que l'œuvre de redressement national du général de Gaulle soit poursuivie, en

vue d'une remise en ordre de nos affaires publiques, de la solution du conflit algérien et de la restauration du crédit de notre pays à l'extérieur.

Vous avez désormais la certitude que votre « Oui » ne sera pas trahi, en raison des succès remportés dans la France entière, par des candidats de l'U.N.R., qui, une fois élus, constitueront l'élément prédominant de la majorité de l'Assemblée Nationale.

Vous avez ainsi l'assurance que la Vᵉ République prendra un bon départ.

J'en appelle donc à toutes les électrices et à tous les électeurs de l'arrondissement d'Alençon-Domfront, pour qu'ils me donnent massivement leur confiance dimanche prochain, sous le signe de l'unité nationale reconstituée, comme au soir du 28 septembre dernier.

Pas d'abstentions ! Bloquez vos suffrages sur le candidat de l'U.N.R.

Louis TERRENOIRE

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance
Député de l'Orne de 1945 à 1951. — Secrétaire du R.P.F. de 1951 à 1955

Remplaçant éventuel :

Emile JANVIER

Conseiller général de l'Orne. — Maire de Saint-Denis-sur-Sarthon

Précisions à l'adresse de tous mais spécialement aux agriculteurs

Les résultats électoraux des six cantons de l'ancien arrondissement d'Alençon et des quatres cantons appartenant à l'ancien arrondissement de Domfront montrent à l'évidence que je ne serai pas l'élu d'une région plutôt que d'une autre.

Je m'en réjouis, car je tiens absolument à être le représentant de tous, sans distinction particulariste.

Résidant au chef-lieu du département, je pourrai, ainsi que je m'y suis engagé, tenir des permanences régulières dans les principaux centres de la circonscription, afin de maintenir un contact étroit avec la population.

Tous les intérêts légitimes, notamment ceux de notre agriculture, me trouveront attentif. Lorsqu'il s'agira de les défendre, dites-vous bien que le lieu d'origine d'un député ne constitue pas une garantie de compétence et encore moins une certitude d'efficacité.

On doit surtout admettre que les problèmes agricoles les plus urgents (cumul abusif des fermes, organisation des marchés, écoulement des fruits à cidre, disparité des prix agricoles et industriels, etc.) vont enfin pouvoir être traités sérieusement, grâce à la stabilité du Gouvernement.

Aucun plan n'était possible avec des ministères de six mois et des députés touche-à-tout.

Désormais des programmes à longue échéance pourront être présentés, discutés et appliqués, tel que celui de la Fédération des Syndicats d'Exploitants agricoles de l'Orne, auquel j'ai pleinement souscrit.

Tous les secteurs de l'activité nationale sont au surplus solidaires. L'agriculture retirerait des avantages certains d'un allégement et d'une simplification des charges, que supportent le commerce, l'artisanat et l'industrie. Réciproquement, la vitalité commerciale de nos villes de l'Orne est étroitement dépendante de l'économie agricole.

Cela signifie donc que votre député ne doit pas être un député corporatif, c'est-à-dire paysan ou soi-disant tel, ou commerçant ou artisan, mais une fois encore, le député de tous.

Je m'y emploierai de mon mieux.

Louis Terrenoire

Le deuxième « Oui »

Deux Ministres du général de Gaulle, réélus au premier tour de scrutin, déclarent :

M. Jacques Soustelle : « Je constate que l'Union pour la Nouvelle République remporte un peu partout des succès considérables, qui sont dus, sans aucun doute, au

fait que le Corps électoral a voulu prolonger dans les élections le « Oui » du référendum ».

M. Robert Buron : « Ni à droite ni à gauche, oui, bien sûr, mais une majorité réunie pour aider le général de Gaulle à résoudre tous les problèmes qui restent posés. »

Sensationnel recul du Parti Communiste grâce à l'espoir apporté aux travailleurs par le général de Gaulle.

Les résultats du premier tour des élections générales ont amplement confirmé les pertes subies par le parti communiste lors du référendum. Ces pertes s'élèvent à 1.572.385 voix par rapport à 1956 (50 % de leurs voix dans notre département).

A quoi doit-on ce sensationnel recul du parti communiste, sinon au général de Gaulle ?

Désormais les travailleurs savent qu'ils ne doivent plus attendre un destin meilleurs des fallacieux mirages moscoutaires, mais, qu'ils peuvent de nouveau placer leurs espoirs du côté de la France.

La France rajeunie et rénovée sera une France sociale. Notre nombreuse jeunesse y bâtira son avenir dans la liberté.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roland BOUDET

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958.

(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Directeur du *Réveil Normand* j'ai commenté chaque semaine dans l'éditorial les événements. C'est dès le mois de juin 1957, lors d'une crise ministérielle prolongée que j'ai écrit qu'il fallait faire appel à Charles de Gaulle, c'est en novembre 1957 que j'ai écrit qu'il nous fallait mettre en chantier une Ve République, car la IVe n'en pouvait plus et au moment du 13 mai j'ai appuyé sans réserve la venue au pouvoir de de Gaulle, ce qui m'a valu la censure, enfin pour le référendum je me suis, sans équivoque prononcé pour le « Oui ».

C'est pour suivre cette ligne de conduite que j'ai décidé d'être candidat à ces élections.

C'est pour permettre aux électrices et aux électeurs de clairement manifester leur volonté de voir poursuivre la politique approuvée par le « Oui », en portant leurs suffrages sur mon nom, c'est-à-dire sur un candidat nouveau et sincèrement partisan de la politique du général de Gaulle.

C'est aussi parce que je connais très bien cette circonscription où je suis né, en novembre 1913, à Bubertré.

C'est parce que depuis mon enfance je connais la vie rurale et particulièrement la vie et les problèmes des cultivateurs.

A la tête du *Réveil Normand* je sais que j'ai 75 % de mes amis lecteurs qui sont agriculteurs, c'est pourquoi j'ai toujours attentivement étudié et suivi les problèmes agricoles.

Depuis longtemps je suis la politique, tout jeune j'ai été communiste, je ne cherche nullement à le cacher. André Malraux, le plus fidèle compagnon de de Gaulle a bien lui aussi, dans sa jeunesse combattu dans les rangs des brigades internationales en Espagne, aux côtés des communistes.

Pour ma part j'avais été attiré par la doctrine humanitaire et surtout par la lutte contre Hitler. Précisément lors du pacte germano-soviétique, j'ai compris que ce parti était au service de l'étranger et j'ai rompu, continuant ma lutte contre Hitler sous l'habit militaire français en France puis en Afrique. Et depuis *l'Humanité-Dimanche* m'a alors presque chaque semaine, abreuvé d'injures et d'insultes. Je crois qu'il y a plus de mérite à reconnaitre son erreur qu'à persévérer par peur des critiques. Mon destin a voulu qu'après des années hors de la vie politique active on me confie la direction du *Réveil Normand*, à sa fondation lors de la libération.

Dans ce journal en plein accord avec la société, j'ai défendu une politique conforme aux intérêts de la France et fidèle au général de Gaulle. Comme Malraux j'ai pensé depuis 1940 que de Gaulle incarne ce qu'il y a de plus purement patriote, de plus clairvoyant, et de plus audacieux, dans tous les domaines, parmi les Français.

A la tête du *Réveil Normand*, chaque fois que je l'ai pu, j'ai transformé les écrits en actes. En 1955 le journal a fait un référendum pour démontrer que la grande majorité des Français voulaient le scrutin d'arrondissement. Ensuite nous avons ouvert une souscription qui fut rapidement couverte et permit d'offrir une deux chevaux Citroën aux sœurs garde-malades de Laigle, puis un an après c'est une seconde voiture qui leur fut offerte et fort heureusement cet exemple fut suivi un peu partout. En 1957, pour l'anniversaire du Président Coty, un appel fut lancé pour venir en aide au laboratoire qui cherche un remède au cancer du sang et ce fut plus de 600.000 francs qui furent reçus en quinze jours et expédiés au laboratoire par l'intermédiaire du Président Coty. Enfin lors du rappel de nos jeunes au début de la guerre d'Algérie, le *Réveil* fut envoyé gratuitement pendant de nombreux mois.

J'ai toujours pensé que les actes valent plus que les paroles et à côté de cette action menée au *Réveil Normand*, j'ai en 1953, conçu et réalisé, grâce à l'appui d'amis et d'une société privée, constituée par nous, le musée de cires parlant « Juin 44 ». Ce musée est le premier musée parlant et le seul avec voix authentiques, il connaît un grand succès et rappellera aux générations futures ce qu'ont été les années 1940-1944 en Normandie. C'est Madame la Maréchale Leclerc qui a inauguré ce musée lors d'une fête inoubliable.

En fondant *Le Réveil*, j'ai mis dans le titre comme devise : « Pour un Gouvernement fort, une République propre, une France indépendante ». Ce sera la ligne de conduite de toute mon activité politique.

Demain comme hier je défendrai toutes les libertés, elles tiennent toutes au cœur des Français et sont leur bien le plus précieux.

Je résume très brièvement au verso mon programme, chères électrices, chers électeurs, car j'ai eu l'occasion de l'exposer longuement dans mes conférences et je crois plus nécessaire de souligner l'importance de l'acte que les Français vont accomplir le 23 novembre.

— Ils peuvent faire que tout continue.
— Ils peuvent faire que tout s'effondre.

Ils peuvent décourager ou encourager la rébellion en Algérie selon que leur vote renforcera ou diminuera la position du général de Gaulle.

En votant pour les députés sortants, pour ceux qui portent la responsabilité d'avoir laissé se prolonger la guerre d'Algérie par suite de l'impuissance du système ; pour ceux qui ont mené jusqu'au bord du gouffre notre pays, pour ceux qui ont mené à la faillite la IV[e] République, en votant pour les sortants si braves hommes, soient-ils pris individuellement, les Français désavoueraient le « Oui », donneraient une sorte de camouflet à de Gaulle et susciteraient de l'inquiétude en Algérie. Si les « anciens » revenaient en masse à l'Assemblée, on peut craindre que dans quelques mois il y aurait conflit entre l'Assemblée et de Gaulle et celui-ci repartirait à Colombey, ce serait alors le désordre à Alger et par répercussion le désordre à Paris et nul ne peut dire comment cela se terminerait.

En votant pour des nouveaux, qui chantent les louanges de de Gaulle mais qui étaient contre lui au 13 mai et pour le « non » au référendum, comme M. Mermaz, M. Mottier et M. Chatelais, alors les Français enverraient auprès de de Gaulle de faux amis et de dangereux supporters. A la première occasion ces hommes reviendraient derrière celui qu'ils portent dans leur cœur : M. Mendès-France.

Si vous avez voté « Non » au référendum vous pouvez voter :

— pour M. Chatelais, Communiste ;

— pour M. Mermaz U.D.S.R. (qui a reçu les félicitations de *l'Humanité-Dimanche* du 28 septembre pour sa propagande en faveur du « non ».

— Pour M. Mottier, indépendant de gauche, dont le suppléant M. Pilou est un des deux conseillers généraux qui ont refusé de signer l'appel en faveur du « Oui ».

Si vous avez voté « Oui » au référendum, alors soyez logique avec vous-même pour que soit continuée cette politique que vous avez approuvée.

— Votez pour un homme actif et d'esprit large.

— Votez pour un homme nouveau.

— Votez pour un sincère défenseur de la Ve République.

— Votez pour un homme de chez nous qui a la confiance des agriculteurs et des ruraux.

Votez pour :

ROLAND BOUDET

Directeur du *Réveil Normand*, à Laigle. — Directeur-Fondateur du Musée « Juin 44 »

et pour son remplaçant éventuel :

PIERRE LALLEMANT

Cultivateur à Irai (Orne). — Vice-Président de la Caisse locale du Crédit Agricole de Laigle
Assesseur titulaire preneur à la Commission paritaire du canton de Laigle
Médaille Militaire
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945

RESUME DE MON PROGRAMME

LOIS SOCIALES.

J'approuve les lois sociales existantes mais je voudrais qu'il soit créé dans chaque canton un tribunal familial qui ait des pouvoirs réels pour protéger les enfants et notamment enlever les enfants martyrs des foyers indignes.

LIBERTÉ DE LA MÉDECINE.

J'estime que la médecine doit rester libre, que le corps médical doit garder son indépendance. La première liberté c'est bien celle de choisir son docteur.

ENSEIGNEMENT.

L'Etat doit offrir à tous les enfants la possibilité de recevoir gratuitement un enseignement adapté aux temps modernes.

Pour atteindre ce but, il faut réformer totalement l'Enseignement et tenter, avec l'accord des représentants de toutes les familles spirituelles de France, d'arriver à ce qu'il n'y ait plus qu'une seule école publique, acceptée par tous parce qu'elle offrira les meilleures conditions d'enseignement en ayant assez de locaux et assez de maîtres et respectera la liberté de conscience par une neutralité absolue et en permettant à ceux qui le veulent de recevoir un enseignement religieux.

Dans l'immédiat, je crois qu'il est de l'intérêt de l'enfant et de l'intérêt national de maintenir la loi Barangé. Sa suppression entraînerait la fermeture des écoles privées et les écoles publiques sont actuellement incapables de recevoir les enfants venant des écoles privées. Cette loi permet aussi à toutes nos écoles rurales d'avoir des locaux et un matériel décents. Pour ces écoles elle est indispensable. Je crois qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras et donc qu'il faut maintenir la loi Barangé que je défendrai jusqu'à ce que l'on ait trouvé une solution, acceptée par tous, à ce problème de l'école. J'ajoute que notre enseignement doit s'orienter vers la technique et vers la formation d'ingénieurs.

Impots.

Notre système fiscal est très complexe. Il permet aux malins de passer au travers et frappe lourdement les petits.

Je crois que l'impôt sur l'énergie, système mis au point et très longuement étudié permettrait plus de justice fiscale et permettrait de supprimer les déclarations, les feuilles d'impôt, les versements aux percepteurs et les contrôles.

La Suède va faire l'essai de cette méthode.

Partisan de l'impôt sur l'énergie, je demanderai qu'une commission aille étudier en Suède ce système.

En attendant, je demanderai que par la Cour des Comptes de sérieuses économies soient effectivement réalisées.

L'Etat doit diminuer son train de vie.

La responsabilité doit être imposée aux fonctionnaires qui engagent ou contrôlent les dépenses.

Politique ouvrière.

Le premier devoir de l'Etat est d'assurer à tous les ouvriers le plein emploi, c'est-à-dire du travail garanti à un salaire rémunérateur.

Je suis partisan de l'association capital-travail.

J'ai déjà écrit voici plus d'un an qu'il faudrait supprimer les zones de salaires.

Je suis donc pour leur suppression. Mais pour qu'il soit en même temps créé des zones d'impôts, zones dégressives pour la province afin que ceci compense la suppression des zones de salaires pour permettre aux industriels de province de lutter dans des conditions normales contres les industriels de Paris.

Il faut favoriser la création de plus en plus efficace de systèmes de retraites indexées sur le S.M.I.G.

Logement.

L'Etat doit mettre au premier point de ses obligations la mise sur pied d'un système qui encourage la construction de maisons d'habitation. Tout doit être revu pour obtenir :

— que la construction de maisons d'habitation soit d'une rentabilité réelle et garantie ainsi les capitaux privés s'investiraient dans la construction .

— que les loyers soient à la portée des salariés.

— que tous les ménages puissent trouver des logements en grandeur suffisante selon le nombre de leur enfants.

Vie rurale

Dans un article intitulé « Mon petit village » qui a été reproduit par de grands journaux, j'ai pris la défense de nos petits villages qu'il faut aider à vivre.

— en diminuant les charges qui écrasent le « Tabac, épicerie, téléphone », cet unique commerçant sans qui le village mourrait.

— en unifiant la répartition des fonds destinés aux routes et en versant une part suffisante aux communes pour l'entretien des chemins ruraux.

— en demandant à l'E.D.F. — qui fait tant de dépenses d'une utilité contestable — d'abaisser le coût de ses travaux pour permettre de terminer l'électrification de nos hameaux et de nos fermes.

— en favorisant la modernisation : eau potable partout ; distribution d'eau ; salles des fêtes ; foyers ruraux, etc

— en maintenant nos Tribunaux de Justice de Paix dans les cantons.

— en favorisant le portage du pain à domicile.

— en protégeant nos maisons rurales contre les Parisiens qui en font des résidences secondaires.

Agriculture.

L'agriculture est la première industrie de France. Elle doit être défendue comme l'industrie et en tout son égale. La politique du Gouvernement doit tendre — à assurer des débouchés garantis — à assurer des prix rentables — à orienter la production.

Un mot seulement surles principaux problèmes :

— viande : nécessité de plans sur quatre ans, d'accords loyaux.
— pommes : refonte de la législation sur les pommes et l'alcool. Liberté totale, organisation de production de qualité pour l'alcool, pour les jus de pommes et orientation vers les industries chimiques des mauvais alcools.
— beurre fermier : autorisation définitive d'utiliser le conservateur. Propagande à l'étranger.
— cumul des fermes : création d'un « droit rural » visant à permettre que le plus possible la terre soit à celui qui la cultive.
— création d'une « retraite agricole » qui à partir de 60 ans offre une retraite indexé sur le prix du blé, ainsi les exploitants âgés laisseraient la places aux jeunes.

Député rural, si je suis élu, je demanderais à faire partie de la commission de l'agriculture. Mon remplaçant est un agriculteur.

Commerce et Industrie.

Défense du commerce et de l'industrie par les mesures préconisées par l'organisation des P.M.E. dont j'approuve dans l'ensemble les vues.

Honneur et Patrie.

A tous les A.C. l'Etat ne doit pas une aumône mais une retraite honnête. Toute une législation doit être étudiée et votée pour assurer les vieux jours de tous les Français travailleurs et patriotes et doit être réglé — enfin — le pécule des prisonniers.

C'est pour symboliser ce désir que j'ai choisi un suppléant qui a reçu la Croix de Guerre 1939-1945, la Médaille Militaire et la Légion d'Honneur. Je suis fier de son estime et de son amitié.

Algérie.

Pour finir cette guerre et garder l'Algérie française en respectant sa personnalité, en réparant les injustices commises, je suis pour une confiance totale dans le général de Gaulle et je suis fier d'être le seul dans cette circonscription à avoir l'investiture du mouvement le plus fidèle à de Gaulle : l'Union pour la Nouvelle République.

Jeunesse.

Elle doit être l'objet de toute notre attention.

Il faut lui donner l'enseignement général et professionnel qui lui est nécessaire, il faut l'aider à faire vivre ses sociétés de sports, il faut lui faciliter les voyages, le tourisme.

Mais il faut sévèrement contrôler les publications de toutes sortes qu'on vend à la jeunesse et surtout les films que l'on projette devant ses yeux.

Pour les vieux.

Amélioration substantielle de la retraite et des allocations pour permettre aux Vieux de vivre décemment.

Déclaration.

S'il y a ballottage, je déclare que si je dois me retirer, je ne me désisterai pour personne. Si je dois rester, je veux que personne ne se désiste pour moi. C'est clair et net.

Jeunesse éternelle de la France.

La France est de toutes les Nations du monde moderne celle qui a le plus prestigieux passé. C'est aussi la plus jeune car l'âge d'une Nation n'est que le reflet de l'état d'esprit de ses habitants.

Nous avons, surtout nous Normands, descendants des Vikings, l'audace dans le cœur, mais aussi la vaillance et la prudence.

Toute notre politique doit être une heureuse harmonie de ces qualités. Il nous faut être audacieux si nous voulons suivre la marche du monde et ne pas être ni broyés, ni dévorés, nous devons être vaillants, lutter contre nos défauts, combattre l'anarchie, vouloir l'ordre, vouloir la Justice sociale et avancer avec ardeur, avec éclat vers la Paix, à la tête des autres Nations, car aucune d'entre elles n'a autant de titres que nous pour conduire les hommes vers la Liberté, vers l'Egalité, vers la Fraternité.

Vive notre Normandie !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la V[e] République !
Vive la France !

Roland BOUDET

Pierre LALLEMANT
Agriculteur
Croix de Guerre. — Légion d'Honneur
Médaille Militaire

2[e] CIRCULAIRE

Résultats définitifs du premier tour pour la circonscription de Mortagne

Inscrits	53.335
Votants	42.410
Suffrages exprimés	41.025

Ont obtenu :

Boudet Roland, U.N.R.	12.877
Suppléant : P. Lallemant	
Pelleray	11.828
Levesque	5.768
Mermaz	3.658
Mottier	3.179
Chatelais	2.544
Champagne	1.173

Déclarations pour le deuxième tour :

M. Boudet Roland est candidat au second tour.
M. Pelleray n'est pas candidat au second tour.
(Nous ne connaissons pas les décisions des autres candidats.)

Chères Electrices, chers Electeurs,

Comment vous exprimer notre reconnaissance émue pour la confiance massive que vous nous avez accordée dimanche dernier ?

Un tel résultat est pour nous deux un témoignage d'estime qui nous touche profondément. Nous en mesurons avec fierté la valeur et avec conscience la charge.

Notre association, comme candidat titulaire et comme candidat suppléant n'est pas éphémère, elle est le fait d'une communauté d'idées et d'une amitié sincère.

C'est ensemble que nous mettrons toutes nos forces au service de l'idéal politique incarné par le général de Gaulle et par la Ve République ; c'est ensemble que nous œuvrerons avec ténacité pour faire revenir la Paix en Algérie et garder cette province solidement attachée à la France ; pour défendre tout le programme qui vous a été exposé dans notre première circulaire et particulièrement pour permettre à notre circonscription de connaitre une vie rurale plus moderne, une activité économique plus prospère, une justice sociale plus efficace en faveur des vieux et de tous les travailleurs. Candidat titulaire, M. Boudet à visité les 191 communes de la circonscription, il continuera à maintenir ce contact indispensable en allant le plus souvent possible dans toutes les communes.

Elus dans notre circonscription en majorité agricole, nous porterons tous nos efforts pour faire en sorte que tous les agriculteurs soient dans tous les domaines des Français « à part entière » et pour que le Gouvernement ait enfin une politique agricole garantissant des débouchés et des prix rémunérateurs et stables.

Nous n'oublierons pas qu'élus, nous serons les élus de toutes les électrices et de tous les électeurs de cette circonscription.

C'est sous le signe de l'Union que nous avons mené cette campagne électorale.

C'est sous le signe de l'Union que nous sollicitons à nouveau vos suffrages pour que notre élection mette notre circonscription à l'unisson de la France qui s'est, dimanche dernier, dans son immense majorité, rangée derrière de Gaulle pour faire que cette Ve République nous assure « un Gouvernement fort, une République forte, une France indépendante », selon la devise du « *Réveil Normand* ».

Candidats de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) nous avons pris l'engagement écrit de soutenir sans faiblesse le général de Gaulle.

Voter pour nous c'est voter pour de Gaulle.

Voter pour nous c'est confirmer votre « Oui ».

Certains que la France entière va donner sa confiance à ceux qui veulent avec de Gaulle construire une belle Ve République.

Certains d'avoir dimanche votre confiance massive ; heureux de pouvoir unir pour agir, pour la Paix et le bonheur des hommes, nous crions avec vous :

Vive la circonscription de Mortagne !
Vive de Gaulle !
Vive la Ve République !
Vive la France !

Roland Boudet, Pierre Lallemant.

Votez en masse et faites voter :

Roland BOUDET
Candidat d'Union pour la Ve République

Pierre LALLEMANT
Agriculteur
Croix de Guerre. — Légion d'Honneur
Médaille Militaire

Votez pour le candidat que le suffrage universel a, dimanche dernier, placé nettement en tête.

Pas d'abstentions !

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Emile HALBOUT
(Candidat d'Union pour la Vᵉ République)
élu le 30 novembre 1958.
(R. P. C. D.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Electeurs,

La IVᵉ République est disparue en raison de son impuissance à arrêter la guerre d'Algérie.

Des formations politiques spécialistes du déclanchement des crises ministérielles, et des hommes avides de pouvoir, ont conduit le pays au bord de la guerre civile.

En répondant massivement au référendum, les Français ont fondé une République nouvelle.

Il faut que les partis anciens se transforment. Fidèle au Mouvement Républicain Populaire, j'adhère par avance à un large mouvement de centre rassemblant des hommes honnêtes et sincères, républicains, sans exclusive.

Il le faut, pour assurer la durée du Gouvernement de la République, — faire l'Europe, — unir la communauté des peuples d'outre-mer — maintenir la Paix mondiale.

Il le faut, pour lutter efficacement contre les fléaux sociaux qui ravagent notre Département.

Dans les campagnes, des familles paysannes sont à chaque terme chassées de leurs exploitations, par de nouveaux venus qui, ayant des situations lucratives dans d'autres activités, ne recherchent que le placement de leurs capitaux. La loi « contre les cumuls abusifs » votée en première lecture en décembre 1957 — suite de la loi Halbout de 1949 — doit être reprise jusqu'à son adoption définitive.

Dans les villes et aux abords, la crise du logement sévit de plus en plus, tandis que dans trop de petites communes, les maisons abandonnées tombent en ruine.

Un peu partout, les jeunes et des familles ouvrières dans l'incertitude du lendemain, s'expatrient faute d'un véritable aménagement du territoire qui leur donnerait du travail sur place.

Il le faut, pour garantir nos libertés :

1° Liberté de conscience et liberté d'enseignement gages de la Paix civile.

2° Liberté du travail et liberté syndicale, compromises dans un état totalitaire, suppression des abattements de zone et amélioration des avantages sociaux.

3° Liberté des productions agricoles, maintien de l'allocation des 10 litres d'alcool pur en franchise et abrogation du décret Mendès-France s'y rapportant — encouragement à la production du jus de pommes en vue de revaloriser la production fruitière normande — respect par le Gouvernement des lois garantissant les prix agricoles, augmentation des crédits d'investissement, adduction d'eau, etc...

4° Liberté et protection de la petite et moyenne entreprise commerciale et artisanale avec une réforme fiscale véritable et équitable.

Il le faut, pour garantir les droits de ceux et celles à qui la nation doit reconnaissance ou assistance.

— aux anciens combattants et aux victimes de guerre pour que leurs droits imprescriptibles ne soient jamais contestés ;
— aux personnes âgées pour assurer à toutes une vieillesse plus heureuse ;
— aux mutilés du travail pour leur permettre un reclassement judicieux.

Electeurs parce que vous voulez la liberté et la justice dans le progrès social, vous voterez le dimanche 23 novembre.

Depuis douze ans, vous m'avez accordé votre confiance : j'ai conscience d'avoir fait tout mon devoir, je suis certain que vous saurez choisir.

Vive la République !
Vive la France !

EMILE HALBOUT

Electrices,

Vous pensez trop souvent que la politique n'est pas votre affaire ; vous aurez cependant un bulletin de vote entre les mains le 23 novembre prochain et l'obligation de vous en servir avec discernement. Sans cesse la législation familiale est menacée.

Toute attaque contre la famille se retournera inévitablement contre vous et vos enfants.

N'oubliez pas qu'aucune vie familiale, vraie et heureuse, ne sera possible :

1° si la paix internationale n'est pas assurée.

2° Si les crédits suffisants et des encouragements ne sont pas donnés pour la construction de logements.

3° Si ces crédits sont affectés en grande partie à la réalisation d'énormes immeubles collectifs, plutôt qu'à celle de maisons individuelles, en location ou en accession à la propriété.

4° Si la décentralisation, se limitant aux grandes villes, ne permet pas à chaque centre rural de recevoir dans un avenir prochain l'atelier qui donnera un emploi aux jeunes.

5° Si demain des subventions ne rendent pas possible un équipement ménager rationnel, particulièrement dans nos régions rurales.

6° Si une réforme de l'enseignement n'est pas adoptée dans la liberté, avec le concours et l'avis de tous les éducateurs.

7° Si un équipement culturel n'est pas mis en place pour compléter l'éducation familiale et scolaire.

8° Si un contrôle efficace ne redresse pas la moralité des publications et spectacels destinés aux jeunes.

9° Si les hommes prêts à vous représenter, et prétendant défendre la famille, agissent par ambition et ne sont pas sincères.

En votant, vous prenez une lourde responsabilité.

Trop d'hommes actuellement trouvent difficilement un terrain d'entente.

Vous, électrices, serez au moins d'accord sur ces principes indispensables à la sauvegarde des foyers.

Vous voterez toutes pour un député fidèlement attaché à un mouvement essentiellement familial.

Vous voterez le 23 novembre pour :

EMILE HALBOUT

Conseiller général de l'Orne. — Maire de La Lande-Patry
Président de la Société de Crédit Immobilier de l'Orne
Président de la Caisse Agricole du canton de Flers

Remplaçant éventuel :

HENRI BURON

Maire de la Ferrière-aux-Etangs

2ᵉ CIRCULAIRE

Chers Electeurs et Electrices,

Je remercie le 16.033 électeurs et électrices qui le 23 novembre m'ont accordé leur confiance.

Malgré une propagande mensongère, menée avec des moyens financiers considérables par un de mes adversaires, les voix que j'avais obtenues le 2 janvier 1956 ont presque triplé.

Pourquoi ?

1° Parce que je n'ai pas voulu me servir de certains procédés de basse polémique.

2° Parce que vous, petits et moyens cultivateurs, avez été trop souvent trompés par des hommes qui se prétendent vos représentants exclusifs ; ils favorisent ceux qui reprennent vos fermes, car s'opposant au vote de lois équitables contre les cumuls abusifs d'exploitations.

3° Parce que tous les cultivateurs s'accordent à reconnaître qu'une politique agricole sérieuse a été lancée par un grand Ministre de l'Agriculture, Pierre Pflimlin, qui le premier en 1948 a appliqué une solide doctrine agricole.

4° Parce que les petits commerçants et artisans savent que les indépendants ont constamment défendu d'abord les grosses entreprises. Je suis le seul des candidats qui ait proposé une réforme fiscale équitable par l'impôt sur l'énergie.

5° Parce que les ouvriers savent qu'ils n'ont pas à compter sur les indépendants pour défendre leurs salaires, leur liberté syndicale et la suppression des abattements de zones.

6° Parce que les anciens combattants ont appris que, contrairement à ce que dit la propagande chuchotée que non seulement je n'ai jamais voté contre eux, mais que je suis un des rares députés à avoir obtenu sous la dernière législature un avantage pour les grands invalides de guerre.

7° Parce que les centres dépourvus d'industries ont compris qu'ils n'ont pas à compter pour en recevoir sur ceux qui les accaparent en leur enlevant leur main-d'œuvre.

8° Parce que les électeurs ont aussi compris que renverser continuellement les ministères dans l'intention d'y prendre place ne sera plus supportable dans la Vᵉ République.

9° Parce que la nouvelle Constitution va donner à vos représentants des possibilités considérablement accrues et qu'ils doivent être de ce fait choisis avec le plus grand discernement.

10° Parce que, pour vous tous cultivateurs, artisans, ouvriers, commerçants les moins favorisés, j'ai toujours eu à cœur de voter les lois sociales équitables mais jamais une seule loi dirigiste.

Electeurs, Electrices,

Une puisante propagande mensongère veut vous tromper. Elle ne vous influencera pas.

J'attends avec confiance votre vote du 30 novembre.

J'ai été et je reste au service de tous et de toutes, dans la Liberté.

Vive le département de l'Orne !
Vive la France !

EMILE HALBOUT
Candidat d'Union pour la Vᵉ République

Contre la polémique, choisissez l'Union

Les chercheurs de polémiques, anciens ou nouveaux ont sorti leurs procédés habituels.

Ils ont écrit : « Les députés M.R.P. ont adhéré au tripartisme », « Halbout ami des socialistes, » etc.

Mais ils ne vous ont pas dit que M. Halbout et son groupe en ne se laissant pas pousser par les communistes dans l'opposition violente de certains indépendants ont évité un nouveau front populaire, qui aurait conduit la France à une dictature soviétique, instituée par ce procédé à Prague, manœuvre qui a failli réussir en 1946, et après.

Ils ont écrit : « le M.R.P. s'est opposé à la Réforme de la Constitution ». Mais ils ne vous ont pas dit que le général de Gaulle a incorporé 70 % des propositions M.R.P. dans la nouvelle Constitution.

Ils ont écrit : « M. Halbout a refusé la réunion exceptionnelle de l'Assemblée. »

Mais ils ne vous ont pas dit que le résultat de cette opération était inévitablement une nouvelle chute de Ministère, celle de Bourgès-Maunoury.

Ils ont écrit : Halbout contre les bouilleurs de cru. »

Mais ils ne vous ont pas dit dans quel vote, car M. Halbout n'a jamais voté contre les bouilleurs de cru.

Ils ont écrit : « Ces partis défenseurs surtout de la grosse industrie et des trusts. »

Mais ils ne vous ont pas dit que le nombre des employés du textile de la région de Flers était constamment en baisse — à la merci du chômage — ce qui rendait nécessaire l'installation d'une usine importante dans une nouvelle branche, assurant la sécurité de l'emploi à tous les salariés du secteur, y compris de nombreux jeunes de familles paysannes.

Les marchands de polémique semblent avoir peu de souci des salariés et des jeunes.

La polémique, c'est le raisonnement à sens unique, c'est la façon de dissimuler un bilan de démolisseur, en discréditant ses concurrents qu'on transforme en adversaires.

La polémique nous a conduits au bord de la guerre civile. Les hommes de polémique ont été honnis par tous nos chefs d'Etat. Ils portent aujourd'hui sur la place publique les discordes qu'ils ont entretenues hier ou qu'ils sont prêts à entamer demain. Ces mêmes chefs d'Etat vous demandent de les chasser. Le Président Coty vous demande l'Union.

Vous voterez en conscience pour un homme qui a toujours agi selon son devoir sans s'occuper de salir son adversaire .

Electrices,

Vous avez su avec quelle désinvolture le journal d'un médecin s'est permis d'entretenir ses lecteurs des problèmes féminins et familiaux.

Electeurs,

Vous connaissez les relations de vos candidats. Vous savez lequel défendrait les grosses affaires du département.

Vous ne vous laisserez pas abuser ni imposer une élection à coup d'argent.

Vous élirez

EMILE HALBOUT

Conseiller général de l'Orne. — Maire de La Lande-Patry
Président de la Société de Crédit Immobilier de l'Orne
Président de la Caisse Agricole du canton de Flers

Remplaçant éventuel :

HENRI BURON

Maire de la Ferrière-aux-Etangs

PAS-DE-CALAIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Guy MOLLET
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Le 23 novembre vous serez, une nouvelle fois, placés devant un choix politique d'une extrême importance : il s'agit de désigner votre député à la première Assemblée Nationale de la Ve République. De votre décision, comme de celle qui interviendra dans les autres circonscriptions, dépendra le destin de notre pays pour les cinq ans de la législature.

Conscients de la gravité de l'enjeu, vous comprendrez donc que j'éprouve le besoin de rendre compte brièvement du mandat que vous m'avez confié et de faire, avec vous, le point de la situation.

D'OU VENONS-NOUS ?

Il n'est pas certain que tout le monde en ait eu pleinement conscience, ni que tout le monde s'en souvienne ; mais ce qui est vrai, c'est que la Démocratie, c'est que le régime républicain ont couru, en France, dans la seconde quinzaine du mois de mai 1958, de graves dangers. Certes la multiplication des crises ministérielles, provoquées par la coalition des ennemis de la République, avait créé dans l'opinion publique française un climat de découragement qui n'était pas pour rien dans le fait que les réactions d'Alger se traduisaient par une menace fasciste. La France était en passe de devenir, d'une heure à l'autre, un nouveau Portugal ou une nouvelle Espagne. Le Parti Socialiste, qui ne portait aucune responsabilité dans le discrédit jeté sur les institutions, qui s'était efforcé, au contraire, durant les seize mois de gouvernement où j'exerçais la charge de Président du Conseil, à redonner aux Français confiance en eux-mêmes — le Parti Socialiste, donc, a su apprécier à sa juste valeur l'intérêt de l'intervention du général de Gaulle à l'heure où il s'agissait d'éviter le pire et de sauver l'essentiel.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Cinq mois après ces tragiques événements, il est heureusement évident qu'avec vous, qui nous avez compris, nous avons vu juste.

Le pire a été évité. L'essentiel a été sauvegardé. Il y a plus. Il y a mieux : non seulement le Gouvernement présidé par le général de Gaulle et auquel j'ai l'honneur d'appartenir, en tant que Ministre d'Etat, a restauré, à l'intérieur, l'ordre républicain ; non seulement il a relevé à l'extérieur le prestige national mais il a su, en de nombreux

domaines, faire des pas en avant dans la continuité de ce que les Socialistes avaient entrepris lorsqu'ils avaient les responsabilités du pouvoir. Les Territoires d'Outre-Mer se sont vu offrir, par exemple, la gamme la plus complète de libres options qu'une métropole ait jamais proposées à ses anciennes colonies. En Algérie, en même temps que la légalité républicaine se restaure peu à peu, un immense espoir de solution pacifique s'affirme de nouveau : les extrémistes, en vain, de part et d'autre, multiplient leurs efforts. On peut désormais escompter que dans un avenir peut-être proche la sagesse et la générosité l'emporteront, en ce cruel conflit, sur le sectarisme F.L.N. ou l'égoïsme aveugle des ultras. Enfin la France s'est librement donné de nouvelles institutions par un vote massif au référendum. Le Parti Socialiste est fier d'avoir contribué à assurer de larges assises à la Ve République, qui a vu participer à sa création tous les Démocrates de ce pays quelles que fussent, par ailleurs, leurs divergences d'opinions.

Ou allons-nous ?

Ce n'est pas à moi qu'il appartient de répondre à cette question, mais précisément au corps électoral. La Ve République sera ce que feront d'elle les Républicains. Si les Français commettaient l'erreur de déléguer à l'Assemblée Nationale les hommes et les groupements qui ont été les saboteurs de la IVe République, ils ne pourraient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leurs nouvelles désillusions. Je n'ai pas cette crainte, en m'adressant à vous, à la grande masse des Electeurs de cette circonscription dont, pour en avoir été longtemps le mandataire, je crois connaître les préoccupations. Que veulent-ils, ou plutôt que voulez-vous ?

Dans le domaine intérieur :

— l'expansion économique, le plein emploi, la défense du pouvoir d'achat.

Un réglement des problèmes d'Outre-Mer

— qui concilie une naturelle évolution et le maintien des liens légitimes et mutuellement profitables avec la Métropole.

Sur le plan international :

— la construction d'une Europe unie, condition indispensable au Progrès et à la Paix, cette Paix qu'il faut inlassablement consolider, par ailleurs, par la recherche du désarmement dans le maintien de la Sécurité Collective.

Ce programme minimum est celui du Parti Socialiste.

Mais il est aussi, j'en suis sur, celui d'un très grand nombre d'entre vous, Electrices et Electeurs, qui n'êtes pas encore des nôtres, mais qui, comme nous, espérez en un avenir meilleur et voulez en garantir toutes les chances.

Vous m'avez donné depuis près de quatorze ans, en multiples occasions, des marques réitérées de confiance : comme je l'ai fait hier, comme je m'efforce de le faire aujourd'hui, je n'épargnerai rien demain pour en rester digne.

Guy MOLLET

Remplaçant éventuel :

Pierre HERBAUT

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Chères Electrices, chers Electeurs,

Et d'abord à toutes et à tous mes très sincères remerciements. Dans la même circonscription vous étiez, en 1956, 14.903 à me donner votre confiance. Aujourd'hui ce sont 17.524 voix, c'est-à-dire 2.621 de plus qui approuvent mon action.

J'en suis tout à la fois très fier et très ému.

Je savais bien que les efforts que j'avais poursuivis pendant seize mois en faveur des plus déhérités d'entre nous — nos pensionné mineurs, nos vieilles et nos vieux en particulier — avaient été compris et approuvés.

Mais j'avais besoin aussi — je vous l'ai souvent dit — de savoir si vous étiez d'accord avec les choix que j'avais eu à faire, face au problème algérien ou dans l'affaire de Suez.

Vous m'avez répondu « Oui » et surtout vous avez dit clairement que j'avais eu raison en mai dernier, en apportant mon aide au général de Gaulle, pour sauver la France de la guerre civile, puis en devenant son Ministre, enfin en vous appelant à répondre favorablement au référendum.

Acceptez donc que je commence par ce « merci ».

Et maintenant il vous reste simplement à faire toutes et tous l'effort nécessaire pour que dimanche prochain vous soyez plus nombreux encore.

Je veux en effet être demain le député de tous. C'est pourquoi je ne m'adresse pas seulement à mes amis politiques, mais aussi à tous les patriotes et à tous les républicains.

Au premier tour, vous avez marqué vos légitimes préférences, au second vous allez grossir les rangs de ceux qui, après avoir approuvé mon action, souhaitent me la voir poursuivre.

A toutes et à tous, mon amical dévouement.

GUY MOLLET

Comparaison entre les voix recueillies par Guy Mollet, en 1956 et en 1958

CANTON D'ARRAS-NORD

Communes	1956	1958
Arras Nord et Sud .	6.354	7.129
Acq	62	60
Anzin-Saint-Aubin .	148	224
Athies	130	157
Dainville	228	305
Duisans	96	155
Ecurie	13	33
Etrun	35	64
Marœuil	223	376
Mont-Saint-Eloi ...	178	224
Roclincourt	84	106
Sainte-Catherine ..	164	236
Saint-Laurent	570	737
Saint-Nicolas	272	319
Total	8.557	10.125

CANTON D'ARRAS-SUD

Communes	1956	1958
Achicourt	810	951
Agny	114	142
Beaurains	208	270
Fampoux	108	192
Feuchy	80	116
Neuville-Vitasse ...	54	76
Tilloy-les-Mofflaines.	111	133
Wailly	105	115
Total	1.590	1.995

CANTON DE VIMY

Communes	1956	1958
Ablain-Saint-Nazaire	320	357
Acheville	64	88
Arleux	72	117
Bailleul	119	141
Beaumont	264	267
Bois-Bernard	113	104
Carency	141	144
Drocourt	341	363
Farbus	72	85
Fresnoy-en-Gohelle.	13	19
Givenchy	376	404
Méricourt	1.125	1.298
Neuville	189	201
Rouvroy	729	830
Souchez	312	344
Thélus	73	118
Villers-au-Bois	74	49
Vimy	318	410
Willerval	41	65
Total	4.756	5.404

Cantons	1956	1958
Canton d'Arras-Nord	8.557	10.125
Canton d'Arras-Sud.	1.590	1.995
Canton de Vimy ...	4.756	5.404
Total général..	14.903	17.524

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri DUFLOT

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
et de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au seuil de la République nouvelle, je viens solliciter vos suffrages comme candidat d'Union nationale.

Le 23 novembre, vous accomplirez un acte grave. Votre choix sera décisif pour l'avenir du pays et des institutions que 80 % des Français ont approuvées au référendum.

Pour que soit respecté votre « Oui », pour qu'il ne soit pas dénaturé par les hommes de l'ancien « système », vous devez faire confiance à un candidat qui demain soutiendra l'œuvre de rénovation nationale.

Dans la République profondément rénovée que veulent les Français je me propose de poursuivre quatre objectifs :

— assurer la liberté des citoyens et du pays contre le dirigisme étatique ;

— rendre l'Etat capable de remplir sa vraie fonction et de conduire notre pays en pleine évolution vers ses destins de grande puissance ;

— sauvegarder l'agriculture française et lui garantir un juste niveau de vie ;

— ouvrir à la Nation des perspectives d'expansion économique et de progrès social dans la stabilité financière.

I. — Il faut sauvegarder les exploitations agricoles :

— en favorisant l'exploitation familiale par des mesures économiques et sociales,
— en rétablissant la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques,
— en supprimant l'inégalité douanière, l'inégalité fiscale et l'inégalité sociale.

Ce qu'il faut à l'agriculture c'est une politique cohérente et à long terme, dans l'égalité des droits et des charges avec l'industrie.

II. — Il faut lutter contre l'inflation et la misère.

Il est donc nécessaire :

— de desserrer la pression fiscale,
— d'aménager une juste fiscalité,
— de remettre en ordre les Finances Publiques,
— de rétablir l'équilibre du marché intérieur et du marché extérieur,
— d'encourager et garantir l'épargne,
— de restaurer et maintenir le pouvoir d'achat.

III. — Il faut mettre un terme a la lutte des classes :

En libérant le syndicalisme de la politique. A chacun une juste part des fruits de son travail. L'essor économique est de l'intérêt de tous : ouvriers, cadres, exploitants, commerçants, artisans et classes moyennes. Une économie en état de progrès est la condition fondamentale du progrès social qui doit se réaliser :

— par l'amélioration des conditions de travail,
— par une politique de plein emploi et l'assurance contre le chômage

— par la protection des Anciens Combattants et des catégories sociales les plus défavorisées (vieillards, malades, rentiers-viagers, économiquement faibles).
— par la reconnaissance effective des droits de l'indvidu et de la Famille.

IV. — Il faut que l'Algérie reste française.

Il le faut pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe et l'Occident, pour la Paix du Monde.

Au cours de la grande crise d'avril-mai, au plus fort de l'impasse et du désarroi des autorités de la IV[e] République, les Indépendants et leurs alliés tinrent ferme leurs positions, réclamèrent les premiers un Gouvernement de Salut national.

Les voies sont maintenant ouvertes, dans la légalité Républicaine, pour poursuivre méthodiquement, sans défaitisme et sans abandon, les objectifs français qui commandent :

— de faire prévaloir la nécessaire union des diverses populations d'Algérie,
— de barrer la route au bolchevisme international dans toutes ses tentatives de colonisation.

Electeurs, Electrices,

Attachés aux libertés, adversaires de tous les totalitarismes,
Partisans de la promotion de tous les producteurs et de tous les travailleurs,
Défenseurs d'une France forte au sein de l'Alliance Atlantique et d'une Europe Unie,
Pour la République nouvelle qu'il faut construire, votez Union Nationale .

Henri DUFLOT
Ancien déporté de la Résistance
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Docteur en Médecine
Vice-Président du Conseil Général du Pas-de-Calais
Candidat d'Union nationale investi par le Centre national des Indépendants et Paysans et par l'Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

Albert THUILLIER
Croix de Guerre 1939-1945
Cultivateur
Maire d'Ervillers. — Conseiller Général de Croisilles

2[e] CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Je remercie vivement les 13.215 électrices et électeurs qui m'ont accordé leur approbation au scrutin du 23 novembre.

En me plaçant en tête de tous les candidats, ils ont clairement indiqué leur désir d'Union et de rénovation nationale.

Encouragé et honoré de cette manifestation de confiance, j'adresse un très pressant appel, pour le second tour de scrutin,

— à ceux qui m'ont donné leur voix dimanche dernier ;
— à ceux qui, pour des raisons diverses, n'ont pu voter au premier tour ;
— à tous ceux qui ont voté pour des candidats représentant des tendances politiques voisines de la mienne, dont je respecte la sincérité, et qui loyalement se retirent de la compétition.

Si vous me faites l'honneur de vous représenter au Parlement, soyez assurés que je consacrerai mes efforts à l'œuvre de rénovation nationale qui mobilise aujourd'hui l'espérance du pays et à défendre les idées qui ont toujours inspiré mon action :

— défense de toutes les libertés publiques et individuelles ;
— une administration vigilante dans l'intérêt de tous et spécialement de ceux dont les ressources sont modestes ;
— action sociale concrète et notamment politique du logement, exigence naturelle de la vie familiale ;
— expansion économique dans la stabilité monétaire, remise en ordre financière, et réforme profonde de la fiscalité ;
— sauvegarde du revenu paysan et des exploitations familiales agricoles par l'égalité des droits et des charges avec l'industrie ;
— réglement rapide du problème algérien par la mise en application du plan annoncé par le général de Gaulle dans son discours de Constantine.

Tels sont les principes qui, demain, dicteront ma conduite.

Je fais appel :

— à mes amis et à tous ceux qui me font confiance ;
— à ceux dont je respecte les préférences particulières, mais dont les idées sont en réalité très proches des miennes :

Au second tour,leur devoir est de réaliser l'union nationale.

Pour la défense de toutes nos libertés,
Pour le progrès et la justice sociale,
Pour l'unité nationale réaffirmée autour du général de Gaulle.

Votez tous pour

HENRI DUFLOT

Ancien déporté de la Résistance
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Docteur en Médecine
Vice-Président du Conseil Général du Pas-de-Calais
Candidat d'Union nationale investi par le Centre national des Indépendants et Paysans et par l'Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

ALBERT THUILLIER

Croix de Guerre 1939-1945
Cultivateur
Maire d'Ervillers. — Conseiller Général de Croisilles

Un appel de M. Albert Thuillier

Chers Amis Paysans,

Ma présence aux côtés du Docteur Duflot est le plus sûr garant que, demain, il consacrera ses efforts à la défense des intérêts légitimes de la paysannerie.
Je compte sur votre appui massif comme vous pouvez compter sur nous.

ALBERT THUILLIER

Cultivateur exploitant
Maire d'Ervillers. — Conseiller Général de Croisilles

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Charles CHOPIN
(Candidat Indépendant)
élu le 30 novembre 1958.
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre 1958 a été et demeurera une fière date de notre histoire : la grande, la très grande majorité des Français a décidé d'un nouvel et bel avenir pour la France, et cela, derrière le général de Gaulle, et dans le cadre des institutions qu'elle s'est librement données. Les institutions sont renouvelées et cependant elles ne seront efficaces qu'autant que les hommes qui en auront la charge auront la volonté de leur faire rendre leur plein effet : c'est cela aussi que 80 % des Français ont entendu exiger le 28 septembre.

Le Parlement en particulier gardera dans le pays de libre démocratie que nous entendons rester un rôle décisif : rôle décisif mais limité au secteur de sa seule compétence. C'est dans cet esprit et avec la volonté de redonner au régime démocratique et parlementaire toute son efficacité que j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages.

La Paix reste pour tous les hommes le bien le plus précieux.

Paix intérieure d'abord ; il n'est pas un Français qui du fond du cœur ne souhaite qu'elle soit rétablie dans cette Algérie qui veut rester française. Les événements de ces dernières années ont montré à l'évidence que seul un Gouvernement fort et durable assurerait à l'Algérie un avenir de paix et de prospérité. Les voies sont maintenant ouvertes; à nous de rétablir la nécessaire union de tous dans cette province de France.

Paix extérieure : la volonté pacifique de notre Nation n'est plus à démontrer ; elle n'a cessé de l'affirmer et de le prouver dans un monde inquiet et troublé. Volonté de Paix dans la dignité et l'indépendance : la France n'est pas prisonnière de ses alliances ; elle n'est pas plus à la merci des pays qui voudraient nous imposer leur volonté à travers des partis politiques qui ne sont que leurs agents.

Rénovation et expansion de l'économie

Dans le monde moderne, les rapports de peuple à peuple, de nation à nation, doivent devenir de plus en plus larges, et se situer de plus en plus dans l'ordre économique, commercial, social et culturel : l'avenir de notre politique extérieure est plus que jamais là. Les six pays de la Communauté européenne économique viennent de donner au monde un exemple étonnant. La création du Marché commun ouvre la voie à la collaboration pacifique des peuples. Mais, ne nous y trompons pas. Si cette ouverture offre à toutes les activités d'immenses perspectives, elle ne résoud pas pour autant toutes les difficultés économiques. En particulier, nous ne serons en mesure de faire face à ces nouvelles perspectives qu'autant que notre économie y sera préparée. La Constitution a sur ce point précisé le rôle du Parlement. Les lois-programmes qu'il aura a voter détermineront les conditions de travail de notre économie rénovée.

Rénovation et expansion de l'économie française en vue du Marché commun, mais aussi pour une amélioration du niveau de vie de tous les Français. La grande leçon de l'économie moderne : seul un revenu national important et en accroissement continu permet d'assurer au plus grand nombre, un revenu convenable. Débordant très largement le cadre économique, cette vérité s'impose encore dans l'ordre social. La justice sociale n'est possible et réalisable que si elle a pour base et pour fondement une économie solide, prospère et en expansion.

Les ressources de la France pour fonder sainement son économie sont grandes : son sol, son sous-sol sont riches de possibilités. Demain, grâce à ses savants, grâce à ses chercheurs, grâce à ses prospecteurs, les formes les plus modernes de l'énergie seront à notre disposition. Mieux, la France est riche d'hommes ; d'hommes de qualité d'abord. Ses cadres, ses ouvriers, si merveilleusement adaptés aux techniques modernes, lancent de par le monde des réalisations qui l'émerveillent et font crier au miracle français. Riche d'espoir plus encore, la génération qui monte est nombreuse, il faut qu'elle soit vigoureuse. Vigoureuse dans son corps, mais aussi par son esprit. Quelle responsabilité vis-à-vis de tous ces jeunes : dans la promotion de la Nation, ils sont le fer de lance, avant pointe du combat, mais aussi avant pointe du succès.

Le rôle de l'Etat dans cette promotion de l'économie est décisif ; il ne saurait être exclusif. Il doit aider, guider, il ne saurait tout diriger.

Quel doit être dans ces perspectives le rôle de celui qui demain vous représentera au Parlement ?

Sur le plan national.

Sur le plan national, veiller au respect des choix faits par la Nation ; assurer la réalisation des grandes options en gardant un Gouvernement fort et stable.

L'action d'un député ne doit pas se limiter au seul stade national ; il doit faire pénétrer et réaliser à l'échelon régional des décisions arrêtées pour tout un pays.

Je pourrais ici énumérer toutes les activités de la région, tous les intérêts, tant économiques que sociaux et faire pour chacun et chacune une revue des demandes et des promesses ; je ne le ferai pas. Mon passé et mes récentes activités politiques vous sont un sûr garant que je demeurerai attentif à toutes ces questions.

Cependant, je désire porter toute mon activité sur deux secteurs : ceux du logement et de l'éducation. Tous deux intéressent au premier chef la jeunesse qui a des droits sur nous, et pour laquelle il faudra trouver et encourager l'installation d'activités professionnelles nouvelles et régionales.

Logement.

A la ville comme à la campagne, un effort immense a été réalisé ces dernières années, il faut qu'il soit intensifié. Des lois excellentes ont déjà été votées. Ensemble, nous ferons qu'elles soient appliquées et que des ressources suffisantes soient dégagées pour la pleine réalisation de leur programme.

Education.

Promotion de l'économie, avons-nous dit, qui ne va pas sans promotion de la technique et qui dit technique, dit éducation et formation professionnelle.

L'éducation primaire ne trouve pas encore sa pleine réalisation. Partout, les maîtres sont de grande valeur mais souvent trop peu nombreux et ne disposant pas de logements ni de moyens suffisants. La formation professionnelle est à l'origine de toute promotion sociale, elle doit être désormais à portée de tous, fils d'ouvriers, fils de paysans. Des réalisations heureuses ont débuté dans notre département, elles doivent rapidement s'étendre. Dans ce domaine, la Nation ne doit reculer devant aucun sacrifice.

Le fait du découpage électoral a réuni dans une même circonscription ceux qui, hier, n'avaient pas entre eux de liens administratifs. Cependant, ils ont en commun bien des points de contact et ce sera le rôle de votre futur élu de rechercher, de développer ces liaisons dans la totale union de tous.

Electrices, Electeurs,

Attaché aux libertés, partisan de la promotion de tous les producteurs, de tous les travailleurs, dans une économie renouvelée et en expansion.

Défenseur d'une France forte, au sein d'une Europe unie.

Pour une République nouvelle, votez indépendant.

CHARLES CHOPIN
Conseiller Général de Saint-Pol. — Maire de Ramecourt
Croix de Guerre 1914-1918
Officier du Mérite Agricole
Arrêté par la Gestapo en mai 1941
Traduit devant un Conseil de Guerre allemand et condamné à 2 mois de prison

Remplaçant éventuel :

GEORGES RINGARD
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal de Calonne-Ricouart
Engagé volontaire
Croix de Guerre 1939-1945

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Les Françaises et les Français ont amplifié, le 23 novembre, la décision du 28 septembre. La France, regroupée derrière le général de Gaulle, a dit « Non » aux séparatistes de gauche. Elle s'est engagée d'un pas ferme dans la voie du renouveau.

Les Electrices et les Electeurs de la 3e circonscription n'ont pas été les derniers à suivre cette voie et ils confirmeront par leur vote la grande Volonté nationale.

La situation à la veille du scrutin de ballotage du 30 novembre est claire. Je n'ai pas caché mes sentiments le 28 septembre, j'ai milité pour que le Référendum soit un triomphe. Les résultats du scrutin du 23 novembre dans la 3e circonscription du Pas-de-Calais, le retrait des candidats Wattez et Bertieaux font de moi l'unique porte-drapeau de ceux qui veulent une République Nouvelle, hardie, libre, indépendante et dynamique. Vous avez bien commencé la besogne dimanche dernier, vous l'achèverez le 30 novembre.

Dès le premier tour, 10.635 Electrices et Electeurs m'ont témoigné leur confiance. Qu'ils soient remerciés du fond du cœur. Qu'à eux se joignent tous ceux qui approuvent mon programme et mon attitude politique.

La France se redresse : hier son autorité était mise en doute dans les autres pays ; aujourd'hui rien ne se fait dans l'ordre international sans son consentement ; demain elle aura retrouvé dans le Monde et sa grandeur et sa puissance. Cela vous l'avez voulu avec et grâce au général de Gaulle. Vous voudrez qu'il ait avec lui, auprès de lui, des Parlementaires qui loyalement soutiendront son action. Vous savez que je serai de ceux-là.

Electrices, Electeurs,

Attaché aux libertés, partisan de la promotion de tous les producteurs, de tous les travailleurs, dans une économie renouvelée et en expansion.

Défenseur d'une France forte au sein d'une Europe unie.

Pour une République Nouvelle, Votez Indépendant.

CHARLES CHOPIN
Conseiller Général de Saint-Pol. — Maire de Ramecourt
Croix de Guerre 1914-1918
Officier du Mérite Agricole
Arrêté par la Gestapo en mai 1941
Traduit devant un Conseil de Guerre allemand et condamné à 2 mois de prison

Remplaçant éventuel :

GEORGES RINGARD
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal de Calonne-Ricouart
Engagé volontaire
Croix de Guerre 1939-1945

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Charles DELESALLE

(Candidat de Concentration Républicaine)

élu le 30 novembre 1958.

(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Cette profession de foi sera courte et claire.

Dans un magnifique élan de solidarité et de redressement National, vous avez ratifié à une écrasante majorité, une nouvelle Constitution, proposée par le général de Gaulle.

Vous avez ainsi marqué votre volonté de voir définitivement abolies des mœurs parlementaires, qui nous ont menés au bord du gouffre.

La multiplicité des partis, leur division, leur incohérence et leur impuissance ont fait au Pays un mal dont on peut mesurer l'ampleur dans tous les domaines.

C'est pour essayer de réaliser sur mon nom, à l'appel du général de Gaulle, l'union la plus large des républicains des six cantons de l'arrondissement de Montreuil, animés de l'esprit de liberté, que j'ai accepté de poser ma candidature.

Je l'ai fait sur les instances pressantes de plusieurs conseillers généraux, maires et dirigeants des associations agricoles et commerciales.

CULTIVATEURS.

La politique absurde des Gouvernements d'après-guerre, vous a conduits au bord de la ruine : je serai, au Parlement, votre ardent défenseur.

COMMERÇANTS.

Ecrasés par le fisc, vous réclamez la réforme de l'impôt et l'égalité fiscale : j'y veillerai.

MARINS.

J'ai toujours admiré votre courage : demain comme hier, vous pouvez compter sur mon dévouement.

OUVRIERS ET EMPLOYÉS.

Le chômage est à nos portes. — Le droit au travail est un droit sacré : il faut prendre dès demain des mesures énergiques et rapides pour y parer.

FONCTIONNAIRES.

Elite de la Nation, vous devez recevoir un traitement décent et solidement hiérarchisé.

INSTITUTEURS ET PROFESSEURS.

Il n'y a pas de pays moderne, sans une réforme profonde de l'Enseignement.

ECONOMIQUEMENT FAIBLES.

Durement atteints par l'âge, les infirmités et aussi par les inflations successives, c'est un devoir de solidarité sociale de vous aider.

Electrices, Electeurs,

Je suis

CONTRE :

— La gabegie des deniers de l'Etat ;
— Le dirigisme et les nationalisations ;
— La hausse constante du coût de la vie ;
— L'inflation monétaire et le chômage.

POUR :

— La stabilité ministérielle ;
— La réforme des mœurs parlementaires ;
— La réduction massive des dépenses de l'Etat ;
— La conclusion d'une paix durable, en Algérie, négociée par le général de Gaulle ;
— La sauvegarde de toutes les libertés, confessionnelles et syndicales.

Voter, pour un homme, c'est lui accorder sa confiance.
Nos partis ne sont rien au regard de l'intérêt National.
Cette confiance, vous me la donnerez, en raison des services rendus et de ceux que mon expérience peut mettre au service du Pays, pour assurer son relèvement et sa grandeur.

Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

CHARLES DELESALLE
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre

2e CIRCULAIRE

Aux 11.575 Electrices et électeurs qui ont bien voulu m'accorder leur confiance le 23 novembre 1958, Merci !

Tous les républicains, animés de l'esprit de liberté, voudont réaliser sur mon nom, dimanche prochain, l'Union la plus large pour la rénovation de la République et la grandeur de la France, sous l'égide du général de Gaulle.

Vive l'arrondissement de Montreuil !

CHARLES DELESALLE
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre

Remplaçant éventuel :

HENRI ELBY
Conseiller Général

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jeannil DUMORTIER
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Mes camarades socialistes et mes amis républicains des Cantons de Boulogne-Sud, Desvres et Samer ont bien voulu me dire leur affection et me charger à nouveau de les représenter à cette Election législative.

Mon Cher Ami, Raymond Splingard, le courageux Maire d'Outreau, Conseiller Général du Canton de Samer qui tient dans notre Région les premières lignes face aux Staliniens, a bien voulu être mon second.

Les fonctions de rapporteur que mes collègues ont bien voulu me confier.

La Présidence de la Sous-Commission des Ports Maritimes à laquelle ils ont bien voulu m'élever m'ont permis de défendre le Port de Boulogne et de sauvegarder son avenir c'est-à-dire l'avenir de tous dans notre circonscription, celui des Marins-Pêcheurs, des Dockers, de ceux de la Marée et de la Salaison, des Métallos, des Cimentiers de Dannes ou de Desvres, des Cultivateurs et des Maraîchers, des Commerçants et des Artisans de notre beau Boulonnais.

Je suis fier des résultats qu'il m'a été possible d'obtenir dans ce domaine.

J'ai été au service de tous car les modestes travailleurs et surtout les malheureux n'ont pas les moyens de payer un contentieux et le Bureau du Maire, du Conseiller général ou du Député, est la première instance où ils peuvent s'adresser. Réparer une injustice, permettre le réglement d'un litige n'est pas une tâche secondaire. Le bonheur de tous est fait de la somme des bonheurs de chacun. Je serai demain comme hier au service de tous quand la cause, bien sûr, sera juste.

Mais le jeune parlementaire que j'étais a dû dans des circonstances tragiques, choisir.

ET J'AI CHOISI.

Alors que la guerre civile était à nos portes, avec Guy Mollet, j'ai fait confiance à celui qui, une fois déjà, avait incarné la Patrie dans le deuil de celle-ci et à qui j'avais déjà fait confiance en me battant sous ses ordres : au général de Gaulle qui avait promis et qui a tenu parole, de restaurer l'autorité républicaine et de maintenir nos libertés.

Avec Guy Mollet, j'ai défendu le projet de constitution car celui-ci renforce l'autorité de l'Etat et notre pays ne peut plus se payer le luxe de changer de Gouvernement tous les 6 mois dans ce monde dur et cruel qui nous entoure.

J'approuve tous les actes récents du Gouvernement, en particulier les propositions libérales qu'après Gaston Deferre le général de Gaulle a faites aux territoires d'Outre-Mer pour créer une communauté fraternelle, l'offre généreuse qu'après Guy Mollet, il a faite aux rebelles d'Algérie.

C'est la tête haute que je me présente devant vous. L'atmosphère de confiance et d'amitié que je rencontre depuis le début de la campagne électorale m'a parfaitement réconforté et m'a donné la certitude de la victoire.

Mais il vous appartient, par votre vote dès le 23 novembre, en négligeant toutes les candidatures inutiles, fantaisistes ou de principe, d'écraser le Parti de l'Etranger et d'affirmer sur mon nom votre amour de la Liberté et votre foi en la France.

Jeannil DUMORTIER

Jeannil DUMORTIER

L'homme :

Né le 28 juin 1911. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique, Jeannil Dumortier a exercé de 1936 à 1956, date à laquelle il fut élu député, à l'Ecole Pratique de Commerce, d'Industrie et de Mécaniciens de Marine devenue collège technique de Boulogne-sur-Mer.

Le militant :

A l'âge de 16 ans, en 1927, il adhère aux Etudiants Socialiste puis à la S.F.I.O.
Depuis 31 ans il se bat pour le Socialisme. La netteté de ses attitudes, la fermeté de ses convictions ont forcé le respect et l'estime de tous.

Le maire :

Elu Conseiller Municipal en 1938, il était désigné, en octobre 1944, par le Comité de Libération de Saint-Martin comme Maire de cette ville. Depuis 14 ans, il est réélu sans interruption à des majorités toujours accrues.
Dans cette circonscription où tous le connaissent, il est inutile de faire l'éloge de l'administrateur et du réalisateur que la ville de Saint-Martin a la chance d'avoir à sa tête.

Le président du syndicat d'électrification du Bas-Boulonnais :

C'est à l'unanimité que ses Collègues Maires de Baincthun, Echinghen, La Capelle, Wimille, Questrecques, Hesdin-L'Abbé, Saint-Etienne-au-Mont, Belle-Houllefort, Conteville-lès-Boulogne, Condette, Equihen, Isques, Pernes-lès-Boulogne, l'ont porté à la tête de ce Syndicat.
Trois tranches successives de travaux ont permis l'électrification de nombreux écarts et l'utilisation de la force par de multiples exploitations agricoles de notre région.

Le conseiller général :

Elu Conseiller Général de Boulogne-Sud, il participe aux travaux du 4e Bureau de cette Assemblée et se penche, pour la première fois, sur l'angoissant problème du Port de Boulogne dont dépend toute l'activité économique de notre circonscription.

Le parlementaire :

Elu en janvier 1956 à la tête de la liste Socialiste, son Groupe Parlementaire le désigne comme responsable pour la Commission des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme à l'Assemblée Nationale.
Sa formation scientifique, son activité inlassable aux travaux de la Commission le font distinguer par ses collègues qui le désignent, à l'unanimité, quelques semaines après son élection, comme Rapporteur de cette importante Commission dans le vote du budget 1956. Cette confiance est renouvelée en 1957 et 1958.
Rapporteur du Budget de la S.N.C.F., il défend notre Grande Entreprise Nationale et nos cheminots. Rapporteur du Budget des Ponts et Chaussées Terrestre et Maritime, il défend les travailleurs de ces importantes administrations. Il rapporte, en particulier, le projet de résolution permettant le classement en service actif des Agents de Travaux et Conducteurs de Chantiers et obtient satisfaction.
Finalement, ses Collègues de toutes opinions le portent unanimement à la présidence de la Sous-Commission des Ports Maritimes à l'Assemblée Nationale.
Toutes ces importantes fonctions lui donnent l'autorité nécessaire pour éclairer le Ministère sur la situation du Port de Boulogne.
Il souligne dans des entretiens dont certains furent dramatiques que l'impossibilité,

pour les vaisseaux minéraliers de fort tonnage d'accéder au Port de Boulogne, risque d'entrainer le départ du centre sidérurgique de Paris-Outreau vers d'autres ports plus favorisés. Il prouve la nécessité de séparer le Bassin Loubet qui doit être réservé à la pêche d'une darse autonome de Commerce dont l'un des quais pourrait être réservé au complexe sidérurgique d'Outreau, l'autre au commerce en général.

Si la partie est maintenant gagnée, si la plaie hideuse du chômage ne menace pas trop gravement tout notre Boulonnais, c'est à Jeannil Dumortier que le doivent tous ceux qui, directement ou indirectement, vivent du Port et de ses activités.

Pas une des voix de ceux que n'aveugle pas la passion politique ne manquera à ce défenseur de notre région, à ce Parlementaire de valeur qu'est Jeannil Dumortier.

Raymond SPLINGARD

Né le 26 janvier 1912. Fils d'une modeste famille de cheminots, a payé durement par la perte de sa place de comptable, le crime d'avoir osé être militant socialiste et syndicaliste en 1938.

Adjoint au Maire d'Outreau en 1945, il fut nommé Maire en 1952. En Avril 1958, il est élu Conseiller Général du Canton de Samer. Dès son arrivée à l'Assemblée Départemental, il est affecté au 1er Bureau spécialement chargé des finances.

Il est actuellement Membre de la Commission Départementale dont la mission est de gérer le Département entre les sessions du Conseil Général.

Raymond Splingard, qui a obtenu l'admiration de tous, même de ses adversaires politiques, dans le domaine de la reconstruction et de la construction, au sein de sa ville d'Outreau, est Administrateur de l'Office H.L.M. départemental.

Sa désignation au Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire consacre les 40 années d'efforts de la Municipalité Socialiste d'Outreau toujours à l'avant-garde pour l'éducation des enfants du peuple.

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Par 14.717 suffrages vous avez affirmé votre satisfaction du travail que Jeannil Dumortier, avait accompli dans ses importantes fonctions.

A Saint-Martin, à Baincthun, à La Capelle, il obtient la majorité absolue, dans Boulogne-Sud, ses voix passent de 3.676 en 1955 à 6.760.

Victoire dans le canton de Samer où nous obtenons 6.347 voix.

1.652 électeurs de Desvres et du canton ont aussi manifesté leur confiance à Jeannil Dumortier et Raymond Splingard.

Le nombre des candidats n'a pas permis un succès définitif au premier tour de scrutin ; les autres candidats étant nettement et très largement distancés.

Et pourtant tous les coups du Parti Communiste lui ont été exclusivement réservés !

Tous les travailleurs des Cantons de Desvres, Samer, Boulogne voteront pour lui parce qu'il a empêché le départ des A.P.O. et parce que, grâce à lui, plus d'un milliard de travaux vont être engagés sur le port.

Tous les cultivateurs voteront pour lui parce qu'il est le spécialiste de l'électrification des campagnes et des adductions d'eau.

N'oubliez pas que Jeannil Dumortier a été de ceux qui furent Gaulliste lors des combats.

Le général Deligne le cite en date du 8 novembre 1944 :

«Officier courageux, volontaire pour guider les chars de tête des colonnes alliées, attaquant la garnison allemande de Boulogne les 17, 18 et 19 septembre 1944 a, par les renseignements donnés, épargné de nombreuses vies de soldats alliés ».

Devant le péril, la menace de guerre civile en Mai 1958, comme durant la guerre, il a fait confiance au général de Gaulle pour défendre la République et nos libertés.

Dimanche, toutes les Françaises et tous les Français, Républicains et Patriotes, bloqueront leurs voix sur :

JEANNIL DUMORTIER et RAYMOND SPLINGARD

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri COLLETTE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958.
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous vous êtes tous réjouis des événements d'Algérie qui ont provoqué ces élections.
Vous avez voté Oui.
Vous vouliez du nouveau et du raisonnable.
Vous vouliez d'autres hommes que ceux qui vous avaient dirigés jusque là.
L'occasion vous en est donnée.
Nous vous proposons

POUR LE PAYS.

De soutenir la Politique du général de Gaulle.
Nous nous engageons à lutter pour maintenir la France au rang des grandes puissances.
Obtenir la Paix en Algérie.

POUR TOUS LES FRANÇAIS

A leur garantir la sécurité de leur emploi et des allocations familiales égales et sans condition, un juste équilibre entre les salaires et les prix.
A apporter au commerce et à l'artisanat la libération des contraintes fiscales, par une simplification du système actuel.
A apporter pour les agriculteurs une juste rémunération du produit de leur travail.
Défenseur de toutes les libertés et en particulier de celles de l'Enseignement, nous souhaitons voir les Ecoles Libres bénéficier des mêmes conditions que celles qui viennent de leur être accordées en Belgique, pour le plus grand bien de ce pays.

Devant le péril d'un front populaire, vous voterez utile en votant pour un candidat de l'Union pour la Nouvelle République. Vous voterez :

HENRI COLLETTE
Notaire. — Conseiller général du Canton de Guînes

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Merci.

Vous avez avec enthousiasme approuvé ma candidature, renversant tous les pronostics, même les plus optimistes, marquant par là, le désir de confirmer votre Oui.

Mais la bataille continue. Plus que jamais je compte sur votre appui.

SURTOUT PAS D'ABSTENTIONS !

Socialistes, réfléchissez, M. Henneguelle a fait voter Non au référendum. Vous ne pouvez pas mêler vos voix à celles des communistes qui vont voter pour lui.

Et maintenant, Electrices, Electeurs, tous ensemble, confiants dans le général de Gaulle, faisons l'Union pour la Nouvelle République, votez :

HENRI COLLETTE
Notaire. — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

ROBERT MEAUX
Délégué départemental de l'U.N.R.
Croix de Guerre. — Médaille des Evadés

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques VENDROUX
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958.
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs de la circonscription de Calais et Audruicq,

En décembre 1955, retranché depuis neuf ans dans l'opposition, je poursuivais fidèlement — contre le système — la politique du général de Gaulle.

Plutôt que d'accepter les compromis et les marchandages qui auraient assuré ma réélection, j'avais préféré faire front et, de ce fait, contribuer à renverser le courant qui conduisait la France à la déchéance et à la ruine.

Mais un grand nombre d'entre vous, trompés par les fausses promesses de certains partis, m'ont donné tort ; battu au scrutin de janvier 1956, j'ai alors laissé aux vainqueurs provisoires la responsabilité des affaires publiques et me suis retiré de tout, dans une réserve que m'imposait à la fois le souci de la dignité et le repect du verdict populaire.

L'impuissance des politiciens nous menait peu à peu à la catastrophe.

Mais, le 1er juin dernier, l'espoir nous était rendu : la France changeait d'âme.

Avec mes amis, je me trouve, de ce fait, aux places d'honneur, parmi ceux qui avaient raison.

Ce n'est pas là seulement une satisfaction morale : c'est un atout maître. Cet atout, je veux le jouer pour qu'il serve les intérêts de Calais, du Calaisis, du Canton d'Audruic.

La Nouvelle Constitution a profondément modifié le caractère de la mission parlementaire : le Député devient le représentant d'un secteur précis qu'il sera amené, beaucoup plus que par le passé, à défendre sur le plan humain, social, économique.

Il importe donc que les portes s'ouvrent facilement devant lui, qu'il soit écouté avec empressement. Mon attitude antérieure de parlementaire chargé d'un rôle national et la tendance politique actuelle me placent à cet égard — chacun s'en rend compte — dans une situation très favorable.

C'est pourquoi je mets mes chances à la disposition d'une Ville et d'une Région que j'aime profondément.

Par respect pour l'électeur, je me refuse, dans la présente profession de foi, à suivre certains de mes adversaires dans le marécage des polémiques personnelles.

C'est dans les réunions que je répondrai aux mensonges de ceux qui, sentant passer le vent de leur défaite, s'abaissent à user de moyens méprisables.

Sans chercher, par démagogie, à énumérer, pour les flatter, toutes les catégories de Français qui méritent la bienveillance des pouvoirs publics, je me bornerai, ici, à définir certains des grands principes qui doivent inspirer la future action parlementaire.

I. — Politique générale :

Maintien de la France au rang des Grandes Puissances.

Respect de toutes les Libertés.

Promotion Sociale dans le sens de l'intéressement des travailleurs à la prospérité des entreprises — Sécurité de l'emploi.

Sécurité Sociale et Allocations Familiales égales et sans conditions pour tous les Français.

Retraites automatiques, sans constitution de dossiers, pour tous les vieillards.

Libération du Commerce par la simplification fiscale, (Impôt unique à la base).

Amélioration du sort des Sinistrés mobiliers.

Remise en équilibre de la rentabilité des professions agricoles.

Dépolitisation des administrations et fin de la féodalité de certains fonctionnaires.

II. — Calais :

Il sera nécessaire, si les Calaisiens me font à nouveau confiance, que je rétablisse un contact étroit avec eux. C'est-à-dire : rentrée au Conseil Municipal aux élections de mars prochain. Demande, à nouveau, d'un siège de membre correspondant de la Chambre de Commerce. — Liaison avec le C.E.A.D.E.C., le Syndicat d'Initiative, les « Amis de Calais » et d'autres groupements ou organismes qualifiés.

Etablissement d'un secrétariat permanent et de réceptions régulières à Calais, d'un correspondant à Paris pour faciliter les démarches des électeurs quand je n'y serai pas en personne.

Inutile de répéter tous les espoirs qui tiennent à nos cœurs de Calaisiens : mais en plus des impératifs traditionnels — développement du Port, extension industrielle, problème de la construction et du logement — trois buts doivent être visés avec acharnement.

Calais Sous-Préfecture. — Cet objectif, en vue duquel nous parvenions, lors du premier gouvernement du général de Gaulle, doit être à nouveau poursuivi sans relâche.

Exploitation rationnelle de la richesse naturelle constituée par la Plage. — C'est il est vrai, un problème d'ordre municipal ; on comprend mal que seule la digue Gaston Berthe ait été réalisée. Il faudra donc activer les responsables.

Relance des possibilités d'exportation de l'industrie locale.

III. — Zone rurale du Calaisis et d'Audruicq :

M. Charles Empisse, mon remplaçant éventuel, constituera avec moi, si je suis élu, une équipe permanente. Il prendra, comme moi, des contacts personnels avec tous les représentants du monde agricole. Des permanences régulières seront organisées, de façon à ce qu'il puisse centraliser les points de vue techniques, économiques et sociaux, qui me permettront d'être le vrai porte-parole, à la Chambre, d'une des régions les plus

productives de la France. Sa compétence en matière agricole et son dévouement bien connus seront les meilleurs garants de l'efficacité de notre action conjuguée.

C'est une double victoire, Electrices, Electeurs, que vous assurerez le 23 novembre prochain : celle de ma candidature, et, par la même, celle de Calais et de sa région.

JACQUES VENDROUX

Remplaçant éventuel :

CHARLES EMPISSE

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs de la circonscription de Calais-Audruicq.

Vous m'avez ouvert la porte de l'Assemblée Nationale par votre vote massif du 1er tour.

En vous exprimant ma profonde gratitude personnelle, je mesure aussi qu'un grand nombre d'entre vous ont voulu, à travers moi, prouver leur confiance au Général de Gaulle.

C'est pourquoi je vous demande avec insistance de poursuivre votre effort, au 2e tour de scrutin, le dimanche 30 novembre 1958.

Ne vous abstenez surtout pas, sous prétexte que c'est du « tout cuit »... ; ne vous en rapportez pas aux autres du soin d'assurer notre victoire commune.

Plus elle sera éclatante, plus elle sera efficace.

Nous pourrons bientôt nous atteler de concert à la prospérité de la circonscription de Calais-Audruicq.

JACQUES VENDROUX

Remplaçant éventuel :

CHARLES EMPISSE

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre GUILLAIN
(Candidat Indépendant d'Action Sociale et de Rénovation Nationale)
élu le 30 novembre 1958.
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Indépendants d'action sociale et de rénovation nationale.

Electeurs, Electrices,

Sans l'intervention du général de Gaulle, c'est probablement la fin du régime républicain, auquel la plupart des Français demeurent attachés, que nous aurions eu à déplorer le 13 mai dernier.

Nous n'avons heureusement enregistré que la disparition prématurée, mais pas regrettée, de la IVe République, effondrée dans l'indifférence générale et le mépris

qu'elle avait créé pour n'avoir jamais été que le lieu de combat de partis plus préoccupés de leurs mesquines querelles que des intérêts supérieurs du pays.

Le 28 septembre, le pays véritable s'est ressaisi et, par un Oui triomphal, a marqué sa volonté de mettre un terme à ces luttes stériles afin que puisse être entreprise la grande œuvre de rénovation nationale.

S'il est, dès à présent, permis d'entrevoir les immenses et réconfortantes possibilités issues du récent référendum, encore faut-il en vouloir la réalisation, en créant une Ve République forte et unie dans laquelle la prospérité et le progrès social seront profitables à tous.

Cet objectif ne saurait être atteint si, une fois de plus, vous ajoutiez foi aux traditionnelles et fallacieuses promesses des candidats des partis qui vous ont régulièrement déçus.

Par votre vote du 28 septembre, vous avez marqué votre volonté d'être représentés par des hommes non plus imposés par les partis politiques, mais choisis par vous en raison de la connaissance que vous avez de leur activité publique, de leurs pensées qu'ils ne vous ont jamais cachées, de l'idéal qui les anime et de ceux qui sont ou bien leurs adversaires ou bien leurs amis.

C'est parceque j'ai conscience d'avoir, depuis quatorze années, rempli avec conscience et succès les mandats qui m'ont été confiés et renouvelés avec des majorités accrues, sans jamais de compromission avec aucun adversaire politique, que j'ai revendiqué l'honneur d'être candidat aux élections législatives prochaines.

En dépit d'un découpage arbitraire, contraire à toute logique, et qui devra être reconsidéré, je m'engage à assurer périodiquement des permanences personnelles dans tous les cantons de la circonscription de Saint-Omer de façon à maintenir avec tous un contact direct.

Aussi hostile au conservatisme aveugle qu'à l'impensable démission de la personnalité humaine qu'impose le marxisme, je suis convaincu de la nécessité de la constitution au Centre de l'Assemblée Nationale d'un groupe d'arbitres entre les tendances extrêmes de gauche et de droite qui ont fait la démonstration de leur impuissance à gouverner le pays.

Cette disponibilité des élus du Centre, dégagés de toute idée préconçue, décidés à soutenir l'œuvre de rénovation entreprise par le général de Gaulle, libérés au départ de l'emprise abusive des partis, n'est-ce pas ce qu'à voulu le général de Gaulle quand il a décidé le retour au scrutin uninominal ? non pas parce qu'il a été chassé du pouvoir par ces partis mais parce qu'il a eu conscience que c'était probablement la dernière chance du régime de se survivre en se rénovant.

Ce groupe réunira tous les élus nationaux animés de la seule volonté, au-dessus de tout esprit de parti, d'orienter le pays dans un sens libéral et social, pour le plus grand profit de la Nation qui, après un indispensable temps de remise en ordre, bénéficiera d'une prospérité qui ne peut résulter que d'une augmentation du revenu national.

Celle-ci ne peut-être réalisée que :

— dans un climat d'entente entre employeurs et employés, tel qu'il résultera d'une action syndicale consciente des possibilités économiques et financières des entreprises et de la Nation.

— dans une réduction massive, rendue possible, par une préalable réforme administrative, du train de vie de l'Etat dont les dépenses doivent faire l'objet d'un rigoureux contrôle,

— dans le renoncement de l'Etat à une intervention dans les domaines économiques qui relèvent de l'initiative privée,

— dans une égalité fiscale réalisée par la suppression des actuels privilèges,

— dans la liberté de la concurrence et le respect de la propriété, condition indispensable pour un retour à l'épargne.

Le danger de récession étant ainsi écarté, tout deviendra possible.

La justice sociale sera assurée.

Le revenu familial cessera de dépendre du seul problème des prix et des salaires.

Un logement décent sera assuré à tous les travailleurs à qui l'accession à la propriété sera facilitée.

Les industriels et les commerçants, cessant d'être des agents du fisc, consacreront leur activité à leur entreprise et rendront ainsi l'économie nationale compétitive sur les marchés mondiaux.

La profession agricole sera revalorisée.

L'avenir des vieux sera garanti.

Le sort des jeunes, cet avenir de la Nation, pourra être assuré et la France pourra, au service de la paix, reprendre sa place de grande puissance dans un monde présentement déséquilibré par l'éclipse qu'elle a subie.

Tout cela ne se réalisera pas au lendemain des élections ; un effort devra être demandé à chacun en fonction de ses possibilités mais l'espérance d'un renouveau ne manquera pas de fortifier dans leur volonté de sortir de l'impasse ces Français qui, à tout moment de l'histoire de leur pays, ont toujours répondu Présent à l'appel de la Nation.

Cette politique, que j'ai toujours pratiquée, c'est aussi celle de mon suppléant M. Benjamin Catry, qui a su s'imposer au respect et à l'estime de tous, dans une commune et un canton à prédominance ouvrière.

Ce que j'affirme ne saurait être contredit par aucun adversaire politique de bonne foi et c'est sur mon passé que, sans promesses démagogiques, je vous demande de me permettre d'exercer sur le plan national l'action que j'ai menée, depuis la Libération, sur le plan communal et départemental.

Les résultats, tangibles, que j'ai pu obtenir, je les dois au climat d'union dans lequel j'ai travaillé au sein des diverses assemblées où j'ai siégé, d'union avec mes amis, évidemment, mais aussi avec mes adversaires.

Cette même union vient de se réaliser, entre des hommes de tendances diverses, sur mon nom et j'en suis d'autant plus fier que celle-ci ne l'a pas été dans beaucoup d'autres circonscriptions.

Pour lui donner toute sa signification, il faut que cette union, dont la réalisation prouve que seul l'intérêt général a été considéré, règne dans toute les esprits.

Et ainsi, à un moment particulièrement important dans l'histoire de notre pays, sera assuré, dans la circonscription de Saint-Omer, le succès du libéralisme sur le collectivisme.

PIERRE GUILLAIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Saint-Omer
Conseiller général de Saint-Omer (Nord)
Président du groupement des Indépendants et Apparentés du Conseil Général du Pas-de-Calais

Remplaçant éventuel :

BENJAMIN CATRY
Maire d'Arques
Conseiller Général

Tous aux urnes. Pas d'abstention.
Tout bulletin modifié sera nul.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Par nos tracts et affiches, vous avez eu, la semaine dernière, une connaissance suffisante de notre ligne politique pour qu'il ne nous semble pas nécessaire de vous la retracer.

A l'encontre de ce qui n'a pu être réalisé dans la plupart des circonscriptions électorales du Pays, celle de Saint-Omer a donné, dès le 1er tour, l'exemple de l'Union de tous les éléments antimarxistes attachés à l'idée de liberté.

Le résultat a été le 23 novembre un succès qui permet de préjuger, dimanche prochain, d'une victoire totale.

Action sociale — Rénovation nationale sont les deux buts dont vous permettrez la réalisation.

La 8e circonscription ne forme, du Nord au Sud, qu'une seule famille qui sera l'objet de la même sollicitude et d'un égal dévouement ; à cet effet, des permanences seront régulièrement tenues dans tous les centres de la circonscription par vos élus de demain :

PIERRE GUILLAIN

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Saint-Omer
Conseiller Général du Pas-de-Calais

Suppléant :

BENJAMIN CATRY

Maire d'Arques
Conseiller Général du Pas-de-Calais

Dimanche dernier...

Avec la même détermination, avec la même foi, avec le même enthousiasme, des millions de Français ont opté, comme vous-mêmes, pour le renouveau et le salut national !

Dimanche prochain...

Au moment décisif, ne dites pas « Non » à la France.

Cette France... qui a tant souffert

Cette France... trop souvent, hélas, divisée.

Cette France que vous pouvez et que vous devez sauver en élisant des représentants capables... neufs et décidés.

Soyez félicités et remerciés... pour hier.

Soyez, demain, les auteurs et les associés de cette résurrection nationale

A nouveau : répondez « Oui » a l'appel du pays !

Pour cela : ne vous abstenez pas.

Votez... Votez... Votez en masse pour des candidats Républicains d'Action Sociale et de Rénovation Nationale.

Votez tous sans rature pour :

PIERRE GUILLAIN

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Saint-Omer
Conseiller Général du Pas-de-Calais

Suppléant :

BENJAMIN CATRY

Maire d'Arques. — Conseiller Général du Pas-de-Calais

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Maurice CASSEZ
(Candidat de la Démocratie Chrétienne et d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958.
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Démocratie chrétienne. — Union nationale.

Candidature de Renouveau

MAURICE CASSEZ
Maire de Locon. — Ancien Combattant 1914-1918
Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Expert agréé auprès des Tribunaux. — Dirigeant d'organisations professionnelles

Homme neuf. Est connu, dans toute la région pour son honnêteté inattaquable et son dévouement sans limite.

Candidature sérieuse et efficace

Assurée dès le premier tour, d'un chiffre de voix important.

Capable de faire l'Union de tous ceux, Gaullistes, Démocrates chrétiens, Libéraux, Socialistes, Radicaux, etc, qui en ont assez des oppositions, des critiques stériles, des exclusives.

Capable d'apporter une expérience déjà longue d'administrateur, et une connaissance de la législation.

Très au fait des questions économiques, sociales, familiales et professionnelles.

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS CALY
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal M.R.P. d'Allouagne

Père de famille nombreuse. Ancien Prisonnier.

Homme de grande valeur intellectuelle et humaine, également très estimé, dont le renom n'est plus à faire dans toute une partie de la circonscription.

Electrices, Electeurs,

La France a évité la guerre civile.

La France à maintenant une politique Algérienne et Africaine.

La France a une politique Européenne.

Il suffit sur le plan international de suivre la voie tracée par le général de Gaulle : c'est celle de l'honneur et de l'intérêt de la Patrie.

Il reste une grave question, que devra résoudre le Parlement de demain.

C'est le niveau de vie de chaque Français : Ouvriers et Paysans, Commerçants et Artisans.

Nous venons sur ce point, vous présenter les grandes lignes, brèves mais nettes d'une politique... et un appel.

Le social et l'économique sont indissolublement liés.

L'expansion et les investissements sont l'indispensable condition de l'élévation du du niveau de vie et du plein emploi.

La politique sociale doit viser au bien-être de toutes les classes travailleuses sans exception. Personne ne doit être riche de la misère de son frère.

L'aide large aux vieillards, aux infirmes, aux anciens combattants, veuves et orphelins de guerre est un devoir sacré.

La retraite vieillesse et les allocations familiales doivent suivre le coût de la vie.

Le logement procure la vie décente. Il faut donner aux citadins et aux ruraux un habitat digne.

La jeunesse, avenir et espérance de la Nation, doit être instruite, formée, spécialisée, dans toutes les professions.

L'enseignement doit être repensé. Il doit conduire pour toutes les familles sociales et spirituelles à une plus grande démocratisation et à une équitable répartition des charges dans la liberté réelle du choix de l'école.

Une véritable politique au service de la population doit permettre à la famille de se fonder et de s'épanouir dans la stabilité.

La libre entreprise ne doit pas être constamment sacrifiée à un dirigisme sans frein. La réforme de la fiscalité doit être autre chose qu'un slogan. Elle doit permettre à l'artisan et au commerçant de pouvoir vivre honnêtement.

Sur le plan local il faut sauver à tout prix et très rapidement, du ripage et de la récession l'ouest du bassin minier, Auchel, Lilliers et Béthune, zone critique.

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre, vous avez répondu Oui au général de Gaulle.

Le 28 septembre à une majorité écrasante vous avez rejeté le régime d'impuissance qui paralysait le Pays et le condamnait à toutes les abdications.

Vous avez dit Oui à une République nouvelle, capable de donner à notre jeunesse et à la population laborieuse de notre France, de magnifiques raisons d'espérer, concrétisées par la poussée démographique, la Communauté Franco-Africaine, la communauté européenne.

Il faut bâtir maintenant cette Vᵉ République.

Allez-vous reprendre les mêmes pour que tout recommence ?

Allez-vous laisser le Parti Communiste et la S.F.I.O. jeter leur emprise étatique sur le pays ? tuer peut-être nos libertés, si chères à tous ?

C'est parce que nous devons faire front à un inquiétant marxisme que nous nous présentons aujourd'hui à vos suffrages.

Notre désir est de rassembler autour de la candidature « Maurice Cassez » tous ceux qui préfèrent l'idéal si humain du christianisme à celui de Karl Marx ; tous ceux qui ont dit Oui à de Gaulle et à la constitution.

Maurice Cassez n'est pas un « parachuté », mais un Maire de votre terroir, qui a prouvé et prouve encore tous les jours qu'il est au service de tous.

Pour être fidèle à l'idéal des Oui, vous voterez tous le 23 novembre pour :

MAURICE CASSEZ

2ᵉ CIRCULAIRE

Démocratie chrétienne. — Union nationale.

MAURICE CASSEZ
Maire de Locon. — Ancien Combattant 1914-1918
Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Expert agréé auprès des Tribunaux. — Dirigeant d'organisations professionnelles

Candidat d'union de tous ceux, Gaullistes, Démocrates chrétiens, Libéraux, Socialistes, Radicaux, etc... qui en ont assez des oppositions, des critiques stériles, des exclusives.

Renouveau — Efficacité.

Remplaçant éventuel :

François CALY

Docteur en Médecine
Conseiller Municipal M.R.P. d'Allouagne

Père de famille nombreuse — Ancien Prisonnier.
Homme de grande valeur intellectuelle et humaine, également très estimé, dont le renom n'est plus à faire dans toute une partie de la circonscription.

Electrices, Electeurs,

Dimanche, près de 11.000 votants nous ont accordé leurs suffrages.
Ils ont voté utile et efficace.
Nous les en remercions chaleureusement.
L'importance de cette masse d'électeurs laisse présager pour le 30 novembre un résultat heureux.
Dimanche ont été forgées les armes de notre succès.
Vous connaissez notre programme, il est inutile de le rappeler.

Nous voulons simplement :

— Témoigner une fois de plus de notre attachement au général de Gaulle et de notre patriotisme au service de la France et de la République.
— Donner notre adhésion aux grands impératifs nationaux : Communauté Européenne, Communauté Franco-Africaine, Marché Commun, mais refus, sans compensation, d'une zone de libre-échange chère à l'égoïsme traditionnel de nos amis Anglais.
— Affirmer qu'il n'est pas de prospérité économique et sociale dans un pays faible, qu'il n'est pas de pays fort dans l'abandon et la lâcheté.
— Réclamer l'expansion économique et sociale pour le plein emploi, pour l'élévation toujours plus grande du niveau de vie des travailleurs de toutes les classes.
— Penser aussi aux commerçants et artisans, ces collecteurs d'impôts souvent oubliés et à la merci d'un dirigisme sans mesure.

Sur le plan local nous proclamons hautement notre adhésion active à l'implantation d'usines nouvelles, suffisamment importantes pour pallier à la situation inquiétante des travailleurs de la zone critique Auchel-Lillers-Béthune.
Nous ajoutons encore simplement notre volonté de servir en honnête homme ; de vous servir tous sans distinction, quelles que soient vos appartenances politiques ou spirituelles.

Maurice CASSEZ — François CALY

Dimanche dernier le Peuple de France après avoir repoussé le 28 septembre le régime d'impuissance qui paralysait le pays, a condamné tous ceux qui ont dit « Non » à la Ve République.
Vous tous qui avez dit « Oui » à la Nouvelle République, vous voterez pour le seul candidat qui a, sans hésiter, prononcé le « Oui » au référendum.
Vous voterez Maurice Cassez candidat d'Union qui promet d'être avec de Gaulle au service de la France et des Français.

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Télesphore CAUDRON
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S. F. I. O.

Electrices, Electeurs,

Dimanche prochain, 23 novembre, vous serez appelés à élire vos représentants à la Chambre des députés.

Ainsi donc, les Français, aujourd'hui comme hier, peuvent faire librement leur choix.

La République a été maintenue et les Socialistes ont aidé à ce maintien de toutes leurs forces.

Il dépend des électeurs de demain que les 5 ans de la prochaine législature se déroulent sous le signe de l'expansion économique et du progrès social, ou que la France devienne une puissance économique de seconde zone, accablée par le chômage, la subversion et la misère.

Il dépend du vote que l'immense majorité des Français fassent, derrière leur République, le bloc sans fissure d'un peuple qui a retrouvé dans le bonheur, son unité, sa puissance, sa foi.

Il dépend des électeurs que le souffle puissant du 28 septembre 1958 ne soit pas atténué ce dimanche 23 novembre, d'où, de leur choix, de leur volonté sans contrainte, peut sortir une représentation parlementaire résolument sociale et démocratique.

C'est à l'unanimité, sans heurt, avec un esprit de fraternelle et d'affectueuse compréhension, que les Sections du Parti Socialiste de la 10e circonscription électorale ont désigné pour être leur porte-drapeau :

TÉLESPHORE CAUDRON
Conseiller Général
Maire de Bruay-en-Artois

Et lui, tout simplement, loyalement, a demandé à

RAYMOND DERANCY
Maire de Barlin

de le suppléer.

C'est donc deux administrateurs éclairés, ayant fait leurs preuves dans les communes qu'ils gèrent, deux hommes dignes, sans reproches, deux Républicains sincères, respectueux de toutes les croyances philosophiques et confessionnelles qui sont l'affaire de la conscience de chacun, qui se présentent à vos suffrages, investis de la confiance du Grand Parti Socialiste dont ils défendent le programme, ardemment certes, mais aussi sans inutile démagogie.

LE PROGRAMME

I. — POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

Le volume de la production :

Devant la menace de récession qui pèse déjà lourdement sur l'économie de certains pays et qui risque d'entraver gravement le développement de notre production indus-

trielle, nous devons poursuivre la politique d'expansion innovée par le Gouvernement Guy Mollet afin d'accroître le volume de la production nationale.

Le plein emploi :

Cet accroissement suppose une politique permanente du plein emploi par la suppression de toutes les formes de chômage et par une organisation méthodique de l'économie nationale et régionale. Ce but ne pourra être atteint que par un enseignement rénové, réservant une large place à l'enseignement technique, à la formation professionnelle, à l'orientation de la main-d'œuvre. De plus, si l'on veut faire face à la concurrence internationale, il sera nécessaire de doter l'industrie nationale de savants, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers hautement qualifiés qui font actuellement défaut.

Le Plan de modernisation et d'équipement :

Ce plan dont l'expérience a démontré l'utilité doit tenir compte des nécessités du Marché Commun. Certaines industries exportatrices doivent être développées, leur équipement doit, en particulier, avoir la priorité sur les investissements inutiles.

L'Agriculture :

Elle doit être orientée de manière à assurer aux producteurs l'écoulement de leurs marchandises à des prix suffisamment rémunérateurs mais tenant compte de l'évolution et des besoins des marchés mondiaux. Un grand effort de modernisation et d'équipement réalisé avec le concours des organisations professionnelles agricoles, une révision sérieuse des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture sont indispensables pour parvenir à cette fin.

L'Artisanat :

Il doit être développé en vue de son meilleur rendement et des besoins nouveaux auxquels il peut faire face.

Enfin la politique du crédit doit être déterminée en fonction de l'application de ce plan.

Sécurité du travail :

Le Parti Socialiste réclamera une équitable répartition du revenu national, ce qui suppose :

— la sécurité du travail et de la vieillesse,
— une retraite complémentaire pour tous,
— une juste distribution des charges entre les citoyens.

La sécurité du travail comporte l'assurance pour les salariés d'une rétribution garantie et des moyens de faire face à l'ensemble des risques professionnels et sociaux ; pour les paysans, artisans et commerçants l'attribution d'avantages égaux à ceux d'autres catégories de travailleurs pour la lutte contre les fléaux sociaux.

Cette politique de la sécurité comporte comme condition absolue la nécessité de maintenir une valeur constante à la monnaie. Elle comporte aussi une réforme fiscale profonde dont l'expérience a montré à quel point elle était difficile à réaliser. Mais elle doit se faire.

II. — Problèmes d'Outre-Mer.

Le Parti Socialiste rappelle qu'il a toujours eu pour objectifs essentiels d'assurer outre-mer :

— la libération de chaque homme et de chaque femme en les délivrant de toute forme d'exploitation, de la misère et de l'ignorance ;

— la libération économique des peuples par la mise en valeur, avec leur participation, et à leur profit, des ressources de leur territoire ;

— la libération politique de ces peuples en permettant à chaque citoyen d'exprimer librement et démocratiquement ses opinions.

C'est dans cet esprit que les Socialistes se félicitent des récentes décisions gouvernementales.

III. — Problème algérien.

La crise algérienne demeure la préoccupation dominante du Pays.

Elle est à l'origine des difficultés politiques récentes et sa prolongation est un danger aussi bien pour nos libertés que pour nos finances, notre économie et même notre position internationale.

Le but à atteindre étant la coexistence harmonieuse des deux communautés dans la reconnaissance d'une personnalité algérienne et d'une totale égalité des droits, le Parti Socialiste ne saurait se prononcer pour une solution qui amènerait l'élimination de la minorité algérienne d'origine européenne ou le maintien d'un régime d'autorité et de privilèges au profit d'une fraction de la population au détriment de l'autre.

Le Parti Socialiste affirme qu'il est nécessaire de rétablir au plus tôt la paix mais que la solution de ce dramatique problème ne saurait être que politique, c'est-à-dire résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population, sans aucune exclusive.

Tant que ce but ne sera pas atteint, l'effort militaire devra être poursuivi pour que ne soient pas confondus l'esprit libéral et constructif qui inspire notre plan et l'esprit de faiblesse et d'abandon qui succède trop souvent aux affirmations de force.

IV. — Politique internationale.

Le Parti Socialiste rappelle ses principales préoccupations en matière de politique étrangère :

— Respect du droit et des traités internationaux ;
— Réforme de certains articles de la Chartre de l'O.N.U. ;
— Effort accru en vue du désarmement général simultané et contrôlé ;
— Arrêt contrôlé des expériences nucléaires avec destruction progressive des stocks existants ;
— Réalisation d'un accord entre toutes les Nations en vue de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ;
— Poursuite de la construction de l'Europe ;
— Accentuation de l'effort en faveur des pays sous-développés.

Cette politique de paix s'efforcera dans le même temps d'obtenir :

— Le maintien de notre système de sécurité collective au sein de l'Alliance Atlantique ;
— Des tentatives constantes de réglement, par des rencontres appropriées des différends internationaux ;
— Un développement des échanges économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest.

Mais le Parti Socialiste tient à réaffirmer que l'essentiel demeure une paix désarmée, sans laquelle il ne peut exister dans le monde ni liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures, ni plein épanouisement des ressources de l'esprit humain.

Si, grâce aux suffrages que vous lui apporterez massivement, nous n'en doutons pas, Télesphore Caudron était appelé à vous représenter à la Chambre des Députés, soyez assurés que vous trouverez en lui un défenseur acharné de Toutes et de Tous, sans exception.

Soyez certains que l'accueil que vous réservera le Député de demain sera aussi affable, aussi désintéressé, aussi humain, que celui que, chaque jour, le Maire de Bruay, en son cabinet, offre à ses concitoyens.

Votez donc, en masse, sans rature, pour

CAUDRON Télesphore et DERANCY Raymond

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Les candidats présentés par le Parti Socialiste :

— Télesphore Caudron, conseiller général, maire de Bruay-en-Artois, titulaire,
— Raymond Derancy, Maire de Barlin, son suppléant,
ont obtenu de vous, une magnifique preuve de confiance.

Ils remercient les 16.069 Electrices et Electeurs qui leur ont accordé leurs voix.
La caractéristique principale du scrutin de dimanche dernier réside dans le fait que les socialistes arrivent en tête des candidats distançant cette fois, le communiste, le député sortant M. Mancey.
Les chiffres ont, quelquefois, pour d'aucuns, une éloquence bien amère.
En 1956, aux Elections Législatives, pour la circonscription considérée, le parti communiste obtenait : 19.117 voix ; il en a recueilli 15.433, dimanche dernier.
Electrices, Electeurs, par votre vote du 23 novembre, vous avez clairement manifesté le désir que soit confiée à un administrateur compétent, à un homme honnête et désintéressé, la mission de vous représenter au Parlement où il y défendra les intérêts de toutes et de tous.
Croyez-vous qu'il soit utile de faire aujourd'hui de longs commentaires ?
Non !
Vous connaissez votre devoir ; vous ne vous y déroberez pas. Dimanche prochain, 30 novembre 1958, vous voterez pour

Télesphore CAUDRON

et pour son suppléant :

Raymond DERANCY

et surtout vous ne vous abstiendrez pas, car un résultat n'est jamais acquis.

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Just EVRARD

(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958.

(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S. F. I. O.

Electrices, Electeurs,

Just EVRARD

Un militant

Né en 1898, il est le fils de Florent Evrard, l'un des fondateurs du Syndicat des mineurs. Il est le frère de Raoul Evrard, député de Carvin pendant 20 ans, chef de Cabinet du Ministre de l'Intérieur de Léon Blum. Lui-même, depuis l'âge de 18 ans est secrétaire soit des jeunesses socialistes soit de la Fédération adulte du Parti Socialiste.

Il fut secrétaire du groupe parlementaire à l'Assemblée d'Alger, secrétaire du Parti pour les Territoires d'Outre-Mer. Officier de la Légion d'Honneur. Depuis la Libération, constamment réélu, il représente le Pas-de-Calais aux Assemblées nationales successives.

Un patriote

L'époux d'Emilienne Moreau, l'héroïne des deux guerres, fut lui-même un valeureux combattant de la résistance. A ce titre il fut 5 fois décoré et fait officier de la Légion d'honneur. Ses deux fils, pour suivre son exemple, ont eux aussi risqué généreusement leur vie. Ils sont titulaires des mêmes décorations.

Le parlementaire

Actif, avisé, influent, ses interventions tant pour les particuliers que pour les municipalités (écoles, logements, hôpitaux, etc...) ne se comptent plus.

Président de la Commission des mines :

Il s'attacha particulièrement à la protection du mineur et réclama

— une véritable sécurité,
— la lutte effective contre la silicose,
— un salaire qui soit en rapport avec les risques encourus.

Il fait aboutir l'indexation des retraites minières.
Il s'oppose à la fermeture brutale des puits et propose des solutions constructives.
Il réclame le droit aux prestations familiales pour les enfants de plus de 14 ans sans emploi ; le charbon entièrement gratuit, etc...

Son activité multiple embrasse de nombreux autres domaines :

— Achèvement du canal du Nord,
— Gestion des ensembles sahariens, etc... etc...

Just Evrard, un homme en qui vous pouvez avoir confiance.

NOTRE PROGRAMME

Fidèles à l'esprit de 1936 et de 1956, les socialistes feront de la V[e] République une République de progrès social, humaine et généreuse. Ils lutteront de toutes leurs forces :

— pour la sécurité du travail : investissements audacieux contre la récession et le chômage ; salaire annuel garanti ; défense de la Sécurité sociale ; remboursement véritable des honoraires médicaux.
— pour la sécurité de la vieillesse.
— pour la sécurité et la santé des mineurs : accidents - silicose. Just Evrard en particulier continuera son action.
— pour une véritable baisse des prix répercutant obligatoirement au détail la baisse à la production.
— pour une véritable échelle mobile des salaires et pensions.
— pour une fonction publique digne et honorée.
— pour une école laïque à l'image de notre civilisation moderne.
— pour une réforme fiscale profonde qui supprimera les tracasseries des commerçants.
— pour la défense des droits des Anciens combattants et Victimes de guerre.
— pour une politique de logements ouvriers.
— pour une défense intelligente de la paysannerie par une politique de prix garantis, d'organisation des marchés, de suppression des intermédiaires, d'aide efficace au petit cultivateur qui en est jusqu'à présent dépourvu.
— pour une monnaie saine sans inflation ni récession.

Pour la liberté

Comme au mois de mai avec de Gaulle contre les colonels d'Alger.
Comme le 28 septembre en donnant à la France des institutions viables.

Pour la Paix

Par le désarmement et l'arbitrage d'une France respectée.
Par la paix généreuse en Algérie et la soumission des ultras.
Tout cela nous l'aurions fait hier, avec le reste, si au lieu de 150 députés communistes au service exclusif de la Russie il y avait eu 250 députés de la classe ouvrière.
Ouvriers, rassemblez-vous derrière le Parti Socialiste. Une voix communiste c'est une voix ouvrière de perdue.
Faites un grand parti ouvrier et la classe ouvrière aura le bien-être qu'elle mérite.
Pour que se continue la politique énergique et libérale de de Gaulle, que la réaction accepte aujourd'hui à contre cœur, après l'avoir empêchée, alliée aux communistes sous Guy Mollet.

Votez pour les candidats du Parti Socialiste :

Just EVRARD
Député sortant
Président de la Commission des Mines

Charles DUPONT
Maire de Vermelles

2e CIRCULAIRE

Citoyennes et Citoyens de la circonscription de Lens-Nord,

Ernest Schaffner et Jean Lefebvre, conseillers généraux ;
Les Maires Socialistes et le Comité Electoral de la circonscription vous remercient d'avoir été voter massivement pour Just Evrard, le candidat du Parti Socialiste.
Vous avez ainsi montré votre volonté de voir se continuer la politique courageuse et intelligente de Charles de Gaulle et de Guy Mollet.

Républicains,

L'attitude de Guy Mollet au lendemain du 13 mai à sauvé le régime.
Souvenez-vous que de Gaulle ne voulait former le gouvernement que si Guy Mollet était à ses côtés.
Aujourd'hui, il s'agit d'assurer la déroute du Parti Communiste qui voulait plonger la France dans la Guerre civile.
Seul Just Evrard peut battre Jeannette Prin.
Au premier tour : vous avez affirmé vos préférences.
Au second tour : pas une voix républicaine ne doit manquer à Just Evrard.
Vous voterez contre le Communisme qui en Extrême-Orient, en Egypte, à Berlin, en Algérie, menace la Paix du monde, en votant pour ,

Just EVRARD
Député sortant
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Rosette de la Résistance. — Croix du Combattant
Le gaulliste de 1940. — Le patriote 5 fois décoré au titre de la Résistance

Suppléant éventuel :

Charles DUPONT
Invalide du travail. — Maire de Vermelles

⁂

Tout en débarrassant le Parlement d'un député qui, comme le dit Maurice Thorez, ne sert ni le pays ni la classe ouvrière, mais se considère uniquement au service de l'Union Soviétique, vous allez élire :

Un honnete homme :

Le digne fils du Secrétaire du Syndicat des Mineurs : Florent Evrard, le frère du brillant député du canton de Carvin d'avant guerre, le militant fidèle au même idéal depuis toujours.

Un homme courageux :

Qui, Gaulliste de première heure a risqué généreusement sa vie et a, avec toute sa famille, lutté héroïquement contre l'occupant.

Un député qui a fait ses preuves :

Ses interventions au service de tous les électeurs quelles que soient leurs opinions ne se comptent plus.

Il a fait d'innombrables démarches couronnées de succès pour implanter ou faire rouvrir des usines, pour édifier les nombreuses écoles nouvelles de la circonscription.

Il a défendu à la Chambre et dans le pays les agriculteurs injustement victimes des prix industriels, les commerçants et les artisans injustement tracassés par une fiscalité périmée.

Les Anciens combattants. Les ouvriers et en particulier les mineurs.

C'est lui qui a fait voter l'indexation des rétraites minières.

Un appel du Sénateur Durieux

Au moment où vous allez vous prononcer sur le choix de votre représentant à l'Assemblée Nationale, je recommande spécialement à vos suffrages la candidature de mon ami Just Evrard qui, en toutes circonstances, tant sur le plan général, qu'en matière agricole, a toujours fait preuve de la compréhension la plus large et nous a apporté tout son appui.

Réélu, il ne manquera pas de nous aider à défendre les intérêts de notre région et en particulier ceux de son agriculture.

Faites-lui confiance comme je lui fait confiance !

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri DARRAS
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Il y a quelques mois, Henri Darras était triomphalement réélu au poste de Conseiller Général du Canton de Liévin. Alors qu'en 1951 il obtenait 200 voix d'avance sur son adversaire communiste, en 1958 il distançait dès le premier tour Henri Couchey de plus de 3.000 voix malgré la présence de 5 candidats.

Si les électeurs du canton de Liévin ont aussi massivement renouvelé leur confiance à un homme qu'ils connaissent depuis 12 ans, c'est parce qu'ils l'ont jugé et ont pu apprécier ses qualités. Ils savent avec quelle conscience exemplaire, avec quelle compétence, il gère la municipalité de Liévin et remplit ses fonctions de Conseiller Général. Ils savent aussi que, malgré ses tâches absorbantes, il réserve l'accueil le plus bienveillant à tous ceux, sans distinction d'opinions, qui sollicitent son aide ou ses conseils. Ils savent que ses interventions ont apporté de substantielles satisfactions dans de nombreux foyers ouvriers.

En sollicitant au nom du Parti Socialiste le mandat de Député, Henri Darras n'a d'autre ambition que de défendre avec plus d'autorité les légitimes aspirations de nos populations. L'exercice de ses mandats de Conseiller Général et de Maire d'une importante cité l'a fait pénétrer au cœur de toutes les difficultés qui assaillent quotidiennement les familles ouvrières (allocation vieillesse - aide sociale - allocations familiales - logement - etc.) et sa solide expérience en fera au Parlement un défenseur qualifié et bien informé de tous ces problèmes.

Mais Henri Darras n'est pas qu'un administrateur. C'est aussi un homme politique, qui a toujours eu le courage de ses opinions et qui a lutté et qui continuera de lutter. résolument mais sans sectarisme, pour cet idéal de justice sociale, de liberté, de respect de la personne humaine, de fraternité, qu'est le socialisme. Au sein de son Parti, il a défendu le projet constitutionnel présenté par le Gouvernement du général de Gaulle et il a lancé un appel à la population pour le Oui au référendum.

Mais tous ceux qui le connaissent savent bien que ses convictions politiques ne l'ont jamais conduit à faire preuve d'esprit partisan et ses adversaires eux-mêmes reconnaissent son esprit d'équité et de tolérance.

Il considère cependant de son devoir d'attirer votre attention sur la gravité du choix que vous aurez à faire le 23 novembre. Le vote de la nouvelle Constitution, s'il peut permettre au pays de repartir du bon pied, n'a pas du même coup réglé les problèmes vitaux qui se posent aux Français. Sans retomber dans les luttes stériles du passé, il vous faudra courageusement choisir :

Pour l'Algérie :

Entre une politique périmée et dangereuse de défense des intérêts égoïstes des féodalités colonialistes et la politique généreuse, amorcée par le Gouvernement Guy Mollet et poursuivie par le Gouvernement de Gaulle, d'association fraternelle et confiante des communautés musulmanes et françaises dans l'égalité des droits et des devoirs.

Pour les territoires d'outre-mer :

Entre la méconnaissance des aspirations légitimes des populations autochtones et une politique conforme à nos idéaux de justice, de liberté et de démocratie, seule capable d'assurer le maintien de la présence française dans ces régions et de conserver à notre pays son rang de puissance mondiale.

Pour notre jeunesse :

Entre une politique à courte vue qui, parant au plus pressé, sacrifie l'avenir et une politique hardie, préoccupée de recruter parmi tous les jeunes, les élites dont le défaut déjà commence à se faire cruellement sentir ; cette politique doit se traduire par une réforme démocratique de l'Enseignement.

Pour tous les travailleurs :

Entre la politique des bas salaires qui engendre la mévente, développe le marasme commercial et organise la récession économique, et une politique d'investissements qui assure le plein emploi, favorise l'élévation continue du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Mais des problèmes particuliers se posent pour notre région

MARQUER NOTRE PLACE DANS LA NATION

Sans vouloir faire de particularisme régional, ni faire preuve de chauvinisme local, il faut bien admettre que notre région qui de par son activité économique contribue largement à remplir les caisses de l'Etat, n'a pas jusqu'ici bénéficié de crédits d'investissement, ni de subventions pour travaux d'équipement des collectivités (adduction d'eau - distribution électrique - équipement sanitaire - etc.) en rapport avec l'importance de sa population.

Le quotient électoral (un député pour 93.000 habitants) en donnant à notre région une meilleure représentation au Parlement doit permettre de réparer certaines injustices.

MAINTENIR NOTRE POTENTIEL INDUSTRIEL

Le problème posé dans les années qui viennent par l'arrivée à l'âge d'homme de milliers de jeunes qui doivent trouver sur place l'emploi qui leur permettra de fonder un foyer, est l'un de ceux qui doivent retenir notre vigilante attention. Les Houillères réduisent sans cesse leur personnel. Il est indispensable d'obtenir l'implantation d'industries nouvelles dans notre région. Mais vous ne pouvez compter sur ceux qui spéculent sur la misère des travailleurs pour résoudre ce problème crucial.

DÉFENDRE LA PROFESSION MINIÈRE

Fils de mineur, ayant comme suppléant et collaborateur Jean Mallet, Maire de Bully, ouvrier-mineur en activité, Henri Darras connaît mieux que personne les difficultés de la profession minière. Comme il l'a toujours fait dans les Assemblées auxquelles il appartient, il continuera son action pour obtenir :

1° Une juste rémunération de la profession ;
2° Le respect et le renforcement des mesures de sécurité ;
3° Une prévention efficace de la silicose et des mesures plus humaines en faveur des silicosés ;
4° A tous les échelons le respect de la dignité du personnel.

Si le pouvoir d'achat des salariés en général et des mineurs en particulier est revalorisé, non seulement nos familles ouvrières connaîtront plus de bien-être mais le commerce et l'artisanat sortiront du marasme actuel.

Citoyennes, Citoyens,

Pour la première fois depuis de longues années, vous allez pouvoir choisir vous-mêmes votre député, le député de votre circonscription, conformément au désir presque unanime de l'ensemble de la population. Si le Gouvernement avait suivi le M.R.P. ou le Parti Communiste, jamais vous n'auriez obtenu ce scrutin uninominal de circonscription que le Parti Socialiste réclamait et qui vous permettra demain de choisir l'homme le plus qualifié pour vous représenter.

Cet homme vous le savez c'est Henri Darras.

Travailleurs, le 28 septembre une fraction importante des électeurs communistes ont en votant Oui manifesté leur volonté d'en finir avec la politique du pire qui a fait tant de mal à la classe ouvrière et à l'ensemble de la Nation.

Ceux qui par discipline de parti ont voté Non sont au fond d'eux-mêmes troublés par cette volonté de renouveau manifestée par la population.

C'est pourquoi ils rejoindront les milliers de travailleurs socialistes et chrétiens qui en votant pour Henri Darras savent qu'ils feront un acte positif, que leur voix ne sera pas perdue, qu'elle contribuera à faire élire un défenseur qualifié et résolu de nos laborieuses populations, en même temps qu'un homme dévoué au bien public qui saura faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers.

Oui, notre circonscription sera fière d'envoyer au Parlement un homme neuf, mais qui a fait ses preuves.

Votez et faites voter pour

HENRI DARRAS et JEAN MALLET

2e CIRCULAIRE

Henri Darras et Jean Mallet vous disent merci

Electrices, Electeurs,

Nous vous remercions d'avoir répondu avec enthousiasme à notre appel. Avec 19.697 suffrages, soit 47 % des voix, vous avez dès le premier tour, donné à nos candidats un magnifique témoignage de confiance et d'estime.

C'est pour Henri Darras un précieux encouragement à poursuivre une tâche souvent difficile, mais à laquelle il se consacre avec courage et compétence.

Le 30 novembre doit permettre l'union autour d'Henri Darras et Jean Mallet de tous les démocrates épris de justice sociale, de tous les républicains soucieux de nos libertés, de tous les patriotes désireux de préserver notre pays de la subversion étrangère.

Déjà dimanche dernier vous avez signifié aux candidats communistes que l'insulte et la calomnie étaient sans effet sur des citoyens réfléchis et coscients de leurs responsabilités.

En faisant le 30 novembre de l'élection d'Henri Barras une manifestation d'union de toutes les bonnes volontés, vous montrerez que, malgré les difficultés que connaît notre pays, vous conservez votre confiance dans les destinées d'une France forte, généreuse et pacifique.

Le 30 novembre, pas d'abstentions.

Votez pour la France.

Votez et faites voter pour

HENRI DARRAS et JEAN MALLET

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Ernest SCHAFFNER
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Electrices, Electeurs,

Avec la nouvelle loi électorale, réclamée depuis longtemps par le Parti Socialiste S.F.I.O., vous devez choisir vous-même votre député.

Le Comité électoral a estimé que personne ne pouvait mieux vous présenter que le

Docteur ERNEST SCHAFFNER
Maire de Lens. — Votre Conseiller général

à qui vous avez, il y a sept mois, renouvelé votre confiance par un vote massif.

Ernest Schaffner a consacré toute sa vie à la défense de ceux qui souffrent, de ceux qui ont besoin de la Société.

Il n'est pas nécessaire de présenter un beau programme électoral, pour savoir, qu'une fois de plus, Ernest Schaffner sera au service de la population, comme il l'est depuis toujours.

Pour bien montrer l'attachement qu'il porte aux autres communes de la circonscription ainsi qu'aux problèmes miniers, le Docteur Schaffner a choisi pour « remplaçant éventuel » :

LUCIEN HARMANT
Maire de Loison-sous-Lens

dont l'action portant sur les affaissements miniers est bien connue, puisqu'il est le Président du Groupement de défense des communes minières du Pas-de-Calais.

Mais votre vote aura une autre portée !

Si, au-delà du choix des hommes, vous donnez à votre vote une signification politique, rappelez-vous que le Parti Socialiste n'a pas participé au jeu de massacre des Gouvernements.

Grâce au Gouvernement dirigé par Guy Mollet (janvier 1956 à juin 1957), le Parti Socialiste est le seul à présenter un bilan positif à la fin de cette législature (allocations aux personnes âgées, trois semaines de congés payés, lutte contre la hausse des prix, réduction des abattements de zones, augmentation et indexation des pensions minières, loi-cadre sur la construction de logements, projet d'amélioration du régime de sécurité sociale avec remboursement effectif à 80 %, etc...)

C'est aussi le Parti Socialiste qui a accordé un soutien loyal et sans réserve au Gouvernement de Charles de Gaulle, où la présence de trois ministres socialistes a permis de réaliser en plusieurs mois ce qui avait été précédemment refusé à Guy Mollet et à ses successeurs par des coalitions parlementaires immorales n'agissant que dans le but de détruire.

Electrices, Electeurs,

N'oubliez pas que le « Oui » du 28 septembre n'aura servi à rien :

— si vous n'allez pas voter le 23 novembre prochain ;

— ou si vous accordez encore votre confiance à ceux qui ont été contre tout, qui ont toujours dit « Non », sans jamais construire, risquant ainsi de nous conduire à la dictature, c'est-à-dire à la perte de nos libertés !

Tous aux urnes !
Votez Socialiste !

Votez ERNEST SCHAFFNER — LUCIEN HARMANT

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Le Docteur ERNEST SCHAFFNER
Maire de Lens. — Votre Conseiller général

Electrices, Electeurs,

Un grand merci aux 15.353 électrices et électeurs qui se sont affirmés dès le premier tour sur la candidature d'Ernest Schaffner.

Quel que soit le nombre des candidats en présence au second tour, le Comité électoral demande instamment à chacun de faire son devoir, d'une façon massive, dimanche prochain.

Ne croyez pas que l'élection d'Ernest Schaffner soit acquise automatiquement. Pour barrer la route à l'homme de Moscou toutes les voix républicaines et démocratiques sont indispensables.

Votez Ernest Schaffner, Lucien Harmant.

— pour la République sous la conduite de Charles de Gaulle et Guy Mollet ;
— pour un Gouvernement stable et fort ;
— pour les libertés dans la Paix ;
— pour le progrès social.

Tous aux urnes dimanche 30 novembre pour confirmer votre Oui du 28 septembre !

Le Comité électoral.

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Fernand DARCHICOURT
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Avec la nouvelle loi électorale, réclamée depuis longtemps par notre Parti, vous pouvez choisir vous-même votre député dans le cadre du canton.

Les Maires et les Sections du Canton de Carvin ont estimé que vous seriez le mieux représentés par

FERNAND DARCHICOURT
Maire d'Hénin-Liétard. — Votre Conseiller général

Fernand Darchicourt, sur le plan syndical, comme sur le plan politique, s'est donné en entier à la défense de ceux qui souffrent et à la lutte pour plus de justice sociale.

C'est un ancien mineur que le Comité électoral est fier de vous présenter comme l'exemple type de la promotion ouvrière issue des milieux syndicaliste et socialiste.

Il aura pour le remplacer éventuellement

LUCIEN BEAUMONT
Grand Blessé de la Résistance

dont le dévouement sans limite allié à une connaissance parfaite des problèmes politiques en ont fait le Secrétaire général adjoint de la Fédération Socialiste du Pas-de-Calais.

Mais votre vote aura une autre portée !

Car au-delà du choix des hommes, si vous donnez à votre vote une signification politique, rappelez-vous :

— Qu'en 1936, le Gouvernement Léon Blum a institué les 40 heures — Conventions collectives — Congés payés — Office du blé — Scolarité portee a 14 ans — Nationali-

sation des armements — Insaisissabilité des allocations chômage — Pas d'impôt sur les pensions militaires.

— Qu'en 1956, le Gouvernement Guy Mollet a institué le fonds de Solidarité pour les vieux — Abattement des zones de salaires — 3 semaines de congés payés — Reclassement des travailleurs handicapés — Congés d'éducation populaire — Augmentation et indexation des retraites minières avec les salaires des ouvriers en activité — Préavis de licenciement d'un mois — Loi-cadre du logement — Protection des travailleurs à domicile — Loi-cadre outre-mer — Course prix-salaire stoppée — Préparation du projet de réforme de l'enseignement et du projet Gazier de remboursement à 80 % par la Sécurité Sociale des frais médicaux et pharmaceutiques.

— Que les Socialistes n'ont pas participé au jeu de massacre des Gouvernements et que leur fidélité à l'égard des Institutions Républicaines a été parfaite et sans défaillance.

— Que la loyauté des Socialistes est totale dans leur participation au Gouvernement de Charles de Gaulle sans autres exigences que le respect des engagements souscrits, sans autre prétention que de servir les travailleurs et le Pays, avec le désir ardent de créer une véritable communauté des peuples libres et associés d'Outre-Mer et de donner à l'Algérie sa personnalité dans la Paix retrouvée.

La présence de trois ministres socialistes au sein du Gouvernement de Gaulle a permis de réaliser en quatre mois ce qui avait été précédemment refusé à Guy Mollet et à ses successeurs par des coalitions parlementaires immorales n'agissant que dans le but de détruire.

Citoyennes, Citoyens,

N'oubliez pas que le « Oui » du 28 septembre n'aurait servi à rien si vous n'allez pas voter le 23 novembre prochain.

Interprète fidèle de votre volonté, votre élu saura en conscience et avec dévouement défendre la région minière et les mineurs, défendre notre belle circonscription de Carvin et sa population laborieuse sans oublier les intérêts supérieurs de la Nation.

Tous aux urnes !
Votez Socialiste !

Votez FERNAND DARCHICOURT — LUCIEN BEAUMONT

Le Comité électoral.

2e *CIRCULAIRE*

Parti socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Dimanche dernier, le Parti Socialiste a présenté à vos suffrages la candidature de

FERNAND DARCHICOURT
Maire d'Hénin-Liétard. — Votre Conseiller général

Par 16.212 voix, soit 19 % des suffrages exprimés, vous avez marqué votre préférence pour qu'il devienne le Député de votre circonscription.

En outre, le plaçant ainsi en tête de tous les candidats, vous avez permis qu'il distance le candidat communiste de 2.682 voix, alors qu'aux élections de janvier 1956, le parti communiste avait sur les socialistes 1.097 voix d'avance. Ainsi sommes-nous revenus à la tradition ouvrière et républicaine du canton.

Electrices, Electeurs, nous vous en remercions vivement.

Maintenant voici le second tour :

Le choix est simple pour tous les républicains, les démocrates et les patriotes.

Ils voteront utile, dans une grande manifestation d'Union et de confiance pour la Ve République qu'ils veulent jeune, dynamique et sociale.

Ils voteront Fernand Darchicourt qui devient le candidat Républicain le plus apte à représenter notre circonscription au Parlement.

— Contre les ennemis de la République et de la Nation.

— Pour la défense de la Région et du Canton.

Les Démocrates, les Patriotes, les Républicains voteront

FERNAND DARCHICOURT

Remplaçant éventuel :

LUCIEN BEAUMONT

Vive le **Canton de Carvin** !
Vive la **République** !
Vive la **France** !

Les Sections Socialistes du Canton de Carvin et tous les élus municipaux ; et Louis Dumortier, Gaston Guislain, de la section de Montigny ; François Autem, Armand Wiard, Raymond Nazé de de la section de Dourges ; François Lemaire, Emile Plessis de la section de Noyelles ; Irénée Sagot de la section de Courrières.

Les Maires Socialistes du Canton : Carvin : Alfred Peugnet ; Oignies : Emile Vendeville ; Libercourt : Etienne Pruvost ; Evin-Malmaison : Henri Meresse ; Leforest : Robert Naudet ; Courcelles-lès-Lens : Martial Lefebvre. Les Adjoints au Maire d'Hénin-Liétard : Berthe Chopin, Gustave Delmotte. Camille Delabre, Député, Conseiller Municipal de Courrières.

PUY-DE-DOME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Marcel CLERMONTEL
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République

avec Jacques Soustelle, Michel Debré, Chaban-Delmas, Roger Frey, Edmond Michelet, etc...

présente à vos suffrages son Compagnon :

MARCEL CLERMONTEL
Agent général d'assurances
Conseiller municipal de Clermont-Ferrand. — Conseiller général du canton de Clermont-Sud
Membre du Comité des Associations de Familles nombreuses
Membre de l'Association nationale des Parents des « Morts pour la France »
Secrétaire général de la Chambre Syndicale des Agents généraux d'Assurances du Puy-de-Dôme
Président régional (Massif Central) de la Fédération nationale des
Syndicats d'Agents généraux d'Assurances
Candidat Indépendant d'Union Nationale, Républicaine et Sociale
pour le soutien de l'action du général de Gaulle

Françaises et Français,

Le moment est venu pour vous de prendre vos responsabilités, afin que le succès massif de vos « Oui » au référendum du 28 septembre, ne reste pas sans lendemain.

La France, c'est entendu, se trouve maintenant dotée d'une Constitution qui permet tous les espoirs de redressement, mais les textes ne vaudront qu'en fonction des hommes que vous chargerez de les appliquer, et c'est pourquoi nous vous demandons de réfléchir profondément avant d'émettre un vote qui risquerait de compromettre l'avenir.

Souvenez-vous des hommes et des partis qui ont si mal géré les affaires de la France et ont été ainsi les fossoyeurs de la IVe République. Leur redonner votre confiance ce serait recommencer les mêmes erreurs, et cela vous ne le voulez pas.

Vous connaissez votre candidat qui a déjà profondément marqué son passage au Conseil Municipal de Clermont-Ferrand depuis 1947 et au Conseil Général du Puy-de-Dôme depuis 1951 ; faisant preuve dans ces Assemblées d'une puissance de travail, d'un dynamisme, d'une droiture et d'une ténacité auxquels chacun se plaît à rendre hommage même s'il n'est pas de ses idées politiques. C'est un réalisateur et, entre autres choses, on peut bien dire qu'on lui doit la modernisation des Transports de l'agglomération clermontoise et l'amélioration de l'Aéroport d'Aulnat par la construction d'une piste en dur, toutes choses dont on parlait depuis des années et des années sans jamais avoir le courage de prendre les décisions nécessaires.

Nous avons besoin d'hommes comme lui, au solide bon sens auvergnat, propres, sincères et fidèles, pour aider le général de Gaulle dans sa tâche de redressement national et c'est pourquoi nous vous demandons, à vous tous, sans exception, qui avez voté « Oui » le 28 septembre, de voter en bloc le 23 novembre pour Marcel Clermontel.

Le COMITE U.N.R.

Electeurs et Electrices de cette belle circonscription,

Permettez-moi de placer ce scrutin du 23 novembre sous le signe de l'Amitié, véritable pacte entre nous tous et de la réconciliation fraternelle entre Français.

Nous avons tous assez de ces luttes stériles, de cette course au Pouvoir, où notre Pays ne retrouve jamais son compte, et il nous faut maintenant, pour réparer les erreurs passées, nous atteler tous et de grand cœur, avec le Gouvernement du général de Gaulle, à cette même et belle tâche du renouveau national.

Un premier pas a été fait dans cette circonscription, où tous les groupements politiques ayant fait campagne pour le « Oui » au Référendum (Républicain Sociaux et U. N. R., Indépendants et Paysans d'Action Sociale, Républicains Démocrates et M. R. P., Centre Républicain et R.G.R.) se sont mis d'accord sur ma candidature unique, face à tous ceux appartenant à des formations politiques ayant dit Non.

N'oubliez pas en effet que :

— Le Parti Communiste ordonnait de voter Non ;
— La Fédération Socialiste du Puy-de-Dôme avait pris position pour le Non ;
— Le Maire de Cournon a fait campagne pour le Non ;
— Pierre Poujade a dit « Non » au général de Gaulle.

Vous tous, Françaises et Français qui avez voté « Oui », vous resterez logiques avec vous-mêmes ; vous ne voudrez pas gaspiller votre bulletin de vote, et, quelles qu'aient été dans le passé votre appartenance politique ou vos préférences personnelles, vous ne pouvez pas maintenant voter pour l'un quelconque des 4 candidats qui me sont opposés puisqu'ils ne se sont pas désolidarisés des partisans du Non et que vous, vous étiez pour le Oui.

Hier vous avez voté Oui, demain vous voterez Clermontel.

Et même si vous avez voté Non, vous avez eu le temps de réfléchir depuis et, peut-être, de vous rendre compte que nous avions frisé la catastrophe. Si votre point de vue avait triomphé, si les Non avaient été en majorité comme vos meneurs le souhaitaient, c'était la guerre civile sur notre sol et l'instauration brutale de la dictature avec toutes leurs conséquences et leurs victimes innocentes. Des femmes et des enfants auraient payé de leur vie cette folie, peut-être les vôtres d'ailleurs y avez-vous songé ?

Alors venez grossir les rangs des Français qui veulent que ça change, et pour cela, avec moi, soutenir l'action du général de Gaulle.

Cet homme providentiel auquel nous devons tant, car :

— le 18 juin 1940 il a rallumé la flamme de l'espérance en nos cœur meurtris de patriotes et nous a redonné foi en nos destinées ;

— en 1944 il nous a ramené la Liberté, bien inestimable, avec la Victoire sous les les plis des drapeaux des Forces Françaises Libres et Combattantes ;

— en 1958, enfin, il vient de sauver une deuxième fois la France et la République.

Pour tout cela, parce qu'il a toujours vu juste et qu'il est très humain, nous devons lui faire confiance.

La tâche à entreprendre est lourde, elle sera longue et difficile mais elle est déjà commencée ; avec lui nous la mènerons à bien si vous nous y aidez par votre vote de demain d'abord, par vos encouragements, vos suggestions et votre discipline ensuite.

Pour une profonde réforme administrative supprimant les tâches superflues, les paperasseries inutiles, les tracasseries désobligeantes. (Les fonctionnaires consciencieux, et ils sont nombreux, seront d'accord avec moi pour reconnaître qu'on devrait leur laisser plus d'initiatives et de responsabilités).

Pour une réforme judiciaire confirmant une véritable séparation des pouvoirs et supprimant les lenteurs navrantes de la Justice.

Pour une Communauté Franco-Africaine puissante que l'on voit se dessiner avec la possibilité d'un cessez-le-feu prochain en Algérie, ce qui était impensable il y a quelques mois sauf dans la honte et le déshonneur de l'abandon.

Pour une politique étrangère vraiment française où notre pays retrouvera tout son prestige passé... et cela est déjà bien en marche.

Pour une armée moderne en contact avec la Nation, en attendant que la sagesse des hommes puisse promouvoir la Paix universelle.

Pour une promotion des salariés par la sécurité de leur emploi, des possibilités plus grandes de perfectionnement continu, l'organisation de leur avenir et un intéressement progressif aux résultats de l'entreprise à laquelle ils collaborent, développant la conscience professionnelle et le sens des responsabilités.

Et je ne pouvais mieux illustrer ce désir de promotion ouvrière qu'en choisissant comme remplaçant éventuel, notre Compagnon Michel Rouet, fidèle comme moi au général de Gaulle depuis 1940, simple employé aux usines Michelin mais apprécié pour son amour du travail bien fait et aussi valable sur le plan politique que professionnel.

Pour une véritable révolution fiscale, car le système actuel, avec ses 1.066 impôts différents, est ridicule et périmé. Il faut le jeter bas et, pour plus de justice, de clarté et de simplicité, instaurer l'impôt unique perçu à la base, supprimant toute fraude et toute tracasserie et permettant un essor prodigieux de l'industrie et du commerce.

Pour une organisation de la profession agricole et des marchés comportant l'étude des prix de revient et permettant, par une caisse de compensation d'obtenir des revenus raisonnables et de parer aux années de faible rendement. Le développement de l'enseignement spécialisé et l'organisation du crédit permettant une modernisation accélérée des moyens de culture et de l'habitat rural.

Pour la protection et le développement de la libre entreprise et contre les doctrines collectivistes néfastes, négatrices d'émulation et de progrès.

Pour le respect de toutes les libertés et contre tous les sectarismes qui nous ont fait et nous font encore tant de mal.

Allons, mes Amis, je vous demande seulement lorsque vous irez voter le 23 novembre de repenser français et vous me ferez confiance en disant avec moi, avec toute la ferveur de votre cœur et la force de votre raison

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Marcel CLERMONTEL
Conseiller Municipal et Conseiller Général de Clermont-Ferrand

Remplaçant éventuel :

Michel ROUET
Employé aux usines Michelin
Ancien Résistant

2e CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République

avec Jacques Soustelle, Michel Debré, Chaban-Delmas, Roger Frey, Edmond Michelet, etc...

ainsi que les formations politiques ayant dans ce département, animées par un souci d'unité nationale, décidé de soutenir dans chaque circonscription une candidature unique :

— La Fédération départementale des Républicains Sociaux,
— Le Mouvement Républicain Populaire et la Démocratie Chrétienne de France,
— Le Centre Républicain et les Radicaux Indépendants,
— Les Indépendants et Paysans d'Action Sociale avec leur élu du 1er tour, V. Giscard-d'Estaing (2e circonscription).

et tous les groupements anticollectivistes, demandent à tous les électeurs et électrices

qui pensent Français et qui ont dit « Oui » lors du référendum, de rester logiques avec eux-mêmes et de voter sans une seule abstention, pour l'unique candidat qui a fait campagne pour le Oui.

Marcel CLERMONTEL

Conseiller Municipal et Conseiller Général de Clermont-Ferrand
Candidat Indépendant d'Union Nationale, Républicaine et Sociale
pour le soutien de l'action du général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

Michel ROUET

Employé aux usines Michelin

Mes chers Amis,

Merci d'abord aux 18.288 électeurs et électrices qui m'accordant leur confiance m'ont placé largement en tête des 5 candidats en présence. Qu'ils me soient fidèles et reviennent tous, sans exception, dimanche prochain pour me permettre de faire gagner à notre idéal national, une belle victoire.

Merci d'avance à tous ceux qui viendront grossir ce nombre qu'ils se soient abstenus au 1er tour ou même qu'ils aient voté pour un autre candidat, car maintenant ils se trouvent face à leur conscience pour le vote définitif et toute erreur de leur part serait trop lourde de conséquences.

Mais à vous tous, mes amis, qui souhaitez mon élection pour défendre nos idées sur le plan national, je demande cette fois-ci bien davantage. Non seulement il vous faut voter, mais votre devoir c'est aussi d'user de toute votre influence et de votre persuasion auprès de vos amis, parents et voisins pour qu'ils aillent voter et bien voter.

Donc, grâce à vous, pas d'abstention le 30 novembre.

Je ne vous présenterai pas à nouveau mon programme puisque vous pouvez pour cela vous reporter à ma première circulaire.

Voyons donc ensemble et objectivement la situation politique à la veille du deuxième tour du scrutin.

Constatons avec satisfaction que les Français ont été logiques, car ils ont voté avec constance dans le même état d'esprit que pour le référendum. Ils veulent que « ça change » et font confiance pour cela à la fois au général de Gaulle et aux hommes sincères qui soutiennent son action.

C'est ainsi que l'U.N.R. constituera vraisemblablement dans la prochaine Assemblée le groupe le plus important et un véritable Parti de Gouvernement.

La Capitale de l'Auvergne se doit d'être représentée dans ce groupe, de ne pas être en retard sur les idées nouvelles et c'est pourquoi, vous tous qui avez voté Oui le 28 septembre, vous voterez Clermontel dimanche prochain, pour assurer mon élection à une importante majorité.

En effet je reste au deuxième tour, le seul candidat des « Oui » contre deux candidats des « Non » : un communiste et un socialiste.

— Pierre Besset, ex-député de ce Parti Communiste qui a déjà fait tant de mal à la France, qui fait tuer nos enfants en Algérie, qui ne pense et n'agit que d'après les consignes et les intérêts d'un pays étranger.

Mais le communisme c'est aussi la négation de la personne humaine ; le règne de l'anonymat ; les répressions brutales (comme en Hongrie) ; la glorification de la force aveugle ; c'est la dictature et l'esclavage.

Et chacun sait bien que le Parti Communiste faisait campagne pour le Non avant même de connaître le texte de la Constitution, que le Peuple Français a adoptée malgré cela à 80 % des votants.

— Le Docteur Brugière, sectaire S.F.I.O., plus apte et utile sans doute à soigner le corps humain qu'à s'occuper d'économie politique.

Je sais bien qu'il prétend maintenant avoir voté Oui, mais pas plus que moi vous n'étiez avec lui dans l'isoloir, et même si c'est vrai, sa voix n'est que celle d'un citoyen

anonyme, alors qu'un homme politique, conscient de ses responsabilités, a le devoir impérieux, devant un problème aussi grave pour l'avenir du Pays, d'exposer son point de vue à ses électeurs... et le Docteur Brugière n'a pas eu le courage de le faire, c'est-à-dire de prendre position contre la décision de la Fédération du Puy-de-Dôme de la S. F. I. O., de dire Non au référendum. Il doit donc être considéré sans discussion possible comme ayant voté et laissé voter « Non » !

N'oubliez pas d'ailleurs les réunions et cortèges, suscités et animés en mai dernier, à Clermont-Ferrand et ailleurs, par le Parti Socialiste S.F.I.O., ainsi que les motions incendiaires prises par ce même Parti et qui pouvaient nous amener la guerre civile, et tout ça pour s'opposer au retour, pourtant indispensable du général de Gaulle, ce soi-disant dictateur qui vient de sauver la République !

Les Socialistes ont donc pris jusqu'au dernier jour des positions agressives contre le général de Gaulle ; contre ceux qui à Alger, après l'explosion salvatrice de réconciliation franco-mulsumane, l'appelaient de leurs vœux pour rétablir l'ordre et la légalité ; contre l'Armée; contre tout nouveau régime; et ils semblent assez mal placés maintenant, ayant compris mais un peu tard, pour se prétendre, eux les les naufrageurs de la IV[e] comme étant à l'avant-garde de la V[e] République !

Leur venue au pouvoir, si les Français ne se souvenaient plus de cela, sonnerait le retour d'un Ramadier aux Finances !... la mise au pillage des Caisses de l'Etat, des Impôts toujours plus lourds et plus insuportables entraînant le marasme économique, le règne du favoritisme, la prolifération de l'étatisme et du fonctionnarisme pour placer toujours davantage de petits copains ; en fin de compte la dégradation du pouvoir d'achat et la misère.

Malgré les pressions morales et les appels déplacés, en faveur du Docteur Brugière, du Maire de Clermont-Ferrand, lequel n'a pas encore compris, malgré la leçon des élections cantonales de Clermond-Sud en avril 1958, que le Maire d'une grande ville, pour être respecté, doit avoir assez de largeur d'esprit pour admettre que cette fonction, d'où tout sectarisme doit être banni, le place au-dessus des questions de personnes et de partis, car il doit être le Maire de tous.

Malgré le désistement du candidat Radical-Socialiste Gardet en faveur du Docteur Brugière, opération qui ressemble au mariage de la carpe et du lapin (libéralisme et collectivisme ne peuvent aller de pair).

Vous tous qui avez voté « Oui » le 28 septembre, vous n'avez plus le droit de vous abstenir.

Pas d'hésitation, tout est parfaitement clair :

— Si vous êtes Communiste, acceptant l'intrusion de Moscou dans la politique française, approuvant Katyn et Budapest ; si vous êtes prêts à devenir des esclaves, vous voterez Besset.

— Si vous êtes un doctrinaire marxiste ; un profiteur du Régime ; si vous avez voté Non au référendum et n'avez pas encore reconnu votre erreur ; si vous voulez recommencer au lieu de construire du nouveau, vous voterez Brugière.

— Mais si vous aimez votre Patrie ; si vous voulez que « ça change » ; si vous voulez une République plus propre, plus belle, plus humaine, vous redirez « Oui » à de Gaulle pour une politique hardie à la fois Nationale, Libérale et Sociale et vous voterez :

MARCEL CLERMONTEL

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Valéry GISCARD D'ESTAING

élu le 23 novembre 1958

(Candidat Républicain Indépendant et Paysan)

(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs,

Enfin vous allez pouvoir choisir un homme !

Je l'ai toujours demandé. C'est un droit élémentaire.

Je me présente. Je vous demande votre suffrage. En ai-je le droit ? Qu'est ce que j'ai fait pour vous ?

J'ai bataillé pendant les deux ans de mon premier mandat pour obtenir la réforme de cet affreux régime que nous condamnions tous. Avec mes camarades jeunes parlementaires, nous avons déposé en mars 1956 un projet de réforme constitutionnelle où figurent la plupart des idées retenues dans la nouvelle Constitution.

Le 28 mai dernier, alors que le pays vacillait au bord de la guerre civile, j'ai pris mes responsabilités en disant à l'Assemblée : « Ne donnons pas le sentiment que ce qui est menacé, c'est moins la République que notre place dans la République ». (J.O. p. 2400).

Contre les vrais conservateurs, les défenseurs d'un régime attardé et pourri, j'ai voté l'investiture du général de Gaulle et la réforme Constitutionnelle.

Avant le référendum, j'ai été le seul parlementaire du département et le seul candidat de la circonscription à faire campagne en faveur du Oui par des réunions, conférences et articles de journaux.

Le sort de la V[e] République doit être confié aux hommes qui l'ont aidée à naître et non à ceux qui ont défendu jusqu'au dernier moment les débris de la IV[e].

Le général de Gaulle, par un décret paru en septembre 1958, m'a confirmé comme délégué de la France à l'O.N.U.

Dans cette nouvelle République, j'ai le droit et le devoir de représenter notre chère Auvergne.

Mais je veux dire un mot plus personnel :

AMIS PAYSANS.

J'ai été le défenseur constant de vos revendications. Vous savez que j'ai contribué à l'adoption de la loi Laborbe qui a apporté une première revalorisation du prix des produits laitiers qui doit être poursuivie. L'élevage doit être soutenu et encouragé. Ces mesures devront s'intégrer dans une loi-cadre agricole, véritable charte de l'exploitation familiale que j'étudierai en liaison avec la profession au sein de l'Amicale Parlementaire Agricole, organe officiel de liaison avec la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles. Sur le plan social et éducatif, l'égalité avec les autres catégories doit être réalisée.

AMIS COMMERÇANTS ET ARTISANS.

Le Gouvernement socialiste de 1956 a accablé le pays de 700 milliards d'impôts supplémentaires. La réforme fiscale annoncée à grand bruit n'a pas eu lieu. Votre déception est profonde. Je la partage. Je la comprends.

Je suis décidé à me consacrer, comme première tâche de la législature, aux réformes économiques et fiscales. Je préparerai, en liaison avec les organismes professionnels, un projet s'inspirant des principes suivants :

— unification et simplification des impôts pour aboutir à l'absolue égalité fiscale ;
— substitution progressive d'un impôt à la base aux impôts actuels.

Je m'attacherai encore à obtenir :

— l'amélioration de l'équipement hôtelier, touristique et thermal ;
— une réforme monétaire assurant la stabilité des prix ;
— un assouplissement du crédit pour lutter contre la menace de crise économique.

Amis ouvriers et salariés.

Pendant les deux ans de mon mandat, j'ai pris à cœur chacun des problèmes dont vous m'avez saisi.

— C'est moi qui ai mené la lutte pour écarter la nouvelle hausse des transports ouvriers annoncée au printemps dernier, grâce à des démarches personnelles répétées auprès du Ministre du Travail et du Ministre du Transports.
— J'ai déposé une proposition de loi (n° 6631) faisant bénéficier les transports d'ouvriers d'une allocation de carburant détaxé.
— Lors du vote des pouvoirs spéciaux, j'ai fait adopter un amendement voté à l'unanimité garantissant le respect des libertés publiques et syndicales.
— Pour l'avenir, je soutiendrai toute proposition, ou prendrai l'intiative, de mesures tendant à garantir l'emploi, écarter le risque de chômage et développer massivement le logement populaire et familial, conditions essentielles d'une véritable promotion ouvrière.

Je suis votre ami. Travaillons ensemble à construire le bonheur de chacun et la prospérité de notre pays.

Amis anciens combattants et retraités.

Vous avez sur nous des droits que je respecte, étant votre jeune camarade. Je les soutiendrai scrupuleusement en liaison étroite avec vos organisations.

Amis agés et isolés.

Vous tous qui avez de la peine à vous défendre dans une existence difficile et face à des formalités décourageantes, je vous assure de tout mon appui amical.

Jeunes parents.

Vous sacrifiez beaucoup à l'avenir et à l'éducation de vos enfants. On doit en finir avec les locaux scolaires insuffisants, les logements insalubres, l'organisation inexistante de vos loisirs.

Sur les grands problèmes nationaux, ma position n'a pas varié :

Je suis partisan d'une France forte dans une Europe unie. Pour l'Algérie j'ai fait approuver deux fois devant l'O.N.U. le principe d'une solution pacifique, démocratique et juste dans le cadre de la République Française. Cette solution, comportant l'égalité des droits politiques, une évolution libérale et un même développement social et économique pour tous en Algérie, doit aboutir au retour rapide de la paix et à ses conséquences heureuses pour chacun.

Comme remplaçant j'ai choisi le Docteur Fric. Ancien déporté de Buchenwald en raison de son attitude héroïque dans la Résistance, il est universellement estimé dans notre région.

Le 28 septembre la France a choisi massivement la rénovation politique.

La réforme économique et sociale reste à faire. Confiez-la à des hommes déterminés, ayant votre confiance, et non aux représentants des partis qui ont conduit la IVe République à la faillite.

Entre la liberté et la paperasse, vous choisirez la liberté !
Entre la justice et les abus. vous choisirez la justice !

Pour que vos enfants grandissent heureux dans une France propre et respectée.
Rejetez le passé, choisissez l'avenir, avec :

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Candidat Républicain Indépendant et Paysan
32 ans. — Polytechnicien. — Engagé volontaire dans la 1re Armée Française
Croix de Guerre
Conseiller municipal de Chanonat. — Conseiller général de Rochefort-Montagne
Député
Délégué de la France à l'O.N.U.
Membre de l'Amicale Parlementaire Agricole et du Comité Directeur du Comité Parlementaire du Commerce

Remplaçant éventuel :

Docteur GUY FRIC

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1940
Croix de Guerre T.O.E.
Médaille de la Résistance. — Médaille des Evadés
Ancien déporté politique

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul GODONNÈCHE

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
et de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Le 28 septembre dernier, une ère nouvelle s'est ouverte pour notre pays. Et c'est le peuple qui l'a voulu.

Une majorité imposante a signifié sa volonté d'en finir avec l'instabilité et l'incohérence nées d'une Constitution inviable et d'un scrutin faussé. Elle a voulu un nouveau Régime Républicain, où les pouvoirs seront mieux définis et les Français plus maîtres de leur destin.

Le général de Gaulle qui, volontairement, reste au-dessus des luttes électorales, a acquis un nouveau titre éclatant à notre reconnaissance en se mettant, une fois de plus, au service de la Nation à une heure cruciale. Il l'a ainsi préservée de périls imminents : carence de tout pouvoir légal, guerre civile, décadence irrémédiable.

Mais le référendum n'était qu'un commencement. Il s'agit maintenant de mettre en place les institutions que la France s'est librement données. Les élections à l'Assemblée Nationale en sont la première étape, et leur importance est capitale.

La IVe République a été manquée. Nous serions impardonnable de ne pas réussir la Ve, car il n'y en aurait pas d'autre : ce serait la fin de notre grand Pays.

La Nouvelle Assemblée devra collaborer, dans un esprit positif et réaliste, à l'accomplissement des grandes tâches qui vont s'imposer, et dont l'essentiel sera de :

REFAIRE UN ETAT.

Sans un Etat fort et bien géré, il ne peut y avoir ni justice sociale, ni vrai progrès, ni stabilité de la monnaie, ni expansion économique valable. Il ne peut y avoir, non plus, de paix stable, ni de communauté réelle, ni de solution du problème algérien.

C'est dire que vous exposer un long programme serait une duperie, à laquelle nous ne nous abaisserons pas. Mais je n'oublierai pas que votre élu, outre sa tâche de législateur, devra représenter et défendre efficacement cette vaste circonscription :

La ville d'Issoire doit poursuivre une expansion industrielle rationnelle tout en gardant son importance administrative, judiciaire et commerciale. C'est dire que, dans l'intérêt général, Tribunal et Sous-Préfecture doivent être maintenus.

La Limagne et les vallées adjacentes posent de très graves problèmes d'exploitation, de remembrement et de mise en valeur, qu'il faut résoudre.

Le bassin minier voit peser sur lui des menaces, qu'il faut, dès maintenant, chercher à conjurer.

Les centres touristiques et thermaux doivent être aidés à parfaire leur équipement et accroître leur développement.

Les régions montagneuses enfin, à l'ouest et à l'est, exigent un urgent effort d'organisation, si on ne veut pas les laisser encore dépérir.

La petite et moyenne exploitation paysanne rencontre partout des difficultés croissantes et souvent insolubles : il faut, à tout prix, la sauver. Ceux qui me connaissent savent que je l'ai toujours défendue, sans démagogie, mais avec énergie et efficacité. Des mesures d'égalité sociale et économique, qu'il serait long de détailler, mais que nous connaissons bien, doivent être prises pour elle, d'urgence, et le premier devoir de votre élu devra être de les demander. C'est une question de justice d'abord, mais aussi de vie ou de mort pour notre pays.

Elles seront, d'ailleurs la meilleure garantie de Paix et de progrès social.

Sur les ruines de la classe paysanne, la classe ouvrière ne saurait prospérer.

Une situation agricole redressée sera, au contraire, le plus sûr moyen d'accélerer l'expansion, d'assurer le plein emploi, et d'améliorer les salaires. Elle permettra aussi aux commerçants, aux artisans, aux classes moyennes de connaître des jours meilleurs.

Je suis contre l'étatisme envahissant, contre la fiscalité abusive, contre un système bureaucratique périmé, qui décourage les initiatives et paralyse le Pays. Il faut une réforme fiscale cohérente, ainsi qu'une réforme de la fonction publique, dans laquelle les fonctionnaires consciencieux ne sauraient être pénalisés, bien au contraire.

Les droits imprescriptibles des familles et de la personne humaine doivent être préservés. Le sort de tous les travailleurs doit être amélioré, notamment leur logement et la sécurité de leur emploi. Il faut aussi accroître leur dignité, en réalisant une promotion sociale, qui trop souvent, jusqu'ici, n'a été qu'un vain mot.

Mon attention se portera plus spécialement sur les déshérités : vieillards, infirmes, indigents, victimes de guerre, et en général sur tous ceux dont les « revenus fixes » sont souvent dévorés par des inflations plus ou moins déguisées.

Tout cela nécessite une politique monétaire rigoureuse et une expansion régulière de l'économie nationale.

Maires, l'un et l'autre, d'un chef-lieu de canton, nous savons les difficultés que rencontrent nos Communes, et l'effort qu'il reste à faire pour elles : routes et chemins, adductions d'eau, écoles, foyers ruraux, équipement sportif, etc.

Pour appronfondir mieux encore tous ces besoins, une permanence sera créée à Issoire pour toute la durée de la législature, et j'irai partout où ma présence pourra être utile.

Electrices et Electeurs, attention !

Nous sommes au carrefour. Deux voies s'offrent à vous :

Ou, le retour au passé, avec ceux qui ont dit « Non » au renouveau, et aussi avec ceux qui, installés dans le « système », n'ont jamais demandé à en sortir.

Ou, la Renaissance Française, avec ceux, dont je suis, qui ont, depuis longtemps, proclamé l'absolue nécessité d'un changement, dans l'ordre républicain.

J'ai assez de confiance en votre bon sens pour ne pas douter de votre choix.

Vive la France !
Vive la République !
Vive la circonscription d'Issoire !

Docteur Paul GODONNECHE

Conseiller général. — Maire de Latour-d'Auvergne
Candidat d'Union Républicaine de Défense régionale et d'Action Sociale
présenté par les Indépendants et Paysans et par l'Union pour la Nouvelle République

Né à Latour-d'Auvergne le 5 septembre 1899, Paul Godonnèche fit ses études médicales à Clermont-Ferrand, où il devint interne des hôpitaux, puis les termina à Paris. Son service militaire effectué en Algérie, il revint aussitôt s'installer à Latour-d'Auvergne, où il exerce depuis 33 ans (sans autre interruption que la mobilisation en 1939-40), se consacrant à ses malades de jour et de nuit, par tous les temps, avec un constant dévouement.

Des tâches civiques vinrent bientôt s'ajouter à son activité professionnelle. Maire de Latour-d'Auvergne depuis 1932, sans interruption, il a marqué son administration par des réalisations importantes, qui ont transformé ce chef-lieu de canton (adduction d'eau, groupe scolaire, urbanisme, etc...). Elu Conseiller Général en 1934, et constamment réélu, il a tenu à l'Assemblée départementale une place marquante par de nombreux rapports et interventions (routes et chemins, désenclavement, action en faveur de l'agriculture et de l'élevage, expansion économique, barrage de Bort, etc.).

Pionnier du tourisme dans sa région, il a créé et préside activement le Syndicat d'initiative de son canton. Il a été aussi, dans le département, un des promoteurs des adductions d'eau, dont il a compris l'intérêt majeur pour nos communes rurales.

Homme politique aussi, il a toujours affirmé l'urgente nécessité d'une réforme de l'Etat et il a été des premiers aux côtés du général de Gaulle pour condamner le système qui vient de s'écrouler.

Sa vie l'a constamment associé aux paysans et autres classes rurales dont il a sans cesse défendu la cause avec ténacité et désintéressement. Mais il n'ignore pas non plus les besoins des populations urbaines et de la classe ouvrière. Il a participé, à Paris, au Mouvement des Equipes Sociales, qui groupe travailleurs manuels et intellectuels dans un but de formation réciproque et d'amitié.

Connu pour sa loyauté et sa fermeté de caractère, il possède, en outre, une expérience, un sens de l'humain qui lui permettront de représenter avec autorité et compétence cette vaste circonscription.

Remplaçant éventuel :

RAOUL MAZET

Raoul Mazet, né le 3 octobre 1915 à Sauxillanges, est lui aussi, toujours resté fidèle à la terre natale.

Il est père de trois enfants. La guerre de 1939 le vit partir des premiers au 36e Régiment d'Artillerie. Il fit vaillamment son devoir, fut fait prisonnier en 1940 et rapatrié comme malade trois ans après. Il est titulaire de la Carte du Combattant.

Bientôt, ses compatriotes le portèrent au Conseil municipal, où ses brillantes qualités furent vite appréciées. En 1953, il fut élu Maire et se montra aussitôt un administrateur de classe, dont la droiture, la compétence, le dynanisme et le dévouement sont reconnus de tous. Des réalisations importantes ont déjà marqué sa gestion.

Tout récemment, il jumelait sa ville avec la commune Algérienne de La Sénia, donnant ainsi un bel exemple de ce qui peut être fait, sur le plan humain, pour resserrer, dans l'intérêt de la paix, les liens de solidarité entre l'Algérie et la Métropole.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Et maintenant voici l'heure de la vérité.

En me plaçant largement en tête, avec plus de 14.000 suffrages et plus de 3.500 voix d'avance, vous m'avez désigné, de manière indiscutable, comme le seul candidat de la discipline républicaine.

Vous vous êtes nettement prononcés contre le retour au passé périmé que vous aviez déjà dénoncé au référendum.

Les querelles subalternes sont closes. Il faut maintenant, tous ensemble, assurer la victoire définitive sur la vieille dictature bureaucratique et parasite qui menace d'asphyxier ce Pays.

— Il faut voter pour le Renouveau, contre ceux qui veulent le torpiller.

— Il faut voter pour votre Liberté et celle de la Nation, contre les privilèges désuets et ruineux qu'on a laissé rétablir en France, au détriment de tous les travailleurs.

— Il faut voter pour préparer un Etat stable et fort, contre les misérables combinaisons du passé.

— Il faut voter pour préparer des lendemains meilleurs.

— Il faut voter pour le Nouvelle République. Il faut voter pour la France et pour la Paix.

Le Peuple a montré qu'on ne lui faisait pas confiance en vain.

Et maintenant plus d'abstentions !

Par un vote massif, vous préparerez, le 30 novembre, une belle victoire vraiment républicaine.

Docteur PAUL GODONNECHE
Conseiller général. — Maire de Latour-d'Auvergne

Remplaçant éventuel :

RAOUL MAZET
Maire de Sauxillanges

(Candidats de l'Union et de la Discipline Républicaine)

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raymond JOYON
(Candidat Républicain Indépendant et Paysan)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs, mes Amis,

Le 28 septembre, le peuple français a clairement exprimé son désir de changement. Il a demandé un nouveau régime républicain et une simplification de la vie politique française.

En marge du peuple, les « attachés au système », les vrais « conservateurs rétrogrades » d'un régime périmé ont voté « Non » ! C'était leur droit ! Le peuple français les a laissés dans leur isolement et leur incompréhension.

La IVe République est morte de n'avoir su réaliser les profondes réformes souhaitées par tous. La Ve ne vivra qu'en en permettant la réalisation.

La première tâche de la nouvelle Assemblée sera de faire un Etat fort et respecté. Sans cette condition essentielle, il ne peut y avoir ni progrès, ni justice.

Les réformes à envisager sont multiples, les plus importantes me semblent être :

JUSTICE AGRICOLE

Nous voulons que soit constatée la réalité de l'exploitation familiale agricole, que soit respecté le principe de l'indexation des prix agricoles, que soit créée la parité économique, sociale et douanière de l'agriculture par rapport aux autres catégories de la nation.

Réforme sociale.

Nous voulons une véritable promotion ouvrière. Intéressés à la production et au bénéfice, assurés de leur salaire et de leur logement, ayant accès à la propriété, les salariés, libres, auront la possibilité de s'élever plus aisément dans l'échelle sociale. Il faut aider, encourager, favoriser les loisirs familiaux permettant aux mamans de se reposer de leurs tâches multiples sans se séparer de leur famille. Il faut assurer aux victimes de l'âge, de la maladie ou des vicissitudes économiques un niveau de vie décent, des garanties analogues à celles obtenues par les travailleurs et, pour les déshérités ou les isolés, la possibilité de jouir d'une paisible retraite dans des maisons de repos accueillantes et humaines. Nous voulons réaliser cette justice sociale dans les faits et pas seulement l'exalter de mots.

Réforme fiscale

L'oppression fiscale décourage la production et stérilise l'effort. Nous préconisons l'institution d'un système de taxes spécifiques collectées au seul stade d'énergie, production, tranformation ou importation, qui amènerait une simplification massive de la fiscalité. Mais, pour que cette réforme soit efficace, il faut avant tout mettre un terme à cette situation où l'Etat dépense plus qu'il ne reçoit, où la nation consomme plus qu'elle ne produit.

Notre programme se résume aux grandes lignes suivantes :

1° Suppression des empiétements de l'Etat et de ses interventions dirigistes dans le domaine économique ;
2° Retour des entreprises nationalisées au secteur privé comme le prévoit l'article 34 de la Constitution. Recours à l'initiative privée pour la gestion des services publics industriels dans toute la mesure compatible avec la sécurité extérieure et intérieure de l'Etat ;
3° Expansion économique par la dénationalisation du crédit ;
4° Diminution systématique des dépenses publiques et suppression des subventions injustifiées ;
5° Coordination des services administratifs et suppression de ceux qui sont inutiles;
6° Allègement, refonte et simplification de la fiscalité en vue d'une répartition moins antiéconomique de la charge des impôts qui s'appesantit trop lourdement sur l'appareil de production et de distribution l'handicapant dangereusement à la veille de l'entrée en vigueur du Marché Commun. Egalité de tous les citoyens devant l'impôt par la suppression des privilèges fiscaux ;
7° Réglementation du droit de grève et notamment son interdiction dans les services publics et d'intérêt général ;
8° Respect rigoureux du principe de la non-rétroactivité des lois ;
9°Liberté de la concurrence, défense de la propriété et encouragement à l'épargne.

Car, la santé économique de la Métropole conditionne toute la vie de la Communauté française.

L'Algérie doit rester française, pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe et pour la Paix.

Si je suis élu, soyez assurés que j'installerai, tant à Thiers qu'à Ambert, une permanence mensuelle ou bimensuelle où je recevrai Electrices et Electeurs, responsables des collectivités, des syndicats, des associations, etc...

Suppléance. — C'est en connaissance de cause que j'ai choisi mon ami Bordet, cultivateur, Maire de Sauvessanges, Conseiller Général de Viverols, car c'est un vrai terrien, connaissant tous les problèmes de la paysannerie, et qui deviendra, si les électeurs et électrices me font confiance, mon meilleur conseiller technique.

Thiers, Ambert doivent connaître enfin une politique intelligente de l'aménagement du territoire. Spécialiste de cette question au Conseil des Communes d'Europe, je suis décidé à agir vite, très vite, car notre arrondissement se meurt. La décentralisation

industrielle doit devenir une réalité et doit enfin se terminer ce douloureux slogan : Paris... et le désert.

On nous dit souvent que l'Auvergne est la première région touristique française, « La Suisse française ». Elle doit être équipée par l'amélioration de ses routes, la mise en valeur de ses sites, une politique hôtelière audacieuse.

Electrices, Electeurs, mes Amis,

Nous sommes au carrefour. Deux voies s'offrent à vous. Il s'agit de choisir :

Une politique de dirigisme et d'étatisation ou un libéralisme économique.

Le dirigisme, le socialisme, tue l'esprit d'initiative, nous voulons le favoriser.

Le dirigisme, le socialisme, ruine les finances publiques, nous nous employons à les restaurer.

Le dirigisme, le socialisme, écrase les classes moyennes et diminue le pouvoir d'achat des travailleurs, nous voulons les sauver.

Dans le choix que vous avez à faire, vous choisirez la liberté et le progrès dans une République rénovée, en votant pour :

RAYMOND JOYON

Conseiller général. — Maire de Lezoux
Membre du Conseil des Communes de l'Europe
Membre du bureau directeur national des élus locaux

Remplaçant éventuel :

THÉOPHILE BORDET

Cultivateur
Maire de Sauvessanges. — Conseiller général de Viverols

Vive la circonscription de Thiers-Ambert !
Vive la France !
Vive la République !

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous m'avez placé en tête de tous les candidats sollicitant vos suffrages. Je vous remercie bien sincèrement !

Cela prouve que la démagogie, le collectivisme et le mensonge n'ont plus place dans notre France moderne et rénovée.

Paysans, avec vous, nous exigerons la défense de l'exploitation familiale, élément essentiel de la santé sociale de notre pays.

Industriels, commerçants, artisans, le progrès doit résulter du libre effort des travailleurs et des producteurs, éclairé et coordonné à l'échelon national, et non d'une action autoritaire de l'Etat qui ouvre la voie à la dictature et ruine notre économie.

Ouvriers, il faut garantir votre emploi, écarter le risque de chômage, développer le logement populaire et familial, autrement que par des mots et des promesses.

L'heure n'est plus à la division et à la dispersion de nos efforts.

Sachez reconnaître vos vrais amis.

Sachez reconnaître les vrais partisans d'une République nouvelle souhaitée par le général de Gaulle et l'immense majorité du peuple français.

Sachez faire respecter votre « Oui » !

L'Union et l'Ordre sont seuls efficaces pour que vivent le France, la démocratie et la Paix !

Contre l'étatisme et le collectivisme envahissant ;

Contre les privilégiés de l'ancien système ;

Pour la liberté de l'homme, de la famille, de l'entreprise, de l'exploitation agricole ;
Pour la promotion des travailleurs ;
Votez social, votez libéral, votez national, votez

RAYMOND JOYON
Conseiller général. — Maire de Lezoux
Membre du Conseil des Communes de l'Europe
Membre du bureau directeur national des élus locaux
Candidat Républicain Indépendant et Paysan soutenu par l'U.N.R.

Remplaçant éventuel :

THÉOPHILE BORDET
Maire de Sauvessanges. — Conseiller général de Viverols

Abstentionnistes !

Le sort de votre famille et de votre pays est entre vos mains.
Votez pour faire respecter votre désir de renouvau.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph DIXMIER
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au seuil de la République nouvelle, je viens, investi par le Centre National des Indépendants, solliciter vos suffrages.

Le 23 novembre, vous accomplirez un acte grave. Votre choix sera décisif pour l'avenir du pays et des institutions que 80 % des Français ont approuvées.

Les Indépendants ne sont pas de ceux que le résultat du référendum amènent à une conversion tardive. Attachés aux principes républicains et aux libertés démocratiques, ils ont toujours pensé et dit que le système de 1946 était la caricature d'un vrai régime républicain.

Sans craindre de soulever contre eux les critiques et les colères, ils n'ont cessé de lutter en faveur d'une profonde réforme constitutionnelle. Ils n'ont cessé de vouloir une République moderne, respectée, efficace, à la mesure des besoins de notre époque et des aspirations de la France.

Dans la République profondément rénovée qu'ils ont voulue, les Indépendants poursuivront le triple objectif que je vous propose :

— assurer la liberté des citoyens et du pays contre l'étatisme bureaucratique et contre le communisme ;

— rendre l'Etat capable de remplir sa vraie fonction et de conduire notre pays en pleine évolution vers ses destins de grande puissance ;

— ouvrir à la Nation des perspectives d'expansion économique et de progrès social dans la stabilité financière.

Nous avons lutté, luttons et lutterons contre l'inflation génératrice de déséquilibre économique et de misère sociale.

Une Nation ne doit pas consommer plus qu'elle produit. Un Etat ne doit pas dépenser plus qu'il ne reçoit, c'est une règle impérieuse.

L'inflation est le pire des impôts car il frappe aveuglément toutes les classes de la Nation, les producteurs, les salariés et, d'abord, les faibles, les vieillards, les retraités.

— Desserrer la presion fiscale,
— aménager une juste fiscalité,
— parfaire la remise en ordre des Finances Publiques,
— empêcher que l'on recoure aux expédients de trésorerie,
— rétablir l'équilibre du marché intérieur et du marché extérieur,
— encourager et garantir l'épargne,
— restaurer et maintenir le pouvoir d'achat détérioré en 1956-1957 au grand préjudice des budgets familiaux,
— sans cesse raffermir la position du franc,

tels restent les grands impératifs financiers et économiques.

Nous condamnons la lutte des classes qui a pour effet de retrancher les travailleurs de la communauté nationale.

Le Indépendants veulent un syndicalisme libre, retrouvant sa mission qui est de défendre les intérêts légitimes de chacun. A chacun une juste part des fruits de son travail et de son capital :

— par les conventions collectives librement discutées,
— par l'arbitrage obligatoire qui évite le recours à la grève,
— par l'amélioration des conditions du travail,
— par une amélioration de plein et l'assurance contre le chômage,
— par la protection des Anciens combattants et des catégories sociales les plus défavorisées (vieillards, malades, rentiers, viagers, économiquement faibles).

Nous maintiendrons les droits de l'individu en défendant la dignité de la famille.

Les prestations familiales doivent être alignées sur les charges réelles de la famille qui s'agrandit.

La politique du logement doit garantir le foyer de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages.

Nous conserverons en la modernisant l'exploitation familiale agricole.

L'agriculture française est fondée sur la propriété de l'exploitation. Fermiers, métayers, ouvriers agricoles sont des candidats à la propriété agricole.

Nous maintiendrons l'agriculture française à sa place dans l'expansion économique nationale :

— en modernisant l'exploitation familiale par des mesures économiques, techniques, et sociales,
— en rétablissant la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques,
— en supprimant l'inégalité douanière, et l'inégalité fiscale.

Nous voulons que l'Algérie reste française.

Il faut que l'Algérie reste française. Il le faut pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe et l'Occident, pour la paix du monde.

Depuis 1954, les Indépendants ont subordonné toute leur politique au maintien de l'Algérie française.

Electrices, Electeurs,

Attachés aux libertés de l'homme, de la famille, de l'entreprise ; contre toutes les dictatures : votez libéral.

Partisans de la promotion de tous les producteurs et de tous les travailleurs dans une réelle expansion économique : votez social.

Défenseurs d'une France forte au sein de l'Alliance Atlantique et d'une Europe unie : votez national.

Joseph DIXMIER

Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Croix de Guerre
Agriculteur. — 63 ans
Président de la Fédération Nationale des Gazés de France
Vice-Président de la Commission des Pensions
Maire de Varennes-sur-Morge. — Conseiller général. — Député sortant
Candidat Républicain Indépendant et Paysan

Un appel du DOCTEUR CLEMENT

Remplaçant éventuel

Médecin-chef de la Maternité de Riom
Conseiller général de Riom-Est
Ancien Combattant volontaire de la Résistance
Républicain Indépendant

Il est des circonstances où les citoyens épris de liberté, conscients de leurs droits et surtout de leurs responsabilités et de leurs devoirs, doivent prendre position.

Dans le domaine public, j'ai pris position deux fois dans ma vie. La première, lorsque j'ai mis ma personne et ma demeure au service de la résistance. La deuxième, lorsque je me suis présenté aux élections pour le Conseil Général du Puy-de-Dôme.

Aujourd'hui, libre de toute attache politique, n'étant inscrit à aucun parti, je prends position pour Joseph Dixmier parce qu'il est un homme d'action, parce qu'il est honnête et expérimenté, parce que c'est un homme d'ordre et que l'ordre, c'est la paix.

Homme d'action :

Il l'a toujours été. Valeureux combattant en 14-18, il est actuellement Président des Anciens combattants. Dans sa vie privée, agriculteur de profession, il met l'agriculture au-dessus de tout.

Honnête homme, expérimenté :

Nul ne lui reproche la moindre compromission et ses ennemis politiques, eux-mêmes, l'estiment et le respectent.

Il a tenu sa place à la Chambre aussi bien que quiconque. Le plus souvent, ses initiatives ont été heureuses. Il a fait ce qu'il pouvait avec une constitution qui était mauvaise et paralysante. En tout cas, homme de bonne volonté, il a rendu service à bien des gens, à beaucoup même qui ne partageaient pas ses opinions.

Dixmier n'a certes pas fait des miracles. Français, méfiez-vous de ceux qui vous en promettent.

Méfiez-vous des bavards qui parlent beaucoup, qui tranchent, qui affirment et, finalement, parlent pour ne rien dire.

Méfiez-vous des inexpérimentés qui sont dangereux soit par démagogie, soit par idéalisme. Le résultat est le même. Ce sont des impôts nouveaux et la vie plus chère.

Homme d'ordre :

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Nous sommes en République ; nous sommes tous républicains, c'est-à-dire que nous voulons l'égalité, la liberté, la fraternité.

Egalité : possibilité pour tous de s'instruire, d'accéder aux plus hauts postes, de « monter », tout au moins, par notre travail opiniâtre.

Liberté de penser et d'agir selon notre conscience.

Fraternité, c'est-à-dire considération et respect de tous en tant qu'hommes.

Dixmier, fils de ses œuvres, a toujours été bon républicain, soucieux de la dignité d'homme, ennemi de toute dictature. Il a toujours été un homme d'ordre.

Je souhaite que les élections de 1958 soient dominées par ce souci d'ordre et de paix. C'est dans cet esprit que j'ai donné à Joseph Dixmier l'appui de mon nom et l'adhésion de ma candidature sans aucune ambition personnelle, et c'est dans cet esprit que je lance cet appel à tous .

POUR JOSEPH DIXMIER, *c'est-à-dire :* Pour l'Ordre, pour la Paix.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Par 9.047 voix, vous m'avez placé largement en tête des 7 candidats qui sollicitaient vos suffrages le 23 novembre.

Infiniment sensible à ce nouveau témoignage de confiance que vous venez de me donner, je vous en remercie du fond du cœur.

Une large union des nationaux de cet arrondissement vient, conformément à l'accord intervenu avant le premier tour de scrutin, de se réaliser sur mon nom.

L'abstention n'aurait pas d'excuse.

Aussi, je suis convaincu que, par votre vote massif, vous concrétiserez sans équivoque la volonté de redressement et de renouveau national manifestée par l'immense majorité des Français ayant voté Oui au référendum.

Redonner à la France son vrai visage de grande puissance.

Lui permettre d'être enfin gouvernée.

Restaurer nos finances.

Résoudre la fiscalité dans un esprit de justice et d'encouragement à l'épargne.

Promouvoir une politique économique hardie et libérale qui assurera l'essor des libres entreprises industrielles, artisanales, commerciales et agricoles.

Assurer dans ce dernier domaine la permanence et la prospérité de l'exploitation familiale.

Assurer à tous et au maximum le bénéfice des lois sociales en émancipant les organismes qui en assurent la gestion de la tutelle onéreuse de l'Etat.

Promouvoir le mieux-être des travailleurs et des catégories sociales les plus défavorisées par une défense efficace et non démagogique des légitimes intérêts de chacun.

Régler de toute urgence le problème algérien selon le vœu librement exprimé par les populations françaises et musulmanes associées sur le sol d'Afrique.

Il faut que l'Algérie reste française.

Il le faut pour l'Algérie elle-même, pour la France, pour l'Europe, l'Occident et pour la paix du Monde.

Tels sont les objectifs qui se posent au gouvernement de demain. Depuis longtemps déjà, les Indépendants et Paysans ont fait leur ce programme.

Pour permettre à la Ve République d'assurer sa réalisation.

Electrices, Electeurs,

Attachés aux libertés de l'individu, de la famille, de l'entreprise, contre toutes les dictatures : votez libéral.

Partisans de la promotion des producteurs et des travailleurs dans une réelle expansion économique : votez social,

Défenseurs d'une France forte au sein d'une Europe unie et d'une alliance atlantique pour garantir la paix : votez national.

JOSEPH DIXMIER

Agriculteur. — 63 ans
Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Croix de Guerre
Chevalier du Mérite agricole
Président de la Fédération Nationale des Gazés de France
Vice-Président de la Commission des Pensions
Maire de Varennes-sur-Morge. — Conseiller général. — Député sortant
Candidat Républicain Indépendant et Paysan

Remplaçant éventuel :

Docteur MICHEL CLEMENT

Médecin-chef de la Maternité de Riom
Conseiller général de Riom-Est
Ancien Combattant volontaire de la Résistance
Républicain Indépendant

PYRÉNÉES (BASSES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Pierre SALLENAVE
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Le 28 septembre 1958, par votre vote massif au référendum constitutionnel, vous avez donné à la France de nouvelles institutions. Au cours des dernières années, en effet, vous aviez éprouvé trop de lassitude et même de dégoût en constatant l'impuissance du régime et le déclin du prestige français, pour ne pas approuver la mise en place, dans le respect de nos libertés, d'un Gouvernement fort et d'Assemblées Parlementaires rendues à leur tâche législative.

Vous avez, de cette manière reconnu aussi à quel point avait été salutaire le sursaut national de mai qui, dans la volonté de maintenir l'Algérie dans ses liens charnels avec la Métropole a permis au général de Gaulle de procéder en quelques mois à une remise en ordre des éléments essentiels de l'Etat. Notre reconnaissance va au grand soldat qui a accompli cette œuvre dans la légalité. Elle va aussi à ceux sans lesquels nous connaîtrions peut-être aujourd'hui une nouvelle crise ministérielle de quarante-cinq jours, de nouveaux abandons et l'intervention de l'étranger dans la solution de problèmes essentiellement français. A nos compatriotes d'Algérie cramponnés à la terre qu'ils ont fécondée, à l'armée — militaires de carrière et jeunes de contingent — naguère insultée qui a donné son sang et sa peine, aux Musulmans fidèles, aux Français du Maroc et de Tunisie que nous accueillons aujourd'hui fraternellement parmi nous parce qu'ils ont payé pour tous le prix d'une politique sans courage.

Mais le référendum et son immense succès n'ont pas tout résolu. Des idées sont en marche, dont la réalisation reste à accomplir.

L'œuvre la plus urgente est la simplification de la vie politique française encore encombrée par la multiplicité et la rivalité des partis : la Ve République n'atteindra sa majorité que lorsque, à l'exemple des grandes démocraties, elle se sera donné un régime bipartisan où dans la clarté, sans dosage, sans marchandage, sans combinaisons, deux grandes forces politiques d'inpiration différente mais également conscientes des grands impératifs nationaux, assumeront, selon le verdict des urnes, ou la charge du pouvoir ou la responsabilité d'une opposition objective et constructive.

C'est dans la perspective de la création nécessaire et prochaine de ces deux courants fondamentaux que j'entends situer ma candidature.

Je ne serai pas dans le camp de l'étatisme, de la mise en tutelle de l'individu par la société, car je fais confiance à l'homme pour bâtir la société et non à la société pour bâtir l'homme.

Je serai au contraire dans celui de la libre entreprise, ce vocable résumant à mes yeux toutes les valeurs qui sont l'héritage de notre tradition chrétienne et humaniste et qui sont pour demain les conditions du véritable mouvement et de l'authentique progrès.

— Je demanderai que soient reconnues comme indipensables la protection et la remise en honneur de ces ressorts incomparables de la marche à l'avenir qui ont nom : esprit d'initiative, goût du risque et de l'effort, sens des responsabilités.

— Je défendrai la saine gestion des finances publiques, la stabilité monétaire, facteur d'expansion économique et de réalisations sociales non illusoires, l'Epargne indispensable à une politique d'investissements.

— J'aurai le souci de veiller à ce que les petites et moyennes entreprises qui représentent en France la grande masse des industries, des commerces, de l'artisanat et des professions libérales, ne soient pas constamment menacées par des empiétements de l'Etat, par le dirigisme paralysant et par une fiscalité abusive qui freine l'économie parce qu'elle pénalise l'effort.

— Je me pencherai avec vigilance sur le sort de l'exploitation familiale agricole qui, à juste titre, veut être modernisée et équipée, bénéficier de l'enseignement technique, voir son existence protégée par des mesures sociales améliorées, l'organisation des marchés et la garantie des prix, et ainsi devenir compétitive et exportatrice.

— Je serai accueillant aux angoisses des classes laborieuses, aujourd'hui conscientes de la précarité des avantages nominaux lorsqu'ils ne sont pas liés à de saines finances pour la défense du pouvoir d'achat et à une expansion économique, génératrice de l'élévation du niveau de vie, des classes laborieuses justement attachées à voir mise en œuvre une politique concrète de déprolétarisation par l'accession à la propriété du logement.

— Je veillerai au respect de la dignité humaine à travers les personnes éprouvées par l'âpreté de la vie contemporaine : vieillards, économiquement faibles, premières victimes de l'inflation.

— Je défendrai la famille dont je connais par expérience les problèmes les plus aigus, parce qu'elle est d'abord la cellule de la société, le foyer où se forge la belle et nombreuse jeunesse qui monte, mais parce qu'elle est aussi tant à la ville qu'aux champs, la structure de base de nos entreprises.

— Je ne transigerai pas enfin avec le respect des valeurs spirituelles, sources de toutes les libertés, et dont je me réclame sans équivoque.

Défendre l'Esprit de libre entreprise dans le monde d'aujourd'hui partagé entre le matérialisme d'une civilisation technocratique et celui de la révolution prolétarienne est une œuvre immense. Je puiserai mon courage dans la certitude qu'il existe désormais dans le pays toutes les chances d'un renouveau : sa jeunesse dont il faut comprendre les problèmes matériels — emploi, logement — avant de l'inviter à se dépasser elle-même.

Nos jeunes et les hommes renouvelés par l'espérance qui renaît — à quelque génération qu'ils appartiennent — veulent faire face aux grandes tâches nationales.

Je ne doute pas qu'en Béarn, devant le spectacle exaltant d'une région en pleine évolution, ils ne veuillent résolument promouvoir dans un harmonieux équilibre une vocation qui est à la fois agricole, industrielle et commerciale.

Palois, fils de Palois, petit-fils de Palois, j'attends avec vous tous le jour où la ville de Pau recevra, par le titre de capitale du Bassin de l'Adour, la consécration de nos efforts communs.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens, j'ai foi que le 23 novembre 1958 marquera pour la France, pour le Béarn, pour Pau, l'aube du renouveau.

PIERRE SALLENAVE
Négociant à Pau. — Licencié ès Sciences

Remplaçant éventuel :

JEAN LABARRERE
Agriculteur exploitant
Conseiller général des Basses Pyrénées. — Maire d'Asson

2e CIRCULAIRE

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

18.782 suffrages nous ont placés le 23 novembre en tête des sept candidats.

Nous vous en exprimons notre vive reconnaissance.

A cette volonté si nettement manifestée, aucune combinaison ne saurait être valablement opposée.

Vous avez pu connaître, au cours de nos réunions et dans nos écrits, l'élan qui nous anime et les idéaux que nous voulons défendre.

A tous ceux qui, en se ralliant au premier tour à d'autres candidatures, aspirent au succès des mêmes valeurs, nous nous adressons avec confiance afin que s'opère autour de nous un regroupement massif.

La victoire définitive du 30 novembre consacrera votre inflexible volonté de faire passer sur la France un souffle de renouveau.

PIERRE SALLENAVE
Négociant à Pau. — Licencié ès Sciences

Remplaçant éventuel :

JEAN LABARRERE
Agriculteur exploitant
Conseiller général des Basses Pyrénées. — Maire d'Asson

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Guy EBRARD
(Candidat Radical et Radical-Socialiste)

élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

A Régime nouveau, Homme nouveau.

La situation est claire, nette, précise.

Le pays a balayé un régime et entend se débarasser de ceux qui n'ont pas su le servir.

Allons-nous recommencer les mêmes erreurs ou, au contraire, aller de l'avant vers un renouveau national ?

Le 23 novembre, nous serons à la croisée des chemins.

Il va falloir choisir.

Mesdames et Chers Compatriotes,

Le vote du 23 novembre est grave. Le pays est lassé des querelles politiques ; il a été déçu et trompé. Il veut du neuf.

La République a failli périr, voici peu, de ses propres incohérences. Elle a pu être sauvegardée ; la Ve République porte nos espoirs fervents ; je viens solliciter de vous l'honneur de représenter au Parlement la circonscription Oloron-Orthez.

J'éprouve une légitime fierté à la pensée que l'unanimité des membres d'un parti, et de ce parti qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages dans l'arrondissement

Oloron-Orthez en 1951 et 1956, a porté son choix sur un homme qui s'est tenu jusqu'ici à l'écart de toute politique militante.

J'ai assisté au déchirement du Parti Radical par le Mendésisme et je n'accorde ma confiance qu'au chef actuel de mon parti, le jeune et brillant Félix Gaillard.

Jeune, je connais les problèmes et les soucis de ma génération, les sacrifices actuels de notre jeunesse en Algérie : une solution pacifique constructive et durable doit être rapidement trouvée.

Médecin, je connais mieux que quiconque la misère humaine ; je connais la détresse des personnes âgées trop souvent oubliées :

— La justice sociale sera ma principale préoccupation ;

— Béarnais de souche, en contact avec mes compatriotes agriculteurs, je veux être le défenseur du monde rural lamentablement délaissé.

Le paysan doit pouvoir vivre décemment de sa terre et être mis à l'abri de l'insécurité.

La jeunesse agricole doit être aidée, la petite exploitation défendue ; les marchés agricoles doivent être organisés, les prix, facteurs de stabilité, garantis.

L'exode rural peut et doit être freiné par un équipement approprié des campagnes, un accroissement du pouvoir d'achat du paysan en lui donnant la possibilité de moderniser son habitat et son outillage.

Une véritable rénovation sociale agricole est urgente inspirée de la simple équité.

— Sur notre vieille terre où le pétrole de Lacq a fait jaillir les plus beaux espoirs, il faut que le Béarn en tire quelques bénéfices par un taux préférentiel du prix du gaz : ce n'est pas le cas pour l'instant.

Il faut résoudre le déséquilibre que ces industries nouvelles créent avec les industries traditionnelles.

— Le travailleur en 1958 a droit à la sécurité, aux moyens de travail, à des revenus suffisants : le progrès social s'impose.

— Le petit commerce, l'artisanat, la libre entreprise sont brimés ; ils doivent être protégés ; la fiscalité doit être allégée, simplifiée, rendue équitable.

— La réforme fiscale, en particulier celle de nos communes, si impatiemment attendue et qui doit permettre à nos collectivités locales d'équilibrer leur budget doit être enfin réalisée.

— Une véritable rénovation touristique, hôtelière et thermale peut et doit être accomplie : l'hôtellerie saisonnière doit pouvoir vivre et se moderniser.

— Le fonds routier doit retrouver les ressources qui lui reviennent et qui actuellement sont détournées de leur destination propre.

— Nos gaves et la pêche doivent être protégés.

— La défense du franc ne doit pas avoir pour corollaire la récession économique et freiner les investissements, sources de vie de la Nation.

Ce idées directives ne trouvent leur application que dans l'indépendance d'un Etat caractérisé par un exécutif agissant ; ainsi, sera défendu et revalorisé le régime parlementaire qui s'est à juste titre discrédité.

Prenons garde que la déception de tout un peuple ne devienne sa colère s'il revoyait, demain, au Parlement ces mêmes hommes qui l'ont naufragé.

Que chacun prenne gravement ses responsabilités ; j'ai pris les miennes.

Trop de promesses ont été faites à l'électeur, trop peu ont été tenues.

Je n'en ferai qu'une : celle d'apporter dans l'accomplissement de mon mandat s'il m'est confié : tout l'élan, toute la foi, toute l'activité de ma jeunesse. Je suis profondément respectueux de toutes les croyances religieuses, de toutes les libertés. L'impératif naturel, l'amour de mon pays et de mon Béarn guideront avant tout mes actes et je les servirai avec loyauté.

Vive le Béarn !
Vive la République !
Vive la France !

Docteur Guy EBRARD
Combattant volontaire de la Résistance
Assistant de Consultation à la Faculté de Médecine de Paris
Médecin chef de la Station Thermale de Saint-Christau
Secrétaire général de la Fédération Thermale Climatique et Touristique du Béarn
Candidat Radical-Socialiste

Remplaçant éventuel :

Docteur DHERS
Conseiller général. — Maire d'Orthez

2e CIRCULAIRE

Union de tous les républicains.

A Régime nouveau, Homme nouveau.

Béarnaises et Béarnais, lous més amics,

Douze mille d'entre vous m'ont honoré, le 23 novembre, de leur confiance et de leur amitié. Ce témoignage de sympathie et les encouragements reçus de toutes parts, me donnent, s'il en était besoin, une énergie renouvelée pour solliciter encore vos suffrages pour le scrutin du 30 novembre.

Dans le cadre d'une large union pour la défense des intérêts moraux et matériels de la République, je convie les 30.000 électeurs qui ont voté dès le premier tour contre Tixier à faire bloc sur mon nom.

Je convie également les 16.000 abstentionnistes qui ne se situent pas à l'extrême à s'y joindre.

La République a failli périr de ses propres incohérences et le Pays est las des querelles politiques : je vous l'assurais voici huit jours.

Le raz-de-marée du 23 novembre me donne raison. Partout les électeurs tournent le dos aux programmes démagogiques ; ils veulent une politique constructive dont les grandes lignes peuvent être les suivantes :

— Politique de progrès social comportant entre autres la sécurité d'emploi du salarié avec la création d'une Caisse Assurance Chômage ;

— Politique d'expansion économique par les investissements et la défense du franc ;

— Rénovation du statut de la paysannerie ;

— Résurrection de l'esprit de libre entreprise ;

— Réforme fiscale et justice fiscale, création de l'impôt à la source ;

— Protection du commerçant, de l'artisan et de la petite entreprise ;

— Politique de rénovation touristique et en Béarn protection de la pêche ;

— Solution au problème algérien dans la paix, la promotion économique et sociale de l'Algérie, la création d'une véritable communauté franco-musulmane digne de la grande communauté franco-africaine de demain.

Je n'ai pas d'illusion : c'est un simple programme de bon sens.

Sans faire d'illusoire promesse, si ce n'est de servir avec droiture et de mon mieux, je vous dis, avec toute ma foi et tout mon enthousiasme de jeune : Regardez-là la France ! Regardez-le, votre Béarn ! L'une et l'autre, bien que deux fois millénaires, sont ardents à la vie, ardents à l'avenir.

De notre vieux sol, voici jaillir la force de la houille blanche ; voici du pétrole, assez pour éviter, dans cinq ans, l'hémorragie de nos devises.

Voici, avec nos mines d'uranium, nos piles atomiques bientôt en état d'assurer la relève du charbon étranger.

Voici, aussi, cet admirable pays tout de douceur dans ses paysages, d'agrément dans sa table, si amoureusement soigné par ses paysans et ses ouvriers, si glorieusement célébré dans le monde pour ses artistes et ses savants.

Voilà, mes compatriotes, tout ce que vous possédez, tout ce dont vous jouissez et que tant d'autres vous envient.

Vous avez été trompés, bafoués, pillés dans les fruits légitimes de votre labeur par des politiciens roués et habiles qui vous ont conduits, à coups de discours et de rivalités personnelles, à deux doigts de la faillite, du chômage et de la misère, parce qu'ils n'ont pas compris l'évolution du monde.

Que nos aînés nous aident, les jeunes, à assurer la relève. Nous ne concevons plus la politique comme nos prédécesseurs.

Nous voulons tous, je pense, et pour ma part, j'en suis sûr, relever, avec vous, cette France si belle qui offre à notre travail toutes ses richesses pour que notre avenir à tous soit meilleur.

Croyez que cet enthousiasme n'est pas feint. Je vous invite, vous tous qui peinez, vous tous qui travaillez, à laisser là les effets de prétoire et les mots creux.

Mon adversaire a toujours été antirépublicain. Contre lui doivent s'unir ceux qui aiment l'institution républicaine.

Formons ensemble une République rénovée, sociale, juste, tolérante pour les croyances religieuses de chacun ; proclamons les vertus de l'esprit, les libertés, l'Intérêt supérieur de la Patrie ; groupez vos suffrages sur mon nom et crions ensemble :

Vive le Béarn !
Vive la République !
Vive la France !

Docteur Guy EBRARD
32 ans
Combattant volontaire de la Résistance
Assistant de Consultation à la Faculté de Médecine de Paris
Médecin chef de la Station Thermale de Saint-Christau
Secrétaire général de la Fédération Thermale Climatique et Touristique du Béarn
Candidat Radical et Radical-Socialiste avec le soutien de l'Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

Docteur DHERS
Conseiller général. — Maire d'Orthez

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Alexandre CAMINO
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs,

A la suite des événements du 13 mai, je suis amené à solliciter vos suffrages.

Le département comme vous le savez a droit à 7 parlementaires, 4 députés et 3 sénateurs : le Pays Basque n'en a que deux. Il est en votre pouvoir de lui donner un troisième représentant.

Basque comme vous, je connais vos problèmes, vos espoirs et vos désillusions.

Comme conseiller général, j'ai constamment, tout comme les autres conseillers généraux, à me pencher sur vos besoins : chemins, routes, électrification, adductions d'eau que nous essayons de satisfaire dans la mesure des moyens financiers accordés.

En qualité de médecin qui me fait pénétrer dans toutes sortes de foyers, je connais mieux que tout autre, les différents problèmes domestiques : ressources familiales, minimum vital, santé, logement, habitat, promiscuité. Je n'oublie pas les difficultés des anciens combattants et victimes de la guerre comme celle des vieux travailleurs qu'on résout mieux avec le cœur qu'avec la technicité.

Mais le gros problème est l'exode rural, crucial pour notre pays, qu'il faut empêcher par l'implantation de diverses industries locales et le développement du tourisme et du climatisme.

Il ne faut surtout pas favoriser la primauté d'une catégorie sur une autre mais rechercher l'harmonie de toutes les activités, qu'elles soient salariés, agricoles, artisanales, commerciales, libérales ou industrielles, pour la concorde et le plus grand bien-être de tous.

Sur un plan plus dramatique et plus actuel je suis encore plus près de vous. La France a été attaquée dans une guerre qu'elle n'a pas voulue ; la paix lui a été refusée. C'est dans cette douloureuse conjoncture d'un peuple pacifique et fort que vos enfants combattent sur une terre française lointaine. Un homme au passé glorieux est sorti de sa longue retraite, pour se mettre au service de la Patrie. Il a loyalement interrogé les Français : j'ai été parmi les premiers à me lever, à parler, à militer pour lui dire Oui. C'est ce oui qui nous a apporté la délivrance de nos angoisses et qui nous donnera, demain, dans l'ordre retrouvé, le retour de nos enfants.

C'est pour mon ralliement de la première heure, à cette France nouvelle, que l'Union pour la République Nouvelle, « U. N. R. », m'a accordé solennellement son investiture. Honneur que vous ratifierez par votre vote·

Si vous m'envoyez siéger au Parlement, j'y retrouverai les hommes sincères et courageux qui ont entrepris la rénovation de la France.

Electeurs,

Le vote que vous m'accorderez ne signifiera pas que vous refusez la bonne volonté d'un candidat qui sollicite, lui aussi, vos suffrages, mais simplement, que vous voulez le voir continuer à œuvrer là où votre mandat l'a déjà placé. Cela permettrait une triple représentation basque aux Assemblées.

Ce ne sera pas de trop pour servir notre chère terre basque ; ce ne sera pas de trop pour aider à la réalisation de toutes les réformes entreprises par la Nouvelle République.

Faites-moi confiance : je vous représenterai avec ma foi de Basque et ma conscience de médecin.

Docteur A. CAMINO

Ancien combattant. — Croix de Guerre 1914-1918
Conseiller Général

Je vous demande de ne pas rayer ou changer le nom du suppléant sur le bulletin de vote car celui-ci serait nul.

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Vous m'avez accordé votre confiance dimanche dernier par 18.669 voix.
Je vous demande de me conserver votre sympathie dimanche prochain.
Et vous, Amis hésitants ou mal éclairés sur notre idéal d'une France plus grande et plus pure, je vous demande aussi de venir à nous.
Soyez à nos côtés dimanche prochain.

Votez U. N. R.
Votez Camino·

Docteur A. CAMINO

Remplaçant éventuel :

RENÉ ELISSABIDE

Pas d'abstention !
Veillez-y autour de vous !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean THOMAZO
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Françaises et Français de l'Arrondissement Côte Basque,

Six mois après le 13 mai, six semaines après le 28 septembre, voici que refont surface les hommes et les jeux du « Système » qui a fait tant de mal à la Patrie et que vous avez formellement condamné en votant Oui au référendum.

En votant Oui, vous avez manifesté votre profond désir de changer les principes et les méthodes du Gouvernement et de l'Administration de notre pays.

En votant Oui, vous avez fait confiance à la politique de redressement et de rénovation du général de Gaulle.

Pour poursuivre cette rénovation de la République dans le cadre des institutions nouvelles, nous vous soumettons le programme suivant :

Notre candidature doit être envisagée à la fois sur le plan national et sur le plan local.

Sur le plan national, le problème essentiel est celui de l'Algérie.

Etant de ceux qui ont fait le 13 mai à Alger, ma position est nette : l'Algérie doit rester française.

Française !... elle l'est de cœur, puisque 96 % de Oui s'y sont librement manifestés lors du référendum.

De plus l'Algérie est absolument indispensable à la France et à l'Europe comme tête de pont sur ce continent africain dont les impérialismes de l'Est et de l'Ouest nous disputent les richesses fabuleuses.

Nous voulons le retour de la paix en Algérie, mais nous n'accepterons pas n'importe quelle paix, et en tout cas pas une paix de compromis qui aboutirait à l'effondrement de la Communauté française qui se bâtit actuellement, et, par voie de conséquence, au chômage et à la misère pour de nombreux citoyens de la Métropole.

Nous sommes d'ailleurs persuadés que l'Armée française, avec le concours du courageux peuple algérien, viendra rapidement à bout des bandes armées qui, depuis le 13 mai, ne trouvent plus, auprès des populations, l'appui qu'elles obtenaient naguère par la menace.

Une fois l'Algérie pacifiée nous pourrons créer cette Eurafrique, seul barrage vraiment efficace devant la menace d'expansion des masses asiatiques envahissantes, et seule puissance énergétique capable de nous libérer de toutes les tutelles, d'où qu'elles viennent.

Notre but est de défendre par tous les moyens la personnalité humaine contre les partis communautaires qui transforment l'individu en « homme de masse », matériau idéal pour toutes les dictatures, de gauche ou de droite.

Nous sommes contre toutes les dictatures.

Nous sommes pour la liberté de l'individu dans tous les domaines.

Sur le plan économique et financier, nous sommes pour le libéralisme et contre le dirigisme. Nous sommes pour la défense et le soutien des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du petit commerce écrasés par les trusts et par l'impôt mal réparti.

Sur le plan social nous sommes :

— pour le maintien des avantages acquis,

— pour une amélioration constante des rapports entre le capital et le travail,

— pour une plus large et plus juste attribution d'une part des bénéfices aux travailleurs.

Et nous entendons aussi que soit poursuivie énergiquement une politique de construction qui doit permettre, notamment à tous les jeunes ménages, d'avoir un foyer décent.

Sur le plan scolaire nous sommes pour la coexistence harmonieuse de l'enseignement public et de l'enseignement libre, car l'Etat n'a pas actuellement la possibilité d'absorber dans ses écoles la totalité des enfants de France. Pourquoi refuserait-il l'aide que lui apporte, à tous les degrés, l'enseignement libre — à condition, bien entendu, de le contrôler ? Au surplus, le système de l'allocation-éducation préconisé depuis longtemps par le Général de Gaulle nous paraît capable de résoudre ce problème de façon satisfaisante pour tous.

Sur le plan politique nous entendons poursuivre l'œuvre de rénovation en luttant contre les résidus du « Système » tant dans le domaine des lois que dans celui des hommes.

Nous sommes pour l'application loyale des nouvelles institutions et pour l'amélioration constante dans le sens du renforcement de l'autorité de l'Etat, de la stabilité du pouvoir et de la décentralisation administrative et économique.

Tous les problèmes locaux sont conditionnés par l'organisation d'une région économique de type provincial qui doit comprendre le Pays Basque, le Béarn, la Bigorre et la Basse Vallée de l'Adour.

Nous userons de toute notre influence pour faire aboutir ce projet et nous nous opposerons de toutes nos forces, à l'inclusion de notre région dans un ensemble dont Bordeaux serait le chef-lieu, car cela aboutirait à sacrifier aux appétits girondins les intérêts du port de Bayonne, débouché naturel du complexe industriel de Lacq.

S'il importe d'aménager sans retard les accès et les installations du port de Bayonne, il convient aussi d'aider la Chambre de Commerce à réaliser l'extension du port de Saint-Jean-de-Luz et à développer le trafic de l'aérodrome de Parme.

Quant à tous ceux qui vivent du produit de la pêche, qu'ils sachent bien que, en liaison constante avec leurs syndicats — qui, déjà, présentent des solutions très étudiées — nous nous emploierons à leur apporter tout le soutien possible pour remédier à la crise grave qui les frappe.

De même nous ferons preuve de la plus vigilante et de la plus inébranlable énergie pour défendre les intérêts légitimes des agriculteurs, des ouvriers et des employés de chez nous.

Nous voulons également faire tout ce qui est possible pour développer le courant touristique et les échanges économiques et culturels entre l'Espagne et la France, pour obtenir que le tourisme ne soit plus considéré comme un parent pauvre par les pouvoirs publics, et pour que l'industrie hôtelière bénéficie enfin des avantages qui lui permettront de survivre.

Françaises et Français de l'Arrondissement Côte Basque, vous savez que je ne suis pas ce que vous appelez, parfois dédaigneusement, un « politicien ».

Militaire, je sers mon pays. Si vous me faites l'honneur de m'envoyer siéger à l'Assemblée Nationale, je continuerai à servir la France et notre petite Patrie.

Né dans cette région à laquelle m'attachent tant de souvenirs et tant de liens familiaux, j'entends mettre à votre disposition toute l'influence dont je pourrai disposer dans la future Assemblée.

Je lutterai, à la fois — je m'y engage solennellement — contre les appétits égoïstes,

avoués ou occultes, qui menacent la Côte Basque et contre ceux qui voudraient brader l'Algérie.

Comme vous tous, je veux que la Ve République rende l'espérance aux mères qui souffrent et, aux jeunes, la foi dans les destinées de la Patrie.

Rappelez-vous où nous étions avant le 13 mai... Rappelez-vous ce que le « système » avait fait de notre grand et fier pays...

Et mesurez le chemin déjà parcouru depuis que le Général de Gaulle, grâce à nous, a repris le pouvoir.

Françaises et Français de la Côte Basque, il faut maintenant poursuivre hardiment l'œuvre de rénovation nationale, il faut en finir avec les combines sordides qui ont mené la France au bord de la honte et de la ruine...

Cela dépend de chacune et de chacun d'entre vous.

Vous qui, le 28 septembre, avez dit Oui à de Gaulle, vous voterez, le 23 novembre, pour que Vive la France nouvelle. Vous voterez pour :

JEAN-ROBERT THOMAZO
Commandeur de la Légion d'Honneur

Suppléant :

J.-P. HARISPE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Professeur au Collège Technique de Biarritz

2e CIRCULAIRE

Françaises et Français de la Côte Basque,

Après le magnifique succès que vous nous avez assuré au premier tour de scrutin, voici que le terrain se trouve devant vous déblayé et que vous n'avez plus à exercer votre choix qu'entre trois candidats :

— un communiste inféodé au bloc russo-asiatique, député de la IVe République,
— un socialiste marxiste député de la IVe République,
— un candidat national de l'Union pour la Nouvelle République, qui n'a jamais été député.

Nous sommes certains de votre choix.

Nous vous avons exposé dans notre première profession de foi et dans nos réunions électorales l'essentiel de notre programme axé sur la rénovation de la France, dans tous les domaines, sous l'égide du général de Gaulle.

Nous nous engageons formellement, lorsque nous serons élus, à lutter :

— contre le dirigisme marxiste, pour la défense des libertés individuelles et de la dignité de la personne humaine ;
— contre la centralisation abusive, pour une décentralisation administrative et économique ;
— contre les trusts, pour la défense des petites et moyennes entreprises ;
— contre l'injustice sociale, pour la participation des ouvriers et des employés aux bénéfices de la production ;
— contre l'injustice scolaire, pour une loi établissant l'allocation-éducation préconisée par le général de Gaulle, seul moyen de rétablir enfin la paix scolaire.

Dans le domaine de la politique extérieure, nous défendrons avec foi l'organisation de l'Eurafrique, pour rétablir l'équilibre mondial entre le bloc russo-asiatique si menaçant et le bloc américain, dans le but d'assurer la paix et la liberté aux générations qui nous suivent.

Dans cet esprit, nous lutterons sans défaillance pour que l'Algérie et le Sahara fassent désormais partie de l'ensemble des provinces françaises, et pour l'organisation d'une communauté avec les pays de l'Afrique noire.

Un vent puissant de renouveau a soufflé le 23 novembre sur la France entière. Dans un très grand nombre de circonscriptions les candidats U. N. R. sont en tête et le scrutin de dimanche prochain prouvera une fois de plus l'admirable faculté de redressement de notre peuple, et sa volonté de poursuivre dans le calme la Révolution du 13 mai qui doit assurer la stabilité, l'indépendance et la grandeur de la Patrie.

L'Union pour la Nouvelle République sera, demain l'élément dirigeant du premier Parlement de la Ve.

Les habitants de Bayonne et de la Côte Basque, qui ont si souvent prouvé qu'ils étaient les meilleurs défenseurs de la Patrie et de la Liberté, viendront, dimanche, en grande masse, affirmer leur volonté farouche de rester des Chrétiens et des Français.

Vive la Côte Basque !
Vive la Ve République !
Vive la France !

Pas d'abstention !
Votez demain, comme hier, pour l'équipe

THOMAZO - HARISPE

PYRÉNÉES (HAUTES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. René BILLERES
(Candidat du Parti Radical et Radical-Socialiste)
élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Parti radical et radical-socialiste.

Mesdames, Citoyens,

A trois reprises depuis 1946, par un nombre de suffrages toujours croissant, vous m'avez donné mandat de représenter notre département à l'Assemblée Nationale.

J'ai fait de mon mieux pour justifier cette confiance accrue.

Ministre de l'Education nationale pendant plus de deux ans, voué à la lourde mais exaltante mission de préparer l'avenir de notre jeunesse, j'ai entrepris de moderniser et de démocratiser notre enseignement pour :

a) former dans de nouvelles facultés des sciences, de nouveaux laboratoires, de nouvelles écoles d'ingénieurs, de nouvelles écoles nationales professionnelles, les dizaines de milliers de scientifiques, de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens, indispensables à l'expansion économique, seule capable d'assurer dans les dix prochaines années, la création de débouchés et d'emplois pour les 1.500.000 jeunes arrivés à la vie active.

b) élever le niveau d'instruction générale et de qualification professionnelle de tous nos enfants pour les emplois industriels et les emplois agricoles, par la prolongation de la scolarité, le développement considérable de l'enseignement technique, la création, en accord avec le Ministre de l'Agriculture, d'une formation professionnelle agricole digne de ce nom.

c) donner, par la multiplication des bourses et une réforme de leur régime, à tous les enfants de notre peuple la possibilité d'accéder, s'ils en sont dignes, aux enseignements du second degré et à l'enseignement supérieur et technique supérieur.

Cette entreprise m'a valu l'appui et la confiance de tous les chefs de gouvernement successifs.

Beaucoup reste encore à faire. Je vous demande les moyens de la poursuivre et de la mener à bien, non seulement pour la prospérité de notre pays, mais encore pour garantir notre association avec les pays d'outre-mer et notre influence à l'étranger par la coopération culturelle et l'assistance technique.

*
* *

A qui se tourne résolument vers le futur, les conditions de notre avenir de grande nation moderne, libre, prospère, utile au monde, apparaissent nettement. Ces problèmes doivent guider votre choix de citoyens. Il s'agit avant tout de l'association France-Afrique du Nord, de la Communauté France-Afrique noire.

Les initiatives et l'autorité du général de Gaulle ont enfin engagé dans les faits la politique libérale et fraternelle que les meilleures volontés, paralysées par l'absence de majorités parlementaires, n'avaient pu jusqu'ici faire prévaloir. Les efforts et les sacrifices de nos admirables soldats prennent enfin leur sens. La paix s'annonce en Algérie, en dépit des féodaux égoïstes et du stérile et barbare terrorisme. La personnalité de l'Algérie nouvelle se dessine, dans la dignité de tous, la confiance mutuelle, l'égalité des droits. Quasi-unanime, l'Afrique noire vient de choisir la libre association avec la France dans cette Communauté qui seule garantit aux peuples associés leur libre développement en contribuant décisivement à l'équilibre et à la paix du monde.

Mais, dans ce cadre nouveau, nous devons assumer pleinement nos devoirs et nos charges. Seules la prospérité et la santé économiques, l'union et la cohésion de notre peuple par la justice sociale nous en donneront les moyens.

Un effort intense d'investissement et d'équipement appliqué également à tous les secteurs de l'économie — agriculture comme industrie — et largement décentralisés, une production considérable accrue dans tous les domaines et dont les fruits soient équitablement répartis, sans aucune discrimination, entre tous les producteurs des villes et des campagnes — ouvriers, agriculteurs, employés, artisans, commerçants — tels sont les objectifs, qu'unis et confiants, nous devons poursuivre sans trêve.

Ces objectifs pourront être atteints par :

— des salaires, des revenus, des prestations sociales, des logements, légalement garantis à tous ;

— une politique du crédit et un régime fiscal orientés exclusivement par le souci de la justice et des initiatives profitables à la collectivité ;

— une balance des comptes extérieurs redressée par la possibilité considérablement augmentée d'exportations industrielles, mais aussi d'exportations agricoles.

Alors, nous serons dans la Communauté occidentale, comme dans la construction européenne, des associés à part entière, capables de contribuer au rapprochement des peuples, au désarmement, au progrès des pays insuffisamment développés, à la paix.

*
* *

Il ne faut, ni sous-estimer les difficultés, ni ignorer nos chances.

Les richesses du Sahara, découvertes, exploitées, mises en œuvre par la France, doivent nous assurer la sécurité et l'indépendance en matière d'énergie et garantir l'efficacité de notre association avec l'Afrique du Nord et l'Afrique Noire.

Notre nombreuse jeunesse formée pour les tâches et les initiatives modernes, mais aussi pour l'exercice des libertés et droits civiques et les disciplines sociales, nous fournira le puissant levier humain capable de soulever tous les obstacles.

De meilleures institutions politiques, la stabilité et l'efficacité gouvernementales dans la séparation des pouvoirs, un mode de scrutin susceptible d'unir, au lieu de diviser peuvent nous garantir la continuité des grandes entreprises nationales. Ayons donc confiance.

Sur le plan départemental, je m'appliquerai naturellement comme je l'ai toujours fait à favoriser toutes les initiatives qui rejoignent les grandes lignes de ce programme général.

Expansion des activités existantes, implantation d'activités nouvelles ou particulières pour l'obtention, pour toutes les entreprises quelles qu'elles soient, d'un prix différentiel du gaz de Lacq ;

— construction d'écoles et d'établissements d'enseignement du second degré traditionnel et technique, aide à l'apprentissage artisanal, multiplication des cours complémentaires d'enseignement général, et à vocation agricole ;

— construction de logements urbains et amélioration de l'habitat rural ;

— équipement agricole, réfection des routes et chemins, adduction d'eau, électrification, aide à la coopération, appui à la mutualité ;

— mise en valeur de nos immenses richesses, climatiques, thermales, touristiques, par l'amélioration et la modernisation de nos moyens hôteliers et d'équipement de nos stations de sports d'hiver.

Enfin je serai, comme toujours, l'allié et l'ami de tous ceux que me feront l'honneur de me demander conseil et appui.

***

Si nous le voulons, l'avenir est à notre pays, et dans notre pays, à notre beau, à notre laborieux département pyrénéen.

Vivent les Hautes-Pyrénées !
Vive la République !
Vive la France !

René BILLERES
Professeur agrégé de lettres
Ancien Ministre de l'Education Nationale
Croix de Guerre 1939-1945
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Antoine CORREGE
Propriétaire-Exploitant
Maire et Conseiller Général de la Barthe-de-Neste
Chevalier de la Légion d'Honneur

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Citoyens,

Vous m'avez accordé, le 23 novembre, un nombre de voix sensiblement augmenté.

Je vous dis ma gratitude émue et chaleureuse pour cette confiance renouvelée et accrue.

Plus de 18.000 de vos suffrages m'ont permis de distancer de plus de 10.000 voix mon suivant immédiat.

Aucune combinaison, aucune manœuvre, ne peut affaiblir ce premier et décisif succès qui est votre œuvre commune.

Vous avez clairement ratifié la politique d'honnêteté, d'action et de progrès démocratique dont je n'ai cessé d'être, au Gouvernement, comme à l'Assemblée l'ardent promoteur.

Vous avez nettement approuvé celui qui s'est toujours, depuis sa première élection, résolument tourné vers l'avenir pour donner à notre pays toutes les chances de sa jeunesse et à toute notre jeunesse toutes les chances de notre pays.

Je suis convaincu que dimanche prochain tous les Républicains sans distinction, attachés à nos libertés, épris de travail et de progrès dans l'accord des bonnes volontés, confirmeront votre décision du 23 novembre.

Quant à moi, dans le cadre de la nouvelle Constitution que j'ai clairement approuvée, après avoir voté l'investiture du général de Gaulle, je continuerai mon œuvre de foi et de raison :

— pour l'expansion économique, la prospérité et la justice sociale dans notre département et dans notre pays, unis par l'élan vers l'avenir ;

— pour la Communauté franco-africaine ;

— pour le rang et l'audience de la France en Europe et dans le monde ;

— pour la paix, par la compréhension entre les nations et les peuples, au nom des valeurs traditionnellement françaises de l'esprit, de la culture et de la générosité fraternelle.

Je serai, comme toujours, pour chacun de vous, l'allié et l'ami.

Vivent les Hautes-Pyrénées !
Vive la République !
Vive la France !

René BILLERES
Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure
Professeur agrégé de lettres
Croix de Guerre 1939-1945
Ancien Ministre de l'Education Nationale
Député sortant
Candidat unique du Parti Radical et Radical Socialiste et du Parti Socialiste S.F.I.O.
des Hautes-Pyrénées

Remplaçant éventuel :

Antoine CORREGE
Propriétaire-Agriculteur
Maire et Conseiller Général de la Barthe-de-Neste
Chevalier de la Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques FOURCADE
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des Indépendants et Paysans.

Electrices, Electeurs,

Les élections législatives étant, avant tout, politiques, il faut, avant tout, les situer sur le plan politique.

Or, n'en déplaise à cerains, il y a quelque chose de changé dans la République.

En effet, depuis les dernières élections, la France a connu une révolution.

Une révolution pacifique. Mais, quand même, une révolution.

Le référendum l'a consacrée massivement. Il a donné à la Ve République sa légalité et sa Constitution.

Aux électeurs, maintenant de rester fidèles à leur vote du 28 septembre, en envoyant siéger à l'Assemblée Nationale des hommes qui se sont, comme eux, prononcés sans équivoque, pour le Oui.

Je suis au premier rang de ceux-là.

J'avais pris parti depuis longtemps. Jamais, au surplus, situation n'aura été plus claire.

Plus de quatre cinquièmes d'entre vous ont voté Oui.

Or, de ce Oui, j'ai été, dans le département, le partisan le plus déterminé, le plus officiel, le plus affiché.

Ceux qui refusent de se déjuger voteront donc pour moi·

Ils se souviendront, en outre, que, depuis près de huit ans, je n'ai jamais dévié de ma ligne politique, ni trahi mes engagements ;

— que j'ai toujours voté selon les seules prescriptions de ma conscience ;

Contre tous les abandons qui diminuaient la France et les démagogies qui la ruinaient ;

Pour de Gaulle, hier suprême chance, aujourd'hui certitude de salut.

Je ne changerai pas.

J'aiderai de tout mon pouvoir aux grandes tâches de l'avenir.

Elles sont lourdes.

Mais elles s'accompliront, grâce aux institutions, dans la sécurité et la continuité ; dans la confiance et la réussite, grâce au chef.

Déjà l'horizon s'est éclairci. La position internationale de notre pays est redressée ; son prestige restauré sinon agrandi. Sa voix a retrouvé accent et audience.

Le dénouement du drame algérien se dessine.

L'organisation des communautés d'outre-mer se précise.

La France est redevenue la France.

Mais on ne dure qu'en rajeunissant. En rajeunissant l'âme, les structures, les méthodes, l'idéal.

Or, la France étant démographiquement un pays de jeunes, il faut qu'elle adapte sa politique à l'expansion de sa jeunesse, à ses aspirations, à ses nécessités, à son avenir.

Le mot d'ordre de demain ? Rajeunir. Rajeunir la politique internationale par la reprise de l'initiative diplomatique mondiale qui est dans la tradition de la France.

Rajeunir la politique sociale par le rajustement de la condition humaine aux impératifs de sa dignité· Citons notamment :

— l'indexation de la rémunération du travail sur les incidences de l'économie et de la monnaie :
— l'amélioration des avantages sociaux du monde ouvrier ;
— l'extension de ceux-ci au monde paysan ;
— l'assurance et allocation-chômage.

Rajeunir l'économie par une politique d'expansion, de plein emploi, d'élévation du niveau de vie :

— l'accroissement des exportations industrielles et agricoles ;
— la suppression des importations abusives ;
— l'association, par l'aide financière, des petites entreprises à l'expansion générale ;
— le desserrement de la pression fiscale ;
— la remise en ordre des finances publiques ;
— l'équilibre de la balance commerciale ;
— la stabilisation des prix et la stabilité de la monnaie ;
— la réouverture du crédit.

Quant à l'agriculture, le plus urgent devoir de la V[e] République sera de la promouvoir au premier rang des grandes industries nationales, avec tout ce que cela implique de considérations, de concours, de protections.

N'est-il pas, notamment, inadmissible que l'état actuel des prix agricoles ne permette pas à l'agriculture de faire face seule à ses charges sociales ?

N'est-il pas également inconcevable que l'agriculture n'ait pas, comme les autres branches de l'activité économique, la possibilité d'inclure ses charges sociales dans ses prix de revient ?

Sans doute, n'y a-t-il pas de salaire du paysan.
Qu'il y ait, du moins, une rentabilité de l'agriculture !

Pour cela, il faut l'équiper, « l'installer » en vue d'un travail fécond ;

— la soutenir par la garantie de ses débouchés ;
— la dédommager équitablement des calamités agricoles, à la réparation desquelles la législation présente ne pourvoit que de façon incertaine et toujours insuffisante ;
— activer les travaux d'électrification, d'adduction d'eau et de réfection des chemins ruraux.

Le régime nouveau devra également instituer une politique de la famille et de la jeunesse.

La défense des droits et de la dignité de l'individu comporte celle de la famille et du foyer, où se forme la jeunesse.

Pas de foyer équilibré sans logement convenable et sain.

Pas de jeunesse heureuse sans possibilités d'épanouissement intellectuel et moral par un enseignement technique complémentaire de celui de la famille ; physique, par la généralisation de sports à l'équipement perfectionné et à la pratique rationnelle.

Un mot, enfin, de l'urbanisme dont le développement doit être accéléré ; de l'essor touristique et hôtelier indispensables à l'épanouissement de notre région ; de la modernisation de l'habitat rural, seul capable de freiner, avec la rentabilité assurée de l'agriculture, le navrant exode des campagnes.

Je vous dois, en conclusion, de nettes et brèves déclarations.

Mon remplaçant éventuel, mon ami le docteur Pierre Pérus, les fait entièrement siennes.

Je réaffirme ici mon indéfectible fidélité aux principes de toute ma vie.

Je suis un républicain, ennemi de toute aventure ;

— un libéral, ennemi de tout sectarisme.

Je continuerai donc à défendre sans relâche :

— la liberté, toutes les libertés : de croire, de penser, d'enseigner, de parler, d'écrire ;
— le libéralisme, contre les ingérences excessives de l'Etat dans le domaine économique et ses prétentions exorbitantes dans le domaine fiscal.

Même l'impôt doit connaître sa mesure.

Ceci est vrai pour le commerçant, l'artisan, l'industriel, accablés non seulement de charges, mais parfois de contraintes et de vexations.

Ceci est vrai pour le paysan, honoré dans les discours, méconnu dans les textes et dans les faits.

Cela ne saurait durer.

Electrices, Electeurs,

Dans cette circonscription, entre toutes symbolique par les valeurs spirituelles et humaines qui la dominent, par les intérêts sociaux, économiques, agricoles qui s'y rencontrent et par les impératifs d'action qu'ils imposent,

— défendre toutes ces valeurs,
— sauvegarder tous ces intérêts sera le haut devoir de votre élu,

Pensant en être digne je vous demande de me le confier.

JACQUES FOURCADE
Propriétaire-Eleveur
Membre du Comité Consultatif Constitutionnel. — Président de la Haute Cour de Justice
Député des Hautes-Pyrénées
Investi par le Centre National des Indépendants et Paysans

Remplaçant éventuel :

PIERRE PERUS
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal d'Argelès-Gazost. — Conseiller Général d'Argelès-Gazost
Soutenu par l'Union pour la Nouvelle République

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Centre national des Indépendants et Paysans.

Electrices, Electeurs,

20.680 d'entre vous ont dès le premier tour, magnifiquement répondu à mon appel.

Vous m'avez, en outre, donné un témoignage d'amitié et de confiance que je n'oublierai jamais.

Vous ne vous êtes trompés ni sur l'homme, ni sur le but.

Ensemble, nous avons pris une part décisive dans le grand sursaut de la France retrouvée.

Nous sommes parmi les pionniers de son renouveau.

Vous vous souvenez de ma profession de foi et de mon programme.

J'en confirme tous les termes.

Sur le plan strictement politique, j'en rappelle l'essentiel. A savoir :

— que dans le département des Hautes-Pyrénées, j'avais été le partisan le plus déterminé, le plus officiel, le plus actif du Oui au référendum ;

— que ceux qui avaient voté Oui le 28 septembre voteraient pour moi le 23 novembre. Ils seront encore plus nombreux le 30 ;

— que pendant plus de sept années de mandat parlementaire, je n'ai jamais dévié de ma ligne politique, ni trahi mes engagements, votant toujours selon ma seule conscience et dans le seul intérêt national contre tous les abandons et toutes les démagogies ;

— que je suis pour de Gaulle, hier suprême chance, aujourd'hui certitude de salut.

Tout ceci était, est et restera vrai.

Le pays, au surplus, s'est prononcé, dimanche, avec nous, comme nous, pour nous. C'est un élan irrésistible qui emporte désormais la Nation vers des destins nouveaux. Soyons fiers d'avoir donné cet élan, et marchons ensemble vers notre commune victoire.

Vive de Gaulle !
Vive la Bigorre !
Vive la République !
Vive la France !

Votez en masse Fourcade et Pérus.

JACQUES FOURCADE
Propriétaire-Eleveur
Membre du Comité Consultatif Constitutionnel. — Président de la Haute Cour de Justice
Député des Hautes-Pyrénées
Investi par le Centre National des Indépendants et Paysans

Remplaçant éventuel :

PIERRE PERUS
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal d'Argelès-Gazost. — Conseiller Général d'Argelès-Gazost
Soutenu par l'Union pour la Nouvelle République

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Paul ALDUY
(Candidat d'Union des Démocrates et Socialistes pour une Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Union des démocrates et socialistes pour une République nouvelle.

Françaises, Français,

Je ne suis pas de ceux qui ont découvert la nécessité de refaire la République il y a seulement quelques semaines. Car depuis des années je lutte contre les abus et les faiblesses de la IVe République. Car en mai dernier, alors que tant d'autres demeuraient tranquillement chez eux, j'ai ardemment œuvré à la mise en place de l'actuel Gouvernement qui nous a évité la guerre civile.

Je n'ai pas attendu le succès du référendum pour me prononcer en faveur de la Constitution, car je suis un des rares parlementaires qui ont participé à sa rédaction.

Catalan depuis toujours, et de la circonscription Perpignan-Céret, je n'ai pas attendu la campagne électorale pour me consacrer pleinement à l'expansion économique du département. L'agrandissement de l'aérodrome de La Llabanère, l'aménagement en cours d'études de la côte sableuse et de la côte rocheuse, le projet d'extension de Port-Vendres, la modernisation de nos stations balnéaires, climatiques et thermales comme l'équipement de nos communes rurales et celui de Perpignan, la défense de la viticulture et de nos crus, celle de la production des fruits et légumes, celle de la pêche et de nos industries traditionnelles ont, au cours de ces dernières années, absorbé le meilleur de mon temps. Mais la politique économique doit se mettre au service des hommes et non les hommes au service de la politique économique.

Durant mon mandat législatif j'ai pris à cœur de défendre, sans distinction d'opinion, tous ceux qui cherchaient un peu de justice, action qui se traduit par environ 8.000 interventions personnelles.

J'estime ne pas avoir le droit, en cette heure particulièrement grave, d'abandonner ceux qui m'ont déjà fait confiance. Ne m'étant prêté à aucun marchandage, décidé à ne pas utiliser pour ma propagande personnelle le nom du chef actuel du Gouvernements, qui doit demeurer l'arbitre entre les partis et les tendances, je me présente à vous fidèle à l'idéal d'un socialisme humaniste, dépouillé de tout sectarisme, tourné vers le réel, hostile à un dirigisme néfaste.

Je sollicite vos suffrages :

POUR LA PAIX DANS LE MONDE

par le désarmement atomique obtenu par accord entre la France et les autres Grands.

Pour la paix en Algérie

par l'application des nouveaux principes de la Constitution à l'élaboration desquels j'ai personnellement travaillé·

Pour l'égalité et la justice

— entre les jeunes qui, pauvres ou riches, doivent pouvoir par le pré-salaire des étudiants, accéder à toutes les professions privées ou publiques ; ou s'ils veulent s'établir à la terre, dans le commerce ou l'artisanat, bénéficier d'aide en matière de logement ou de frais d'établissement ;

— entre les vieux, dont la retraite doit être augmentée et les pensions révisées ;

— entre les salariés de la ville, de la terre et de la mer, entre les fonctionnaires de toutes administrations qui doivent obtenir à travail égal, un pouvoir d'achat égal, le bénéfice des mêmes lois sociales et la garantie de l'emploi ;

— entre les commerçants, artisans et pêcheurs, dont le négoce et le travail doivent être garantis et échapper à une fiscalité trop dure grâce à l'instauration de l'impôt à la base qui permet de supprimer les contrôles ;

— entre les agriculteurs du Roussilon et ceux de l'Europe pour que les nôtres ne soient pas victimes de la concurrence du Marché commun mais trouvent au contraire le moyen de vendre davantage dans les pays de l'Europe.

Pour la prospérité de notre région

— par la modernisation de l'industrie et la création de nouveaux courants d'échanges internationaux ;

— par l'expansion de notre agriculture qui devra, comme la viticulture, être protégée contre les chutes de prix spéculatives, contre les importations de choc et l'emprise d'éventuels marchés nationaux ;

— par l'amélioration de l'équipement départemental et municipal ;

— par le maintien des institutions administratives et judiciaires à l'échelon de l'arrondissement et du canton ;

— par l'extension du Centre universitaire de Perpignan.

Pour la restauration de l'autorité dans la démocratie

— Le premier devoir des parlementaires est de permettre au Gouvernement de gouverner. Leur mission est de servir la nation et non de se servir. Si la Vᵉ République devait connaître les mêmes faiblesses que la IVᵉ, alors la démocratie française disparaîtrait définitivement.

Telles sont mes idées, exprimées dans la clarté, la loyauté et l'honneur.

C'est à vous de choisir !

Paul ALDUY

Député sortant
Membre du Comité Constitutionnel
Conseiller général de Prats-de-Mollo
Maire d'Amélie-les-Bains-Palalda. — Conseiller d'Ambassade. — Préfet
Ancien des Forces Françaises Libres

Remplaçant éventuel :

Henri GUITARD

Licencié en Droit
Ancien combattant. — Prisonnier de Guerre
Maire et Conseiller Général de Céret
Chevalier de la Légion d'Honneur

2ᵉ CIRCULAIRE

Union des démocrates et socialistes pour une République nouvelle.

Françaises, Français,

Je suis fier de la confiance que 16.904 d'entre vous m'avez accordée. Je suis convaincu que vous serez encore beaucoup plus nombreux dimanche prochain, rassemblés sans distinction d'origine politique, sociale ou religieuse sur mon programme de rénovation nationale fondée sur plus d'égalité et plus de justice sociale.

Libre et indépendant j'étais hier.

Libre et indépendant je demeure aujourd'hui, m'étant tenu à l'écart de ces jeux de coulisse qui ont fait tant de mal à la France, en essayant de détourner la volonté de libre choix de l'électeur.

Je fais encore appel à vous, fidèle à mon idéal de socialisme humaniste, tourné vers le réel, hostile à un dirigisme néfaste, résolu plus que jamais à combattre l'immoralisme politique.

Votez :

— pour la paix dans le monde,
— pour la paix en Algérie,
— pour l'égalité et la justice,
— pour la simplification et l'allégement de la fiscalité,
— pour l'expansion économique et l'enrichissement agricole et viticole du Roussillon,
— pour la restauration de l'autorité dans la démocratie.

J'agirai selon ces principes tels qu'ils ont été développés dans ma précédente profession de foi, mon affiche, mes articles de presse et au cours de mes réunions publiques.

L'honneur français est à défendre, le progrès social à promouvoir, la République à restaurer, la Patrie à sauver.

Je vous fais confiance, pour une République forte fondée sur plus d'égalité et de justice.

PAUL ALDUY
Député sortant
Membre du Comité Constitutionnel
Maire d'Amélie-les-Bains-Palalda. — Conseiller d'Ambassade. — Préfet
Conseiller général de Prats-de-Mollo
Ancien Combattant. — Ancien de la France Libre

Remplaçant éventuel :

HENRI GUITARD
Maire, Conseiller Général de Céret
Ancien combattant
Chevalier de la Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Arthur CONTE

(Candidat d'Union Républicaine et Socialiste)

élu le 30 novembre 1958

(S.)

1re CIRCULAIRE

Faites barrage dès le premier tour contre le danger communiste sur le nom d'Arthur Conte, candidat d'union républicaine et socialiste.

Citoyennes, Citoyens,

Elu député le 17 juin 1951, réélu le 2 janvier 1956, j'ai l'honneur de revendiquer une nouvelle foi votre confiance.

J'ai encore le privilège d'être le plus jeune des candidats — et donc le plus nouveau, au sens français du terme.

Mais je ne puis regretter l'expérience que j'ai pu acquérir comme parlementaire, puis comme Ministre ou Ambassadeur extraordinaire de la République.

Je mets cette jeunesse comme cette expérience au service de ce département que je ne cesserai d'aimer, y étant né, n'ayant pas cessé d'y vivre, et devant y vivre toujours.

Un département difficile a défendre

C'est un département très difficile à défendre, aux activités multiples et parfois contradictoires.

Qu'il s'agisse de ses vignes de Salanque, de ses vins de coteaux, de ses vins doux naturels, de ses fruits et légumes, ou des cultures et de l'élevage pratiqués sur ses hauts plateaux, le Roussillon a besoin de défenseurs énergiques et influents.

Au cours des années qui viennent, il aura à faire face à de redoutables offensives.

La défense de l'agriculture ne m'a jamais fait oublier la défense de nos pêcheurs (en faveur de qui j'ai joué un rôle déterminant pour améliorer leur régime fiscal) — ni la défense de nos mineurs — à qui j'ai prouvé mon dévouement à plusieurs reprises, encore tout récemment pour obtenir leur classement au titre des allocations familiales dans la zone la plus favorisée.

La prospérité de nos producteurs conditionne au premier chef la prospérité de notre commerce et de notre artisanat, dont j'ai eu par ailleurs l'honneur, comme Ministre de préparer le nouveau statut.

Equiper et moderniser

Equiper et moderniser, telle est notre devise.

Nous ne nous sommes jamais contentés de discourir.

Maires, Conseillers généraux et Conseillers municipaux, mes amis et moi-même, avons accompli une œuvre considérable à travers tout notre département, au point qu'il va être adopté comme département modèle par l'Expansion Economique.

La plus petite commune porte trace de notre action.

Nous continuerons, de toute notre énergie, à améliorer notre équipement routier, municipal, hydraulique, culturel, scolaire, sportif et touristique.

Cela ne nous interdit pas de « voir » aux dimensions de notre siècle.

Aider les animateurs de l'énergie solaire à implanter chez nous une prodigieuse industrie d'avenir, obtenir le passage du gaz d'Hassi Messaoud dans notre département, équiper puissamment l'Aérodrome de la Llabanère, construire de grands barrages, préparer à Perpignan l'installation d'un ensemble universitaire après avoir obtenu déjà l'installation d'une Faculté des Sciences, ouvrir la grande route du littoral, ouvrir les grandes routes qui dégageront de l'impasse plusieurs régions admirablement touris-

tiques, bâtir un second grand pont sur la Têt à Perpignan, telles sont aussi nos exaltantes perspectives.

Progrès et justice — Plein emploi et logement

Aider au progrès économique.

Mais aider aussi au progrès humain et social.

L'Homme ne doit pas être en retard sur la machine·

Le Gouvernement Guy Mollet a inscrit à son actif la retraite des vieux, qu'il faudra ardemment défendre et sans cesse améliorer.

L'essentiel dans l'immédiat sera d'assurer le plein emploi et de protéger nos ouvriers contre les risques de chômage.

Sans oublier, évidemment, la vaste politique de logement qui a toujours été la nôtre et que nous ne ferons qu'amplifier.

D'abord : éviter la guerre civile

J'ai voté l'investiture du Général de Gaulle parce qu'il était le seul homme, au mois de mai, capable de sauver la patrie de l'épouvante d'une guerre civile.

Aux côtés de mon ami Guy Mollet, j'ai voté « Oui » et j'ai fait voter « Oui », d'une part parce que je suis convaincu que le Général de Gaulle ne veut pas porter atteinte à nos libertés — il serait dictateur s'il l'avait voulu — d'autre part parce qu'il fallait à tout prix changer complètement nos méthodes de gouvernement, les hommes étaient souvent éminents et respectables, mais le mécanisme consitutionnel était mauvais ; la fréquence des crises ministérielles nous affaiblissait ou nous ridiculisait au dedans comme au dehors du pays. Il n'y a pas de gouvernement possible sans stabilité ni continuité. Il fallait changer de Constitution.

Et je voterai, et ferai voter pour le Général de Gaulle comme Président de la République, d'abord parce qu'il demeure encore à cet instant le seul à pouvoir nous éviter la guerre civile, ensuite parce que c'est lui qui a la plus grande autorité pour mettre la Constitution nouvelle sur les rails, enfin et surtout parce qu'il est le mieux désigné, de par son prestige et sa personnalité, pour régler le drame algérien : rétablir en Algérie la paix, mais garder l'Algérie attachée à la France.

Les terroristes et leurs complices

J'espère qu'avant quelques semaines, le Général de Gaulle et son Gouvernement parviendront pour l'Algérie à d'heureux résultats.

Mais, si les terroristes recommencent leurs méfaits, il faudra que nous soyons impitoyables.

Et impitoyables pour leurs complices, individus ou partis.

Un terroriste ne mérite pas le nom d'homme.

Le front des hommes raisonnables

Face aux exaltés des deux extrêmes qui sont prêts à s'affronter les armes à la main, il nous faut constituer l'union des hommes de bonne volonté, le front des hommes raisonnables.

Car il n'y a rien de pire pour un pays qu'une guerre civile : contemplez donc l'Espagne !

Front des hommes raisonnables en France, mais aussi front des hommes raisonnables en Europe, cette Europe qu'il nous faut bâtir ardemment et sagement, si nous ne voulons pas que les nations européennes, isolées, soient bientôt l'une après l'autre englouties ou asservies par les géants : Amérique, Russie ou, demain, Chine.

La construction européenne est une œuvre vitale·

Il s'agit simplement, sur le plan économique, de prendre toutes les précautions et d'envisager toutes les prudences nécessaires à l'égard de certaines économies concurrentes. C'est fort possible. J'ai eu maintes fois l'occasion de le vérifier, en obtenant d'importants résultats, au sein de l'Assemblée du Conseil de l'Europe où je représente mon pays depuis quatre ans.

Le respect de toutes les consciences et de toutes les religions

J'ai tenu à respecter mes adversaires dans leur vie personnelle, familiale ou professionnelle. Je suis un adversaire déterminé du stalinisme, mais n'ai jamais mis individuellement en cause ceux qui le représentent.

L'on ne discrédite jamais un drapeau en diffamant ou insultant celui qui le porte.

J'ai voulu éviter les vaines luttes sales et les stupides combats de boue.

Rien n'est d'ailleurs si beau que le respect d'autrui, ni si beau le respect de toutes les convictions politiques ou religieuses.

La liberté est notre bonheur et notre honneur.

De la même manière la tolérance.

Tels sont les grands principes dont je continuerai à m'inspirer, au service de notre Roussillon, de notre France et de l'Universelle République !

Arthur CONTE

Maire de Salses. — Conseiller Général de Latour-de-France
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

Jean JACQUET

Maire de Rivesaltes. — Président du Conseil Général

2e CIRCULAIRE

Pour faire barrage contre le danger communiste, l'appel de M. Arthur Conte, candidat de l'Union républicaine et socialiste :

Citoyennes, Citoyens,

Je tiens tout d'abord à remercier les 20.056 électrices et électeurs qui m'ont manifesté leur confiance dimanche dernier. A l'heure où j'écris cette circulaire, je ne sais encore pas ce qu'auront décidé mes deux adversaires non communistes, mais, porté en tête de tous les candidats, je suis le seul à pouvoir assurer la défaite définitive du candidat stalinien, qui me talonne de près.

J'adresse donc un appel à tous les démocrates sincères de toutes opinions qui, en toute conscience, au premier tour, ont donné leur voix au candidat de leur préférence, pour qu'ils fassent bloc sur mon nom dimanche prochain et me permettent d'acquérir une grande victoire républicaine.

Pour la défense et le développement économique de notre département

J'ai déjà expliqué dans ma précédente circulaire mon désir de continuer à œuvrer, aussi vigoureusement et efficacement que par le passé, pour l'embellissement et l'équipement de notre chef-lieu et de nos villages, la modernisation de nos techniques, la poursuite et la réalisation des grands projets, l'équipement routier, hydraulique, scolaire, universitaire, culturel, sportif, sanitaire, hôtelier, touristique de notre département, la défense de notre agriculture et de notre viticulture — depuis la Salanque menacée par de nouveaux textes jusqu'aux vins doux naturels contre qui se préparent de nouvelles offensives des finances, des vins de consommation courante aux vins d'appellation, des fruits et légumes de nos vallées aux pâturages et élevages des hauts plateaux — la protection de nos mineurs et de nos pêcheurs, la défense de notre commerce et de notre artisanat. En équipe avec mes amis, j'ai assez fait pour avoir abondamment prouvé ce que nous pourrons faire encore.

Pour le progrès social et humain

Mon meilleur désir sera de poursuivre une audacieuse politique du logement et une énergique défense des plus hauts intérêts de la famille.

Améliorer les retraites, et notamment la retraite des vieux, les pensions des victimes des guerres ou du travail, la situation des grands invalides, la lutte contre toutes les misères, telle doit être aussi notre mission.

Contre les dangers de guerre civile le front des hommes raisonnables

Mais mon principal programme est d'aider le Général de Gaulle — qu'il est hautement souhaitable que nous portions triomphalement à la Présidence de la République — dans trois devoirs d'une immense portée sur lesquels doivent s'accorder tous les hommes raisonnables,

— s'acharner à unir tous les hommes de bonne volonté contre les risques de guerre civile,

— s'acharner à faire la paix en Algérie tout en maintenant l'Algérie attachée à la France,

— s'acharner à faire accepter par l'Assemblée des Nations le désarmement général, simultané et contrôlé.

Respecter toutes les espérances et toutes les religions

J'ai eu à l'honneur de respecter chacun de mes adversaires dans sa vie privée, sa vie familiale ou son activité professionnelle.

Le respect d'autrui est l'une des plus nobles manifestations de notre civilisation.

Le respect de toutes les religions, de leurs droits et de leurs espérances, est l'un des plus hauts signes de notre dignité.

Continuons tous ensemble à travailler de toute notre énergie et de tout notre savoir à la prospérité de notre France et à la défense de nos magnifiques libertés !

Arthur CONTE

Journaliste. — Propriétaire agriculteur
Maire de Salses. — Conseiller Général de Latour-de-France
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

Jean JACQUET

Maire de Rivesaltes. — Président du Conseil Général

Prenez garde « Très important ».

Arthur Conte a obtenu 20.056 voix.
Le communiste a obtenu 18.247 voix.
MM. Cassagnes, Sacase et Loridant ont obtenu tous les trois réunis 15.644 voix.
Arthur Conte est donc le seul à pouvoir battre le candidat communiste.

Ne dispersez pas vos suffrages !
Faites bloc sur le nom d'Arthur Conte !

RHIN (BAS-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. René RADIUS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

CANDIDAT D'UNION
présenté par le
Groupe d'Action démocratique et sociale.
(Rép. Soc. ex-R. P. F. — Front démocratique. — Indépendants.)

Union pour la Nouvelle République.

Strasbourgeoises, Strasbourgeois,

L'impuissance de la IVe République a trouvé son origine :

— dans l'abstentionnisme,
— dans la division des partis·

Votez, concentrez vos votes, votez efficace.

En votant efficace vous permettrez la concentration des forces politiques de votre ville et de votre pays. Seule cette concentration donnera à la France les moyens d'affronter les grands problèmes de l'époque et les tâches immenses qu'en douze années d'aveuglement le régime des partis a laissé s'accumuler :

— le logement décent des Français ;
— la mise en ordre de nos finances ;
— la substitution de grands ensembles économiques à un système colonial périmé ;
— la nécessité d'une issue pacifique et politique, dans un cadre français, de l'affreux drame algérien ;
— la participation de la communauté française à la construction européenne ;
— la consolidation du prodigieux redressement diplomatique obtenu en quelques semaines par le Gouvernement du Général de Gaulle.

Au lendemain de l'épreuve récente où manquèrent de périr l'honneur, l'unité, et jusqu'à l'âme de la nation, nous mesurons, mieux que jamais, ce que nous ont toujours coûté les éternels démons intérieurs qui nous divisent et nous égarent.

Charles DE GAULLE, 12 mai 1946.

Votre devoir impérieux, votre propre intérêt, Strasbourgeoises et Strasbourgeois, est d'exprimer votre choix.

Soyez conséquents avec vous-mêmes.

Complétez votre Oui !

Votez pour un vrai Strasbourgeois,

— qui par sa fidélité sans défaillance à son Oui de juin 1940, garantit votre Oui de septembre 1958 ;

— qui réalise l'union des partis libéraux ;

— qui a représenté la France dans les Assemblées européennes ;

— qui, avec Me Rothenbach, son remplaçant éventuel, a joué un rôle essentiel dans la reconstruction de votre ville Votez :

René RADIUS

U. N. R.

Sénateur. — Adjoint au Maire de Strasbourg

Représentant au Conseil de l'Europe. — Délégué à la Conférence européenne des pouvoirs locaux

Président de la Société coopérative de Reconstruction de Strasbourg

Président de l'Union Internationale pour le Développement de l'Habitat

Remplaçant éventuel :

Jacques ROTHENBACH

Indépendant

Avocat au Barreau de Strasbourg

Président de l'Association syndicale de Reconstruction de Strasbourg

Président de l'Association syndicale de Remembrement de Strasbourg

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

René RADIUS, candidat d'union

présenté par le

Groupe d'Action démocratique, sociale et paysanne.

Strasbourgeoises, Strasbourgeois,

La France, dans un sursaut venu de ses profondeurs, a confirmé, le 23 novembre, sa foi en l'avenir et reconnu les candidats de l'U. N. R. pour les soutiens les plus valables de l'action de Charles de Gaulle.

D'ores et déjà l'U. N. R., qui siègera au Centre, est le plus important des mouvements nationaux de la future Assemblée.

A Strasbourg Nord-Sud, balayant une odieuse campagne de mensonges et de calomnies, dont les tribunaux sont saisis, vous avez donné à René Radius une large avance sur tous ses concurrents.

Dimanche prochain 30 novembre, vous parachèverez « votre victoire » sur le système condamné et sur ceux qui ont si longtemps abusé votre confiance.

Vous voulez avec de Gaulle :

— une France bien gouvernée,
— une France généreuse et cependant respectée,
— une France sociale,
— une France entreprenante et dynamique,
— une Europe unie.

Strasbourg a toujours été avec le Général de Gaulle.

Alors, dimanche prochain, vous désignerez pour vous représenter celui qui, depuis 1940, sans défaillance vous le savez, et malgré toutes les vicissitudes, est resté fidèle à de Gaulle.

Vous élirez donc, par un vote massif, son fidèle compagnon :

René RADIUS
U. N. R.

et son remplaçant éventuel :

Jacques ROTHENBACH
Indépendant

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André BORD
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

invite la population à voter pour André BORD

Electeurs et Electrices de Strasbourg,

Pendant dix ans, le régime des partis a conduit notre pays à la catastrophe : « Le Système », ses représentants, ses députés, plus soucieux d'intérêts particuliers que ceux du peuple, ont mis en danger l'Union française et l'Indépendance nationale, compromis toute politique constructive dans le domaine social et économique, empêché toute stabilité gouvernementale.

Le 1er juin 1958, le Général de Gaulle a pris en mains les destinées de la France.

Le 28 septembre 1958, Strasbourg, en tête des villes de France, lui a exprimé sa confiance dans l'œuvre de redressement national ! 90 % de la population de notre ville ont approuvé l'action du Général de Gaulle.

Le 23 novembre 1958, Strasbourg ne se déjugera pas et donnera aux 90 % du référendum son expression parlementaire : il faut envoyer à l'Assemblée des hommes nouveaux décidés à soutenir dans l'avenir l'action du Général de Gaulle.

Il faut rompre avec les anciens parlementaires qui en quelques années ont détruit la France, sa force, ses richesses, son renom. S'ils revenaient, ils tenteraient, comme ils l'ont toujours fait jusqu'à présent de saboter, puis de renverser de Gaulle et de reprendre les habitudes anciennes du système déchu.

L'avenir du pays est en jeu

De Gaulle doit pouvoir régler le problème algérien avec toute l'autorité attachée à sa personne.

Soutenu à l'Assemblée Nationale par des hommes dévoués à la Nation, il pourra faire face à la crise économique menaçante, promouvoir les grandes réformes financières, fiscales, administratives que le régime des anciens partis au pouvoir a compro mises.

Pour assurer le plein emploi et éviter le chômage et la crise sociale ;
Pour une politique hardie de logements ;
Pour affermir la nouvelle Constitution ;
Pour mettre fin à la guerre en Algérie ;
Pour une Europe forte et unie ;
Pour le renouveau de la France,
l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), le seul mouvement soutenant sans réserves l'action du Généra ldе Gaulle, demande à tous les Strasbourgeois de voter pour André Bord.

Homme jeune, dynamique, dévoué depuis toujours au Général de Gaulle, Secrétaire Général de l'U. N. R. dans le département du Bas-Rhin, il représente tous ceux qui veulent faire confiance à de Gaulle.

André Bord, Strasbourgeois de souche, lié à toutes les classes de notre population sera dans la nouvelle République un représentant qualifié de notre ville.

Strasbourgeois !

Votez André BORD

Président de l'Union départementale des Associations d'Anciens Combattants et victimes des deux guerres
Médaille Militaire. — Croix de Guerre avec Palmes. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Jean-Paul MULLER

Attaché de Préfecture
Licencié en Droit. — Militant syndicaliste
Déporté de la Résistance

Ces candidats ont l'investiture de soutien de la Démocratie Chrétienne (Président : Georges Bidault).

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Electrices, Electeurs,

Au premier tour de scrutin de ces élections législatives, la France entière dans un immense sursaut de volonté et de renouveau a identifié dans les hommes de l'U.N.R. les seuls représentants valables de l'œuvre et de l'action entreprise par le Général de Gaulle.

Les Français ont placé l'U. N. R. à la tête du pays.

Strasbourg, à la pointe du combat, a déjà désigné comme son représentant à la nouvelle Assemblée Nationale, André Bord, en lui accordant la majorité des suffrages.

Le 30 novembre prochain, il faut parachever cette œuvre.

Le peuple de France ne veut plus des anciens tenants du « système » aux programmes électoraux jamais tenus.

La population de Strasbourg a rejeté un représentant notoire du « système » déchu.

Nous voulons avec de Gaulle :

— une France stable,
— une France généreuse et respectée,
— une France sociale,
— une France entreprenante et dynamique,
— une Europe unie.

Strasbourg a toujours été avec de Gaulle !

Dimanche prochain, Strasbourg votera national et lui enverra son nouveau député. son fidèle compagnon, André Bord.

Pas d'abstention.
Votez U. N. R.

ANDRÉ BORD

Médaille Militaire. — Croix de Guerre avec Palmes. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN-PAUL MULLER

Déporté de la Résistance

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Étienne LUX
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Mouvement Républicain Populaire (M. R. P.).

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre vous aurez à désigner vos représentants à la première Assemblée Nationale de la Ve République.

Déjà, le 28 septembre dernier, le M. R. P. vous a demandé de dire « Oui » à la nouvelle Constitution qui a pour but principal d'assurer la stabilité du Gouvernement et l'autorité de l'Etat. Vous avez répondu par une majorité écrasante de 93 % et ainsi affirmé solennellement votre volonté de voir notre pays s'engager dans la voie du renouveau.

LE M. R. P. A ÉTÉ A L'ORIGINE DE LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Le projet pris en considération par le Général de Gaulle a été celui déposé par les membres du groupe M. R. P. à l'Assemblée Nationale.

Mais cette Constitution ne pourra nous apporter que ce que les représentants du peuple en feront dans l'application de son texte.

Les élections du 23 novembre seront donc d'une extrême importance pour la mise en route des nouvelles institutions.

Vous voterez ce jour-là pour ceux qui depuis des années se sont attelés à la difficile tâche de réformer les institutions de la République.

Vous voterez donc M. R. P.

Vous voterez M. R. P. parce que nous soutenons sans réserve l'œuvre de renouveau du Général de Gaulle à qui notre Président national Pierre Pflimlin a préparé le chemin du pouvoir dans les formes constitutionnelles.

Vous voterez M. R. P. parce que nous sommes pour la sauvegarde des libertés démocratiques :

— liberté d'opinion,
— liberté syndicale,
— liberté scolaire,
— liberté religieuse.

Sur le plan local, le M. R. P. a toujours lutté pour le respect de nos libertés régionales : respect du concordat, de nos libertés scolaires, bilinguisme dans les administrations et développement de l'instruction de l'allemand dans les écoles primaires.

OUVRIERS !

Vous voterez M. R. P. parce que c'est le parti de la justice sociale :

Nous voulons :

— que le travailleur profite de l'augmentation du revenu national ;
— la libération des masses ouvrières du prolétariat ;
— une association capital-travail qui réserve aux travailleurs des responsabilités :
  — dans les entreprises,
  — dans les institutions économiques sur le plan régional et national ;
— la sécurité du travailleur ;
— le plein emploi, un juste salaire ;
— sécurité des familles, adaptation des allocations familiales au coût de la vie ;
— sécurité dans la maladie ;
— sécurité dans la vieillesse.

Le M. R. P. est le seul parti qui applique la doctrine sociale-chrétienne, qui lutte pour le progrès social dans la liberté.

PAYSANS !

Vous voterez M. R. P. parce que nous sommes pour le renouveau du monde rural :

— Nous voulons le développement du progrès technique ;
— nous défendons l'exploitation familiale, base de notre paysannerie ;
— nous luttons pour un prix équitable de vos produits qui tient compte de vos frais de production et du travail que vous y apportez ;
— nous favorisons la promotion sociale de l'agriculture afin de la placer en parité avec les autres branches de la population.

Vous voterez M. R. P. pour rétablir la paix en Algérie :

— nous ne préconisons ni la politique de force des ultras, ni celle de l'abandon des défaitistes ;
— nous voulons construire une nouvelle Communauté française dans laquelle l'Algérie trouvera sa place.

Cette communauté sera fondée sur une solidarité économique mieux organisée, sur la sauvegarde des droits des Français, mais aussi le respect des légitimes aspirations des peuples d'outre-mer.

Vous voterez M. R. P. parce que vous êtes pour l'Europe.

Sans réticence nous avons été les pionniers pour la construction de l'Europe et restons toujours profondément attachés à une collaboration très étroite entre les pays libres de l'Europe et notamment entre la France et l'Allemagne.

La C. E.C. A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), le Marché commun et l'Euratom sont des initiatives M. R. P., leur réalisation n'a été acquise qu'à la suite d'efforts prolongés sur le plan parlementaire par des députés du M. R. P.

Electeurs de Strasbourg-Campagne et du Canton de Geispolsheim,

Pour l'élection du 23 novembre nous vous proposons la candidature Etienne Lux, député sortant.

Il défendra ce programme et s'attelera à le réaliser. C'est un homme que vous connaissez et qui connaît également vos besoins.

Comme travailleur de la terre il a vécu les problèmes et les soucis des paysans.

Ses contacts nombreux et fréquents avec le monde ouvrier lui ont assuré également une large ouverture sur les difficultés des salariés.

Il est certainement bien placé pour résoudre tous ces problèmes dans un esprit de solidarité interprofessionnelle.

Etienne Lux est un jeune

Pendant plus de dix ans il s'est préoccupé tout particulièrement des besoins de la jeunesse rurale. A 30 ans il a été l'un des plus jeunes membres de l'Assemblée Nationale.

Il continuera sa mission avec ce dynamisme et cette foi de jeune et étudiera les problèmes d'aujourd'hui en fonction de la vie de demain, car être jeune c'est avant tout être pour l'avenir.

Etienne Lux est un homme du peuple

Issu d'une vieille famille paysanne il a su, par des centaines de réunions, par ses permanences et des visites personnelles parler au peuple, mais aussi se mettre à l'écoute des soucis et difficultés afin d'y apporter une solution efficace.

Pour que cette œuvre se poursuive.

Pour la défense de vos légitimes revendications.

Pour l'entente et la collaboration des classes ouvrières et paysannes, vous voterez M. R. P.

Vous voterez Etienne Lux
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Emile Koehl
Secrétaire Syndical C. F. T. C.

2e CIRCULAIRE

Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.).

Electrices, Electeurs,

Vos suffrages du 23 novembre ont porté le représentant du M. R. P., Etienne Lux, en tête de tous les candidats de la circonscription Strasbourg III.

Dimanche prochain vous assurerez le triomphe du M. R. P. en votant encore plus massivement pour que Etienne Lux soit définitivement élu.

Concentrez vos voix sur le candidat le mieux placé — Vous voterez efficacement.

Vous voterez pour ceux qui défendent les libertés démocratiques.

Le M. R. P. est le meilleur défenseur des traditions alsaciennes

Grâce au M. R. P. l'Alsace a conservé :

— le concordat qui garantit la liberté et la dignité des églises,

— les statuts scolaires qui donnent mission à nos écoles d'assurer l'éducation chrétienne de notre jeunesse.

— Le M. R. P. est pour le bilinguisme. Il a pu réintroduire l'enseignement de l'allemand malgré l'opposition des élus de l'ex-R. P. F. Il continuera de réclamer les améliorations nécessaires.

Le M. R. P. agit pour le développement économique de notre région

C'est Pierre Pflimlin qui a pris les initiatives pour :

— la sauvegarde de l'exploitation familiale agricole ;

— la création d'emplois nouveaux pour les travailleurs par l'implantation d'industries nouvelles ;

— un large programme de construction afin d'assurer un logement à nos familles et leur permettre l'accession à la propriété.

L'Alsace veut l'unification de l'Europe parce qu'elle va être placée au cœur même de l'Europe. Cette position centrale lui offrira de magnifiques chances de développement.

Pour la réalisation de l'Europe vous voterez M. R. P.

Ex-R. P. F. et communistes se sont toujours donné la main pour empêcher l'Europe.

Le M. R. P. seul a lutté sans défaillir pour cette grande cause. Son attitude irréprochable a permis les réalisations des institutions de la C. E. C. A. (plan Schuman), du Marché commun et de l'Euratom.

Le M. R. P. prêtera son appui positif au Général de Gaulle,

non comme chef d'un parti, mais comme conciliateur national.

Le Général de Gaulle se place au-dessus des partis. Il a interdit qu'on utilise son étiquette dans la lutte électorale ; aucun parti n'a le droit de se revendiquer de sa personne. Le Général de Gaulle a peut-être déçu ceux qui attendaient en lui un dictateur ; mais il a certainement approuvé la politique de notre Président Pflimlin qui a su lui transmettre le pouvoir dans les voies constitutionnelles en évitant la guerre civile et l'effusion de sang.

Vous voterez M. R. P — pour l'autorité de l'Etat — pour la stabilité des gouvernements.

Le M. R. P. ne s'est jamais laissé entraîner dans le jeu des cascades ministérielles. il n'a renversé aucun gouvernement, hors celui de Mendès-France, grand bradeur de nos territoires d'outre-mer.

Par contre, une bonne douzaine de fois, Indépendants et Républicains-Sociaux, ont uni leur vote à ceux des communistes pour plonger le pays dans la longue série des crises.

Ce sont justement ceux, qui, aujourd'hui prêchent le renouveau et accusent le M. R. P. d'avoir pris ses responsabilités dans la IVe République, les partis de l'extrême-droite, qui ont tendu trop souvent la main aux communistes et ont permis par les crises renouvelées les déficits budgétaires, la chute du franc et la hausse des prix.

Pour la stabilité gouvernementale, pour une monnaie forte, vous voterez M. R. P.

Vous voterez M. R. P. pour rétablir la paix en Algérie.

— Nous ne préconisons ni la politique de force des ultras, ni celle de l'abandon des défaitistes.

— Nous voulons construire une nouvelle Communauté française dans laquelle l'Algérie trouvera sa place.

Cette communauté sera fondée sur une solidarité économique mieux organisée, sur la sauvegarde des droits des Français, mais aussi le respect des légitimes aspirations des peuples d'outre-mer.

Electeurs de Strasbourg III,

Vous voterez Etienne Lux, le candidat le mieux placé pour barrer la route aux communistes.

Votez utile ! méfiez-vous des candidatures de division !

Votre choix sera : Etienne Lux.

C'est un homme du peuple en contact permanent avec vous. Il l'a prouvé en parlant dans plus de 60 réunions électorales. Il s'est présenté devant vous afin de connaître encore mieux vos soucis, vos préoccupations, vos difficultés.

Voter Etienne Lux, c'est voter jeune !

Avec son remplaçant, Emile Koehl, ils forment l'équipe la plus jeune du département.

Représentants des deux grandes classes laborieuses de notre population : ouvriers

et paysans, leur collaboration se poursuivra au-delà des élections afin de réaliser la solidarité de tous les travailleurs.

Votez M. R. P.

Votez ETIENNE LUX
Député sortant

Remplaçant éventuel :

EMILE KOEHL
Secrétaire Syndical C. F. T. C.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Albert EHM
(Candidat d'Union)
élu le 30 novembre 1958
(App. U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs de la Circonscription Sélestat-Erstein,

Le 23 novembre prochain, vous êtes appelés à désigner le député qui devra représenter la circonscription Sélestat-Erstein à l'Assemblée Nationale pour une durée de 5 ans.

Par le référendum du 28 septembre, de nouvelles institutions politiques ont été mises en place. Or, la meilleure des institutions ne sert à rien si elle ne s'incarne pas dans des faits, et si elle ne se prolonge pas dans l'action efficace.

L'heure n'est plus aux promesses électorales, aux divisions et à l'opportunisme. La France doit aujourd'hui faire face à des problèmes difficiles et complexes d'ordre international, national, économique et social, dans le cadre de cette renaissance voulue par le Général de Gaulle et que désire l'immense majorité des Français. La solution de ces problèmes ne peut être laissée à l'un ou l'autre parti politique, puisque le régime des partis a lamentablement échoué et a failli nous conduire à la ruine.

Voilà pourquoi, le devoir des électrices et des électeurs sera, non de choisir entre des étiquettes de parti, mais, de choisir parmi les candidats proposés ceux qui leur paraissent les plus dignes et les plus compétents pour les représenter à la nouvelle Chambre des Députés.

Il s'agira pour eux de trouver une solution efficace et constructive aux problèmes suivants :

— établir en Algérie une paix dans la justice et la fraternité ;

— mettre de l'ordre dans les finances et défendre l'épargne ;

— réaliser les réformes indispensables afin d'adapter les fonctions de l'Etat et la vie nationale aux besoins des temps modernes (réforme administrative, réforme fiscale, libertés communales) ;

— assurer à chaque Français un logement décent et donner à chaque travailleur la sécurité de l'emploi et une juste participation aux fruits de l'expansion économique et des progrès techniques ;

— donner à l'agriculture française des perspectives d'avenir par des plans d'investissement et de modernisation, en accordant des crédits et des subventions ;

— provoquer le progrès social par la modernisation et l'expansion économique, tant sur le plan agricole qu'industriel et développer les économies régionales ;

— assurer la participation de plus en plus grande de notre région à la vie nationale, tout en sauvegardant sa personnalité et ses traditions scolaires et religieuses ;

— faire participer la Communauté française à la construction d'une Europe unie, fédérale et pacifique ;

— construire la Communauté des peuples libres.

Voilà pourquoi il s'agira en particulier de choisir :

— des hommes d'action, sûrs, dont ils connaissent bien, pour les avoir vus à l'œuvre, la valeur d'engagement, l'esprit chrétien-social, la fidélité et le dévouement, tant sur le plan local que sur le pan national, au service de tous les citoyens, sans distinction de parti et d'opinion ;

— des hommes, qui loin de se glorifier d'une étiquette partisane, sont susceptibles de faire autour d'eux l'union de tous ceux qui sont décidés à lutter contre un récent passé politique du pays et, en soutenant le Général de Gaulle, à promouvoir, dans une atmosphère libérale, juste et honnête, une nouvelle politique de rénovation nationale.

Electrices et Electeurs,

C'est sous le signe de l'union et de l'action efficace pour le renouveau de notre pays que se place ma candidature pour les élections du 23 novembre. Je remercie vivement tous ceux (groupements gaullistes, front démocratique des Indépendants, démocrates-chrétiens, socialistes, etc.) qui m'ont donné inconditionnellement leur soutien ainsi que ceux qui m'accorderont leur confiance.

L'expérience de douze années de vie politique m'a appris l'importance des problèmes (économiques, sociaux, agricoles) qui vous préoccupent et qui se posent pour notre région et la nécessité de leur trouver des solutions constructives.

Fidèle à mes convictions religieuses, nationales et sociales, qui ont toujours été les miennes, et que j'ai toujours défendues sur le plan professionnel, syndical et politique, j'essaierai — si la confiance du peuple m'est accordée — de remplir mon mandat comme je le fais, depuis des années, en tant que Conseiller Général et Maire ; je le ferai sans haine, ni parti pris, toujours dans un esprit de compréhension et de justice, ne connaissant qu'un inlassable travail et un dévouement sans bornes à la cause de toutes les classes de la population urbaine et rurale.

Electrices et Electeurs,

Pour rendre efficace le « Oui » du 28 septembre,

Pour édifier une Ve République forte au service de la Nation,

Pour une justice sociale et le respect de nos libertés,

Pour rendre possible et soutenir à fond l'œuvre de rénovation entreprise par le Général de Gaulle,

Pour l'ordre, la liberté et la paix

Vous voterez tous pour le candidat d'Union

ALBERT EHM
Conseiller Général et Maire de Sélestat

ayant pour remplaçant éventuel :

Docteur PHILIPPE BADINA
Erstein

2e CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs de la Circonscription Sélestat-Erstein,

Le dimanche 23 novembre, 22.456 électrices et électeurs m'ont accordé leur confiance.

Qu'ils reçoivent ici, de ma part, les plus sincères et les plus vifs remerciements.

Malgré une abominable vague de calomnies, de médisances et de haines qui s'est

déchaînée les derniers jours contre ma personne — suscitée par des hommes et des journaux qui ne reflètent ni cet « esprit de justice », ni cet « esprit de charité » dont ils prétendent être les défenseurs — je suis arrivé en tête pour le résultat du premier tour, et il suffisait de quelque voix pour que j'emporte la décision définitive.

La confiance obtenue dans une ville comme Sélestat (82 % des voix) ainsi que dans tous le canton où j'ai également obtenu une majorité écrasante constitue le meilleur démenti à tous les mensonges et à toutes les calomnies dont j'ai été l'objet.

Dimanche prochain, 30 novembre, vous devez donc à nouveau vous rendre aux urnes.

Pendant toute la campagne électorale, dans mes articles et dans mes réunions, je vous ai demandé de voter selon la raison, l'utilité et l'efficacité, car la France doit faire face à des problèmes difficiles et complexes pour réaliser sa vocation nationale et européenne. Il n'est pas possible de les réduire à des formules partisanes, ni à quelques slogans électoraux souvent dépassés.

Une fois de plus vous devez choisir, pour vous représenter à l'Assemblée Nationale :

— un homme d'action dont vous connaissez, pour l'avoir vu à l'œuvre, la compétence, l'esprit social, la fidélité et le dévouement, tant sur le plan local que sur le plan national, au service de tous les citoyens, sans distinction de parti ou d'opinion ;

— un homme qui, loin de se glorifier d'une étiquette partisane, est susceptible de faire autour de lui l'union de tous ceux qui sont décidés à lutter contre un récent passé politique du pays et, en soutenant le Général de Gaulle, à promouvoir, dans une atmosphère libérale, juste et honnête, une nouvelle politique de rénovation nationale.

Electrices et Electeurs,

Vous avez fait votre choix dimanche dernier en m'accordant la majorité des suffrages.

Comme je l'ai toujours affirmé, je ne viens pas vers vous avec de vaines promesses. La politique d'action et d'union que j'ai poursuivie à Sélestat en tant que maire en est la preuve vivante.

Fidèle à mes convictions religieuses, nationales et sociales, qui ont toujours été les miennes et que j'ai toujours défendues sur le plan professionnel, syndical et politique, j'essaierai — si la confiance du peuple m'est accordée — de remplir mon mandat comme je le fais, depuis des années, en tant que Conseiller Général et Maire. Je garderai le contact avec vous par de fréquentes réunions et par des permanences, ne connaissant qu'un inlassable travail et un dévouement sans bornes à la cause de toutes les classes de la population urbaine et rurale.

Vous confirmerez donc dimanche prochain votre vote du 23 novembre :

— en allant tous aux urnes,
— en y amenant les hésitants,
— en votant tous pour un homme d'action et d'union,

  — qui a toujours dit « Oui » à la France,
  — qui a toujours défendu les principes d'une vraie démocratie chrétienne et sociale,
  — qui est le candidat d'union de tous les citoyens soucieux du respect de nos libertés.

Pour la politique de rénovation voulue par le Général Charles de Gaulle.
Contre la dictature et les féodalités des partis politiques.
Pour une France généreuse, sociale et entreprenante.

— Pour une Europe unie.

Vous voterez tous

ALBERT EHM
Conseiller Général et Maire de Sélestat

ayant pour remplaçant éventuel :

Docteur Philippe BADINA

Erstein

Soutenus par l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)
le Front Démocratique des Indépendants et Paysans, la Démocratie Chrétienne

---

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri MECK
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 23 novembre 1958
(R. P. C. D.)

M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire).

Electrices, Electeurs, chers Amis,

Pour l'élection du 23 novembre, nous vous proposons pour la circonscription électorale n° 5, comprenant l'arrondissement de Molsheim et le canton de Villé :

Henri Meck, Député sortant, à qui l'arrondissement de Molsheim a donné de fortes majorités en 1928, 1932 et 1936, et qui représente le département du Bas-Rhin depuis 1945. Maire de Molsheim, le Député Meck a inauguré une politique municipale active en favorisant surtout la construction de logements (plus de 300 logements H. L. M. et maisons individuelles pour 4.000 habitants), exemple qui a stimulé également d'autres villes. Au Conseil Général, un vœu Meck a déclenché l'octroi des primes et des prêts à la construction (600 millions par année), mesure qui a eu des effets heureux sous tous les rapports.

Paul Grau, Officier de la Légion d'Honneur, artisan et vigneron, Conseiller Général de Rosheim, comme Député suppléant. Maire de Rosheim, Paul Grau a organisé des lotissements pour la construction de 90 maisons individuelles. Il s'est donc consacré lui aussi au problème social n° 1 : le logement. Président de la Commission permanente départementale, qui avec M. le Préfet, gère les affaires du département, Paul Grau a toujours agi dans le sens d'une gestion économique, mais moderne de l'administration de notre département. Maire, il a inauguré une politique municipale exemplaire.

Lorsqu'en 1928, Henri Meck s'est présenté pour la première fois, il vous a déclaré :

« Je vais à Paris, non pour devenir Ministre et me mêler aux manœuvres et intrigues des partis politiques, mais pour mettre à votre service mon expérience dans le domaine de la législation et des assurances sociales. »

Henri Meck a tenu cette promesse.

Une première loi Meck a obtenu en 1929 une subvention de l'Etat pour les Caisses d'Assurance d'Accidents du travail agricole, mesure dont profitent depuis 29 ans tous les agriculteurs et tous ceux qui exploitent des terres cultivables.

La loi Meck du 23 août 1948 fut un véritable bienfait pour notre région. 100.000 titulaires de pensions d'invalidité, de vieillesse, ou de veuve perçoivent aujourd'hui 22 milliards de francs contre 1 milliard en 1947. Cette opération n'a pas coûté un centime à la Caisse de l'Etat.

La cotisation pour la sécurité sociale fut diminuée de 18 à 17 %. Mais la Caisse de garantie de la Sécurité sociale de Paris verse une subvention annuelle de 7 milliards pour notre région. Nos commerçants et nos agriculteurs ont indirectement

bénéficié de l'amélioration du pouvoir d'achat des 100.000 titulaires de pension. Jamais Député n'a fait voter une loi qui ait eu un effet aussi heureux au profit de notre région. Henri Meck a pu faire aboutir une série d'autres lois, dont l'utilité est incontestable.

Plusieurs lois Meck ont majoré les rentes d'accidents du travail, pour l'agriculture et le commerce. Une autre a institué l'allocation de la tierce personne pour les aveugles et infirmes, l'indemnisation des accidents survenus sur le trajet entre le domicile et le lieu de travail, etc.

Depuis trente ans, le Député Meck a aidé dans d'innombrables cas particuliers. Il a appuyé sans cesse nos municipalités, nos organisations sociales et économiques.

Depuis 1928, chaque lundi matin, il tient une permanence régulière, 10, rue de Saverne à Molsheim. L'après-midi de chaque 3ᵉ lundi du mois à Schirmeck (Café de la Perle). Il organisera, en cas de réélection, une permanence l'après-midi de chaque 1ᵉʳ lundi du mois à Villé (Mairie).

Expulsé par les nazis, Henri Meck a continué à aider de toutes ses forces les expulsés de l'arrondissement de Molsheim repliés dans le département du Vaucluse.

Fort d'une expérience de 30 ans de parlementaire, Henri Meck œuvrera encore à l'avenir au service de nos populations et de toutes les classes sociales.

De graves problèmes se posent encore maintenant. L'agriculture et les classes moyennes ont à lutter durement. Il sera de notre devoir de les aider dans toute la mesure du possible.

L'industrie textile de Rosheim, de la Vallée de la Bruche et de Villé traverse une nouvelle crise. Il faut des mesures d'urgence. En 1954 Pierre Pflimlin a fait classer « zone critique » les cantons de Villé, Saales et de Schirmeck, mesure qui permet de favoriser l'implantation de nouvelles industries. Le Comité économique du Bas-Rhin s'efforcera d'atteindre ce but.

Le Député Meck était toujours là, lorsqu'il s'est agi de défendre les soucis matériels et culturels de notre région. Il a défendu le statut de l'école chrétienne et a demandé l'établissement du bilinguisme, raisonnablement conçu, dans l'administration, dans l'enseignement, et devant les tribunaux. Les problèmes économiques de notre région, la reconstruction, le problème des prisonniers de guerre, et tant d'autres questions plus ou moins importantes furent traitées par lui.

Le correspondant parisien des *Dernières Nouvelles* a présenté Henri Meck comme le député le plus actif pour nos problèmes régionaux.

Dans les années de transition si critiques de 1945 jusqu'en 1950, chaque lundi en moyenne, ses permanences ont vu défiler 80 personnes.

Voilà du travail positif accompli au service de nos populations. Voilà une activité qui n'a rien à voir avec la phraséologie politique de parti.

Vous ferez preuve de reconnaissance,

Vous voterez Henri MECK
Député sortant

Paul GRAU
Député remplaçant

Méprisez les attaques de dernière heure auxquelles nous ne pouvons plus répondre. Dans 50 réunions électorales nous étions à la disposition de nos adversaires. Ceux qui maintenant vous submergeront de papiers ne reviendront plus jamais après les élections comme nous l'avons toujours fait, et comme nous le ferons encore à l'avenir.

La signification politique de l'élection

Le 28 septembre, 93 % des électeurs du Bas-Rhin ont approuvé la nouvelle Constitution, qui a pour but principal d'assurer la stabilité gouvernementale.

Le M.R.P. prêtera son appui positif au Gouvernement que désignera le Général de Gaulle après son élection à la Présidence de la République.

Depuis 1919, nous vous disons sans cesse : Le devoir principal du Gouvernement consiste à assurer par une bonne politique, des finances saines, et par là une monnaie stable.

Si le Gouvernement dépense trop d'argent, le Ministre des Finances fait imprimer des billets de banque, dont la surproduction entraine l'inflation, la chute du franc, et la hausse des prix.

Notre région a toujours bien voté depuis quarante ans. Si les autres provinces de la France avaient suivi notre exemple, notre franc ne serait pas tombé à la moitié de la valeur d'un centime or. Les hausses successives du coût de la vie nous auraient été épargnées. Ce n'est pas de notre faute, si dans la plupart des autres départements français, on a toujours voté pour la gauche, en provoquant ainsi la chute du franc et la hausse des prix. La victoire du cartel des gauches de 1924, du Front populaire en 1936, et à plus forte raison, les victoires électorales des communistes et des socialistes en 1945 et 1946 nous ont valu le déficit budgétaire, la chute du franc et la hausse généralisée.

Encore aux dernières élections en 1956, dans notre tract, nous avions prédit : « Votez à gauche, vous recueillerez la chute du franc, la diminution de votre pouvoir d'achat, de nouveaux impôts ». Les événements, hélas ne nous ont pas donné tort.

Le Gouvernement aura à cœur de diminuer par des mesures énergiques le déficit budgétaire actuel. Fidèle à sa politique du passé le M. R. P. l'appuiera sous ce rapport.

Nous avons soutenu sans réserve la bonne politique financière de Poincaré qui nous a valu un franc de 20 centimes or, qui de 1926 à 1936, pendant dix années, était la monnaie la plus stable d'Europe. Aujourd'hui encore il sera possible d'obtenir un résultat analogue.

Le Député Meck ne s'est jamais exercé dans le sport du renversement des Gouvernements, ce jeu abominable pratiqué par les extrémistes de gauche et de droite, qui finalement, au mois de mai, a conduit la République et la Démocratie au bord de l'abîme.

Malgré les élections désastreuses de 1945-1946, et de 1956, le M. R. P. s'est toujours efforcé de donner au pays un Gouvernement stable.

Nous avons travaillé contre le jeu des cascades des crises ministérielles et avons toujours essayé de réaliser l'entente des différents partis pour donner un Gouvernement au pays. La longue série de crises ministérielles des douze dernières années a porté atteinte au renom de la France dans le monde, et donné le coup de grâce à notre franc.

Encore au mois d'avril, d'accord avec les communistes, les partis d'extrême droite et les républicains sociaux (U. N. R.) ont renversé le Gouvernement Gaillard à cause du problème de la Tunisie. Deux mois après, le Gouvernement de Gaulle a mis en application la solution qu'avait envisagée le Cabinet Gaillard : évacuation de nos garnisons, maintien de la base navale de Bizerte.

La politique faite par le Général de Gaulle depuis juin 1958 nous donne entière satisfaction. Du fond du cœur nous espérons qu'il réussira dans son action tendant vers une solution du douloureux problème algérien.

Même dans les années 1947 à 1951, lorsque dans le Bas-Rhin, R. P. F. et M. R. P. se sont livrés une bataille très dure, nous avons toujours regretté le fait que le Général de Gaulle s'est retiré du Gouvernement en janvier 1946, en disant textuellement : « Le 22 janvier 1946 nous nous sommes trouvés dans la situation d'un orphelin ayant perdu son père ».

Le Général de Gaulle est maintenant revenu, non pas comme chef du parti R. P. F. (aujourd'hui U. N. R.) mais comme conciliateur, se plaçant au-dessus des partis, et interdisant même qu'on utilise son étiquette pour la lutte électorale. Aussi les Députés du M. R. P. de notre région ont-ils voté en bloc le 2 juin pour le Général de Gaulle.

Dans les semaines critiques du mois de mai, Pierre Pflimlin, comme Président du Conseil, a assuré la transmission du pouvoir entre les mains du Général de Gaulle, en évitant ainsi la guerre civile, et l'effusion de sang. Le danger d'une dictature de gauche ou de droite a été évité, la République sauvée.

Le M. R. P. est ainsi resté fidèle à sa mission d'être le trait d'union conciliateur entre les partis qui se trouvent à sa gauche et à sa droite.

L'Alsace veut que l'Europe se fasse.

Avec le M. R. P. qui fut le seul parmi les grands partis nationaux à voter à 100 % pour les nouvelles institutions européennes, vous voulez l'union des forces matérielles et morales des peuples européens au service de la liberté et de la paix.

Pour la stabilité gouvernementale et une monnaie forte.
Pour l'épanouissement de la France dans le monde.
Pour l'expansion économique, des plans de modernisation de l'agriculture et de l'industrie.
Pour une politique hardie de construction de logements.
Pour une politique familiale, depuis toujours préconisée par le M. R. P.
Pour des mesures aptes à donner satisfaction à la jeunesse.
Pour la défense des intérêts de toutes les couches sociales.
Pour la justice sociale et le progrès économique.
Pour les intérêts culturels et matériels de notre région.
Pour l'union et la concorde.

Votez Henri MECK — Paul GRAU

Le Comité électoral du M. R. P.

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges KUNTZ
élu le 30 novembre 1958
(App. R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs de l'Arrondissement de Saverne,

Dimanche prochain vous êtes appelés à désigner le représentant de l'arrondissement de Saverne à l'Assemblée Nationale.

A l'occasion du référendum du 28 septembre, notre arrondissement s'est également prononcé pour la politique du Général de Gaulle. Les électeurs voulaient mettre fin aux continuels compromis partisans qui ont conduit notre pays au bord de l'abîme, ils souhaitaient un retour à l'ordre et à la discipline, ainsi que la poursuite, en Algérie, de la politique amorcée par le Général de Gaulle.

Afin de rendre plus efficace le verdict populaire, le vote par arrondissement a été introduit.

La signification profonde de ce vote par arrondissement est de choisir un homme et non un parti.

Cependant, que devons-nous retenir des semaines qui ont suivi le 28 septembre ? Partout, les vieux partis essayent d'assurer leur survie. Les pires compromis sont à l'ordre du jour et bien entendu, ce n'est pas l'intérêt du pays qui est recherché, mais l'intérêt particulier de tel ou tel parti. Les instances partisanes régionales et nationales imposent des candidatures et il est bien certain que si elles devaient réussir, c'est le vieux jeu de cirque qui recommencerait à Paris.

Encouragé par de nombreux amis et connaissances, j'ai accepté de poser ma candidature dans mon arrondissement natal : Saverne. Je serai libre de toutes attaches partisanes, donc parfaitement Indépendant. Je n'assumerai d'autres responsabilités que celles de la représentation de mes électeurs et celles que me dictent ma conscience.

Oui, je déclare que pour toutes les questions importantes, économiques ou politiques, j'en référerai d'abord à mes électeurs avant de prendre position.

Depuis 1945, sans interruption, je représente mon canton natal au Conseil Général du Bas-Rhin. Mon programme a toujours été le même et il tient en un mot : Travailler. Il en sera de même demain, si je suis élu ; je continuerai à travailler dans l'intérêt de notre arrondissement et de notre pays.

Comme Maire de la ville de Bouxwiller, je n'ai jamais eu d'autre but qu'œuvrer

honnêtement pour le bien de chacun de mes concitoyens, en dehors de toute considération d'ordre religieux et social. Participant à la fondation de la grande organisation professionnelle et paysanne qu'est la C. G. A., j'ai montré, à l'époque, comment il fallait conduire le bon combat. Aujourd'hui encore, mes activités se situent en plein centre de la lutte économique poursuivie par notre paysannerie, mais au-delà de cet important problème, je n'ignore rien des soucis et des préoccupations du monde des travailleurs, des salariés, des classes moyennes et des victimes de la guerre qui sont mes camarades de travail et mes compagnons d'infortune.

Mon programme sur le plan national consistera à soutenir sans réserve la politique gouvernementale du Général de Gaulle dans le cadre de la Ve République et notamment :

— à asurer au pays un Gouvernement stable et durable ;
— à rénover l'économie française pour qu'elle puisse s'adapter à l'économie de l'Europe unie de demain ;
— à promouvoir l'expansion économique afin d'asseoir une politique susceptible de réaliser une justice sociale et familiale ;
— à garantir des débouchés à la production et à adapter les salaires aux conditions économiques ;
— à réformer la fiscalité de sorte qu'elle stimule les activités économiques au lieu de les freiner ;
— à établir une Communauté franco-africaine, fraternelle et prospère, qui mette rapidement fin à la guerre d'Algérie.

Mon programme sur le plan régional et local sera le suivant :

— en ce qui concerne le problème linguistique, mon attitude demeure claire et sans équivoque : notre jeunesse doit avant tout bien connaître la langue nationale, mais en raison même de notre situation géographique (nous sommes une région frontalière) elle doit aussi trouver à l'école primaire un enseignement approprié de la langue allemande ;
— en ce qui concerne le problème confessionnel, mes positions sont connues de tous les électeurs et elles offrent toutes garanties quant à mes conceptions chrétiennes et sociales ;
— j'ai toujours œuvré pour le maintien de la paix et de la compréhension entre les habitants de notre arrondissement : mon attitude en 1945 était, à cet égard, sans équivoque.

Je me lance tout seul dans la campagne électorale. Je ne dispose ni d'un état-major ni d'hommes de parti qui sillonneraient l'arrondissement de Saverne pour défendre une étiquette partisane... et qui plus tard ne se laisseront plus voir. Mon seul appui je le trouve en la personne du Docteur Blessig, mon remplaçant éventuel, bien connu pour ses idées libérales, et qui soutient mon programme sans réserve.

Il n'est pratiquement pas possible de faire des réunions dans les 134 communes de notre arrondissement ; sincèrement, je crois que ce ne sont ni les discours, ni les grands mots, ni les doctrines à elles seules qui ont de l'importance dans le futur : ce qui compte, c'est le travail à réaliser.

Au cas où je serais élu, j'apporterai une somme d'expériences importante, une ferme volonté de dévouement et le temps nécessaire pour exercer mon mandat consciencieusement.

Electrices et Electeurs de l'arrondissement de Saverne,

Si vous voulez que votre arrondissement soit représenté par un homme libre et indépendant qui n'est pas soumis à une discipline partisane,

Si vous voulez que vos intérêts soient défendus par un homme qui se recommande de son travail et non de son parti, alors votez pour

Georges KUNTZ
Conseiller Général du Bas-Rhin. — Maire de Bouxwiller

Remplaçant éventuel :

Docteur Charles BLESSIG
Saverne

Electrices et Electeurs de mon arrondisement natal !
Amis et connaissances de tous nos cantons !

Je compte sur vous ! Aidez-moi pour que je puisse vous aider !

Si vous biffez ou remplacez un nom, le bulletin est nul.
Pas d'abstentions ! Pensez au 28 septembre !

2e CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs de l'Arrondissement de Saverne,

Je me présente au second tour de scrutin, dimanche prochain. La décision est entre vos mains.

Je m'engage :

— à défendre objectivement les intérêts de l'arrondissement,
— à servir ouvertement la cause chrétienne et sociale,
— à soutenir le programme du Général de Gaulle avec désintéressement.

Nous voulons une nouvelle République, capable :

— d'assurer au pays la liberté et l'indépendance envers toute politique partisane ;
— de mettre le Gouvernement en mesure de réaliser les grandes tâches qu'il devra assumer dans le cadre de la pensée européenne ;
— de garantir à la nation la stabilité économique et sociale.

Electrices et Electeurs,

Prenez tout votre temps pour méditer dans le calme :

— si vraiment le docteur Westphal est l'unique candidat sûr, comme le prétend le tract U. N. R.,
— si ce n'est pas la faute des ultras gaullistes que le Général de Gaulle s'était retiré du pouvoir, écœuré par l'esprit partisan de ses prétendus amis,
— si de Gaulle ne s'est pas lui-même placé au-dessus des partis, interdisant d'abuser de son nom pour mener la campagne électorale,
— si ce ne sont pas précisément ces ultras qui, aujourd'hui encore, agissent contre la volonté du Général, en prétendant être les seuls sauveurs de la patrie.

Nous avons voté Oui, lors du référendum, précisément parce que nous avons une confiance absolue en la personne du Général de Gaulle ; nos suffrages étaient pour de Gaulle, mais non pour les gaullistes.

Electrices et Electeurs,

Je n'ai pas fait de réunions électorales, je ne disposais pas d'un état-major d'hommes de parti et je ne suis pas homme à prononcer dans des réunions de grands discours et à faire des promesses mirobolantes qui n'engagent à rien et qui d'ordinaire restent lettre morte. Pour ma part, j'aime le travail. Quiconque me connaît — et je compte dans l'arrondissement de Saverne un grand nombre de personnes qui me connaissent bien pour m'avoir vu à l'œuvre depuis de longues années et non à l'occasion d'une brève réunion électorale — quiconque me connaît, sait qu'on a toujours pu et qu'on pourra toujours compter sur moi.

Certains candidats ont employé leurs réunions électorales pour m'attaquer personnellement. J'aurais pu leur rendre la pareille. Je ne l'ai pas fait : il vous appartient à vous d'en juger.

Aux électeurs M. R. P. je donne à méditer s'ils veulent accorder leurs suffrages :

— à M. Westphal qui s'est prononcé encore récemment ouvertement pour la laïcité et qui en 1945, dans le Comité de Libération de Saverne, à réclamé l'institution de l'école laïque,

— ou plutôt à l'homme dont le passé prouve clairement qu'il a toujours œuvré honnêtement et ouvertement pour la pensée chrétienne.

La population rurale, je voudrais la prier de réfléchir si un homme qui a travaillé depuis de longues années au développement professionnel de la paysannerie, ne présente pas les meilleures garanties pour la défense de leurs intérêts.

Aux salariés de toutes catégories, je voudrais dire que, touchant moi-même une petite rente, je suis des leurs et que je connais mieux que personne le déséquilibre qui existe actuellement entre la situation du salarié et le coût de la vie.

Electrices et Electeurs,

Dimanche prochain vous aurez le dernier mot.

Votez pour l'homme qui depuis des années se dévoue inlassablement pour ses concitoyens.

Votez pour l'homme qui sera aussi à votre disposition à l'avenir,

Votez pour un homme et non pour un parti, votez pour

GEORGES KUNTZ
Conseiller Général du Bas-Rhin. — Maire de Bouxwiller

Remplaçant éventuel :

Docteur CHARLES BLESSIG
Saverne

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. François GRUSSENMEYER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre 1958 vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

La période des réunions électorales, fixée par la loi du 3 novembre au 22 novembre 1958 ne nous permet pas d'organiser des réunions dans toutes les communes. Nous nous en excusons.

La nouvelle loi électorale prévoit le scrutin d'arrondissement. Grâce à elle le temps des combinaisons malhonnêtes, des machinations des partis est révolu.

Vous pourrez donc choisir librement l'homme en qui vous avez confiance, l'homme qui par son travail, sa conscience, son objectivité vous paraît le mieux apte à défendre vos intérêts.

Voici notre programme :

POLITIQUE GÉNÉRALE :

Soutenir sans défaillance l'œuvre de rénovation entreprise par le Général de Gaulle.

Algérie : Mettre tout en œuvre pour un règlement pacifique du problème algérien.

Outre-mer : Promouvoir une Communauté constructive de l'ensemble des territoires d'outre-mer dans le respect de la dignité humaine.

Europe : Edification d'une Europe unie dans les domaines politique, culturel, social et économique dont Strasbourg devrait être la capitale.

POLITIQUE CULTURELLE :

Défense totale et garantie absolue des libertés religieuses, de penser, d'expression. Maintien du concordat et des écoles chrétiennes.

Maintien du bilinguisme dans l'Administration et l'enseignement de l'allemand selon la volonté des parents.

Création de centres de culture populaire dans les communes importantes.

Promotion d'une politique pour la jeunesse, tant sur le plan professionnel, que sportif et culturel.

POLITIQUE AGRICOLE :

Défense efficace de l'exploitation agricole familiale. Développement des cultures spécialisées et semi-spécialisées. Garantir l'écoulement des produits agricoles. Développer la modernisation agricole en vue du Marché commun. Extension des allocations familiales aux exploitants agricoles.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE :

Animer la région sous-développée du Nord de l'Alsace par l'implantation d'industries nouvelles. Garantir aux travailleurs une instruction technique adaptée au temps moderne. Institution et fonctionnement d'une commission économique paritaire pour étudier et résoudre tous les problèmes locaux. Mise en œuvre d'une politique pour la promotion du monde du travail. Garantir à nos vieux travailleurs un niveau de vie décent par une rente adéquate. Suppression de toutes les zones d'abattements.

RECONSTRUCTION — CONSTRUCTION :

Liquidation rapide des dommages de guerre et mise en œuvre de moyens efficaces pour résoudre le problème du logement et favoriser l'accession à la propriété. Extension de la prime pour l'amélioration et l'entretien des logements à toutes les localités. Octroi d'un prêt à court terme pour ce genre de travaux.

POLITIQUE COMMUNALE :

Réforme des lois régissant les municipalités par l'octroi d'une plus grande autonomie. Dotation de toutes les communes de l'adduction d'eau et d'un réseau d'assainissement.

TOURISME :

Mise en valeur des richesses naturelles de la région et des sites pittoresques et historiques.

***

Pour réaliser ce programme nous envisageons des contacts permanents entre les élus locaux, cantonaux et les représentants des différents organismes professionnels.

Le passé et la compétence du candidat et de son suppléant, enracinés depuis plusieurs générations dans la région et connaissant à fond par leurs fonctions tous les besoins de la population, sont garants pour la mise en œuvre de ce programme.

***

C'est pourquoi vous voterez tous pour nos candidats :

GRUSSENMEYER François
U. N. R.
Chevalier de la Légion d'Honneur
Adjoint au Maire de Reichsoffen. — Chef de Subdivision du Ministère de la Construction
Conseiller technique des Sociétés Coopératives de Reconstruction de Wissembourg et Niederbronn

Remplaçant éventuel :

SCHIELLEIN Frédéric
Indépendant-Paysan
Officier du Mérite Agricole
Maire de Merkwiller-Pechelbronn. — Conseiller Général du Canton de Soultz-sous-Forêts
Président de la C. G. A.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Nous vous remercions de l'appui massif que vous avez bien voulu nous accorder dimanche dernier et qui, nous a permis de tenir en échec le député sortant. C'est la preuve de la sincérité et de la confiance que vous témoignez à l'œuvre de rénovation entreprise par le Général de Gaulle. Vous suivez ainsi le mouvement de renouveau qui se dessine non seulement dans notre province mais dans la France entière. Vous avez donc été logique avec vous-même en disant Non à l'homme du système.

Avec nous vous avez condamné l'ignoble campagne de mensonge et de calomnie par notre adversaire et par sa presse ; car à défaut de bilan positif qu'il aurait dû vous présenter sur les activités de ses 13 années de parlementaire il se sert que de bas mensonges indignes d'un homme qui se prétend chrétien.

Car voici le bilan : l'arrondissement se traîne dans des difficultés accrues tant dans le domaine ouvrier que sur le plan agricole, artisanal et commercial.

Vous connaissez toutes ces difficultés. Lui par contre, à en juger de sa campagne électorale, basée uniquement sur des palabres politiques rappelant singulièrement les méthodes chères à la IVe République, a nettement prouvé qu'il se désintéresse des problèmes réels ou constructifs du Nord de l'Alsace, n'ayant qu'un seul souci : s'assurer de son mandat parlementaire.

Il était obligé de reconnaître que notre candidat s'est acquitté avec conscience de sa fonction au service des sinistrés, mais cherche à amoindrir ses mérites sous prétexte qu'il était rémunéré.

Et vous M. le député ?.. avec une rémunération bien supérieure, avez-vous fourni le travail que tout électeur était en droit d'attendre de votre part ? — Les mensonges que vous insinuez à l'encontre de notre candidat suppléant digne représentant de notre paysannerie et des représentants syndicaux et ouvriers, stigmatisent votre carence chronique et sont de pures inventions de votre mauvaise foi.

Votre malveillance va jusqu'à dénigrer M. Soustelle, un des collaborateurs de valeur du Général de Gaulle, que vous traitez de franc-maçon.

Sachez que M. Soustelle est un chrétien pratiquant.

M. l'abbé Viallet, grand serviteur du Général de Gaulle n'a-t-il pas été élu dimanche dernier dans le département de la Lozère sur la liste de l'U. N .R. ?

Electrices, Electeurs, vous connaissez notre programme :

— Soutien inconditionnel à l'œuvre de rénovation entreprise par le Général de Gaulle ;

— Règlement rapide du problème algérien ;

— Constitution d'une Europe unie ;

— Redressement indispensable et trop longtemps négligé de la situation économique tant au point de vue social, agricole, artisanal, commercial, culturel, touristique et de transport.

Vous voulez du nouveau !

Créez donc du nouveau en votant pour des hommes jeunes et dynamiques, connaissant à fond vos problèmes et vos soucis, qui sont originaires depuis des générations de cette belle région du Nord de l'Alsace.

Votez en masse et faites voter !
S'abstenir c'est renier votre avenir !

Accordez votre confiance à :

GRUSSENMEYER François
U. N. R.
Chevalier de la Légion d'Honneur
Adjoint au Maire de Reichsoffen. — Chef de Subdivision du Ministère de la Construction
Conseiller technique des Sociétés Coopératives de Reconstruction de Wissembourg et Niederbronn

Remplaçant éventuel :

SCHIELLEIN Frédéric
Indépendant-Paysan
Officier du Mérite Agricole
Maire de Merkwiller-Pechelbronn. — Conseiller Général du Canton de Soultz-sous-Forêts
Président de la C. G. A.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre PFLIMLIN
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)

élu le 23 novembre 1958
(R. P. C. D.)

Le sort de la Ve République dépendra du résultat des élections.

La IVe République est morte de l'instabilité gouvernementale. Les cascades de crises ministérielles ont affaibli l'Etat et discrédité notre pays aux yeux du monde.

Le M. R. P. a toujours été pour la stabilité gouvernementale. Il s'est toujours efforcé d'éviter les crises ministérielles, qui ont été déclenchées le plus souvent par la droite et les communistes mêlant leurs bulletins.

Il a proposé un projet de réforme de l'Etat visant à donner au pouvoir exécutif plus d'autorité et de stabilité. Mais la majorité du Parlement n'a pas voulu comprendre la nécessité de cette réforme. Lorsqu'en mai 1958 Pierre Pflimlin a été appelé par le Président de la République à former le Gouvernement, il s'est donné pour tâche de transformer profondément la Constitution dans un délai de six mois. Mais il était déjà trop tard. La crise de régime a éclaté le jour même de son arrivée au pouvoir. Dans cette crise, Pierre Pflimlin a réussi à maintenir l'unité nationale et à empêcher la guerre civile. Il a rendu possible l'arrivée au pouvoir, dans le respect de la légalité, du Général de Gaulle.

Aux côtés du Général de Gaulle, Pierre Pflimlin a participé à l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Cette Constitution, fondement de la Ve République, contient une série de dispositions qui avaient été proposées auparavant par le M. R. P., notamment celles qui visent à assurer l'autorité et la stabilité du Gouvernement en fixant les limites dans lesquelles doit se cantonner le Parlement et en rendant plus difficile le déclenchement des crises.

Il faut que la nouvelle Constitution soit bien appliquée

Lors du référendum du 28 septembre, le Bas-Rhin s'est classé en tête des départements français en répondant « Oui » à une majorité massive. Mais il ne suffit pas qu'une Constitution soit bonne ; il faut qu'elle soit bien appliquée.

La Vᵉ République va naître dans des conditions difficiles. Certains éléments rêvent d'instaurer une dictature fondée sur le parti unique, c'est-à-dire un régime semblable à ceux qui ont conduit à leur perte l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie.

Le M. R. P. luttera toujours pour la sauvegarde des libertés démocratiques.

Le nouveau régime pourrait être aussi saboté de l'intérieur, si le futur Parlement était entre les mains d'éléments prêts à recommencer les jeux dangereux qui ont perdu la IVᵉ République en se livrant à des excès démagogiques et en rendant impossible la constitution d'une majorité solide.

Le M. R. P. pratiquera, demain comme hier, une politique d'union pour la réalisation d'un programme constructif.

Pour le progrès économique et social :

Si la France, malgré le mauvais fonctionnement des institutions politiques, a été reconstruite, si l'économie française a été modernisée et développée au point que tous les records de production d'avant-guerre ont été largement dépassés, on le doit dans une large mesure aux hommes du M. R. P.

Pierre Pflimlin a accompli comme Ministre de l'Agriculture, de 1947 à 1951, comme Ministre des Finances et des Affaires économiques en 1955 et en 1957-1958 une œuvre considérable pour le développement de l'agriculture, pour l'expansion économique et l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs.

Henri Meck, poursuivant l'action qu'il avait entreprise dès avant la guerre, a continué de lutter pour l'amélioration du sort des travailleurs en apportant sans cesse, par ses initiatives parlementaires, des améliorations à la législation sociale en faveur des vieux, des assurés sociaux et des familles. Henri Meck a accompli dans le domaine social, sur le plan national comme sur le plan régional, une œuvre exemplaire.

Dans la nouvelle Assemblée, le M. R. P. continuera son action pour l'expansion économique, pour la sauvegarde de l'exploitation agricole familiale, pour la défense des classes moyennes, pour l'amélioration du sort des travailleurs.

L'Europe unie, rempart de la paix, offre l'espoir d'un avenir meilleur

Le M. R. P. a toujours été au premier rang de ceux qui, sous la conduite de Robert Schuman, ont entrepris d'unifier l'Europe pour lui permettre de sauvegarder la paix en constituant, face au péril soviétique et en accord avec nos alliés américains, un bloc défensif solide.

La constitution d'un puissant ensemble économique groupant 170 millions de personnes offre à notre industrie et à notre agriculture d'immenses possibilités de développement et permettra d'élever progressivement le niveau de vie des populations.

L'entrée dans le Marché commun européen exige évidemment un effort d'adaptation et de modernisation. L'une des tâches essentielles du Gouvernement de demain sera d'aider nos agriculteurs, nos industriels, nos artisans, nos commerçants à améliorer leur équipement pour qu'ils puissent lutter à armes égales. L'harmonisation des législations sociales, inscrite dans le Traité de Rome à la demande de la France, doit être effectivement réalisée pour aboutir à l'égalité des charges et pour garantir les travailleurs contre le risque de régression sociale. Un effort analogue doit être entrepris dans le domaine fiscal.

La clef de notre destin est en Afrique

L'avenir du monde dépendra dans une large mesure du choix que feront les peuples de couleur, plus d'un milliard d'êtres humains qui actuellement hésitent entre l'Est et l'Ouest. S'ils succombaient à la tentation du communisme, le monde libre tout entier serait voué à la servitude.

La France rend aux peuples libres un immense service en renonçant au vieux système colonial et en créant la Communauté des peuples libres. Le M. R. P. veillera à ce que les institutions de la Communauté soient mises en place et fonctionnent dans l'esprit de la Constitution. Il demandera que de plus en plus la solidarité européenne se manifeste en Afrique, car l'augmentation nécessaire du niveau de vie des populations est une œuvre immense que nous ne pourrons pas accomplir seuls. Il est juste qu'elle soit réalisée en commun par les peuples européens, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de notre continent.

Pour l'Algérie, le Général de Gaulle a défini la seule politique qui puisse aboutir au rétablissement de la paix dans la justice : respect de la personnalité algérienne — maintien d'une solidarité étroite entre l'Algérie et la France — égalité des droits sans distinction de religion et de race — augmentation du niveau de vie de la population musulmane — acceptation de pourparlers pour mettre fin aux hostilités dans des conditions honorables pour l'adversaire dès que les chefs de la rébellion auront compris que leur lutte est sans espoir.

Il y a une concordance complète entre ces principes définis par le Général de Gaulle et les idées qui avaient été formulées par le M. R. P. Ces idées nous ont valu des attaques injustes et calomnieuses. Nous continuerons à les défendre, contre les partisans du recours exclusif à la force, jusqu'au jour où en Algérie la paix sera venue couronner les efforts et sacrifices accomplis par nos soldats.

Le M. R. P. au service de l'Alsace

Le M. R. P. à qui, depuis sa fondation, la majorité de la population de notre région a toujours donné sa confiance, a lutté de manière continue et efficace :

Pour la sauvegarde des traditions alsaciennes :

Dans des conditions souvent difficiles, en jetant dans la balance toute l'influence dont il disposait au Parlement et au Gouvernement, le M. R. P. a exigé et obtenu le maintien de notre statut des églises et de notre statut scolaire.

Le M. R. P. s'est toujours prononcé pour le bilinguisme, qui correspond à l'intérêt, à la tradition et à la vocation de notre province-frontière. Il demande que soient multipliés les efforts pour que les jeunes générations possèdent parfaitement la langue française et qu'une place raisonnable soit faite à l'enseignement de la langue allemande. Il est nécessaire que de sérieuses améliorations soient apportées à l'état de choses actuel.

Pour le développement économique et social :

C'est sur l'initiative du M. R. P. qu'ont été prises par le Gouvernement et par le Conseil général du Bas-Rhin toute une série de mesures visant à développer dans notre région l'industrie et l'agriculture afin de procurer de l'emploi à tous les jeunes, d'assurer la rentabilité des petites exploitations agricoles et d'augmenter le niveau de vie de la population :

1° Industrialisation : au cours des dernières années, 37 usines ont été crées ou agrandies dans le Bas-Rhin, ce qui a abouti à la création d'environ 2.000 emplois nouveaux ;

2° Modernisation de l'agriculture : Le Conseil général du Bas-Rhin finance un plan départemental d'action agricole (création de villages-témoins, aides techniques aux agriculteurs, développement du contrôle laitier, remembrement, etc.) ;

3° Pour que les familles soient mieux logées : le Conseil général a aidé les constructeurs par l'octroi de prêts complémentaires pour 5.700 logements et de primes complémentaires pour 6.500 logements.

Le M. R. P. est résolu à poursuivre son action pour que l'économie bas-rhinoise puisse utiliser à plein toutes les chances offertes par le Marché commun européen, dans lequel notre région occupera une position centrale.

∴

Pierre Pflimlin se présente dans la circonscription Haguenau-Bischwiller-Brumath.

Conseiller général du canton de Haguenau depuis 1951, Pierre Pflimlin, malgré les lourdes tâches qui lui incombaient sur le plan national, a toujours consacré une grande partie de son temps aux affaires locales.

Il a toujours veillé personnellement au respect de notre statut scolaire, en intervenant chaque fois qu'une tentative était faite pour le modifier ou pour en fausser l'application.

C'est sur son initiative qu'a été créé au sein du Conseil général la Commission de l'Agriculture, dont il assume la présidence, et qui dirige l'application du plan départemental d'action agricole.

Promoteur, pour toute la France, de l'action économique régionale (décrets du 30 juin 1955) il a donné une impulsion décisive au développement économique de notre département qui, après une longue période de stagnation due aux difficultés de la guerre, connaît actuellement un essor plein de promesse. Sur les 37 établissements industriels créés ou agrandis au cours des dernières années, 9 sont situés dans la circonscription Haguenau-Bischwiller-Brumath.

Si vous lui faites confiance, Pierre Pflimlin continuera de travailler pour le progrès économique et social de la population.

Votez Pierre PFLIMLIN

Remplaçant éventuel :

Gabriel BORNERT

Le Comité.

RHIN (HAUT-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Edmond BOROCCO
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), Républicains sociaux (R. P. F.).

Electrices et Electeurs,

La Fédération des Républicains Sociaux du Haut-Rhin présente dans les cinq circonscriptions électorales les candidats suivants :

Georges Bourgeois dans la circonscription de Guebwiller,
Edmond Borocco dans la circonscription de Colmar-Ribeauvillé,
Joseph Perrin dans la circonscription de Thann-Altkirch,
Pierre Groh dans la circonscription de Mulhouse-Ville,
Charles Kroepfle dans la circonscription de Mulhouse-Campagne.

Ces hommes qui ont déjà fait leurs preuves dans de multiples domaines, mais qui surtout ont été et sont restés les compagnons fidèles du Général de Gaulle seront demain encore les plus sûrs auxilaires de l'action de rénovation nationale entreprise par le Libérateur retrouvé.

A la fin de cette année cruciale de 1958, le Général de Gaulle a repris grâce à nous tous les destinées du pays en mains.

La France retrouve enfin le sens de sa mission. Le chemin est ouvert largement vers la nouvelle Europe, nous pouvons déjà parler sans complexes d'infériorité !

La masse immense de Français qui a répondu Oui pour que cela change, pour du neuf, va confirmer sa confiance en de Gaulle.

Vous accorderez tout naturellement votre suffrage à des hommes qui épauleront le Général de Gaulle sans arrière-pensée, ni amertume, ni nostalgie de la IVe.

Vous enverrez à la Chambre des hommes qui ont toujours envers et contre tout réclamé le retour du Général de Gaulle.

Pour que la nouvelle Chambre ne soit pas tout simplement une Assemblée incapable de s'adapter aux institutions du référendum, ce qui consacrerait la fin du régime parlementaire en France et le départ vers l'aventure, votez dans votre circonscription pour notre candidat Edmond Borocco.

N'oubliez pas également que nos candidats sont aussi « chrétiens » et « sociaux » que ceux qui prétendent avoir le monopole de ces adjectifs. Les grands électeurs du département (maires, adjoints, conseillers municipaux) ont déjà choisi puisqu'ils viennent d'élire nos trois candidats R. P. F. : Kalb, Ritzenthaler, Zussy, au Sénat.

Le choix de la Fédération des Républicains Sociaux du Haut-Rhin (R. P. F.) s'est porté sur M. Edmond Borocco.

Votre candidat n'est pas un inconnu pour vous. Son dévouement et sa probité sont unanimement reconnus. Edmond Borocco donne toutes les garanties pour assurer une représentation digne et efficace à l'Assemblée législative.

Agé de 47 ans, Edmond Borocco est issu d'une vieille famille colmarienne. Il fit ses études au Collège Saint-André (dont il préside l'Amicale des Anciens) et au Lycée de Colmar, puis à la Faculté de Droit de Strasbourg. Entré dans l'imprimerie familiale, il est à la tête d'une entreprise à la fois industrielle et artisanale qui fut fermée par les autorités d'occupation, car l'attitude intransigeante sur le plan de l'honneur valut à Edmond Borocco l'arrestation par la Gestapo, sa condamnation par le Volksgeritchthof et sa déportation. Evadé, il revient avec la 1re Armée.

Entré au Conseil municipal en 1946, ses qualités d'organisateur, sa droiture, lui valent d'être choisi comme adjoint au maire depuis 1947.

N'ayant pas encore siégé au corps parlementaire, il ne peut faire état des multiples commissions départementales et nationales dans lesquelles les députés de la IVe République ont exercé leur activité. Qu'il nous suffise de savoir que faisant partie de l'administration municipale, sa qualité d'adjoint au maire lui vaut de participer activement et solidairement à toutes les réalisations municipales.

Mais plus que ses titres ce sont ses qualités d'homme de cœur et d'esprit qui le rendent attachant. Sa simplicité, sa cordialité, son désintéressement, sont d'autres qualités chères à tous. Depuis le début de ses activités publiques il a donné chaque jour le meilleur de lui même pour le bien public et pour les humbles, sans bruit et sans calcul. Notre candidat a la ferme volonté de mettre ses forces, ses connaissances et son expérience au service de notre circonscription. Il s'engage envers vous Electrices et Electeurs à tout mettre en œuvre, entouré des précieux conseils des Conseillers généraux pour le développement de notre région se partageant en montagne, vallées industrielles, collines de la région viticole, centres urbains et plaines de culture.

Il est résolu à travailler en accord avec toutes les classes de la population, à la recherche des solutions des graves problèmes qui se posent en vue de mettre fin à la crise économique menaçante, d'enrayer la fermeture des usines, de barrer la route au chômage avec son cortège de misère, de pousser l'implantation d'industries nouvelles dans le département. Il mettra ses efforts au service de la paysannerie du Haut-Rhin pour lutter contre l'abandon des terres, par la spécialisation des cultures, etc.

Dans la montagne, la vocation naturelle est la forêt et le pâturage. Etranglée entre des prix de revient élevés et des conditions de ventes difficiles, l'agriculture vosgienne est en péril. Les pâturages se vident, les fermes tombent en ruines. Or les besoins de l'Europe du Marché commun sont considérables. Il faut mettre la montagne vosgienne en état de produire le volume maximum de bois et suivant les stations, le maximum de produits laitiers ou de viande. Il faut créer une Société d'économie vosgienne du Haut-Rhin.

A côté du développement de l'industrie il faudra aider le commerce et défendre l'artisanat par une réforme profonde du système fiscal désuet et compliqué, par une politique de crédit élargi. Les problèmes des jeunes sont également connus de notre candidat avec toutes les questions de l'habitat.

Il désire lutter énergiquement pour la défense des droits imprescriptibles des anciens combattants et victimes de la guerre, déportés et anciens militaires de carrière. Il entend aussi tout mettre en œuvre pour la réalisation des libertés communales pour la défense de nos libertés religieuses et scolaires et le respect dû aux traditions qui nous sont chères.

Travailleurs, les gouvernements successifs ont prétendu bloquer les prix et les salaires, en fait ils ont engagé par l'inflation la course infernale des salaires et des prix. Le remède c'est l'association capital-travail qui garantit aux travailleurs la participation aux résultats de l'entreprise, ce qui assure la production et la productivité.

Les intérêts du vignoble alsacien seront défendus grâce aux avis éclairés de

Théo FALLER

Conseiller Général de Kaysersberg. — Propriétaire-viticulteur à Kientzheim

qui n'a pas hésité à nous assurer de tout son concours en acceptant de figurer sur notre liste.

M. Théo Faller, par son action vigoureuse en faveur du vignoble alsacien, est devenu le porte-parole des viticulteurs.

Le précieux concours qu'il accorde à M. Borocco est d'autre part à considérer comme un témoignage d'estime, de respect et d'amitié porté à notre candidat.

Dans la fidélité totale à Charles de Gaulle dont M. Edmond Borocco ne s'est jamais écarté dans le passé et dont il ne se départira jamais dans l'avenir, il fait appel à vous pour assurer dans l'union de toutes les bonnes volontés l'avenir de la France rénovée.

Edmond BOROCCO

Imprimeur. — Officier de réserve. — Adjoint au Maire de Colmar
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945 avec palme et étoile
Médaille de la Résistance. — Médaille des Evadés. — Médaille de Norvège
Déporté de la Résistance

2e CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

Electrices et Electeurs de la circonscription de Colmar-Ribeauvillé,

Le 23 novembre 3.603.958 voix sont allées aux candidats de l'U. N. R.

Dans notre département, près de 75.000 ont été données à nos amis Borocco, Bourgeois, Groh, Kroepfle, Perrin, tous candidats de l'U. N. R.

Cela prouve que les Haut-Rhinois veulent que cela change.

Cela prouve qu'ils ont dit « Non » à la politique des partis et qu'ils ont ainsi donné leur confiance à ceux qui ont été les fidèles de Charles de Gaulle.

Dimanche prochain ils achèveront la tâche de rénovation nationale.

Nous sommes contre le cumul des fonctions publiques.

Nous voulons que les députés soient présents à la Chambre surtout lors des événements capitaux pour le pays (13 mai par exemple),

Pour la défense des droits sacrés des anciens combattants et victimes de guerre,

Pour nos libertés, nos traditions,

Pour le redressement économique, le progrès social (capital-travail et assurance chômage),

Pour le bien-être de vos familles, de vos foyers, et de la jeunesse,

Vous voterez dimanche prochain pour :

Edmond BOROCCO

Imprimeur. — Officier de réserve. — Adjoint au Maire de Colmar
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945 avec palme et étoile
Médaille de la Résistance. — Médaille des Evadés. — Médaille de Norvège
Déporté de la Résistance

Vous qui avez voté Oui le 28 septembre, n'acceptez pas qu'une campagne électorale vienne tout à coup transformer votre oui enthousiaste en un non déguisé en oui.

Si vous voulez que la tâche entreprise par le Général de Gaulle puisse aboutir dans le domaine international, dans le domaine européen, dans le domaine social, sur le plan agricole, comme sur le plan industriel, commercial et artisanal, pour l'expansion économique comme pour la science, envoyez au Parlement des hommes que vous connaissez de longue date comme ayant soutenu sans défaillir le nom et l'œuvre de Charles de Gaulle.

Pour la France, pour Charles de Gaulle, pour le Haut-Rhin, votez toutes et tous

EDMOND BOROCCO

Imprimeur. — Officier de réserve. — Adjoint au Maire de Colmar
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945 avec palme et étoile
Médaille de la Résistance. — Médaille des Evadés. — Médaille de Norvège
Déporté de la Résistance

M. Rey a fait paraître dans la *Tribune du M.R.P.* sous sa responsabilité, un article très peu distingué qui nous étonne vivement. Il y attaque entre autres les porteurs de décorations.

Qu'il soit simplement affirmé ici que comme officier il n'est pas de plus grande marque d'honneur que nous puissions faire à nos camarades morts au champ d'honneur que de pouvoir porter nos décorations devant nos Monuments aux Morts lors des manifestations nationales.

Une décoration gagnée au péril de sa vie sur le champ de bataille est sacrée et ceci est une règle formelle pour tous les anciens combattants, règle que nous appliquons également vis-à-vis de nos adversaires d'hier.

La seule conclusion que nous tirerons, sera de réprouver formellement de telles méthodes en politique. Elles sont absolument contraires à l'esprit qui nous anime.

On ne ridiculise pas non plus les sportifs, les pêcheurs et les musiciens comme on l'a fait.

Edmond BOROCCO.

Les intérêts du vignoble alsacien seront défendus grâce aux avis éclairés de

THÉO FALLER

Remplaçant éventuel

Conseiller Général de Kaysersberg. — Propriétaire-viticulteur à Kientzheim

qui n'a pas hésité à nous assurer de tout son concours en acceptant de figurer sur notre liste.

M. Théo Faller, par son action vigoureuse en faveur du vignoble alsacien, est devenu le porte-parole des viticulteurs.

Le précieux concours qu'il accorde à M. Borocco est, d'autre part, à considérer comme un témoignage d'estime, de respect et d'amitié porté à notre candidat.

Dans la fidélité totale à Charles de Gaulle, dont M. Edmond Borocco ne s'est jamais écarté dans le passé et dont il ne se départira jamais dans l'avenir, il fait appel à vous pour assurer dans l'union de toutes les bonnes volontés l'avenir de la France rénovée.

LE GENERAL DE GAULLE

le 25 mai 1954

Monsieur Edmond BOROCCO, 29, *Route de Rouffach, Colmar* (*Haut-Rhin*).

Mon cher Borocco,

Ainsi que vous avez dû en être informé, je vous ai désigné pour remplir les fonctions de Délégué du Rassemblement dans le Haut-Rhin.

Connaissant votre attachement à nos objectifs nationaux, je suis certain que vous consacrerez tous vos efforts et votre dévouement à l'accomplissement de votre nouvelle tâche. Je compte sur vous pour cela.

Croyez, mon cher Borocco, à mes sentiments bien cordiaux.

C. DE GAULLE

Amis,

Grâce à votre Oui vous m'avez aidé magnifiquement dans ma mission officielle parfois difficile, toujours exaltante. Je vous en remercie. Aidez moi à parachever ma mission.

E. BOROCCO
Délégué de Charles de Gaulle

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges BOURGEOIS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.),
Républicains sociaux (R. P. F.).

Electrices et Electeurs,

La Fédération du Haut-Rhin des Républicains Sociaux présente dans les cinq circonscriptions du département, des candidats valables à vos suffrages, qui méritent votre confiance :

Georges Bourgeois dans la circonscription de Guebwiller,
Edmond Borocco dans la circonscription de Colmar-Ribeauvillé,
Joseph Perrin dans la circonscription de Thann-Altkirch,
Pierre Groh dans la circonscription de Mulhouse-Ville,
Charles Kroepfle dans la circonscription de Mulhouse-Campagne.

Ces hommes qui ont déjà fait leurs preuves dans de multiples domaines, mais qui surtout ont été et sont restés les compagnons fidèles du Général de Gaulle seront demain encore les plus sûrs auxiliaires de l'action de rénovation nationale entreprise par le Libérateur retrouvé.

Ces hommes ne se sont pas détournés de lui comme tant d'autres qui par leur politique partisane ont tout fait pour empêcher son retour au pouvoir et ont du même coup gravement compromis la situation du pays.

Nos candidats font appel à tous les Français qui n'ont pas oublié que le R. P. F. et l'action du Général de Gaulle ont été sabotés, en 1951 notamment par ceux-là même qui aujourd'hui voudraient faire croire que c'est grâce à eux qu'il est revenu au pouvoir.

Ce genre de combines et de volte-faces, les Français n'en veulent plus.

Il faut que cela change.

Il faut que demain Charles de Gaulle soit entouré d'amis sûrs et fidèles.

Il faut que le « Oui » du référendum n'ait pas été vain.

Ces garanties, seuls nos candidats les fournissent.

N'oubliez pas qu'il y a six mois à peine, le peuple de France réclamait de Gaulle, mais qu'une infime minorité de politiciens souhaitait vraiment son retour. La peur des autres a fait le reste.

N'oubliez pas cela, et votez pour nos candidats Républicains Sociaux qui sont aussi « chrétiens » et « sociaux » que ceux qui prétendent avoir le monopole de ces adjectifs. Vous imiterez en cela les « Grands Electeurs » du département (maires, adjoints, conseillers municipaux) qui, en juin dernier ont élu comme sénateurs nos 3 candidats R. P. F. : Kalb, Ritzenthaler, Zussy.

Dans la circonscription de Guebwiller nous présentons comme dit ci-dessus la candidature de

GEORGES BOURGEOIS

Député sortant et Président du Conseil Général pendant neuf années consécutives, il représente à l'Assemblée départementale le canton d'Ensisheim depuis 1945 et est

maire de la commune minière de Pulversheim depuis la Libération. Depuis 1946 il est Président du Syndicat d'Adduction d'eau d'Ensisheim, Bollwiller et environs.

Nous pensons qu'il est inutile de le présenter autrement puisque la population haut-rhinoise a eu maintes occasion d'apprécier ses inlassables interventions dans tous les domaines qui intéressent l'ensemble de notre département.

Lorsque le 18 avril 1958, donc avant les événements de mai, Georges Bourgeois écrivait dans le journal *Alsace* qu'il n'y avait plus qu'une solution pour sauver notre pays, celle de faire appel à Charles de Gaulle, ses adversaires politiques, à la fois ceux du M. R. P. et d'autres partis, le traitaient de naïf. Les événements des cinq derniers mois n'ont-ils pas démenti formellement ses contradicteurs ?

Est-ce pour faire oublier leurs erreurs passées que ses adversaires politiques se donnent à présent pour plus gaullistes que lui-même, qui, lui, n'a jamais renié l'actuel Chef du Gouvernement ?

Pour donner à ces girouettes leur voix, les électeurs qui ont dit « Oui » à de Gaulle le 28 septembre dernier et « Non » à la politique des partis — à ces mêmes partis qui, pendant plus de dix ans, contrairement au vœu du peuple, ont empêché de Gaulle de reprendre en mains les rênes du Gouvernement — feraient preuve d'une invraisemblable perte de mémoire.

Ces électrices et ces électeurs savent que Georges Bourgeois saura défendre les intérêts vitaux de ses mandants.

L'activité inlassable dont il a fait preuve dans l'exercice des fonctions publiques pendant quinze années est garante de ses futurs efforts. La connaissance qu'il a pu s'acquérir des nombreux problèmes qui intéressent notre région et sa population, lui permet de leur trouver la meilleure solution.

Sur le plan national

Georges Bourgeois a fait partie depuis 1948 des commissions de l'éducation nationale et de la reconstruction.

A ces deux titres il a été à l'origine des nombreuses créations d'écoles maternelles qui abritent maintenant plus de 15.000 enfants dans le Haut-Rhin ; il a aussi été l'auteur ou le co-auteur de nombreux projets de loi améliorant la situation des sinistrés.

Par ailleurs, il est Président national de la commission de rapatriement des Français retenus en U. R. S. S. A ce titre, il a fait en un temps record un travail de centralisation des éléments de recherches, qui est déposé depuis le mois de décembre 1957 entre les mains du Gouvernement. Ses ex-camarades d'infortune savent ce qu'il a réalisé dans ce domaine pour les malheureux Alsaciens-Lorrains incorporés de force. Il est un des leurs et il n'a pas oublié.

Sur le plan départemental

Ses activités sont nombreuses, il a pris une très grande part à la reconstruction où il a aidé des centaines de petits sinistrés, étant membre de la Commission départementale de reconstruction ; aujourd'hui encore il est président de trois groupements coopératifs dont celui de l'Union de toutes les coopératives et de celle des Eglises qui ont rendu d'immenses services aux sinistrés. Il assume la Vice-Présidence du Comité départemental de la construction qui a à son actif des milliers de logements construits grâce à la prime aux constructeurs.

Par ailleurs, toutes les activités touristiques sont entre ses mains, tels les Logis d'Alsace et les commissions du camping et du secours en montagne.

Il est aussi le Vice-Président du Comité régional du tourisme pour les départements de l'Est.

Les problèmes de jeunesse et de la formation des cadres de ces mouvements ne lui sont pas inconnus, puisqu'il préside aussi la Commission départementale de la jeunesse.

Sur le plan agricole et rural

En tant que membre de la Commission d'équipement agricole il a participé à l'essor de l'agriculture où il reste malheureusement encore beaucoup à faire. Dans

le domaine du remembrement, de l'agriculture en montagne et des adductions d'eau, il a participé à l'élaboration de tous les projets d'aide à ceux qui travaillent la terre sans oublier l'effort départemental fait à propos des dégâts de grêle, en faveur des petits viticulteurs.

SUR LE PLAN DE L'ÉCONOMIE

Il a toujours défendu l'avenir de ceux qui travaillent dans l'industrie, le commerce, l'artisanat et les professions libérales.

En tant que membre du Comité d'Action pour le progrès économique du Haut-Rhin, il a prévu, dans un effort commun avec ses collègues, les besoins urgents de travail. C'est ainsi que sont nées des industries nouvelles telles que « Rhône-Poulenc » sur le canal d'Alsace, d'autres viendront absorber la main-d'œuvre excédentaire dans la région de Colmar. Enfin, étant rapporteur des questions énergétiques pour toute la France, il a su mettre en relief les travaux du Grand Canal d'Alsace. De nombreux rapports ont été présentés par lui au sein de l'Assemblée des Présidents des Conseils généraux de France et d'outre-mer, dont il est d'ailleurs le Vice-Président depuis 1954.

Les crises actuelles dans le textile et sur les chantiers de Neuf-Brisach le touchent tout particulièrement et il s'occupe en ce moment activement à les résoudre.

Les fonctions qu'il détient par ailleurs dans plusieurs organismes pour améliorer la condition de vie et de la formation des travailleurs lui permettent d'augurer avec ceux qui partagent ces responsabilités d'un avenir meilleur pour nos populations actives.

Electrices et Electeurs de la circonscription de Guebwiller !

Avec un homme qui, comme Georges Bourgeois, a tant de mérites à son actif, vous ne pouvez pas être déçus. Nous avons désigné à l'unanimité le

Docteur KRUMENACKER

Conseiller Général de Munster, comme suppléant. Le Docteur Krumenacker n'est pas un inconnu pour vous et notamment dans la vallée de Munster où son activité de Conseiller Général et surtout aussi celle de médecin sont unanimement appréciées. Il est en plus un ami sincère et précieux de Georges Bourgeois.

Vous lui apporterez vos suffrages en masse car vous savez que Georges Bourgeois est un fidèle compagnon du Général de Gaulle.

De Gaulle aura besoin demain au Parlement d'hommes de sa trempe pour mener à bien l'action de rénovation nationale qu'il vient d'entreprendre.

Vous qui avez une confiance illimitée dans le Général de Gaulle,

Envoyez Georges Bourgeois au Parlement pour qu'en votre nom il puisse l'aider à mener la France vers un avenir meilleur.

GEORGES BOURGEOIS

Député sortant. — Conseiller Général d'Ensisheim. — Maire de Pulversheim

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Electrices et Electeurs de la circonscription de Guebwiller,

Le 23 novembre 3.603.958 voix sont allées aux candidats de l'U. N. R.

Dans notre département, près de 75.000 ont été données à nos amis Borocco, Bourgeois, Groh, Kroepfle, Perrin, tous candidats de l'U. N. R.

Cela prouve que les Haut-Rhinois veulent que cela change.

Cela prouve qu'ils ont dit « Non » à la politique des partis et qu'ils ont ainsi donné leur confiance à ceux qui ont été les fidèles de Charles de Gaulle.

Dimanche dernier les Français ont déjà « liquidé » un certain nombre des fossoyeurs de la Nation... Dimanche prochain ils achèveront cette tâche d'assainissement.

Pour nos libertés, nos traditions,
Pour le redressement économique, le progrès social,
Pour le bien-être de vos familles, de vos foyers et de la jeunesse,

Vous voterez dimanche prochain :

GEORGES BOURGEOIS
Député sortant. — Conseiller Général d'Ensisheim. — Maire de Pulversheim

Remerciements aux Electrices et Electeurs
de la 2e circonscription électorale

Je tiens dès à présent à remercier chaleureusement tous ceux qui ont bien voulu voter pour moi à l'occasion du premier tour de scrutin. Votre confiance m'est d'autant plus précieuse que je suis un des vôtres, que j'habite parmi vous et que je connais donc parfaitement vos soucis et les besoins particuliers de cette région.

Si, dimanche prochain, vous me renouvelez cette confiance je saurai m'en montrer digne et je m'engage dès maintenant à dresser sans désemparer, sur place, c'est-à-dire avec vos porte-paroles locaux, le programme des progrès à réaliser et la liste de vos doléances en vue de vous donner satisfaction aussi rapidement que possible.

Fermement décidé à soutenir l'action du Général de Gaulle, auquel je suis toujours resté fidèle, je témoignerai ainsi de la gratitude que je vous dois tout en complétant à la fois sur le plan local et sur le plan national les nombreuses réalisations auxquelles j'ai d'ores et déjà participé.

GEORGES BOURGEOIS
Député sortant. — Conseiller Général d'Ensisheim. — Maire de Pulversheim

Appel du Comité électoral en faveur du candidat G. Bourgeois

Electrices et Electeurs,

Vous venez de voter et vous avez apporté à notre candidat en très grande partie vos suffrages de telle sorte qu'il arrive en tête avec plus de 42 % des suffrages.

Nous vous en remercions et nous nous permettons de vous citer quelques chiffres qui prouvent à ceux qui ne connaissent encore qu'insuffisamment Georges Bourgeois, combien il est estimé dans la région qu'il a administré jusqu'à présent.

Dans sa commune de Pulversheim il a obtenu 527 voix contre 56 au M. R. P. ;
Dans la ville d'Ensisheim, 946 voix contre 309 au M. R. P. ;
Dans le canton d'Ensisheim, enfin, 4.235 voix contre 1.757 au M. R. P.

Ceci prouve combien toutes les couches de la population, des agriculteurs aux ouvriers, des commerçants aux artisans, qu'il s'agisse des jeunes ou des vieux sans oublier les familles nombreuses, dans la grande majorité, lui ont accordé leurs suffrages.

Vous qui ne le connaissez pas, suivez l'exemple des électeurs du canton d'Ensisheim.

N'oubliez pas le travail énorme accompli par G. Bourgeois pour le bien de notre population. Ses nombreuses fonctions, à part le mandat de parlementaire, il les a remplies sans aucune rémunération. Il s'est voué à la bonne cause sans hésitation et mérite ainsi vos suffrages.

C'est pourquoi nous vous demandons de ne pas hésiter, de ne pas vous abstenir, de voter en masse :

pour notre économie afin qu'elle s'améliore de mieux en mieux,
pour nos libertés et nos traditions afin qu'elles soient maintenues,
pour nos familles nombreuses et leur bien-être,
pour nos jeunes afin que leur avenir soit assuré.
Avec ceux qui déjà en masse ont fait confiance à l'U. N. R.

Vous voterez dans l'esprit du Général de Gaulle.
En donnant votre voix à G. Bourgeois.

Le Comité départemental en faveur du candidat

GEORGES BOURGEOIS
Député sortant. — Conseiller Général d'Ensisheim. — Maire de Pulversheim

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph PERRIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.),
Républicains sociaux (R. P. F.).

Electrices et Electeurs,

La Fédération du Haut-Rhin des Républicains Sociaux présente dans les cinq circonscriptions du département, des candidats valables à vos suffrages, qui méritent votre confiance :

Georges Bourgeois dans la circonscription de Guebwiller,
Edmond Borocco dans la circonscription de Colmar-Ribeauvillé,
Joseph Perrin dans la circonscription de Thann-Altkirch,
Pierre Groh dans la circonscription de Mulhouse-Ville,
Charles Kroepfle dans la circonscription de Mulhouse-Campagne.

Ces hommes qui ont déjà fait leurs preuves dans de multiples domaines, mais qui surtout ont été et sont restés les compagnons fidèles du Général de Gaulle seront demain encore les plus sûrs auxiliaires de l'action de rénovation nationale entreprise par le Libérateur retrouvé.

Ces hommes ne se sont pas détournés de lui comme tant d'autres qui par leur politique partisane ont tout fait pour empêcher son retour au pouvoir et ont du même coup gravement compromis la situation du pays.

Nos candidats font appel à tous les Français qui n'ont pas oublié que le R. P. F. et l'action du Général de Gaulle ont été sabotés, en 1951 notamment par ceux-là même qui aujourd'hui voudraient faire croire que c'est grâce à eux qu'il est revenu au pouvoir.

Ce genre de combines et de volte-faces, les Français n'en veulent plus.

Il faut que cela change.

Il faut que le « Oui » du référendum n'ait pas été vain.

Il faut que demain Charles de Gaulle soit entouré d'amis sûrs et fidèles.

Ces garanties, seuls nos candidats les fournissent.

N'oubliez pas qu'il y a six mois à peine, le peuple de France réclamait de Gaulle, mais qu'une infime minorité de politiciens souhaitait vraiment son retour. La peur des autres a fait le reste.

N'oubliez pas cela, et votez pour nos candidats Républicains Sociaux qui sont aussi « chrétiens » et « sociaux » que ceux qui prétendent avoir le monopole de ces adjectifs. Vous imiterez en cela les « Grands Electeurs » du département (maires, adjoints, conseillers municipaux) qui, en juin dernier ont élu comme sénateurs nos 3 candidats R. P. F. : Kalb, Ritzenthaler, Zussy.

Notre choix s'est unanimement porté sur notre ami Joseph Perrin, Principal du Collège, Adjoint au Maire et Conseiller Général d'Altkirch.

Agé de 47 ans, licencié ès lettres et diplômé d'Etudes supérieures de langue et littérature allemandes, M. Perrin s'est acquis dans de multiples domaines une expérience considérable :

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE :

Tous les problèmes économiques régionaux lui sont familiers, tant sur le plan de l'agriculture que du commerce ou de l'industrie. On sait qu'il est membre de la Commission de l'agriculture du Conseil Général, du Comité directeur du Foyer de progrès agricole d'Altkirch, du Comité départemental des H. L. M. et qu'il est Président de l'Association pour l'expansion économique du Sundgau, dont les projets en cours d'élaboration sont autant d'espérances pour l'essor de notre région.

SUR LE PLAN SOCIAL :

Disons seulement, à titre d'exemples, que M. Perrin est membre du Conseil de famille des Pupilles de l'Etat, du Comité départemental de la main-d'œuvre étrangère, Vice-Président du Comité d'aide sociale nord-africaine du Haut-Rhin et Président du Comité cantonal antituberculeux.

SUR LE PLAN CULTUREL ET SCOLAIRE :

Membre du Comité départemental de la jeunesse, des Conseils de l'enseignement primaire et de l'enseignement technique, du Conseil de l'académie de Strasbourg, il représente le Conseil Général dans la plupart des Conseils d'établissements culturels ou de formation professionnelle (Ecole Normale d'Instituteurs, Ecole supérieure de chimie, Centre d'orientation professionnelle, Ecole pratique d'administration, etc.).

SUR LE PLAN SPORTIF ET TOURISTIQUE :

Membre du Comité directeur du CS Saint-Morand d'Altkirch, Vice-Président de l'Aéro-Club du Haut-Rhin, Président de l'ASCA, l'intérêt qu'il porte aux questions touristiques lui a valu d'être désigné comme membre du Comité de l'Association départementale du Tourisme.

Sa compétence dans tant de domaines et la considération dont il jouit auprès de ses collègues lui ont également valu d'être Président de la Commission départementale de 1952 à 1955 et Vice-Président du Conseil Général de 1955 à avril 1958. Capitaine de réserve et ancien prisonnier de guerre, Officier de l'Instruction publique, Chevalier du Nichan Iftikhar, titulaire de la médaille d'honneur de l'Education physique et des Sports, et de la Médaille d'Or de la Reconnaissance Française, M. Perrin est bien l'homme de valeur qu'il nous faut.

Mais, plus que ses titres, ce sont ses qualités d'homme de cœur et d'esprit qui le rendent attachant : sa simplicité, sa cordialité, son désintéressement. Depuis treize ans il a donné chaque jour le meilleur de lui-même pour le bien public et pour les humbles, sans bruit et sans calcul.

Le remplaçant éventuel est

XAVIER HERRGOTT
l'actif Maire de Cernay
Délégué permanent du Haut-Rhin à l'Association des Maires de France
Président de la Commission Paritaire Inter-Communale

Electrices et Electeurs de la circonscription de Thann-Altkirch, en votant en bloc pour Joseph Perrin, vous voterez pour le bien de notre circonscription, pour le renouveau de la France, avec Charles de Gaulle.

JOSEPH PERRIN
Principal du Collège
Adjoint au Maire et Conseiller Général d'Altkirch

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Electrices et Electeurs de la circonscription de Thann-Altkirch,

Le 23 novembre 3.603.958 voix sont allées aux candidats de l'U. N. R.

Dans notre département, près de 75.000 ont été données à nos amis Borocco, Bourgeois, Groh, Kroepfle, Perrin, tous candidats de l'U. N. R.

Cela prouve que les Haut-Rhinois veulent que cela change.

Cela prouve qu'ils ont dit « Non » à la politique des partis et qu'ils ont ainsi donné leur confiance à ceux qui ont été les fidèles de Charles de Gaulle.

Dimanche dernier les Français ont déjà « liquidé » un certain nombre des fossoyeurs de la Nation... Dimanche prochain ils achèveront cette tâche d'assainissement.

Pour nos libertés, nos traditions,

Pour le redressement économique, le progrès social,

Pour le bien-être de vos familles, de vos foyers et de la jeunesse,

Vous voterez dimanche prochain :

JOSEPH PERRIN

Principal du Collège
Adjoint au Maire et Conseiller Général d'Altkirch

Electrices et Electeurs de la circonscription de Thann-Altkirch,

Il faut aussi, chez nous, en finir avec cette équivoque du M. R. P. et de son candidat, qui se disent « les seuls défenseurs des valeurs chrétiennes et des traditions alsaciennes ».

Les 16.837 électrices et électeurs qui ont voté Joseph Perrin au premier tour, et spécialement ceux de l'Arrondissement d'Altkirch qui le connaissent bien, savent qu'il est :

— aussi soucieux que n'importe qui de la sauvegarde de ces valeurs. Mais faut-il vraiment, pour qu'il ne soit pas mis à l'index, qu'il se vante d'avoir deux membres de sa famille qui sont prêtres, ou d'être membre du Comité directeur du Cercle catholique sportif Saint-Morand d'Altkirch et d'en présider le Comité d'action catholique ?

— aussi soucieux que n'importe qui, et depuis des années, de la condition de tous les humbles, des agriculteurs, des ouvriers, des employés, petits fonctionnaires, artisans, etc.

— aussi soucieux que n'importe qui, sans réclamer la paternité de quoi que ce soit, de l'avenir économique de notre région.

La circonscription Thann-Altkirch, qui ne veut pas mourir, veut être représentée par quelqu'un qui ne cherche pas seulement un mandat, mais qui s'engage à la servir de toutes ses forces et qui sera à la constante disposition de toute la population.

Pour le bien de la circonscription, dimanche prochain, sans hésitation et massivement vous voterez

JOSEPH PERRIN

Principal du Collège
Adjoint au Maire et Conseiller Général d'Altkirch

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Émile MULLER
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)

élu le 30 novembre 1958

(S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs,

Le 23 novembre prochain vous irez aux urnes pour désigner votre représentant au premier Parlement de la Ve République.

Du résultat de cette consultation dépendra l'avenir de notre pays

Ou bien la Ve République sera dirigée par un Gouvernement stable faisant une politique de progrès social et de défense républicaine dans une atmosphère de très large compréhension, ou bien nous irons vers les pires aventures.

A travers les heures douloureuses qu'a vécu notre pays, des hommes courageux ont pris des responsabilités grâce auxquelles la légalité républicaine a pu s'affirmer. Parmi eux il en est un qui peut, sans pour autant se vanter, affirmer que son intervention a été décisive dans la constitution du Gouvernement de Gaulle. C'est le Secrétaire général du Parti Socialiste, notre camarade Guy Mollet.

Grâce à son action, grâce au Parti socialiste, la guerre civile a pu être épargnée à ce pays qui n'aspire qu'à la paix dans la liberté et la justice sociale.

Demain il s'agira de consolider l'œuvre entreprise au lendemain des événements de mai. Pour cela il faudra que le futur parlement comprenne une majorité d'hommes capables, ayant fait leurs preuves par le passé et aptes à regrouper autour d'eux toutes les bonnes volontés, certes nombreuses, mais malheureusement trop divisées encore.

Qui, demain, peut réaliser un tel regroupement, si ce n'est le parti socialiste ?

Le parti qui, de février 1956 à mai 1957, a dirigé les destinées de ce pays avec comme Président du Conseil, Guy Mollet. Le résultat ? Sur le plan intérieur :

La stabilité des prix garantie (janvier 1956 à mai 1957) ;

Les trois semaines de congés payés votées ;

Le Fonds national de solidarité introduit ;

La législation sociale améliorée.

Sur le plan extérieur :

La réconciliation franco-allemande assurée ;

Les communautés européennes créées ;

L'Afrique noire à nouveau confiante.

Demain ce même parti doit être appelé à continuer cette œuvre de rénovation nationale.

Respectueux de toutes les croyances religieuses, le Parti Socialiste entend unir tous ceux qui, avec lui, veulent œuvrer à la réalisation de son programme qui peut se résumer dans les quatre têtes de chapitre suivants :

— Continuation d'une politique de progrès social et de plein emploi ;

— Recherche d'une solution libérale en Algérie ;

— Construction de l'Europe ;

Consolidation de la paix par le désarmement.

Pour arriver à ce but, le Parti Socialiste vous présente le candidat qui vous donne toutes les garanties pour que demain soit traduit dans les faits ce programme hardi adapté à l'évolution du monde moderne.

EMILE MULLER

Maire de Mulhouse. — Conseiller Général
Vice-Président de l'Association des Maires du Haut-Rhin

n'est pas un inconnu pour la population haut-rhinoise. Comme Maire de la ville de Mulhouse il a su continuer l'œuvre des Wicky et Wagner.

A la tête de la Municipalité il est arrivé à unir autour de lui tous ceux qui, au-dessus des intérêts particuliers, s'attachent à la réalisation d'un vaste programme de constructions qui fera de sa ville une cité harmonieuse où il fera bon vivre.

Les questions scolaires et sportives le passionnent.

L'action sociale, l'aide aux déshérités de la cité sont ses préoccupations constantes.

Rien de ce qui touche à la vie de sa ville natale ne lui échappe.

Alors Citoyennes, Citoyens, le choix ne doit pas être difficile.

Si vous voulez que cette activité au service de la communauté trouve son prolongement sur le plan national, faites-lui confiance. Votez pour celui qui est capable de faire l'union autour de lui.

Prononcez-vous dès le premier tour pour le candidat du Parti Socialiste (S.F.I.O.).

Votez EMILE MULLER

Appel du Parti Républicain-Radical et Radical Socialiste

Electrices et Electeurs,

Le Parti Socialiste et le Parti républicain Radical et Radical Socialiste du Haut-Rhin soucieux du regroupement des forces de gauche qui, seules demain, seront en mesure d'infléchir la politique de la Vᵉ République dans le sens du progrès social, de la défense républicaine et de la consolidation de la paix, vous demandent de voter dès le premier tour pour le candidat présenté par le Parti Socialiste S. F. I. O.

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices et Electeurs,

Vous avez, lors du scrutin de dimanche dernier, affirmé votre volonté de vous voir représentés au premier Parlement de la Vᵉ République par le Maire de Mulhouse Emile Muller.

En effet, il arrive largement en tête de tous les candidats et se voit ainsi, une fois de plus, investi de la confiance de la population mulhousienne, qui reconnaît en lui le digne successeur des Wicky et Wagner.

Pendant toute la campagne électorale il a, par la plume et la parole, défendu le programme de son parti, sans se préoccuper des attaques qui n'honorent en rien ceux qui en sont les auteurs.

Dimanche prochain il faut parfaire ce résultat en envoyant Emile Muller au Parlement où il saura amplement justifier votre confiance.

Rester fidèle à son passé tel est l'engagement qu'il a pris vis-à-vis de ceux qui ont bien voulu lui apporter leurs suffrages.

Ce passé, quel est-il ? C'est le travail inlassable au service de la famille, de la commune, de tous ceux, et ils sont innombrables, qui ont eu besoin d'une aide quelconque.

Demain il prolongera cette action sur le plan parisien en s'attachant au redressement national nécessaire pour résoudre les problèmes qui se posent à la France.

Pas de vaines promesses mais l'efficacité dans l'action, voilà la préoccupation du candidat socialiste.

Vous avez compris dès dimanche dernier que l'action persévérante du Parti Socialiste justifiait la confiance que vous aviez placée en lui. Vous vous êtes prononcés en toute clarté pour le progrès social dans la liberté et la paix.

Dimanche prochain vous n'aurez pas l'embarras du choix.

Vous vous prononcerez pour le candidat qui seul est en mesure de rallier sur son nom une majorité qui ne pourra prêter à contestation.

Vous voterez pour le candidat du Parti Socialiste sans vous préoccuper des tractations auxquelles pourraient se livrer les autres partis.

Tous aux urnes pour

EMILE MULLER

Maire de Mulhouse. — Conseiller Général
Vice-Président de l'Association des Maires du Haut-Rhin

Pas d'abstentions !
Pas de modification du bulletin de vote sous peine de nullité !

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri ULRICH
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958

Son élection est annulée en vertu de la décision de la Commission constitutionnelle provisoire du 5 *janvier* 1959 [*J. O. Débats* 15 *janvier* 1959] (p. 25.).

réélu le 22 février 1959 (1)

Election des 23 et 30 novembre 1959.

M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire).

Electeurs et Electrices,

En mai 1958, la présence de Pierre Pflimlin à la tête du Gouvernement a évité que notre pays soit plongé dans la guerre civile. Elle a permis, dans la légalité, l'appel au Général de Gaulle. Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'un arbitre et d'un chef.

Le Général de Gaulle a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême droite. Le 28 septembre, huit Français sur dix l'ont approuvé en disant « Oui » à la nouvelle constitution. Ceci doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle

De Gaulle a rétabli la stabilité : que les « Indépendants » (8 gouvernements renversés), le ex-R. P. F. (9 gouvernements renversés) etc. ont rendu impossible depuis 1945.

(Le M. R. P. n'a renversé aucun gouvernement sauf Mendès-France).

— En Algérie, il faut établir la paix, fondée sur la justice, politique basée comme l'a toujours dit le M. R. P. sur la personnalité algérienne et sa libre association avec la métropole.

— Outre-mer, il s'agit de construire la Communauté des peuples libres.

— En Europe, l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman, doit être continuée et développée. Le Marché commun qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain doit offrir à notre agriculture comme à notre industrie les meilleures chances de progrès.

---

(1) La circulaire électorale de M. Ulrich, relative à sa réélection faisant état de ses premières professions de foi, il a paru utile de reproduire celles-ci.

Il nous faut lutter pour :

— une politique d'expansion dans la stabilité des prix,
— le plein emploi et l'institution du salaire garanti,
— la revalorisation des prestations familiales et de celles dues aux vieux travailleurs et aux veuves,
— l'amélioration du pouvoir d'achat de nos familles de paysans et d'ouvriers,
— l'adaptation de l'agriculture aux nécessités de l'heure et la sauvegarde de nos exploitations familiales,
— la construction de logements suffisants et l'amélioration des conditions d'accession à la propriété,
— le développement des conquêtes et libertés sociales,
— la préparation, sur tous les plans, des jeunes aux responsabilités de demain,
— une démocratie respectueuse de la personne humaine, de nos libertés et de nos croyances,
— une Alsace prospère dans une France rénovée.

Pour cette raison, parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite, parce que vous ne voulez ni de l'étatisme marxiste, ni du conservatisme indépendant,

Parce que vous voulez la liberté et la justice dans une République forte au service de la Nation :

Vous voterez pour le candidat du M. R. P., vous voterez pour :

Henri ULRICH et son suppléant Léon WEBER

***

Quelques notes sur le candidat du M.R.P. et son suppléant

Henri ULRICH
Député sortant et Conseiller Général

Né en 1912 à Mulhouse, d'une famille ouvrière, l'intéressé travailla comme employé aux Mines de Potasse. Licencié pendant l'occupation pour son attitude anti-nazie, il fut incorporé au « Luftschutz » d'où il s'évada. Incarcéré tout d'abord par la Gestapo à Dijon, puis à Mulhouse, il fut finalement envoyé au Camp de Schirmeck et de là déporté en Allemagne. Revenant aux Mines de Potasse après la Libération, il fut jusque fin 1955, Secrétaire général du Syndicat Chrétien des Mineurs de Potasse (C. F. T. C.). Comme tel, il se dévoua pour les travailleurs et leurs familles. Administrateur des Mines de Potasse à l'époque (en tant que représentant du personnel), la confiance de ses collègues en fit bientôt un Vice-Président de la Fédération nationale des Mineurs C. F. T. C. ainsi qu'Administrateur de la Caisse de Sécurité sociale minière et Président du Conseil d'Administration de la Caisse régionale de la Sécurité sociale minière de l'Est. Militant au sein du M. R. P., il fut élu Député du Haut-Rhin aux élections législatives du 2 janvier 1956. Aux élections de 1958, il fut élu Conseiller Général du canton de Habsheim.

Marié, père de six enfants, l'aîné ayant 14 ans et la plus jeune 18 mois. Il habite depuis plusieurs années à Riedisheim.

Son activité de parlementaire est assez connue pour n'en rappeler que les têtes de chapitres. Député assidu aux séances de l'Assemblée Nationale et à celles des Commissions du travail, de la sécurité sociale et de la famille dont il fait partie et dans lesquelles il est titulaire de plusieurs rapports, le *Journal Officiel* nous apprend qu'il s'est occupé tout particulièrement des jeunes, de la sécurité sociale et des vieux travailleurs salariés et diminués physiques, des soldats en Algérie ainsi que des problèmes de la famille et du travail en général.

En dehors des sessions parlementaires, les portes de son bureau furent toujours

cordialement ouvertes à toutes les misères et à tous les soucis de la population de l'ensemble du département. Ses nombreuses démarches et son courrier important nous sont une preuve de la haute conscience professionnelle de ce jeune parlementaire qui, non seulement sut rester fidèle à son idéal, mais sut toujours garder dans la simplicité un contact effectif et suivi avec la population de nos campagnes et de nos villes.

***

LÉON WEBER

Cultivateur à Brinckheim, suppléant du député Ulrich

Agé de 40 ans, Weber Léon est le fils d'une famille de 6 enfants. Né à Eguisheim, il vint dès l'âge de 4 ans à Brinckheim. Son père de 83 ans est toujours en vie — deux de ses frères sont vignerons, deux autres ouvriers dans l'industrie. Il a un fils de 17 ans.

Après sa démobilisation il se mit courageusement à remonter une deuxième fois son exploitation agricole. Weber Léon connaît de par son expérience personnelle les soucis et les problèmes qui sont ceux de la quasi-totalité de nos familles paysannes.

Ses qualités de paysan authentique sont d'ailleurs consacrées par les différents postes de responsabilité qu'il occupe dans les organisations agricoles. Dès l'âge de 30 ans il débute dans l'activité syndicale agricole comme Secrétaire cantonal de la C. G. A. pour les deux cantons de Sierentz et de Huningue qui aujourd'hui font partie de notre arrondissement électoral. Il fut également en tant que délégué des jeunes paysans, membre du bureau de la C. G. A. et chargé de la propagande à la Fédération des Syndicats d'Exploitants agricoles dans laquelle depuis deux ans il détient la responsabilité de Secrétaire général adjoint et de Délégué pour le canton de Sierentz. Secrétaire de la Renaissance agricole, Weber Léon est également Délégué cantonal de la Mutualité sociale agricole dans laquelle il représente les exploitations familiales.

Donc, un cultivateur, un paysan, un vrai !

Pour l'ordre et la paix,
Pour le progrès et la justice,
Pour soutenir l'œuvre de rénovation de de Gaulle,
Pour nos libertés,

Vous voterez M. R. P.

HENRI ULRICH

Député sortant. — Conseiller Général

Remplaçant éventuel :

LÉON WEBER

Cultivateur à Brinkheim

M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire).

Electeurs et Electrices,

Merci encore une fois à toutes et à tous pour le grand nombre de suffrages qui dès le premier tour de scrutin, ont porté notre candidat à la tête de tous ceux qui se sont présentés au choix des électeurs. Dimanche prochain votre vote sera encore plus important puisque celui des candidats qui aura le plus de voix sera pour cinq ans le député de votre arrondissement électoral. Nous vous demandons donc de faire tous votre devoir dans ce sens. Pas d'abstention ! Pas de modification sur le bulletin de vote ! Pas de dispersion des voix sur des partis ou des candidats qui ne vous donnent pas toutes les garanties nécessaires pour l'avenir.

Ne donnez pas votre suffrage à ceux qui se parent pour leur propagande du nom et du crédit du Général de Gaulle mais qui, dans le passé et dans les faits, ont toujours fait une politique contraire sur tous les plans à celle de l'actuel chef du Gouvernement. Ne vous laissez pas bluffer par des slogans, ne vous laissez pas tromper par des manœuvres de dernière heure. Pas d'aventures... Nous voulons la stabilité.

Toutes et tous, donnez vos voix à notre candidat qui est un homme intègre, travailleur et dévoué à la cause de la paix et de la justice. Elu député une première fois le 2 janvier 1956, il a prouvé par des actes que, hier comme aujourd'hui, il fut fidèle à l'idéal de notre peuple. Habitué depuis toujours — et non pas seulement à l'occasion d'une campagne électorale — à lutter et à se battre pour ceux qui lui ont confié un mandat, Henri Ulrich saura être le représentant dynamique et capable de la population de nos quatre cantons.

Parce que vous voulez :

— la paix en Algérie et une vraie communauté des peuples libres avec les territoires d'outre-mer ;

— une France prospère dans une Europe unie ;

— une politique d'expansion dans la stabilité des prix ;

— le plein emploi, la revalorisation des prestations familiales et de celles dues aux vieux travailleurs et aux veuves ;

— l'amélioration du pouvoir d'achat de nos familles de paysans et d'ouvriers ;

— l'adaptation de l'agriculture aux nécessités de l'heure et la sauvegarde de nos exploitations familiales ;

— la construction de logements suffisants et l'amélioration des conditions d'accession à la propriété ;

— le développement des conquêtes et libertés sociales ;

— la préparation, sur tous les plans, des jeunes aux responsabilités de demain ;

— une démocratie respectueuse de la personne humaine, de nos libertés et de nos croyances ;

— une Alsace heureuse dans une France rénovée.

Pour cette raison, parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite, parce que vous ne voulez ni de l'étatisme marxiste ni du conservatisme indépendant ;

Parce que vous voulez la liberté et la justice dans une République forte et stable au service de la Nation :

Vous voterez pour le candidat du M. R. P., vous voterez pour :

HENRI ULRICH et son suppléant LÉON WEBER

***

Quelques notes sur le candidat du M.R.P. et son suppléant

HENRI ULRICH

Député sortant et Conseiller Général

Né en 1912 à Mulhouse, d'une famille ouvrière, l'intéressé travailla comme employé aux Mines de Potasse. Licencié pendant l'occupation pour son attitude anti-nazie, il fut incorporé au « Luftschutz » d'où il s'évada. Incarcéré tout d'abord par la Gestapo à Dijon, puis à Mulhouse, il fut finalement envoyé au Camp de Schirmeck et de là déporté en Allemagne. Revenant aux Mines de Potasse après la Libération, il fut jusque fin 1955, Secrétaire général du Syndicat Chrétien des Mineurs de Potasse (C. F. T. C.). Comme tel, il se dévoua pour les travailleurs et leurs familles. Administrateur des Mines de Potasse à l'époque (en tant que représentant du personnel), la confiance de ses collègues en fit bientôt un Vice-Président de la Fédération nationale des Mineurs C. F. T. C. ainsi qu'Administrateur de la Caisse de Sécurité sociale minière et Président

du Conseil d'Administration de la Caisse régionale de la Sécurité sociale minière de l'Est. Militant au sein du M. R. P., il fut élu Député du Haut-Rhin aux élections législatives du 2 janvier 1956. Aux élections de 1958, il fut élu Conseiller Général du canton de Habsheim.

Marié, père de six enfants, l'aîné ayant 14 ans et la plus jeune 18 mois. Il habite depuis plusieurs années à Riedisheim.

Son activité de parlementaire est assez connue pour n'en rappeler que les têtes de chapitres. Député assidu aux séances de l'Assemblée Nationale et à celles des Commissions du travail, de la sécurité sociale et de la famille dont il fait partie et dans lesquelles il est titulaire de plusieurs rapports, le *Journal Officiel* nous apprend qu'il s'est occupé tout particulièrement des jeunes, de la sécurité sociale et des vieux travailleurs salariés et diminués physiques, des soldats en Algérie ainsi que des problèmes de la famille et du travail en général.

En dehors des sessions parlementaires, les portes de son bureau furent toujours cordialement ouvertes à toutes les misères et à tous les soucis de la population de l'ensemble du département. Ses nombreuses démarches et son courrier important nous sont une preuve de la haute conscience professionnelle de ce jeune parlementaire qui, non seulement sut rester fidèle à son idéal, mais sut toujours garder dans la simplicité un contact effectif et suivi avec la population de nos campagnes et de nos villes.

***

Léon WEBER

Cultivateur à Brinckheim, suppléant du député Ulrich

Agé de 40 ans, Weber Léon est le fils d'une famille de 6 enfants. Né à Eguisheim, il vint dès l'âge de 4 ans à Brinckheim. Son père de 83 ans est toujours en vie — deux de ses frères sont vignerons, deux autres ouvriers dans l'industrie. Il a un fils de 17 ans.

Après sa démobilisation il se mit courageusement à remonter une deuxième fois son exploitation agricole. Weber Léon connaît de par son expérience personnelle les soucis et les problèmes qui sont ceux de la quasi-totalité de nos familles paysannes.

Ses qualités de paysan authentique sont d'ailleurs consacrées par les différents postes de responsabilité qu'il occupe dans les organisations agricoles. Dès l'âge de 30 ans il débute dans l'activité syndicale agricole comme Secrétaire cantonal de la C. G. A. pour les deux cantons de Sierentz et de Huningue qui aujourd'hui font partie de notre arrondissement électoral. Il fut également en tant que délégué des jeunes paysans, membre du bureau de la C. G. A. et chargé de la propagande à la Fédération des Syndicats d'Exploitants agricoles dans laquelle depuis deux ans il détient la responsabilité de Secrétaire général adjoint et de Délégué pour le canton de Sierentz. Secrétaire de la Renaissance agricole, Weber Léon est également Délégué cantonal de la Mutualité sociale agricole dans laquelle il représente les exploitations familiales.

Donc, un cultivateur, un paysan, un vrai !

Pour l'ordre et la paix,
Pour le progrès et la justice,
Pour soutenir l'œuvre de rénovation de de Gaulle,
Pour nos libertés,

Vous voterez M. R. P.

Henri ULRICH
Député sortant. — Conseiller Général

Remplaçant éventuel :

Léon WEBER
Cultivateur à Brinckheim

Election partielle du 22 février 1959.

Electeurs, Electrices,

Aux élections du 30 novembre, notre candidat, Henri Ulrich fut déclaré élu député de notre circonscription.

M. Kroepfle — candidat de l'U. N. R. battu aux élections du 30 novembre — demanda l'annulation des élections.

La demande en annulation de M. Kroepfle était basée uniquement sur les deux arguments suivants :

PREMIER ARGUMENT :

L'hebdomadaire *L'Ami du Peuple* avait publié un appel en faveur des candidats M.R.P. Mais cet hebdomadaire qui parvient régulièrement aux abonnés le vendredi ou le samedi est encore vendu tous les dimanches (donc également le dimanche des élections) à l'entrée de certaines églises ou dans d'autres kiosques à journaux. Donc, occasionnellement, propagande électorale le jour des élections même. Le Comité constitutionnel n'a pas admis cet argument de M. Kroepfle, U.N.R., parce que *L'Ami du Peuple* est un hebdomadaire paraissant régulièrement.

DEUXIÈME ARGUMENT :

Un membre du Comité électoral du candidat Indépendant qui s'était retiré après le premier tour avait — le samedi avant le deuxième dimanche des élections — lancé un appel en faveur de M. Ulrich sans avoir qualité pour parler au nom de son Comité électoral. C'est cet argument qui a été retenu pour annuler les élections dans notre circonscription. C'est basé sur cet argument que M. Kroepfle, U. N. R., a pu obtenir l'annulation des élections.

C'est par cette méthode, qui est un défi à l'égard de l'opinion des électeurs, que M. Kroepfle, U.N.R., a obtenu que notre circonscription n'ait pas encore de représentant à l'Assemblée Nationale.

C'est de cette manière que — sans tenir compte des millions de francs que ces nouvelles élections coûtent à l'Etat dans un moment où on nous prêche l'austérité — M. Kroepfle, U. N. R., veut forcer la main aux électeurs et se faire élire député.

Les Electeurs et les Electrices lui donneront la réponse qui convient.

En effet, bien plus nombreux qu'en 1958, tous les électeurs, toutes les électrices voteront Ulrich, M. R. P.

— Qui n'admettent pas l'abus de confiance commis par tous les candidats U. N. R. en se faisant élire sur le nom du Général de Gaulle malgré la défense formelle de celui-ci d'utiliser son nom à cet effet.

— Qui ne veulent pas se laisser mener par le bout du nez par M. Kroepfle-Kieny, U. N. R.

— Qui se refusent de voir l'U. N. R. avec quatre députés dans le département pour 97.000 voix obtenues et le M. R. P. n'en avoir aucun pour 90.000 voix obtenues.

— Qui pensent que les millions dépensés pour ces élections auraient pu être utilisés plus utilement.

— Qui veulent avoir à l'Assemblée Nationale et dans la circonscription un parlementaire qui a le courage de défendre leurs intérêts.

— Qui exigent que l'Assemblée actuelle ne soit pas uniquement une Association de notables et que les travailleurs y aient droit à une représentation plus importante que celle de 1,6 % de tous les députés qui est la leur actuellement.

Toutes les Electrices, tous les Electeurs,

— Qui savent que nos élections serviront de test sur le plan national pour connaître l'évolution de l'opinion politique de la population.

Tous nos retraités, nos paysans, nos travailleurs, nos anciens combattants, nos assurés sociaux, toutes les professions et couches sociales,

— Qui n'admettent pas sans autre les nombreuses mesures de régression sociale et d'appauvrissement promulguées par la voie d'ordonnances, profiteront de l'occasion unique qui leur est donnée pour manifester leur mécontentement et leur déception.

— Tous ceux qui veulent enfin la paix par une solution politique négociée en Algérie,

— Tous ceux, toutes celles qui n'admettent pas que les ultras de l'U. N. R. puissent entraver le jeu normal de la démocratie et porter atteinte aux conquêtes et libertés sociales,

— Tous ceux qui veulent le respect de la personne humaine et la justice dans une République forte et stable au service de la Nation.

Vous tous et vous toutes, hommes et femmes, vous voterez pour notre candidat et son suppléant.

Pas d'abstention. Votez tous

Henri ULRICH

Député sortant. — Conseiller Général

Remplaçant éventuel :

Léon WEBER

Cultivateur à Brinkheim

RHÔNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Jean MIRIOT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958.
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez par votre vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais la Ve République ne pourra s'établir sur des bases solides que si un esprit nouveau anime le Pays. Les élections législatives vont vous donner la possibilité d'affirmer définitivement votre Oui en empêchant toute forme de retour à l'ancien système.

Au lendemain du référendum, l'Union pour la Nouvelle République s'est constituée dans ce but. Elle est décidée à soutenir l'action du Général de Gaulle :

— pour le relèvement matériel et moral de la France ;
— pour le maintien de l'Algérie française ;
— pour le progrès social et humain de la France et des pays associés à son destin ;
— pour une justice efficace ;
— pour un climat économique nouveau ;
— contre le Communisme.

A Lyon, depuis de nombreuses années et derrière Jacques Soustelle, des hommes n'ont cessé d'appeler de leurs vœux la fin d'un régime ruineux pour le pays. Avec lui, ils rejettent dans le passé toutes les formules partisanes, les slogans illusoires qui risqueraient de rompre l'Unité nationale indispensable.

Si vous désirez soutenir avec Jacques Soustelle l'action courageuse et efficace de l'Union pour la Nouvelle République.

Votez pour un homme jeune.
Votez pour un homme nouveau.

Votez Jean MIRIOT
Agent de recherches textiles
Médaillé Militaire. — Croix de Guerre avec Palmes. — Rosette de la Résistance
Candidat d'Union pour la Nouvelle République (Président Jacques Soustelle)

Remplaçant :

Emile PESCE
Docteur en Médecine
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Par votre vote du 23 novembre, vous m'avez placé nettement en tête de tous les candidats de la 1re circonscription.

Vous m'avez fait confiance et je vous en remercie.

Pour compléter au deuxième tour la victoire que vous avez ainsi commencée, je fais appel au sens national de tous ceux qui ont fait bloc le 28 septembre dernier pour répondre « Oui » au Général de Gaulle.

Dimanche prochain, vous ferez la preuve qu'à Lyon comme dans tout le pays, les Français sont capables de s'unir,

Contre le Communisme,
Pour le renouveau de la République.

Votez Jean MIRIOT

Agent de recherches textiles

Médaillé Militaire. — Croix de Guerre avec Palmes. — Rosette de la Résistance

Candidat d'Union pour la Nouvelle République (Président Jacques Soustelle)

Remplaçant :

Emile PESCE

Docteur en Médecine

Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri COLLOMB

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Après avoir approuvé les nouvelles institutions de la République Française, vous avez, le 23 novembre, à choisir les hommes qui les animeront et la politique qui orientera le destin de la France.

De votre bulletin, il dépendra qu'une majorité stable se dégage au nouveau Parlement et que se traduise dans les faits la rénovation profonde à laquelle vous aspirez.

Le Centre des Indépendants du Rhône, affilié au Centre National que préside M. Antoine Pinay, a voulu, dès le premier tour, réaliser l'union que vous souhaitez. En accord avec les organisations qui poursuivent son idéal de grandeur française et notamment avec l'Union pour la Nouvelle République, il vous présente des candidats qui, à l'Assemblée, sauront œuvrer pour une France forte, juste et respectée.

Vous connaissez le Centre National des Indépendants. Vous savez que son président, Antoine Pinay, après avoir sauvé la France, en 1952, de la catastrophe monétaire, a été l'homme qui, en mai dernier, par sa démarche auprès du Général de Gaulle, a contribué à préserver notre pays d'une lutte civile menaçante. Vous savez que demain comme hier les Indépendants seront des hommes de concorde et de raison. La confiance qu'ils vous demandent, ils ont conscience de l'avoir méritée dans le passé.

Aujourd'hui, d'immenses chances s'offrent à la France. Son renouveau démogra-

phique, la découverte des richesses pétrolières du Sahara, le dynamisme de ses élites professionnelles permettent d'espérer que bientôt notre nation deviendra la nation pilote de l'Europe. Encore faut-il ne pas gaspiller les occasions actuelles.

— Les Indépendants, attachés aux valeurs qui sont inséparables de notre tradition chrétienne et humaniste, veulent faire échec au communisme, ennemi de notre civilisation et de nos libertés.

— Ils sont opposés au socialisme, car le progrès social consiste à répartir la richesse, non à écraser l'économie sous le poids de charges insupportables.

— Ils veulent rétablir en Algérie une paix française, fondée sur la mise en valeur de cette province, sur la fraternité franco-musulmane, sur l'égalité des diverses communautés et ils s'inclinent devant notre magnifique armée qui a su faire reculer la terreur du F. L. N.

— Ils mettent leurs espoirs dans l'instauration de la Communauté franco-africaine, aussi nécessaire à l'Afrique qu'à la France et au monde libre.

— Ils entendent poursuivre la construction européenne qui seule permettra d'édifier un ensemble économique et politique aux dimensions du vingtième siècle.

***

Dans l'immédiat, il s'agit de réaliser une profonde réforme fiscale, afin de percevoir l'impôt mieux et plus justement sans accabler le contribuable sous une réglementation tyrannique et vétuste.

Il faut, par la relance de l'expansion économique, assurer l'élévation du pouvoir d'achat des travailleurs.

Il faut, en rendant confiance à l'épargne, permettre la mise en œuvre d'une vaste politique du logement, ainsi que le Gouvernement actuel a commencé à le faire sous l'impulsion de M. Sudreau, en accord avec le Président Pinay.

C'est le problème capital.

Il faut également placer au premier rang de nos préoccupations — et dans le respect des convictions de chacun — les problèmes de l'enseignement (constructions scolaires, hygiène, œuvres post et péri-scolaires), aider et développer les œuvres de vacances pour notre jeunesse.

La France ne sera-t-elle pas bientôt le plus jeune pays d'Europe ?

En ce qui concerne les vieux travailleurs, les économiquement faibles et les rentiers-viagers victimes de la dépréciation monétaire due à la gestion socialiste de nos finances, un effort de revalorisation des retraites doit être tenté.

De même, une refonte de notre organisation de Sécurité sociale devrait permettre, sans creuser encore le déficit, de restituer aux familles l'excédent des caisses d'allocations familiales.

Mais ces nécessaires progrès, de même que l'aide à la jeunesse et le respect des droits acquis des anciens combattants ne sont possibles que dans une gestion financière saine et rigoureuse, garantie par un Gouvernement stable et efficace.

Le Centre National des Indépendants vous demande, pour assurer ce programme, de voter pour son candidat dans la deuxième circonscription :

HENRI COLLOMB
Vice-Président du Conseil Général. — Adjoint au Maire

Remplaçant éventuel :

CHARLES VIANET
Conseiller Général

Il vous demande de le faire dès le premier tour. N'égarez pas vos voix sur des candidats sans audience et sans assise. Ne faites pas le jeu des tenants de l'ancien

« système ». Montrez que vous rejetez le communisme, le socialisme, tous les petits partis divisés et impuissants. Faites triompher la raison, l'unité nationale avec

HENRI COLLOMB
Avocat à la Cour d'appel
Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
(Président : Antoine Pinay)
soutenu par l'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne de France
(Président : Georges Bidault)

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs de la deuxième circonscription,

Dimanche dernier, vous avez placé Henri Collomb, candidat du Centre des Indépendants, soutenu par l'U. N. R. et la Démocratie Chrétienne, largement en tête de tous les candidats, puisqu'il n'a manqué que quelques centaines de voix pour atteindre, dès le premier tour, la majorité absolue.

Vous avez ainsi participé à ce grand courant d'unité nationale qui s'est manifesté dans la France entière.

Le 30 novembre, votre choix sera plus net encore.

Pour la République nouvelle qui s'édifie.
Pour une France forte, juste et respectée.
Pour le progrès social par l'expansion économique.
Pour la défense des libertés familiales, professionnelles et locales.
Pour l'Union Nationale.

Vous assurerez le triomphe de notre ami :

HENRI COLLOMB
Vice-Président du Conseil Général. — Adjoint au Maire
Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
soutenu par l'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne de France

Remplaçant éventuel :

CHARLES VIANET
Conseiller Général

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques SOUSTELLE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 23 novembre 1958
(U. N. R.)

Electrices, Electeurs,

Député de Lyon depuis 1951, membre de notre Conseil Municipal depuis 1953, je me présente aujourd'hui à vos suffrages pour la première Assemblée Nationale de la Ve République.

J'ai auprès de moi, comme remplaçant selon la loi, mon ami Charles Béraudier, adjoint au Maire de Lyon.

Vous me connaissez et vous connaissez mon action pendant ces dernières années.

Pendant sept années au Parlement, et à mon poste de combat comme Gouverneur Général de l'Algérie, je n'ai cessé de lutter :

— Contre le Communisme destructeur, complice perpétuel des ennemis du pays ;
— Pour l'union de tous les Français en dehors de stériles querelles de partis ;
— Pour la sauvegarde de l'Algérie française, clé de voûte de l'ensemble européen et africain rassemblé sous notre drapeau ;
— Pour une politique internationale d'indépendance et de résistance aux entreprises communistes dans la coopération avec nos voisins d'Europe et nos alliés atlantiques ;
— Pour la défense de nos libertés contre toute dictature, contre les empiétements de l'étatisme et de la bureaucratie ;
— Pour l'expansion économique, la prospérité et la justice sociale.

Pendant sept années, par mille interventions, articles, discours à la tribune du Parlement, comme par mes actes, j'ai combattu le mauvais système imposé à la Nation en 1946.

Je n'ai pas cessé de proclamer que pour sauver le Pays de la décadence, il fallait :

— Rappeler le Général de Gaulle ;
— Donner à la France une nouvelle Constitution.

Nombreux étaient alors ceux qui me reprochaient ma fidélité et qualifiaient mes idées d'utopiques ou de ridicules.

Les événements ont montré qui avait raison.

Le 13 mai, le sursaut patriotique du peuple et de l'armée d'Algérie a donné le coup d'arrêt aux abandons et à la chute accélérée de la France.

Le 28 septembre, le pays tout entier, à une écrasante majorité, a approuvé les institutions nouvelles.

A Alger, en mai, à Paris ensuite auprès du Général de Gaulle, j'ai servi, comme je l'ai toujours fait, la cause de la nation et non celle d'aucun parti. Cela m'a valu bien des attaques, des haines, une tentative d'assassinat. Peu importe : le redressement national est commencé ; il reste à le poursuivre et à le consolider.

C'est dans cet esprit que plusieurs mouvements et organisations créés avant et après le 13 mai pour soutenir la doctrine et l'action du Général de Gaulle ont fusionné pour former l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Le but de l'U.N.R. ? C'est tout simplement de faire en sorte que la V[e] République, à peine née, ne retombe pas dans les erreurs du passé.

Les Français qui ont voté Oui le 28 septembre ne voudront pas envoyer au nouveau Parlement des hommes dont le désir avoué ou secret serait de recommencer « comme avant » et de tromper leur espoir de renouveau.

Je n'ai pas attendu 1958 pour dénoncer les vices du système. Ma signature figure au bas de la Constitution nouvelle. C'est par son application complète et loyale que nous pourrons liquider définitivement les fautes et les faiblesses dont nous avons tant souffert.

Les grandes tâches de demain sont immenses :

— Rénover l'administration qui devra être résolument dépolitisée et centralisée.
— Faire reculer le Communisme en imposant à tous le respect de la démocratie et de la souveraineté nationale.
— Rétablir la paix en Algérie sur les bases « d'un statut de convalescence » annoncé par le discours du Général de Gaulle à Constantine, réprimer impitoyablement le terrorisme en Algérie et en métropole, promouvoir une politique d'égalité et de progrès conduisant à l'intégration de l'Algérie et du Sahara avec la métropole.
— Bâtir la Communauté franco-africaine dans le cadre de la nouvelle Constitution.
— Assurer à tous ceux qui travaillent leur juste part du revenu national.
— Orienter l'économie française, libérée de toute entrave bureaucratique et dirigiste dans la voie de l'expansion et de la modernisation.

La France sera dans quelques années le pays le plus jeune d'Europe. Il lui faut une administration et une économie modernes, des logements nombreux et confor-

tables, des écoles pour ses enfants, des débouchés et du travail pour tous, une activité industrielle et commerciale sans cesse croissante. C'est à atteindre ces buts que le nouveau Parlement et le nouveau Gouvernement devront s'employer, par la réforme administrative, la réforme de la fiscalité, l'aide et l'encouragement aux activités productives, les garanties assurées aux salariés.

Cœur de notre cité bi-millénaire et d'une des régions les plus laborieuses de notre pays, riche d'un passé et d'un présent également prestigieux, la 3e circonscription de Lyon mérite que son représentant au Parlement s'attache à l'aider et à défendre les intérêts légitimes de sa population.

Si vous me désignez pour être ce représentant, je m'efforcerai d'apporter à tous mon soutien sans défaillance, certain de contribuer à la prospérité de notre ville et de la région lyonnaise.

JACQUES SOUSTELLE
Directeur à la Recherche scientifique
Officier de la Légion d'Honneur
Conseiller Municipal de Lyon. — Ministre de l'Information

Remplaçant :

CHARLES BERAUDIER
Chevalier de la Légion d'Honneur
Adjoint au Maire de Lyon

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Guy JARROSSON
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants.

Dans la 4e Circonscription du Rhône (quartiers des Brotteaux, de la Vilette et de Montchat) les organisations nationales se sont mises d'accord sur le nom d'un candidat unique.

Aussi :

— le Centre National des Indépendants (Président : Antoine Pinay),
— l'Union pour la Nouvelle République (Président : Jacques Soustelle)
— la Démocratie Chrétienne de France (Président : Georges Bidault)
vous demandent de voter pour

GUY JARROSSON
Seul Candidat d'Union nationale

Le mouvement du 13 mai est le sursaut d'un peuple qui ne veut pas mourir. Il a stoppé l'enfoncement vertigineux de la France. Il a mis fin aux humiliations, aux injures laissées sans réponse.

Pendant cette période d'abaissement, le candidat que vous présentent les organisations nationales n'a pas cessé, par la parole et par la plume, à la tribune de

l'Assemblée ou dans la presse, d'alerter les gouvernements successifs et l'opinion publique.

Il a voté l'investiture du Général de Gaulle comme celle du seul homme capable de réunir à nouveau dans une harmonie fraternelle une France près de se perdre et l'Algérie sauvée.

Mais, si la réponse joyeuse et massive du peuple au référendum ouvre une nouvelle page dans notre histoire, il faut maintenant la vivre. Rien n'est fini, tout commence. Ces institutions nouvelles, nées de votre suffrage, les hommes que vous allez élire vont les mettre en œuvre. Tant vaudront ces hommes, tant vaudra le nouveau régime.

Il faut donc les bien choisir, en raison de leur volonté de procurer le bien commun, de leur expérience, de leur connaissance des problèmes.

Le problème des prix les domine à cette heure. Au Ministère des Finances, Antoine Pinay s'oppose avec raison à la montée des prix. Il défend le consommateur. Il défend la monnaie.

Sans une monnaie stable, pas de prix stables. Le renchérissement appauvrit la population, amène l'agitation sociale, ferme les marchés, oblige la production à se restreindre, menace le plein emploi, rend illusoires les avantages sociaux.

Appelé plusieurs fois par la confiance de ses collègues de l'Assemblée Nationale, sans distinction de parti, à la vice-présidence de la Commission des affaires économiques, le candidat Guy Jarrosson s'y est révélé comme un des plus fidèles soutiens de la politique économique et financière du Président Antoine Pinay.

C'est ainsi qu'il s'est fait le champion des économies. Ses interventions pleines de vigueur, au Conseil municipal de Lyon, au Conseil général du Rhône où il présidait la Commission des finances et à l'Assemblée Nationale font preuve de sa persévérance dans cette action.

Par contre, il n'a pas cessé de réclamer, souvent avec succès, l'engagement des deniers publics : pour le logement. Le foyer Notre-Dame des Sans-Abri, le Comité Lyonnais de Secours d'urgence et le Comité de propagande et d'action contre le taudis en ont bénéficié.

En obtenant ainsi des subventions pour des « œuvres privées, d'intérêt général », Guy Jarrosson a montré non seulement son sens social mais également la valeur qu'il accorde à l'initiative privée.

C'est en encourageant cette initiative, en la libérant d'une fiscalité sclérosante que la France peut éviter, dans la plupart des secteurs, la récession et se préparer, sans crainte alors, pour le Marché commun.

Favorable à l'organisation politique d'une Europe aux membres plus unis, Guy Jarrosson ne veut pas pour autant voir la France perdre sa personnalité.

Elle la conservera dans la mesure où seront respectées les communautés naturelles : famille, profession, commune, région économique et administrative. Les libertés des unes et des autres sont des libertés nécessaires : ce sont les milieux naturels de la vie.

C'est en pleine connaissance de cette action passée et du programme présent que :

— le Centre National des Indépendants (Président : Antoine Pinay),

— l'Union pour la Nouvelle République (Président : Jacques Soustelle),

— la Démocratie Chrétienne de France (Président : Georges Bidault)

présentent à vos suffrages

GUY JARROSSON

Conseiller Municipal de Lyon. — Conseiller Général du Rhône
Vice-Président de la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée Nationale
Député sortant
Seul Candidat d'Union nationale

Remplaçant éventuel :

JACQUES GOYARD

Adjoint au Maire pour le VIe Arrondissement
Commerçant détaillant. — Vice-Président de l'Union des Commerçants du VIe Arrondissement
Chevalier du Mérite social

Votez Jarrosson !

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le Centre National des Indépendants (Président : Antoine Pinay),
L'Union pour la Nouvelle République (Président : Jacques Soustelle),
La Démocratie Chrétienne de France (Président : Georges Bidault),
L'Organisation Française du Mouvement Européen (Président : René Courtin)
vous présentent, comme au premier tour :

GUY JARROSSON

Conseiller Municipal de Lyon. — Conseiller Général du Rhône
Vice-Président de la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée Nationale
Député sortant
Seul Candidat d'Union nationale

Vous l'avez porté en tête de tous les candidats avec une avance telle qu'il s'en est fallu de peu qu'il soit élu dès le premier tour.

Vous lui avez fait aussi confiance. Vous l'avez vu et lui avez parlé au cours des réunions tenues tous les jours dans les divers quartiers de la circonscription.

Vous avez pu apprécier la doctrine nationale, économique et sociale de Guy Jarrosson, estimer sa connaissance des problèmes généraux et locaux, applaudir l'efficacité de sa parole et de son action.

Vous, qui avez déjà voté pour lui, vous le ferez encore de grand cœur. Vous transformerez en triomphe cette victoire qui est la vôtre.

Vous, qui n'avez pas encore voté pour lui, venez renforcer l'action de vos amis. l'union sera ainsi plus parfaite.

Car Guy Jarrosson est un candidat d'union. A ses côtés, fidèlement associés à sa campagne, l'adjoint au Maire pour le 6e arrondissement, Jacques Goyard, le conseiller général du 11e canton, Rouby, si connu à la Villette-Paul-Bert et Montchat, proclament cette union. Dans toute la France, un immense mouvement, le 23 novembre, a porté à la pointe de l'espoir les hommes chargés de l'avenir.

Guy Jarrosson est du nombre. Le 30 novembre, que votre suffrage unanime fasse de notre candidat le représentant de tous.

Tous aux urnes !

Votez GUY JARROSSON

Remplaçant éventuel :

JACQUES GOYARD

Adjoint au Maire pour le VIe Arrondissement
Commerçant détaillant. — Vice-Président de l'Union des Commerçants du VIe Arrondissement
Chevalier du Mérite social

Vive la France !

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roger FULCHIRON

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958.

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Les élections législatives des 23 et 30 novembre auront une importance particulière. Elles enverront en effet à l'Assemblée Nationale des hommes qui devront mettre en œuvre la nouvelle Constitution. Il dépendra d'eux que la Ve République prenne un bon départ et soit une réussite.

Votre choix est donc capital.

Le Centre National des Indépendants vous présente la candidature des deux conseillers généraux qui représentent les deux cantons de la 5e circonscription législative, c'est-à-dire la totalité de la Guillotière :

ROGER FULCHIRON

Député du Rhône, adjoint au Maire de Lyon
Conseiller Général au 7e arrondissement (10e canton)
Ancien Combattant, Croix de Guerre 1939-1945
Père de trois enfants

Remplaçant éventuel :

JEAN SANONER

Représentant de Commerce
Conseiller Général au 3e arrondissement (9e canton)

Est-il besoin de rappeler que Roger Fulchiron et Jean Sanoner ont toujours joui de votre entière confiance, puisqu'ils ont été élus aux mandats qu'ils détiennent sans connaître un seul échec et à des majorités sans cesse accrues.

Ils se sont ainsi montrés efficaces en barrant la route au candidat communiste et en réalisant sur leur nom une large union nationale.

Roger Fulchiron notamment a été élu comme député du Rhône le 2 juin 1957 à la majorité absolue, totalisant un nombre de voix jamais atteint dans le Rhône — en remplacement du Président Herriot. L'ampleur de ce succès récent, puisqu'il ne date que de dix-huit mois, donne l'assurance que Roger Fulchiron reste le candidat le plus apte à battre une fois encore le candidat communiste et à rallier sur son nom le plus grand nombre de voix nationales.

Le Centre National des Indépendants a comme leader le Président Antoine Pinay et comme Secrétaire général Roger Duchet. Vous savez que l'action courageuse et opiniâtre de ceux-ci a été nécessaire et décisive pour le retour au pouvoir du Général de Gaulle, pour le vote d'une nouvelle Constitution et pour notre renouveau national.

Le Général de Gaulle a d'ailleurs prouvé sa confiance dans le Président Pinay, en lui confiant le poste-clé de Ministre des Finances et des Affaires économiques. Cette confiance est bien placée, puisque Antoine Pinay sauva le franc et le pouvoir d'achat en 1952 dans des circonstances difficiles. A l'heure présente encore, dans des périls semblables, celui-ci œuvre avec fermeté et compétence pour redresser la situation financière et économique, maintenir le plein emploi, empêcher la récession et le chômage, éliminer les dépenses inutiles, traquer les abus et les malversations dans les comptes de l'Etat.

Les Indépendants n'ont jamais été les tenants du « Système », mais ils ont été les artisans du renouveau français.

— Ils ont combattu à peu près seuls contre le vote de la Constitution néfaste de 1946.

— Depuis cette date, ils se sont opposés sans trêve aux abus et tares du régime que les gouvernements tripartistes modelèrent à leur image.

— Ils réclamèrent sans relâche, une vraie séparation des pouvoirs, la stabilité ministérielle et l'efficacité gouvernementale, la suppression des ingérances et des abus du Parlement, la rationalisation du travail législatif, la réduction du nombre des députés, la réforme électorale, la restauration des pouvoirs du Sénat, la réforme fiscale dans l'égalité et l'équité.

— Ils se sont employés sans défaillance à réparer les erreurs financières des socialistes. Ils ont toujours défendu l'entreprise et l'initiative privée contre l'étatisme.

— Ils ont été les plus efficaces sur le plan social en défendant le pouvoir d'achat des travailleurs et des vieillards contre l'inflation et le gaspilage.

— Seuls à l'Assemblée Nationale, ils réclamèrent la dissolution du parti communiste et une lutte efficace contre le terroisme, le défaitisme et la trahison.

— Ils ont toujours défendu contre leurs détracteurs, notre admirable armée et nos services de sécurité dont la tâche est écrasante.

C'est pourquoi le Centre des Indépendants et Paysans entend poursuivre son action dans le sens du référendum voulu par le Général de Gaulle, c'est-à-dire en étroite communion avec la grande majorité de la Nation.

Le Centre des Indépendants a pu être l'élément capital du retour du Général de Gaulle au pouvoir et du changement de régime, comme il sera demain l'aile marchante du régime nouveau, parce qu'il est la première formation politique nationale. Il comporte en effet 103 députés, 87 sénateurs. Un tiers des conseillers généraux et un tiers des conseillers municipaux dans la France entière sont Indépendants. Demain, comme elle le fut hier, cette force politique sera disponible pour le service exclusif de la Nation.

N'égarez pas vos voix sur des hommes ou des formations qui n'ont pas fait leur preuve et ne pourraient que perpétuer l'émiettement des forces nationales.

Votez pour Roger Fulchiron et vous affirmerez ainsi au Parlement l'action du puissant groupe uni des Indépendants et Paysans d'action sociale. Souvenez-vous que le Président Antoine Pinay a toujours lancé un appel en faveur de la candidature de Roger Fulchiron, son ami.

Vous connaissez le sens de notre action :

— Les Indépendants sont passionnément attachés aux valeurs qui sont inséparables de notre tradition chrétienne, humaniste et nationale.

— Ils entendent défendre la liberté contre le communisme et l'étatisme. Ils pensent que la société doit être basée sur la famille dont ils veulent protéger les droits.

— Mais la Nation doit aussi être rénovée avec les forces jeunes et les techniques nouvelles.

—Il faut par la poursuite de l'expansion économique, réaliser un véritable progrès social. Car le progrès social consiste à répartir de la richesse, non à socialiser la pénurie. Une saine gestion financière, ainsi que l'a démontré le Président Pinay, permet seule de maintenir le franc et d'améliorer le pouvoir d'achat.

— Il faut protéger notre agriculture, notre industrie et notre artisanat.

— Il faut aider la jeunesse, magnifique espoir de la France, à trouver sa place dans la communauté nationale.

— Il faut promouvoir à nouveau l'œuvre de construction de logements si magistralement entreprise par les Ministres Indépendants : Pierre Courant, Roger Duchet et Pierre Garet.

— Il faut poursuivre la construction européenne, qui seule permettra d'édifier un ensemble économique et politique aux dimensions du monde moderne.

La France doit enfin rester en Algérie.

— Elle le doit aux Algériens qui, sans la France, connaîtraient la misère qui est le lot des Yéménites, des Séoudiens et des Egyptiens.

— Elle le doit aux 1.200.000 Français d'Afrique du Nord qui sont aussi nombreux que les Alsaciens-Lorrains de 1870 et que la Mère-Patrie ne saurait abandonner.

— Elle le doit à l'Occident, car qui tient l'Afrique, tient l'Europe.

— Elle le doit enfin aux générations qui montent. Un immense espoir est né depuis la découverte des richesses pétrolières et minérales du Sahara. Grâce à leur mise en valeur, la France pourra se libérer de toute dépendance économique et devenir la Nation pilote de l'Europe. Il faut pour cela que nous conservions l'Algérie, tout en y introduisant les nécessaires réformes administratives et sociales qu'appelle l'évolution du monde.

Si vous voulez collaborer efficacement à l'œuvre de rénovation nationale dans l'esprit du référendum du 28 septembre et la plus large union des nationaux, vous l'affirmerez en votant le 23 novembre pour :

ROGER FULCHIRON

Député du Rhône, adjoint au Maire de Lyon
Conseiller Général au 7e arrondissement
Adjoint au Maire de Lyon
Ancien Combattant, Croix de Guerre 1939-1945
Père de trois enfants

et pour son remplaçant éventuel :

JEAN SANONER

Représentant de Commerce
Conseiller Général au 3e arrondissement

Candidats du Centre National des Indépendants (Président : Antoine Pinay)
soutenus par l'Union pour la Nouvelle République

2e CIRCULAIRE

Centre national des indépendants et paysans.

(Président : Antoine Pinay)

avec le soutien de l'Union pour la Nouvelle République

Union contre le communisme pour le renouveau français.

Dimanche dernier, chaque citoyen a voté selon ses préférences particulières. C'était normal et légitime.

Roger Fulchiron, député sortant, adjoint à la Mairie centrale, chargé des établissements d'assistance, conseiller général du 10e canton, est arrivé très largement en tête de tous les candidats.

Celui-ci a recueilli en effet 18.210 suffrages, frôlant la majorité absolue et laissant très loin derrière lui ses huit concurrents. Son remplaçant éventuel, Jean Sanoner, conseiller général du 9e canton, si justement populaire, a grandement participé à ce succès.

Nous remercions sincèrement les électrices et électeurs qui ont massivement confirmé leur confiance à Roger Fulchiron. Mais nous leur demandons de voter avec la même discipline, le dimanche 30 novembre pour assurer définitivement son élection.

Nous disons aussi à ceux qui ont dispersé leurs voix sur les huit autres candidats, qu'ils n'ont plus le droit, dans l'intérêt national, de perdre leurs suffrages sur des candidats de division, de dispersion ou de confusion, qui pourraient se maintenir au détriment de la clarté et de l'union.

Au deuxième tour, l'impératif est de voter efficacement.

Or, pour voter utilement, il faut choisir :

— ou bien le Communisme, fossoyeur des libertés et de la paix. Vous avez le devoir de le démasquer et de le combattre ;

— ou bien l'Union nationale, condition essentielle de la réussite de l'action du Général de Gaulle et du salut du pays.

Dans la 5e circonscription, toutes les voix nationales doivent raisonnablement se porter sur le seul candidat d'Union qui, dans le passé, n'a jamais connu d'échec et a toujours eu raison de son adversaire communiste. Vous avez tous gardé le souvenir de ses victoires de 1951 et 1958 au Conseil Général, de 1953 au Conseil Municipal, de 1957 à l'Assemblée Nationale en remplacement du Président Herriot. Ces succès furent remportés dans des conditions souvent difficiles mais avec des majorités sans cesse accrues.

Aujourd'hui encore, son avance du 23 novembre lui donne l'assurance du succès si chacun et chacune accomplissent le 30 novembre leur devoir civique.

Nous vous convions de nouveau à voter dans l'esprit du référendum, à voter avec l'immense majorité des Français qui optèrent dimanche dernier pour le renouveau national, pour le soutien de l'action du Général de Gaulle, pour la défense de nos libertés, l'expansion économique et sociale, pour la paix...

Ainsi, voter efficacement pour le seul candidat d'union est un acte de raison et un devoir impérieux de discipline républicaine et de rassemblement français.

S'abstenir serait déserter !.. Voter pour :

Roger FULCHIRON

Député sortant. — Adjoint au Maire de Lyon
Conseiller Général du 10e canton (Guillotière-Université-Jean-Macé)
Ancien Combattant, Croix de Guerre 1939-1945
Père de trois enfants

et pour son remplaçant éventuel :

Jean SANONER

Conseiller Général du 3e arrondissement (Guillotière-Préfecture-Part-Dieu)

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Edouard CHARRET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du

Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Adjoint au Maire de Villeurbanne depuis cinq ans, je me présente aujourd'hui à vos suffrages pour la première Assemblée Nationale de la Ve République.

J'ai comme remplaçant mon ami René Laval, résistant authentique.

Vous me connaissez et vous connaissez mon action pendant ces dernières années.

J'ai toujours travaillé sans vaine agitation politique, pour une saine gestion des affaires publiques, pour une politique efficace du logement et pour le progrès économique et social.

— Contre le Communisme destructeur, complice perpétuel des ennemis du pays ;

— Pour l'union de tous les bons Français en dehors des stériles querelles des partis ;

— Pour la sauvegarde de l'Algérie française, clé de voûte de l'ensemble européen et africain sous l'égide de la France ;

— La réforme administrative et fiscale ;

— La création d'un Haut-Commissariat à la vieillesse, pour assurer l'avenir de ceux qui ont peiné toute leur vie.

En particulier pour notre circonscription :

— Accélération de la construction d'habitations à loyer modéré, avec zones de verdure et terrains de jeux pour les enfants ;

— Multiplication des groupes scolaires ;

— Réalisation d'un plan de transport permettant la liaison entre elles des communes industrielles de cette circonscription ;

— Un programme réaliste correspondant aux besoins et aspirations de la jeunesse, développement des installations sportives pour tous les âges.

Si vous me désigniez pour être votre représentant je m'efforcerai d'apporter à tous mon soutien sans défaillance, certain de contribuer à la prospérité de la circonscription de Villeurbanne et de la région lyonnaise.

EDOUARD CHARRET

Adjoint au Maire de Villeurbanne
Président de l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports de Villeurbanne
Médaille de la France libérée. — Croix des Services Militaires
Médaille d'Or de l'Education physique
Candidat d'Union pour la Nouvelle République présenté par les Républicains Sociaux
(Président : Jacques Soustelle)

Remplaçant :

RENÉ LAVAL

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Rosette de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au scrutin du 23 novembre, par plus de 15.000 voix, vous m'avez placé en tête des candidats nationaux.

Je vous remercie de tout cœur de cette marque de confiance. En m'apportant vos suffrages, vous avez confirmé votre « Oui » à la France et au Général de Gaulle. Vous vous êtes clairement prononcés contre le Communisme, pour le redressement national, pour l'Algérie française, pour le renouveau et le progrès.

Mes remerciements vont aussi à Michel Richelmy, dont les 5.000 suffrages viendront s'ajouter à ceux des électeurs nationaux.

En faisant bloc sur mon nom, dimanche prochain, vous contribuerez au bien commun dans l'union de tous ceux qui veulent, avec le Général de Gaulle, une France meilleure.

EDOUARD CHARRET
Adjoint au Maire de Villeurbanne
Président de l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports de Villeurbanne
Médaille de la France libérée. — Croix des Services Militaires
Médaille d'Or de l'Education physique
Candidat d'Union pour la Nouvelle République présenté par les Républicains Sociaux
(Président : Jacques Soustelle)

Remplaçant éventuel :

RENÉ LAVAL
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Rosette de la Résistance

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Philippe DANILO
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre 1958, vous avez voté en masse pour la nouvelle République, pour le Général de Gaulle que je suis fidèlement depuis 1940.

Mais l'œuvre entreprise est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut qu'un esprit nouveau anime les institutions rénovées.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour céder le pouvoir au Général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Je me présente devant vous pour que ça change.

Si vos suffrages me délèguent au Parlement, vous êtes certains que je continuerai avec vous, comme je l'ai toujours fait, à lutter :

— contre le Communisme,
— pour le relèvement matériel et moral de la France,
— pour l'Algérie française,

— pour le progrès social et humain de la France et des pays associés à son destin,
— pour la réforme administrative,
— pour la réforme de la fiscalité.

Vive la République !
Vive la France !

Encore une fois, votez Oui.

Votez PHILIPPE DANILO
Représentant
Maire de La Mulatière. — Conseiller Général du canton de Saint-Genis-Laval
Président de la Commission départementale
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République présenté par les Républicains Sociaux
(Président : Jacques Soustelle)

Remplaçant :

CLAUDE BLANCHIN
Représentant
Officier de la Légion d'Honneur
Adjoint au Maire de Tassin-la-Demi-Lune

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Je vous remercie de m'avoir, par plus de 18.000 voix, accordé votre confiance et placé en tête des candidats de notre circonscription.

En votant massivement dès le premier tour, vous avez une deuxième fois répondu « Oui ».

Vous vous êtes prononcés pour le redressement national, pour l'Algérie française, pour le renouveau et le progrès.

Je vous demande faire bloc sur mon nom dimanche prochain, pour le bien commun dans l'union de tous ceux qui veulent, eux aussi, avec le Général de Gaulle, une France meilleure.

Vive la République !
Vive la France !

Votez PHILIPPE DANILO
Représentant
Maire de La Mulatière. — Conseiller Général du canton de Saint-Genis-Laval
Président de la Commission départementale
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République présenté par les Républicains Sociaux
(Président : Jacques Soustelle)

Remplaçant :

CLAUDE BLANCHIN
Représentant
Officier de la Légion d'Honneur
Adjoint au Maire de Tassin-la-Demi-Lune

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph CHARVET

(Candidat du Centre National des Indépendants et des Paysans)

élu le 23 novembre 1958

(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs,

La France presque unanime a adopté sa nouvelle Constitution. Nous sommes à la veille des élections. Aussitôt après les députés devront se mettre au travail.

Celui-ci ne va pas manquer.

La responsabilité des électeurs est donc engagée puisqu'il leur appartient de choisir parmi les candidats en présence.

J'ai l'honneur de me présenter à vous comme Indépendant et Paysan.

Je devrais surtout dire que je me présente à vous décidé à défendre de toutes mes forces nos libertés.

En définitive il s'agit de défendre la liberté.

Celle-ci constitue, vous le savez, le bien le plus sacré dont, en France, nous disposons encore, mais que l'on sent visé dangereusement parce que sournoisement. L'Etat hypertrophié tend de plus en plus à nous envahir. La politique socialiste n'a d'autre but que de lui confier encore plus de tâches, plus de responsabilités au détriment de l'initiative privée — voire même en violation du principe du droit de propriété.

Or, la société doit reposer sur trois institutions fondamentales :

— D'abord la famille ;

— Ensuite le droit de propriété ;

— Et enfin l'Etat.

Mais je me refuse à laisser l'Etat se substituer à la famille et menacer le principe même du droit de propriété. Ce droit constitue le moteur indispensable de toutes les entreprises, de toutes les initiatives qui font la grandeur et la richesse de notre pays.

Toute atteinte portée à ces deux institutions, famille et droit de propriété, nous conduit au collectivisme, donc au marxisme, quelle que soit l'étiquette politique dont il s'affuble : communiste ou socialiste.

Père de famille nombreuse, j'estime que nous avons le devoir de transmettre intégralement à nos enfants le patrimoine spirituel, moral et matériel reçu de nos pères.

Sur le plan agricole, je voudrais préciser à mes amis agriculteurs, qui me connaissent depuis plus de vingt ans, que mon action éventuelle au Parlement sera le prolongement de celle qu'aux côtés de Nove-Josserand, Aurion et Pierre Merle je mène et continuerai à mener dans le cadre de la Fédération des Producteurs de Lait et de la Coopérative d'Elevage du Bassin Lyonnais.

Elle sera aussi, et je voudrais y tendre de toutes mes forces, la continuation de l'œuvre de mon regretté ami Jean Laborbe, qui a travaillé si intelligemment pour les agriculteurs sur les plans professionnel et politique.

Est-ce utile que je détaille ici un programme agricole ? Que les électeurs sachent simplement que mon activité parlementaire sera strictement conforme aux directives de la Fédération Nationale des Exploitants Agricoles, et dans le département du Rhône, plus spécialement, c'est au Président Nove-Josserand que j'ai l'honneur de me référer.

Qu'ils sachent aussi que mon action de défense paysanne devra s'intégrer dans le plan d'organisation de l'économie générale du pays. Il serait puéril, en effet, de prétendre défendre ou même simplement organiser une profession sans tenir compte des autres.

Sur le plan général, mon action sera conduite par les principes qui guident le Centre National des Indépendants et des Paysans :

— Défense de notre civilisation occidentale et chrétienne ;

— Recherche d'une paix française en Algérie, par la fraternité franco-musulmane et la mise en valeur de notre province d'outre-Méditerranée ;

— Poursuite de la construction européenne qui seule permettra d'édifier un ensemble économique et humain à la mesure du monde ;

— Action pour le véritable progrès social par l'expansion économique dans la stabilité de la monnaie.

Si vous approuvez ces principes, si vous désirez faire échec, le 23 novembre, au communisme et au socialisme, vous bloquerez vos voix dès le premier tour sur le nom du candidat Indépendant et Paysan :

Joseph CHARVET
Maire de l'Arbresle
Directeur de la Fédération des Producteurs de Lait et de la Coopérative d'Elevage du Bassin Lyonnais
Ancien prisonnier évadé. — Croix de Guerre 1939-1945
Vice-Président du Syndicat des Eaux de Saône-Turdine
Père de famille nombreuse
Candidat du Centre National des Indépendants et des Paysans
(Président : Antoine Pinay)
soutenu par l'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne de France

Remplaçant éventuel :

Jean-Marie MERLE
Maire de Saint-Maurice-sur-Dargoire. — Ancien Conseiller Général de Mornant

---

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph RIVIÈRE
élu le 30 novembre 1958
(App. R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Cette circulaire s'adresse à vous. Parmi toutes celles que vous recevrez, aucune ne suscitera de votre part autant d'intérêt, je le sais. Pourquoi cela ? Parce que je me présente à vos suffrages de mon propre chef, sans étiquette politique, contrairement à l'habitude. Pourquoi cela :

— Parce que mes amis, mes maires et de nombreuses personnalités m'ont fait confiance ;

— Parce que j'ai estimé devoir tirer les conséquences du scrutin d'arrondissement ;

— Parce que vous-mêmes avez souhaité avoir votre député ;

— Parce que le référendum a prouvé votre désir de changer de régime, de méthodes, d'hommes ;

— Parce que j'ai voulu affirmer mon hostilité à la dictature des partis politiques et mon souhait de les voir se réorganiser.

Je pourrais ainsi continuer longtemps, mais là n'est pas mon intention.

Depuis treize ans, grâce à votre confiance, j'ai assumé dans ce canton de Tarare, et depuis onze ans dans cette Mairie de Tarare, les responsabilités de Maire et de Conseiller Général. Vous m'avez aidé à œuvrer efficacement, et je vous en remercie.

Le logement, problème national n° 1, est loin d'être encore solutionné : quarante-huit maisons en accession à la propriété occupés depuis 1955 ; quatre-vingt-cinq logements mis en service d'ici la fin de l'année ; cinquante logements en cours ; cent-dix dont l'implantation est prévue pour le printemps 1959.

L'alimentation en eau de Tarare et de sa région a fait l'objet d'efforts constants et suivis : surélévation du barrage et pompage en Saône : ceux-ci obtenus au prix de quelles difficultés ? Président du Syndicat des Eaux de la région de Tarare, Vice-Président de l'Association Saône-Turdine, membre du Bureau du Syndicat Rhône-Loire, j'ai pu ainsi apporter mon concours efficace à la lutte contre la pénurie et à cette grande réalisation si nécessaire au confort chez soi.

L'extension du courant électrique dans la région ne m'a pas échappé. Dans ce canton seulement, huit communes ont vu leurs écarts terminés.

L'assainissement de Tarare et par contre-coup des communes environnantes, assainissement étroitement lié à l'alimentation en eau, a déjà commencé ici et se poursuivra sans désemparer.

Que dire du problème scolaire : près de trois cents millions de constructions scolaires réalisées en dix ans ; construction d'un internat de 250 élèves arrêtée à ce jour ; implantation d'un centre ménager de 200 jeunes filles prêt de sortir.

Imbu d'une justice scolaire découlant de mon appartenance à une famille comptant à l'heure actuelle 298 années d'enseignement libre, j'ai défendu de nombreux foyers, de nombreuses écoles de Tarare et de la région au sein de la Commission départementale, comme au Comité départemental de l'enseignement technique auquel j'appartiens depuis douze ans.

Aménagement du stade et subventions importantes aux sociétés sportives sont venus combler les vœux des jeunes.

La construction du théâtre de Tarare, de réputation nationale ; les œuvres de choix qui y sont données ; la mise au point d'une série de spectacles classiques ouverts à toute la jeunesse étudiante de la circonscription à compter du mercredi 19 novembre prochain, ont contribué et contribueront à la formation culturelle de tous.

Le dimanche 9 novembre, l'inauguration du caveau du théâtre réservé aux conférences et expositions diverses, ainsi qu'au sport de la danse, est venue couronner cette réalisation magnifique.

Les jeunes et les vieillards ne font qu'un pour moi et ces derniers bénéficient d'une œuvre unique dans la région : l'Entr'aide Tararienne, ainsi que des chambres de ménages construites avant que partout ailleurs dans ce département on s'y soit penché.

Dans notre circonscription qui traverse une période d'économie difficile, il est utile, il est indispensable d'appliquer une décentralisation, une reconversion industrielle rationnelle. L'implantation d'industries nouvelles est une question de vie ou de mort. Les dernières décisions ministérielles sur l'aménagement du territoire nous permettent de penser que notre pays est dans la bonne voie. Lorsque je négociais l'affaire Berliet, que de fois j'ai pensé, j'ai dit, que l'aide apportée par les pouvoirs publics en faveur d'opérations de cet ordre était trop timide. Pour moi, cette affaire Berliet n'est pas enterrée du tout. En sommeil pour le moment, un jour, que je souhaite proche, viendra où Tarare, sa région et sa circonscription, recueilleront le fruit de la ténacité et de la foi.

Qu'il me soit permis ici de dire qu'en tout état de cause une première usine métallurgique, un premier débouché pour nos jeunes sortant de nos collèges techniques régionaux sera à leur disposition dans le courant de l'année 1959.

Circonscription industrielle certes, mais aussi circonscription agricole, je sais, je connais les besoins de nos familles rurales, leurs soucis et leurs peines, leurs désirs et leurs espoirs. Habitué professionnellement à parcourir un canton spécifiquement agricole, mon suppléant et ami le Docteur-Vétérinaire, Gabriel Fougerouse, au dévouement inlassable, m'a confirmé ces connaissances, et s'il en était besoin, m'a poussé à me pencher sur ces problèmes. Votant pour moi le 23, je m'y emploierai et je serai le député de tous : des ruraux comme des citadins, des commerçants comme des artisans, des ouvriers comme des patrons.

Electeurs, Electrices de Tarare et du canton, je vous demande de dire tout cela à tous les électeurs et électrices de cette neuvième circonscription. Je vous demande de leur exprimer mon désir d'être, de cours à Lamure-sur-Azergues, en passant par Thizy et Saint-Laurent-de-Chamousset, celui qui veut aider leurs municipalités, leurs sociétés, leurs habitants à réaliser et à poursuivre chez eux ce qui s'est fait chez nous. Pour cela, il est nécessaire d'avoir à l'Assemblée Nationale des parlementaires connais-

sant parfaitement tous ces problèmes, soucieux de voter des lois orientées dans ce sens, conscients qu'un Etat rénové et fort peut, dans la stabilité, sur l'ensemble du territoire et en Algérie, donner à notre France la prospérité, l'indépendance et la paix.

Pour moi, résistant de la première heure, je fais confiance au Général de Gaulle et à l'œuvre immense qu'il a entreprise. Faites-moi également confiance le dimanche 23 novembre : vous ne serez pas déçus en votant pour :

JOSEPH RIVIERE
Maire de Tarare. — Conseiller Général du Rhône

et pour son suppléant :

GABRIEL FOUGEROUSE
Maire de Saint-Laurent-de-Chamousset. — Conseiller Général du Rhône

Vous apporterez ainsi votre pierre à l'édifice, votre contribution nationale à la République, à la France et à l'Europe.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Par 13.600 suffrages, vous m'avez porté au 1er rang, avec 1.634 voix d'avance sur le candidat suivant.

Je vous remercie de la confiance que vous m'avez accordée.

Ainsi, sans vous soucier des investitures de partis, vous avez prouvé votre désir d'élire un député résidant et travaillant dans votre circonscription et connaissant tous les problèmes de votre région.

Aussi devant le maintien innattendu, non conforme aux promesses faites et répétées de M .Villard, au cas où il serait moins favorisé, vous saurez juger et vous vous rassemblerez autour de mon nom, le dimanche 30 novembre (1).

Vous connaissez les réalisations obtenues dans le canton dont je suis Conseiller Général ; mon expérience pourra servir à toute la circonscription et ma bonne volonté s'attachera à résoudre avec vous d'autres difficultés.

Vous savez combien nous préoccupe le développement économique, agricole et culturel de notre région.

Pour y travailler, je me retrouverai régulièrement au milieu de vous et avec vos représentants ,notamment Maires et Conseillers Généraux, et je m'engage à tenir, chaque mois, une permanence à Amplepuis, Le Bois-d'Oingt, Lamure, Saint-Laurent-de-Chamousset, Tarare et Thizy.

Je vous renouvelle mon désir d'être le député de tous, sans distinction de catégories sociales ou professionnelles.

Au Parlement, je mettrai mes convictions spirituelles et sociales et ma volonté au service du Marché commun, de l'Europe nouvelle et de la paix en Algérie, aux côtés du Général de Gaulle.

Pas d'abstention... Votez pour

JOSEPH RIVIERE
Maire de Tarare. — Conseiller Général du Rhône

et pour son suppléant :

GABRIEL FOUGEROUSE
Maire de Saint-Laurent-de-Chamousset. — Conseiller Général du Rhône

---

(1) *Extrait du journal* Le Pays *du 7 novembre* 1958 (*avant le 1er tour*).

« Aux électeurs de dire eux-mêmes auquel des deux candidats (Rivière ou Villard) ils font le plus largement confiance...

« Celui-là seul, il va sans dire, sera le candidat que nous soutiendrons au second tour ».

Le Pays.

Sans commentaires...

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Louis BRECHARD

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

La France presque unanime a adopté ses nouvelles institutions. Il s'agit maintenant de choisir les hommes qui les animeront et la politique qui déterminera, pour de nombreuses années, le destin de notre pays.

La responsabilité des électeurs est donc engagée puisqu'il leur appartient de choisir parmi les candidats en présence.

J'ai l'honneur de me présenter à vous comme Indépendant et Paysan. Je me présente à vous surtout comme défenseur de toutes les libertés.

En un mot : défenseur de la liberté.

Celle-ci constitue, vous le savez, le bien le plus sacré dont, en France, nous disposons encore, mais que l'on sent visé dangereusement parce que sournoisement l'Etat hypertrophié tend de plus en plus à nous envahir. La politique socialiste n'a d'autre but que de lui confier encore plus de tâches, plus de responsabilités au détriment de l'initiative privée — voire même en violation du droit de propriété.

Or, la société doit reposer sur trois institutions fondamentales :

— d'abord la famille,
— ensuite le droit de propriété,
— et enfin l'Etat.

Mais je me refuse à laisser l'Etat se substituer à la famille et menacer le principe même du droit de propriété. Ce droit constitue le moteur indispensable de toutes les initiatives qui font la grandeur et la richesse de notre pays.

Toute atteinte portée à ces deux institutions : famille et droit de propriété, nous conduit au collectivisme, donc au « marxisme », quelle que soit l'étiquette politique dont il s'affuble : communisme ou socialisme.

J'estime que le patrimoine spirituel, moral et matériel que nous avons reçu de nos pères, doit être intégralement transmis à nos enfants.

En ce qui concerne les problèmes particuliers de la circonscription, je me préoccuperai dans le cadre de « l'aménagement du territoire » de favoriser les implantations d'industries dans notre région, y compris dans les petits centres lorsqu'il y a des possibilités, ce qui devrait aider à freiner l'exode rural.

Je soutiendrai l'instauration d'une véritable politique agricole à long terme dont les principales mesures devront tendre à :

— l'organisation des marchés intérieurs et extérieurs ;
— l'égalité des protections douanières ;
— l'égalité des rémunérations ;
— l'amélioration de la vulgarisation et de l'enseignement agricole en accord et avec la collaboration de la profession.

S'il est du devoir des exploitants de se prémunir au maximum contre les ruineuses calamités, l'amenuisement des trésoreries paysannes fait un devoir aux collectivités d'aider ces exploitants à obtenir une aide, notamment sous la forme d'une participation à un fonds spécial (existant déjà partiellement) pour l'assurance grêle des principales productions menacées.

Notre très regretté J. Laborbe qui conviait si souvent ses amis, dont je m'honore

d'avoir été, à lui faire part de leurs soucis, avait déjà obtenu d'importants résultats, notamment en matière de législation du lait et de défense du vignoble Beaujolais.

Désigné pour siéger au Parlement européen et déjà nommé Président de la Commission de l'agriculture de cet organisme, il aurait été obligé de quitter le Parlement français, et dans cette hypothèse il m'avait accordé sa confiance pour continuer l'œuvre qu'il avait si bien commencée.

Mais la défense de l'agriculture n'est qu'une partie de mon programme. Il faudrait vouloir ne rien voir pour ne pas proclamer que des conditions de vie normale et libre doivent être données à ces nombreux artisans, indispensables à nos villes et à nos villages.

Il en est de même pour les moyens et petits commerces, moyennes et petites entreprises.

Une réforme fiscale ne pourra ignorer leur mode de vie et devra leur apporter les simplifications et la mesure dans une fiscalité effroyablement touffue et parfois incompréhensible.

Quant au problème social, une politique de stabilité monétaire et d'économie équilibrée doit seule assurer, à tous les salariés, des garanties de travail et des salaires améliorés progressivement au fur et à mesure des possibilité économiques.

Le problème des allocations familiales ne m'échappe pas et je ferai tout mon possible pour leur amélioration, afin de faire cesser cette injustice flagrante.

Enfin, nous ne saurions trop rechercher une paix française en Algérie, par la fraternité franco-musulmane et la mise en valeur des territoires d'outre-mer...

Ni la poursuite de la construction européenne, qui seule permettra d'édifier un ensemble économique et humain à la mesure du monde moderne.

Si vous approuvez ces principes...

Le 23 novembre, dès le premier tour, vous bloquerez vos voix sur le seul candidat Indépendant et Paysan !..

Louis BRECHARD
Maire de Chamelet
Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
soutenu par l'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne de France

et pour son remplaçant éventuel :

Docteur Paul DURAND
Conseiller Général du Canton de Belleville

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Malgré la mise en œuvre de très riches moyens, par certains concurrents avant le premier tour, le scrutin de dimanche m'a mis pratiquement à égalité avec le plus favorisé.

Que tous ceux qui m'ont apporté leurs suffrages, que tous ceux qui m'ont aidé de façon si désintéressée, soient sincèrement remerciés.

Les uns et les autres m'ont prouvé qu'on est compris et approuvé quand on porte franchement un drapeau et qu'on exprime clairement les lignes directives de l'action qu'on entend mener.

C'est à la suite de ce résultat que mes amis ainsi que les représentants qualifiés des mouvements qui m'avaient accordé leur investiture ou leur appui, ont décidé de maintenir ma candidature pour le deuxième tour.

C'est aussi pourquoi je me présente à vous, de nouveau, en vous demandant de voter clairement.

Vous refuserez les candidats qui sont nettement attachés à des partis politiques d'inspiration marxiste ou à leurs alliés.

C'est la trop longue domination politique des conceptions marxistes où de ceux

qui en sont les prisonniers, qui a ruiné la France et l'a conduite aux limites de la guerre civile.

Vous refuserez également une candidature qui prétendrait être « super-indépendante » tout en acceptant le concours actif de personnalités, qui hier encore briguaient des suffrages au nom de partis bien connus. Ces mêmes personnalités qui signent aujourd'hui des appels en faveur de M. Germain, les signaient hier en faveur de candidats mendésistes.

Vers quel parti politique pourrait se diriger un candidat élu dans ces conditions ?

Quant à moi, trouvant dans l'accord loyalement conclu entre Indépendants et Paysans, Démocratie Chrétienne et Union pour la Nouvelle République, le très large horizon d'union politique nécessaire à la rénovation nationale, en même temps que l'assurance de retrouver l'appui des formations nouvelles souhaitées par la nation, je soutiendrai et ces groupements et leur programme.

Sur le plan régional, m'inspirant des grandes leçons de Jean Laborbe, je m'efforcerai d'utiliser ma grande connaissance des problèmes agricoles et viticoles pour que soit assurée aux producteurs des différentes branches, la sécurité que Jean Laborbe avait été le premier à obtenir en matière du prix du lait et qui se trouva ensuite complétée par les décrets de septembre et octobre pour d'autres produits.

Le Beaujolais exigera sans doute un gros effort d'adaptation aux conditions mouvantes du marché.

Amélioration des qualités, propagande étendue jusqu'aux places de consommation ou à l'étranger, discipline interprofessionnelle et professionnelle souple et adaptée, demeureront les piliers de l'action à mener.

Accession à la propriété pour les fermiers et métayers ;

Recherche de tous moyens pour la défense contre les calamités.

Quant aux problèmes sociaux et urbains, ils ne m'échappent pas, quoi que certains puissent dire et penser. J'ai d'ailleurs pris des engagements solennels en ce qui concerne particulièrement :

La famille, avec le problème angoissant des allocations familiales ;
La liberté de l'enseignement, car je ne serai pas prisonnier des Radicaux ;
Les anciens combattants, qui méritent plus qu'une aumône ;
Une politique du logement basée sur l'épargne ;
La stabilité monétaire et une expansion économique équilibrée.

Si vous approuvez ces principes :

Vous écarterez la candidature de division ;

Vous bloquerez vos voix sur le véritable candidat d'union qui ne craint pas de proclamer qu'il est le candidat Indépendant et Paysan soutenu par l'Union pour la Nouvelle République de M. Soustelle et la Démocratie Chrétienne de M. Bidault ;

Vous voterez pour

Louis BRECHARD
Maire de Chamelet
Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans
soutenu par l'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne de France

et pour son remplaçant éventuel :

Docteur Paul DURAND
Conseiller Général du Canton de Belleville

SAÔNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Pierre VITTER
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants-paysans.

avec le soutien

de l'Union pour la Nouvelle République (Jacques Soustelle), du Centre républicain des radicaux-socialistes (André Morice), et de la Démocratie chrétienne de France (Georges Bidault).

Electrices, Electeurs,

C'est à tous ceux d'entre vous qui ont voté oui le 28 septembre, oui à de Gaulle, oui à la France, oui à la République, que nous nous adressons.

Si nous nous présentons à vos suffrages avec le soutien de quatre grands mouvements nationaux, c'est parce que nous sommes restés fidèles au général de Gaulle et aux mêmes idées qui doivent permettre à notre pays de rétablir son unité, sa grandeur et sa prospérité, et qui sont :

— Liberté,
— Autorité,
— Justice sociale,
— Finances saines,
— Développement économique,
— Fin de la guerre en Algérie,
— Intégration de l'Algerie française,
— Union française.

Personnellement, ma fidélité au général de Gaulle remonte à son appel du 18 juin 1940 :

— Résistant à l'occupant (carte de R. N.).
— Ancien combattant de la guerre 1939-1945.
— Militant durant toute la période pendant laquelle le général de Gaulle s'efforçait, déjà, de rassembler le peuple de France,
— et depuis, opposant au système constitutionnel de la IVe République, par mes votes qui ne se sont jamais contredits.

Certains candidats ont l'impudence de se présenter devant les électeurs, alors qu'ils ont tout fait pour prolonger et maintenir le régime abject qui vient de disparaître — et dont ils étaient les profiteurs ; alors qu'ils ont dit non à de Gaulle !...

Quant à moi, je revendique publiquement le droit de rappeler que par mes votes successifs, j'ai contribué, dans une large mesure, au renversement du régime défunt et à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Cette prise de position n'était pas sans risques ni désintéressement à l'époque — que l'on se souvienne !...

J'ai adopté cette ligne de conduite en toute connaissance de cause, en temps opportun et non après coup.

J'ai donc voté contre le dernier gouvernement de la IVe République et pour l'investiture du général de Gaulle seul capable d'éviter l'effondrement et ses conséquences, notamment la guerre civile !

Et cette nouvelle situation vous a permis de vous prononcer le 28 septembre dernier par le référendum.

Voilà pour le passé !

En ce qui concerne l'avenir, s'il était d'usage, antérieurement, de présenter un programme à ses électeurs, qu'il nous suffise, dans les circonstances présentes, à moi-même et à M. le docteur Roger Loth, vétérinaire à Vesoul, mon suppléant, de vous déclarer, ici, que nous prenons l'engagement formel de suivre la ligne tracée par le grand Français qui préside actuellement aux destinées de la nation, et à qui nous apporterons notre concours absolu et sans réserve.

La Ve République prend une succession au lourd passif, et la tâche à accomplir apparaît énorme dans tous les domaines, notamment :

— L'agriculture, source de vie, à laquelle nous continuerons à nous intéresser aussi vivement que par le passé, le but étant, pour le bien commun, le développement des productions agricoles et le maintien des exploitations familiales.

— Les réformes sociales actuellement à l'étude — leur application, en améliorant la situation des travailleurs dans des conditions déterminées, sera, par ailleurs, une arme efficace contre le communisme.

— Les locaux d'habitation et les écoles.

Le développement de la population est, dit-on, une source de richesse pour notre pays, parce que, dans quelques années, le peuple de France sera le plus jeune du monde. — Il n'en est pas moins vrai que bon nombre de familles sont encore mal logées et que les bâtiments scolaires sont insuffisants pour recevoir les enfants.

Il sera donc urgent de poursuivre la construction de locaux d'habitation et d'écoles.

D'autres problèmes encore : économiques, financiers, industriels et commerciaux, se posent.

Avec le général de Gaulle, rien me paraît impossible à réaliser et nous souhaitons ardemment pouvoir mettre à sa disposition, avec notre conscience, notre aide totale.

Et c'est pour cela, Electrices, Electeurs, que nous sollicitons votre confiance.

Unissons-nous pour le renouveau français.
Vive la République !
Vive la France !

PIERRE VITTER
Député de la Haute-Saône
Vice-Président du Conseil Général. — Maire de Gray

Suppléant :

ROGER LOTH
Docteur-Vétérinaire
Conseiller Municipal de Vesoul. — Conseiller Général

2e CIRCULAIRE

Centre national des indépendants-paysans.

avec le soutien

de l'Union pour la Nouvelle République (Jacques Soustelle),
du Centre républicain des radicaux-socialistes (André Morice),
et de la Démocratie chrétienne de France (Georges Bidault).

Chères Electrices, chers Electeurs,

A la veille du scrutin décisif de dimanche prochain, je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement les 21.954 électrices et électeurs qui, par un vote massif, m'ont manifesté leur confiance à une majorité écrasante sur tous mes concurrents.

Vous avez montré que vous approuviez celui qui, sans défaillance, depuis de nombreuses années, n'a cessé de réclamer le retour au pouvoir du général de Gaulle et la fin de l'ancien « système ».

Vous avez approuvé celui qui a vu clair quand beaucoup d'autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloirs.

Vous avez compris que la venue au pouvoir du libérateur et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

Cette seule solution représente l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle d'hommes libres.

Le général de Gaulle a demandé aux futurs parlementaires :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

Votre parlementaire aura les yeux fixés sur demain, respectueux du rôle assigné par la Constitution, il soutiendra l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans le discours de Constantine.

2° La poursuite de la réforme de l'Etat, notamment par la réorganisation des administrations centrales.

3° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

4° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées (coordination des transports routiers et ferroviaires) ;

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements : la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

5° Une politique financière et monétaire saine, impliquant notamment :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— une révision de la politique des subventions économiques ; politique audacieuse de crédit, tant au point de vue des crédits d'investissement que des crédits de consommation ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

6° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif.

7° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme. L'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

8° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement en développant l'enseignement technique et en facilitant l'accès sur titres à de nombreux candidats ; en ouvrant l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

L'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau.

Le 30 novembre, pour une France plus jeune, plus humaine :

Votez pour celui qui a toujours soutenu le général de Gaulle.
Votez pour une nouvelle République.
Votez pour Pierre Vitter.

Vive la République !
Vive la France !

Pierre VITTER
Député de la Haute-Saône
Vice-Président du Conseil Général. — Maire de Gray

Suppléant :

Roger LOTH
Docteur-Vétérinaire
Conseiller Municipal de Vesoul. — Conseiller Général

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Alfred CLERGET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 23 novembre 1958
(U. N. R.)

Union pour la Nouvelle République.

Chères électrices, chers électeurs,

La consultation du 23 novembre revêt une importance exceptionnelle étant donné les événements qui se sont déroulés à l'échelle mondiale depuis quelques années.

Nous abordons, derrière le Général de Gaulle, la deuxième phase de la rénovation française ébauchée le 13 mai, continuée par l'investiture et perpétuée par l'ensemble de la Nation à plus de 80 0/0 des suffrages, le 28 septembre.

Aucun de ceux qui, à cette date, ont voté oui à la France, oui à la République, oui à de Gaulle, n'a le droit de se dérober à cette consultation. Le oui d'hier serait inutile si, demain vous n'unissiez pas vos suffrages, d'une façon aussi catégorique contre le « système », sur les candidatures de ceux qui ont toujours, envers et contre tous, été fidèles au Général de Gaulle qui, depuis dix huit ans, a pensé la politique et l'avenir de la France.

Vous avez choisi une République nouvelle. Elle ne peut être appuyée que par des hommes nouveaux non compromis dans le « système ».

Un monde de paix et d'espérance est à bâtir avec et derrière Charles de Gaulle. Ce

monde ne peut être bâti que par des croyants unis dans une foi commune en la paix, en la République, en l'avenir du monde derrière le chef de file.

C'est parce que, en 1945, vous avez laissé diviser vos suffrages, c'est parce qu'à cette date vous avez été confiants en des gens du « système » ancien, que le libérateur, l'homme qui nous avait rendu la République, a dû abandonner le pouvoir entre leurs mains.

Ils s'agit, vous êtes d'accord, de ne plus recommencer la même erreur.

Les événements ont prouvé que le Général de Gaulle n'avait cessé d'avoir eu raison. Il convient maintenant de l'aider à réaliser le plan de rénovation franco-africaine qu'il a mis au point. C'est la marche vers la paix, c'est la marche vers l'Eurafrique, garantie absolue du triomphe de la civilisation chrétienne et de notre expansion économique.

A 67 ans Charles de Gaulle, qui n'attendait plus rien de personne, ni des hommes, ni des institutions, n'a pas hesité à assumer les responsabilités énormes devant l'histoire comme devant la nation pour notre plus grand bien,

Il ne pourra mener son œuvre à bien qu'avec l'appui du peuple de France qui lui, ne lui a jamais refusé son soutien.

Il importe que, dans son œuvre de salut national et de défense de la civilisation, il soit soutenu par des combattants fidèles n'ayant jamais dévié de leur ligne. Vous savez que je suis de ceux-là.

Vous me connaissez, vous savez quelle est ma vie, je suis au milieu de vous, nous vivons les mêmes luttes, nous avons les mêmes soucis.

J'ai fait mes preuves dans tous les domaines, mon passé est le plus sûr garant que, dans l'avenir, si, comme je l'espère, je suis élu, je saurai, dans le respect et la défense de la liberté, de toutes les libertés, donner une solution juste à tous les problèmes, m'efforçant d'appliquer à l'échelon national ce qui a si bien réussi dans le cadre de la commune, du canton et du département.

Mes différentes activités publiques comme mes activités professionnelles m'ont amené à connaître tous les problèmes de la région. Quels qu'ils soient, je les ai défendus de toutes mes forces pendant mes quinze années de mandat communal ou départemental. Vous le savez, j'ai toujours été au service des causes justes, quel que soit le parti de celui qui me demandait de le défendre. La justice n'a pas de parti, la France non plus.

Ayant toujours répondu « oui » à de Gaulle, dans la guerre comme dans la paix, je vous demande aujourd'hui, de me dire si j'ai eu tort ou si j'ai eu raison. Je crois que j'ai eu raison. Je compte sur vos suffrages nombreux. Vous pouvez, vous le savez, compter sur ma fidélité et mon dévouement.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Alfred CLERGET

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Servance. — Président du Conseil Général de la Haute-Saône
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République
soutenu par le Centre National des Indépendants et Paysans
l'Union du Centre Républicain et des Radicaux Socialistes (Président A. Morice)
la Démocratie Chrétienne de France (Président G. Bidault)

Suppléant :

Georges SAUVAGEOT

Conseiller Municipal à Saint-Loup-sur-Sémouse
Trésorier et Membre du Comité de Direction de la Foire-Exposition

SAONE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Pierre MARIOTTE
(Candidat Indépendant et Paysan)
élu le 30 novembre 1958.
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Union des Indépendants et Paysans

Electrices, Electeurs,

Au seuil de la Ve République, je viens solliciter vos suffrages.

Installé depuis vingt-deux ans dans la région mâconnaise, en contact permanent avec la population urbaine et rurale, ma profession me permet de bien connaître les besoins des citadins et des paysans.

Les principes de la nouvelle Constitution, proposée par le général de Gaulle et approuvée par une majorité massive au référendum, traduisent exactement mes conceptions et convictions politiques. Je ne suis pas de ceux qui viennent de faire une conversion tardive et dont le oui ressemble étrangement à de l'opportunisme. Attaché aux principes républicains et aux libertés démocratiques, j'ai toujours pensé et dit que le « système » de 1946 était la caricature d'un vrai régime républicain.

J'ai approuvé l'action de ceux qui n'ont cessé de lutter en faveur d'une profonde réforme constitutionnelle pour une République forte, respectée, efficace, à la mesure des besoins de notre époque et des aspirations de la France.

L'avènement de la nouvelle République, le souci d'éviter les erreurs passées, commandent de rappeler aux électeurs que l'abus du dirigisme étatique a ruiné les classes moyennes, écrasé les contribuables de plus lourdes charges, tué l'esprit d'initiative, brimé la libre entreprise, multiplié les excès de l'étatisme.

Pour que la France retrouve grandeur et prospérité, il lui faut une politique libérale, dynamique. J'entends défendre cette politique.

Il ne saurait être question, dans une profession de foi, de traiter tous les problèmes en instance devant le pays. Je tiens néanmoins à fixer en quelques lignes les idées directrices de la politique que je soutiendrai.

Politique économique :

Ouvrir à la nation des perspectives d'expansion économique et de progrès social que commandent impérativement son renouveau démographique.

L'expansion économique doit se faire dans le cadre d'un programme d'aménagement du territoire qui assure un harmonieux équilibre entre villes et campagnes, en particulier par la création de nouvelles entreprises qui assureront le plein emploi de la main-d'œuvre.

Lutter contre l'inflation, génératrice de déséquilibre économique et de misère : l'inflation

est le pire des impôts, puisqu'elle frappe aveuglément toutes les classes de la nation : les producteurs, les salariés et surtout les travailleurs modestes, les vieillards et les retraités.

Restauration et augmentation du pouvoir d'achat.

POLITIQUE FINANCIÈRE :

Les dépenses publiques ne doivent pas être augmentées. Il faut rechercher des économies budgétaires. Une réforme des impôts est indispensable pour assurer une véritable justice fiscale, tout en tenant compte des droits de la famille.

POLITIQUE SOCIALE :

Poursuivre dans les villes une politique hardie de l'urbanisme et du logement. Encourager l'initiative privée, pour la construction de logements. Renforcer l'aide de l'Etat, mais en veillant à ce qu'elle soit réservée au logement social.

Moderniser d'urgence l'habitat rural.

Développer l'enseignement à tous les échelons, en accordant une attention toute particulière à la formation professionnelle des jeunes ruraux.

Soutenir l'action en faveur de la famille, que mènent avec dynamisme les associations familiales.

Assurer la protection des travailleurs, notamment contre le chômage.

Améliorer le sort des vieillards, des infirmes et des économiquement faibles.

POLITIQUE AGRICOLE ET VITICOLE :

L'eau et l'électricité dans tous les foyers, à la ville comme à la campagne.

Amélioration des voies de communications rurales dont les municipalités ne peuvent supporter la lourde charge.

Fixer la population par la création de petites entreprises.

Juste équilibre entre les prix agricoles et industriels.

Maintien des aides financières à l'agriculture.

Création d'une caisse de calamités agricoles.

Défense de l'exploitation familiale agricole : il faut assurer par une propagande énergique et persévérante, aux produits de qualité de notre région — vin, viande, volailles — des prix de vente rémunérateurs, grâce aux nouvelles perspectives ouvertes par le Marché commun européen.

D'ailleurs, mon ami Romain Buffet me sera d'un précieux concours pour tout ce qui touche aux questions agricoles et viticoles.

Le 23 novembre, vous accomplirez un acte grave. Votre choix sera décisif pour l'avenir de notre pays et des institutions que 80 0/0 des Français ont approuvées.

Grâce au scrutin d'arrondissement il vous est possible de choisir un homme qui a fait ses preuves dans l'administration communale et départementale et dont la conduite et les convictions n'ont jamais changé.

Electrices, électeurs,

Attachés aux libertés de l'homme, de la famille, de l'entreprise,

Contre tous les totalitarismes : votez libéral.

Partisans de la promotion de tous les producteurs et de tous les travailleurs dans une nouvelle expansion économique : votez social.

Défenseurs d'une France forte au sein de l'alliance atlantique et d'une Europe unie,

Pour l'Algérie française : votez national.

Pour une République nouvelle qu'il faut construire : votez indépendant.

Docteur PIERRE MARIOTTE

Adjoint au Maire de Mâcon. — Conseiller Général de Mâcon-Sud

Remplaçant éventuel :

ROMAIN BUFFET

Agriculteur-viticulteur
Maire de Bissy-sous-Uxelles. — Conseiller Général de Saint-Gengoux-le-National
Chevalier de la Légion d'Honneur

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Par 10.777 suffrages, votre confiance m'a placé en tête de tous les candidats au premier tour de scrutin.

Je tiens à vous en exprimer toute ma gratitude.

Le corps électoral a manifesté ainsi sa volonté d'être représenté à l'Assemblée Nationale par un homme nouveau ayant déjà donné sur le plan local et départemental des preuves d'action, de civisme et de désintéressement.

Pour construire la République nouvelle que vous avez voulue le 28 septembre, je lance un nouvel appel à l'union pour que sur mon nom se groupent toutes les voix nationales qui ont répondu : oui au général de Gaulle.

Etant le candidat national le plus favorisé, je sais que je peux compter sur l'appui total de tous les républicains sincères — nationaux et libéraux — pour me permettre de mener à bien le programme que j'ai développé au cours de la campagne électorale.

Je demande à ceux qui, dans certains cantons, ont, au premier tour, préféré voter pour des candidats locaux, de grouper leurs suffrages sur mon nom, pour que, sous la conduite du général de Gaulle, s'instaure une République nouvelle, liberale et sociale, qui permettra à la France de retrouver dans le monde la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

PIERRE MARIOTTE

Docteur en Médecine
Adjoint au Maire de Mâcon. — Conseiller Général

Suppléant :

ROMAIN BUFFET

Cultivateur-viticulteur
Maire de Bissy-sous-Uxelles. — Conseiller Général
Chevalier de la Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre DUFOUR

(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants et paysans.

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre dernier, par votre approbation massive, vous avez donné à la France une Constitution qui assurera :

1° La liberté du pays contre l'étatisme bureaucratique et contre le communisme qui veut nous conduire à la servitude ;

2° L'autorité indispensable à l'Etat pour remplir sa mission dans un régime républicain efficace ;

3° La grandeur nationale à la mesure des immenses ressources de notre patrimoine.

Nous avons trop longtemps éprouvé les méfaits d'une politique à la petite semaine, et nous demandons une rupture totale avec les errements du passé.

Investi par le Centre des indépendants paysans, je m'attacherai à jeter les bases d'une œuvre constructive en ne présentant aucune revendication non conciliable avec l'intérêt général.

Politique financière, économique et sociale :

Les dépenses de l'Etat ne doivent pas entraîner l'inflation qui frappent toutes les classes de la nation, mais surtout les faibles, les vieillards, les retraités.

— pas d'impôts nouveaux ; il convient de desserrer la pression fiscale qui décourage la production et stérilise l'effort ;

— il faut encourager et garantir l'épargne et, sur le plan extérieur, rétablir l'équilibre du marché par des exportations accrues. L'agriculture doit devenir la première industrie exportatrice nationale ;

— l'expansion économique doit se poursuivre en plaçant la production française dans les conditions les plus favorables pour affronter les partenaires du Marche commun ;

— le Marché commun peut être une chance pour notre pays ; pour en profiter pleinement, il faut donner à notre agriculture et à notre industrie les moyens de concurrencer efficacement nos partenaires.

— La libre entreprise agricole, commerciale et industrielle est une des conditions indispensables à cette expansion économique et au progrès social ;

— une politique familiale doit veiller à assurer non seulement les besoins matériels, mais les besoins sociaux, l'éducation et la formation des enfants avec le respect de la liberté de l'enseignement, en mettant fin à une querelle scolaire périmée ;

— la politique de demain doit être hardiment sociale et doit condamner la lutte des classes ;

— par la mise en œuvre de tous les moyens scientifiques et techniques, il sera possible d'accroître la qualification des travailleurs et de revaloriser leur pouvoir d'achat.

Politique extérieure :

— nous voulons la paix en Algérie : il faut que la politique française poursuivre méthodiquement et sans défaillance les objectifs définis par le Gouvernement actuel.

L'Algérie, terre française, par ses ressources minières et pétrolières, par les débouchés qu'elle offre aux jeunes, garantit pour l'avenir, notre indépendance économique.

— nous demandons des responsabilités plus grandes et un rôle plus important dans le cadre des organisations occidentales.

Politique agricole :

Les paysans constituent l'une des assises les plus solides de notre pays : il faut maintenir cette structure.

— la population agricole, qui représente 27 0/0 de la population totale, ne touche que 12 0/0 du revenu national.

Cette situation tragique est due au manque de moyens de production, à l'instabilité politique : les gouvernements éphémères, pressés par les nécessités de l'heure, ont toujours pris des mesures contradictoires.

Aucune politique agricole n'aura d'efficacité si elle ne permet pas d'assurer une formation professionnelle complète.

La vulgarisation, liée à la recherche et à l'enseignement, doit rester essentiellement l'œuvre de la profession.

Il faut accorder aux produits agricoles un prix suffisamment rémunérateur pour assurer aux cultivateurs une vie décente, sans léser les intérêts des consommateurs.

Il faut produire et vendre : la situation exceptionnelle du Charollais agricole lui permet de devenir demain l'un des atouts maîtres de notre économie, par ses exportations de viande.

Ainsi, nous contribuerons à redresser la balance commerciale de notre pays, facilitant ainsi le financement des importations nécessaires à l'industrie.

La maison de l'élevage du Charollais sera un centre de recherche pour l'expansion de la meilleure des races à viande.

Les industries et le commerce local profiteront de l'expansion agricole. Tous les salariés. les artisans, les membres des professions libérales, seront, à coup sûr, les bénéficiaires de cette création de richesse qui doivent être à la disposition de tous, pour le plus grand bien de tous.

Vive l'arrondissement de Charolles !
Vive la République !
Vive la France !

Pierre DUFOUR

Agriculteur. — Père de famille nombreuse
Chevalier du Mérite Agricole. — Médaille de la Mutualité Sociale
Président de la Chambre d'Agriculture
Vice-Président de la F. D. S. E. A., représentant l'Arrondissement de Charolles
Membre du Comité Départemental et du Comité Régional d'Expansion économique
Vice-Président des Caisses de Mutualité sociale. — Administrateur du Crédit agricole

Suppléant éventuel :

Joseph METROP

Agriculteur
Médaille Départementale et Communale
Maire de Grandvaux. — Conseiller Général du Canton de Palinges

---

2e CIRCULAIRE

Centre National des Indépendants et Paysans
Démocratie Chrétienne — U.N.R.

Electrices, Electeurs,

Je tiens tout d'abord à remercier les 11.851 électrices et électeurs qui, au premier tour de scrutin, m'ont fait confiance.

Le nombre des candidats a permis à chacun de voter selon son choix.

Dimanche prochain aura lieu le scrutin de ballottage.

Le regroupement des voix doit se faire au profit du plus favorisé. Tous vous irez voter :

— pour la liberté de vos foyers, de vos entreprises et de vos idées ;
— pour la juste répartition des charges de la collectivité entre tous les citoyens ;
— Pour l'expansion économique et sociale ;
— pour la paix dans la communauté française ;
— pour un Etat stable et fort ;
— pour l'union de tous dans la grandeur et la prospérité de notre pays ;
— pour le développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie dans le cadre de l'économie nationale et européenne ;
— pour la prospérité de l'arrondissement de Charolles.

Votez Pierre Dufour.

Vive la République!
Vive la France!

PIERRE DUFOUR

Agriculteur. — Père de famille nombreuse
Chevalier du Mérite Agricole. — Médaille de la Mutualité Sociale
Président de la Chambre d'Agriculture
Vice-Président de la F. D. S. E. A., représentant l'Arrondissement de Charolles
Membre du Comité Départemental et du Comité Régional d'Expansion économique
Vice-Président des Caisses de Mutualité sociale. — Administrateur du Crédit agricole
Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans, de la Démocratie Chrétienne et de l'U.N.R.

Suppléant éventuel :

JOSEPH METROP

Agriculteur
Médaille Départementale et Communale
Maire de Grandvaux. — Conseiller Général du Canton de Palinges

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-François GARNIER

(Candidat d'Entente Républicaine :
présenté par l'Union pour la Nouvelle République,
le Centre National des Indépendants et Paysans, la Démocratie Chrétienne de France)

élu le 23 novembre 1958
(U. N. R.)

Entente Républicaine.

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre, l'immense majorité des Français a manifesté sa volonté de voir les institutions républicaines rénovées et le pays gouverné. Un grand espoir est ainsi apparu. Mais le danger, aujourd'hui, est que la France, réconciliée lors du référendum, revienne à des divisions stériles. Ce serait alors briser un grand élan et compromettre gravement l'avenir.

Dans notre circonscription, les formations nationales qui ont apporté leur accord sans réserve au Général de Gaulle et à son Gouvernement, pour le oui au référendum (Union pour la Nouvelle République — Centre national des Indépendants et paysans — Démocratie Chrétienne de France) ont décidé de répondre à l'attente de l'opinion publique et d'éviter la dispersion des voix.

Elles présentent à vos suffrages une candidature unique, seule susceptible de faire échec à tous les promoteurs du non, de quelque parti qu'ils se réclament.

L'esprit de compréhension des hommes et des formations politiques, compte tenu de la nature de la circonscription, a permis la désignation du Docteur Garnier, Maire de Creusot, Conseiller général, et de son suppléant, le docteur Baron, Adjoint au Maire d'Autun, Vice-Président du Conseil général.

Leurs qualités d'administrateurs et la confiance qui leur a été témoignée dans leur commune, dans leur canton, les recommandent à vos suffrages.

La réalisation de cette entente doit rencontrer l'approbation unanime si vous désirez promouvoir la politique de rénovation préconisée par le Général de Gaulle.

Cette rénovation doit s'affirmer par :

La paix retrouvée, permettant aux Algériens de construire leur avenir avec la France, sur les bases indiquées par le Général de Gaulle.

Le regroupement des grandes tendances nationales.

Une politique étrangère faisant de la France un partenaire respecté et permettant l'unification de l'Europe.

Un plan hardi d'expansion économique, seul susceptible d'améliorer les conditions et le standing de vie de toutes les catégories de travailleurs. Cette politique comporte notamment :

— le développement des ressources modernes d'énergie (pétrole — atome);
— l'aménagement du territoire et un effort particulier en faveur des régions sous-équipées ;
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

Une politique agricole permettant :

— l'organisation des marchés, afin d'assurer aux producteurs des prix garantis et indexés, ainsi que l'écoulement régulier des produits de la ferme ;
— l'aide financière et le crédit en faveur de l'habitat rural, de l'équipement des exploitations, de l'installation des jeunes ;
— l'amélioration des conditions de vie : adduction d'eau — téléphone rural — chemins vicinaux et communaux ;
— un statut de la formation professionnelle agricole ;
— l'harmonisation des régimes de sécurité sociale.

Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ;
— une réforme assurant la justice fiscale.

Une politique sociale comportant :

— la construction annuelle de 400.000 logements ;
La revalorisation et l'unification de la retraite des vieux travailleurs ;
— un effort à l'intention de la jeunesse, pour lui assurer un avenir conforme à ses légitimes aspirations (locaux scolaires — bourses d'études — équipement sportif).

En ce qui concerne plus particulièrement l'arrondissement, les candidats que nous présentons ayant une parfaite connaissance des problèmes de la région, seront susceptibles de réaliser l'expansion économique du Morvan et sa mise en valeur.

Contre le communisme, contre les candidatures de division, partisanes ou fantaisistes, le 23 novembre, dites oui à

JEAN-FRANÇOIS GARNIER
Docteur en Médecine
Croix de Guerre 1939-1945
Maire et Conseiller Général du Creusot

Remplaçant éventuel :

PIERRE BARON
Docteur en Médecine
Adjoint au Maire d'Autun. — Vice-Président du Conseil Général

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André JARROT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Chères concitoyennes, chers concitoyens.

La consultation du 23 novembre est d'une importance capitale. Elle va engager l'avenir. Après le vote massif au référendum, nous passons à la deuxième phase de la rénovation française.

Vous devez confirmer votre oui aussi massivement pour barrer la route aux tenants du « système », de la faillite, des abus.

Pour que vive la République, renvoyez à leur foyer ceux qui ont vécu d'elle. Il faut des hommes nouveaux avec une foi et un esprit nouveaux pour que la paix et l'espérance renaissent pour tous, sans exclusive confessionnelle.

Faites confiance à ceux qui ont toujours été fidèles au Général de Gaulle. Dans sa dernière conférence de presse, il les désignait ainsi : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. » Méfiez-vous des candidats se révélant « gaullistes » pour la circonstance.

Les candidats de l'U.N.R. soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle en vue du redressement par :

— le retour à la paix et la conclusion d'un pacte Algérien entre tous les Français ;

— l'organisation d'une communauté d'outre-mer ;

— la réforme de l'Etat et la réorganisation des administrations (diminution importante du train de vie de l'Etat).

— une politique étrangère dans une indépendance respectée en vue de la construction de l'Europe.

— une politique hardie de relance et d'expansion économique (plein emploi, renaissance des régions sous-équipées, souci immédiat de pourvoir à des industries de remplacement dans le Bassin Minier, amélioration des circuits commerciaux de distribution).

— une vraie politique agricole étudiée à l'échelon national avec les représentants qualifiés de la profession. Dans le passé, les partis vous ont tout promis : vous en connaissez le résultat !

— uue politique financière et monétaire saine (révision de la politique des subventions économiques et du crédit, réforme profonde de la fiscalité, suppression des régimes d'exception dont les petites et moyennes entreprises sont les victimes traditionnelles).

— un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif ;

— une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme, s'orientant vers la promotion des salariés, vers la gestion stricte des deniers confiés par eux à la sécurité sociale, vers le développement de l'allocation chômage et de l'assurance vieillesse, vers l'aide massive à la jeunesse tant rurale qu'urbaine ;

— des réformes de l'enseignement dans le respect du pluralisme traditionnel, pour développer l'enseignement technique et favoriser l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus du milieu ouvrier.

Votez pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine.

ANDRÉ JARROT
Mécanicien-Electricien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération. — Croix de Guerre avec 3 palmes
Maire de Lux

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CHOSSEGROS
Avocat
Engagé volontaire à la Division Leclerc. — Blessé de Guerre
Conseiller Municipal à Montceau-les-Mines

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U.N.R.)

Chères concitoyennes, chers concitoyens.

Nous remercions les 20.465 électrices et électeurs qui, le 23 novembre, nous ont accordé leurs suffrages.

Comme tous les Français, vous avez compris l'importance de ce scrutin.
Vous avez confirmé votre oui et votre confiance au Général de Gaulle.
Vous connaissez notre programme.
Il vous reste à consolider votre vote.
La France nouvelle sera votre œuvre.
Vous ferez confiance, en allant voter massivement, aux candidats de l'U.N.R.
S'abstenir, c'est voter communiste.
Votez André Jarrot, A. Chossegros, remplaçant éventuel.

Votez neuf.
Votez fidèle.
Votez pour une France plus jeune.

ANDRÉ JARROT
Mécanicien-Electricien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération. — Croix de Guerre avec 3 palmes
Maire de Lux

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CHOSSEGROS
Avocat
Engagé volontaire à la Division Leclerc. — Blessé de Guerre
Conseiller Municipal à Montceau-les-Mines

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André MOYNET
(Candidat de l'Union des Indépendants et Paysans et de la Démocratie Chrétienne)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Union des Indépendants et Paysans. — Démocratie Chrétienne

Dans notre profession de foi du 2 janvier 1956, nous mettions en tête de notre programme :

La stabilité gouvernementale : assurée par le droit de dissolution de l'Assemblée Nationale.
La réforme de la constitution : tant sur le plan législatif qu'administratif.

En mai dernier, devant l'incohérence d'une Assemblée mal élue, pensant représenter exactement la volonté des électeurs de Saône-et-Loire, j'ai voté :

Contre la confiance au gouvernement Pflimlin, contre l'état d'urgence.

Le Président Pinay et l'attitude unanime des Indépendants et Paysans ayant permis d'avoir recours dans la légalité au libérateur du pays, j'ai voté :

Pour la confiance au Général de Gaulle et pour les pouvoirs spéciaux qu'il demandait, ce qui a permis de regrouper l'immense majorité des Français en faveur du Oui.

Habitant désormais à mi-chemin entre Chalon et Louhans, dans une région à laquelle je suis très attaché, c'est pour moi un honneur d'être investi par les Indépendants et Paysans de Saône-et-Loire et par la Démocratie Chrétienne dans cette circonscription pour porter le flambeau des Libéraux et des Nationaux.

Disposant de deux permanences, l'une à Chalon, l'autre à Louhans, je me réjouis de ce que la nouvelle loi électorale me permettra de concentrer tous mes efforts et mon travail afin de servir et de développer les intérêts d'une région de dimension plus accessible à un seul homme (95 communes au lieu de 590).

Notre programme économique et ses principes, repoussés pendant douze ans par le parti communiste et les socialistes inféodés aux théories marxistes, demeure le même que lors des trois precédentes consultations.

Je travaillerai, je lutterai, je voterai

POUR

La Liberté économique et financière :

Réforme fiscale étudiée par M. Pinay ;
Allégement et simplification des impôts sur le secteur privé ;
Rentabilité des entreprises nationalisées ;
Réforme dans l'économie de l'administration ;
Stabilité des prix et de la monnaie ;
Investissements et prêts industriels et agricoles à égalité dans les deux secteurs ;
Garantie de l'Epargne ;
Défense des Artisans et des Commerçants ;
Algérie française définie par le vote massif du Référendum.

CONTRE

L'Etatisation sous toutes ses formes :

Développement de la fiscalité socialiste ;
Exonération au seul secteur étatisé ;
Subventions énormes qui compensent les déficits nationaux ;
Fonctionnarisme à outrance ;
Cascades de dévaluation ;
Aide financière réservée aux seules entreprises d'Etat.
Instabilité du pouvoir d'achat ;
Toutes nationalisations, trusts et para-nationalisations ;
Toutes tentatives séparatistes au sujet de l'Algérie.

Enfin, plus particulièrement dans le cadre de notre région, je porterai mes efforts :

POUR CHALON :

Son développement de grande ville industrielle — Centre géographique des relations du commerce de la France et de l'Europe — Aide nationale pour la construction : de logements, des écoles, du parc des sports et de la jeunesse.

POUR LOUHANS :

Chef-lieu administratif et judiciaire de l'arrondissement, aide nationale pour le développement de Louhans, centre des marchés agricoles des régions avoisinantes — Facilités d'installation d'entreprises industrielles dans le cadre du plan de décentralisation.

Pour la Bresse rurale :

Amélioration des voies de communications vicinales et rurales dont les municipalités ne peuvent supporter la lourde charge — Achèvement des travaux d'adduction d'eau ou d'installation autonome — Juste équilibre entre les prix des produits ruraux et des prix industriels — Maintien des aides financières à la paysannerie (détaxe d'essence, détaxe machine agricoles) — Simplification administrative par la disparition de toutes les tracasseries dont sont accablés les producteurs (bons de mouture et de transports de céréales...) — Emploi des fonds Caisse d'Epargne qui doivent profiter aux épargnants.

Electeurs, électrices,

Pour la fidélité, l'honnêteté et la fermeté des hommes et de leurs principes.
Votez national et libéral, votez

MOYNET

Commandeur de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération. — Croix de Guerre (10 citations)

Remplaçant éventuel :

GAUTHERON

Cultivateur-exploitant à Saint-Rémy
Président de la Chambre Départementale du Parti Paysan. — Membre de la Chambre d'Agriculture

---

2e CIRCULAIRE

Union des Indépendants et Paysans
Démocratie Chrétienne

Electrices, Electeurs,

Ainsi que dans toute la France, le département de Saône-et-Loire a voté et bien voté.

Dans la circonscription de Chalon-Louhans, malgré des divisions incompréhensibles, vous avez donné un bel exemple de maturité politique, de persévérance et de fidélité.

Du fond du cœur, je vous avoue mon émotion lors de la proclamation des votes et je vous remercie de m'avoir une fois de plus renouvelé votre confiance, marquant ainsi que vous aviez compris la lutte impossible que j'ai dû mener pendant les années difficiles.

Je comprends parfaitement que dans certains cantons, vous ayez de préférence voté pour des candidats locaux, mais je suis sûr également que dimanche, vous rejoindrez la très grande majorité des électeurs de toute la Bresse.

Comme je vous l'avais promis, l'union des Nationaux et des Libéraux s'est enfin réalisée en Saône-et-Loire, et demain, sur le plan national, vous serez défendus par une équipe unie et décidée.

Sur le plan local, vous trouverez ma porte ouverte, aussi bien chez moi, à Gigny, que dans mes permanences de Chalon et de Louhans.

Merci

Les Indépendants et Paysans et la Démocratie Chretienne vous demandent de voter pour

André MOYNET et Marius GAUTHERON, Suppléant.

SARTHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Yves CHAPALAIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Sarthoises... Sarthois...

Pendant plus de dix ans, j'ai lutté pour que le Général de Gaulle prenne en mains le Gouvernement de la France. J'estimais, en effet, qu'en face des immenses difficultés qui se présentaient pour notre pays, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur, lui seul, en raison de son prestige et de son autorité, pouvait, une fois de plus, « remettre la France debout ».

Les graves événements du mois de mai dernier n'ont fait que confirmer mes prévisions. Alors que tout se dégradait rapidement et que nous étions menacés de la guerre civile, le Général de Gaulle a, une fois de plus, répondu à l'appel de la très grande majorité du peuple de France. Depuis quatre mois, il préside aux destinées du pays et l'atmosphère lourde, qui régnait précédemment, a fait place à la confiance et à une grande espérance.

Dans nos relations avec l'extérieur, à l'humiliation des bons offices, s'est substitué, en quelques semaines, à nouveau le prestige de la France.

Sur le plan intérieur, la réforme de nos institutions, que nous estimions primordiale pour le redressement national, a été préparée et soumise à référendum le 28 septembre dernier. A cette occasion, 80 0/0 des Français ont signifié leur volonté de voir modifier profondément les structures de l'Etat.

La loi électorale a été aménagée de façon à permettre à chaque électeur de choisir librement son élu.

De grands changements sont en préparation dans les secteurs économiques et sociaux pour nous permettre d'entrer dans des conditions satisfaisantes et concurrentielles dans la nouvelle organisation européenne et aussi d'élever le niveau de vie de la masse des Français.

En outre, un grand espoir est né de voir bientôt la guerre d'Algérie se terminer et seul le Général de Gaulle peut lui trouver une solution acceptée par tous.

Enfin, les pays d'outre-mer, qui se détachaient l'un après l'autre de la métropole, se sont à nouveau, déclarés d'accord pour former avec la France cette grande Communauté humaine, qui marquera l'évolution naturelle de ce grand ensemble franco-africain.

Voilà, à très grands traits, brossée la situation telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui. Il est évident que je continuerai, si je suis élu, à soutenir à fond l'action de rénovation entreprise par le Général de Gaulle.

Il est moins évident que mes idées n'ont pas varié sur le plan économique et social : stabilité monétaire, réforme de la fiscalité et parafiscalité, réforme administrative, sans lesquelles il n'y a pas d'économie possible, politique d'investissement assurant l'expansion et, enfin, une grande politique agricole qui doit aboutir à la suppression de nos importations de produits alimentaires et permettre de fournir les marchés européens que nous devons conquérir.

Réconciliation sociale par la collaboration bénéfique du patronat et de la classe ouvrière, Participation de l'ouvrier aux résultats de l'entreprise et, prochainement, création de l'assurance-chômage.

Enfin, tout doit être mis en œuvre pour assurer la Paix, tant intérieure qu'extérieure, par la recherche d'une coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest, car, comme le déclarait un de nos illustres compatriotes, M. d'Estournelles de Constant : « tous les efforts des hommes seraient vains sans la paix ».

J'ai choisi pour être éventuellement mon suppléant : Me Jacques Delhay, Avocat au Barreau du Mans qui, depuis plusieurs années, s'est joint à nous pour défendre la cause nationale.

Vive la Ve République !
Vive la France !

JEAN-YVES CHAPALAIN

Ancien Déporté de la Résistance
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre avec palme. — Médaille de la Résistance
Sénateur-Maire du Mans
Vice-Président de la Commission des finances du Sénat
Rapporteur du Budget des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
Candidat Républicain Social présenté par l'Union pour la Nouvelle République

---

2e CIRCULAIRE

Par plus de 18.000 voix sur 39.000 exprimées le dimanche 23 novembre, vous m'avez témoigné votre confiance pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. Je vous en remercie très sincèrement.

Cette confiance qui, j'en suis persuadé, va dimanche prochain, être partagée par un plus grand nombre d'électrices et d'électeurs, impliquera pour moi une lourde charge. Je tâcherai de m'en acquitter avec le plus grand dévouement.

Vous me connaissez depuis longtemps déjà, et vous avez pu suivre mon action politique, aussi bien dans le domaine municipal que national. Elle n'a jamais été guidée que par l'intérêt général en dehors de tout sectarisme stérile.

De grands et difficiles problèmes seront à résoudre par la nouvelle Assemblée dans de nombreux domaines : économique, financier, social et extérieur, où la paix en Algérie est notre principal souci.

Le groupe d'Union pour la nouvelle République, auquel j'ai adhéré, jouera dans cette nouvelle Assemblée un rôle essentiel et appuiera, sans réserve, l'action du Général de Gaulle pour parachever son œuvre de rénovation nationale.

En m'apportant votre voix le dimanche 30 novembre, votre « oui » du 28 septembre sera sûrement respecté.

Pas d'abstentions !

Votez J.-P. CHAPALAIN

Sénateur-Maire du Mans
Officier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

JACQUES DELHAY

Avocat au Barreau du Mans

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Fernand POIGNANT
(Candidat Socialiste Indépendant)

élu le 30 novembre 1958
(App. S.)

1re CIRCULAIRE

Chers Electrices, Chers Electeurs,

Certains d'entre vous s'étonneront peut-être de me voir me presenter sous l'étiquette Candidat Socialiste Indépendant. Je vous dois une explication. La voici :

M. Christian Pineau ayant manifesté le désir d'être candidat dans la 2e circonscription, je lui ai dit que je nourrissais la même intention et je lui en ai fourni les raisons :

1.) Je suis Sarthois depuis ma naissance et j'habite depuis 31 ans à St-Calais. Né dans un petit village près du Mans où j'ai passé toute mon enfance, habitant maintenant une petite ville, je connais aussi bien les besoins des ruraux que ceux des citadins. J'ai parcouru à maintes reprises, souvent d'ailleurs pour répondre à l'invitation des Maires et des Conseils municipaux, les divers cantons de la deuxième circonscription électorale. Je pense — et beaucoup d'électeurs avec moi — que j'ai bien le droit de faire acte de candidature.

2.) M. Christian Pineau s'est prononcé pour le « non » lors du référendum. Pour ma part suivant M. Guy Mollet, Ministre d'Etat du Gouvernement du Général de Gaulle, j'ai voté « oui » et fait voter « oui ». Je crois donc, étant donné l'énorme proportion des oui, être plus qualifié qu'un défenseur du non pour solliciter les suffrages des électeurs.

Ces raisons, et quelques autres, n'ont pu convaincre M. Christian Pineau. Nous sommes l'un et l'autre restés sur nos positions. J'ai alors fait connaître publiquement mon intention de poser ma candidature. M. Christian Pineau, et quelques-uns de ses amis, ont dressé contre moi celle de M. Beaulaton (les électeurs jugeront de la courtoisie et de l'élégance du geste). Je me suis donc présenté comme Socialiste Indépendant. Je n'ai pas pour cela renié l'idéal de liberté, de justice, de progrès social qui m'a toujours animé. Mais j'ai acquis la possibilité d'agir de façon plus indépendante que dans le cadre d'un parti. Je m'en servirai, et avec l'objectivité et la largeur de vues que tous ceux qui m'ont approché veulent bien me reconnaître, je saurai écouter les suggestions et les conseils qui me viendront de part et d'autre et je n'agirai qu'en fonction des intérêts supérieurs du pays, de notre département et de ses habitants.

***

J'ai dit tout à l'heure que j'ai voté « oui ». Je l'ai fait parce que, comme la quasi-totalité des Français, j'étais las des mœurs parlementaires, de l'instabilité ministérielle qui rendait impuissants tous les gouvernements, même les mieux intentionnés et qui faisait de nous la risée des autres peuples. J'ai dit oui parce que, comme la quasi-totalité des Français, j'ai compris qu'il fallait rompre avec certaines habitudes du passé et donner au pays des institutions nouvelles assurant au Gouvernerment de la République, dans le cadre d'une démocratie rénovée, durée, autorité et efficacité.

Voilà pourquoi avec vous tous, ou presque, j'ai répondu « oui » à l'appel du Général de Gaulle.

***

Mon programme? Je ne vous ferai pas de belles promesses que je ne pourrais pas tenir. Etre candidat, ce n'est pas pour moi, être démagogue : c'est dire simplement mon intention d'œuvrer dans une certaine direction. En ce qui me concerne, cette direction est celle qui conduit à la Paix (paix intérieure et paix extérieure) et à l'amélioration de la condition humaine.

Je suis prêt à soutenir quiconque s'emploiera à mettre fin à la fratricide et cruelle guerre d'Algérie. Il faut arrêter l'hémorragie de sang et d'argent qu'elle provoque. Il faut que cessent les combats, que des élections se fassent librement, que des négociations soient entreprises avec les interlocuteurs valables que désigneront les bulletins de vote.

Sur le plan international, la France doit affirmer sa vocation européenne et face aux Etats-Unis, d'une part, et à l'U.R.S.S., d'autre part, marquer très nettement son intention de ne s'inféoder à aucun des deux blocs.

Notre pays se doit aussi d'être à la pointe du combat pour le désarmement, désarmement progressif, contrôlé et portant non seulement sur les engins nucléaires, mais sur tous les engins de destruction et de mort.

Sur le plan intérieur, devant les premières manifestations d'une crise économique dont les conséquences pèseraient lourdement sur tous les travailleurs, travailleurs des villes et travailleurs des champs, une politique économique et sociale hardie s'impose. Assurer le plein emploi; mettre au point et appliquer rigoureusement un plan de modernisation et d'équipement; donner à quiconque travaille, qu'il soit ouvrier, employé, fonctionnaire, paysan, commerçant ou artisan, les moyens de vivre décemment; préparer les jeunes à la noble et lourde tache qui les attend; secourir les vieux; ne pas oublier tous ceux qui, dans leur chair ou dans leurs biens, ont souffert de la guerre. Tels sont les buts à atteindre.

Dans le cadre plus restreint du département, il est urgent d'obtenir les crédits nécessaires pour édifier au Mans comme en campagne, des classes, des cantines, des logements, pour terminer l'électrification rurale, faire l'adduction d'eau, ouvrir des rues, élargir et goudronner routes et chemins.

***

Je m'engage à soutenir tous ceux qui, quelles que soient leurs tendances, proposeront des solutions raisonnables à ces problèmes trop rapidement évoqués. Mon désir de bien faire est total. Tous ceux qui me connaissent savent qu'ils peuvent me faire confiance, que je n'hésiterai pas à lutter pour essayer d'assurer à chacun un peu plus de mieux-être. Les réalisations que j'ai faites à St-Calais en plein accord avec un Conseil Municipal de large union, en apportent la preuve. Je ne puis malheureusement pas toutes les énumérer ici. Qu'on sache seulement que tous les chemins vicinaux de la commune sont refaits et goudronnés, que St-Calais dispose d'une magnifique piscine avec petit bain pour enfants, et d'une superbe salle des Fêtes, qu'un pavillon de chirurgie et qu'une maternité modernes ont été édifiés à l'Hôpital, qu'enfin la ville a fait construire, pour une population de 3.700 habitants seulement, 130 logements dont 96 actuellement terminés, les 34 autres devant l'être au printemps.

Et par les comptes rendus des séances du Conseil Général, chacun a pu constater qu'à l'Assemblée départemenlale, je me suis toujours penché avec beaucoup d'intérêt sur les questions scolaires, les problèmes du logement, de l'électrification rurale et de l'adduction d'eau.

***

Avant de conclure, je ne veux pas omettre de signaler que, demeurant dans un canton rural, j'ai tenu à prendre comme remplaçant un habitant du Mans : M. André Pioger, Directeur du Cours Complémentaire Pierre Philippeaux, Avenue Jean-Jaurès, ancien Résistant. Je n'ai nul besoin de le présenter aux habitants du 3me Canton. Pour ceux qui ne le connaissent pas, qu'ils sachent l'estime dans laquelle il est teuu et combien sont appréciés son dévouement, ses qualités de cœur et d'esprit.

***

Après vous avoir dit que si vous me faites l'honneur de m'envoyer siéger à l'Assemblée Nationale, je vous rendrai fréquemment visite, je passerai régulièrement dans les cantons et les divers quartiers du Mans de ma circonscription, je terminerai, chères Electrices, chers Electeurs, en ajoutant ceci :

Vous vous êtes prononcés à une énorme majorité pour une nouvelle Constitution.

Vous l'avez fait pour avoir une République nouvelle, une Ve République plus forte et plus efficace, plus belle et plus généreuse que la précédente.

Pour que cette République soit telle que vous la souhaitez, envoyez au parlement, pour vous représenter, des hommes nouveaux, qui n'ont pas été mêlés aux luttes stériles et aux rivalités mesquines des dernières années mais qui, cependant, dans les fonctions électives plus modestes qu'ils ont exercées jusqu'alors, ont montré qu'ils étaient dignes de votre confiance.

Avec un mode de scrutin nouveau, votez donc, le 23 novembre prochain, pour un homme nouveau, votez pour :

FERNAND POIGNANT

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire et Conseiller Génral de Saint-Calais
Président de l'Association des Maires de la Sarthe. — Membre du Comité des Maires de France

D'avance, je vous en remercie !

2e *CIRCULAIRE*

Chers Electrices, chers Electeurs,

Mes premiers mots seront tout naturellement pour adresser mes plus chaleureux remerciements aux 13.235 Electrices et Electeurs qui, dimanche dernier, en m'accordant leurs suffrages, m'ont placé en tête de tous les candidats.

Je ne sais pas encore, au moment où je livre cette circulaire à l'imprimeur, quelle va être l'attitude de mes concurrents, Mais dès maintenant m'adressant :

— Aux 13.235 Electrices et Electeurs qui m'ont, dès dimanche dernier, honoré de leur confiance,

— A toutes Celles et à tous Ceux qui, tout en ayant l'intention de m'apporter leurs voix, ont attendu le 2me tour pour le faire,

— A toutes Celles et à tous Ceux qui, ayant voté pour un autre candidat dimanche, pensent, qu'en raison des résultats du 1er tour, il est de leur devoir de Républicain, de Démocrate et de Français de m'accorder maintenant leurs suffrages ;

Je puis dire ceci :

Un résultat, même s'il s'annonce sous les auspices les plus favorables, n'est jamais acquis d'avance.

Aussi, à Toutes et à Tous, je demande avec insistance d'aller voter en masse dimanche prochain pour assurer définitivement mon succès.

A Toutes et à Tous, je témoignerai ma reconnaissance en travaillant, de tout mon cœur et de toutes mes forces, avec toute l'objectivité qu'on se plaît à me reconnaître, à la défense de leurs intérêts les plus légitimes, des intérêts de notre département, des intérêts supérieurs de la France et de la République.

Assurer la paix à l'intérieur et à l'extérieur, permettre aux jeunes de se faire une place dans la vie, aux travailleurs des villes et des champs de vivre dignement, aux malades, aux infirmes, aux vieillards, aux victimes du travail et de la guerre de n'être plus des déshérités comme ils l'ont été trop souvent jusqu'alors : tel est le but, je vous l'ai déjà dit, qu'il faut atteindre et auquel je suis prêt à me consacrer totalement.

Je m'engage en outre, Electrices et Electeurs, à vous recevoir régulièrement dans vos cantons respectifs et, pour le Mans, dans vos différents quartiers; à rendre visite à mes Collègues Maires et à leurs Conseillers Municipaux car je considère qu'un élu, s'il veut remplir convenablement sa mission, doit rester en contact permanent avec Celles et Ceux qu'il est chargé de représenter.

Chers Electrices, Chers Electeurs,

Pour que la Ve République qui est en train de naître, puisse, sous l'égide du Général de Gaulle qui, vraisemblablement, dans quelques semaines, sera élu Président de la République, travailler avec efficacité, avec un Gouvernement stable et un Parlement comprenant suffisamment d'hommes nouveaux pour que ne se renouvellent pas les erreurs qui ont tant contribué à discréditer le régime parlementaire sous la IVe République,

Vous voterez, dimanche prochain, pour :

FERNAND POIGNANT

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire et Conseiller Génral de Saint-Calais
Président de l'Association des Maires de la Sarthe. — Membre du Comité des Maires de France

et pour son remplaçant éventuel :

ANDRÉ PIOGER

Directeur du Cours complémentaire Pierre Philippeaux, Le Mans-Pontlieue

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raymond DRONNE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Voilà onze ans, je me suis lancé dans la lutte politique pour que « ça change », pour que le Général de Gaulle soit porté à la tête des affaires françaises, parce que je considérais déjà qu'il était seul capable d'arrêter le glissement vers la décadence et de remettre la France debout.

Lors des élections du 2 janvier 1956, je m'étais engagé à tout mettre en œuvre pour obtenir :

— une loi électorale simple, claire et loyale, donnant aux électeurs le libre choix de leurs élus : un scrutin majoritaire à deux tours dans le cadre du département ou de l'arrondissement ;
— une réforme constitutionnelle profonde, assurant une véritable séparation des pouvoirs et renforçant l'exécutif, ainsi que l'institution d'une Commuuauté de caractère fédéral entre la France métropolitaine et l'outre-mer.

Ces buts sont aujourd'hui atteints : le Général de Gaulle est au pouvoir ; le scrutin uninominal à deux tours a été établi ; la nouvelle Constitution a été approuvée à une majorité massive et la Communauté est en cours de construction.

Mais tout n'est pas terminé. Il reste maintenant, après les réformes fondamentales, à rénover les structures de l'Etat. Le Général de Gaulle l'a déclaré dans son discours de Bône, le 5 juin dernier : « Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé ».

Pour que ce nouveau puisse devenir une réalité, il faudra à la future Assemblée Nationale une majorité cohérente et fidèle pour épauler l'action du Général de Gaulle. Les hommes de l'ancien système et les vieux partis, qui n'ont accepté de Gaulle que parce qu'ils ne pouvaient

pas faire autrement, sont prêts, une fois le danger passé, à recommencer à intriguer et à saboter pour faire de la Ve République une copie de feue la quatrième.

Dans l'état actuel des choses, le seul engagement que je puisse prendre est de soutenir à fond l'action de rénovation du Général de Gaulle.

Mes idées n'ont pas varié ; je préconise :

— la liberté dans tous les domaines, y compris dans le secteur de l'économie par la sauvegarde et le développement de l'entreprise familiale, aussi bien agricole qu'artisanale, commerciale et industrielle.

— la stabilité monétaire, l'inflation étant la ruine des classes laborieuses et surtout des vieux ;

— la réforme de la fiscalité et de la parafiscalité : le régime fiscal actuel soulève par sa complexité et ses injustices la révolte des contribuables. La fiscalité doit être complètement refondue, dans le sens de la simplicité et de la justice ;

— une réforme et une simplification de la sécurité sociale, garantissant notamment aux assujettis le remboursement à 80 0/0 des honoraires médicaux et des frais, mais dans le respect de la liberté du corps médical et du libre choix du médecin par le malade ;

— une réforme administrative sans laquelle il n'est pas d'économie possible ;

— une politique économique assurant l'expansion et une véritable politique agricole. Nos charges, nos prix de revient élevés, une agriculture trop délaissée vont nous mettre en difficulté au moment où une crise économique mondiale risque de se répercuter sur la France et au moment où nous allons entrer dans un Marché commun pour lequel nous sommes mal préparés. Une politique agricole implique un inventaire des productions actuelles et des possibilités, un inventaire des débouchés et une orientation de la production en fonction des débouchés tant intérieurs qu'extérieurs; elle nécessite aussi une politique d'équipement. Notre région du Val de Loir risque d'être particulièrement éprouvée par une surproduction fruitière ; il faut dès maintenant prospecter de nouveaux débouchés.

On ne pourra maintenir les gens à la terre qu'en leur assurant un niveau de vie décent.

Par ailleurs, le Val-de-Loir possède une ressource en puissance qui doit être développée : le tourisme.

— La réconciliation sociale : le climat social est empoisonné par la lutte des classes entretenue par le Parti communiste. La participation des travailleurs à la vie et aux résultats de l'entreprise sera un élément d'apaisement, de progrès et d'amélioration des niveaux de vie, comme elle l'a été dans un grand pays voisin.

— La paix, tant intérieure qu'extérieure. La guerre d'Algérie est en train de s'éteindre, grâce au prestige du Général de Gaulle. La paix extérieure doit être recherchée dans une coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest et dans un désarmement général, simultané et contrôlé.

— La recherche systématique des solutions de conciliation et d'équité dans toutes les querelles qui divisent, souvent arbitrairement, les Français.

Malgré le changement, malgré les progrès considérables réalisés depuis juin dernier, notre pays est encore en convalescence. Il faut pratiquer une politique financière de sévérité et de réduction systématique du train de vie de l'Etat.

Je ne vous promets pas la facilité. Je ne vous promets que ce que je puis tenir : demain comme hier, de travailler pour le bien du pays.

Trois secteurs doivent faire l'objet d'efforts immédiats et exceptionnels :

— L'amélioration du sort des vieux et, notamment, des vieux anciens combattants. Le fonds national de solidarité de M. Ramadier ne peut être considéré comme satisfaisant.

— La préparation des jeunes aux tâches difficiles de demain, notamment la formation de techniciens de toutes espèces dont nous avons besoin.

— La construction de logements, tant urbains que ruraux et notamment, l'amélioration systématique de l'habitat rural.

Pour les tenants de l'ancien système et pour les vieux partis, je suis l'ennemi public numéro un. Certains me reprochent d'être de droite ou d'extrême-droite. D'autres, au contraire, me trouvent trop à gauche. En réalité, à l'Assemblée Nationale, je siège au centre

et en haut de l'hémicycle. Les « gaullistes », venus d'horizons divers, se situent au centre de la politique française ; ils sont la synthèse du sens national de l'ancienne droite et du sens social d'une vraie gauche réaliste qui n'existe plus. Ils sont appelés à devenir le pivot de la nouvelle Assemblée.

Si j'ai des adversaires, surtout dans les états-majors communistes, S.F.I.O. et mendésistes, j'ai aussi beaucoup d'amis. Beaucoup de formations politiques nationales et beaucoup de personnalités locales n'ont pas voulu m'opposer de candidat et m'apportent leur appui. Je les en remercie, non pour moi, mais pour l'exemple de discipline nationale et d'esprit de conciliation qu'ils donnent au pays. Grâce à leur soutien, je suis davantage un candidat de large union nationale que le candidat d'une seule formation politique.

Le nouveau scrutin présente un avantage pour les électeurs et pour l'élu : la circonscription est beaucoup plus réduite : les contacts seront donc plus faciles. Si je suis élu, vous me verrez donc plus souvent. Et, comme par le passé, ma porte sera ouverte à tous, sans discrimination ; je m'occuperai de toutes les affaires, à une condition : qu'elles soient justes.

Vive la Ve République !
Vive la France !

RAYMOND DRONNE

Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Député sortant. — Maire d'Ecommoy. — Conseiller Général
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Ancien Combattant et Mutilé de Guerre
Républicain Social présenté par l'Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

PIERRE CARTON

Chirurgien-dentiste à Bazouges-sur-le-Loir,
Diplômé de l'Ecole Dentaire de Paris et de la Faculté de Médecine de Paris

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Je remercie bien vivement les 15.145 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance dimanche dernier et qui m'ont permis d'arriver très largement en tête du scrutin.

Le grand nombre des candidats, dont certains ont des opinions très voisines, rendait difficile une élection au premier tour.

Pour le second tour, la situation est claire : dans la circonscription de La Flèche comme dans la plupart des circonscriptions, le corps électoral a manifesté sa préférence pour les hommes décidés à soutenir l'action de rénovation du Général de Gaulle.

Je suis « gaulliste » depuis 1940. Je n'ai jamais varié. Depuis que je suis dans la « politique », toute mon action a tendu, envers et contre tous, à ramener le Général de Gaulle au pouvoir, parce que j'ai toujours considéré que c'était l'intérêt supérieur du pays et la seule chance de salut.

Si je retourne au Parlement, demain comme hier, j'appuierai de toutes mes forces la politique de renouveau et de redressement national du Général de Gaulle. Sous la « quatrième », au Parlement, et hors du Parlement, j'ai lutté dans des conditions souvent difficiles, parfois très isolé, mais toujours sans défaillance, pour que « ça change ». Je ferai en sorte que la Nouvelle République ne soit pas à l'image de l'ancienne.

Je ne suis pas seulement le candidat de l'Union pour la Nouvelle République, la formation « gaulliste » qui vient de remporter un large succès. Je suis aussi un candidat d'Union Nationale, qui a l'appui de la plupart des formations politiques anti-collectivistes.

Je ne me prête à aucune combinaison et à aucun marchandage. Je tiens à mettre les électrices et les électeurs en garde contre d'éventuelles manœuvres. Pour des hommes de l'ancien « système » et notamment pour les S.F.I.O., les communistes et les mendésistes, je suis l'homme à abattre. Ils vont tenter de monter des traquenards et de susciter des coalitions contre moi.

Une propagande aussi habile que mensongère me présente comme un homme d'extrême-droite, comme un « activiste ». Je tiens à répeter qu'à l'Assemblée Nationale je siège au centre. Tout le monde sait que l'Union pour la nouvelle République sera le centre et le pivot de la nouvelle Assemblée.

Vive notre belle circonscription du Val-de-Loir.

Vive le Général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

RAYMOND DRONNE
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Député sortant. — Maire d'Ecommoy. — Conseiller Général
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Ancien Combattant et Mutilé de Guerre
Républicain Social

Remplaçant éventuel :

PIERRE CARTON
Chirurgien-dentiste à Bazouges-sur-le-Loir,
Diplômé de l'Ecole Dentaire de Paris et de la Faculté de Médecine de Paris

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joël LE THEULE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Les élections législatives du 23 novembre prochain ne ressemblent pas aux précédentes consultations électorales :

— le scrutin d'arrondissement que, pour la plupart, vous désiriez, a été adopté. Il permet à l'élu de se consacrer pleinement à sa région et non de disperser son activité à travers un domaine trop vaste ;

— 83 0/0 d'entre vous ont accepté la nouvelle Constitution, manifestant ainsi avec éclat leur profond désir de changement et leur attachement au général de Gaulle.

Ces deux faits nouveaux, qui transforment le climat politique, impliquent deux conséquences :

Vous voterez pour un homme de la circonscription,
Vous voterez pour un homme nouveau.
Je suis le seul des candidats à remplir à la fois ces deux conditions.

Issu d'une vieille famille sabolienne, je réside à Sablé où j'ai toujours vécu. Professeur d'histoire au Prytanée de La Flèche, je n'avais jusqu'ici milité dans aucun parti. Sollicité, en raison de son état de santé, par le regretté M. Paul Goussu, député indépendant, et encouragé

par M. Jean-Yves Chapalain, sénateur-maire du Mans, républicain social, je me présente comme candidat d'Union pour la Nouvelle République.

Je suis décidé à soutenir le général de Gaulle dans son action de renouveau national. Car tout n'est pas terminé. Il reste maintenant, les reformes fondamentales étant effectuées, à rénover les structures de l'Etat. « Tout ce qui est à la tête du pays doit être renouvelé. . et je suis sûr que le pays va le faire avec moi », déclarait le Président du Conseil le 5 juin dernier.

La tâche est énorme Pour la mener à bien, il faut, à la nouvelle Assemblée Nationale, une majorité cohérente et fidèle. Les vieux partis, les hommes du système dont les jeux stériles et les fautes ont ruiné la IVe République, les convertis de dernière heure, n'acceptent de Gaulle que du bout des lèvres. Ils risquent, des difficultés surgissant, de revenir à leurs errements, à leurs petites intrigues et de détruire les espoirs que le peuple français a placés dans la Ve République.

Cette grande œuvre de rénovation doit s'accomplir dans quatre domaines.

I. — Domaine politique :

— Une question primordiale : restaurer la paix en Algérie, prélude indispensable à toute réforme.

— Refondre les structures de l'Etat, les adapter aux conditions de la vie moderne en supprimant les organes devenus inutiles.

— Sur le plan extérieur : recherche de la paix dans la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest dans un désarmement général simultané et contrôlé.

— Aménager, pour l'organisation de l'Europe unie, une période de transition.

II. — Domaine économique :

— D'abord réformer la fiscalité en la rendant juste, simple, efficace et moins lourde.

— Définir une polique économique, assurant l'expansion, condition indispensable à toute augmentation du niveau de vie.

Dans le domaine agricole, vulgariser l'enseignement agricole et orienter la production en fonction des besoins du pays et des débouchés extérieurs les plus rentables, pour éviter les importations abusives.

Cette politique étant précisée, s'y tenir, de façon à ne pas sacrifier ce secteur essentiel de l'économie française et assurer aux producteurs un revenu normal.

Dans le domaine industriel : opérer une véritable politique de décentralisation, permettant de fixer les populations et de maintenir l'équilibre indispensable ville-campagne.

Dans le domaine commercial, ne pas sacrifier systématiquement les artisans et les petits commerçants, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs.

III. — Domaine social :

— Assurer le progrès social et la promotion ouvrière dans un climat de réconciliation sociale comme le suggère le général de Gaulle.

— Protéger la famille.

— Préparer la jeunesse aux tâches difficiles de demain.

Une grande réforme de l'enseignement s'impose pour fournir au pays les cadres et les techniciens dont il a besoin.

— Améliorer le sort des vieux et des anciens combattants, leur procurer une situation matérielle digne.

— Poursuivre la grande politique du logement amorcée par M. le Ministre Sudreau et moderniser l'habitat rural qui laisse trop souvent à désirer.

IV. — Domaine de la Communauté française :

— Appliquer strictement le plan de cinq ans, annoncé à Constantine par le général de Gaulle.

— Organiser la Communauté française et assurer la promotion sociale, économique et politique des peuples d'outre-mer qui ont fait confiance à la France.

***

Ce programme est vaste et ambitieux. Sa réalisation est nécessaire si l'on veut que la France demeure au rang des grandes puissances. Cela est possible ; déjà, en quelques mois, une grande œuvre a été accomplie sous la direction du général de Gaulle. Pour un jeune, s'associer à cette œuvre constitue quelque chose de passionnant.

Fort de la confiance que me témoigne mon suppléant, le docteur Jacques Reignier, chirurgien au Mans, dont la notoriété politique a été consacrée par de brillantes élections tant municipales que cantonales, je suis prêt à défendre ce programme et décidé à soutenir jusqu'au bout le général de Gaulle dans son effort de rénovation nationale.

Electrices, électeurs de la 4e circonscription, vos suffrages permettront à un homme de chez vous, à un homme nouveau, de participer à cette grande et belle tâche.

Vive la Ve République !
Vive la France !

JOËL LE THEULE
Agrégé de l'Université. — Professeur au Prytanée de La Flèche

---

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Je vous remercie très sincèrement de la confiance que 14.940 d'entre vous m'ont manifestée le dimanche 23 novembre. De ce scrutin, quelques leçons se dégagent :

— Comme le 28 septembre, au référendum, vous avez marqué votre volonté de changement.

— C'est vers un homme nouveau que s'est tourné le plus grand nombre d'entre vous. L'heure n'est plus à la politique ; il faut remettre d'aplomb la France : des énergies neuves, dégagées de toute appartenance politique antérieure, sont, plus que d'autres, aptes à ce travail de rénovation.

— Enfin, confiance dans le général de Gaulle pour diriger cette œuvre magnifique mais difficile.

Tous ceux qu'anime le même désir de redressement, doivent grouper leurs suffrages sur celui qui a été désigné par la majorité.

Je me permets de vous rappeler les principes auxquels je suis attaché et qui guideront mon action.

— Restaurer la paix en Algérie.
— Réformer les structures de l'Etat et l'administration.
— Refondre la fiscalité en la rendant juste, simple et efficace.
— Définir une politique économique assurant l'expansion dans la liberté et en particulier une politique rurale associant à l'agriculteur, l'artisan et le petit commerçant.
— Pratiquer une véritable politique de décentralisation industrielle.
— Assurer progrès social et promotion ouvrière dans un climat de réconciliation sociale.
— Résoudre le douloureux problème du logement et améliorer le sort des vieux.
— Préparer la jeunesse aux tâches difficiles de demain par une grande réforme de l'enseignement.
— Appliquer le plan de cinq ans en Algérie.
— Construire la Communauté française par une politique généreuse.

Ceci est vaste, ambitieux mais nécessaire et constitue, pour un jeune, une perspective enthousiasmante.

Electrices, électeurs de la 4e circonscription, vous voterez encore plus nombreux pour un homme de chez vous, pour un homme nouveau. qui justifiera par la suite votre confiance.

JOËL LE THEULE
Agrégé de l'Université

Remplaçant éventuel :

Docteur JACQUES REIGNIER
Chirurgien
Conseiller Municipal du Mans, ancien Conseiller Général

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel D'AILLIÈRES
(Candidat Républicain d'Union Nationale)

élu le 23 novembre 1958
(App. I. P. A. S.)

Sarthois, Sarthoises,

Candidat d'union de tous ceux qui, le 28 septembre dernier, ont voté oui pour le renouveau de la République française, je sollicite vos suffrages dans cette circonscription où, depuis si longtemps, ma famille est au service de tous. Le souvenir de ceux qui m'ont précédé et spécialement celui de mon père, M. Bernard d'Aillières. ancien député de la Sarthe, que j'ai dû remplacer l'année dernière au Conseil général, m'imposent des devoirs auxquels je ne saurais me dérober et qui sont le plus sûr garant de mon dévouement à la cause de notre pays.

N'appartenant à aucun parti, ennemi de tout sectarisme, je vous demande de m'aider à redonner au mot « politique » son vrai sens : le bien public, l'intérêt général. Je ne ferai pas une de ces campagnes tapageuses qui ne servent qu'à exciter les passions et à diviser.

Mais je vous propose :

Que dans l'union et la raison, mais avec la conviction et la volonté nécessaires à tout succès, nous examinions et nous défendions ensemble tous les problèmes qui nous tiennent à cœur.

Les institutions républicaines que nous venons d'approuver et qui, si nous veillons à ce qu'elles soient bien appliquées, sont celles qui peuvent le mieux garantir toutes les libertés indispensables à la dignité humaine : libertés d'opinion, d'expression, de travail, d'enseignement.

L'Algérie où la paix doit revenir très vite pour que nos jeunes, qui, avec l'armée, ont fait magnifiquement leur devoir, reviennent chez eux et où la solution généreuse offerte par le général de Gaulle est la seule possible.

L'Union française, où les aspirations légitimes à une certaine autonomie des peuples que nous avons éduqués, doivent être satisfaites par la Communauté que la France leur offre.

L'économie du pays. La valeur du franc doit être maintenue pour refaire une monnaie saine, qui redonnera la confiance et favorisera l'épargne. Une politique judicieuse du crédit doit permettre, en même temps que des investissements nécessaires à l'équipement du pays et une décentralisation indispensable dans nos campagnes, la poursuite du développement de notre industrie qui doit être prête à affronter la compétition souhaitable du Marché commun.

Les agriculteurs qui doivent obtenir la politique agricole cohérente, juste et durable qu'ils réclament depuis longtemps et qui permettra :

— de maintenir les exploitations familiales;
— d'établir des justes prix, qui donneront à ceux qui vivent de la terre la rémunération équitable de leur travail et des conditions de vie convenables, qui sont le meilleur remède à la désertion de nos régions;
— de poursuivre l'équipement de nos campagnes (électrification, routes, adduction d'eau, constructions scolaires, logements).

Les commerçants et les artisans qui doivent être encouragés et soutenus par une fiscalité mieux équilibrée (étude d'une taxation à la base des produits manufacturés) ainsi que par un ensemble de mesures qui redonneraient confiance (amnistie) et leur permettraient d'avoir dans la vie du pays la place qui leur revient.

La justice sociale et les ouvriers. Le meilleur moyen d'améliorer le climat social est d'essayer de solutionner un certain nombre d'injustices que tout homme généreux n'a pas le droit d'ignorer (taudis, misère des vieillards, situations pénibles de certains retraités) et de tendre à l'élévation du niveau de vie par l'augmentation du pouvoir d'achat, pour harmoniser les rapports de tous ceux qui forment la grande famille française.

Le Gouvernement du général de Gaulle a déjà recréé la confiance et amorcé notre redressement. Tout cela ne peut être réalisé en un jour et sans difficulté. Mais c'est possible si, en en laissant de côté tout ce qui les divise, les hommes de bonne volonté s'unissent pour travailler au renouveau de notre patrie.

Aussi, en remerciant les groupements nationaux (Indépendants, Républicains sociaux, Mouvement républicain populaire, Centre républicain et Parti radical-socialiste Morice-Lafay), qui m'apportent leur appui;

Je vous demande de m'accorder votre confiance pour qu'ensemble nous essayons de réaliser cette union si nécessaire à la France.

Vive la circonscription de Mamers!
Vive la République française!

Michel d'AILLIERES
Maire d'Aillières. — Conseiller Général de la Sarthe

N. B. — En vertu des dispositions de la nouvelle loi électorale imposant la désignation d'un suppléant, mon remplaçant éventuel sera

le Docteur André LEGUAY
Conseiller Général du canton de Vibraye

SAVOIE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Jean DELACHENAL
(Candidats des Indépendants et Paysans)
élu le 23 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs,

Mes amis indépendants et paysans de Savoie, réunis en un congrès à Chambéry, le 5 octobre dernier ont, par un vote à bulletin secret à la majorité de 823 voix sur 859 votants, proposé ma candidature aux prochaines élections législatives. J'ai accepté cette proposition sachant pourtant, grâce à l'exemple donné par mon père, combien la tâche de parlementaire demande du dévouement, de l'esprit civique et ne peut être source de profit personnel lorsqu'elle est exercée honnêtement.

Maire de Saint-Pierre-d'Albigny depuis onze ans, conseiller général depuis sept ans, j'ai pu acquérir durant ces mandats l'expérience nécessaire des affaires publiques pour apporter ma contribution à l'œuvre de redressement national entreprise par le chef du Gouvernement, le général de Gaulle, auquel le peuple savoyard a apporté un appui massif lors du référendum.

Certes les difficultés ne manqueront pas pour l'Assemblée Nationale, issue de la consultation électorale prochaine.

Une politique généreuse à l'égard des territoires d'outre-mer et de l'Algérie nécessaire pour permettre aux peuples issus de races différentes de pouvoir vivre fraternellement ne doit pas pour autant faire oublier les difficultés monétaires et économiques de notre pays.

La stabilité du franc acquise en 1952 grâce au président Pinay doit être à nouveau assurée. Plus que des promesses démagogiques, elle est le plus sûr moyen de garantir aux vieillards la sécurité de leurs vieux jours et aux jeunes la possibilité de se lancer dans la vie.

Dans un esprit libéral nouveau et dynamique, il faudra encourager, développer et soutenir la moyenne et petite entreprise commerciale, artisanale et industrielle tout en modernisant et simplifiant la fiscalité afin d'éviter tant les fraudes que les contrôles abusifs et assurer plus de justice dans la répartition des charges.

L'agriculture savoyarde doit être soutenue; car elle constitue une ressource essentielle pour notre région. A l'époque où chacun doit se prémunir contre les risques sociaux, il faudra accorder aux cultivateurs des garanties semblables à celles allouées aux ouvriers par la sécurité sociale. La maladie, l'accident ne peuvent et ne doivent plus être une source de misère familiale en agriculture. La sécurité sociale doit être appliquée à tous. Il s'agit là d'une œuvre de solidarité nationale qu'il est urgent de mener à bien si l'on ne veut pas voir les jeunes déserter les campagnes. Une politique des marchés agricoles devra être préconisée pour permettre l'écoulement des produits dans la stabilité des prix.

Un enseignement primaire secondaire et professionnel moderne et accessible à tous doit permettre à nos jeunes d'acquérir la qualification nécessaire pour la technique moderne.

La décentralisation industrielle devra être poursuivie dans notre région, notamment en faveur des chefs-lieu de canton pour permettre d'utiliser l'excédent de main-d'œuvre rurale.

Ce n'est ni rétrograde ni utopiste que de soutenir la décentralisation industrielle dans les communes rurales. Avec le machinisme et les facilités de transports, l'industriel peut trouver dans les communes éloignées des grands centres la main-d'œuvre stable, travailleuse et habile dont il peut avoir besoin. Aussi rien ne doit être négligé pour atteindre ce but.

La justice sociale exige en dehors des luttes de classes aujourd'hui périmées et nuisibles, que les salariés touchent une juste rémunération de leur travail et puissent eux aussi être bénéficiaires de l'expansion économique du pays.

Le tourisme doit être encore favorisé non seulement en aidant, ce qui est indispensable, nos grands centres touristiques et climatiques, mais encore en permettant aux communes rurales de recevoir cette clientèle touristique et familiale pendant les vacances d'été, source ainsi de richesse pour le commerce local.

La stabilité monétaire, l'expansion économique dans la décentralisation industrielle, l'encouragement de l'agriculture, l'aide apportée au tourisme doivent en définitive permettre à tous, salariés, paysans, travailleurs indépendants, de pouvoir dans la liberté et la justice sociale faire vivre leur famille.

Certes, ce programme demandera des sacrifices. Il est de notre devoir de les accepter pour redresser la situation économique, financière et internationale de la France.

La IV[e] République est morte de son impuissance à régler les problèmes de l'heure, la V[e] doit, par son courage, sa jeunesse, son dynamisme, se montrer capable de les résoudre. C'est notre dernière chance.

Jean DELACHENAL

Avocat

Maire de Saint-Pierre-d'Albigny. — Conseiller Général

Croix de Guerre 1939-1945

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph FONTANET

(Candidat d'Union pour une Démocratie Nouvelle)

élu le 30 novembre 1958

(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Union pour une nouvelle Démocratie.

Electeurs, électrices de Tarentaise.

En janvier 1956, vous m'élisiez à l'Assemblée Nationale me plaçant dans cette circonscription, en tête des candidats nationaux. Il y a six mois, les électeurs du canton de Moutiers renouvelaient mon mandat de Conseiller général à une majorité massive dès le premier tour. Ces marques de confiance répétées m'ont encouragé à solliciter à nouveau vos suffrages.

Le mode actuel de scrutin, rapprochant l'élu de l'électeur, me permettra, si vous me désignez, de me consacrer plus entièrement encore à la défense des intérêts de notre chère Tarentaise pour laquelle, au cours de mes deux années d'activité parlementaire, j'ai travaillé de mon mieux, et dont je connais tous les problèmes et tous les besoins.

Je me présente à vous sous le signe du large regroupement que nous avons réalisé entre les Indépendants, le M.R.P. et tous ceux dont les convictions étaient proches des nôtres, afin d'ouvrir les voies à la création d'une grande force d'équilibre et de progrès capable d'être

l'axe de la majorité parlementaire, dont aura besoin le Général de Gaulle pour poursuivre demain son action.

Avec les autres candidats nationaux, j'avais souhaité dès avant le premier tour, un accord qui nous aurait permis de nous présenter devant les électeurs en toute clarté, et aurait ôté au Parti communiste, grand vaincu du référendum, tout espoir de devenir l'arbitre de l'élection lors du ballottage.

A la suite d'une décision du comité directeur Radical-Socialiste, M. Jules Bianco a refusé. Une pénible équivoque va ainsi peser sur toute la campagne électorale.

J'invite donc tous les électeurs et toutes les électrices qui ont voté « oui » le 28 septembre pour engager le pays dans une voie nouvelle, et non pas revenir aux maquignonnages électoraux de la IIIe République, à bloquer leurs suffrages sur ma candidature dès le premier tour.

En m'apportant ainsi une majorité massive, ils couperont court à toute manœuvre et confirmeront leur volonté de fonder une démocratie rénovée.

MON PROGRAMME

National.

Assurer la stabilité gouvernementale, condition de toute efficacité, en travaillant à l'institution d'une véritable majorité et au regroupement des partis politiques actuellement trop nombreux.

Etablir en Algérie une paix française, fondée sur la justice, basée sur la personnalité de l'Algérie et son étroite association avec la métropole.

Construire une communauté de peuples libres avec les pays d'outre-mer afin d'éviter la mobilisation des jeunes nationalismes Africains au service du communisme.

Compléter l'œuvre d'unification européenne entreprise par Robert Schuman en vue d'assurer l'essor économique des nations de notre continent et de raffermir la paix mondiale.

Poursuivre une politique d'expansion économique et de progrès social, grâce à une action d'ensemble, facilitant le crédit, simplifiant la fiscalité, luttant contre les gaspillages, favorisant les investissements et l'expansion régionale, assurant le relèvement du pouvoir d'achat et la revalorisation et l'égalisation des allocations familiales, le développement des réalisations sociales et la préparation de l'avenir de la jeunesse.

Local.

Favoriser le développement des activités économiques locales : industrielles, artisanales, touristiques, thermales, défendre le petit commerce dont le rôle est essentiel dans nos régions, créer des ressources nouvelles pour nos régions de montagne.

Aider nos exploitations agricoles familiales par l'organisation des marchés des produits locaux (fruits, produits laitiers), l'amélioration de l'équipement collectif de nos communes rurales, la solution du problème des fumées d'usine en liaison avec l'administration et l'industrie, l'institution d'une protection sociale de l'exploitation agricole, le vote rapide du statut de formation professionnelle agricole.

Développer l'effort social : en faveur des familles, par la suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales, par un effort de construction de logements, par un accroissement des crédits pour l'enseignement et de l'aide aux parents pour l'éducation et l'orientation professionnelle de leurs enfants ; et en faveur de toutes les catégories défavorisées de la population ; personnes âgées, économiquement faibles, victimes de la guerre, anciens combattants.

Aider nos communes à améliorer leur équipement et assurer l'affectation normale des crédits du fonds routier.

Si vous approuvez mon action et si vous me faites confiance pour la poursuivre.

Si vous voulez une Tarentaise prospère, une démocratie forte au service de la Nation, une République sociale au service de la fraternité.

Dès le premier tour, votez en masse pour assurer le succès !

Joseph FONTANET
Député sortant. — Conseiller Général de Moûtiers
Candidat d'Union pour une Démocratie Nouvelle

Remplaçant éventuel :

Léon DELEMONTEX
Adjoint au Maire d'Ugine

2e CIRCULAIRE

Union pour une nouvelle Démocratie.

Electeurs, électrices de la circonscription d'Abertville-Tarentaise.

Je vous remercie de tout cœur de la magnifique victoire que vous m'avez donnée au premier tour de scrutin. Vous m'avez placé largement en tête, avec plus de 40 0/0 des suffrages, malgré la présence de quatre autres candidats. Vous m'avez accordé un nombre de voix double de celui obtenu par mon concurrent venant en seconde position. Ce témoignage éclatant de confiance est pour moi le plus précieux des encouragements.

Pour le deuxième tour, après le retrait de MM. de Poret, Minjoz et Bianco, la situation est extrêmement simple. Vous avez à choisir entre :

— le candidat communiste : M. Rochaix ;
— et ma candidature d'union, qui a déjà rassemblé les suffrages d'une très large majorité d'hommes et de femmes, désireux de voter à la fois pour la République, les libertés familiales et spirituelles, la justice sociale et la paix.

Le nouveau mode de scrutin, rapprochant le député de ses électeurs, me permettra de me consacrer plus entièrement encore, en liaison avec nos élus locaux, à la défense des intérêts de notre région pour laquelle j'ai déjà, deux années durant, travaillé de mon mieux, et dont je connais tous les problèmes et tous les besoins. Vous savez que vous pouvez compter sur mon entier dévouement.

Pas d'abstentions ! Votez et faites voter !
Assurer la victoire d'une écrasante majorité nationale !

Joseph FONTANET
Député sortant. — Conseiller Général de Moûtiers
Candidat d'Union pour une Démocratie Nouvelle

Remplaçant éventuel :

Léon DELEMONTEX
Adjoint au Maire d'Ugine

Résultats du premier tour.

Fontanet	12.402 voix.	
de Poret	4.552 voix.	Ce candidat s'est retiré lors du ballottage.
Bianco	6.272 voix.	Ce candidat s'est retiré lors du ballottage.
Minjoz	1.940 voix.	Ce candidat s'est retiré lors du ballottage.
Rochaix	5.543 voix.	

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre DUMAS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

PIERRE DUMAS
Candidat d'Union soutenu par les **Indépendants** et **Paysans** et le **R.G.R.**

Compétent.

Licencié en doit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, premier prix du concours de parole publique de l'Université de Grenoble. Fils de François Dumas, qui fut pendant quarante ans le conseiller et le défenseur de nos communes, Pierre Dumas a été initié dès sa jeunesse aux problèmes de notre département et de nos communes. Un stage de deux ans comme chargé de mission à la Présidence du Conseil municipal de Paris a complété sa formation administrative et juridique. Six années de responsabilité dans l'industrie privée lui ont donné une réelle expérience des problèmes économiques, financiers et commerciaux.

Dynamique.

C'est un homme d'action. Adolescent, il est dirigeant de mouvements de jeunesse savoyards. Jeune homme, il forme et entraîne un groupe de patriotes, est arrêté par les forces italiennes, puis, combattant courageux de la Libération, est décoré de la médaille de la Résistance et « cité en exemple à la jeunesse française ». Etudiant, il devient le représentant de ses condisciples et le Président d'honneur des étudiants savoyards. Dans l'industrie, enfin, non seulement il accède rapidement à de hautes responsabilités, mais encore il préside bientôt une commission professionnelle nationale, puis européenne, et représente sa profession à certaines réunions de la Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies.

Social.

Ses publications révèlent son vif intérêt pour tout ce qui pourrait aider l'agriculture savoyarde et améliorer la vie des populations rurales.

Il est fondateur et gérant d'une société immobilière composée d'ouvriers et employés de La Rochette pour la construction et l'accession à la propriété.

Un représentant authentique de la circonscription.

Né à Chambéry, où il est toujours domicilié, Pierre Dumas appartient à Montmélian par sa famille paternelle De nombreux liens familiaux et amicaux l'unissent aux Abymes de Myans où il passe toutes ses vacances depuis l'enfance, cependant que son activité professionnelle l'attache à la région de La Rochette.

A la Maurienne, qu'il connait bien et où il a ajouté de nombreuses amitiés personnelles à celles de son père, Pierre Dumas a déjà prouvé son dévouement. On se souvient de ses interventions, de ses articles appuyant les sinistrés dès juin 1947 et surtout de sa campagne pour le tunnel du Fréjus, campagne si efficiente que, dès 1954, elle alarmait la presse de Haute-Savoie dévouée au projet du Mont-Blanc.

Références.

Ajoutons quelques références :

Sinistrés de Chambéry:

« Enfin ! nous avons obtenu satisfaction grâce à vos démarches auprès des services du M. R. L. Vous avez bien voulu aussi vous occuper de la question bien souvent discutée des dommages mobiliers : les nouvelles instructions font droit à nos demandes. »

G. PILLET,
Président de l'Association.

Le Bourget-en-Huile :

« Mon Conseil et moi-même vous sommes infiniment reconnaissants de l'appui que vous avez bien voulu nous accorder lors de notre demande d'emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations, emprunt contracté dans un bref délai et destiné à la réfection des chemins vicinaux. »

Joseph HELLE, *Maire,*
le 20 septembre 1957.

Bonneval-sur-Arc :

« Le transformateur que vous nous avez procuré en remplacement de celui que la crue de juin dernier avait détruit vient de nous parvenir. Nous n'oublions pas que, sans vous, nous aurions dû passer l'hiver à 1.850 mètres d'altitude, sans lumière, sans chauffage...

« D'autre part, vos interventions auprès de MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Education Nationale et de l'Industrie, relatives aux problèmes distincts que nous vous avons soumis, n'ont pas manqué de porter leur fruit. Aussi le Conseil municipal me charge-t-il de vous exprimer sa gratitude et sa fidélité. »

Gilbert ANDRÉ, *Maire,*
le 8 janvier 1958.

Ces quelques témoignages sur l'action menée par Pierre Dumas sans mandat nous permettent d'imaginer ce qu'il ferait et obtiendrait pour la Maurienne et la Savoie s'il devenait notre représentant.

Chers Compatriotes,

Grâce à l'action du Général de Gaulle, le pays, qui était en péril il y a quelques mois, est aujourd'hui en convalescence. Pour que son rétablissement soit complet, il faut éviter une rechute mortelle en poursuivant le traitement.

A la lumière de cette constatation, la situation électorale devient claire :

1° Tel candidat qui a combattu la nouvelle Constitution ne peut être choisi par ceux qui ont voté oui et qui veulent qu'on respecte leur verdict.

Bien qu'il se dise candidat « d'union des gauches », nous remarquons qu'en fait il n'est soutenu que par le parti communiste et ses amis. Dès lors, tous ceux qui ne veulent pas que la France devienne une nouvelle Hongrie s'opposeront à lui ;

2° Pour le faire plus efficacement, nous avons opéré un large regroupement des républicains et nationaux présentant une candidature d'union ;

3° Certes deux partis ont voulu avoir séparément chacun leur candidat : la S. F. I. O. et le M. R. P.

Mais les électeurs qui pensent que le moment est venu de s'élever au-dessus de l'esprit partisan ne disperseront pas leurs voix.

Ceux qui souhaitent une politique de libéralisme, ceux qui veulent qu'un esprit nouveau souffle dans nos institutions nouvelles penseront que les candidats des « grands partis » dirigistes et monolithiques, responsables de la Constitution de 1946 et des douze années qui en ont découlé, ne sont pas particulièrement désignés pour opérer la rénovation que la Nation attend.

Formant dans les urnes une union à l'image de la majorité qu'ils souhaitent,
Pour la Ve République,
Pour défendre toutes les libertés et assurer la stabilité, donc des réalisations, ils voteront :

PIERRE DUMAS
Conseiller Général de la Savoie

EXPANSION RÉGIONALE :

Le développement de notre région nous assigne notamment les objectifs suivants :

— Equiper nos campagnes (routes, eau, électricité, amélioration de l'habitat rural).
— Aménager ou créer les grands itinéraires internationaux dont le tunnel de l'Epine facilitera le passage chez nous (col du Mont-Cenis, tunnel du Fréjus, tunnel routier à créer). Faire de Chambéry un carrefour, une halte, et de la Maurienne la voie normale vers l'Italie.
— Développer les stations de montagne en Maurienne, tirer parti des beautés de la Combe de Savoie et des lacs de Saint-André et de Sainte-Hélène.
— Obtenir une nouvelle politique des tarifs de l'énergie électrique, question vitale pour le maintien et l'essor d'une activité industrielle. La Savoie, département producteur, devrait bénéficier des tarifs préférentiels.
— Défendre en cette matière aussi les droits acquis des communes et des particuliers.
— Assurer en Maurienne la protection des lieux habités et la réparation véritable des dommages subis par les sinistrés des inondations.

REDRESSEMENT NATIONAL :

Pour soutenir et continuer l'œuvre entreprise, il faut à l'Assemblée un large regroupement libéral assurant d'une majorité stable une action gouvernementale de longue haleine :

— Un gouvernement assuré de ses lendemains est indispensable pour assurer la sécurité de la France, défendre ses intérêts à l'intérieur de ses alliances, apporter à la question algérienne une solution pacifique donc française et assurer le développement harmonieux de la Communauté française à égale distance du colonialisme qui n'a rien oublié et de l'abandon qui n'a rien appris.
— La stabilité est nécessaire au redressement financier, à la revalorisation des salaires, retraites et revenus, à la mise en valeur du territoire comme à toutes les grandes réformes ;
— Recherche systématique des économies, fiscalité simplifiée et allégée ;
— Véritable politique agricole de modernisation et sauvegarde de la petite et moyenne exploitation familiale, assurant ses produits de qualité d'un prix rentable ;
— Solution du problème du logement ;
— Réalisation pour les jeunes foyers, les mouvements de jeunesse et les sports, etc.
— Colistier de Joseph Delachenal, j'ai eu déjà l'occasion d'affirmer ma volonté de défendre toutes les libertés.

Plutôt que d'un dirigisme écrasant, profitable à personne, coûteux pour tous les contribuables, c'est de l'encouragement de l'initiative privée qu'il faut attendre l'essor économique et social.

Les libertés civiques, la liberté de conscience, la liberté d'enseignement, toutes les libertés d'expression nous sont sacrées parce qu'indissociables de la dignité humaine.

Si je suis appelé à représenter mes compatriotes, je le ferai avec le souci constant de faire triompher l'esprit de coopération et de réalisation et la volonté de soutenir entièrement l'action du Général de Gaulle que j'ai toujours considéré comme le grand homme d'Etat républicain et réformateur indispensable à la rénovation nationale.

PIERRE DUMAS
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République soutenu par les Indépendants et Paysans et le R.G.R.

Suppléant :

LÉON RICHARD
Maire de Saint-Michel-de-Maurienne

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Indépendants et paysans. — R.G.R.

Mes chers compatriotes,

Votre confiance m'honore et je suis conscient des obligations qu'elle m'impose.

En me portant en tête de tous les candidats au premier tour, le suffrage universel m'a désigné pour le regroupement nécessaire au second tour de scrutin.

Je sais les devoirs que m'assigne l'union complète que vous allez former dimanche prochain sur mon nom.

Je m'emploierai à faire triompher dans notre vie publique l'esprit de coopération dans l'oubli des querelles et des rivalités dépassées. Elu par vous, je serai demain, en Savoie, au service de toutes et de tous, dans le respect des convictions de chacun, demeurant, pour ma part, fermement attaché aux libertés et aux valeurs morales.

Tous mes efforts tendront à dépolitiser les problèmes vitaux, afin de mettre de l'ordre dans les affaires de l'Etat, de réparer les injustices, et d'assurer la sécurité et le bien-être de tous, particulièrement dans notre Maurienne si souvent et si durement éprouvée.

Pour ne pas voir défiler les chars russes dans les rues de nos villes et de nos villages, comme à Budapest ;

Pour une Savoie prospère dans une République juste et saine, et une France libre et rénovée.

Pas de désertion, votez tous

PIERRE DUMAS

Si voter Cot, c'est manifestement voter communiste... s'abstenir, c'est également faire le jeu des communistes.

Les républicains doivent donc voter Pierre Dumas.

Dès avant le premier tour, les amis de M. Blanc et de M. Perrier le savaient déjà.

1° *L'Eveil Savoyard*, journal de M. Jean Blanc, dans son n° 13, diffusé à la veille du scrutin, écrivait :

« Au premier tour, M. Jean Blanc et M. Dumas recueillent chacun leurs voix. Au deuxième tour, celui des deux candidats qui sera arrivé après l'autre se retirera invitant les électeurs à voter pour le premier, ce qui facilitera le rassemblement de tous les suffrages nationaux contre M. Pierre Cot. »

2° Quant aux amis de M. Paul Perrier, dans l'hebdomadaire de la Démocratie socialiste publié à Mulhouse, le 26 juillet, ils écrivaient :

« Nous refusons le front unique avec le parti communiste.

« Parce qu'il permet à ce parti, qui dissimule ses objectifs, de se faire passer pour un parti comme les autres, à la fois démocratique et français, alors qu'il n'est qu'une machine de guerre totalitaire, d'obédience étrangère, contre l'Etat républicain.

« Ceux des démocrates, qui préconisent le front unique avec le parti communiste, le font par ignorance, machiavélisme, manque de caractère et de foi, ou impuissance d'imaginer une solution républicaine aux problèmes de l'heure.

« Qui fait appel aux pires ennemis de la République pour soi-disant la défendre, est déjà moralement vaincu par eux, en attendant de l'être physiquement à plus ou moins longue échéance. »

PIERRE DUMAS
Candidat d'Union nationale

Suppléant :

LÉON RICHARD
Maire de Saint-Michel-de-Maurienne

SAVOIE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Charles BOSSON
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Depuis plusieurs années, la confiance des Annéciens m'a donné la responsabilité d'une ville qui connaît une crise exceptionnelle de croissance à la suite de la décentralisation industrielle amorcée par le Gouvernement. Avec une municipalité unanime et une assemblée communale fort diverse où j'ai recherché la plus large union, je me suis efforcé d'être « le maire de tous », comme on a bien voulu le dire, en poursuivant la solution pratique de tous les problèmes et, en priorité, de ceux qui concernent le logement et les écoles.

Mes collègues maires m'ont appelé à la vice-présidence de leur association départementale et au Comité national des maires de France, ce qui m'a conduit à étudier les difficiles questions morales et matérielles qui se posent à toutes nos communes, particulièrement aux communes rurales et aux communes-dortoirs.

De ces diverses et amicales collaborations avec des responsables de tous milieux me sont venues les multiples sollicitations qui m'ont fait accepter de poser ma candidature.

Comme vous tous — au cours de ces dix années où la France a cependant réalisé une œuvre considérable sur le plan familial, social, économique et européen — j'ai souffert de l'instabilité croissante où nous a plongés l'alliance négative des extrémistes de droite et de gauche. Comment poursuivre un programme d'expansion économique et de progrès social en France, faire une politique de pacification et d'équipement en Afrique, réaliser l'unification de l'Europe sans avoir un Gouvernement fort et stable?

Devant ce renouvellement des cascades ministérielles évoquant celles qui nous ont conduit au désastre de 1940, j'ai crié avec vous « casse-cou! », en suppliant les responsables politiques d'entreprendre une réforme sérieuse de l'Etat, mais une majorité ne s'est formée au Parlement pour la voter qu'en fin mai 1958 alors que la IVe République sombrait déjà au bord de la guerre civile...

La France a eu la chance rare d'éviter la redoutable aventure des dictatures grâce à l'arbitrage du général de Gaulle qui s'est dressé pour sauver à la fois, suivant son expression, la France et la République.

Il a tenu parole en proposant au vote des Français et des Françaises une Constitution qui veut assurer la stabilité indispensable de l'Etat dans le respect des libertés démocratiques.

Il poursuit son dessein en offrant à la France et aux territoires d'outre-mer un programme généreux et en leur demandant de désigner librement leurs représentants.

Le Parlement de demain saura-t-il rester uni derrière le Gouvernement auquel le pays a manifesté sa confiance pour lui donner l'autorité et la durée nécessaires?

Tel est l'enjeu des élections du 23 novembre.

Le général de Gaulle qui a, pour la première fois, consacré dans une Constitution le rôle des partis et groupements politiques, s'est élevé contre les tentatives de parti unique et a voulu que les grands courants d'opinion puissent s'exprimer.

Il n'est pas de liberté ni de démocratie sans un tel choix, mais l'intérêt national exige qu'électeurs et élus sachent, au-delà des nuances qui les distinguent, prendre conscience des devoirs communs qui les unissent.

*
* *

C'est dans cet esprit que je me présente à vous.

Démocrate d'inspiration chrétienne, je reste fidèle à mes amis Robert Schuman, Pierre Pflimlin, Paul Bacon, etc., dont les noms demeurent attachés à de grandes réalisations.

Ils envisagent avec d'autres de réaliser demain au Parlement un large regroupement de tous les élus qui ont avant tout le souci de la dignité et de la liberté de la personne humaine; je l'estime indispensable et j'entends pour mon compte travailler en ce sens.

Les hommes qui ont à la fois le sens de la liberté et le souci de la justice sociale estiment que les élus doivent dépasser les querelles périmées qui opposent parfois encore « libéraux » et « dirigistes » afin de pratiquer une politique économique où la libre initiative pourra s'épanouir dans le cadre des grandes orientations qui éclaireront et guideront l'effort de la nation.

*
* *

Cette volonté d'union, je voudrais qu'elle soit aussi la nôtre sur le plan de notre circonscription et du département.

Les élus parlementaires ne réaliseront pas seuls une politique de progrès social et économique dans nos campagnes et nos villes. Elle ne peut être que le fruit d'une collaboration avec les conseillers généraux, les municipalités, les organisations professionnelles et syndicales, les associations familiales.

Je ne reprendrai pas une à une les revendications des diverses catégories sociales pour multiplier les promesses; je veux simplement vous assurer que je les étudierai toutes avec conscience en recherchant leur satisfaction suivant l'équité et les possibilités et en plaçant en tête de mes préoccupations le sort moral et matériel de nos familles et de nos enfants.

La collaboration professionnelle que j'apporte à plusieurs organismes et syndicats m'a fait connaître de nombreux problèmes locaux, mais j'ai voulu que le citadin mâtiné de campagnard que je suis (comme tout bon Savoyard) soit doublé d'un maire rural que ses responsabilités à la direction des organisations agricoles ont préparé à devenir l'un de leurs meilleurs interprètes. J'ai parlé de mon ami Edmond Marmilloud qui a bien voulu pour la première fois s'aventurer sur le terrain politique pour m'apporter une collaboration qui m'est très précieuse aujourd'hui et qui me le sera encore plus demain.

M. Edmond Marmilloud, maire de Chevrier, canton de Saint-Julien, représentera aussi près de moi les intérêts d'une région qui s'élève, à juste titre, contre des mesures administratives la menaçant de paralysie, notamment la réglementation douanière des zones à laquelle il faudra apporter les aménagements demandés.

C'est notre collaboration étroite et permanente, aujourd'hui et demain, qui permettra une connaissance exacte des besoins et des aspirations de notre région et la recherche des solutions nécessaires si vous nous faites, le 23 novembre, l'honneur de votre confiance et de votre amitié.

Charles BOSSON

50 ans. — Père de 4 enfants. — Avocat
Maire d'Annecy
Vice-Président de l'Association des Maires de Haute-Savoie
et Membre du Comité National des Maires de France
Président du Syndicat intercommunal d'Equipement de la Haute-Savoie

Suppléant :

Edmond MARMILLOUD

40 ans. — Père de 6 enfants. — Cultivateur
Maire de Chevrier (Saint-Julien)
Président de la Mutualité sociale agricole de Haute-Savoie. — Administrateur du Crédit Agricole
Administrateur de la Fédération Départementale des Producteurs de Lait

2e *CIRCULAIRE*

Candidature Bosson-Marmilloud.

Chers compatriotes,

Vous nous avez placés largement en tête du scrutin du 23 novembre et je tiens à vous en exprimer notre vive gratitude.

Ce résultat qui nous donne une avance de plus de 10.000 voix dicte sans équivoque notre devoir.

Le pays aspire à la plus large union. Malgré nos efforts, elle n'a pas été réalisée : n'est-il pas l'heure de la faire sur le candidat le mieux placé ?

Vous restez libre de votre vote. Nous espérons cependant que vous nous accorderez très largement votre confiance le 30 novembre afin de déjouer les éventuelles manœuvres du deuxième tour.

Vous élirez ainsi un député et un suppléant que vous connaissez et qui ont déjà fait leurs preuves à la direction de leur commune et dans les organisations professionnelles et familiales, comme naguère dans les mouvements de jeunesse.

Ce sera le choix de l'amitié et du bon sens.

REPONSES A QUELQUES QUESTIONS

Nous avons voulu faire une campagne d'esprit nouveau sans attaque personnelle. Je ne répondrai rien à certains qui parlent de « renouveau » pour revenir, hélas ! aux méthodes d'avant guerre qu'on espérait disparues.

Mais de divers côtés nous ont été posées des questions auxquelles nous avons donné en réunions publiques des réponses qu'il n'est sans doute pas inutile de rappeler :

1° Appartenance politique.

Dès l'annonce de notre candidature, j'ai rappelé que le scrutin d'arrondissement décidé par le Gouvernement du Général de Gaulle, avait pour but de faire voter sur l'homme beaucoup plus que sur le parti. Pourquoi veut-on remettre à tout prix les querelles partisanes au premier rang ?

En ce qui concerne ma nuance politique, j'ai rappelé :

— que démocrate d'inspiration chrétienne, j'ai collaboré dès la Libération au rassemblement de tous les hommes et femmes de cet esprit dans le cadre du « Mouvement Républicain populaire » ;

— que je reste fidèle à mes amis dont les noms demeurent attachés à de grandes réalisations (politique familiale de Robert Prigent, politique sociale de Paul Bacon, politique économique et agricole de Pflimlin, politique européenne de Robert Schuman, élu depuis lors à la Présidence de l'Assemblée Européenne à l'unanimité de ses membres) ;

— que j'estime dépassés les cadres des partis actuels et que j'espère en un regroupement de tous les démocrates d'inspiration chrétienne, élargissement auquel je travaille déjà depuis plusieurs mois avec des amis M.R.P. ou étrangers au M.R.P., en particulier avec mon ami René Montagne qui vient de remporter un succès retentissant sur Mendès-France ;

— qu'enfin je suis ennemi de l'esprit partisan qui enferme les gens dans leurs nuances, mais favorable à la plus large union sur l'essentiel et notamment à la solidarité profonde de toute majorité gouvernementale au-delà des « étiquettes ».

2° Député de la ville ou de la campagne ?

Il m'a été rapporté que des « supporters » adverses, déguisés en bons apôtres, disaient en campagne : « Me Bosson est un bon maire, mais comme député il ne s'occupera que de sa ville », et à Annecy : « Si vous voulez garder votre maire, ne l'élisez pas député, il ne s'occupera que de sa circonscription ! ».

Il saute aux yeux que la crise exceptionnelle de croissance du chef-lieu départemental

exige que son maire ait une autorité et des moyens accrus pour poursuivre l'équipement en logements, en écoles, en eau et égouts, etc.

Il est non moins évident que l'expérience faite depuis cinq ans à la direction d'une commune en pleine expansion a mieux préparé, que toute autre formation, un candidat à devenir avec d'autres l'animateur de toute une région qui a besoin d'être revigorée par un effort d'équipement rural et de décentralisation industrielle et administrative.

Cela suffit à souligner la mauvaise foi de cette tactique contradictoire !

3° Jeunes.

La politique familiale qui a toujours été au premier rang des préoccupations des démocrates chrétiens a donné, à une France qui vieillissait, une magnifique jeunesse.

En apportant généreusement notre soutien aux vieux à qui nous devons tant, nous avons le devoir de répondre à l'espoir de cette jeunesse qui est le gage de notre avenir.

Ancien président des Mouvements de jeunesse de Haute-Savoie, père de quatre jeunes gens, je m'intéresse particulièrement à leurs problèmes : écoles et formation professionnelle, loisirs éducatifs, équipement sportif, organisation de jeunes, etc.

Des concours et réalisations locales le prouvent : Conservatoire des Arts, Maison de la jeune fille, Centre des jeunes travailleurs, Parc des sports, installations nautiques, clubs, etc.

Avec une Municipalité unanime, nous avons dû et devons encore construire et agrandir les établissements publics : écoles primaires pour les Annéciens, collèges et lycées et leurs internats pour une bonne partie du département, en même temps que nous aidons les enfants des écoles privées et les établissements secondaires libres, conformément aux principes de la liberté d'enseignement que pour ma part — est-il besoin de le souligner ? — j'ai toujours défendus.

Cette œuvre réalisée dans un esprit de large union paraît être subitement oubliée par des zélateurs adverses...

Nous souhaitons travailler dans le même esprit pour toute la jeunesse de notre circonscription.

*
* *

Sans faire de polémique, je pense avoir éclairé les électeurs et électrices de bonne foi qu pouvaient se poser de semblables questions.

Ce long périple à travers 153 communes m'a permis de prendre partout des contacts extrêmement sympathiques et de mieux connaître les besoins de notre circonscription, et les conférences publiques, qui ont partout réuni des auditoires nombreux et attentifs, ont démontré l'intérêt sérieux que chacun apporte aujourd'hui aux problèmes civiques.

Nous désirons demain, si vous nous confirmez votre amicale confiance, conserver tous deux ces relations directes avec tous, et notamment avec les élus locaux, les organisations professionnelles et syndicales, les associations familiales et les groupements de jeunesse.

C'est de cette collaboration et de ce travail en commun que doit surgir une France nouvelle.

Charles BOSSON

Suppléant :

Edmond MARMILLOUD

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges PIANTA

(Candidat Républicain Indépendant Paysan et d'Union pour le Renouveau Français)

élu le 23 novembre 1958

(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs du Chablais et de la vallée du Giffre,

Il y a bientôt trois ans, le 2 janvier 1956, je me présentais à vos suffrages ; dans ma déclaration je vous avais fait part de mes lourdes appréhensions quant aux faiblesses du Régime qui depuis dix ans nous conduisait inéluctablement à la faillite de la République.

Voici ce que j'écrivais à la date du 2 janvier 1956 :

« Des tâches immenses nous attendent; nous n'en viendrons à bout que par un effort unanime; dans le désarroi des esprits il est indispensable d'entreprendre en commun un puissant redressement dans une véritable amitié entre fils d'une même patrie déchirée par de douloureuses épreuves... »

La démocratie sociale et politique suppose la remise en place et l'application des principes suivants si nécessaires et si oubliés :

1. — Restauration de l'autorité du Gouvernement de la République, lequel, gardien de l'ordre public, doit recouvrer sa force et son efficacité avec rétablissement à tous les échelons du sens de la responsabilité.

Nous ne pouvons assister impassibles à la désagrégation progressive de l'autorité de l'Etat et si nous n'y prenons garde, la désobéissance civique contaminera de nombreux milieux.

Jamais une société n'a survécu longtemps à l'absence d'une autorité politique.

2. — Réforme immédiate et profonde de la Constitution aux fins d'assurer la stabilité gouvernementale.

J'ajoutais que « la politique ne doit pas tuer la France et que la clef du problème algérien se trouvait à Paris et non à Alger ».

***

Dès les premiers mois de la législature, les menaces se précisèrent : 11 nouveaux élus appartenant à 8 groupes différents et qui m'honorèrent de leur confiance, décidèrent de créer le mouvement « Jeunes Elus » pour mettre le Parlement et le pays en face de leurs responsabilités.

Reçus par Monsieur le Président de la République le 16 mai 1956, auquel nous fîmes part de nos sérieuses inquiétudes, nous décidâmes d'agir avec rapidité et, dès le 6 juin 1956, nous déposions sur le bureau de l'Assemblée Nationale une proposition de loi portant réforme de la Constitution et comportant entre autres les points suivants :

1. — Le Gouvernement devait être investi pour la durée de la législature, avec dissolution de l'Assemblée Nationale en cas de crise.
2. — Suppression pour les Députés de l'initiative des dépenses.
3. — Incompatibilité entre le mandat de député et la fonction de ministre.
4. — Réforme électorale avec adoption d'un scrutin majoritaire dans un cadre à définir.

Malgré tous nos efforts, cette proposition fut considérée comme trop révolutionnaire et fut rejetée.

Deux ans plus tard et au dernier moment, alors que la République allait être jetée aux

abimes, le Général de Gaulle était investi par la majorité de l'Assemblée Nationale pour réaliser dans la légalité républicaine ce qui avait été refusé deux ans plus tôt au mouvement des nouveaux élus.

Au mois de mai dernier, alors que la République s'effondrait, j'ai répondu Oui sans hésitation au Général de Gaulle qui s'est engagé à remettre en place de nouvelles institutions républicaines adaptées à l'époque de l'énergie nucléaire et non à celle de la diligence.

Je suis fier que ce Oui ait fait de moi un modeste artisan d'une République rénovée, d'une France nouvelle.

J'ai renouvelé ce Oui sans réserves, lors du Référendum du 28 septembre dernier, qui a permis à l'immense majorité du peuple français de proclamer clairement sa volonté de mettre un terme à la désagrégation de l'autorité de l'Etat en face de l'omnipotence et de la division des partis.

Il n'est pas dans mon propos ni dans mes intentions de dénoncer les lourdes responsabilités de ceux qui, en 1946, proposèrent au peuple français une Constitution instituant un régime d'Assemblée dont l'histoire nous rappelle qu'il mène invariablement à la dictature.

Mais les nouvelles institutions étant mises progressivement en place. de nouvelles et exaltantes tâches nous attendent.

Si la rénovation s'est accomplie dans les textes et sous le signe de la légalité républicaine, l faut maintenant la prolonger dans les faits et dans les mœurs.

Le bonheur du peuple français sera fonction de l'application des principes libéraux suivants, que je m'engage à défendre et à promouvoir, si vous me faites l'honneur de votre confiance le 23 novembre prochain :

1° Rétablissement de la paix en Algérie dans le cadre d'une communauté franco-algérienne définie par le Général de Gaulle dans son discours de Constantine.

2° Rétablissement du rôle traditionnel de l'Etat qui doit être le serviteur et non l'oppresseur de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et doit distribuer à chaque citoyen sa part de justice et de liberté.

3° Défense de la propriété privée et notamment de la petite propriété rurale, agricole, commerciale, industrielle et artisanale, produit du travail et de l'épargne, et fondement millénaire, avec la famille, de notre civilisation humaniste.

4° Protection de l'agriculture, notre principale activité nationale, qui ne connait pas actuellement un sort enviable.

L'Etat doit entreprendre un puissant effort (mise en harmonie des prix agricoles avec les prix industriels - augmentation du revenu agricole - réseau routier - adduction d'eau - réseau électrique - habitat rural) pour redonner espoir et prospérité au monde rural.

5° Création d'un climat de confiance et non de combat entre le monde des travailleurs et le patronat; la justice sociale, condition de la paix sociale, ne doit pas être une simple promesse mais doit entrer dans les faits.

6° Retour aux règles élémentaires de l'orthodoxie financière; établissement d'un budget en équilibre avant le 31 décembre de chaque année et d'une fiscalité simplifiée, en harmonie avec les facultés du contribuable; dans le cadre d'une réelle et rapide réforme fiscale, il y a lieu en particulier de transformer le système de la patente, source de profondes injustices.

7° Maintien de la stabilité monétaire, le crédit du franc étant inséparable du crédit de la France et de l'amélioration des conditions de vie du monde du travail.

8° Poursuite inlassable d'une politique de paix : la paix armée ne peut servir de fondement à la paix tout court.

La course aux armements ruine les peuples et les conduit inexorablement à la guerre. Le premier devoir des Gouvernements est d'aboutir à une limitation puis à une réduction des armements, limitation et réduction s'étendant non seulement aux armes atomiques, mais à toutes les armes du type classique, et qui doivent être soumises à un contrôle effectif dans tous les pays du monde.

9° Nécessité de constituer l'Europe pour qu'elle soit dans la fraternité des patries un élément essentiel d'un univers pacifié.

10° La cohésion de l'ensemble métropole-Afrique du Nord-Sahara-Afrique Noire doit être assurée. Notre mission est de guider ces peuples, qui ont besoin de nos hommes et de nos capitaux, vers l'émancipation humaine et matérielle.

11° Lutte implacable contre les taudis et poursuite d'une vaste politique de construction de logements pour donner un toit à chaque famille.

12° Nécessité de développer la décentralisation industrielle aux fins d'éviter l'asphyxie des provinces françaises.

13° Développement du tourisme, source de revenus et de richesses pour la France et en particulier pour le Chablais et la Vallée du Giffre.

Il faut proposer à notre jeunesse une communauté juste et rayonnante. Avec une jeunesse sportive et enthousiaste, nous opérerons notre redressement. Sans elle nous ne pourrons rien.

En repondant Oui il y a quelques semaines, nous avons manifesté notre inflexible volonté de renouveau français dans le travail et la concorde. En répondant Oui nous avons manifesté notre volonté de connaitre l'ordre, la confiance et la prospérité.

En répondant Oui nous avons décidé de nous unir dans l'action et l'espérance pour remettre le pays dans le chemin du bon sens.

Le 23 novembre nous ferons respecter ce Oui. Nous dirons clairement que le progrès social ne peut être fondé sur l'abandon de la liberté et sur la négociation de la personnalité humaine.

Nous dirons clairement que nous sommes pour la libre entreprise, pour le respect de toutes les libertés essentielles de l'homme, pour la défense des droits de l'homme, de la famille et de la Nation.

Et si vous me faites l'honneur de votre confiance le 23 novembre prochain, je m'efforcerai de m'en montrer digne.

Georges PIANTA

Docteur en Droit. — Avocat au Barreau de la Haute-Savoie
Maire de Thonon-les-Bains. — Vice-Président du Conseil Général
Député de la Haute-Savoie

Remplaçant :

Robert MOREL

Exploitant forestier
Maire de la Forclaz. — Conseiller Général du Canton de Le Biot
Membre de la Commission Départementale

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joseph PHILIPPE
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Candidature d'action familiale, sociale et rurale présentée par le M. R. P.

Electrices, Electeurs,

La France a traversé en 1958 une crise d'une extrême gravité et la présence de M. Pierre Pflimlin, à la tête du Gouvernement :

— a évité le déclanchement d'une guerre civile,
— a permis de faire appel, dans la légalité, au général de Gaulle, arbitre irremplaçable.

Le 28 septembre, huit Français sur dix ont approuvé le général de Gaulle en disant « Oui » à la nouvelle Constitution.

Cette union des « Oui » doit se maintenir à la future Assemblée Nationale. La vocation du M.R.P. est d'unir tous ceux qui, attachés à la patrie et à la liberté, doivent entreprendre ensemble l'œuvre commune, et nous souhaitons les plus larges regroupements, sans spécialement s'attacher à une étiquette, mais plutôt à l'idéal que nous poursuivons.

Algérie :

Nous demandons l'établissement d'une paix française, telle que l'a définie le général de Gaulle, c'est-à-dire fondée sur :

— la justice,
— la personnalité algérienne,
— l'indissoluble association de l'Algérie et de la métropole.

Territoires d'outre-mer :

Nous travaillerons à la construction de la Communauté française des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réaliser.

Europe :

Nous désirons poursuivre l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman.

A l'intérieur :

Refusant le faux dilemme « Récession ou inflation », nous sommes décidés à imposer une politique d'expansion dans la stabilité des prix et de la monnaie, comme l'expérience Pflimlin de 1955.

Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail, où, malgré certaines déclarations optimistes, les affaires se ralentissent, nous voulons :

— l'application d'une politique économique d'ensemble, facilitant le crédit, allégeant les charges fiscales par une meilleure répartition, favorisant les investissements et l'expansion régionale;
— l'institution du salaire garanti pour les travailleurs;
— la revalorisation des allocations familiales et de l'allocation aux vieux;
— l'unification des avantages sociaux : allocations familiales, sécurité sociale, pour toutes les catégories de la nation : ouvriers, paysans, commerçants, etc. Ces lois sociales doivent être justes et efficaces pour détourner du communisme les travailleurs déçus par lui et qui commencent à l'abandonner.
— respect des droits sacrés des anciens combattants et victimes des deux guerres.

Citoyens du Faucigny,

L'élu d'une circonscription a deux missions à remplir :

— Sur le plan national, son rôle de parlementaire, qui nécessite sa présence effective au Parlement, pendant la durée des sessions;
— Sur le plan local, son rôle de promoteur de l'expansion économique, culturelle et humaine à l'ensemble de la circonscription, en liaison avec les élus des collectivités et les représentants des diverses activités.

Le Faucigny, d'Annemasse à Vallorcine, a des possibilités étonnantes de développement.

Le tourisme est déjà en plein essor dans cette vallée et toutes nos stations du Mont-Blanc ont acquis une réputation mondiale : cet essor ne pourra que s'accroître avec le percement du tunnel sous le Mont-Blanc, dont la réalisation est imminente.

L'industrie de la montre, le décolletage et la petite mécanique connaissent dans toute la vallée un développement tel que la Haute-Savoie s'est classée la première région productrice de France dans cette forme d'activité économique.

Il importe au plus haut point de maintenir et d'accroître ces différentes sources de

richesse pour notre pays. Je m'y emploierai de toutes mes forces en collaborant avec l'initiative privée, les comités d'expansion, le conseil général, les municipalités ainsi que toutes les organisations syndicales. Je pense également que le régime des zones franches doit être assoupli de façon à donner satisfaction aux communes intéressées et à favoriser l'activité économique de toute notre région.

Ce souci du développement touristique et industriel ne doit pas nous faire oublier que, dans beaucoup de petites communes et particulièrement en montagne, l'agriculture — exploitations familiales — se trouve souvent dans une situation périlleuse et parfois tragique. Etant moi-même exploitant rural, je m'efforcerai de stopper cette décadence, recherchant inlassablement un appoint aux insuffisantes ressources des familles paysannes (cultures spécialisées, implantations de nouvelles industries, colonies de vacances, placements individuels, etc.).

Commerçants, artisans, industriels, paysans, ouvriers, professions libérales, fonctionnaires, vos intérêts sont liés : nous voulons coopérer à une œuvre commune et unir toutes les bonnes volontés pour réaliser le bien commun et la promotion humaine.

Parce que vous refusez la dictature communiste et le conservatisme réactionnaire;

Parce que vous voulez la liberté et la justice;

Parce que vous voulez une République forte au service de la nation;

Parce que vous voulez une République sociale au service de la fraternité

Vous voterez : Joseph Philippe.

JOSEPH PHILIPPE

Agriculteur exploitant
Maire de Ville-la-Grand. — Conseiller Général du Canton d'Annemasse
Président des Mutuelles Locales Agricoles. — Membre fondateur des Maisons Familiales
Administrateur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Père de famille nombreuse

Militant dès sa jeunesse sur le plan civique, professionnel et familial, dynamique et conciliant, il a su créer dans sa commune une saine émulation. dans la compréhension mutuelle et le désir de collaborer au bien-être général.

Son éclatant succès aux récentes élections cantonales n'a fait que confirmer l'estime unanime de ses concitoyens.

Suppléant :

FRANÇOIS RUIN

Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Conseiller Municipal de Bonneville. — Ancien Sénateur

Au cours de sa carrière politique, par ses multiples responsabilités, s'est toujours dévoué à la cause des communes de ce département. Il pense que les représentants de la Ve République doivent être des hommes nouveaux. Il aidera en toutes circonstances son ami Joseph Philippe.

En raison de ses occupations professionnelles actuelles, il ne sera pas possible au candidat de faire des réunions publiques dans chaque commune. Au cours de cette brève campagne électorale il s'efforcera de multiplier les contacts par de nombreuses visites.

Enfin, la loi électorale que nous ne pouvons discuter, impose au candidat le choix personnel d'un suppléant, choix qui aurait dû appartenir à l'électeur dans un esprit réellement démocratique.

Si vous voulez que votre bulletin soit valable, mettez-le dans l'urne tel qu'il vous est présenté.

2e *CIRCULAIRE*

Candidature d'action familiale, sociale et rurale présentée par le M. R. P.

Electrices, Electeurs,

Je tiens d'abord à exprimer ma très vive gratitude aux 14.650 électrices et électeurs qui m'ont assuré de leur confiance dès le premier tour de scrutin.

Ce résultat qui me place largement en tête avec près de 5.000 voix d'avance, détermine sans équivoque mon attitude pour le second tour.

Je rappelle, en effet, que lors des visites et réunions de ma campagne électorale, j'avais pris l'engagement formel de me retirer au second tour au profit du mieux placé des candidats favorables à l'action du général de Gaulle, et ayant approuvé le projet de constitution ; ceux-ci ont déclaré publiquement qu'ils agiraient de même.

M'interdisant de vouloir disposer à priori de vos voix dont vous demeurez les seuls maîtres, je pense que vous m'accorderez largement votre confiance afin de triompher des éventuelles coalitions.

Si vous m'envoyez siéger au Parlement, je m'engage à garder constamment le contact avec les élus cantonaux et municipaux, les divers organismes professionnels, syndicaux, agricoles et commerciaux, et avec tous les électeurs de la vallée, notamment par des permanences au cours des intersessions.

Je ne reviens pas sur les termes de ma profession de foi dont vous avez déjà connaissance. Je souligne seulement au passage que l'action que j'entends mener pour l'expansion économique du Faucigny va se trouver facilitée par le résultat tout récemment obtenu par notre ami Robert Buron, Ministre M. R. P. des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, qui a pu obtenir un crédit de 1.700 millions pour le percement du tunnel sous le Mont-Blanc.

Confiant dans votre volonté d'union pour l'intérêt supérieur du pays, je me permets de compter sur vos suffrages et d'avance, je vous en remercie.

JOSEPH PHILIPPE
Agriculteur exploitant
Maire de Ville-la-Grand. — Conseiller Général du Canton d'Annemasse

Suppléant :

FRANÇOIS RUIN
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Conseiller Municipal de Bonneville. — Ancien Sénateur

SEINE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Jean LEGARET
(Candidat d'Union nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices des 1er et 4e Arrondissements de Paris,

Le 28 septembre vous avez dit Oui au référendum.
Le 23 novembre vous confirmerez ce Oui en élisant Jean Legaret.

Son action d'hier garantit sa mission de demain.

Son action d'hier

Il a été le premier à réclamer le scrutin d'arrondissement pour Paris.

Il a été à la pointe du combat contre la Constitution de 1946 et la dégradation des mœurs parlementaires.

Il a proposé un nouveau statut de Paris et de l'agglomération parisienne.

Il a lutté pour la construction de l'Europe et le renforcement du Pacte Atlantique.

Il a réclamé une profonde réforme fiscale.

Il a contribué à la défense de la libre entreprise commerciale, industrielle et artisanale.

Il a soutenu les légitimes revendications des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre.

Sa mission de demain

La restauration du véritable régime parlementaire dans la sauvegarde des libertés publiques .

La Communauté française.

La paix « des braves » en Algérie.

La protection des vieillards et des économiquement faibles.

Une politique hardie de la jeunesse.

Un plan scolaire efficace dans le respect de toutes les croyances.

La justice fiscale, la suppression des taxes para-fiscales et un desserrement du crédit.

Un plan réaliste de construction et de logement.

Votez Jean LEGARET

Electeurs, Electrices,

Cette circulaire ne s'adresse qu'à ceux qui ont voté Oui.
Les autres sont les ennemis de la France, ils sont nos ennemis.

Le 23 novembre, votre choix est clair.
Vous aurez à choisir entre :

DES CANDIDATS DE DIVISION

dont l'un usurpe le patronage du Président Antoine Pinay qui lui a interdit de revendiquer son nom.

Ne votez pas pour eux, ils font le jeu des Communistes.

DES CANDIDATS QUI PRÉTENDENT ACCAPARER VOTRE OUI

au nom d'un parti qu'ils ont créé après le référendum.

Le 28 septembre vous n'avez pas voté pour un parti ?

Vous avez voté pour la France — Votre Oui appartient à la France.

Alors ne votez pas non plus pour eux.

ET UN CANDIDAT D'UNION NATIONALE

présenté par : le Centre National des Indépendants, le Centre Républicain, la Démocratie Chrétienne, le Rassemblement des Gauches Républicaines, qui vous est présenté par les quatre hommes qui les premiers ont demandé le retour du Général de Gaulle: A. Pinay, R. Duchet, A. Morice, G. Bidault.

Afin qu'autour du Général de Gaulle se constitue demain la majorité centriste cohérente dont la France a besoin.

Pour la grandeur française — Pour les libertés.

Vous voterez pour Jean Legaret.

JEAN LEGARET

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Docteur en Droit
Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales et à l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Officier de réserve. — Ancien Combattant prisonnier de guerre
Croix de Guerre (2 citations). — Légion d'Honneur
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Secrétaire Général du Mouvement national des Elus locaux pour l'Ile-de-France
Membre Fondateur de l'Union pour le Renouveau Français (ex U.S.R.A.F.)
(Président J. Soustelle)
et de l'Association pour l'appel au Général de Gaulle
Seul candidat d'Union nationale
présenté par le Centre National des Indépendants, le Centre Républicain,
la Démocratie Chrétienne et le Rassemblement des Gauches Républicaines

---

2e CIRCULAIRE

UN GRAND SUCCES DE L'UNION NATIONALE

Jean Legaret en tête au premier tour distance tous les autres candidats.

Electeurs, Electrices,

En plaçant Jean Legaret en tête des candidats nationaux, vous l'avez désigné, le 23 novembre, comme candidat du suffrage universel pour le scrutin de ballottage, le seul capable de réaliser l'union de tous les patriotes, en assurant ainsi l'écrasement massif du parti de Moscou.

Pour la première fois depuis trente ans, les communistes perdent la première place en tête de tous les candidats. Vous l'avez donnée à Jean Legaret.

Vous le connaissez, comme lui-même connaît vos besoins et vos soucis. Indifférent aux calomnies qui ne sauraient l'atteindre, Jean Legaret vous apporte un programme précis, réalisable et concret.

Le 30 novembre, vous ferez bloc sur son nom ; la division des voix ne peut que servir l'ennemi commun. La première manche est gagnée, grâce au concours de tous, Jean Legaret gagnera la belle.

Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Votez Jean Legaret, Candidat désigné par le suffrage universel avec près de 12.000 voix.

Dernière heure :

Lors du premier tour, certains électeurs ont été troublés par le fait que contre Jean Legaret, candidat d'Union nationale, se présentait M. Guérard, investi par la Fédération de la Seine des Indépendants présidée par M. Frédéric-Dupont. Aujourd'hui, 25 novembre, la Fédération de la Seine des Indépendants publie le communiqué suivant : « La Fédération de la Seine du Centre National des Indépendants se déclare prête dans un esprit de stricte discipline à retirer ses candidats en faveur du candidat national le mieux placé, à la condition que la réciprocité soit observée ». En suite de ce communiqué, M. Frédéric-Dupont a demandé personnellement à M. Guérard de désister pour Jean Legaret.

Electeurs, Electrices,

Attention à la conjuration des battus. Sous le couvert des prétendus désistements, ne permettez pas qu'on trafique de vos voix.

Le péril communiste demeure !

Pour tenter de justifier son maintien, contrairement à toutes les règles, le candidat qui se réclame de l'U.N.R. soutient qu'il n'y a pas de péril communiste. C'est faux !

Au premier tour, selon une tactique qu'il a déjà employée en semblable occasion, le P.C. a donné consigne à certaines de ses troupes, de disperser leurs voix ou de ne pas voter : mais il les enverra toutes aux urnes le 30 novembre.

En divisant les voix nationales, M. Ph. Barrès fait une fois de plus le jeu des « séparatistes » !

Pour déjouer le péril communiste il faut voter pour le candidat national qui tient la tête.

Le 30 novembre, le choix est clair.

Vous ne voterez pas pour l'extrême-droite de M. Ph. Barrès :

— l'homme qui a fondé le « Faisceau » ;

— l'homme qui créa les « chemises bleues » dont il porta l'uniforme pour réclamer une dictature d'extrême-droite ;

— l'homme qui pour parvenir à ses fins a constamment pratiqué la politique du pire, se faisant tantôt le fidèle soutien de Mendès-France, tantôt l'allié des Communistes ;

— l'homme qui, pour toutes ces raisons, a été rejeté par les électeurs de Meurthe-et-Moselle.

Vous voterez pour l'Union nationale : Centre National des Indépendants, Centre Républicain, Démocratie Chrétienne, R.G.R.

Vous voterez pour le candidat que le suffrage universel a déjà désigné.

Vous voterez pour Jean Legaret.

Son action d'hier garantit sa mission de demain.

Hier Jean Legaret a été le premier à réclamer le scrutin d'arrondissement pour Paris.

Il a été à la pointe du combat contre la Constitution de 1946 et la dégradation des mœurs parlementaires.

Il a proposé un nouveau statut de Paris et de l'agglomération parisienne.
Il a lutté pour la construction de l'Europe et le renforcement du pacte atlantique.
Il a réclamé une profonde réforme fiscale.

Il a contribué à la défense de la libre entreprise commerciale, industrielle et artisanale.
Il a soutenu les légitimes revendications des anciens combattants et des victimes de guerre.

Demain Jean Legaret sera à la pointe du combat pour :

— la restauration du véritable régime parlementaire dans la sauvegarde des libertés publiques ;
— la Communauté française ;
— la « paix des braves » en Algérie ;
— la protection des vieillards et des économiquement faibles ;
— une politique hardie de la jeunesse ;
— la défense des intérêts sociaux de la femme et de l'enfant ;
— un plan scolaire efficace dans le respect de toutes les croyances ;
— la justice fiscale, la suppression des taxes parafiscales et un desserrement du crédit ;
— un plan réaliste de construction et de logement.

Votez Jean Legaret, c'est encore voter Oui, c'est encore voter de Gaulle.

JEAN LEGARET
45 ans
Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Docteur en Droit
Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales et à l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Officier de réserve. — Ancien Combattant prisonnier de guerre
Croix de Guerre (2 citations). — Légion d'Honneur
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Secrétaire Général du Mouvement national des Elus locaux pour l'Ile-de-France
Membre Fondateur de l'Union pour le Renouveau Français (ex U.S.R.A.F.)
(Président J. Soustelle)
et de l'Association pour l'appel au Général de Gaulle

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel JUNOT
(Candidat d'Union nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

A l'aube de la République nouvelle qui vient de naître sous l'autorité et le prestige du Général de Gaulle, je viens, investi par le Centre National des Indépendants, le Centre Républicain et la Démocratie Chrétienne, solliciter vos suffrages.

Le 23 novembre 1958 vous accomplirez un acte grave, votre choix sera décisif pour l'avenir de notre pays et des institutions que 80 % des Français ont approuvé.

Je ne suis pas de ceux qui ont, depuis des années, sollicité les suffrages des électeurs avec plus ou moins de bonheur. Jamais jusqu'à présent, je n'avais été candidat à une élection quelle qu'elle soit.

Je crois donc pouvoir dire que je suis dans la politique électorale un homme nouveau.

Né à Paris, comme mon père et mon grand-père, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de Droit commercial et de l'Ecole des Sciences Politiques je suis entré après mon service militaire dans l'administration préfectorale où j'ai été Sous-Préfet et Secrétaire Général dans plusieurs départements. J'ai enfin été nommé Préfet et ayant passé près de vingt années dans la fonction publique j'ai quitté l'administration pour entrer dans les affaires privées.

Plusieurs hommes d'Etat (Henri Queuille, Paul Devinat, Roger Duchet, Antoine Pinay) m'ont appelé au cours des années passées, à collaborer avec eux. Tous avaient été en 1946, les adversaires déterminés d'une Constitution qui a failli mener la IVe République et la France au désastre. Nous en avions prévu et dénoncé les méfaits. Les événements ne nous ont que trop donné raison !

Depuis que j'ai quitté l'administration, j'ai apporté bénévolement à mes heures de liberté, mon concours à Antoine Pinay et Roger Duchet et ai été chargé des fonctions de Délégué national du Centre des Indépendants.

Je n'avais aucune intention d'entrer au Parlement mais les événements de mai dernier ont éveillé en moi un grand espoir et m'ont amené à penser que, cette fois, un rôle efficace pouvait être joué dans le nouveau régime par des hommes sincères et jeunes qui n'avaient pas participé aux Assemblées de la IVe République.

J'ai pensé qu'un nouveau régime pouvait être instauré qui rendrait à la France son véritable visage et permettrait aux Français d'être à nouveau fiers d'eux-mêmes.

C'est pourquoi à la demande d'Antoine Pinay, j'ai accepté de poser ma candidature dans le cœur même de ce Paris où je suis né il y a 42 ans.

⁂

Je ne puis ici développer mon programme dans ses détails puisque les dispositions légales, en limitant strictement le contenu de cette circulaire, m'obligent à me résumer. Je me réserve de le faire au cours de la campagne électorale et je n'en indique qui les lignes essentielles.

Dans la République profondément rénovée, je m'efforcerai — si vous me faites l'honneur de m'envoyer au Parlement — de travailler à la réalisation de quelques grands objectifs :

— Assurer la liberté des citoyens et du pays à la fois contre le communisme et contre l'étatisme bureaucratique et l'inquisition fiscale ;

— Rendre à l'Etat sa dignité et sa force pour conduire notre pays vers des solutions modernes ;

— Ouvrir à la Nation des perspectives d'expansion économique et de progrès social dans la stabilité financière ;

— Développer une politique réaliste du logement par l'utilisation sur une grande échelle des techniques modernes ;

— Assurer aux jeunes et particulièrement à ceux qui ont servi en Afrique du Nord, l'emploi, le logement et les perspectives d'avenir qui leur permettront de fonder le foyer auquel ils peuvent légitimement aspirer ;

— Maintenir l'Algérie et le Sahara dans le cadre français et apporter une solution rapide au drame qui ensanglante l'Afrique du Nord. On ne peut concevoir d'Algérie et de Sahara libres et modernes sans la France, on ne peut non plus imaginer une France prospère et digne de son glorieux passé sans l'Algérie et le Sahara ;

— Sur le plan extérieur : maintenir et développer — sans soumission à quiconque et dans une stricte égalité des droits — les liens étroits qui nous unissent à nos alliés occidentaux ;

— Apporter une large contribution à la constitution d'une Europe unie, tant sur le plan économique qu'à plus longue échéance, sur le plan politique, et d'une Europe qui trouvera son prolongement en Afrique. L'Europe, en effet, vieux continent surpeuplé, riche en techniciens et pauvre en matières premières, trouve son complément naturel dans l'Afrique, continent jeune peu peuplé, pauvre en techniciens et riche

en matières premières. Dans l'intérêt commun des deux continents, une union aussi étroite que possible doit être rapidement mise en œuvre ;

— Unir par l'intérêt et l'idéal un ensemble de cent millions d'hommes autour du drapeau français.

*
* *

Il y aurait évidemment beaucoup d'autres choses à dire ; je m'efforcerai de le faire au cours de mes réunions ou dans les journaux qui voudront bien m'ouvrir leurs colonnes.

Pour n'en citer que quelques-unes, je pense bien évidemment qu'il faut mettre au premier rang de nos préoccupations le maintien des droits de l'individu dans la dignité de la famille, la défense de la libre propriété et de la libre entreprise, la défense des intérêts légitimes du commerce (c'est ainsi que je m'efforcerai de faire aboutir, dans les moindres délais, la proposition de loi déposée par mon ami J.-L. Vigier, à propos des baux commerciaux), la protection des Anciens Combattants et des catégories sociales les plus défavorisées (vieillards, malades, rentiers-viagers, économiquement faibles).

Je pense que dans ce quartier de Paris, les questions intéressant le commerce et l'artisanat doivent retenir tout spécialement l'attention de celui qui espère être digne de le représenter au Parlement.

Je pense que nous devons obtenir rapidement la réforme fiscale dont on parle depuis tant d'années, et qui doit avant tout être simple, équitable et tendre seulement à procurer à l'Etat les ressources nécessaires aux besoins réels de la Nation, mais qu'il faut surtout — et ce sera un de mes premiers objectifs — obtenir la suppression des méthodes d'inquisition fiscale trop souvent utilisées au cours de ces dernières années.

Il faut ausi que nous obtenions une vraie réforme administrative ; que les affaires de l'Etat soient enfin gérées efficacement et selon des méthodes modernes et non plus selon un système périmé qui multiplie le nombre des fonctionnaires, les utilise mal et leur fait perdre la fierté de leur métier.

C'est une réforme profonde, mais parfaitement réalisable, qui doit être entreprise et menée à bien sans tarder.

Je crois, enfin, qu'il faut avec le Président Pinay, défendre le franc, encourager l'épargne, faciliter le crédit, restaurer et maintenir le pouvoir d'achat détérioré ces dernières années au grand préjudice des budgets familiaux, et réorganiser la Sécurité sociale qui doit assurer aux travailleurs les larges prestations dont ils ont le plus légitime besoin sans, pour autant, grever par une organisation trop lourde, les prix de revient et le budget de la Nation.

Je pourrais m'étendre encore longuement et développer un programme d'action locale, la place me manque et vous m'en excuserez.

Electeurs, Electrices,

Attachés aux libertés de l'homme, de la famille et de la profession contre toutes inquisitions et entraves à la liberté du commerce et de l'artisanat, contre tous les totalitarismes,

Votez libéral.

Partisans de la promotion de tous les producteurs et de tous les travailleurs, dans une réelle expansion économique profitable à tous,

Votez social.

Défenseurs d'une France forte au sein de l'alliance atlantique et d'une Europe unie, première étape de l'Eurafrique, seule solution d'équilibre indispensable à la paix du monde de demain,

Votez national.

Pour la République nouvelle qu'il faut construire,

Pour des solutions modernes adaptées au monde de demain,

Accordez-moi votre confiance.

Je ne trahirai pas la vôtre.

MICHEL JUNOT
42 ans
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations)
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
emprisonné par les Allemands (75 jours de cellule au Cherche-Midi et à Fresnes)
Médaille de la France Libre. — Médaille de l'Aéronautique

Remplaçant éventuel :

FRED MAGNUS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Président de l'Association des Commerçants des Grands Boulevards

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Près de 10.000 d'entre vous ont bien voulu m'accorder au premier tour leur confiance, me plaçant ainsi au premier rang des candidats nationaux capables de représenter dignement le deuxième et le troisième arrondissement. Je les en remercie de tout cœur.

Les candidats nationaux moins favorisés se retirent tous en ma faveur. Aucun n'a voulu le faire pour M. Moscovitch malgré tous ses efforts. L'Union doit maintenant se faire pour le deuxième tour.

M. Moscovitch ne doit ses voix qu'à la duperie. Il use constamment de moyens illégaux pour tromper les électeurs. Malgré le désir formel du Général de Gaulle, il se sert de la manière la plus abusive de son nom. M. Moscovitch était, il y a deux ans aussi fervent de M. Mendès-France (partisan du « non » à de Gaulle) qu'il prétend l'être, aujourd'hui, du Général.

L'investiture de l'U.N.R., dont il fait si grand cas, n'a pas été par lui régulièrement obtenue. Elle ne figure pas au Bulletin municipal officiel du 8 novembre qui a enregistré les candidatures. User de tels procédés, c'est faire injure au corps électoral et se disqualifier.

Dimanche prochain, tous ensemble, nous vaincrons le communisme et Alex Moscovitch, l'homme de l'infidélité.

Si vous me faites l'honneur de m'élire dimanche prochain je me considérerai au Parlement comme le représentant de tous et me tiendrai en permanence avec vous.

Partisan de la plus large union dès le premier tour, je n'ai rien à changer au programme que je vous ai présenté dans ma première circulaire.

Accordez-moi votre confiance.
Je ne trahirai pas la vôtre.

MICHEL JUNOT
42 ans
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations)
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
emprisonné par les Allemands (75 jours de cellule au Cherche-Midi et à Fresnes)
Médaille de la France Libre. — Médaille de l'Aéronautique

Remplaçant éventuel :

FRED MAGNUS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Président de l'Association des Commerçants des Grands Boulevards

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Marie LE PEN
(Candidat de la Fédération de la Seine du Centre National des Indépendants)

élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Fédération de la Seine du Centre national des indépendants
(Frédéric-Dupont, Julien Tardieu)

Parisiennes, Parisiens,

Hier vous m'avez élu pour lutter contre le « système » et ses injustices fiscales et sociales, pour combattre la trahison communiste et le défaitisme.

Pendant les trois années de mon mandat, j'ai lutté contre le système à l'Assemblée et dans le pays. J'ai combattu de toutes mes forces le communisme et ses alliés défaitistes tels que Mendès-France.

J'ai quitté le Parlement pour aller rejoindre vos fils et vos frères et combattre à leurs côtés, en Algérie.

Le sursaut national du 13 mai et l'arrivée du Général de Gaulle ont balayé les institutions mauvaises ; il vous reste maintenant à exclure par votre vote les hommes qui, imposés par les états-majors des partis, rêvent encore de ressusciter le système.

Aujourd'hui je vous convie à vous unir autour du Général de Gaulle. Il a restauré le prestige de la France dans le monde.

Il sauvera l'Algérie française.

Il donnera à la France sa vraie place dans une Europe renforcée.

Demain nous l'aiderons à faire une politique sociale généreuse, une politique financière basée sur la confiance et sur une fiscalité réformée, une politique économique exclusive de dirigisme et basée sur l'expansion dans la liberté.

Nous nous acharnerons à résoudre le problème n° 1 : celui du logement.

Face aux impérialismes russe ou complices, nous veillerons à la sauvegarde de la civilisation occidentale et chrétienne.

Accordez-moi votre confiance. Je serai votre ami des bons et des mauvais jours. Notre cher quartier par ses vieiles pierres et sa jeunesse estudiantine unit le passé et l'avenir, la tradition et le progrès.

Vive Paris !
Vive la France !

Voici les grandes lignes de mon programme :

ALGÉRIE-SAHARA

Une Algérie française qui, par la voie d'une révolution sociologique, économique et sociale, marchera vers l'intégration. L'exploitation des immenses richesses sahariennes, équilibrera rapidement les efforts que la métropole sera obligée de faire.

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Une Communauté française unissant les territoires d'outre-mer dans une plus « grande France ».

Réforme de l'Etat

Elle visera, en application de la nouvelle Constitution, à créer un Etat fort, libre, honnête.

Politique financière

Une politique financière assurant l'équilibre budgétaire et la stabilité du franc, condition essentielle de notre redressement. Une épargne protégée, permettant les investissements nécessaires au développement de notre économie.

Une réforme fiscale allégeant les charges trop lourdes et établissant une répartition équitable des impôts sur l'ensemble des contribuables en tenant compte de leurs moyens réels. Elle devra comporter une simplification des modalités de recouvrement et de contrôle.

Une grande politique de la jeunesse

Développement de l'apprentissage et de l'enseignement technique, en vue de l'orientation professionnelle et de la promotion ouvrière.

Une réforme de l'enseignement comportant l'allégement des programmes et l'amélioration des méthodes pédagogiques ; une augmentation des crédits consacrés à la recherche scientifique et une décentralisation universitaire.

Un statut de l'enseignement libre permettant le libre choix des familles et la répartition équitable des charges.

Protection de la famille

La défense du foyer et de la jeunesse par la lutte contre l'alcoolisme et le développement de l'éducation physique et des sports.

Politique sociale

Réforme de la Sécurité sociale. Application de la Charte des Anciens Combattants. Lutte énergique contre la crise du logement, fléau social n° 1, par l'encouragement à l'accession à la propriété et l'augmentation des crédits destinés aux H.L.M., par la destruction des îlots insalubres et la reconstruction immédiate de logements sains et modernes.

Défense des classes moyennes et des salariés

Conventions collectives garantissant la hiérarchie des cadres et des salariés.

Alignement des salaires sur les indices des prix et le développement de la production.

Aide aux économiquement faibles et aux vieillards, revalorisation des rentes viagères.

Politique économique

Facilités de crédits et création d'un fonds d'équipement en faveur des petits commerçants et artisans. Egalité fiscale par la suppression des privilèges accordés aux coopératives.

Politique européenne

Resserrer les liens politiques, économiques, culturels de l'Europe occidentale. Réunir tous les moyens nécessaires à sa sécurité. Faire l'Eurafrique, pour que la France rentre sans complexes dans le « Marché commun », cet ensemble devant constituer la force indispensable à l'équilibre du monde.

Pour une réforme du statut de Paris

Rendre aux Parisiens le droit prévu par la Constitution de s'administrer librement par ses élus, comme toutes les villes de France.

La réalisation d'un tel programme nécessite un état fort, gouverné avec autorité et appuyé par un Parlement à majorité nationale et sociale.

JEAN-MARIE LE PEN
30 ans
Licencié en Droit. — Député de Paris
Président du « Front National des Combattants ». — Pupille de la Nation
Engagé volontaire. — Ancien officier parachutiste de la Légion étrangère (Indochine, Algérie, Suez)
Croix de la Valeur Militaire. — Médaille Coloniale
Président d'honneur de l'Association des Etudiants en Droit de Paris

Remplaçant éventuel :

PIERRE-E. MENUET
Avocat à la Cour. — 42 ans
Engagé volontaire. — Croix de Guerre 1939-1945

2e CIRCULAIRE

Centre national des indépendants

Fédération de la Seine (Frédéric-Dupont, Julien Tardieu)

Parisiennes, Parisiens,

Vous qui m'avez choisi dès le premier tour, merci de votre fidélité et de votre confiance.

Celle-ci ne sera pas déçue.

Nous avons remporté ensemble une brillante victoire et infligé aux Communistes une écrasante défaite !

Vous qui avez porté vos suffrages sur d'autres candidats, je vous appelle à vous unir sur mon nom au deuxième tour.

Arrivé très largement en tête de tous les candidats, je suis le mieux placé pour déjouer la manœuvre communiste ou marxiste.

Vous abstentionnistes que la pléthore de candidatures a éloigné des urnes, comprenez que désormais le choix est clair.

Je m'engage à vous représenter tous, quelles que soient vos opinions.

Ensemble, fraternellement, rassemblons-nous pour remporter la victoire !

JEAN-MARIE LE PEN
30 ans
Candidat d'Unité nationale
présenté par la Fédération de la Seine du Centre National des Indépendants
(Frédéric Dupont-Julien Tardieu)

Remplaçant éventuel :

PIERRE-E. MENUET

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean ALBERT-SOREL
(Candidat du Centre National des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre National des Indépendants et de la Fédération de la Seine

(Frédéric-Dupont, Julien Tardieu)

Electrices, Electeurs,

La France a côtoyé les bords de l'abîme et ses ennemis, tous ses ennemis — ceux de l'intérieur et ceux du dehors — se félicitaient déjà de ce qu'ils croyaient être son déclin. Ses alliés eux-mêmes, aveuglés par les apparences, la traitaient sans égards. Mais la France s'est ressaisie. Elle s'est tournée vers le plus illustre de ses enfants. Elle entreprend avec lui son redressement. Elle a déjà, dans un grand élan national, modifié sa Constitution. Elle a répondu « Non ! » à ceux qui l'engageaient à l'abdication et au renoncement. La Patrie et la République ont été sauvées.

Maintenant, il faut construire. Voici le programme que je vous propose :

Démanteler le Parti Communiste, agent d'une puissance étrangère dont le but est d'anéantir la civilisation occidentale d'inspiration chrétienne et, au premier chef, la destruction matérielle et spirituelle de la France.

Défendre l'Algérie française, par la voie nationale d'une évolution politique, économique et sociale conduisant progressivement à l'intégration, suivant la politique définie à Constantine par le Général de Gaulle.

Faire une Europe où la France trouvera la grande place qui lui revient.

Appliquer rigoureusement la Constitution dans le cadre de laquelle un Etat fort et respectueux des institutions, libéré des partis et des féodalités privées et administratives sera servi par un Gouvernement stable, restituera à la Fonction publique sa valeur et ses responsabilités et assurera à notre magnifique armée son prestige dans la discipline et le respect qui lui est dû.

Assurer la sécurité financière, par l'équilibre des budgets, fondement d'une monnaie saine qui garantira la stabilité du coût de la vie, et par l'instauration d'une économie dégagée de l'ingérance tracassière et stérilisante de l'Etat, résolument orientée vers un libéralisme rénové, exclusif des coalitions d'intérêts.

Mener une politique :

— de plein emploi, protégeant les hommes et les femmes qui ont atteint la maturité contre un chômage arbitraire et révoltant ;

— de la jeunesse, en développant notamment l'apprentissage et l'enseignement professionnel ;

— de réforme de l'enseignement, par l'allégement des programmes et la modernisation des méthodes pédagogiques ;

— de protection de la liberté de l'enseignement. Je suis prêt, si je suis élu, à adhérer à l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement.

Poursuivre une politique sociale, comprenant :

— la réforme de la Sécurité sociale ;

— le vote et l'application de la Charte des anciens Combattants ;

— la solution du problème du logement par l'augmentation des crédits à la cons-

truction, l'allégement des formalités administratives et le développement de l'accession à la propriété ;

— la défense des classes moyennes, notamment par la signature de conventions collectives garantissant la hiérachie des cadres et des travailleurs qualifiés et par la défense de l'artisanat contre les inquisitions administratives intolérables ;

— l'aide aux vieillards, par l'augmentation des plafonds donnant droit au bénéfice des diverses indemnités et par l'extension des avantages assurés aux économiquement faibles. Les rentes viagères seront revalorisées.

Organiser et défendre la Communauté française, dans l'esprit et dans les cadres de la Constitution. La mise en valeur des immenses ressources de la Communauté sera assurée dans le respect des droits des populations qui y sont implantées, sans distinction d'origine, et leurs conditions d'existence seront améliorées. Par la construction de la Communauté, l'œuvre civilisatrice de la France au-delà des mers s'épanouira pleinement et en toute justice.

Défendre Paris, par l'allégement des tutelles administratives.

Protéger les beautés et les souvenirs historiques de Paris.

Poursuivre à Paris un programme de grands travaux, comportant notamment le développement des voies souterraines.

La France n'a jamais perdu confiance en elle-même. Elle a, au cours de son histoire, traversé bien des hivers, a été submergée par le débordement des fleuves, ravagée par les ouragans. Mais le printemps est toujours venu qui a séché la terre détrempée, la sève est remontée dans les arbres et la nature a toujours été portée par un nouvel élan de fécondité.

Nous sommes à l'aurore d'une résurrection. Chaque heure du jour qui s'annonce est une promesse qui nous est faite, tant est généreuse la Nation française. Il nous appartient de vouloir renaître.

JEAN ALBERT-SOREL

Avocat à la Cour. — Homme de Lettres
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Médaille de la Résistance et des Forces Françaises Libres. — Croix du Combattant volontaire

Remplaçant éventuel :

JEAN BERNARD-DEROSME

Officier de la Légion d'Honneur
Journaliste

2e CIRCULAIRE

Centre National des Indépendants et de la Fédération de la Seine

(Frédéric-Dupont, Julien Tardieu)

Electrices, Electeurs,

Plus de 12.000 d'entre vous, répondant notamment à l'appel de Fédéric-Dupont, de Victor Bucaille, de Denys Cochin et de Maurice Lancrenon, m'ont apporté leurs suffrages et m'ont ainsi permis de distancer de près de 5.000 voix mon concurrent le plus favorisé.

Je vous remercie de cette marque de confiance qui m'honore.

Vous allez voter à nouveau. Je vous demande de réaliser sur mon nom, le 30 novembre, dans notre 6e arrondissement, l'union indispensable au redressement de la France.

Finissons-en une bonne fois avec les querelles de partis et les combinaisons de Comités, en un mot, avec ce « Système » que le pays a rejeté avec dégoût et que tentent

de ressusciter à leur profit ceux qui se targuent le plus haut de le combattre alors qu'ils refusent de s'incliner devant la stricte discipline électorale.

Je veux être encore persuadé que, respectueux des engagements qu'avaient pris publiquement les chefs de file de certains d'entre eux, les candidats de groupements de caractère national se retireront au second tour et se refuseront à apparaître comme des éléments de division. S'il n'en était rien, ils se condamneraient eux-mêmes à vos yeux et vous leur seriez impitoyables.

Candidat législateur, j'ai tenu à respecter scrupuleusement les lois relatives à la propagande électorale et à ne pas répandre de tracts ou faire apposer d'affiches autres que ceux prévus par les textes. Je regrette d'avoir été à peu près seul à avoir de tels scrupules.

Je suis un homme nouveau dans la politique. Je peux me flatter cependant de n'avoir jamais, depuis 1940, cessé d'apporter au Général de Gaulle, ma fidélité et mon indéfectible dévouement. Dans le silence, j'ai servi de mon mieux aux armées et dans la Résistance ; j'ai encore voulu servir par ma parole, par mes écrits et par mes actes. Je n'en tire aucune vanité. Il n'y a pas à se glorifier d'avoir accompli consciencieusement son devoir. Je n'ai cessé de souhaiter et de rechercher le rassemblement des Français, l'apaisement des passions, l'oubli des dissentiments. Nous avons mieux à faire que de nous entredéchirer. Nous avons à refaire la France. Il n'est pas de plus noble tâche.

Vous connaissez mon programme. Vous savez mon amour pour notre Patrie.

J'en appelle à vous tous.

Vive la France !

Jean ALBERT-SOREL
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Jean BERNARD-DEROSME
Officier de la Légion d'Honneur

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. FRÉDÉRIC-DUPONT
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Parisiennes, Parisiens,

Comme en 1933, quand vous m'avez élu, je ne me suis recommandé d'aucun parti. Les seules assises de mon mandat seront votre suffrage et mon indépendance.

Mes réalisations sociales :

Création de la carte des économiquement faibles ;

Revalorisation des rentes viagères d'un million deux cent mille petits épargnants ruinés par la dévaluation ;

Exonération fiscale des femmes seules ayant des parents vieux ou infirmes à leur charge.

J'ai défendu Paris dans sa beauté...

faisant « classer site protégé » le VIIe arrondissement et assurant l'adoption de mon projet d'aérogare d'Orsay.

et la France dans sa grandeur

Fils d'officier lorrain, guidé par l'esprit de notre septième arrondissement où je suis né, que j'ai toujours habité, j'ai dénoncé l'impréparation militaire en 1939 et inlassablement défendu nos soldats d'Indochine et d'Algérie contre la routine, la lâcheté et la trahison.

Restons unis derrière le Général de Gaulle

Il a restauré le prestige de la France dans le monde.
Il sauvera l'Algérie française.
Il donnera à la France sa vraie place dans une Europe renforcée.
Nous l'aiderons à faire une politique sociale généreuse, une politique financière basée sur la confiance et une fiscalité réformée, une politique du logement efficace, une politique économique exclusive de dirigisme et basée sur l'expansion dans la liberté.
Nous protégerons la famille et veillerons, dans le cadre de l'« Association parlementaire », à la liberté de l'enseignement. Les libertés publiques et le respect des droits de la personne humaine sont à nos yeux la toile de fond sur laquelle se tissera la France de demain.
Fiers de notre passé, gardiens vigilants des traditions d'une civilisation occidentale et chrétienne, nous porterons nos soins vers notre jeunesse, force essentielle de la France, et gage de sa perennité.

Vive Paris !
Vive la République !
Vive la France !

FREDERIC-DUPONT
Député de Paris
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Ancien Président du Conseil Municipal de Paris. — Ancien Ministre
Avocat à la Cour. — Docteur en Droit. — Ancien Secrétaire de la Conférence des Avocats
Lauréat de l'Ecole des Sciences Politiques
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Croix de Guerre 1939 et 1945
Médaille de la Résistance
56 ans

Remplaçant éventuel :

Denys COCHIN
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine

---

2e *CIRCULAIRE*

Chers Concitoyens,

Par un vote massif, puisque 137 voix seulement sur 50.000 suffrages exprimés m'ont manqué pour être élu au premier tour, le 7e arrondissement m'a donné la plus belle majorité du département de la Seine.

Au cours de la campagne électorale il m'a été souvent reproché, non sans sarcasmes, d'être « le député des humbles ». Il est vrai que je n'ai jamais trouvé ceux-ci dans la troupe de mes contradicteurs et que leur fidélité a été un élément important de mon succès. Je ne l'oublierai jamais.

Votre vote massif, le 30 novembre, sera le témoignage de l'étroite solidarité devant unir les nationaux autour du Libérateur qui ne saurait être l'homme d'un clan ou d'un parti puisqu'il appartient tout entier à la France.

Il exprimera notre foi en l'Algérie française et en la mission de la France, en même temps que notre volonté d'en finir avec le désordre, la faiblesse et les abandons.

Les périls qui menacent notre indépendance et notre liberté sont graves. Nous avons le devoir de constituer autour du Général de Gaulle une majorité nationale et libérale qui poursuivra l'œuvre déjà entreprise de Renaissance française.

Fidèle à mon passé, j'en appelle à votre confiance pour continuer à servir la France dans la justice sociale et la liberté.

FREDERIC-DUPONT

Remplaçant éventuel :

Denys COCHIN

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques FERON
(Candidat d'Union nationale)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Centre national des indépendants
Démocratie chrétienne. — Centre républicain.

Jacques Féron représente, depuis 1947, le 8e arrondissement au Conseil Municipal de Paris et au Conseil Général de la Seine, et il a été élu pour la première fois député de Paris en 1956.

Il occupe, dans la même entreprise et depuis vingt-cinq ans, d'importantes fonctions dans l'industrie automobile. A l'Hôtel de Ville il fait la preuve, comme Président de la Commission du commerce et de l'industrie, comme Syndic ou comme Président du Conseil Municipal, de son attachement à la ville de Paris et en particulier au 8e arrondissement, en favorisant la modernisation et l'embellissement du centre de la capitale. L'année de sa présidence, marquée par le jumelage de Paris et de Rome, demeure, grâce au rayonnement qu'il sut donner à ses fonctions, comme l'une des plus brillantes et des plus fécondes.

Défenseur acharné de toutes les libertés, il associe son nom à de nombreuses initiatives concernant l'enseignement public et privé, la défense de la libre entreprise et de l'artisanat, la défense des épargnants et des personnes âgées, et s'oppose à toute tentative de fonctionnarisation du corps médical et des autres professions libérales. Son action fut également marquée par ses réalisations concrètes en faveur de la jeunesse, au nombre desquelles on compte la part décisive prise par lui à la construction de la nouvelle Faculté des Sciences ou l'initiative des centres sociaux en faveur des étudiants.

Il est enfin de ceux qui se sont trouvés à la pointe du combat pour défendre l'Algérie française, tant en ce qui concerne ses initiatives heureuses en Algérie même où son action fut très appréciée qu'au sein du Conseil municipal où il établit des liens étroits entre la capitale et cette terre française.

Ancien Combattant, mobilisé pendant la dernière guerre dans une unité nord-africaine, il a toujours été un fervent défenseur de ses camarades de combat et de l'armée chaque fois et partout où elle fut attaquée.

Parisiens, Parisiennes,

Par une importante majorité me plaçant en tête de tous les candidats en présence, les électeurs du 8e arrondissement, pour la première fois en 1956, m'ont envoyé siéger au Parlement.

M'étant déjà à cette époque déclaré contre nos méthodes parlementaires, l'impuissance de nos institutions et le mode de scrutin qui faisait de vos députés des représentants anonymes, c'est contre le système et les abandons que vous m'avez élu. Ainsi, il m'est possible, aujourd'hui, de revenir devant vous avec la satisfaction d'avoir, conformément à mes promesses, largement participé à la mise hors d'état de nuire d'un régime d'assemblée inspiré par le Parti communiste, au maintien de l'Algérie française et à la lutte contre les tentatives de socialisation de notre économie. Mon attitude au Parlement en témoigne.

Aux jours les plus sombres des mois de mai et de juin 1958, au bord de la guerre civile, je me suis associé résolument au retour du Général de Gaulle.

Dans un magnifique élan d'unanimité nationale, les Français, à une écrasante majorité de Oui, se sont donné de nouvelles institutions.

Déjà, par l'action du Chef de l'actuel Gouvernement, le prestige de la France dans le monde est restauré et les plus grands espoirs nous sont permis.

C'est donc vers l'avenir qu'il faut maintenant nous tourner ; mais cet avenir n'est pas exempt d'inquiétude.

Outre la nécessité de mener à bien :

— une politique familiale hardie,
— une politique sociale généreuse,
— une politique du logement efficace,
— une politique exclusive de dirigisme et fondée sur l'expansion dans la liberté,
— une politique d'outre-mer qui maintiendra l'Algérie française et permettra l'épanouissement de la communauté franco-africaine,

il nous faudra rester vigilants à l'égard des tentatives de ceux qui, n'ayant pas désarmé, rêvent d'une France socialisée au sein de laquelle nos possibilités de redressement seraient en péril.

C'est plus aux hommes qu'aux programmes des partis qu'il vous faudra faire confiance.

Fermement attaché aux traditions d'une civilisation occidentale et chrétienne, et fort de cette confiance, je ferai porter tous mes efforts vers la réalisation d'une France rénovée qui, dans une Europe renforcée, donnera sa véritable place à notre jeunesse, force essentielle de la France et gage de sa pérennité.

Jacques FERON

46 ans

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Ancien Combattant

Président du Conseil Municipal de Paris, 1955-1956. — Député de Paris

Syndic du Conseil Municipal, 1951-1955

Secrétaire général du Comité extra-municipal du Commerce et du Commerce de Luxe

Remplaçant éventuel :

Docteur GRIPPON de LA MOTTE

Chevalier de la Légion d'Honneur

2e *CIRCULAIRE*

Centre national des indépendants
Centre républicain. — Démocratie chrétienne.

Par désir de ne pas provoquer des divisions entre les candidats nationaux, j'ai volontairement rejeté de ma campagne électorale tout caractère polémique.

Cependant, certains extrémistes, partisans du Colonel Laure, n'ont pas hésité à se livrer :

— à des attaques outrancières,
— à des oppositions violentes,
— et à utiliser des moyens de propagande contraires à la loi.

Malgré ces procédés qui ont pu influencer certains, les électeurs du 8e arrondissement m'ont, le 23 novembre, placé nettement en tête de tous les candidats en m'accordant 39 % des suffrages et 2.431 voix d'avance sur mon concurrent le plus immédiat, je les remercie de leur fidélité et de leur confiance.

A la suite de ces résultats, j'étais en droit de penser que l'union dont a tant besoin notre pays pourrait se faire... comme elle s'est faite à Lyon, au premier tour, sur le nom de Jacques Soustelle, chef de l'U.N.R., avec le soutien du Centre National des Indépendants.

Malgré cela, le colonel Laure se maintient, alors que publiquement j'avais promis de me désister pour le candidat national le plus favorisé. Il a donc l'espoir d'associer certains éléments d'extrême droite à la gauche socialiste... et pourra permettre ainsi, qu'il le veuille ou non, l'arbitrage du parti communiste.

Les électeurs du 8e arrondissement jugeront.

Vous connaissez mon programme, je l'ai fait connaître en détail et avec netteté :

Maintien de l'Algérie française, défense de toutes les libertés, politiques, économiques, et familiales et défense d'un programme financier conforme aux vues récemment exposées par le Président Antoine Pinay.

C'est à cette tâche que je m'emploierai demain au Parlement.

En votant pour moi, vous vous prononcerez contre les incertitudes qui menacent notre pays.

En votant pour moi, vous vous opposerez à toute manœuvre de division qui n'aurait pour but que de saper l'œuvre de rénovation nationale que le Général de Gaulle veut entreprendre.

Notre victoire, le 30 novembre, sera celle d'un patriotisme que personne ne peut prétendre monopoliser.

Vive la République !
Vive la France !

Jacques FERON
46 ans
Ingénieur
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Ancien Combattant
Président du Conseil Municipal de Paris, 1955-1956. — Syndic du Conseil Municipal de Paris, 1951-1955
Secrétaire général du Comité extra-municipal du Commerce parisien

Remplaçant éventuel :

Docteur GRIPPON de LA MOTTE

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René MOATTI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le scrutin du 23 novembre doit confirmer la victoire du référendum. Sans quoi cette première victoire deviendrait illusoire.

La nation est tout entière solidaire de l'action du Général de Gaullle.

En 1945 aussi elle l'était ! Mais elle fut alors abusée à ce point par les candidats qui se réclamaient, tous, de de Gaulle, qu'elle envoya siéger à la Constituante des délégués qui contraignirent le Général de Gaulle au départ, en janvier 1946.

Renouveler cette erreur serait un crime.

Votez et faites voter pour que la France reste conduite par le chef irréprochable que 85 % des Françaises et des Français veulent maintenir à la tête du pays.

Les programmes électoraux ne valent que ce que valent les hommes.

***

ANCIENS COMBATTANTS,

Vous qui avez combattu, quelque soit le temps ou le lieu, dans la guerre ou dans la Résistance. A vous tous qui êtes mes camarades, je dis :

« Nos convictions politiques nous sont personnelles ; notre idéal est notre bien commun.

« Ne laissons pas ternir la beauté des sacrifices consentis, par la compétition électorale. »

J'honore mon camarade de combat, même s'il ne doit pas voter pour moi.

Que l'on cesse de mettre en avant des organisations qui ne sont pas faites pour la lutte politique. Elles ne pourraient qu'être desservies par ceux-là mêmes qu'elles avaient désignés pour les servir.

Nos morts ne sont pas morts pour que leur sacrifice serve de tremplin électoral.

***

FEMMES,

Depuis que le Général de Gaulle vous a donné en 1945 le droit de vote, vous vous êtes, de plus en plus intégrées à la vie politique de la Nation.

Partout, dans le monde, la libération de la femme a eu les plus heureux effets. En mai dernier, en Algérie, le sursaut des femmes musulmanes, leur volonté de devenir vos égales a renversé toutes les barrières de sectarisme et des préjugés.

Il faut faire plus encore :

Empêcher que se reconstitue l'oligarchie des partis.

Faites avec nous la République nouvelle qui protègera vos foyers et vos enfants !

Imposez :

— que la lutte contre l'alcoolisme soit plus efficace ;

— que la reconstruction soit accélérée et les moyens d'accéder à la propriété immobilière assouplis ;

— que les écoles soient en nombre et en classes suffisantes pour recevoir vos enfants ;

— que votre vieillesse soit efficacement protégée par la loi.

COMMERÇANTS,

Je connais vos problèmes. Je suis l'ami et le confident de beaucoup d'entre vous.

Voici le programme concret que je vous propose :

a) simplification des catégories d'impôts par une refonte de notre système fiscal.

Il est anormal que vous soyez devenus si souvent des collecteurs d'impôts pour le compte de l'Etat. Il est anormal que la charge des impôts soit inégalement et injustement répartie.

b) assouplissement des contrôles.

Les tracasseries administratives assombrissent la vie des entreprises beaucoup plus qu'elles ne font rentrer d'argent dans les caisses de l'Etat.

c) suppression de l'impôt sur les successions.

Il ne s'agit pas là d'une démagogie électorale.

Cet impôt est de faible rendement eu égard aux masses budgétaires et ne représente qu'un petit pourcentage des rentrées de l'Etat.

L'Etat doit cesser de vous traiter en ennemis, vous qui êtes l'armature sociale de l'ordre et de la stabilité.

***

A vous tous qui êtes animés du désir de servir utilement votre Patrie, je déclare :

L'avenir de notre France ne sera radieux que dans la mesure où nous aurons sauvegardé l'ensemble France-Afrique ; et nous le pourrons seulement si nous avons sauvé l'Algérie.

Seul le Général de Gaulle peut accomplir cette tâche. Il est le seul dont le prestige soit resté intact outre-mer et dans le monde. Il est le seul capable de ramener la paix, il est le seul capable de créer cet ensemble France-Afrique dont l'Algérie sera le pivot. Choisissez parmi les candidats celui qui vous paraît le plus apte à l'aider dans sa lourde tâche.

Choisissez parmi les organismes politiques celle qui vous paraît le mieux adaptée aux tâches nouvelles de rénovation.

Mais tout serait illusoire sans stabilité monétaire.

Seul le maintien du pouvoir d'achat sauvegardera le peuple qui travaille.

La récession économique qui paraît menacer le monde libre deviendra une catastrophe sans précédent pour nos libertés si l'inflation monétaire faisait fondre entre nos doigts le fruit de notre travail.

La politique, en ce domaine, n'a jamais été, et ne sera jamais une panacée.

Il faut, de l'ordre, de la stabilité, de la confiance et pas seulement de la part des banquiers et des financiers.

Il faut que les hommes de gouvernement aient la confiance de la grande masse des travailleurs et des épargnants à quelque classe sociale qu'ils appartiennent.

Je le dis nettement :

Je ne crois ni à la vertu des doctrines marxistes, ni à la toute puissance des technocrates.

Mais seulement aux vertus traditionnelles qui sont le fond de notre sagesse.

Soldat de de Gaulle dans la guerre, fidèle à de Gaulle dans la paix, conscient que l'union autour de lui permettra seule, de fonder la République nouvelle, vous tous, qui avez dit Oui à de Gaulle le 28 septembre, je vous demande de faire respecter votre Oui en votant U. N. R. le 23 novembre.

Pour le maintien des alliances dans la sauvegarde de notre indépendance nationale,

Pour la création de la communauté France-Afrique dont l'Algérie serait le pivot,
Pour le maintien de la stabilité dans nos finances,
Pour le soutien de l'action nationale du Général de Gaulle,
Pour que la jeunesse française aborde avec confiance les tâches de demain,
Pour une vieillesse digne et heureuse,
Contre l'oligarchie des partis politiques,
Contre la mainmise de l'étranger sur nos organisations syndicales,
Contre l'action anti-nationale du parti communiste,
Contre le désordre et le gaspillage des deniers de l'Etat,
Ma fidélité dans l'épreuve est un gage de ma fidélité pour l'avenir.

Votez U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).
Votez René Moatti.

René MOATTI

Né le 26 octobre 1905 à Sétif (Algérie), Avocat à la Cour d'Appel d'Alger (13 juillet 1927-2 février 1941).

1942 : Engagé volontaire au Corps Franc d'Afrique. Campagne de Tunisie. Croix de Guerre.

1943-1945 : Forces Françaises Libres.

1945-1946 : Directeur des Cabinets de Jacques Soustelle, Ministre de l'Information, puis des Colonies, du Gouvernement de Gaulle.

Le Général de Gaulle quitte la vie publique. Je reprends ma robe d'Avocat.

1947-1953 : Conseiller Municipal R.P.F. de Paris, Conseiller Général R.P.F. de la Seine.

1949 : Vice-Président du Conseil Municipal de Paris .

Juin 1951-décembre 1955 : Député R.P.F. de Paris. Membre des Commissions de la presse, de la justice et des finances.

1952-1953 : Président du Conseil Municipal de Paris.

1955 : Le Général de Gaulle dissout le R.P.F. Je quitte volontairement la vie publique en décembre 1955.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

La situation est claire.

La France entière a compris le sens et la portée de ces élections. Elle a identifié l'U.N.R. (Union pour la Nouvelle République) à Charles de Gaulle.

Elle a reconnu dans l'organisation politique de Soustelle-Debré-Michelet, le vrai visage du Gaullisme.

Le candidat communiste largement distancé dans notre arrondissement, vous pourrez faire votre choix dimanche prochain et voter sans crainte du péril communiste.

Trop de candidats se réclamaient du nom du Général de Gaulle — parmi lesquels d'authentiques combattants ayant servi sous les fanions à Croix de Lorraine. Une grande confusion en est résultée.

L'U.N.R. appelle à leur devoir national tous les électeurs et toutes les électrices du 9e arrondissement pour qu'ils se regroupent sur mon nom.

Au cours de la campagne électorale, je vous ai toujours tenu un langage raisonnable et n'ai traité que des grands problèmes que notre pays aura à résoudre dans un prochain avenir. Je me suis refusé aux polémiques personnelles et aux manœuvres sournoises.

Je n'ai pas toujours été payé de retour.

J'ai fait confiance à votre perspicacité.

Aujourd'hui, j'invite les Républicains, les Anciens Combattants, les Femmes, à barrer la route à la réaction, à faire sur mon nom l'Union des Démocrates qui se refusent à toute politique d'abandon, pour l'instauration de la Nouvelle République forte et généreuse.

Pour que l'U.N.R. soit, l'instrument politique efficace dont Charles de Gaulle a besoin et que tous ensemble nous allons aider à forger.

Pour que l'U.N.R. soit, au centre de l'hémicycle le pont indispensable entre les Socialistes et les Indépendants,

Pour que, comme le 28 septembre, le 9e arrondissement affirme son « Oui » à Charles de Gaulle.

Votez pour le candidat de l'U.N.R., René Moatti.

RENÉ MOATTI

Né le 26 octobre 1905 à Sétif (Algérie), Avocat à la Cour d'Appel d'Alger (13 juillet 1927-2 février 1941).

1942 : Engagé volontaire au Corps Franc d'Afrique. Campagne de Tunisie. Croix de Guerre.

1943-1945 : Forces Françaises Libres.

1945-1946 : Directeur des Cabinets de Jacques Soustelle, Ministre de l'Information, puis des Colonies, du Gouvernement de Gaulle.

Le Général de Gaulle quitte la vie publique. Je reprends ma robe d'Avocat.

1947-1953 : Conseiller Municipal R.P.F. de Paris, Conseiller Général R.P.F. de la Seine.

1949 : Vice-Président du Conseil Municipal de Paris .

Juin 1951-décembre 1955 : Député R.P.F. de Paris. Membre des Commissions de la presse, de la justice et des finances.

1952-1953 : Président du Conseil Municipal de Paris.

1955 : Le Général de Gaulle dissout le R.P.F. Je quitte volontairement la vie publique en décembre 1955.

HUTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Charles LEPIDI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Soustelle, Debré, Michelet, Compagnons du Général de Gaulle

demande aux électrices et électeurs du 10e arrondissement de voter pour un homme nouveau connu à Paris pour son honnêteté, sa probité et sa compétence dans les problèmes humains :

JEAN-CHARLES LEPIDI

Directeur d'Ecole professionnelle. — 37 ans. — Marié, 3 enfants. — Résistant patronné par les Comités ouvriers du Renouveau

Remplaçant éventuel :

JEAN BIDAULT

40 ans. — Agent technique

Ne vous laissez pas voler votre victoire.

Faites respecter votre Oui !

Le « Syndicat » des Anciens du Système, qu'ils soient marxistes, centristes ou indépendants, qu'ils soient députés, conseillers municipaux ou disposent d'autres man-

dats, veut détourner à son profit votre victoire du 28 septembre. La IVe République est bien morte : il faut que cela change.

Vous voterez contre les sortants pour un homme nouveau.
Vous voterez utile pour l'U. N. R.
Vous voterez pour la Ve République.
Votez Jean-Charles. Lepidi.

Vive le 10e Arrondissement !
Vive de Gaulle !
Vive la France !

Programme d'action de Jean-Charles Lepidi — U.N.R.

L'Algérie française dans la paix par la fraternisation des deux communautés

C'est le Syndicat des Anciens du Système et l'égoïsme de grands exploiteurs coloniaux qui ont fait éclater la sale guerre d'Algérie. Ils ont exploité lamentablement la laborieuse population musulmane française qui s'est insurgée, non contre la France, mais contre les politiciens décadents et les exploiteurs.

Nous sommes partisans résolus, avec le Général de Gaulle, d'une intégration progressive du peuple algérien dans la citoyenneté française à part entière. Nous demandons la paix en Algérie et la réduction du service militaire à dix-huit mois.

Une révolution sociale digne du peuple français

Le peuple français est opprimé par les salaires de misère et la première liberté qu'il demande est celle du pouvoir d'achat. Tous les travailleurs de toutes les classes sociales ont droit aux avantages matériels qu'apporte le progrès. Le peuple veut vivre heureux dans la confiance en l'avenir. Nous sommes partisans résolus d'une véritable révolution sociale qui, dans le cadre de la coopération loyale d'un salaire mensuel garanti, d'une assurance chômage, d'une parité en Sécurité sociale, d'allocations familiales et de pensions de vieillesse en rapport avec le coût de la vie, rendra au travailleur toute sa dignité.

Une politique économique et commerciale audacieuse

Le budget de la France se compose de dépenses de gestion et d'investissements pour le bien-être de demain. Les dépenses de gestion doivent être comprimées au maximum et mieux réparties. Des investissements rentables doivent être subordonnés aux crédits et aux emprunts et, sauf exception, ne jamais dépendre du budget national.

Le commerce doit être libéré de ses entraves administratives, de ses lourdes charges sociales et de sa fiscalité trop compliquée et hypocrite. Le commerce sera florissant quand le pouvoir d'achat du travailleur sera augmenté et quand les travailleurs n'auront plus besoin, pour se loger, d'investir en souscrivant de lourds crédits à long terme. Nous sommes partisans résolus de la libre entreprise, de la suppression des organismes para-commerciaux et fausses coopératives, d'une réforme rapide de la fiscalité.

Il nous faut la grande politique du logement

Il appartient au capital de faire construire des appartements locatifs à loyers modérés. Ainsi les travailleurs pourront affecter leur salaire à leurs dépenses courantes. Il faut pénaliser la construction spéculative et abusive. L'inflation est le pire fléau des travailleurs et la récession condamne à mort tous les petits commerçants. Il faut instaurer la stabilité dans l'expansion et le plein emploi.

Une jeunesse ardente qui doit croire en son avenir

Un Français sur cinq a moins de 20 ans. Anxieuse de son avenir, la jeunesse demande que la Nation s'occupe d'elle. Il faut multiplier les écoles dans le respect de l'enseignement, développer les stades, augmenter les heures de sports, organiser des

centres d'orientation et favoriser l'organisation des loisirs. Il faut que la jeunesse vive heureuse et que chacun ait sa chance par l'instruction gratuite jusqu'au plus haut degré. Il faut que le jour du mariage, le couple ait à sa disposition son appartement pour que soit fondé le foyer, continuité de la grandeur française.

LES ANCIENS COMBATTANTS, LES PENSIONNÉS,
LES PERSONNES AGÉES DOIVENT POUVOIR COMPTER SUR NOUS

La revalorisation indexée sur le coût de la vie des retraites, pensions, pécules, doit être loyalement entreprise et traitée sur un pied d'égalité (anciens combattants 1914-1918, 1939-1945, anciens d'Indochine, soldats d'Algérie, etc.). Les personnes économiquement faibles doivent être soutenues ; de nouveaux foyers de vieillesse doivent être créés.

LA GRANDEUR DE LA FRANCE DOIT SERVIR SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le Général de Gaulle a déjà redoré le blason de la France sur l'échiquier mondial des nations. Il faut lui faire entièrement confiance pour qu'en aucun cas nous ne soyons à la remorque des Américains, ni des Anglais, ni des Russes. Il faut que nous prenions conscience de la grandeur de la France et de sa Communauté pour discuter à égalité dans toutes les conférences internationales quels que soient nos partenaires.

Voici, résumé très simplement en sept points essentiels, le programme de Jean-Charles Lepidi, candidat U.N.R. du Xe arrondisement.

Après étude et mûre réflexion de ce programme, vous voterez Jean-Charles Lepidi.

2e *CIRCULAIRE*

Gaullistes : Lepidi	16.614
Trotté	2.649
	19.253
Indépendants : Vigier	18.463

C'est le Xe Arrondissement
qui a remporté la plus grande victoire gaulliste de la Seine

— Contre le Communisme qui reçoit ses ordres de Moscou et qui n'a eu que 12.839 voix.

— Contre la Droite réactionnaire qui prend ses ordres auprès des gros capitalistes, les Electrices et Electeurs du 10e arrondissement ont donné, le 23 novembre, leurs voix en majorité à ceux qui se recommandent du renouveau vital pour la nation et de la fidélité à celui qui a sauvé la France, le Général de Gaulle.

Jean-Charles Lepidi, candidat U.N.R. et des Comités ouvriers, bénéficiant du désistement de Jacques Trotté et de Maurice Mazuel, socialement le plus proche des aspirations des travailleurs, des employés et des commerçants, est le candidat qui répond le mieux à tous les désirs légitimes des habitants du 10e Arrondissement.

Par son immense succès de 3.603.958 voix, l'U.N.R. est actuellement le mouvement politique français le plus important.

Le triomphe de l'U.N.R. sera confirmé dimanche prochain par votre vote massif.

Votez U.N.R.

Votez Jean-Charles Lepidi.

Vive le 10e Arrondissement !
Vive de Gaulle !
Vive la France !

La France et de Gaulle ont besoin de vous

Electeurs, Electrices du Xe Arrondissement,

Le 28 septembre, vous avez, de façon massive, dit « Oui » à la France. Nombreux sont ceux d'ailleurs qui, ayant voté « Non » honnêtement, le regrettent : ils sont avant tout, Français et savent désormais ce que le Général de Gaulle a apporté à la France. Le 23 novembre, vous avez confirmé.

LA FIERTÉ A SUCCÉDÉ A LA TORPEUR, L'ESPOIR A LA LASSITUDE

Notre pays, longtemps trahi par les querelles morbides des partis, l'impuissance chronique des gouvernements interchangeables, relève la tête, remonte la pente. Le monde, qui se moquait de nous, s'aperçoit brusquement que la France existe et qu'il faudra désormais, en toutes circonstances, compter avec elle.

C'EST CE RENOUVEAU QU'ILS NOUS FAUT A TOUT PRIX DÉFENDRE

Ah, certes, « ils » se disent maintenant tous — ou presque tous — « gaullistes ». « Ils » s'emparent de la Croix de Lorraine et en fleurissent, sans vergogne, leurs panneaux.

Mais vous qui êtes « au courant », vous qui savez, vous qui savez trop à quel niveau « ils » avaient conduit la République, vous ne tomberez pas dans ce piège.

LES CASAQUES ONT CHANGÉ. LES ÉCURIES SONT LES MÊMES !

De Gaulle condamnait depuis huit ans le Système. Le Système, « Ils » l'ont, quoi qu'ils disent aujourd'hui, bel et bien défendu, tous ensemble, perdus au milieu du peuple qui n'avait plus aucun rapport avec eux et ils n'ont cédé que lorsque, avec le souffle de mai, ils durent — enfin — comprendre qu'ils ne représentaient plus rien.

Mais ne cherchons pas ici de querelles aux hommes. Ces hommes-là — quels que soient leurs défaut ou leurs qualités — étaient et demeurent les prisonniers d'une politique surannée.

Vous ne voulez pas que tout recommence.

Vous ne voulez pas que la France soit à nouveau affaiblie, déchirée, ridiculisée.

Alors, le 30 novembre, dites-le franchement.

Balayez le passé et ses défenseurs aujourd'hui plus ou moins camouflés.

Votez pour l'U.N.R. où se retrouvent, travaillent et se complètent, des hommes dont le Général de Gaulle a dit tout récemment qu'ils lui ont montré « un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Votez pour « l'Union de la Nouvelle République ». Faites votez pour elle massivement comme vous avez voté « Oui » le 28 septembre.

C'EST LE MÊME VOTE CAR C'EST LE MÊME COMBAT

L'U.N.R. entend — et elle le dit sans ambages — que le programme du Chef du Gouvernement — le programme que vous connaissez et qui est celui qui conditionne le redressement français — soit appliqué. Exigez-le avec elle.

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André FANTON

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Debré, Michelet, Soustelle

Electeurs, Electrices,

Depuis douze années, notre pays allait d'échecs en échecs et d'abandons en abandons, marchait la décadence :

— Dien-Bien-Phu consacrait la perte de l'Indochine.

— Les établissements de l'Inde, le Maroc, la Tunisie, comme le Fezzan étaient les uns après les autres abandonnés.

— L'Union française, restée sans organisation, se désagrégeait chaque jour un peu plus.

— La situation économique et financière ne cessait de se détériorer pour le plus grand dommage de tous, mais surtout des vieux.

— Les positions de la France dans le monde étaient démantelées par ses propres alliés.

— Enfin, le système se révélait incapable de résoudre les difficultés d'Algérie comme il s'était montré incapable de les prévoir.

Aussi, au mois de mai dernier, ne se trouva-t-il personne pour défendre ce régime.

Ce n'est certes pas de gaieté de cœur que ceux qui, depuis douze années, l'avaient soutenu et en avaient profité ont dû se résoudre à faire appel au Général de Gaulle.

Mais, aujourd'hui, le bilan de l'œuvre entreprise s'impose à tous :

— Les nouvelles institutions massivement adoptées le 28 septembre vont permettre de construire la communauté franco-africaine et de mener la politique de réformes économiques et sociales promises depuis tant d'années et jamais réalisées.

— En Algérie, un immense espoir de paix s'est levé.

— Dans le monde, la France retrouve sa place ; ses intérêts sont respectés.

Ainsi, tout est redevenu possible et on comprend l'immense crédit dont jouit auprès de tous les Français le Général de Gaulle.

Aussi, les hommes et les partis de l'ancien régime, hier tellement acharnés contre lui, essaient maintenant de se servir de son prestige.

Mais ni les uns ni les autres ne sauraient avoir votre confiance, car ils ont depuis longtemps fait leurs preuves.

UN RÉGIME NOUVEAU EXIGE DES HOMMES NOUVEAUX !

Vous ferez donc confiance à ceux qui n'ont cessé de réclamer un changement de régime et d'affirmer la nécessité du retour au pouvoir du Général de Gaulle, à ceux aussi qui sont restés sans défaillances ses fidèles compagnons.

Ce sont eux que le Général de Gaulle désignait ainsi le 23 octobre dernier : « Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Ce sont eux qui, autour de Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres du Général de Gaulle, se sont regroupés au sein de l'Union pour la Nouvelle République.

*
* *

C'est cette « Union pour la Nouvelle République », qui m'a désigné pour la représenter dans cette partie du XI[e] arrondissement, que constituent les quartiers Saint-Ambroise et Folie-Méricourt.

Comme chacun des candidats présentés en France par l'U.N.R., je soutiendrai l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays, redressement qui doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français, sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la métropole dans la paix retrouvée ;

2° La mise en place et l'organisation de la Communauté, née du référendum ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat notamment par la réorganisation des administrations et la réforme de la justice ;

4° Une politique étrangère faisant de la France au sein de ses alliances une partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe ;

5° Une politique économique et financière permettant :

a) le développement des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),
b) l'aménagement du territoire,
c) l'amélioration des circuits de distribution ;

grâce à :

a) un équilibre strict du budget ordinaire,
b) une révision de la politique des subventions économiques,
c) une réforme profonde de la fiscalité en vue de l'institution de l'impôt à la base ;

6° Le développement de la construction notamment par la création de l'épargne-logement : dès 1960, 400.000 logements devront être construits chaque année.

7° La promotion des salariés tant sur le plan de l'entreprise par l'encouragement des formules d'association des travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration de la politique économique ;

8° La mise en place du fonds de salaire garanti et le développement de l'assurance vieillesse ;

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, dans le respect du pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place, développer l'enseignement technique supérieur et ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur à tous les jeunes selon leur valeur.

Tels doivent être les objectifs à atteindre dans les années à venir.
Pour mener cette tâche à bien,
Pour soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle :
Faites confiance à ceux qui lui ont toujours été fidèles plutôt qu'aux ouvriers de la onzième heure.

Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez André Fanton.

André FANTON
30 ans
Avocat à la Cour de Paris. — Officier de réserve
Ancien Chargé de mission du Garde des Sceaux

Remplaçant éventuel :

Michel MARQUET

2e CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République)

Debré, Michelet, Soustelle

Electrices, Electeurs,

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont été si nombreux à accorder leurs suffrages à André Fanton, candidat de l'U.N.R.

Il sont ainsi fait confiance à un homme nouveau qui, malgré sa jeunesse, n'a pas hésité à affronter à la fois un des principaux dirigeants du parti communiste et deux députés de la IVe République.

Le premier tour vient de démontrer que l'U.N.R. est bien le seul mouvement qui regroupe tous ceux qui sont restés fidèles au Général de Gaulle.

La victoire de l'U.N.R. au premier tour se transformera en triomphe dimanche car un certain nombre d'électeur ont ét victimes de la confusion entretenue par de trop nombreux candidats ou se sont, pour la même raison, abstenus.

La voie est maintenant tracée

L'U.N.R. sera demain le groupe le plus important du Parlement et sera aussi et surtout le parti du Gouvernement qui, dans les années à venir, animera le nouveau régime.

Dans notre circonscription de Saint-Ambroise-La Folie Méricourt le candidat communiste a perdu plus du tiers de ses voix.

Seuls le prestige et l'action gouvernementale du Général de Gaulle expliquent qu'un tel résultat ait pu être obtenu en quelques mois.

De plus l'U.N.R. est la seule formation qui puisse au deuxième tour regrouper les suffrages traditionnellement républicains à la fois contre le communisme et contre l'immobilisme le plus caractérisé.

C'est pourquoi le Comité Central de l'U. N. R. considérant la situation dans cette circonscription a maintenu ma candidature.

En votant pour l'U. N. R., les électeurs du 23 novembre ont affirmé l'immense espoir qu'ils mettaient dans le Général de Gaulle pour le relèvement de la France.

Le 30 novembre, ils seront rejoints par ceux qui ont pu être abusés par le soi-disant « gaullisme » de trop nombreux représentants d'un régime discrédité.

La victoire de l'U. N. R. sera votre victoire.

Votez U. N. R.
Votez André Fanton.

André FANTON
30 ans
Avocat à la Cour de Paris. — Officier de réserve
Ancien Chargé de Mission au Cabinet de M. Michel Debré, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
Chargé de la Réforme des institutions

Remplaçant éventuel :

Michel MARQUET

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques MALLEVILLE

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

« ... *Vous choisirez de nouveaux représentants loyaux et désintéressés...* »

(Ch. DE GAULLE, *discours de Lyon, oct.* 1958)

Edmond MICHELET, Jacques SOUSTELLE, Michel DEBRÉ

Ministres du Général de Gaulle

qui a dit d'eux :

« ... Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes... »

vous présente :

JACQUES MALLEVILLE

Candidat d'Union pour la Nouvelle République
Chef de Cabinet d'Edmond Michelet,
Ministre des Anciens Combattants (démissionnaire pour la campagne électorale)
Attaché à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur
Ancien chargé de mission au Cabinet de Gaston Palewski et au Cabinet de Jacques Chaban-Delmas
Docteur en Droit. — Ancien élève des Sciences Politiques
29 ans. — Marié à une Parisienne du XIe. — 2 enfants

Pour la République nouvelle que vous avez voulue, un homme jeune et neuf qui connaît son futur métier.

***

Ici, vous attendez un programme !
Une plateforme comme disent les spécialistes...
Je ne vous en annoncerai pas !

A quoi bon vous promettre 400.000 logements par an et des écoles, comme tous les candidats, de 1956 et ceux de 1951, vous l'ont promis, et qu'ils ne vous ont jamais construits.

A quoi bon vous promettre la vie moins chère, les salaires miraculeusement augmentés, alors qu'il n'y a pas de miracle possible, que les prix sont et demeurent élevés, et qu'il y a surtout du travail à faire.

A quoi bon vous promettre la diminution des impôts, la réforme fiscale, l'amélioration du sort des commerçants, quand ceux que vous avez envoyés spécialement à l'Assemblée pour faire cela, vous laissent 1.066 impôts et taxes, divers anarchiques et une situation économique menaçante.

A quoi bon vous promettre et la paix en Algérie et la grande entente des peuples de la Communauté alors que depuis douze ans, tous ceux qui vous l'ont promis ne vous ont jamais donné que la guerre et la discorde.

PAS DE PROGRAMME SUR LE PAPIER

pas de liste enchevêtrée, de promesses usées et de slogans affaiblis !

Mais, dans un an, dans deux ans... et dans cinq ans, si je dois, à ce moment-là, me représenter devant vous, un bilan !

Alors, nous compterons les maisons, les écoles.

Alors, nous parlerons niveau de vie, salaires, avantages sociaux réels et nous comparerons.

Alors, nous nous réjouirons si l'Algérie dans un destin français, a retrouvé la paix, et si les peuples d'outre-mer apprécient encore notre drapeau...

Alors, mais alors seulement vous jugerez — J'irai au Parlement faire honnêtement mon travail, c'est-à-dire des lois et si possible des bonnes lois, dans le cadre du rôle dévolu à l'Assemblée nationale par la Constitution que nous nous sommes donnée. Je mettrai à profit l'expérience certaine que m'ont donné quatre années de travail dans les cabinets de ministres, sur les exigences de la carrière de député et sur les devoirs de celui-ci.

Je contribuerai à installer le nouveau régime qu'a voulu le peuple de France et à parachever l'entreprise grandiose de notre redressement déjà amorcé ! Et pour le reste, mon programme sera celui que le Général de Gaulle nous donnera, que les circonstances nous imposeront. Je ferai confiance à son génie et à son sens de la France, comme la France a prouvé le 28 septembre par le référendum, qu'elle voulait lui faire confiance !

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus entreprenante et plus humaine, vous confirmerez votre confiance à de Gaulle.

Vous voterez pour l'un de ceux qui l'ont déjà soutenu et qui vient de prendre l'engagement solennel de le soutenir toujours.

Vous ferez l'Union pour la Nouvelle République !

Vous voterez Jacques Malleville !

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

JACQUES MALLEVILLE

Chef de Cabinet d'Edmond Michelet, Ministre des Anciens Combattants
Attaché à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur
Docteur en Droit. — Ancien élève des Sciences Politiques

premier candidat national désigné par le suffrage universel peut seul chasser à tout jamais avec toutes les voix françaises, le communisme de la Roquette et de Sainte-Marguerite, où il est installé depuis vingt-deux ans.

Comme au 28 septembre, dites Oui à la France.

***

Le seul député communiste de Paris sera-t-il élu à la Roquette et à Sainte-Marguerite ?..

Quand, dans tout le pays, le communisme s'effondre devant la magnifique poussée de l'U.N.R., le vrai mouvement gaulliste, le XIe arrondissement voudra-t-il courir le risque d'être représenté exclusivement, pendant cinq ans, par un communiste ?

Tout candidat, se disant national, qui par dépit, par ambition personnelle, par intérêt pécuniaire, se maintiendrait au second tour contre Jacques Malleville, désigné par le suffrage universel premier national, serait un complice volontaire et conscient du communisme.

Pour soutenir de Gaulle.

Pour que vive la France...

Votez, votez tous. Ici, s'abstenir ce sera voter communiste...

Votez U.N.R. Le pays a compris.

L'U. N. R. c'est de Gaulle.

Avec 3.604.000 voix l'U.N.R. est le premier national contre le parti communiste (3.882.000).

Votez JACQUES MALLEVILLE
Premier national contre le parti communiste dan le XI[e]

Remplaçant éventuel :

RENÉ CIBLAT

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raphaël TOURET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

« *Vous choisirez de nouveaux représentants loyaux et désintéressés* »...
Charles DE GAULLE (Discours de Lyon, octobre 1958)

Union pour la Nouvelle République.

Edmond MICHELET — Jacques SOUSTELLE — Michel DEBRÉ
Ministres du Général de Gaulle

qui a dit d'eux :

« Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

vous présentent

RAPHAËL TOURET

Membre du Cabinet d'Edmond Michelet (Ministre des Anciens Combattants)
Déporté de la Résistance « mai 1942 à mai 1945 »
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre avec palme. — Médaille de la Résistance
Grand Mutilé. — Membre du réseau « C.N.D. Castille » « Colonel Rémy »
Rescapé du camp de Mauthausen
Membre du Centre national du R.P.F. « créé par le Général de Gaulle »
Membre dirigeant de l'U.N.R.
Ancien Combattant de 1939-1940, Campagne de Belgique, Campagne des Flandres « Dunkerque »
Campagne de France
Commerçant patenté. — Délégué de l'Action Artisanale et Commerçante
42 ans. — Marié, 2 enfants

Pour une République nouvelle, un homme nouveau.

Electeurs, Electrices,

Le 28 septembre, au référendum, 80 % des Français ont approuvé la nouvelle République.

Aujourd'hui, pour appliquer cette nouvelle Constitution, il faut élire des hommes nouveaux à la place des vieux politiciens qui ont conduit la France au bord de l'abîme.

Ces hommes du passé, responsables de nos malheurs et de nos erreurs, qui ont attendu la veille de la catastrophe pour faire appel à de Gaulle.

Ces hommes ne méritent plus votre confiance.
Après s'être fait élire aux diverses élections, en se recommandant de sa gloire.

« Ils l'ont trahi et le trahiront encore si vous n'y prenez garde ! ».

Refusez-leur votre voix pour éviter qu'ils reviennent et sabotent à nouveau insidieusement l'action du Général de Gaulle.

L'œuvre de rénovation en cours est loin d'être terminée. Il faut, pour que Charles de Gaulle puisse mener sa tâche à bien, qu'il se sente appuyé et aidé par des hommes fidèles et sincères, qui ne soient pas des politiciens professionnels et qui n'aient qu'un but, un seul, le redressement du pays, par et avec le Libérateur du territoire.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés, avec Michel Debré, Jacques Soustelle et Edmond Michelet, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, comme moi, sans défaillance, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

En face des élus sortants et des vieux politiciens combinards, dont le nom est connu de vous, je me présente à vos suffrages fort de ma fidélité et de mon passé. Depuis dix-huit ans, je n'ai jamais cessé d'être aux côtés du Général pour le meilleur comme pour le pire.

Le redressement sera concrétisé par :

1° la paix retrouvée en Algérie que, seul, Charles de Gaulle peut établir ;
2° la mise en place de la Communauté avec les pays d'outre-mer ;
3° la poursuite de la réforme de l'Etat par les réorganisations des administrations centrales et l'ouverture de bureaux de contacts pour faciliter les rapports avec le public ;
4° le regroupement des forces nationales contre le danger communiste qui, amoindri actuellement, demeure pernicieux et puissant ;
5° une politique étrangère, où la France respectée aura des alliés et non plus des maîtres ;
6° une politique résolue d'expansion économique, basée sur une monnaie saine et une réforme fiscale courageuse et équitable ;
7° un effort massif en faveur de la construction de logements à usage locatif ;
8° une politique sociale hardie en faveur des salariés et des jeunes, qui doivent être des citoyens à part entière d'une République plus juste et plus paternelle ;
9° une réforme de l'éducation sous toutes ses formes, en respectant le pluralisme scolaire ;
10° un souci constant d'apporter à nos vieux l'aide matérielle indispensable à leur dignité.

Dans la paix retrouvée, une France sociale, une France généreuse et respectée !
Pour faire respecter votre Oui du référendum, vous voterez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle, vous voterez pour

Raphaël TOURET

Suppléant éventuel :

Jacques SALVINIEN
Industriel

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

RAPHAËL TOURET

Membre du Cabinet d'Edmond Michelet
Déporté de la Résistance « mai 1942 à mai 1945 »
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre avec palme. — Médaille de la Résistance
Grand Mutilé. — Membre du réseau « C.N.D. Castille » « Colonel Rémy »
Rescapé du camp de Mauthausen
Membre du Centre national du R.P.F. « créé par le Général de Gaulle »
Membre dirigeant de l'U.N.R.
Ancien Combattant de 1939-1940, Campagne de Belgique, Campagne des Flandres « Dunkerque »
Campagne de France
Commerçant patenté. — Délégué de l'Action Artisanale et Commerçante
42 ans. — Marié, 2 enfants

Je remercie les 12.914 électeurs et électrices qui m'ont témoigné leur confiance, le 23 novembre.

Désigné par le suffrage universel, en tête de tous les candidats dans la XIe circonscription, je demande, au nom d'une tradition républicaine constante, le regroupement sur mon nom de toutes les voix nationales.

L'Union pour la Nouvelle République qui vient d'obtenir dans tout le pays un succès considérable sera, demain, au centre de l'Assemblée, le Mouvement puissant sur lequel le Général de Gaulle pourra s'appuyer pour poursuivre son œuvre de redressement national et sauvegarder les libertés républicaines.

Le 28 septembre, vous avez dit « Oui » à une nouvelle République avec de Gaulle. Le 23 novembre, vous avez confirmé ce vote ; le 30 novembre, vous assurerez, en portant vos suffrages sur mon nom, une grande victoire française et républicaine.

Vous voterez tous sans abstention pour

RAPHAËL TOURET

Suppléant éventuel :

JACQUES SALVINIEN
Industriel

Vive de Gaulle !
Vive la France !
Vive la République !

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre BOURGOIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Je sollicite les suffrages de ceux qui, conscients de l'abime vers lequel la dégradation de nos institutions politiques entraînait la nation française, ont voté « Oui » au référendum.

Le 28 septembre, l'amorce d'une révolution s'est accompli et l'annonce d'un âge nouveau s'est inscrite dans le ciel de France. Sans un cri, sans effusion de sang, la nation a manifesté, en même temps que son désir formel de voir enfin régner l'ordre, son mépris à ceux qui avaient fait de la fonction politique une affaire personnelle.

Le peuple aspire à établir par son suffrage une autorité qui ne soit pas à la base entachée d'impuissance. C'est pour cela qu'il s'est débarrassé du « système » et c'est pour cela qu'il entend que le « système » ne triomphe pas à nouveau.

Les hommes des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus notre confiance.

Le Gouvernement provisoire institué par les pleins pouvoirs accordés au Général de Gaulle a déjà donné la mesure de ce que pouvait faire la France quand elle le voulait unanimement.

L'Algérie tout entière, tous les territoires d'outre-mer — sauf un — ont manifesté sans ambiguïté leur confiance dans un avenir commun. Nos relations extérieures se sont améliorées et il a suffi de trois mois pour que l'avis de la France, considéré comme dérisoire au cours de ces dernières années, soit unanimement sollicité. Le malaise social se dissipe peu à peu.

Il nous appartient maintenant, encore dans le calme et avec l'adhésion de citoyens toujours plus nombreux, de mener à bien cette tâche de rénovation. Car, si nous avons gagné deux batailles — en mai et au 28 septembre — la victoire finale n'est pas encore acquise. Elle ne peut maintenant venir que de la persévérance dans cette foi commune qui a assuré le succès du référendum.

Seuls des hommes qui « ont toujours montré au Général de Gaulle un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes » méritent votre confiance et vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale parce qu'ils ont vu clair, parce qu'ils ont eu raison, parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastres, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une Communauté fraternelle de 85 millions d'homme libres.

***

La réalisation de ce programme va demander à tous des sacrifices pendant quelques années car la IVe République laisse à la Ve un très lourd passif.

Il nous faut :

Conclure un pacte algérien qui permette de construire un avenir commun dans une paix retrouvée et garantie ;

Organiser les pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum ;

Poursuivre la réforme de l'Etat et rendre à la justice sa gratuité et sa simplicité ;

Regrouper les grandes tendances nationales en appliquant strictement les dispositions de la Constitution qui obligent les partis politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques ;

Faire de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe ;

Hâter l'exploitation de nos ressources en énergie (pétrole, atome, gaz) ;

Aménager le territoire pour permettre la renaissance des régions sous-équipées ;

Moderniser l'agriculture par l'aide aux investissements et la garantie du revenu agricole ;

Réorganiser les marchés pour stabiliser les prix des produits alimentaires ;

Améliorer les circuits commerciaux de distribution et offrir aux petits commerçants la possibilité de s'organiser de manière compétitive ;

Assainir la politique financière et monétaire en exigeant l'équilibre strict du budget ordinaire, en débudgétisant les investissements, en révisant la politique des subventions économiques et du crédit et en rétablissant la justice fiscale.

Il nous faut surtout faire un effort en faveur de la construction notamment de logements populaires à usage locatif, en rationalisant les techniques et en luttant contre

la spéculation sur les terrains à bâtir, effort qui permettra de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

Enfin, dans la tradition des mesures prises par le Général de Gaulle chaque fois qu'il a eu le pouvoir, pratiquer une politique sociale de justice dont les objectifs précis seront :

La promotion des salariés aussi bien au niveau des entreprises qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats au Conseil économique ;

La gestion stricte des deniers confiés à la Sécurité sociale organisée plus simplement et plus humainement ;

Le développement des diverses prestations, notamment de l'asurance vieillesse ;

L'aide massive à la jeunesse à laquelle devront être assurés l'emploi, le logement et le salaire garanti et pour que cette jeunesse contribue, unanime et en connaissance de cause à la vie nationale, assurer dans le domaine de l'enseignement les réformes de fond et de structure et le développement qui lui sont nécessaires, lesquels permettront de donner à tous les Français une chance égale dès leur naissance.

Le 23 novembre, votez pour une nouvelle République, votez Pierre Bourgoin.

PIERRE BOURGOIN

Inspecteur Général des Chasses et de la Protection de la faune outre-mer
Colonel des Cadres de réserve (troupes aéroportées). — Condamné à mort pour faits de Résistance
Grand Croix de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 1939-1945
Grand Croix de l'Etoile Noire du Bénin. — Distinguished Service Order
Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Croix de Guerre Belge
Officier de l'Ordre de Orange Nassau avec Sabres
Grand Mutilé de Guerre
Président d'Honneur de la Fédération Nationale des Parachutistes Français
Vice-Président de l'Association Nationale des Mutilés de Guerre et U.N.M.R.
Président d'Honneur de l'Association des Parachutistes S.A.S.
50 ans. — Marié, deux enfants

Suppléant :

ANDRÉ PLANCHET

Directeur Commercial
Officier d'Académie. — Officier du Mérite Social
Marié, cinq enfants

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Plus de 15.000 électeurs et électrices de la 12e circonscription de la Seine m'ont accordé leur confiance. Je les en remercie et leur demande de me la renouveler le 30 novembre.

Le succès éclatant remporté dans toute la France par les candidats unis pour l'établissement d'une nouvelle République, saine et généreuse, démontre amplement que les Français désirent l'ordre et la justice.

Notre but est d'obliger le Parlement à se limiter à son rôle de législateur et d'empêcher les partis de paralyser l'action du Gouvernement par le jeu de la surenchère ; alors seulement les problèmes de l'Etat, enfin dépolitisés, pourront être résolus.

Les conditions précaires créées par une gestion démentielle de douze années vont obliger la Nation à remonter un courant très violent. Un effort constant et des sacrifices de chacun seront nécessaires pendant plusieurs années. Nous ferons en sorte que ces sacrifices soient justement répartis et nous expliquerons toujours dans quel but et pourquoi ils ont été demandés.

Le pétrole du Sahara — que seuls des explorateurs et des géologues français ont su déceler — l'énergie atomique et l'énergie solaire bientôt à notre portée, les gaz

naturels, promettent à nos jeunes un avenir brillant. Encore faut-il investir suffisamment et patienter assez longtemps pour que leur exploitation soit assurée.

Nous devons, dans la paix sociale et dans l'union de toutes les énergies travailler pour mener à bien cette tâche gigantesque qui permettra à la France de reprendre dans le monde la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

La Communauté est d'ores et déjà réalisée. La province algérienne, dont la pacification est proche, est unie à jamais à la Métropole. Les pays de l'Afrique noire vont fixer eux-mêmes le statut qui les y liera.

***

L'union de tous les Français s'est réalisée, le 28 septembre, à l'appel du Général de Gaulle.

Si vous avez voté « Oui » ce jour-là : pour une France rénovée, pour un avenir meilleur dans tous les domaines, Electeurs et Electrices de la 12e Circonscription, faites autour de mon nom, l'Union pour la Nouvelle République.

Votez Pierre Bourgoin.

PIERRE BOURGOIN
Inspecteur Général des Chasses et de la Protection de la faune outre-mer
Colonel des Cadres de réserve (troupes aéroportées). — Condamné à mort pour faits de Résistance
Grand Croix de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 1939-1945
Grand Croix de l'Etoile Noire du Bénin. — Distinguished Service Order
Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Croix de Guerre Belge
Rosette de la Résistance
Officier de l'Ordre de Orange Nassau avec Sabres
Grand Mutilé de Guerre
Président d'Honneur de la Fédération Nationale des Parachutistes Français
Vice-Président de l'Association Nationale des Mutilés de Guerre et U.N.M.R.
Président d'Honneur de l'Association des Parachutistes S.A.S.
50 ans. — Marié, deux enfants

Suppléant :

ANDRÉ PLANCHET
Directeur Commercial
Officier d'Académie.— Officier du Mérite Social
Marié, cinq enfants

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René SANSON
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

« Vous choisirez de nouveaux représentants, loyaux et désintéressés ».
(Charles DE GAULLE, conférence de presse du 23 octobre 1958)

Madame, Monsieur,

Jadis, votre choix était malaisé.

Lors d'une élection législative, vous aviez à choisir entre une infinité de partis, chacun voué, vous l'avez vu, à sa propre désagrégation.

Ces groupuscules, à l'Assemblée Nationale, ne se sont jamais accordés que pour détruire. Ils ne sont jamais parvenus à constituer une majorité stable qui permît à un Gouvernement de gouverner.

Le 28 septembre, la France a crié son désir profond de changement. Aussi bien, cette élection législative n'est pas la quatrième de la IVe République : elle est la première d'une République nouvelle, la Ve.

Le Parlement ne devra plus être le frein qui immobilisait la Nation, mais être au contraire l'un des éléments moteurs de la machine gouvernementale.

Ce que veut l'U. N. R. :

Une politique de la jeunesse : foyers de jeunes et d'orientation.

Une France généreuse et respectée : un destin français pour l'Algérie, une communauté franco-africaine puissante, une politique étrangère vraiment française.

Une France sociale : promotion des salariés garantie par l'accroissement des salaires, conséquence légitime de l'augmentation de la production nationale. Baisse réelle des prix.

Sécurité des salariés devant le chômage et la vieillesse.

Enfin, une gestion plus stricte de la Sécurité sociale et l'amélioration de ses rapports humains avec les assurés.

Sur le plan économique : réforme profonde de la fiscalité et établissement d'une fiscalité enfin équitable. Une politique hardie d'expansion économique. Assainissement de la politique financière et monétaire.

Plus particulièrement dans le XIIIe arrondissement :

Logement. — Un effort décidé pour la reconstruction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif. Extension de la copropriété, une partie des loyers étant considérée comme une mensualité versée à un organisme centralisant toutes les constructions locatives nouvelles.

Une lutte énergique contre la spéculation des terrains à bâtir et la dépolitisation de l'attribution des logements H. L. M.

L'amélioration du réseau des transports en commun, notamment dans la partie la plus déshéritée de l'arrondissement.

Voici donc, très schématisé, ce qui vous est proposé

Aussi bien, maintenant votre choix est simple :

— ou vous votez pour ceux qui préfèrent conserver le régime défunt plutôt que de donner à la France sa chance de se relever.

— ou vous votez pour ceux qui n'ont cessé, depuis dix-huit ans, de soutenir le sauveur de la Patrie, de Gaulle, qui a rétabli la République en 1944 et l'a sauvée en 1958.

Car si vous votez pour les partis d'hier, le « Oui » massif du 28 septembre sera bientôt vidé de signification. Des candidats qui se disent des hommes nouveaux, sollicitent vos suffrages. Pourtant ils sont encore sous la coupe des états-majors des vieux partis de la IVe République qui les ont investis et qui n'ont pas désarmé.

Si, par malheur, à travers eux vous faisiez revivre le même Parlement qu'hier :

— alors aucun texte constitutionnel n'empêcherait le régime que vous voulez nouveau de revenir au « Système » d'antan ;

— alors le Général de Gaulle se démettrait ;

— alors aujourd'hui et demain redeviendraient hier ;

— alors le spectre affreux de la guerre civile reparaîtrait ;

— alors il n'y aurait même plus d'espoir et la France, notre bonne et belle France, s'enliserait définitivement dans le chaos dont elle vient miraculeusement d'émerger.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés, autour des Michel Debré, des Jacques Soustelle, des Edmond Michelet, les fidèles compagnons du

général de Gaulle, tous ceux qui sans défaillance, n'ont cessé depuis onze de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : ... « ceux qui m'ont toujours marqué un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes. Vous ferez confiance à l'U. N. R. qui a pour premier objectif la coopération du Parlement et du Général de Gaulle auquel le destin de la France doit demeurer confié.

Si par malheur vous votiez pour les hommes des anciens partis, à plus ou moins brève échéance vous verriez que vous avez voté contre votre volonté exprimée le 28 septembre.

Faites respecter votre Oui, voter U. N. R., c'est voter tout à la fois pour de Gaulle et pour la République.

Pour vos enfants, pour l'avenir, pour la France,

Votez U. N. R.
Votez René Sanson.

René SANSON
Docteur en Droit. — Avocat à la Cour
Commandant de réserve. — Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Président de l'Association nationale des Résistants de 1940
Orateur, le 25 septembre 1958, à la Salle Pleyel
de l'Association pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

Claude AVISSE
Candidat Député supléant
Agent de Production
Ancien Réfractaire Maquisard au Palmarès clandestin de « Libé-Nord »
Président de l'Union Civique du XIIIe arrondissement pour le référendum

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Madame, Monsieur,

Qu'il nous soit d'abord laissé de remercier les 7.308 électrices et électeurs qui nous ont accordé leur confiance.

Nous remercions aussi, au nom de l'intérêt général, ceux de nos concurrents qui, fidèles à eux-mêmes, ont pensé devoir s'effacer de la compétition, pour permettre l'Union indispensable au bon fonctionnement de notre nouvelle République.

Les partis ont reculé — la France a avancé.

Dans le pays entier, l'électorat a enfin concrétisé son aspiration à un changement profond.

Dans la 13e circonscription, le 23 novembre 1958, 24.313 « Oui » se sont prononcés une fois de plus contre 12.028 « Non » !

Dimanche prochain, encore un effort, un tout petit effort, un peu de discipline dans l'union, et demain, vos suffrages se retrouveront dans l'harmonieux développement de nos institutions nouvelles !

Au contraire, si, lors de ce deuxième tour les abstentions étaient trop nombreuses, ou si les « Oui » dispersaient leurs suffrages sur plus d'un candidat, ce serait le triomphe de 12.000 « Non » sur les 24.000 « Oui », ce serait la négation de la loi de la majorité, c'est-à-dire la négation de la démocratie !

Alors le magnifique élan du 28 septembre serait brisé, et c'en serait fait des lueurs du renouveau un moment entrevues !

C'est pourquoi, dimanche, tous ensemble, dans l'Union nationale pour une nouvelle République,

Avec l'U. N. R.,
Derrière le Libérateur de la Patrie, sauveur de la République,
Pour une France plus juste socialement, plus prospère, et plus pure,
Pour nos foyers, pour notre jeunesse, pour la paix,
Contre les « Non » et pour les « Oui »,
Contre la tyrannie, et pour nos libertés,

Vous voterez encore une fois U. N. R.
Vous voterez René Sanson.

René SANSON
Docteur en Droit. — Avocat à la Cour
Commandant de réserve. — Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Président de l'Association nationale des Résistants de 1940
Orateur, le 25 septembre 1958, à la Salle Pleyel
de l'Association pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

Claude AVISSE
Candidat Député suppléant
Agent de Production
Ancien Réfractaire Maquisard au Palmarès clandestin de « Libé-Nord »
Président de l'Union Civique du XIIIe arrondissement pour le référendum

---

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Baptiste BIAGGI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U.N.R.).

Ceux-là mêmes qui ne partagent pas les idées de Jean-Baptiste Biaggi ne peuvent s'empêcher, dès qu'ils le connaissent, d'avoir pour lui de l'estime et il suffit de le connaître pour s'apercevoir que les campagnes le représentant comme un « fasciste », un « exalté » sont bassement ou sottement mensongères. Biaggi n'est pas un homme d'extrême-droite, Venez à ses réunions publiques ; vous serez étonnés de la hardiesse de ses positions sur le plan social, de sa parfaite communauté de vue avec les militants ouvriers. N'a-t-il pas demandé à Pierre Maraval, fraiseur-outilleur, d'être son suppléant éventuel ?

Les attaques menées par les journaux, les hommes et les partis du système, le désignent, au contraire, au suffrage des électeurs nationaux de la 14e Circonscription. J.-B. Biaggi est simplement un patriote qui ne s'est pas contenté de parler en patriote ; il a consacré toute sa vie au service désintéressé de la patrie.

Si vous voulez :

— que tout recommence avec les sortants, avec les faillis ;
— que la dictature des partis se perpétue ;

— que les hommes et les formations politiques qui nous ont conduits, de hontes en abandons et de scandales en trahisons jusqu'au bord de la guerre civile et jusqu'au fond de notre décadence poursuivent leur triste besogne et pourrissent la Vᵉ République comme ils ont pourri la IVᵉ,
peu importe le bulletin que vous mettrez dans l'urne.

Si vous voulez, au contraire, que la République nouvelle soit animée d'un esprit nouveau par des hommes nouveaux, alors vous voterez pour Jean-Baptiste Biaggi.

Il fut hier l'ennemi n° 1 du système, il s'opposera efficacement à tout retour officiel des hommes et des méthodes de la IVᵉ République.

***

Jean-Baptiste Biaggi, issu d'une famille paysanne du Cap Corse, est venu à Paris en 1934 pour y accomplir, à la Faculté de droit, de très brillantes études qui furent couronnées par les plus hautes récompenses universitaires : plusieurs fois lauréat à la Faculté de droit de Paris, il a obtenu le prix de droit civil au concours général et le prix Goullencourt.

Aujourd'hui, à 40 ans, il est l'un des plus brillants avocats du barreau de Paris.

« Défenseur courageux des causes difficiles », comme l'ont qualifié ses adversaires politiques eux-mêmes, il est apprécié par ses confrères et par les magistrats pour sa loyauté, sa compétence, sa générosité.

Chevalier de la Légion d'Honneur à 21 ans, Officier à 27 ans ; Médaillé de la Résistance et Croix de Guerre 1939-1945, il a été un héroïque combattant, au front comme dans la clandestinité : Chef d'un Corps Franc de cavalerie en 1940, officier des réseaux de la France Combattante et militant de l'O.C.M., enfin, à la tête du 4ᵉ Commando de France, il a été grièvement blessé en 1940 et en 1945. Réformé à 85 %, grand invalide de guerre.

Arrêté par la Gestapo en 1943, il a organisé et réussi une des plus sensationnelles évasions de la guerre.

Sa fidélité au Général de Gaulle ne date donc pas des événements de mai.

Son patriotisme n'a jamais connu de défaillance.

Sa clairvoyance et son courage politiques l'ont amené à prendre des positions hardies et, à la lettre, prophétiques puisqu'aussi bien le retour au pouvoir du Général de Gaulle, auquel il travaillait depuis sa démobilisation en 1947, est aujourd'hui un fait accompli, puisque le système est aboli et l'Algérie française sauvée.

Tout le monde sait la part prépondérante qui revient à Jean-Baptiste Biaggi dans le soulèvement populaire du 6 février 1956 à Alger, grâce auquel Catroux dut renoncer à sa mission de liquidation, grâce auquel aussi purent être prises les dispositions qui devaient amener le nécessaire et salutaire sursaut du 13 mai dont nul ne conteste plus aujourd'hui la légitimité.

En février 1956, il s'était dressé, seul ou presque, contre le courant d'abandon symbolisé par Mendès ; depuis, il s'est entièrement consacré à la défense de l'Algérie française, au péril de sa liberté et même de sa vie.

Son élection doit être un véritable symbole.

Pas une voix de patriote ne doit lui manquer.

J.-B. Biaggi ne se présente pas devant vous avec un « programme » savamment balancé, rempli de phrases creuses et de « promesses électorales ».

Cette méthode, chère aux politiciens de la IVᵉ République où tous les pouvoirs étaient confondus et ou le député s'arrogeait le droit de toucher à tout pour ne rien résoudre, doit être aujourd'hui condamnée.

La nouvelle Constitution, qu'un vote massif vient d'approuver, établit enfin la séparation des pouvoirs.

Pour l'action proprement gouvernementale, c'est dans l'esprit du 18 juin et du 13 mai qu'elle doit être poursuivie sous l'autorité du Général de Gaulle, Libérateur de la Patrie, Restaurateur des libertés, Champion intransigeant de l'honneur national et de la grandeur française.

Le Parlement, quant à lui, devra renoncer aux bavardages stériles pour s'en tenir à sa mission de contrôle. Il devra aussi travailler efficacement et voter les crédits néces-

saires aux grandes réalisations françaises dont l'avancement intéresse à la fois chacun d'entre nous et le destin de notre patrie.

Homme d'honneur, Jean-Baptiste Biaggi prend devant vous l'engagement d'honneur de se consacrer à ces réalisations dont voici les plus urgentes :

— Le niveau de vie moyen des habitants d'un pays étant d'autant plus élevé qu'il dispose de sources d'énergie plus abondantes et mieux distribuées, nous voulons qu'avant cinq ans, les immenses ressources du Sahara en gaz et en pétrole soient utilisées sur tout le territoire national, en construisant, au besoin, des pipe-lines sous-marins.

— La recherche scientifique doit, de son côté, être dotée d'un budget au moins quadruple du budget actuel ;

— Le progrès technique ayant permis d'ajouter aux droits de l'homme le droit au logement, il faut qu'avant cinq ans soit appliqué et élargi le plan Sudreau.

Tout travailleur doit pouvoir se porter acquéreur ou devenir locataire d'un appartement simple mais confortable ;

— Une jeunesse saine, instruite, enthousiaste étant le gage le plus sûr de l'avenir national, nous devons immédiatement consacrer des moyens financiers sans proportion avec les maigres crédits actuels à la formation intellectuelle, technique et civique de nos jeunes ;

— Notre expansion économique étant actuellement freinée par une fiscalité injuste et tracassière autant que peu rentable, il faut abolir totalement notre système fiscal et construire un régime moderne, commode et juste.

En votant J.-B. Biaggi vous refuserez le système, ses hommes, ses partis.

Vous direz « Oui » : à l'avenir, à la nouvelle République, à la Patrie.

JEAN-BAPTISTE BIAGGI

Avocat à la Cour

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

PIERRE MARAVAL

Fraiseur-outilleur

Croix de Guerre 1939-1945, T.O.E., Corée (six citations). — Engagé volontaire en Algérie

---

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Soustelle — Michelet — Debré

Citoyennes, Citoyens,

Je vous remercie.

Les 8.788 voix que vous m'avez apportées marquent d'abord votre confiance en celui qui par deux fois a sauvé notre Patrie, le Général de Gaulle.

Ma seule fierté sera de constater que vous avez, aussi, fait confiance à ma fidélité.

Devant le danger communiste, tous les nationaux, à quelque famille spirituelle qu'ils appartiennent, doivent s'unir.

J'avais annoncé, au cours des réunions électorales, que je m'effacerais au bénéfice du candidat désigné par les électeurs comme le plus efficace pour s'opposer à l'élection du communiste.

Tous les candidats nationaux avaient pris publiquement cet engagement.

Le respect de la parole donnée est aujourd'hui, j'en suis sûr, le vœu de tous les électeurs nationaux. Tous, dimanche, vous voterez pour le candidat de l'Union, contre le parti communiste et contre toute candidature complice.

Investi au premier tour par l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), vous m'avez, par un premier vote, investi comme candidat d'union.

Dans la XIV° circonscription, comme dans toute la France, le scrutin du 23 novembre a été le prolongement naturel de l'élan victorieux du référendum.

Aujourd'hui, comme le 28 septembre, la bataille, la bataille se joue entre la France et le parti communiste.

C'est donc à l'union, à l'union des « Oui », à l'union de tous les gaullistes d'où qu'ils viennent, que j'en appelle.

Notre circonscription passait pour être une forteresse inexpugnable du parti communiste.

Je me suis présenté parce que je crois au patriotisme des masses laborieuses ; je crois pouvoir les aider à réaliser leur espoir. Je ne trahirai pas la confiance que vous avez faite au Général de Gaulle.

Ensemble, nous remporterons une nouvelle victoire.

Je ne quémanderai pas les désistements, je ne marchanderai pas pour les obtenir. Je préférerais ne pas être élu que de devoir mon élection à des manœuvres inavouables. Ces mœurs, qui ont perdu la III° et la IV° République, appartiennent au passé.

Restons fidèles à notre Oui.

Je remercie par avance les électeurs qui refuseront de se prêter à toutes les manœuvres d'où qu'elles viennent, quelles qu'elles soient et qui, négligeant les divergences qui nous séparent, s'uniront sur l'essentiel : la patrie et non le parti.

J.-B. BIAGGI

Travailleurs,

Je suis un des vôtres, un ouvrier comme vous.

Vous votiez communiste parce que jusqu'ici personne ne se présentait qui soit seulement capable de nous comprendre.

Dimanche dernier, des milliers d'entre vous ont retrouvé, ici, de Gaulle et la nation. Vos voix nous ont assuré la première manche.

Achevez.

Venez à nous, sans hésiter, non seulement pour voter mais pour construire une France jeune, propre, saine, où chacun aura la part qui lui revient des richesses produites, où chacun aussi aura sa part de responsabilité, d'effort et de grandeur dans les entreprises privées comme dans les destins de la Patrie.

Venez à nous, sans hésiter ; vous savez bien que nous, nous ne pouvons pas vous trahir.

Ce n'est pas à Moscou que se prépare le bonheur des hommes de notre peuple. Notre bonheur, c'est nous qui le forgerons, de nos mains, avec, pour nous défendre, des hommes généreux et capables comme mon ami fraternel J.-B. Biaggi, derrière le Général de Gaulle à qui, vous le savez, n'est-ce pas, vous pouvez faire confiance plutôt qu'à Maurice Thorez et à son patron Khrouchtchev.

Pas d'abstentions ! votez en masse !
Votez J.-B. Biaggi-Pierre Maraval.

JEAN-BAPTISTE BIAGGI
Avocat à la Cour
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

PIERRE MARAVAL
Fraiseur-outilleur
Croix de Guerre 1939-1945, T.O.E. (six citations)

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Julien TARDIEU
(Candidat d'Union nationale)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

JULIEN TARDIEU
Candidat d'Union nationale

présenté par :

le Centre national des indépendants,
la Démocratie chrétienne de France, le Centre républicain.

Electrices, Electeurs parisiens,

Les élections législatives partielles de janvier 1957 ont été marquées par le premier sursaut national de Paris.

Une majorité, jamais atteinte, de 171.000 suffrages, a affirmé sur mon nom sa foi en l'Algérie française, en même temps que sa volonté d'en finir avec une politique d'incohérence, de faiblesse et d'abandon.

Les événements vous ont donné raison et le régime, que vous aviez condamné, s'est écroulé dans l'impuissance et l'indignité.

Nous avons redouté le pire, mais une fois de plus, le pays angoissé a trouvé, au bord du gouffre, un grand Français pour le sauver.

Après le vote massif de la nouvelle Constitution, tous les espoirs sont désormais permis, si les Français, oubliant leurs querelles passées, restent unis et solidaires pour promouvoir la politique de rénovation nationale à laquelle le Général de Gaulle les convie.

Comme par le passé, les Indépendants ne failliront pas à leur devoir de nationaux et leur programme politique, économique, financier, social, s'inspirera d'un seul objectif : notre redressement.

NOUS EN RAPPELONS LES GRANDES LIGNES

Un Gouvernement stable et fort : appuyé sur une majorité franchement nationale et libérale, tenant fermement en main les intérêts vitaux du pays, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Une Algérie française : qui, par la voie naturelle d'une évolution politique, économique, sociale, conduisant, progressivement, à l'intégration, suivant la politique définie par le Général de Gaulle à Constantine.

Une Communauté française : associant démocratiquement les territoires d'outre-mer dans une « plus grande France », seule capable d'assurer leur développement, de sauvegarder leurs intérêts, de défendre leur personnalité et leur liberté.

Une réforme de l'Etat : en application de la nouvelle Constitution.

— Etat fort, aux attributions limitées, qui resituera à la fonction publique sa valeur et ses responsabilités ;

— Etat libre, indépendant des coalitions politiques et des féodalités, assurant l'ordre intérieur et mettant un terme aux menées antinationales du parti communiste ;

— Etat honnête, respectueux de ses engagements à l'égard de tous ceux qui lui ont fait confiance.

Une politique financière : assurant l'équilibre budgétaire et la stabilité du franc, conditions essentielles de notre sécurité et de notre redressement.

Une épargne protégée et rassurée, dans un climat de liberté, permettant les investissements nécessaires au développement de la productivité.

Une réforme fiscale : allégeant les charges trop lourdes et établissant une répartition équitable des impôts sur l'ensemble des contribuables, en fonction de leurs moyens réels.

Une politique de la jeunesse : par le développement de l'apprentissage et de l'enseignement technique en vue de l'orientation professionnelle et de la promotion ouvrière, en fournissant les cadres de techniciens dont le pays a un impérieux besoin.

Une réforme de l'enseignement : allégement des programmes et amélioration des méthodes pédagogiques.

Un statut de l'enseignement libre : libre choix des familles et répartition équitable des charges. Je suis prêt à renouveler mon adhésion à l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement.

La défense de la famille : protection du foyer et de la jeunesse, lutte contre l'alcoolisme, développement de l'éducation physique et des sports.

Une politique sociale : par une réforme de la Sécurité sociale, l'application de la Charte des anciens combattants, l'intensification de la construction de logements, l'encouragement à l'accession à la propriété et l'augmentation des crédits destinés aux H.L.M., l'aménagement des îlots insalubres et le relogement de leurs habitants.

La défense des classes moyennes et salariés :

— conventions collectives garantissant la hiérarchie des cadres et des travailleurs salariés ;

— alignement des salaires aux indices des prix et au développement de la production ;

— aide aux économiquement faibles et aux vieillards par l'augmentation des plafonds d'attribution des diverses indemnités et des avantages accordés, revalorisation des rentes viagères.

Une politique économique : basée sur le libéralisme en matière commerciale, sauf en de rares exceptions ; facilités de crédits et création d'un fonds d'équipement en faveur des petits commerçants et des artisans ; l'égalité fiscale par la suppression des privilèges aux coopératives.

Une politique européenne : resserrant les liens politiques, économiques, culturels de l'Europe occidentale et qui en même temps, réunisse tous les moyens nécessaires à sa sécurité.

Faire l'Eurafrique de telle sorte que la France entre, sans complexe, dans le Marché commun et que cet ensemble constitue une force indispensable à l'équilibre du monde.

Une réforme du statut de Paris : rendant aux Parisiens le droit prévu par la Constitution de s'administrer par ses élus, comme toutes les villes de France.

L'harmonie de Paris : sera défendue dans ses sites, dans ses arbres, dans ses pierres ; particulièrement dans nos quartiers, la vaste opération « Maine-Montparnasse » devra être réalisée pour donner activité et vie à notre rive gauche. En aucun cas, nous ne saurions admettre la pénétration dans Paris d'autostrades qui bouleverseraient son aspect particulier et sa physionomie propre. Nous préconisons logiquement l'aménagement d'un boulevard périphérique permettant l'éclatement et la dispersion de la circulation automobile.

La réalisation d'un tel programme nécessite un Etat fort, gouverné avec autorité et appuyé par un Parlement à majorité nationale et libérale.

Votre choix est donc déterminant et si j'en appelle à nouveau à votre confiance,

c'est en ma qualité de national, qui a tout subordonné aux intérêts supérieurs de la France et de la République.

Julien TARDIEU
Député. — Conseiller Municipal de Paris. — Rapporteur Général du Budget
Conseiller Général de la Seine, ancien Vice-Président
Ancien Combattant, engagé volontaire
Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Croix de Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Marcel JOFFIN
Commerçant. — Ancien Combattant

2e CIRCULAIRE

Julien TARDIEU
Candidat d'Union nationale

présenté par :

le Centre national des indépendants, la Démocratie chrétienne de France, le Centre républicain.

Electrices, Electeurs parisiens,

En me plaçant nettement en tête des candidats nationaux dès le premier tour de scrutin avec 13.868 suffrages, vous avez confirmé votre Oui au Général de Gaulle et votre Oui à la France.

Fort de votre confiance, j'en appelle à l'Union de tous les Français, dignes de ce nom, qui veulent que la Ve République redonne à notre pays sa cohésion, sa force et sa dignité.

Vous vous opposerez à toute manœuvre de division qui n'aurait pour but que de saper l'œuvre de rénovation nationale que le Général de Gaulle entend réaliser avec le concours de tous ceux qui placent leur foi et leur espérance en la France retrouvée.

Notre victoire, le 30 novembre, sera le témoignage de l'étroite solidarité qui unit les nationaux autour du Libérateur qui, comme Clemenceau, ne saurait être l'homme d'un clan ou d'un parti, parce qu'il appartient tout entier à la France.

Notre victoire sera aussi celle de ce patriotisme que personne ne peut prétendre monopoliser. Elle exprimera notre foi en l'Algérie française et dans les destinées du pays, en même temps que notre volonté d'en finir avec le désordre, la faiblesse et les abandons.

La route de notre redressement sera longue et difficile et nous avons le devoir de constituer autour du Général de Gaulle une majorité nationale et libérale qui, seule, pourra pleinement accomplir la tâche salutaire que la France attend.

Tout notre avenir en dépend.

Fidèle à mon passé d'ancien combattant, d'engagé volontaire et de résistant qui a dit Oui à de Gaulle depuis le 18 juin 1940, j'en appelle à votre confiance pour continuer à servir et la France et la République.

Julien TARDIEU
Député. — Conseiller Municipal de Paris. — Rapporteur Général du Budget
Conseiller Général de la Seine, ancien Vice-Président
Ancien Combattant, engagé volontaire
Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Croix de Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Marcel JOFFIN
Commerçant. — Ancien Combattant

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Christian de la MALÈNE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Debré — Michelet — Soustelle

Electrices, Electeurs,

Depuis dix ans les hommes du « système » et des partis ont conjugué leurs efforts pour barrer la route au Général de Gaulle.

Incapables de l'effort de rénovation nécessaire et accrochés envers et contre tout aux institutions néfastes qu'ils avaient créées à leur seule intention, ils ont conduit la France de désastre en désastre. Ce fut :

A l'extérieur :

— La sanglante et inutile guerre d'Indochine, terminée par le désastre de Dien Bien Phu ;

— Les honteux abandons en Tunisie et au Maroc, accompagnés de la trahison des amis de la France ;

— L'aventure de Suez qui tourna comme l'on sait ;

— Le drame de l'Algérie...

A l'intérieur :

— Les hausses constantes du coût de la vie ;

— L'aggravation permanente de la fiscalité ;

— La tragique insuffisance de l'effort de construction...

Ce fut la rage au cœur qu'au mois de mai dernier, sous la pression conjuguée de la guerre civile menaçante et de la colère de l'opinion, ils durent céder la place au Général de Gaulle.

Cinq mois à peine se sont écoulés et déjà pour tous les Français l'expérience gouvernementale actuelle est concluante.

— La France retrouve sa place dans le monde ; sa voix est écoutée ; son appui est recherché ; ses intérêts respectés. On ne voit plus, Américains ou Russes, se mêler de nos affaires et nous proposer, par exemple, d'hypocrites « bons offices » ;

— Un immense espoir de paix se lève en Algérie ;

— Des institutions nouvelles et efficaces, approuvées par plus de 80 % de l'opinion, doivent permettre de construire outre-mer une grande Communauté franco-africaine et en métropole de mener enfin la politique de réforme économique et sociale promise depuis tant d'années et jamais obtenue.

Tout devient possible et l'on comprend l'immense prestige et l'immense crédit dont jouit auprès de tous les Français le Général de Gaulle.

Cela explique pourquoi les hommes et les partis de la IVe, autrefois si acharnés contre le Général de Gaulle, s'efforcent aujourd'hui, de mille manières, de se réclamer de son patronage.

Mais ni ces hommes ni ces partis, qui ont déjà trahi le Général, ne méritent votre confiance pour construire la République de demain.

Il faut pour cette grande œuvre faire confiance à ceux qui ont été, depuis toujours et sans défaillance, ses fidèles compagnons, à ceux qui, depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Il faut faire confiance à ceux qui se sont regroupés au sein de l'Union pour la Nouvelle République avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, fidèles de toujours et que le Général de Gaulle a appelés auprès de lui pour leur confier les postes essentiels.

Il faut faire confiance à ceux que le Général de Gaulle a ainsi désignés le 23 octobre dernier : « Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Le Général de Gaulle, dans son souci constant de renforcer l'unité et la cohésion de la patrie, a constitué au mois de mai dernier un Gouvernement où il a voulu que soient représentés tous les partis nationaux.

Mais il nous faut prendre garde à ce que ce dédouanement partiel des partis de « l'ancien système » n'aboutisse peu à peu à paralyser dans la future Assemblée Nationale l'œuvre de rénovation que le Général de Gaulle a commencé d'ébaucher.

C'est pourquoi il faut que ce dernier dispose au sein des prochaines assemblées d'un nombre suffisant d'hommes sans attaches avec les autres partis et sans soucis que de soutenir son action.

C'est pour que le Général de Gaulle dispose d'un groupe de parlementaires fidèles et nationaux que l'U. N. R. s'est constitué.

Les candidats de l'U. N. R. ne sont pas des Indépendants gaullistes, des Radicaux gaullistes... mais simplement des compagnons du général.

Sans liens, comme tous les autres partis, avec tels ou tels et au-dessus des divisions politiques périmées, ces candidats ont pour seule ambition de permettre le soutien et le développement de l'action entreprise depuis le mois de mai.

Collaborateur depuis dix ans de M. Michel Debré, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Chargé de la réforme des institutions, j'ai pu pendant ces années, à ses côtés, mesurer jour après jour les insuffisances et les défauts tragiques de la IVe République.

Depuis le 13 mai, au Ministère de la Justice, il a fallu dans un très bref délai mettre sur pied les textes constitutionnels et de nombreuses lois organiques d'application, tout en préparant la nécessaire réforme judiciaire.

L'essentiel de cette tâche est aujourd'hui terminé. Dorénavant c'est au futur Parlement, qu'à l'aide des possibilités ainsi ouvertes, reviendra la tâche de poursuivre l'œuvre de rénovation commencée depuis cinq mois.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional ;

4° Une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière, poursuivant autour d'elle la construction de l'Europe ;

5° Une politique hardie d'expansion économique, comportant le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie, l'amélioration des circuits commerciaux, la possibilité législative et fiscale ouverte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive ;

6° Une politique financière et monétaire saine impliquant une réforme profonde de la fiscalité par la suppression de taxes, de faible rendement, la recherche d'imposition à la base, le réajustement des abattements, etc. ;

7° Un effort décidé en faveur de la construction de logements notamment de logements populaires à usage locatif, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, etc.

8° Une politique sociale s'orientant vers des objectifs précis : la promotion des salariés — le développement de diverses prestations notamment de l'assurance vieillesse liée à l'essor de la production — l'aide massive à la jeunesse notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes.

Le 23 novembre, votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.

Votez pour Ch. de La Malène.

CH DE LA MALENE

Engagé volontaire en 1939. — Ancien Prisonnier de Guerre évadé. — Officier de réserve
Collaborateur du Garde des Sceaux
Croix de Guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

LUCIEN CARBON

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République

Debré — Michelet — Soustelle

Electrices, Electeurs,

La confiance d'un très grand nombre d'entre vous m'a permis d'arriver au premier tour en tête des candidats nationaux dans la circonscription de Plaisance.

Que chacun en soit remercié.

Sans nul doute, je sais parfaitement qu'à travers ma personne, ce vote a été essentiellement un acte de confiance envers le Général de Gaulle, mais aussi envers ceux qui se sont, sans défaillance, réclamés de lui.

La grande vague en faveur des candidats de l'Union pour la Nouvelle République, qui a balayé toute la France, n'a pas été autre chose que la manifestation déterminée de la volonté de voir au Parlement des hommes décidés à soutenir, coûte que coûte, l'action de redressement entreprise par le Général de Gaulle. Elle fut ainsi la suite logique des « Oui » du 28 septembre dernier.

Les électeurs ont voulu pour la France une République ferme où l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire de l'intérêt public, ne soit pas contestée ; une République nationale, où l'action gouvernementale n'ait d'autre souci que l'avenir de la communauté française ; une République sociale où la volonté des dirigeants, éloignée de tout sectarisme, de tout esprit de faction, de tout esprit de privilèges, manifeste avant toute chose une volonté d'association et d'union.

Mais, si, au premier tour, les discussions étaient normales, nécessaires comme il convient entre libres citoyens d'une libre République, si ces discussions étaient saines, utiles, la situation n'est plus la même au deuxième tour.

Maintenant les controverses idéologiques ou politiques entre candidats se réclamant d'un même idéal national sont dépassées et le devoir de chacun devient tout simple : réduire au maximum la représentation communiste.

Car nous savons tous quel levier puissant constituent entre les mains du parti communiste, c'est-à-dire d'un parti aux ordres de l'étranger, des mandats quels qu'ils soient, nationaux ou locaux.

Le premier devoir est donc de le priver de cet outil grâce à la démocratique règle de la majorité.

Tout au long de la première partie de cette campagne électorale je n'ai cessé de répéter que la première tâche était d'abord d'empêcher que la représentation de la circonscription de Plaisance ne tombe entre les mains du parti communiste et je n'ai cessé de répéter que je ferai tout mon possible pour atteindre ce but.

Je suis convaincu que dimanche prochain tous les électeurs de la circonscription de Plaisance auront à cœur, tout à la fois :

— de soutenir l'action du Général de Gaulle,
— de battre le candidat du parti communiste.

Pour ce faire, ils voteront pour le candidat national d'union

CH DE LA MALENE
Engagé volontaire en 1939. — Ancien Prisonnier de Guerre évadé. — Officier de réserve
Collaborateur du Garde des Sceaux
Croix de Guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

LUCIEN CARBON

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean BAYLOT
(Candidat d'Union nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

JEAN BAYLOT
Candidat d'Union nationale

présenté par

le Centre national des indépendants, la Démocratie chrétienne, le Centre républicain, le Rassemblement des gauches républicaines.

Electrices, Electeurs de Saint-Lambert,

Antoine Pinay, Georges Bidault, André Morice, par une investiture formelle, Jacques Soustelle, par des encouragements positifs, ont fait de Jean Baylot le seul candidat fondé à rassembler les « Oui ». Ses qualités et son passé apportent ce que souhaitent les Français, ce qu'il faut au Général de Gaulle : un changement du personnel politique usé et compromis, donc le renouveau des mœurs politiques.

Tout autre candidat est, par conséquent, un candidat de division, aidant les communistes inquiets à la pensée de l'élection de l'adversaire qu'ils redoutent.

Et l'on soutiendrait difficilement que le renouveau attendu par le pays serait réalisé par des politiciens qui ont fait du mandat politique une profession, et qui traitent la grande manifestation de confiance et de foi que doit être le 23 novembre, à Paris, à l'échelle des préoccupations d'un canton rural.

La France de demain sera faite par le concours qu'apporteront au Général de Gaulle des hommes que cautionne leur passé et que leurs qualités désignent pour redresser le pays et lui permettre d'aborder l'avenir.

Jean Baylot ne parle pas de ses titres militaires, estimant que ce n'est pas le débat, et que seul compte l'avenir. Il ne craint certes aucune confrontation à cet égard et ses titres sont garants de son patriotisme et de la valeur de ses engagements.

En politique générale, l'appui à l'œuvre du Général de Gaulle sera total. Il sera le fait d'un homme de décision dont le passé dit les qualités et la foi.

Le problème majeur est celui de l'Algérie

C'est à la fois une question de prestige et d'intérêt français, particulièrement pour nos jeunes dont l'avenir dépend de l'aisance et de l'indépendance du pays en matière d'énergie, donc de pétrole. Le Sahara ne donnera ses ressources qu'à une France liée à l'Algérie par des liens indissolubles. Vouloir défaire ces liens est, paraît-il, « libéral » et « de gauche ». Rappelons que les Jacobins proclamaient, eux, la République Une et Indivisible. A des mots vagues ou trompeurs, substituons des programmes précis. Nous ne céderons jamais sur le maintien des terres et des populations algériennes dans le cadre français, ces populations ayant droit absolu, par les voies définies dans le discours de Constantine, au statut civique et économique que la France offre à tous ses enfants. Les mots n'ont plus d'importance lorsque l'affirmation est nette : jamais la France ne renoncera à l'Algérie, n'abandonnera nos frères d'Algérie, Français, Autochtones, Arabes, Israélites, Kabyles ou Berbères. Y renoncer serait forfaiture vis-à-vis de la nation ; trahison vis-à-vis des hommes abandonnés ; saccage des droits de nos jeunes générations.

Les problèmes intérieurs

Un rajeunissement s'impose. L'Union qui se réalise autour de la candidature de Jean Baylot, du Centre National des Indépendants au R. G. R. prélude à un rassemblement, amorce la fin du régime des partis que souhaite le Général de Gaulle. Plaignons les diviseurs qui, se dérobant à un tel rapprochement, se calfeutrent dans le sectarisme de querelles usées ou d'isolements locaux, prétendant soustraire Paris à une telle réunion. Une féconde unité, isolant le communisme antinational, doit liquider toutes réminiscences d'un passé poussiéreux telles que l'emploi sempiternel, sans commentaire et pour cause, des termes « droite » et « gauche ».

S'il y a République il y a liberté. La liberté c'est le droit d'adopter les idées de son choix, le système moral ou la foi religieuse auquel se rattache l'âme ou la conscience de chaque être. Les familles ont droit à la même liberté d'éducation et les querelles vieilles de cinquante ans doivent s'aplanir devant un arbitrage d'équité et de raison laissant intangible la liberté de conscience, le plus haut devoir de la démocratie.

La liberté, c'est pour l'économie, le droit d'évoluer suivant des initiatives que l'Etat ne brime jamais, ni par une fiscalité insupportable, ni par un dirigisme inepte. L'Etat contrôle certes et doit, présent partout, dire l'intérêt général. Seules l'initiative et l'émulation, créent au siècle des techniques sans cesse perfectionnées, la richesse à partir de laquelle le progrès social devient possible.

Mais la liberté est inséparable de la justice sociale

La justice sociale demeure, comme hier, une exigence morale. Elle est aussi, en 1958, exigence de la raison. Un pays qui s'en détournerait rejoindrait peu à peu le ban des nations modernes. Le marxisme contraignant est condamné par les derniers cinquante ans d'évolution économique et l'Est ne le maintient que par les potences et les bagnes. Les sociologues français, le chrétien Lamennais et le socialiste Proudhon ont leur revanche. C'est par le consommateur que se vérifie le progrès. Un pays n'est prospère que si chacun y vit bien dans un effacement des classes, une aptitude de tous à consommer. La liberté économique postule la promotion sociale.

Donc, pour le social, nous acceptons toutes les hardiesses à la condition qu'elles ne soient pas d'apparence, créant :

— comme l'inflation, la misère en cherchant la prospérité ;
— ou comme la fiscalité, la stagnation en cherchant l'équilibre.

Le problème social

Le social : c'est l'Algérie pacifiée apportant le pétrole à l'économie française.

C'est le travail appliqué à une production intelligente et abondante et permettant de répartir des richesses réelles.

C'est une sécurité assurée sans bureaucratie pesante.

C'est l'initiative laissée à chacun dans le respect des droits de l'individu.

Mais le social, c'est surtout le logement.

On se targue, ici et là, de « réalisations » ridicules ! Ridicules parce que leur maigre total fait que les besoins de l'année qui suit sont supérieurs à ceux de l'année qui s'achève. Ridicules parce que construisant peu, on trouve le moyen de construire cher.

Dans ce domaine, Jean Baylot peut faire état de réalisations.

Dans tous les départements qu'il a administrés on a construit. A Paris, pour le personnel de la grande administration qu'il a dirigée, comprenant 25.000 personnes, la société de construction qu'il animait a réalisé un plan de près de 1.000 logements, construits en un an. Triple record de pourcentage, de rapidité et de prix, qui n'est pas propos en l'air, qui est constatable.

C'est ainsi qu'il apporte la garantie des résultats obtenus, au programme exposé aujourd'hui.

Les problèmes de politique extérieure

Sauvegarde du monde libre dans la fidélité aux alliances et aux engagements européens, en partenaires ayant droits égaux.

Electrices, Electeurs,

Vous avez à écarter les professionnels du mandat politique et les diviseurs ;

Vous avez à profiter de l'exceptionnel arbitrage du Général de Gaulle pour balayer les querelles ineptes, liquider les oppositions mineures, réaliser les vastes rassemblements, animer d'un souffle français l'action de ce pays en lui rendant son unité spirituelle ;

Vous avez à choisir les hommes d'action, purs de toute compromission avec le régime passé, armés de volonté et d'expérience, aptes à construire la France nouvelle, laborieuse et généreuse, intangible en son unité, fière de son destin.

Mon second : François ABADIE.

J'ai choisi mon suppléant François Abadie parce que j'ai pleine confiance en lui, qu'il est jeune mais homme d'expérience puisque sa formation fait qu'il connaît à la fois les problèmes du secteur libre et du secteur privé.

Si vous estimez que la candidature de Jean Baylot répond à ces impératifs, vous l'affirmerez en votant pour lui le 23 novembre 1958.

Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

2e CIRCULAIRE

Jean BAYLOT
Candidat d'Union nationale

présenté par

le Centre national des indépendants, la Démocratie chrétienne, le Centre républicain, le Rassemblement des gauches républicaines.

Electeurs et Electrices du Quartier Saint-Lambert.

A l'investiture des quatre grandes formations nationales complétée par l'appui de Jacques Soustelle, animateur de l'Union pour la Nouvelle République, s'ajoute désormais le certificat le plus précieux et le plus significatif.

Je suis désormais votre candidat.

Vous m'avez choisi à une très large majorité ; après une campagne au cours de laquelle mon éventuel suppléant, François Abadie et moi-même avons largement précisé nos positions sur tous les problèmes extérieurs et intérieurs, économiques et

sociaux, en nous efforçant de rénover l'habituel langage électoral, d'élever les débats au niveau qu'imposent les besoins de la France, de solliciter votre conscience et votre raison au lieu de flatter des intérêts pour mieux les décevoir ensuite.

Vous avez apprécié cet effort et ratifié nos options.

Vous nous jugez les mieux préparés et les plus sûrs pour apporter au Général de Gaulle le concours soutenu, loyal et diligent qui l'assistera dans la difficile entreprise pour laquelle vous lui avez dit Oui le 28 septembre dernier. Mon passé de combattant et d'administrateur vous a décidé.

En politique extérieure, nous serons vigilants pour la défense du monde libre, en nous appuyant sur l'alliance atlantique.

Notre fidélité lui est acquise, mais nous exigeons d'elle, pour la France, les égards dus à une grande nation indépendante et souveraine.

Nous serons les bons ouvriers d'une Europe dont les Etats, enfin unis, promettent le progrès social, après une période d'adaptation où il faudra préserver les intérêts français.

En politique intérieure, nos préoccupations sont essentiellement d'ordre économique.

Pour être sociale, une politique économique doit être passionnée de modernisation et de technicité.

Une politique sociale efficace, garantissant la solidarité nationale à toutes les catégories de Français, jeunes et vieux, étudiants et apprentis, salariés de l'Etat ou travailleurs privés, combattants ou éprouvés par la vie, ne peut être que le fruit d'une expansion économique continue. Elle sera l'objet de nos efforts.

Cette expansion portera surtout sur la construction de logements. Un Etat est indigne de sa mission sociale, s'il ne peut loger ses enfants.

Sa réussite suppose la liberté, la protection de l'initiative privée, l'émulation des producteurs qui soutient la création originale et améliore les rendements. Cette liberté, moteur essentiel d'une économie prospère doit échapper aux contraintes d'un planisme méticuleux, d'un dirigisme contraignant ou d'une fiscalité oppressive.

Liberté de travailler, d'agir, de concevoir, de créer, a pour complément la liberté personnelle, considérée comme la plus haute exigence de l'être humain. Nous protègerons les grandes libertés publiques traditionnelles du monde moderne : liberté de presse ,d'association, de réunion, d'opinion, protection des droits de la personne humaine. Cette liberté, privilège essentiel, postule une totale liberté de conscience qui, s'agissant du père de famille lui confère, es qualité, le droit de diriger l'éducation morale et spirituelle de ses enfants.

Etat fort, Etat libre, Etat prospère, telle doit être la France de la Ve République, par l'effort de Charles de Gaulle, par le soutien que lui apporteront les nouvelles institutions.

Etat protecteur de ses territoires et de ses citoyens et assistant, par privilège, parce qu'ils sont les plus malheureux, nos frères d'Algérie, Français de souche ou Français musulmans.

La Constitution a défini et ordonné ces institutions. Elles ne vaudront quand même que ce que valent les hommes qui vont demain les animer.

Votre vote, au premier tour, a rejoint le grand courant qui a secoué la France.

Comme l'ensemble des électeurs, vous avez affaibli le communisme agent de désagrégation intérieure, manœuvrée de l'Est.

Vous avez écarté les associés du communisme, quel que soit leur camouflage.

Vous avez repéré et éliminé les hommes de Mendès, écrasé dans l'Eure, de Mitterrand, balayé dans la Nièvre, les hommes de ces feuilles et de ces groupuscules qui ont trahi impunément l'Algérie et la France, Robert Lacoste et Jacques Soustelle, et dont on sait aujourd'hui qu'ils ne représentent rien.

Vous avez désigné un combattant authentique, préoccupé d'animer le pays suivant des principes bien définis et de clarifier la politique par une union qui n'a pour limite que l'attachement à la Patrie et au bien social.

Vous voterez en masse dimanche pour Jean Baylot et son suppléant éventuel François Abadie dont les qualités de jeunesse et d'expérience garantissent qu'il est digne du rôle pour lequel je l'ai choisi.

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Robert DEBRAY
(Candidat d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Le Docteur Jean-Robert DEBRAY
Chef de consultation à l'Hôpital Necker
Ancien Secrétaire Général du Conseil National de l'Ordre des Médecins
Membre correspondant de l'Institut
Officier de la Légion d'Honneur
Candidat d'Union Nationale

investi par

le Centre national des indépendants : A. Pinay,
le Centre républicain : A. Morice,
la Démocratie chrétienne : G. Bidault.

Suppléant :

Jacques ROULLET
Commerçant

Vous avez voté « Oui ». 80 % des hommes et des femmes de notre pays l'ont fait et ce vote a eu une portée considérable en France et hors de France.

C'était simple ! Il fallait dire « Oui » ou « Non ». C'était simple et c'était important : il fallait investir par un vote exceptionnel un homme exceptionnel.

Maintenant, c'est plus difficile : il faut choisir entre plusieurs personnes et c'est encore important.

Si votre désir est de retenir le nom d'un homme politique, au long passé politique, alors je crains de vous décevoir.

Si au contraire vous croyez qu'il faut faire appel à des hommes nouveaux, ayant, par leur carrière, prouvé qu'ils pouvaient administrer, réformer, diriger, alors laissez-moi vous dire ceci :

Pourquoi je suis candidat :

Le Président Pinay l'explique clairement dans une lettre qu'il m'a adressée, le 29 septembre : « Le pays a besoin d'hommes jeunes et nouveaux. Vous, qui n'avez jamais fait de politique, vous devez vous présenter en novembre. Il faut que vous nous aidiez à maîtriser et à réformer la Sécurité sociale qui absorbe tant d'argent et qui en donne si peu. Parce que depuis douze ans, vous travaillez à ces questions et parce que vous apportez des solutions constructives, je souhaite vivement votre succès. »

Je l'ai cru. J'ai pensé que l'on pouvait maintenant travailler avec efficacité.

Le parti de M. Pinay, c'est le parti des Indépendants, les Indépendants, sans craindre de soulever contre eux des critiques et des colères, n'ont cessé de lutter en faveur d'une profonde réforme constitutionnelle ; parce qu'ils ont voulu une République moderne, respectée, efficace, à la mesure de notre époque et des besoins de la France. On connaît leurs objectifs.

Assurer la liberté des citoyens et du pays contre l'étatisme bureaucratique et contre le communisme.

C'est pourquoi ils ont toujours lutté et ils continueront de lutter contre l'inflation facteur de déséquilibre économique et de misère sociale.

Le rôle du parlementaire :

Le parlementaire ne peut prétendre être omniscient et posséder à lui seul la bonne réponse à toutes les question posées par la vie du pays. Mais son action doit rester vigilante dans plusieurs grands domaines essentiels. Il ne saurait, sans déchoir, se désintéresser des droits de l'individu comme de la défense de la dignité de la famille.

Les prestations familiales doivent être alignées sur les charges réelles de la famille qui grandit. Les vieux doivent être soutenus efficacement.

Le logement doit garantir de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages.

L'enseignement doit compléter l'action éducatrice de la famille par une formation intellectuelle et technique qui permette à l'enfant de développer ses capacités et à la jeunesse d'assurer sa place.

D'autres tâches générales sont essentielles :

Aménager une juste fiscalité. Respectons le travail de ceux qui se lèvent tôt, qui acceptent tous les risques, et dont le profit mérité fond dans le creusé de l'impôt.

Rester au contact avec les problèmes municipaux dont l'importance est primordiale.

Quant aux grands problèmes actuels de la France : l'Algérie, l'Afrique, il faut les aborder avec courage et réalisme. En Algérie, la solution viendra d'une politique à la fois ferme et généreuse.

En luttant à la fois contre l'esprit d'abandon et contre l'esprit d'aventure.

Le rôle du spécialiste :

La formation et la carrière de certains parlementaires doivent leur permettre quelques actions plus importantes : je veux, pour ma part, me consacrer au domaine social et surtout aux trois chapitres suivants :

1° L'assurance-chômage ;

2° La refonte complète de la Sécurité sociale. Il s'agit d'organiser aujourd'hui, en 1958, cette merveilleuse solidarité des hommes devant le plus grand péril de la vie moderne : la maladie. Utilisons au mieux un budget de 800 milliards par an qui doit pouvoir nous donner la meilleure assurance-maladie du monde. Faisons en sorte que l'argent parvienne jusqu'au malade !

3° Promotion sociale. Il importe que l'avenir d'un homme ne soit pas définitivement fixé à 20, 25 ou même 40 ou 50 ans. L'accès à toutes les carrières, à toutes les fonctions doit, à chaque instant, rester possible.

L'effort ne doit pas être ignoré, mais encouragé. Ceci nous mène jusqu'aux universités populaires. Alors l'espérance ne sera plus fermée. Elle sera offerte à chaque âge de la vie.

Les élections de novembre 1958 ne sont pas comme les autres.

Pour renouveler le pays, il faut renouveler l'Assemblée. Le scrutin permet le choix d'un homme. Le but : que la France revive.

A vous de choisir.

2e CIRCULAIRE

Le Docteur Jean-Robert DEBRAY

déjà investi par

le Centre national des indépendants, le Centre républicain, la Démocratie chrétienne

et grâce au désistement de M. Roger Rigaud est le candidat d'Union nationale.

Homme nouveau, je n'ai jamais fait de politique

parce que, dans l'ancien système, aucun effort ne pouvait aboutir. Maintenant, grâce au régime nouveau et grâce à votre confiance, nous pouvons réaliser les réformes que nous avons proposées.

MA CARRIÈRE

a été celle d'un médecin, d'un organisateur, d'un administrateur.

MON PLAN D'ACTION :

Je travaille depuis douze ans pour obtenir une vraie et une saine réforme de l'assurance-maladie pour faire en sorte que l'argent arrive jusqu'aux malades, pour que nos hôpitaux soient dignes de notre pays, pour que les malades soient accueillis, soutenus et soignés comme ils peuvent l'être avec un budget annuel de 800 milliards.

L'assurance chômage, la promotion sociale sont également deux points importants de mon programme social.

UN PARLEMENTAIRE DOIT SE BATTRE POUR RÉALISER LES PROMESSES QU'IL A FAITES

Je promets de défendre les droits de l'individu, de défendre la famille, de défendre l'enfance, de la protéger contre toutes les formes d'immoralité, de défendre l'école libre, de me battre pour que les investissements nécessaires soient faits pour que le problème du logement soit enfin résolu, d'aider à promouvoir une réforme profonde de la fiscalité. Cela, il faut l'obtenir tout de suite.

C'EST EN FRANÇAIS

qu'il faut aborder les problèmes actuels de la France : l'Algérie, l'Afrique. Il faut les envisager avec courage et réalisme, en luttant à la fois contre l'esprit d'abandon et contre l'esprit d'aventure ; la solution viendra d'une politique à la fois ferme et généreuse.

Votez Debray, homme nouveau, homme d'action, homme de parole, candidat d'Union nationale.

JEAN-ROBERT DEBRAY
Chef de consultation à l'Hôpital Necker
Ancien Secrétaire Général de l'Ordre des Médecins
Membre correspondant de l'Institut
Ancien Combattant. — Médecin-Capitaine de réserve
Officier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

JACQUES ROULLET
Commerçant

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Claude ROUX
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Principaux fondateurs : Michel Debré, Jacques Soustelle, Edmond Michelet (Ministres du général de Gaulle) et Léon Delbecque.

« Tout ce qui est à la tête du Pays et de l'Etat doit être renouvelé. J'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi. »

Charles DE GAULLE (Discours de Bône)

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre 1958, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par Charles de Gaulle est loin d'être terminée.

Pour qu'elle soit menée à bien, il faut maintenant que des hommes nouveaux et compétents soient désignés par le peuple qui saura se souvenir que la France a failli sombrer par la faute de ces députés sortants qui se sont vautrés dans le système des partis, et qui pensent, tel M. Clostermann, député radical-socialiste mendésien, en changeant d'étiquette continuer encore leur triste besogne et faire du Palais-Bourbon un « Grand Cirque » dont les artistes étaient payés même lorsqu'ils s'abstenaient d'y venir.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Soustelle et Léon Delbecque, fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui n'ont cessé de dénoncer la faillite de l'ancien Système et de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur de la Patrie.

Pour répondre au vœu du Général de Gaulle et donner aux Français la possibilité de renouveler tout ce qui est à la tête de l'Etat, l'Union pour la Nouvelle République présente dans la plupart des circonscriptions des candidats nouveaux et jeunes qui n'ont pas été mêlés à toutes les querelles politiques du Parlement dissous.

Les candidats de l'U. N. R. se sont engagés à soutenir l'action du Général de Gaulle pour le redressement du pays et le bien-être de chacun.

Faites leur confiance.

Afin d'éviter les marchandages sordides du deuxième tour, vous tous qui avez voté Oui le 28 septembre dans la proportion de 78 %, votez en masse U. N. R. le 23 novembre dès le premier tour.

N'égarez pas vos voix sur les candidats de division qui, du fait de la loi, n'ont aucune chance et qui font le jeu du parti de l'étranger.

Si vous voulez une France plus juste, plus dynamique, plus prospère, plus belle et si vous êtes, dans le fond de votre cœur, reconnaissants au Général de Gaulle :

— d'avoir restauré les libertés démocratiques ;
— d'avoir redonné au pays de solides institutions ;
— de nous avoir fait retrouver notre unité et la fierté d'être Français ;
— et de préparer une paix généreuse en Algérie.

Alors votez pour le seul candidat investi et présenté par l'U. N. R. et qui soutient l'action du Général de Gaulle.

Pour la nouvelle République,

Votez pour un homme nouveau.
Votez pour un homme jeune.
Votez Claude Roux.

Claude ROUX
38 ans
Avocat à la Cour de Paris
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Remplaçant éventuel :

Noël LE GUILLOU
48 ans
Instituteur public
Rosette de la Résistance. — Croix de Guerre 1939-1945
Médaille des Evadés, du Combattant Volontaire. — Medal of Freedom

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Principaux fondateurs : Michel Debré, Jacques Soustelle, Edmond Michelet (Ministres du général de Gaulle) et Léon Delbecque.

> *« Tout ce qui est à la tête du Pays et de l'Etat doit être renouvelé. J'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi. »*
>
> Charles DE GAULLE (Discours de Bône)

Electrices, Electeurs de Javel-Grenelle,

Je remercie d'abord très sincèrement toutes celles et tous ceux qui ont voté pour moi le dimanche 23 novembre.

8.995 suffrages m'ont permis d'arriver largement en tête de tous les candidats nationaux, battant même le candidat communiste de 220 voix.

Vous avez ainsi voté, comme dans toute la France, pour la nouvelle République et pour le Général de Gaulle.

Il s'agit maintenant, au second tour, de faire barrage au candidat du parti communiste, qui espère tirer profit des misérables manœuvres des arrivistes qui divisent les voix nationales.

Pour l'honneur du XVᵉ arrondissement de Paris,
Pour la défense de notre civilisation occidentale et de nos libertés,
Pour la prospérité de la France :

Union de tous les Républicains.

Pour barrer la route au Communisme destructeur et à ses alliés,
Pour la patrie, votez Claude Roux.
Voter U. N. R., c'est voter de Gaulle.

Vive la République !
Vive la France !

CLAUDE ROUX
Avocat à la Cour de Paris
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Remplaçant éventuel :

NOËL LE GUILLOU
Rosette de la Résistance. — Croix de Guerre 1939-1945
Médaille des Evadés, du Combattant Volontaire. — Medal of Freedom

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel HABIB-DELONCLE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

(Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Soustelle)

MICHEL HABIB-DELONCLE

Avocat à la Cour. — Conseiller de l'Union française
Croix de Guerre (Etoile de Bronze) 1939-1945, au titre de la Résistance
Né le 26 novembre 1921 à Neuilley-sur-Seine
Marié, père de cinq enfants
Lauréat (Major de promotion) de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, section Diplomatique (juin 1940)
Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Public et de Droit Privé
Licencié ès lettres
Entré dans la Résistance en avril 1941 (Petites Ailes de France-Liaison : Réseau C.N.D. et O.C.M.J.
Représentant des Jeunes Chrétiens Combattants au Comité National de l'Union des Etudiants Patriotes)
Participation à l'insurrection de Paris
Secrétaire de Rédaction, puis Rédacteur à la *France Catholique* (1945-1953)
Chargé de Mission au Tribunal Militaire International des Grands Criminels de Guerre à Nuremberg
Secrétaire Général du groupe parlementaire R.P.F., 1948-1954
Membre du Centre technique d'Etudes Européennes
et du Centre Européen de Documentation et d'Information
Membre des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre
Ancien Professeur à l'Externat Saint-Louis de Gonzague

Remplaçante éventuelle :

Mme ODETTE LAUNAY
Vendeuse Haute Couture

Electrices, Electeurs,

L'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.) me présente à vos suffrages dans la 20e circonscription.

Ma mère y est née. Mes parents se sont mariés en 1910 à la mairie du XVIe et ont vécu de longues années sur l'arrondissement. Une notable partie de ma famille y habite. De nombreux liens spirituels et affectifs me rattachent à Passy et Auteuil.

Le scrutin uninominal vous permet de connaître votre élu. Je vous ai livré plus haut mon *curriculum vitæ*. J'y ajouterai simplement pour éviter tout malentendu, qu'issu par mon père d'une très ancienne famille catholique orientale, habituée depuis François 1er à considérer la France comme sa protectrice et sa patrie et, au demeurant, fixée en France depuis trois quarts de siècle, j'appartiens du côté maternel à une famille française et parisienne qui a compté, au cours de l'avant-dernière génération, un député de Cochinchine, Ministre plénipotentiaire de France, mon grand-père, François Deloncle, un sénateur de la Seine, un Vice-Président du Conseil d'Etat, un collaborateur du maréchal Lyautey et deux hauts fonctionnaires morts l'un à Djibouti et l'autre au Dahomey au service de ce qui ne s'appelait même pas alors l'Empire Français. La tradition de service public qui existe dans ma famille est garante de l'esprit dans lequel je sollicite vos suffrages.

Votez U. N. R. pour aider de Gaulle

Au référendum, 88 % des électeurs du XVI[e] ont voté Oui.

Ils veulent maintenant que le Général de Gaulle mette en place les nouvelles institutions et préside pendant longtemps encore aux destinées nationales.

Il faut pour cela des hommes nouveaux, avec un esprit nouveau.

Vous écarterez :

— ceux qui ont voté Non, que ce soient les communistes ou les gens d'extrême-droite, comme M[e] Isorni ;

— les hommes du système, les sortants qui, au bord de la défaite, se découvrent, *in extremis*, une vocation « gaulliste », comme M. de Léotard ;

— les candidats de division, dont les chances sont nulles et dont les voix seront perdues.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés, avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays ;

Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres ;

— Parce qu'ils vous proposent, en hommes de parole, un programme simple et concret de redressement national :

Algérie pacifiée, construisant son avenir avec la France, sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans son discours de Constantine ;

Réforme de l'Etat, poursuivie par la réorganisation des administrations centrales et locales et création de bureaux de contact nombreux entre l'administration et le public ;

Regroupement des partis et respect par eux de la souveraineté nationale et des principes démocratiques ;

Economie d'expansion, de compétition et de plein emploi, par le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) et le rajeunissement de l'équipement industriel et agricole ;

Stabilité monétaire et équilibre budgétaire ;

Réalisations sociales hardies en faveur des salariés, des commerçants, des personnes âgées ;

Politique d'aide massive à la jeunesse à qui doivent être assurés, dans le respect du pluralisme nécessaire, l'éducation civique, intellectuelle, technique et physique, le logement et l'emploi ;

Affirmation de la parité française au sein des alliances traditionnelles, poursuite de la construction européenne, politique de désarmement général et contrôlé.

Pour soutenir de Gaulle, votez U. N. R.

Votez Michel HABIB-DELONCLE

2e CIRCULAIRE

LA FRANCE A PARLE

En votant unanimement U. N. R., elle a marqué sa volonté de voir se poursuivre l'œuvre de redressement accomplie par le Général de Gaulle.

Merci aux 14.571 électrices et électeurs qui ont contribué dans cette circonscription à cette victoire en portant largement en tête de tous les candidats Michel Habib-Deloncle.

Maintenant, c'est l'heure de l'union.

Vous voudrez assurer massivement la défaite du communisme, abandonné déjà par 1.500.000 électeurs.

Vous voudrez ignorer la candidature, maintenue malgré les promesses égrenées au vent des préaux, d'un sortant, qui a voté « Non » et qui refuse l'union autour du Général de Gaulle.

Vous mépriserez toutes les manœuvres de division de ceux qui ont voté « Oui » hier et dont l'attitude tend à favoriser un candidat du « Non ».

Confirmez votre « Oui ».

Votez Michel Habib-Deloncle.

J'ai promis, si je suis élu :

— de ne jamais rien vous promettre que je ne puisse tenir ;

— de défendre d'abord et avant tout l'intérêt général de la France, ensuite l'intérêt de l'ensemble de la circonscription, enfin, et seulement s'ils ne sont contraires ni à l'un ni à l'autre, les intérêts légitimes de telle ou telle catégorie particulière ;

— de conserver avec vous des relations suivies, par des réunions périodiques de compte rendu de mandat, et, à toutes autres occasions, où des informations et des suggestions réciproques seront échangées ;

— de respecter scrupuleusement l'esprit des institutions nouvelles, en cherchant à bien faire mon travail de parlementaire, sans vouloir revenir sur les limitations apportées aux pouvoirs du Parlement ;

— de préparer la France nouvelle, en m'efforçant de garantir aux Français, et surtout aux 800.000 jeunes qui, à partir de 1963, arriveront à l'âge d'homme :

Du travail,
Un foyer,
Leur dignité d'hommes et de femmes libres,
La paix,

— de soutenir l'œuvre de redressement accompli en Métropole, en Algérie, Outre-mer, à l'extérieur par le Général de Gaulle.

Ces promesses, je les tiendrai.

Michel HABIB-DELONCLE

Avocat à la Cour. — Conseiller de l'Union française
Croix de Guerre 1939-1945 (Résistance)

Remplaçant éventuel :

Mme Odette LAUNAY

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri KARCHER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 23 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Docteur HENRI KARCHER
Chirurgien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes
Commandant de réserve d'Infanterie de Marine

Remplaçant éventuel :

RENÉ JOUANNET
Croix de Guerre 1939-1945
Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit et de l'Ecole des Sciences Politiques

CITATION DANS L'ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR :

Henri Karcher, Lieutenant au Régiment de Marche du Tchad :

« Magnifique guerrier. Chargé avec sa section, le 25 août 1944, de s'emparer de l'hôtel Meurice, Q. G. du Général von Choltitz, commandant la Place de Paris, a entraîné ses hommes à l'assaut tout le long de la rue de Rivoli et dans les jardins des Tuileries sous le feu des mitrailleuses et des chars qui défendaient le Q. G.

« A pénétré le premier dans le hall de l'hôtel après avoir personnellement abattu le mitrailleur allemand qui le défendait. A fait prisonnière la garnison qui se montait à environ une cinquantaine d'officiers et une centaine d'hommes. S'est porté ensuite immédiatement dans le bureau du général qui lui a remis ses armes ».

Electrices, Electeurs,

C'est par cette citation que le Général Leclerc reconnaissait ma participation à la Libération de notre ville et de la France.

Engagé volontaire dès juin 1940, comme 2e classe dans les Forces Françaises Libres, ayant participé à tous les combats (7 campagnes, 2 blessures de guerre) jusqu'à la victoire.

Compagnon de la Libération, je réponds « présent » à l'appel du Général de Gaulle pour la deuxième bataille dont dépend le sort de la France.

Beaucoup de ceux qui sollicitent vos suffrages ont eu recours au Libérateur de la Patrie, voyant dans ce ralliement tardif et sans doute peu sincère l'unique moyen de se sauver.

QUEL CRÉDIT LEUR ACCORDER ?

Fidèle depuis la première heure, véritable homme nouveau, je crois pouvoir mériter votre confiance. Appuyé et soutenu par mon Maître le Professeur Pasteur-Vallery-Radot, Membre de l'Académie Française.

À vous, habitants du XVI[e], où je réside moi-même depuis plus de quarante années, ayant fait mes études chez les Jésuites de la rue Franklin puis au Lycée Janson, j'affirme : Vous pouvez compter sur moi.

Un programme ? Oui, mais simple, clair, précis.

Social :

— Rationalisation des méthodes de construction des logements, surtout populaires; à usage locatif, pour porter leur nombre, construit par an, à 300.000 à partir de 1960.
— Gestion stricte et réforme de la sécurité sociale, en accord avec le maintien de la libéralité de la profession médicale.
— Assurance-vieillesse liée à l'essor de la production.
— Aide massive à la jeunesse à laquelle seront assurés, son éducation achevée, emploi et logement.

Politique extérieure :

— La Communauté française, née du référendum, fait de la France un pays avec lequel amis et ennemis devront compter. Notre pays doit redevenir un pays à part entière tant auprès de ses alliés que vis-à-vis des autres.
— Algérie et outre-mer : Pacte algérien sur les bases du discours de Constantine du Général de Gaulle. Organisation et équipement de l'outre-mer.

Politique intérieure :

— Financière : avec — débudgétisation des investissements — révision de la politique des subventions — retour à la libre convertibilité du franc — libre transfert des capitaux.
— Réforme de la fiscalité supprimant taxes de faible rendement et régime d'exception.
— Réforme de l'Etat et de la Justice.
— Obligation pour les partis de respecter la souveraineté nationale.
— Promotion des salariés.
— Développement des ressources d'énergie.
— Amélioration des circuits commerciaux de distribution.
— Organisation du petit commerce pour le rendre compétitif.
— Réforme de l'enseignement respectant le pluralisme, développant éducation civique et enseignement technique.

Pour faire aboutir ce programme :

Barrez la route à ceux qui ont trahi le Libérateur en 1946 et en 1952, et qui, demain, recommenceraient.

Donnez vos suffrages à ceux qui furent toujours sincères, fidèles, vigilants.

Faites respecter votre Oui.
Votez pour l'U. N. R.
Votez pour le Docteur Henri Karcher, Compagnon de la Libération.

2[e] CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Docteur Henri KARCHER

Chirurgien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes
Commandant de réserve d'Infanterie de Marine
Ancien Combattant de la 1[re] Division Française Libre et de la 2[e] D.B.

Remplaçant éventuel :

RENÉ JOUANNET

Croix de Guerre 1939-1945

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit et de l'Ecole des Sciences Politiques

Electeurs, Electrices,

C'est avec une profonde émotion que je tiens à remercier les 14.595 d'entre vous qui m'ont fait confiance dès le premier tour des élections législatives.

Grâce à ce vote massif issu de votre volonté de renouveau en faveur d'un candidat neuf et fort de son seul passé, j'ai pu tenir en échec l'héritier de traditions politiciennes aujourd'hui réprouvées.

Ce premier vote autorise les plus grandes espérances pour le résultat final de dimanche prochain.

Je vous invite donc, avec toute ma conviction profonde d'être dans la seule voie capable d'apporter un grand renouveau dans notre pays, à répéter votre effort dimanche prochain.

En plus des résultats acquis, un appui décisif se manifeste. Je tiens à remercier avec déférence et respect ce grand Français et ce grand patriote qu'est M. Stanislas Sice, ancien maire du XVI[e] arrondissement, qui, après une campagne toute de courtoisie, vient de se désister officiellement en ma faveur, et de prier ses électeurs de bien vouloir reporter leurs voix sur mon nom.

Par ce geste efficace qui l'honore, M. Sice montre une fois de plus son profond désintéressement et son sens du devoir patriotique. Je l'en remercie avec émotion.

Grâce à son concours, se regroupent ainsi sous un même drapeau les forces les meilleures et les plus pures de notre circonscription. Nous remporterons, j'en suis convaincu, la victoire.

Mon passé professionnel, la part que j'ai volontairement prise dès juin 1940 aux côtés du Général de Gaulle comme 140[e] engagé dans les Froces Françaises Libres, comme combattant dans la troupe, l'investiture de l'Union pour la Nouvelle République, sont pour vous, je le pense, de sûrs garants de ma fidélité à mes convictions et de mon dévouement pour le bien du Pays.

L'heure n'est plus, je crois, d'opposer des programmes.

Le mien, vous le connaissez déjà : c'est celui de l'U. N. R., celui que le Général de Gaulle est en train d'appliquer, et dont le succès évident a amené d'autres candidats pseudo ou néo-Gaullistes à le copier.

Ce programme essentiellement social comporte :

— la réforme de l'enseignement,
— la défense et l'appui officiel de l'enseignement libre,
— un effort dans le relogement,
— le développement des logements à usage locatif,
— une profonde réforme de la Sécurité sociale et la défense de la médecine libre,
— l'aide massive à la jeunesse,
— l'amélioration du sort des vieillards,
— la défense des petits commerçants,
— une politique financière stricte,
— la réforme de la fiscalité et de l'administration,
— le développement des ressources d'énergie,
— l'obligation pour les partis de respecter la souveraineté nationale.

Tout ceci n'est qu'un bref résumé. Je l'ai dit et je le répète : un programme n'a de valeur qu'en assurant son exécution dans la continuité.

Par votre vote, vous assurerez dans ce but la stabilité d'un Gouvernement fort soutenu par un Parlement fidèle et efficace.

Mais aujourd'hui, à la veille du scrutin décisif qui décidera de l'avenir du Pays, il est plus question d'hommes que de programmes.

Il faut choisir ceux qui pourront, sauront et voudront, en dehors de toute querelle

politique, travailler honnêtement pour placer l'intérêt supérieur du Pays avant toutes préoccupations personnelles et partisanes.

Dans notre circonscription, le problème est clair et parfaitement posé.

D'un côté, l'héritier spirituel d'une République défunte dont le passé est révolu. Homme nouveau peut-être, mais déjà Conseiller municipal et Conseiller général dont nous n'apercevons pas les services civils antérieurs ou autres.

D'autre part, un Compagnon de la Libération, fier de son passé militaire comme de son passé professionnel, preuves certaines de son honnêteté, de son dévouement et de son désintéressement.

Le problème est posé. C'est à vous de le résoudre en toute conscience. Je vous le dis, j'ai entière confiance dans le résultat de votre verdict, et dimanche prochain vous voterez en masse pour le

Dr Henri KARCHER

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre FERRI
(Candidat d'Union Nationale)

élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

Oui à la Ve République — Oui au général de Gaulle.

Pierre FERRI

Ancien Ministre. — Vice-Président du Conseil Municipal (1951-1952)
Lieutenant-Colonel de réserve
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Commandeur du Mérite Sportif
Licencié en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Candidat d'Union Nationale

présenté par

Le Centre républicain (Bernard Lafay) - Les républicains sociaux et les indépendants du 17e arrondissement.

avec l'appui de vos Conseillers municipaux :

M. Armand Massard, Commandeur de la Légion d'Honneur, Ancien Vice-Président du Conseil Municipal de Paris ;

M. René Fayssat, Vice-Président du Conseil Municipal 1957-1958, Engagé volontaire, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre (5 citations) ;

M. Joseph Denais, Député honoraire ;

M. Edmond Champetier de Ribes, Syndic du Conseil Municipal de Paris.

Candidat suppléant :

Docteur Jean-François LEMAIRE

Croix de la Valeur Militaire (2 citations)
Indépendant
Secrétaire Général de la Fédération des Indépendants de la Seine (C.I.R.N.) pour notre secteur
Membre du Comité Directeur de l'Union Nationale des Combattants de l'Afrique du Nord

Electrices, Electeurs des Ternes et de la Plaine-Monceau,

J'ai l'honneur de venir vous demander votre vote le 23 novembre prochain.

En juin 1951, le Général de Gaulle m'avait désigné pour me présenter devant vous sur la liste R. P. F.

Elu par vous député, puis réélu par vous conseiller municipal aux élections de 1953, comme vous l'aviez déjà fait en 1947, je lui suis toujours resté fidèle.

J'ai la fierté d'avoir bénéficié trois fois de votre confiance et d'avoir toujours respecté les engagements pris devant vous.

Vous me connaissez donc et mon passé répond devant vous de mon action future au Parlement.

Au Parlement de 1951 à 1956, j'ai été l'un des soutiens de l'enseignement libre. Après avoir voté la loi Barangé-Barrachin, j'ai eu à défendre le budget de cette loi contre les assauts des Marxistes, comme Rapporteur de la Commission des finances.

Membre pendant cinq ans de la Commission des finances, j'ai sans cesse lutté contre les abus de la fiscalité provoqués par les dépenses exagérées de l'Etat. J'ai déposé sur ce plan plus de vingt propositions de loi et ai notamment obtenu :

— Pour tous : l'augmentation de l'abattement à la base de la surtaxe progressive : 220.000 francs au lieu de 150.000 (ma proposition de loi du 4 décembre 1951).

— Le salaire fiscal du chef d'entreprise : 5 % d'impôts au lieu de 18 % jusqu'à 300.000 francs (ma proposition de loi du 18 mars 1952).

— Le vote de la loi du 25 février 1953 sur la protection de l'épargne et la modernisation de la loi de 1867 sur les sociétés (ma proposition de loi du 21 octobre 1952 devenue la loi du 25 février 1953).

L'adoption par la Commission de la défense nationale du nouveau statut des officiers de réserve (ma proposition de loi du 27 mars 1952).

— Comme Rapporteur du budget de la guerre à la Commission des finances, j'ai pu faire améliorer à plusieurs reprises la situation matérielle des officiers, des sous-officiers de carrière et obtenu des crédits importants pour construire des logements en leur faveur.

J'ai voté les mesures qui ont permis de contribuer à l'amélioration du sort des rentiers-viagers et des vieillards économiquement faibles, des infirmes et des anciens combattants.

J'ai voté à deux reprises, en 1955, en faveur du scrutin d'arrondissement uninominal, scrutin qui vous est enfin accordé par le Gouvernement du Général de Gaulle et qui vous permet de choisir votre député.

Ministre des P. T. T. pendant une année, en 1953 et en 1954, j'ai obtenu pour le public :

— 25.000 installations téléphoniques supplémentaires en 1953,
— 31.000 installations téléphoniques supplémentaires en 1954,
— la taxe simple à 15 francs pour tout le département de la Seine,
— l'installation de nouveaux centraux téléphoniques automatiques,
— de nombreuses améliorations techniques,
— le développement du réseau de télévision française.

Tous ces résultats obtenus en maintenant le budget des P. T. T. en excédent de recettes sans augmentation de tarif, tout en améliorant la situation du personnel.

Au Conseil Municipal de Paris, de 1947 à 1953, j'ai assuré la présidence de la commission du budget. Pendant cette période, une politique d'économies sévères des dépenses publiques et de mise en ordre de l'administration de la ville, a permis, malgré la hausse des prix, de clore les budgets de 1950 et de 1952 en excédent de plusieurs milliards de recettes sur les dépenses. Plusieurs de ces exercices ont pu être équilibrés sans augmentation des centimes additionnels, ce qui n'a pas empêché de créer une aide aux familles nécessiteuses, d'augmenter le budget de l'enseignement, d'améliorer l'équipement hospitalier et les subventions aux bureaux de bienfaisance pour les indigents et pour les vieillards.

Ce passé est pour vous garant de mon activité future, si vous me faites l'honneur de m'élire à nouveau le 23 novembre prochain.

*
* *

Si vous me donnez votre vote, je m'engage formellement devant vous, Patriotes du Quartier des Ternes et de la Plaine-Monceau, qui avez répondu Oui à plus de 80 % des voix :

A soutenir énergiquement le Général de Gaulle dans son action de rénovation nationale de notre pays, et dans son effort, qui doit être rapidement couronné de succès, de ramener la paix dans l'Algérie française ;

A défendre et à soutenir toutes les libertés individuelles auxquelles nous sommes tous, Françaises et Français, fermement attachés ;

A maintenir la loi électorale actuelle qui vous permet de voter pour un seul candidat et de pouvoir ainsi facilement suivre son action et ses votes au Parlement ;

A lutter pour une profonde réforme fiscale supprimant les abus et les excès fiscaux actuels devenus bien souvent insupportables pour tous, cadres, commerçants, fonctionnaires, industriels, professions libérales, travailleurs de toutes catégories et même rentiers et retraités. L'excès de la fiscalité entraîne la fuite devant l'impôt, tue l'initiative privée et freine l'économie française ;

A lutter sans cesse contre les dépenses exagérées de l'Etat qui ruinent tous les Français et à exiger que l'Etat donne l'exemple en équilibrant ses recettes et ses dépenses ;

Enfin, à lutter contre l'inflation qui entraîne la misère, afin de permettre à la France de tenir sa place qui doit être la première dans l'Europe unie de demain ;

A veiller à tout instant à la sécurité de la France et au soutien de son armée qui a droit à notre respect, à notre reconnaissance et à notre confiance ;

A soutenir, sur les grands problèmes français, le programme suivant, dont je ne puis vous indiquer sur cette brève circulaire que les lignes essentielles :

Economie

Relancer l'expansion, source de la richesse commune et du mieux-être individuel, dans un climat nouveau d'initiative et de liberté. Développer les investissements privés et publics qui conditionnent cette expansion. Accélérer l'équipement énergétique et spécialement l'énergie atomique. Aider à la modernisation des petites entreprises commerciales, industrielles et artisanales. Généraliser l'assurance-chômage et l'intéressement des salariés à la productivité.

Finances

Assurer la stabilité du franc, sauvegarde des producteurs, des classes laborieuses, des épargnants et des personnes âgées par une triple réforme, budgétaire (équilibre), administrative (modernisation) et fiscale (amnistie et simplification, suppression des droits de succession en ligne directe).

Action sociale

Mobiliser les ressources de la nation pour construire les logements nécessaires à la population. Trois plans de cinq ans pour la jeunesse, l'équipement sportif et la modernisation sanitaire. Assurance-maladie efficace et protection de la qualité de la médecine libérale contre la loi Gazier. Défendre des droits de la famille, des anciens combattants, prisonniers et victimes et veuves de guerre.

Action culturelle

Des écoles pour tous les enfants, des maîtres pour toutes les écoles, un métier pour tous les jeunes gens. Liberté de l'enseignement. Trouver une solution équitable pour que vive et se développe l'enseignement libre et pour qu'il puisse faire face, comme l'enseignement public, au nombre croissant de nos enfants d'âge scolaire dans les années qui viennent.

Politique de la Communauté

Unir par l'intérêt et par l'idéal un ensemble de cent millions d'hommes. Promouvoir le progrès social des populations d'outre-mer par l'élévation progressive de leur niveau de vie grâce aux investissements français et européens. Développer la culture française à l'échelle de la Communauté.

Politique étrangère

Fonder la paix mondiale sur la solidarité occidentale, le respect de l'indépendance française, la construction de l'Europe et une défense nationale moderne.

Dans nos départements d'Algérie

Rétablir la paix française, assurer l'épanouissement des communautés dans l'égalité et la fraternité. Elever le niveau de vie des populations par la mise en œuvre du plan d'industrialisation exposé à Constantine par le Général de Gaulle et l'exploitation intensive des ressources minières et du pétrole saharien.

Vive la France !
Vive l'Algérie française !
Vive la Ve République !

Pierre FERRI
Ancien Ministre

Pour ce programme, pour aider l'œuvre de rénovation entreprise par le Gouvernement du Général de Gaulle, pour que notre pays puisse faire face à un univers dur où les événements vont vite, vous voudrez voter pour un candidat patriote et libéral, opposé aux aventures, ennemi des sectarismes et des extrémismes, attaché à toutes les liberté civiques, spirituelles, professionnelles et sociales.

Vous voterez utile et efficace pour le candidat que vous connaissez et qui habite votre arrondissement.

Je suis confiant dans votre patriotisme et votre jugement.

Conformément à la loi, je présente avec moi un candidat suppléant.

Le Docteur Jean-François LEMAIRE

a bien voulu m'accorder son concours et prend, devant vous, les mêmes engagements que moi.

C'est un jeune qui, comme médecin-lieutenant de réserve, s'est brillamment conduit en Algérie où il a obtenu deux citations et la Croix de la Valeur Militaire.

Beaucoup d'entre vous le connaissent déjà puisqu'il a milité comme Secrétaire général de la Fédération des Indépendants de la Seine (C. I. R. N.) pour notre secteur.

J'ai voulu, en lui demandant son concours, honorer tous les anciens combattants et tous nos jeunes qui avec tant d'ardeur, de foi et de courage, se succèdent dans notre armée d'Algérie.

Il est membre du Comité directeur de l'Union nationale des Combattants d'Afrique du Nord et représente les anciens d'Algérie au Comité directeur de l'U. N. C.

2e CIRCULAIRE

Oui à la Ve République — Oui au général de Gaulle.

Pierre FERRI

Ancien Ministre. — Vice-Président du Conseil Municipal (1951-1952)
Lieutenant-Colonel de réserve
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Commandeur du Mérite Sportif
Licencié en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Candidat d'Union Nationale

présenté par

Le Centre républicain (Bernard Lafay) - Le Centre national des indépendants (C.N.I) (Antoine Pinay - Roger Duchet) - Les républicains sociaux du XVIIe

Candidat suppléant :

Docteur Jean-François LEMAIRE
Croix de la Valeur Militaire (2 citations)
Secrétaire général de la Fédération du Secteur du Centre National des Indépendants
Membre du Comité Directeur de l'Union Nationale des Combattants de l'Afrique du Nord

Electrices, Electeurs des Ternes et de la Plaine-Monceau,

Arrivé en tête de tous les candidats au premier tour de scrutin, c'est avec confiance que je viens solliciter votre vote dimanche prochain.

Le « Centre National des Indépendants », respectueux du vote que vous venez d'émettre, vient de m'accorder son investiture officielle, condamnant l'attitude du lieutenant-colonel Broizat qui bafoue la discipline nationale à la différence de M. Jean Dutourd que je remercie pour le sens civique dont il a fait preuve en se retirant.

Vous avez, par vos suffrages en ma faveur, approuvé la politique du Général de Gaulle dont j'ai toujours été, vous le savez, un des plus fidèles soutiens.

C'est pour moi un honneur d'avoir été battu sous son drapeau en 1956 — l'avenir devait me donner raison.

Vous avez également approuvé pour l'Algérie une politique française et lucide, telle que le Général de Gaulle lui-même l'a définie dans le discours de Constantine.

En votant pour moi, dimanche, vous participerez efficacement à l'œuvre de rénovation nationale du Général de Gaulle.

En même temps vous direz non à une candidature de division qui, ouvrant la porte à toutes les aventures, paraît mal venue pour représenter ou défendre une certaine forme de liberté républicaine inséparable pour vous de l'idée même de la patrie et de sa grandeur ; non à une candidature préconisant enfin une politique algérienne dont l'excès peut être cher à certains comités de Salut Public, mais qui, outrepassant les possibilités du pays, n'a pas l'approbation du Général de Gaulle et ne saurait répondre à vos sentiments profonds.

Mon passé vous garantit du dynamisme de mon action et de ma fidélité à l'idéal gaulliste, mais je ne me présente pas devant vous pour le passé.

C'est au contraire, tourné vers l'avenir, que je sollicite vos suffrages pour qu'ensemble nous fassions, derrière le Général de Gaulle, cette France jeune, saine et forte qu'à travers tout le pays le vote de dimanche dernier a réclamé.

Pour soutenir l'action de rénovation nationale du Général de Gaulle,
Pour la paix dans une Algérie française socialement transformée,
Pour défendre la liberté de l'enseignement et toutes les libertés individuelles,
Pour défendre la famille et la justice sociale,
Pour obtenir une profonde et juste réforme fiscale, allégeant notamment les charges excessives des cadres, des petits commerçants et des artisans,
Pour réduire les dépenses abusives de l'Etat dans tous les domaines afin de stabiliser le franc, seul défense des pensionnés et des retraités.

Vous voterez en masse dimanche prochain :

— pour le candidat que vous connaissez,
— pour le candidat qui vit et a toujours vécu parmi vous,
— pour le candidat libéral, patriote, républicain.

Vive la Ve République !
Vive l'Algérie française et nouvelle !
Vive la France !

Pierre FERRI

Oui à la Ve République.
Oui au Général de Gaulle.
Votez Pierre Ferri.

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Guy VASCHETTI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

(Soustelle, Debré, Michelet, Jacques Chaban-Delmas)

vous présente :

GUY VASCHETTI

27 ans, Avocat, diplômé des Sciences Politiques, d'études supérieures de doctorat en sciences économiques, lieutenant de réserve et ancien combattant d'Algérie.

C'est le plus jeune candidat présenté par l'Union pour la Nouvelle République.

Il a été chargé de mission au Cabinet de Jacques Chaban-Delmas, Ministre de la Défense nationale.

Plus récemment au Secrétariat général de l'Union civique (présidée par le professeur Valery-Radot) il contribua très efficacement à la campagne en faveur du Oui.

Suppléant éventuel :

ROGER POSTEL

des Comités ouvriers et professionnels pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle

Electeurs, Electrices,

En répondant Oui, le 28 septembre, vous avez approuvé le début de l'œuvre de rénovation entreprise par le Gouvernement du Général de Gaulle.

Pour terminer cette œuvre, le Général de Gaulle doit pouvoir s'appuyer sur les hommes nouveaux et honnêtes qu'il a ainsi désignés dans sa conférence de presse du 23 octobre : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ». Aujourd'hui, ils se présentent à vous groupés au sein de l'Union pour la Nouvelle République, avec les Ministres du Général de Gaulle : Debré, Michelet, Soustelle et ses compagnons Jacques Chaban-Delmas, Léon Delbecque, etc.

Ils attirent votre attention sur le grand pas en arrière que constituerait le retour au Parlement des hommes politiques incapables, corrompus et versatiles qui, depuis douze ans, ont abusé de votre confiance et mené le pays au bord de la catastrophe.

Vous reconnaîtrez les hommes de l'ancien système à ce qu'ils ont une fois de plus changé d'étiquette epérant ainsi faire oublier leurs responsabilités.

Comme celui-là qui, Conseiller municipal radical en 1946, entra au Sénat comme R. P. F. en 1947, redevint à nouveau radical avant de faire campagne comme R. G. R. contre la liste de ses amis radicaux en 1956 ! Aujourd'hui il sollicite vos suffrages en qualité de « Centre Républicain ».

Vous l'avez deviné, il s'agit de M. Lafay.

Vous ne pouvez plus faire confiance aux hommes qui ont mené le pays au bord de la catastrophe.

La France ne peut pas faire un 13 mai tous les ans.

Vous ferez confiance aux hommes de l'Union pour la Nouvelle République.

— Parce qu'ils ont vu clair,
— Parce qu'ils ont eu raison,

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un pasé de honte et de désastre,

— Parce qu'ils sont la garantie d'une France nouvelle qui, par le travail et la bonne volonté de tous, car ils ne sont pas des « Docteurs Miracle », sera caractérisée par :

1° La paix en Algérie, sur les bases indiquées par le Général de Gaulle ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer, au sein de la Communauté née du référendum ;

3° La réforme de l'Etat, de l'Administration et de la justice ;

4° Le regroupement des grandes tendances nationales et l'obligation pour les formations politiques de respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques ;

5° Une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière et lui permettant de prendre la tête de la future Communauté européenne ;

6° L'expansion économique dans tous les domaines, l'aménagement du territoire, l'amélioration des circuits commerciaux permettant l'organisation des petits commerçants pour leur plus grand bien et celui des consommateurs ;

7° Une saine politique financière et monétaire ;

8° La construction rapide de logements à usage locatif ;

9° Une politique sociale de promotion des salariés, une saine gestion de la sécurité sociale, le développement de l'assurance-vieillesse, la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

10° La réforme de l'enseignement tout en respectant le pluralisme traditionnel.

Le 23 novembre, pour une France jeune, dynamique, humaine,

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez Guy VASCHETI

2e CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République.

(Soustelle, Debré, Michelet, Jacques Chaban-Delmas)

vous présente :

Guy VASCHETTI

27 ans, Avocat, diplômé des Sciences Politiques, d'études supérieures de doctorat en sciences économiques, lieutenant de réserve et ancien combattant d'Algérie.

C'est le plus jeune candidat présenté par l'Union pour la Nouvelle République.

Il a été chargé de mission au Cabinet de Jacques Chaban-Delmas, Ministre de la Défense nationale.

Plus récemment au Secrétariat général de l'Union civique (présidée par le professeur Pasteur-Valery-Radot) il contribua très efficacement à la campagne en faveur du Oui.

Suppléant éventuel :

Roger POSTEL

des Comités ouvriers et professionnels pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle

Electeurs, Electrices,

Je tiens à vous remercier personnellement de la confiance que vous venez de manifester à un homme de l'Union pour la Nouvelle République.

Je vous demande de prolonger votre vote du 23 novembre en faisant voter partout

autour de vous pour les hommes qui vous sont présentés par l'Union pour la Nouvelle République.

Les résultats du 23 novembre donnent à notre pays un espoir immense. La France aura cette force de stabilité parlementaire qui est la garantie du redressement et du renouveau de notre pays : l'U. N. R. est déjà cette grande et jeune force.

Grâce à cette force, qui s'affirmera encore si vous le voulez, le Général de Gaulle pourra s'appuyer sur les hommes nouveaux et honnêtes qu'il désire voir au Parlement.

J'attire votre attention et vous demande d'attirer celle de vos amis et de vos voisins sur le grand pas en arrière que constituerait le retour des hommes politiques incapables, corrompus et versatiles qui ont abusé de votre confiance et mené le pays au bord de la catastrophe.

Vous les reconnaîtrez, bien qu'ils aient une fois de plus changé d'étiquette politique pour essayer de faire oublier leur responsabilité.

M. Lafay en est à sa huitième étiquette politique depuis dix ans. Au cours de ces trois dernières semaines, en affichant illégalement son nom et sa photographie sur vos murs, il a affiché en même temps aux yeux de tous le mépris qu'il porte aux lois électorales de la Ve République.

Bénéficiant du désistement avec soutien actif de tous les candidats nationaux de la circonscription, je reste seul face à M. Bernard Lafay. C'est la Ve République contre la IVe, le système contre l'espérance.

Vous ne pouvez plus faire confiance aux hommes qui ont mené le pays au bord de la catastrophe.

La France ne peut pas se permettre un 13 mai tous les ans.

Vous ferez confiance aux hommes de l'Union pour la Nouvelle République (la plus grande force politique grâce à vous).

— Parce qu'ils ont vu clair ;
— Parce qu'ils ont eu raison ;
— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre ;
— Parce qu'ils sont la garantie d'une France nouvelle caractérisée par :

1° La paix en Algérie ;
2° L'organisation des pays d'outre-mer ;
3° La réforme de l'Etat, de l'administration et de la justice ;
4° Le regroupement parlementaire autour de l'U. N. R. ;
5° Une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière et lui permettant de prendre la tête de la future Communauté européenne ;
6° L'expansion économique ;
7° Une politique financière et monétaire ;
8° La construction rapide de logements à usage locatif ;
9° Une politique sociale de promotion des salariés ; une saine gestion de la sécurité sociale et de l'assurance-vieillesse ; le plan de salaire garanti ;
10° La réforme de l'enseignement en respectant le pluralisme traditionnel.

Le 30 novembre, pour une France jeune, dynamique, humaine.

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez utile.

Votez Guy VASCHETI

VINGT-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. François MISSOFFE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

François MISSOFFE

Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre 1939-1945
39 ans. — Marié, père de cinq enfants
Cadre dans une entreprise parisienne. — N'a jamais fait de politique
Candidat investi par l'U.N.R. dans la 24e circonscription

Remplaçant éventuel :

Jean de PREAUMONT

« Vous choisirez de nouveaux représentants libres et désintéressés. »

Charles de Gaulle (Discours de Lyon, octobre 1958)

Electeurs et Electrices de la 24e Circonscription,

Pourquoi je suis candidat

Hier, comme vous, j'ai été écœuré par la politique. Les partis avaient accaparé tous les pouvoirs et j'ai toujours refusé de me mêler à ces professionnels de la politique.

Aujourd'hui, grâce à de Gaulle, je crois qu'il est possible de faire du bon travail dans un Parlement d'hommes nouveaux, compétents et dévoués à la démocratie.

C'est pourquoi, répondant à l'appel de l'U. N. R., je me présente à vos suffrages.

Mon programme

Mon programme est celui de tous les Français qui méprisent les querelles de partis et ont avant tout le souci de l'honneur de la France, de la justice sociale, de la paix sociale, et de l'avenir de leurs enfants.

Libre de tout passé politique, décidé à aider le Général de Gaulle dans son œuvre de rénovation, je vous garantis de mener avec vous une politique tenant compte des grandes urgences nationales et aussi des problèmes propres à votre circonscription ; je lutterai avec vous :

— pour le retour de la paix en Algérie et pour une grande Communauté franco-africaine,

— pour la sécurité de l'emploi, la promotion ouvrière et le droit des travailleurs à une vieillesse heureuse (nos vieux doivent avoir de nouvelles maisons de retraite),

— pour des foyers mieux logés (il ne faut plus revoir les drames de la rue de la Jonquière et de la rue Berzelius),

— pour une politique de la jeunesse (en particulier de nouvelles crèches dans notre circonscription, une école maternelle moderne rue des Epinettes),

— pour nos problèmes d'urbanisme : circulation, marché, adduction d'eau,

— pour une fiscalité simplifiée.

Je vous garantis de vous rendre des comptes

Dès maintenant, je m'engage à organiser avec vous des groupes d'étude et d'action politique.

Quatre fois par an, je vous rendrai compte publiquement de mon action au Parlement.

Je crois profondément qu'avec un Parlement d'hommes nouveaux, pleinement responsables, le Général de Gaulle pourra poursuivre l'œuvre de rénovation que notre Oui du 28 septembre a rendue possible.

Prêt à assumer toutes mes responsabilités devant vous, je m'en remets à vos suffrages.

François MISSOFFE
Candidat investi par l'U. N. R.

La France s'est retrouvée.
Pour « faire le reste » votez neuf.

Votez François MISSOFFE

Remplaçant éventuel :

Jean de PREAUMONT

2e CIRCULAIRE

L'union des oui a triomphé pour de Gaulle — Les Français ont choisi l'U.N.R.

François MISSOFFE
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre 1939-1945
39 ans. — Marié, père de cinq enfants
Cadre dans une entreprise parisienne. — N'a jamais fait de politique
Candidat U.N.R.

Comme dans la France entière, près de 10.000 d'entre vous aux Epinettes-Batignolles ont voté : de Gaulle, U. N. R., Missoffe.

Les associations d'anciens combattants décident de soutenir Missoffe.

A l'unanimité, les présidents de toutes les associations nationales d'anciens combattants ont décidé de soutenir, aux Epinettes-Batignolles, la candidature de François Missoffe à l'exclusion de toute autre candidature.

« *L'avenir, un grand avenir est ouvert à tous.* »
Charles de Gaulle

Electrices et Electeurs de la 24e Circonscription,

Pour de Gaulle vous avez choisi l'U. N. R.

Chaque jour pendant les trois semaines de campagne électorale, me refusant, vous le savez, à toute attaque personnelle, à toute critique rétrospective, à toute promesse démagogique, je vous ai dit : « Pour aider de Gaulle, votez U. N. R. ».

Près de 10.000 d'entre vous, confirmant leur Oui du 28 septembre ont déjà répondu à mon appel.

Comme vous, dans tout le pays, les Français ont reconnu dans l'U. N. R. une grande force politique nouvelle qui, dans le Parlement de demain, prendra en charge les intérêts de la France.

L'U.N.R. garantira la République Nouvelle que vous avez voulue.

Je vous ai déjà exposé le programme de l'U.N.R. et je vous en rappelle l'essentiel :

— Interdire les combinaisons et les rivalités personnelles qui nous ont conduit à l'abîme ;

— Faire triompher la politique de de Gaulle : paix en Algérie dans l'honneur, justice sociale et progrès social.

Ces objectifs, l'U. N. R. pourra les atteindre parce qu'elle est la seule force politique nouvelle composée d'hommes neufs et compétents, demeurés toujours fidèles à de Gaulle.

MASSIVEMENT, FAITES RESPECTER VOTRE OUI, VOTEZ U. N. R.

Il faut que vos suffrages massifs assurent à votre représentant une autorité indiscutée dans l'U. N. R. qui, demain, parti de Gouvernement, au centre de l'Assemblée, défendra avec vous les intérêts de notre pays.

Electeurs et Electrices des Epinettes-Batignolles, comme tous les Français, vous marquerez votre confiance en de Gaulle, votre volonté de mettre fin au « système » et de réaliser l'union de tous les républicains en votant U. N. R.

Vive la France !
Vive la République !

FRANÇOIS MISSOFFE
Candidat investi par l'U.N.R.

Pour le respect définitif de votre Oui, faites l'union sur François Missoffe, seul candidat présenté par l'Union pour la Nouvelle République.

Votez FRANÇOIS MISSOFFE

Remplaçant éventuel :

JEAN DE PREAUMONT

VINGT-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean PECASTAING
(Candidat d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

JEAN PECASTAING
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Candidat d'Union Nationale

présenté par

Le Centre national des indépendants (A. Pinay — R. Duchet)
Le Centre républicain (A. Morice — B. Lafay)
La Démocratie chrétienne de France (Georges Bidault)

en appelle aux habitants des Grandes-Carrières pour participer à l'œuvre de redressement où la France a été engagée depuis le 13 mai dernier :

— pour le maintien de la grandeur française dans sa dignité retrouvée,
— pour le rétablissement de l'autorité et de la moralité,
— contre toute politique d'abandon qui déshonore,
— pour une politique nationale et libérale adaptée aux progrès scientifiques,
— pour la fraternité contre l'individualisme qui conduit à l'anarchie.

JEAN PECASTAING

Ingénieur Civil des Ponts et Chaussées et de l'Ecole Supérieure d'Electricité
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Vice-Président de la Commission du Budget au Conseil Général
Président du Conseil d'Administration de la Société d'Economie mixte du Domaine de Beauregard
Administrateur à l'Office H.L.M. de Paris et à la Société de Gérance des Immeubles Municipaux
28, rue Montcalm, Paris (18e), Quartier des Grandes-Carrières

Le suppléant :

MICHEL SY

Docteur ès sciences de l'Université de Paris
Chargé de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique
Secrétaire Général de l'Olympique-Montmartre Sport
34, rue Joseph-de-Maistre, Paris (18e), Quartier des Grandes-Carrières

Electeurs, Electrices des Grandes-Carrières,

Vous qui voulez un candidat d'union nationale, pour éviter la dispersion des voix profitable aux partis de l'étranger, sachez que je suis le candidat investi et soutenu par tous les représentants des groupements nationaux qui ont appelé au pouvoir le Général de Gaulle afin de tirer la France de l'anarchie où elle allait être plongée par la rivalité des partis, le goût de l'abandon et le maquignonnage.

Vous qui voulez un candidat issu de votre quartier, connu de vous, sachez que j'y habite depuis plus de trente ans, qu'élu Conseiller municipal par vous-mêmes en 1953, je connais vos aspirations et vos charges et, en particulier, celles qui incombent aux propriétaires et riverains de voies privées. Sachez, que Michel Sy, mon suppléant, y habite aussi.

Vous qui êtes las des bavardages, des écrits imprimés, de la prose payée à la ligne, sachez que j'ai passé quarante ans de ma vie à calculer et à bâtir. Sachez aussi, qu'à l'âge de 28 ans, mon suppléant sera, dans quelques jours, couronné par l'Académie de Médecine pour ses recherches sur le traitement du cancer, de la tuberculose et de la lèpre.

Vous qui aimez la France, vous qui voulez la rétablir dans sa grandeur passée, vous qui redoutez l'inflation qui appauvrit les pauvres, vous qui aspirez à plus de justice sociale, vous qui voulez le rétablissement de la paix, sachez que tout cela est à votre portée par l'exploitation des ressources inépuisables s'offrant aux hommes qui voudront généreusement les utiliser pour le plus grand bien de tous.

Vous qui voulez que resplendissent la joie et l'amour sur tous les visages des Fran çais, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, enrichissez-les, donnez-leur du cœur à l'ouvrage en répandant à profusion l'énergie découverte dans leur sous-sol, en fertilisant leur terre par l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, en donnant à tous du travail dans l'abondance et la joie.

Vous qui voulez des laboratoires et des découvertes qui honorent la France et les Français.

Votez pour un chercheur, un savant :

MICHEL SY

Vous qui voulez voir Paris agrandi suivant un plan d'urbanisme rationnellement conçu.

Vous qui ne voulez plus de taudis infâmes.

Votez pour un ingénieur, un bâtisseur :

JEAN PECASTAING

2e CIRCULAIRE

ENFIN DU NOUVEAU...

Ayant obtenu 11.373 voix au scrutin du 23 novembre, Jean Pecastaing, candidat d'Union nationale, se place nettement en tête des autres candidats.

Il l'emporte par plus de 1.500 voix sur le candidat communiste, qui avait pourtant dépassé de plusieurs milliers de voix tous les autres candidats aux élections de 1956, et se tenait toujours en tête de toutes les formations politiques dans le Quartier des Grandes-Carrières depuis plusieurs dizaines d'années.

Ainsi, par un fait nouveau, électeurs et électrices, vous avez voulu démontrer que, lorsqu'un homme de cœur, connu de vous, se présente à vos suffrages, vous savez faire abstraction de toute politique partisane pour porter votre choix sur un honnête homme qui, lui-même, n'aura d'autre souci que de servir la France et vous-mêmes dans la paix intérieure et extérieure assurée par l'accroissement général des richesses et leur plus juste répartition.

Ainsi, par un fait nouveau, électeurs et électrices, vous avez voulu exprimer que la vérité n'est l'apanage ni de la droite ni de la gauche, mais qu'elle est dans l'homme qui la respecte et qui l'aime.

En troisième position se place le candidat U. N. R., qui, bien qu'inconnu de vous, a su exploiter à son profit l'espoir que les Français mettent dans la personne du Général de Gaulle.

Mais, par un fait nouveau, accaparant une pensée et un nom, dont il lui était pourtant interdit de se servir, ce candidat refuse de se désister en faveur de celui qui a été investi par le suffrage universel au premier tour de scrutin. Il fait ainsi le jeu du parti communiste, dont il risque d'assurer le succès, malgré une perte considérable de voix.

Electeurs, Electrices,

Entre le nouveau qui est rempli d'espérance,
Et le nouveau qui conduit à la dégradation et à la ruine,
Choisissez et votez pour :

JEAN PECASTAING

Ingénieur Civil des Ponts et Chaussées et de l'Ecole Supérieure d'Electricité
Conseiller Municipal de Paris. — Conseiller Général de la Seine
Vice-Président de la Commission du Budget au Conseil Général
Président du Conseil d'Administration de la Société d'Economie mixte du Domaine de Beauregard
Administrateur à l'Office H.L.M. de Paris et à la Société de Gérance des Immeubles Municipaux
28, rue Montcalm, Paris (18e), Quartier des Grandes-Carrières

Le suppléant :

MICHEL SY

Docteur ès sciences de l'Université de Paris
Chargé de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique
Secrétaire Général de l'Olympique-Montmartre Sport
34, rue Joseph-de-Maistre, Paris (18e), Quartier des Grandes-Carrières

Electeurs, Electrices,

Que suis-je ? Qu'ai-je fait ?

Vous le savez sans doute, puisque vous m'avez apporté 11.373 suffrages, venus des divers quartiers des Grandes-Carrières, et d'autant plus abondants que j'y étais mieux connu.

Vous avez voulu ainsi exprimer votre désir d'être représentés par un homme de votre quartier que vous avez pu juger et estimer. Vous avez aussi voulu témoigner votre reconnaissance à mon suppléant, Michel Sy, qui à l'âge de 28 ans, sera le 9 décembre prochain, couronné par l'Académie de Médecine pour ses découvertes sur le traitement du cancer, de la tuberculose et de la lèpre.

Cependant, il est nécessaire de confirmer, au deuxième tour de scrutin, un succès qui sera le vôtre.

Pour faciliter votre action auprès des hésitants ou de ceux qui ont été induits en erreur, apprenez que, élu, par vous au Conseil Municipal de Paris en 1953, j'ai défendu vos intérêts avec une redoutable âpreté.

C'est ainsi que, rapporteur sur un projet de convention liant la ville de Paris et Electricité de France pour fourniture d'énergie électrique, j'ai fait obtenir des conditions telles que les Parisiens gagnent chaque année, depuis 1954, plus de 1,5 milliard.

Je me suis opposé à l'amenée du gaz de l'Est à Paris, parce qu'il est cher, de mauvaise qualité et toxique.

J'ai préconisé l'amenée du gaz de Lacq à Paris, où son arrivée, prévue pour 1960, provoquera une baisse appréciable des prix.

J'ai pris part à tous les travaux intéressant le logement et, président de la Société d'économie mixte du Domaine de Beauregard, j'ai fait construire 1.500 logements destinés à sortir de leur taudis 1.500 familles d'ouvriers de Paris et de la banlieue.

Je me suis opposé avec succès à la démolition de l'Hôtel-Dieu, dont l'emplacement devait être utilisé pour une annexe de la Préfecture de police.

J'ai refusé la pénétration de l'autoroute-sud dans Paris, car il est absurde de faire arriver place Denfert-Rochereau 2.000 véhicules par heure.

J'ai combattu tous les projets de travaux inutiles.

Entre deux solutions, j'ai demandé que soit choisie toujours la plus simple et la moins onéreuse.

Ainsi je vous défendais tous, en diminuant la charge de vos impôts, que vous soyez industriels, artisans, employés ou ouvriers.

Je ne vous avait pas fait d'autres promesses. Je les ai toutes tenues.

Demain, conduit par vos suffrages à l'Assemblée Nationale, je continuerai la même besogne, avec la même ardeur.

Ainsi, réduisant les dépenses inutiles, exigeant que soient exploitées les ressources inemployées, je participerai à l'amélioration du bien-être général par une construction accélérée de logements, tandis que, par des investissements rémunérateurs, et une meilleure répartition des richesses, il y aura plus de bien-être pour tous.

Les populations d'Algérie et de l'Union française en bénéficieront d'autant plus qu'il existe sur leur territoire d'extraordinaires possibilités en pétrole, gaz, minerai de fer et d'uranium. Des découvertes récentes permettent même de modifier le climat de ces régions et d'en fertiliser le sol.

Ayant résolu les problèmes économiques, les problèmes politiques se résoudront aisément.

Et alors viendra la paix dans l'unité véritable enfin retrouvée pour une grande France.

Jean PECASTAING
Michel SY

VINGT-SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Joël LE TAC

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Depuis le jour où, à 20 ans, il franchissait la Manche pour rallier l'étendard à Croix de Lorraine, jusqu'au 13 mai dernier où, à Alger, il vivait les minutes de la résurrection nationale, Joël Le Tac n'a jamais eu d'autre devise que « être aux côtés du Général de Gaulle ». Et il n'en veut pas d'autre.

S'il est votre représentant à l'Assemblée, il sera, et toute sa vie de Compagnon de la Libération en témoigne, l'homme du « Oui à de Gaulle ».

En disant oui à de Gaulle il dit aussi oui à son programme. Ce programme c'est celui du plus grand homme d'Etat que la France ait eu depuis Richelieu. Que dit ce programme ?

La France

Il veut que la France retrouve son rang. Elle a tout pour cela : les hommes et les richesses de Dunkerque à Tamanrasset. Elle a la houille noire, elle a la houille blanche, elle a le pétrole sous les sables du Sahara, elle a l'uranium. Enfin, elle a les Français, cadres et ouvriers, qui doivent être solidaires de l'entreprise nationale.

La Communauté

Tous les peuples d'outre-mer, sauf un, ont dit oui à la grande France qui est en train de naître. C'est un continent entier, l'Afrique, qui pésera dans la balance du monde le poids des grandes puissances.

Le monde

La France trouve son salut dans son propre destin et sur les vastes terres ralliées à elle. Elle n'a besoin de s'inféoder ni au dollar ni au rouble. La France et le franc, restaurés ensemble, déclarent la paix au monde et ne lui réclament que le respect. Plus que jamais elle veut inscrire sur ses frontières les plus lointaines « Ici commence le monde de la liberté ».

C'est pour marcher en votre nom aux côtés de de Gaulle dans cette triomphale avenue qu'il nous ouvre aujourd'hui que Joël Le Tac son fidèle d'hier, son fidèle d'aujourd'hui, son fidèle de demain, sollicite vos suffrages.

Vous ne vouliez plus de la IVe République — celle des partis — qui menaient la France à la guerre civile puis à l'esclavage, celle de tous les abandons et de toutes les hontes.

Vous ne vouliez plus de la IVe République — celle des partis — mettant le patrimoine national à l'encan, donnant toujours tort à nos soldats et raison à nos ennemis.

Vous ne vouliez plus de la IVe République — celle des partis — qui pendant deux ans, abusant de notre patience, ne furent d'accord que sur un point : laisser dans l'ombre de sa retraite le sauveur de la patrie.

Enfin, il y eu le sursaut national du mois de mai et le retour du libérateur. Alors, à une écrasante majorité, tournant le dos au passé, vous avez dit Oui à l'avenir.

Vous avez dit Oui à la Ve République.

Aujourd'hui, la Ve République vous appelle à élire votre premier représentant.

Mais les anciens partis de la IVe République sont toujours là. On n'entend qu'eux. On ne voit qu'eux. Coiffant le képi à deux étoiles qui leur va si mal, ils espèrent bien, à la faveur de la confusion électorale, revenir en place et renvoyer à son village celui qui a osé dire « Halte-là ! » à leurs vils marchandages.

Vous ne voudrez pas être les complices de cette mystification.

Fidèles à votre Oui du 28 septembre vous voudrez une République neuve, des hommes neufs, des députés qui soutiennent le général de Gaulle autrement que du bout des lèvres.

Cela, c'est l'engagement de l'U.N.R.

U.N.R. veut dire Union pour la Nouvelle République. U.N.R. c'est Jacques Soustelle, c'est Michel Debré, c'est Edmond Michelet, c'est tous les fidèles et les ministres du général de Gaulle. U.N.R., pour vous, c'est Joël Le Tac.

Joël LE TAC

40 ans

Compagnon de la Libération

Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire, Médaillé de la Résistance (avec rosette), Croix de Guerre 1939-1945 (3 citations à l'ordre de l'Armée), Croix de Guerre T.O .E.(2 citations à l'ordre de la division), Military Medal britannique.

Fils de Yvonne Le Tac, institutrice en 1906 rue Ferdinand-Flocon et directrice en 1938 de l'Ecole de la rue Antoinette et de André Le Tac, instituteur en 1938 rue Foyatier. Petit-fils de Mme Le Tac, née Hodeng, institutrice rue Hermel. Neveu de M. et Mme Maillard, respectivement directeur de l'Ecole de la rue Foyatier et directrice de l'Ecole de la rue Antoinette en 1935.

La rue Antoinette portera bientôt le nom de « rue Yvonne Le Tac », doyenne des déportées résistantes, décédée le 23 décembre 1957.

Rejoint de Gaulle à Londres le 22 juin 1940. Fondateur en novembre 1940, avec le capitaine Bergé, de la 1re Compagnie de parachutistes de la France Libre. Membre de la première mission parachutée en France le 12 mars 1941.

Chef du Réseau Evasion par voie de mer (Bretagne-Nord).

Organisateur des premiers parachutages d'armes et de matériel en France occupée.

Chef du Réseau Overcloud, premier réseau d'Action en France occupée.

Déporté trois ans et demi comme N.N. (Nuit et Brouillard) au Struthof, Dachau, Neuengamme, Gross Rosen, Dora, Bergen-Belsen.

Journaliste à *Paris-Match,* envoyé spécial en Corée, en Indochine (Dien-Bien-Phu et Tonkin), en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Israël, à Port-Saïd, au Liban.

Joël Le Tac est le candidat de l'U.N.R.
Il est le candidat de ceux qui ont dit Oui à de Gaulle.
Dites Oui une fois de plus.
Votez U.N.R. Votez Joël Le Tac.

Remplaçant éventuel :

ANDRE LACAZE

40 ans
Commandeur de la Légion d'Honneur
Journaliste
Médaillé de la Résistance. — Croix de Guerre 1939-1945
Campagne de France (forêt de la warndt et Dunkerque)
Chef-Adjoint du Réseau Overcloud dirigé par Joël Le Tac, premier réseau Action en France occupée
Déporté trois ans et demi à Mathausen et Loibl Pass (frontière yougoslave)
Chef des Informations de *Paris-Match*

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Ainsi l'U.N.R. arrive en tête à Clignancourt.

Parce que comme dans toute la France les citoyens ont su discerner qui étaient les vrais et les seuls fidèles du général de Gaulle.

Parce que notre programme est constructif.

Pour cela je vous remercie du fond du cœur.

Amis Electeurs, Amies Electrices,

Merci pour une victoire que vous m'accordez dans une campagne électorale au cours de laquelle nous avons lutté avec le seul argument de la sincérité politique.

Vous permettez à un enfant de Clignancourt de battre le parti de l'étranger, et cela est un grand succès.

Mais, pour que le candidat communiste soit définitivement éliminé vous avez le devoir sacré de porter vos voix au second tour à celui qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Et, puisque vous m'avez fait cet honneur c'est donc à moi d'être le porte-drapeau de tous ceux qui veulent une France, libre, forte, heureuse.

Les candidats qui par égoïsme ou par aveuglement se maintiennent au second tour au mépris de l'intérêt de la Patrie, portent une grave responsabilité. C'est une obligation nationale, quels que soient vos sentiments, de leur refuser vos suffrages.

En faisant confiance à l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) vous avez affirmé votre désir de voir des hommes nouveaux prendre la relève de ceux qui ont conduit la France au bord de la guerre civile.

Le deuxième tour de la consultation vous conduira à confirmer l'éclatant succès du 23 novembre.

Je renouvelle solennellement les déclarations sur lesquelles je n'ai jamais varié : fidélité au général de Gaulle pour un avenir meilleur de notre pays.

Je désire ardemment que notre circonscription comprenne que son futur député n'est pas seulement son représentant au Parlement, mais aussi l'être humain avec lequel il est possible de débattre du bien commun.

Notre campagne électorale a été celle d'une équipe de trois candidats qui ont voulu, au-delà d'une ligne administrative artificielle, considérer le 18e arrondissement comme une unité et une communauté et s'épauler l'un l'autre pour la victoire. N'est-ce pas un réconfort de penser au succès de notre ami Bernasconi contre Jeannette Vermeersch à la Goutte d'Or ?

Défenseur traditionnel de toutes les libertés pour lesquelles mes amis de l'U.N.R. et moi-même avons souvent payé de notre chair et de notre sang, nous prenons l'engagement de donner de notre pays une image encore plus belle que celle que nous souhaitions dans les terribles moments d'épreuve de la cladestinité et de la déportation.

Unissons-nous tous pour le renouveau de la Patrie.

JOËL LE TAC

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaillé de la Résistance (Rosette)
Croix de Guerre 1939-1945 (3 citations à l'ordre de l'Armée). — Croix de Guerre T.O.E.
British Military Medal
Ancien Chef de réseaux de la France Combattante
Déporté N.N. (Nuit et Brouillard) trois ans et demi
Journaliste à *Paris-Match*
Médaillé de la Résistance. — Croix de Guerre 1945
Candidat d'Union nationale investi par l'Union pour la Nouvelle République

Remplaçant éventuel :

ANDRE LACAZE

40 ans
Commandeur de la Légion d'Honneur
Chef-Adjoint du réseau dirigé par Joël Le Tac
Déporté trois ans et demi

VINGT-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean BERNASCONI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Jacques Soustelle, Edmond Michelet, Michel Debré.

Electeurs, Electrices,

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis qui ont conduit la IVe République à sa perte, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ont manqué de peu d'entraîner notre pays dans un chaos insurmontable, ces mêmes hommes reprennent le combat pour essayer de survivre.

Ils ont modifié leurs slogans — ils maquillent leurs étiquettes — ils sont maintenant tous des adeptes du Général de Gaulle ; ils prétendent tous lutter contre les abus de ce système dont ils étaient incontestablement les piliers.

Ils ne méritent plus votre confiance.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une Communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : ... « ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Les candidats de l'U. N. R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

Dans la paix retrouvée, la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine.

L'organisation et la mise en valeur des pays d'outre-mer au sein de la Communauté.

La réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations, le regroupement régional des services techniques.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière.

Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement rationnel ;

— la modernisation de l'agriculture ; la garantie du revenu agricole ; la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc ;

— une réforme profonde de la fiscalité, établissement de la justice fiscale.

Construction de logements à usage locatif, lutte contre la spéculation des terrains à bâtir ; constructions de locaux scolaires.

Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— revalorisation du pouvoir d'achat ;

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— création d'une assurance-chômage ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations notamment de l'assurance « vieillesse » en fonction des besoins réels ;
— revalorisation de la Médaille Militaire ;
— maintien du droit à réparation pour les anciens combattants, victimes et veuves de guerre ;
— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement.

Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez Bernasconi.

Jean BERNASCONI
Employé administratif (Métallurgie)
Secrétaire Général des Comités Ouvriers et Professionnels

Remplaçant éventuel :

Henri POZZA
Technicien métallurgiste

2e CIRCULAIRE

COMITES OUVRIERS ET PROFESSIONNELS

Union pour la Nouvelle République.

Jacques Soustelle, Edmond Michelet, Michel Debré.

Electeurs, Electrices,

Du fond du cœur, merci.

Merci pour la confiance que vous nous avez accordée après une campagne électorale qui fait suite à dix années de luttes pour les libertés et la justice sociale.

En votant pour l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), vous avez affirmé votre désir de voir des hommes nouveaux.

Citoyens, Citoyennes,

Le deuxième tour de la consultation électorale vous conduira à confirmer l'éclatant succès du 23 novembre et à l'amplifier à la mesure de nos espérances et de notre foi dans les destinées du pays.

La classe ouvrière française, trahie par le parti de l'étranger, doit bénéficier du mieux-être de la Nation.

Je renouvelle solennellement les déclarations sur lesquelles je n'ai pas varié ces dernières semaines — recherche systématique des options les plus valables pour un avenir meilleur, travail acharné jour les réalisations urgentes dont nous avons besoin : problème du logement, association capital-travail, assurance-chômage, jeunesse, retraite décente pour les vieux travailleurs, recherche scientifique, veuves de guerre.

Je désire ardemment que notre circonscription comprenne que son futur député est un être humain dont la volonté a été forgée au combat pour une véritable justice sociale, avec lequel il est nécessaire de débattre des graves problèmes sociaux et nationaux qu'il faudra résoudre en commun avec votre approbation.

Votre choix est clair entre :

— la « démocratie » illustrée par les horreurs de Poznan et Budapest,

— la démocratie que nous voulons bâtir, unis autour du libérateur de la Patrie : le Général de Gaulle.

Aidez-moi,
Soyez avec moi,
Unissons-nous tous pour votre victoire.

Vous permettrez ainsi à un représentant de votre circonscription réalisant l'union de tous les candidats non communistes de battre le parti de l'étranger.

JEAN BERNASCONI
Candidat d'Union Nationale
Employé administratif (Métallurgie)
Secrétaire Général des Comités Ouvriers et Professionnels

Remplaçant éventuel :

HENRI POZZA
Technicien métallurgiste
Syndicaliste

VINGT-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre RUAIS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.
Centre national des indépendants (Fédération de la Seine).

Chers Concitoyennes et Concitoyens de Combat et Villette,

L'AMITIÉ DE MES CONCITOYENS

Depuis onze ans, vous me voyez travailler au milieu de vous et avec vous, soucieux de votre opinion et de vos problèmes. Je suis votre ami, un des vôtres et ne viens pas de l'extérieur comme certains chercher fortune politique sur votre dos : en effet, bien que vous m'ayez déjà envoyé deux fois au Conseil Municipal, pour gérer les affaires de la cité, je n'avais jamais sollicité de vous le mandat parlementaire.

MA POSITION POLITIQUE

Mais aujourd'hui tout est changé, de Gaulle est arrivé au pouvoir et vous lui avez fait massivement confiance le 28 septembre pour redresser le pays. Or, je suis resté depuis le 18 juin 1940 un de ses fidèles Compagnons parce qu'il a toujours discerné clairement les intérêts de la France et a su prendre la barre fermement quand le pays était en danger. J'ai toujours lutté derrière lui : pendant la tourmente dans les troupes à la Croix de Lorraine, puis dans son Cabinet, dans ses Conseils et enfin dans la formation politique qu'il créa.

Avec les Républicains Sociaux je n'ai cessé de réclamer son retour au pouvoir et

la fin du Système néfaste. Je pense donc qu'ayant vu clair quand les hommes de partis s'entêtaient dans les combinaisons de couloir, ayant eu raison en appelant le retour du Libérateur et le changement des institutions, je vous donne plus de garanties que mes concurrents pour assurer la rupture avec le passé et la construction d'une France nouvelle.

En me présentant sous le signe de l'Union pour la Nouvelle République, je me porte solidaire de cette politique avec Debré, Soustelle, Michelet, mes amis de toujours, fidèles Compagnons et Ministres du Général de Gaulle.

En me donnant aussi son investiture, la Fédération de la Seine du Centre National des Indépendants a entendu déjouer la manœuvre tentée par les partis avec un homme qui, naguère compagnon du Général de Gaulle, veut aujourd'hui diviser des suffrages qui devaient tous se porter groupés au secours du libéralisme et contre le danger communiste.

Je la remercie ainsi que les militants Radicaux et M. R. P. du XIXe qui, avec désintéressement, ne m'ont pas opposé de candidats.

J'ai toujours été et resterai un homme d'union recherchant le progrès par le rapprochement des points de vue mais ennemi de l'anarchie partisane.

MON PROGRAMME

Si vous m'envoyez au Parlement, mon action aura pour objectif unique le redressement de la France. Ce redressement doit être centré sur quatre objectifs :

— Algérie et Communauté française ;
— Jeunesse, logement, enseignement, anciens combattants ;
— Expansion économique et promotion artisanale et ouvrière ;
— Paix et influence de la France dans le monde.

Algérie et Communauté française

Les mères et les épouses veulent voir le combat cesser rapidement. Notre humanisme le commande. L'autorité et l'esprit de décision du Général de Gaulle remplaçant l'irrésolution et les promesses jamais tenues du système ont déjà jugulé le terrorisme, subjugué les bandes fellagha et conquis l'adhésion des populations algériennes.

Pour arrêter à jamais la lutte fratricide, il faut tenir les promesses de Constantine : arracher à la misère et à l'ignorance la masse algérienne et l'amener à choisir des représentants authentiques qui bâtiront librement et fraternellement avec nous l'ensemble franco-algérien.

Alors l'Afrique française sera rassurée et la construction de la Communauté française pourra s'y poursuivre.

La tâche est possible financièrement, d'immenses ressources minérales et énergétiques seront la base de l'expansion économique nécessaire.

Jeunesse, logement, enseignement, anciens combattants

La mission de la famille est de conduire les jeunes à voler de leurs propres ailes, celle de l'Etat est de les aider à créer les nids nouveaux, à ne pas leur rogner les ailes, et à leur fournir une aide massive.

Je m'occupe suffisamment de nos anciens pour ne pas être accusé de les négliger, mais je dis que le système a manqué à ses devoirs envers les jeunes. Je suis bien arrivé avec mes collègues à créer des ensembles aussi novateurs que Carrel — Meaux ou Tanger — Flandre, mais ce n'est pas assez. Il faut accroître d'extrême urgence le programme locatif en France à 400.000 logements par an.

Mais il ne suffit pas de dispenser l'enseignement de base et de combler toutes les insuffisances actuelles en locaux et en maîtres : pour qu'ils puissent prendre leur essor et bâtir leur avenir avec celui de notre pays, il faut donner aux jeunes sur une grande échelle et en respectant le pluralisme traditionnel, la formation à toutes les techniques et un large accès aux disciplines les plus élevées.

Les Anciens Combattants qui ont des droits sur tous seront leur exemple.

EXPANSION ÉCONOMIQUE ET PROMOTION ARTISANALE ET SOCIALE.

Cette expansion doit résulter du développement prioritaire de nos ressources d'énergie de Métropole et d'Outre-mer, de la mise en vigueur d'un plan d'aménagement des régions et territoires sous-équipés, de la modernisation des productions et de l'aide à la production artisanale. Il faudra donner aux petits commerçants la possibilité de s'organiser de façon compétitive pour ne pas être étranglés. Une politique financière d'équilibre budgétaire et de stabilité monétaire permettra un large appel à l'épargne ; l'impôt devra être simplifié et la justice fiscale établie.

Un climat de confiance dans la justice devra être établi entre les salariés, l'entreprise et l'Etat. Promotion des salaires liée à l'expansion et participation des travailleurs à l'élaboration d'une politique nationale au sein du Conseil économique en seront la clé.

LA PAIX ET L'INFLUENCE DE LA FRANCE DANS LE MONDE.

Si Charles de Gaulle veut que la France possède la bombe atomique c'est pour que la France soit admise à part entière aux tractations entre Russes, Anglais et Américains sur le sort du monde et puisse y exiger non pas l'illusoire cessation des expériences atomiques prônée par l'U.R.S.S., mais le contrôle des fabrications et la réduction des stocks d'armes nucléaires : redevenir une puissance influente pour amener Russes et Américains à composer !

Le 23 novembre, votez pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine.

Votez pour un homme qui a toujours soutenu de Gaulle.

Votez Pierre Ruais

Vive la République !
Vive la France !

PIERRE RUAIS

49 ans
Conseiller Municipal du 19e Arrondissement
Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique. — Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées
Marié, quatre enfants à charge
Ancien Membre du Cabinet du Général de Gaulle. — Ancien Président du Conseil Municipal de Paris
Ex-Capitaine Parachutiste des Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre, 4 citations. — Médaille de la Résistance
Ex-Vice-Président des Associations nationales pour l'Appel au Général de Gaulle
et pour le soutien de son action

Remplaçant éventuel :

GEORGES VOISIN

38 ans
Ancien Elève de l'Ecole libre des Sciences Politiques. — Gérant de Société
Ex-Membre du Comité Directeur du M.L.N.
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Ancien Responsable de la propagande du R.P.F. Région parisienne

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs de Combat et Villette,

Je vous remercie de la confiance massive que vous avez placée en votre ami de dix ans.

Le 23 novembre, par 13.931 voix contre 3.387 à mon plus proche concurrent, vos suffrages m'ont désigné comme candidat national unique.

Le candidat du parti communiste, qui n'a obtenu que 11.015 voix, subit ainsi un grave échec que vous devez transformer en déroute le 30 novembre.

Je suis sûr que votre manifestation de confiance sera encore beaucoup plus ample dimanche prochain.

Car la clarté est faite : quatre candidats se trouvent éliminés faute d'avoir atteint 5 % des voix.

Le candidat du parti S.F.I.O., que vous connaissez bien, ne fera sûrement pas le jeu du communiste.

Le candidat des partis (Indépendants, Centre Républicain R.G.R. et Démocratie Chrétienne), M. Troisgros, qui venait tenter se chance dans notre arrondissement, n'a obtenu que 3.153 voix : il devra se retirer.

Je resterai donc seul, face au danger communiste qui demeure !

Que toutes les voix que je n'ai pas eues dimanche et qui ne se sont pas manifestées ou se sont éparpillées sur des hommes qui, eux aussi, ne voulaient pas voir passer le candidat communiste, se bloquent sur mon nom le 30 novembre.

Alors le parti communiste, qui a été distancé le 23 novembre, sera écrasé !

Ainsi vous apporterez votre soutien massif à l'action nationale du général de Gaulle et au programme que je vous ai développé dans ma première circulaire.

Pour confirmer votre « Oui » du 28 septembre tous aux urnes le 30 novembre !

Plus d'abstentions, votez tous Pierre Ruais, seul candidat d'Union Nationale.

Vive la République !
Vive la France !

Pierre RUAIS
49 ans
Conseiller Municipal du 19e Arrondissement
Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique. — Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées
Marié, quatre enfants à charge
Ancien Membre du Cabinet du Général de Gaulle. — Ancien Président du Conseil Municipal de Paris
Ex-Capitaine Parachutiste des Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre, 4 citations. — Médaille de la Résistance
Ex-Vice-Président des Associations nationales pour l'Appel au Général de Gaulle
et pour le soutien de son action

Remplaçant éventuel :

Georges VOISIN
38 ans
Ancien Elève de l'Ecole libre des Sciences Politiques. — Gérant de Société
Ex-Membre du Comité Directeur du M.L.N.
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Ancien Responsable de la propagande du R.P.F. Région parisienne

---

VINGT-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges BOURRIQUET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.
Jacques Soustelle, Edmond Michelet, Michel Debré.

Electeurs, Electrices,

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis qui ont conduit la IVe République à sa perte, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ont manqué de peu d'entraîner notre pays dans un chaos insurmontable, ces mêmes hommes reprennent le combat pour essayer de survivre.

Ils ont modifié leurs slogans — ils maquillent leurs étiquettes — ils sont maintenant tous des adeptes du Général de Gaulle ; ils prétendent tous lutter contre les abus de ce système dont ils étaient incontestablement les piliers.

Ils ne méritent plus votre confiance.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : ... « ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Les candidats de l'U. N. R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

Dans la paix retrouvée, la conclusion d'un pacte algérien sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine.

L'organisation et la mise en valeur des pays d'outre-mer au sein de la Communauté.

La réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations, le regroupement régional des services techniques.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière.

Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome);

— l'aménagement rationnel ;

— la modernisation de l'agriculture ; la garantie du revenu agricole ; la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution, possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc ;

— une réforme profonde de la fiscalité ; établissement de la justice fiscale.

Construction de logements à usage locatif, lutte contre la spéculation des terrains à bâtir ; constructions de locaux scolaires.

Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— revalorisation du pouvoir d'achat ;

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la sécurité sociale ;

— création d'une assurance-chômage ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » en fonction des besoins réels ;

— revalorisation de la Médaille Militaire ;

— maintien du droit à réparation pour les anciens combattants, victimes et veuves de guerre ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement.

Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez G. Bourriquet.

GEORGES BOURRIQUET
Acheteur principal dans une importante société métallurgique française
Secrétaire Général-Adjoint du Comité National Ouvrier et Professionnel
pour le soutien de l'Action du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

PAUL BELLEC
Ex-Officier de Marine des F.F.N.L.
Médaillé militaire. — Vice-Président des Médaillés militaires du XIXe

---

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Jacques Soustelle, Edmond Michelet, Michel Debré.

Electeurs, Electrices,

Merci de votre confiance, qui me permet aujourd'hui d'être le candidat national de notre secteur, confirmant ainsi votre Oui et votre volonté d'en finir avec le Système.

En accordant votre confiance à l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.), vous avez affirmé votre désir de voir des hommes nouveaux prendre la relève de ceux qui ont conduit la France à l'abîme et qui voulaient reprendre dans la Ve République leur même politique.

Après le verdict national de dimanche dernier, vous confirmerez cet éclatant succès et l'amplifierez afin que demain, avec mes amis au Parlement nous soyons en mesure de faire respecter les engagements que nous avons pris envers vous.

Je vous renouvelle solennellement les déclarations sur lesquelles je n'ai jamais varié :

— Fidélité sans condition au Général de Gaulle,

— Recherche systématique des options les plus valables pour un avenir meilleur de notre pays,

— Travail acharné pour les réalisations urgentes dont nous avons besoin.

Je désire ardemment que notre circonscription comprenne que son futur député n'est pas seulement son représentant au Parlement, mais aussi l'être humain avec lequel il est possible de débattre le bien commun.

Après le désistement en ma faveur de Me Ribera, je me trouve ainsi le seul candidat national

— contre toutes les séquelles de l'ancien système,

— contre toutes les candidatures de division qui ne favorisent que le parti de l'étranger,

— pour barrer la route aux séparatistes.

Vous voterez national,
Vous voterez U. N. R.
Vous voterez Georges Bourriquet.

GEORGES BOURRIQUET
Acheteur principal dans une importante société métallurgique française
Secrétaire Général-Adjoint du Comité National Ouvrier et Professionnel
pour le soutien de l'Action du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

PAUL BELLEC
Ex-Officier de Marine des F.F.N.L.
Médaillé militaire. — Vice-Président des Médaillés militaires du XIXe

---

TRENTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roger PINOTEAU
(Candidat d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

CANDIDAT D'UNION NATIONALE
présenté par

le Centre national des indépendants (Président Antoine Pinay), la Démocratie chrétienne de France, le Centre républicain et les indépendants de gauche.

Docteur ROGER PINOTEAU
Conseiller Municipal de Paris
Médecin-Chef de l'Hospice de Belleville
Vice-Président de la Commission des finances. Vice-Président de la Commission du travail et du chômage
Membre du Bureau de la Commission de la Jeunesse et des Sports
Membre du Bureau du Conseil Général de la Seine
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Combattant 1939-1945 (citations)

Suppléant :

BENOIT LANNEYRIE
Commandant-pilote. — Aviateur de réserve. — Administrateur à l'Office du Combattant
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Parisiennes, Parisiens du XXe Arrondissement,

Vous voici appelés à désigner votre député de demain.
Il s'agit pour vous de le bien choisir.
Vous voulez du neuf et vous avez raison.

Avec le scrutin uninominal, le Général de Gaulle a voulu que nos Concitoyens sortent des ornières du Parlementarisme robot et choisissent pour les représenter des hommes qu'ils connaissent.

C'est dans cet esprit que, Indépendant, Médecin et ami de tous ceux qui vivent, travaillent et trop souvent souffrent dans notre XXe Arrondissement où j'exerce depuis vingt ans la Médecine sociale et dont je suis Conseiller Municipal depuis six ans, je me présente à vos suffrages.

MA POLITIQUE SERA SURTOUT SOCIALE :

Continuer à aider les vieillards dont la misère est infinie ; leur construire des hospices nombreux et modernes ; faciliter l'obtention de la carte d'économiquement faible et le bénéfice de la loi dite « Cordonnier », notamment en augmentant les plafonds des ressources ; aider les vieux travailleurs.

Mieux revaloriser les rentes viagères des petits épargnants ruinés par les dévaluations.

Assurer l'exonération fiscale des femmes seules ayant des parents vieux ou infirmes à leur charge.

Accorder à toutes les victimes des guerres, combattants, déportés, veuves et orphelins, non plus une aumône, mais le juste prix de leur chair meurtrie ou de leur douleur ; voter et appliquer la charte des anciens combattants.

Réformer la sécurité sociale qui devra être plus humaine aux malheureux.

Promouvoir une politique de construction intensive et hardie en encourageant l'accession à la propriété et en augmentant les crédits destinés à édifier de nombreux H. L. M.

MA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SERA DOMINÉE :

Par l'instauration d'une fiscalité nouvelle où chacun ne paiera que ce qu'il doit et qui permettra de ne plus faire a priori de tous les contribuables, des suspects. Cette réforme fiscale devra permettre la perception des impôts indirects au seuil de la commercialisation et supprimer la surtaxe progressive pour les revenus des classes moyennes.

Par une politique de plein emploi assurée grâce à la création de centres d'apprentissage accéléré dans l'industrie privée. Les hommes et les femmes ayant atteint la maturité ne doivent plus se trouver livrés au plus injuste des chômages.

Par une réforme de la fonction publique qui permettra une meilleure rémunération de ses agents.

Par un rajustement des salaires dans le cadre de l'accroissement de la production et de l'expansion économique.

Par une meilleure attention portée aux problèmes de la jeunesse, comportant le développement de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel, d'un enseignement moyen entre le complémentaire et le secondaire, complétant l'orientation professionnelle et facilitant la promotion ouvrière qui fournira les cadres techniques dont le pays a tant besoin.

Par la réforme de l'enseignement qui devra assurer l'allégement des programmes et la modernisation des techniques pédagogiques.

Par la défense de la famille en luttant contre l'alcoolisme en rénovant la moralité publique dans nos rues, nos spectacles et sur nos écrans.

Par le libre choix de l'école, la liberté de l'enseignement, ainsi que par la création de nouveaux terrains de sports et gymnases.

Par la défense des classes moyennes, le Gouvernement devant encourager dans l'industrie privée la signature de Conventions collectives garantissant la hiérarchie des cadres et des travailleurs qualifiés et devant assurer des facilités de crédits d'équipement en faveur des commerçants et des artisans. Le commerce et l'artisanat seront défendus contre les inquisitions ; l'égalité fiscale devra être réalisée.

Par la garantie d'une monnaie solide avec un franc stable, un équilibre budgétaire

établi par des économies rigoureuses et une décentralisation administrative, une épargne rassurée par l'Etat rénové dans un climat de liberté excluant tout dirigisme.

MA POLITIQUE DÉFENDRA LA PAIX :

A l'extérieur :

Une nation n'est respectée que si elle est forte et puissante.

La France sera forte et plus puissante si elle s'intègre dans une Europe unie.

Faire l'Europe c'est sauvegarder en même temps que la France, tous les Etats du vieux continent, car une guerre entre nations européennes, c'est aussi une guerre civile.

En Algérie :

Trop de Français meurent en Algérie, Français de souche et Français musulmans.

Trop de Français meurent aussi en France et notamment parmi les forces de l'Ordre et de la Police parisienne, cette police à laquelle le Conseiller municipal que je vous doit d'être depuis 1953, tient à rendre hommage. Il faut combler le fossé creusé entre les Français musulmans et les autres, par l'établissement d'une juste et véritable communauté où chacun aura des droits mais aussi des devoirs.

La France est assez grande et généreuse pour prendre une décision qui aura l'agrément de tous : le discours de Constantine nous trace les grandes lignes de cette solution. Nous faisons confiance au général de Gaulle pour la réaliser.

Nous savons que nous pouvons lui faire confiance car après avoir sauvé l'Honneur de la Patrie le 18 juin 1940, il a eu le nouvel et immense mérite de nous avoir épargné une guerre fraticide, il y a six mois. Comme l'a dit André Malraux : « Certains sont pour la Démocratie sans de Gaulle, d'autres pour de Gaulle sans la Démocratie, nous sommes, nous, pour la Démocratie avec de Gaulle ».

La tâche de cette nouvelle Démocratie sera facilitée par la récente Constitution qui, par la véritable séparation des pouvoirs qu'elle édicte, permettra enfin au Gouvernement de gouverner et au Parlement de légiférer.

Il faut dire Oui à ceux qui ont dit Oui à la nouvelle Constitution.

Je suis l'un de ceux qui ont dit Oui.

J'ai dit Oui à la France nouvelle, je vous demande maintenant de dire Oui à ma candidature le 23 novembre. Pourquoi ?

Parce que vous me connaissez par mon action médico-sociale depuis vingt années dans nos quartiers et par mon activité au Conseil Municipal depuis six ans.

Vous saurez dire Non aux éternels séparatistes qui n'agissent qu'en fonction des intérêts d'une puissance étrangère.

En 1940 ils défendaient la cause d'Hitler allié à la Russie Soviétique. Il y a deux ans ils étaient aux côtés des fusilleurs de Budapest. Ils applaudissent encore aux massacres des ouvriers, des femmes et des enfants Hongrois qui luttaient pour leur indépendance.

Vous rejetterez aussi les derniers défenseurs d'une République des camarades pour qui la politique n'est qu'une profession.

Vous saurez faire confiance à des hommes nouveaux qui par leur labeur professionnel dans la Cité, ont témoigné qu'à l'Assemblée nouvelle d'une République rénovée, ils sauront travailler pour le bien de tous et de chacun.

Parisiennes, Parisiens, mes Amis, il dépend de vous que le 23 novembre vous accordiez sa juste valeur au scrutin uninominal, tel que l'a voulu le général de Gaulle et qui est destiné à choisir un homme qui a pu être jugé par son travail.

Vous tournant résolument vers un avenir auréolé d'espérance, il vous appartiendra de vous prononcer pour une France nouvelle, plus humaine et plus belle.

Pour réaliser ce programme, vous pouvez être assurés que je serai toujours animé du désir ardent de soulager la misère humaine ; et ainsi ensemble nous pourrons aider à faire prospérer la République nouvelle dans une France véritablement rénovée.

2e CIRCULAIRE

Docteur Roger PINOTEAU

Candidat d'Union désigné par le suffrage universel
11.994 voix (30 % des suffrages exprimés)
Médecin-Chef de l'Hospice de Belleville
Conseiller Municipal du XXe Arrondissement
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Combattant 1939-1945 (citations)

Suppléant :

Benoit LANNEYRIE

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Parisiennes, Parisiens du XXe Arrondissement,

Désigné par 11.994 voix, soit 30 % du suffrage universel, pour battre au scrutin de ballotage la représentante du communisme international que j'ai distancée au premier tour de plus de 200 voix, je vous adresse un ultime appel.

Pour la première fois, le 20e arrondissement met en tête des candidats, un adversaire du bolchevisme. C'est parce que c'est un homme nouveau en politique qui a votre confiance et votre estime.

Depuis 20 ans il parcourt les ruelles et les mansardes de l'arrondissement pour soigner les malheureux ; depuis six ans il conseille et aide tous ceux qui frappent à la porte de sa permanence, le mercredi matin, à la Mairie du XXe.

C'est pourquoi, vous l'avez jugé le plus valable pour faire aux côtés du Général de Gaulle, la République nouvelle et pour aider le Libérateur de la Patrie à rénover notre Pays dans un sens social.

J'ai l'honneur d'être cet homme que vous avez placé à la pointe du combat final.

Je saurai me montrer digne de cette confiance.

Mon programme, vous le connaissez :

Social avant tout :

Pour les vieux qui sont si malheureux.
Pour la jeunesse qui se cherche.
Pour la construction que la IVe République a délaissée.

Economique :

Pour le franc stabilisé.
Pour le pouvoir d'achat amélioré et le plein emploi.
Pour la justice fiscale refondue.

Politique :

Pour la Paix dans la dignité européenne.
Pour l'Algérie française que le Général de Gaulle saura sauver.

Ma première circulaire a abordé chaque point de la doctrine qu'aux côtés du général de Gaulle je défendrai.

Aujourd'hui, je demande à ceux qui m'ont honoré de leur confiance le 23 novembre, d'appeler leurs amis, leurs voisins à s'unir à eux ; je demande à ceux qui, frères de pensée, ont choisi, au premier tour un autre drapeau de nous rejoindre.

Le suffrage universel m'a désigné pour battre le communisme international et sauver nos Libertés, toutes nos Libertés.

Telle était l'opinion émise, dès avant le premier tour par les journaux : *Le Monde* du 4 novembre, *France-Soir* du 5 novembre, le *Parisien Libéré* du 15 novembre.

Au lendemain du scrutin, *France-Soir* et le *Monde* du 25 novembre, me considèrent comme désigné pour rallier tous les suffrages non soviétiques, la discipline de vote

devant jouer pleinement dans nos quartiers où le soviétisme peut redevenir tout puissant à la faveur d'une absence d'union.

Rejetez les gens de Moscou et méfiez-vous des fauteurs de division reniant le suffrage universel lorsqu'il les a mis en échec et tentant de faire par stérile rancœur le jeu du bolchevisme, dût la France en mourir.

Le Général de Gaulle ne leur donnera jamais sa caution car ils sont les fourriers conscients ou involontaires du bolchevisme, comme en Russie, à Prague et à Budapest.

La discipline doit jouer en faveur du Candidat placé au premier tour pour faire au second l'union contre le communisme.

Personnellement, je m'étais engagé, au cours de mes réunions en ce sens ; et l'*Aurore* du 18 novembre avait ainsi reproduit ma réponse à une question qui m'était posée, lors d'une réunion électorale rue Ramponneau : « Ici le péril communiste n'est pas un vain mot ; je me désisterai pour tout candidat national susceptible de barrer la route aux amis de M. Thorez ».

J'ajoute que j'ai refusé, avant le premier tour toutes propositions qui n'auraient pas permis au deuxième tour l'union de tous les anti-bolchevistes.

Envoyez au général de aGulle un représentant fort de votre confiance massive.

Unissez-vous pour l'assaut final.

Arrière les dissensions du premier tour.

Finies les étiquettes, les partis, le système.

Plus que des Français qui aiment leur Pays, qui veulent plus de sens humain à la vie, qui autour du Général de Gaulle, sauront rénover la France.

Pour cela avec nous, parmi vous, comme depuis ma 25e année, je serai le conseiller de chacun, l'ami de tous et de plus, le Député de vos espérances.

Merci pour les 30 % du premier tour.

En avant pour la victoire au deuxième tour, la Vôtre :

Pour combattre la misère humaine ;
Pour refaire la France ;
Pour le Général de Gaulle.

Docteur Roger PINOTEAU

Remplaçant éventuel :
Benoit LANNEYRIE

TRENTE ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Albert MARCENET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Vous avez le 28 septembre dernier, par un vote massif approuvé les institutions de la Nouvelle République que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes du « système » qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe, pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent pus notre confiance. S'ils reviennent

ils entraîneront la République dans une crise nouvelle d'où sortirait l'anarchie ou la dictature.

Vous enverrez siéger à l'Assemblée Nationale ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Général de Gaulle et la fin du « système » :

— Parce qu'ils ont vu clair, quand les autres s'entêtaient dans les solutions douteuses.

— Parce qu'ils ont eu raison en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate du redressement du Pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France en Paix, d'une France juste, d'une France respectée.

Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, les élus de l'U.N.R. soutiendront sans défaillance l'action nationale du général de Gaulle, pour :

— La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français.

— Une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière.

— Une politique hardie d'expansion économique.

— Une réforme profonde de la fiscalité par l'établissement de la justice fiscale permettant ainsi aux petites industries, aux Artisans, aux Commerçants de sauvegarder leur existence et de jouer leur rôle dans la Nation.

— Un effort décidé en faveur de la construction (suppression des taudis et construction de logements locatifs et de centres sociaux).

— Une politique sociale inspirée par la Justice et l'Humanisme intéressant les salariés aux résultats de l'entreprise, garantissant le respect des droits syndicaux, assurant aux travailleurs le plein emploi et la dignité de la vieillesse.

— Des réformes de l'Enseignement, donnant un enseignement ouvert à tous et orienté vers la réalité, respectueux du pluralisme traditionnel. La construction de nouvelles écoles, l'aménagement de cantines.

Le 23 novembre pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine, votez pour ceux que le Général de Gaulle désigne ainsi « Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Votez Albert Marcenet - Marc Saintout

Albert MARCENET

Ancien Inspecteur de l'Enseignement technique
Chargé de Mission du Général de Gaulle 1947-1952
Cadre industriel
Membre du Comité Central U.N.R.

Remplaçant éventuel :

Marc SAINTOUT

Lieutenant (E.R.) des Troupes d'outre-mer. — Ancien Officier d'Etat-Major du Général Leclerc
Secrétaire Général de l'Association des A.C. et V.G. d'Indochine
et Président de la Section du XXe Arrondissement
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre 1939-1945

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Je remercie les 13.504 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance et m'ont ainsi largement placé en tête des candidats nationaux dans le scrutin des élections législatives de dimanche dernier.

Ils ont participé à l'énorme succès que rencontre l'Union pour la Nouvelle République. Ils ont ainsi désigné pour aider le Général de Gaulle ses plus fidèles amis.

Mais il faut par l'Union de tous, obtenir la victoire dimanche et battre le communisme.

Déjà pour le permettre,

M. Rolland, député sortant, Radical Socialiste ;
M. Armand, Centre National des Indépendants ;
M. Vaillant, S.F.I.O. ;
Mme Marthe Gouffé, M.R.P. ;
Le Docteur Azoulay, Indépendant ;

ont retiré leur candidature.

Devant le candidat communiste, l'union la plus complète est réalisée, le devoir de chacun tout tracé.

L'œuvre entreprise par le général de Gaulle pourra se poursuivre et être menée à bien grâce à l'esprit nouveau qui anime les hommes nouveaux de la nouvelle République.

Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, les élus de l'U.N.R. soutiendront sans défaillance l'Action nationale du général de Gaulle, pour :

— La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français.

— Une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière.

— Une politique hardie d'expansion économique.

— Une réforme profonde de la fiscalité par l'établissement de la justice fiscale permettant ainsi aux petites industries, aux artisans, aux commerçants de sauvegarder leur existence et de jouer leur rôle dans la Nation.

— Un effort décidé en faveur de la construction (suppression des taudis et construction de logements locatifs et de centres sociaux).

— Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme intéressant les salariés aux résultats de l'entreprise, garantissant le respect des droits syndicaux, assurant aux travailleurs le plein emploi et la dignité de la vieillesse.

— Des réformes de l'enseignement, donnant un enseignement ouvert à tous et orienté vers la réalité, respectueux du pluralisme traditionnel. La construction de nouvelles écoles, l'aménagement de cantines.

Dimanche prochain 30 novembre :

— Pour une France unie et en paix,
— Pour une France humaine et généreuse.

Vous voterez pour le candidat d'union

ALBERT MARCENET

Ancien Inspecteur de l'Enseignement technique
Chargé de Mission du Général de Gaulle 1947-1952
Cadre industriel
Membre du Comité Central U.N.R.

Remplaçant éventuel :

MARC SAINTOUT

Lieutenant (E.R.) des Troupes d'outre-mer. — Ancien Officier d'Etat-Major du Général Leclerc
Secrétaire Général de l'Association des A.C. et V.C. d'Indochine
et Président de la Section du XX[e] Arrondissement
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre 1939-1945

TRENTE-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André ROULLAND

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Un homme nouveau... Pour une République nouvelle.

ANDRE ROULLANT

Professeur
Ancien Conseiller Municipal de Boulogne-Billancourt
Ancien des Forces Françaises de l'Intérieur. — Capitaine de réserve de l'armée de l'air
Marié, 2 enfants
Candidat d'Union Nationale

présenté par

l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

soutenu par

le Centre national des indépendants, le Mouvement républicain populaire, la Démocratie chrétienne, la Réconciliation française.

Suppléant :

MARCEL CALIX

Conseiller Municipal de Boulogne-Billancourt

Electrices, Electeurs,

Faute d'avoir réformé à temps ses institutions, la France vient de traverser une crise grave. Elle a su se ressaisir et, dans la légalité, faire appel au Général de Gaulle, dont le prestige incontesté et l'immense autorité morale lui permettaient un arbitrage national et rendent aujourd'hui possibles des solutions qui apparaissaient hier encore comme irréalisables.

Le 28 septembre, vous l'avez approuvé massivement en disant « Oui » à la nouvelle Constitution.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau, et des hommes nouveaux, dans l'Union la plus large. C'est sur une large union que le Général de Gaulle a voulu s'appuyer, en s'entourant d'hommes de tendances diverses, mais au patriotisme incontesté.

Cette union, elle est faite, localement, à Boulogne-Billancourt, sur le nom du candidat de l'U.N.R. André Roulland.

C'est au sein de l'Union pour la Nouvelle République que se sont regroupés, avec Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur.

Cette Union des « Oui » doit se retrouver demain à l'Assemblée Nationale, et au futur gouvernement, pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras », extrémistes de droite.

Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme rétrograde.

Parce que voulez la liberté, la justice et la paix.
Vous voterez pour une République forte, au service de la Nation.
Vous voterez pour une République sociale, au service de la fraternité.
Vous voterez pour un homme nouveau, en rejetant les candidatures de fantaisie ou de diversion.
Vous voterez pour le candidat d'Union Nationale présenté par l'U.N.R.

A. ROULLAND

NOUS VOULONS...

En Algerie

Etablir une paix française, fondée sur la justice, telle que l'a définie le Général de Gaulle dans son discours de Constantine : politique basée sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la Métropole.

Outre-Mer

Construire la communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir, car il n'est pas pour le monde libre de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

En Europe

Continuer et développer l'œuvre de construction européenne :

— sur le plan économique et financier (car les perspectives du futur Marché commun offrent à notre agriculture et à notre industrie les meilleures chances de développement) :

— sur le plan politique et culturel.

A l'Interieur

Poursuivre la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, la réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

Simplifier le jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

Dans le domaine économique et social

Poursuivre une politique d'expansion dans la stabilité des prix et de la monnaie, condition de tout progrès social et familial.

Nous recherchons :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome);

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux artisans et petits commerçants de s'organiser d'une manière compétitive ;

— une politique financière et monétaire saine :

impliquant :

- — la révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;
- — une réforme profonde de la fiscalité dans le sens de la simplicité et de la justice, notamment par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception ;

permettant :

- — pour les travailleurs privés d'emploi, l'institution du salaire garanti sur le plan national et son encouragement dans le cadre de l'entreprise ;
- — la revalorisation des allocations familiales, de l'allocation aux vieux et la révision de l'âge de la retraite ;

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle nouveau donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par le rôle accru des syndicats et organisations professionnelles et sociales dans l'élaboration de la politique économique;

— un effort accru en faveur de la construction de logements à usage collectif, notamment pour les jeunes foyers ;

— une réforme profonde dans le domaine de l'enseignement qui, dans le respect du pluralisme scolaire traditionnel en France, développe l'orientation des jeunes, la formation technique et ouvre l'accès de l'enseignement supérieur aux élèves issus de familles modestes.

2e CIRCULAIRE

Union nationale,
Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

12.934 d'entre vous, dès le 1er tour, ont soutenu ma candidature de leurs suffrages, témoignant ainsi de leur volonté d'Union et de renouveau.

Mon premier devoir est de les remercier.

Un premier but est atteint : le danger communiste est en régression.

Le chiffre des voix communistes est tombé de 17.553 en 1956 à 11.640. Le candidat communiste arrive, à Boulogne-Billancourt, en 3e position et toute chance d'élection pour lui se trouve exclue.

C'est un premier résultat notable, qui se situe dans la ligne du référendum et qui démontre que l'on ne combat pas efficacement le communisme par un anticommunisme négatif et stérile, mais en substituant à l'espoir qu'il représente une espérance nouvelle.

Une constatation s'impose : la dispersion des voix non marxistes.

Si les électeurs communistes et socialistes ont pu, dans la clarté, voter d'emblée, et dès le 1er tour, pour le candidat choisi par leur parti, les voix nationales non marxistes pouvaient s'éparpiller sur 5 candidats. Chacun a donc voté pour celui de ces candidats qui lui a paru légitimement valable.

Le 23 novembre a été la journée de la clarification.

Le 30 novembre doit être celle du regroupement.

Je fais appel à ces électrices, à ces électeurs, qui, malgré des intentions identiques et dans un même élan de volonté nationale, ont dispersé leurs voix au 1er tour, pour qu'ils adoptent au 2e la discipline et l'efficacité.

Je leur demande de reporter leurs suffrages sur la candidature d'Union Nationale André Roulland présentée par l'Union pour la Nouvelle République (Edmond Michelet, Michel Debré, Jacques Soustelle), soutenue par le Centre National des Indépendants, le M.R.P., la Démocratie Chrétienne, la Réconciliation Française.

Le choix est clair.

Il se situe entre :

— M. Boisseau, communiste,
— M. Le Gallo, Socialiste,
— M. Roulland, candidat de l'U. N. R. et de l'Union nationale, un de ceux dont le Général de Gaulle disait qu'il lui ont toujours montré « un amical dévouement dans toutes les vicissitudes ».

Il est entre :

— le Non,
— le Oui réticent, prononcé du bout des lèvres,
— le Oui net et confiant de près de 80 % des Français.

Demain, à Boulogne-Billancourt, comme par toute la France, passera le souffle du renouveau.

Pour aider le Général de Gaulle dans sa tâche nationale.

Vous voterez jeune,
Vous voterez sérieux,

Vous voterez ANDRE ROULLAND

TRENTE-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean TOUTAIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Vous avez à élire des députés au Parlement de la Ve République. Ce qu'il faut, c'est y envoyer des députés qui feront la politique du Général de Gaulle et ceci découle de votre désir exprimé par le vote quasi unanime du 28 septembre.

Qu'avez-vous indiqué en effet, ce 28 septembre, si ce n'est une volonté ferme de changement ?

Vous avez voulu rejeter la sinistre comédie qui consistait à faire des « gouvernements » avec des hommes — toujours les mêmes — qui changeaient alternativement de postes, mais ne décidaient rien de peur de se nuire les uns aux autres.

Vous voulez un gouvernement digne de ce nom — fait pour diriger. Pour cela, il lui faut la durée, car rien ne s'improvise. Pour durer, une majorité est nécessaire.

Le 28 septembre, 29.000 nationaux de Nanterre et Suresnes, ont voté Oui. Le 23 novembre 29.000 nationaux doivent, pour être logiques, voter pour ceux qui, sans équivoque, ont fait campagne comme vous pour le Oui.

Il est de coutume de donner un programme. Là encore, deux solutions :

— à grand renfort d'éloquence, promettre toujours un peu plus que le voisin : c'est la tactique communiste.

— promettre peu, mais uniquement des choses raisonnables.

C'est à cette solution que je m'attacherai et je ne ferai rien de personnel, donc de hasardeux. Mon programme, c'est appliquer celui du Général de Gaulle, et c'est bien là tout un programme ; c'est-à-dire, ce pourquoi vous avez voté le 28 septembre.

Des promesses, il vous en a fait : certaines sont déjà réalisées :

RÉTABLISSEMENT DANS LA CONFIANCE DE L'UNITÉ NATIONALE

Réalisé depuis le 28 septembre puisque 85 % des Français ont donné une réponse identique.

RÉTABLISSEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au bord de la faillite, le 1er juin, notre balance commerciale s'améliore bien que le monde traverse une situation difficile.

RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX

Nous voyons en Algérie, les splendides résultats de la politique du Général de Gaulle.

Améliorations sociales

Depuis des années, des statuts de la fonction publique restaient en suspens (R.T.F.) Le Général de Gaulle est en voie de les régler.

Promotion des salariés par l'intéressement aux résultats de l'entreprise.

Amélioration du logement

Les formalités ont été tellement simplifiées que des immeubles sortent dans un temps nécessaire auparavant pour construire un dossier.

Perspectives de construction de logements populaires à usage collectif.

— Défense des intérêts matériels et moraux des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

— Relèvement moral de notre jeunesse par le Sport et les activités physiques.

— Aide à la jeunesse qui devra être assurée de l'emploi et du logement une fois l'éducation achevée.

— Réformes dans le domaine de l'enseignement pour redonner à l'Education Civique sa place dans les programmes.

Mon programme est uniquement un but : soutenir, continuer, favoriser, partout, toujours et pour tout, la politique du Général de Gaulle, la seule nationale, réaliste, qui nous sauvera tous et replacera la France au rang auquel elle a droit et que l'incohérente politique intérieure nous avait fait perdre.

Votez U.N.R.

Votez Docteur Jean-Marie TOUTAIN
Conseiller Municipal de Nanterre

Remplaçant éventuel :

Maurice CLERC
Syndic du Conseil Municipal de Suresnes

Les soussignés approuvent ce programme et demandent à leurs électeurs de soutenir par leur vote le Docteur J. Toutain.

MM. Decousus, Maire-Adjoint de Suresnes.
Séguier, Conseiller Municipal de Suresnes.
Lecomte, Conseiller Municipal de Suresnes.
Ganil, Conseiller Municipal de Suresnes.
Bouvret, Conseiller Municipal de Nanterre.
Manent, Conseiller Municipal de Nanterre.
Receveur, Conseiller Municipal de Nanterre.
Bedu, Conseiller Municipal de Nanterre.
Lebreton, Conseiller Municipal de Nanterre.
Neel, Conseiller Municipal de Nanterre.

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

« Le sort de la France et de chaque Français dépend du succès ou de la culbute ».

Ch. de Gaulle.

Electrices, Electeurs,

12.487 d'entre vous ont, dimanche, manifesté leur accord pour les idées que je défends. Pour une grande part, les tenants du Oui ont compris qu'elles en étaient le prolongement logique.

Qu'ils en soient tous remerciés.

Nous avons brillamment remporté la première manche. Le scrutin de ballottage décidera de la belle.

Face aux communistes, nous devons l'emporter !!!

A vous de comprendre, surtout vous, abstentionnistes, qui attendiez le deuxième tour pour vous manifester.

Aujourd'hui, la situation est claire.

Je reste seul à défendre valablement le idées chères au Général de Gaulle que je n'ai cessé de suivre, même aux heures sombres.

Je tiens à préciser l'ensemble de mon programme qui peut se résumer en une seule phrase : servir, sans se servir, ni s'asservir !

D'abord et avant tout, défendre toutes nos libertés, politiques, économiques, syndicales, civiles, culturelles, etc.

Promouvoir de grandes réformes :

Administratives, municipales, fiscales, enseignement, judiciaires.

Loger tous les Français :

Loyers modérés à la portée des bourses modestes.
Aide aux mal logés (sans politiser l'attribution des logements).
Suppression des taudis.

Une grande politique sociale :

Sans démagogie, favoriser la promotion sociale par la collaboration des classes.
Réformer la Sécurité Sociale pour en augmenter l'efficience.
Salaire garanti.
Plein emploi.

Politique économique :

Lutte contre le chômage, par l'expansion, la reconversion et la décentralisation.

Problème de l'enfance et de la jeunesse :

Maisons de jeunes ouvertes à tous.
Stades et piscines.

Anciens Combattants et Victimes de la Guerre :

Défense de leurs intérêts matériels et moraux.
Etude d'un nouveau plan triennal.

Défense de la petite propriété et du commerce :

Politique internationale :

Construction européenne.
Défense de la Paix dans la Liberté et le respect de la France.

Algérie et Outre-Mer :

Suivre sur ce point, le programme du Général de Gaulle qui commence à produire ses effets et laisse espérer une solution heureuse pour tous, tant pour la fin des hostilités en Algérie que pour la création de la Communauté avec les Territoires d'Outre-Mer.

***

Pour la France et la République,
Derrière le Général de Gaulle,

Avec tous ceux qui répudient le communisme et ses alliés,
le 30 novembre, votez et faites voter pour le candidat unique de tous les groupes nationaux :

Votez Docteur JEAN-MARIE TOUTAIN
Conseiller Municipal de Nanterre

Remplaçant éventuel :

MAURICE CLERC
Syndic du Conseil Municipal de Suresnes

⁂

Les soussignés demandent instamment à leurs concitoyens de ne pas s'abstenir de voter et faire voter J.-M. Toutain.

MM. Decousus, Maire-Adjoint de Suresnes.
Grillou, Maire-Adjoint de Suresnes.
Séguier, Conseiller Municipal de Suresnes.
Lecomte, Conseiller Municipal de Suresnes.
Ganil, Conseiller Municipal de Suresnes.
Bouvret, Conseiller Municipal de Nanterre.
Manent, Conseiller Municipal de Nanterre.
Receveur, Conseiller Municipal de Nanterre.
Bedu, Conseiller Municipal de Nanterre.
Lebreton, Conseiller Municipal de Nanterre.
Neel, Conseiller Municipal de Nanterre.

TRENTE-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Achille PERETTI
(Candidat d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Candidat d'union nationale.

ACHILLE PERETTI
Préfet en service détaché. — Maire de Neuilly-sur-Seine depuis 1947
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 4 palmes. — Officier de la Résistance, D.S.O.
Officier de la Couronne Royale de Belgique. — Médaille d'Or de la Légion Américaine

présenté par

l'Union pour la Nouvelle République, la Réconciliation française, les Comités de Neuilly et Puteaux du Centre républicain, la section de Neuilly du M.R.P.

Suppléant :

le Général MAGRIN-VERNEREY
dit « Général Monclar Raoul-Charles »
Médaille Militaire. — Grand Croix de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
22 citations

Dès juin 1940, j'ai répondu à l'appel du Général de Gaulle. En 1947, j'ai eu l'honneur de porter son drapeau dans Neuilly.

Je lui suis toujours resté fidèle.

***

Partisan affirmé d'une politique d'Union nationale, j'ai franchement recherché la réconciliation des Français.

Profondément, sincèrement libéral, je suis l'ennemi de tout sectarisme. J'en ai donné des preuves répétées et constantes.

Conscient de la nécessité d'une plus grande justice sociale, je la désire ardemment mais dans l'ordre républicain, le respect absolu de toutes les libertés et dans le cadre des possibilités de la Nation.

Convaincu de la chance qui s'offre à la France de reprendre réellement son rang de grande nation, je désire lui voir occuper la place qu'elle mérite au sein d'une Europe unie mais dans la sauvegarde de ses droits et de ses liens avec la communauté française.

C'est pourquoi après avoir précisé que j'approuve entièrement la politique suivie par le Chef du Gouvernement,

JE SOUHAITE SUR LE PLAN NATIONAL :

— que se poursuive l'expansion économique, gage certain d'une élévation nécessaire et continue du niveau de vie des salariés mais dans un climat de saine gestion financière qui évite les dangers de l'inflation et les abus d'une fiscalité dévorante et compliquée ;

— que l'Etat libéral mais attentif n'intervienne dans le développement et le fonctionnement des entreprises privées que pour réprimer d'éventuels abus et garantir les droits de chacun, tout en contrôlant sérieusement la marche des services subventionnés;

— que la politique hardie de construction déjà engagée, soit développée en réservant les crédits de l'Etat au logement de ceux qui — cadres, salariés moyens ou petits, artisans ou commerçants modestes — ne peuvent accéder seuls à la propriété ;

— que ne soit pas troublée la paix scolaire et que soit assurée la liberté de l'enseignement ;

— qu'une politique très sociale se préoccupe davantage du sort de la vieillesse tout en préparant l'avenir par une formation mieux comprise de la jeunesse ;

— qu'en Algérie intervienne une solution libérale dans le cadre français conformément aux intentions proclamées par le général de Gaulle ;

— que des accords librement consentis au sein de la communauté franco-africaine tiennent compte des réalités de notre position et de tous les sacrifices acceptés généreusement par la France;

J'ESTIME, SUR LE PLAN INTERNATIONAL :

— que la France doit respecter ses engagements sans renoncer pour autant à son libre arbitre et à son indépendance ;

— que nous devons honnêtement accepter les risques évidents que comporte le marché commun mais réclamer une compétition loyale par l'alignement des charges ;

— que la France doit prendre l'initiative de la recherche d'une entente internationale fondée sur un désarmement réel et contrôlé et une adhésion sans arrière-pensée à l'action de l'O.N.U.

***

Tout cela je m'emploierai à le défendre avec conviction et fermeté si, comme le 28 septembre, 80 % des Français votent pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine, pour une nouvelle République.

ACHILLE PERETTI

La candidature Achille Peretti est soutenue notamment :

A Neuilly :

Par MM. Pezé, Marion, Maires-Adjoints, Mme Gorce, Conseiller Municipal délégué, *R. P. F.* MM. Franceschini, Bosselet, Suquet, Baron, Maires-Adjoints, Mme Dupont-Fauville, Conseiller Municipal délégué, *Indépendants.* MM. Beslay, Dr Cayla· Deloison, Monce, Conseillers Municipaux, *Indépendants;* Petit Le Brun, Conseiller Municipal, *Réconciliation Française.* M. le Docteur Thuvien, Conseiller Municipal, *Défense des intérêts communaux.* MM. de Bussac, Fleury, Conseillers Municipaux, *R. P. F.* M. Solpray· Conseiller Municipal, *Gauche Républicaine Démocrate et Sociale.* M. Desmotes, Conseiller Municipal, *M.R.P.*

A Puteaux :

Par M. René Gazard, Maire-Adjoint de Puteaux, *Centre Républicain.* M. René Lafosse, Secrétaire Général de l'Union Internationale des Maires, Syndic du Conseil Municipal de Puteaux, *Républicain de gauche.* M. Georges Etienne, Conseiller Municipal de Puteaux· *Centre Républicain.*

2e CIRCULAIRE

Candidat d'union nationale.

ACHILLE PERETTI

Préfet en service détaché. — Maire de Neuilly-sur-Seine depuis 1947
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 4 palmes. — Officier de la Résistance, D.S.O.
Officier de la Couronne Royale de Belgique. — Médaille d'Or de la Légion Américaine

présenté par

l'Union pour la Nouvelle République, la Réconciliation française, les Comités de Neuilly et Puteaux, du Centre républicain, la section de Neuilly du M.R.P.

Suppléant :

le Général MAGRIN-VERNEREY

dit « Général Monclar Raoul-Charles »
Médaille Militaire. — Grand Croix de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération
22 citations

C'est un splendide, un magnifique succès qu'ensemble nous avons remporté.

A Neuilly, près de 60 % des électeurs m'ont confirmé leur attachement.

Puteaux a voulu être un associé à part entière ; Puteaux a voté largement pour une candidature d'Union nationale.

A tous, je dis un grand merci.

Je n'aurai garde cependant d'oublier que la confiance ainsi témoignée va d'abord au compagnon fidèle du Général de Gaulle, mais aussi à un homme nouveau dont le rôle futur a pour garants son passé militaire, son activité d'administrateur.

Je sais, en effet, que vous avez voté « Pour que ça change », pour une nouvelle République plus dure, plus pure, plus juste.

Toujours, j'ai tenu mes engagements. Je vous affirme sur l'honneur que je défendrai les idées qu'il m'a été permis de vous exposer.

Je vous ai dit mon désir de poursuivre l'œuvre de réconciliation nationale.

Je vous ai assuré de mon libéralisme dans tous les domaines et de mon intransigeance sur le plan des intérêts nationaux, de mon amour pour la paix dans l'honneur et la liberté.

Je vous ai exprimé, enfin, ma conviction de la nécessité d'une plus grande justice

sociale, condition essentielle d'une véritable union nationale, dans un pays doté d'institutions modernes.

Dimanche, vous confirmerez cet élan vers le renouveau.

Dimanche, tous réunis au-delà des querelles de partis, d'étiquettes ou de personnes, nous remporterons une victoire qui sera la vôtre, celle de la France.

ACHILLE PERETTI

La candidature Achille Peretti est soutenue notamment :

A Neuilly :

Par MM. Pezé, Marion, Maires-Adjoints, Mme Gorce, Conseiller Municipal délégué, *R. P. F.* MM. Franceschini, Bosselet, Suquet, Baron, Maires-Adjoints, Mme Dupont-Fauville, Conseiller Municipal délégué, *Indépendants.* MM. Beslay, Dr Cayla- Deloison, Monce, Conseillers Municipaux, *Indépendants;* Petit Le Brun, Conseiller Municipal, *Réconciliation Française.* M. le Docteur Thuvien, Conseiller Municipal, *Défense des intérêts communaux.* MM. de Bussac, Fleury, Conseillers Municipaux, *R. P. F.* M. Solpray, Conseiller Municipal, *Gauche Républicaine Démocrate et Sociale.* M. Desmottes, Conseiller Municipal, M. R. P.

A Puteaux :

Par M. René Gazard, Maire-Adjoint de Puteaux, *Centre Républicain,* M. René Lafosse, Secrétaire Général de l'Union Internationale des Maires, Syndic du Conseil Municipal de Puteaux, *Républicain de gauche.* M. Georges Etienne, Conseiller Municipal de Puteaux, *Centre Républicain.*

TRENTE-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Edmond PEZÉ

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

a désigné le candidat

EDMOND PEZE

Négociant. — Conseiller Général du Secteur
Croix du Combattant Volontaire. — Chevalier de la Légion d'Honneur
Père de 6 enfants (dont l'aîné tué à 20 ans dans la 2e D.B.)
Militant R.P.F.
Vice-Président de la Fédération des Républicains Sociaux du 5e Secteur

Son remplaçant éventuel :

le Docteur ANDRÉ MARSAULT

Maire-Adjoint de la Garenne. — Ancien déporté
Croix de Guerre 1914-1918 et 1940-1945. — Commandeur de la Légion d'Honneur

L'Union pour la Nouvelle République s'est constituée au lendemain du référendum autour de différents groupements qui avaient appelé et soutenu l'action du Général de Gaulle et étaient décidés à poursuivre l'œuvre de rénovation nationale. Les prin-

cipaux animateurs sont : Michel Debré, Jacques Soustelle, Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas et Delbecque.

Etre désigné par l'U. N. R. n'est pas la banale investiture d'un parti politique, mais un brevet de fidélité totale et cet honneur ne s'improvise pas ! Le passé est garant de l'avenir.

Vous avez voté Oui au référendum :

— pour une Constitution nouvelle,
— pour soutenir l'action du Général de Gaulle,
— pour que cela change.

Pour consolider ce Oui, pour compléter ce Oui, pour que cela change, pour que la nouvelle Constitution tienne ce qu'elle promet, il faudra au Parlement des hommes sûrs et l'U. N. R. a fait son choix, ce sera le vôtre.

Vous ne voterez plus pour les hommes périmés d'un « Système » périmé, car les députés qui ont appartenu à l'Assemblée de la IVe République sont dépassé et vous ne voulez pas risquer de revenir en arrière.

Vous ne soutiendrez pas non plus l'Etatisme qui, chaque jour, empiète sur nos libertés. Vous voterez pour un candidat qui a fait ses preuves dans l'Administration communale car, élu en 1947, premier Adjoint au Maire de Neuilly, il l'est encore, tout en étant le Rapporteur du budget de la commune dont le nombre de centimes ordinaires a le moins augmenté de toutes les communes de la Seine.

Courbevoie est la commune la plus proche de Neuilly et ses obligations de Conseiller général le conduisent fréquemment dans cette cité, ce qui explique qu'il y soit si connu aussi bien du Conseil Municipal que des dirigeants des grandes Associations.

Aussi comprend-t-on que le concours de son nom ait été souhaité à différentes reprises pour cautionner des listes aux élections sans jamais être ou mis en place de choix. La seule fois où le vote préférentiel a joué, lors des élections du Conseil général de 1953 et malgré les instructions données par tous les partis de ne mettre de croix qu'aux trois premiers, il a été élu par la seule volonté des électeurs alors qu'il n'occupait que la septième place.

L'Homme n'est pas un politicien, c'est un administrateur réputé.

⁂

Vous voterez donc pour les hommes du renouveau de l'U. N. R. afin d'atteindre nos principaux objectifs :

Une France stable avec un esprit politique rénové simple et droit ;

Une France généreuse et respectée, qui n'admettra pas que soit remis en cause le destin français de l'Algérie ; qui veut une communauté franco-algérienne puissante et une politique étrangère vraiment française ;

Une France sociale pour assurer la promotion des salaires par des augmentations directes, mais aussi par la participation aux résultats de l'entreprise, c'est l'association du capital et du travail !

Pour améliorer la sécurité des salariés par l'extension de certaines assurances en fonction de l'essor économique : assurance-vieillesse ; couverture totale des risques, prévue en cas de maladie ; augmentation des allocations familiales. Pour mieux préparer l'avenir de la jeunesse par des écoles plus nombreuses, des maîtres mieux rémunérés. Des instituts techniques multipliés ouverts sans concours. Par un enseignement supérieur en contact avec la vie économique du pays, des programmes réalistes, des débouchés assurés, une refonte des systèmes de bourses ouvrant largement à la jeunesse issue des classes laborieuses, les divers enseignements.

Nous voulons une France entreprenante dans un climat économique nouveau.

Vous voterez Edmond PEZE

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

a désigné le candidat

EDMOND PEZE

Négociant. — Conseiller Général du Secteur
Croix du Combattant Volontaire. — Chevalier de la Légion d'Honneur
Père de 6 enfants (dont l'aîné tué à 20 ans dans la Division Leclerc)

Son remplaçant éventuel :

le Docteur ANDRÉ MARSAULT

Maire-Adjoint de la Garenne. — Ancien déporté
Croix de Guerre 1914-1918 et 1940-1945. — Commandeur de la Légion d'Honneur

Mesdames et Citoyens,

Malgré la campagne de dénigrement de M. Barrachin, vous m'avez accordé 10.079 suffrages et je vous en remercie. Mais, ce chiffre ne représente pas la totalité des voix gaullistes de notre circonscription, un bon nombre d'entre elles s'étant portées sur M. Naudet.

Leur regroupement devant normalement s'effectuer dimanche prochain, le candidat de l'U. N. R. est le mieux placé — de loin —pour battre le communiste.

Voici en effet les résultats du premier tour :

Parti Communiste	10.391
M. Roche, S.F.I.O.	7.644
Gaullistes :	
Pezé	10.079
Naudet	4.704
	14.783
M. Barrachin	10.449

Le devoir de M. Barrachin, au nom même de la discipline nationale qu'il invoque, était de se retirer.

Si je me suis maintenu, c'est parce que je suis persuadé que les voix gaullistes ne peuvent en aucun cas se porter sur M. Barrachin à Courbevoie-La Garenne comme à Neuilly car il a déjà trahi le Général de Gaulle en 1952.

L'U. N. R. n'est pas un parti de droite, mais sera demain le grand parti centriste de Gouvernement et de mouvement sur lequel pourra s'appuyer utilement le Général de Gaulle.

C'est pourquoi je sollicite à nouveau vos suffrages.

***

Républicains, Démocrates,

Vous qui êtes :

— contre la IVe et ses politiciens,
— pour le renouveau dans l'ordre et la justice,
— pour une paix durable,
— pour un progrès social dynamique,
— pour le soutien de la politique libérale en Algérie et du Général de Gaulle,

Votez Edmond Pezé.

Vous, qui approuvez l'action du Général de Gaulle et voulez qu'elle soit soutenue fidèlement à l'Assemblée Nationale,

Votez Edmond Pezé

Nationaux,

Pour éviter l'élection d'un député communiste à Courbevoie-La Garenne, ne vous abstenez pas !

Votez EDMOND PEZE

TRENTE-SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Mme Marcelle DEVAUD
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Electeurs, Electrices,

C'est en gaulliste que je viens aujourd'hui solliciter vos suffrages.

Depuis douze ans que j'ai l'honneur d'appartenir au Parlement, l'action que j'ai menée comme Sénateur de la Seine, fidèle au Général de Gaulle, est ma meilleure caution. La confiance que j'avais placée dans le Chef du Gouvernement, vous l'avez manifestée vous-mêmes en répondant massivement « oui » au référendum du 28 septembre.

Dans notre circonscription, le nombre des « non » fut inférieur de 18 % à celui des voix communistes du 2 janvier 1956, donnant ainsi la claire démonstration que 25 à 30 % des électeurs communistes de ces communes sont des mécontents qui font confiance au Général de Gaulle pour que « ça change ».

Magnifique témoignage d'unanimité envers un homme qui incarne depuis vingt ans la grandeur nationale, la traditionnelle générosité de la France, l'ordre public, la justice sociale et le désintéressement.

Preuve aussi du désespoir que vous inspirait la détérioration de notre prestige national par les fautes et les erreurs d'un « système » dont vous avez voulu sortir.

Mais, pour en sortir, votre « oui » ne suffit pas. Il ne faut pas livrer la politique aux gaullistes de la onzième heure, qui ont surgi ici et là à la faveur de cette compétition électorale, ni aux gaullistes à éclipses qui, avec un sens profond de l'opportunité, donnent et reprennent sans vergogne leur adhésion selon le rythme de la vie politique.

Sachez choisir ceux qui, selon la formule du Chef du Gouvernement, lui ont « toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes », car les hommes (ou les femmes) qui ont été ses compagnons dans la peine, l'aideront fidèlement dans sa tâche de rénovation.

Cette rénovation, déjà, vous en éprouvez les effets.

En quelques semaines a été élaborée une Constitution que des années de discussion parlementaire n'avaient pu réussir à mettre sur pied.

La réforme judiciaire est amorcée.

La voix de la France a retrouvé dans le monde un écho oublié depuis bien des années ; et, sans le style qui lui est si particulier, le Chef du Gouvernement a porté le message d'une France généreuse et respectée à travers les territoires d'Afrique.

Pour la première fois, il fut parlé de la « paix des braves » et, en dépit de tous les commentaires, une lueur se lève dans le ciel algérien.

Un élan nouveau inspire notre politique du logement, ce chancre honteux de notre pays, cause de tant de drames affreux.

Mais tout ce qui est acquis n'a point encore épuisé le lourd bilan de nos carences.

La récession mondiale, sans nous atteindre aussi durement que d'autres pays, commence à être ressentie. Seule une grande stabilité gouvernementale, génératrice de confiance populaire, peut permettre la relance de notre économie, le renouveau d'une politique efficace de crédit et, par l'élévation progressive des niveaux de vie, la promotion des travailleurs.

Au cours de mes réunions, j'aurai l'honneur d'exposer devant vous les points essentiels de notre programme.

J'ai seulement voulu vous dire ici que votre « oui » massif au référendum était un commencement et non une fin.

Consolidez maintenant ce « oui » en accordant votre confiance à ceux dont la fidélité ne s'est jamais démentie.

Méfiez-vous des opportunistes et des démagogues, de ceux qui n'hésitent pas à renier leur étiquette dès qu'elle a permis, en trompant le suffrage populaire, d'obtenir la place convoitée.

Songez que, selon le général de Gaulle, « il n'est point d'autre recours pour les temps difficiles que dans les hommes et les femmes de caractère ».

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez Marcelle Devaud.

MARCELLE DEVAUD
Sénateur de la Seine 1946-1958
Vice-Président du Conseil de la République, 1948-1952

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE ROYER
Conseiller Municipal de Colombes
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance. — Croix des F.F.L.

2e *CIRCULAIRE*

Chers Electeurs et Electrices de Colombes et de Gennevilliers,

Le 23 novembre, vous avez magnifiquement confirmé votre vote du 28 septembre pour le référendum et manifesté une fois de plus votre confiance au Général de Gaulle. comme l'ont fait des millions d'autres Français.

Vous me l'avez manifestée aussi à moi-même. J'en suis profondément touchée et je vous en remercie de tout cœur. Soyez sûrs que je travaillerai de toutes mes forces à m'en montrer toujours digne.

Il vous reste à achever votre œuvre dimanche prochain et à assurer pour votre part l'instauration non pas seulement d'une nouvelle République mais d'une République nouvelle.

Pour barrer la route au communisme il ne suffit pas d'un anti-communisme négatif, d'un anti-communisme de slogans ou en images d'Epinal.

Il faut un anti-communisme positif et constructif.

Il faut une République neuve, aussi sociale que vigoureuse économiquement, aussi fortement nationale que profondément humaine, au dedans comme au dehors, dans la métropole comme dans l'outre-mer et, particulièrement, en Algérie.

Si c'est cela que vous voulez, élevez-vous au-dessus des mesquines querelles de personnes, de partis ou d'intérêts.

Sachez que, dimanche prochain, l'enjeu de la compétition est simple à définir :

— Voter L'Huillier, c'est voter pour le communisme totalitaire et souvent inhumain ;

— Voter Devaud, c'est voter pour la République neuve, sociale et libérale du Général de Gaulle, la République de Brazzaville et du discours de Constantine.

Chers Electeurs de Colombes et de Gennevilliers, je vous fais confiance.

Vous voterez pour que la France et la République continuent, plus fortes et plus généreuses.

Tous, massivement, sans abstentions !

MARCELLE DEVAUD — EUGÈNE ROYER

TRENTE-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel M.-BOKANOWSKI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

(Michel Debré, Jacques Soustelle, Edmond Michelet)

MICHEL M.-BOKANOWSKI
Compagnon de la Libération. — Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre, 7 citations
Député sortant. — Conseiller Municipal d'Asnières
Directeur de Société. — 46 ans

Désigné par le Général de Gaulle pour représenter le R. P. F., en 1951, dans notre circonscription, est élu ainsi qu'en 1956.

Notre candidat, héros de la France libre, est le seul député de la Seine qui, en 1956, indique comme objectif la réforme des institutions et le retour du Général de Gaulle à la tête d'un Gouvernement de Salut public.

Vous élirez l'homme qui a vu clair quand ses collègues s'enferraient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

Les tenants du système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Dans les moments les plus incertains, Bokanowski a témoigné sa constante fidélité au Général de Gaulle.

Compagnon dévoué depuis 1940, son action positive est garante de la confiance que vous lui témoignerez si vous désirez la rupture définitive avec un sombre passé d'échecs.

Remplaçant éventuel :

JACQUES SANGLIER
40 ans. — Editeur

D'une vieille famille de Bois-Colombes, n'appartient à aucune formation politique.

A accepté de participer activement à la campagne électorale « parce que, dit-il, on sent que ça a enfin changé ».

PROGRAMME DE L'U. N. R.

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français, sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France, dans la paix retrouvée ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté, née du référendum, et sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation et la dépolitisation des administrations centrales, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice, rendue à la gratuité et réorganisée ;

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution, obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques ;

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, une partenaire à part entière pour poursuivre la construction de l'Europe ;

6° Une politique hardie d'expansion économique, comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),
— l'aménagement du territoire,
— la modernisation de l'agriculture,
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux commerçants de s'organiser de manière compétitive ;

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire,
— la débudgétisation des investissements,
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,
— une réforme profonde de la fiscalité, par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale ;

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif : 400.000 logements construits par an à partir de 1960 ;

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat, par leur participation à l'élaboration au sein du Conseil économique doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale,
— l'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise,
— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale,
— l'organisation, plus simple et plus humaine, des rapports entre l'Administration et les assurés,
— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production,
— l'aide massive à la jeunesse à qui devra être assuré, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez Bokanowski.

2e CIRCULAIRE

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République)

MICHEL M.-BOKANOWSKI

Compagnon de la Libération. — Commandeur de la Légion d'Honneur
Député sortant. — Conseiller Municipal d'Asnières

Remplaçant éventuel :

JACQUES SANGLIER

Dimanche dernier, vous m'avez placé largement en tête de tous les candidats de notre circonscription.

Je tiens à remercier les 20.436 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance pour soutenir efficacement la Ve République.

A la veille du second tour, je demande à tous les Asniérois et Bois-Colombiens de porter massivement leurs suffrages sur mon nom, conformément à la tradition républicaine.

Votre appui unanime me permettra, dimanche prochain 30 novembre 1958, d'être un véritable candidat d'Union nationale et d'appuyer ainsi l'action du Général de Gaulle dans le cadre de la nouvelle République.

Vive Asnières !
Vive Bois-Colombes !
Vive la France !
Vive la République !

Attention — Ne vous abstenez pas : le parti communiste et ses alliés représentent toujours un danger dans notre circonscription.

TRENTE-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roland CARTER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République

avec

Michel Debré, Jacques Soustelle, Edmond Michelet.

présente

ROLAND CARTER

37 ans. — Directeur commercial
Conseiller Général de la Seine (Cantons de Levallois-Clichy-Asnières-Saint-Ouen)
élu en tête d'une liste R.P.F. en 1953
Membre des Commissions des Anciens Combattants, de la Construction et des Transports
Vice-Président du Conseil Général en 1957
Engagé volontaire en 1939. — Pensionné de Guerre 100 %
Ancien Responsable Politique et Administratif du R.P.F. pour la Banlieue Ouest
Secrétaire Général de la Fédération du 5e Secteur des Républicains Sociaux
dont le Président pour la Région parisienne est Edmond Michelet
Membre de l'Association Nationale pour le soutien de l'action du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

SUZANNE BLONDEAU
Médaille de la Résistance Française
Maire-Adjoint de Clichy
Ancien Responsable de l'action du R.P.F. à Clichy. — Président de la Section des Républicains Sociaux
Secrétaire locale de l'Association Nationale pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez par un vote massif approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés, avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désinés : ... « ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale :

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement des institutions étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une Communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

En rejetant les excès, sans violences, c'est à vous d'obtenir par votre vote un renouvellement profond des instances parlementaires permettant ainsi une véritable réforme des mœurs politiques dont la France a tant besoin.

Le 23 novembre, vous affirmerez votre Oui.

Vous voterez pour les hommes qui, hier, ont soutenu sans défaillance le Général de Gaulle et qui, demain, le soutiendront, sans réserve, ni calcul, dans son œuvre de redressement national.

Ce redressement doit se concrétiser par :

— la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle à Constantine et dans sa dernière conférence de presse ;

— l'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum ;

— la poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales ;

— une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée ;

— une politique hardie d'expansion économique ;

— une politique financière saine ;

— un effort en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif ;

— une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis :

— la promotion des salariés par un rôle accru des travailleurs au niveau de l'entreprise et des syndicats, au niveau de l'Etat, dans l'élaboration d'une véritable politique économique,

— une gestion stricte de la Sécurité sociale, une organisation plus simple et plus humaine,

— le développement des diverses prestations notamment de l'assurance « vieillesse » liée à l'essor de la production,

— l'aide massive à la jeunesse à qui doit être assuré l'emploi et le logement ;

— une réforme de l'enseignement.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez Roland Carter.

Vive la France !
Vive la République !
Vive de Gaulle !

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

ROLAND CARTER

37 ans. — Directeur commercial
Conseiller Général de la Seine (Cantons de Levallois-Clichy)
Membre des Commissions des Anciens Combattants, de la Construction et des Transports
Vice-Président du Conseil Général en 1957
Engagé volontaire en 1939. — Pensionné de Guerre 100 %

Remplaçant éventuel :

SUZANNE BLONDEAU

Pharmacien
Médaille de la Résistance Française
Maire-Adjoint de Clichy

Electrices, Electeurs,

Par 14.692 suffrages vous m'avez très largement porté en tête des candidats nationaux.

Je remercie tout particulièrement ceux qui ont bien voulu m'accorder leur confiance dès le premier tour de scrutin marquant ainsi leur volonté de soutien à l'action du Général de Gaulle.

Maintenant il nous faut faire l'Union des Républicains avec de Gaulle pour barrer la route aux communistes, dont les positions dans notre circonscription restent dangereuses.

M. Charles Deutschmann, Maire de Levallois, s'est déjà associé à cette Union en retirant sa candidature et en demandant aux 7.866 électeurs qui lui ont manifesté leur confiance au 1er tour d'apporter leurs voix à Roland Carter au 2e tour.

Sans considérations périmées de « droite » ou de « gauche ». Le programme et le rôle de l'U. N. R. ne placent-ils pas d'ailleurs celle-ci au centre de la prochaine Assemblée avec le M. R. P. à sa droite et la S. F. I. O. à sa gauche.

Au dessus des luttes partisanes et des personnes, le 30 novembre, tous unis, comme au référendum, vous affirmerez votre volonté de renouveau et de redressement national avec Charles de Gaulle.

Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez Roland Carter.

Vive la France !
Vive la République !
Vive de Gaulle !

TRENTE-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean PRIVET
élu le 30 novembre 1958
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S. F. I. O.

Citoyennes et Citoyens,

Le 23 novembre vous désignerez vos mandataires au Parlement. Le destin du pays est entre vos mains.

Grâce à son action courageuse, à son sens élevé des responsabilités, à son souci de l'intérêt national, le Parti Socialiste a permis d'éviter la guerre civile et la dictature.

Dans ces circonstances exceptionnelles, il fait appel à vous pour consolider les institutions de la République et leur donner un contenu démocratique et social.

Vous ne pouvez pas confier le soin de gérer les intérêts de la France aux hommes de droite, qui ont avec le concours toujours assuré des voix communistes, renversé le Gouvernement Guy Mollet et ceux qui lui ont succédé.

Vous ne pouvez permettre à un aveugle conservatisme social de faire le jeu du parti communiste qui, tirant sa force du désordre et de la misère, impose sa loi par le feu et le sang, comme il l'a fait à Budapest.

ALORS DITES « OUI » AU PARTI SOCIALISTE :

Pour défendre et étendre avec lui les conquêtes sociales,

Maintenir le plein emploi et supprimer les risques de chômage,

Améliorer le pouvoir d'achat par l'allégement du système distributif,

Réformer et simplifier la fiscalité pour une plus juste répartition du revenu national,

Défendre et améliorer la Sécurité sociale par le remboursement des frais réels supportés par l'assuré, et servir une retraite décente à chaque travailleur,

Développer le Fonds national de Solidarité en faveur des vieux, infirmes et handicapés physiques, en accord avec le salaire minimum garanti,

Faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises,

Défendre les nationalisations contre toutes les oligarchies,

Réaliser un plan de modernisation et d'équipement,

Lutter contre le taudis par la construction accélérée de logements locatifs,

Construire des écoles, former des maîtres qualifiés, réaliser dans le respect de la laïcité une réforme démocratique de l'enseignement adaptée aux nécessités du monde moderne,

Donner aux jeunes, avec la certitude d'un emploi, les moyens d'organiser leurs loisirs et de compléter leur culture,

Assurer le plein épanouissement de l'enfance et de la famille,

Construire l'Europe et assurer la paix dans le respect des engagements internationaux, par la destruction des stocks atomiques et le désarmement général simultané et contrôlé.

Outre-mer, poursuivre la politique tracée par le Gouvernement Guy Mollet instaurant une Communauté fraternelle et solidaire.

Mais la réalisation de ce programme est conditionnée par la solution pacifique, démocratique et juste du conflit algérien rendue possible par les efforts tenaces et courageux du Gouvernement Guy Mollet et les offres généreuses du Général de Gaulle.

PARCE QUE VOUS VOULEZ :

Défendre la paix sans compromettre la sécurité du pays,
Conserver à la France son prestige sans imposer sa domination,
Libérer l'homme et non l'asservir.
Ne dispersez pas vos suffrages sur des candidatures sans espoir, répondez « Oui » au Parti Socialiste, avant-garde de la Ve République.
Avec toute la gauche, votez Français.

J.-CH. PRIVET
Maire d'Epinay

Suppléant :

FERNAND BEYNIER
Conseiller Municipal de Saint-Ouen

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste S. F. I. O.

Citoyennes, Citoyens,

Méditez ceci :

Article 2 de la Constitution de la Ve République. — La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race et de religion. Elle respecte toutes les croyances.

Article 3. — La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Si vous voulez que les Russes gouvernent votre pays, abstenez-vous ou votez communiste.
Mais si vous voulez que soient appliqués les principes fondamentaux de la Constitution que vous avez votée le 28 septembre,

Votez JEAN-CHARLES PRIVET

Un choix à faire :

— Le Communisme
— ou la paix et la liberté

Dans la 39e circonscription peuplée de travailleurs où il y a pratiquement peu de fascistes, la lutte est circonscrite entre le représentant de Moscou et Jean-Charles Privet, représentant de la Ve République.
L'élection de Jean-Charles Privet vous garantira une action tenace concernant les problèmes de l'heure, entre autres :

— la recherche sincère d'un cessez-le-feu en Algérie, suivi de négociations sur la bases du discours du général de Gaulle à Constantine ;
— la construction de nouveaux logements conformément à la loi-cadre de Bernard Chochoy et aux projets de M. Sudreau ;
— l'expansion économique par le plein emploi assuré par de grands travaux d'utilité publique, résorbant rapidement le chômage ;
— l'application prudente du Marché commun pour que les intérêts français des producteurs et des consommateurs ne soient pas lésés ;

— la lutte contre la hausse des prix pour rompre le cycle infernal prix-salaires ;

— une retraite moins dérisoire pour « les vieux » et une aide efficace à ceux qui nous ont fait ce que nous sommes ;

— une retraite décente pour les Anciens Combattants ;

— des mesures propres à aider la famille par l'adaptation au coût de la vie des allocations familiales ;

— l'aide à l'enfance et aux malades ;

— le respect absolu de la neutralité scolaire à l'école primaire ;

— l'aide substantielle et équitable aux étudiants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur ;

— la construction de bâtiments bien adaptés pour tous les ordres d'enseignement ;

— le développement intensif de l'enseignement technique ;

— le respect de toutes les souverainetés nationales et des traités signés par la France.

Déjà, dans toute la mesure de ses attributions, Jean-Charles Privet, Maire d'Epinay-sur-Seine, a réalisé au maximum une partie de ce programme . Il s'associera, sans sectarisme à tous ceux, socialistes et républicains, qui ne penseront qu'à l'avenir d'une France pacifique, libre, ou chacun pourra vivre de son travail.

Vous voterez pour la République Française, pour :

J.-Ch. PRIVET
Chef de Service. — Maire d'Epinay

Remplaçant éventuel :

Fernand BEYNIER
Directeur d'école honoraire. — Conseiller Municipal de Saint-Ouen

---

QUARANTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Fernand GRENIER
(Candidat du Parti Communiste Français)

élu le 23 novembre 1958
(I.)

Grands sont vos soucis chez vous

Mal-logés, ou jeunes ménages en quête de logement ; chez vous, hommes et femmes licenciées des entreprises ou frappés par les réductions d'horaires ; chez vous, vieux papas ou vieilles mamans n'ayant que 2 ou 300 francs par jour de retraite ; chez vous, les parents qui avez un fils en Algérie ; chez vous, petits artisans ou commerçants qui subissez la mévente par suite de la diminution du pouvoir d'achat de votre clientèle ouvrière et employée.

Qui sont les responsables ?

Les Communistes ? Voici onze années qu'il n'y a plus un seul communiste dans les Gouvernements de la France !

Par contre, se sont succédé au pouvoir les Pinay, Bidault, Morice, qui patronnent à Saint-Denis le vil calomniateur (c'est sa seule profession) Jean Destrée, comme ils parrainent Dides dans un secteur voisin.

De même portent les responsabilités de cette politique les Gaillard, Edgar Faure, dont semble se réclamer Charles Clavel (qui vient de Garches).

Puis Guy Mollet, dont la politique néfaste est défendue à Saint-Denis par Bourgeois.

Ils ont tous pratiqué une politique qui a fait le malheur du pays.

Pour maintenir un régime colonial périmé, ils ont refusé la négociation en vue d'établir des rapports nouveaux avec les peuples d'outre-mer, d'où huit années de guerre en Indochine, quatre en Algérie.

Ils ont accepté une politique de soumission complète aux Etats-Unis, ce qui nous coûte chaque année des crédits militaires exorbitants. Voilà où sont passés (et passent encore) les milliards qui seraient nécessaires pour la construction des logements !

De plus, à partir du 1er janvier prochain, sous prétexte de « faire l'Europe » la France va entrer dans le « marché commun » ce qui aboutira inévitablement dans les prochaines années à la disparition de milliers d'artisans, de milliers de petites et moyennes entreprises incapables de supporter la concurrence des trusts français et allemands.

Cette politique réactionnaire aurait pu être écartée si le parti Socialiste et le parti Radical avaient accepté après les élections du 2 janvier 1956, de diriger le pays avec le parti Communiste. Nous avons proposé cette union des gauches à maintes reprises. Elle a été chaque fois repoussée (y compris sur le plan local), d'où la responsabilité du socialiste Bourgeois et celle du radical Eliez.

Radicaux, socialistes, indépendants, M.R.P.. sont aujourd'hui dans le même Gouvernement.

Quelle politique nouvelle offrent-ils, eux et leurs amis, de Saint-Denis ? Aucune.

Que proposent les deux autres candidats Michel Seguin, Moreira-Bessa ? Rien !

Avec eux, c'est l'ancienne politique qui continuerait et s'aggraverait.

Quand les communistes sont présents

Depuis vingt cinq ans, toutes les grandes conquêtes sociales ont été obtenues :

En 1936 les congés payés, les conventions collectives, la semaine de 40 heures, quand les communistes eurent lancé et fait triompher le Front Populaire.

De 1945 à 1947 : les nationalisations, les comités d'entreprise, l'expansion des retraites vieillesse, les allocations familiales, les statuts de la fonction publique, de l'E.D.F., Gaz de France, des Mineurs, etc., quand les communistes participaient au Gouvernement.

En 1956 : les trois semaines de congés payés, le Fonds national vieillesse, qui auraient été repoussés sans la présence de 150 députés communistes.

Et a Saint-Denis meme...

La population sait aussi que la construction de logements, des écoles modernes, des crèches, des colonies de vacances, de foyers des vieux n'a commencé qu'avec la Municipalité dirigée par Auguste Gillot.

Qui aide les vieux à ne pas mourir de faim ? Qui a fait preuve de solidarité avec les grévistes de la Fibre Diamond, de chez Christophe, et qui s'est efforcé d'empêcher la fermeture de C.G.C., les licenciements chez Aster ?

Les militants communistes et leurs élus.

Nous avons toujours considéré comme notre devoir d'élus du peuple d'être présents parmi les ouvriers en lutte pour le pain quotidien, tandis que les candidats des autres listes brillaient par leur absence.

Qui s'est battu des années durant pour obtenir la prolongation du métro jusqu'à Pleyel et qui se bat encore pour en obtenir le prolongement jusqu'au Barrage ?

Qui a multiplié les interventions pour le Centre d'Apprentissage moderne ? Qui continue sans jamais se lasser depuis dix ans les démarches pour la construction d'un lycée ?, etc.

Les élus communistes avec leur Parti.

Depuis 1944, Saint-Denis connaît la stabilité municipale et les programmes soumis aux électeurs sont réalisés d'une élection à l'autre.

Les grossières campagnes de calomnies ne peuvent rien contre les réalisations qui changent peu à peu la physionomie de notre vieille Cité.

PAS DE PROMESSES MAIS LA DURE RÉALITÉ

Nous ne pensons pas qu'un seul homme, quel qu'il soit, puisse résoudre les problèmes vitaux posés devant un peuple. Ces problèmes se règlent bien ou mal, selon les solutions qu'on leur apporte.

C'est pourquoi nous proposons le programme hautement national seul susceptible de relever le niveau de vie des masses populaires, de faire la Paix en Algérie, d'assurer l'indépendance française, d'ouvrir l'avenir de la jeunesse, de construire une démocratie rénovée.

Ce programme détaillé vous a été exposé dans *l'Humanité-Dimanche* envoyé à domicile.

Nous ne disons pas qu'il suffira de voter communiste pour qu'il soit appliqué. Ce serait vous tromper.

C'est seulement l'action résolue des masses populaires qui fera reculer la guerre et la misère. Cette action sera grandement aidée s'il existe un groupe communiste important dans la prochaine Assemblée Nationale. Il sera la seule opposition solide, résolue, constructive, dont le peuple aura besoin à la veille d'un hiver qui s'annonce rude.

POUR QUE ÇA CHANGE RÉELLEMENT !

En assurant dès le premier tour le succès du Parti Communiste Français seul capable de traduire votre volonté au Parlement, vous réaffirmerez votre confiance à Fernand Grenier et à son remplaçant éventuel, Auguste Gillot. Le passé et le présent garantissent qu'ils demeureront fidèles à leurs électeurs.

Vive Saint-Denis !
Vive la République !
Vive la France !

FERNAND GRENIER

Ouvrier boulanger
Membre du Comité Central du Parti Communiste Français
Député de Saint-Denis
Conseiller Municipal depuis 1937
Ancien Ministre de l'Air dans le Gouvernement de la Résistance

Remplaçant éventuel :

AUGUSTE GILLOT

Forgeron-ferreur
Membre du Comité Central du Parti Communiste Français
Conseiller Municipal depuis 1937
Maire de Saint-Denis depuis 1944. — Conseiller Général de la Seine depuis 1945
Membre du Conseil National de la Résistance

QUARANTE ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Waldeck ROCHET
(Candidat du Parti Communiste Français)

Elu le 30 novembre 1958
(I.)

1re *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Le Parti Communiste Français m'a fait l'honneur de me présenter à vos suffrages avec, à mes côtés, comme remplaçant éventuel, mon ami André Karman, Maire d'Aubervilliers

Elu député pour la première fois en 1936 et constamment réélu depuis, j'étais dans l'Assemblée précédente, Vice-Président du groupe parlementaire communiste.

A ce titre, je suis intervenu fréquemment dans les différents débats qui ont eu lieu à l'Assemblée et j'ai déposé et soutenu de nombreuses propositions de loi en faveur des travailleurs et de leurs familles.

Vous savez que les principales conquêtes sociales, les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives ont été arrachées au temps du Front populaire, en 1936, quand les communistes étaient nombreux à la Chambre des députés.

De même, c'est au lendemain de la libération, lorsque les communistes étaient ministres, que furent obtenus l'extension de la Sécurité Sociale, le relèvement des allocations familiales, la retraite des vieux, le statut des fonctionnaires.

Et c'est encore grâce aux 142 députés communistes qu'ont été votés, dans la dernière législature, les trois semaines de congés payés et le Fonds national vieillesse.

Personne ne peut reprocher aux élus de notre parti la moindre responsabilité dans la néfaste politique pratiquée depuis l'éviction des Ministres communistes en 1947.

Depuis onze ans, on s'est obstiné à gouverner sans les communistes et contre eux.

Cette volonté des autres partis, de la droite au parti socialiste, de tenir à l'écart les représentants du Parti de la classe ouvrière n'a fait que le malheur du pays : la guerre d'Algérie endeuille et ruine la France, les salaires sont insuffisants, la vie toujours plus difficile.

Et voici maintenant la menace de chômage et de crise économique : les réductions d'horaires frappent de nombreux travailleurs d'Aubervilliers, la Courneuve, Stains et l'inquiétude est générale.

Une de nos principales préoccupations sera de lutter pour enrayer la crise par l'application d'une politique tendant à assurer le plein emploi, ce qui exige avant tout l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs indispensable au développement du marché.

POUR QU'ENFIN LES CHOSES CHANGENT, IL FAUT :

1° Relever le niveau de vie des travailleurs manuels et intellectuels en augmentant les salaires, traitements, pensions, retraites des vieux et prestations familiales.

Aider l'artisanat, défendre le petit commerce et l'entreprise familiale contre la mainmise des monopoles. Réaliser la réforme démocratique de la fiscalité.

2° Lutter contre la crise économique et ses effets par le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, l'assurance chômage, la baisse du coût de la vie, la construction massive de logements, la mise en train d'une politique hardie d'expansion économique et technique.

3° Faire la paix en Algérie par la négociation et établir entre la France et l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux, des rapports nouveaux, fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et les avantages mutuels.

4° Rendre à la France sa place dans le monde et sa grandeur par une politique d'indépendance nationale et de paix, qui suppose en particulier l'action pour l'arrêt des expériences atomiques, contre la remilitarisation de l'Allemagne, pour le désarmement.

5° Assurer l'avenir de la jeunesse grâce à la formation professionnelle pour tous, à la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, au développement du sport, à l'aide aux jeunes ménages.

6° Restaurer la République et construire une démocratie véritablement rénovée.

Electrices, Electeurs,

C'est dans le cadre de ce programme général que l'on pourra mettre en œuvre le programme de réalisations des municipalités d'Aubervilliers, de Stains, de la Courneuve, avec lesquelles je collaborerai étroitement.

Ce programme comporte notamment :

— Obtenir la construction de logements nécessaires pour loger les 7.500 familles mal logées de nos trois localités. C'est possible de construire 4.000 logements à la Courneuve, 6.000 à Stains et de poursuivre les nombreux programmes d'Aubervilliers.

— Construire les écoles nécessaires (le 8e groupe scolaire à Aubervilliers, le groupe Anatole-France à la Courneuve et pour le quartier du Maroc à Stains) ainsi que tous les agrandissements et aménagements nécessaires. Financement du Collège Technique et du Centre d'Apprentissage. Création d'un lycée à la Courneuve. Défense des colonies de vacances, du patronage laïque et développement des maisons de l'enfance, jardins d'enfants et écoles maternelles.

— Réalisation d'un hôpital, création de dispensaires, centres de santé, crèches, centres de protection maternelle et infantile, agrandissement de la maison de retraite des vieux à Aubervilliers, création de foyers de vieux.

— Lutter contre les fumées, poussières et odeurs nocives dégagées par certaines entreprises (Affineries de la Courneuve et autres usines d'Aubervilliers) en exigeant des mesures appropriées.

— Aménagement du stade de la Courneuve et des stades locaux, construction de gymnases et de centres culturels nécessaires pour l'épanouissement de la jeunesse.

— Poursuite des grands travaux pour assainir notre banlieue (voirie, eau, éclairage, égouts, P.T.T., téléphone). Amélioration du réseau des transports, lutte contre les industries nocives.

— Favoriser le développement du commerce local.

Pour cette politique conforme aux intérêts des travailleurs et du pays et contre la réaction et ses alliés, vous assurerez, dès le premier tour, l'élection du candidat du Parti Communiste Français.

Ne dispersez pas vos voix sur des candidats qui n'ont aucune chance ! Votez utile !

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France,
Votez et faites voter pour

WALDECK ROCHET
Député sortant

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Nous remercions cordialement le 23.233 électrices et électeurs qui ont voté au premier tour pour Waldreck Rochet et André Karman, plaçant ainsi le parti Communiste largement en tête de tous les partis avec un chiffre de voix qui approche la majorité absolue.

AU SECOND TOUR, LE CHOIX A FAIRE EST CLAIR :

— d'un côté, Waldeck-Rochet qui a été désigné au premier tour par le suffrage universel pour être au second tour le candidat de toute la gauche, de tous les républicains soucieux de défendre la République et de faire barrage à la réaction.

— de l'autre côté, le candidat patronné par le chef des ultras d'Alger, par Soustelle, et par les gros patrons réactionnaires ennemis du progrès social et de la démocratie.

Les travailleurs et les républicains d'Aubervilliers, de la Courneuve et de Stains comprendront qu'en réponse à la poussée réactionnaire et fasciste qui vient de s'exprimer dans le pays, il faut qu'il y ait dans l'Assemblée de demain les députés communistes actifs et capables, comme Waldeck Rochet, de défendre les conquêtes sociales de la classe ouvrière en même temps que les libertés, la paix et l'indépendance nationale.

En bloquant leurs suffrages sur les noms de Waldeck Rochet et André Karman, ils se prononceront :

— Pour l'augmentation des salaires, des traitements, des pensions et retraites vieillesse et contre la vie chère.

— Pour la paix en Algérie par négociation.

— Pour la construction massive de logements à loyers accessibles.

— Pour une réforme démocratique des impôts afin d'alléger les charges pesant sur les salariés, les artisans, les petits commerçants, en faisant payer les capitalistes.

— Pour la défense des libertés et de l'école laïque.

L'U.N.R. EST LE CAMOUFLAGE DE LA RÉACTION CONSERVATRICE ET ANTISOCIALE.

Sous le camouflage de l'U.N.R., l'ancien R.P.F. Gantois, tente d'exploiter démagogiquement à son profit le nom du général de Gaulle.

Mais on sait que l'U.N.R. est patronée par Soustelle, l'homme des comités dits de Salut public et des colonels d'Alger.

Voter Gantois c'est donc voter pour le fasciste Soustelle.

Gantois se présente en « homme nouveau » pour tromper les électeurs, mais on sait qu'il a été dans le passé plusieurs fois candidat de l'ancien R.P.F. dont les dirigeants ont participé au cours des dernières années à plusieurs Gouvernements réactionnaires.

C'est ce que le parti Socialiste soulignait dans son affiche au premier tour quand il portait ce jugement sur la candidature de l'U.N.R. :

« L'U.N.R. patronnée par Soustelle Morice, Bidault se prétend pour un renouveau social, mais elle est en fait le ralliement de toute la réaction conservatrice antisociale et bornée. »

UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS, DE TOUS LES RÉPUBLICAINS POUR BATTRE LA RÉACTION.

Alors, les travailleurs socialistes, les radicaux et tous les républicains soucieux de défendre la République, en barrant la route à la régression sociale, à la réaction et au fascisme, n'hésiteront pas.

Ils savent qu'à l'heure présente il n'y a qu'un seul danger : le danger réactionnaire.

Ils joindront donc leurs suffrages à ceux des électeurs communistes pour assurer l'élection de Waldeck Rochet, qui est devenu au second tour le candidat de toute la gauche, de tous les républicains.

Pour battre la réaction !
Pour la défense de la République !
Pour la grandeur française !

WALDECK ROCHET
Député sortant
Candidat du Parti Communiste Français
Candidat au second tour de tous les Républicains contre la réaction

QUARANTE-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Maurice NILÈS
(Candidat du Parti Communiste Français)
élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le Parti Communiste présente à vos suffrages, Maurice Nilès, Maire-Adjoint de Drancy, avec à ses côtés, comme remplaçant éventuel, René Guesnier, Maire de Bobigny.

Elu Conseiller municipal dès la Libération, puis Maire-Adjoint de Drancy, élu dernièrement conseiller général en remplacement du regretté Daniel Renoult, Maurice Nilès a fait le maximum pour défendre les intérêts des administrés, comme ceux de l'ensemble de la population parisienne.

De même, notre parti Communiste, par ses députés, est intervenu fréquemment dans les différents débats qui ont eu lieu à l'Assemblée, a déposé et soutenu de nombreuses propositions de loi en faveur des travailleurs et de leur famille.

Vous savez que les principales conquêtes sociales : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, ont été arrachées au temps du Front Populaire, en 1936, quand les communistes étaient nombreux à la Chambre des Députés.

De même, c'est au lendemain de la Libération, lorsque des communistes étaient Ministres, que furent obtenus l'extention de la Sécurité Sociale, le relèvement des Allocations familiales, la retraite des vieux, le statut des fonctionnaires.

Et c'est encore grâce aux 142 députés communistes qu'ont été votés, dans la dernières législature, les trois semaines de congés payés et le Fonds national vieillesse.

Personne ne peut reprocher aux élus de notre parti la moindre responsabilité, dans la néfaste politique pratiquée depuis l'éviction des ministres communistes en 1947.

Depuis onze ans, on s'est obstiné à gouverner sans les communistes et contre eux.

Cette volonté des autres partis de tenir à l'écart les représentants du parti de la classe ouvrière n'a fait que le malheur du pays : la guerre d'Algérie endeuille et ruine la France, les salaires sont insuffisants, la vie toujours plus difficile.

Et voici maintenant la menace de chômage et de crise économique : les réductions d'horaires frappent de nombreux travailleurs de Drancy, Bobigny, Le Bourget, Dugny, et l'inquiétude est générale.

Ou sont les responsables ?

Le Parti Socialiste avec Guy Mollet, représenté par Duchet, le parti de Bidault et Pflimlin, représenté par Dufrenoy, le parti de Soustelle, représenté par Brunebarbe, ont durant cette période participé aux Gouvernement qui se sont succédé.

Ils portent donc avec les Poujadistes, dont Finot est le représentant, la responsabilité écrasante des difficultés que connaît le pays.

Dans l'actuel Gouvernement, où ils voudraient se faire passer pour des partis et des hommes nouveaux, ils continuent aujourd'hui leur néfaste politique.

Ils ne peuvent donc être — pas plus d'ailleurs que des candidats individuels de diversion — les hommes qui apporteront les changements indispensables à l'avenir de la France.

Une de nos principales préoccupations sera de lutter pour enrayer la crise par l'application d'une politique tendant à assurer le plein emploi, ce qui exige avant tout l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs indispensable au développement de la prospérité de la France.

Pour qu'enfin les choses changent, il faut :

1° Relevez le niveau de vie des travailleurs manuels et intellectuels en augmentant les salaires, traitements, pensions, retraites des vieux et prestations familiales.

2° Aider l'artisanat, défendre le petit commerce et l'entreprise familiale contre la main mise des monopoles. Réaliser la réforme démocratique de la fiscalité.

3° Lutter contre la crise économique et ses effets par le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, l'assurance-chômage, la construction massive de logements, la mise en train d'une politique hardie d'expansion économique et technique.

4° Faire la paix en Algérie par la négociation et établir entre la France et l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux, des rapports nouveaux, fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et les avantages mutuels.

5° Rendre à la France sa place dans le monde et sa grandeur par une politique d'indépendance nationale et de paix, qui suppose en particulier l'action pour l'arrêt des expériences atomiques, contre la remilitarisation de l'Allemagne, pour le désarmement.

6° Assurer l'avenir de la jeunesse, grâce, à la formation professionnelle pour tous, à la réforme démocratique de l'enseignement, au développement du sport, à l'aide aux jeunes ménages.

7° Restaurer la République et construire une démocratie véritablement rénovée.

Electrices, Electeurs,

C'est dans le cadre de ce programme général que l'on pourra mettre en œuvre le programme de réalisation des municipalités de Drancy, de Bobigny, de Dugny, celui du groupe des élus municipaux communistes du Bourget, avec lesquels je collaborerai étroitement.

Ce programme comporte notamment :

— Lutter contre la fermeture des entreprises et leur transfert comme c'est le cas pour Conord à Bobigny, obtenir l'implantation d'industries saines.

— Obtenir la construction de logements nécessaires pour loger les 5.000 familles mal logées de nos quatre localités. Il est possible de reloger ces familles en poursuivant le programme de Drancy, en exigeant des Pouvoirs publics la création des offices d'H.L.M. au Bourget et à Bobigny. Ainsi il deviendra possible de s'attaquer efficacement aux îlots insalubres qui existent notamment à Drancy, Bobigny et au Bourget.

Pour cela, il faut des crédits de l'Etat à long terme, pour obtenir des loyers accessibles aux familles à revenu modeste.

— Construire les écoles nécessaires (notamment 38 classes et 6 maternelles à Drancy, 3 nouveaux groupes scolaires à Bobigny où la population augmente impétueusement, 2 groupes scolaires à Dugny, et une maternelle au Bourget), ainsi que tous les agrandissements et aménagements nécessaires pour obtenir que l'effectif moyen de 35 élèves par classe soit respecté. Obtenir le financement du collège Technique à Drancy et Bobigny, dont les projets sont déposés depuis de nombreux mois. Création d'un lycée à Bobigny et obtenir le financement du cours complémentaire industriel à Drancy. Défense des colonies de vacances, des patronages laïques et développement des maisons de l'enfance, jardins d'enfants, crèches et écoles maternelles.

— Réalisation d'un hôpital pour les 4 localités et la commune de La Courneuve sur les terrains libres de cette dernière. Construction de centres de santé et de protection maternelle et infantile dans nos quatre localités. Création d'une maison intercommunale de retraite pour nos vieux travailleurs dans la proche banlieue.

— Construction de gymnases au Bourget et à Dugny, d'une piscine à Drancy, aménagement de stades locaux. Construction de centres culturels nécessaires pour l'épanouissement de la jeunesse.

— Poursuite des grands travaux pour assainir notre banlieue (voirie, eau, éclairage, égouts, P.T.T., téléphone). Amélioration du réseau des transports, lutte contre les industries nocives.

— Favoriser le développement du commerce local.

Pour cette politique conforme aux intérêts des travailleurs et du pays et contre la réaction et ses alliés, vous assurerez, dès le premier tour, l'élection du candidat du Parti Communiste Français.

Ne dispersez pas vos voix sur des candidats qui n'ont aucune chance !

Votez utile !

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France.

Votez et faites voter pour :

MAURICE NILES
Conseiller Général de la Seine. — Maire-Adjoint de Drancy

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au 2e tour, les forces républicaines battront la réaction !

Dimanche dernier, 23 novembre, la majorité des électeurs et électrices de la 42e circonscription ont fait confiance au Parti Communiste Français et à son candidat, Maurice Nilès, le plaçant largement en tête de tous les candidats.

Il manquait 780 voix pour que Maurice Nilès soit élu au premier tour.

Nous remercions les 21.696 électeurs et électrices de Drancy, de Bobigny, de Dugny et du Bourget qui ont voté massivement pour le candidat de notre parti, manifestant ainsi leur volonté de voir imposer un véritable changement de politique auquel le pays aspire.

Par le grand nombre de suffrages qu'il a obtenu dans le pays, au premier tour, le parti Communiste Français reste la grande force d'opposition à la réaction.

Cependant, l'ensemble des résultats fait apparaître une forte poussée réactionnaire et fasciste, avec les hommes des partis dont se réclame Dufrenoy, poussée enhardie par la division des forces démocratiques et par l'attitude de Guy Mollet et des dirigeants socialistes.

Socialistes, Laïques, Radicaux et Catholiques,
Travailleurs et habitants des quartiers...

— qui voyez chaque jour la misère s'installer dans vos foyers en raison de la diminution de vos horaires de travail et de l'élévation du coût de la vie ;

— qui n'avez pas de logement ou qui payez des loyers trop chers, cette situation serait aggravée demain par la présence à l'Assemblée Nationale de députés réactionnaires et ultras d'Algérie soumis docilement à la volonté d'un Gouvernement qui pratiquera, en l'accentuant, la politique actuelle.

Electrices, Electeurs,

Pour le deuxième tour, votre choix est clair.

Pour mettre la droite en échec, vous voterez Maurice Nilès et son suppléant, René Guesnier, les seuls candidats de la gauche.

Travailleurs socialistes, radicaux, rappelez-vous 1934, 1936 et 1946 ! Chaque fois que la classe ouvrière, les masses laborieuses ont réalisé leur unité, la réaction a été battue.

Dans notre circonscription, les forces de gauche représentent 62 % des voix.

Les Républicains doivent surmonter leurs divergences pour faire front contre Dufrenoy, l'homme de Bidault, de Delbecque, de Poujade et de Soustelle.

L'union est donc indispensable pour ne pas favoriser la droite.

Voter pour Maurice Nilès et son suppléant, René Guesnier, c'est barrer la route à la réaction dans notre circonscription.

C'est voter pour l'avènement d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs et du pays, pour mettre un terme à la guerre d'Algérie, pour la défense des libertés, pour la victoire de la République, pour l'avenir de la France.

Pas d'abstention !

Votez en masse le 30 novembre pour :

MAURICE NILES
Membre du Comité Fédéral du Parti Communiste Français
Adjoint au Maire de Drancy. — Conseiller Général de la Seine
Prisonnier de Guerre évadé en 1940. — Résistant interné. — Evadé de Voves
Capitaine de réserve. — Ancien Commandant F.T.P.F.

et RENÉ GUESNIER
Membre du Bureau de la Section Communiste de Bobigny
Ancien Résistant. — Maire de Bobigny

Votez Communiste.

QUARANTE-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert CALMEJANE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re *CIRCULAIRE*

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République).

Notre candidat investi et présenté par l'U.N.R. est patronné par :

Les Républicains sociaux, les Comités ouvriers, les élus municipaux indépendants et Républicains nationaux.

ROBERT CALMEJANE
30 ans. — Marié 2 enfants. — Rédacteur
Conseiller Municipal de Romainville
Responsable syndical. — Président de la Section de Bondy
Secrétaire de la Fédération du 6e Secteur
et Membre du Comité Directeur National des Républicains Sociaux
Secrétaire Général Adjoint des Comités Ouvriers

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS LE PETIT
33 ans. — Avocat à la Cour

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle ne devraient plus mériter votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortiraient l'anarchie et la dictature.

Les candidats de l'U. N. R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contact communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure ;

4° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe ;

5° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements,

— la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par la stabilisation des marchés,

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive ;

6° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire,

— la débudgétisation des investissements,

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux,

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale ;

7° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre de logements construits par an à partir de 1960 ;

8° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la participation des salariés aux résultats de l'entreprise,

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique d'économie nationale,

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la sécurité sociale et aux allocations familiales,

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés,

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » lié à l'essor de la production, ainsi que la révision des pensions « anciens combattants »,

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

Dans notre circonscription, la création d'un Comité d'aménagement régional avec la participation des représentants des Conseils municipaux (transports, logements, établissements d'enseignement, stades, réseau d'assainissement, etc.) et ce sous forme de réalisations intercommunales plus rationnelles donc plus économiques.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez ROBERT CALMEJANE

Elu local habitant la Circonscription depuis 1930.

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

ROBERT CALMEJANE

30 ans. — Marié 2 enfants. — Rédacteur
Conseiller Municipal de Romainville
Responsable syndical. — Président de la Section de Bondy
Secrétaire de la Fédération du 6e Secteur
et Membre du Comité Directeur National des Républicains Sociaux
Secrétaire Général Adjoint des Comités Ouvriers

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS LE PETIT

33 ans. — Avocat à la Cour
Membre du Comité Directeur des Indépendants de la Seine

Electrices, Electeurs,

Par 16.096 suffrages vous avez bien voulu me faire confiance et me placer en tête des candidats nationaux.

Je vous en remercie.

Dimanche prochain, il faut confirmer votre désir de battre le marxisme et d'installer la Ve République que vous avez voulue, avec des hommes nouveaux.

Vous avez donc voté contre les hommes du Système.

Vous avez enfin voté pour des hommes qui ont toujours soutenu l'action nationale du Général de Gaulle.

Demain, grâce au désistement de candidats nationaux, en ma faveur, nous devons battre le communiste.

Le 30 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, vous voterez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle et dans un esprit d'union nationale,

Bloquez tous vos suffrages sur le nom de

ROBERT CALMEJANE

Comité de parrainage :

Jean Bertaud, Sénateur, Maire de Saint-Mandé.
Claude Raybois, Conseiller Général de la Seine, Maire-Adjoint de Noisy-le-Sec.
MM. Larcher, Maire ; Boitelle, Rebouleau, Hanra, Maires-Adjoints ; Tabard, Villeneuve, Conseillers Municipaux de Villemonble.
Mme Fayolle, adjointe au Maire ; MM. Lenoir, Conseiller Municipal ; Joly, Touzé, Pavillons-sous-Bois.
MM. Aubert, Maire-Adjoint ; Deliège, Potier, Conseillers Municipaux ; Francke, Président des Républicains-Sociaux ; Michaud, de Noisy-le-Sec.
MM. Chaussat, Dougier, pharmaciens ; Seguin, Conseiller Municipal ; Maille, Duquenoy, Caille, de Bondy.
MM. Lecronier, Goepfert, Conseillers Municipaux ; Dechaut, Lombrici, Douine, de Romainville.

QUARANTE-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean LOLIVE
(Candidat du Parti Communiste Français)
élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

GRANDS SONT VOS SOUCIS

Chez vous, mal-logés ou jeunes ménages en quête d'un logement ; chez vous, hommes ou femmes licenciés des entreprises ou frappés par les réductions d'horaires ; chez vous, vieux papas ou vieilles mamans n'ayant que 200 ou 300 francs par jour de retraite ; chez vous, les parents qui avez un fils en Algérie ; chez vous, petits artisans ou commerçants qui subissez la mévente par suite de la diminution du pouvoir d'achat de votre clientèle ouvrière et employée.

QUI SONT LES RESPONSABLES ?

Les Communistes ?

Voici onze années qu'il n'y a plus un seul communiste dans le Gouvernement de la France. Par contre, se sont succédé au pouvoir, les Pinay, Bidault, Morice, qui patronnent dans notre circonscription l'ex-policier Dides, ami intime de Delarue, tortionnaire de patriotes sous l'occupation, pendant qu'André Roger, de Paris, se réclame d'un des organisateurs du complot d'Alger, Delbecque. Et Poujade, dont le candidat est Lacombe, des Lilas, qu'a-t-il amené aux commerçants ? Ses députés n'étaient même pas capables de proposer un projet de réforme fiscale. Puis Guy Mollet, dont la politique néfaste est défendue dans la circonscription par Jaquet.

Ils ont tous pratiqué une politique qui a fait le malheur du pays. Pour maintenir un régime colonial périmé, ils ont refusé la négociation pour établir des rapports nouveaux avec les peuples d'outre-mer ; d'où huit années de guerre en Indochine, quatre

années en Algérie. Ils ont accepté une politique de soumission complète aux Etats-Unis, ce qui nous coûte chaque année des crédits militaires exorbitants. Voilà où sont passés (et passent encore) les milliards qui seraient nécessaires, entre autres, pour la construction de logements. De plus, à partir du 1er janvier prochain, sous prétexte de « faire l'Europe », la France va entrer dans le « marché commun », ce qui aboutira inévitablement, dans les prochaines années — sous prétexte d'harmonisation — à de graves atteintes aux droits sociaux de la classe ouvrière, à l'aggravation du chômage, aux déplacements de la main-d'œuvre, à la disparition de milliers d'artisans, de milliers de petites et moyennes entreprises, incapables de supporter la concurrence des trusts français et allemands.

Cette politique réactionnaire — toujours favorable aux gros et dure aux petits — aurait pu être écartée si le parti socialiste et le parti radical avaient accepté, après les élections du 2 janvier 1956, de diriger le pays avec le parti communiste. Nous avons proposé cette union des gauches à plusieurs reprises. Elle a été chaque fois repoussée.

D'où la responsabilité du socialiste Jaquet candidat de Guy Mollet qui, depuis six mois, sous le drapeau de l'anticommunisme, collabore avec le M. R. P., Pflimlin, l'indépendant Pinay, le gaulliste Soustelle, dans le même Gouvernement — ceux-là mêmes que Jaquet condamnait mais avec lesquels il est prêt à s'entendre pour conserver son siège de député.

Combien aussi nous regretterons la candidature de Coche (U. F. D.), qui, quoique s'étant séparé de Guy Mollet, ne s'est pas encore rendu à la raison que rien ne peut être fait pour la classe ouvrière, les couches laborieuses, la démocratie, les libertés, la paix, sans les communistes.

Quelle politique nouvelle offrent-ils donc ?

Aucune !

Que proposent-ils, eux et le candidat « indéterminé » comme il se nomme (Rebattet) ?

Rien.

C'est l'ancienne politique qui continuerait et s'aggraverait.

Quand les Communistes sont présents

La population laborieuse sait bien que depuis vingt-cinq ans, toutes les grandes conquêtes sociales ont été obtenues :

— En 1936, les congés payés, les conventions collectives, la semaine de 40 heures, quand les communistes eurent lancé et fait triompher le Front Populaire ;

— De 1945 à 1947 : les nationalisations, les comités d'entreprise, l'extension des retraites-vieillesse, les allocations familiales, les statuts de la fonction publique, de l'E. D. F., du Gaz de France, des mineurs, etc., quand les communistes participaient au Gouvernement ;

— En 1956 : les trois semaines de congés payés, le fonds national vieillesse, quand 150 députés communistes assuraient le vote à la majorité contre les députés indépendants et poujadistes qui votaient contre.

Pas de promesses, mais la dure réalité

Nous croyons qu'un seul homme, quel qu'il soit, ne peut pas résoudre les problèmes vitaux posés devant un peuple. Ces problèmes se règlent bien ou mal, selon les solutions qu'on leur apporte.

C'est pourquoi nous proposons le programme seul susceptible de relever le niveau de vie des masses populaires, de faire la paix en Algérie, d'assurer l'indépendance française, d'ouvrir l'avenir à la jeunesse, de construire une démocratie rénovée — le seul programme effectif pour que ça change réellement.

Répondre aux besoins de nos populations

C'est dans le cadre de ce programme général que l'on pourra mettre en œuvre les réalisations nécessaires aux besoins urgents des populations laborieuses des quatre communes du canton : Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas et Bagnolet, et que je m'engage à défendre.

Ce programme comporte notamment :

— Lutter contre le transfert ou la fermeture d'entreprises et obtenir l'implantation d'industries saines ,

— Obtenir la construction de logements nécessaires pour loger les 8.850 familles mal logées de nos quatre localités. Il est possible de construire 3.000 logements à Pantin, 2.000 à Bagnolet, 600 au Pré-Saint-Gervais, 500 aux Lilas et de poursuivre la réalisation d'autres projets dans les quatre communes, en particulier en détruisant les îlots insalubres. Pour cela, il faut des crédits de l'Etat à longs termes pour obtenir des loyers accessibles aux familles à revenu modeste ;

— Construire des écoles nécessaires : 3 groupes scolaires à Bagnolet, 4 à Pantin (Courtilières, rue de Paris, avenue Edouard-Vaillant), 12 classes au groupe Anatole-France du Pré-Saint-Gervais, la construction rapide de l'école Paul-Langevin aux Lilas, ainsi que tous les agrandissements nécessaires pour obtenir que l'effectif moyen de 35 élèves par classe soit respecté ; obtenir le financement du collège technique et du centre d'apprentissage de Pantin, le retour dans le canton de celui des Lilas ; création d'un lycée à Pantin ; défense des colonies de vacances, du patronage laïque et développement des maisons de l'enfance, jardins d'enfants et écoles maternelles ;

— Soutien pour la réalisation d'hôpitaux à Aubervilliers et Montreuil ; agrandissement et création de dispensaires, centres de santé, crèches, centres de protection maternelle et infantile, agrandissement des maisons de retraite des vieux intercommunale et communale à Pantin ; création de foyers de vieux ;

— Construction de stades à Bagnolet, le Pré-Saint-Gervais, les Lilas, ainsi que l'aménagement des stades existants à Pantin (Seigneurerie, Marcel-Cerdan), au Pré-Saint-Gervais (Léo-Lagrange), aux Lilas (terrain de football) ; construction de gymnases et de centres culturels nécessaires à l'épanouissement de la jeunesse ;

— Poursuite des grands travaux pour assainir notre banlieue (voirie, eau, éclairage, égouts, P. T. T., téléphone) ; aménagement du parc départemental des Buttes de Bagnolet ; construction d'un hôtel des Postes à Pantin et aux Lilas ; amélioration du réseau de transports ; lutte contre les industries nocives ;

— Favoriser le développement du commerce local.

Pour cette politique conforme aux intérêts des travailleurs et du pays,
Contre la réaction et ses alliés,
Vous assurerez l'élection du candidat du Parti Communiste Français.
Votez utile : votez Républicain.
Pour l'avenir de la France, votez et faites voter pour :

Jean LOLIVE

Ouvrier cimentier
Déporté Politique à Mauthausen
Membre du Comité de la Fédération Seine Nord-Est. — Premier Maire-Adjoint de Pantin
Conseiller Général. — Sénateur de la Seine

2e CIRCULAIRE

Jean LOLIVE

Candidat du Parti Communiste Français
Candidat au second tour de toute la gauche, de tous les Républicains contre la réaction

Electrices, Electeurs,

Nous remercions les 20.034 électrices et électeurs qui ont voté au premier tour pour Jean Lolive et Jacqueline Chonavel, plaçant ainsi le Parti Communiste largement en tête de tous les partis.

Au second tour le choix a faire est clair :

— d'un côté Jean Lolive qui a été désigné au premier tour par le suffrage universel pour être, au second tour, le candidat de toute la gauche, de tous les Républicains

sociaux de défendre la République et de faire barrage à la réaction et au fascisme ;

— de l'autre côté, Dides, le candidat soutenu par le chef des ultras d'Alger, Soustelle, par les gros patrons réactionnaires, ennemis du progrès social et de la démocratie, et par la pire réaction fasciste.

Les travailleurs et les républicains de Pantin, du Pré-Saint-Gervais, des Lilas, de Bagnolet comprendront l'importance du scrutin de dimanche prochain.

Ils comprendront qu'en face des députés réactionnaires — qui seront malheureusement trop nombreux — il faut qu'il y ait dans l'Assemblée de demain des députés communistes actifs et capables, comme Jean Lolive, de défendre les conquêtes sociales de la classe ouvrière en même temps que les libertés, la paix et l'indépendance nationale.

En bloquant leurs suffrages sur les noms de Jean Lolive et Jacqueline Chonavel, ils se prononceront :

— pour l'augmentation des salaires, des traitements, des pensions et retraites-vieillesse et contre la vie chère ;

— pour la paix en Algérie par la négociation ;

— pour la construction massive de logements à loyers accessibles ;

— pour une réforme démocratique des impôts afin d'alléger les charges pesant sur les salariés, les artisans, les petits commerçants, en faisant payer les capitalistes ;

— pour la défense des libertés et de la laïcité ;

— pour la République et la grandeur de la France.

L'Union pour la Nouvelle République est le camouflage de la réaction conservatrice et antisociale

Ainsi, dans notre 44e circonscription, on voit l'ex-policier Dides exploiter démagogiquement à son profit le nom du Général de Gaulle, Dides qui travailla aux Renseignements généraux sous l'occupation nazie ! Dides qui est l'ami de Delarue tortionnaire de patriotes, condamné à vingt ans de travaux forcés à la Libération !

On sait que Dides se revendique d'être soutenu par l'U. N. R. qui a à sa tête le chef des ultras d'Alger, Soustelle.

« L'U. N. R. patronnée par Soustelle, Morice, Bidault, se prétend pour un renouveau social, mais elle est en fait le centre de ralliement de toute la réaction conservatrice, antisociale et bornée. »

C'est le jugement que portait le parti socialiste, lors du premier tour, sur l'U. N. R. Que fera le socialiste Jaquet ?

Dans tous les cas, le devoir est clair :

Union de tous les travailleurs, de tous les républicains pour battre la réaction.

Les travailleurs socialistes, les radicaux et tous les républicains soucieux de défendre la République en barrant la route à la régression sociale, à la réaction et à l'aventure, n'hésiteront pas.

Ils savent qu'à l'heure présente il n'y a qu'un seul danger : le danger réactionnaire. Ils joindront donc leurs suffrages à ceux des électeurs communistes pour assurer l'élection de Jean Lolive qui est devenu au second tour le candidat de toute la gauche, de tous les républicains.

Pour battre la réaction,
Pour la défense de la République,

Votez Jean LOLIVE

Ouvrier cimentier
Déporté Politique à Mauthausen
Membre du Comité de la Fédération Seine Nord-Est. — Premier Maire-Adjoint de Pantin
Conseiller Général. — Sénateur de la Seine

QUARANTE-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Pierre PROFICHET

(Candidat de l'Union des Républicains)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Docteur PROFICHET

Ancien Combattant 1939-1940. — Ancien des Forces Françaises Combattantes (Réseau Brutus-Boyer)
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1940
Médaille de la Résistance
Conseiller Municipal de Montreuil — Vice-Président du Conseil Général de la Seine
Candidat de l'Union des Républicains
l'Union pour la Nouvelle République, les Républicains Sociaux, le Centre Républicain
le Mouvement Républicain Populaire, l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance
le Rassemblement des Gauches Républicaines
Le Centre National des Indépendants, les Indépendants sans appartenance politique

Remplaçant éventuel :

PHILIBERT HOFFMANN

Maire de Rosny-sous-Bois

POURQUOI SUIS-JE CANDIDAT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

Dabord parce que, depuis vingt-cinq ans, je vis et travaille au milieu de vous, comme vous, et que je connais parfaitement bien et vos sentiments et vos besoins et vos aspirations.

Parce que, Conseiller Municipal de Montreuil depuis 1947 et Conseiller Général de la Seine depuis 1953, je sais quels sont les problèmes impérieux de Montreuil et de Rosny, villes en plein développement.

Parce que je me suis particulièrement penché sur les problèmes sociaux et si certaines propositions, telle que l'installation de garderies d'enfants (entre l'âge de la crêche et l'âge de l'école maternelle), ont été refusées par la Municipalité communiste et sectaire de Montreuil, j'ai pu, sur le plan départemental, être le promoteur de réalisations sociales importantes (aide aux infirmes, création d'un établissement pour l'emploi des diminués physiques et intellectuels, assistance à l'enfance, etc.) et aider autant que j'ai pu, la jeunesse et les sports.

Parce que, en 1939, mobilisé comme tant d'autres, j'ai volontairement combattu dans l'infanterie, et en 1940, prisonnier évadé, j'ai choisi de Gaulle et la Résistance plutôt que de voir ma patrie écrasée et méprisée.

Parce que, depuis 1946, toujours fidèle à de Gaulle, j'ai pensé que le « Système » était mauvais pour la France, et l'expérience l'a prouvé.

Parce que je ne suis pas un ancien Ministre ou un ancien parlementaire, que je ne suis pas un politicien et que je n'ai pas besoin de la politique pour vivre ; que je ne suis pas de ceux qui travaillent sans conditions pour l'étranger, ou qui, parfaitement inconnus de vous, cherchent une circonscription pour se faire élire.

Enfin, parce que j'estime de mon devoir de continuer à me battre pour la France et que, fidèle à une même ligne de conduite depuis 1940, je veux, avec le Président de Gaulle, refaire la grandeur et la prospérité de notre pays, c'est-à-dire vous permettre à tous d'avoir une vie plus heureuse et exempte de dangers.

Je remercie mon ami Hoffmann, Maire de Rosny, mon éventuel remplaçant, patriote et Résistant indiscutable, qui m'apporte son amitié et son aide dans cette tâche sacrée.

Ma campagne sera simple, car je ne dispose ni de millions de francs ni de roubles à profusion, et ne suis l'esclave de personne. Je suis simplement un homme à qui

tous les nationaux ont fait spontanément confiance, comme le prouve le titre de cette circulaire, signée des Conseillers Municipaux de Montreuil et de Rosny (sauf ceux de la S. F. I. O. et du Parti Communiste). Faisant taire certaines nuances qui les séparent, ils ont voulu, en Français libres, et dans l'intérêt supérieur de la patrie, manifester leur volonté d'un renouveau et d'une renaissance de la République. Peut-être ma fidélité à mes idées n'a-t-elle pas été étrangère à ce choix. De plus, j'ai la fierté d'avoir également été désigné comme candidat par l'Union de la Nouvelle République qui, comme vous le savez, groupe les mouvements qui estimaient qu'un recours à Charles de Gaulle était nécessaire pour sauver, une fois de plus, la République, et réformer le système qui la tuait.

Tous m'ont fait confiance, je ne les trahirai pas.

Vous tous, qui le 28 septembre, en écrasante majorité, avez répondu Oui au référendum, faites confiance à celui qui, comme vous, du fond du cœur, a répondu Oui pour que ça change.

Voici l'essentiel du programme que je vous propose :

Paix en Algérie

Par son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse, le Général de Gaulle a précisé les seules conditions possibles de paix au bénéfice commun des différentes communautés algériennes et de la France métropolitaine.

Par de prochaines élections libres, les Algériens décideront de leur propre destin.

Par la politique libérale et constructive du Président de Gaulle, il va ainsi être possible de mettre fin, dans la « paix des braves », à un conflit douloureux que les gouvernements précédents ont été incapables de résoudre.

Les solutions proposés qui consistent essentiellement à rendre l'Algérie prospère par le développement de son industrie et de son agriculture, à permettre aux Français musulmans d'avoir des salaires et un niveau de vie comparable à ceux des Français de la métropole, et à incorporer de nombreux Français musulmans aux cadres métropolitains, permettront à la France et à l'Algérie de faire ensemble leur destin. Les différentes communautés algériennes l'ont compris.

Politique du logement

Résoudre enfin, dans un bref délai, ce problème essentiel par :

a) Des investissements massifs de l'Etat dans la construction à usage locatif ;

b) La poursuite de la politique instaurée par le Gouvernement de Gaulle, favorisant les investissements privés dans la construction à usage locatif ;

c) De nouvelles facilités accordées à tous ceux qui font un effort pour accéder à la propriété collective ou individuelle.

Une France libre et forte

Il faut poursuivre le nouveau style de la politique étrangère et de la diplomatie instaurées par le Général de Gaulle, qui a permis, en trois mois, non seulement de réparer les erreurs commises auparavant, mais d'affirmer la puissance réelle de la Communauté française et son rayonnement vis-à-vis du monde entier.

La France, fidèle à sa vocation, doit être le pivot et le guide d'une grande Europe capable d'arbitrer l'antagonisme des blocs Est-Ouest.

Elle doit, comme première étape, favoriser l'instauration du Marché commun, à la condition essentielle que les partenaires soient à égalité au départ (salaires, charges sociales, prix des matières premières et de l'énergie).

La stabilité du pouvoir d'achat

Par la paix revenue, les milliards employés à soutenir une lutte qui nous fut imposée, deviendront des logements, deviendront des barrages, deviendront aussi les véhicules du pétrole saharien, libérant ainsi la France de la tutelle « du pétrole international ».

Par la suppression des dépenses abusives et souvent démagogiques de l'Etat, par le maintien de la libre entreprise contre un dirigisme stérilisant, par une réforme fiscale répartissant équitablement des charges allégées, par une productivité accrue, enfin par la participation des salariés à la marche et aux bénéfices de l'entreprise, les travailleurs retrouveront un pouvoir d'achat stable, correspondant à leur valeur professionnelle, leur permettant un accroissement permanent de leur niveau de vie.

La sécurité

1° Par l'instauration de l'assurance-chômage, prévue par le Gouvernement de Gaulle, que j'espère inutile grâce à la prospérité et au plein emploi.

2° Par la révision des divers régimes d'allocations familiales qui comportent des inégalités flagrantes.

3° Par une réforme profonde de la Sécurité Sociale qui doit garder son caractère d'assurance, et en particulier garantir un remboursement réel des frais de traitement à 80 % comme le décidait l'Ordonnance de 1945 du Gouvernement de Gaulle.

Les Anciens Combattants

Satisfaire les revendications justifiées, en particulier établir le rapport constant.

L'espoir pour les jeunes — Le réconfort pour les vieux

Par la multiplication des écoles, des collèges techniques, par l'extension des facultés, des instituts spécialisés et des Universités populaires, permettant la promotion ouvrière, la Ve République doit donner à tous les jeunes des chances égales de réussite.

Par la multiplication des stades, des auberges de la jeunesse, des maisons de jeunes la Ve République doit donner à la jeunesse des loisirs sains, accessibles à tous, et dégagés de toute influence politique.

Et surtout, par la construction massive de logements, leur permettre de fonder un foyer.

Par une juste répartition des charges entre toute la population active, dans un esprit de fraternité et de solidarité, assurer à tous les vieillards une retraite décente libérant leurs vieux jours de tout souci matériel.

La liberté

En 1939, et dans la Résistance, je me suis battu pour la Liberté.

Depuis 1947 je me bats pour que notre patrie ne devienne pas un satellite de l'U.R.S.S. et Paris un Budapest ; pour que les Français ne soient pas étouffés par un régime Socialiste et marxiste.

Avec de Gaulle, qui deux fois sauva la République, avec vous, avec vos suffrages, je continuerai à défendre toutes les Libertés, sans lesquelles un Français ne peut vivre, et à travailler à refaire une France grande et généreuse, digne de son prestigieux passé.

2e *CIRCULAIRE*

Docteur PROFICHET

Ancien Combattant 1939-1940. — Ancien des Forces Françaises Combattantes (Réseau Brutus-Boyer)
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1940
Médaille de la Résistance
Conseiller Municipal de Montreuil — Vice-Président du Conseil Général de la Seine
Membre de la Commission de l'Assistance aux vieillards, aux malades et à l'enfance
Membre de la Commission de la Jeunesse et des Sports
Candidat de l'Union des Républicains

Remplaçant éventuel :

PHILIBERT HOFFMANN

Maire de Rosny-sous-Bois
Chevalier de la Légion d'Honneur
Ancien Combattant 1914-1918. — Croix du Combattant 1914-1918
Médaille de la Libération 1914-1918
Ancien Résistant Cheminot. — Médaille de la France Libérée 1939-1945

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre 1958, les Electrices et les Electeurs de Montreuil et de Rosny ont clairement manifesté leur volonté de redressement national :

31.166 voix sont allées aux candidats nationaux.
21.049 voix sont allées au candidat du Parti Communiste.

Avec un patriotisme auquel nous rendons hommage, et pour parachever la victoire des forces de la Liberté, M. Frenay s'est retiré de la compétition.

Nous remercions les Electrices et les Electeurs qui nous ont fait confiance et qui, le 30 novembre, nous renouvelleront cette confiance.

***

A tous ceux qui ont voté pour les autres candidats nationaux, nous demandons de considérer l'importance de l'enjeu.

Cet enjeu, quel est-il ?

La grandeur et l'indépendance de la France.

Dimanche prochain, il vous appartiendra de dire si vous voulez cette grandeur et cette indépendance, ou si, au contraire, vous choisissez la route des démocraties populaires que vous proposent les chefs communistes.

ATTENTION

Dimanche prochain, le pays entier aura les yeux fixés sur Montreuil et Rosny. La défaite de Jacques Duclos retentira non seulement en France, berceau de la Liberté, mais encore partout dans le monde.

Electrices, Electeurs,

Dimanche prochain vous répondrez à l'espoir et à l'appel de tous les hommes libres.

Electeurs communistes,

Depuis plus de vingt ans, les Chefs du Parti Communiste vous trompent. Ils spéculent sur votre misère et vos angoisses pour faire de la France un satellite anonyme de l'U. R. S. S. et pour cela ils sabotent tout effort de redressement national.

Nous vous convions aujourd'hui à voter Français.

***

Electrices, Electeurs,

Vous connaissez notre programme développé dans notre première circulaire :

Paix en Algérie, par la politique constructive et libérale du général de Gaulle.

Construction de logements, grâce aux initiatives conjuguées de l'Etat et des particuliers.

France libre et forte, capable d'être le pivot de la grande Europe de l'avenir, et d'édifier la communauté française.

Stabilité du pouvoir d'achat et accroissement permanent du niveau de vie.

Sécurité, par le plein emploi, la réforme de la Sécurité Sociale et des Allocations familiales.

Anciens Combattants, satisfaire leurs revendications justifiées.

Espoir pour les jeunes, leur donner toutes les chances de réussite.
Réconfort pour les vieux, leur assurer des jours exempts de tout souci matériel.

***

Ce programme serait vain s'il ne s'établissait entre nous une fructueuse et efficace collaboration. Nous voulons tenir compte de toutes les suggestions constructives susceptibles d'améliorer la condition humaine et capables de rendre à notre Patrie sa grandeur et son rayonnement.

Depuis des années, mon ami Hoffmann et moi travaillons au milieu de vous, comme vous. Nous connaissons vos sentiments, vos besoins, vos aspirations et les problèmes de nos deux villes en plein développement.

Aussi, tous ensemble, la main dans la main, soyons solidaires pour reconstruire une France libre, généreuse et fraternelle.

Vive la République !
Vive la France !

QUARANTE-SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Antoine QUINSON
(Candidat d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Candidature d'Union nationale de

Antoine QUINSON
Député-Maire de Vincennes

présentée par

le Centre national des indépendants, le Centre républicain, la Démocratie chrétienne, le R. G. R.

Electrices, Electeurs,

Nous ne pensons pas avoir besoin de vous présenter Antoine Quinson. Vous le connaissez ! Vous lui avez accordé et renouvelé votre confiance, et nous sommes convaincus que ses actes ont répondu à ce que vous attendiez de lui.

Un Maire, d'ailleurs, ne peut pas ruser avec ses électeurs. Il est jugé par ses concitoyens qui savent lui faire confiance s'il est un bon administrateur.

Lors des élections législatives du 2 janvier 1956, il vous avait mis en garde contre l'impuissance du régime, et il vous disait qu'il fallait à tout prix de l'ordre, de la stabilité et une sage administration ; mais, pour cela, la France se devait d'adopter une politique d'équilibre et de sage mesure qui lui a tant fait défaut depuis la Libération.

Les évènements ont prouvé qu'il avait raison.

Il avait préconisé le retour au scrutin uninominal qui permet de choisir librement son élu. Là encore, il avait raison et le général de Gaulle vient de vous rendre cette possibilité.

Il vous avait dit que le problème capital était la paix en Algérie car si, par suite de nos divisions, personne n'arrivait à redresser la situation, alors nous risquions de perdre l'Algérie française, malgré les sacrifices et le dévouement de nos admirables soldats.

Pour nous, comme pour Quinson, comme pour tous les patriotes, le salut de l'Algérie française a été et restera le premier des problèmes nationaux.

C'est pourquoi, plaçant sa confiance dans le général de Gaulle afin qu'il mette fin à notre angoisse nationale, afin qu'il réponde aux aspirations de nos frères d'Afrique du Nord (européens et musulmans), afin qu'il remette en marche les institutions :

Par quatre fois, Quinson a voté la confiance au général de Gaulle :

Le dimanche 1er juin en votant son investiture ; le lundi 2 juin en votant les pleins Pouvoirs au Gouvernement investi, puis les Pouvoirs spéciaux en Algérie, enfin la réforme de la Constitution.

C'est donc tout naturellement qu'il vous a demandé de voter « Oui » à la Constitution nouvelle qui ouvrait la voie du redressement national.

Là encore, habitants de Fontenay, de Saint-Mandé et de Vincennes, vous avez répondu d'une façon magistrale à notre appel.

L'avenir est maintenant dégagée ; il n'appartient qu'à vous de le faire beau. Grâce au Général de Gaulle, la France va connaître dans les années à venir cette stabilité et cette autorité qui lui avaient fait cruellement défaut, alors qu'à l'étranger les Gouvernements des Grandes Puissances, vous le savez bien, bénéficient des avantages inappréciables de la durée.

Ce qui était impossible sous la IVe République devient possible sous la Ve.

Les nouvelles institutions que vous avez librement choisies peuvent permettre la réalisation d'un programme de Salut Public que réclament toutes les Françaises et tous les Français.

Nous vous demandons de vous associer à nous pour faire triompher ces idées.

Le 23 novembre, Electrices, Electeurs, vous avez l'occasion par votre vote de faire acte de foi dans le destin de la patrie et d'assurer l'avenir de la France dans le monde.

La Ve République nous appelle, ne manquons pas son rendez-vous. Votez pour :

ANTOINE QUINSON

Ingénieur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées
Député-Maire de Vincennes. — Ancien Ministre
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945

et pour son remplaçant éventuel :

RAYMOND GAUDUBOIS

Avocat à la Cour
Conseiller Municipal de Saint-Mandé. — Président d'Association d'Anciens Combattants
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre 1914-1918

Pour le Comité de patronage :
Colonel FOULON
Maire-Adjoint de Vincennes

NOTRE PROGRAMME

Notre programme s'adresse à tous ceux que préoccupe l'avenir du Pays.

Placés par les investitures au centre de l'échiquier politique, nous vous proposons un programme simple, clair, précis, aux objectifs limités.

La manière de réaliser notre idéal politique c'est de vouloir des réformes pratiques et immédiates, placées sous le signe du bon sens et de la volonté.

4 objectifs

4 grands objectifs nous animent :

1° UNE VIE PUBLIQUE RÉFORMÉE

Réforme budgétaire. — Ramener le train de vie de l'Etat à des proportions compatibles avec les possibilités de la Nation.

Réforme Administrative et Réforme fiscale. — Simplification et humanisation des méthodes de recouvrement. Taxe indirecte unique sur l'énergie. Généralisation du forfait.

Pour créer le climat de confiance nécessaire entre le Contribuable et l'Administration, la Vᵉ République se doit d'accorder l'amnistie fiscale et pénale aux victimes des abus du système disparu, ouvrant ainsi une ère nouvelle attendue par de nombreux citoyens.

2° Progrès économique continu

Ce n'est pas un rêve insensé, car l'expansion est une source de richesse commune et de mieux-être individuel. Encouragement à l'initiative personnelle. Développement des investissements industriels et agricoles. Accélération de l'équipement nucléaire de l'économie française qui, avec l'exploitation des pétroles sahariens, conditionne la prospérité et l'indépendance nationale. Aide aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux entreprises personnelles.

3° Action sociale audacieuse dans un climat nouveau

Aujourd'hui plus que jamais, nous voulons vivre. Tout doit être mis en œuvre pour permettre à chacun d'être heureux.

Travail. — Assainir le climat social. Ouvriers, employés, ingénieurs, patrons, collaborent à la même œuvre. Ils ne sont pas des ennemis. Payer largement l'effort, l'intelligence, l'initiative.

Famille. — Défense des droits de la famille. Indexation des prestations familiales. Assurance-maladie efficace sauvegardant la qualité de la médecine et son caractère libéral. Plan d'aide aux personnes âgées et aux économiquement faibles. Allégement des charges fiscales frappant trop lourdement les femmes seules.

Logement. — Développement accru d'un effort de construction pour construire vite, mieux, moins cher et loger les familles qui n'ont pas de foyer et ne peuvent accéder à la propriété. Défense du propriétaire qui a acheté un terrain pour construire.

Jeunesse. — Intensifier les constructions scolaires. Former des techniciens, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés. Favoriser la recherche scientifique. Mettre l'équipement sportif au rang des grands investissements rentables. Créer des stades, des Maisons de jeu. Crédit ménager aux jeunes foyers. Crédit-établissement aux jeunes travailleurs.

Anciens Combattants, Prisonniers, Victimes de Guerre. — Accélération des procédures de liquidation des dossiers de pensions et du contentieux des pensions. Application loyale du rapport constant entre les indices des Pensions et ceux des salaires des fonctionnaires. Majoration des indices de pensions pour les veuves, orphelins, aveugles, bi-amputés.

Renforcement de l'action sociale de l'Office National et des Offices Départementaux de France, d'Algérie et d'outre-mer.

4° Une communauté vivante dans une Europe organisée

Algérie. — Consolidation de la politique d'industrialisation et d'équipement. Intensification de la mise en exploitation du Sahara.

Union Française. — Mise en place rationnelle des institutions des T.O.M. Elévation progressive du niveau de vie. Expansion de la culture française.

Europe. — Attachement à la solidarité occidentale, mais affirmation résolue de l'indépendance nationale. Collaboration économique avec les 6 pays du Marché commun. Constitution d'un potentiel militaire de défense moderne fondé sur l'armement thermonucléaire.

Tels sont les points principaux de notre programme.

Nous adressons un appel sans exclusive à toutes les Françaises, à tous les Français pour que dans un effort commun, dans un climat indispensable d'apaisement et de réconciliation, nous assurions ensemble le salut de la Patrie et de la Liberté !

Votez ANTOINE QUINSON

2e *CIRCULAIRE*

Candidature d'Union nationale de

ANTOINE QUINSON
Député-Maire de Vincennes

présentée par

le Centre National des indépendants, le Centre républicain, la Démocratie chrétienne, le R.G.R.

et aussi par le suffrage universel qui l'a placé largement en tête des nationaux.

Electrices, Electeurs,

Par 23.924 voix, vous avez placé largement en tête notre candidat.

Par ce vote massif vous avez affirmé votre confiance à notre candidat et à son programme.

Nous vous en remercions bien sincèrement.

Vous avez voulu indiquer que vous ne vouliez plus que soit refait par les querelles et les divisions des nationaux le jeu de ceux qui misent sur une France diminuée ou en plein désordre.

Vous avez voulu montrer assi votre décision de voter, non pas pour ceux qui promettent, mais pour celui qui agit.

Vous vous êtes souvenus surtout que le 11 novembre dernier, devant deux générations d'Anciens Combattants, le Président de la République, M. René Coty, avait dit ceci :

« Entendez-moi bien. Entendez le vieil homme qui, aujourd'hui, vous parle sans doute pour la dernière fois : Français, unissons-nous ! »

Electrices, Electeurs,

Cette union, vous l'avez réalisée hier par votre vote massif sur notre candidat.

Dimanche prochain, vous la réaliserez plus entièrement en bloquant toutes les voix nationales sur Antoine Quinson, candidat désigné au premier tour par le suffrage universel.

Vous voterez afin qu'une majorité libérale, sociale et nationale puisse, aux côtés du général de Gaulle, recréer à la fois l'Unité française et sauver l'Algérie.

L'union que certains n'ont pas voulu réaliser, vous la ferez sans eux.

Ne gaspillez pas vos voix. Votez pour :

ANTOINE QUINSON
Ingénieur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées
Député-Maire de Vincennes
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945
Commandeur du Mérite Combattant

et pour son remplaçant éventuel :

RAYMOND GAUDUBOIS

Avocat à la Cour
Conseiller Municipal de Saint-Mandé
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre 1914-1918
Officier du Mérite Combattant

Pour le Comité de patronage :

Colonel FOULON

Maire-Adjoint de Vincennes

NOTRE PROGRAMME

Notre programme s'adresse à tous ceux que préoccupe l'avenir du Pays.

Placés par les investitures au centre de l'échiquier politique, nous vous proposons un programme simple, clair, précis, aux objectifs limités.

La manière de réaliser notre idéal politique c'est de vouloir des réformes pratiques et immédiates, placées sous le signe du bon sens et de la volonté.

4 objectifs

4 grands objectifs nous animent :

1° UNE VIE PUBLIQUE RÉFORMÉE

Réforme budgétaire. — Ramener le train de vie de l'Etat à des proportions compatibles avec les possibilités de la Nation.

Réforme Administrative et Réforme fiscale. — Simplification et humanisation des méthodes de recouvrement. Taxe indirecte unique sur l'énergie. Généralisation du forfait.

Pour créer le climat de confiance nécessaire entre le Contribuable et l'Administration, la V° République se doit d'accorder l'amnistie fiscale et pénale aux victimes des abus du système disparu, ouvrant ainsi une ère nouvelle attendue par de nombreux citoyens.

2° PROGRÈS ÉCONOMIQUE CONTINU

Ce n'est pas un rêve insensé, car l'expansion est une source de richesse commune et de mieux-être individuel. Encouragement à l'initiative personnelle. Développement des investissements industriels et agricoles. Accélération de l'équipement nucléaire de l'économie française qui, avec l'exploitation des pétroles sahariens, conditionne la prospérité et l'indépendance nationale. Aide aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux entreprises personnelles.

3° ACTION SOCIALE AUDACIEUSE DANS UN CLIMAT NOUVEAU

Aujourd'hui plus que jamais, nous voulons vivre. Tout doit être mis en œuvre pour permettre à chacun d'être heureux.

Travail. — Assainir le climat social. Ouvriers, employés, ingénieurs, patrons, collaborent à la même œuvre. Ils ne sont pas des ennemis. Payer largement l'effort, l'intelligence, l'initiative.

Famille. — Défense des droits de la famille. Indexation des prestations familiales. Assurance-maladie efficace sauvegardant la qualité de la médecine et son caractère libéral. Plan d'aide aux personnes âgées et aux économiquement faibles. Allégement des charges fiscales frappant trop lourdement les femmes seules.

Logement. — Développement accru d'un effort de construction pour construire vite, mieux, moins cher et loger les familles qui n'ont pas de foyer et ne peuvent accéder à la propriété. Défense du propriétaire qui a acheté un terrain pour construire.

Jeunesse. — Intensifier les constructions scolaires. Former des techniciens, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés. Favoriser la recherche scientifique. Mettre l'équipement sportif au rang des grands investissements rentables. Créer des stades, des Maisons de jeunes. Crédit ménager aux jeunes foyers. Crédit-établissement aux jeunes travailleurs.

Anciens Combattants, Prisonniers, Victimes de Guerre... Accélération des procédures de liquidation des dossiers de pensions et du contentieux des pensions. Application loyale du rapport constant entre les indices des Pensions et ceux des salaires des fonctionnaires. Majoration des indices de pensions pour les veuves, orphelins, aveugles, bi-amputés.

Renforcement de l'action sociale de l'Office National et des Offices Départementaux de France, d'Algérie et d'outre-mer.

4° Une communauté vivante dans une Europe organisée

Algérie. — Consolidation de la politique d'industrialisation et d'équipement. Intensification de la mise en exploitation du Sahara.

Union Française. — Mise en place rationnelle des institutions des T.O.M. Elévation progressive du niveau de vie. Expansion de la culture française.

Europe. — Attachement à la solidarité occidentale, mais affirmation résolue de l'indépendance nationale. Collaboration économique avec les 6 pays du Marché commun. Constitution d'un potentiel militaire de défense moderne fondé sur l'armement thermonucléaire.

Tels sont les points principaux de notre programme.

Nous adressons un appel sans exclusive à toutes les Françaises, à tous les Français pour que dans un effort commun, dans un climat indispensable d'apaisement et de réconciliation, nous assurions ensemble le salut de la Patrie et de la Liberté !

Votez Antoine QUINSON

QUARANTE SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Roland NUNGESSER

(Candidat d'Union cantonale pour le Renouveau National et Républicain)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union cantonale pour le renouveau national et républicain.

Que veut la France ? Que cela change !

Elle l'a dit le 28 septembre en répondant massivement :

Oui : au Général de Gaulle
Non : au « système »

Pour faire du nouveau, il faut des hommes nouveaux !
Mais vous voulez savoir à qui vous avez affaire.

Depuis plus de vingt ans, vous ne pouviez choisir librement vos élus. Le scrutin de liste et les partis politiques vous les imposaient et c'étaient souvent des députés « fantômes ».

Aujourd'hui, vous voulez et vous pouvez choisir vos élus en toute connaissance de cause.

Mais, attention, « le syndicat des sortants » n'a pas désarmé...

C'est à lui que vous devez les trop nombreux candidats de division.

Pour faire face, l'Union s'est heureusement faite dans notre circonscription sur :

— des hommes jeunes et dynamiques ;
— des hommes neufs, à l'écart des intrigues politiques ;
— des hommes dont l'honnêteté est reconnue de tous ;
— des hommes compétents, qui ont fait largement leurs preuves sur le plan professionnel et sur le plan civique.

Cette union cantonale, née spontanément au sein même de nos quatre communes, a rallié sur les noms de :

ROLAND NUNGESSER et HENRI LE GUICHAOUA

les hommes de bonne volonté des tendances les plus diverses.

***

Cette candidature populaire a paru si solide que d'importantes formations politiques nationales, récentes comme l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.), ou traditionnelles comme le Centre National des Indépendants (C.N.I.), l'ont ratifiée officiellement, et que, fait exceptionnel et unique dans la banlieue parisienne, elles ont décidé de la soutenir communément.

Considérant que l'union ainsi réalisée, malheureusement si rare dans toute la France, pouvait seule faire échec, dès le premier tour, au risque, sérieux dans notre canton, d'un arbitrage communiste, d'autres formations telles que Défense des Libertés ont renoncé à confirmer les candidatures de leurs délégués.

Pour vous, Bryards, Campinois, Nogentais, Perreuxiens, aucun doute : l'Union et le Renouveau c'est Nungesser.

QUE POUVEZ-VOUS ATTENDRE DE LUI ?

Qu'il agisse en homme libre et indépendant,

Qu'à chaque problème posé, il réponde, guidé par sa seule conscience sans préjugé, ni parti pris.

Qu'il résiste, avec la volonté qu'on lui connaît, à toutes les pressions,

Qu'il demeure fidèle aux principes fondammentaux qui l'ont toujours guidé.

Qu'il s'attache à :

— Soutenir l'action que le Général de Gaulle mène pour redonner à la France, avec sa véritable indépendance, son prestige et sa grandeur, à la première place de l'Europe nouvelle.

— Poursuivre la réforme des institutions, entreprise par le chef du Gouvernement en vue de redonner à la République une structure saine et un fonctionnement efficace.

— Veiller scrupuleusement à la sauvegarde de toutes les libertés individuelles.

— Satisfaire le vœu nettement exprimé par le récent référendum, de reformer totalement les mœurs politiques responsables des déboires de notre Patrie et de la division des Français.

— Limiter l'action de l'Etat dans l'économie à orienter celle-ci vers des objectifs de caractère national ou international et à favoriser en conséquence le développement des moyens de production.

— Adapter l'amélioration du niveau de vie de tous les Français à l'augmentation de la productivité nationale.

— Promouvoir en outre une politique sociale réaliste, seule limite efficace aux

manœuvres des stratèges communistes qui fondent leurs espoirs sur la misère et la pauvreté.

— Mettre à la base de cette politique sociale, le développement de la construction des logements, dont l'insuffisance est la source de la plupart des déconvenues de notre population sur le plan familial, moral, physique sinon politique.

— Œuvrer au redressement progressif des finances publiques par une gestion budgétaire plus saine, impliquant certaines réformes administratives mais n'entravant pas néanmoins l'essor de l'économie.

— Proposer les éléments d'une réforme fiscale, qui répartissant plus équitablement l'impôt, permettra d'en réduire le taux.

— Soutenir l'action du général de Gaulle en Algérie, telle qu'il l'a définie dans son discours de Constantine.

— Etablir entre la Métropole et les peuples de la France d'Outre-Mer les relations confiantes que permet la Nouvelle Constitution dans les cadres fixés par elle.

— Faire confiance à l'armée, et à ses chefs pour remplir courageusement et noblement les missions qui leur sont confiées, suivant les traditions transmises par les Anciens Combattants, dont la mission civique s'impose plus que jamais aujourd'hui.

— Fournir aux jeunes Français les moyens d'enseignement nécessaires à leur culture individuelle mais aussi à leur formation professionnelle et technique.

— Donner à la jeunesse de France, le sens et le goût du devoir civique, qui doivent lui permettre de faire face pleinement aux espoirs que le peuple de France met en elle et aux responsabilités qui lui incombent à la naissance de la Ve République.

Citoyennes, Citoyens,

Ceux qui sont restés obstinément communistes, voteront Talamoni.

Ceux qui désirent un Etat dirigiste, voteront Belvaux.

Tous les Français qui veulent voter Nouveau et Utile, voteront pour le seul candidat d'Union : Roland Nungesser.

NUNGESSER Roland

67, rue de Fontenay, Nogent-sur-Marne
33 ans. — Diplômé de Sciences Politiques. — Licencié en Droit
Commissaire Général du Salon Nautique International
Sous-Directeur du Groupement de Reconstruction et de Renouvellement de la Flotte fluviale
Vice-Président de la Chambre Syndicale des Industries Nautiques
Vice-Président de la Commission des Relations extérieures du Conseil national de la Navigation fluviale
Secrétaire Général Adjoint du Comité du Souvenir Nungesser et Coli
Premier Maire-Adjoint de Nogent-sur-Marne
Président-Fondateur de la Fête du Petit Vin Blanc

Remplaçant éventuel :

LE GUICHAOUA Henri

1, avenue du Château, Le Perreux-sur-Marne
44 ans. — Licencié en Droit. — Expert-Comptable
Commissaire de Sociétés près la Cour d'Appel
Chef d'Escadron d'Artillerie de réserve. — Prisonnier évadé d'Allemagne
Dirigeant sportif et syndical

2e CIRCULAIRE

Union cantonale pour le renouveau national et républicain.

Et maintenant, tous unis pour la victoire

Le 23 novembre 1958, les Français ont confirmé leur volonté de rénovation de nos mœurs politiques.

Après avoir ratifié la modification des institutions, le peuple français a voulu faire appel à des hommes nouveaux. Dans toute la France, des hommes jeunes, animés par

le désir de faire du « neuf », soucieux d'apporter leur concours enthousiaste au général de Gaulle ont été portés en tête au premier tour de scrutin.

Dans notre circonscription, cette tendance s'est affirmée de façon éclatante sur le nom d'un homme que vous connaissez bien et qui remercie très vivement tous ceux qui lui ont apporté un soutien sympathique et spontané.

Pour la première fois depuis bien longtemps, un candidat national est en tête, dès le premier tour, dans notre canton :

En 1956, le parti communiste obtenait ...... 15.632 voix
Le premier des nationaux obtenait .... 6.225 —

Le 23 novembre 1958 :

Roland Nungesser .... 15.993 voix
Louis Talamoni .... 13.625 —

La personnalité de Roland Nungesser a, malgré le nombre des candidatures, entraîné un courant d'union, dépassant les espoirs des plus optimistes.

L'estime dans laquelle le tiennent ses concitoyens s'exprime dans le pourcentage éloquent des suffrages qu'il a obtenus à Nogent : 46,25 %.

L'accord réalisé sur mon nom, dès avant le premier tour, entre l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) et le Centre National des Indépendants (C.N.I.) complété par le retrait en sa faveur des candidats de l'Union de Défense des Commerçants et Artisans (Défense des libertés) s'est étendu au point qu'à la veille du 2e tour de scrutin, il est le seul candidat d'Union Nationale.

En effet, moins de 24 heures après la proclamation des résultats du 1er tour de scrutin, la plupart des autres candidats, respectant avec loyauté et spontanéité la discipline nationale, ont fait savoir qu'ils retireraient leurs candidatures en faveur de Roland Nungesser.

Leurs désistements officiels seront annoncés par leurs propres affiches faisant appel au civisme de leurs électeurs.

Ce vaste rassemblement des voix nationales est d'autant plus facile que, dans sa profession de foi, Roland Nungesser avait affirmé son souci de se dégager des notions précisées et malfaisantes de « droite » et de « gauche», désireux d'agir, en chaque circonstance, sans préjugé ni parti pris, en s'efforçant, à l'instar du général de Gaulle, de rechercher les seules solutions conformes à l'intérêt de la France. C'est dans cet esprit nouveau qu'il avait défini son programme d'action tant dans les domaines politique et économique que social.

Roland Nungesser que vous enverrez, le 30 novembre pour représenter notre canton à l'Assemblée Nationale dans l'esprit d'Union et de Renouveau manifesté lors du référendum en faveur du général de Gaulle.

Attention, c'est le deuxième tour,
Pas d'abstention
Tous unis dans un même élan national.

Bryards, Campinois, Nogentais, Perreuxiens,

La victoire de Roland Nungesser sera votre victoire
La victoire de la République Nouvelle.
La victoire de la France rénovée.

Roland NUNGESSER

QUARANTE-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Philippe VAYRON
(Candidat d'Union Nationale)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re *CIRCULAIRE*

PHILIPPE VAYRON

Candidat d'Union Nationale
32 ans. — Professeur licencié ès lettres, diplômé d'Etudes supérieures d'Histoire
Officier de réserve de l'Arme blindée et de la Cavalerie
Conseiller Général de Saint-Maur. — Député sortant
Secrétaire Général du Groupe Indépendant et Paysan à l'Assemblée Nationale

désigné par

le Centre national des indépendants : Antoine Pinay - Roger Duchet,
le Centre républicain : André Morice - Bernard Lafay,
le Centre des indépendants et Républicains nationaux de Paris et de la Seine : Frédéric-Dupont.

Suppléant :

PIERRE WASTIAUX
Ingénieur Agricole. — Président des Indépendants de Saint-Maur

Seul Philippe Vayron peut avoir plus de voix que le candidat communiste.

Electrices, Electeurs du Canton de Saint-Maur,

Vous m'avez élu, le 17 mai 1953, Conseiller général de votre circonscription comme membre du Centre National des Indépendants, puis le 2 janvier 1956, vous m'avez envoyé siéger à l'Assemblée Nationale .

J'y suis resté fidèle aux engagements que j'avais pris devant vous.

Avec le Président Antoine Pinay, j'ai défendu :

Les entreprises libres et les professions libérales sans cesse menacées par la fiscalité et un dirigisme envahissant ;

La stabilité du franc, seule garantie du pouvoir d'achat des travailleurs et de la prospérité de la Nation ;

Comme Georges Bidault, Roger Duchet, André Morice, Jacques Soustelle et avec eux, j'ai défendu l'Algérie française contre le F.L.N., les communistes et leurs complices progressistes.

Avec tous les Nationaux, j'ai demandé l'interdiction du parti communiste, le contrôle de ses fonds, la surveillance de ses municipalités.

Avec Antoine Pinay et le Comité de Salut public d'Algérie et du Sahara, j'ai combattu le Gouvernement Pflimlin, Jules Moch, Bacon, pour permettre le retour au pouvoir dans la légalité du général de Gaulle.

J'ai demandé la réforme de la Constitution détestable de 1946 votée par la coalition des communistes, des socialistes, des M. R. P., et je me suis battu pour le Oui au référendum.

Aujourd'hui, je me représente devant vous ayant réalisé ce que vous désiriez tous, l'Union entre les groupements les plus puissants du Centre et de la Droite : le Centre

National des Indépendants, auquel j'appartiens, et le Centre Républicain ; vous approuverez cette entente et vous me permettrez ainsi d'assurer dans la nouvelle Assemblée la défense de toutes les libertés et le renouveau national.

PHILIPPE VAYRON.

Voter Philippe Vayron, c'est voter pour l'Algérie française.

2e CIRCULAIRE

PHILIPPE VAYRON

Candidat d'Union Nationale
32 ans. — Professeur licencié ès lettres, diplômé d'Etudes supérieures d'Histoire
Officier de réserve de l'Arme blindée et de la Cavalerie
Conseiller Général de Saint-Maur. — Député sortant
Secrétaire Général du Groupe Indépendant et Paysan à l'Assemblée Nationale

investi par

le Centre national des indépendants : Antoine Pinay - Roger Duchet,
le Centre républicain : André Morice - Bernard Lafay,
le Centre des indépendants et Républicains nationaux de Paris et de la Seine : Frédéric-Dupont.

désigné au premier tour par le suffrage universel pour battre le communiste

Suppléant :

PIERRE WASTIAUX

Ingénieur Agricole. — Président des Indépendants de Saint-Maur

Electrices, Electeurs du Canton de Saint-Maur,

Le 23 novembre, vous avez voté en masse pour Philippe Vayron, le mettant en tête de tous les candidats avec 12.787 voix.

Pour la première fois depuis la Libération, le communiste est battu avec 11.671 voix.

Mais Dudach peut encore gagner au deuxième tour quelques milliers de voix de gauche et atteindre 15.000 ou 16.000 suffrages.

Il ne faut pas refaire l'opération de 1936 où dans cette même circonscription et par suite de la division des nationaux, le communiste Puech, dit Parsal, a battu le national Adolphe Chéron.

C'est si vrai que le docteur Noël, qui a recueilli 5.750 voix au premier tour, a déclaré se retirer en faveur de Philippe Vayron.

L'heure n'est plus aux manœuvres d'antichambre, aux alliances contre nature ou aux changements d'étiquette.

Dimanche 30 novembre 1958 le canton de Saint-Maur aura un député : Philippe Vayron, National, ou Armand Dudach, Communiste.

Nationaux,

Faites votre devoir

Votez PHILIPPE VAYRON

QUARANTE-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel PEYTEL
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re *CIRCULAIRE*

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

VOUS QUI AVEZ VOTE « OUI »

Vous n'étiez pas embarrassé le 28 septembre, vous avez voté pour de Gaulle.

Aujourd'hui, vous avez à choisir un homme et vous aimeriez à nouveau voter pour de Gaulle.

Vous voulez faire respecter votre Oui, et vous ne savez comment faire.

C'est pour répondre à ce désir que l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.) a été créée.

Les candidats U. N. R. ont été choisis pour vous, dans toute la France, par les Ministres gaullistes, Jacques Soustelle, Michel Debré et Edmond Michelet, fidèles Compagnons de toujours du général.

Ces hommes ont été choisis hors de l'ancien système et des anciens partis qui ont attendu la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle : ceux-ci ne méritent plus votre confiance.

Ces hommes ont été choisis dans toutes les classes sociales parmi ceux qui se sont fait remarquer par leurs qualités personnelles et leur fidélité.

Ces hommes ont été choisis :

— parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloirs ;

— parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays ;

— parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une Communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Ces hommes, le Général de Gaulle les a définis ainsi dans sa conférence de presse du 23 octobre :

... « Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Comme le Général, vous ferez confiance à ces hommes.

Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, les yeux fixés sur demain, les députés U. N. R. soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle.

Choisi par l'U. N. R. pour le Canton de Charenton, Michel Peytel vous demande d'apporter, vous aussi, votre soutien à cette action pour le redressement du pays.

Ce redressement sera concrétisé par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté de 85 millions d'hommes, née du référendum ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, l'ouverture de bureaux de contacts avec le public. La réforme de la justice, rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure ;

4° Le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques ;

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière, dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra, autour d'elle, la construction de l'Europe ;

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),
— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées,
— la modernisation de l'agriculture,
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive ;

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire,
— la débudgétisation des investissements,
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,
— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux,
— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale ;

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, et le lancement d'un plan d'urgence permettant de réaliser immédiatement une première tranche de plus d'un million de logements ;

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale,
— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale,
— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés,
— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » lié à l'essor de la production,
— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle ;

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes des milieux ouvriers.

Telles sont les premières mesures, éléments essentiels du plan d'action nationale du Général de Gaulle, qui conditionnent le redressement.

Vous avez bien compris que là est l'essentiel.

Aussi le 28 septembre vous avez voté Oui.

Le 23 novembre vous voterez Oui en votant pour :

MICHEL PEYTEL

38 ans
Le seul candidat choisi par l'U.N.R. pour le canton de Charenton
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations)
Déporté Résistant à Buchenwald et Mauthausen
Ancien Député R.P.F. (1947-1956)
Marié, père de 2 enfants. — Journaliste technique

Remplaçant éventuel :

JEAN FAVE

Premier Maire-Adjoint d'Alforville

2e CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

Electeurs, Electrices,

Le 23 novembre, le choix qui s'offrait à vous était difficile :

Huit candidats, dont six se réclamaient du « Oui », se présentaient à vos suffrages.

Vous connaissez les résultats du premier tour :

Inscrits	68.733
Votants	56.076
Suffrages exprimés	54.737

Ont obtenu :

Candidats du « Oui »

Peytel, U. N. R.	12.130
Guérin, Centre Républicain	11.980
Franceschi, S. F. I. O.	5.098
Bernard-Curtil, M. R. P.	2.943
Leclercq, Radical, député sortant	2.270
Jam, Poujadiste	628

Candidats du « Non »

Malleret dit Joinville, député sortant, communiste.	14.538
Bleuse, Socialiste autonome	5.150

Le premier tour a désigné le candidat U. N. R., arrivé en tête des partisans du « Oui », pour faire échec au communiste,, Malleret dit Joinville, député sortant.

N'ayant en vue que le seul intérêt général, les autres candidats nationaux se sont désistés en sa faveur ou ont retiré leur candidature pour faire barrage aux séparatistes.

Il dépend de vous, que le canton de Charenton soit représenté au nouveau Parlement, par un député à son image ou bien par un communiste.

Dans ce combat singulier, pour l'avènement d'une nouvelle République, juste, humaine et sociale, le choix est simple.

Pour l'union des « Oui », face au péril communiste, votez U. N. R.

Votez à nouveau Oui à de Gaulle en votant :

MICHEL PEYTEL

38 ans
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations)
Déporté Résistant à Buchenwald et Mauthausen
Ancien Député R.P.F. (1947-1956)
Marié, père de 2 enfants. — Journaliste technique

CINQUANTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Maurice THOREZ
(Candidat du Parti Communiste Français)
élu le 23 novembre 1958
(I.)

1re *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,
Chers Concitoyens,

Député communiste d'Ivry et de Vitry depuis vingt-six ans, je vous demande de me renouveler votre confiance. J'aurai pour remplaçant éventuel mon ami Georges Marrane, Maire d'Ivry, ancien Ministre, Conseiller général de la Seine.

Vous savez que les principales conquêtes sociales, les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, ont été arrachées au temps du Front populaire, quand les communistes étaient nombreux à la Chambre et que vous m'aviez accordé dès le premier tour 19.000 voix sur 32.000 suffrages exprimés.

De même, c'est au lendemain de la Libération, lorsque j'étais Vice-Président du Conseil, que furent imposés les Comités d'entreprise, la Sécurité sociale, les allocations familiales, la retraite des vieux et que j'élaborai le statut des fonctionnaires.

Dans la dernière législature, c'est grâce aux 150 députés communistes qu'ont été votés les trois semaines de congé et le Fonds national vieillesse.

Personne ne peut reprocher aux élus de notre parti la moindre responsabilité dans la néfaste politique pratiquée depuis l'éviction des ministres communistes en 1947. Pendant onze ans, on a gouverné sans les communistes et contre eux.

Les résultats, vous les connaissez : la guerre d'Algérie, qui endeuille et ruine la France ; les salaires insuffisants ; la vie toujours plus difficile. Et voici maintenant la menace de chômage et de crise économique.

POUR QU'ENFIN LES CHOSES CHANGENT, IL FAUT :

1° Relever le niveau de vie des travailleurs manuels et intellectuels en augmentant les salaires, traitements, retraite des vieux, prestations familiales et l'allocation d'argent de poche des hospitalisés. Aider l'artisanat, défendre le petit commerce et l'entreprise familiale contre la mainmise des monopoles. Réaliser la réforme démocratique de la fiscalité ;

2° Lutter contre la crise économique et ses effets par l'assurance-chômage, le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, la construction massive de logements, la mise en train d'une politique hardie d'expansion économique et technique ;

3° Faire la paix en Algérie par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux, des rapports nouveaux, fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et les avantages mutuels ;

4° Rendre à la France sa place dans le monde et sa grandeur par une politique d'indépendance nationale et de paix, qui suppose en particulier l'action pour l'arrêt des expériences atomiques, contre la remilitarisation de l'Allemagne, pour le désarmement ;

5° Assurer l'avenir de la jeunesse grâce à la formation professionnelle pour tous, à la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, au développement du sport, à l'aide aux jeunes ménages ;

6° Restaurer la République et construire une démocratie véritablement rénovée.

Electrices et Electeurs,

C'est dans le cadre de ce programme général que l'on pourra construire les 5.817 logements et les neuf groupes scolaires prévus par vos municipalités d'Ivry et de Vitry ; créer les crèches, maternités, foyers de vieux, hôpitaux et hospices nécessaires, ainsi que les nouveaux marchés couverts ; étendre le métro jusqu'à Vitry et prolonger les lignes d'autobus.

Pour cette politique conforme aux intérêts des travailleurs,
Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France,
Assurez, dès le premier tour, la réélection de votre député.
Donnez-lui, une fois de plus, une majorité massive.

Votez Maurice THOREZ
Mineur
Ancien Vice-Président du Conseil. — Député sortant

2e CIRCULAIRE

Chers Concitoyens,

Je remercie cordialement les 23.952 électrices et électeurs qui ont une fois de plus accordé leur confiance à celui qui est leur député depuis vingt-six ans. Cette confiance n'a pas été déçue. Et vous savez qu'elle ne le sera jamais.

Ivry et Vitry demeurent ainsi des foyers du mouvement ouvrier, des centres de défense de la République.

Le Parti Communiste Français est comme toujours le premier Parti dans cette circonscription, comme il l'est dans toute la France.

Cependant, ici comme dans l'ensemble du pays, s'est manifestée une poussée réactionnaire et fasciste grosse de menaces pour le progrès social et pour la paix, pour les libertés et pour la laïcité.

Une partie importante du corps électoral a été trompée par Soulivet, le candidat de Soustelle et des comités dits de salut public, le représentant des colonels d'Alger.

Il s'est présenté en « homme nouveau », alors qu'il est l'adjoint au Maire réactionnaire de Vanves, la ville dont la municipalité n'a jamais construit aucun logement, et que déjà, candidat dans l'ancien quatrième secteur, il obtenait pour Ivry et Vitry 855 voix en 1956.

Ajoutons que les dirigeants de son groupement, l'U.N.R., ont participé le plus souvent depuis dix ans à la direction des affaires publiques et qu'ils incarnent la volonté de maintenir et de renforcer la vieille politique de misère et de privations, de guerre en Algérie, d'opposition à la détente internationale et au désarmement.

Les autres partis et leurs électeurs qui ont, au premier tour, affirmé légitimement leurs préférences respectives, ne peuvent manquer de mesurer les responsabilités qui leur incombent maintenant.

En particulier, les électeurs socialistes ne sauraient accepter de faire le jeu du candidat de droite. Ils se souviennent de l'action commune que nous avons ensemble menée pour la défense des libertés et des revendications ouvrières, mises en cause par les amis de l'avocat Soulivet.

Ils voteront pour le député ouvrier d'Ivry et de Vitry.

Les travailleurs, qui se sont abstenus au premier tour, feront leur devoir dimanche prochain.

Tous les républicains, les démocrates, les patriotes feront bloc sur le nom de Maurice Thorez, ancien vice-président du Conseil.

Pour que ça change,
Pour la défense de la liberté contre la poussée réactionnaire et fasciste,
Pour la grandeur de la France,

Votez Maurice THOREZ
Mineur
Ancien Vice-Président du Conseil. — Député sortant

Remplaçant éventuel :

Georges MARRANE
Maire d'Ivry. — Ancien Ministre

CINQUANTE ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Daniel DREYFOUS-DUCAS
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Electeurs, Electrices,

Pour que votre Oui ait un sens,
Pour que la Ve République rende à la France son vrai visage,

il faut au Parlement des hommes :

— Nouveaux, qui n'ont pas été mêlés au système,
— Sérieux, qui connaissent les problèmes de l'Etat et ceux des citoyens,
— Fidèles, qui depuis le 18 juin 1940 sont avec le général de Gaulle, qui depuis douze ans réclament avec le général de Gaulle la séparation des pouvoirs, une véritable Communauté française avec les peuples d'Outre-Mer et la fin du régime des partis.

L'Union pour la Nouvelle République réunit autour de Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, compagnons fidèles et Ministres du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, depuis douze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur.

Les élus de l'U.N.R. les yeux fixés sur demain, soutiendront au Parlement l'action nationale du général de Gaulle, pour le redressement du pays.

NOTRE PROGRAMME

I. — L'Algérie et la Communauté française

La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle pour permettre aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

L'organisation des pays d'Outre-Mer au sein de la Communauté de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

II. — La Réforme de l'Etat

Réorganisation des administrations centrales, regroupement régional des services techniques, ouverture de bureaux de contacts, communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

Réforme et retour à la gratuité de la Justice ; simplification du jeu des partis politiques et regroupement des grandes tendances nationales.

III. — La France respectée

Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

IV. — L'amélioration du pouvoir d'achat

par une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi et de la renaissance dans les régions sous-équipées,

— la stabilité des prix des produits alimentaires par l'organisation des marchés,

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

V. — L'assainissement des finances publiques

par une politique financière saine :

— équilibre strict du budget ordinaire ;

— débudgétisation des investissements ;

— révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

VI. — Une politique du logement

Construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, rationalisation des méthodes de construction, lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, pour porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

VII. — L'Union des Français pour une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme.

— Promotion des salariés, gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale, extansion des diverses prestations, notamment de l'assurance «vieillesse » lié à l'essor de la production, affectation intégrale des prestations familiales à leurs véritables bénéficiaires, aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

Le 23 novembre pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez U.N.R.
Votez Daniel Dreyfous-Ducas

Daniel DREYFOUS-DUCAS

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations). — Médaille de la Résistance
Médaille Coloniale : Agrafes Libye, Bir-Hakeim, Tunisie. — U. S. Silver Star
Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées. — Ancien Elève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures
44 ans. — Marié, 4 enfants

Suppleant :

MARCEL RICHARD

Secrétaire Général d'Entreprise de Travaux publics
Ancien Elève de l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de Choisy-le-Roi

2e CIRCULAIRE

(U.N.R.) Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Pour que votre Oui ait un sens,
Pour que la Ve République rende à la France son vrai visage,

il faut au Parlement des hommes :

— nouveaux, qui n'ont pas été mêlés au système,
— sérieux, qui connaissent les problèmes de l'Etat et ceux des citoyens,
— fidèles, qui depuis le 18 juin 1940 sont avec le Général de Gaulle, qui depuis douze ans réclament avec le Général de Gaulle la séparation des pouvoirs, une véritable Communauté française avec les peuples d'outre-mer et la fin du régime des partis.

L'Union pour la Nouvelle République réunit autour de Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, compagnons fidèles et Ministres du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, depuis douze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur.

Les élus de l'U.N.R. les yeux fixés sur demain, soutiendront au Parlement l'action nationale du Général de Gaulle, pour le redressement du pays.

Comité électoral.

Chesneau, Maire-Adjoint de Choisy.
Hochart, Chauvet, Maire et Adjoint de Chevilly-Larue.
Pujo, Surleau, Maire et Adjoint de Fresnes.
Gonnessiat, Conseiller Municipal d'Orly.
Mme Courtois, Glardon, Conseillers municipaux de Thiais.
Vaudois, Président du Comité gaulliste de L'Hay.
Luez, Baron, Maire et Adjoint de Rungis.

***

Electeurs, Electrices,

La majorité des voix nationales s'est portée sur mon nom le 23 novembre. Je vous remercie de votre confiance.

Il vous appartient de faire du dimanche 30 novembre une grande victoire sur le parti de l'étranger.

Faites que cette victoire soit un triomphe,
Pas d'abstentions,
En masse votez pour la France,

Votez de Gaulle,
Votez U. N. R.
Votez Daniel Dreyfous-Ducas.

DANIEL DREYFOUS-DUCAS

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (3 citations). — Médaille de la Résistance
Médaille Coloniale : Agrafes Libye, Bir-Hakeim, Tunisie. — U. S. Silver Star
Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées. — Ancien Elève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures
44 ans. — Marié, 4 enfants

Suppleant :

Marcel RICHARD
Secrétaire Général d'Entreprise de Travaux publics
Ancien Elève de l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de Choisy-le-Roi

CINQUANTE-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Antoine LACROIX
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O.

Le 23 novembre, vous désignerez votre député à la première Assemblée Nationale de la Ve République. Vous l'avez mise sur pieds le 28 septembre dernier en votant massivement Oui au référendum. Mes camarades présentent ma candidature.

Depuis trente-cinq ans je vis au milieu de vous. En 1945, vous m'avez élu Conseiller Général de la Seine.

Le 27 octobre 1947, j'ai été installé à la mairie du Kremlin-Bicêtre et à chaque consultation la population m'y confirme sa confiance accrue...

Le candidat suppléant, mon ami Jacques Carat, est Maire de Cachan. Le parti socialiste S. F. I. O. propose à vos suffrages deux hommes que leurs actes, leurs réalisations, dispensent de promesses, leur passé répondant de leur comportement futur...

D'OU VENONS-NOUS ?

Dans la deuxième quinzaine de mai 1958, la France était en passe de connaître une guerre civile meurtrière. Le parti socialiste, qui ne portait aucune responsabilité dans le discrédit jeté par les institutions, qui s'était efforcé au contraire pendant les seize mois que dura le Gouvernement Guy Mollet d'unir les Français pour mieux servir la France, le parti socialiste, dis-je, a su apprécier à sa juste valeur le retour du Général de Gaulle à l'heure où il s'agissait d'éviter le pire et de sauver l'essentiel.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Pour vous, Citoyens, Citoyennes de la Région parisienne qui avez désavoué la campagne des Non, il est évident que nous avons vu juste. Le Gouvernement présidé par le Général de Gaulle, auquel participent plusieurs Ministres socialistes, a restauré l'ordre républisain ; l'armée a retrouvé sa vocation, ses traditions de discipline et d'obéissance au pouvoir civil ; de loyalisme envers la République française. A l'extérieur, l'équipe gouvernementale relève le prestige de la France qui apparaît déjà comme l'animatrice de l'Europe et de l'Afrique.

Bien plus, comme en 1944, lors de la Libération, il a su en de nombreux domaines, faire des pas en avant dans la continuité de ce que les socialistes avaient entrepris lorsqu'ils avaient les responsabilités du pouvoir.

OU ALLONS-NOUS ?

La Ve République sera ce que feront d'elle les républicains. Si les Français commettaient l'erreur de déléguer à l'Assemblée Nationale les hommes et les groupements

qui ont été les saboteurs de la IVe République, ils ne pourraient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leurs nouvelles désillusions. Je n'ai pas cette crainte, en m'adressant à vous, qui voulez : dans le domaine intérieur, l'expansion économique, le plein emploi, la défense du pouvoir d'achat. Un règlement des problèmes d'outre-mer conciliant une naturelle évolution et le maintien des liens légitimes et mutuellement profitables avec la métropole.

Sur le plan international, la construction d'une Europe unie, condition indispensable au progrès et à la paix, cette paix qu'il faut inlassablement consolider, par ailleurs, la recherche du désarmement dans le maintien de la sécurité collective.

La stabilité, l'autorité du Gouvernement de la République est indispensable pour élever le niveau de vie de tous les peuples. Sur notre plan régional cette persistance d'une ligne politique nous permettra d'étendre le bienfait de notre œuvre municipale et départementale. On sait que la ville du Kremlin-Bicêtre a réalisé ses constructions dans des conditions si bien étudiées que les loyers y sont beaucoup moins élevés que ceux pratiqués à Paris et dans les communes limitrophes.

Financement accéléré des programmes d'H. L. M. en projet.

Mise en place de tous les services qui en découlent : approvisionnement, écoles, transports, terrains de sport, parc et jardins, espaces verts, viabilité, adduction d'eau potable, de gaz, d'électricité, d'air comprimé pour les quartiers industriels placés correctement.

Les vieillards, les infirmes doivent vivre décemment : le Gouvernement Guy Mollet a augmenté les allocations aux « économiquement faibles » comme l'ont fait toutes les villes administrées par les socialistes : au Kremlin-Bicêtre, nous allouons 25.000 francs « aux économiquement faibles » sous forme de bons de marchandises à prendre chez les commerçants de la ville. Nous leur faisons des distributions de denrées diverses, organisons leurs loisirs et les recevons gratuitement pendant trois semaines au château des Echerolles dans l'Allier.

J'ai fondé l'union des groupes de défense des hospitalisés

dont l'un des buts est de renforcer le climat d'amitié entre les administrés et le personnel hospitalier. Cette union a obtenu pour les retraités la ristourne à titre d'argent de poche d'un dixième du montant de toutes les pensions. Notre association a fait appliquer la loi par versement intégral aux hospitalisés de leur retraite du combattant et de leurs indemnités de décorations. Rappelons que c'est un socialiste, le regretté Denis Cordonnier, qui a fait voter la loi qui permet de vivre aux aveugles et aux grands infirmes... Enfin, donnant l'exemple, la ville du Kremlin-Bicêtre envoie chaque mois un mandat à tous les hospitalisés d'origine kremlinoise à titre de complément d'argent de poche. Nous évitons ainsi le ridicule des promesses démagogiques à honorer par les autres.

Toujours à titre d'exemple, la ville du Kremlin-Bicêtre occupe et nourrit des arriérés qui, sans elle, seraient inactifs dans les asiles. Ainsi, elle montre que par un travail adapté à leurs possibilités intellectuelles on peut empêcher les débiles de croupir dans les centres psychiatriques surpeuplés.

L'éthylisme et la complexité de la vie moderne sont responsables de l'encombrement des hôpitaux psychiatriques où un personnel surmené voit freiner son recrutement en raison des salaires insuffisants et du travail harassant au milieu d'aliénés de plus en plus nombreux. La propagande qui a donné déjà des résultats indéniables contre l'alcoolisme doit se compléter de mesures énergiques évitant la consommation familiale de l'alcool produit sur place.

Si la recherche scientifique est du ressort de l'ensemble de la nation, le groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, auquel appartient le Rapporteur Général du budget, a néanmoins voté plus d'un milliard en dix ans pour le Centre Gustave-Roussy, fondé par mes Maîtres et en particulier par le chirurgien Chastenet de Géry.

A la disposition de l'Institut du Cancer qui reçoit des malades de toute la France et du monde entier, l'agglomération parisienne a mis les appareils les plus récents y consacrant en moyenne plus de cent millions par an.

Pour décongestionner cette agglomération parisienne, je participe à la gestion des coopératives H. L. M. qui viennent d'être chargées d'implanter les villes satellites à

plus de 50 kilomètres de Paris. Président de la Caisse départementale auxiliaire de prêts, je signe tous les jours des contrats de prêts à taux réduit aux constructeurs de pavillons individuels ou aux copropriétaires accédant à la propriété familiale.

Nommé par le Conseil Général, Administrateur de l'Aéroport de Paris, j'admire les gigantesques réalisations de cet organisme dirigé par des techniciens de grande classe.

Représentant des Maires du département de la Seine à la Commission des constructions scolaires, j'ai stimulé les réalisations des programmes, d'écoles, de terrains de sports, de gymnases, etc. Nos cours complémentaires, nos écoles, nos crèches sont ouverts à tous les enfants du canton de Villejuif.

Président pour la France de l'Amitié internationale, je compte reprendre l'an prochain les échanges de jeunes entre nations européennes.

Vice-Président de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, je m'occupe des théâtres populaires et je suis Président-fondateur du syndicat intercommunal du théâtre de l'Ile-de-France qui donne des représentations de haute qualité au tarif d'une place de cinéma de quartier. Un concert mensuel participe à l'éducation artistique de nos concitoyens.

Enfin, en socialiste conséquent, j'ai fait une réalité de la Sécurité sociale en ce qui concerne ma spécialité professionnelle : chirurgie et accouchement. Défenseur convaincu du remboursement intégral des frais médicaux, j'ai groupé les chirurgiens de la banlieue et de Paris dans un syndicat dont les membres ont pris l'engagement de ne pas faire payer un supplément de frais d'hospitalisation aux assurés sociaux. En résumé, dans tous les domaines, je me suis efforcé d'accorder mes actes et mes propos.

Lui aussi, mon suppléant Jacques Carat préfère aux promesses des références indiscutables.

Comme ceux du Kremlin-Bicêtre, mes amis Conseillers Municipaux d'Arcueil, de Cachan, de Gentilly, de Villejuif, par une étude technique de tous les instants s'efforcent d'augmenter le confort, la beauté des villes qui les ont élus en respectant les possibilités des contribuables. Dans notre ville nous n'avons pas augmenté les impôts depuis cinq ans en dépit de l'accroissement des dépenses obligatoires et nous avons maintenu nos cantines scolaires et toutes nos prestations de service à des prix inférieurs à ceux des villes voisines.

Ce résultat a été obtenu grâce à notre rigueur comptable de tous les instants, grâce au zèle de l'élite de notre personnel, grâce à l'exemple de probité, de dévouement, de compétence et de bonne entente de notre majorité. Ce que nous avons fait à l'échelle municipale et départementale, votre confiance peut nous permettre de le réaliser dans l'aire plus vaste de la Communauté française.

N'égarez pas vos voix vers les nihilistes qui, en votant Non le 28 septembre, préconisaient la République sans le Général de Gaulle. Ne tentez pas l'aventure avec ceux qui veulent de Gaulle sans la République.

En votant socialiste vous voterez pour la République sociale, vous voterez pour l'expansion économique assurant le plein emploi, l'avenir de la jeunesse et la sécurité de la vieillesse.

Docteur Antoine LACROIX

Maire du Kremlin-Bicêtre. — Conseiller Général de la Seine

2e *CIRCULAIRE*

Electeurs, Electrices,

Le scrutin du 23 novembre 1958 confirme celui du 28 septembre. Dans notre 52e circonscription, 60 votants sur 100 veulent libérer notre banlieue de la tyrannie stalinienne.

L'objectif raisonnable du premier tour est atteint : Mme Marie-Claude Vaillant-

Couturier est en ballottage. Le candidat français qui peut la battre reste seul en face d'elle... C'est le docteur :

ANTOINE LACROIX

irréprochable militant socialiste, patriote exemplaire qui, à l'instar de Guy Mollet, aux côtés de Charles de Gaulle, a toujours fait triompher la claire devise :

« Unir les Français pour mieux servir la France »

Cette conception implantera la V[e] République réellement sociale, maîtresse de son destin, libérée de la férule étrangère et capable :

— d'instaurer la paix en Algérie en s'inspirant des méthodes humaines de nos grands ancêtres de la Révolution française, dont le Général Lazare Hoche, pacificateur de la Vendée ;
— de préparer l'avenir des jeunes ;
— d'assurer le plein emploi des travailleurs dans l'expansion économique ;
— de rationaliser l'administration et l'aménagement du pays, ce qui réduit des deux tiers les charges des contribuables comme on peut le vérifier en comparant par exemple les impositions dans les communes de Villejuif et du Kremlin-Bicêtre ;
— d'assurer la sécurité de la vieillesse ;
— d'installer les jeunes ménages dans des logements confortables ;
— d'orienter l'Europe vers son rôle d'arbitre et d'assurer ainsi la paix mondiale.

Pour tous ces objectifs, une seule consigne : battre les Staliniens.
Tel est le but des désistements en faveur du Docteur Lacroix qui, dans l'intérêt général, demande aux électeurs de la 52[e] circonscription de voter en masse pour le candidat désigné au premier tour par le suffrage universel comme le meilleur barrage à la dictature bolchevique.

le Docteur ANTOINE LACROIX
Maire du Kremlin-Bicêtre. — Conseiller Général de la Seine
Ancien Chirurgien des Corps-Francs Nationaux
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaillé de la Résistance Française. — Croix de Guerre 1939-1945
Président pour la France de l'Amitié Internationale

CINQUANTE-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul MAINGUY
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1[re] CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Le scrutin d'arrondissement vous oblige à un double choix : celui d'un parti et d'un homme. Ce choix vous est d'autant plus difficile que la 53[e] circonscription, qui est la vôtre, bat tous les records de candidatures.

En ce qui concerne le parti, vous devez, pour commencer, écarter ceux qui ont voté Non au référendum. Puisqu'ils ne veulent pas de cette Constitution, il n'y a pas de raison de leur en confier les clefs.

Vous devez ensuite écarter les hommes de l'ancien système, responsables de la

faillite du régime. Il ne vous servirait à rien d'avoir un cadre nouveau si c'est pour y mettre un vieux tableau datant de la IV[e] ou de la III[e] République.

L'Union pour la Nouvelle République est à l'abri de ces critiques. Ses membres, sous la direction de Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, n'ont jamais cessé, depuis onze ans, de réclamer le retour au pouvoir du général de Gaulle ; leur programme est celui du Libérateur de la patrie : pacification de l'Algérie, organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum, réforme de l'Etat, simplification du jeu des partis par des regroupements indispensables, renaissance de la politique étrangère de la France, développement économique du pays grâce à une politique d'expansion et à une gestion financière saine et sans nouvelles nationalisations, effort en faveur du logement, humanisation du climat social par la promotion des salariés.

En ce qui concerne le candidat lui-même, voici quelques détails me concernant :

Je suis né dans la circonscription, à Bourg-la-Reine, où mon père exerçait la médecine.

J'ai commencé mes études, en 1914, à l'école communale de Toucy (Yonne), je les ai poursuivies au Lycée Lakanal et je les ai terminées à la Faculté de Médecine de Paris ; externe, puis assistant des Hôpitaux, je me spécialise en radiologie en 1930.

Mobilisé en 1940, affecté à l'hôpital vétérinaire d'armée n° 2, je suis fait prisonnier et croupis pendant quelques mois au Fronstallag 121, puis je suis libéré comme sanitaire.

Membre d'un réseau de Résistance pendant l'occupation, je suis remobilisé à la Libération (cette fois comme radiologiste !) et je participe à la campagne d'Allemagne avec l'armée de Lattre.

Actuellement : Médecin Commandant de réserve.

En 1947, je suis élu Maire de Bourg-la-Reine, sous l'étiquette R. P. F. Bien que je dispose de la majorité absolue, je tiens cependant à prendre un adjoint Indépendant et un adjoint M. R. P.

En 1953, aux élections municipales, sous le signe des Républicains Sociaux, j'obtiens encore le plus grand nombre de voix de la commune et reste Conseiller.

Les questions syndicales ne me laissent pas indifférent. J'ai été, un moment, syndic-adjoint à la Chambre syndicale des Médecins de la Seine et suis encore Vice-Président de l'Amicale des Médecins de la banlieue sud.

Marié. Quatre enfants.

Aucune décoration.

Vous avez maintenant en main, en ce qui nous concerne, tous les éléments du problème.

De votre choix dépend le plus ou moins bon fonctionnement de la nouvelle Constitution.

Docteur Paul MAINGUY
Radiologiste
Ancien Maire et Conseiller Municipal de Bourg-la-Reine

Suppléant :

Camille FRABOT

2[e] CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Les candidats dans la 53[e] circonscription ayant signé un accord de désistement mutuel le 6 novembre ont obtenu au premier tour de scrutin les résultats suivants :

Docteur Mainguy (U. N. R.)	7.797 voix
Chopine (Indépendant)	6.636 —
Mme Peters (M. R. P.)	3.120 —
Soit un total de	17.553 voix

Le candidat communiste, de son côté, a obtenu 13.207 voix, et risque de recueillir les suffrages de certains électeurs ayant voté Non au référendum. Il importe donc que tous les électeurs qui ont voté Oui fassent bloc sur le candidat pouvant justifier du plus grand nombre de voix, à condition bien entendu que ce candidat donne toutes garanties au point de vue patriotisme et sens social.

Pour ma part, bien que l'un des candidats m'ait trouvé « insignifiant », je peux vous assurer que je ferai, si je suis élu, tout mon possible pour défendre les aspirations des différentes familles spirituelles de notre circonscription. Je n'ai jamais, dans mon métier, constaté de différences radiologiques décelables entre les différentes classes de la population. Je pense donc que tous les citoyens ont droit aux mêmes égards dans le domaine politique et social.

J'apporterai ainsi ma modeste contribution à l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle, œuvre qui est loin d'être terminée et demande le concours de toutes les bonnes volontés.

Pour mettre un terme à la confusion et créer un Etat juste et fort ;
Pour un règlement pacifique du problème algérien ;
Pour la justice dans tous les domaines : fiscal, social, et scolaire ;
Pour une politique du logement.

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle,
Votez pour l'U. N. R.,
Votez pour le Docteur Paul Mainguy.

Docteur Paul MAINGUY
Radiologiste
Ancien Maire de Bourg-la-Reine

Remplaçant éventuel :

Camille FRABOT
Conseiller Municipal de Bagneux

CINQUANTE-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Raymond POUTIER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet,
Ministres du Gouvernement du Général de Gaulle
Léon Delbecque.

Electrices, Electeurs,

Faites respecter votre « Oui » du 28 septembre.
Un nouveau parti ! Dites-vous, mais quoi ! Etes-vous si attaché aux anciens ?

N'oublions pas... c'était hier !.. l'angoisse

Le pays à l'abandon, livré à un Parlement inconsistant, se désintégrant peu à peu.
Pour l'étranger, la France devenait « l'homme malade de l'Europe ». On se préparait à régler nos problèmes sans nous, à se partager nos dépouilles. Les forces vives de la nation atteintes par la paralysie du système.

N'OUBLIONS PAS : LE SURSAUT

Une révolte inspirée par l'honneur et la fierté nationale ébranlant le pays.

A Alger, la haine faisant enfin place « au spectacle magnifique d'une immense fraternisation ».

A Paris, le système rejeté par les Français entraînant la IVe République dans sa chute et s'effondrant dans le mépris général...

N'OUBLIONS PAS... L'ESPOIR

Au milieu des rumeurs de guerre civile couvrant sans effort les protestations dérisoires des derniers soutiens du régime, une voix s'élevant et se proposant au pays pour « mettre un terme à la confusion et créer un Etat juste et fort ».

(Charles DE GAULLE, au Palais d'Orsay).

N'OUBLIONS PAS... L'UNITÉ

Le 28 septembre, le « Oui » du « renouveau » éclatant à la face du monde :

La France, l'Algérie, l'Afrique, accourant au rendez-vous de la confiance et de l'espoir.

Ce qui était impossible hier, pouvant se réaliser demain.

Car il y a demain, et, demain, c'est la nouvelle République.

L'ampleur du redressement accompli par la France étonne le monde. Aujourd'hui, tous veulent miser sur elle.

Mais cet instrument nouveau que votre « Oui » a donné à la France, le Général de Gaulle l'a dit lui-même : il « vaudra ce que vaudront les hommes qui l'utiliseront. »

Les partisans du « Non » amorcent ouvertement le retour à la IVe.

Des zélateurs du « Oui » se précipitent au secours de la victoire et donnent leur adhésion à l'œuvre après avoir tout fait pour lui barrer la route...

Par-delà le choix d'un texte constitutionnel, votre « Oui » a été la manifestation d'un esprit inconnu : l'esprit du 28 septembre, fait de confiance et d'optimisme généreux.

Ce sens profond du « Oui », cette volonté très calme, très positive d'oublier tous les déchirements partisans, les querelles de personnes ou d'étiquettes de naguère, pour se mettre ensemble au travail de résurrection annoncé par le Général de Gaulle, le 2 mai, au Palais d'Orsay. Voilà l'esprit de l'Union pour la Nouvelle République.

Complétez votre « Oui » du 28 septembre en votant pour le candidat U. N. R.

— Ce qu'est l'U. N. R. :

L'U. N. R. s'est constituée au lendemain du référendum autour des différents groupements qui avaient appelé et soutenu l'action du Général de Gaulle et étaient décidés à poursuivre l'œuvre de rénovation nationale à laquelle le pays venait de donner son adhésion enthousiaste :

Républicains Sociaux, Union pour le renouveau français, Convention républicaine, Comités ouvriers pour le soutien de l'action du Général de Gaulle l'ont constituée.

Les hommes qui se sont ainsi réunis ont tous ce point de rencontre : ils n'ont jamais cessé de mettre tous leurs espoirs en la personne du Libérateur de la patrie.

Ils sont : « Ceux qui m'ont toujours marqué un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. » (Charles de Gaulle).

Notre but est aujourd'hui de lui donner tous les moyens de prolonger son arbitrage et de mener à terme son entreprise de réconciliation et de renouveau.

Gaullistes de juin 1940 — Gaullistes de mai 1958 nous voulons être les garants des institutions et les promoteurs de la Communauté française de demain.

Hommes du renouveau, qui n'avons cessé d'appeler de nos vœux la fin d'un régime ruineux pour le pays, rejetons dans le passé toutes les formules partisanes, les slogans illusoires qui risqueraient de rompre l'unité nationale soudée dans l'élan du « Oui ».

Voilà ce qu'est l'U. N. R., voilà ce que nous sommes.

CE QUE NOUS VOULONS :

Une France stable : « Tout doit être rénové de bas en haut de l'Etat. »

(Charles DE GAULLE)

Une France généreuse : « Il a toujours existé un pacte entre la grandeur de la France et la liberté des nations. »

(Charles DE GAULLE)

Un destin français pour l'Algérie : Le discours de Constantine, véritable « Charte de convalescence » de l'Algérie, doit constituer la base d'un pacte algérien sur laquelle tous les partis s'engageront à ne plus revenir.

L'U. N. R. n'acceptera pas que soit remis en cause le destin français de l'Algérie. Elle fait confiance au Général de Gaulle pour mener à son terme son œuvre salutaire :

Une Communauté franco-africaine puissante,
Une politique étrangère vraiment française.

Une France sociale :

— Promotion et sécurité des salaires garanties ;
— Voies neuves et stimulantes pour la jeunesse ;
— Le logement pour tous par la création d'une véritable assurance-logement, par l'extension de la copropriété.

Une France entreprenante :

— Permettre une vieillesse heureuse ;
— Fiscalité équitable plus simple, moins tracassière ;
— Des transports modernes, un tourisme prospère ;
— La défense du petit commerce ;
— Un climat économique nouveau.

Cette œuvre de redressement national, un Gouvernement dirigé par le Général de Gaulle peut seul la réaliser.

Mais il doit trouver dans le nouveau Parlement un appui solide et sincère, sans arrière-pensées, sans intrigues partisanes.

Ceux qui, depuis des années, ont œuvré pour que les destinées de la France lui soient confiées ne sont-ils pas les plus qualifiés ?

Si vous en êtes convaincus, vous voterez, le 23 novembre pour celui qui, depuis onze ans, sans interruption, ni défaillance, comme Président du R. P. F., puis des Républicains Sociaux du 4e secteur de la Seine, n'a cessé d'agir pour le retour au pouvoir du Libérateur de la patrie.

Vous voterez pour Raymond Poutier.

RAYMOND POUTIER

Colonel d'Aviation de réserve. — Directeur de Sociétés
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (5 citations). — Médaille des Evadés 1942
Président des Républicains Sociaux du 4e Secteur de la Seine
Conseiller Municipal de Sceaux

Remplaçant :

MAURICE COUETTE

Directeur de Fabrication de Produits pharmaceutiques
Conseiller Municipal de Clamart depuis 1945. — Maire de Clamart de 1947 à 1955

Comité de patronage :

Blanche Lechevallier, sage-femme, Conseillère municipale de Sceaux.

Léon Lanoue, chef de bureau principal honoraire de la S.N.C.F., Médaille Militaire, Croix de Guerre, Vice-Président de l'Office des H. L. M. de Sceaux.

Charles Goruchon, Officier de la Légion d'Honneur, Combattant 1914-1918 et 1939-1940, Croix de Guerre, 6 citations, Président de l'Union des commerçants de Clamart.
Georges Guillaudot, Officier de la Légion d'Honneur, Médaillé de la Résistance, déporté à Dachau.
Me Claude Chevassu, avocat.
François Benezy, imprimeur, Chevalier de la Légion d'Honneur, Médaillé de la Résistance, déporté à Dachau.
Jean-Marie Guyot, Conseiller municipal de Clamart, Médaillé de la Résistance.
Rozo, inspecteur des P. T. T.
André Vidal, commerçant à Clamart.
Pierre Tourneux, Conseiller municipal de Châtillon-sous-Bagneux, ancien Maire-adjoint, comptable agréé.
Michel Ney, industriel à Châtillon-sous-Bagneux (Association pour le soutien de l'action du Général de Gaulle).
Désiré Arche, Conseiller municipal de Châtillon-sous-Bagneux.
Fernand Lefebvre, Maire-adjoint de Fontenay-aux-Roses, métreur vérificateur.
Lucien Billard, Conseiller municipal et ancien Maire de Fontenay-aux-Roses, biologiste.
Albert Gendron, Conseiller municipal de Fontenay-aux-Roses, inspecteur de société.
Nathan Johnson, Conseiller municipal de Fontenay-aux-Roses, expert-comptable.
André Blesson, Conseiller municipal du Plessis-Robinson, employé des P. T. T.
Albert Caland, agent de fabriques, Conseiller municipal du Plessis-Robinson.
Jean Tanty, retraité des cadres de la S. N. C. F.
Pierre Rousseau, ex-F. F. L. de la 2e D. B.

2e CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

Jacques Soustelle, Michel Debré, Edmond Michelet,
Ministres du Gouvernement du Général de Gaulle
Léon Delbecque.

Electrices, Electeurs,

En votant U. N. R., vous avez confirmé votre Oui du 28 septembre.

Vous avez voté de Gaulle.

En m'accordant 11.233 suffrages, vous avez affirmé votre volonté d'être représentés à l'Assemblée Nationale par un candidat fidèle depuis toujours au Libérateur de la patrie.

Je vous en remercie.

Placé par votre confiance en tête de tous les candidats, à l'exception du représentant du parti communiste, je vous demande, pour assurer sa défaite, de faire l'union autour de mon nom.

Mettant les intérêts supérieurs de la patrie au-dessus des intérêts particuliers et des luttes partisanes, la plupart des autres candidats nationaux, que je tiens à remercier publiquement ont, en se retirant, invité également leurs électeurs à m'apporter leurs suffrages.

Pour assurer définitivement la victoire des « Oui » dans notre circonscription, vous voterez : Raymond Poutier.

RAYMOND POUTIER
Colonel d'Aviation de réserve. — Directeur de Sociétés
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (5 citations). — Médaille des Evadés 1942
Président des Républicains Sociaux du 4e Secteur de la Seine
Conseiller Municipal de Sceaux

Remplaçant :

MAURICE COUETTE

Directeur de Fabrication de Produits pharmaceutiques
Conseiller Municipal de Clamart depuis 1945. — Maire de Clamart de 1947 à 1955

CINQUANTE-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René PLAZANET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : ... « ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale :

— parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloirs ;

— parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays ;

— parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une Communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

ATTENTION !

Le Général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortiraient l'anarchie ou la dictature.

Les candidats de l'U. N. R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France, dans la paix retrouvée ;

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum, de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France ;

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure ;

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques ;

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe ;

6° Une politique hardie d'expansion économique, comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées,

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés,

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive ;

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire,

— la débudgétisation des investissements,

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux,

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale ;

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à l'usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960 ;

9° Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru

donné aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique doté de pouvoirs accrus, d'une véritable politique économique nationale,

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale,

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés,

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » lié à l'essor de la production,

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire préconisé par le Général de Gaulle ;

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes des milieux ouvriers.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle,
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez René PLAZANET

Suppléant :

René SCHERER

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electrices et Electeurs,

Au scrutin du 23 novembre, vous avez, par un vote en ma faveur, donné au « Oui » du 28 septembre, une signification.

Vous avez choisi pour vous représenter au Parlement un Gaulliste fervent, malgré le nombre de candidats se présentant à vos suffrages.

Vous m'avez apporté un nombre de voix qui vous autorisaient à penser, qu'au deuxième tour de scrutin, la bataille engagée le 23 novembre contre le parti communiste serait poursuivie le 30 novembre par celui auquel vous aviez accordé votre confiance.

Mais l'orgueil de certains candidats déçus de se trouver relégués au deuxième plan, pourrait les inciter à maintenir leur candidature, faisant ainsi le jeu du communiste.

Electrices et Electeurs,

Je compte sur vous.

Face à la division néfaste, vous voterez de Gaulle.

Voici maintenant le tableau des résultats du scrutin du dimanche 23 novembre :

Partisans du « Non »

Parti Communiste : Salagnac	17.389 voix
Union des Forces Démocratiques : Faure dit Dauphin	2.079 —
Total	19.468 voix

Tenants du « Oui »

Union pour la Nouvelle République : René Plazanet	12.859	voix
Parti Socialiste S. F. I. O. : Sevestre	6.549	—
Centre National des Indépendants : Leroy	5.315	—
Mouvement Républicain Populaire : Desgranges	2.812	—
Centre de la Réforme Républicaine : Tenger	2.728	—
Sans étiquette : Savary	1.795	—
Renouveau et Fidélité : Hemmerdinger	1.321	—
Sans étiquette : Barthelet	1.346	—
Total	34.725	voix

Le tableau ci-dessus montre que le siège de député ne peut pas, ne doit pas aller au parti communiste.

Il vous appartient, Electrices et Electeurs, de faire respecter votre « Oui » en votant pour le candidat de l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

René PLAZANET
Sénateur-Maire de Vanves

Remplaçant éventuel :

René SCHERER
Conseiller Municipal de Malakoff

qui à eux seuls, ont obtenu plus de voix que le Parti Socialiste S. F. I. O., le Centre National des Indépendants, le M. R. P., le Centre de la Réforme Républicaine tous réunis.

Electeurs, Electrices, concluez !

Vive la France !
Vive la République !
Vive de Gaulle !

SEINE-MARITIME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Roger DUSSEAULX
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Puisque le Gouvernement du général de Gaulle en rétablissant le scrutin uninominal a supprimé les apparentements dont vous ne vouliez pas, (à des élections précédentes vos très nombreux suffrages m'avaient placé en tête des candidats nationaux et ce sont les apparentements, sordides combinaisons de l'Assemblée Nationale, qui avaient permis que fussent finalement désignés ceux qui avaient le moins de voix),

Puisque par votre oui massif vous avez fait naître les institutions de la Ve République qui sont celles que je n'avais cessé de réclamer en approuvant la position prise par le Général de Gaulle depuis dix ans,

J'ai accepté d'être le candidat des républicains sociaux et j'ai reçu l'investiture officielle de l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.) qui a été créée pour coordonner l'action de tous ceux qui proclamaient la nécessité du retour du général de Gaulle à la tête des affaires de la France.

Attention à la nouvelle Constitution :

— le député sera responsable puisqu'il devra voter lui-même,

— le député devra obligatoirement assister aux séances pendant les six mois de réunion du Parlement et ne pourra exercer efficacement d'autres fonctions publiques ou privées.

Le député devrait donc s'engager personnellement vis-à-vis des électeurs de la circonscription dont il sera le seul représentant.

Pour mériter votre confiance...

Je m'engage à défendre les nouvelles institutions républicaines et à empêcher le retour au « Système ». Des hommes qui maintenant essaient de faire oublier leurs graves responsabilités, ont conduit le pays au bord de la guerre civile par leur entêtement à s'opposer à la venue du général de Gaulle. Ils ne peuvent avoir aujourd'hui votre confiance. En ce qui me concerne j'ai toujours soutenu, dans la clandestinité, comme depuis la Libération, l'action du général de Gaulle seule capable d'assurer notre redressement et je m'engage à l'aider loyalement dans sa lourde tâche.

Je m'engage à appuyer les propositions faites par le Général de Gaulle pour mettre un terme au conflit algérien et à faire appliquer le plan de cinq ans qu'il a proposé pour la promotion humaine, économique et sociale de l'Algérie sur les bases de sa personnalité et d'une solidarité étroite avec la métropole.

Je m'engage à faire prévaloir une politique étrangère faisant de la France un partenaire à

part entière et qui, dans la construction de l'Europe, saura préserver les activités essentielles à la vie de la nation et ménager les étapes indispensables.

Je m'engage à demander la réforme administrative et la suppression des empiètements de l'Etat dans le domaine économique afin d'alléger la charge budgétaire.

Je m'engage à soutenir une politique hardie d'expansion économique. Aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture réaliser des investissements productifs, promouvoir des activités nouvelles, moderniser à l'aide d'une judicieuse politique du crédit, assurer la stabilisation par l'organisation des marchés sont les seuls moyens de faire face à la compétition européenne et mondiale.

Je m'engage à exiger une réforme profonde de la fiscalité assurant l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt par la suppression des privilèges fiscaux, aménageant la surtaxe progressive vis-à-vis des petits revenus et des cadres, faisant disparaître la cascade des taxes causes du renchérissement du coût de la vie et n'exigeant plus des commerçants qu'ils soient les collecteurs bénévoles d'impôts sujets aux tracasseries du contrôle.

Je m'engage à soutenir une politique sociale basée sur :

— la stabilité de l'emploi, la parité des salaires et du coût de la vie, et la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle,

— la gestion stricte des organismes créés pour les travailleurs et notamment de la Sécurité sociale,

— le développement de la construction de logements populaires à usage locatif,

— l'aide massive à la jeunesse pour son éducation dans le respect de la liberté d'enseignement, pour sa formation professionnelle, pour ses sports et ses loisirs,

— l'amélioration des ressources de vieux travailleurs et l'aide accrue aux économiquement faibles dont la situation s'aggrave chaque jour,

— le respect des engagements de l'Etat vis-à-vis des anciens combattants, prisonniers, déportés et victimes de la guerre.

Je m'engage à défendre toutes les activités de notre région : le port qu'il faut protéger de la concurrence étrangère, les productions agricoles ainsi que les activités industrielles et artisanales assurant au commerce rouennais une vie intense, gage des réalisations indispensables au rayonnement économique, touristique et artistique de Rouen et de son agglomération.

Je m'engage à défendre toutes les libertés républicaines, le respect des croyances et la sauvegarde de la personne humaine.

Grâce aux institutions nouvelles, cette action est possible.

Dès le premier tour, je vous demande de me faire confiance.

Votez Roger Dusseaulx.

Roger DUSSEAULX

Ingénieur E. N. A. — Médaille de la Résistance
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.)
Fondateurs Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Soustelle

Suppléant :

François CODET

Ingénieur civil des Mines. — Entrepreneur de Travaux publics à Darnétal
Maire de Boisguillaume

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au nom de l'U.N.R., je remercie très sincèrement tous ceux qui, dès le premier tour, m'ont honoré de leur confiance.

Ils ont ainsi clairement démontré qu'ils voulaient soutenir l'action du général de Gaulle et confirmer leur oui du référendum.

En me plaçant en tête des candidats du Centre dans la première circonscription, ils ont voulu affirmer leur volonté de voir la prochaine majorité gouvernementale pratiquer une politique de sagesse aussi éloignée de la droite conservatrice que de l'extrême gauche totalitaire.

Devenu le 23 novembre le premier de tous les partis nationaux, l'U.N.R. sera demain, grâce à vos suffrages, le groupe le plus important de l'Assemblée Nationale.

Il assurera ainsi une stabilité politique indispensable au renouveau du pays et au maintien du régime républicain.

Comme je l'ai précisé dans mon programme dès le premier tour, je m'engage, avec l'U.N.R., à soutenir loyalement l'œuvre immense entreprise par le général de Gaulle.

Pas d'abstentions.
Votez utile.
Votez U. N. R.
Votez Roger Dusseaux.

Roger DUSSEAULX
Ingénieur E. N. A. — Médaille de la Résistance
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.)
Fondateurs Michel Debré, Edmond Michelet, Jacques Soustelle

Suppléant :

François CODET
Ingénieur civil des Mines. — Entrepreneur de Travaux publics à Darnétal
Maire de Boisguillaume

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Tony LARUE
(Candidat Socialiste S. F. I. O.)
élu le 30 novembre 1958.
(S.)

1re CIRCULAIRE

Le Parti Socialiste S. F. I. O. présente

Tony LARUE
Expert-Comptable breveté par l'Etat. — Expert inscrit près la Cour d'appel et les tribunaux
Conseiller de l'Enseignement technique
Membre fondateur dans la clandestinité du Mouvement départemental Libé-Nord
Maire de la ville de Grand-Quevilly. — Ancien Vice-Président du Conseil Général
Membre de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
et Rapporteur du budget du Commerce et Industrie
Officier de la Légion d'Honneur
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance. — Médaille de la France Combattante
Chevalier des Palmes Académiques. — Chevalier du Mérite Social
Membre du Parti Socialiste depuis trente-six ans. — Député élu en 1956

Fils d'un agent des douanes actives, petit-fils d'ouvrier plâtrier — côté paternel — et d'un petit exploitant agricole — côté maternel — il est né à Rouen le 18 août 1904. Il a dû, parce que sans ressources et orphelin avant qu'il n'atteigne sa majorité, abandonner l'école et continuer ses études tout en travaillant. C'est ainsi qu'il a connu et vécu les graves difficultés qui assiègent la plupart des familles ouvrières.

Les efforts continus de cet infatigable travailleur lui ont permis de faire de la ville de

Grand-Quevilly, dont il est maire depuis 1935 (sauf pendant l'occupation allemande où il fut révoqué par Vichy), une cité moderne en construisant, outre un important réseau routier et de tout-à-l'égout, 84 classes primaires et maternelles, un hôtel-de-ville, une salle de fêtes, un stade, un établissement de bains-douches, deux bureaux de poste, une école de musique, un établissement post-scolaire, un marché couvert. A ces importantes réalisations, il a ajouté l'aménagement d'un lotissement où s'achèvent l'édification de 1.500 logements, premier train d'un plan qui compte la construction de 4.500 maisons et appartements. Les vieillards aux ressources réduites n'ont pas été oubliés, puisque sur les 115 logements confortables que la municipalité a projeté de construire à leur intention, 65 sont déjà achevés et attribués.

Tony Larue ne parle pas des problèmes culturels et du logement, il les résout.

Au Conseil général, dont il a été le vice-président et rapporteur du budget de 1945 à 1951, ses éminentes qualités de financier ont été immédiatement appréciées et à la Commission des finances de l'Assemblée Nationale, où il est chargé du rapport concernant le budget « Commerce et Industrie », il s'est fait remarquer par sa connaissance des problèmes économique, financier et fiscaux. A ce titre, il est intervenu plusieurs fois à la tribune de la Chambre des Députés et notamment pour défendre, en accord avec les syndicats ouvriers et de maîtrise du textile, un projet de loi tendant à l'allégement de la charge fiscale de manière à favoriser la production et éviter le chômage.

Son remplaçant éventuel :

Lucien HAINNEVILLE

est né le 27 août 1902, au Havre. Orphelin de père, fils d'institutrice chargée de famille, il a, dès sa sortie de l'Ecole nationale professionnelle, pris le chemin de l'atelier. Sa compétence et son sérieux lui ont permis de devenir chef de fabrication.

En s'opposant avec force, en sa qualité de maire de Cléon, aux démarches et à l'action de certaines personnalités politiques et patronales, notre ami, aidé par le Comité directeur du Parti socialiste, a permis à l'usine de la Régie nationale Renault de s'installer à Cléon. C'est la raison pour laquelle les travailleurs et les petits commerçants de la région elbeuvienne, dont le niveau de vie va s'améliorer, reconnaissent en lui un de leurs meilleurs défenseurs.

Les socialistes ont fait échec a la guerre civile et ont sauvé la République.

En s'associant aux députés de droite, les députés communistes ont fait tomber les Ministères qui se sont succédé au cours de la précédente législature, rendant ainsi impossible tout travail gouvernemental ou parlementaire, trahissant les électeurs qui leur avaient donné leur confiance, brisant les institutions démocratiques et républicaines, conduisant tout droit le pays à la dictature et condamnant le peuple à la misère.

Chacun sait que le Parti socialiste n'a pas renversé, depuis 1956, aucun gouvernement.

En mai dernier, la guerre civile a pu être évitée parce que des socialistes — dont Tony Larue — ont apporté leur voix au général de Gaulle. Ils l'ont fait après avoir réclamé et obtenu des engagements qui ont été scrupuleusement respectés par le chef du gouvernement.

Les socialistes ont donc sauvé la République, la démocratie, et avec elles, le bien le plus précieux : la liberté.

Les socialistes et l'Algérie.

En juin 1956, le congrès du parti socialiste, qui se tient à Lille, propose pour mettre fin à la guerre d'Algérie :

— Négociation avec le F. L. N. pour le cessez-le-feu.
— Elections libres.
— Négociation avec les élus pour déterminer le futur statut de l'Algérie.

Les communistes, qui soutiennent le F.L.N., demandent l'abandon pur et simple au profit des nations qui ont décidé de se partager le monde.

En mai 1958 la droite exige l'intégration du peuple algérien.

Aujourd'hui, le général de Gaulle et son gouvernement :

— offrent au F.L.N. une discussion pour le cessez-le-feu ;

— organisent des élections, ordonnent à l'armée de s'abstenir d'intervenir dans le scrutin et pour en garantir la sincérité mettent en place une commission de contrôle,

— déclarent qu'avec les élus ils feront le reste.

Ainsi, la solution retenue par le général de Gaulle pour mettre fin à ce douloureux conflit est exactement la même que celle que préconise depuis 1956 le Parti socialiste.

Les socialistes et les territoires d'outre-mer.

C'est Gaston Defferre, Ministre socialiste, alors que l'Afrique française était au bord de la révolte, qui fit voter la loi-cadre.

La politique actuelle du Gouvernement, qui a permis aux territoires d'Afrique et d'Asie de s'associer librement à la France, n'est que la suite de la politique que le Gouvernement de Guy Mollet avait engagée.

Le programme économique, social et agricole du Parti socialiste.

Le Parti socialiste, chaque fois qu'il a partagé le pouvoir, a fait voter des réformes sociales :

En 1936 : Congés payés, loi de quarante heures, scolarité portée à 14 ans, suppression de l'impôt sur les pensions militaires, loi sur les conventions collectives, office du blé.

En 1945 : Nationalisations, régime de sécurité sociale.

En 1956 : Fonds de solidarité pour les vieux travailleurs, réduction des abattements de zone, trois semaines de congés payés, préavis d'un mois, loi-cadre du logement, reclassement des travailleurs handicapés.

Les socialistes, qui se sont toujours élevés contre la hausse des prix, sont partisans d'une politique d'expansion économique qui conditionne l'augmentation du niveau de vie de tous les citoyens et constitue la seule garantie efficace contre la mévente et le chômage. Cette expansion permettra en outre : l'augmentation du S.M.I.G. et des allocations familiales, la suppression des zones de salaires, l'extension du régime complémentaire des retraites en faveur des vieux travailleurs retraités, l'assurance contre le chômage, l'harmonisation des salaires des agents de l'Etat sur ceux du secteur privé, la construction de logements sains et accessibles à tous les salariés, la sécurité sociale pour tous. Les nécessaires réformes économiques et financières à entreprendre sans délai doivent être précédées d'une modification profonde de la fiscalité.

L'agriculture est gravement menacée ; le revenu moyen des agriculteurs est le plus bas de la nation. Les socialistes déposeront dès la rentrée parlementaire la loi-cadre qu'ils ont élaborée et qui permettra de rémunérer à un juste prix leur production.

Le Parti socialiste et la jeunesse.

C'est à la jeunesse que Jaurès a consacré les plus vibrants de ses appels. Les socialistes n'ont cessé de réclamer pour les jeunes plus de stades, plus de garanties pour leur épanouissement physique et culturel.

L'enseignement doit permettre à tous — riches ou pauvres — d'accéder avec des chances égales aux joies de la connaissance. Les socialistes ont activement participé à l'élaboration du projet de réforme de l'enseignement. Ils le feront voter.

Les socialistes, l'Europe et la paix.

Les socialistes ont toujours été de fervents Européens, non seulement parce que c'est une nécessité économique, mais aussi parce que c'est une garantie de paix. Les socialistes veulent la paix. Ils estiment qu'elle ne sera assurée que lorsque la proposition française de désarmement général, simultané et contrôlé, aura été acceptée.

Electeurs, électrices, réfléchissez !

Votre vote va engager l'avenir du pays. Vous avez voulu que cela change. Le Parti socialiste a pris avec Guy Mollet toutes ses responsabilités. Il les revendique pour demain, tant au Parlement qu'au Gouvernement. Le général de Gaulle, en refusant à la droite le mode

de scrutin réactionnaire qu'elle proposait, a clairement manifesté sa volonté de voir largement représentées, à l'Assemblée Nationale, les forces de progrès économique et social.

Vous voterez socialiste.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Merci aux 10.861 électeurs qui ont renouvelé à Tony Larue leur confiance ainsi qu'aux électeurs qui votaient communiste et qui en reportant sur son nom leur suffrage ont permis de placer un administrateur, un résistant, un socialiste, en tête des candidats nationaux.

La vérité, la voici :

Les communistes perdent, sur les élections de 1956, 6.527 voix, soit un tiers de leurs suffrages.

Par contre, le candidat socialiste, malgré la présence, au premier tour, d'un candidat de l'Union des forces démocratiques, augmente de 50 0/0 ses suffrages de 1956.

Pour la première fois, le canton de Grand-Couronne place Tony Larue en tête devant le candidat communiste dont le suppléant, M. Spinneweber, est conseiller général du canton.

M. Spinneweber est battu dans sa propre ville, Petit-Quevilly, alors que Tony Larue, dans celle qu'il administre, Grand-Quevilly, recueille plus de 60 0/0 des suffrages exprimés.

Dans les cantons d'Elbeuf et de Boos, la progression des voix socialistes est également très sensible.

Merci à M. Maxime Magniaux, conseiller général M.R.P. du canton de Boos, à M. Schneider, de l'Union des forces démocratiques, qui appellent leurs électeurs à reporter sur Tony Larue, candidat le mieux placé, la confiance qu'ils leur ont témoignée au premier tour de scrutin.

Leur geste rend clair l'enjeu du scrutin de dimanche prochain.

On votera pour la liberté contre la servitude.

Electrices, électeurs...

... En masse, dimanche prochain, vous voterez pour Tony Larue.

Pas d'abstentions !
Votez Tony Larue.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean MORISSE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re *CIRCULAIRE*

Electeurs, Electrices,

Tout d'abord, merci d'avoir manifesté en si grand nombre votre confiance à l'actuel chef du Gouvernement et à la nouvelle Constitution pour le oui au référendum du 28 septembre.

Votre mission n'est pas terminée et pour qu'elle soit menée à bien, il faut que ces nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Il ne faut pas retomber dans l'ancien système et ses injustices, telles que la loi électorale avec ses apparentements qui élisait en somme les hommes qui obtenaient le moins de voix.

Ce nouveau départ, ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expression économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées ;

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique doté de pouvoirs accrus d'une véritable politique économique nationale ;

— la gestion stricte des derniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— défense des anciens combattants et victimes de la guerre ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », liée à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti par le Général de Gaulle.

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ;

développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes, issus des milieux ouvriers.

Vous connaissez le candidat. Sottevillais jusqu'au 19 avril 1944, puis Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray, Conseiller général et municipal de Rouen jusqu'à maintenant et qui connait bien vos difficultés et tous les problèmes de la région.

Alors, le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.

Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez Jean Morisse.

JEAN MORISSE

Métallurgiste

Vice-Président du Conseil Général de la Seine-Maritime. — Conseiller Municipal de Rouen
Ancien Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray
Officier de réserve. — Croix de Guerre 1939-1945, citations
Administrateur des H. L. M. du Département et de la Ville de Rouen
Administrateur de la Caisse Auxilaire de Prêt
Délégué cantonal à l'Enseignement primaire et au Département pour l'Enseignement technique, etc.

Né à Sotteville-lès-Rouen le 23 novembre 1905, élève de l'école Raspail et l'école pratique rue des Emmurées à Rouen (1918-1919-1920). Brevet des études pratiques et industrielles, débute tourneur sur métaux aux établissements Destombe à Sotteville, contremaître puis gérant (trente-sept ans de présence).

Entre au service militaire au 39e R.I. puis mobilisé au 239 R.I. en 1939. Nombreuses actions pendant la clandestinité avec les Forces françaises de l'intérieur et différents réseaux. Liaisons avec l'Etat-major canadien (23 au 31 août 1944), notamment celle en traversant la Seine vers Saint-Adrien et obtenir l'arrêt des opérations d'artillerie et d'aviation, pilonnage qui précédait la libération de la boucle de la Seine. Ravitaillements civils, protection centrales électriques et services généraux.

En 1945 : Elu Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray à l'unanimité.

En 1949 : Conseiller général du 6e canton et Conseiller municipal de Rouen.

Depuis 1955 : Vice-président du Conseil général.

Suppléant :

ROBERT LELONGT

Commerçant. — Conseiller Municipal de Sotteville-lès-Rouen

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

J'ai une mission agréable à remplir, celle de remercier très sincèrement les 12.421 électrices et électeurs qui viennent de témoigner leur confiance à l'U. N. R. et à son candidat.

Vous avez voulu confirmer votre oui du référendum et les résultats ont dépassé les espérances puisque le candidat communiste est talonné à 169 voix alors qu'habituellement il est élu au 1er tour dans le canton de Sotteville-lès-Rouen.

Je remercie, également, M. Morice Philippe et son fils Claude de leur désistement en ma faveur ainsi que M. Huret et le docteur Duchène qui, bien avant le 1er tour, avaient promis leur désistement en faveur du candidat national le mieux placé derrière le communiste.

Bien que restant en compétition au 2e tour, je me dois de remercier et féliciter le déporté résistant Georges Brutelle pour sa parfaite correction pendant cette campagne et surtout pour celle qu'il a menée en faveur du oui au référendum.

Le parti communiste a perdu beaucoup de voix, cela tient à ce que le général de Gaulle a prouvé qu'il n'avait rien du dictateur, ne voulait pas le devenir et aimait par-dessus tout la France et la République.

De plus, je ne pense pas que les Français soient mûrs pour des expériences pouvant aboutir aux coups de Prague ou de Budapest.

Le Français tient par-dessus tout à la liberté et à vivre en paix.

Il désire retrouver une stabilité gouvernementale, un pouvoir d'achat raisonnable, un logement suffisant, du travail assurant l'avenir de ses enfants, une retraite décente pour les anciens et, en priorité, l'arrêt du conflit algérien.

Je pense qu'il est inutile de retracer le programme de l'U. N. R., les résultats, les chiffres du 1er tour attestent que les Français font confiance au général de Gaulle, à ceux qui l'ont toujours soutenu et qui le soutiendront dans son action.

Donc, le dimanche 30 novembre, pas d'abstention. S'abstenir, c'est voter communiste.

Comme le 28 septembre, vous direz :

— « Niet » au parti communiste;

— « Oui » à la France et à la République en votant U. N. R.

JEAN MORISSE

Métallurgiste
Vice-Président du Conseil Général de la Seine-Maritime. — Conseiller Municipal de Rouen
Ancien Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray
Officier de réserve. — Croix de Guerre 1939-1945, citations
Administrateur des H. L. M. du Département et de la Ville de Rouen
Administrateur de la Caisse Auxilaire de Prêt
Délégué cantonal à l'Enseignement primaire et au Département pour l'Enseignement technique, etc.

Né à Sotteville-lès-Rouen le 23 novembre 1905, élève de l'école Raspail et l'école pratique, rue des Emmurées à Rouen (1918-1919-1920). Brevet des études pratiques et industrielles, débute tourneur sur métaux aux Etablissements Destombes à Sotteville, contremaître, puis gérant (37 ans de présence).

Entre au service militaire au 39e R. I., puis mobilisé au 239e R. I. en 1939. Nombreuses actions pendant la clandestinité avec les Forces francaises de l'intérieur et différents réseaux. Liaisons avec l'état-major canadien (23 au 31 août 1944), notamment celle en traversant la Seine vers Saint-Adrien et obtenu l'arrêt des opérations d'artillerie et d'aviation, pilonnage qui précédait la libération de la boucle de la Seine. Ravitaillements civils, protections centrales électriques et services généraux.

En 1945 : élu maire de Saint-Etienne-du-Rouvray à l'unanimité.

En 1949 : Conseiller général du 6e canton et conseiller municipal de Rouen.

Depuis 1955 : Vice-Président du Conseil général.

Suppléant :

ROBERT LELONGT

Commerçant. — Conseiller Municipal de Sotteville-lès-Rouen

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André MARIE

(Candidat du Centre Républicain
et de la Fédération de la Gauche Démocratique et Radicale)

élu le 30 novembre 1958

(I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le scrutin du 23 novembre qui va permettre aux Français de confirmer l'élan national du Référendum, doit envoyer au Parlement de la Ve République, non des improvisateurs, des «laissés pour compte» ou d'habiles vaniteux, plus aptes à la critique qu'à l'exacte affirmation de leur propre position politique, mais des hommes qui, à travers les douloureux événements

que la France a traversés depuis la grande guerre, auront affirmé, en toute circonstance, et avec une égale intransigeance, leur foi républicaine et leur patriotisme.

C'est à tous les Républicains, à tous les Patriotes, trop souvent divisés par des dissentiments plus apparents que réels, que je lance le présent appel. A l'heure où tant d'esprits divers se sont rejoints pour répondre « Oui » au Général de Gaulle, je m'adresse à tous, sans distinction, n'écartant de la vaste coalition que je veux réaliser sur mon nom, que les serviles défenseurs des causes étrangères, leurs complices qui, sans les solliciter ouvertement, acceptent néanmoins leurs suffrages, et ceux aussi qui n'hésitent pas à cacher le ramollissement de leur patriotisme sous le masque d'une fausse charité.

C'est que contrairement à leurs craintes, je me refuse à considérer comme inévitable la perte de nos magnifiques territoires d'outre-mer, dont l'acquisition a légitimement fait la gloire de la IIIe République et dont le maintien dans la communauté française est indispensable à la prospérité de la Métropole. Je n'ai cessé, lors des abandons de la Tunisie et du Maroc, — dont les jeunes gouvernements s'affirment si peu reconnaissants à l'égard de notre « libéralisme » — de soutenir, pour le maintien de la présence française en Algérie, la politique qui ne doit pas être celle d'un seul clan, d'un seul parti, mais bien celle de l'immense majorité des Français, qui de Guy Mollet et de Robert Lacoste à Jacques Soustelle, n'ont cessé d'affirmer leur volonté de donner à cette Algérie son total épanouissement dans le respect des liens indissolubles qui l'unissent à la France. Il y a beau temps que la Paix — cette Paix que nous appelons de nos vœux ardents — serait revenue en Afrique du Nord, si les fellaghas n'avaient trouvé, chez nous, la complicité de capitulards, dont l'action a prolongé le sacrifice de nos jeunes et l'inquiétude de leurs familles, et risque encore de nous faire perdre le fruit de tant d'efforts.

Nous risquons de connaître demain une crise économique qui menace d'ailleurs le monde entier. Le premier devoir du Parlement sera de rechercher, pour les salariés qui en seraient les premières victimes, tous les moyens d'expansion industrielle qui donneront à tous la certitude du travail et à chacun la possibilité du plein emploi. Déjà j'ai pu attirer sur notre région l'implantation d'industries nouvelles. Je veux persévérer dans cet effort qui assure directement le mieux-être des travailleurs, mieux-être qui commande lui-même la prospérité de toutes les classes sociales de nos cités ouvrières.

Deux problèmes se présentent à nos préoccupations : celui du textile déjà frappé par le ralentissement des affaires, et celui de la construction navale qui se résume en cette simple question : « Laissera-t-on périr nos chantiers, remarquablement équipés, au profit des seuls arsenaux de l'État?... » J'affirme à tous les salariés de nos usines textiles, aux ouvriers du grand chantier du Trait qu'ils peuvent compter sur mon très actif concours pour les protéger contre les menaces trop réelles qui pèsent sur leur proche avenir.

En même temps que la sécurité du salaire, les travailleurs réclament avec raison de meilleures conditions de logement. Les crédits H.L.M. s'avèrent insuffisants.

Dans les immeubles collectifs, les Municipalités, à qui revient le premier mérite de la construction, ne disposent, pour les affecter elles-mêmes, que d'un trop petit nombre de logements, malgré les sacrifices qu'elles consentent. Il faudra donc envisager, maintenant que le scrutin d'arrondissement a ressuscité la circonscription, des organismes H.L.M. et des Sociétés d'Économie mixte, propres à chaque circonscription, bénéficiaires de leur part normale et proportionnelle dans la répartition des crédits alloués au Département, et dont les efforts, joints aux groupements d'accession à la petite propriété, permettront de donner à chaque ville comme à chaque village, son pourcentage exact de constructions nouvelles, Si, en effet, les centres industriels, qui se développent, sont toujours insuffisamment servis, la même insuffisance se constate dans les communes rurales, où les ouvriers agricoles cherchent en vain pour eux et leurs familles, des abris convenables.

L'excès de la fiscalité, les tracasseries répétées, la complexité des textes ont légitimement exaspéré le monde des commerçants et des artisans, lui-même frappé par les premières manifestations de la récession économique et par les diminutions brutales du crédit. Il n'est pas possible de négliger les légitimes protestations de l'ensemble des commerçants qui réclament avec raison plus de justice, plus de ménagements, dans l'application des textes, et l'établissement rapide d'un meilleur système fiscal, où ils cesseront d'être, en fait, les véritables percepteurs de l'État.

La stabilité d'une démocratie repose incontestablement sur la confiance qu'accorde au ré-

gime le monde agricole. La défense paysanne est l'impréieux devoir d'un parlementaire républicain. Cette défense se résume en quelques points principaux :

— Rejet du plan Hirsch qui réclame pour 1961 la suppression de 600.000 petites exploitations — celles-là mêmes qui permettent aux ouvriers agricoles l'accession progressive à des exploitations plus importantes ;

— Indexation des produits agricoles sur les prix de base de 1914 ou de 1939 pour assurer au cultivateur un revenu raisonnable, une vie décente et la possibilité de payer à ses ouvriers un salaire convenable ;

— Réglementation énergique des marchés internationaux, surveillance étroite des importations et raccourcissement des circuits commerciaux ;

— Réforme des allocations familiales et des retraites vieillesse ;

— Vaste programme d'équipement individuel et collectif, dotant l'agriculture de moyens modernes de production, de stockage et de transformation ; achèvement rapide de l'électrification, de l'adduction d'eau et de la voirie rurale. Rappellerais-je ici que, comme Président du Syndicat départemental d'Électricité, j'ai pu, ces jours derniers, mettre sur pied, pour une immédiate mise en route, un programme triennal de 300 millions, s'ajoutant aux travaux déjà financés par le fond d'amortissement ?

Cette amélioration du sort de tous les travailleurs des villes et des campagnes, je la souhaite et la veux pour tous les serviteurs de l'Etat. Je la souhaite et la veux pour tous ceux qui ont sacrifié leur santé à la Patrie, et pour les familles de ceux qui ont sacrifié jusqu'à leur vie même.

Parmi ceux qui revendiquent avec raison la sollicitude de la Nation, je n'oublierai certes point les familles nombreuses, en souhaitant que dans domaine des allocations familiales soit instaurée l'égalité des droits pour tous les citoyens et que les enfants des cultivateurs, des artisans, des commerçants, des travailleurs indépendants cessent d'être moins soutenus, comme s'ils étaient moins dignes d'intérêt!...

Je n'aurai garde non plus d'oublier les vieux. On ne pense pas suffisamment à eux. Je me flatte, pour ma part, de leur avoir, dans le cadre communal, montré l'intérêt que je porte à leur dénuement, en mettant à leur disposition une maison de retraite parée de tous les conforts modernes et en leur octroyant, avec le concours de tout mon Conseil municipal, le maximum d'aide matérielle que permet la rigueur d'un budget de cité ouvrière.

La jeunesse, quoiqu'on dise, n'est pas ingrate. Elle sait ce que, dans des conditions difficiles, j'ai réalisé pour elle dans le domaine scolaire. Il n'y a guère de commune dans notre circonscription qui n'ait bénéficié de cet effort. Demain, je veux le compléter par la création, au cœur de notre circonscription, d'un établissement secondaire avec ramifications dans les communes centrales des cantons, où les enfants, à la sortie de l'école primaire, pourront s'orienter soit vers des centres d'apprentissage, soit vers des classes du premier cycle secondaire, et ce, sans s'éloigner du foyer familial. A cette jeunesse, il faut aussi, autour de l'école, après l'école, une formation sportive, un complément de culture, que seule l'éducation populaire peut distribuer à tous. Les universités populaires devront être multipliées, encouragées. Il y a là toute une action embryonnaire qu'il faut immédiatement développer.

Des écoles aux jeunes, du travail et des logements aux adultes, des égards, dignes de leur passé, aux vieux, tel est le vaste programme que je me suis tracé comme Maire de Barentin et que je veux appliquer sur le plan national. Il demande pour sa réalisation, la confiance, le loyal concours de toutes les bonnes volontés. Mon ami Alexandre et moi-même, nous les sollicitons de vous, chères Électrices et chers Électeurs, pour la prospérité de nos cantons, pour l'avenir ensoleillé de notre Patrie!...

André MARIE

Remplaçant éventuel :
S.-P. ALEXANDRE

Appel aux Electrices et aux Electeurs de la 4e Circonscription.

En 1928, au scutin d'arrondissement nouvellement rétabli, les électeurs de la 4e Circonscription choisissaient pour député M. André Marie, avocat à la Cour d'Appel, présenté à leurs suffrages par les quatres Comités cantonaux d'Union démocratique. Ce sont ces mêmes Comités, fidèles à leur idéal de patriotisme républicain, qui vous demandent aujourd'hui de

confirmer votre confiance à celui qui, durant trente années, — sauf le douloureux intervalle de l'occupation et de la déportation — nous a représentés au Parlement avec un dévouement, une efficacité que seuls les ignorants ou les sectaires pourraient méconnaître.

A l'heure où, un peu partout, de prétendus « novateurs » se découvrent une vocation pour le mandat parlementaire et se targuent, avec une modestie douteuse, de qualités exceptionnelles, nous voulons nous référer aux seules certitudes, aux réalités passées plutôt qu'aux illusoires promesses, et — nous posons sûrs de la réponse qui nous sera faite — cette simple question :

« Est-il, dans nos quatre cantons, une seule collectivité, un seul électeur, une seule électrice qui, durant ces trentes années, ait fait en vain appel à l'aide, au concours d'André Marie ?... N'a-t-il pas toujours répondu : Présent !.. à la requête du plus modeste de ses partisans et de ses adversaires politiques ?... »

***

Au surplus est-il nécessaire de rappeler les titres civils et militaires de M. André Marie? Petit-fils et fils d'instituteurs, brillant élève du Lycée Corneille, mobilisé avec la classe 1917 dans l'artillerie de 75, M. André Marie, après avoir participé aux combats du Chemin des Dames, de Verdun, de l'Argonne, revient des armées avec la Croix de Guerre et le grade de lieutenant ; après avoir fait à Rouen et à la Faculté de Caen ses études de droit, il s'inscrit en 1921 au Barreau de Rouen où il se fait immédiatement une place de premier plan. Rapidement les Rouennais vont faire appel à lui : Élu à 26 ans conseiller d'arrondissement dans le 4e canton, il entre, l'année suivante, à la Mairie de Rouen avec son colistier, M. Georges Métayer, qui devait être l'éminent Maire de la grande ville. En 1928, sur notre appel, il présente sa candidature dans la 4e Circonscription, il y est élu, et le canton de Pavilly le choisit aussitôt pour Conseiller général. De 1928 à 1939, son action, son dynamisme vont être mis constamment au service de la 4e Circonscription qui le réélira, à chaque scrutin législatif, avec de constantes majorités.

En 1933 — cinq ans après son élection — il est délégué de la France à la Société des des Nations, aux côtés de Paul-Boncour ; la même année, M. Albert Sarraut, Président du Conseil, le prend à ses côtés comme Secrétaire d'État.

***

Libéré de ses obligations militaires en raison de son mandat de député, il s'engage en 1939 comme capitaine d'artillerie de campagne, fait toute la guerre dans les Ardennes et en Moselle, ne se rend avec ce qui reste de sa batterie dans la ligne Maginot qu'au lendemain de l'armistice et est emmené prisonnier, avec les derniers éléments survivants, au camp de Sarrebourg dont il sera libéré avec les anciens combattants de la guerre 1914-1918.

En mars 1941, il refuse au Maréchal Pétain le mandat communal que la Préfecture lui offre. Il veut, dit-il, « ne tenir aucun mandat du Gouvernement de Vichy, et ce, tant que le peuple français n'aura pas récupéré sa liberté pour le choix de ses élus ». Cette lettre, retrouvée par la police allemande dans les dossiers de la Préfecture, lui sera reprochée avec violence par la Gestapo, qui l'arrêtera pour « gaullisme et action anti-allemande » en septembre 1943. D'abord conduit à Compiègne, André Marie sera déporté en décembre au camp de Buchenwald dont, gravement malade il ne sera libéré qu'en avril 1945 par les troupes américaines. Dès son retour, les électeurs de Barentin le choisiront pour Maire, et le canton de Pavilly lui confirmera son mandat cantonnal.

Malgré la grave affection pulmonaire qui, en certains jours, inquiétera vivement les siens et ses amis, M. André Marie occupera successivement les fonctions de Garde des Sceaux, de Vice-Président du Conseil, dans les cabinets Ramadier, Robert Schuman et Henri Queuille. En 1948, le Président Vincent Auriol l'appelle à la Présidence du Conseil. Il forme un Gouvernement d'Union nationale, de Léon Blum, qu'il choisit pour son vice-président, à Paul Reynaud, auquel il confie le Ministère des Finances. Mais devant le désaccord qui divise encore les partis, il refuse d'être, plus longtemps le témoin impuissant de querelles qui affaiblissent le régime républicain et remet sa démission au Chef de l'État qui insiste, en vain, pour qu'il constitue immédiatement un nouveau Ministère.

Son état de santé ayant empiré M. André Marie, après un long séjour en clinique, ne reprendra son activité professionnelle et politique qu'en 1950, pour se voir attribuer en 1951, le Ministère de l'Éducation Nationale qu'il conservera dans les Gouvernements Pleven, Edgar Faure, Antoine Pinay, René Mayer et Laniel. C'est durant ce séjour rue de Grenelle que — malgré la parcimonie des crédits budgétaires — va s'instaurer une large politique nouvelle des constructions scolaires, avec une considérable simplification des formalités administratives. La Seine-Maritime département en pleine expansion, a alors bénéficié de trois « tranches scolaires groupées » représentant 1 milliard 300 millions de travaux, en plus des crédits normaux affectés à notre département, et ce, au profit des villes de Rouen, de Canteleu, de Grand-Quevilly, de Blosseville-Bonsecours, de Gaillefontaine, de Forges-les-Eaux, de Darnétal, d'Harfleur, d'Oissel, de Barentin, de Pavilly et de Maromme.

C'est encore à André Marie que nous devons l'élévation de notre École de Médecine en École de plein exercice, la transformation de notre Institut chimique en Institut national, ce qui a naturellement entraîné, avec l'accord de la Municipalité rouennaise, le concours de l'Administration préfectorale et de l'Inspection académique, la création d'une Cité universitaire dont il serait injuste de ne pas attribuer le mérite à M. Gaston Berger, directeur général de notre enseignement supérieur.

***

Maire de Barentin, M. André Marie a montré, sans publicité tapageuse, comment une cité ouvrière peut, en quelques années, se transformer en une ville accueillante, où les réalisations sociales apportent soulagements et facilités à la vie des travailleurs : une maternité modèle, un hospice de vieillards doté, dans les réfectoires, les salles de repos et les dortoirs, de la télévision et de la radio ; un corps de bâtiment entier composé d'appartements où les vieux couples peuvent achever sans séparation ni promiscuité, leur paisible existence ; écoles primaires toutes agrandies ou reconstruites, école créée sur le plateau rural des Campaux, foyer culturel bientôt achevé pour l'éducation populaire, aide substantielle encore récemment accrue aux chômeurs et aux vieillards, deux centres Pensionnats-Techniques dotés des plus récents avantages, un lycée, à l'usage des enfants de toute la circonscription, en cours de réalisation, chauffage des quais de la gare à infra-rouges pour le départ matinal, l'hiver, des trains ouvriers, reconstitution immédiate d'un stade ultra-moderne. Une cité ouvrière déjà vieille d'un siècle où habite un tiers de la population barentinoise, et dont commence présentement la rénovation, tout, absolument tout a été ou va être immédiatement réalisé pour le mieux-être de la classe laborieuse, de la jeunesse et des vieux.

Dans le domaine du logement, M. André Marie n'a point voulu que l'effort communal se limite aux concours insuffisants de l'Office H. L. M. : maisons municipales construites avec des dommages de guerre, immeubles édifiés grâce à la législation sur l'accession à la petite propriété, utilisation précieuse de deux Sociétés d'habitations H. L. M., heureusement dépourvues d'un lourd appareil administratif, implantation dans la ville d'une Société d'Économie mixte qui, sans pratiquement rien demander au budget communal, construit 200 logements qui, dans vingt-deux ans, seront propriété communale. Bref, une cité de 7.000 habitants qui réalise ainsi, en quelques années, la construction de plus de 600 logements dont 86 seulement sont dus au concours de l'Office départemental d'H. L. M., tel est le bilan, qui se passe de commentaires, d'une action entièrement au service des travailleurs et des familles nombreuses.

***

Aux côté de M. André Marie, comme éventuel remplaçant, nous présentons à vos suffrages M. S.-P. Alexandre, Conseiller général de Clères, Président de la Commission départementale, Ancien Combattant et Mutilé de la grande guerre. M. Alexandre, qui remplit son troisième mandat cantonal, a rendu trop de services à la région de Clères et au département pour que nous insistions sur des mérites et des services qui gagnent encore par la discrétion dont ils s'accompagnent. Nous affirmons, sans crainte d'être démentis, que M. S.-P. Alexandre serait le cas échéant, le représentant le plus qualifié de notre Circonscription.

Chères électrices, Chers électeurs,

Nous vous demandons, avec confiance, une chose simple, facile : Fermer les yeux au faux éclat que d'aucuns s'attribuent et préparer l'avenir sur les pages du passé !...

La Fédération des Comités cantonaux
de la Gauche démocratique

2e CIRCULAIRE

Centre républicain et Fédération de la gauche démocratique radicale.

Chères électrices, chers électeurs,

Je vous remercie, de tout cœur, de m'avoir, dimanche dernier, par vos suffrages, placé en tête des partisans du « oui », — MM. Brajeux, Bretèche et Duboc — avant les partisans, réservés ou déclarés, du « non » — Mme Germaine Pican et M. Vauquelin — qui dénonçaient, le 16 mai dernier, « l'insurrection factieuse d'Algérie »!...

Je vous demande de réaliser dimanche autour de moi l'union de tous les Républicains, de tous les Patriotes, qui en faisant campagne pour le « oui », ont clairement exprimé leur volonté de soutenir l'action rénovatrice du Général de Gaulle. Il est d'ailleurs plus facile aujourd'hui d'être gaulliste qu'en 1941 lorsque je refusais déjà les mandats électifs offerts par le régime de Vichy, ou en 1943 lorsque la Gestapo m'arrêtait pour « hostilité à l'armée occupante et menées gaullistes »!

Comment peut-on faire croire à sa volonté de renouveau, lorsque, comme M. le Maire de Maromme, on a écrit textuellement dans le Bulletin municipal de mai 1958 :

> « Si la IVe République n'a pas été jusqu'ici ce que nous aurions désiré qu'elle fût, elle n'en possède pas moins, à travers ses libertés démocratiques, des espérances légitimes vers l'accession à des libérations, qu'aucun régime dictatorial ne saurait permettre à la France. »

***

Républicain fidèlement attaché aux idées de progrès social et de tolérance, je m'honore d'avoir préconisé et pratiqué une politique scolaire, qui a si heureusement servi les intérêts de toute la Jeunesse Française.

Je n'ai pas voulu choisir mon suppléant dans un autre groupement politique que le mien. En votant pour moi et en désignant ainsi comme remplaçant éventuel mon ami Alexandre, vous savez que vous votez en toute clarté pour des hommes animés de la même foi républicaine, du même patriotisme, et du même idéal de Fraternité Française,

Je crois avoir montré comme Maire d'une ville ouvrière ce que pourrait et ce que devrait être, dans toutes les cités comme dans tous les villages, un plan de constructions modernes qui soit vraiment à la mesure des besoins et à la disposition des municipalités à qui revient le premier mérite de leur édification !.,.

En 1928, quand je me suis présenté dans nos quatre cantons, je vous ai promis d'être un mandataire fidèle et travailleur. J'ai la certitude d'avoir rigoureusement respecté cette promesse en me tenant constamment — sans publicité tapageuse — à la disposition de tous, amis ou adversaires, à la disposition de toutes les collectivités !

Je m'engage à continuer de travailler, dans le cadre heureusement rétabli de la 4e Circonscription, dans l'intérêt de tous, pour la prospérité égale de toutes les communes... J'attends avec confiance votre verdict

André MARIE

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André BETTENCOURT
(Candidat Républicain Indépendant)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Chères Electrices, Chers Electeurs,

En votant pour le retour du Général de Gaulle, et en vous demandant de répondre « oui » au référendum constitutionnel, j'ai pris mes responsabilités.

Contre la dictature, contre le communisme,
De Gaulle est notre meilleure chance.

J'ai réclamé maintes fois le scrutin d'arrondissement : il va permettre de rétablir entre les électeurs et les élus un contact direct.

Les horsains peuvent rester chez eux.

Les partis ne pourront plus imposer leurs hommes. C'est à vous de voter pour un candidat de chez nous, un cauchois, qualifié pour orienter et contrôler l'action gouvernementale; pour un candidat connaissant vos habitudes, vos problèmes, et apte à vous donner le cas échéant, un conseil ou un appui. Sinon, votre choix est mauvais.

De grands changements sont intervenus depuis six mois.

Avec la nouvelle Constitution, le Gouvernement gouvernera,

Le Parlement contrôlera le Gouvernement et votera les lois.

Me présentant à vos suffrages dans une circonscription de sept cantons, après douze années de vie publique, j'ai le droit de demander à être jugé sur mes actes.

Sur le plan national

Me suis-je trompé en disant et en écrivant qu'il fallait mettre fin à la guerre d'Indochine et en participant au Gouvernement qui y a mis fin ?

Me suis-je trompé en disant qu'il était impossible de gouverner un pays avec des gouvernements qui changent tous les six mois ?

Me suis-je trompé, le 26 mars 1957, à la tribune de l'Assemblée Nationale, en faisant part de mes craintes, en reprochant au Gouvernement de nous cacher la vérité et de nous faire croire au « dernier quart d'heure », alors que les fellagha n'avaient jamais été aussi nombreux, ni mieux armés ?

Me suis-je trompé quand j'ai affirmé, rendant hommage au courage de l'armée, que la solution devait être recherchée non seulement sur le terrain militaire, mais aussi sur le plan politique ?

Me suis-je trompé, membre de la Commission des Territoires d'Outre-Mer, disant, dès 1952, que si nous ne permettions pas à nos territoires d'évoluer rapidement et à leurs représentants de participer, eux-aussi, à la gestion de leur pays, nous aurions bientôt la guerre partout ?

Le Général De Gaulle a-t-il parlé et agi autrement ?

Si je me suis trompé, je suis, en tout cas, en bonne compagnie.

Sur le plan départemental

Depuis douze ans, Conseiller Général du canton de Lillebonne, puis, au cours des deux dernières législatures, député de la 2e circonscription de la Seine-Maritime, j'ai le droit de dire qu'avec honnêteté et conscience, sans démagogie, mais dans le désir d'être utile à tous, j'ai, durant des années, travaillé de mon mieux, avec la volonté de servir ce coin de France où je suis né et, par-dessus tout, la Patrie.

J'ai été à la disposition de mes collègues conseillers généraux, des maires, des adjoints, des conseils municipaux, des syndicats de collectivités, et de tous ceux qui sont venus me voir ou m'ont écrit. Je n'ai fait d'exception pour personne. Je n'ai jamais demandé sa couleur politique ou ses croyances, à quiconque désirait mon aide.

Si la confiance de mes concitoyens m'est renouvelée, ils savent que je serai à leurs côtés, comme par le passé, simplement, amicalement.

Sur le plan économique national et régional

Liberté du travail, liberté du commerce, mais un problème dans notre région domine tous les autres et commande à lui seul tout un programme : durant les dix années à venir, il est établi que dans notre département, 10.000 jeunes de plus vont arriver, chaque année à l'âge d'homme.

La prospérité du pays et de notre région est liée à la politique qui permettra de former, d'employer et de loger tous ces jeunes.

Leur formation professionnelle est liée à la réforme de l'enseignement public, dans le respect de l'enseignement privé, et aux investissements de l'Etat pour de nouvelles écoles, de nouveaux collèges techniques, de nouveaux centres professionnels et ménagers.

Leur emploi est lié à un véritable équilibre entre l'agriculture et l'industrie de notre région.

Il faut maintenir des jeunes à la terre, avec une formation qui leur permettra de moderniser l'exploitation familiale, d'augmenter sa productivité et sa rentabilité ; les moyens d'une retraite honorable doivent permettre aux plus anciens de se retirer dignement ; la vie matérielle de la femme à la ferme doit être considérablement modifiée par les techniques modernes, sans quoi les jeunes ne resteront plus dans les campagnes.

Le Marché commun ouvre à l'agriculture française de grandes perspectives, car elle est la mieux placée d'Europe pour la production et l'exploitation des produits alimentaires, mais à condition que les agriculteurs puissent, eux aussi, acheter leur moyens de production aux prix européens.

Pour les jeunes gens nés en ville, ou pour ceux qui, nés à la campagne, ne peuvent s'y installer : formation dans les écoles techniques et les facultés ; offre d'emplois par une industrie en pleine extension. En Seine-Maritime, des investissements privés de 50 milliards par an sont nécessaires pour assurer le plein emploi de tous les jeunes qui deviennent des hommes. Voilà le problème économique n° 1.

De sa solution dépend la vie des jeunes foyers de demain, leur installation étant fonction d'une politique plus réaliste de prêts à la construction pour des logements individuels ou pour l'accession à la propriété.

Mais rien ne peut s'entreprendre sans la paix et la continuité

Me souvenant du temps où, arrêté par la gestapo et mis au secret à la prison de Nancy, j'ai vu partir vers le plus horrible destin des camarades et amis de mon âge, fauchés en pleine jeunesse et qui avaient droit, eux aussi, à la vie et à un peu de bonheur, je suis de ceux qui ne cessent de penser aux soldats qui combattent et meurent en Algérie.

La voix du Chef de la France libre nous donnait jadis la raison de notre lutte.

Et bien c'est la même voix qui se fait entendre aujourd'hui : celle du Général de Gaulle. Et tout reprend un sens et une raison : avec lui, nous gagnerons la paix, si nous savons lui apporter la continuité dans le soutien et l'effort.

La stabilité du Gouvernement déprendra pour une part de l'action des députés que vous allez désigner ; ne l'oubliez pas.

Hier, six députés de nuances politiques opposées, pour représenter une immense circonscription qui allait du Havre au Tréport. Nul ne savait qui était son député.

Aujourd'hui dans une circonscription de sept cantons, un seul député, qui ne devra pas seulement être le député de la majorité qui l'aura élu, mais le représentant de toute la circonscription, le défenseur de ses intérêts locaux, sans oublier jamais qu'il est député à l'Assemblée Nationale et que la défense des intérêts supérieurs du pays est son premier devoir.

Travaillons tous ensemble pour le pays et pour la paix.

Vive la France !
Vive la République !

André BETTENCOURT
né le 21 avril 1919 à Saint-Maurice-d'Etelan
Conseiller Général du Canton de Lillebonne. — Ancien Ministre. — Député sortant
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Médaille de la Résistance avec Rosette

Remplaçant éventuel :

Georges CHEDRU
né le 11 mai 1904 à Goderville
Conseiller Général du Canton de Criquetot. — Maire de Fongueusemare
Agriculteur
Président du Syndicat Agricole de l'Arrondissement du Havre
Membre de la Chambre d'Agriculture. — Président de la Délégation cantonale du Canton de Criquetot
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Vous m'avez apporté, dimanche dernier, un magnifique témoignage de confiance.

Depuis 12 ans déjà, Conseiller général, puis Député, je suis au service de notre Pays et de notre Région. Cela m'est un vrai réconfort de sentir votre fidélité, votre amitié agissante, votre compréhension et votre appui.

Jamais, je n'avais obtenu tant de suffrages. J'en suis heureux, j'en suis fier. Je vous adresse à tous un grand et reconnaissant merci.

En 1956, les Indépendants n'avaient réuni que 12.347 voix dans les sept cantons de notre Circonscription.

Dimanche dernier, j'en ai obtenu 18.166.

Tous ensemble, nous pouvons être contents du résultat obtenu.

Dix mille voix d'avance, plus du double des voies recueillies par le candidat républicain venant ensuite.

L'extrême Gauche est en nette régression. Les gros arguments de la propagande communiste ne prennent plus.

L'extrême Droite, malgré une honteuse campagne de diffamation et de multiples candidatures pour mieux tromper tout le monde, est en déroute.

Mais la lutte n'est pas terminée, elle commence.

Je prie tous mes électeurs et électrices du 23 novembre, qui ont décidé de ce premier succès, de m'appuyer tous, sans exception, dimanche prochain.

Je demande à tous les républicains d'observer la discipline républicaine. J'avais promis que je l'observerais moi-même.

Puisque je suis, et de beaucoup, arrivé en tête au premier tour, je demande avec insistance à la gauche républicaine d'observer égalemént la même règle à mon égard, et de ne pas faire le jeu des extrêmes.

Je demande à tous les républicains de s'unir et de m'aider.

Je voudrais, au deuxième tour, avec une belle majorité, regrouper toutes les bonnes volontés.

Tous ceux qui ont voté « oui » au référendum doivent réunir leurs voix sur mon nom.

Tous ceux qui refusent le coup d'état, d'où qu'il vienne, et qui, au premier tour, pour marquer leur mécontentement, ont dispersé leurs voix, doivent reprendre conscience du péril et savoir où est leur véritable intérêt.

L'Assemblée Nationale a plus que jamais besoin d'hommes qui veulent défendre la République et la liberté dans l'ordre et dans l'union.

Pour la France
Pour la Communauté avec les Pays d'Outre-Mer

Pour la République
Pour la Paix

Votez André BETTENCOURT

Député sortant. — Ancien Ministre. — Conseiller Général
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre. — Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Georges CHEDRU

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre COURANT
(Candidat des Indépendants de Seine Maritime)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Candidature des Indépendants de Seine-Maritime

Electrices, Electeurs,

Une loi électorale nouvelle a divisé en six parties l'ancienne deuxième circonscription de la Seine-Maritime. J'ai choisi la sixième, la vôtre, parce que c'est celle que je représente au Conseil Général, celle où je suis né et où j'ai passé ma vie.

De graves événements se sont produits en mai dernier. La lutte acharnée des partis, favorisée par une mauvaise constitution, après avoir frappé de stérilité les meilleurs efforts poursuivis pendant quatorze années, a failli déchaîner la guerre civile.

Dès 1946, j'avais voté contre la constitution qui créait le gouvernement d'assemblée. Sans cesse, j'en avais demandé la révision.

Qui a eu tort ? Qui a eu raison ?

De déplorables institutions fortement inspirées par le parti communiste ont produit leur effet, mené le pays dans une impasse dont il ne pouvait plus sortir par les moyens habituels.

Répondant à l'appel du Président de la République, j'ai cru que mon devoir était d'accepter le rapide recours au Général DE GAULLE dans le cadre de la République.

Mais rien n'est fini. Le magnifique élan du 28 Septembre dernier a fait naître un espoir qui sera déçu si les Français ne comprennent enfin qu'un minimum d'union est nécessaire pour assurer le salut du pays

Dans cette circonscription les candidatures en présence répondent au désir de concorde et de clarté manifesté par la plupart. Une candidature communiste, deux candidatures de socialistes marxistes désireux de développer encore le rôle déjà étouffant joué par l'Etat dans l'économie, accompagnés d'un radical mendésiste ayant conseillé de voter « non », représentent la gauche avancée.

M. Chenel est le candidat du nouveau groupe « Renouveau et Fidélité » c'est-à-dire des dissidents gaullistes condamnés par l'Union de toutes les formations gaullistes.

Entre eux, le Centre, la gauche modérée m'ont laissé le champ libre ou me soutiennent activement, pensant qu'inlassable messager de raprochement je dois jouer un rôle utile dans l'assemblée nouvelle.

Je ne suis pas un inconnu pour vous. Quittant un cabinet d'avocat particulièrement actif, j'ai depuis près de vingt ans consacré d'abord mon activité à défendre contre les malheurs qui la frappaient, cette ville du Havre sous les bombardements et au milieu des incendies.

Investi de votre confiance j'ai ensuite lutté pour sa reconstruction et celle de notre agglomération.

Dans les ministères techniques qui m'ont été confiés j'ai pu à la foi servir le Havre, aider efficacement à sa renaissance et promouvoir une politique sociale du logement qui a transformé la vie de nombreuses familles françaises pamis les plus méritantes.

J'ai lutté pour l'expansion économique de l'ensemble havrais, pour le maintien de son activité maritime sans cesse menacée, pour la réalisation et le financement de ce pont de Tancarville qui sera inauguré le 14 Juillet prochain.

Sans ménager mes efforts j'ai constamment travaillé, malgré les calomnies et les mensonges de ceux qui sont maintenant fort en peine de tenir les promesses démagogiques qu'ils avaient faites.

De grandes taches restent a accomplir

Dans l'ordre économique :

— Poursuivre la politique d'expansion qui, de 1954 à 1957, a permis d'élever de 15 0/0 le niveau moyen de la vie du plus grand nombre en défendant la monnaie et les prix stabilisés en 1952 mais compromis par la désastreuse politique financière pratiquée en 1956 et 1957. Une politique sociale, le soutien efficace des misères de nos Anciens ne peuvent réussir que si l'économie est prospère et la monnaie stable.

— Ranimer l'activité du bâtiment qui, surtout au Havre, s'est réduite depuis deux ans et donner ainsi aux sans-logis les foyers dont ils ont besoin.

— Construire les écoles, lycées et collèges qui manquent pour former les jeunes Français et, notamment, developper au Havre l'enseignement technique insuffisant, par la création de l'Ecole des Arts et Métiers, de l'école de Navigation Maritime et de l'école Nationale Professionnelle dont l'édification est décidée.

— Développer les débouchés industriels et agricoles, en donnant à notre agglomération plus d'activités et d'emplois.

Mais les plus grands problèmes sont hors du territoire métropolitain.

En Europe où il faut que l'économie française soit en état de se mesurer avec les autres nations dans le Marché Commun.

Dans l'Union Française où il faut mettre en place les institutions nouvelles nées du libre choix heureusement arrêté lors du Referendum.

En Algérie où il faut soutenir l'expérience du Chef du Gouvernement et l'appuyer avec courage en s'efforçant d'obtenir ainsi la fin d'une guerre absurde qui fait plus de mal encore aux musulmans qu'aux métropolitains, et en consentant l'évolution nécessaire des institutions et des hommes.

C'est à ce prix en regardant résolument vers l'avenir et non vers le passé, en appliquant à chaque problème des solutions courageuses mais raisonables et basées sur l'expérience, que la France reprendra sa place parmi les nations libres, qu'elle cessera d'être paralysée par ses luttes partisanes.

Les vertus qui font les grandes nations, heureuses, fraternelles et libres n'ont pas changé : l'audace dans les conceptions tempérée par l'expérience et par le bon sens, la volonté soutenue dans l'exécution restent les éléments indispensables du succès.

Ces qualités ne furent pas celles de la IVe République.

Sauvons la liberté dans une France plus prospère et plus fraternelle en unissant toutes nos énergies au lieu de nous quereller.

Le Havre sait ce que coûtent les querelles.

Unissons-nous pour travailler.

Le pays en a besoin.

Vive la République !
Vive la France !

Pierre COURANT

Président du Conseil Général de la Seine-Maritime. — Ancien Maire du Havre
Député. — Ancien Ministre
Vice-Président de la Commission Sociale du Conseil de l'Europe
Membre du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique
Ancien Bâtonnier des Avocats du Havre
Médaille de Vermeil pour Actes de Courage et de Dévouement accomplis pendant le siège du Havre

Remplaçant éventuel :

ROBERT LENOBLE

Conseiller Général du 6e Canton du Havre. — Vice- Président du Conseil Général

---

2e CIRCULAIRE

Candidature des Républicains Indépendants de Seine-Maritime

Electrices, Electeurs,

Le scrutin du 23 novembre a entièrement confirmé les résultats du 28 septembre.

A une campagne déterminée de calomnies et de mensonges, au cours de laquelle mes adversaires n'ont pas craint de violer souvent la loi (notamment en lacérant les affiches des panneaux ou en affichant sur mes panneaux électoraux), j'ai répondu en m'abstenant de toute attaque personnelle et en respectant la législation sur les élections.

Vous avez refusé de suivre ceux qui, prononçant une condamnation trop facile contre tous les sortants, refusaient de distinguer :

Entre ceux qui, dès 1946, ont vu clair et ceux qui se sont trompés,

Entre ceux qui ont travaillé avec acharnement à la réconciliation et

Ceux qui ont animé les haines et les discordes.

En m'accordant 24.338 voix, c'est-à-dire plus de 45 0/0 des suffrages exprimés, vous avez affirmé votre volonté de travailler à la construction d'une France nouvelle où les discordes partisanes auront moins de place, où les discussions stériles ne devront plus empêcher l'union positive sur des œuvres fécondes.

Je remercie les électeurs qui m'ont toujours été fidèles et ceux, très nombreux, qui sont venus m'apporter pour la première fois, leur confiance.

Dimanche aura lieu un nouveau scrutin qui, celui-là, sera décisif.

La volonté de regroupement et d'union qui s'est manifestée dans toute la France, doit amener d'autres électeurs qui, au premier tour, se sont comptés sur certains de mes concurrents, à rejoindre la majorité nationale pour faire définitivement échec au candidat communiste qui est arrivé en seconde position.

JE N'AI JAMAIS ÉTÉ L'HOMME D'UN PARTI.

Toute ma vie politique a été inspirée par le désir de réconcilier les Français qui souvent se croient plus dissemblables qu'ils le sont dans la réalité. J'ai l'expérience d'entreprises sur lesquelles j'ai obtenu l'accord sans réserve d'une foule d'hommes qui ne pensaient pas comme moi.

Ce second tour confirmera la volonté manifestée par les Havrais de chasser le Parti communiste de la mairie du Havre où il est entré malgré nous, où il s'est maintenu malgré notre combat constant.

Je souhaite surtout que de ce scrutin du 30 novembre sorte le magnifique espoir d'une France plus jeune, à l'esprit plus clair, à la volonté tenace qui, sous la conduite du chef qu'elle a choisi, s'orientera résolument vers un avenir de liberté, de paix et de progrès social dans le cadre de la République.

Vive la République !
Vive la France !

PIERRE COURANT

Président du Conseil Général de la Seine-Maritime. — Ancien Maire du Havre
Député. — Ancien Ministre
Vice-Président de la Commission Sociale du Conseil de l'Europe
Membre du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique
Ancien Bâtonnier des Avocats du Havre
Médaille de Vermeil pour Actes de Courage et de Dévouement accomplis pendant le siège du Havre

Remplaçant éventuel :

ROBERT LENOBLE

Conseiller Général du 6e Canton du Havre. — Vice- Président du Conseil Général
Vice-Président de l'Office Public d'H.L.M. de Seine-Maritime
Ancien 1er Adjoint au Maire du Havre. — Conseiller Municipal du Havre
Chevalier de la Légion d'Honneur

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René CANCE
(Candidat du Parti Communiste Français)

élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

Le Parti Communiste Français présente à vos suffrages :

RENÉ CANCE

Député-Maire du Havre
Ancien Instituteur. — Combattant de 1914-1918
Croix de Guerre avec 4 citations. — Commandant des F. T. P. F. dans la Résistance
Membre du Bureau de la Fédération de Seine-Maritime du Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

Le 2 janvier 1956, vous vous étiez rendus aux urnes avec enthousiasme ; en masse vous avez voté pour une politique nouvelle qui apporterait la paix en Algérie et l'amélioration de vos conditions de vie. Vos espoirs ont été déçus dès le 6 février suivant, lorsque Guy Mollet a capitulé, à Alger, devant les partisans de la guerre à outrance. Depuis cette date, la volonté populaire a été bafouée et tout a été fait pour décourager l'opinion en gouvernant à droite alors que le pays avait voté à gauche.

OU EN SOMMES-NOUS ?

La très grande majorité du peuple voulait obtenir un changement. Le général de Gaulle, qui s'est vu donner voici six mois des pouvoirs exceptionnels tels que personne n'en avait eu avant lui, a fait ratifier une nouvelle Constitution. Les choses, pourtant, n'ont cessé de s'aggraver.

Le coût de la vie monte toujours. Le sucre a augmenté de 8 francs par kilo, procurant 12 milliards de plus aux sucriers Beghin, Say, Lebaudy, etc., et aux gros betteraviers. Le vin, bien qu'ayant baissé de 50 francs par litre à la production, reste aussi cher pour le consommateur. La viande, dont on a annoncé une baisse massive à grands cris, ne fléchit guère après avoir atteint un prix record. Le charbon a augmenté de 12 0/0 alors que près de 8 millions de tonnes attendent sur le carreau des mines.

La crise économique menace ; les réductions d'horaires et les licenciements frappent déjà les travailleurs dans notre région : chez Hoover, au Nickel, dans des entreprises comme Thireau-Morel, sur le port du Havre. Au total, un million de salariés sont touchés en France, et le manque à gagner s'élèvera pour novembre à 10 milliards de francs. Le blocage des salaires a réduit de 10 0/0 le pouvoir d'achat, ce qui représente 700 à 800 milliards pour cette année. Tout cet argent perdu provoquera une réduction nouvelle des achats : ameublement et appareils électro-ménagers, vêtements et chaussures, produits alimentaires même. Au Havre,

il est consommé 10 0/0 de viande de moins qu'en 1957; la vente du charbon domestique a baissé, elle aussi, de 10 0/0 et bien des poêles seront froids cet hiver.

Mais les profits capitalistes gonflent sans cesse.

Depuis dix ans la production par ouvrier a augmenté de 40 0/0, apportant des bénéfices fabuleux au grand patronat

La Compagnie Electro-Mécanique vient de porter son capital de 1 milliard 500 millions de francs à 3 milliards 500 millions et de faire une distribution d'actions gratuites.

Les Chargeurs réunis se félicitent de la progression de leurs bénéfices et portent leurs dividendes de 450 à 525 francs.

La C.F.R. de Gonfreville a réalisé un bénéfice de près de 10 milliards tout en accumulant un stock de 16 milliards.

En Algérie la guerre s'éternise

En sa qualité de maire, René Cance a eu le douloureux devoir de prévenir les mamans de la mort de leur grand fils ; 60 jeunes garçons de notre région sont ainsi tombés en Algérie ; au total 7.200 officiers et soldats sont morts dans une guerre dont on annonce depuis deux ans qu'elle est à son dernier quart d'heure et qui a englouti 2.100 milliards en trois ans.

Le budget de l'État pour 1959 annonce de nouveaux sacrifices

Après avoir promis l'assainissement de nos finances, le gouvernement de Gaulle laisse entendre que ce budget sera encore plus déficitaire que celui de 1958. Les dépenses atteindront le chiffre inouï de 6.200 milliards au moins, avec pour la guerre 230 milliards de plus qu'en 1958. Comment s'étonner alors que des travaux urgents restent en panne et que près de 10.000 familles havraises attendent toujours un logement !

Les communistes se présentent la tête haute

Ils ne sont pas responsables d'une situation dont ils ont sans cesse dénoncé les causes et les communistes ont toujours dit que la cause profonde de la misère et de la guerre c'est la domination des capitalistes. Les communistes disent que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs sera obtenue non pas par « l'association » du capital et du travail, mais bien par la lutte des travailleurs contre les capitalistes. Les communistes estiment que la seule solution, la solution vraiment neuve, c'est le socialisme, qui met fin à l'exploitation du travail d'autrui, qui supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres.

Dès maintenant on peut répondre au désir des travailleurs et de la nation

Dans l'immédiat, nous travaillerons à réaliser un programme de défense des intérêts des masses laborieuses, des libertés, de l'indépendance nationale et de la paix. Les travailleurs savent bien que les députés communistes ont, dans le passé, contribué de toutes leurs forces aux principales conquêtes sociales : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, et, après la Libération lorsque les communistes étaient au gouvernement : la Sécurité Sociale, la retraite des vieux, le Statut des fonctionnaires, les nationalisations. C'est encore grâce au vote des 150 députés communistes que furent obtenus en 1956 les 3 semaines de congés payés et le Fonds National de Vieillesse.

Cette fois encore nous sommes décidés à tout faire pour l'application du programme suivant :

Ce programme, c'est le votre !

1. — *Relèvement du niveau de vie des masses populaires*

par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ; création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2. — *Paix en Algérie*

non pas en exigeant une reddition sans conditions, mais bien par une négociation loyale avec ceux contre qui la France se bat, établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux - y compris la Guinée - des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — *Politique extérieure d'indépendance française et de paix*

fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. — *Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt*

en frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale ;

— de développer notre flotte marchande, notamment en accélérant la construction du paquebot « France » et en maintenant en ligne l'« Ile-de-France ».

5 — *Garantie de l'avenir de la jeunesse*

par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des écoles et des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. — *Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée :*

— par l'abrogation des ordonnances portant atteinte aux libertés individuelles et prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Ce programme est conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la France.

Vous l'approuverez en votant René Cance

René Cance est bien connu de vous tous. Depuis plus de vingt ans, il est l'élu des Havrais et des populations de Seine-Maritime. Depuis bientôt trois ans il dirige la Mairie du Havre avec les qualités du bon administrateur : honnêteté, sérieux, sagesse.

Un commerçant a pu lui écrire : « Je ne suis pas de la même opinion politique que vous ; mais je vous fais confiance, car avec vous je sais où passe mon argent. » Il suffit en effet de voir les réalisations de la Municipalité havraise, ses grands travaux, la manière dont elle a su utiliser la loi pour faire payer au maximum les contribuables les plus riches et pour venir en aide aux déshérités, son souci de l'enfance avec, par exemple, l'aide considérable apportée aux cantines scolaires dont l'effectif est passé de 6.000 en 1955 à 12.000 en 1958. Mais le fait le plus marquant restera la résorption de l'énorme déficit de 254 millions trouvé par René Cance à son arrivée à la Mairie.

— Pour la victoire de la République,

— Pour l'avenir de la France et de notre Région havraise,

votez et faites voter :

René CANCE

Remplaçant éventuel :

André DUROMEA

Conseiller Général. — 1er Adjoint au Maire du Havre
Lieutenant-Colonel F. T. P. F. — Chevalier de la Légion d'Honneur

2e *CIRCULAIRE*

Pour le 2e tour, le Parti Communiste Français présente à vos suffrages

RENÉ CANCE

Député-Maire du Havre

Electrices, Electeurs,

Nous remercions et félicitons très sincèrement les 19.149 électeurs et électrices qui Dimanche ont affirmé sur le nom de René Cance leur confiance dans le parti communiste français.

Avec près de 100.000 voix dans notre département, le parti communiste français demeure la plus puissante des forces démocratiques.

Près de 100.000 électeurs, en votant communiste, ont affirmé leur soutien actif à notre parti qui reste le premier du département, notamment dans les grandes localités ouvrières : Le Havre, Sotteville, Saint-Etiene, Gonfreville-L'Orcher et Petit-Quevilly.

Dans notre 7e circonscription, notre camarade René Cance, député, maire du Havre, distançant de 8.000 voix le gaulliste U.N.R. Dairaine, obtient 44,21 0/0 des suffrages et un pourcentage supérieur au nombre des non au référendum.

Dans la 3e circonscription, Roland Leroy, membre du comité central, député sortant, arrive nettement en tête de tous les candidats, devançant le gaulliste U. N. R. Morisse, battant le secrétaire général par intérim de la S.F.I.O. Brutelle.

Dans la 2e circonscription, Fernand Legagneux, député sortant, est en tête de tous les candidats.

Dans la plupart des circonscriptions, nos candidats sont placés en tête de toutes les forces de gauche : c'est le cas de Louis Eudier, député sortant, dans la 6e circonscription.

Mais il faut voir les choses en face :

Avec le premier tour du scrutin, en Seine-Maritime comme dans l'ensemble du pays, on enregistre une poussée vers la réaction, enhardie par la division des forces démocratiques. Il est clair, dès maintenant, que la menace contre les droits des travailleurs et contre les libertés démocratiques sortira grandie de ces élections.

Toutefois, si notre parti enregistre une perte de voix par rapport à 1956, il n'en demeure pas moins la plus puissante des forces démocratiques.

Électeurs, électrices, refléchissez !

La politique du parti de M. Dairaine, l'U.N.R. du fasciste Soustelle, c'est cela :

— Le monstrueux budget de de Gaulle : 6.200 milliards en 1959, le plus lourd que la France ait connu ;

— Un déficit de 1.200 milliards ;

— La continuation de la guerre d'Algérie et les 1.550 milliards jetés dans le gouffre des dépenses militaires (230 milliards de plus qu'en 1958) ;

— Des impôts écrasants, de nouvelles taxes que vous payerez sur tout ce que vous achetez, le marasme dont souffre le petit commerce ;

— La crise économique, les licenciements et le chômage — dont Dairaine ne parle pas — qui s'aggravent dans notre département comme partout en France ;

— De graves menaces contre les libertés républicaines.

Seul le parti communiste français s'oppose à cette politique.

A l'heure où la crise économique prend un caractère dramatique, sans qu'un gouvernement réactionnaire y puisse offrir une solution ;

A l'heure où la guerre d'Algérie se fait de plus en plus meurtrière, semant la ruine et le deuil dans nos foyers ;

Plus que jamais, le rassemblement des forces démocratiques nationales est impérieux.

Les 19.149 électeurs qui ont voté communiste au premier tour dans notre circonscription en seront, nous en sommes certains, les artisans les plus actifs.

Le parti communiste français, principale force d'opposition à cette politique réactionnaire, maintient ses candidats dans les 10 circonscriptions du département.

Il appelle tous les démocrates, tous les républicains de la 7e circonscription soucieux de s'opposer résolument aux efforts de la réaction représentée par Dairaine, à bloquer en masse leurs voix sur René Cance qui sera dimanche le candidat unique de tous les républicains.

Le devoir, l'intérêt, le réflexe républicain exigent de tous les travailleurs, de tous les démocrates de notre circonscription qu'ils votent communiste dimanche prochain.

Il y va de l'avenir de la République et de la Patrie.

Votez et faites voter :

René CANCE
Député-Maire du Havre

Remplaçant éventuel :

André DUROMEA
Conseiller Général. — 1er Adjoint au Maire du Havre
Lieutenant-Colonel F. T. P. F. — Chevalier de la Légion d'Honneur

---

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert GREVERIE
(Candidat Républicain indépendant d'Action sociale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1er CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

80 0/0 des Français ont ratifié la Constitution de la Ve République, et le 23 novembre, vous devez élire vos députés qui seront chargés d'appliquer cette Constitution.

Votre vote massif pour le « oui » est la preuve que vous voulez que « cela change » et que vous vous refusez à cautionner ceux qui, depuis treize ans, ont créé à notre Pays les pires difficultés.

Les Indépendants ont toujours été à vos côtés ; dès 1945-1946, ils s'étaient dressés contre la Constitution qui nous fut imposée par le tripartisme.

Désigné par de nombreux Electeurs, investi par vos Elus, je ne vous ferai pas de vaines promesses, mais je lutterai pour faire triompher « un programme d'action » pour une amélioration du mieux être de tous.

Agriculteurs

La revalorisation des produits agricoles est indispensable ; elle permettra le relèvement des salaires, celui des Allocations Familiales, ainsi que l'amélioration des bâtiments d'exploitation.

Il est nécessaire qu'une aide accrue avec des taux réduits soit accordée aux jeunes voulant s'établir.

Votre activité est essentielle pour l'équilibre social et économique de la France : il faut vous donner les moyens d'exercer votre profession dans ces conditions normales. Je connais vos problèmes, mon appui vous est assuré.

Artisans

Il faut une aide à l'artisanat pour son adaptation à l'évolution de la vie moderne.

Commerçants

Vos difficultés me sont familières . Nombre d'entre vous ont eu l'occasion de me les exposer. Je m'efforcerai d'obtenir une meilleure justice fiscale, afin que, sans négliger les intérêts

légitimes des consommateurs, l'impôt soit équitablement réparti quel que soit le mode de commerce.

Employés, Ouvriers

Je m'engage à défendre une politique sociale qui ne fasse pas de discrimination injuste entre les ruraux et les citadins et à soutenir un programme d'expansion économique qui, seul peut permettre une amélioration du niveau de vie de tous les salariés.

Je m'engage à demander la suppression des zones de salaires et l'unification des Allocations Familiales.

Marins

Vous trouverez en moi un défenseur qui saura, avec la plus grande compréhension, exposer vos besoins tant pour ceux qui sont encore en activité que pour les anciens que l'âge a obligé à la retraite.

Anciens, économiquement faibles

Je m'efforcerai de faire aboutir la réforme à l'étude pour une répartition équitable de l'Assistance médicale gratuite.

Je demanderai également une simplification des formalités Retraites et Maladies.

Anciens combattants, Prisonniers, Victimes de la guerre

Je serai votre soutien pour la défense de vos légitimes revendications et du respect de vos droits.

Amélioration de l'habitat rural et construction

Il faut une modernisation de l'Habitat, des constructions nouvelles ; il faut créer des Comités Cantonaux de l'Habitat Rural, obtenir des primes du Conseil Général et des prêts, sans intérêt, de l'Etat, pour soulager les budgets communaux.

Œuvres de jeunesse

Il faut faire revivre des œuvres de jeunesse de notre Circonscription ; il faut que nos jeunes puissent pratiquer les sports dans de bonnes conditions. Une liaison à ce sujet est indispensable entre toutes les œuvres pouvant intéresser les jeunes, l'initiative privée qui doit garder la direction étant aidée par les Pouvoirs Publics.

Les cultivateurs, tous ceux qui vivent de la terre et auprès d'elle, doivent trouver sur place l'aide indispensable pour compléter, dans des conditions normales, la formation professionnelle, intellectuelle et sportive de leurs enfants,

Adduction d'eau, Réseau électrique

Il faut compléter le programme d'adduction d'eau dans nos Communes, en particulier, les écarts. Obtenir le renforcement des réseaux électriques. Je demanderai pour vous une intensification accrue de l'aide du Génie rural.

Tourisme

Nos régions se prêtent particulièrement au tourisme par la beauté de nos plages, de nos campagnes, de nos vallées. Il y a lieu d'obtenir un développement du tourisme par l'étalement des vacances.

Conseillers généraux, Maires, Conseillers municipaux, Organisations syndicales

Je me tiendrai en liaison constante avec vous pour vos démarches.

Je m'engage à défendre, en toute impartialité, les intérêts de la circonscription et les revendications justifiées qui me seront soumises, soucieux d'un véritable esprit d'union pour une meilleure justice sociale.

Electrices, Electeurs,

Ces dernières années, notre Pays n'a pas joué dans le monde le rôle qui lui revient.

A la Chambre, mon but sera de travailler et d'administrer. Plus de politique partisane qui ruine la France, mais une gestion saine pour une France rénovée.

Je vous remercie à l'avance et vous assure à nouveau de mon entier concours.

Vive la France !
Vive la République !

ROBERT GREVERIE
Docteur en Médecine
Croix de Guerre
Conseiller Général de Valmont

Remplaçant éventuel :

JOSEPH DUCLOS
Conseiller Général

2e CIRCULAIRE

CONFIRMEZ VOTRE OUI

Electrices, Electeurs,

Je vous remercie de m'avoir, par votre vote, placé en tête de tous les candidats.

Les divisions n'ont que trop duré ! Tous ceux qui sont soucieux de respecter la discipline républicaine feront triompher sur mon nom les principes qui nous sont chers.

Pour la nouvelle République qu'il faut construire par le soutien du Général de Gaulle dans son œuvre de rénovation française :

Je vous demande vos suffrages :

— Pour assurer une paix française en Algérie :
— Pour réaliser les réformes économiques et sociales indispensables ;
— Pour l'application de la nouvelle Constitution dans les pays d'Outre-Mer ;
— Pour une France respectée au sein de l'Alliance atlantique,

Votez national,
Votez social,

Votez pour le candidat national arrivé en tête !

ROBERT GREVERIE
Docteur en Médecine
Conseiller Général
Blessé de Guerre 1939-1940. — Croix de Guerre

Remplaçant éventuel :

JOSEPH DUCLOS
Maire de Bourdainville. — Conseiller Général

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Louis DELAPORTE
(Candidat de Concentration Républicaine)
élu le 30 novembre 1958
(App. I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Je ne suis pas un homme politique, je ne me réclame d'aucun parti et ce n'est pas le goût de la politique qui m'incite à me présenter à vous. Comme la plupart des Français, je considère que les jeux de la politique et la lutte des partis ont desservi le pays. Ils lui ont nui en accentuant les divisions, en faisant passer la discussion avant le travail, en provoquant en douze ans la chute de 23 gouvernements, deux par an.

Mais le temps des manœuvres politiques est dépassé. Nous n'en voulons plus. Seule, c'est l'action qui compte. Quelle action ?

Sur le plan national.

Un gouvernement stable, appuyé par une majorité solide et contrôlé par une opposition loyale, un gouvernement républicain et démocratique, peut :

Ramener la prospérité économique et, avec elle, la tranquillité dans le monde du travail menacé de chômage. Donner à chacun sa part des biens de production. Coordonner méthodiquement les circuits de distribution en établissant entre l'agriculture, l'industrie et le commerce des rapports plus efficaces. Élever le niveau de vie en encourageant toutes les initiatives tendant au développement et à l'amélioration de la production.

Tirer le pays de ses 10.000 milliards de dettes, non pas en demandant à la classe ouvrière de nouveaux sacrifices, non pas en imaginant d'autres impôts, non pas en imprimant des billets de banque qui s'envolent au vent de la vie chère, mais en suscitant un effort de toutes les formes de la production et la totale mise en valeur de toutes nos richesses. Le Gouvernement peut et doit :

Créer une véritable justice sociale, dont la condition première est la défense du pouvoir d'achat réel des travailleurs. Maintenir la valeur des salaires par la sauvegarde de la monnaie.

Rendre plus efficaces les lois sociales existantes en améliorant leur rendement, et bannir le système suivant lequel on donne d'une main une aide, et de l'autre, on la reprend par le truchement d'impôts toujours payés par le consommateur.

Accentuer le progrès social en visant d'abord à la prospérité générale et en ne freinant pas l'esprit d'entreprise par des servitudes et des règlements draconiens.

Mieux valent une usine qu'on construit, un port qui s'outille, des terres qui s'équipent, que l'augmentation combien illusoire, des aides sociales.

Associer courageusement les travailleurs à la vie des entreprises.

La libre discussion des syndicats patronaux et ouvriers conduira à elle seule au bien-être général, à condition qu'un gouvernement inconsidérément dépensier ne fausse pas les données du problème.

Éducation nationale, assurance vieillesse, habitation, paix sociale, aucun programme n'est possible pour elles si d'abord la gestion financière est mal conduite. Par contre, tous les espoirs d'une vie meilleure et plus facile sont permis, si les idées du gouvernement sont claires, s'il a l'audace de les mettre à exécution, s'il y est aidé par les représentants du peuple.

Sur le plan international.

Dans le monde agité, et en péril, divisé en deux blocs, les affaires internationales souvent nous ont dépassé. Il apparaît cependant que c'est dans les moments où la France se redresse que la menace de guerre s'estompe et que l'espoir de paix s'affirme.

Pays de la paix, parce qu'avec l'Europe, elle a trop souffert de la guerre, la France a, entre les deux blocs, son rôle à jouer. Elle sera l'arbitre, et d'ores et déjà, elle l'est.

Sans soumission, sans servitude, une France libre et forte sauvegarde la paix du monde.

SUR LE PLAN RÉGIONAL ET LOCAL.

Les circonstances m'ont placé dans des fonctions où j'ai pu toucher du doigt les besoins réels de la population des agglomérations rurales et citadines, des secteurs agricoles, industriels, maritimes, commerciaux et touristiques.

Maire d'une commune et en continuel contact avec le monde agricole, président d'une chambre de commerce, je crois savoir ce qui nous manque, ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons pas faire.

A Dieppe, comme à Eu, comme au Tréport et dans les cantons d'Envermeu, de Longueville-sur-Scie, d'Offranville, je sais que la tâche est grande.

...Un port normand importe des fruits. Il pourrait en exporter. Mais il faut en produire et leur ouvrir des marchés. Produisons-en et exportons.

...La Côte normande est touristique, mais les routes qui y conduisent sont défectueuses. Obtenons qu'elles soient refaites, et adaptées aux besoins. Continuons de lutter pour que tienne la route maritime Dieppe—Newhaven, nécessaire au pays et indispensable à la prospérité de cette région.

...La terre normande est riche ; mais elle manque de main-d'œuvre. Aidons les maires à construire des maisons.

...La pêche industrielle et artisanale peut être une grande ressource. Assurons ses débouchés.

Un programme de décentralisation industrielle est en cours. Pour décongestionner Paris et sa banlieue on regarde vers la province. Ensemble, tentons de prendre notre place.

Le travail est immense. Il exige une claire vision de ce qu'il faut faire. Il exige de rompre avec de pernicieux errements. Il exige un effort de tous et enfin et surtout, l'entente de tous.

Cette entente réalisée, tout devient possible.

Et je suis sûr que cela peut aller vite !

Vive la neuvième circonscription de la Seine-Maritime !
Vive la République !
Vive la France !

LOUIS DELAPORTE

Maire de Criel-sur-Mer
Président de la Chambre de Commerce de Dieppe
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1940
Médaille de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Plus de dix-huit mille d'entre vous m'ont accordé dimanche leur confiance et je leur renouvelle mes remerciements sincères.

Leur vote reflète l'opinion qui s'est dégagée ailleurs dans tout le pays.

Les Français n'ont pas changé d'idée en deux mois. Ayant manifesté leur volonté par le oui du référendum, ils l'ont confirmée.

Ils souhaitent que se poursuive l'œuvre de redressement amorcée. Ils continuent de vouloir un régime stable, capable de défendre nos libertés essentielles — liberté de pensée, respect de la personnalité et des convictions religieuses, droits du citoyen — un régime

capable de maintenir et d'améliorer nos acquisitions sociales, capable de donner à la France un nouvel essor.

Pour la majorité des Français, les vieilles expressions « droite » ou « gauche » sont désormais vides de sens. Elles sont périmées. Elles ne servent qu'à diviser. Seuls comptent le travail utile, l'action efficace, l'esprit d'initiative, l'audace dans les réalisations d'ordre économique et social.

Il ne s'agit que de ceci : Conduire la France à la prospérité et, dans cet effort, agir là où nous pouvons agir.

Il s'agit par conséquent, de défendre d'abord nos villes, nos campagnes, nos ports, et de développer les activités industrielles, agricoles, maritimes, commerciales, touristiques de notre propre région.

Il faut le vouloir.

Je suis prêt à m'y dépenser entièrement, à mettre tout en œuvre pour y parvenir.

C'est dans ce seul but que je vous demande votre appui, à toutes et à tous, et votre assentiment par votre vote de dimanche prochain.

LOUIS DELAPORTE
Maire de Criel-sur-Mer
Président de la Chambre de Commerce de Dieppe
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1940
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Me ANDRÉ FELIX-VINCENT
Adjoint au Maire de Dieppe
Président de la Caisse d'Allocations Familiales de la Région dieppoise
Chevalier du Mérite Social. — Croix du Combattant 1939-1940

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Claude HEUILLARD
(Candidat de la Gauche Démocratique Radicale)

élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

Chères Electrices, Chers Électeurs,

Répondant à de nombreux et pressants appels émanant de tous les coins du Pays de Bray et des milieux les plus divers, encouragé par la confiance renouvelée du corps électoral dans le cadre communal et cantonal, je viens solliciter vos suffrages en vue de représenter à l'Assemblée Nationale la Dixième Circonscription de la Seine-Maritime comprenant — outre l'ancien arrondissement de Neufchâtel — les cantons de Buchy et de Bellencombre où je connais tant d'actives amitiés.

En prenant cette décision, ma pensée émue va à mon père, Georges Heuillard, député à cette même Assemblée et dont le souvenir est resté vivace au cœur de tant d'entre vous.

L'impuissance chronique des trop nombreux gouvernements de la IVe République a mené le Pays au seuil de la guerre civile et faillit conduire le régime à sa perte. L'arrivée au pouvoir, l'action opportune et efficace d'un chef prestigieux jouissant de la confiance de l'immense majorité des Français, le Général de Gaulle, a permis d'effectuer rapidement dans l'ordre et la légalité républicaine, le redressement indispensable et la réforme trop longtemps ajournée de

nos institutions, avec le retour à un mode de scrutin réclamé par la presque totalité des électeurs.

Le 28 septembre, à une majorité imposante, le Pays a ratifié la nouvelle Constitution qui restaure l'autorité de l'Etat et en même temps celle de la France, — donne un sens nouveau à la Communauté issue de l'Union Française — brise l'hégémonie des partis et redonne au corps électoral la plénitude de ses droits — rend un Sénat aux Sénateurs — protège la Fonction Publique contre l'ingérence des partis, — assure en un mot la séparation effective des Pouvoirs, la durée, la continuité, l'efficacité du Gouvernement librement investi, tout en respectant les libertés démocratiques qui nous sont chères à tous.

Si le pire a pu être évité et les institutions réformées dans le cadre du régime auquel nous restons fermement attachés, les graves problèmes, en suspens depuis de longs mois, ne sont pas pour autant résolus et appellent une solution à bref délai. De graves et urgentes décisions devront donc être prises par ceux qui auront bientôt le redoutable honneur de gouverner le Pays.

Au premier plan, le problème algérien devra recevoir la solution souhaitée par la majorité des Français et être négociée avec des représentants librement élus, dans le cadre de la communauté franco-musulmane — compte tenu de cette «personnalité algérienne» qu'on ne saurait contester. La fin d'une lutte fratricide marquera le début d'une ère de prospérité pour tous.

Il faudra aussi construire la Communauté avec les autres peuples d'Outre-Mer dans le cadre et surtout dans l'esprit de la nouvelle Constitution.

La paix mondiale sera assurée par la construction de l'Europe, dans le respect de nos obligations internationales, et tout en s'efforçant d'amener les deux blocs opposés à des accords sur le désarmément général, simultané, progressif et contrôlé, condition préalable au rétablissement de relations normales entre tous les peuples sans distinction de race ni de régime politique.

Dans le domaine des réformes intérieures, qui pourrait condamner la mise en application d'un programme social améliorant la vie des travailleurs, dès lors que la défense du franc, qui conditionne le pouvoir d'achat des salariés, aura été totalement assurée, que l'épargne aura été protégée et qu'auront disparu les trop réelles menaces d'une inflation créatrice de nouvelles misères ?

Une sage politique d'expansion économique assurera au monde du travail, le plein emploi, des moyens d'existence décents, une garantie contre tous les risques sociaux, le développement des œuvres sociales de toute nature, la réforme de la Sécurité Sociale qui devra être améliorée et complétée. Il importe que la fonction publique soit de nouveau honorée et convenablement rémunérée.

Un nouvel effort reste à accomplir en faveur de l'enfance, de la famille, des vieux travailleurs, des humbles, des déshérités, des économiquement faibles.

L'agriculture doit rapidement occuper la place qui lui revient dans notre économie. Le monde rural — que je connais particulièrement — sait qu'il peut compter sur moi pour la défense de ses légitimes intérêts et notamment pour le respect par l'Etat dés accords établis en matière de prix (lait, blé, viande, betteraves, etc...) et pour la recherche de débouchés nouveaux (notamment pour les pommes) en vue d'assurer à l'Agriculture la part qui doit lui revenir dans le revenu national. Le régime des importations devra être remanié afin d'éviter les erreurs et les abus d'un passé récent.

L'électrification, la réfection du réseau routier et l'adduction d'eau devront être poursuivies à une cadence accélérée et surtout la construction de Maisons à loyer modéré, ainsi que l'accession à la petite propriété devront être rapidement réalisées et encouragées.

Industriels, commerçants, artisans, dont je sais les difficultés de toute nature, peuvent compter sur mon action énergique en vue la défense de la libre entreprise, du respect de la propriété, et d'une refonte de la fiscalité, excessive et complexe.

Les activités menacées par le machinisme — je pense aux verreries à la main de la Bresle devront être protégées, soutenues, et je m'engage à les défendre contre la redoutable concurrence étrangère.

Les combattants, prisonniers et victimes de guerre savent que je suis des leurs et que leurs droits imprescriptibles seront défendus comme il se doit, l'Etat devant tenir les promesses faites.

La reconstruction doit être rapidement menée à son terme, les indemnités dues aux sinistrés de toutes catégories doivent être réglées sans retard.

En matière d'équipement scolaire, un effort immédiat s'impose pour donner à l'enfance, les écoles et les maîtres nécessaires. Au moment où le Pays manque d'ouvriers qualifiés, de techniciens, de savants, les Pouvoirs Publics ne sauraient lésiner dans ce domaine.

Vos élus municipaux et cantonaux, les dirigeants de diverses collectivités ou sociétés intéressées, trouveront toujours auprès de moi la plus large audience. Je travaillerai de toutes mes forces à la constante prospérité de notre belle région, dans le cadre de l'intérêt général. Je me suis toujours efforcé de suivre la tradition de bonté et de générosité de mon père, et ma porte est et restera toujours ouverte à tous.

Sous le drapeau de la «gauche démocratique radicale» fidèle à son programme de justice, de tolérance, de progrès social et de paix, avec le concours de tous les républicains soucieux de la grandeur et de l'avenir du pays, je sollicite avec confiance vos suffrages et vous assure encore de mon entier dévouement.

Vive la Vᵉ République !
Vive la France !

Claude HEUILLARD

Négociant en Grains. — Directeur-Gérant de Coopérative Agricole
Adjoint au Maire de Neuf-Marché
Combattant volontaire de la Résistance
Président de Syndicat d'Adduction d'Eau. — Président de la Délégation Cantonale
Vice-Président de la Commission de l'Agriculture du Conseil Général
Secrétaire du Conseil Général. — Conseiller Général du Canton de Gournay

---

2ᵉ CIRCULAIRE

Gauche démocratique et radicale

Chères Electrices, chers Electeurs,

Je remercie, de tout cœur, celles et ceux d'entre vous, qui, dimanche dernier, ont bien voulu me manifester leur confiance et me donner leurs suffrages. Je viens aujourd'hui leur demander, après une campagne que j'ai voulue à l'égard de mes concurrents toujours courtoise, de me donner à nouveau leurs voix et de me permettre ainsi de défendre au Parlement les intérêts collectifs et individuels du Pays de Bray.

Ce pays de Bray, que mon Père a servi et représenté avec tant d'affection et d'efficacité, je voudrais à mon tour lui apporter, dans l'exécution fidèle de mon mandat, de nouvelles ressources et de nouvelles prospérités. Les besoins du monde agricole, si douloureusement touché, aujourd'hui, par la crise, les inquiétudes des ouvriers de la Bresle et des centres industriels en ce qui concerne la sécurité même de leur emploi et l'avenir immédiat de leur profession, tous ces problèmes divers et urgents appelleront de ma part une sollicitude, dont je tiens à renouveler ici même la promesse.

Comme dimanche dernier, je fais appel à l'union sincère, cordiale, de tous les Républicains qui, sans hésitation, ont affirmé en répondant «oui» au récent referendum, leur volonté de rénovation du régime démocratique. Je fais appel à la confiance de tous ceux qui n'ont jamais douté ni de la France en ses heures douloureuses ou glorieuses, ni de l'Algérie Française.

Elevé dans le culte fervent de la République et de la Patrie, ayant reçu à la fois l'amour profond de la démocratie et le dégoût de la démagogie, je veux que tous les travailleurs, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui peinent, trouvent en moi un ami, un défenseur. Que ceux donc qui, dimanche dernier, ont donné leur suffrage à des candidats qui sont, aujourd'hui, retirés de la lutte, veuillent bien se joindre à ceux qui dès le premier tour, m'ont accordé leur confiance. Que mes amis de dimanche amènent avec eux aux urnes des abstentionnistes et des hésitants, et nous enregistrerons, le 30 novembre, une victoire, qui sera plus encore que

la mienne propre, le succès du double idéal patriotique et républicain que j'ai juré de servir avec fidélité.

A l'avance, je vous remercie tous, d'une confiance qui me permettra de continuer demain, pour vous et vos enfants, la tâche que s'était assigné celui dont ma canditature n'a pour but que de prolonger les valeureux efforts !...

Claude HEUILLARD

Négociant en Grains. — Directeur-Gérant de Coopérative Agricole
Adjoint au Maire de Neuf-Marché
Combattant volontaire de la Résistance
Président de Syndicat d'Adduction d'Eau. — Président de la Délégation Cantonale
Vice-Président de la Commission de l'Agriculture du Conseil Général
Secrétaire du Conseil Général. — Conseiller Général du Canton de Gournay-en-Bray

Remplaçant éventuel :

Roger LEFEBVRE

Conseiller Général. — Adjoint au Maire de Buchy
Chevalier du Mérite agricole
Délégué Cantonal

SEINE-ET-MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Marc JACQUET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Vous qui avez voté oui, le 28 septembre dernier à une très large majorité pour de Gaulle ne laissez pas les vieilles formations politiques responsables de l'échec de la IVe République, recommencer la manœuvre de 47 : où tout fut mis en œuvre par le système pour effacer le succès du Général aux élections municipales ; souvenez-vous !

Récusez les candidats qui pour faire « nouveau » n'osent pas afficher leur étiquette démonétisée et se présentent sous de faux-nez ;

Récusez ceux qui, dégradant aussitôt l'esprit du scrutin d'arrondissement, veulent satisfaire de tardives ambitions locales.

Comme Jacques Soustelle, faites confiance au candidat dont la fidélité à de Gaulle dans le passé, garantit la même fidélité dans l'avenir.

CE QUE NOUS VOULONS

D'abord consolider ce qui a été obtenu, au bout d'un combat de plus de dix années : le retour aux affaires du Général de Gaulle et la réforme profonde des institutions par l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Nous avons été, nous les Gaullistes, les seuls à l'exiger parce que nous en faisions la condition absolue de la rénovation du pays :

— Stabilité gouvernementale — Efficacité du Parlement.

— Remise en ordre de l'appareil administratif.

Ce qui, dans le passé, était littéralement impossible peut être aujourd'ui valablement entrepris.

Nous avons désormais l'espoir :

— d'assurer à la vieillesse une fin de vie digne et honorable (et non plus des aumônes ou de bonnes paroles) par une accélération de la mise en place d'un système de retraite raisonnable, appliqué à tous les Français dans un délai maximum de cinq ans.

— d'offrir à la jeunesse, avec le retour à la Paix, des chances meilleures au départ de la vie, en leur donnant les écoles, les collèges, les stades nécessaires à leur formation professionelle et à leur plein épanouissement d'homme, en leur redonnant aussi fierté et confiance dans la Patrie, grâce à une action civique intelligente, menée à la fois dans le cadre familial et dans des organisations de jeunesse saines et fécondes.

— d'assurer aux travailleurs, ainsi mieux armés dans leur métier, assurés de l'avenir, une plus large participation aux résultats de leur effort dans l'entreprise (nous déposerons à cet égard les textes honnêtes et raisonnables qui s'imposent),

— de faire l'effort de construction, indispensables au logement des milliers de familles françaises, encore dépourvues de toute habitation saine et digne, notamment dans nos campagnes.

Pour atteindre ces buts, dans l'esprit du Gaullisme, il faut :

— une polique économique cohérente, ferme dans la conception, mais libérale dans les moyens ; il faut briser le carcan des entraves administratives, qui paralyse l'initiative privée, aussi bien dans l'industrie et le commerce que dans la construction ; c'est en partant de ce principe que doivent être abordées avec courage deux grandes questions qui empoisonnent la vie économique du pays ;

— la situation de l'agriculture, qui doit être totalement repensée : il faut cesser de remettre en cause chaque année les promesses faites, les accords signés ; il faut valoriser à sa juste mesure la production agricole et favoriser son expansion, notamment par l'exportation dans le cadre de ce Marché commun qui offre à cet égard tant de possibilités.

— La réforme du système fiscal, sur les bases d'une simplification absolument indispensable et tout autant d'une répartition plus juste, plus égale, des charges de l'impôt : c'est la condition d'un assainissement du petit commerce et de l'artisanat.

Tels sont les grands problèmes, mais les questions un peu plus secondaires doivent être abordées dans le même esprit, avec la même volonté d'aboutir, d'apporter des solutions claires et justes. La France n'a plus le droit de tergiverser.

Autour du Général de Gaulle elle doit demain se rassembler et se reprendre. Avec le concours de tous et, particulièrement, des organisations patriotiques, si vivaces dans ce pays, ces mouvements d'anciens combattants (dont les droits ne sauraient non plus être perpétuellement remis en question), une grande œuvre est désormais possible qui replacera la France et les Français dans le concert des Nations au rang éminent que le précédent régime avait si gravement compromis.

Marc JACQUET

Industriel. — Maire de Barbizon. — Ancien Ministre
Capitaine de réserve. — Croix de Guerre

Remplaçant éventuel :

Albert GORGE

Maire-Adjoint de Melun
Médaillé militaire. — Chevalier de la Légion d'Honneur

2e *CIRCULAIRE*

Merci électrices et électeurs de la circonscription de Melun.

En nous plaçant largement en tête du premier tour de scrutin, vous avez, comme partout en France, préparé, pour dimanche, le grand succès de l'U.N.R.

Persévérez : il y aura au Parlement une majorité durable et homogène, seule garantie possible d'un Gouvernement stable derrière de Gaulle.

Ne dispersez pas vos voix. Nous appelons tous ceux qui, au référendum ont voté « oui » à nous faire confiance. Avec à sa tête Jacques Soustelle, l'U.N.R. n'a qu'une ambition : ni à droite, ni à gauche, seulement dans l'intérêt général, servir la France.

La grande tâche de rénovation nationale est désormais possible. Dans l'intérêt même de notre belle circonscription, il faut que vous ayez un représentant qui y soit associé.

Votez pour l'union.

Votez Marc JACQUET

Industriel. — Maire de Barbizon. — Ancien Ministre
Capitaine de réserve. — Croix de Guerre

Suppléant :

ALBERT GORGE
Maire-Adjoint de Melun
Légion d'Honneur. — Médaille Militaire
Secrétaire Général du Centre Républicain de Seine-et-Marne

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Guy CHAVANNE
(Candidat d'Union républicaine et de Progrès social)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Mes Chers concitoyens,

Le 23 novembre prochain, vous allez être appelés à élire votre représentant au sein de l'Assemblée Nationale.

Je me présente à vous : voilà qui je suis :

Né à Gouvernes (canton de Lagny), petit village accueillant, où les gens travaillent beaucoup, où les peintres viennent fréquemment brosser quelques toiles, et où j'aime me retrouver.

Je demeure à Torcy depuis l'année de ma naissance, où j'ai fait mes études à l'école communale au milieu de camarades qui sont restés mes amis; ensuite, je suis allé à l'école de Lagny, trop peu de temps, la situation modeste de mes parents m'ayant obligé à travailler de bonne heure.

Sur le plan professionnel, je suis employé en qualité de sous-chef de service dans un grand établissement bancaire parisien.

J'ai fait mon service militaire au 31e régiment d'infanterie, et j'ai été mobilisé du 27 septembre 1939 au 25 juillet 1940.

Dans la clandestinité, j'ai eu l'honneur de servir dans le mouvement « Vengeance », où j'ai rencontré des chefs courageux, des camarades de qualité,

Au mois de mai prochain, j'aurai trente années de mandat municipal, et je suis conseiller général du canton de Lagny depuis avril 1955.

Mes principales activités ont été surtout orientées vers l'action municipale et sociale. J'ai toujours pensé que rien de grand, rien de durable, ne sera fait sans l'amélioration de la condition humaine. Il faut que tous ceux qui travaillent trouvent la juste récompense de leurs efforts dans l'amélioration de leur condition de vie et la protection efficace de leur foyer. Il faut également, et c'est très important, que nos « vieux travailleurs » puissent, après une vie de travail bien remplie, se reposer à l'abri de tous soucis. J'ai orienté ma vie vers la défense des foyers familiaux contre les fléaux sociaux. J'ai lutté, et je lutte encore chaque jour, au sein des organismes mutualistes, pour un mieux-être pour tous et le respect de la dignité de chacun. Je veux que la maladie, qui accable trop souvent nos familles et particulièrement nos « vieux », ne soit plus un souci matériel.

Je suis décidé à œuvrer pour une France plus forte, où chacun trouvera une raison de vivre. Lors du référendum, j'ai dit oui, et j'ai demandé à mes amis de dire oui.

J'ai dit oui à un homme que je respecte et admire pour son courage, son honnêteté, sa droiture, sa loyauté.

Le général de Gaulle, c'est mon sentiment profond, vient de nous sauver de notre déchéance. Une seconde fois dans son existence il a redonné à chaque Français, à chaque Française, des raisons d'espérer.

En quelques mois, il a mis de l'ordre dans la maison, il nous a forgé un outil, la Constitution, qui doit permettre à tous les rouages de notre administration de fonctionner normalement.

Il a redonné confiance à tous les peuples d'Outre-Mer qui doutaient de nous, il a redonné à notre armée, qui fait un travail énorme en Algérie, le réconfort qui lui manquait.

De tout cela, il faut augurer que la France redevenue ce qu'elle aurait dû être toujours pourra et saura rétablir en Algérie française une Paix tant souhaitée par tous.

Demain, avec le général de Gaulle, tous ceux qui ont dit oui, de tout leur cœur, de toute leur âme, qui l'ont dit sans restriction mentale, travailleront d'un même cœur, et feront en sorte que le Gouvernement qui sortira de cette consultation électorale puisse travailler longtemps en toute sérénité.

Les problèmes sur lesquels il faudra se pencher rapidement doivent être résolus dans un climat de confiance et d'avenir.

Toutes les formations nationales devront y participer, avec comme objectif, le salut de la France, la grandeur de la Patrie, le maintien de l'Algérie française et une confiante collaboration avec les peuples d'Outre-Mer qui ont accepté, avec nous, de vivre dans la Communauté.

A côté des grands problèmes, il y a ceux que nous côtoyons chaque jour, tels que :

Construction de logements — Ce problème doit être résolu en première urgence, ainsi que la construction de locaux scolaires.

Les conflits sociaux doivent se régler facilement, par des conventions librement débattues et acceptées par les parties en cause.

Il faut sans tarder abolir les zones de salaires.

De plus, il est nécessaire d'intéresser le personnel à la vie des entreprises.

Amélioration de l'équipement hospitalier.

Lotissements défectueux. — Il faudra aider les associations syndicales.

Agriculture et habitat rural. — Redresser le pouvoir d'achat de l'ensemble des produits agricoles pour redonner aux familles paysannes, la place quelles n'auraient jamais dû perdre et permettre à l'agriculture française d'assurer ses reconversions et son expansion dans le cadre plus large du Marché européen.

Il faut augmenter les facilités pour l'amélioration de l'habitat rural.

Réforme fiscale. — Cette réforme tant souhaitée doit être comprise dans un souci de simplification et de justice.

Anciens combattants. — Les droits qui ont été chèrement acquis ne doivent plus être remis en cause.

Aide aux municipalités. — Mes trente années de mandat municipal sont le plus sûr garant de mes intentions.

Jeunesse. — Le nombre croissant des jeunes dans les prochaines années implique d'ores et déjà qu'il faut leur faire la place qui leur revient en facilitant leur formation civique et culturelle. La pratique des sports étant par essence l'apanage de la jeunesse elle devra être favorisée par la construction de stades et l'attribution de subventions.

Je ne vous parlerai pas de mes adversaires politiques. J'ai toujours été courtois dans mes rapports avec tous ceux que j'ai côtoyés, — je suis décidé à respecter cette ligne de conduite.

Je pense que tout élu doit avoir la fierté de la France et que le maintien de l'unité nationale est une des conditions essentielles à l'accomplissement de sa mission.

Il importe donc de restaurer une autorité respectueuse de la morale et de la justice. L'autorité exige la stabilité et entraîne la responsabilité.

L'organisation sociale s'appuie sur les groupes naturels : famille, profession, région

L'amélioration du niveau de vie de tous est une condition essentielle et le travail doit être organisé dans le respect de l'individu et le souci de sa sécurité.

Le gouvernement doit favoriser tous les accords permettant de grouper les forces vives des Nations animées par les mêmes conceptions de la liberté et de la dignité humaine.

En complet accord avec l'U.N.R., j'ai comme suppléant éventuel, M. Pathus Labour, Conseiller général de Dammartin, et également Vice-Président du conseil général de Seine-et-Marne, bien connu pour son esprit social et son patriotisme.

Lors du référendum vous êtes venus voter.

Il faut que vous veniez encore plus nombreux en déposant dans l'urne le bulletin au nom de Guy Chavanne et de Jean Pathus Labour, sans marque distinctive et sans ratures.

Vive la Seine-et-Marne !
Vive le Général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Guy CHAVANNE
Ancien Combattant
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1945. — Médaille de la Résistance
Officier du Mérite Social
Maire de Torcy. — Conseiller Général du Canton de Lagny
Candidat d'Union Républicaine et de Progrès Social

Suppléant éventuel :

Jean PATHUS LABOUR
Conseiller Général du Canton de Dammartin-en-Goële
Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Marne
Investi par l'U.N.R.

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre, vous m'avez dicté mon devoir en me plaçant en tête de tous les candidats.

Je vous en remercie bien sincèrement. A présent il s'agit pour moi de mériter cette confiance.

Je vous ai, dans ma circulaire précédente, exposé mon programme vous marquant mon mépris des querelles partisanes. Je n'y ajouterai rien.

De quoi s'agit-il dimanche prochain 30 novembre ?

Il s'agit par votre vote d'empêcher le retour à l'Assemblée Nationale du citoyen Casanova, représentant du Parti Communiste,

C'est pourquoi, les partis nationaux, faisant, en dehors de leurs préférences personnelles bien compréhensibles, la preuve de leur civisme et de leur patriotisme, devront porter leurs suffrages sur le nom de Guy Chavanne et Jean Pathus Labour comme suppléant pour permettre au Général de Gaulle de continuer son œuvre et à la France de se relever.

Vive la Seine-et-Marne !
Vive de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Guy CHAVANNE
Maire de Torcy. — Conseiller Général du Canton de Lagny
Union Républicaine et de Progrès Social

Remplaçant éventuel :

Jean PATHUS LABOUR
investi par l'U. N. R.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René MOCQUIAUX
(Candidat d'Action Républicaine de Rénovation Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Action Républicaine de Rénovation Nationale

PROFESSION DE FOI

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, par un vote massif, vous avez approuvé les institutions de la Nouvelle République que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par ce dernier est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

L'Action Républicaine de Renovation Nationale groupe ceux qui sans défaillance n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du libérateur et la fin de l'ancien système.

Vous ferez confiance à ces hommes. Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

Parce qu'ils ont vu clair quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir

Parce qu'ils ont eu raison en réclamant la venue d'un Chef et le changement de Constitution, conditions nécessaires au redressement du Pays.

Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture avec un passé de honte et de désastre, la garantie d une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Parce qu'ils soutiendront l'action nationale de l'actuel Chef du Gouvernement pour le redressement du Pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées dans le discours de Constantine, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum, de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique des appels intéressés de l'étranger et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3° La poursuite de la réforme de l'État par une décentralisation administrative, maintenant la Seine-et-Marne en dehors de l'agglomération parisienne.

4° La réalisation d'une justice simple, gratuite et rapide, — en maintenant les tribunaux de première instance à proximité des centres régionaux traditionnels.

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

Le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome),

L'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées,

La modernisation de l'agriculture par la mise en place d'une politique de stockage à grande échelle évitant les importations désastreuses, par la création d'écoles agricoles où seront formés de véritables techniciens professionnels, par la réorganisation des formes de distribution.

L'amélioration des circuits commerciaux et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

Un équilibre strict du budget ordinaire,

La debudgétisation des investissements,

Une révision de la politique des subventions économiques et du crédit,

Une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux,

Une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception, pour la rendre plus juste, plus claire et plus simple.

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir qui doivent permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9° Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

La promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'État,

La gestion stricte des deniers confiés à la Sécurité Sociale,

L'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés,

Le développement des garanties contre le chômage,

L'aide massive à la jeunesse qui devrait être assurée du plein emploi, une fois son éducation achevée.

10° Les réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes, tout en respectant les libertés traditionnelles. Développer l'enseignement technique en en facilitant l'accès à de nombreux candidats, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus de tous les milieux.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine,

Votez pour la Nouvelle République,
Votez pour le renouveau français,
Votez René Mocquiaux.

René MOCQUIAUX

Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat. — Marié, 2 enfants
Maire-Adjoint de Meaux
Ancien Combattant. — Prisonnier de Guerre. — Croix du Combattant
Officier d'Académie

Remplaçant éventuel :

Pierre HUMBERT

Ingénieur des Arts et Manufactures
Croix de Guerre 1939-1945. — Croix du Combattant

2e CIRCULAIRE

Action Républicaine de Rénovation Nationale

Electeurs, Electrices,

Les résultats du premier tour de scrutin ont prouvé le désir de la grande majorité d'entre vous d'avoir enfin des hommes nouveaux. Je suis sensible à la confiance que vous m'avez manifestée en me plaçant en tête des candidats souhaitant une Ve République rénovée, rompant définitivement avec l'impuissance, les erreurs et les tares de la IVe défunte.

Mais le Général a dit ;

« Il ne s'agit pas seulement de faire du neuf, mais aussi du raisonnable. »

Au premier tour, tous les choix étaient possibles; au second, il n'en est plus ainsi. En fait, il s'agit de prendre définitivement position et, faisant taire toute préférence locale, d'opter entre trois solutions :

Redonner sa confiance à un sortant de la IVe République ;
Abandonner la France à la main mise de l'étranger;
S'unir autour de celui qui tient la tête des candidats nouveaux, sans aucune attache avec les anciens partis qui ont provoqué la ruine de la France.

Les électeurs de la 3e circonscription de Seine-et-Marne m'ont confié cet honneur dont je ressens tout le poids, mais dont j'entends me montrer digne. J'ai subi des pressions incroyables pour accepter de participer aux marchandages éhontés qui se font actuellement, mais j'estime ne pas avoir le droit de me dérober à l'appel qui m'est fait et de décevoir les 11.071 électeurs qui ont voté pour moi dimanche dernier.

Electeurs, Electrices,

Réfléchisez bien une seconde fois...
Mon programme, vous le connaissez ; vous savez qu'il s'inspire étroitement et fidèlement d'une politique de grandeur nationale ; qu'il est basé sur l'indépendance de la France dans une Europe libérée ; qu'il recherche le mieux-être de tous par l'union de tous les Français.
Vous me connaissez moi-même ; je vous ai donné ma parole d'être présent à toutes les réunions de la Chambre pour travailler aux destinées de la Nation et soutenir les intérêts de la circonscription.
Cette parole, je la tiendrai.
Mais de votre côté, prenez conscience de l'importance de votre choix ; pesez toutes les conséquences du geste que vous ferez dimanche en renouvelant votre vote.
Si vous voulez une France nouvelle, grande, forte et respectée ;
Si vous voulez conserver vos libertés traditionnelles dans une République rajeunie ;
Si vous voulez un député qui rompt par principe avec les petitesses et les « combinaisons » désastreuses de la IVe République ;
Si vous voulez voter pour le renouveau français,

Faites l'union sur un seul nom,
Votez René Mocquiaux.

René MOCQUIAUX
Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat. — Marié, 2 enfants
Maire-Adjoint de Meaux
Ancien Combattant. — Prisonnier de Guerre. — Croix du Combattant
Officier d'Académie

Remplaçant éventuel :

Pierre HUMBERT
Ingénieur des Arts et Manufactures
Croix de Guerre 1939-1945. — Croix du Combattant

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Alain PEYREFITTE
(Candidat d'Action Rurale et Sociale)

élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Encouragé par de nombreux amis de la circonscription, je me présente à vos suffrages en cette année où il faut bâtir la République à neuf.

Habitant depuis longtemps la Seine-et-Marne, je connais vos difficultés et vos soucis. Ma formation et mon expérience m'ont donné l'habitude et le goût du service public. Mon activité de membre de la Délégation française à la Conférence du Marché Commun m'a permis de me pencher sur vos problèmes économiques et particulièrement agricoles.

Je me refuse aux promesses électorales, trop faciles : vous savez ce qu'elles valent. Mais je m'engage à être un homme de bonne volonté, ne ménageant pas ses efforts pour aider à la solution des problèmes qui se posent à tous dans la circonscription.

Amélioration des conditions d'existence des travailleurs et particulièrement des « Économiquement faibles » ; beaucoup sont des Vieux ou des Anciens Combattants, dont les pensions ou retraites sont insuffisantes.

Égalité des salaires des campagnes et de ceux des villes, par une revalorisation de la production agricole.

Accroissement du nombre des instituteurs et construction de groupes scolaires ; desserte gratuite des cours complémentaires.

Amélioration de l'habitat, construction en série de logements familiaux, accession de tous les travailleurs à la propriété.

Lutte contre les inondations — création des bassins de retenue sur l'Aube et la Haute-Seine.

Soutien de la petite et moyenne culture par la protection de l'exploitation familiale.

Adduction d'eau dans les communes qui ne la possèdent pas encore ; un équipement sanitaire ; encouragement aux groupements sportifs et aménagement de terrains de sports ; organisation de manifestations et fêtes dont bénéficiera le commerce local.

Amélioration de la fiscalité, qui écrase les commerçants et petits artisans pendant qu'elle épargne les grosses sociétés anonymes.

Tel est mon plan de travail, qu'avec votre concours j'espère réaliser, en étroite union avec les Maires et les Conseillers municipaux. Je demande à être jugé, non sur mes promesses, mais sur mes actes, que je soumettrai fréquemment au contrôle des électeurs par un dialogue régulier que j'entends réaliser avec eux.

Vous pouvez d'autre part compter, pour vos diverses préoccupations, sur mon appui total.

Qu'est-ce, en effet, qu'un Député d'arrondissement ? D'abord, un démarcheur des habitants de la circonscription, l'avocat des intérêts locaux auprès des bureaux. Il est donc essentiel qu'il possède une connaissance suffisante de la grande Administration. Je suis bien placé pour vous aider dans l'accomplissement des démarches que vous pouvez avoir à faire auprès des divers Services. Mon souci sera d'être le conseiller et le soutien de ceux qui se trouveront en difficulté.

Ensuite, sur le plan national — et il ne faut pas oublier que le député est avant tout l'élu de la nation — mon programme se résume en un mot : soutien total au Général de Gaulle, seul homme capable de résoudre les problèmes angoissants qui se posent à notre pays.

— Solution généreuse du problème algérien.

— Justice sociale.

— Progrès économique.
— Rétablissement de la prospérité et de la grandeur française dans une Europe unie.

Il faut que le gouvernement de la Ve République dispose d'une majorité stable et fidèle lui permettant d'accomplir au cours des cinq prochaines années la tâche immense qui lui incombe.

Assez de combines ! Assez de politicaillerie !
Travailler, et non pas promettre !
Servir, et non pas se servir !

ALAIN PEYREFITTE
Candidat d'Action Rurale et Sociale investi par l'Union pour la Nouvelle République
recommandé par l'Association Nationale pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle
Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration
Ancien Attaché à la Recherche Scientifique
33 ans. — Père de 4 enfants
Sous-Directeur de la Coopération Européenne au Ministère des Affaires étrangères

Remplaçant éventuel :

MICHEL VINCENT
Ancien Déporté de la Résistance
Médaille Militaire. — Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire

---

2e CIRCULAIRE

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Merci de la confiance que, dès le premier tour, m'ont accordé 40 0/0 d'entre vous. En m'assurant trois fois plus de voix que le candidat non-communiste le mieux placé, et en retirant au candidat communiste le tiers de ses voix de 1956, la population a confirmé l'élan du 28 septembre en faveur du Oui. A nouveau, elle a dit non à Moscou et non au Système. Il ne suffit pas que le scrutin de dimanche prochain confirme cette victoire : il faut qu'il l'amplifie. Tous les électeurs qui ont dit Oui à de Gaulle, et qui au premier tour avaient été désorientés par la multiplicité des candidatures, s'uniront dimanche sur mon nom, pour consolider la majorité sur laquelle le Général de Gaulle doit pouvoir s'appuyer.

Le succès éclatant de l'Union pour la Nouvelle République, tant dans notre circonscription que dans l'ensemble du pays, a manifesté le désir de rénovation des Français. L'U.N.R. vaste regroupement centriste des volontés de Renouveau et des Fidélités à de Gaulle, permettra au prochain Gouvernement de mener à bien pendant les cinq ans à venir le redressement entrepris depuis cinq mois, et de réaliser le programme énoncé dans le discours de la Place de la République.

Vous connaissez mon plan de travail qui reste inchangé :

I. - Dans le cadre national : soutien inconditionnel du Général de Gaulle, seul homme capable, dans les circonstances actuelles, de résoudre à la tête du pays les graves problèmes qui se posent encore : paix juste en Algérie ; justice sociale et fiscale ; revalorisation des régions rurales et lutte contre la récession économique.

II. - Dans le cadre de la circonscription : Travail énergique et persévérant pour résoudre les problèmes locaux, en contact étroit non seulement avec les Elus, mais avec la population, par le moyen de réunions régulières, commune par commune. En particulier, effort pour l'amélioration des conditions d'existence des Travailleurs, notamment ruraux, des «Economiquement Faibles», des Vieux travailleurs, des Anciens Combattants, des Veuves de Guerre, des Ouvriers Agricoles ; aménagement de la fiscalité au profit des commerçants et artisans ; politique audacieuse du logement, etc.

Pendant la campagne, au cours de 112 réunions publiques, j'ai répété que je ne me désisterais en aucun cas, désapprouvant cette pratique du Système qui violait la conscience des électeurs ; mais que je me retirerais si je n'étais pas placé en tête, de façon à conjurer le

péril soviétique. J'attends des autres candidats la même loyauté, sans solliciter de leur part le moindre désistement.

Le bon sens des électeurs ne s'est pas laissé entamer, au premier tour, par les petites calomnies qu'on a fait courir sur mon compte ; il devra sans doute résister, au second tour, à un assaut désespéré du parti stalinien.

Vigilance devant ce danger ! Pas d'abstentions !
Votez massivement pour de Gaulle !
Bloquez vos voix dimanche sur le candidat du renouveau !

Au-dessus de toutes les querelles partisanes, pour le relèvement de notre pays, de la moralité parlementaire, pour la France,

Vive la Nouvelle République !
Vive de Gaulle !

Alain PEYREFITTE
Candidat d'Action Rurale et Sociale investi par l'Union pour la Nouvelle République
recommandé par l'Association Nationale pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle
Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration
Ancien Attaché à la Recherche Scientifique
Sous-Directeur de la Coopération économique
33 ans. — Père de 4 enfants

Remplaçant éventuel :

Michel VINCENT
Président de la Fédération des Déportés de la Résistance de Seine-et-Marne
Médaillé Militaire. — Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire

---

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre BATTESTI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

J'habite Fontainebleau depuis depuis 15 ans avec ma femme et mes cinq enfants.

J'ai toujours servi la France. Sous les armes ou dans le civil, j'ai toujours combattu ses adversaires, extérieurs ou intérieurs ; et ceux-ci ne sont pas moins dangereux que ceux-là. Ils sont même souvent plus difficiles à atteindre.

Je me propose à vos suffrages pour donner au Referendum la suite qu'il comporte. Cette suite se résume en un mot : Aider le Général de Gaulle ; car c'est sur lui et sur lui seul que repose l'avenir de notre Pays.

J'ai demandé à François Ouvré d'être mon suppléant. Il est inutile de vous le présenter longuement. Depuis des générations, sa famille est connue, aimée et respectée de tous, et il perpétue cette tradition avec la plus haute conscience et le plus parfait désintéressement.

Seul investi par l'U.N.R. et le Centre National des Indépendants-Paysans, je me dois maintenant de vous exposer mon programme.

Algérie.

Consécration définitive de son destin de province française, avec sa personnalité propre, dans la paix retrouvée, et dans l'esprit du discours de Constantine du Général de Gaulle.

Outre - Mer.

Organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté française.

L'Afrique sera ainsi détournée du neutralisme et sa mise en valeur sera assurée au profit de la France et à son propre profit.

Réforme de l'Etat.

L'Etat sera profondément réformé ; les administrations centrales, réorganisées ; les services techniques, regroupés à l'échelon régional.

Le Referendum a inauguré un regroupement des Partis. Le 23 novembre doit le confirmer.

Politique étrangère.

La France, au sein de ses alliances, doit devenir partenaire à part entière, dont l'indépendance sera respectée et qui contribuera efficacement à la construction de l'Europe.

Politique économique.

Développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome).

Aménagement du territoire. Extension à notre arrondissement des avantages de la région parisienne, notamment sur le plan universitaire.

Agriculture.

Aide aux investissements agricoles ; garantie de la rentabilité. Organisation de marchés décentralisés.

Harmonisation des prix agricoles avec les prix industriels. Remédier à l'exode rural : hémorragie de l'agriculture.

Commerce.

Amélioration des circuits de distribution et libération des prix.

Artisanat.

Unification des régimes fiscaux.

Maintient du forfait pour plusieurs années.

Prise en considération du salaire de la femme.

Apprentissage chez le patron en attendant le développement de l'Enseignement technique.

Politique financière.

Equilibre rigoureux du budget.

Suppession des comptes spéciaux non contrôlés.

Restitution des investissements au secteur privé.

Révision de la politique des subventions économiques et du crédit.

Sévère discipline monétaire, préparant le retour à la convertiblité et au libre transfert des capitaux.

Réforme profonde de la fiscalté par la simplification des déclarations et du régime fiscal, la suppression des régimes d'exception et des injustices fiscales.

Logement.

Les agglomérations urbaines connaissent toutes une crise du logement, Fontainebleau, particulièrement. La production nationale doit être portée à 400.000 logements par an, tant en location qu'en propriété.

Amélioration du logement rural.

Politique sociale.

Contrôle rigoureux des derniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale.

Organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés.

Développement des prestations, notamment de l'assurance-vieillesse, lié à l'essor de la production.

Aide massive à la jeunesse, à qui devront être assurés l'emploi et le logement par l'établissement du salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle.

ENSEIGNEMENT.

Maintien du pluralisme traditionnel (y compris subventions à l'enseignement libre). Education civique. Facilités d'accès pour tous aux enseignements technique et supérieur.

Le 23 septembre vous avez voté oui.

Respectez ce oui en votant le 23 novembre pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine.

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle.
Votez U.N.R. (Union pour la Nouvelle République.)
Votez Indépendants-Paysans,
Votez Pierre Battesti !

PIERRE BATTESTI
Citoyen de Fontainebleau. — Directeur d'entreprise
Marié, 5 enfants. — Officier de réserve
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaillé Militaire à titre exceptionnel
Croix de Guerre 1939-1945 et T. O. E. — Dix citations. — Trois blessures de guerre
Membre du Comité d'Entente des Anciens Combattants
Chargé de Mission du Général de Gaulle après la Libération en Allemagne, en Grèce et au Mexique

Suppléant :

FRANÇOIS OUVRE
Industriel
Chevalier de la Légion d'Honneur
Conseiller Général de Seine-et-Marne

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

La volonté du Général de Gaulle a trouvé un magnifique écho en Seine-et-Marne,

Notre arrondissement, en particulier a répondu à son appel avec un véritable enthousiasme.

Il m'a placé en tête de tous les concurrents avec un nombre de voix tel que le succès n'est plus douteux.

Mais ce succès, c'est moins le mien que le vôtre, moins le mien que celui de la France.

En groupant sur mon nom le maximum de voix, vous donnerez au Général de Gaulle le maximum d'autorité.

Une France nouvelle, forte et prospère, doit sortir de cette élection. Le sort du pays est entre vos mains.

Voter pour le candidat de l'Union pour la Nouvelle République, c'est voter pour le Général de Gaulle.

Votez donc Pierre Battesti !

PIERRE BATTESTI
Citoyen de Fontainebleau. — Directeur d'entreprise
Marié, 5 enfants. — Officier de réserve
Officier de la Légion d'Honneur. — Médaillé Militaire à titre exceptionnel
Croix de Guerre 1939-1945 et T. O. E. — Dix citations. — Trois blessures de guerre
Membre du Comité d'Entente des Anciens Combattants
Chargé de Mission du Général de Gaulle après la Libération en Allemagne, en Grèce et au Mexique

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS OUVRE
Industriel
Chevalier de la Légion d'Honneur
Conseiller Général de Seine-et-Marne

SEINE-ET-OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Claude LABBE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

A l'appel du Général de Gaulle vous avez voté oui pour le renouveau de la France dans le respect des institutions républicaines.

Par une large majorité qui a mis en fureur les dirigeants communistes, vous avez choisi le redressement de notre pays contre l'abandon, le désordre et la faillite.

Mais l'œuvre entreprise ne fait que commencer.

Il faut, à présent, assurer nos lendemains dans un esprit nouveau, avec des hommes sincères. C'est la dernière chance de la République ; c'est le seul espoir de la France.

Grâce à la détermination et à la sagesse de tous, le plus large regroupement a pu s'effectuer dans notre circonscription d'Argenteuil, Bezons et Sannois. Cet exemple de discipline affirme la volonté de ne plus revoir les divisions qui ont fait tant de mal à la France. Votre choix sera simple. Votre vote sera décisif.

Vous voterez Labbé, candidat de l'Union pour la Nouvelle République, pour amener demain à l'Assemblée ceux :

— qui ont vu clair en suivant une ligne de conduite nette et droite ;

— qui ont eu raison en ramenant au pouvoir le Général de Gaulle et en changeant la Constitution ;

— qui représentent l'avenir en apportant la garantie d'une France enviée, respectée, indépendante, puissance internationale de premier plan et centre d'une communauté de 85 millions d'hommes libres.

Pour le redressement de la France, nous voulons :

Sur le plan national

— La paix en Algérie et la conclusion d'un pacte entre tous les Français sur les bases précisées par le Général de Gaulle dans son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse ;

— l'instauration de la communauté avec les Pays de la France d'Outre-Mer ;

— la poursuite de la réforme de l'Etat dans le cadre de la nouvelle Constitution ;

— la simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales ;

— une politique étrangère faisant de la France un partenaire à part entière à la tête de l'Europe et non plus à la remorque de l'étranger ;

— une politique financière et monétaire saine et réaliste comprenant d'abord une réforme profonde de la fiscalité ;

— une politique hardie d'expansion économique comportant en priorité de développement de nos ressources modernes d'énergie (pétrole et atome) ;

— la lutte contre la récession et le sous-emploi par la relance constante de la production, des marchés extérieurs et de la consommation ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale et la fin de la « politique des châteaux » avec en revanche le développement des diverses prestations, notamment l'assurance vieillesse ;

— la promotion des salaires des ouvriers, employés et cadres par la participation des syndicats à l'élaboration au sein du Conseil Economique d'une véritable politique nationale ;

— la neutralité de l'école et la liberté de l'enseignement. Une plus large place à l'enseignement scientifique et technique ;

— l'aide massive à la jeunesse — espoir de la nouvelle République — qui réclame autre chose que des mots.

Sur le plan régional

— Un effort en faveur de la construction de logements — et surtout de logements à usage locatif — au profit des habitants de nos localités ;

— la mise en valeur de nos trois communes par un développement harmonieux des zones résidentielles, commerciales et industrielles dans le cadre d'un plan d'urbanisme réaliste. Par la recherche d'une juste mesure entre l'intérêt général et l'intérêt privé, éviter les spoliations et les expropriations abusives ;

— le développement des transports et particulièrement des transports de traverse et des services de nuit ;

— la lutte pour l'autonomie financière et la réforme administrative des communes, capitale pour l'avenir de nos « villes-dortoirs » où les ressources locales ne suffisent plus à assurer l'équipement de centres résidentiels en plein développement.

Pour faire triompher le programme de ceux qui veulent construire dans l'union de tous les Français :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle « à travers toutes les vicissitudes ».

Votez pour un candidat qui s'engage clairement à remplir son mandat dans l'honneur et l'objectivité en s'abstenant de toute surenchère, prétention ou agitation partisane.

Votez dans l'union ;
votez pour la Nouvelle République ;
votez Claude Labbé.

Claude LABBE

Inspecteur à Air France
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance
Conseiller Municipal d'Argenteuil. — Né à Argenteuil. — 38 ans

Remplaçant éventuel :

Michel TENOT

Ingénieur
Chevalier du Mérite Militaire
Maire-Adjoint de Sannois

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Electrices, Electeurs,

Dimanche dernier vous avez affirmé votre volonté de renouveau. Une majorité nationale s'est dégagée.

Du fond du cœur je vous remercie de cette confiance de ce magnifique soutien au Général de Gaulle pour l'union des français de toute tendance et pour le redressement de la France.

Avec vous tous ensemble, dimanche 30 novembre, nous devons transformer ce succès en victoire éclatante.

De toutes mes forces je vous conjure de manifester sans aucune abstention votre choix entre la Ve République française, puissante, libre, unie, indépendante et le régime totalitaire aux ordres de Moscou.

Grâce à votre esprit civique qui a déjà permis une large union au premier tour vous saurez déjouer les manœuvres de dernière heure et faire échec aux tentatives de division.

Hier chacun pouvait s'interroger sur le sens de ces élections. Aujourd'hui il n'y a plus d'hésitation possible : un immense courant national doit dominer les rivalités partisanes et prouver au Monde que le Général de Gaulle est soutenu par un mouvement populaire irrésistible. Chacun maintenant doit prendre ses responsabilités.

Chaque vote compte... Chaque voix engage l'avenir.

Votez dans l'union !
Votez pour la Nouvelle République !
Votez français d'abord !
Votez pour toutes nos libertés !
Votez Claude Labbé

Votez pour un candidat connaissant bien les problèmes locaux

Né à Argenteuil, Claude Labbé a commencé ses études à l'école communale rue de l'Abbé-Fleury. Il a toujours résidé dans la commune. Conseiller Municipal d'Argenteuil depuis 1947, il n'a cessé de travailler dans l'intérêt de la population laborieuse en faisant, quand il le fallait, abstraction de ses convictions politiques pour mieux servir l'intérêt général.

Votez pour un candidat qui n'a jamais vécu de la politique

Professeur d'anglais, puis journaliste, Claude Labbé entre à Air-France en 1948. Il occupe actuellement dans les cadres de la grande compagnie nationale le poste d'inspecteur chargé des questions européennes.

Votez pour un candidat dynamique

Le pays a besoin d'hommes nouveaux, actifs et efficaces. Agé de 38 ans, Claude Labbé saura défendre les intérêts nationaux et régionaux dans un autre esprit que celui du « système » et des « sortants ».

Votez pour un candidat républicain au passé clair et qui n'a jamais changé d'opinion

Membre fondateur de l'Union Démocratique et Socialiste da la Résistance au lendemain de la Libération, élu conseiller municipal en 1947 sur la liste d'union présentée par le Rassemblement du Peuple Français, puis inscrit au groupe des Républicains Sociaux, Claude Labbé n'a jamais varié dans son action de soutien à l'esprit de la Résistance et à la politique du général de Gaulle. Aujourd'hui, à l'U.N.R., il a rejoint ceux qui veulent œuvrer dans un grand parti du centre afin d'assurer la stabilité de la démocratie française.

VOTEZ POUR UN CANDIDAT QUI A PROUVE SA FIDÉLITÉ AU GÉNÉRAL DE GAULLE ET SON DÉVOUEMENT A LA FRANCE

Aspirant des chars en 1940, puis membre des réseaux de la France Combattante, il est à Libération, l'un des responsables du M.L.N., membre du Comité local de Libération. Avec les F.F.I. et les forces alliées il participe à la libération d'Argenteuil et de Sannois. Croix de guerre 1939-1945 avec citations, il a été décoré par le général de Gaulle de la médaille de la Résistance.

Son frère héroïque combattant de la bataille de jun 1940, trois fois évadé, déporté, est mort pour la France à Mauthausen.

Votez pour la nouvelle République.
Votez Claude Labbé.
Votez U.N.R.

CLAUDE LABBE
Inspecteur à Air France
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance
Conseiller Municipal d'Argenteuil. — Né à Aargenteuil. — 38 ans

Remplaçant éventuel :

MICHEL TENOT
Ingénieur
Chevalier du Mérite Militaire
Maire-Adjoint de Sannois

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel JAMOT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1er CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electrices, Electeurs,

Vous avez, par votre vote massif du 28 septembre, approuvé les institions de la nouvelle République présentées par le Général de Gaulle et indiqué d'une façon formelle votre volonté de changement et de renouveau.

Mais il ne suffit pas de dire oui à la nouvelle Constitution et à celui qui a sauvé le pays à un des moments les plus tragiques de son histoire, pour que tout soit immédiatement changé et rentre dans l'ordre.

Vous n'avez accompli qu'une partie de votre devoir de Citoyen et de Français, il s'agit maintenant de compléter et consolider votre oui en envoyant au Parlement les hommes capables de défendre et de suivre la ligne que vous avez vous-mêmes tracée en approuvant à une majorité écrasante cette nouvelle Constitution.

L'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée, pour être menée à bien il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux. Il faut avant tout des hommes qui ne ramèneront pas à la Chambre les habitudes et les mœurs politiques de la quatrième, ni le jeu dangereux et mesquin des partis.

N'oubliez pas ce qu'a dit le Général de Gaulle : « Ce oui ne vaudra que par les hommes qui l'utiliseront ».

Le scrutin actuel répond au vœu profond des électeurs désireux de connaître leur député,

d'en finir avec l'anonymat et l'irresponsabilité des élus... Ils veulent aussi, la période électorale terminée, garder un contact régulier et familier avec celui-ci.

De plus, le département de Seine-et-Oise, particulièrement difficile à gérer, demande des administrateurs connaissant les problèmes des régions qu'ils doivent représenter.

Qui répond mieux à toutes ces conditions qu'un Maire ou un Conseiller général ?

Habitant la région depuis vingt-cinq ans,

Maire depuis douze ans,

Conseiller général depuis sept ans,

Je connais tous les problèmes qui peuvent se poser dans la circonscription.

Président de l'amicale des Maire de la région depuis onze ans, les réunions d'études que nous avons régulièrement, mes collèguues et moi, ne me laissent rien ignorer des besoins de cette partie du département, tant pour les adductions d'eau, assainissement, logements, transports, ou écoles, tous problèmes auquel je me suis attaché et dont beaucoup sont résolus ou en voie de réalisation,

Président de la S.E.M.I.B.O. (société officielle de construction), j'ai fait déjà construire plus de deux mille logements dans la région.

De plus, l'œuvre accomplie dans mon canton ces dernières années est une garantie pour les électeurs de la circonscription qui ne me connaissent pas encore.

De même, mon travail au Conseil général en tant que Président de la Commission d'Assistance m'a, pendant de nombreuses années, non seulement permis de connaître les multiples et dramatiques problèmes des départements « dortoirs » à population très dense, mais aussi, dans bien des cas, d'en trouver le remède. (Maternités, crèches, hôpitaux, maisons d'accueil pour l'enfance déficiente, ou abandonnée, cantines scolaires, colonies de vacances, maisons de retraites, asiles.)

Les possibilités accrues, que donnerait un mandat de parlementaire, me permettraient d'apporter à ma circonscription tout ce dont elle a besoin sur le plan social.

Sur le plan national et international, je ne peux avoir d'autre programme que le soutien de l'action du Général de Gaulle, de celui qui en six mois a su remplacer l'angoisse par la confiance, régler la tragique affaire algérienne, rétablir l'ordre à l'intérieur, rendre au pays son prestige à l'extérieur.

Je tiens par ma canditature d'union nationale, à donner l'exemple de l'unité et de l'union sans lesquels un pays ne peut rester un grand pays.

N'oubliez pas que vous devez venir voter avec autant d'enthousiasme et aussi nombreux que le 28 septembre.

Votre candidat — candidat national — doit passer au premier tour.

Une entente des partisans du non au deuxième tour risque de fausser le scrutin et de trahir votre volonté.

Mon suppléant sera M. Varlet, conseiller municipal et ancien Maire de Houilles, bien connu pour sa loyauté, sa haute valeur morale et ses idées sociales.

Votez pour une nouvelle République.
Votez pour un homme nouveau.
Qui a fait ses preuves en tant qu'administrateur.
Votez Michel Jamot.

MICHEL JAMOT

Maire du Mèsnil-le-Roi. — Vice Président du Conseil Général
Président du Syndicat d'Assainissement de la région Sartrouville-Maisons-Lafitte
Président de la Colonie de vacances « Beauséjour » Châtellaillon
Président du Syndicat du Personnel des Collectivités Locales
Président de la Commission Paritaire Départementale
Membre de la Commission Paritaire Nationale
Président de la S.E.M.I.B.O. (Société Officielle de Constructions)

Suppléant :

HENRI VARLET

Conseiller Municipal. — Ancien Maire de Houilles

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electrices, Electeurs,

La France entière, dans un courant irrésistible, vient d'affirmer sa volonté de renouveau et de stabilité.

Dans presque toutes les circonscriptions, l'U.N.R. vient en tête malgré la multiplicité des candidatures et la création de partis aux origines incertaines destinés à faire naître la confusion dans l'esprit de chaque Français.

L'instinct profond du pays et le bon sens des électeurs ont su démêler la vérité. Chacun a compris que voter U.N.R., c'était voter de Gaulle, c'était voter pour soutenir l'action nationale du Général de Gaulle.

C'est la raison pour laquelle je suis arrivé en tête de tous les candidats dès le premier tour de scrutin, avec plus de 9.000 voix d'avance sur ceux qui, comme moi-même, se sont opposés au candidat communiste.

Investi par cette confiance, j'ai le devoir de faire un vibrant appel pour que les Electeurs et les Electrices de notre circonscription prennent conscience de la chance unique qui s'offre à eux de participer au Relèvement National.

Des candidatures de division persistent. Elle ne peuvent qu'aboutir au succès du candidat communiste.

Sans esprit partisan, avec la ferme volonté, si je suis élu, de marquer par mon action de tous les jours, ma foi inébranlable dans un renouveau national, et dans les destinées de notre pays sous la direction du chef prestigieux qu'il s'est donné, le Général de Gaulle.

Je vous demande de voter, dans l'Union pour la Nouvelle République pour Michel Jamot.

J'aurais voulu pouvoir finir ma campagne électorale comme je l'avais commencée, en évitant toute attaque personnelle sur mes adversaires politiques.

Les tractations et manœuvres dont la bassesse apparaît en dernière heure me forcent à mettre quelques vérités au point.

1° Je m'étonne que la discipline nationale qui joue dans toute la France ne semble pas pouvoir se réaliser dans notre deuxième circonscription.

Il est impossible de relever le pays et de changer les mœurs parlementaires si le mensonge et la cupidité restent la base des élections.

2° Pourquoi M. Guillemin a-t-il omis de dire aux électeurs qu'il avait été sur la liste Mendès-France en 1956 et que son suppléant, M. Mauprime, était le seul conseiller de Houilles à avoir donné son accord officiel à la protestation communiste contre les événements d'Alger.

Le choix de ce suppléant est la preuve flagrante que les dernières épreuves de la France n'ont pas été une leçon pour M. Guillemin et que son gaullisme n'est qu'un mendésisme camouflé.

3° Quant à M. Debray, lundi matin, il me demandait une somme considérable, devant témoin, pour m'apporter ses voix. C'est probablement ce qu'il appelle :

— Le «renouveau» des institutions et la «fidélité» à... ses intérêts personnels.

Je n'ai pas cédé à ce chantage et j'ai appris avec satisfaction le désaveu qui vient de lui être infligé par ceux dont il prétend se réclamer.

Michel JAMOT
Maire du Mesnil-le-Roi. — Vice Président du Conseil Général
Président du Syndicat d'Assainissement de la région Sartrouville-Maisons-Laffite
Président de la Colonie de vacances « Beauséjour » Châtellaillon
Président du Syndicat du Personnel des Collectivités Locales
Président de la Commission Paritaire Départementale
Membre de la Commission Paritaire Nationale
Président de la S.E.M.I.B.O. (Société Officielle de Constructions)

Suppléant :

Henri VARLET
Conseiller Municipal. — Ancien Maire de Houilles

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Paul PALEWSKI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Michel Debré, Edmond Michelet.

présentent :

JEAN-PAUL PALEWSKI

Marié à Saint-Germain-en-Laye avec Mlle Anne-Marie Fouchet. — Domicilié à Louveciennes depuis 1930
6 enfants
Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire
Croix de Guerre, 6 citations. Interné et Médaillé de la Résistance
Combattant volontaire des deux guerres
Ancien élève de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr (Promotion 1916-1917)
Commandant-Adjoint du 7e arrondissement de Paris à la Libération
Lieutenant-Colonel de Réserve d'Infanterie
Ancien député de Seine-et-Oise
Docteur en Droit
Avocat à la Cour
Membre du Conseil supérieur de la Recherche Scientifique
Conseiller Technique du Comité d'Aménagement de la Région Parisienne

Suppléant :

GEORGES FOURNIER
Ingénieur agricole (Grignon)
Ancien Français libre. — Commandant de Réserve parachutiste
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre, 5 citations. Military Cross

Bâtisseurs de la nouvelle République, ils ont combattu loyalement pour que ça change !

⁂

En approuvant la nouvelle Constitution, vous avez manifesté votre volonté :

— de mettre fin à un système politique d'instabilité et d'incohérence ;
— de donner aux pouvoirs publics l'autorité et la stabilité ;
— d'établir avec les peuples d'outre-mer une communauté fondée sur une libre association.

Pour mettre en œuvre le renouveau français ainsi amorcé, il faut :

— des hommes, compétents, loyaux et désintéressés, dont le passé est garant de l'avenir et dignes de vous représenter ;
— un programme, pour soutenir fidèlement l'action du chef du Gouvernement.

SUR LE PLAN NATIONAL :

Barrer la route au communisme.

En Algérie, soutenir vigoureusement la politique libérale du Gouvernement actuel, seule capable d'y ramener la Paix dans le respect de la personnalité de l'Algérie, en étroite association avec la France. Le parti communiste, en Algérie comme en métropole, serait le seul bénéficiaire d'une politique d'abandon.

En Europe, construire une large communauté, libre et forte, pour réduire le danger communiste et en même temps élever le niveau de vie et la force économique de chaque pays.

Dans le monde, consolider le prestige que la France a retrouvé grâce à son redressement spectaculaire.

Action économique :

— Réformer la gestion des services publics par la décentralisation et une modernisation accrue avec le concours du personnel.

— Parvenir à l'équilibre budgétaire par une réduction des dépenses improductives.

— Poursuivre l'effort de stabilisation du franc et la lutte contre l'inflation.

— Favoriser la libre entreprise dans les limites légales actuellement déterminées.

— Faire obstacle au dirigisme tracassier et paralysant pour l'initiative individuelle.

Action sociale :

— Garantir le plein emploi et l'élévation du pouvoir d'achat par une politique d'investissements et d'expansion économique.

— Faire bénéficier les travailleurs des progrès de la productivité.

— Assurer la promotion ouvrière.

— Instituer un système négocié d'assurance-chomage.

— Améliorer les retraites-vieillesse pour assurer aux vieux travailleurs une vie décente.

— Promouvoir la démocratisation d'un enseignement adapté au monde moderne dans le respect du libre choix des familles et du pluralisme scolaire; assurer un niveau de vie convenable à tous les enseignants.

— Accueillir une jeunesse de nouveau nombreuse par l'institution d'un Ministère de la jeunesse, laissant aux mouvement de jeunesse toute la liberté qui leur est nécessaire, la création sur tout le territoire de maisons de jeunes, l'octroi aux jeunes de prêts d'établissement et d'équipement, la revalorisation des allocations familiales.

— Une réforme fiscale profonde s'impose pour assurer le libre jeu des initiatives individuelles, qu'il s'agisse de l'artisanat, du commerce ou de l'industrie.

— Offrir aux petits commerçants la possibilité de s'organiser selon leurs besoins en usant de circuits commerciaux améliorés.

Dans notre circonscription :

— Accélérer la construction, en l'insérant dans un plan d'aménagement tenant compte des impératifs de l'urbanisme moderne (protection des espaces verts, centres commerciaux accessibles, alimentation en eau...); détruire les taudis et développer l'accession à la propriété par la méthode des prêts de longue durée aux salariés.

— Améliorer le réseau local des transports.

— Réaliser l'équilibre rationnel des activités industrielles et agricoles et augmenter le revenu de l'agriculture par une juste politique de prix, d'élargissemeut des débouchés et de contrats à long terme.

— Développer le caractère touristique de notre circonscription, en faire bénéficier avant tout l'activité locale, développer les centres culturels et scientifiques existants, notamment à Saint-Germain-en-Laye et Rueil-Malmaison.

— Instaurer une solidarité financière effective entre toutes les communes, pour éviter que ne soient défavorisées, au profit de Paris, les communes de la région parisienne et pour que toutes les communes puissent faire face aux dépenses de modernisation et d'équipement qui s'imposent.

En face d'une administration par nature impersonnelle, le rôle de l'élu est de défendre vos droits et vos libertés.

Dans ce but, si vous me faites l'honneur de me désigner, je serai présent chaque semaine, dans une commune de la circonscription, pour entendre vos demandes et les faire aboutir.

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République

Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Michel Debré, Edmond Michelet

présentent :

JEAN-PAUL PALEWSKI

Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire
Croix de Guerre, 6 citations. Interné et Médaillé de la Résistance
Combattant volontaire des deux guerres
Ancien élève de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr (Promotion 1916-1917)
Commandant-Adjoint du 7e arrondissement de Paris à la Libération
Lieutenant-Colonel de Réserve d'Infanterie
Ancien député de Seine-et-Oise
Docteur en Droit
Avocat à la Cour
Membre du Conseil supérieur de la Recherche Scientifique
Conseiller Technique du Comité d'Aménagement de la Région Parisienne
6 enfants

Suppléant :

GEORGES FOURNIER

Ingénieur agricole (Grignon)
Ancien Français libre. — Commandant de Réserve parachutiste
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre, 5 citations. Military Cross

Bâtisseurs de la Nouvelle République, ils ont combattu loyalement pour que ça change !

Electrices, Electeurs,

En nous accordant 17.321 suffrages,

En nous plaçant largement en tête de tous les candidats :

— Vous avez affirmé votre volonté de soutenir la politique du général de Gaulle ;
— Vous nous avez désignés pour assumer cette tâche et la défense des intérêts de notre circonscription.

Nous vous en remercions chaleureusement. Nous nous montrerons dignes de votre confiance.

Partout, le communisme est en recul. Il faut transformer cette défaite en déroute.

Nous appelons toutes les électrices et tous les électeurs nationaux à bloquer leurs suffrages sur nos candidatures.

Ensemble, luttons

— Pour la paix en Algérie, dans la communauté française ;
— Pour une politique de grandeur et d'indépendance nationale ;
— Pour une politique sociale hardie ;
— Pour une réforme profonde de l'Administration et de la fiscalité ;
— Pour favoriser la libre entreprise ;
— Pour la défense des intérêts de notre circonscription :

— Protection contre les inondations ;
— Assainissement de la Seine ;
— Suppression des taudis.

Dimanche 30 novembre, tous les oui sur un seul nom.
Votez massivement J.-P. Palewski.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René LEDUC
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1er CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ...Ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée nationale.

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

*
* *

Attention !

Le Général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortirait l'anarchie ou la dictature.

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur

assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1. L'évolution de l'Algérie sur les bases et dans le cadre définis par Charles de Gaulle dans son discours de Constantine, et dans l'esprit de sa récente conférence de presse, lesquels ont pleinement et rapidement rendu à la France l'initiative aux yeux de l'opinion internationale.

2. L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3. La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, dans le sens d'une modernisation de leurs méthodes ; le regroupement à l'échelon régional des services techniques, l'ouverture de bureaux communs à toutes les administrations destinés à faciliter les rapports avec le public. La réforme de la justice par une simplification et une accélération des procédures la mettant à la portée de tous.

4. La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

5. Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6. Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;
— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées :
— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7. Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;
— la débudgétisation des investissements ;
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;
— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;
— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8. Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9. Une politique sociale donnant aux salariés au sein de l'entreprise le sentiment d'une plus complète appartenance à la vie de celle-ci, en les intéressant aux résultats de son activité, tout en laissant au capital les pouvoirs de direction commandés par sa connaissance de l'ensemble des problèmes.

10. Une réforme profonde de l'enseignement assurant rapidement à notre pays le nombre suffisant de chercheurs, de techniciens et d'ingénieurs que requiert notre monde moderne, donnant à tous les jeunes des chances égales d'accéder à l'enseignement supérieur.

Vous aiderez Charles de Gaulle.
En votant pour ceux qui n'ont d'autre but que de soutenir son action de redressement.
Vous voterez pour René Leduc.
Vous voterez pour l'U.N.R.

RENE LEDUC
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Médaille de la Résistance
Maire de Meudon depuis 1947
Vice-Président de l'Union Intertionale des Maires
Vive-Président de l'Union des Maires de Seine-et-Oise

Remplaçant éventuel :

ROBERT FERRAND
Chef de service financier de la société de raffinage Shell-Berre
Citoyen de Garches
Croix de Guerre 1939-1945
Officier du Mérite du Travail

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Par une imposante majorité (14.472 voix) malgré la multiplicité des candidatures, vous avez bien voulu m'accorder votre confiance et me désigner comme le candidat d'union nationale. Je vous en exprime mes plus vifs remerciements.

Ce résultat reflète nettement l'expresse volonté des électeurs de la circonscription d'envoyer au Parlement un administrateur qui a fait ses preuves, un homme dont la fidélité au Général de Gaulle ne saurait être discutée.

Pour répondre à certaines attaques tendancieuses, je précise à nouveau que j'ai toujours été opposé au collectivisme et au marxisme et que j'ai toujours été partisan et défenseur de la plus large liberté du choix de l'enseignement sous toutes ses formes.

J'adresse le plus pressant appel à tout le corps électoral pour qu'il confirme par un vote massif au 2e tour, la confiance qu'il vient de me témoigner.

Vous aiderez Charles de Gaulle en votant pour ceux qui n'ont d'autre but que de soutenir son action de redressement.

Vous voterez pour René Leduc.

Vous voterez pour l'U.N.R.

Nous faisons appel à votre civisme : pas d'abstentions.

RENE LEDUC
Commandeur de la Légion d'Honneur. — Médaille de la Résistance
Maire de Meudon depuis 1947
Vice-Président de l'Union Intertionale des Maires
Vive-Président de l'Union des Maires de Seine-et-Oise
Directeur commercial

Remplaçant éventuel :

ROBERT FERRAND
Chef de service financier de la société de raffinage Shell-Berre
Citoyen de Garches
Croix de Guerre 1939-1945
Officier du Mérite du Travail

M. Devèze, Conseiller Général du Centre National des Indépendants et Paysans nous adresse copie de l'affiche qu'il fait apposer.

« Je remercie les 7.825 électeurs qui le 23 novembre m'ont apporté leurs suffrages. Ils m'ont ainsi permis de maintenir le chiffre des voix que j'avais obtenues aux élections cantonales d'avril dernier.

« Je reste Conseiller Général de Seine-et-Oise et je m'efforcerai d'appliquer le programme régional que j'avais développé dans ma circulaire.

« C'est pourquoi je leur demande de reporter leurs voix dimanche prochain sur René Leduc, candidat de l'Union pour la Nouvelle République.

« *Signé :* Michel DEVÈZE. »

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André MIGNOT

(Candidat d'Union Nationale)

élu le 30 novembre 1958

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Plus de 43.000 d'entre vous ont le 28 septembre, dans la 5e circonscription, voté en faveur de la nouvelle Constitution, présentée par le Gouvernement du Général de Gaulle.

Votre victoire est aussi la mienne, car j'y ai contribué. Dès 1946, j'ai voté au Parlement contre l'ancienne Constitution ; j'en ai, depuis, demandé la réforme constamment avec les Indépendants ; j'ai coopéré à l'élaboration de la nouvelle comme membre du Comité consultatif constitutionnel et ai participé activement à la campagne du référendum.

Les partisans du oui, ne voulant pas se déjuger à deux mois de distance et perdre le fruit de leur victoire en se dissociant, doivent tous m'accorder leur suffrage, car l'union totale des oui, est faite sur mon nom dans cette circonscription.

J'ai reçu le soutien officiel du Centre National des Indépendants et Paysans (Pinay, Duchet), du Centre Républicain et du R.G.R. (Morice), de la Démocratie Chrétienne (Bidault). Je remercie l'U.N.R., le M.R.P. et le Parti Radical, dans un esprit d'union, de ne pas m'avoir opposé de candidat.

Mes deux adversaires qui représentent le non sont :

— Le communiste qui s'appuie dangeuresement sur certaines citadelles importantes (Saint-Cyr, Trappes, Guyancourt), qui ont cependant secoué le joug avec courage lors du référendum.

— Le socialiste S.F.I.O., dont la fédération départementale a pris position contre la Constitution.

Mes seuls concurrents dont certains n'ont aucune attache avec la région, sont tous candidats à titre individuel et font œuvre de diviseurs, sans donner aucune garantie d'une action passée, parce qu'ils n'en ont pas, et sont des inconnus.

A l'inverse d'autres, il ne s'agit pas pour moi de faire des promesses, il s'agit de continuer une œuvre que j'ai entreprise en accord avec vous :

L'HOMME POLITIQUE.

J'ai toujours été l'adversaire :

— de l'ancien système, qui a mené aux portes de la faillite.

— de l'étatisation qui se développe.

— de la lutte des classes qui ne profite à personne.

— de la pression et de l'injustice fiscale.

J'ai toujours défendu :

— toutes les libertés y compris celle de l'enseignement.

— la défense de l'Algérie française, dont le grave problème doit être résolu au lendemain des élections pour arrêter l'effusion de sang.

— le pacte atlantique, qui doit être une réalité.
— la construction de l'Europe au profit du pays le plus jeune qu'est la France.

J'ai toujours préconisé :

— la réforme constitutionnelle et électorale.
— la réforme administrative dans un cadre de décentralisation.
— la réforme fiscale dans un esprit de justice et de simplification.
— la stabilité des prix pour augmenter le pouvoir d'achat dans le cadre d'une expansion économique.
— la promotion ouvrière et une politique cohérente des salaires avec une aide matérielle compensant équitablement les charges familiales.

L'ÉLU LOCAL.

Depuis plus de dix ans je me bats pour défendre le département de Seine-et-Oise dont la situation est aussi critique qu'unique.

C'est pourquoi j'ai demandé le concours de mon ami, M. Guibert, maire d'une des plus importantes communes de la circonscription en voie de pleine extension.

Comme président de l'office départemental d'H.L.M., comme président de la caisse de prêts immobiliers et aussi comme maire d'une grande ville, vivant quotidiennement dans la réalité du drame, je suis convaincu que le problème du logement est capital ; il ne s'agit pas d'ailleurs d'abriter seulement des familles, il faut leur assurer une vie normale : locaux scolaires, centres sociaux, etc.

Comme président d'honneur de l'Union des maires de Seine-et-Oise, je connais parfaitement les besoins indispensables en équipement de nos petites communes malgré les difficultés de financement rencontrées.

Comme maire et Conseiller général, j'ai pu au Parlement être à l'origine de deux réformes qui rapportent annuellement des milliards à la Seine-et-Oise : la modification du taux de participation de l'Etat aux charges d'assistance et l'aide particulière aux communes dortoirs.

Pensez que la moitié de vos impôts, dont vous ne pouvez plus supporter d'augmentation, est fonction de cette politique départementale.

La seule promesse que je vous fais est de continuer à être votre défenseur comme je l'ai été depuis plus de dix ans, en dehors et au-dessus des fluctuations politiques.

Je poursuivrai également la tâche que j'ai assumée, en particulier à la Commission de la justice et de la législation, pour l'élaboration technique des textes législatifs.

Avec le Général de Gaulle,

Contre les adversaires de la V[e] République,

Contre le péril communniste qu'il faut vaincre dans notre circonscription,

Tous les nationaux doivent avec discipline bloquer leurs suffrages sur le candidat qui personnifie l'union totale.

ANDRE MIGNOT

Député-Maire de Versailles
Conseiller général de Seine-et-Oise
Président de l'Office Départemental d'H.L.M. de Seine-et Oise
Président de la Caisse Auxiliaire de Prêts Immobiliers Départementaux
Président d'Honneur de l'Union des Maires de Seine-et-Oise
Avocat au barreau de Versailles

Suppléant :

ANDRE GUIBERT

Maire de la Celle-Saint-Cloud
Architecte. — Expert près les Cours d'Appel de les Tribunaux
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Médaille de la Résistance
Officier d'Académie

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Vous avez dimanche consolidé la victoire de 28 septembre.

Ceux qui ont dit oui au référendum ont dit oui à ma candidature.

Merci aux 20.198 électeurs de la 5e circonscription, qui ont bien voulu me faire confiance et m'ont désigné sans discussion pour continuer à mener la lutte.

Merci à tous mes concitoyens de Versailles, qui, malgré huit candidats, ont marqué leur choix sur ma personne dans une proportion de 46 0/0, dont la progression par rapport aux élections municipales de 1953 (39 0/0), montre que la population a apprécié l'œuvre commune de mes amis et de moi-même.

De la même manière les électeurs du canton-nord (Versailles-Viroflay) ont été plus nombreux en ma faveur pu'au premier tour des élections au Conseil Général d'avril 1955 (42 0/0 au lieu de 29 0/0).

Merci aux électeurs du canton de Marly, qui m'ont donné dès le premier tour 48 0/0 de leurs voix.

Merci spécialement à ceux de la Celle-Saint-Cloud qui dans une proportion de 50 0/0 ont marqué leur confiance à l'équipe que j'ai formée avec mon ami M. Guibert, leur Maire.

Félicitations aux électeurs du canton-ouest et en particulier à ceux des citadelles rouges (Trappes, Saint-Cyr, Guyancourt) qui ont montré qu'une majorité nationale existe désormais dans leur cité. Ensemble et de concert, nous chasserons le parti communiste de ces mairies en mars aux élections municipales.

Grâce au concours de vous tous, ma posttion est considérablement renforcée. Je vais pouvoir ainsi poursuivre l'œuvre que j'ai entreprise en faveur des populations que je représente et cet heureux résultat me donnera les forces nécessaires pour continuer la lutte.

Mais pour assurer une victoire définitive et éclatante sur le candidat communiste qui me suit immédiatement, il faut dimanche prochain :

— Pour la Victoire finale ;

— Pour une représentation valable d'administrateurs avertis ;

— Pour l'Algérie Française ;

— Pour assurer l'œuvre de redressement amorcée par le Gouvernement du général de Gaulle ;

Voter massivement le 30 novembre pour :

ANDRE MIGNOT

Député-Maire de Versailles
Conseiller général de Seine-et-Oise

Suppléant :

ANDRE GUIBERT

Maire de la Celle-Saint-Cloud

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert WAGNER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée, Pour quelle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien systéme.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ... ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Vous ferez confiance à ces hommes.

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

Le Général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortirait l'anarchie ou la dictature.

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Dans le cadre de ce redressement, j'entends faire prévaloir les droits du département de Seine-et-Oise en ce qui concerne plus particulièrement les lourdes difficultés des « communes dortoirs » dans leurs finances communales et dans leurs équipements indispensables.

Je suis décidé à pousser activement à la construction de logements destinés aux mal logés et aux travailleurs de toutes catégories (jeunes ménages en particulier).

Je préconise une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs tels que :

— Promotion des salariés au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs,

— Modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements.

— Gestion stricte des derniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale.

— Aide massive à la jeunesse pour les développements sportifs et pour ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur aux jeunes issus de milieux ouvriers.

Hier massivement vous avez voté oui à la Nouvelle République.

Vous voterez demain pour :

— des hommes nouveaux
— des méthodes nouvelles
— dans un esprit nouveau

Je m'engage à soutenir entièrement l'action du Général de Gaulle dans son œuvre de Rénovation Nationale.

ROBERT WAGNER
Maire de Vélizy-Villacoublay

Remplaçant éventuel :

CLAUDE TISSOT
Inspecteur des Télécommunications P.T.T.
Né le 17 février 1923
Maire adjoint d'Orsay

Robert Wagner, marié, deux enfants, est né le 6 mars 1911 à Thann (Haut-Rhin).

Candidat d'Union présenté par l'U.N.R., il est ingénieur (Ecole polytechnique de Zurich) et officier de réserve (artillerie coloniale), membre permanent de la Commission départementale de sécurité de Seine-et-Oise.

Il a été élu maire de Vélizy-Villacoublay en 1953, sur une liste d'Union qui avait fait l'unanimité sur son nom. Depuis cette date, il a été dans sa commune l'animateur de la construction de plusieurs centaines de logements, de plusieurs groupes scolaires, et de nombreux grands travaux.

Connu et apprécié dans toute la région versaillaise pour ses activités techniques et sociales intercommunales (assainissement, alimentation en eau potable, défense des finances locales, etc.), il a prouvé par ses réalisations d'intérêt général qu'il connaissait parfaitement les problèmes d'une ville comme Versailles, aussi bien que ceux des communes du canton de Palaiseau.

Même ses adversaires politiques les plus acharnés reconnaissent son activité et son dévouement à l'intérêt général de la population.

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre, par un vote massif, vous avez désigné le candidat de l'U.N.R. pour défendre vos idées nationales et républicaines :

Je vous en remercie et suis heureux que vous ayez affirmé clairement votre ardent désir de voir se réaliser l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le Général de Gaulle.

Je remercie tout particulièrement la presque totalité des Maires des deux cantons d'avoir fait un appel pour éviter les abstentions au scrutin de dimanche prochain, afin de porter le maximum de suffrages sur le nom du candidat national le mieux placé au premier tour.

Je rends hommage à tous les candidats qui loyalement se sont désistés en ma faveur pour assurer une victoire complète au candidat de l'U.N.R.

Hier, à une forte majorité, vous avez voté pour le candidat de l'Union pour la Nouvelle République,

Dimanche prochain vous voterez massivement pour Robert Wagner, candidat d'Union Nationale.

Robert WAGNER
Maire de Vélizy-Villacoublay
Candidat d'Union Nationale
présenté par l'Union pour la Nouvelle République avec l'appui de tous les Nationaux

vous demande de confirmer votre OUI

Remplaçant éventuel :

Claude TISSOT
Inspecteur des Télécommunications P.T.T.
Maire adjoint d'Orsay

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean DROUOT-L'HERMINE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

L'Union pour la Nouvelle République

Secrétaire général : Jacques Soustelle

Union pour le renouveau français (Jacques Soustelle)
Républicains sociaux (Roger Frey)
Convention républicaine (Léon Delbecque)
Action civique pour le referendum (Chaban-Delmas)
Action ouvrière (Colonel Duperrier)
Amicale action (Jarot)

présente le seul candidat d'union :

Jean DROUOT-L'HERMINE
Officier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Médaille de la Résistance du 21 mai 1943
Croix de Guerre, 6 citations. — Distinguished Service Order
Blessé de Guerre
Ingénieur
Père de famille. — 4 enfants
Lieutenant-Colonel de réserve de l'Armée de l'Air

ayant réuni sur son nom l'unanimité des Partis nationaux suivants :

— *Le Centre National des Indépendants et Paysans (C.N.I.P.)* (Président Antoine Pinay - Secrétaire Général Duchet).

— *Le Centre Républicain* (Président M. Morice - Secrétaire Général B. Lafay).

— *Le Rassemblement des Gauches Républicaines (R.G.R.)* (Président Edgar Faure - Secrétaire Général J.-P. David).

— *La Démocratie Chrétienne* (Président Georges Bidault).

— *Le Mouvement Républicain Populaire* (Président M. Pflimlin - Secrétaire Général M. Simonnet).

— *Le Mouvement du 13 mai* (Président Jacques Antériou).

qui ont tous estimé que Drouot L'Hermine était réellement et indiscutablement l'homme qui leur donnait toutes les garanties de moralité, de droiture et de patriotisme nécessaires pour

que le oui du 28 septembre se traduise dans les faits par l'envoi au Parlement de législateurs valables et capables de mettre en place derrière Charles de Gaulle, les Institutions de la Vᵉ République.

POUR UN AVENIR MEILLEUR

Vous avez voté « oui »,

— parce que vous souhaitiez que « cela change », que vous vouliez éliminer la corruption, la malhonnêteté, les combines qui avaient amené la nation au bord du gouffre,

— parce que vous aviez conscience que la décadence française allait permettre au Parti Communiste d'instaurer chez nous une dictature semblable à celle de l'U.R.S.S., la plus sanguinaire de tous les temps,

— parce que vous estimiez que les événements de mai et l'arrivée au gouvernement du général de Gaulle marquaient l'arrêt de cette décadence et redonnaient espoir et confiance à la nation.

Vous voulez aller de l'avant,

— vous voulez que, derrière le général de Gaulle, la France retrouve sa grandeur, que dans l'Europe unie, elle défende les valeurs d'une civilisation humaine contre le communisme international,

— vous désirez que les réformes indispensables à la vie d'une grande nation dans le monde moderne soient faites,

— vous souhaitez que des structures économiques améliorées, une fiscalité honnête, une véritable justice sociale permettent à chacun, dans une France en plein essor, d'occuper la place qui lui revient dans la nation,

— vous exigez que la jeunesse de France puisse regarder vers l'avenir sans inquiétude,

— vous estimez que la province Algérie-Sahara doit s'intégrer humainement et totalement à la France pour laquelle elle a versé son sang et qu'elle a librement et définitivement choisie le 28 septembre,

— vous estimez aussi qu'une véritable communauté doit être construite avec les territoires d'Outre-Mer qui, de la même façon, ont marqué le 28 septembre leur volonté de rester attachés à la France.

Honneur et honnêteté, vertus civiques profondes du peuple de France, doivent être à la base de la vie politique de la nation.

Soyez logiques, prenez vos responsabilités, en votant pour :

Jean DROUOT-L'HERMINE
Compagnon de la Libération

Vous mandaterez à l'Assemblée un homme qui s'engage à défendre votre programme, fier de la confiance que vous lui avez accordée,

et qui est fermement décidé à servir une fois de plus la France, avec le général de Gaulle dont il se glorifie d'avoir été sous les ordres dès 1940.

La France est vivante et jeune. Elle doit aller de l'avant !

Votez pour celui qui dès avant le premier tour a su faire l'union.

Votez honnête - votez propre - votez Français.

Votez Jean DROUOT-L'HERMINE

Remplaçant éventuel :

Louis MALASSIGNE
Officier d'Académie. — Médaille d'or
Education physique. — Cadre Administratif
Maire de Triel
Père de famille. — 5 enfants

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Aux électrices et électeurs de la 7e de Versailles,

D'abord, et avant tout merci.

Merci pour la confiance spontanée que vous avez accordée à celui que vous ne connaissiez pas ou que vous connaissiez peu.

Oui, merci pour la confiance que vous avez renouvelée à travers ma modeste personne à Charles de Gaulle, car s'il ne s'était pas agi, avant tout et par-dessus tout, de cette confiance, je n'aurais pas recueilli 12.683 voix le 23 novembre, me plaçant en tête des huit candidats, battant le candidat de Moscou de 2.500 voix, malgré la division regrettable des Français.

Oublions ce qu'il y eut de désagréable, pour ne pas dire plus, dans la campagne qui est terminée.

C'est vous, les électeurs qui avez arbitré et choisi.

Vous m'avez, sans discussion, confié la responsabilité d'être votre élu, j'en suis très fier, pour moi, bien sûr, mais encore beaucoup plus pour ce que j'ai la prétention de représenter.

Aussi, je vous demande, en échange des charges que vous me confiez, et que j'assurerai avec joie, de faire dimanche prochain en sorte que, unis entre Français qui veulent que la France soit la France, le communisme ne soit pas seulement battu, mais écrasé dans notre circonscription afin que l'on se débarrasse, une fois pour toutes, de l'hypothèque qu'il fait peser lourdement sur la vie de la Nation.

En votant massivement sur mon nom, vous affirmerez votre désir de voir l'espoir du « oui » se transformer dans les faits, pour la Ve République française, dans l'honneur et par la victoire.

JEAN DROUOT-L'HERMINE
Compagnon de la Libération

Suppléant éventuel :

LOUIS MALASSIGNE
Maire de Triel

Résultats du 23 novembre :

Inscrits : 57.747 — Votants : 44.323 — Exprimés : 43.154

Drouot-L'Hermine, U.N.R.	12.683
Ermery, communiste	9.939
Jollivet, régional	8.259
Gilbert, socialiste S.F.I.O.	5.250
Valigny, renouveau et fidélité	2.638
Sorbier, radical-socialiste U.F.D.	2.300
Couturaud, poujadiste, député sortant	1.291
Albert, cadres de France	794

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Yves DE KERVEGUEN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Electrices, Electeurs,

Les élections législatives revêtent une importance capitale et vont déterminer pour longtemps l'orientation de l'avenir de notre Pays.

Le sursaut national du 13 mai, l'appel d'une armée craignant d'être trahie sans avoir été battue, le oui massif des Français au général de Gaulle ont fait naître un immense espoir.

Vous avez tous senti qu'une chance unique de redressement s'offre à la France. Nous avons tous compris que seul un changement radical de nos mœurs politiques peut faire de cet espoir une réalité.

Je me présente à vos suffrages dans la circonscription où j'habite depuis mon enfance. Conseiller général de mon canton, Maire de mon village, n'ayant jamais été mêlé à aucune campagne politique, j'ai mission de vous demander votre concours, dans l'Union pour la Nouvelle République pour que le redressement amorcé. soit poursuivi et que, dans le cadre des institutions nouvelles, l'action nationale du général de Gaulle soit soutenue par le plus grand nombre d'entre vous dans les cantons de Pontoise, Marines et l'Isle-Adam, et sur le plan parlementaire par une majorité efficace et résolue.

J'ai le respect de mes adversaires, mais j'ai aussi le souci de la vérité.

Combien d'entres vous se souviennent encore des assemblées de 1945 et de 1946 qui furent dominées par l'écrasante majorité de 160 communistes, de 142 S.F.I.O. et de 152 M.R.P.

Leur hostilité sourde au général de Gaulle fut à l'origine de son départ en 1946. Il est facile à chacun de nous, et beaucoup de nous furent trompés, de mesurer les vicissitudes de notre Pays depuis cette date jusqu'au 19 mai dernier où, devant 1.000 journalistes accourus pour l'entendre au Palais d'Orsay, le général de Gaulle déclara :

« Ce qui se passe en ce moment en Afrique par rapport à la Métropole, et dans la Métropole par rapport à l'Algérie, peut conduire à une crise nationale extrêmement grave...

« Ce peut être aussi le début d'une espèce de résurrection »,

Cette résurrection ne saurait s'accommoder de compromis dans le style de la IVe République. Vous devez exiger des hommes nouveaux.

Or, par une coïncidence curieuse, MM. Alliot, Ducher et Chauvin se retrouvent aujourd'hui candidats, comme en 1945, comme en 1946, sous les étiquettes du parti communste, de la S.F.I.O., ou du M.R.P. camouflé sous une appellation d'action locale ou régionale.

Méfiez-vous des étiquettes qui recouvrent de vieux flacons.

Soyez assurés que si vous remettez les mêmes partis en place, l'Assemblée Nationale détruira bien vite le miracle du 28 septembre dernier.

Dans cette première circulaire électorale, je laisse à d'autres le soin de développer les programmes miraculeux et préfabriqués par les partis qui, depuis 1946, ont amputé notre malheureux franc des deux tiers de sa valeur, ruiné notre crédit à l'étranger, endetté notre pays au delà des limites permises, écœuré les travailleurs par une augmentation incessante du coût de la vie, découragé l'esprit d'entreprise par un fiscalité aberrante, trompé notre agriculture, humilié notre armée, plongé tant de vieillards dans la misère.

Si vous deviez juger les sortants ou leurs satellites sur les promesses démagogiques qu'ils vous ont faites, aucun d'entre eux ne retrouverait son siège à la Chambre des Députés.

Je me refuse, quant à moi, à vous promettre autre chose qu'une action incessante pour que nous retrouvions notre fierté d'être Français, l'espérance d'un avenir meilleur pour nos enfants, et avec Charles de Gaulle, seul capable de la faire aboutir, la paix en Algérie.

Votez pour une Nouvelle République,
Votez pour un homme nouveau,
Votez Yves de Kerveguen.

Yves DE KERVEGUEN
Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Maire de Vigny
Ancien engagé volontaire à la 2e D.B.

Remplaçant éventuel :

Louis LAMBERT
Chevalier de la Légion d'Honneur
Licencié en Droit. — Diplômé des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de l'Isle-Adam

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Electrices, Electeurs,

Un vote massif et chaleureux permet à nos trois cantons de Pontoise, l'Isle-Adam, et Marines de prendre place dans l'irrésistible mouvement qui secoue la France tout entière.

Je demande aux électrices et aux électeurs qui partagent avec moi la satisfaction du premier tour de scrutin de se faire les ardents propagandistes de la cause que nous voulons défendre.

Soucieux de mériter la confiance que tant d'aînés viennent de donner à un jeune

Conscient du témoignage que tant de jeunes viennent de donner à l'un d'entre eux.

Sans esprit partisan.

Faissant un pressant appel à l'esprit civique de chacun pour que le vote de dimanche soit un vote d'union nationale.

J'affirme ma volonté de marquer par mon action de tous les jours ma foi inébranlable dans un renouveau national et dans les destinées de notre Pays sous la direction du Chef prestigieux qu'il s'est donné, le général de Gaulle.

Vive la République !
Vive la France !

Yves DE KERVEGUEN
33 ans
Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Maire de Vigny
Ancien engagé volontaire à la 2e D.B.

Remplaçant éventuel :

Louis LAMBERT
Chevalier de la Légion d'Honneur
Licencié en Droit. — Diplômé des Sciences Politiques
Conseiller Municipal de l'Isle-Adam

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Robert BALLANGER
(Candidat du Parti Communiste Français)
élu le 30 novembre 1958
(I.)

1re CIRCULAIRE

Parti Communiste Français

ROBERT BALLANGER
Député sortant
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance
Présenté par les Sections Communistes du Canton d'Aulnay-sous-Bois

Un des organisateurs de la Résistance dans la France occupée.

Un homme dévoué à la classe ouvrière, au Peuple qu'il a toujours servi avec dévouement et désintéressement, et dont les compétences ont fait un parlementaire écouté au sein des Assemblées.

Electrices, Electeurs,

Moins de trois années se sont écoulées depuis les dernières élections législatives. Que d'événements depuis, de déceptions, de rancœur !

ESPOIRS DÉÇUS

Guy Mollet, Secrétaire général de la S.F.I.O. chargé de former le gouvernement après la victoire des gauches, refusait l'accord indispensable avec le Parti Communiste et ses 150 députés.

Il s'alliait avec la droite.

Dès lors, les promesses électorales furent oubliées, la guerre d'Algérie prit un nouveau départ. Seuls les communistes ont la conscience d'avoir respecté leurs engagements électoraux et d'avoir tout fait pour sortir la France de ses malheurs.

C'est lorsqu'ils étaient dans la majorité ou dans le Gouvernement que furent obtenus en 1936, puis au lendemain de la Libération d'importantes réalisations sociales : 40 heures, congés payés, Sécurité Sociale, Statut des Fonctionnaires, etc.

LES ÉVÉNEMENTS DE MAI 1958.

La poursuite de la guerre d'Algérie, la soumission à la réaction, la complicité d'hommes comme Robert Lacoste avec Soustelle et les généraux factieux, ont conduit aux événements de mai 1958. Malgré nos efforts, un coup sérieux a été porté à la République ; une Constitution autoritaire a été adoptée.

LES MÊMES PROBLÈMES ANGOISSANTS RESTENT POSÉS.

Mais si la Constitution a changé, les mêmes problèmes restent posés aussi angoissants pour l'avenir du pays.

La guerre d'Algérie continue, les salaires sont insuffisants, le coût de la vie augmente, le le chômage partiel ou total s'installe au foyer, il manque des écoles, des maîtres, des logements.

Pourquoi cela ?

Il ne peut en être autrement ; la présence d'un homme, fût-il jugé par certains comme « Providentiel » ne peut régler les problèmes concrets qui sont posés.

Tout dépend des décisions prises par le Gouvernement, le Parlement, des intérêts qu'ils défendent, de la politique qu'ils font.

Les responsables des malheurs de la France sont encore en place.

Guy Mollet, Pinay, Soustelle, Pflimlin, sont dans le gouvernement du général de Gaulle, les généraux factieux ont été récompensés, les hommes des banques : Pompidou, Couve de Murville, sont aux postes de commande pour continuer en l'accentuant une politique opposée aux intérêts de la masse du Peuple travailleur.

On veut lui faire payer les frais de la guerre et de la crise.

Pinay, Ministre des Finances, annonce que, pour payer la guerre d'Algérie, qui a déjà coûté 2.200 milliards et combler le déficit budgétaire il faut 700 milliards d'impôts nouveaux et réduire les crédits pour les œuvres de vie. En même temps, il indique son intention de diminuer les impôts des grandes sociétés capitalistes qui ont pourtant ces dernières années réalisé de fabuleux produits.

Une exigence impérative pour les petites gens : défendre leurs intérêts contre le grand capital.

Seul le socialisme mettra fin pour toujours à l'exploitation, aux crises et aux guerres, mais il est possible de réaliser dès maintenant, une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation. Pour cela, il faut une solide opposition communiste décidée, en s'appuyant sur l'action unie des travailleurs, à défendre pied à pied avec le souci de l'efficacité les intérêts de la population laborieuse.

Le Parti communiste français et ses élus au service du peuple.

Les communistes, tout en poursuivant l'action pour une révision démocratique de la Constitution lutteront pour les mesures suivantes :

— Augmentation des salaires et traitements, des retraites et des allocations familiales. Asurance-chômage aux frais du pratronat. Semaine de 40 heures sans diminution de salaire.

— Mesures en faveur des familles frappées par les réductions d'horaires (allocation-logement, moratoire des traites de crédit, etc.).

— Amélioration de l'aide aux Vieux travailleurs, suppression des tracasseries administratives pour l'application des lois d'assistance.

— Paix en Algérie par la négociation. Nous soutiendrons les efforts d'où qu'ils viennent pour arriver à ce résultat.

— Politique extérieure d'indépendance française et de paix.

— Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt frappant le grand capital et les profiteurs de guerre.

— Garantie de l'avenir de la Jeunesse. Equipement sportif du Canton.

— Défense de l'Ecole laïque.

— Construction de logements à loyer abordable et aide aux jeunes ménages.

— Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée.

Pour notre canton.

Construction du Lycée d'Aulnay, de Collèges techniques, travaux d'assainissement. Agrandissement de l'Hôpital Intercommunal d'Aulnay-sous-Bois. Réforme des finances locales pour en finir avec les patentes et les impôts mobiliers exorbitants en Seine-et-Oise.

Les Electeurs trouveront notre programme détaillé dans le numéro spécial de « l'Humanité-Dimanche ».

Pour défendre ce programme qui est le vôtre, nous proposons à vos suffrages :

ROBERT BALLANGER
Député sortant
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

et comme suppléant :

EUGENE LEMOIGN
Métallurgiste. — Militant de la Résistance
Maire de Blanc-Mesnil

Quels sont les autres candidats ?

La réaction présente M. Pirche, avocat parisien investi de la confiance de M. Bidault, de la Démocratie Chrétienne, de Soustelle, de l'U.N.R., de Duchet, Pinay, des Indépendants. C'est le symbole de la réaction et du fascisme !

Jean de Lipowski, candidat du faubourg St-Germain, aux variations politiques si nombreuses qu'il ne sait plus le soir ce qu'il était le matin ! Jeune République d'abord, puis mendessiste, puis U.D.S.R. de Mitterrand, maintenant Centre de Réforme Républicaine avec un suppléant très réactionnaire.

La S.F.I.O. propose M. Herbault, fidèle suivant de Guy Mollet, dans ses exercices de soumission à la réaction.

Puis des candidats de moindre envergure, à peu près inconnus.

Pour tous, c'est la politique du passé bien qu'ils se réclament du renouveau.

Travailleurs, démocrates, républicains, femmes, jeunes qui voulez une vie meilleure dans une France Libre et pacifique. Pour le retour des jeunes soldats d'Agérie, pour un véritable renouveau démocratique et national, votez et faites voter Robert Ballanger, candidat du Parti communiste français.

Comité de parrainage :

Mathilde Péri, Antoine Demusois, Députés.
Gilbert Berger, Conseiller général, Maire de Tremblay-lès-Gonesse.
Pierre Scohy et Maurice Niles, anciens Maires d'Aulnay-sous-Bois.
Bouteilat, ancien Maire de Sevran.
Heras, Maire-Adjoint de Blanc-Mesnil.

2e *CIRCULAIRE*

Parti communiste français

Electrices, Electeurs !

Dimanche dernier, 17.096 suffrages, plus de 37 0/0 du corps électoral, se sont portés sur le nom de Robert Ballanger, candidat du Parti communiste français.

Il dépasse ainsi de près de 8.000 voix ses adversaires les plus favorisés.

C'est une preuve de la confiance que portent à notre parti, à sa politique de vigilance et de fermeté républicaine les citoyennes et citoyens épris de progrès et de paix.

A toutes celles et tous ceux qui ont, par leur vote, été les artisans de ce succès, nous disons merci !

UN GRAVE DANGER NOUS MENACE

Cependant, dans l'ensemble du pays, une forte poussée réactionnaire s'est manifestée. La prochaine Assemblée Nationale risque d'être dominée par une majorité réactionnaire

d'ultras et de colonialistes ; elle sera renforcée par les 71 députés d'Algérie désignés par le général Massu et les Comités du Salut public.

Déjà Soustelle, l'homme du coup d'Etat du 13 Mai, pose sa candidature au poste de premier ministre !

Il faut organiser la riposte

Les événements de ces derniers mois ont troublés des millions de braves gens qui aspirent à un changement. Leur désillusion sera, hélas cruelle ! Des travailleurs, des petites gens, découragés par la division persistante des forces de gauche se sont réfugiés dans l'abstention.

Aujourd'hui la réaction, le fascisme, marquent des points ; le grand capital veut faire payer au peuple les frais de la guerre et de la crise !

Il faut que tous les républicains communistes, socialistes, radicaux, chrétiens, abstentionnistes d'hier, qui mesurent le danger fasciste, rassemblent leurs forces et bloquent au deuxième tour leurs voix sur le nom du candidat communiste.

Des tractations sont en cours entre divers candidats. Nous n'en connaissons pas encore (à l'heure où nous écrivons ces lignes), les résultats.

Cependant, il faut savoir que Lipkowski hier mendésiste, fait aujourd'hui des démarches pour obtenir l'investiture de Soustelle., de l'U.N.R. ! C'est le candidat des reniements !

Il dispute à Pirche les faveurs des éléments les plus réactionnaires et lui marchande ses voix.

Fernand Herbaut, candidat du parti socialiste ne peut espérer gagner que les voix réactionnaires qu'il sollicite.

Pour voter utile et efficace, les travailleurs socialistes se refuseront à mêler leurs bulletins avec ceux de la droite. Ils feront bloc contre le péril réactionnaire préparant ainsi le regroupement indispensable des forces de gauche.

Le seul candidat capable de faire triompher dimanche prochain un programme de renouveau démocratique et social c'est Robert Ballanger.

Pour la défense des revendications des travailleurs, ouvriers, fonctionnaires, employés, artisans, petits commerçants, tous menacés par le grand capital.

Pour la paix en Algérie, contre les ultras.

Pour la défense des Libertés et de la République, contre le fascisme

Assurez dimanche le succès de :

Robert BALLANGER

Député sortant

Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Candidat du Rassemblement des Républicains et des Laïques

Suppléant :

Eugene LEMOIGN

Maire de Blanc-Mesnil

Pas d'abstention. - Chaque voix compte.

Votez Robert Ballanger.

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Paul MAZURIER

(Candidat Socialiste S.F.I.O.)

élu le 30 novembre 1958

(S.)

1re CIRCULAIRE

Aux électrices, aux électeurs,

Au moment où les institutions nouvelles de la Ve République, définies par le texte constitutionnel soumis au référendum du 28 septembre et adopté à une très forte majorité par le peuple, vont être mises en place, et où la souveraineté populaire va s'exprimer par un vote libre, direct, égal et secret pour désigner les députés à l'Assemblée Nationale, le parti socialiste, qui garde fidèlement le titre de section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), s'adresse aux citoyens et aux citoyennes de la Métropole et de la Communauté pour éclairer leur choix, en leur rappelant ce qu'il est et ce qu'il veut.

Le parti socialiste se distingue des autres formations ou groupements politiques dans la mesure où il est une force démocratique organisée au service du travail et d'un idéal humain. Le solialisme est en effet tout à la fois une doctrine et une morale, qui veut libérer l'homme de toute les servitudes et lui permettre, dans le respect de sa personnalité, de s'épanouir et d'accéder aux libertés concrètes qui assurent la joie et la dignité de la vie.

Respectueux de toutes les croyances religieuses qui sont l'affaire de la conscience de chacun et qui ne peuvent s'harmoniser que par la laïcité des institutions de l'Etat, le parti socialiste entend unir tous les travailleurs de ce pays pour abolir les barrières de classes nées de l'hérédité ou de la fortune, pour supprimer les injustices sociales, et pour offrir dès le départ à chacun l'égalité de droits et de devoirs lui permettant de jouer sa chance dans la vie.

Le parti socialiste poursuit ainsi l'effort et prolonge l'enseignement dés plus illustres comme des plus obscurs de ses militants qui, en un siècle, ont modifié et transformé les conditions sociales de la production et de la répartition des richesses. Si l'on veut comparer les premières luttes ouvrières du XIXe siéle pour que le travail soit honoré, protégé, respecté, pour que le travailleur ne soit plus un esclave, que la femme et l'enfant ne soient plus les victimes d'un profit égoïste et sans scrupules, pour que l'instruction soit universelle, laïque et gratuite, les socialistes peuvent dire avec fierté, à ceux qui doutent de l'avenir, qu'aucun dévouement, qu'aucun sacrifice ne furent vains. Le recul du temps permet de s'en convaincre.

Les tâches socialistes, avec la civilisation industrielle moderne, sont sans doute différentes, mais elles puisent aux mêmes sources. La division ouvrière née de la scission de Tours s'est aggravée au fur et à mesure que l'expérience soviétique laissait apparaître son vrai visage, Les socialistes sont des hommes restés libres, tolerants, soucieux de progrès et de justice sociale; ils n'entendent user ni de la haine, ni du mensonge, ni du crime, pour instaurer une société nouvelle ; ils ne veulent pas compromettre l'idéal qui les anime en le souillant de désespoir, de tortures et de sang. C'est pourquoi ils ont sans cesse dénoncé avec courage et clairvoyance l'effroyable mystification dont est victime l'électorat communiste, abusé par une débauche de propagande haineuse et négative.

L'avenir ne se construit pas ainsi. Le parti socialiste rappelle qu'il s'est montré en toutes circonstances le défenseur des institutions républicaines, non qu'il lie son destin à telle ou telle constitution, mais parce que la démocratie représente un acquis indispensable pour l'acheminement vers le socialisme, et qu'il a toujours condamné les méthodes d'une dictature, d'un homme ou d'un parti unique. C'est pour préserver l'indépendance nationale, c'est pour assurer le libre fonctionnement de la République qu'il n'a pas hésité à participer aux responsabilités du pouvoir avec des formations politiques et des hommes quelquefois fort éloignés de ces conceptions doctrinales. Parfois même comme en 1936, avec Léon Blum, et en 1956 avec Guy Mollet, le parti socialiste a assumé courageusement, et en dépit de toutes les difficultés, la direction des affaires en ayant sans cesse le souci d'exprimer l'intérêt collectif de la nation

inséparable de la justice sociale. Il a offert au pays tout ce qui était possible, mais rien que ce qui était possible, en tenant compte de la période de transition historique que nous vivons.

Sur le plan municipal et départemental, comme aux plus hautes responsabilités de l'Etat, les socialistes sont des bâtisseurs, des réalisateurs, et non pas des utopistes confus, fanatiques ou sectaires. Grâce aux efforts de tous ses militants, le socialisme s'identifie chaque jour davantage à l'avenir d'une France nouvelle, réconciliée, libre et heureuse.

La vie nationale vient de franchir une nouvelle étape ; le pays à adopté une nouvelle Constitution. Sur son berceau planent sans doute des dangers, mais en élisant les représentants du parti socialiste, vous choisirez des hommes courageux, aptes à y faire face. Vous exprimerez ainsi, dans la fidélité à la tradition républicaine, votre volonté de faire vivre les institutions nouvelles, de les développer, et vous écarterez de votre vie quotidienne les risques du terrorisme, du fanatisme, de la dictature et de la guerre. Mais surtout vous manifesterez, par un acte de confiance, votre espoir en cette société nouvelle qu'un peuple entier attend.

Sur le plan départemental, vous choisirez ceux qui connaissent réellement vos besoins, ceux qui depuis des années luttent pour la défense des intérêts légitimes de notre département. Pour l'aménagement rationnel de l'ensemble de Seine-et-Oise. Pour une politique de la construction qui tienne compte des besoins, mais qui préserve également les intérêts légitimes de l'agriculture. Pour l'amélioration des transports, le développement des services hospitaliers. Pour la création d'écoles nouvelles, de collèges techniques. Pour la réalisation d'un véritable fonds interdépartemental de péréquation établissant l'égalité des charges entre les contribuables de Seine-et-Oise et de la région parisienne.

Vive la République !
Vive la liberté !

Vous voterez le 23 novembre pour

PAUL MAZURIER

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Officier de l'Instruction Publique
Victime civile de la guerre
Maire d'Arnouville-lès-Gonesse. — Conseiller Général
Président de la deuxième Commission du Conseil Général. — Délégué cantonal
Président du Syndicat du Croult et du Petit-Rosne
Secrétaire Général adjoint de l'Union des Maires de Seine-et-Oise
Membre du Comité de l'Association des Maires de France
Chef de Bureau

Remplaçant éventuel :

MICHEL POUECH

Employé S.N.C.F.
Secrétaire de la Section Socialiste de Goussainville
Membre de la C. A. de la Fédération de Seine-et-Oise

2e CIRCULAIRE

Aux Electrices, aux électeurs,

Oui, il faut choisir,
Oui, il faut prendre ses responsabilités,
Oui, il faut tenir ses engagements.

Répondant à l'appel de l'union des sections socialistes de la 10e circonscription, 7.736 électrices et électeurs ont accordé leur confiance à Paul Mazurier, candidat socialiste et d'union républicaine et nous les en remercions très sincèrement.

Placé par le suffrage universel nettement en tête des candidats républicains, le regroupement de toutes leurs voix doit permettre d'assurer son succès le dimanche 30 novembre 1958.

Une attitude contraire ne pourrait que favoriser la candidature du représentant du parti communiste. Il faut que chacun le comprenne et prenne toutes ses responsabilités.

Les nouvelles institutions doivent naître sous le signe de la loyauté, que ceux qui le clament partout en fassent la démonstration.

Pour la République,
Pour la Liberté,
Pour la Justice sociale,
Pour la Paix en Algérie et dans le Monde,
Pour le plein emploi, contre la récession économique,
Dans l'intérêt supérieur de la Seine-et-Oise,

Tous les républicains épris de justice sociale et de liberté, voteront le 30 novembre 1958, pour

PAUL MAZURIER

Chevalier de la Légion d'Honneur. — Officier de l'Instruction Publique
Victime civile de la guerre
Maire d'Arnouville-lès-Gonesse. — Conseiller Général
Président de la deuxième Commission du Conseil Général. — Délégué cantonal
Président du Syndicat du Croult et du Petit-Rosne
Secrétaire Général adjoint de l'Union des Maires de Seine-et-Oise
Membre du Comité de l'Association des Maires de France
Chef de Bureau
Candidat du Parti Socialiste et d'Union Républicaine

Remplaçant éventuel :

MICHEL POUECH

Employé S.N.C.F.
Secrétaire de la Section Socialiste de Goussainville
Membre de la C. A. de la Fédération de Seine-et-Oise

Vive la France !
Vive la République !
Vive la Seine-et-Oise !

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre PICARD
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

PIERRE PICARD

Candidat d'Union présenté par l'Union pour la Nouvelle République
soutenu par le Centre National des Indépendants,
la Démocratie Chrétienne, le Centre Républicain et le Mouvement Républicain Populaire

Suppléant :

ROBERT WEBER

Conseiller Municipal du Raincy. — Ancien Conseiller Général du Canton du Raincy
Cheminot. — Grand Mutilé
Médaille Militaire. — Médaille de la Résistance

Electeurs, Electrices,

Je me présente à vos suffrages sous le signe d'une double fidélité.

LA FIDÉLITÉ AU GAULLISME

Je n'ai jamais appartenu à aucun parti. Je n'ai jamais brigué le moindre mandat. Depuis dix huit ans, je n'ai cessé de suivre le général de Gaulle et de me battre pour ce qu'il incarne.

Chef de réseau de la France combattante de 1941 à 1944, chef de bataillon en 1945, attaché au Cabinet d'André Malraux en janvier 1946, je me suis retiré des affaires publiques lorsque le général de Gaulle a quitté le Gouvernement. En mars 1947, répondant à son nouvel appel, j'ai lancé le Rassemblement du Peuple Français en Seine-et-Oise, puis jusqu'en 1954, j'ai successivement assumé les fonctions de délégué aux Groupements sociaux et professionnels, de délégué régional, enfin de secrétaire général adjoint du Rassemblement.

De février 1956 à mai 1958, au nom du même idéal de la plus grande France, j'ai défendu notre Algérie en fondant et en dirigeant aux côtés de Jacques Soustelle, l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Ce grand mouvement s'enorgueillit aujourd'hui d'avoir contribué à la victoire en Algérie de la civilisation et de la fraternité, et d'avoir été à l'origine du sursaut national grâce auquel le général de Gaulle a pu nous rendre la vraie République.

C'est enfin et toujours comme un compagnon du général de Gaulle que je suis, aux côtés des Ministres Soustelle, Michelet et Debré, un des douze membres fondateurs du Comité central de l'Union pour la Nouvelle République.

La fidélité a l'amitié :

Depuis dix huit ans, j'appartiens à ce canton. Je lui suis attaché par les liens du cœur et ceux d'une présence constante. J'y situe mes souvenirs les plus chers : le souvenir de la Résistance pour laquelle tant d'hommes de chez nous qui furent mes amis ont sacrifié leur vie — le souvenir de 1945 où tant de mes compagnons de clandestinité demeurant dans ce canton m'ont fait l'honneur de me suivre et de servir volontairement sous mes ordres au 3e bataillon du 42e R. I. — le souvenir du combat civique que, depuis, nous avons mené ensemble contre les menaces de dictature communiste et l'esprit d'abandon et de capitulation du système.

N'est-ce pas au nom de cette confiance réciproque que 300 personnalités représentatives du canton du Raincy, réunies le 14 octobre dernier, m'ont demandé à l'unanimité de poser la première candidature de ma vie !

L'union :

Je me présente également sous le signe de l'Union. Plus encore qu'ailleurs elle est indispensable ici où l'on n'a eu que trop d'occasions de mesurer combien la désunion coûte cher, et quelles conséquences elle entraîne pour ceux qui en sont les artisans volontaires ou involontaires.

Les grandes formations nationales, soucieuses de ne pas répéter aujourd'hui les erreurs du régime des partis, se sont volontairement effacées devant ma candidature en se refusant à lui en opposer d'autres. Bien mieux, elles m'ont autorisé à faire état de leur soutien officiel.

Sachant donc quel est le candidat d'union et quels sont les candidats de division, c'est en pleine clarté que vous allez voter.

Le renouveau:

Je me présente enfin sous le signe du Renouveau.

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République. Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux. Ainsi s'opérera ou se complètera le grand redressement national qui doit se concrétiser par :

1. — Le retour de la paix totale dans une Algérie Française et fraternelle construite sur les bases économiques et sociales indiquées par le général de Gaulle dans le discours de Constantine.

2. — Le développement par l'organisation de pouvoirs communs réels d'une puissante communauté franco-africaine, chance unique pour le rayonnement et l'économie de notre pays ainsi que pour l'avenir des peuples qui nous sont unis.

3. — La poursuite de la réforme de l'État par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure.

4. — La simplification de la politique résolue par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application rigoureuse des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

5. — Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6. — Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressouces modernes d'énergie (pétrole, atome) ;
— un effort accru de productivité et de modernisation dans les entreprises libérées des servitudes qui pèsent sur elles, et mises à même de jouer avec succès un rôle compétitif dans les institutions européennes de demain ;
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants d'affronter toutes les concurrences.

7. — Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire;
— la débudgétisation des investissements;
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit;
— une simplification et une réforme profondes de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8. — Un effort sans précédent en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9. — Une politique sociale s'orientant vers des objectifs précis qui sont ;

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par leur intéressement à ses fruits qu'au niveau de l'État par la représentation des syndicats au sein du Conseil économique doté de pouvoirs accrus;
— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale;
— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse »;
— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'education achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle.

10. — Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus de milieux ouvriers.

Électeurs, Électrices,

Vous me connaissez. Vous connaissez mon ami Weber, Conseiller Municipal du Raincy, votre ancien Conseiller Général. Il a accepté d'être mon suppléant. J'en suis fier.
Le 7 septembre dernier, j'ai défendu le oui à la Radio et à la Télévision.

Le 23 novembre prochain, vous consoliderez votre oui massif :

— Contre les communistes, instruments d'une dictature étrangère et ennemis de leur propre pays;
— Contre ces hommes qui, trois jours encore avant l'investiture du général de Gaulle, manifestaient à la Bastille aux côtés des communistes pour s'opposer à son retour ;
— Contre les diviseurs, inconscients ou non, des voix nationales;

Pour la reconstruction civique et morale de la nation autour du Général de Gaulle

PIERRE PICARD
Ancien Chef de Réseau de la France Combattante
Secrétaire Général de l'Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française
Secrétaire Général de l'Union pour le Renouveau Français
Membre Fondateur du Comité Central de l'Union pour la Nouvelle République
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre (3 citations dont une à l'Ordre de l'Armée). — Médaille de la Résistance
Order Bristish Empire

2e CIRCULAIRE

APPEL

23.856 électeurs et électrices du canton du Raincy ont exprimé sur le nom de Pierre Picard, leur volonté de soutenir dans la stabilité et l'unité retrouvées l'œuve de redressement entreprise sur les plans politique, économique et social par le général de Gaulle.

Ils ont ainsi consolidé leur « oui » du 28 septembre et infligé au parti communiste, encore en tête dans ce canton lors de la dernière consultation électorale, une défaite dont il ne se relèvera pas.

A ces 23.856 électeurs et électrices, merci !

A eux tous, comme à ceux qui ont cru devoir voter autrement et à ceux qui se sont abstenus, nous lançons un appel fraternel pour qu'ils viennent tous ensemble dimanche prochain, en votant pour Pierre Picard, contribuer à parachever dans le canton du Raincy la victoire de la France.

Vive de Gaulle,
Vive le canton du Raincy,
Vive la République,
Vive la France, la plus grande France !

PIERRE PICARD
Candidat d'Union présenté par l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Suppléant :

ROBERT WEBER

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René RIBIERE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Electeurs, électrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit

menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien systéme et les anciens partis qui nous ont fait perdre l'Indochine, le Maroc, la Tunisie, et nous ont fait subir, de la part de nos propres alliés, tant d'humiliations, ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ; ils ne méritent plus votre confiance.

Que peut-on espérer de ceux qui ont fait fi des sacrifices de nos morts de la guerre de 1914-1918 et de ceux de 1939-1945 ?

Que peut-on attendre de ceux qui ont amputé le franc des deux tiers de sa valeur entre le 20 janvier 1946, date de départ du général de Gaulle, et le 1er juin 1958, date de son retour ?

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, Ministres et fidèles compagnons du général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, depuis onze ans n'ont cessé, de réclamer le retour au pouvoir du libérateur et la fin de l'ancien système.

Compagnon du génral de Gaulle depuis de nombreuses années, j'ai eu l'honneur et la fierté d'être appelé près de lui pour être son collaborateur direct à la Présidence du Conseil au moment où il a repris la direction du Pays. C'est pour l'aider dans son œuvre de rénovation nationale que j'ai décidé de me porter candidat aux élections législatives.

Puisqu'il a bien voulu m'honorer de sa confiance, je souhaite que vous m'apportiez votre concours pour que le redressement amorcé soit poursuivi et que, dans le cadre des nouvelles institutions, l'action nationale du général de Gaulle soit soutenue par une majorité parlementaire efficace et résolue.

Une telle action doit se concrétiser par :

1°) La paix retrouvée en Algérie, que seul Charles de Gaulle peut faire aboutir,

2°) La communauté des pays d'outre-mer,

3°) La poursuite de la réforme de l'Etat et de l'administration que nous voulons efficace et humaine par la décentralisation administrative et l'ouverture de bureaux de contacts et de renseignements communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

4°) Une politique étrangère faisant de la France au sein de ses alliances traditionnelles. un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

5°) Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources ;

— la modernistion de l'agriculture et la garantie du revenu agricole ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

6°) Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

7°) Un effort en faveur de la construction de logements, notamment à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir.

Et la protection des sites et des bonnes terres de culture en Seine-et-Oise.

8°) Une politiqee sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise, par le rôle accru donné

aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique doté de pouvoirs plus étendus, d'une véritable politique économique nationale ;

— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la sécurité sociale ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » et des allocations familiales, lié à l'essor de la production ;

— l'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

9°) Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titre à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux modestes de la population.

Si vous me faites confiance, je mettrai toute l'autorité dont je puis bénéficier à la disposition de chacun des habitants de ma circonscription que je défendrai contre l'injustice et l'arbitraire.

Je m'emploierai aussi à mettre fin à l'injustice fiscale qui frappe les contribuables de Seine-et-Oise, et à procurer aux communes-dortoirs et aux communes-champignons des cantons de Montmorency et de Taverny les crédits nécessaires à leur équipement et à leur harmonieux développement.

Votez pour une nouvelle République,
Votez pour un homme nouveau qui a fait ses preuves aux côtés du général de Gaulle, et n'a jamais varié dans ses convictions,
Votez René Ribière.

RENE RIBIERE
Croix de Guerre 1939-1945
Préfet, Chargé de mission au Cabinet du Général de Gaulle (juin-octobre 1958)

Remplaçant éventuel :

LOUIS CORTIER
Maire de Montmorency

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U.N.R.)

Electrices, Electeurs,

Je remercie les 20.101 d'entre vous qui m'ont accordé leurs suffrages le dimanche 23 novembre. Malgré les manœuvres de division et l'équivoque que certains ont cherché à créer, plus de 30 0/0 du Corps Electoral a, dès le premier tour, voté pour le candidat de l'U.N.R., prouvant ainsi avec éclat que les cantons de Montmorency et de Taverny entendaient participer avec enthousiasme au grand mouvement de Rénovation Nationale.

Vous avez su discerner ceux qui ont toujours été les véritables compagnons du général de Gaulle et rejeter les mauvais bergers qui se sont exclus eux-mêmes de la communauté nationale. La chute des suffrages communistes qui passent de 16.555 en janvier 1956 à 12.855 en novembre 1958 — soit une perte de 25 0/0 pour un nombre égal de votants — en apporte le témoignage indiscutable.

Vous avez également montré clairement votre défiance envers ceux qui, depuis treize ans, conduisaient la France à la catastrophe par leurs abandons et leurs compromissions.

Demain, un Gouvernement stable, étayé sur une majorité parlementaire composée d'hommes fidèles au général de Gaulle et dévoués à la Nation et à la République, conduira la France d'une main ferme et sûre vers un Destin digne d'Elle et de son Passé. Je vous demande, le 30 novembre, de parachever le grand mouvement que vous avez amorcé, et de voter massivement pour l'U.N.R.

Je prie instamment les bons Français et les bonnes Françaises de notre Circonscription d'oublier, comme je le fais moi-même, les divisions passées et les querelles stériles des sectes et des partis, pour assurer un succès éclatant au Candidat National placé en tête le 23 novembre par le Suffrage Universel ; vous affirmerez ainsi la volonté des cantons de Montmorency et de Taverny de se rassembler derrière le général de Gaulle contre la subversion communiste, pour une France forte et indépendante, et la sauvegarde de nos libertés.

Tous unis le 30 novembre,
Votez utile et national
Votez pour la Nouvelle République
Votez René Ribière

René RIBIERE
Croix de Guerre 1939-1945
Préfet, Chargé de mission au Cabinet du Général de Gaulle (juin-octobre 1958)

Remplaçant éventuel :

Louis CORTIER
Maire de Montmorency

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Armand CACHAT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Armand CACHAT
Elu Maire gaulliste en 1947. — Réélu Maire gaulliste en 1953
Elu Conseiller Général gaulliste en 1949. — Réélu Conseiller Général gaulliste en 1955
1er Vice-Président du Conseil Général depuis 1951
Ancien Officier de la Légion Etrangère. — Ancien Prisonnier de Guerre (1940-1945)
Chevalier de la Légion d'Honneur (faits de guerre). — Médaillé Militaire
Croix de Guerre 1939-1945 (2 palmes, 1 étoile). — Croix de Guerre T.O.E. (1 palme, 3 étoiles)
Croix du Combattant
Médaille des blessés. — Médaille Coloniale (Maroc-Sahara)
Chevalier du Ouissam-Alaouite
Médaille de la Paix Espagnole (Maroc 1925)
Candidat de l'U. N. R. (Union pour la Nouvelle République)
groupant toutes les Associations soutenant l'action du Général de Gaulle
(Soustelle, Debré, Michelet)

Pour que cela change

Hier vous avez voté massivement «oui» à la Nouvelle République.

Vous voterez demain pour des hommes nouveaux, des méthodes nouvelles, dans un esprit nouveau.

Cachat s'engage à soutenir l'action Nationale du Général de Gaulle.

Avec de Gaulle vous avez dit «oui».

Maintenant faites l'union pour la Nouvelle République.

Avec vous, elle enverra au Parlement des hommes qui s'engagent à garantir la République nouvelle que vous avez voulue.

Faites respecter votre oui

Electrices et Electeurs de la 13e Circonscription

Les élections législatives du 23 novembre 1958 ne seront que la confirmation de celles du Référendum du 28 septembre.

73 0/0 des électeurs de la 13e circonscription ont affirmé leur volonté pour que cela change et marqué leur confiance au Général de Gaulle en votant oui. Grâce à eux, la France a gagné. L'unité des Français s'est retrouvée. Mais elle leur impose maintenant le devoir de ne pas détruire cette unité enfin établie, et par-delà les querelles subalternes, faire en sorte que l'on puisse retrouver groupés, sur un même candidat, tous les bulletins qui ont voté «oui» le 28 septembre. Sinon, ce «oui» n'aurait aucune signification, il ne serait en réalité qu'un «non» au passé, alors qu'il doit être un «oui» à l'avenir. Ce «oui» à l'avenir a un nom : il s'appelle Charles de Gaulle. Mais faut-il encore pour que cet avenir soit lumineux, pour qu'il concrétise vraiment la grandeur de la France, que la prochaine Assemblée ne soit pas à l'image de la précédente qui ne s'illustrait que par des querelles mesquines de partis, et son incompétence à régler les problèmes vitaux de notre pays. Vous avez donc le devoir, électrices et électeurs, d'envoyer siéger à la Chambre des hommes neufs qui veulent voir le Général de Gaulle mettre en œuvre les institutions nouvelles exigées et approuvées à une immense majorité par la Communauté Française.

Dans la 13e circonscription, un seul et unique candidat, fidèle compagnon de toujours du général de Gaulle, peut être le symbole de votre volonté du 28 septembre. Faites abnégation de vos amitiés, quelle que soit la valeur de vos amis candidats. Ce n'est pas à votre cœur qu'il est fait appel, mais à votre raison. L'intérêt de la France doit passer avant l'intérêt particulier. Or, un seul et unique candidat est capable de battre les communistes, socialistes, S.F.I.O. qui ont voté et fait voter «non». C'est celui qui, par deux fois déjà, a fait mordre la poussière aux communistes lors des élections cantonales.

Par devoir, parce que vous aimez votre beau pays, parce que vous avez du sang français dans les veines, parce que votre élan patriotique du 28 septembre doit trouver sa consécration le 23 novembre, vous devez, en toute conscience, voter pour un homme qui, en votre nom, soutiendra de toutes ses forces l'action du Général de Gaulle.

Vous n'avez pas le droit de disperser vos voix.

Si vous voulez voter pour la France, c'est-à-dire pour le soutien du Général de Gaulle.

Tous les «oui», vous voterez sur un seul nom, celui de :

ARMAND CACHAT

1er Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Oise. — Maire de Montgeron

Remplaçant éventuel :

MARCEL SIEFFERT

Directeur de journal technique

2e CIRCULAIRE

U. N. R., Union pour la Nouvelle République

Résultats du 23 novembre 1958

Cachat (U.N.R.)	21.684
Duvernois (P.C.)	13.104
Métayer (S.F.I.O.)	6.857
Michel (M.R.P.)	4.240
Aubry (Radical)	2.708

Electrices, Electeurs,

Laissez-moi tout d'abord remercier les 21.684 électrices et électeurs qui ont bien voulu m'accorder leur confiance.

Je sais qu'à travers moi, cette confiance s'adresse surtout au Général de Gaulle, de la même façon que vous la lui avez accordée pour le Referendum du 28 septembre.

Vous avez fait respecter votre « oui ».

En effet, à moi seul, j'ai obtenu plus de voix que les Députés sortants, le Communiste et le Socialiste, partisans du « non », c'est-à-dire de l'ancien système.

La première manche est gagnée, il faut gagner la seconde !

Attention au deuxième tour, vous voterez en masse le 30 novembre pour Armand Cachat, candidat de l'U.N.R.

Pas d'abstentions !

De plus en plus, pour soutenir l'action du Général de Gaulle, tous les « oui » sur un seul nom, celui de :

ARMAND CACHAT

1er Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Oise. — Maire de Montgeron

Remplaçant éventuel :

MARCEL SIEFFERT

Directeur de journal technique
Croix de Guerre 1939-1945

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Michel BOSCHER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Faites respecter votre oui en bâtissant ensemble la nouvelle République

Electrices, Electeurs,

Des candidats multiples sollicitent vos suffrages. Le communiste, le socialiste, vous savez ce qu'ils repésentent : des doctrines politiques dont vous ne voulez pas.

Les autres? La plupart ne représentent qu'eux-mêmes. Incapables de défendre une opinion, car ils n'en ont pas, ils seraient, si par hasard ils devenaient députés, ballotés au gré des circonstances et des retournements de quelques « ténors » du Parlement.

Aujourd'hui « gaullistes » parce que c'est la mode (ils ne l'étaient pas hier), demain ils ne le seront plus car l'ambition personnelle guidera seule leur ligne de conduite.

Ce n'est pas cela que vous voulez.

Vous voulez (et vous l'avez prouvé au referendum) un gouvernement stable, uni derrière le général de Gaulle, soutenu par un Parlement d'hommes de caractère, compétents, dont la fidélité passée est garante de l'avenir.

C'est avec de tels hommes que pourra être mise en œuvre une politque de redressement national qui aura ses répercussions sur notre région.

C'est ainsi que les problèmes des prix agricoles (nettement en retard sur les prix industriels), de l'aide aux communes rurales en vue de l'amélioration des conditions de vie à la campagne (eau, électricité, routes, groupes scolaires, foyers ruraux) pourront être attaqués et résolus. C'est ainsi que pourra être réglé le problème des zones de salaires. C'est ainsi que nos villes, et en premier lieu Etampes, pourront se développer et devenir des centres où s'équilibrera harmonieusement une économie agricole et industrielle.

Pour parvenir à tout cela, pour sortir du « tunnel » où 12 années de mauvaise gestion ont placé la France, il faut travailler dur ! Ne croyez pas ceux qui vous promettent pour demain la solution de tous les problèmes : vous êtes trop intelligents pour vous laisser prendre par cette démagogie.

De même, c'est le travail acharné qui seul permettra de régler les grandes questions nationales et internationales qui se posent : l'Algérie, les problèmes du désarmement, l'établissement de la Communauté franco-africaine, les relations Est-Ouest, la réforme fiscale, la situation économique du pays.

Quant à moi, je me refuse à vous abreuver de promesses démagogiques ; je ne vous ferai qu'une promesse : celle de travailler avec vous et aussi dur que vous. C'est ainsi que nous arriverons ensemble, avec le général de Gaulle, à remettre de l'ordre dans la maison.

Ne gaspillez pas vos voix en votant pour des candidats qui n'ont aucune chance.

Votez pour la fidélité au général de Gaulle !

Votez pour la nouvelle République !

Votez pour assurer l'avenir de nos enfants !

Votez utile !

Votez Michel Boscher, candidat de l'U.N.R.

Michel BOSCHER

Maire d'Evry-Petit-Bourg depuis 1947
Membre des Réseaux de la France Combattante
Déporté deux ans au Camp de Concentration d'Oranienbourg
Licencié en Droit, Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique et de Droit public
Commissaire-Priseur
Membre du Comité Directeur de l'Association des Maires de France
et du Comité Directeur du Conseil des Communes d'Europe
Membre fondateur de l'Association pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle
Chargé de mission au Cabinet de M. Michel Debré, Garde des Sceaux du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

Georges COISNON

Agriculteur à Chalou-Moulineux

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Faites respecter votre oui du 28 septembre.
Bâtissons ensemble la nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

Vous avez rendu votre décision : vous avez par vos suffrages marqué, sans équivoque, votre approbation du redressement entrepris par le général de Gaulle avec l'appui de ceux qui lui ont toujours été fidèles.

Je remercie les 8.304 électrices et électeurs de notre circonscription qui, à travers moi, ont ainsi dit « oui » une deuxième fois au général de Gaulle.

Aujourd'hui, après les luttes du premier tour de scrutin, l'union de tous les Français s'impose contre les agents de l'impérialisme soviétique et pour le renouveau de notre Patrie.

C'est avec l'accord de MM. Berthommier, Calley, Darbonne, Denis, Métayer et Raoux que je lance cet appel à l'union et à la réconciliation.

Ces six candidats, tout en adressant leurs remerciements à leurs électeurs, ont bien voulu faire abstraction de leurs légitimes aspirations pour demander à tous ceux qui les avaient suivis au premier tour de scrutin, de s'unir sans défaillance autour du candidat national arrivé en tête.

Je suis convaincu que notre appel sera entendu par toutes les électrices, par tous les électeurs qui ont gardé foi dans les destinées de notre pays.

Dimanche 30 novembre vous voterez massivement,

— pour faire respecter votre « oui »,
— pour la fidélité au général de Gaulle,
— pour une nouvelle République,

en votant Michel Boscher.

Michel BOSCHER

Maire d'Evry-Petit-Bourg depuis 1947
Membre des Réseaux de la France Combattante
Déporté deux ans au Camp de Concentration d'Oranienbourg
Licencié en Droit, Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique et de Droit public
Commissaire-Priseur
Membre du Comité Directeur de l'Association des Maires de France
et du Comité Directeur du Conseil des Communes d'Europe
Membre fondateur de l'Association pour le Soutien de l'Action du Général de Gaulle
Chargé de mission au Cabinet de M. Michel Debré, Garde des Sceaux du Général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

Georges COISNON

Agriculteur à Chalou-Moulineux

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri LONGUET

(Candidat d'Union Nationale des Républicains)

élu le 30 novembre 1958

(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Henri LONGUET

Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Maire de Viry-Châtillon
Candidat d'Union Nationale des Républicains

Né à Brest le 17 septembre 1902, je quitte ma Bretagne natale le jour même de mes 17 ans pour entrer comme forgeron dans une usine des environs de Maubeuge qui, libérée, commence à reprendre son activité.

Peu de temps après, je suis appelé au bureau d'études que je quitte trois ans plus tard pour accomplir mon service militaire au 5e Génie à Versailles.

A ma libération, mon frère aîné se trouvant à Juvisy, je décide de tenter ma chance dans cette région. Après m'être employé comme chauffeur durant près d'un an, j'achetais en 1924

mon premier camion au stocks américains avec un prêt de 5.000 francs que j'avais eu beaucoup de mal à obtenir.

Petit à petit l'affaire a progressé. L'équipe, qui avait commencé à manier la pelle et la pioche et à conduire avec moi est toujours restée dans la Société que j'ai fondée avec mon personnel.

Dès 1925, mes collaborateurs touchaient le salaire garanti. En 1926, ils avaient 15 jours de congés payés (10 ans avant leur institution légale). En 1940-44 les ouvriers et employés prisonniers et déportés touchèrent leur salaire intégral du début de leur captivité au jour de leur libération ainsi que deux mois de congé payé, etc... et maintenant ils touchent une retraite substantielle.

Un programme de constructions modernes au sein de l'entreprise a permis de résoudre totalement les difficultés du problème du logement.

Remplaçant éventuel :

Lucien POISSON

Conseiller Municipal de Massy

Mes chères concitoyennes,
Mes chers concitoyens.

Comme beaucoup de candidats je pourrais vous dire que, cédant à la pression de mes nombreux amis, j'ai accepté contre ma volonté de me présenter à vos suffrages.

Il n'en est rien.

Certes, nombreux sont ceux qui m'ont demandé de poser ma candidature au scrutin du 23 novembre, mais ma décision de briguer vos suffrages était déjà prise.

Les électeurs ont constaté que la 15e circonscription de Versailles présente un découpage se composant de l'ensemble du Canton de Longjumeau — exception faite des communes de Villeneuve-le-Roi et de Ablon rattachés à la 16e circonscription.

Ce qui revient à dire, cas à peu près unique en France, que la presque totalité des électeurs dont je sollicite les suffrages sont ceux, qui, avec une confortable majorité, ont assuré mon élection au Conseil Général le 27 avril dernier.

Lors de ce scrutin, les électeurs ont administré aux partis une sévère défaite et accordé leurs suffrages à l'homme qui assumerait seul la responsabilité de la bonne exécution de son mandat.

Après ce magnifique succès qu'ensemble nous avons remporté, il était de mon devoir de briguer à nouveau vos suffrages à l'occasion des prochaines élections législatives, le mandat de député me permettant de poursuivre sur le plan national le travail entrepris sur le plan départemental.

Chaque jour j'apprends à mieux connaître ce canton dont la vie me devient familière et dont les besoins urgents sont à satisfaire dans les plus brefs délais.

Pour cette œuvre importante, et d'autres également immenses sur le plan national : Marché Commun, grands travaux, etc..., il faut au Parlement des hommes d'action, des techniciens et non des phraseurs incapables et stériles.

Il m'apparaît, en effet, primordial que tous les hommes de bonne volonté, ayant fait leurs preuves dans la vie de tous les jours : preuves de travail, preuves de respect de l'homme, preuves de volonté de progrès social... que ces hommes donc, pour qui la grandeur de la France passe avant la grandeur d'un parti, assurent le relais des professionnels de la politique et construisent ensemble cette Nouvelle République qui n'appartiendra à aucun groupement politique, ancien ou nouveau, mais bien à tous les Français qui veulent la France libre et heureuse.

Le 23 novembre 1958, vous confirmerez donc la victoire de l'homme sur le Parti.

*
**

Vous exposer un programme comme je le conçois, dans si peu de place, serait une utopie.

Vous connaissez déjà mes réalisations sur le plan privé qui ont donné tant d'extension à notre région, sur le plan communal, et, tout dernièrement, sur le plan cantonal.

Les relations que j'ai entretenues depuis ce temps avec mes collègues les Maires, prouvent l'intérêt que je porte à l'ensemble des problèmes du Canton.

Le programme gouvernemental tel que le présente le Chef du Gouvernement est én tous points celui que l'on doit appliquer rapidemement, les questions primordiales intéressant notre Pays n'ayant pu se résoudre dans l'incompréhension passée.

Communauté française.

Si un pays comme la France a été fier de créer des écoles, des universités, des hôpitaux et de montrer aux peuples associés les avantages de notre civilisation, là ne doit pas s'arrêter notre but. Il implique donc qu'à valeur égale, à travail égal, et sans qu'il soit tenu compte de leur race, les habitants de la Communauté Française puissent trouver la place à laquelle ils ont droit. Sans cette condition, l'effort que nous avons fait serait non seulement inutile, mais parfaitement incompréhensible.

Toute cette transformation doit se faire avec confiance, compréhension dans la paix totale.

Marché commun.

Le marché commun qui doit entrer en application à dater du 1er janvier 1959 et dont l'importance est capitale pour notre Pays dans les années à venir, doit, sous réserve de certaines conditions impératives, apporter à la France et aux pays participants un mieux-être certain, mais il ne faut pas que ce soit un marché de dupes. La condition première en est que tous les Pays participants devront aligner leurs charges sociales, fiscales ou autres sur le Pays dont les travailleurs sont les plus favorisés. Le progrès social commande le progrès économique.

Finances.

Il faut équilibrer le budget non par des impositions nouvelles, mais par une réduction des dépenses inutiles et une plus juste répartition des impôts. Refondre entièrement et simplifier la législation fiscale.

Éducation nationale.

Là aussi que de problèmes importants à résoudre... Aucun plan d'ensemble n'a été établi. Nos enfants manquent de classes, de professeurs, et nous construisons dans des conditions déplorables et à des prix beaucoup trop élevés.

De nouvelles universités doivent être créées afin de permettre à la France de conserver la première place éducative et créatrice dans le monde entier.

Il faut réorganiser le sport en France afin de permettre à la jeunesse d'occuper ses loisirs sainement et agréablement et de représenter dignement la France sur le plan international.

Tourisme.

Apport très important de devises fortes. L'extension des moyens de communication va, sous peu, mettre notre Pays dans une situation qui rendra impossible l'accueil des touristes étrangers. Notre propagande dans ce sens semble très mal organisée et notre équipement hôtelier totalement à rénover et à reconsidérer.

Construction.

Comme nous l'avons exposé tout dernièrement, et à juste titre, notre jeune et compétent Ministre Monsieur Sudreau, la France est le Pays où il existe le plus de taudis. Pouvons nous, nous qui sommes toujours à l'avant du progrès, admettre une pareille chose? Un effort considérable est à faire dans ce domaine, car il ne peut y avoir de bonheur possible sans logement confortable. Il faut qu'enfin, à l'instar de tous les pays voisins, nous puissions rapidement, par un plan approprié, combattre ce fléau.

Travaux publics et transports.

Amélioration de la circulation routière, élargissement des voies existantes, création d'autoroutes, de passages inférieurs et supérieurs pour la protection des piétons.

Amélioration et modernisation de l'ensemble des voies navigables françaises et élargissement des écluses. N'oublions pas que nos canaux datent de Napoléon 1er !

Travaux permettant de protéger notre Pays contre les inondations pour lesquelles, malgré les promesses, rien ou très peu de choses, n'a été fait sur le plan national.

Coordination des différents modes de transport dans l'intérêt de tous.

TRAVAIL.

Amélioration constante des conditions d'existence des travailleurs ; lutte et garantie contre le chômage.

Augmentation substantielle des retraites permettant aux vieux travailleurs d'avoir une vieillesse heureuse et exempte de soucis financiers.

Création de maisons de retraite pour les isolés.

Formation permettant aux jeunes d'obtenir une qualification professionnelle de valeur.

AGRICULTURE.

Prévoir un plan permettant de revaloriser les produits agricoles et maraichers par une répartition plus directe du producteur au consommateur, et normaliser enfin les importations.

Soyez constructif dès le premier tour, faites confiance à un réalisateur incontesté.

Votez Henri Longuet.

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à remercier très sincèrement les 23.921 électrices et électeurs qui, dès dimanche dernier, m'ont accordé leur confiance, confirmant et augmentant ainsi la position déjà très forte que j'avais acquise dans la circonscription lors des dernières élections cantonales.

LA CAUSE EST ENTENDUE !

Pour la première fois depuis vingt-deux ans, le candidat communiste est très nettement distancé dès le premeir tour.

Nul doute que dimanche prochain vous confirmerez très largement cette victoire en vous groupant tous autour de Henri Longuet, démontrant ainsi le désir de tous les Français, de quelque appartenance qu'ils soient, pour un homme propre qui a déjà fait ses preuves dans notre région.

La campagne calomnieuse et mensongère faite par un candidat national a peut-être ébranlé certaines personnes qui ne me connaissaient pas ou qui étaient nouvellement arrivées dans la région.

Les chiffres qui suivent démontrent mieux que tout discours ou propagande la confiance que j'ai dans les communes où je suis plus particulièrement connu :

	Longuet	Pidoux	Midol
Viry-Chatillon (Henri Longuet, Maire)........	3.730	265	1.681
Juvisy (où M. Pidoux est encore Sénateur-Maire)	2.506	1.519	1.228
Savigny-sur-Orge....................	3.932	1.926	2.992
Athis-Mons	3.232	1.272	2.497

Dimanche prochain vous ferez donc tous bloc pour que notre circonscription soit enfin représentée à l'Assemblée Nationale par un homme d'action et un technicien.

Vous connaissez mon but : servir la France, servir la Ve République, en contribuant de tout mon cœur à l'œuvre de Rénovation Nationale entreprise par le Général de Gaulle.

Je m'efforcerai d'être digne de la confiance que vous m'accorderez et vous en remercie.

HENRI LONGUET

Né à Brest le 17 septembre 1902. — Père de trois enfants
Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Maire de Viry-Châtillon

Remplaçant éventuel :

LUCIEN POISSON

Conseiller Municipal de Massy

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON
(Candidat du Relèvement National)
élu le 30 novembre 1958
(App. I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

OLIVIER LEFEVRE D'ORMESSON

Croix de Guerre 1939-1945
Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Secrétaire du Bureau du Conseil Général
Maire d'Ormesson-sur-Marne
Candidat du Relèvement National
Centre National des Indépendants et Paysans, R.'G. R., Démocratie Chrétienne de France

Remplaçant éventuel :

CLAUDE CORNETTE

Maire-Adjoint de Villeneuve-Saint-Georges

Electrices, électeurs,

Vous qui avez voté « oui », votez pour un homme nouveau dans un Parlement assaini et rénové.

Olivier Lefèvre d'Ormesson vit parmi vous, vous pouvez le voir et le contacter chaque jour.

Elu local et maire depuis 1947, il gère une commune de lotissements et connait vos problèmes et vos difficultés.

Au Conseil général, il a été l'un des artisans du décret d'aide aux communes-dortoirs.

Au Parlement, il saura s'élever au dessus des vaines querelles des groupes et des partis.

Il n'acceptera de servir que la Patrie !

Il y défendra les légitimes revendications des masses laborieuses de la région parisienne, comme il les défend au Conseil général avec toute son énergie et tout son cœur.

Votez utile, barrez la route à la misère et au communisme !

> J'ai l'horreur des sectarismes, quels qu'ils soient ; des excès, où qu'ils se produisent ; de la démagogie, d'où qu'elle vienne ; l'horreur de l'impérialisme soviétique, seule vraie cause des troubles et de la misère qui pèsent encore sur la Paix et en compromettent l'avenir.
>
> Mon fils est comme moi : s'il est élu, il consacrera ses forces — je le sais — à l'indispensable relèvement du Pays. Dans l'amour de la Liberté et des traditions chrétiennes, humaines et sociales qui ont fait sa grandeur.

Dans l'union de tous ceux qui veulent que la France se délivre des stériles querelles des partis, qu'elle renouvelle ses méthodes dans tous les domaines ; qu'elle soit en état de faire face aux problèmes modernes que suscite un monde en constante évolution, mais encore plein de dangers.

Wladimir d'Ormesson
Ambassadeur de France

Electrices, Electeurs,

En mai, au moment où la plus grande confusion régnait au Parlement et alors que les Parlementaires discouraient et tergiversaient, exposant le pays aux pires aventures, des hommes libres et lucides élevaient la voix pour appeler les Français à faire l'union sacrée autour du général de Gaulle.

Olivier Lefèvre d Ormesson était de ceux-là !

La motion qu'il déposa au Conseil général de Seine-et-Oise montrait le chemin à suivre ; rappelons que le Conseil général de Seine-et-Oise fut le premier Conseil général à prendre position en faveur d'un Gouvernement présidé par le général de Gaulle ; la motion adoptée par la majorité fut censurée sur l'ordre du Ministère de l'Information de l'époque ; cependant certains journaux parvinrent à la publier.

Voici le texte integral de la motion déposée par Olivier Lefèvre d'Ormesson.

« Dans les heures exceptionnellement graves que traverse la Patrie et dans l'espoir de voir enfin les événements sanglants d'Algérie et les difficultés d'Afrique du Nord, qui n'ont que trop longtemps duré, trouver une solution juste, fraternelle et digne de la France ;

« Le Conseil général de Seine-et-Oise,

« affirmant son attachement indéfectible à la République et aux institutions démocratiques que le Pays s'est librement données,

« adressant l'expression de son admiration et de sa confiance à l'armée et à ses chefs,

« exprime le vœu que les partis nationaux s'unissent dans le seul souci des intérêts vitaux de la Patrie, et qu'un Gouvernement d'union sacrée soit institué sans délai, dans l'ordre et la légalité, sous la présidence du général de Gaulle, seul capable, dans les circonstances présentes, de ramener la paix en Algérie, d'associer la communauté française et la communauté musulmane, de rétablir les liens amicaux et confiants avec le Royaume indépendant du Maroc et la République indépendante de Tunisie, de redresser dans le monde la situation de la France et de consolider ainsi la paix internationale. »

Compte rendu analytique n° 8, séance du 27 mai 1958.

Cette motion reste le programme de votre candidat, votez Olivier Lefèvre d'Ormesson.

Remplaçant éventuel :

Claude CORNETTE
Maire-Adjoint de Villeneuve-Saint-Georges

Administrateur jeune et dynamique. Bien connu dans les milieux du scoutisme. Partage sa vie entre sa profession de conducteur de travaux, l'administration de Villeneuve-Saint-Georges, et son beau foyer de quatre enfants.

2e CIRCULAIRE

VERS LA VICTOIRE !

Electrices, Electeurs,

En plaçant de très loin en tête de tous les Candidats : Olivier Lefèvre d'Ormesson, 16.184 d'entre vous ont affirmé de façon éclatante leur volonté de changement et de « Relèvement National »

Dimanche prochain vous remporterez une victoire écrasante en portant vos voix sur le seul candidat National capable de :

— Barrer la route au communisme !
— Barrer la route au défaitisme !

et qui apportera dans la vie politique du Pays, l'esprit nouveau, jeune et les conceptions hardies qui doivent caractériser la France de demain.

Tous aux urnes ! pour Olivier Lefèvre d'Ormesson.

Vive la République !
Vive la France !

Electrices, Electeurs,

En votant oui, une écrasante majorité a manifesté sa volonté de relèvement du peuple français !

Cette volonté s'est confirmée d'une façon éclatante au scrutin du 23 novembre.

C'est elle que je veux servir !

Pour voir la politique française animée d'un esprit jeune, se refusant aux sectarismes et aux vaines querelles, quelles qu'elles soient, repoussant les excès où qu'ils se produisent, la démagogie, d'où qu'elle vienne !

Pour voir s'affirmer les conceptions hardies qui s'imposent sur le plan économique et dans le domaine social !

Pour défendre les légitimes revendications des masses laborieuses de Seine-et-Oise.

Pour l'aménagement de la région parisienne.

Pour travailler sans relâche à l'Union fraternelle de la Communauté européenne et de la Communauté musulmane au sein de l'Algérie Française !

Pour construire, jour après jour, la Communauté Franco-Africaine !

Pour réaliser autour de la France, l'Europe occidentale où les hommes vivront libres, fiers et égaux !

Barrez la route au parti communiste.

Barrez la route à l'impérialisme soviétique ! Seule vraie cause des troubles et de la misère qui pèsent encore sur la paix et en compromettent l'avenir !

Vous qui voulez relever la France, construire l'Europe occidentale et consolider la paix internationale ;

Votez utile
Votez Français
Votez pour un homme nouveau dans un Parlement rénové
Votez Olivier Lefèvre d'Ormesson

OLIVIER LEFEVRE D'ORMESSON

Croix de Guerre 1939-1945
Conseiller Général de Seine-et-Oise. — Secrétaire du Bureau du Conseil Général
Maire d'Ormesson-sur-Marne
Candidat du Relèvement National
Centre National des Indépendants et Paysans, R.'G. R., Démocratie Chrétienne de France

Remplaçant éventuel :

CLAUDE CORNETTE

Maire-Adjoint de Villeneuve-Saint-Georges

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Mme Jacqueline THOME-PATENÔTRE
élue le 30 novembre 1958.
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Les élections du 23 novembre vont vous permettre de désigner le candidat qui représentera à l'Assemblée Nationale l'arrondissement de Rambouillet.

Ces élections sont capitales à plus d'un titre : elles permettront aux électeurs de choisir entre les orientations politiques, elles leur donneront surtout la possibilité de désigner les hommes ou les femmes qui seront chargés de mettre en œuvre la nouvelle Constitution.

Je suis sénateur de Seine-et Oise depuis 1946, maire de Rambouillet, conseiller général du canton de Dourdan-Sud.

Vous connaissez mon attachement à notre arrondissement qu'ont représenté André Thome et Raymond Patenotre. Vous savez quelles ont été mes options politiques.

— En 1946, j'ai pris position contre la Constitution de la IVe République, Constitution que j'estimais mauvaise.

— En mai 1958, j'ai voté au Sénat l'investiture du général de Gaulle.

— En septembre, je vous ai conseillé de voter « oui » au référendum.

Pendant ces dix années passées au Conseil de la République, j'ai surtout œuvré en faveur d'une politique du logement et de la construction : j'estimais que c'était la façon la plus efficace pour moi de rendre service à la famille française. Sur le plan international, j'ai travaillé à la défense de la paix et à l'unité du monde occidental.

Bien que représentant au Sénat l'ensemble du département, une grande part de mon activité a été consacrée aux problèmes de notre arrondissement et à leur solution. Je sais quelles sont les difficultés que vos Maires rencontrent dans l'administration de vos communes, je sais aussi avec quel dévouement ils remplissent leur mandat. Je me suis toujours efforcée de les aider dans leur lourde tâche.

Le scrutin d'arrondissement vient d'être rétabli. Je l'ai toujours préconisé, car il permet un contact plus suivi entre l'élu et l'électeur. Dans le désir de m'associer plus étroitement à l'œuvre de redressement entreprise, et de me consacrer plus particulièrement à l'arrondissement de Rambouillet et à sa population, j'ai décidé de me présenter aux élections législatives.

Mon remplaçant éventuel est Lucien Porthault, agriculteur, Maire de Paray-Douaville.

Mon programme est le suivant :

Algérie.

Le problème algérien est au centre de nos préoccupations et tous nos efforts doivent tendre à réaliser la Paix.

Le destin de l'Algérie, conformément au vœu clairement exprimé par les populations lors du référendum du 28 septembre, doit demeurer lié à celui de la France métropolitaine.

La pacification doit se poursuivre parallèlement aux initiatives qui ont été prises pour aboutir à un « cessez-le-feu ».

Nous approuvons à cet égard la politique suivie par le général de Gaulle pour créer un climat permettant d'entraîner la fin de la guerre.

Communauté Franco-Africaine.

La France doit poursuivre l'œuvre humaine, politique et économique accomplie jusqu'à ce jour en Afrique. Il nous faut unir, par l'intérêt et par l'idéal, un ensemble de cent millions d'hommes.

Politique étrangère.

La politique de sécurité collective et de solidarité des peuples libres, dans le cadre du Pacte Atlantique, a permis la sauvegarde de la Paix.

La construction de l'Europe est un facteur de prospérité; elle sera aussi un facteur de Paix.

Un facteur de Paix ; car entre les deux États-continents qui s'affrontent, U.S.A. et U.R.S.S., il n'y a pas de place pour les nations d'importance moyenne. La fédération des pays d'Europe, en créant une troisième force, pourrait faire entendre sa voix et serait un facteur d'équilibre.

L'Europe sera aussi un facteur de prospérité. Les progrès de la science et de la technique ont besoin de grands marchés pour être appliqués et augmenter le bien-être. Le marché français est trop étroit. Le marché européen permettra à ces techniques de donner tous leurs fruits. Nous avons voté, en 1952, la Communauté du charbon et de l'acier. Elle a permis dans les pays d'Europe une prospérité sans précédent dans les industries intéressées. Dans cet esprit, nous avons voté le Marché Commun et l'Euratom : il faut continuer dans cette voie.

Politique économique et sociale.

Un malaise existe dans le domaine économique et social.

Les affaires subissent un ralentissement, le développement de notre économie ne connait plus le rythme qui était le sien, en progression depuis cinq ans ; la crainte du chômage se précise.

La situation agricole est même plus grave. La mévente de certains produits entraine un ralentissement des achats de biens d'équipement, et la gêne qui frappe la trésorerie des agriculteurs ne manque pas de se répercuter sur les artisans ruraux et sur le commerce en général.

Politique économique et politique agricole doivent être étroitement liées, car s'il ne peut y avoir d'agriculture prospère dans une économie stagnante, il ne saurait y avoir d'économie saine avec une agriculture déficiente.

L'expansion économique : premier impératif.

Une politique d'investissements nous permettra de le réaliser. Elle assurera le plein emploi de nos ressources nationales. Pour cela priorité doit être donnée aux investissements concernant l'équipement énergétique, technique et atomique. Simultanément est nécessaire un desserrement du crédit. Ces diverses mesures permettront le retour à l'expansion, c'est-à-dire à la progression du niveau de vie.

La fiscalité doit être réformée pour devenir plus souple, simple, moins tracassière, plus juste.

Petites et moyennes entreprises et l'artisanat : il est faux de dire que la petite entreprise est condamnée par l'évolution technique. C'est le contraire qui est vrai, car la grande entreprise a besoin de la présence d'un grand nombre de petites entreprises spécialisées qui lui servent de fournisseurs, d'intermédiaires, d'acheteurs. En dehors de l'allégement de la fiscalité, il faut leur permettre de trouver des crédits pour s'équiper et donner à l'artisanat la possibilité de se dévélopper en modifiant sa législation. C'est là un impératif au moment où le Marché Commun va entrer en application.

Création de nouveaux centres d'activité dans l'arrondissement : afin de permettre à la population de travailler à proximité de son domicile; source de richesses locales, le tourisme doit être développé.

Politique sociale : L'expansion économique aura, de par elle-même, des incidences heureuses dans le domaine social. Mais en outre une série de mesures doit être prise :

— suppression des zones de salaires ;
— assurance-chômage ;
— lutte contre contre l'alcoolisme.

Le système de Sécurité Sociale devra permettre un remboursement plus complet des frais effectifs de la maladie, sans porter atteinte au caractère libéral des professions médicales.

Les personnes âgées dans le besoin devront percevoir une retraite réévaluée en fonction du coût de la vie.

Résoudre la crise agricole.

Le monde rural se plaint depuis longtemps de l'incohérence de la politique agricole. Une année on l'engage à faire telle culture ou élevage, l'année suivante telle autre, sans lui donner des garanties.

La différence entre les prix à la production et à la consommation est aussi une source de légitime mécontentement, ainsi que les importations malencontreuses.

L'écart entre prix agricoles et prix industriels aggrave la situation de l'agriculture et l'empêche de s'équiper.

L'agriculture a besoin d'une politique méthodique de production s'étendant sur plusieurs années. Elle doit tendre à réformer les circuits de distribution, organiser les marchés, orienter la production en fonction des besoins de la population et de l'exportation. Les prix et l'écoulement des produits agricoles doivent être garantis. Le Marché Commun à cet égard ouvre de larges perspectives : celles d'un débouché de 160 millions de consommateurs.

Il convient, en outre :

— de faciliter aux agriculteurs l'obtention de crédits pour s'équiper et favoriser les travaux d'infrastructure (adductions d'eau, électricité, chemins ruraux...) ;

— améliorer la condition du salariat agricole et faciliter sa promotion ;

— sauvegarder l'exploitation familiale en encourageant les cultures et élevages spécialisés ;

— permettre aux enfants des ruraux de fréquenter les centres d'apprentissage et les écoles professionnelles en facilitant leur transport ;

— accroître les crédits pour l'habitat rural ;

— intensifier et vulgariser la recherche agricole, la formation et l'enseignement professionnel.

Construction et logement.

Donner un toit à chaque Français, supprimer les taudis, entretenir le patrimoine immobilier, nécessite une véritable mobilisation en faveur de la construction.

C'est en priorité, le grand problème social. Pour le résoudre, nos efforts doivent se poursuivre simultanément sur plusieurs fronts :

— amplification de l'effort de construction des H.L.M. ;

— faciliter les investissements privés pour le développement de la construction locative ;

— favoriser l'accession à la propriété.

D'autre part :

— l'industrialisation du bâtiment devra être accélérée, ainsi que la formation de la main-d'œuvre.

Enseignement et jeunesse.

Les transformations techniques et sociales du monde moderne doivent permettre à une nation de marcher vers le progrès et le mieux-être. Nous avons le devoir d'y préparer notre jeunesse, donc de promouvoir la construction de lycées, d'établissements techniques, de cours complémentaires et de classes primaires.

Favorisons la création de cercles et de maisons de jeunes ainsi que l'encouragement des sports. Ces mesures faciliteront la promotion sociale et culturelle à laquelle nous attachons une attention toute particulière.

Le programme que je viens de vous résumer a été rédigé par une femme qui a exercé depuis 1946 les mandats de sénateur, de conseiller général et de maire. Il est donc inspiré par une longue expérience des affaires sociales, administratives et politiques

Notre pays doit faire face à un monde difficile où les événements vont vite. Le sort de chaque citoyen et l'avenir de son foyer sont étroitement solidaires du destin commun ; à ceux qui en ont conscience, nous demandons de faire triompher nos idées.

Jacqueline THOME-PATENOTRE
Sénateur de Seine-et-Oise
Maire de Rambouillet. — Conseiller Général de Dourdan-Sud

Remplaçant éventuel :

LUCIEN PORTHAULT

Agriculteur

Maire de Paray-Douaville

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Grâce à vous et à la confiance que vous m'avez témoignée, je me trouve placée très largement en tête du scrutin.

De tout cœur je vous remercie, car lorsque l'on sent que les sentiments profonds que l'on porte à une population et à une région y trouvent un écho, c'est un encouragement moral qui a son prix.

Vous m'avez accordé 7.000 voix d'avance et 35 0/0 des suffrages exprimés.

Ces résultats marquent votre désir de me voir vous représenter dans la nouvelle Assemblée.

Je vous demande, dimanche prochain, de m'apporter en masse vos suffrages.

Ceux qui me connaissent savent que j'ai toujours exercé mon activité en toute objectivité et impartialité, animée par le souci de favoriser le mieux-être de nos populations et d'assurer le développement de notre région.

C'est en complète coopération avec vous tous et vos représentants que je désire travailler, en dehors des luttes politiques stériles.

Ensemble et unis, nous surmonterons les difficultés que traverse notre pays et confirmerons le «oui» du référendum.

Par mon travail et par mon action, je saurai conserver votre confiance, car vous savez qu'en plus de l'attachement profond que je vous porte, tout mon dévouement vous est acquis.

JACQUELINE THOME-PATENOTRE

Sénateur de Seine-et-Oise

Maire de Rambouillet. — Conseiller Général de Dourdan-Sud

Remplaçant éventuel :

LUCIEN PORTHAULT

Agriculteur

Maire de Paray-Douaville

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Paul DAVID
élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

NOTRE PROGRAMME

SUR LE PLAN DE L'ARRONDISSEMENT

Des écoles. Accélération des constructions scolaires réclamées par les Maires.

Des logements pour tous. Les jeunes ménages. Les familles nombreuses. Cités «foyer» pour les personnes âgées.

Des routes. Amélioration des chemins vicinaux et départementaux.

L'eau potable. Réalisation des projets déjà inscrits. Etudes de projets nouveaux.

Suppression des zones de salaires qui portent préjudice aux fonctionnaires, aux salariés, aux mères de famille.

Organisation des loisirs dans les villages.

Equipement accéléré de l'arrondissement. Hôpitaux, dispensaires, crèches, terrains de sport...

Caisse autonome d'équipement de la région parisienne pour aider les Maires à réaliser leur programme.

SUR LE PLAN NATIONAL

Soutien à la politique de rénovation nationale.

Gouvernement de cinq ans.

La paix dans les départements algériens.

Organisation de la communauté franco-africaine.

Construction accélérée de l'Europe.

Simplification de la fiscalité par l'impôt sur l'énergie.

Revalorisation de la retraite des vieux et élévation du plafond des ressources des économiquement faibles. Règlement du Fonds national de solidarité avec paiement du rappel. Revalorisation l'allocation spéciale vieillesse aux économiquement faibles. Liquidation des disparités entre artisans et salariés, invalides civils et du travail.

Liquidation définitive des difficultés de taux de pensions, de transport, de soins médicaux aux anciens combattants. Revalorisation des pensions des médaillés militaires.

Plan à long terme pour la rénovation de l'agriculture, l'aide à l'équipement des campagnes, des garanties de débouchés, la parité des prix agricoles et industriels, un plan d'investissements spécialisés, des crédits de modernisation individuelle.

Approbation du programme en sept points des P.M.E.

Juste salaire fiscal pour les artisans et les commerçants.

Accélération des constructions de logements par un plan d'industrialisation des contructions et de crédits à faible taux d'intérêt.

Nouveau plan d'expansion économique pour l'amélioration des salaires des ouvriers et des cadres et le développement de l'industrie et du commerce.

Politique de la jeunesse, son avenir, sa protection sociale, sa santé, ses loisirs, ses terrains de sports, ses équipements scolaires.

JEAN-PAUL DAVID

Industriel

Ancien Combattant

Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre 1939-1940

Maire de Mantes-la-Jolie

Député de Seine-et-Oise. — Ancien Membre du Comité Consultatif Constitutionnel

Suppléant :

ANDRE LECOQ

Commerçant. — Ancien Combattant

Officier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre 1914-1918

Maire de Limay. — Vice-Président du Conseil Général

Vice-Président de l'Association des Maires de Seine-et-Oise

2e *CIRCULAIRE*

Mes Chers Concitoyens,

17.132 électrices et électeurs de l'arrondissement de Mantes m'ont fait confiance dimanche dernier.

Qu'ils sachent combien je leur en suis reconnaissant.

Dès 1946, j'ai été parmi les premiers à condamner la Constitution de l'époque. Sans cesse j'ai mené campagne pour la réforme des institutions, un fonctionnement plus efficace de nos administrations, une politique plus active et plus généreuse.

Membre du Comité constitutionnel en août dernier, j'ai œuvré de mon mieux pour contribuer à donner à la France un cadre nouveau.

Je me suis seulement interdit d'utiliser le nom du général de Gaulle. Il tenait à rester en dehors de cette bataille électorale. J'ai scrupuleusement respecté son souhait.

Si d'autres ont agi différemment, je ne désire nullement les juger : leur conscience y pourvoira.

En vérité, a-t-on le droit de prendre le général de Gaulle pour un marchepied ? ou doit-on, au contraire, très respectueusement, le laisser au-dessus de toutes les sollicitations ?

Telle est la question ?

A vous de répondre, même si au premier tour de scrutin vous vous êtes laissés abuser.

J'ai la fierté de m'être présenté à vous, avec mes seuls titres politiques, militaires et d'administrateur.

Ce sont mes idées que j'ai défendues.

Vous avez jugé, en me donnant 8.300 voix d'avance sur le suivant immédiat communiste.

Il vous reste à convaincre les hésitants d'ici dimanche prochain.

Si je suis votre élu, vous avez la certitude de mon labeur et de mon dévouement.

Jean-Paul DAVID
Député sortant
Maire de Mantes-la-Jolie
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre

Résultats du premier tour de scrutin :

Inscrits	50.694
Votants	41.444
Suffrages exprimés	40.097
Majorité absolue	20.049

Jean-Paul David	17.132
Quettier	8.826
Delavenne	8.004
Raymond	4.017
Moncorgé	2.118

Mes Chers Amis,

C'est avec beaucoup de joie que j'ai accepté d'aider Jean-Paul David dans sa tâche.

Ce n'est nullement dans l'espoir d'un remplacement éventuel que je me suis placé à ses côtés, mais simplement parce que j'avais le droit et le devoir, moi qui ai consacré ma vie à ma ville, mon canton et ma petite patrie, d'aider spontanément celui qui a tant fait depuis douze ans pour notre région.

En 39 ans de mairie,
30 ans de Conseil général,

j'ai eu souvent l'occasion d'assister à l'engouement éphémère d'une partie des électeurs pour telle ou telle personne, qui retombait aussitôt dans l'oubli.

J'ai constaté plus rarement, la méthode, l'ardeur au travail, la continuité de l'action de quelques hommes, peu nombreux, parmi lesquels je classe Jean-Paul David.

Administrateur de ma commune et de mon canton depuis si longtemps, je sais que l'arrondissement a besoin, avant tout, d'un homme sur lequel nous puissions compter.

Et si, en particulier, malgré quatre concurrents, Jean-Paul David a obtenu 50 0/0 des voix à Mantes-la-Jolie, qu'il a littéralement transformée en douze ans, c'est que la population de la ville a su magnifiquement le reconnaître.

Si je suis l'aîné, je peux me permettre de juger ce que l'expérience m'a donné de voir.

Ayez confiance en Jean-Paul David que je soutiens de mes vœux et de mon nom.

Ceux qui veulent la prospérité et la paix de notre arrondissement ne le regretteront pas.

André LECOQ
Maire de Limay. — Vice-Président du Conseil Général
Vice-Président de l'Association des Maires de Seine-et-Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre

SÈVRES (DEUX-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Mme Magdeleine AYMÉ de la CHEVRELIÈRE
(Candidat Républicain d'Action rurale et de Progrès social)
élue le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Nous sommes 88 % à avoir voté « Oui » dans ce département, pour une République Nouvelle.

Nous ne voulons plus des discours ronflants de la IIIe République, ni des promesses vaines de la IVe.

CANDIDAT RÉPUBLICAIN.

Je désire le retour à une véritable démocratie où l'électeur mandate le Député qu'il a librement choisi et qu'il connaît pour faire aboutir ses résolutions. Des réunions d'information et de travail, entre l'Electeur et l'Elu, faciliteront cette action.

— Je demande le respect de toutes les libertés ; aucune dictature, ni celle de l'Etat, ni celle des partis ; aucun sectarisme, quelle que soit son origine.

— Je respecte l'opinion de tous les Citoyens Français et souhaite qu'une véritable amitié nous unisse tous, quelle que soit notre appartenance.

— J'approuve la politique du Général de Gaulle en Algérie, qui, seule, ramènera une paix définitive.

— Je demeure fidèle au principe du Pacte Atlantique.

— Je suis partisan de la Construction de l'Europe et de la réalisation d'un désarmement général à condition qu'il soit simultané.

CANDIDAT D'ACTION RURALE.

Mon plan portera sur :

— La fixation de prix agricoles objectifs.

— Le respect absolu de l'indexation.

— L'établissement, sur le plan national, d'une enquête impartiale sur l'évolution de tous les secteurs économiques, afin d'obtenir le rajustement des prix industriels, manufacturés, agricoles, des circuits de distribution et des salaires.

— L'orientation de la production et l'organisation des débouchés, face au Marché commun.

— Le développement de l'Enseignement agricole à tous les stades de l'enseignement.

— La défense de l'exploitation familiale agricole, artisanale et commerciale.

— La suppression totale, en ligne directe, des droits de succession qui morcellent la propriété.

CANDIDAT DE PROGRÈS SOCIAL.

Je réclame :

— Pour la jeunesse française, la place politique, économique et sociale à laquelle elle a droit dans la démocratie.
— L'égalité des droits sociaux pour tous les citoyens : que les prestations agricoles soient identiques à celles de l'industrie et du commerce, que les vieux travailleurs jouissent d'une retraite fondée sur plus de justice.
— La simplification et la clarification de l'administration et de la fiscalité.
— La facilité pour tous à l'accès à la propriété.
— La garantie des droits des anciens combattants et victimes de la guerre.

— L'amélioration du niveau de vie pour tous les travailleurs par :
— La poursuite et l'amélioration des travaux entrepris dans tous les secteurs de la Circonscription (adductions d'eau, électrification, facilités de transport en commun pour les agglomérations à l'écart, aménagement du Marais poitevin etc.),
— L'accélération de la Construction de logements,
— L'amélioration de l'Habitat rural.

MAGDELEINE AYME DE LA CHEVRELIERE
Licenciée en Droit
Conseiller Municipal de la Commune de Gournay depuis 1945. — Maire de Gournay depuis 1953
Conseiller Général de Chef-Boutonne depuis 1958

Femme, qui, comme toute mère de famille, en a connu les soucis et saura, peut-être mieux qu'un homme, défendre les intérêts féminins, ceux des faibles et des petits et mieux traduire dans la réalité de tous les jours, les différents aspects des courants d'idéologie sociale.

J'appartiens à une famille profondément enracinée dans la Circonscription et qui, depuis la Révolution, a joué presque sans interruption, un rôle politique.

Je vis dans le Mellois depuis 1925 et si, matériellement je n'ai pas partagé le travail et la vie des Cultivateurs, je m'y suis associé, m'asseyant à leur foyer, partageant leurs joies et leurs peines.

Electrices, Electeurs,

C'est en toute liberté que je me présente à vous.

Si vous pensez que je peux défendre votre cause et la grandeur de la France, je vous consacrerez mon temps, mon activité et toute ma personne.

Alors... Votez pour un candidat nouveau, pour une République nouvelle, pour un nouveau visage de la France !

Vive la V[e] République !
Vive la France !

2[e] CIRCULAIRE

Je remercie très sincèrement les 15.157 Electrices et Electeurs qui ont bien voulu, dimanche dernier, m'accorder leurs suffrages.

Cette large marque de confiance m'incite à poser de nouveau ma candidature au scrutin de ballottage.

Je renouvelle à tous mon ardent désir et ma ferme volonté de faire appliquer le programme que j'ai précédemment exposé et de consacrer l'essentiel de mon activité à une saine gestion des affaires de l'Etat.

Pour m'aider dans mon action, il est indispensable que la plus large union se réalise sur mon nom, le dimanche 30 novembre 1958.

MAGDELEINE AYME DE LA CHEVRELIERE
Licenciée en Droit
Maire de Gournay. — Conseiller Général de Chef-Boutonne

Remplaçant éventuel :

OCTAVE RENAUD
Cultivateur
Conseiller Municipal de Saint-Gelais
Président de la Laiterie d'Echiré
Ancien Combattant. — Prisonnier de guerre. — Croix de Guerre 1939-1940

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques FOUCHIER
(Candidat des Indépendants et Paysans)

élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Après un référendum, par lequel le Pays avait nettement exprimé son désir de renouveau, vous étiez en droit d'espérer une compétition électorale claire.

Cet espoir, malheureusement, a été déçu.

Pour ma part, j'avais, le premier, fait connaître mon intention de me présenter dans la 2e Circonscription comme représentant des Indépendants et Paysans dont j'ai seul reçu l'investiture ; je n'ai trouvé depuis aucune raison sérieuse pour ne point confirmer ma candidature.

Cependant, déplorant comme vous tous une confusion qu'il ne m'appartient pas de juger, je me déclare prêt à envisager loyalement par la suite toute prise de position honorable et utile au bien public.

***

En fait, ma candidature est inspirée par le seul souci d'être utile à un département où je suis né et à une circonscription où ma famille a toujours résidé, tout en défendant les principes de liberté et de franchise qui me sont chers.

Rural par vocation, j'exerce depuis vingt ans ma profession où tous mes clients sont devenus mes amis et je crois connaître ainsi, grâce à des contacts quotidiens, bien des soucis et bien des inquiétudes du monde agricole.

Conseiller Général depuis sept ans, j'ai pu comprendre quelles difficultés rencontraient : les maires pour gérer et administrer leurs communes ; les commerçants, artisans et industriels pour sauvegarder et adapter leurs entreprises ; les salariés pour subsister et loger leur famille.

***

Au moment où l'anarchie, les dissensions, le découragement gagnaient toutes les classes de la nation, le Général de Gaulle a su avec lucidité, courage et patriotisme redonner à tous des raisons d'espérer.

Il faut que cet espoir se matérialise par une politique nationale, libérale et sociale.

La stabilité gouvernementale assurée, ceux qui porteront les responsabilités d'un mandat électif devront, au service du pays et de leur circonscription, s'attacher à faire enfin aboutir des réformes de structure et de vastes plans d'équipement et d'expansion que tout le monde attend depuis si longtemps.

Réforme fiscale assurant une plus juste répartition de l'impôt.

Réforme administrative simplifiant et rendant plus efficaces les rapports avec les pouvoirs publics.

Réforme de l'enseignement permettant à toute la jeunesse de se préparer à jouer son rôle dans le monde de demain sans oublier la recherche d'une solution loyale à la « question scolaire ».

En même temps, des plans hardis mais échelonnés d'investissement et d'équipement pourront permettre de vastes réalisations facilitant le plein emploi :

— Construction accélérée de logements.
— Plan d'équipement et de modernisation agricole.
— Organisation des débouchés pour les productions nationales.
— Utilisation maximum de toutes les ressources naturelles.

⁂

Le prestige de la France restauré :

l'Algérie ayant avec elle et grâce à elle retrouvé le calme, l'union de tous ses fils, l'équilibre nécessaire à son expansion ;

les familles françaises libérées de l'angoisse pour leurs garçons ;

l'armée fière de son rôle éducatif et pacificateur,

nous pourrons, tous ensemble, chacun à la place qui lui est impartie, préparer vraiment un avenir fraternel.

⁂

Notre région, essentiellement agricole, faite d'exploitations familiales et de moyennes entreprises, riche de productions réputées, dont les villes profitent directement de la prospérité rurale et doivent se compléter au lieu de s'opposer, apportera une contribution importante au redressement national.

Poitevins, de Gatine ou de la plaine, de la campagne ou de la ville, unissons-nous !

Je serai, si vous le désirez, votre représentant, avec toute ma bonne volonté, l'expérience que j'ai pu acquérir et tout mon cœur.

JACQUES FOUCHIER
Docteur-Vétérinaire
Conseiller Général de Saint-Maixent-l'Ecole (1er). — Conseiller Municipal
Croix de Guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite Agricole. — Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ NERAUDEAU
Maire de Secondigny
Président cantonal de la C. G. A.
Médaille de la Reconnaissance Française

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Après une campagne électorale calme, vous avez manifesté votre choix en me plaçant nettement en tête des candidats de la circonscription avec 14.541 suffrages.

Je vous en exprime ma très vive reconnaissance.

Comme je le souhaitais précédemment, le scrutin de dimanche prochain sera moins confus.

Je remercie les candidats qui se désistent en ma faveur.

Je salue ceux qui se retirent de la compétition.

N'ayant rien à changer à mes précédentes déclarations, je tiens à préciser seulement que, à mon sens, l'élu de la circonscription devra être le représentant de tous ses

habitants comme celui de toutes ses zones géographiques, sans aucune exclusive. Il serait, en particulier, inconcevable qu'il puisse négliger l'importance économique et agricole d'un centre d'activité comme la région parthenaise.

L'élu devra aussi constituer un lien entre le Gouvernement et les élus locaux.

Pour défendre nos libertés,

Pour apaiser et reconstruire,

Pour aider le Général de Gaulle dans sa tâche de rénovation,

Unissons-nous !

Votez nombreux en confirmant votre choix du 23 novembre.

Docteur-Vétérinaire Jacques FOUCHIER
Conseiller Général de Saint-Maixent-l'Ecole (1[er]). — Conseiller Municipal
Croix de Guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite Agricole. — Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique
Candidat d'Union indépendante et paysanne

Remplaçant éventuel :

André NERAUDEAU
Maire de Secondigny
Président cantonal de la C. G. A.
Médaille de la Reconnaissance Française

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean SALLIARD du RIVAULT
(Candidat Indépendant)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Me présentant à vos suffrages je crois utile de vous donner mon point de vue sur différentes questions qui font l'objet des préoccupations de tous.

Il ne s'agit pas ici de mes convictions personnelles : vous les connaissez depuis longtemps puisque j'ai toujours vécu au milieu de vous, ce qui m'a permis de me rendre exactement compte de mon côté de vos aspirations et de vos besoins.

Mais je voudrais préciser certains points particuliers.

Parmi les professions qui jouent un rôle essentiel dans la prospérité et la vie même du pays, il faut évidemment faire une place légitime et importante à celles qui se rattachent à l'industrie et au commerce mais il n'est pas contestable que la première place dans notre région spécifiquement agricole doit être donnée à l'agriculture qui nous fait vivre.

Il est donc nécessaire de la soutenir d'abord, ce qui implique la modernisation accrue des exploitations, un marché rémunérateur pour assurer leur rentabilité et les avantages qu'apportent aux ruraux les améliorations modernes telles que la viabilité des routes, le courant électrique qui permet de joindre dans une ferme l'utile à l'agréable — comme peuvent en juger déjà la très grande majorité des habitants des Deux-Sèvres — et les adductions d'eau dont le projet qui desservira le Nord du département est déjà en cours d'exécution.

Tout cela qui est une forme du progrès social dont chacun souhaite l'accroissement favorisera le maintien des exploitations familiales, élément indispensable de la prospérité agricole qui est incompatible avec les conceptions dangereuses du collecti-

visme qui voudrait faire exploiter la terre par une organisation anonyme et sans responsabilité.

Enfin cette situation améliorée donnera aux jeunes qui sont l'espoir de l'avenir et qui cherchent si courageusement à le préparer en se perfectionnant par l'étude, un encouragement à poursuivre leurs efforts pour réussir dans leur belle profession.

Pour que cet idéal se réalise il est indispensable que s'établisse enfin la stabilité monétaire — ceux qui l'ont connue jadis ne me démentiront pas — mais pour y parvenir s'impose d'abord une réforme profonde de la fiscalité qui pèse si lourdement sur tous les contribuables et notamment sur le commerce et l'artisanat.

D'un point de vue général il faut penser à l'organisation de l'Europe, organisation qui doit se faire obligatoirement sous peine de voir les nations comme la nôtre perdre peu à peu toute influence et toute autorité, d'être privée en outre de tous les débouchés nécessaires à son existence même.

Je m'attacherai d'autre part à faire aboutir une réforme qui s'impose — c'est la réforme de l'enseignement.

Outre les programmes à réviser, il est urgent de tenir compte de l'augmentation constante de la natalité qui nous vaudra d'ici peu l'honneur d'être la nation la plus jeune d'Europe et cela nous crée vis-à-vis des jeunes qui grandissent, des devoirs auxquels nous ne nous déroberons pas.

A l'occasion de cette réforme, la question de l'enseignement privé, question irritante et périmée doit être enfin résolue dans un esprit de justice et de respect de la liberté.

Toutes ces réformes et bien d'autres ont été étudiées déjà par l'ancien système mais elles n'ont pu aboutir à cause de l'impuissance où la Constitution de 1946 laissait les ministères successifs.

Nous devons espérer que cette lourde hypothèque sera levée avec l'application des mesures qui figurent dans la nouvelle Constitution.

Ma pensée va enfin à l'Algérie si près de nous géographiquement et plus encore sur le plan moral.

Nous ne voulons pas qu'elle nous soit enlevée, but auquel tendent les manœuvres d'une propagande insidieuse jointes à l'action directe dans un climat de violence et et de terreur.

Elle-même n'a-t-elle pas clairement prouvé au référendum qu'elle voulait rester Française et c'est la meilleure raison d'espérer que le jour est proche — et nous l'appelons de tous nos vœux — où la paix, la paix des armes et surtout des cœurs règnera de nouveau là-bas et y fera renaître le calme et la prospérité.

Si la situation en métropole comme en Algérie commence à se rétablir c'est au Général de Gaulle que nous le devons.

Le dévouement à la Patrie dont il vient de donner un si éclatant témoignage nous crée à nous tous un impérieux devoir : celui de le suivre.

Pour ma part je n'y faillirai pas, certain de servir ainsi la cause que nous avons tous à cœur de faire triompher — celle de la France.

Jean SALLIARD du RIVAULT
Chevalier de la Légion d'Honneur
Député sortant
Maire de La Forêt-sur-Sèvre. — Conseiller Général de Cerisay. — Président du Conseil Général

Remplaçant éventuel :

Arthur VERLON
Maire de Glenay
Chevalier de la Légion d'Honneur

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Je remercie les Electrices et les Electeurs qui ont voté pour moi le 23 novembre.

Etant celui des candidats qui a obtenu le plus de voix, je maintiens ma candidature pour le scrutin définitif de dimanche prochain.

Je souhaite que ceux qui appartiennent à des partis nationaux auxquels ils sont légitimement attachés, mettant au-dessus de tout le bien supérieur du pays, oublient leurs préférences personnelles pour faire l'union sur mon nom.

Cette union, placée sous l'égide du Général de Gaulle, est nécessaire au redressement de la France, que chacun de nous attend et espère.

Si je suis élu, je désire être le représentant à l'Assemblée Nationale de tous les habitants des sept cantons — sans aucune distinction entre eux — qui forment l'arrondissement électoral de Bressuire.

Je les assure de mon entier dévouement, avec l'espoir qu'il sera désormais possible de faire œuvre utile dans un Parlement rénové grâce à la Nouvelle Constitution que vous avez approuvée à une écrasante majorité dans un magnifique élan de patriotisme.

JEAN SALLIARD DU RIVAULT
Chevalier de la Légion d'Honneur
Député sortant
Maire de La Forêt-sur-Sèvre. — Conseiller Général de Cerisay. — Président du Conseil Général

Remplaçant éventuel :

ARTHUR VERLON
Maire de Glenay
Chevalier de la Légion d'Honneur

SOMME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Fred MOORE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

La convention républicaine.

Electrices, Electeurs,

Vous voilà arrivés à la veille de prendre une importante, une grave décision.

Votre bulletin de vote, les 23 et 30 novembre, fera la Ve République, cette Ve République que vous avez ardemment voulue, comme en témoignent les Oui massifs du référendum.

Ces Oui ont clairement fait comprendre que les Français en ont assez de la politique des partis.

Vous voulez que cela change, mais que cela change avec des hommes propres, au sens national du mot ; que cela change avec des hommes qui n'ont accepté aucune compromission.

Or, que vous offre-t-on pour fixer votre choix ?

1° Un candidat communiste : René Lamps, qui, comme son parti, a nettement pris position pour le Non. Nous en prenons acte simplement : notre opinion est faite ;

2° Un candidat S. F. I. O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière) : le partial Camille Goret, opportuniste du Oui, connu pour son sectarisme. Son association avec Maurice Vast est habile, mais elle ne doit pas vous faire oublier que témoigner sa confiance à Maurice Vast, c'est voter pour Camille Goret, qui a défilé le 29 mai 1958 en tête de ceux qui criaient « De Gaulle, au poteau ». De plus ce candidat ne vous parlera que des réalisations amiénoises ; il ne s'agit pas d'Amiens mais de l'avenir de la France ;

3° Un candidat M. R. P. : Jean-Pierre Prévost. Ne connaissant pas le candidat, nous n'en parlerons pas. Mais ce que nous connaissons c'est le comportement du M. R. P. (qui le présente) sur le plan municipal et sa collusion avec la S. F. I. O. Nul doute que ce candidat ne se désiste au second tour en faveur de Camille Goret.

4° Un candidat du Centre des Indépendants : Henri Cazenave. Ce candidat-là, en revanche, nous le connaissons bien et nous nous bornerons à dire que son attitude est dénuée de franchise. M. Cazenave a intrigué en vain au sein de l'U. N. R. pour obtenir l'investiture. Mortifié, il s'est souvenu qu'il était « un peu » Indépendant après avoir été R. P. F. et n'a pas hésité pour satisfaire son orgueil à faire acte de candidature

in extremis contre celui que l'U. N. R. avait choisi. Les électrices et les électeurs apprécieront l'élégance du procédé ;

5° Un candidat présenté par Poujade : Jacques Chatelain, lui aussi partisan du Non au referendum.

Jusqu'ici rien de changé.

Communiste, S. F. I. O., M. R. P., Indépendant, Poujadiste, voilà bien les gens qui ont amené la France à la catastrophe.

Si le peuple français n'y prend garde, ces partis vont reformer le syndicat des sortants.

Au milieu de leurs intrigues, le Général de Gaulle se retrouvera seul.

Nul ne le soutenant sans arrière-pensée. Chacun des « Grands Partis » cherchant à l'accaparer.

Le Général de Gaulle a dit à Bône, le 6 juin 1958 :

> « Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé. J'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le pays va le faire avec moi ».

Ne vous laissez pas voler votre Oui. Appelez des hommes nouveaux, patriotes éprouvés, propres et sincères.

L'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.) qui désire :

L'union par les électeurs quelles que soient leurs opinions ;

L'union pour la prospérité du pays ;

L'union pour le salut de la France vous présente son candidat, votre candidat : Fred Moore.

Fred Moore a été choisi par des hommes qui, comme lui, ont été les artisans efficaces de la victoire des Oui et qui, comme lui, n'ont jamais eu qu'une pensée :

Servir et non pas se servir.

Fred Moore a 38 ans. Engagé volontaire le 18 juin 1940 aux Forces Françaises Libres dont il est le Président départemental. Rappelé en 1956 pour servir en Algérie, il est Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire et Compagnon de la Libération.

Opticien à Amiens, Fred Moore n'a accepté d'être candidat que par devoir envers celui qui, deux fois déjà, fut le sauveur de la France et par devoir envers celles et ceux qui espèrent : « qu'on ne va pas reprendre les mêmes et recommencer ».

Voici maintenant un aperçu des grandes lignes du programme que défendra Fred Moore devant l'Assemblée :

— Sévère et stricte révision du train de vie de l'Etat ;

— Refonte fiscale pour rétablir l'égalité devant l'impôt ;

— Résolution des problèmes économiques et sociaux qui intéressent les travailleurs, en particulier : promotion ouvrière, dépolitisation des comités d'entreprise et des syndicats, réalisation d'accords entre travailleurs et producteurs, Assurance-chômage ;

— Dispositif permettant de lutter efficacement contre les dangers de la concurrence étrangère dans le cadre du Marché commun ;

— Augmentation des moyens de l'enseignement technique, civique et agricole ;

— Augmentation des logements pour petits et moyens salariés ;

— Rapport de salaire moyen à moyenne des prix ;

— Augmentation du budget de la recherche scientifique ;

— Respect rigoureux du principe de la non-rétroactivité des lois ;

— Harmonisation des prix agricoles et industriels.

Electrices, Electeurs,

Je sollicite vos suffrages et j'attends votre décision avec la plus entière confiance, car vous mesurez vos responsabilités.

Je serai fidèle à mes engagements et soutiendrai efficacement au Parlement l'action du Général de Gaulle.

En votant Fred Moore dès le 23 novembre prochain, vous voterez pour un homme sincère, qui vous garantit le renouveau des institutions et la fidélité à la grandeur de la France.

Vive la France !
Vive la République !

FRED MOORE
Opticien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

GUY DURAND
Chef d'Atelier
Croix de Guerre. — Médaille des Blessés

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Dès le premier tour, vous avez été plus de dix mille à m'apporter vos suffrages
Cet élan de confiance en des hommes nouveaux s'est retrouvé dans tout le pays, dans cette France qui renaît.
Picards, je vous remercie.
La France doit être rénovée ; elle sera bâtie grâce aux hommes que vous enverrez à l'Assemblée vous représenter pendant cinq ans.
Vous avez le devoir, envers vos familles et vos enfants, de choisir l'homme sincère, honnête, que vous méritez.
Candidat de l'U. N. R., j'aurai les yeux fixés sur demain.
Respectueux du rôle que m'assigne la Constitution, je soutiendrai l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

— La conclusion d'un pacte algérien qui permettra aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée ;

— Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget,
— une révision de la politique des subventions et du crédit,
— une discipline sévère de l'émission monétaire ;

— Une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et l'établissement de la justice fiscale ;
— Un effort soutenu en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif ;
— L'organisation du marché des produits agricoles garantissant l'écoulement normal de la production ;

— Une politique sociale orientée vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés au sein de l'entreprise,
— la gestion stricte des deniers confiés à la Sécurité sociale ;

— Une aide massive aux jeunes, en leur procurant l'enseignement qu'ils méritent — notamment en ouvrant l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers — puis la sécurité de l'emploi et du logement ;
— L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du referendum pour le profit de tous les peuples unis à la France.
L'U. N. R. est la nouvelle force politique de la France.

Unissez-vous...
Confirmez votre Oui...
Votez U. N. R.
Votez Fred Moore.

Un homme qui place les actes au-dessus des discours ; qui ne considère pas enfin la vie parlementaire comme le tremplin d'une carrière personnelle ; qui saura allier son mandat public avec ses responsabilités locales.

FRED MOORE
Opticien
Officier de la Légion d'Honneur. — Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

GUY DURAND
Chef d'Atelier
Croix de Guerre. — Médaille des Blessés

DEUXIÉME CIRCONSCRIPTION

M. Jean DOUBLET
(Candidat Indépendant-Paysan d'Union Nationale)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre 80 % des Français ont approuvé la nouvelle Constitution.

Ce vote massif a condamné un système d'impuissance et de luttes stériles qui avait finalement amené notre pays au bord de la guerre civile et de la faillite.

Vous avez accordé votre confiance au général de Gaulle, seul homme capable de sauver à la fois la République et la France.

Le 23 novembre vous êtes appelés à élire vos représentants à l'Assemblée Nationale et de ce choix dépend l'avenir de la V[e] Républiqu[e].

Vous avez dit Oui pour que les méthodes et les hommes changent.

Vous avez dit Oui pour que l'Algérie reste française, pour que l'unité de la nation soit refaite, pour que la République soit respectée à l'intérieur comme à l'extérieur.

Vous avez dit Oui à une union vraiment fraternelle des Français.

C'est à cette union que je fais appel. C'est en son nom que je sollicite vos suffrages.

Conseiller général de Montdidier depuis bientôt dix ans, beaucoup me connaissent. Vivant parmi vous je n'ignore rien de vos soucis et de vos besoins.

J'ai toujours agi en toute impartialité, avec une tolérance absolue, ne voulant jamais savoir à quelle formation politique ou religieuse appartenaient ceux qui s'adressaient à moi. Je suis un homme libre qui saura, demain comme aujourd'hui, faire passer l'intérêt général avant l'intérêt d'un parti.

Mon suppléant, Dominique Fauchille, bonnetier à Moreuil, appartient à cette génération dynamique et généreuse qui n'a jamais désespéré de la France. Engagé volontaire à 19 ans, blessé en Hollande, il contribue maintenant à la prospérité d'une industrie qui fait vivre des centaines de foyers dans un climat de justice sociale et de compréhension mutuelle.

L'œuvre et les résultats obtenus par le général de Gaulle depuis son accession au pouvoir sont la preuve même que son action doit être soutenue par des hommes décidés

à redonner au pays la liberté, à l'Etat l'autorité, et à ouvrir à la nation les plus larges perspectives de progrès, de richesse et de paix.

La communauté franco-musulmane librement affirmée doit apporter aux familles un terme à leurs angoisses, à nos admirables soldats un terme à leurs sacrifices, et ouvrir de très larges horizons à notre jeunesse.

La nouvelle Assemblée aura d'importants problèmes à résoudre :

L'agriculture est en danger, le découragement s'en empare et on déserte la terre. Pour y remédier, un plan national s'impose pour que les productions agricoles s'adaptent aux débouchés permanents offerts par les marchés français et d'outre-mer, le marché européen et les marchés mondiaux. Il faut d'autre part rétablir la parité entre l'agriculture et les autres activités professionnelles. Le cultivateur doit être considéré comme un Français à part entière, ayant droit à une juste rémunération de son travail et à une protection sociale librement choisie.

Il faut poursuivre l'élévation du niveau de vie des travailleurs, le premier objectif devant être la garantie du pouvoir d'achat par la stabilité de la monnaie. Devant la menace de récession, il est indispensable de créer l'Assurance-Chômage.

L'industrie, le commerce, l'artisanat doivent être défendus par la refonte et la simplification d'une fiscalité qui s'appesantit trop lourdement sur la production et la distribution.

Tous les citoyens doivent être égaux devant l'impôt par la suppression des privilèges fiscaux.

Si tous nos efforts tendent à assurer à notre jeunesse un avenir heureux, il ne faut pas pour autant oublier la grande misère des « vieux » dont l'extrême modicité des ressources rend plus urgente une action efficace en leur faveur.

Electrices, Electeurs,

Si vous me faites l'honneur de m'élire, je m'engage à prendre des contacts fréquents et réguliers avec vous.

Vous avez dit Oui :

— pour l'ordre contre le désordre,
— pour l'union contre la désunion,
— pour la liberté contre la servitude,
— pour un renouveau national.

Le 23 novembre vous direz Oui à

Jean DOUBLET
Candidat Indépendant-Paysan d'Union nationale

Suppléant :

Dominique FAUCHILLE
Candidat de la Convention Républicaine

Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Merci à toutes celles et à tous ceux qui m'ont si magnifiquement témoigné leur confiance dimanche dernier.

Aujourd'hui la situation est nette: vous êtes pour ou contre le communisme, pour ou contre la liberté, pour ou contre le respect de la dignité humaine.

La lutte n'est pas entre deux hommes, mais entre deux doctrines, entre ceux qui veulent rester Français et ceux qui se soumettent aveuglément aux ordres de Moscou, entre ceux qui ont dit Oui au général de Gaulle et ceux qui lui ont dit Non.

Vous voterez pour un candidat décidé à défendre le plein emploi, la stabilité monétaire, la réforme fiscale, la revalorisation des produits de la terre, une vie décente pour les vieillards et les invalides.

Electrices, Electeurs,

Je fais appel à ceux qui, hier, ont voté selon leurs affinités politiques ou leurs préférences personnelles, mais qui étaient déjà dans notre camp : celui de la France.

Vous qui avez dit Oui le 28 septembre.

Vous direz Oui à Jean Doublet le 30 novembre !

Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

JEAN DOUBLET
Conseiller Général de Montdidier
Candidat Indépendant-Paysan d'Union nationale

Remplaçant éventuel :

DOMINIQUE FAUCHILLE
Candidat de la Convention Républicaine

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Mme Marcelle DELABIE
(Candidat d'Entente Républicaine et Démocratique)
élue le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

La première campagne électorale à laquelle je me suis intéressée se déroulait dans le cadre de l'arrondissement, et, aux côtés de mon mari, qui devait devenir député de la deuxième circonscription d'Abbeville, je parcourais la région du Vimeu — berceau de ma famille — où allait se dérouler ma vie simple mais laborieuse.

Les années ont passé. Les femmes sont devenues des citoyennes. Les hasards de l'existence et la fidélité des électeurs au nom que je porte ont fait de moi un conseiller général, puis un sénateur.

A l'Assemblée départementale depuis quinze années, au Conseil de la République depuis dix années, je me suis efforcée de défendre les intérêts vitaux de ce coin de Picardie si attachant dans sa diversité, sans jamais perdre de vue les grands impératifs de la politique nationale, libérale et constructive, à laquelle j'avais donné une adhésion sans réserve.

Dans le même temps, se sont établies, entre l'élue et ses mandants, vivant en contact permanent, des relations cordiales et confiantes. Chacun sait, en outre, que mon amical dévouement est acquis à tous ceux qui sollicitent un conseil, ont besoin d'un appui ou recherchent un encouragement.

Revenu le scrutin uninominal, de nombreux amis appartenant à différentes formations politiques ont bien voulu mettre l'accent sur cette connaissance des problèmes

particuliers de la 3e circonscription électorale, ainsi que sur la sympathie que me témoignent nombre de mes concitoyens, et me demander avec insistance d'être candidat aux élections législatives.

Si j'ai finalement accepté, c'est parce que j'espère pouvoir mieux encore travailler et servir, au sein de l'Assemblée Nationale issue de cette consultation, dont les nouveaux membres élus, dégagés de la prédominance des partis, placés dans un cadre institutionnel rénové et utilisant des méthodes coordonnées et efficaces, pourront enfin assurer un travail parlementaire fécond, dans une confiante collaboration, avec un Gouvernement stable.

J'ai accepté également parce que j'ai conscience de n'avoir pas, personnellement, démérité. Les sénateurs, usant des pouvoirs limités dont ils disposaient, n'ont cessé de prodiguer d'utiles avertissements à leurs collègues députés, et ils ont, sans relâche, réclamé la révision des textes constitutionnels, le changement de loi électorale, la stabilité ministérielle.

Le Conseil de la République, où l'on a toujours étudié les grands problèmes de l'heure avec sérieux et sérénité, est, en ce sens, une excellente école de formation parlementaire, et je crois être bien préparée aux tâches de demain qui vont s'inscrire dans l'œuvre immense entreprise par le Chef du Gouvernement, dont la prestigieuse autorité a mis un terme au régime de facilité et aux oppositions stériles, a évité de cruels déchirements, a redonné au pays le sens de la grandeur et la confiance en son propre destin.

La Constitution de la Ve République vient de naître dans l'enthousiasme et le « Oui » du referendum est un véritable acte de foi de citoyennes et de citoyens, unis dans la même volonté et dans le même espoir.

Déjà, l'Algérie, qui demeure au centre des préoccupations, entrevoit enfin la paix tant attendue, que trois années d'efforts des précédents Gouvernements et l'intervention personnelle du général de Gaulle ont rendue possible. Il reste cependant beaucoup à faire pour construire cette Algérie française nouvelle, dont le futur statut sera établi en accord avec les élus algériens, seuls représentants qualifiés pour en discuter. Entre l'indépendance et l'intégration, également impossibles, il y a certainement place pour une solution généreuse, conforme à l'intérêt mutuel de la France et de l'Algérie, qui verra européens et musulmans fraternellement unis assurer ensemble l'exploitation des richesses de leur territoire, y compris celles du Sahara, dont la mise en valeur commence à donner des résultats concrets en ce qui concerne le pétrole et les minerais.

Les territoires d'Outre-Mer, eux, ont donné une émouvante adhésion aux dispositions de la Constitution concernant la communauté, et il conviendra, demain, de soutenir une politique qui tiendra compte de l'apport de chaque territoire à cette communauté et favorisera ceux qui auront cru en la mission humaine de la France.

Si ces problèmes ont occupé le centre de l'actualité au cours des derniers mois, ils ne doivent pas nous faire perdre de vue les questions économiques et sociales, intimement liées à la politique financière.

A l'heure où l'on perçoit quelques craquements de notre économie, jusqu'alors en pleine expansion, alors que des signes certains de récession viennent semer l'inquiétude chez les employeurs et les salariés, à la veille de l'entrée en vigueur du marché commun, qui va nécessiter l'adaptation de notre économie, il convient d'être vigilant, d'avoir une véritable doctrine économique, basée sur l'équilibre de la balance des paiements extérieurs, la stabilité de la monnaie, du coût de la vie, de la production et des échanges.

Hostile à tout renouveau d'un dirigisme ruineux, je reste fidèle à un libéralisme évolué qui sauvegarde la libre entreprise, le petit commerce, auquel il faut assurer une stricte égalité fiscale, assortie d'une simplification de la fiscalité, l'artisanat, qui, pour subsister, a besoin de crédits d'équipement et de garantie d'ordre social.

L'agriculture est l'atout majeur de notre pays dans l'organisation européenne de demain, et l'heure est venue de définir les bases d'une véritable politique agricole, dont l'absence ou l'imprécision a si souvent découragé les cultivateurs de notre région, par ailleurs sévèrement touchés, cette année, par une mauvaise récolte de blé.

Personnellement, j'ai toujours préconisé une étroite collaboration entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles, pour discuter de tous les problèmes intéressant le monde rural.

Le récent manifeste de la Fédération Nationale des Exploitants les pose de façon claire et précise. J'y donne mon accord sans réserve et je souhaite que les questions

essentielles de formation professionnelle, d'investissements, d'équipement rural, d'orientation des productions, d'organisation des marchés et des prix d'objectifs soient examinés sans retard, afin que survivent les petites exploitations familiales, dont l'existence même semblait menacée.

La politique économique doit marcher de pair avec la politique sociale, et, dans ce domaine, de nombreux projets seront prochainement étudiés, qui associeront davantage le travailleur à son entreprise et le feront bénéficier de la prospérité que celle-ci tire du travail commun.

D'autres tendront à la création d'un Fonds de garantie « chômage », qui fait actuellement l'objet de conversations entre le patronat et les syndicats ouvriers. Dans une période de contraction des horaires de travail, une telle mesure apporterait une réelle sécurité aux salariés et maintiendrait la paix sociale. Les travailleurs picards de l'industrie textile, des fabriques de chaises ou des usines de robinetterie envisageraient l'avenir avec moins d'appréhension.

Le problème du logement reste préoccupant, mais, dans notre région, un gros effort a été accompli, notamment dans les cités industrielles. En ma qualité de présidente du comité départemental et de l'Office départemental d'H.L.M., j'ai été associée à l'action menée par les collectivités locales et par les particuliers désireux d'accéder à la propriété de leur maison. Aux unes et aux autres je redis mon désir de continuer à les aider, afin que chaque Français soit assuré d'avoir un logement décent.

Je ne cesserai de me préoccuper également de l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées, des malades et des infirmes, qui bénéficient d'une aide sociale, basée sur une fraternelle solidarité.

Enfin, je porterai un intérêt particulier au problème de l'enseignement. D'importants crédits ont été consacrés aux constructions scolaires et aux créations de postes d'enseignement, l'effort doit être poursuivi et même intensifié. La réforme de l'enseignement, demeurée si longtemps sur le chantier et qui devra respecter le libre choix des familles, permettra à notre jeunesse, sur laquelle repose l'avenir de la France de faire face aux tâches qui l'attendent, avec compétence et enthousiasme.

Toutes ces importantes et urgentes réalisations ne pourront être menées à bien que dans un climat de confiance et de saine gestion financière. Budgets équilibrés, diminution des dépenses publiques, encouragement à l'épargne sont autant d'impératifs qui conditionnent l'œuvre immense de progrès et de rénovation souhaitée par le pays.

Je sollicite vos suffrages pour participer à cette tâche exaltante, qui tend à la prospérité du pays, au bien-être de sa population, au respect de la personne humaine, à la défense du droit de propriété, à la sauvegarde de toutes nos libertés et à la grandeur de la Communauté Française.

MARCELLE DELABIE
Sénateur de la Somme. — Conseiller Général

2e CIRCULAIRE

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Je remercie de tout cœur les Electrices et les Electeurs qui, en m'accordant 14.178 suffrages au premier tour de scrutin, m'ont témoigné une confiance dont je suis profondément touchée.

Ils m'ont permis d'arriver en tête des cinq candidats en présence, approuvant ainsi largement l'Union réalisée sur ma candidature, et manifestant en outre leur volonté de travailler à l'élargir dimanche prochain pour assurer son succès définitif.

Je demeure le candidat d'Entente Républicaine et Démocratique et, parce que je suis le candidat national le mieux placé, face au représentant du Parti communiste, tous les véritables républicains de cette circonscription pensaient que les candidats moins favorisés se retireraient de la compétition électorale, et apporteraient très loyalement leur contribution au résultat escompté.

Si M. Delozière s'est désisté purement et simplement, M. Jourdain, qui a obtenu 3.745 voix de moins que moi, a cru devoir maintenir sa candidature, assumant ainsi une terrible responsabilité, car sa décision donne une chance nouvelle au candidat communiste, qui doit se réjouir tout particulièrement de l'attitude singulière du candidat de l'U.N.R. interprétant à sa façon les consignes d'union inlassablement répétées par le général de Gaulle.

Devant cette situation qui nous replace en face du péril communiste, qu'au cours d'une campagne ardente, mais correcte et loyale, je m'étais efforcée de conjurer, j'adresse un pressant appel aux Républicains de toutes tendances pour qu'ils m'aident à faire triompher, dimanche prochain, les idées libérales et généreuses que, pour ma part, j'ai toujours défendues avec courage et persévérance.

Agriculteurs, artisans, salariés, petits industriels et petits commerçants, qui souhaitez le maintien de toutes vos libertés, et qui savez que c'est seulement dans un climat d'ordre, de concorde et dans le respect de nos institutions républicaines que vous connaîtrez l'amélioration de votre condition, faites bloc le 30 novembre sur mon nom.

Jeunes de notre pays, n'oubliez pas que c'est seulement avec des élus raisonnables, conscients de la gravité des problèmes à résoudre et décidés à travailler dans un climat de mutuelle compréhension que vous pourrez accomplir les tâches exaltantes qui vous incombent.

Tous aux urnes pour le candidat national le mieux placé.

Pas d'abstentions. Votez tous :

MARCELLE DELABIE

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Max LEJEUNE

(Candidat Socialiste S.F.I.O.)

élu le 23 novembre 1958

(S.)

Citoyens, Citoyennes, mes Chers Amis,

Dans le cadre d'une circonscription qui rassemble les cantons d'Abbeville, Saint-Valery, Rue, Nouvion-en-Ponthieu, Crécy-en-Ponthieu, Ailly-le-Haut-Clocher, Bernaville et Domart-en-Ponthieu, vous devez, au scrutin uninominal, désigner votre député. Je suis candidat à vos suffrages ; je m'efforce de visiter, avant le 23 novembre, le plus grand nombre de vos 149 communes.

Vous me connaissez depuis longtemps. Ma vie s'est déroulée, depuis mon enfance, dans ces coins de Picardie. Jeune Professeur, j'y ai bénéficié, il y a vingt-deux ans, d'une confiance flatteuse que je me suis efforcé de ne pas décevoir. La ville d'Abbeville, en 1948, m'a placé à la tête de son administration et, depuis treize ans, Président du conseil général de la Somme, j'ai veillé, avec un soin particulier, sur tous ces cantons de l'ouest du département.

Une carrière politique où j'ai beaucoup travaillé m'a assuré, jusqu'ici, votre fidélité et l'estime de mes collègues des Assemblées. Le fait d'avoir été Vice-Président de l'Assemblée Nationale et, à plusieurs reprises, Ministre, ne m'a pas « tourné la tête ». Je suis resté attaché à mes origines et à ma façon de vivre ; mes idées n'ont pas varié ; je les défends avec conviction, en respectant celles de mes adversaires : je suis Socialiste, parce qu'élevé au milieu du peuple, j'en connais les épreuves, les mérites et les aspirations.

⁂

Depuis les élections législatives de 1956, j'ai occupé deux postes ministériels très lourds : le Secrétariat d'Etat à la Guerre chargé des Affaires Algériennes, dans le Gouvernement Guy Mollet ; le Ministère du Sahara, dans les Gouvernements Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard et dans celui du général de Gaulle.

Pendant dix-sept mois, j'ai parcouru inlassablement l'Algérie pour contenir une rébellion virulente, soutenue par l'étranger; j'ai réorganisé l'armée, verrouillé les frontières marocaine et tunisienne, assuré la protection des populations et appliqué nos soldats à cette œuvre de pacification dont le referendum récent a prouvé l'efficacité. Chaque mois, pendant une dizaine de jours, j'ai, par route, en avion ou en hélicoptère, vu nos soldats dans toutes leurs tâches, que ce soit dans leurs cantonnements ou au combat. Jamais, d'ailleurs, je ne pourrai oublier l'attitude noble et courageuse de tous ces hommes, dont tant sont nos enfants. Ma tâche en Algérie accomplie, sans tapage ni vaine propagande, je fus chargé d'organiser le Sahara.

Ministre du Sahara ! La raillerie m'a épargné ; elle pouvait être redoutable. J'ai pris en mains ce désert dont j'avais souvent prédit publiquement la richesse. C'était un territoire administré par les militaires ; les décrets portant création des deux derniers départements de la République : Oasis et Saoura, portent ma signature. J'y ai installé des conseils généraux et codifié une réforme communale originale adaptée aux conditions locales. Le 30 novembre, le Sahara aura quatre Députés à l'Assemblée ; en avril 1959, deux sénateurs ; en mars, partout, des conseillers municipaux et communaux. En même temps qu'à la représentation de ses 600.000 habitants, j'ai travaillé à leur sécurité et à leur mieux-être.

En 1958, 900 kilomètres de routes et des pistes aériennes ont été tracés, des puits forés à la recherche de l'eau. Le pétrole découvert en 1956 coule aujourd'hui à raison de 1.600 tonnes par jour vers la France. En 1961, le Sahara donnera à la France, 18 millions de tonnes de pétrole, c'est-à-dire l'équivalent de sa consommation de 1957. Ensuite, la France deviendra exportatrice. C'est là un fait capital, car la crise de Suez a démontré l'importance de l'essence dans la vie nationale. J'ai protégé l'appartenance française de cette richesse, ramené à 25 % la participation des capitaux étrangers et fait définir le Code pétrolier.

⁂

Sur le plan politique, j'ai pris mes responsabilités publiquement et catégoriquement quand, après le coup de force des « ultras » d'Alger, il fallait à la fois, éviter la guerre civile et sauvegarder les institutions républicaines.

Je n'ai pas attendu que les événements soient passés pour prendre position ! Et, résolument, j'ai agit au Gouvernement et au Parlement pour l'accession du général de Gaulle à la Présidence du Conseil. Le soir du vote de l'Assemblée Nationale, le 1er juin, ma conscience était satisfaite. En votant « Oui » à plus de 80 % dans l'ouest du département, vous m'avez donné raison. Au lendemain du referendum, le général de Gaulle a pu dire : « c'est la cinquième République, mais c'est toujours la République ! »

Mais l'avenir reste à garantir :

— par la solution équitable, dans le cadre de la République française, du problème algérien sur lequel le Général de Gaulle a précisé, avec autorité et générosité, les conditions familières aux Socialistes « du cessez le feu, des élections et des conversations avec des interlocuteurs valables ».

— par la mise en place des institutions prévues par la Constitution et, plus particulièrement, par l'édification de la Communauté d'Etats africains unis à notre République ;

— par la lutte contre la récession économique qui nous menace au moment où l'industrie française doit entrer dans le marché commun de l'Europe occidentale, par l'assurance, donc, du plein emploi à toute notre population ouvrière et par la décon-centration industrielle vers la province ;

— par la défense de l'exploitation agricole familiale, en fixant son statut juridique et en garantissant les prix à la production, après avis des organisations professionnelles;

— par une nouvelle définition de la qualification de l'artisanat ;

— par une simplification fiscale dont doivent, tout d'abord, bénéficier les commerçants ;

— par l'extension de la construction d'habitations à loyer modéré ;

— par la réforme de l'Enseignement comportant la généralisation d'une scolarisation d'apprentissage.

La vitalité de notre peuple, l'action de ses savants, de ses chercheurs et de ses techniciens, le travail de nos ouvriers, paysans et marins, la conscience de nos fonctionnaires, l'ardeur de notre jeunesse doivent garantir à tous cet avenir de bien-être et de liberté.

Mais, il importe que la législation sociale soit étendue sans bureaucratie inutile et que la solidarité joue en faveur des personnes âgées et des anciens combattants qui, par leur travail et leur courage, ont assuré la continuité nationale.

***

J'ai prouvé, dans le relèvement de la ville d'Abbeville, dans l'aide donnée aux ruraux pour le « désenclavement » routier des petites communes, pour les programmes d'aduction d'eau, de téléphone automatique rural et de construction scolaires, combien rien de la vie quotidienne de la population ne m'était étranger.

Je continuerai à travailler avec sérieux et désintéressement si vous me renouvelez une confiance que je crois devoir mériter.

***

La loi faisant obligation au candidat de choisir un remplaçant éventuel, devant le suppléer en cas de décès ou de désignation ministérielle, j'ai choisi parmi mes plus anciens amis et collaborateurs, Hélène Lœuillet, Conseiller général du canton de Crécy, et directrice de Coopérative agricole à Conteville, dont on connaît les qualités de cœur et la totale connaissance des problèmes ruraux et sociaux.

***

Je vous sais intimement convaincus de la nécessité d'une action résolue et continue. Je pense avoir toujours su prendre mes responsabilités dans la vie publique et être resté fidèle à moi-même.

Je fais appel à tous pour la République et pour la France.

MAX LEJEUNE

Maire d'Abbeville. — Président du Conseil Général
Ministre du Sahara
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre, 2 citations. — Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Médaille d'Argent de la Reconnaissance Française
Candidat de la Fédération Socialiste de la Somme

Ne vous abstenez pas ! Votez !

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Emile LUCIANI

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous m'avez fait l'honneur, il y a trois ans, de me désigner pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. A ce moment, déjà, je proclamais la faillite du système.

Aggravation de la fiscalité	932 milliards
Avances et expédients de trésorerie	928 milliards
Emprunt	320 milliards

au total 2.180 milliards de ressources nouvelles et impôts nouveaux, qui frappaient, sans mesure et sans discernement, le commerce, l'artisanat, ainsi que l'ensemble des classes laborieuses.

Elu en 1956, exclu d'un mouvement de défense professionnelle suite à un vote politique, j'ai conscience d'être demeuré fidèle à la mission que les électeurs m'ont confiée, c'est-à-dire lutter contre les injustices, qu'elles soient fiscales, sociales, ou économiques. Au delà des partis et des groupes, seule doit compter la fidélité à ses idées.

Au Parlement, j'ai demandé, proposé et défendu différents projets de loi, notamment :

Pour les artisans et commerçants : réforme fiscale et suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires — impôt sur l'énergie — Augmentation de l'abattement porté à 600.000 francs.

Pour les cultivateurs : Harmonisation des prix agricoles et industriels (blé et betteraves) permettant de donner un salaire réel aux travailleurs de la terre. Réduction des importations abusives (endives, pommes de terre).

Pour les ouvriers et salariés : Suppression des abattements de zones de salaires (adopté par la Commission du travail) augmentation et indexation des allocations familiales sur les salaires. Augmentation de l'abattement à la surtaxe progressive de 220.000 à 350.000 francs. Suppression de la taxe sur les compteurs électriques. Institution d'un régime unique à la Sécurité sociale pour tous les travailleurs.

Pour les anciens combattants et prisonniers de guerre : Je suis intervenu contre la majorité, qui prétendait porter atteinte à nos droits (retraite et pécule).

Au mois d'avril dernier, me présentant au Conseil Général, dans un secteur particulièrement disputé, je disais qu'il fallait absolument changer de politique et étais élu par 66 % des suffrages.

Ce succès, rejoint par les événements et la victoire massive des Oui, ont marqué la volonté très nette de renouveau de l'immense majorité du pays.

L'œuvre est considérable. Elle est cependant déjà entreprise par le Général de Gaulle et son Gouvernement. Elle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les grandes lignes de ce redressement :

— La conclusion d'un pacte algérien ;
— l'organisation des pays d'outre-mer, au sein d'une Communauté française ;
— La réforme de l'Etat et de la Justice ;

— L'assainissement du jeu des partis politiques ;
— Une politique étrangère, faisant de la France, un partenaire à part entière.

— Une politique hardie d'expansion économique :

Le développement des ressources modernes d'énergie, et la renaissance des régions sous-équipées ;
La modernisation de l'agriculture par le crédit aux investissements, la garantie du revenu agricole et l'organisation des marchés ;
L'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

— Une politique financière et monétaire saine :

Un équilibre strict des finances, débudgétisation des investissements et révision de la politique des subventions ;
— Sévère discipline monétaire et réforme profonde de la fiscalité.
— 400.000 logements par an à partir de 1960.

— Politique sociale inspirée par la justice :

Promotion des salariés à tous les niveaux ; Fonds de garantie chômage ;
Gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;
Développement des diverses prestations, notamment de l'assurance-vieillesse, lié à l'essor de la production ;
Aide massive à la jeunesse, lui assurant éducation, emploi, logement ;
Réforme de l'enseignement, assurant à nos jeunes, issus de tous les milieux, l'éducation civique, l'enseignement technique et l'accès à l'enseignement supérieur.
Ce programme de l'Union pour la Nouvelle République est le programme du Oui au Général de Gaulle.

Electeurs,

Vous avez le choix : M. Marchandise, Communiste ; M. Deflandre, S.F.I.O., Conseiller général battu ; M. Mazaudet, amiénois, Radical-Mendésiste ; M. Duparcq, Candidat d'Entente... (avec qui ?) et un candidat d'Union des partisans du Oui

EMILE LUCIANI

Député de la Somme. — Conseiller Général du Canton de Ham
investi par l'Union pour la Nouvelle République
soutenu par Pinay (Centre National des Indépendants et Paysans), Bidault (Démocratie Chrétienne), Lafay et Morice (Union du Centre Républicain et des Radicaux-Socialistes)

Suppléant :

AUGUSTE DELORAINE

Cultivateur
Conseiller Municipal d'Arquèves, du Centre National des Indépendants et Paysans

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine, pour une nouvelle République,

vous voterez LUCIANI

Pupille de la Nation. — Ancien Combattant. — Prisonnier de Guerre
seul candidat d'Union des Partisans du Oui

2e *CIRCULAIRE*

Par 15.767 suffrages, vous avez affirmé dès le premier tour de scrutin, votre volonté inébranlable d'un renouveau national, dans le cadre d'une nouvelle République.
En plaçant nettement en tête, avec plus de 4.000 voix d'avance, le seul candidat d'Union des partisans du Oui, vous avez confirmé votre ardent désir de voir se conti-

nuer la tâche immense de réforme et de redressement déjà entreprise par le Général de Gaulle et son Gouvernement.

Electrices,Electeurs de la 5e circonscription, je suis fier de votre confiance et je vous dis : Merci du fond du cœur !

En dépit d'une campagne électorale particulièrement dure, dans la plus importante circonscription du département, après Amiens ; en dépit de certaines manœuvres de dernière heure, notamment à Ham et son canton — affiches et tracts que les auteurs n'ont pas eu le courage de signer — j'ai obtenu la majorité absolue. Les suffrages qui se sont portés sur mon nom sont encore supérieurs de 12 % à ceux déjà considérables des élections au Conseil général. C'est le fruit de la sympathie constante et agissante d'amis de tous les milieux sociaux. C'est la meilleure réponse à une maladroite tentative de dénigrement et de division.

Cette sympathie agissante, souvent spontanée, n'a pas été moins probante dans chacun des cantons d'Acheux, d'Albert, de Bray, de Chaulnes, de Combles, de Doullens, de Nesle, de Péronne, de Roisel, qui sonstituent, avec celui de Ham, la 5e circonscription. Dès maintenant mon programme prévoit un contact étroit et constant avec chacun de ces cantons, où une permanence fonctionnera à date fixe car, député habitant Ham, je veux être votre député à tous.

Quant à mon programme national, vous le connaissez bien. Il est celui de l'Union pour la Nouvelle République autour du Général de Gaulle, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus sociale et plus humaine.

Je me représente à vos suffrages dimanche prochain. La victoire est certaine, mais la tâche n'est pas terminée.

Je serai, sûrement encore attaqué, peut-être même encore sali. Mais c'est la rançon du succès, et ce succès, c'est vous, Electrices, Electeurs de la 5e circonscription, qui le transformerez en triomphe, en faisant bloc compact sur mon nom dans l'Union pour la Nouvelle République.

J'attends votre décision avec la plus entière confiance. Le premier tour ayant permis à chacun d'exprimer librement ses préférences, le second tour doit, plus librement encore, compléter l'union en marche.

Pas d'abstentions ! Pas de défaillances !

Toutes et tous aux urnes dimanche 30 novembre pour confirmer votre Oui au Général de Gaulle et pour l'union dans la nouvelle République, faite de justice sociale et de fraternité vraie.

Vive la 5e Circonscription picarde !
Vive la République !
Vive la France !

Emile LUCIANI

Député de la Somme. — Conseiller Général du Canton de Ham
investi par l'Union pour la Nouvelle République
soutenu par Pinay (Centre National des Indépendants et Paysans), Bidault (Démocratie Chrétienne), Lafay et Morice (Union du Centre Républicain et des Radicaux-Socialistes)

Suppléant :

Auguste DELORAINE

Cultivateur
Conseiller Municipal d'Arquèves, du Centre National des Indépendants et Paysans

Le 30 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus sociale, plus humaine, dans l'Union pour la Nouvelle République,

vous voterez LUCIANI

Pupille de la Nation. — Ancien Combattant. — Prisonnier de Guerre
seul candidat d'Union des Partisans du Oui

TARN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Édouard RIEUNAUD
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Mes Chers Compatriotes,

Sollicité par mes amis du Mouvement Républicain Populaire, j'ai accepté de me présenter à vos suffrages comme candidat « Républicain de Rénovation Sociale et Nationale ».

J'estime en effet à la suite du vote massif de « Oui » — en faveur de la nouvelle Constitution — qu'il est indispensable de rénover notre République, la cinquième du nom.

Malgré le scrutin d'arrondissement, je me refuse à voir le pays coupé en deux blocs ennemis. Entre le communisme totalitaire et le conservatisme égoïste, il y a place pour le progrès social dans la liberté, que vous propose au centre de la politique française le M.R.P. et la Démocratie Chrétienne.

Enfant du pays tarnais, j'ai des attaches familiales et professionnelles dans les cantons d'Albi, Carmaux, Valdériès, Valence et de très nombreux amis dans les cantons d'Alban, Monestiès, Pampelonne, Réalmont et Villefranche.

La plupart d'entre vous me connaissent suffisamment pour que je ne m'étende pas sur ma personne. Pour ceux qui ne me connaitraient pas, qu'ils sachent que ma porte a toujours été ouverte à tous — sans distinction aucune.

Je n'ai pas pour habitude de faire des promesses inutiles, mais vous avez le droit de savoir que j'approuve les grandes lignes de la politique du général de Gaulle, notamment au sujet du problème algérien.

J'apporterai tout mon appui — si vous m'accordez votre confiance — à la défense de la famille, de la monnaie, de la profession : du petit artisan comme du mineur, de l'agriculteur comme de l'ouvrier, du modeste employé comme du fonctionnaire, du commerçant comme de l'industriel.

J'œuvrerai pour la paix en Algérie, pour la construction de l'Europe qui demeure notre meilleure chance de paix et la plus sûre promesse de progrès économique et social.

Les problèmes qui intéressent la jeunesse et la question scolaire, les divers syndicats, les retraités mineurs, les vieux, les économiquement faibles, les Anciens Combattants, les déportés, les internés, les veuves et orphelins de guerre ou du travail, les infirmes et les incurables doivent être sérieusement étudiés et équitablement résolus.

De plus, je m'intéresserai tout particulièrement aux questions municipales qui préoccupent nos édiles, à la révision de la fiscalité qui nous accable, au développement

du tourisme si important pour notre région et — question primordiale que je place en tête parce que la plus angoissante — à la recherche d'implantation d'industries nouvelles — par un appui total au comité d'expansion économique — afin que nos jeunes qui peuplent nos écoles ne se trouvent pas demain sans travail.

A la préparation de ces travaux essentiels, il faut associer les représentants de toutes les forces vives de la Nation, et ces implantations d'industries nouvelles doivent être recherchées et obtenues avec le concours des organisaitons syndicales et professionnelles. Enfin par esprit de justice autant que pour combattre la récession par la protection du pouvoir d'achat, il importe d'apporter une aide efficace à ceux qui sont sans emploi et aux chômeurs par l'organisation d'une véritable assurance-chômage.

Certains me diront que, dans tout cela, il y a une bien petite place pour l'agriculture.

Je proteste aussitôt en répondant qu'au contraire j'ai voulu faire dans cette circonscription la juste part qui revient à nos nombreux agriculteurs et que c'est pour cela que j'ai pris comme second de liste l'ami et le défenseur des paysans, qui a fait ses preuves et qui les fait encore tous les jours dans les nombreux organismes agricoles où il est votre porte-parole estimé et écouté : j'ai nommé Célestin Capelle, maire de Massals, délégué cantonal de la C.G.A., administrateur de la Mutualité sociale agricole, président de la caisse locale du Crédit régional agricole du canton d'Alban.

Je sais, comme lui, combien l'agriculture tient dans la nation une place essentielle.

Aussi tous mes efforts tendront à faire aboutir ses justes revendications, notamment l'indexation des prix des produits agricoles, facilités pour l'amélioration de l'habitat rural, et la parité avec le régime général pour toutes allocations et retraites.

Electrices, Electeurs,

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême-droite ;

Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme indépendant ;
Parce que vous voulez la liberté et la justice, le progrès de la nation,
Vous voterez pour une République forte au service de la Nation,
Vous voterez pour une République sociale au service de la fraternité,
Vous voterez Rieunaud-Capelle.

Vive la République !
Vive la France !

Edouard RIEUNAUD

Maire-Adjoint d'Albi
Journaliste. — Directeur du *Tarn Libre*
Ancien Combattant. — Médaille du Travail

Suppléant :

Célestin CAPELLE

Maire de Massals
Ancien Conseiller d'Arrondissement du Canton d'Alban

2e CIRCULAIRE

APPEL A LA DISCIPLINE REPUBLICAINE

Electeurs, Electrices,

Je tiens d'abord à remercier les 16.984 électeurs qui m'ont accordé la confiance — et m'ont placé en tête — au premier tour de scrutin, me classant ainsi premier de la circonscription.

Je fais appel maintenant à tous les républicains, les démocrates, les nationaux. pour que, dimanche 30 novembre, l'Union des Français de bonne volonté se manifeste sur mon nom :

— pour une Algérie pacifiée ;
— pour un progrès social basé sur la justice ;
— pour une agriculture florissante ;
— pour une Europe unie, gage de prospérité et de paix ;
— pour une collaboration fructueuse avec les peuples d'outre-mer ;
— Enfin pour du travail pour nos jeunes et une retraite décente pour nos vieux.

Pour l'union de tous dans le renouveau français,
Pour toutes les libertés contre tous les sectarismes,
Votez en masse, conformément à la discipline républicaine, pour le candidat le plus favorisé :

EDOUARD RIEUNAUD
Candidat Républicain de Rénovation Sociale et Nationale présenté par le M. R. P.

Suppléant :

CÉLESTIN CAPELLE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. André VIDAL
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Vous êtes aujourd'hui devant un choix très simple :

Il s'est constitué, il y a quelques semaines, un groupement : « l'Union pour la Nouvelle République » qui a réuni ceux des premiers compagnons de de Gaulle qui ne se sont jamais compromis dans tel ou tel parti, ceux qui lui sont purement et simplement restés fidèles.

Il y a dans ce groupement des gens très divers, de Chaban-Delmas à Michelet, de Delbecque à Soustelle, de Marie-Madeleine Fourcade à Roger Frey. Ils ont abdiqué ce qui les divisait, pour ne plus penser qu'à leur devoir commun : aider le Général de Gaulle.

Si le Général de Gaulle avait voulu patronner un nouveau parti, celui-ci aurait eu à coup sûr une majorité écrasante à l'Assemblée. Il ne l'a pas voulu.

Le Général de Gaulle agit en vrai démocrate. Il n'a pas voulu de « parti unique ». Il a même pris plusieurs de ses ministres dans la IVe, souhaitant sans doute une évolution plutôt qu'une révolution.

Mais cette sagesse comporte un danger :

Regardez les candidatures, chez nous et dans les autres circonscriptions. Vous y trouverez un M. R. P., un « Indépendant », un Socialiste, un Communiste...

Sans l'initiative de l'Union pour la Nouvelle République, le pays était obligé d'élire la même Chambre qui a sombré dans le ridicule, il y a cinq mois.

Au référendum, le pays a approuvé le renvoi de cette Chambre et a manifesté sa confiance à de Gaulle. Il serait inconcevable qu'il vote le contraire deux mois après. Ce serait un affront à de Gaulle, son action stérilisée, le suffrage universel discrédité ; notre pays en danger grave, à l'extérieur comme à l'intérieur.

Ce n'est un secret pour personne (tous les journaux l'ont dit) que le Général de Gaulle a besoin pour gouverner d'un certain nombre de députés qui appuieront sa politique sans conditions, aussi longtemps qu'il faudra et tant qu'il n'aura pas démérité aux yeux de la nation.

On sait que les partis de la IVe sont imbattables dans l'art de démolir, de noyauter, de trahir ou d'écœurer les hommes d'Etat valables. Il s'agit de savoir si vous admettez de les laisser faire aujourd'hui.

Pour moi, le devoir ne fait pas de doute : aider le Général de Gaulle, sans conditions, aussi longtemps qu'il faudra, et tant qu'il n'aura pas démérité aux yeux de la nation.

Ceci est ma « promesse électorale » n° 1.

Je ne suis pas venu parmi vous pour participer à la mascarade traditionnelle, en promettant de faire augmenter le prix du blé tout en diminuant le prix du pain.

Si je n'ai jamais fait de politique jusqu'à ces dernières semaines, c'est précisément parce que je ne voyais pas comment je pouvais faire quelque chose sans me déconsidérer à mes propres yeux.

Vous savez qui je suis. Originaire de Lacaune, Castres, Mazamet et Carcassonne du côté de mon père, du Gers du côté de ma mère, polytechnicien, je dirige un groupe d'une centaine d'ingénieurs-conseils. On dit que je suis un des hommes les plus qualifiés en Europe sur les problèmes industriels, commerciaux et humains de notre époque.

Comme je m'appelle Vidal et que ma grand-mère paternelle s'appelait Bonnafous, on m'a découvert dans le Midi dix mille parents (?) francs-maçons, curés, pasteurs, royalistes ou communistes. Ce sont les balivernes habituelles. Je n'ai personnellement aucune attache politique ou confessionnelle, ou encore anti-confessionnelle.

⁂

Tout le monde connaît bien Louis Cèbe, mon suppléant. On sait ses admirables états de services. Je me sens honoré qu'il ait accepté d'être mon suppléant.

⁂

Pour tenir ma promesse n° 1, un robot bien réglé pourrait suffire. Mais il y a autre chose. Etre élu d'un parti au scrutin de liste n'aurait eu aucun sens pour moi (notamment parce qu'aucun parti — sauf les communistes — n'a jamais eu de doctrine). Je comprends au contraire très bien (parce que c'est très proche de mon métier) ce que c'est

Qu'informer, écouter, aider, représenter soixante-dix mille personnes.

Je veux le faire mieux que cela n'a jamais été fait.

Et ceci est ma promesse n° 2.

Il y a une troisième question. On voit très bien ce qu'il y a à faire dans l'immédiat. On voit beaucoup moins bien ce que l'on va faire ensuite, c'est-à-dire dans quel sens on pourrait orienter une véritable rénovation de notre malheureux pays.

Le Général de Gaulle est très discret sur ce point. Il estime sans doute que quand la maison brûle, il est trop tôt pour annoncer comment on la reconstruira. Mais cela m'intéresse au plus haut point, et vous aussi.

Je me propose de le savoir, de l'examiner, de vous en parler, et d'aider aux réalisations si vous êtes d'accord.

Et ceci est ma promesse n° 3.

Vous n'avez certainement jamais reçu une profession de foi comme celle-ci. Vous avez devant vous un candidat qui n'est pas comme les autres. Dans quelques jours, vous exprimerez votre décision souveraine. Mais je vous demande de réfléchir encore à ceci :

Si vous avez l'habitude de vous abstenir parce que le cirque traditionnel vous dégoûte, c'est le moment ou jamais de manifester cette opinion (qui a toujours été la mienne).

Si vous voulez éviter que je sois en danger au second tour, devant une de ces coalitions nègre-blanc dont ces messieurs ont le secret, et qui envoient votre bulletin « indépendant » dans la poche d'un M. R. P., ne faites pas à ces messieurs une politesse qu'ils ne méritent pas et votez U. N. R. dès le premier tour.

Votez U.N.R. !

Votez André VIDAL

Suppléant :

Louis CEBE

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Vous connaissez les résultats du premier tour.

C'est maintenant un duel entre M. Reille-Soult et moi.

Tout le monde a remarqué les ménagements avec lesquels j'ai traité jusqu'ici cet adversaire. Il me répugnait d'accabler un homme âgé, qui n'a jamais eu la moindre valeur politique, mais qui a mis, pendant de longues années, beaucoup de gentillesse et de bon-vouloir a assurer les tâches médiocres dont est fait, à ses yeux, le métier de député.

J'espérais qu'il aurait le bon goût de terminer dignement une longue carrière en renonçant à la charge de refaire une France que lui et ses collègues, lui par insuffisance, d'autres par folie criminelle, ont avilie, affaiblie, défigurée.

Mais son instinct de vieux politicien le pousse à persister dans une lutte sans espoir. Il faut donc lui montrer le chemin de la retraite. Vous savez tous maintenant, quelle sincérité absolue est la mienne. Vous me croirez si je vous dis que cette tâche ne me plaît pas du tout. Pas plus qu'elle ne plaira à ceux d'entre vous, et ils sont nombreux, qui ont voté Reille-Soult par habitude, par fidélité au passé, par pitié.

Mais trop d'intérêts majeurs sont en jeu, la France, vos foyers, votre travail, votre sécurité, celle de vos enfants, leur avenir...

Vous connaissez maintenant le succès national de l'Union pour la Nouvelle République.

Admettrez-vous que votre département, toujours oublié dans les projets d'équipement, d'aménagement, d'investissements, ne soit pas représenté dans ce mouvement qui va arbitrer la politique de la prochaine législature ?

Voulez-vous entreprendre sérieusement de rendre prospère cette région, dans laquelle les exploitations agricoles sont parmi les moins aidées de France, dans laquelle l'industrie tourne en rond, où le commerce s'épuise à jouer à cache-cache avec e contrôle fiscal, et où la plupart des gens attendent le marché commun et la crise économique à peu près comme on attend une épidémie de peste ? Voulez-vous que je m'installe parmi vous pour que nous menions à bien cette tâche ensemble ?

Ou préférez-vous le faire avec M. Reille-Soult ?

Le Général de Gaulle vous a demandé d'élire la première Chambre de la République nouvelle qu'il veut construire avec vous, la Chambre qui doit l'aider à remplir les missions de sauvetage que vous lui avez confiées.

Et vous voudriez lui envoyer M. Reille-Soult ?

Les politesses du premier tour sont faites. Mais la lutte n'est pas finie. Il y a encore de nombreuses communes où je n'ai pas eu le temps matériel de m'arrêter. Je peux avoir besoin de l'appui des abstentionnistes du premier tour.

Mes électeurs et électrices du premier tour, faites-vous nos propagandistes. Et que ceux qui ont voté pour divers candidats, y compris mon dernier adversaire, fassent en sorte qu'un vaste mouvement d'union sanctionne notre accord sur le fait que nous avons maintenant assez bavardé et qu'il est temps de se mettre au travail.

André VIDAL

Remplaçant éventuel :

Louis CEBE

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri YRISSOU

(Candidat Indépendant et Paysan d'Action sociale)

élu le 30 novembre 1958

(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Indépendants et Paysans d'action sociale.

Citoyennes, Citoyens,

Avec le scrutin de liste, vous n'aviez à choisir que les slogans des partis et les étiquettes périmées de la droite et de la gauche. Avec le scrutin d'arrondissement vous pouvez désigner comme représentant l'homme qui mérite la confiance de ses compatriotes par sa droiture et par son efficacité.

Je me présente à vos libres suffrages,

— comme enfant du terroir, enraciné par sa famille, depuis des siècles, dans le Tarn ;

— en fils de la démocratie, issu d'une famille laborieuse, attaché à la primauté de la justice sociale sans doute mieux que d'autres, car il ne s'est pas borné à l'exalter dans les mots, mais il s'est toujours appliqué à la réaliser dans les faits ;

— en homme d'action, résolu à unir les volontés au lieu de diviser les esprits, capable de défendre les intérêts de l'arrondissement sur le plan national et dont le passé cautionne l'avenir.

Le 20 avril 1958, j'étais élu au premier tour, Conseiller Général de Gaillac. J'ai pris des engagements. Les maires du Gaillacois peuvent dire les résultats concrets obtenus en moins de six mois. L'action que j'ai entreprise dans un canton, je m'engage à la développer dans les 16 cantons de l'arrondissement.

Le 22 mai j'étais avec le Président Pinay à Colombey-les-Deux-Eglises, huit jours avant les Socialistes, participant à une intervention décisive qui a prévenu le chaos et les malheurs de la guerre civile.

De juin à novembre, j'ai participé à une lutte victorieuse qui a permis d'éviter, en juillet, le recours à la planche à billets, et qui a reconstitué les réserves de devises pour éviter à l'automne une catastrophe économique.

Le 28 septembre, vous avez massivement voté « Oui » pour une Ve République, rénovée et efficace, forte à l'intérieur et respectée à l'étranger.

Le 23 novembre, vous serez fidèles à vous-mêmes, à vos légitimes espoirs, en votant pour l'homme qui ne cessera, lui, d'être fidèle à son terroir tarnais et à son programme d'action.

Ce que je suis résolu à poursuivre :

I — Dans notre circonscription, qui groupe moins du tiers de la population tarnaise sur près de la moitié du département :

— une véritable politique rurale, conforme au manifeste de la Fédération nationle des syndicats d'Exploitants agricoles, capable d'assurer le relèvement du niveau de vie et de freiner la désertion des campagnes ;

— la modernisation continue de l'équipement rural dans le cadre du 3e programme national (investissements productifs, adduction d'eau, courant-force, prêts aux jeunes agriculteurs, etc.) ;

— la protection réelle des exploitants contre les risques des calamités agricoles ; la révision des inégalités dans le régime de leur Sécurité sociale ;

— l'extension de la vulgarisation agricole dans le cadre professionnel et la formation technique des jeunes ;

— la régularité des prix assurant la rentabilité de la production (organisation des marchés ; normalisation de l'écoulement des produits, conquête des débouchés etc.);

— le développement de l'artisanat rural, notamment par l'organisation de l'enseignement ;

— la défense de l'exploitation familiale agricole, qui est parfaitement capable d'affirmer sa vitalité ;

— une politique équilibrée, assurant l'harmonie des productions et des prix entre l'industrie et l'agriculture, et la prospérité de l'une par l'autre :

— prendre rang dans la décentralisation régionale à l'époque où s'organise la région Midi-Pyrénées (extension des activités existantes, valorisation des sous-produits agricoles par l'industrie) ;

— préparer l'implantation d'industries de complément pour assurer sur place le plein emploi des travailleurs.

II. — Dans notre pays en plein rajeunissement où 13 millions d'hommes au travail ont pris en charge 14 millions de jeunes de moins de 20 ans, où il s'agit de préparer l'avenir sans écraser le présent :

— une politique lucide des investissements fondamentaux (agriculture, énergie, industrie, commerce, écoles, logements, etc.) à financer par l'épargne et le marché financier, et non par l'oppression fiscale ;

— la recherche de débouchés nouveaux dans le cadre du marché européen ;

— l'expansion économique vraie et l'augmentation du pouvoir d'achat réel par la défense de la monnaie ;

— la stabilité de l'emploi et le progrès authentique des ressources vitales par l'association des travailleurs à la prospérité de l'entreprise dans les accords de productivité ;

— le développement de la libre entreprise, artisanale, commerciale et industrielle, en remédiant aux excès du formalisme administratif qui l'asservit et aux désordres de la fiscalité qui la désorientent.

— le maintien des droits de la personne humaine dans la défense de la dignité de la famille ;

— la garantie d'une existence décente pour les vieux et les économiquement désarmés.

III. — Dans une époque dure où la France est cernée de périls, où le monde est prêt à ouvrir sa succession et à capter son héritage :

— une véritable politique rurale, conforme au manifeste de la Fédération nationale obstinée d'une détente vraie, sans tomber dans les pièges de la ruse ;

— l'organsiation économique du vaste ensemble de territoires qui forment la Communauté française ;

— le rétablissement de la paix française en Algérie, dans la certitude de notre vraie mission qui est d'y réaliser une rénovation économique et une véritable promotion humaine ;

— la rénovation des valeurs du civisme contre l'esprit de décadence et les abandons du défaitisme.

La France doit redevenir une nation vigoureuse où nous retrouverons pleinement la fierté d'être Français.

Vive le Tarn !
Vive la République !
Vive la France !

HENRI YRISSOU
Conseiller Général de Gaillac
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

FLAVIEN MALET
Conseiller Général de Cadalen. — Maire de Lasgraisses
Vice-Président du Conseil Général du Tarn

2e CIRCULAIRE

Indépendants et Paysans d'action sociale.

Citoyennes, Citoyens,

A l'issue du scrutin de dimanche dernier me voici en tête des candidats de notre circonscription avec 13.700 voix et le seul parmi eux à bénéficier de la majorité absolue des suffrages dans son canton d'origine, avec 3.780 voix sur 7.130 à Gaillac.

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont accordé leur confiance et spécialement ceux qui donnent aux autres l'éclatante caution de leur exemple.

Si je recevais du suffrage universel un mandat public, je serais dans les seize cantons de l'arrondissement, l'élu et le défenseur de tous, sans distinction d'opinion, de profession, ni de catégorie sociale.

Je n'oublierais jamais ma qualité de représentant d'une circonscription essentiellement agricole.

Je poursuivrais, dans l'esprit de mon programme, une politique cohérente de promotion humaine vraie, au bénéfice de tous les habitants de nos campagnes et de nos villes.

Je défendrais contre les périls du collectivisme, contre la sclérose du dirigisme, contre les faiseurs d'illusions :

— les intérêts de notre circonscription devant le progrès,

— les chances de la France devant l'avenir,

— les espoirs de notre génération devant la paix, spécialement devant la paix française à rétablir en Algérie.

J'entends réhabiliter la politique à vos yeux, par la droiture de ma pensée et par l'efficacité de mon action, car il importe, avant tout, de réconcilier pleinement la République et la nation.

Le 23 novembre, vous avez confirmé l'élan national du 28 septembre.

Le 30 novembre, vous consoliderez votre choix du 23 novembre en votant massivement Henri Yrissou et Flavien Malet.

Pas d'abstentions !

HENRI YRISSOU

Conseiller Général de Gaillac
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre. — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

FLAVIEN MALET

Conseiller Général de Cadalen. — Maire de Lasgraisses
Vice-Président du Conseil Général du Tarn

TARN-ET-GARONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Pierre DE SAINTE-MARIE
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Voici des élections qui ne devraient pas être comme les autres où l'on prenait les mêmes pour recommencer !

Depuis mai dernier, il s'est passé quelque chose ! Un régime est mort, un autre est né !

Au pouvoir depuis cinq mois seulement, le Gouvernement du général de Gaulle a accompli une œuvre immense. Nous nous sentons gouvernés dans la stabilité, la faillite financière a été évitée ; notre pays si bafoué, reprend place et une place de choix dans le concert international, l'unité nationale est rétablie alors que nous étions à la veille de la guerre civile due à la tragique faiblesse du régime défunt, enfin et surtout une solution généreuse a été proposée pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

Le travail fait en si peu de temps est formidable, mais tout n'est pas terminé. Il reste beaucoup à faire et cela n'est pas étonnant : les hommes de la IVe nous avaient conduits si bas.

Pour terminer l'œuvre commencée, c'est à vous qu'il appartient gagner la prochaine étape en envoyant au Parlement des hommes décidés à aider de toutes leurs forces le Gouvernement du général de Gaulle pour lui permettre de continuer et d'amplifier sa tâche de salut.

A quels abîmes n'aurions-nous pas éte conduits si le général de Gaulle n'avait pris le sort de la France en mains et que penser de ceux qui ont dit « non » à son investiture ou « non » au referendum ?

Comment osent-ils encore se présenter devant vous après avoir commis de telles fautes politiques ?

Il ne faut envoyer au Parlement ni ceux qui ont dit « non », ni ceux qui ont dit « oui » du bout des lèvres et au dernier moment, quand ils ont senti que le vent tournait à la tempête...

Il faut envoyer ceux qui ont lutté pour un « oui » raisonné, ou pour un « oui » à l'espérance et au renouveau.

Vous savez que je suis de ceux-là.

Je suis de ceux qui désirent que disparaisse un passé qui nous a conduit à tant de désastres ; que finissent ces divisions innombrables, cette tendance aux combines, aux exclusives, à la politique de facilité. à la lâcheté, aux scandales...

Je pense que les Français peuvent se mettre tous d'accord sur les grands problèmes internationaux et sur les problèmes intérieurs essentiels tels que l'unité nationale, la création de la grande Communauté française, une monnaie saine et stable, le progrès social, etc. Il ne seraient plus divisés que par des conceptions économiques différentes qui les classeraient en trois grandes catégories : les socialistes ou travaillistes, les libéreaux et un centre réaliste considérant que le but essentiel est l'accroissement du pouvoir d'achat de chacun.

Devançant cet avenir que j'espère, mais qui pourrait être très proche, car toutes nos divisions apparaissent de plus en plus dérisoires, je veux me classer dans ce centre qui croira à la liberté individuelle, à la liberté de croyance, à la liberté d'entreprise, à la liberté d'exploitation agricole, à la vraie liberté, en un mot à celle qui est à la fois un bien précieux et un bien générateur de progrès,

Il faut desserer le carcan des entraves étouffant les initiatives, permettre à chacun de courir sa chance sans qu'il soit obligé de ramper devant les influences ou de s'agglomérer dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, trop grandes pour rester humaines.

Certes, de grosses affaires sont utiles, nécessaires, pour avoir des prix compétitifs et pour créer le progrès technique, mais il faut trouver un équilibre qui permette aux moyens et aux petits non seulement de survivre mais de prospérer. Cela est possible économiquement et indispensable socialement.

Tout est d'ailleurs possible avec un Gouvernement suffisamment fort et durable pour avoir une politique. Nous avons la chance d'avoir les conditions nécessaires au succès de ce Gouvernement grâce à la victoire des « oui. »

Voilà une profession de foi qui étonnera certains ; elle ressemble si peu à celles farcies de promesses, qu'en période électorale on avait l'habitude de vous faire.

Je ne veux vous faire que des promesses que je suis sûr de pouvoir tenir.

Je serai un soutien fidèle de la politique de restauration, du prestige et de la grandeur de la France, entreprise avec succès par le Gouvernement du général de Gaulle.

Je le soutiendrai aussi pour mettre en place et améliorer, s'il le faut, la nouvelle Constitution, qui doit avoir pour objectif essentiel de permettre au pays d'être gouverné, et gouverné d'une façon stable et durable. De tout mon cœur enfin je l'aiderai pour mettre fin à la guerre d'Algérie et pour créer la grande Communauté française.

Partisan de la stabilité monétaire, je crois que cette stabilité peut être assurée par un équilibre budgétaire strict et obtenu par une diminution des dépenses, conjuguée avec une réforme financière révolutionnaire.

Un essai d'impôt à la base ou sur l'énergie doit être tenté avec prudence certes, mais aussi avec une imagination audacieuse.

Mais tout d'abord il faut savoir où on en est et pour cela :

— Etablir un bilan sincère de la situation ;

— Diviser le problème budgétaire en deux parties : un budget de fonctionnement et un budget des investissements.

Pour le budget de fonctionnement, réaliser des économies draconiennes, éliminer les dépenses somptuaires, donner à chacun sa responsabilité.

Pour le budget d'équipement, utiliser au maximum les emprunts spécialisés et exiger une affectation rigoureuse des crédits.

Et en attendant une réforme fiscale simple, travail ardu mais possible avec la stabilité gouvernementale qui sera due à la Cinquième, réformer complètement les méthodes de contrôle et de vérification.

Au point de vue social, travailler constamment, mais sans s'enchaîner avec des slogans publicitaires, à améliorer le sort et surtout la sécurité de chacun, pour marcher patiemment mais résolument vers un avenir meilleur.

Equiper le pays pour qu'il soit à même de, tant au point de vie industriel et commercial, qu'agricole, de soutenir la dure concurrence qui va nous être imposée par le Marché commun et de continuer une expansion nécessaire à l'amélioration du niveau de vie de tous les Français.

Utiliser enfin au maximum les richesses de notre sous-sol ; si nous avions su plus tôt devenir une puissance pétrolifère, nous aurions évité bien des ennuis.

Je termine par le problème agricole : je m'intéresse particulièrement à lui car je suis un exploitant agricole et un militant du syndicalisme agricole. Dans ce département à prédominance rurale, il importe de se passionner pour ce problème qui a, en plus, une importance capitale pour la prospérité de la France.

Tout doit être mis en œuvre pour que nous ayons une agriculture prospère et que les paysans ne soient plus les parias de la nation. Ils demandent et je demande avec eux une chose que l'on ne pourra plus nous refuser bien longtemps : la justice.

Oui, la justice tout simplement, c'est-à-dire la suppression de la différence entre les indices industriels et agricoles, une répartition équitable du revenu national, le même traitement que pour l'industrie au point de vue social, une politique d'investissement, de vulgarisation, de recherches et d'enseignement, en un mot, l'obtention d'une vie décente, comparable à celles des autres classes de la nation. Et pour cela je demande l'orientation des productions, l'organisation des marchés par la profession, une collaboration efficace entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles.

Et tout ce que je dis pour l'agriculture, je le dis aussi pour tous ceux qui gravitent autour d'elle : petits commerçants et artisans ruraux en particulier.

Pour obtenir cela, il n'y a pas de remède miracle. Il faut qu'il y ait au Parlement assez d'hommes de la terre, assez de ruraux pour œuvrer en commun d'une façon continue, patiente, ininterrompue dans ce sens. La tâche sera dure car, depuis des décades, la machine tourne dans l'autre sens, il faut renverser la vapeur. Tous ceux qui ont été favorisés jusqu'ici s'y opposeront ainsi que tous ceux, hauts fonctionnaires, grande presse, etc., qui ont encouragé une politique anti-paysanne, aussi néfaste qu'injuste.

Et là, il y a des Bastilles à détruire.

Pour ma part, parce que je crois qu'une bonne politique agricole peut grandement aider au relèvement de notre patrie et parce qu'étant agriculteur je ne peux pas penser autrement, je m'engage à travailler dans ce sens de toutes mes forces. Quoique n'étant jusqu'ici que bien peu de chose, j'ai fait de mon mieux, grâce à quelques relations que j'ai au Gouvernement, pour faire sortir de ses cartons le projet de Caisse nationale des calamités agricoles qui nous donnerait une certaine sécurité ; je crois que c'est en bonne voie.

Citoyens, citoyennes,

Tournez le dos au passé, soyez jeunes de cœur et regardez vers l'avenir. Pour que le renouveau, déjà amorcé, soit consolidé et amplifié, envoyez au Parlement des hommes décidés à œuvrer de toute leur volonté pour que « ça change. » Ne croyez pas plus ceux qui vous bernent à chaque élection. Il y a parmi les candidats des députés sortants ou des représentants de partis qui ont longuement gouverné la France, qui ont eu des Ministres, des Présidents du Conseil. Qu'ont-ils fait pour la réforme fiscale que vous désirez tous, ou pour instaurer une vraie politique agricole ?

Fatigués des errements passés, vous voulez du nouveau.

Vous devez confirmer le succès des « oui » au référendum.

Le choix parmi la cohue des candidats est simple.

Ou vous être contre l'œuvre accomplie par le Gouvernement du général de Gaulle, alors vous votez pour ceux qui ont dit « non », ou pour les représentants des partis qui nous ont mis dans le pétrin.

Ou vous approuvez son action et vous voulez qu'il la continue et l'amplifie, alors vous votez pour celui qui a lutté pour le «oui » et combattu pour assurer le succès de la nouvelle Constitution afin qu'elle soit le point de départ d'un régime qui nous donnera l'estime du monde et la prospérité de nos affaires dans une République plus juste, plus forte et plus fraternelle.

Vive la France !

Pierre de SAINTE-MARIE
Agriculteur
Maire de Saint-Loup. — Conseiller Général du Canton d'Auvillar
Ancien Combattant 1914-1918, 1939-1945
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (7 citations)
Ancien de la Division Leclerc

Remplaçant éventuel :

Marcel BACONNET
Commerçant à Montauban

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous avez donné à Pierre de Sainte-Marie une grande avance sur les autres candidats partisans du général de Gaulle, parce que vous l'avez considéré comme le plus ardent et le plus sincère parmi les défenseurs du « oui ».

Dimanche prochain il faut parachever cette victoire!

Dimanche prochain, il faut faire triompher le candidat du « oui », contre le candidat du « non ».

Dimanche prochain, il faut que le représentant d'un parti du centre triomphe du candidat du front populaire.

Vous venez de démontrer que vous voulez des positions nettes et sans équivoque.

Vous voterez donc pour :

Un agriculteur exploitant ;

Un administrateur avisé sur le plan communal et départemental ;

Uu ancien combattant valeureux ;

Un partisan sincère et toujours fidèle du généra lde Gaulle ;

Un homme qui pendant la campagne électorale s'est présenté à tous, dans sa simplicité, son bon sens, son intelligence et sa droiture ;

Un homme qui sera votre ami et votre représentant au sein du parti qui va gouverner la France ;

Un défenseur de toutes les libertés : liberté de croyance, liberté de presse, liberté d'enseignement ;

Un homme nouveau dans un mouvement nouveau...

Votez pour Pierre de Sainte-Marie, candidat de l'U.N.R.

Vive l'arrondissement de Montauban !
Vive la République !
Vive la France !

PIERRE DE SAINTE-MARIE

Agriculteur
Maire de Saint-Loup. — Conseiller Général du Canton d'Auvillar
Ancien Combattant 1914-1918, 1939-1945
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre (7 citations)
Ancien de la Division Leclerc

Remplaçant éventuel :

MARCEL BACONNET

Commerçant
Conseiller Municipal de Montauban

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Camille BÉGUÉ
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Mes chers compatriotes,

Le 28 septembre, vous avez voté oui. Vous avez ainsi décidé qu'il serait mis fin au système de l'impuissance, du désordre et de l'abaissement français. Vous avez entendu que se poursuive et s'affermisse la politique engagée par Charles de Gaulle.

Il est impossible que cette politique dure sans une majorité lucide, mais cohérente et résolue à la soutenir sans faux fuyants.

L'Union pour la Nouvelle République a été créée dans ce but. Vous soutiendrez son effort.

Vous n'oublierez pas que, seul, un homme qui, dès la première heure, a engagé la bataille du oui dans le cadre d'un organisme national, vous garantit que votre volonté sera respectée. Les muets de septembre, les ralliés du 29 et les vocations fraîchement écloses demeurent suspectes.

***

Le sens de ma candidature est double : servir la nation et l'arrondissement.

Servir la nation et servir l'arrondissement suppose :

A. — Soutien efficace des institutions et de la politique élaborées par Charles de Gaulle. Je m'engage à ce soutien comme je me suis engagé sur le référendum.

B. — L'application d'un programme minimum dont les points essentiels sont :

a) Sur le plan général :

La paix en Algérie, dans le respect des communautés et la sauvegarde absolue de l'appartenance française, avec les réformes indispensables de statut ;

La réduction à un an du service militaire, sous réserve d'un équipement moderne de l'armée ;

Une politique extérieure qui, fidèle à l'alliance atlantique, n'en soit pas esclave, place la France en conciliatrice entre les peuples ;

La construction de la communauté franco-africaine et d'une communauté franco-maghrébine.

b) Sur le plan financier, administratif et social :

Refonte de la fiscalité : abolition du système actuel d'impôts et remplacement par un système d'impôt à la base, auxquels s'ajouterait un impôt progressif sur les revenus, déduction faite d'un abattement de 1.500.000 francs au départ ;

Réforme administrative : décentralisation, simplification, responsabilité ;

Intégration progressive du travail et des moyens de production, dont la première étape doit être l'association capital-travail ;

Protection sociale complète des agriculteurs.

c) Sur le plan de la politique agricole :

Il convient d'assurer aux paysans le droit à une vie digne, de préserver le patrimoine et l'exploitation familiale par :

L'équilibre entre les diverses parties du territoire métropolitain, grâce à un équitable calcul de l'aide de l'Etat.

Le développement des adductions d'eau, de l'irrigation, de l'électrification, de l'habitat, du remembrement ;

Une large ouverture de crédits pour la conversion des cultures non rentables et le développement des cultures adaptées à la consommation présente et future ;

L'organisation des marchés : marchés de fruits à Moissac, de la volaille à Valence et à Beaumont, de la viande, de la volaille, du fruit, de l'ail, à Beaumont, Lavit, Castelsarrasin, Valence, Moissac, Montaigu-de-Quercy, Lauzerte, Grisolles, Verdun, etc., selon les besoins de la production ;

Aide à la production laitière ;

Aménagement des accords commerciaux et des contrats d'échange à l'intérieur du marché commun.

Toutes ces mesures visent à assurer l'écoulement des produits et à stabiliser les prix à un niveau rémunérateur.

Elles doivent être prises en plein accord avec les producteurs et avec les professionnels du marché.

Je compte me tenir à la disposition constante des uns et des autres pour recueillir leurs avis et faire aboutir leurs vœux légitimes.

Enfin je demanderai la création immédiate d'une caisse de calamités agricoles et, dans le plan de décentralisation, j'agirai pour que s'installent dans notre région les industries susceptibles de lui apporter le complément de ressources indispensables.

***

Les économies réalisées, une alimentation plus régulière et plus sûre du Trésor doivent permettre l'essor économique. Grâce à lui, s'ouvrent des certitudes jusqu'ici déçues au besoin de l'enseignement, qui doit être équipé et entièrement rénové, à l'équipement moderne de la nation, aux revendications des paysans et des ouvriers, des travailleurs de la fonction publique, des anciens combattants, des retraités du secteur public et privé.

Souvenons-nous que la prospérité des artisans, commerçants et industriels est fonction de la prospérité génerale.

***

La nouvelle République se propose d'élever le niveau de vie et d'assurer la justice sociale comme premier objectif. Le second est le progrès matériel et spirituel du peuple entier. Le troisième est la protection et la consolidation des libertés fondamentales de l'homme dans un état ordonné. Le quatrième est la paix entre les nations.

Tèlle est la voie ouverte par Charles de Gaulle. Vous lui avez dit oui le 28 septembre. Vous confirmerez votre décision en votant le 23 novembre pour le candidat qui s'engage solennellement à soutenir cette action, en union avec les élus de même inspiration.

Camille BÉGUÉ
Professeur agrégé
Maire de Larrazet. — Conseiller Général de Beaumont
Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre avec palmes
Chevalier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

N. ROQUEFORT
Industriel à Moissac

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Mes chers compatriotes,

Dimanche dernier, par un vote décisif, vous avez largement détaché en tête du scrutin les candidats de l'U.N.R.
Merci !

*
* *

Il importe maintenant, pour l'avenir de l'arrondissement et pour le destin du pays, que vous confirmiez vos résolutions du 28 septembre et du 23 novembre.
Des combinaisons étonnantes s'échafaudent dans l'ombre. Des efforts inattendus seront tentés sans doute.

*
* *

Les principes demeurent simples :
Voter pour l'U.N.R.,
C'est voter pour une France neuve, pour une République ouverte à tous, juste à tous, ordonnée en tant qu'Etat, respectueuse des libertés personnelles ;
Voter Bégué,
C'est voter pour un candidat résolu à demeurer en contact avec vous, à prendre notre région en charge, à en assurer l'existence ;
C'est voter pour une politique paysanne et ouvrière réaliste et généreuse, qui assure en même temps une place légitime aux artisans, aux commerçants et à tous les citoyens relevant de la solidarité nationale,
C'est voter pour l'allégement des charges publiques et pour la refonte de la fiscalité ;
C'est enfin voter oui à la Patrie et à sa vocation historique de pacification et progrès humains.

*
* *

Vous connaissez les points essentiels du programme développé dans les réunions publiques, par voie d'affiches et de circulaires.
Je ne le reprendrai pas.
J'appelle tous les Républicains, tous les abstentionnistes, tous les Français de ce pays, à manifester le 30 novembre, leur confiance à Charles de Gaulle et à notre peuple.
Tous les non se retrouveront ensemble pour s'enfoncer dans un passé révolu.
Tous les oui se retrouveront ensemble pour construire la nouvelle République, ce qui est la seule manière de se montrer républicain.
Votre décision sera claire, ferme, logique.

Vous voterez pour :

Camille BÉGUÉ
Professeur agrégé
Maire de Larrazet. — Conseiller Général de Beaumont
Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre avec palmes
Chevalier de la Légion d'Honneur pour services de guerre exceptionnels

Remplaçant éventuel :

N. ROQUEFORT
Industriel à Moissac

TERRITOIRE DE BELFORT

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Raymond SCHMITTLEIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

« Tout ce qui est à la tête du Pays et de l'Etat doit être renouvelé. J'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi ».

Charles DE GAULLE.
Bône, le 6 juin 1958

Mes chers Concitoyens,

En 1951, vous m'avez envoyé au Parlement comme député R.P.F. pour soutenir l'action du Général de Gaulle. A cette époque, c'est sur moi que vous aviez groupé le plus grand nombre de suffrages.

Malheureusement, coalisant toutes ses forces, le système pourri qui a failli mener la France à la ruine, a réussi a tenir en échec la volonté populaire pourtant clairement exprimée. De longues années de tristesse et de misère ont suivi. Le Général de Gaulle s'est retiré dans son ermitage de Colombey-les-Deux-Eglises. L'économie française s'est peu à peu dégradée. Avec l'augmentation continuelle du coût de la vie, la misère s'est installée au foyer du travailleur, tandis que le paysan voyait avec désespoir l'inutilité de ses efforts.

Bientôt, la France devenait la proie des convoitises étrangères ; les richesses infinies du Sahara, dont je vous annonçais en décembre 1955, malgré les ricanements de mes adversaires, l'exploitation prochaine, devenaient la justification d'interventions étrangères à main armée. Partout la misère, le sang et les larmes.

Pendant que d'autres vous trompaient en vous assurant que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, je vous ai indiqué la dure voie du redressement. Je vous ai dit qu'il n'y avait pas d'autre solution pour échapper au cercle vicieux fatal que l'appel au Géneral de Gaulle. Encore, aux élections cantonales d'avril 1958, j'ai refusé toute compromission avec les partis responsables de la ruine du pays, et, venue des profondeurs, une première vague répondit avec enthousiasme à cet appel.

Moins de trois mois plus tard, le Général de Gaulle était au pouvoir, bien que l'immense majorité des parlementaires ait tout fait à ce moment pour l'empêcher de venir sauver le pays.

Depuis, le Referendum, qui, dans le Territoire de Belfort, a donné 85 0/0 de oui, a prouvé au monde étonné que le peuple de France était unanime derrière le plus illustre de ses fils, qu'il lui faisait confiance et qu'il voulait rompre avec le passé pour forger un avenir meilleur.

Laissant de côté une poignée d'hommes égarés, les Français, à quelque classe sociale, à

quelque confession qu'ils appartiennent, se sont retrouvés dans une volonté commune de refaire le pays avec Charles de Gaulle.

Devant le grand vent de tempête qui souffla sur la France, les professionnels de la politique n'ont pas osé résister. Souples comme le roseau, ils ont courbé l'échine, mais aujourd'hui, ils espèrent prendre leur revanche. Même ceux qui se sont opposés le plus violemment au Général de Gaulle depuis dix ans se disent aujourd'hui ses alliés. Ils osent solliciter vos suffrages. Qu'ont-ils fait de bon depuis dix ans ? Vous les jugerez à leurs actes. Mais si vous les renvoyez de nouveau au Parlement, ils recommenceront aussitôt leur œuvre de mort. Ils dresseront leurs pièges sous les pas du Général de Gaulle, et leur travail de termites anéantira l'œuvre de reconstruction nationale.

Vous qui avez voté oui le 28 septembre, n'acceptez pas qu'une sordide cuisine électorale vienne tout à coup transformer votre oui enthousiaste en un non empoisonné. Si vous voulez que la tâche entreprise par le Général de Gaulle puisse aboutir dans le domaine international, dans le domaine social, sur le plan agricole, comme sur le plan industriel, pour l'expansion économique comme pour la science, envoyez au Parlement des hommes que vous connaissez de longue date comme ayant soutenu sans défaillir le nom et l'œuvre du Général de Gaulle.

J'ai toujours maintenu haut et droit dans le Territoire l'étendard à la Croix de Lorraine. Il a été à la peine, il est bien normal qu'il soit à l'honneur, et si vous m'accordez vos suffrages vous savez que j'œuvrerai dans l'avenir comme je l'ai toujours fait dans le passé.

Pour la France !
Pour le Général de Gaulle !
Pour le Territoire de Belfort !

Raymond SCHMITTLEIN
Ancien Député. — Ancien Ministre
Conseiller Général. — Conseiller Municipal de Belfort
Inspecteur de l'Education nationale
Commandeur de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

René GRANDVOINET
Premier Adjoint au Maire de Valdoie
Artisan électricien
Médaille Militaire. — Croix de Guerre

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

Chers Concitoyens,

Dès le premier tour, plus de 7.000 d'entre vous ont bien voulu m'accorder leur confiance, me plaçant ainsi en tête de tous ceux qui réclamaient vos suffrages.

Je sais bien que les voix qui se sont portées sur moi ont été guidées moins par le choix de ma personne que par le prestige de l'U.N.R. et la confiance dans le Général de Gaulle. Ce n'est pas à un autre titre que je me suis présenté devant vous pour ces élections législatives.

Investi par l'U.N.R., mon programme est celui de ce grand parti neuf qui veut construire la Ve République. Les trois millions et demi de voix qui viennent de se porter dimanche dernier sur l'U.N.R. prouvent que les Français ont rompu avec le système, qu'ils se tournent vers l'avenir et exigent qu'on ne verse pas le vin nouveau dans des outres vieillies.

Mais le prestige de l'U.N.R. n'est qu'un reflet de celui de l'homme illustre que les Français ont placé à leur tête au début du mois de juin après qu'ils les eût libérés une seconde fois de l'angoisse et de la misère.

L'Union pour la Nouvelle République, ses élus et ses candidats ont juré d'aider le Général de Gaulle dans sa tâche de reconstruction du pays.

Cette tâche est immense. Il faut rendre au pays sa grandeur et sa prospérité, lui redonner des finances saines, orienter son économie, rendre au travailleur sa dignité et sa place dans l'Etat et trouver, pour le problème social, une solution d'ensemble digne de la Vᵉ République. Il faut mettre un terme à la guerre d'Algérie, nous préparer à la libre concurrence du marché commun et savoir garder la tête de la communauté française.

Toutes ces tâches ne se feront pas si un gouvernement stable ne peut travailler avec constance et fermeté à leur solution. Notre jeunesse, à qui nous n'avons pas su, en 1951, ouvrir les écoles et les conditions d'enseignement qu'exigeait l'afflux de 350.000 jeunes de plus, aura besoin, à partir de l'an prochain, de 350.000 emplois de plus chaque année pendant dix ans, tâche presque surhumaine qui réclame de nos dirigeants autant d'énergie que de constance, autant d'imagination que de compétence.

Pour rendre au pays le bonheur et la prospérité, il faut au Général de Gaulle l'adhésion de tous ; que chacun, en déposant son bulletin de vote dimanche prochain dans l'urne, soit conscient qu'il apporte ou qu'il refuse au Général de Gaulle et aux hommes de demain le soutien qui leur est nécessaire.

Pour ma part, je suis certain que, m'ayant fait confiance dimanche dernier, vous viendrez plus nombreux encore m'apporter vos voix, me faisant ainsi l'honneur de me désigner comme votre représentant au Parlement et comme un de ceux qui collaboreront à l'admirable œuvre de redressement entreprise par le Libérateur de la France.

Vive la France !
Vive la République !
Vive le Général de Gaulle !

Raymond SCHMITTLEIN
Ancien Député. — Ancien Ministre
Conseiller Général. — Conseiller Municipal de Belfort
Inspecteur de l'Education nationale
Commandeur de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

René GRANDVOINET
Premier Adjoint au Maire de Valdoie
Artisan électricien
Médaille Militaire. — Croix de Guerre

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henry DOREY
(Candidat du Mouvement Républicain Populaire)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Mouvement Républicain Populaire

Henri Dorey - né à Terrans (Saône-et-Loire) le 12 février 1907, orphelin de guerre.

Inspecteur de l'Enregistrement, puis receveur des Finances.

Père de cinq enfants, il fut Président de l'Association Départementale des Familles Nombreuses.

Ancien Membre du Comité Départemental de libération de Belfort. Il est titulaire de la médaille de la Résistance.

Elu Conseiller Municipal de Belfort au lendemain de la libération fut constamment réélu depuis avec des majorités accrues.

Conseiller de la République de 1946 à 1948, il exerca dans cette assemblée les fonctions de Rapporteur général du budget.

Elu Députe de Belfort le 17 juin 1951, réélu le 2 janvier 1956, il devint immédiatement Membre de la Commission des finances, il fut nommé Rapporteur général adjoint de la Commission des finances et Président de la Sous-Commission des finances, chargées du contrôle des crédits affectés à la Défense Nationale. Plusieurs fois pressenti comme Secrétaire d'Etat au Budget, il devint Sécrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le Gouvernement Présidé par M. Félix Gaillard.

Administrateur Délégué de l'Office H.L.M. du Territoire de Belfort de la Société de Crédit Immobilier et de la Société Coopérative « Le Foyer » il a toujours placé au premier plan de ses préoccupations, la question du logement.

Electeurs, Electrices,

Faute d'avoir réformé à temps des institutions paralysées par des formations politiques, spécialistes du déclenchement des crises ministérielles, la France a traversé une crise grave. La présence de Pierre Pflimlin à la tête du Gouvernement a évité que notre pays soit plongé dans la guerre civile. Elle a permis, dans la légalité, l'appel au général de Gaulle. Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il esi irremplaçable : celui d'un arbitre.

NOTRE VOCATION EST D'UNIR.

Le général de Gaulle a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême droite. Il a voulu s'entourer d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leur preuve dans la conduite des affaires publiques. Le 28 septembre huit Francais sur dix l'ont approuvé en disant « oui » à la nouvelle Constitution. Cette union des « oui » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur Gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle. Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent dans vie publique des prétextes pour opposer des Français à d'autres Français. Notre vocation est d'unir tous ceux qui, attachés à la liberté et à la patrie, doivent s'atteler ensemble à l'œuvre commune.

EN ALGÉRIE.

Il faut établir une paix française fondée sur la justice telle que l'a définie le général de Gaulle, politique basée comme l'a toujours dit le M.R.P. sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la métropole.

OUTRE-MER.

Il s'agit de construire la Communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du Communisme.

EN EUROPE

L'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert Schuman doit être continuée et développée. Le marché commun qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain offre à notre agriculture comme à notre industrie les meilleures chances de progrès et de développement.

NOUS REFUSONS LE FAUX DILEMME : RÉCESSION OU INFLATION

Dans le domaine économique et social, nous refusons le faux dilemme : récession ou inflation. Une politique d'expension peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie comme l'a montré l'expérience Pflimlin de 1955. Elle est une des conditions du progrès social et familial. Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail où les les affaires ralentissent, il importe d'établir un nouveau plan d'expansion économique et opérer un desserrement du crédit.

NOUS VOULONS :

POUR LES TRAVAILLEURS.

La protection contre le chômage et la misère par l'institution d'un salaire garanti.
L'élévation du niveau de vie des travailleurs, des familles et des vieux.
Le maintien des conventions collectives.
La revalorisation des prestations familiales et leur indexation.

POUR LES JEUNES.

La France, grâce aux efforts du M.R.P., s'est donnée une législation familiale digne d'une grande démocratie. Elle est ainsi en voie de devenir le pays le plus jeune de l'Europe Occidentale.

En même tenps, la France a modernisé son industrie, son agricuture, ses transports. Mais un effort reste à faire pour permettre l'entrée dans notre économie de 1 million 300.000 jeunes à partir de 1961.

NOUS VOULONS EN OUTRE.

« L'allocation Etudes » pour les étudiants.
L'augmentation des foyers de jeunes travailleurs.
La construction de salles modernes d'éducation physique.
La réforme de notre enseignement pour une véritable culture humaine, soucieuse du respect de tous.

POUR LES PAYSANS.

Les problèmes agricoles doivent être traités dans le cadre de l'économie générale et non séparément comme cela a été fait trop souvent ces dernières années.

Mon action passée a montré mes préoccupations dans le domaine agricole. Lors de mon passage au Ministère de l'Agriculture, j'ai élaboré :

Un projet tendant à définir l'exploitation familiale agricole en vue de lui accorder des crédits d'équipement et des avantages au point de vue fiscal.

Un projet couvrant les risques longue maladie et chirurgicaux pour les exploitants agricoles et leur famille.

Il faut établir la parité entre les allocations familiales agricoles et celles du régime général.

Il convient de maintenir les prix garantis établis par les décrets de septembre 1957 et rechercher des débouchés à l'étranger, l'expérience Pflimlin de 1951 révèle que l'exportation en produits agricoles peut contribuer largement au redressement de notre balance des comptes.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite :
Parce que vous voulez la liberté et la justice,
Vous voterez pour une République forte au service de la Nation,
Vous voterez pour une République sociale au service de la Fraternité.
Vous voterez Henri Dorey.

Vive la République !
Vive la France !

HENRI DOREY
Député sortant
Ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
Médaille de la Résistance
Candidat d'Union des Républicains

Remplaçant éventuel :

EMILE COITTIER
Premier Adjoint au Maire de Delle

2e CIRCULAIRE

Mouvement Républicain Populaire

Electeurs, Electrices.

Je remercie très cordialement les 5.722 électeurs et électrices, qui dès le premier tour m'ont accordé leur confiance et m'ont placé ainsi en tête de tous les candidats.

Respectant la consigne donnée par le Comité Directeur National de l'Union pour la Nouvelle République, M. Novier a retiré sa candidature.

J'aurais souhaité une union plus large de tous tous les partisans du « oui » afin d'accroître l'autorité des élus décidés à soutenir l'action du Général de Gaulle.

Mais M. Deshaye du Rassemblement Républicain, contrairement aux déclarations faites au cours de la campagne électorale a, pour des raisons que les électeurs connaissent et qu'ils apprécieront, maintenu en toute dernière minute sa candidature.

En face des candidats de division, qui ne font que le jeu du communisme, vous confirmerez votre verdict du 28 septembre.

En m'accordant vos suffrages, vous vous prononcerez dimanche pour une République stable, forte et fraternelle.

HENRI DOREY

Remplaçant éventuel :

EMILE COITTIER

VAR

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Gabriel ESCUDIER
(Candidat Socialiste Indépendant)
élu le 30 novembre 1958
(App. U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Candidature Socialiste Indépendante pour la Réforme Républicaine et la Rénovation Nationale

Préconisant déjà la Réforme de l'Etat et de la loi électorale, j'ai eu l'occasion, lors des dernières élections au Conseil de la République du 8 Juin dernier, d'adresser aux délégués — qui voulurent bien m'élire Sénateur du Var — une circulaire dont tous les termes demeurent valables pour l'élection législative du 23 novembre prochain et que je crois devoir reproduire ci-après :

Electrices, Electeurs,

« A la demande de nombreux amis écœurés par le nouveaux «coup de Luc» par lequel, à l'occasion d'un congrès préfabriqué et truqué, tout a été mis en œuvre pour faire échec à ma désignation — cependant souhaitée par l'unanimité des Conseillers généraux et des Maires du département — et pour faire triompher celle du Maire de Toulon — dont nul n'ignore l'orientation politique — j'ai décidé de poser ma candidature à l'élection au Conseil de la République du 8 juin prochain.

« J'ai pris soin, au préalable, d'adresser ma démission de membre de la Fédération du Var du Parti Socialiste : c'est pourquoi la procédure d'exclusion prise à mon encontre demeure sans objet. En tout cas, le geste que j'ai accompli, selon le vœu de beaucoup d'amis, est un acte d'assainissement politique qu'il était indispensable de faire pour protester contre la dictature du Secrétaire fédéral socialiste, Jean Charlot, et pour s'élever contre l'orientation pro-communiste d'un Bureau fédéral exclusivement toulonnais qui a pris l'habitude depuis plusieurs années d'imposer ses hommes et ses vues sans tenir compte de l'opinion des électeurs qui n'ont plus ensuite qu'à s'incliner.

« Or, je pense qu'en démocratie ce sont les électeurs qui doivent choisir.

« Je pense aussi que toutes les régions du département doivent être représentées et, notamment, l'ancien arrondissement de Brignoles, qui n'a plus d'élu parlementaire depuis la libération — qui n'en aura jamais avec le système électoral actuel — et qui mérite cependant d'en avoir un, alors que Toulon en a déjà quatre et l'arrondissement de Draguignan deux.

« Tel est le sens, telles sont les raisons de ma candidature.

« Au demeurant, je crois avoir quelques raisons valables de la poser.

« Conseiller général depuis plus de 21 ans, je suis, après M. Magne, le plus ancien membre de l'Assemblée départementale. A ce titre, j'ai pu acquérir une certaine expérience dans la gestion des affaires administratives et faire preuve de quelque compétence.

« Ma désignation toujours renouvelée à l'unanimité, depuis 13 ans, au poste redoutable de Rapporteur général du budget, en serait, s'il était besoin, un témoignage suffisant.

« Il n'est pas, en effet, de problèmes, si difficiles soient-ils, qu'il ne m'ait été donné d'aborder et de résoudre, je crois, à la satisfaction générale. Et il est peu d'exemples, en particulier, qu'une Assemblée départementale ait entrepris une œuvre aussi considérable que celle du Var — dont notre Conseil général peut être fier à juste titre — sans faire peser pour autant sur les contribuables des charges excessives. J'ai le droit d'en tirer aujourd'hui, pour ma part, quelque mérite.

« C'est pourquoi, sur le plan administratif, j'ai confiance dans le choix qu'exerceront librement les électeurs sénatoriaux le 8 juin prochain.

« Ils sont pour la plupart des élus. Conseillers généraux ou Maires, et savent par conséquent de quelle somme de dévouement il faut être capable pour administrer même une petite commune. Ils savent aussi que ce n'est pas sur les estrades et par des discours que s'accomplit le travail utile au bien des collectivités. Ils ont bien voulu me désigner, voici plusieurs années, comme président de l'amicale des maires du département. J'ai la satisfaction d'avoir pu revivifier cette association, si nécessaire à l'heure actuelle : je n'ai épargné dans ce but ni mon temps ni ma peine.

« Aussi bien, ceux qui s'intéressent à la vie de notre département et de nos communes savent de quelle façon utile et efficace — dans les postes d'honneur et de travail où l'estime et la confiance de tous ont bien voulu me placer — j'ai été à même de servir l'ensemble de nos Communes et le Département du Var tout entier.

« Sur le plan politique, je suis et demeure un socialiste de sentiment et de cœur, selon notre vieille tradition varoise. Qui repousse toute alliance avec les tenants d'un nationalisme étranger et entend ne jamais séparer le sort des classes laborieuses de celui de la République et de la patrie.

« Dans les heures graves que nous vivons, c'est plus que jamais autour de la République et de la patrie, indissolublement unies, que tous les Français doivent se grouper.

« Dans la confiance retrouvée, ils doivent permettre sans délai la mise en œuvre d'une indispensable réforme de l'Etat et d'une réforme électorale associant tous les citoyens au redressement de notre pays.

« Vive la République ! Vive la France ! ».

Les délégués sénatoriaux, en m'élisant Sénateur du Var au 2e tour de scrutin, malgré l'apport des voix communistes au candidat S.F.I.O., approuvèrent, quant à eux, ce programme.

Plus tard le 28 septembre, par le vote massif de la Constitution présentée par le général de Gaulle, ce fut la grande majorité des Françaises et des Français qui approuva une profonde Réforme de l'Etat qu'en communion d'esprit avec beaucoup de nos concitoyens, je jugeais depuis longtemps indispensable.

Enfin, par le retour au scrutin uninominal de circonscription, c'est la réforme tant souhaitée de la loi électorale qui permet désormais aux électeurs de choisir leurs élus parmi les hommes qu'ils connaissent, qui ont fait leurs preuves et dont ils savent les mérites — sans être obligés de subir, comme autrefois, la dictature des Partis, imposant leurs hommes aux électeurs bafoués.

ESQUISSE D'UN PROGRAMME :

I. — Sur le plan national :

J'entends m'associer — de toute ma volonté — à l'œuvre immense de redressement entreprise par le général de Gaulle et son gouvernement.

La France, une France unie, doit honorer, dans les perspectives de la vie internationale, la place que son génie, son histoire et ses mérites lui ont toujours réservés.

Une communauté fraternelle doit réunir — dans l'enthousiasme d'un idéal commun — les hommes et les femmes de la France et de l'Afrique Française.

L'Europe, trop déchirée par les guerres, doit, dans le cadre séculaire de la civilisation occidentale, promouvoir son Unité. Ces trois grandes constructions spirituelles et matérielles doivent permettre la sécurité et la paix pour tous les hommes et les femmes de bonne volonté.

Dans le domaine économique et sociale, rénover les structures économiques, réduire les féodalités, exploiter les immenses possibilités ouvertes par le progrès des sciences et étendre

les bienfaits de la technique à tous les domaines : construction, production agricole et industrielle, distribution.

Offrir aux millions de jeunes qui entrent dans la vie active : un idéal, des chances égales de promotion, des garanties réelles de plein emploi.

Assurer à l'ensemble des travailleurs une vie, un travail, un logement, une culture enfin digne d'une grande nation au XXe siècle.

Donner ainsi à la France, certaine de son indépendance et stable dans les institutions, l'élan et les moyens nécessaires pour participer hardiment à la construction de l'Europe et à l'établissement de la paix mondiale.

Par tout où se prépare l'avenir, dans les usines, les campagnes, dans l'administration, l'armée, les organismes professionnels, les syndicats, les formations politiques, dans les écoles, le devoir des individus et des groupes épris de la liberté est de se rencontrer dans l'action.

II. — Sur le plan départementale :

Je poursuivrai l'œuvre entreprise dans tous les domaines, au conseil général, au cours de près de 22 années de mandat.

Pour la défense de l'agriculture et principalement de la viticulture et de l'oléiculture varoises :

Action auprès des pouvoirs publics, caisse de compensation des calamités agricoles, prêts aux sinistrés, habitat rural et surtout aménagement de notre région provençale par le moyen de la Société Mixte du Canal de Provence, dont je suis administrateur, qui intéressera à la fois la région nord-est et centrale du département ainsi que la région de Draguignan par le barrage de Taulanne.

Pour le développement du Tourisme dans le haut Var qui sera facilité :

— Tout d'abord par l'amélioration des grandes routes : voies d'accès reliant le sud au nord du département (Nationale n° 7 et route reliant Draguignan à Toulon, au Muy et aux Arcs, construction d'une autoroute nord passant par Draguignan).

— Ensuite par l'aménagement de nos villes et de nos villages : aide à la construction, à l'habitat rural, modernisation de leur équipement (adduction d'eau, assainissement, éléctrification).

Pour l'expansion économique sous toutes ses formes.

Tel est mon programme qu'approuve entièrement le Docteur A. Germain, mon remplaçant éventuel, que je n'ai pas à présenter aux électrices et aux électeurs de la circonscription, qui connaissent tous ses grandes qualités professionnelles, d'homme de cœur et son passé d'authentique résistant.

Nous sommes, lui et moi, des hommes libres, indépendants des partis, qui mettons toute notre confiance en l'homme à qui notre peuple a confié le destin de la patrie, au général de Gaulle.

Pour un renouveau de la République et pour la grandeur de la France.

Gabriel ESCUDIER

Sénateur du Var
Conseiller Général. — Maire de Tavernes
Rapporteur Général du Budget Départemental. — Président de l'Amicale des Maires du Var
Chevalier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

Docteur A. GERMAIN

Accoucheur Gynécologue à Draguignan
Ancien Conseiller Général du Var
Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre. — Chevalier de la Santé Publique

2e CIRCULAIRE

Candidature Socialiste Indépendante pour la Réforme Républicaine et la Rénovation Nationale

REMERCIEMENTS ET APPEL

Electrices, Electeurs,

Dimanche, 10.671 Varoises et Varois m'ont honoré de leur confiance. Je les en remercie avec émotion. Malgré la multiplicité des candidatures qui ont dispersé les voix nationales, j'arrive nettement en tête des candidats nationaux et républicains. C'est avec reconnaissance que j'adresse mes remerciements à tous les amis connus et inconnus qui ont contribué à ce succès.

Mais la lutte continue. Candidat unique des forces nationales et républicaines, j'adresse un vibrant appel à tous les électeurs et électrices de la première circonscription du Var pour qu'il fassent, dimanche 30 novembre, leur devoir de Varois et de Français.

Dans cette région du Haut-Var où tout le monde me connaît, les électeurs ont clairement démontré qu'ils n'étaient pas dupes des appels des sirènes moscoutaires. Les marques de sympathie que j'ai reçues ont été pour moi un puissant réconfort et je m'engage à persévérer dans la voie que je me suis tracée.

La lutte reste sévère pour le deuxième tour, mais je suis convaincu qu'avec le concours de tous ceux qui veulent que « ça change », nous fêterons, dimanche 30 novembre, la victoire du bon sens et de la raison, celle qu'a préconisée notre grand chef, le général de Gaulle.

Vous savez, mes chers amis, que je suis le défenseur de toutes les libertés auxquelles nous sommes attachés dans ce Var républicain, y compris la liberté de l'enseignement.

Vous savez aussi que je poursuivrai l'œuve à laquelle je me suis consacré depuis le début de ma carrière politique, c'est-à-dire la défense de notre Haut-Var, de son agriculture et, enfin, je m'emploierai par tous les moyens à poursuivre l'aménagement touristique et l'expansion économique sous toutes ses formes.

***

Je fais appel à toutes les Varoises et à tous les Varois pour qu'ils fassent leur devoir dimanche prochain.

Tous aux urnes

Pas d'abstention !

Contre le bolchevisme et la dictature des partis

Par l'union de tous les Français autour du général de Gaulle

Pour le renouveau de la République !

Pour la grandeur de la France !

Gabriel ESCUDIER

Sénateur du Var

Conseiller Général. — Maire de Tavernes

Rapporteur Général du Budget Départemental. — Président de l'Amicale des Maires du Var

Chevalier de la Légion d'Honneur

Remplaçant éventuel :

Docteur A. GERMAIN

Accoucheur Gynécologue à Draguignan

Ancien Conseiller Général du Var

Médaille de la Résistance. — Croix de Guerre. — Chevalier de la Santé Publique

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. René LAURIN
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République

(Seul candidat de la Circonscription)

Varoises, Varois !

Au referendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le Gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont groupés tous les compagnons du général de Gaulle dont nous sommes et qui sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le général de Gaulle les a ainsi désignés : « ...ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Vous ferez confiance à ces hommes, Vous les enverrez siéger à l'Assemblée nationale.

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passsé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communuté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Attention ! Le général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

« de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

ALGÉRIE.

La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

COMMUNAUTÉ.

L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du referendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

UN ÉTAT FORT.

La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture des bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

JUSTICE.

La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure. Tout en mettant à la disposition du justiciable des tribunaux rapprochés, en revalorisant la fonction éminente de magistrat par des traitements respectant la dignité des serviteurs de la plus noble justice du monde.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

Une politique hadie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes (pétrole, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées.

AGRICULTURE.

La modernisation et l'équipement de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires. Augmentation des crédits réservés aux caisses de crédit et de mutuelles agricoles. Création de la « liaison directe » entre le comité d'expansion de la « région Provence » et les responsables professionnels nationaux. Accroître les « comités de productivité » en rapport avec les techniciens et les foyers agricoles. Intensification « des comités d'études techniques agricoles ». Formation des techniciens agricoles et accroissement des organismes de recherches au service des cultivateurs. Protection des exploitations familiales, contrôle des importations « inconsidérées » des fruits, légumes et vins, notamment à l'occasion de l'entrée en vigueur du Marché commun.

COMMERCE.

L'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

RÉFORME FINANCIÈRE.

Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— la débudgétisation des investissements ;

— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;

— une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux.

RÉFORME FISCALE.

Une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des « régimes d'exception » et l'établissement de la justice fiscale, respectant totalement la vie privée du contribuable et sa personnalité humaine.

LOGEMENT ET HABITAT RURAL.

Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif. Intensification de l'habitat rural et subvention plus importante au comité national.

Rationalisation des méthodes de construction, en particulier simplification des formalités administratives.

POLITIQUE SOCIALE.

Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique (doté de pouvoirs accrus), d'une véritable politique économique nationale.

Réforme de la sécurité sociale par la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés :

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse » lié à l'essor de la production pour tous les travailleurs y compris les travailleurs de la terre.

JEUNESSE.

L'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

ENSEIGNEMENT.

Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes, développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers et paysans.

Ces réformes respectant la liberté et l'égalité totale pour les écoliers et étudiants de la Métropole et d'Outre-mer.

DÉFENSE NATIONALE.

Poursuivre l'œuvre entreprise par le général de Gaulle, redonnant à l'armée sa grandeur, sa noblesse, son indépendance, poursuivre la reconstitution de notre marine, dotation en engins et bâtiments modernes.

Poursuite de la constitution de forces aéronavales et aéroportées d'intervention.

La France « forte et respectée » redevenant rapidement le « champion » écouté du désarmement

Organisation des cadres de réserve. Relèvement des échelles des officiers et sous-officiers (active et réserve)

Réorganisation des Anciens Combattants.

TOURISME.

Le littoral des Maures et de l'Esterel, doit devenir un prolongement « reconnu et indiscuté » de la Côte d'Azur, pour réaliser cette « Côte d'Azur Varoise » il faut qu'un effort soit entrepris par le futur député pour unir ses efforts à ceux des municipalités riveraines. Ce programme doit être réalisé notamment par le respect et la protection des sites varois.

— La modernisation et l'agrandissement des installations portuaires du littoral, la consultation des intérêts locaux pour les déviations jugées nécessaires pour le bien commun.

Une propagande nationale spécialisée en faveur des stations été et hiver du littoral des Maures et de l'Esterel.

Pour la région Hyéroise poursuite et intensification du « plan Clotis » regretté maire, symbolisé par son slogan « réveiller la saison d'hiver et lancer la saison d'été ». Réalisations portuaires et ensemble du port.

Pour Saint-Raphaël et Fréjus, aider au développement de la station d'hiver et d'été, notamment par la création subventionnée d'un grand et moderne port de plaisance permettant à brève échéance les compétitions et les séjours des yachts de toutes nationalités.

CASINOS.

Aider à leur développement par leur modernisation qui les rendront plus attractifs.

HOTELLERIE.

Révision de la fiscalité pour les établissements touristiques et hôteliers, notamment en ramenant à 2,75 0/0 la taxe sur les prestations de service. Etablissement d'un statut particulier de Sécurité Sociale basé sur le chiffre d'affaires pour les employés d'hôtels et restaurants.

Etalement des vacances.

Dotation de crédits d'équipement hôtelier au taux péférentiel de 3 0/0 et remboursement des prêts en vingt ans. Toutes ses « mesures » devant stopper la reconversion des hôtels de la côte.

Reconnaissance du droit au salaire pour le conjoint de l'exploitant.

Varoises, Varois,

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
Votez René Laurin.

RENÉ LAURIN

Officier Ministériel (Commissaire-Priseur)
Interné Résistant. — Capitaine de réserve de l'infanterie coloniale
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre avec palme. — Médaille de la Résistance
Médaille des Evadés. — Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Croix des Internés Résistants

Suppleant :

JOSEPH-GUSTAVE EMERIC

Agriculteur-exploitant
Doyen de la Chambre d'Agriculture
Président et Membre de diverses organisations agricoles
Vice-Président de la Commission-Administration des Hospices d'Hyères
Membre du Conseil d'Administration de la Caisse d'Epargne
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre avec palme
Officier du Mérite Agricole. — Chevalier du Mérite Social

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

(Seul candidat de la Circonscription)

Varoises, Varois,

Merci d'abord aux 10.502 électrices et électeurs qui m'on fait confiance.

Cette confiance, je sais que par delà ma personne, c'est aux Général de Gaulle qu'ils l'accordent.

C'est à la politique d'Union Nationale, préconisée par le Général de Gaulle, au renouveau, et à la France restaurée dans sa grandeur, qu'ils ont apporté, par leur bulletin de vote, leur contribution.

Cet effort a été un succès. Il reste maintenant à assurer la victoire.

Ici, comme dans tout le pays, les équivoques ont cessé.

Dimanche — Vous ferez tous confiance à l'Union pour la Nouvelle République.

— Vous ferez confiance au seul candidat qui n'a jamais cessé de servir auprès du Général de Gaulle.

Les engagements que j'ai pris devant les électeurs, je les prends solennellement à nouveau.

Mes votes seront guidés par le seul intérêt national. Je rappelle ces positions

ALGÉRIE.

La conclusion d'un pacte Algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière, dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

DÉFENSE NATIONALE.

Poursuivre l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle, redonnant à l'armée sa grandeur, sa noblesse, son indépendance, poursuivre la reconstruction de notre marine : dotation en engins et bâtiments modernes. Poursuite de la constitution de forces aéronavales et aéroportées d'intervention.

Organisation des cadres de réserve, relèvement des échelles des Officiers et Sous-Officiers, (active et réserve).

Réorganisation des Anciens Combattants.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

Une politique d'expansion comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes (pétrole, atome),

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées.

RÉFORME FISCALE.

Une réforme fiscale par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale respectant totalement la vie privée du contribuable et sa personnalité humaine.

Politique social.

Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objets précis, qui sont : — la promotion des salariés aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, (doté de pouvoirs accrus), d'une véritable politique économique nationale.

Enseignement.

Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes, développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers et paysans. Ces réformes respectant la liberté et l'égalité totale pour les écoliers et étudiants de la métropole et d'outre-mer.

Logement et habitat rural.

Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif. Intensification de l'Habitat rural et subvention plus importante au Comité National.

Sécurité sociale.

Pour une réforme de Sécurité Sociale par la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale :

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés :

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « Vieillesse », lié à l'essor de la production pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs de la terre.

Agriculteurs !!!

Je m'engage à défendre, par une aide aux investissements, la modernisation et l'équipement de l'agriculture. La garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires. L'augmentation des crédits réservés aux caisses de crédit et de Mutuelles agricoles. Création de la liaison directe entre le Comité d'Expansion de la « Région Provence » et des responsables professionnels nationaux. Accroître les comités de productivité, en rapport avec les techniciens et les foyers agricoles. Formation des techniciens agricoles et accroissement des organismes de recherches au service des cultivateurs. Protection des exploitations familiales, contrôle des importations « inconsidérées » des fruits, légumes et vins, notamment à l'occasion de l'entrée en vigueur du Marché Commun.

Jeunes !!!

Il faut qu'une aide massive soit accordée à la jeunesse, à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti, préconisé par le Général de Gaulle.

Commerçants !!!

La réforme fiscale adoptée, j'aiderai à l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

Hôteliers-Restaurateurs !!!

Je proposerai des projets visant à la révision de la fiscalité pour les établissements touristiques et hôteliers, notamment en proposant de ramener à 2,75 0/0 la taxe sur les prestations de services. L'établissement d'un statut particulier de Sécurité sociale basé sur le chiffre d'affaires pour les employés d'hôtels et de restaurants. L'étalement des vacances. La dotation de

crédits d'équipement hôtelier au taux préférentiel de 3 0/0 et remboursement des prêts en 20 ans, toutes ces mesures devant stopper la reconversion des hôtels de la côte. La reconnaissance du droit au salaire pour le conjoint de l'exploitant.

Varoises, Varois,

Le Littoral des Maures et de l'Esterel doit devenir un prolongement reconnu et « indiscuté de la Côte d'Azur ». Pour réaliser cette Côte d'Azur Varoise, il faut qu'un effort soit entrepris par le futur député pour unir ses efforts à ceux des Municipalités riveraines. Ce programme sera réalisé notamment par le respect et la protection des Sites Varois.

La modernisation et l'agrandissement des installations portuaires du littoral, la consultation des intérêts locaux pour les déviations jugés nécessaires pour le bien commun.

Une propagande nationale spécialisée en faveur des stations Eté et Hiver du littoral des Maures de l'Esterel devra être organisée.

Pour la région hyéroise il faut poursuivre et intensifier le « Plan Clotis », symbolisé par son slogan « Réveiller la saison d'hiver et lancer la station d'été ». Accélérer les réalisations portuaires et l'ensemble du port.

Cette saison d'hiver sur notre Côte sera relancée notamment par la thalassothérapie, le climatisme et le développement du thermalisme.

Les Casinos devront être développés, modernisés et rendus plus attractifs.

Le 30 novembre, votez en masse pour assurer la victoire Nationale.

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu le Général de Gaulle.

Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez René Laurin.

Suppléant : Joseph Emeric.

RENÉ LAURIN
Officier Ministériel (Commissaire-Priseur)
Interné Résistant. — Capitaine de réserve de l'infanterie coloniale
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre avec palme. — Médaille de la Résistance
Médaille des Evadés. — Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Croix des Internés Résistants

Suppleant :

JOSEPH-GUSTAVE EMERIC
Agriculteur-exploitant
Doyen de la Chambre d'Agriculture. — Président et Membre de diverses organisations agricoles
Vice-Président de la Commission-Administration des Hospices d'Hyères
Membre du Conseil d'Administration de la Caisse d'Epargne
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre avec palme
Officier du Mérite Agricole. — Chevalier du Mérite Social

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri FABRE
(Candidat d'Union Nationale, Républicaine et Sociale)
élu le 30 novembre 1958
(App. U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union Nationale Républicaine et sociale

Candidature HENRI FABRE

soutenue par : **l'Union pour la nouvelle République, la Démocratie Chrétienne, le Centre Républicain.**

Remplaçant éventuel :

Me JEAN CHANARD

Electrices, Electeurs,

Le glas du système sonne en mai 1958 — en Algérie et en Corse — dans le reste du pays, l'écœurement était tel que le système ne trouva pour le défendre que ceux qui ont toujours travaillé contre la patrie.

Le général de Gaulle concrétisa ce besoin de renouveau des Français.

Le référendum a alors défini sans équivoque les nouvelles institutions.

Les élections vont, maintenant, les mettre en place.

Le choix des électeurs est dès lors capital car de la désignation des hommes va dépendre l'efficacité et la stabilité des institutions approuvées par la nation.

Ce choix, par ailleurs, est lourd de conséquences. Il engage le pays pour cinq années!

Qu'on ne s'y trompe pas : la Constitution est beaucoup plus une réforme des méthodes et des mœurs parlementaires qu'un bouleversement des institutions.

C'est pourquoi on n'imagine pas les mêmes députés faisant autre chose que ce qu'ils ont toujours fait... et que l'on ne veut plus qu'ils fassent!

La nouvelle loi permet heureusement aujourd'hui de concevoir des représentants du peuple libérés du cadre étroit des partis, proches de ceux qu'ils ont élus et investis de leur confiance.

Elu conseiller municipal (groupe Escartefigue), puis conseiller général par des votes à l'échelle humaine, en dehors des diktats de partis monolithiques, M. Henri Fabre est un homme jeune, dynamique, à la tête d'une affaire commerciale importante qu'il a crée.

Ses habitudes de pensée, comme sa vie connue de tous, sont pour nos concitoyens les sûrs garants de son action future.

Mieux qu'un programme rigide que l'on défend envers et contre tous, Henri Fabre vous soumet loyalement les idées générales profondes qui ont toujours dirrigé son action.

« Définitivement opposé à tout matérialisme et à toute forme du marxisme, je me présente d'abord contre les tenants de l'ancien système, de leurs mœurs, de leurs habitudes de compromis, toujours penchés vers une combinaison de vote, abandonnant leurs idées pour un gain factice de voix. Je suis antimatérialiste et antimarxiste sans haine et sans passion, persuadé que la compromission n'amène rien, mais que le plus efficace des antimarxismes est celui qui a pour armes les réalisations, la construction de logements et un progrès social juste.

« L'antimarxisme n'est pas une lutte mais une collaboration constructive de toutes les classes sociales. L'antimarxisme vrai est une construction. Avec du béton, du soleil, de la justice, avec la dignité de la personne humaine, avec une société au service de l'homme et non plus l'homme au service de la société, nous ferons le pays de demain.

« Ou nous sombrerons dans les luttes politiques stériles, imposées, inhumaines.

« Le choix est donc facile. »

La liberté doit s'épanouir dans un monde de justice sociale où le plein emploi est assuré à tous les travailleurs, où chacun doit pouvoir par son travail tenir dignement sa place, où la dignité de la personne est aussi respectée dans une liberté vraie. Car qu'est-ce qu'une liberté et une dignite sans les moyens de l'exercer ?

La liberté! C'est, dans l'enseignement, revoir honnêtement le problème sans sectarisme, avec comme objectif une meilleure application des principes de la loi Barangé dans la liberté des familles et des enfants.

La justice sociale, c'est tout d'abord la justice tout court. Comme la justice fiscale elle ne doit pas être la déformation d'idées partisanes mais l'application stricte du sentiment d'égalité. Il n'y a pas, il ne doit plus y avoir de Français de 1re et 2e classe dans la vie sociale comme dans la vie fiscale.

Il faut ouvrir à nos jeunes les larges perspectives d'un avenir meilleur et sûr.

Comme il serait facile de promettre tout sur ces chapitres ; comme il est plus difficile et plus honnête de dire simplement :

Autour d'un homme qui, hier, a, par sa seule présence créé un climat nouveau, autour du général de Gaulle qui vous a demandé de lui choisir des collaborateurs désirant travailler sérieusement sur les immenses problèmes du monde, il faut demain des bonnes volontés, des idées précises, des choix politiques.

Ceux qui seront élus dans le cadre d'un parti quel qu'il soit, apporteront à la France l'impératif strict et combien partisan de leur discipline de vote.

Est-ce cela que voulaient 80 0/0 des Français qui ont voté « oui » ?

Ferme sur les positions précises que j'ai définies plus haut, je ne prétends pas résoudre tous les problèmes. Lesquels, d'ailleurs, parmi les anciens, les ont résolus ?

L'Algérie, la Communauté européenne, la politique atomique doivent être traités dans la perspective que déjà, en quelques mois, leur a donnée le général de Gaulle. Promettre autre chose, amener une position stricte et définitive n'est qu'une escroquerie morale ou un sectarisme dénué du plus simple des bons sens.

Il y a les positions doctrinales fermes que j'ai prises plus haut. Il y a la confiance que vous pouvez m'accorder dans ce vote. Tout le reste, étiquettes multiples et tricolores, problèmes tous traités et résolus sur le papier, tout n'est que littérature vide.

C'est parce que je crois que notre patrie a de magnifiques lendemains à construire, que, sous les auspices du Comité d'union nationale républicaine et sociale, et soutenu par l'Union pour la Nouvelle République, la Démocratie Chrétienne et le Centre Républicain, j'ai décidé de poser ma candidature.

Electrices et électeurs de la troisième circonscription du Var, j'ai confiance en votre jugement, je l'attends en toute sérénité.

2e CIRCULAIRE

Comité d'Union Nationale Républicaine et Sociale

Candidature HENRI FABRE

Candidat de Discipline Républicaine

Soutenu par : **l'Union pour la Nouvelle République, la Démocratie Chrétienne, le Centre Républicain.**

Remplaçant éventuel :

Me JEAN CHANARD

Electrices, Electeurs,

Dimanche vous allez votez pour une République Nouvelle.

Le destin de la France dépend de votre choix.

Ne recréez pas le milieu malsain, ses traditions, ses combinaisons qui contaminent l'être même le plus désireux de s'évader.

Un Parlement à l'image de l'ancien au Palais-Bourbon donnerait, malgré les institutions nouvelles, des résultats identiques : apathie, incohérence, gaspillage, ruines.

Les mauvaises habitudes ancrées par des années de pratique, ne tarderaient pas à reparaître, plus fortes encore, gonflées d'un désir de revanche ?

La leçon d'un passé proche n'aurait servi à rien si la France devait retomber dans les mêmes errements dont le général de Gaulle nous a sauvé.

C'est avec lui, et sans réticence, que nous devons bâtir la France nouvelle.

Electrices, Electeurs,

Vous avez su, le 28 septembre dernier, affirmer votre volonté de rénovation.

Vous avez confirmé ce geste par votre vote du 23 novembre. Il vous appartient, dimanche prochain, de marquer plus fortement encore cette même volonté en envoyant au Parlement des hommes de renouveau.

Faites-le massivement, sans abstentions.

La France et le monde attendent de notre peuple qu'il fasse son choix, sans ambiguïté, de façon décisive.

En votant pour Henri Fabre, vous donnerez à votre geste le sens d'une confiance absolue

au général de Gaulle, à ses initiatives, à son autorité. Vous voterez pour une politique d'intelligence, de raison et de renouveau national.

Pour la grandeur de la France.

Contre le communisme menaçant.

Vous voterez Henri Fabre.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean VITEL

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes et Citoyens,

Il a été dit que les Français avaient « la mémoire courte » : C'est chose bien possible, mais je ne vous ferai pas l'injure de croire que vous avez déjà oublié ce qui s'est passé le 13 mai 1958 sur la terre française d'Algérie et ce qui s'est passé le 24 mai en Corse. C'est une véritable révolution qui, sans effusion de sang, a débarrassé la France d'une Quatrième République inadaptée aux exigences de l'heure avec une Assemblée Omnipotente et ses Gouvernements impuissants. C'est alors que le Général de Gaulle recueillait le 1er juin, les Pouvoirs de la République de la majorité des Parlementaires et du consentement de la quasi unanimité des Français, des vrais Français.

Au cours de son voyage en Algérie, le 6 juin 1958, le Général de Gaulle prononça les paroles historiques suivantes :

« Tout ce qui est à la tête du Pays et de l'Etat doit être renouvelé. J'ai reçu mandat de le faire et je suis sûr que le Pays va le faire avec moi ».

Par ces paroles, le Général de Gaulle nous donnait ses directives :

Nouveaux temps

Nouvelle politique

Hommes nouveaux.

Dans un premier temps, le 29 septembre 1958, en votant d'une façon massive pour le Oui au Référendum, vous avez adopté la Nouvelle Constitution, celle de la Ve République, présentée par le Gouvernement du Général de Gaulle, et qui remplacera avantageusement la Constitution de la IVe République défunte, la Constitution du malheur.

Pour abattre le système du malheur, qui nous a mené au bord de l'abime, vous devez élire pour constituer la nouvelle Assemblée Nationale, des Hommes nouveaux.

Militant de la Convention Républicaine, partie intégrante de l'Union pour la Nouvelle République, je n'ai jamais été inscrit à aucun parti politique ancien, je me présente à vos libres suffrages et je m'engage à servir sans défaillance, de tout mon cœur et de toute mon énergie cette Union de toutes les bonnes volontés que le Général de Gaulle estime nécessaire pour l'établissement de la Nouvelle République et la grandeur de la Patrie.

Je lance un appel à tous ceux qui me connaissent afin qu'ils soient autour d'eux, les garants de mon intégrité et mon désintéressement.

Ils savent que je me suis toujours élevé contre le dirigisme économique qui mène à la dictature des bureaux et l'asservissement des activités professionnellement libres.

Ils savent que j'ai toujours lutté pour le maintien de nos libertés, de toutes nos libertés,

sans lesquelles il n'y a pas cette prospérité qui permet le progrès économique et social, si profitable à toutes les classes laborieuses dans le respect de toutes les opinions.

Je m'engage à travailler de toutes mes forces à la réalisation des souhaits des Représentants ouvriers de la Convention Républicaine, afin que soient résolus les problèmes économiques et sociaux qui intéressent les travailleurs, en particulier la promotion ouvrière, la dépolitisation des Comités d'Entreprise et des syndicats, la participation de tous les partenaires de l'entreprise à la définition et au partage de ses fruits, l'assurance-chômage, la mise en place d'un dispositif permettant de lutter efficacement, contre les dangers de la concurrence étrangère dans le cadre d'un marché commun.

Je m'engage à lutter contre la dégradation de la condition paysanne et indique qu'un des premiers objectifs à atteindre est de rendre à l'Agriculture sa place dans la Nation, en luttant par des méthodes modernes contre la désaffection des jeunes paysans pour nos campagnes. Sur le plan économique immédiat, je suis d'accord pour une très sévère et très stricte révision du train de vie de l'Etat pour empêcher les gaspillages qui entraînent l'écrasement continu des citoyens, par des impositions abusives.

Je m'engage à défendre l'Algérie Française, seul moyen de permettre l'évolution rapide des travailleurs musulmans et de les empêcher de retourner à un régime féodal. Pour cela, j'accepte de défendre le Plan Algérien de cinq ans, proposé à Constantine, par le Général de Gaulle.

Je m'engage à défendre l'indépendance nationale dans le domaine énergétique qu'assurera à brève échéance, l'exploitation massive des richesses pétrolières du Sahara, la multiplication rationnelle des organes de la recherche scientifique, la promotion des jeunes dans le domaine de l'enseignement et de la technique ; la rationalisation et l'accélération de la construction (il nous faut arriver à construire plus de 320.000 logements par an).

Je m'engage à travailler pour la Paix Internationale, et à supprimer la lutte des classes qui entraîne le désordre et le chaos, source de la ruine totale.

Tenace et juste, je n'accepterai aucun compromis mais je combattrai plutôt que de laisser sacrifier les intérêts légitimes de tous les citoyens.

Pour arriver à ces résultats, il me faut vos suffrages et fort de votre appui, j'accomplira avec foi et fierté le travail qui me sera confié.

En avant donc, tous aux Urnes, citoyennes et citoyens, pour de Gaulle, la France, la République.

Docteur Jean VITEL
Conseiller Général du Var

Suppléant éventuel :

Gabriel NICOLA

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Dimanche vous allez voter pour une République Nouvelle.

Le destin de la France dépend de votre choix.

Ne recréez pas le milieu malsain, ses traditions, ses combinaisons qui contaminent l'être même le plus désireux de s'évader.

Un Parlement à l'image de l'ancien au Palais Bourbon donnerait, malgré des institutions nouvelles des résultats indentiques : apathie, incohérence, gaspillage, ruines.

Les mauvaises habitudes ancrées par des années de pratique, ne tarderaient pas à reparaître, plus fortes encore, gonflées d'un désir de revanche.

La leçon d'un passé proche n'aurait servi à rien si la France devait retomber dans les mêmes errements dont le Général de Gaulle nous a sauvés.

C'est avec lui, sans réticence, que nous devons bâtir la France Nouvelle.

Electeurs, Electrices,

Vous avez su le 28 septembre dernier affirmer votre volonté de rénovation.

Vous avez confirmé ce geste par votre vote du 23 novembre. Il vous appartient dimanche prochain de marquer plus fortement encore cette même volonté en envoyant au Parlement des hommes de renouveau.

Faites-le massivement, sans abstentions.

La France et le monde attendent de notre Peuple qu'il fasse son choix, sans ambiguïté, de façon décisive.

En votant pour le Docteur Jean Vitel, vous donnerez à votre geste le sens d'une confiance absolue au Général de Gaulle, à ses initiatives, à son autorité. Vous voterez pour une politique d'intelligence et de raison.

Pour la grandeur de la France.

Docteur Jean VITEL
Candidat de Discipline Républicaine

Suppleant :

Gabriel NICOLA

VAUCLUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Henri MAZO
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

U. N. R. (Union pour la Nouvelle République).

Electrices et Electeurs,

Au referendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du Général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au Général de Gaulle, ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés, avec Michel Debré, Edmond Michelet et Jacques Soustelle, ministres et fidèles compagnons du Général de Gaulle, tous ceux qui, sans défaillance, depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le Général de Gaulle les a ainsi désignés : « ...ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Vous ferez confiance à ces hommes,

Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du Pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

Ces hommes auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du Pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales. La réforme de la justice rendue à la gratuité.

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales.

5° Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée, et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;
— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources ;
— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;
— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7° Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;
— la débudgétisation des investissements ;
— une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;
— une discipline sévère de l'émission monétaire ;
— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8° Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif.

9° Une politique sociale, inspirée par la justice et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

— la promotion des salariés aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat ;
— la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;
— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés ;
— le développement des diverses prestations notamment de l'assurance « vieillesse » ;
— l'aide massive à la jeunesse pour lui assurer l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, en respectant le pluralisme traditionnel ; développer l'enseignement technique, ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

Le 23 novembre pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

— Votez pour celui qui a toujours soutenu de Gaulle.
— Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.
— Votez Henri Mazo !

HENRI MAZO
Ancien Maire et Conseiller Général d'Avignon

Remplaçant éventuel :

CONSTANT MARTIN
Conseiller Municipal de Cavaillon. — Industriel

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Vauclusiennes, Vauclusiens,

En me plaçant en tête de tous les candidats de la 1re circonscription, 11.468 électrices et électeurs viennent de me désigner pour le scrutin du 30 novembre prochain.

Je remercie du fond du cœur ceux qui m'ont fait confiance et qui, à travers ma personne, ont fait confiance au général de Gaulle.

Je demande à tous les autres, abstentionnistes, hésitants, quelles que soient leur appartenance ou leurs préférences politiques, de venir nous rejoindre massivement dimanche prochain.

Mes objectifs sont maintenant connus. Je n'en reparlerai pas.

Je suis et ne veux être que le candidat de l'unité et du renouveau français.

Allons, l'heure est venue du courage et du bon sens.

Que tous les hommes de bonne volonté se groupent, avec moi, derrière le général de Gaulle, pour que, nous ensemble, nous bâtissions une République où chaque Française, chaque Français, trouvera enfin sa place, sa part, sa dignité, dans la justice sociale, dans la paix et dans la liberté.

Vive le Vaucluse !
Vive la République !
Vive la France !

Henri MAZO
Ancien Maire et Conseiller Général d'Avignon

Remplaçant éventuel :

Constant MARTIN
Conseiller Municipal de Cavaillon. — Industriel

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Georges SANTONI
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

PROFESSION DE FOI

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Je prétends être un de ceux-là.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont régroupés tous ceux qui n'ont cessé de réclamer la restauration du pouvoir de l'Etat par l'équilibre, la stabilité et l'efficacité de ses représentants.

Je ne vous ferai pas de vaines promesses, vous me connaissez et j'agirai pour vous selon ma conscience. Vivant parmi vous, constamment à vos côtés, je m'inspirerai de vos suggestions, et fort de vos encouragements je serai vraiment le défenseur de vos intérêts.

Les hommes de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain.

Le redressement doit se concrétiser par :

1° Amélioration des conditions de vie de l'ouvrier, de son pouvoir d'achat, organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés.

— Gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale.

2° Modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; garantie du revenu agricole et stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés.

— Représentation de la classe paysanne dans une assemblée départementale puissante, composée de délégués cantonaux, présentant leurs vœux à l'élu de leur circonscription.

3° Protection du commerce et de l'artisanat par une réforme fiscale profonde, droit aux avantages sociaux et à une retraite suffisante.

— Amélioration des circuits commerciaux de distribution, et possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

4° Soutien de nos industries par un allégement des charges sociales, l'abaissement d'une fraction de l'impôt sur les sociétés, permettant une revalorisation des salaires, le desserrement des restrictions de crédit, et surtout l'exonération des taxes sur les investissements.

5° Développement des diverses prestations, notamment de l'assurance vieillesse, lié à l'essor de la production.

6° Poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

7° Simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales.

8° La jeunesse est une de nos valeurs les plus sûres : tout doit être mis en œuvre pour lui permettre de s'affirmer ; aide massive à cette jeunesse à qui devront être assurés une fois l'éducation achevée l'emploi et le logement.

9° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats , ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers,

Respect de toutes les libertés et de toutes les croyances.

Le 23 novembre pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :
Votez pour l'Union pour la Nouvelle République
Votez Georges Santoni.

Georges SANTONI
Docteur en Pharmacie à Apt

Suppleant :

Jean LALLEMAND
Commerçant à Carpentras
Membre de la Chambre de Commerce de Vaucluse

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electeurs, Electrices,

Merci !

En m'accordant 7.244 de vos suffrages vous avez affirmé votre désir de renouveau, vous me placez en tête des candidats nationaux.

Vous voulez des hommes neufs, des partisans déclarés du oui.

Sur le plan national, l'Union pour la Nouvelle République connaît un immense succès mérité : c'est la France de demain, et vous l'avez compris.

Pas de vaines promesses. Vous connaissez mon programme. Je ne vous décevrai pas.

Partout en France les candidats nationaux se sont unis contre les anciens partis, contre les partisans du non.

Je comprends les abstentionnistes qui le 23 se sont réservés pour le deuxième tour, que la multitude des candidatures laissait prévoir.

Je suis convaincu que cette fois ils rempliront leur devoir. Je fais appel à eux.

Gaullistes de juin 1940, Gaullistes du 13 mai 1958, comme au 28 septembre, tous unis, faites triompher le candidat du Oui.

Vive la France !
Vive de Gaulle !

Georges SANTONI
Docteur en Pharmacie à Apt

Suppleant :

Jean LALLEMAND
Commerçant à Carpentras
Membre de la Chambre de Commerce de Vaucluse

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques BÉRARD
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Vauclusiens, Vauclusiennes,

Enfant de Bédarrides, issu d'une vieille famille connue dans la région, j'étais enclin par mes goûts ainsi que par mes études juridiques et politiques à m'intéresser à la vie politique de mon pays ; je n'en ai rien fait jusqu'en 1958.

Pourquoi ?

Parce que les partis politiques régnaient en maîtres sur la France.

Parce que, dans leur complicité fraternelle, leurs chefs se livraient à un jeu de massacre continuel qui leur permettait de devenir à tour à tour, Ministre ou Président du Conseil sans souci des intérêts de la Nation.

Le résultat est net

En 14 ans, la France a connu plus de 25 gouvernements, une quinzaine de Présidents du Conseil, 600 ministres environ.

Après la perte de l'Indochine, la ruine des finances publiques, l'effondrement de notre crédit matériel et moral, nous allions perdre l'Algérie et le Sahara lorsque est venu le mouvement du 13 mai.

Qu'est ce que le 13 Mai ?

Un coup de force fasciste ? Non !

Les partis politiques l'ont prétendu, mais les libertés ont été respectées et personne aujourd'hui n'y croit plus.

Le 13 mai c'est un sursaut populaire, c'est un acte de légitime défense des Français d'Algérie qui ont eu le sentiment qu'on allait les abandonner à l'arbitraire du F. L. N. ; c'est également un courant anti-système qui s'est étendu à toute la France, après 14 ans de politique d'assemblée et de désordre.

C'est alors que Léon Delbecque, Fondateur de la Convention Républicaine, a fait acclamer à Alger le nom du grand arbitre national, le général de Gaulle.

Il a ainsi évité la guerre civile, il a provoqué le grand mouvement de rénovation nationale et sauvé les libertés républicaines auxquelles nous demeurons attachés.

Conscient du besoin de changement, ennemi du système des partis et attaché aux libertés républicaines, j'ai milité depuis le mois de mai au sein de la Convention pour faire triompher le « Oui ».

Après la grande victoire du Référendum, nous devons aujourd'hui remporter la victoire électorale.

Soucieuses de sauvegarder l'unité du mouvement favorable au général de Gaulle, toutes les formations désireuses de présenter des candidats ont créé l'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.) ; réuni à Paris, le bureau de l'U. N. R. m'a investi comme son seul candidat officiel dans la Circonscription d'Orange.

Que faut-il faire maintenant ?

Faites respecter votre « Oui » après avoir balayé les institutions du système. Les hommes qui l'ont institué en ont profité et ont conduit la France à la ruine.

Dans quel but ?

Pour activer l'œuvre de rénovation du général de Gaulle, pour établir la paix en Algérie et mettre en valeur ses ressources et celles du Sahara afin de faire de la France une grande nation pétrolière.

Pour organiser la communauté française forte de 100 millions d'hommes sur la base de l'égalité, pour réformer les grandes administrations, réduire les dépenses publiques et ramener l'impôt à des proportions raisonnables, pour permettre aux petits producteurs, paysans, industriels et commerçants de travailler et de lutter sur un pied d'égalité rigoureuse.

Pour aménager le territoire afin que la France devienne une puissance exportatrice, industrielle et agricole.

Sur le plan local

Pour sauvegarder l'entreprise individuelle sous toutes ses formes, car elle constitue la base de la nation et se trouve menacée par les grandes entreprises.

Pour développer les activités régionales, notamment dans le domaine des primeurs, des fruits, de la viticulture et dans le commerce régional et touristique.

Pour créer ainsi de nouveaux emplois susceptibles d'absorber la main-d'œuvre jeune et féminine.

Pour lutter en vue de ces réformes, vous choisirez entre les hommes du système inféodés à des partis et des hommes jeunes, neufs et de bonne volonté.

Vauclusiens, Vauclusiennes,

Votez U. N. R. Votez Jacques Bérard.

Jacques BERARD

Licencié en Droit

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Marseille

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences Politiques)

2e *CIRCULAIRE*

Vauclusiens, Vauclusiennes,

Comme dans toute la France, vous avez participé par votre vote, à la grande poussée favorable au général de Gaulle et vous avez fait de l'Union pour la Nouvelle République la plus grande formation Nationale.

Vous avez massivement confirmé votre « Oui ».

Dans votre Circonscription, les Deux Candidats qui ont combattu sous le signe de la Croix de Lorraine ont réuni près de 12.000 voix. C'est une grande victoire.

Je vous en remercie.

La discipline Gaulliste et Républicaine a joué.

Seul candidat restant au second tour parmi ceux qui ont ouvertement appelé et soutenu le général de Gaulle.

Seul candidat restant au second tour parmi ceux qui sont allés à la bataille sous le signe du V et de la Croix de Lorraine.

Je vous demande de regrouper vos voix sous mon nom.

En disant « Oui » en septembre, vous avez rejeté le système de la IVe République inefficace et mal gouvernée.

Vous avez voulu que ça change,

Vous avez voulu des institutions nouvelles et des hommes neufs.

Fidèles à votre « Oui », Fidèles à De Gaulle, Vous voterez U. N. R.

Vous voulez des hommes neufs

Je n'ai jamais fait de politique, je suis un homme nouveau.

Vous voulez des hommes jeunes

J'ai 29 ans.

Mon suppléant, Marcel Serre, Directeur Commercial, plus jeune décoré de la Rosette de la Résistance à 17 ans, en a aujourd'hui 31.

Vous voulez des hommes compétents

Ils seront indispensables, car la démolition systématique des ministres sera remplacée par un travail sérieux et assidu de préparation et d'étude des lois.

J'ai eu la chance de recevoir une formation juridique (Licencié en Droit) Economique (Ecole Supérieure de Commerce) ; Politique et Sociale (Institut d'Etudes Politiques de Paris).

Ma formation me prédispose donc à cette tâche.

J'ai refusé de vous faire des promesses vaines, c'est d'hommes valables que nous avons besoin.

Par contre, je vous ai demandé quels étaient vos problèmes.

J'ai essayé, avec vous, de rechercher des solutions. Ce travail, ensemble nous le continuerons pour mener à bien la tâche nationale et locale qui nous attend.

Le général de Gaulle a dit : Français, aidez-moi !

Près de 12.000 d'entre vous on fait confiance à notre emblème, la Croix de Lorraine et demain, ce sont tous les partisans du « Oui » qui se retrouveront unis sous la bannière de l'Union pour la Nouvelle République.

Unissons-nous contre le système, contre les partis, la victoire est à portée de notre main.

Tous unis derrière le général de Gaulle, il nous suffit de la prendre.

Votez U. N. R.

Votez Jacques Bérard

Jacques BERARD

29 ans. — Licencié en Droit

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Marseille

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences Politiques)

VENDÉE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Michel CRUCIS
(Candidat Indépendant)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, Messieurs, mes chers Concitoyens,

Le oui massif des Français à la question qui leur était posée le 28 septembre dernier revêt une signification multiple.

C'est sans doute leur accord sur la nouvelle Constitution. C'est aussi et surtout l'expression de leur volonté de renouveau, de changement, de retour aux saines traditions politiques qui ont fait jadis la grandeur de notre Patrie. C'est enfin un encouragement à celui qui a eu l'énergie, alors que les chances de la France semblaient compromises par son régime, d'abandonner sa paisible retraite pour tenter de « remonter la pente » avec tous les Français de bonne volonté.

Il ne faut pas étouffer cet immense espoir dans l'avenir ni compromettre, par un retour aux erreurs du passé, les chances de notre jeunesse dans les compétitions internationales de demain.

Commençons donc à donner l'exemple, nous les premiers, par une campagne électorale correcte, franche et exempte de promesses fallacieuses,

Le scrutin uninominal, s'il n'est pas parfait, présente au moins l'avantage d'être simple et compris de tous. Il permet en outre d'échapper à l'emprise des partis et de briser les féodalités politiques qui trop souvent se sont opposées à l'action de l'Etat.

Aussi, n'ai-je voulu solliciter l'investiture d'aucun parti politique. Le centre national des Indépendants et des Paysans m'a néanmoins donné la sienne. Mais la seule investiture valable à mes yeux est celle des Electrices et Electeurs de notre circonscription.

Nous sortons à peine et fort heureusement du régime des partis ; ce n'est pas pour retomber dans cette ornière. Telle est ma position. Je suis seul devant vous, libre et indépendant.

Beaucoup parmi vous me connaissent soit par relations amicales ou professionnelles, soit pour m'avoir rencontré dans des réunions ou congrès. M'étant consacré jusqu'à ce jour à ma famille, à ma profession, à ma Commune et mon Canton, je n'ai pas la prétention d'être connu de tous les habitants de notre circonscription.

Mes parents sont commerçants à Chantonnay. Agé de 36 ans, père de quatre enfants, j'exerce à Chantonnay depuis la fin de mes études, la profession d'Expert agricole et foncier et de Conseiller juridique et fiscal.

Associé par mon beau-père, M. Henri Rochereau, ancien Député, Conseiller général et Maire de Chantonnay, à l'action publique, je me suis efforcé, comme beaucoup, de rendre service à mes Concitoyens.

Leur confiance réitérée m'a d'abord valu la charge et l'honneur de les représenter dès 1951

au Conseil général de la Vendée. Mes collègues, en dehors de toute considération politique, m'ont nommé Secrétaire et membre des Commissions départementales et des Finances. En avril 1953, j'étais élu Maire de Chantonnay. Enfin, depuis bientôt dix ans, je travaille en tant que Secrétaire du Syndicat de la Plaine de Luçon avec mes collègues, Conseillers généraux, Maires et Conseillers municipaux à l'alimentation en eau potable des 62 communes du plus important syndicat du Sud-Ouest (Barrage de l'Angle-Guignard).

Je passe sur mon travail à la Mairie. Comme tous nos collègues, nous construisons à Chantonnay des écoles et des chemins. Nous installons l'électricité et l'eau potable dans tous les foyers. Nous aidons les jeunes à construire leur maison et les vieux à supporter la rigueur des temps. Nous essayons d'aider à la naissance de petites industries.

Je passe aussi sur mon action au Conseil général. Elle est mieux connue. Mes concitoyens du Canton de Chantonnay l'ont approuvée le 20 avril dernier. Elle m'a donné l'occasion de prendre des contacts quotidiens avec toutes les Administrations où j'ai toujours trouvé une compétence et un dévouement auxquels je me plais à rendre hommage.

Je m'arrêterai un instant sur mon attachement à la Mutualité Vendéenne qui m'offre les satisfactions les plus pures tant au sein de notre Société mutualiste locale qu'en tant que Vice-Président de l'Union Mutualiste de la Vendée.

Sur les grands problèmes politiques mes positions sont connues. Je les résumerai en précisant une fois de plus que j'étais :

— contre la Constitution de 1946 qui faillit nous conduire à l'abîme politique,
(Elle a été votée par : le M.R.P., les Communistes, et les Socialistes.)
— contre les Nationalisations qui nous ont conduit à l'étouffement économique et fiscal,
(Elles ont été votées par : les Socialistes, les Communistes et le M.R.P.)
— contre le Communisme et le Socialisme marxistes contraires aux principes de notre civilisation chrétienne.

Par contre, vous savez tous combien je demeure attaché à :

— la liberté de l'enseignement et à l'égalité de traitement entre tous les enseignants,
— la liberté économique et de la réforme fiscale,
— la sauvegarde de nos entreprises familiales agricoles, industrielles, commerciales et artisanales.
— l'augmentation du niveau de vie des travailleurs,
— l'élaboration d'une politique et la création d'un enseignement agricoles modernes humains et efficaces,
— l'autorité du Gouvernement et la responsabilité des Parlementaires,
— le salut de l'Algérie française dans la paix et la dignité,
— l'Europe unie et pacifique.

Puissent la providence et nos efforts nous éviter de retomber demain dans les erreurs d'hier !

Les seules promesses que je puisse vous faire sont de demeurer fidèle à mes opinions, de m'employer de toutes mes forces à aider le général de Gaulle dans l'œuvre de Rénovation nationale qu'il a si heureusement entreprise et de me mettre à la disposition de mes concitoyens pour le développement de notre belle circonscription : le cœur de la Vendée !

Je remercie le Docteur Henri Girard d'avoir accepté d'être mon remplaçant. Agé de 34 ans, Conseiller municipal de notre Chef-lieu et ancien Rappelé en Algérie, il partage en tous points lés opinions ci-dessus exprimées.

Et maintenant vous avez la parole.
Ne vous abstenez pas ! Votez !
N'éparpillez pas inutilement vos suffrages !
vous éviterez ainsi un second tour.
Faites votre devoir. Je ferai le mien.
D'avance merci !

Vive la Vendée !
Vive la France !

MICHEL CRUCIS

Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Général de la Vendée. — Maire de Chantonnay
Expert Agricole et Foncier
Secrétaire du Syndicat de la Plaine de Luçon. — Vice-Président de l'Union Mutualiste de la Vendée

---

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Amis,

Permettez-nous tout d'abord d'adresser nos bien sincères et très cordiaux remerciements aux 22.167 électrices et électeurs qui ont bien voulu, dès le premier tour de scrutin, nous accorder leur confiance. C'est pour nous, en même temps qu'une récompense, un très encourageant réconfort dans la lutte que nous menons depuis toujours pour la défense de nos Libertés.

Nous remerçions et félicitons aussi tout le Corps éléctoral de notre Circonscription d'avoir pris part avec un tel sérieux, à la consultation de dimanche dernier. Il y a eu peu d'abstentions. Il doit encore y en avoir moins dimanche prochain.

Nous ne croyons pas devoir vous rappeler nos positions sur les grands problèmes de l'heure. Nous vous les avons exposées par écrit et verbalement en visitant les 73 Communes de notre Circonscription.

Vous nous connaissez mieux et nous sommes heureux d'avoir pu prendre de nombreux contacts personnels avec beaucoup d'entre vous. Ce n'est qu'un commencement. Demain, nous travaillerons ensemble la main dans la main. Nous serons à la disposition de nos Concitoyens pour le développement de notre belle Circonscription : le Cœur de la Vendée !

Nous avons dit partout que tout ne sera pas facile demain, qu'il nous faudra faire des efforts pour remonter la pente au bas de laquelle le Régime néfaste de la IVe République nous a laissés glisser. Nous le répétons une fois encore persuadés que l'Electeur Vendéen préfère aux promesses fallacieuses la Vérité dans toute sa rigueur.

Nous avons formé le vœu qu'un terme convenable soit mis rapidement à l'angoissant problème de l'enseignement libre, en s'inspirant par exemple de la récente et libérale solution adoptée par la Belgique.

Nous avons rappelé notre travail de plus de dix ans pour l'Equipement de notre Département. Nous voulons le poursuivre sur les plans agricole et industriel. Il nous faut des milliards de crédits pour notre Circonscription. Ils nous donneront plus de confort et de facilités dans notre travail quotidien. Ils permettront d'élever les Salaires. Notre Agriculture, notre Commerce et notre Artisanat en bénéficieront de leur côté.

C'est pour atteindre ces objectifs, en dehors de toutes autres considérations politiques, que nous devons toutes et tous voter dimanche massivement et sans abstentions.

Que nos Amis ne s'endorment pas sur leurs lauriers en considérant nos 8.553 voix d'avance comme la garantie d'une victoire assurée. Une Victoire s'arrache par la persévérance et le travail.

De nombreuses abstentions et une dispersion réitérées des voix nationales, catholiques, libérales et sociales risqueraient de faire le jeu d'une éventuelle coalition marxiste. C'est notre devoir le plus pressant de vous le rappeler.

Nous ne perdrons pas notre temps à répondre aux mensonges et calomnies qui ont été colportés ici et là et ne manqueront pas de se manifester à nouveau.

Quant aux diffamations, elles donnent la mesure de la moralité de ceux qui en usent et ne peuvent que se retourner contre leurs auteurs à plus ou moins brève échéance.

Dans le calme, la sérénité et la cohésion, réitérez votre effort le Dimanche 30 novembre.

Faites preuve, comme le 23 novembre, de discipline et de discernement !

Votez utile, donc pour le plus favorisé !

Votez libéral et social !

Votez indépendant et paysan !

D'avance Merci !
Vive notre belle Vendée !
Vive la France !

Votez Michel CRUCIS
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Conseiller Général de la Vendée. — Maire de Chantonnay
Expert Agricole et Foncier
Secrétaire du Syndicat de la Plaine de Luçon. — Vice-Président de l'Union Mutualiste de la Vendée

Remplaçant éventuel :

Henri GIRARD
Docteur en Médecine
Conseiller Municipal de La Roche-sur-Yon
Ancien Rappelé en Algérie

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Henri CAILLEMER
(Candidat Républicain Indépendant)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Mes Chers Concitoyens, Mes Chères Concitoyennes,

Pour participer à l'œuvre de rénovation nationale et de reconstruction française à laquelle nous convie la voix du général de Gaulle, c'est un homme nouveau qui se présente à vos suffrages.

Maire et Conseiller général, connaissant par expérience les besoins de nos communes et de notre département, je souhaite pouvoir continuer sur le plan national l'action commencée au service de vos intérêts et de vos libertés.

Totalement indépendant, je repousse les luttes de partis qui nous ont menés au bord du gouffre et ne connais pas d'autre règle de conduite que l'intérêt de la patrie.

Propriétaire exploitant, je veux agir pour la défense des exploitations familiales
contre les inégalités sociales dont elles sont victimes
contre les charges excessives qui les accablent
pour la revalorisation des produits de la terre,
sachant que la prospérité de l'agriculture est la condition de la prospérité française.

Attaché à l'entreprise libre, j'entends défendre le commerce, l'artisanat, les professions indépendantes :

— contre un étatisme ruineux
— contre les contrôles abusifs.
— contre une fiscalité tyrannique et délirante qui demande à être profondément réformée et simplifiée.

Père de famille, je veux que soit sauvegardé l'avenir de la jeunesse par une politique de protection sociale, de défense du foyer, du logement, sans laquelle il ne saurait y avoir de progrès et d'expansion.

Ennemi de tout sectarisme. je veux travailler à la paix scolaire et à l'union de toutes les bonnes volontés.

Chers Electeurs et Chères Electrices,

Le 28 septembre, dans le magnifique élan du referendum, vous avez exprimé votre espoir et votre volonté de changement. Cet élan ne doit pas être brisé par de nouvelles luttes partisanes.

Vous voterez le 23 novembre pour que la Ve République soit un régime de concorde et de propreté, et que c'en soit fini du désordre et de l'impuissance qui caractérisaient l'ancien Système.

Vous voterez pour que l'Algérie, terre française, retrouve la paix et la sécurité, pour que les sacrifices consentis depuis des années par vos familles ne soient pas des sacrifices inutiles, et pour que les luttes fratricides cèdent la place à la fraternité française retrouvée.

Vous voterez pour une France forte dans une Europe unie et libre.

Vous voterez pour le Renouveau national.

Vous voterez pour une large union autour du général de Gaulle.

Vive la France !

Henri CAILLEMER

Conseiller Général. — Maire du Givre
Propriétaire-exploitant
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Reconnaissance Française. — Officier d'Académie
Diplômés d'Etudes Supérieures de Droit. — Licencié ès Lettres

Remplaçant éventuel :

René TAPON

Maire de Saint-Hilaire-du-Bois — Officier du Mérite Agricole
Agriculteur et Arboriculteur

2e *CIRCULAIRE*

Mes Chers Concitoyens, Mes Chers Concitoyennes,

Par 21.671 voix vous avez bien voulu me désigner pour être, au second tour, le défenseur des intérêts de notre circonscription et de toutes nos libertés. Je vous remercie de ce beau témoignage de votre estime et de votre confiance.

Ce magnifique résultat doit encore s'amplifier dimanche et la majorité absolue des suffrages, à laquelle il ne manquait au premier tour que 3.248 voix, doit être largement atteinte et dépassée

Vous saurez rassembler vos voix sur le candidat le mieux placé pour faire triompher votre espoir de salut et votre volonté de changement.

En vous groupant massivement sur ma candidature, vous vous prononcerez à une éclatante majorité.

— Pour une politique Agricole qui rompe avec les erreurs des années passées et vous permette de sauver vos exploitations familiales menacées ;

— pour la défense de vos libres entreprises commerciales et artisanales afin qu'il soit mis un terme aux abus d'une superfiscalité tyrannique et ruineuse, et qu'intervienne enfin la réforme fiscale attendue depuis trop longtemps ;

— pour que se réalise la justice dans les prestations sociales, les retraites et les avantages familiaux ;

— pour une politique de progrès social et de protection de tous les travailleurs ;

— pour la sauvegarde des intérêts de notre région et de notre petite patrie ;

— pour que ne recommencent pas les scandales et les fautes de l'ancien Système ;

— pour une République propre ;
— pour une France nouvelle ;
— pour le salut national et l'union des Français autour du général de Gaulle.

Vive la France !

Henri CAILLEMER
Conseiller Général. — Maire de Givre
Propriétaire-exploitant
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Reconnaissance Française. — Officier d'Académie
Diplômés d'Etudes Supérieures de Droit. — Licencié ès Lettres

Remplaçant éventuel :

René TAPON
Maire de Saint-Hilaire-du-Bois — Officier du Mérite Agricole
Agriculteur et Arboriculteur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Louis MICHAUD
(Candidat Démocrate Chrétien)
élu le 30 novembre 1958
(R. P. C. D.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre prochain, vous voterez pour désigner le député qui représentera votre circonscription à l'Assemblée Nationale.

Aux précédentes élections législatives, vous aviez à choisir entre plusieurs listes de candidats présentées par des partis politiques. Cette foi-ci, vous aurez à choisir un homme parmi ceux qui sollicitent vos suffrages. Puisque ce choix revêt un caractère personnel, il convient, en premier lieu que je rappelle

Qui je suis

J'appartiens à une modeste famille vendéenne originaire du Poiré-sur-Vie. Après avoir fait mes études au Collège Sainte-Croix de Neuilly et à l'Ecole des Travaux Publics, j'ai dirigé, en association avec mes frères, une entreprise de charpente et menuiserie. Je connais donc bien les problèmes des petites entreprises pour les avoir vécus pendant près de quinze ans, avant d'être parlementaire.

J'ai 46 ans. On dit que c'est l'âge de la plus grande efficience humaine, l'âge où l'on a acquis une certaine expérience de la vie, mais où l'on garde la vigueur et les enthousiasmes de la jeunesse.

J'ai quatre enfants. Je connais donc bien les problèmes de la vie familiale, et les soucis matériels et moraux des pères de famille.

Pendant plus de dix ans, j'ai milité dans les rangs de la J. I. C. (Jeunesse Indépendante Chrétienne) ; de 1938 à 1941, j'ai été Secrétaire Général de ce mouvement d'action catholique pour l'ensemble de la France. C'est sans doute là que s'est épanouie et précisée ma vocation civique.

J'ai fait la guerre dans une compagnie du Génie.

J'ai pris une part active à la Résistance dans la formation dite des «Démocrates Chrétiens» en diffusant notamment la presse clandestine qui faisait connaître aux Français la pensée du général de Gaulle.

Mon action au Parlement

Depuis 1946, je suis député de la Vendée à l'Assemblée Nationale.

Tout le monde sait que j'ai rempli mes mandats sans publicité ni tapage, mais avec le sérieux, la ponctualité et l'efficacité qui permettent d'obtenir des résultats positifs.

J'ai été élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale et Vice-Président de la Commission de la Marine Marchande et des Pêches. C'est cette commission qui m'a désigné pour la représenter au Conseil Supérieur de l'Etablissement National des Invalides de la Marine et au Conseil Supérieur de l'Enseignement Maritime.

Mon activité s'est exercée dans tous les domaines. Aux cours des deux dernières législatures, j'ai déposé ou rapporté seize textes (propositions ou rapports) dont la plupart ont acquis force de loi. Ils ont trait principalement, aux questions suivantes :

Régime social de l'agriculture ; ententes professionnelles ; révision des patentes ; droits des Anciens Combattants ; plan de modernisation et d'équipement ; pensions des marins ; organisation des transports maritimes ; statuts des grandes compagnies de navigation ; situation des marins-pêcheurs ; travaux des ports de pêche et des ports de commerce, etc...

Qu'il me soit permis, à titre d'information d'indiquer que, dans le même temps, mes deux collègues parlementaires, candidats dans notre circonscription ont déposé : l'un deux textes ; l'autre aucun texte !

Mon action en Vendée et notamment a l'Ile d'Yeu

De 1947 à 1953, j'ai été conseiller municipal du Poiré-sur-Vie. Je connais bien les problèmes que doivent résoudre les municipalités rurales.

Depuis 1953, je suis Maire de l'Ile d'Yeu. En 1954, j'ai été élu conseiller général de la Vendée. Tous les observateurs s'accordent pour constater que j'ai réalisé en six ans à l'Ile d'Yeu plus d'aménagements qu'il n'en avait été faits en cinquante ans :

L'électrification a été entièrement accomplie. L'eclairage du Bourg n'a pas été oublié.

La voirie a été remise en état.

Le service de protection contre l'incendie a été créé de toutes pièces et parfaitement équipé.

De grands travaux ont été faits dans le port où un chantier récemment ouvert est en voie d'achèvement.

Une salle de fêtes municipale est à la disposition des administrés.

La belle église de Saint-Sauveur a été reconstruite et remise en valeur.

Le reboisement s'est poursuivi au rythme de dix hectares par an.

Croyez bien que, dans le cadre de notre circonscription, je déploierai la même énergie tenace pour faire aboutir les projets qui doivent contribuer à la prospérité de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et de la pêche dans notre région.

Mais, aujourd'hui, nos regards doivent être tournés vers l'avenir

1° L'avenir de la France

Notre pays a connu des heures graves en mai dernier. La réforme de nos institutions était un impératif inéluctable. Il faut savoir gré au général de Gaulle, que j'ai soutenu sans défaillance par ma présence, mes attitudes et mes votes, d'avoir redonné leurs chances à la France et à la démocratie. Les nouvelles institutions que la Nation a adoptées et les élections du 23 novembre en portent témoignage. Il importe de ne pas gâcher ces chances ; pour cela il faut :

Assurer la stabilité gouvernementale, condition indispensable du renouveau politique français, en fortifiant l'autorité de l'Etat.

Pacifier l'Algérie, suivant les directives données par le général de Gaulle dans son discours de Constantine et dans sa récente conférence de presse.

Créer la communauté des peuples d'outre-mer en les associant étroitement à la métropole.

Poursuivre la construction de l'Europe.

Rétablir l'équilibre budgétaire, au besoin par de rigoureuses économies, pour le maintien du franc.

Redonner à l'agriculture la place de premier plan qu'elle doit tenir dans le pays, par :

— l'amélioration et l'extension de l'équipement rural,
— l'organisation des marchés et la fixation de prix garantis qui soient respectés en tout état de cause,
— le développement de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles,
— l'octroi à l'agriculture d'un régime social qui offre aux agriculteurs les mêmes garanties qu'aux ressortissants des autres catégories professionnelles,
— la promotion de mesures qui assurent la rentabilité de l'exploitation familiale.

Donner un essor nouveau à pêche maritime (ostréiculture et pêche en mer) en organisant le marché du poisson, en créant la chaîne du froid et en améliorant le régime des pensions des marins.

Garantir la prospérité du commerce et de l'artisanat, grâce à l'organisation des professions, à l'extension des garanties sociales, et à la réalisation d'une vraie réforme fiscale (simplification des déclarations et répartition équitable de l'impôt).

Procurer aux salariés des conditions de vie humaines et dignes (juste salaire ; ouverture des chantiers qui assurent la sécurité de l'emploi ; garanties sociales consolidées).

Accorder aux vieux, aux retraités, aux anciens combattants, aux anciens prisonniers des dédommagements équitables.

Intensifier l'équipement du pays par des investissements rentables.

Permettre aux ressortissants des professions libérales, le libre exercice de leur mission.

Défendre les droits de la famille en rajustant, conformément à la loi, les prestations familiales, et en permettant aux parents de confier leurs enfants à l'école de leur choix, grâce à une réforme de l'enseignement qui réservera à l'école privée la place qui doit lui revenir.

2° L'Avenir de la Vendée

Le devoir du député, c'est de bien gérer les affaires du pays, mais c'est aussi de veiller, avec un soin particulier, à l'aménagement du secteur dont il est le représentant.

Notre circonscription mérite qu'on s'occupe d'elle. Que de travaux à faire encore pour améliorer son équipement !

L'électrification doit s'achever au plus tôt, notamment dans le Marais.

Le programme d'adduction d'eau doit être poursuivi.

L'extension de l'ostréiculture dans des zones où elle pourrait s'implanter doit permettre l'établissement de nouvelles exploitations familiales.

La masse des crédits affectés à l'aménagement des marais de l'Ouest doit être répartie de façon équitable entre le marais breton et le marais poitevin qui, jusqu'à ce jour, en a été le grand bénéficiaire.

Notre région cotière offre de larges possibilités touristiques. La réalisation de la « route bleue » permettra à l'agriculture, au commerce et à la pêche de trouver des débouchés rentables.

Mon éventuel suppléant, M. Farcy, a su montrer, à Saint-Jean-de-Monts, de quelle manière il fallait s'y prendre pour faire de belles réalisations. En équipe avec lui, je poursuivrai et intensifierai l'action nécessaire.

Electrices, Electeurs,

Mon passé, je crois l'avoir montré, témoigne pour moi. Je m'honore de m'être toujours efforcé de conformer ma vie à l'Idéal qui a dicté mes attitudes civiques : démocrate-chrétien je suis, démocrate-chrétien je reste. J'ai été le premier à défendre en Vendée les couleurs du M.R.P. qui reprenait les idées forces dont mes prédécesseurs Henri Bazire et Ch. Gallet ont été les courageux et hardis promoteurs.

Les vicissitudes de la vie politique n'ont fait qu'affermir mes convictions. Fidèle à cette tradition qui s'inspire du respect des institutions démocratiques, du respect de la personne

humaine avec toutes ses exigences matérielles et morales, du respect des valeurs spirituelles qui ont fait et feront la grandeur de la France, je me présente à vous en toute sérénité, persuadé que vous m'accorderez vos suffrages en toute confiance.

Je dois ajouter que, si je venais à disparaître au cours de l'exercice de mon mandat, la circonscription ne serait pas orpheline. Celui qui me remplacerait est mon ami Pierre Farcy, notaire, adjoint au maire de Saint-Jean-de-Monts, conseiller général de la Vendée. Il partage mon idéal politique, et il a donné à Saint-Jean-de-Monts, la mesure de ses talents de réalisateur.

Pour une France rénovée et pour une Vendée prospère, le dimanche 23 novembre, vous voterez pour :

Louis MICHAUD
Député sortant M. R. P. de Vendée, Démocrate-Chrétien
Maire de l'Ile d'Yeu. — Conseiller Général de la Vendée

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Mon premier devoir est d'adresser mes remerciements aux 15.060 électeurs qui m'ont manifesté leur confiance le 23 novembre, en me plaçant en tête de tous les candidats de la circonscription.

Des succès comme ceux des Sables-d'Olonne, de Saint-Gilles, de Croix-de-Vie, de Beauvoir, de Saint-Jean-de-Monts, de l'Ile d'Yeu, etc., doivent remplir de fierté les nombreux amis qui y ont contribué et encourager tous ceux qui, sur des terrains plus difficiles, luttent pour assurer le triomphe des idées qui nous sont chères.

A tous donc, amis anciens et amis nouveaux, merci.

Un dernier effort décisif reste à accomplir dimanche prochain.

Si nous le voulons, la Ve République répondra aux vœux de ceux qui ont dit oui au Général de Gaulle.

La France doit aller de l'avant.

La Vendée doit aller de l'avant.

Vous connaissez mon programme : je vous l'ai exposé dans la profession de foi distribuée avant le premier tour de scrutin, et dans les soixante réunions publiques que j'ai tenues dans la circonscription.

Ce programme, je le réaliserai, au coude à coude avec vous, au cœur à cœur avec vous.

Pour être en contact direct de ceux que je représenterai, je tiendrai régulièrement et fréquemment des permanences dans les principaux centres continentaux et insulaires.

Ainsi serez-vous tenus au courant de tous mes efforts, de tout mon travail, pour qu'il y ait dans ce pays toujours plus de bien-être, toujours plus de joie de vivre.

— Orienté vers l'avenir et non tourné vers le passé ;

— Avide de progrès, d'améliorations techniques, d'expansion économique, et non résigné à être constamment en retard sur les régions voisines ;

— Jaloux de garantir toutes nos libertés démocratiques, familiales et sociales, et non de les combattre ;

— Défenseur persévérant des libertés scolaires.

J'entends toujours demeurer, dans ce climat d'effort constructif, courageux et lucide, un artisan de l'entente entre nos concitoyens et de la grandeur du pays, en veillant à ce que le jeu des institutions réponde aux exigences du bien commun.

Je pourrai ainsi servir utilement votre cause, la cause de la Vendée, la cause de la France.

Au cours de cette campagne électorale, vous avez pu remarquer que j'ai manifesté mon profond respect pour la personne humaine et l'exercice de ses droits essentiels.

Je persisterai dans cette attitude qui est est à la base même de mes convictions.

Vendéennes, Vendéens, par votre vote du 30 novembre, vous regrouperez vos suffrages et vous confirmerez le succès de

Louis MICHAUD

Suppléant :

Mᵉ FARCY
Conseiller Général de Saint-Jean-de-Monts

Vive la Vendée !
Vive la République !
Vive la France !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Antoine GUITTON
(Candidat d'Union Vendéenne)
élu le 23 novembre 1958
(I. P. A. S.)

Mesdames, Messieurs,

En 1951 et 1956, les Vendéens m'ont fait l'honneur de me choisir pour les représenter à l'Assemblée Nationale. Chrétien, social et paysan, c'est ainsi que je me présente de nouveau à vos suffrages.

La France, à maintes reprises, au cours de son histoire, a changé ou modifié son régime. Chaque fois, ces changements furent la conséquence de la faiblesse des gouvernements au pouvoir et de l'abus des privilèges.

1958 n'a pas échappé à cette règle.

La dictature envahissante des partis politiques renversant les gouvernements selon leur bon plaisir et au moment choisi par eux.

La peur de déplaire aux électeurs, cause d'une démagogie sans bornes, se traduisant par une augmentation annuelle de plusieurs centaines de milliards sur les prévisions normales budgétaires.

L'impossibilité de trouver dans la Chambre issue des élections de 1956 une majorité ayant la volonté de suivre une ligne politique bien définie concernant l'Afrique du Nord.

L'Armée française traînée dans la boue.

C'est tout cela qui a provoqué l'explosion de dégoût et de révolte populaire et a créé cette grande peur du Parlement menacé d'être jeté à la rue par la colère du peuple et obligé la majorité de l'Assemblée Nationale incapable de prendre les mesures de salut public qui s'imposaient, à brûler les idoles qu'elle adorait les jours précédents et à s'en remettre au seul homme possédant l'autorité nécessaire pour imposer les réformes indispensables et redonner confiance au pays. Les temps qui vont suivre sont lourds de conséquences pour l'avenir de la France La nouvelle Assemblée Nationale aura de graves décisions à prendre.

Des mesures impopulaires seront vraisemblablement nécessaires. Il est de mon devoir de le dire dès maintenant. En tout premier lieu, il faudra aider le Gouvernement à mettre fin à la guerre d'Algérie tout en garantissant les droits des deux communautés pour leur permettre de vivre en paix dans un pays d'égale Justice et de Liberté, et de rester française.

Puis, il sera nécessaire de :

— réorganiser la fonction publique et de réglementer le droit de grève des fonctionnaires ou agents et employés des entreprises nationalisées de telle sorte que la vie de la nation ne puisse être mise en péril ;

— mener à bonne fin la réforme fiscale conjointement avec l'aménagement des finances locales ;

— passer au crible de la Cour des Comptes les marchés conclus avec l'Etat soit au titre civil, soit au titre militaire, mais aussi de prendre des sanctions exemplaires à l'encontre de ceux qui, bénéficiant de puissants appuis, mettent au pillage le Trésor public ;

— consacrer des sommes importantes aux investissements productifs, en particulier à la construction, par des dégagements de crédits, mais surtout par l'appel à l'épargne, ceci pour éviter la récession économique, le chômage menaçant et assurer le plein emploi des travailleurs ;

— réduire l'écart grandissant entre les prix agricoles et les prix industriels, si nous voulons occuper une place honorable dans le Marché commun qui doit entrer en application en 1959. Maintenir l'agriculture en état d'infériorité aboutirait fatalement à l'échec de la politique de redressement national engagée par le Gouvernement actuel ;

— obtenir la stabilité de la monnaie afin d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, l'inflation ne profitant qu'à une catégorie de privilégiés, la population laborieuse en étant toujours la principale victime ;

— unifier la protection sociale, qu'il s'agisse de la maladie, des prestations familiales ou de la retraite-vieillesse. Les mots « égalité, fraternité » ne doivent plus être inscrits en vain au fronton de nos monuments publics ;

— poursuivre la recherche scientifique, accélérer notre armement atomique pour que la France puisse assurer son indépendance et parler d'égal à égal avec ceux qu'il est convenu d'appeler les « Grands ». Dans une certaine mesure, la paix du monde en dépend.

Enfin, le problème de l'enseignement libre devra recevoir une solution, les mêmes droits devant être reconnus efficacement à tous les Français. Les catholiques de France exigent d'être traités en Français « à part entière » au même titre que tous leurs frères d'Afrique du Nord, catholiques ou musulmans.

Ce sont là quelques-uns des points essentiels sur lesquels il importera d'être intransigeants si nous ne voulons pas retomber dans les errements qui ont conduit la France au bord de l'abîme. Tout le travail de remise en ordre réalisé avec courage par le Gouvernement du Général de Gaulle depuis plusieurs mois serait réduit à néant et la France dont le prestige dans le monde grandit depuis le mois de juin, entrerait de nouveau dans une ère de déclin.

Le 23 novembre, vous me jugerez sur mes actes sur les votes que j'ai émis depuis mon entrée au Parlement.

Si vous me faites à nouveau l'honneur d'être votre représentant à l'Assemblée Nationale, je ne vous fais qu'une promesse : celle de travailler à réaliser les objectifs dont je viens de définir très brièvement les grandes lignes.

L'honneur de ma vie sera d'avoir été choisi pour vous représenter au Parlement.

Ma plus grande fierté sera de pouvoir me dire que, grâce à Dieu, j'ai fait mon devoir et, digne de votre confiance, je suis resté votre ami et votre défenseur.

Antoine GUITTON

Agriculteur
Maire de La Verrie
Président Départemental du Groupement de Défense contre la Tuberculose bovine
Président de la Fédération des Planteurs de tabac de Vendée
Secrétaire de la Commission de l'Agriculture à l'Assemblée Nationale
Député sortant

VIENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Paul GUILLON
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

« Patriam servando victoriam tulit » : En servant la Patrie, il a apporté la victoire. Telle est la devise inscrite sur la Croix de la Libération que me remit en 1943, avec ma troisième citation, au cours d'une prise d'armes de la première Division Française Libre, en plein désert de Libye, le général Kœnig au nom du général de Gaulle.

Comme mes frères d'armes qui s'étaient levés à l'Appel de juin 1940, et dont beaucoup jalonnent de leurs tombes le long périple qui nous ramena en France les armes à la main, à la poursuite de l'occupant, j'ai cru, en 1946, que, la France libérée dans sa grandeur, la République restaurée, les citoyennes et les citoyens français reprenant la parole, j'avais le droit de déposer le collier et de rentrer dans la vie civile, pour travailler en bon Français, comme les autres, avec la satisfaction du devoir accompli.

Une seule fois en 1948, vous m'avez vu, à l'inauguration de la place du Maréchal Leclerc à Poitiers, accueillir et accompagner le général de Gaulle de cette place au Monument aux Morts ; le chef de la France Libre venait de quitter le pouvoir devant les dissensions des partis et l'impossibilité où il s'était trouvé de mettre en place les institutions qu'il préconisait pour relever la France.

Les dix années écoulées depuis lors, d'écœurement en écœurement, m'ont amené à penser, comme vous tous, que ce n'était pas pour assister à la décrépitude de notre pauvre pays que nous nous étions tant battus.

Aujourd'hui j'ai estimé qu'il n'était qu'un devoir : reprendre le collier et aider à nouveau celui qui, après avoir été le prestigieux sauveur de la Patrie en guerre, entend maintenant mettre enfin un terme aux querelles byzantines, rénover la France et redonner à tous les Fraçais de la métropole et des peuples associés la fierté, et l'honneur d'appartenir à cette grande communauté.

Lors du référendum, les Français, à une énorme majorité, ont déclaré qu'ils faisaient confiance à cette entreprise. Si, déjà, le renouveau se fait sentir — et avec quelle rapidité ! — il reste encore beaucoup à faire. Sans perdre son temps en vaines palabres, il faut bâtir ! Et, étant de ceux qui se considèrent comme toujours liés par leur serment de 1940, je veux y contribuer.

C'est pourquoi je me présente à vos suffrages, pour aller, en votre nom, pendant quelques mois chaque année, étudier en toute conscience les problèmes qui nous seront exposés et légiférer pour résoudre les difficultés de tous ordres qui freinent actuellement l'essor de la Nation.

Le reste de l'année, j'entends bien revenir parmi vous, continuant à exercer mon art et touchant ainsi du doigt les difficultés de la vie quotidienne de chaque catégorie de citoyennes et de citoyens du Poitou. De par ma profession, je crois être bien placé pour garder des rapports humains qui, seuls, permettent de se comprendre et de se confier.

Ainsi les citoyens, députés par leurs compatriotes pour aller les représenter dans les instances nationales, garderont-ils le contact avec eux. Et c'est bien là l'esprit des nouvelles institutions que vous avez mises en place par le référendum de septembre. Celui-ci a donné au Gouvernement du Général de Gaulle les instruments de travail, vous allez désigner les 23 et 30 novembre les ouvriers que vous juger les plus aptes à l'aider dans ce travail. Alors, et alors seulement, il pourra efficacement entreprendre le long et rude labeur destiné à remettre en valeur le domaine France actuellement riche de promesses mais mal cultivé ; et, dans quelques années, nous pouvons espérer que nous vivrons enfin en paix et heureux dans un pays bien organisé et une Communauté française fière de la métropole.

Oh, bien sûr ! les professionnels de la politique vous diront que je n'ai aucune expérience de ce « métier » ; car, pour eux, ç'en est un... Ils diront vrai, et c'est bien pour cela que je me trouve sans défense devant les manœuvres et les combinaisons qui précèdent traditionnellement les compétitions électorales ; et il faut bien avouer que, sur ce chapitre, nous n'échappons pas, cette fois-ci encore, à la tradition ! On a déjà cherché à m'atteindre par ces manœuvres, et j'en ai souffert ; mais j'en ai vu d'autres, et rien ne m'arrêtera car j'ai bonne conscience, et une foi inébranlable dans la France, pour laquelle j'ai déjà prouvé que je savais tout sacrifier.

Il était également dans les habitudes de ceux qui se présentaient à vos suffrages de promettre aux électeurs un tas de belles et bonnes choses : diminution des charges, augmentation de la prospérité et des avantages de toutes les classes, expansion économique... que sais-je encore ? Que signifie tout cela quand on ignore — ou qu'on feint d'ignorer — que les dépenses et les recettes doivent tout de même bien être équilibrées, qu'on ne peut chaque fois contenter tout le monde, et qu'enfin et surtout on doit penser aux conséquences futures pour le pays de telle ou de telle mesure prise ; car prendre ces mesures au hasard de l'opportunité du moment, c'était la mode dans notre vie politique de ces dernières années, et c'est pourquoi nous en étions à une si belle situation lorsqu'on appela le Général de Gaulle à former son Gouvernement.

Moi-même, comme tous ceux qui seront, je l'espère, envoyés dans le même esprit que moi à l'Assemblée, nous sommes convaincus que nous pourrons, sans quadrillage de partis, mais seulement en faisant confiance à l'arbitrage éclairé du Général de Gaulle, trouver des solutions justes et honnêtes aux nombreux problèmes qui se posent pour que :

— les vieillards puissent vivre paisiblement leurs années de retraite, après une longue existence laborieuse ;

— les gens productifs, en pleine force de l'âge, sentent qu'en tirant tous dans le même sens, la prospérité de la collectivité fait le bonheur réel de chaque individu ;

— les agriculteurs, les commerçants voient se résoudre les difficultés angoissantes qui les poussent parfois à réagir violemment parce qu'on ne veut pas ou qu'on ne sait pas les comprendre ;

—les intellectuels voient les universités, les moyens de recherche scientifique organisés en fonction des besoins du pays et des générations qui nous suivent ;

— la jeunesse enfin, cette belle, ardente, et nombreuse jeunesse qui nous pousse, trouve les moyens de s'instruire, se perfectionner, et se préparer à nous remplacer. Elle doit être assurée, en fournissant bien sûr l'effort nécessaire — mais elle en est capable, car elle a beaucoup d'idéal ! — de trouver ensuite une société modelée pour l'accueillir et utiliser son dynamisme, car ce dynamisme est absolument nécessaire pour prévenir l'immobilisme qui gagne inexorablement, bien qu'inconsciemment, les générations plus âgées.

De tout cela j'ai pleinement conscience, mais je me garde bien de croire que je puisse, dès l'abord, décider de mes options sur chacun des chapitres de l'activité nationale. Si vous m'accordez votre confiance, je puis seulement dire que je ferai mon possible (je ne suis ni un surhomme ni un saint) pour étudier soigneusement les problèmes et les difficultés qui sont les vôtres, et en porter l'écho dans les sphères gouvernementales. En un mot, je souhaite faire sur le plan de la circonscription de Poitiers, ce que le général de Gaulle fait et fera toujours, j'en suis sûr à l'échelon national :

juger consciencieusement chaque point en se documentant suffisamment pour formuler ensuite en conscience une solution, celle qui paraît la plus efficace. En agissant ainsi, il peut arriver qu'on se trompe, bien sûr ; mais ce sera en tout cas toujours de bonne foi, et ce qui sera proposé ne sera jamais dicté que par l'unique désir de servir la France, sans chercher à flatter ni à favoriser tel ou tel groupe d'individus.

Vous avez dit clairement que vous vouliez que ça change !

Eh bien, en ce qui me concerne, j'ai le sentiment de représenter, sur le plan local, celui dont vous avez besoin : Poitevin de vieille souche, neuf, propre, dynamique, sachant me placer au-dessus des divisions, au-dessus des intérêts de groupe, et sans sectarisme à l'égard de quiconque. Je ne puis, sur ce point, que suivre le noble exemple du général de Gaulle, fidèle à ses croyances, à ses idées, mais totalement et absolument respectueux des croyances, des confessions et des pensées des autres.

Puissé-je, dans cet esprit, contribuer à soutenir l'action du général de Gaulle !

Si vous êtes d'accord, aidez-moi ; votez pour moi !

Vive la République !
Vive la France !

Docteur Paul GUILLON
Compagnon de la Libération
Ancien Combattant des Forces Françaises Libres
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945 (4 citations)
Médaille de la Résistance
Médaille coloniale avec agrafes : Erythrée, Libye, Bir-Hakeim, Tunisie 1942-1943
Officier d'Académie
Médecin, Chef de Service des Hôpitaux de Poitiers
Chargé de Cours et Chef de travaux à l'Ecole Nationale de Médecine et de Pharmacie de Poitiers

---

2e *CIRCULAIRE*

Citoyennes, Citoyens de la circonscription de Poitiers,

Vous avez prouvé le 23 novembre que votre sens civique ne se trompait pas dans le choix des hommes les plus aptes à construire la France nouvelle.

Merci à tous ceux qui me font confiance, merci à mes amis qui se dévouent sans compter pour que triomphe la noble cause que je soutiens.

Malgré les manœuvres sournoises, souvent méchantes, et toujours mensongères dont j'ai été et ne manquerai sans doute point encore cette semaine d'être l'objet, vous ne vous y tromperez pas, vous n'égarerez pas vos suffrages, vous voterez massivement pour celui que déjà la grosse majorité d'entre vous a désigné et auquel l'afflux des suffrages ne donnera que plus de confiance et plus de poids pour vous bien représenter à l'Assemblée :

Le Compagnon de la Libération

Docteur Paul GUILLON
Ancien Combattant des Forces Françaises Libres
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945 (4 citations)
Médaille de la Résistance
Médaille coloniale avec agrafes : Erythrée, Libye, Bir-Hakeim, Tunisie 1942-1943
Officier d'Académie
Médecin, Chef de Service des Hôpitaux de Poitiers
Chargé de Cours et Chef de travaux à l'Ecole Nationale de Médecine et de Pharmacie de Poitiers

Remplaçant éventuel :

Roger BERTHOLLEAU
Agriculteur-viticulteur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Ernest BOUCHET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.).

Fédération des républicains sociaux.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Le 20 avril dernier, seul de tous les candidats au Conseil Général de la Vienne, j'écrivais :

« Nous demandons la formation d'un Gouvernement de Salut public composé sans considération de parti et dont la tâche consisterait :

« 1° A permettre au pays de surmonter la crise qu'il traverse dans le silence des querelles partisanes et dans l'union des citoyens ;

« 2° A effectuer les réformes profondes qu'exigent des structures économiques et sociales trop souvent périmées ;

« 3° A doter la France, métropole et outre-mer, d'institutions politiques adaptées au monde moderne et qui seraient à la fois le gage et l'instrument de sa renaissance.

« Nous pensons que ce Gouvernement de Salut public pourrait être constitué par le Général de Gaulle. »

Les événements m'ont donné raison.

Le Général de Gaulle a été habilité par 85 % des Français pour promouvoir la Ve République et refaire une France digne de son passé. Malheureusement, parmi ceux qui, le 28 septembre, ont voté « Oui », beaucoup d'hommes politiques de la IVe République, résolument hostiles à de Gaulle, l'ont fait avec une arrière-pensée.

Aujourd'hui, pour donner le change, ils se présentent à vos suffrages parés d'étiquettes aussi diverses que fallacieuses, avec la seule volonté de tromper leurs électeurs. Certains mêmes se parent d'une Croix de Lorraine qu'ils avaient enterrée à grand fracas en 1946.

Pensez-vous qu'il soit possible à de Gaulle de s'appuyer sur eux ?

L'heure de la vérité est arrivée.

Les Français n'ont pas le droit de laisser le Général de Gaulle retourner à Colombey-les-deux-Eglises. Pour qu'il puisse mener à bien la tâche qui lui a été confiée, il est indispensable qu'il soit secondé par des hommes capables de soutenir son action.

Depuis dix ans, sans jamais me lasser, j'ai combattu dans les rangs du Gaullisme, du vrai, de celui que ne se laisse détourner ni par des promesses tendancieuses, ni par des manœuvres démagogiques.

C'est pourquoi, décidé à poursuivre mon action, j'estime, en plein accord avec mes amis, qu'il est de mon devoir de me présenter à vos suffrages.

L'Union pour la Nouvelle République (U. N. R.), qui est formée par la quasi- totalité des mouvements gaullistes, m'a donné son investiture pour l'arrondissement de Châtellerault-Loudun. Je saurai m'en montrer digne.

Vous qui êtes sincères et qui voulez que la France vive, consolidez votre « Oui » en votant pour Ernest Bouchet et son suppléant, le docteur Colas, dont le passé de Résistant certifie le Gaullisme.

MON PROGRAMME

Rénovation de notre politique étrangère.

Avec de Gaulle, la France a retrouvé son autorité et son prestige ; elle doit, dans la grande Communauté franco-africaine de demain, trouver les ressources et les débouchés qui lui sont nécessaires, à la condition que ces ressources et débouchés soient préservés de toutes les convoitises qui nous entourent. Nous affirmons une fois de plus notre volonté de rester Français, sans la tutelle des Américains, des Russes... ou des Allemands.

Politique intérieure.

Une vraie réforme de la Constitution, réclamée par les Gaullistes depuis onze ans, promise par tous les chefs de Gouvernement qui se sont succédé depuis 1951, sans qu'aucune suite soit apportée à leurs promesses, vient enfin d'être réalisée et nous devons pouvoir, dès à présent, refaire l'économie française, permettre son expansion, assurer la stabilité de la monnaie :

— en soutenant la petite et moyenne agriculture, par une fixation des prix de vente qui permette la réalisation d'un bénéfice normal et, par voie de conséquence, les équipements ou investissements nécessaires ;
— en évitant les importations abusives et par la recherche de nouveaux marchés ;
— en permettant aux petites et moyennes entreprises (artisans, commerçants, industriels) de développer leurs activités, de réaliser des investissements, par les moyens suivants :

— suppression du dirigisme étatique,
— diminution du secteur nationalisé au profit du secteur privé,
— octrois de crédits, actuellement réservés uniquement aux très grosses affaires,
— diminution des dépenses publiques et réduction massive des subventions,
— refonte et simplification de la fiscalité,
— respect du principe de la non-rétroactivité des lois,
— liberté de la concurrence, défense de la propriété et encouragement de l'épargne,
— amélioration du pouvoir d'achat des ouvriers (association capital-travail).

Mieux que n'importe quel autre candidat, je sais quels sont vos tracas, vos difficultés... puisque, depuis des années, j'en souffre comme vous. En vous défendant, je défendrai mon entreprise.

Pour les mêmes raisons, et parce que le développement de mon affaire est intimement lié à la prospérité de la région, vous aurez en moi un défenseur ardent de vos entreprises, soucieux de vous éviter les tracasseries et frais dispendieux qui sont actuellement le lot de tous les chefs d'entreprises, petites et moyennes. Qu'ont fait jusqu'à présent nos parlementaires, qu'il s'agisse de la fiscalité, de la parafiscalité, du développement économique de la région... en dehors des promesses électorales ? Rien ! Serait-ce que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que les nôtres ?

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Depuis des années, je vis au milieu de vous ; je sais quels ont été vos soucis, vos déceptions ; je sais quels sont vos besoins, vos désirs, et je prends l'engagement de défendre avec énergie notre région, nos entreprises.

Anciens combattants des deux guerres,

Sans leur avoir jamais fait aucune promesse, j'ai consacré plusieurs années au service des prisonniers, réfugiés, déportés. Je n'oublie pas que nous devons aux sacrifices des Anciens combattants l'honneur d'être encore Français. Comme député, je défendrai leurs droits.

J'assure également de mon entier dévouement les vieux travailleurs, à qui nous devons beaucoup, et qui, souvent, ont été ruinés par les dévaluations successives sans que jamais rien de sérieux ait été fait pour améliorer leur sort.

Citoyennes, Citoyens,

Le général de Gaulle vous a demandé de voter « Oui » pour la France. En répondant à son appel, vous lui avez permis de sauver la République. Il reste beaucoup à faire.

En votant pour Ernest Bouchet et son remplaçant éventuel, le docteur Colas, vous ferez respecter votre « Oui » et vous permettrez au général de Gaulle de s'appuyer sur eux pour finir de sauver la Patrie.

ERNEST BOUCHET

Conseiller Général de Châtellerault. — Conseiller Municipal de Châtellerault
Ancien Prisonnier de Guerre. — Ancien Directeur Départemental des Prisonniers de Guerre
Médaille d'Or de l'Education Physique
Concessionnaire Renault

Remplaçant éventuel :

ANDRE COLAS

Croix de Guerre 1939-1945 avec Etoile de Vermeil
Médaille de la Résistance. — Combattant Volontaire de la Résistance
Membre du réseau C.N.D. - Castille (Colonel Rémy). — Interné politique
Conseiller Municipal de Loudun
Membre titulaire de la Commission Paritaire des Hôpitaux de la Vienne
Médecin Electroradiologiste

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République (U. N. R.)

Fédération des républicains sociaux.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

J'adresse mes remerciements aux 14.172 Electrices et Electeurs de la circonscription Châtellerault-Loudun qui, dimanche dernier, ont affirmé, en portant leurs suffrages sur mon nom, leur désir de collaborer avec l'U.N.R. pour aider le général de Gaulle à poursuivre son œuvre de rénovation nationale.

L'U.N.R., cette formation politique du Centre Républicain créée par MM. Soustelle, Chaban-Delmas, Michelet, etc., dont certain député sortant continue malgré l'évidence, à mettre publiquemment en doute la valeur et le dévouement à la cause de la France et de l'Algérie, vient de remporter au cours de cette campagne électorale un succès éclatant et sans précédent.

Au premier tour elle est largement en tête de toutes les organisations politiques nationales.

Je demande à ceux qui, mal informés ou encore hésitants sur l'avenir et la puissance de cette nouvelle formation de se joindre, le 30 novembre aux 3.600.000 Français qui ont exprimé à nouveau leur fidélité et leur confiance au Chef du Gouvernement de la Ve République.

CE QUE NOUS VOULONS AVEC L'U.N.R.

Une France stable par un esprit politique rénové.

Une politique saine avec des parlementaires honnêtes dévoués et respectés et non avec des soi-disant valeurs politiques.

Une administration apolitique, décentralisée, vivante, et à la portée de tous les Français.

Une justice efficace, rapide, appuyée sur une législation entièrement refondue et effectivement gratuite.

Une France généreuse et respectée.

Un destin Français pour l'Algérie en faisant confiance au général de Gaulle et à Jacques Soustelle pour mener à son terme leur œuvre salutaire.

Une communauté Franco-Africaine puissante.

Une politique étrangère vraiment française.

Libre du choix de ses alliances, la Ve République veut être respectée et consultée par tous ses alliés et non pas à leur remorque.

Une France sociale. — La promotion des salariés doit être garantie :

1° au niveau du salaire par des augmentations directes mais aussi par une participation aux résultats de l'entreprise ;

2° au niveau des Entreprises et de la Nation par un rôle plus actif dans les Comités d'entreprises et des Syndicats au sein du Conseil économique.

3° au niveau individuel par des facilités accrues d'accession au niveau des cadres.

La sécurité des salaires doit être améliorée.

Assurance vieillesse.

Couverture des risques prévus en cas de maladie.

Gestion plus stricte de la Sécurité sociale.

Une rénovation effective de la politique de la jeunesse.

Collaboration de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre dans le respect des traditions familiales et des idéologies religieuses.

Ecoles plus nombreuses et mieux équipées.

Personnel enseignant plus nombreux, rémunéré plus équitablement.

Refonte du système des bourses pour ouvrir largement à la jeunesse issue des classes laborieuses les divers enseignements.

Une sécurité pour les vieux.

Retraite des vieux travailleurs leur permettant, à l'abri de tous soucis de mener une vie décente.

Création de nombreuses maisons de retraite.

Une politique rationnelle du logement.

Assurance logement financée par un fonds social du logement.

Extension de la co-propriété par la participation à la création d'un organisme centralisant toutes les constructions locatives nouvelles.

Amélioration de l'habitat rural et urbain et lutte contre le taudis.

UNE FRANCE ENTREPRENANTE.

Un climat économique nouveau.

Accroissement de la productivité. — Modernisation des entreprises.

Encouragement des industries exportatrices ou tournées vers l'avenir.

Assouplissement des relations commerciales et industrielles entre la métropole et l'Union française.

Une agriculture rentable.

Revalorisation des prix à la production. — Régularisation des marchés

Réduction des charges de crédit excessives.

Modernisation de l'équipement, de l'enseignement et de l'habitat agricole.

Une amélioration des transports.

Adaptation du réseau ferroviaire à la France décentralisée de demain.
Amélioration et spécialisation du réseau routier.

Une défense réelle du petit commerce.

Amélioration des circuits commerciaux dont il est tributaire et parfois victime.
Limitation des charges fiscales et parafiscales. — Création d'un fonds d'aide mutuelle.

Des réformes essentielles.

Une refonte totale du système fiscal qui doit être reconstruit sur des bases simples, claires et égalitaires.

Citoyennes, Citoyens,

Le 28 septembre vous avez voté « Oui » au général de Gaulle pour la France.
Contre Abelin, M.R.P. mal repenti qui, candidat d'extrême-droite, sollicite les voix d'extrême-gauche, vous voterez centriste, vous voterez U.N.R.
Pour la France, le 30 novembre, vous confirmerez votre « Oui », en votant pour Ernest Bouchet, investi par l'U.N.R.

Ernest BOUCHET
Conseiller Général de Châtellerault. — Conseiller Municipal de Châtellerault
Ancien Prisonnier de Guerre. — Ancien Directeur Départemental des Prisonniers de Guerre
Médaille d'Or de l'Education Physique
Concessionnaire Renault

Remplaçant éventuel :

André COLAS
Croix de Guerre 1939-1945 avec Etoile de Vermeil
Médaille de la Résistance. — Combattant Volontaire de la Résistance
Membre du réseau C.N.D. - Castille (Colonel Rémy). — Interné politique
Conseiller Municipal de Loudun
Membre titulaire de la Commission Paritaire des Hôpitaux de la Vienne
Médecin Electroradiologiste

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Claude PEYRET
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République et pour le Renouveau politique, social et économique du pays.

(Union pour le Renouveau français, Républicains sociaux, Convention républicaine, C.I.A.N.A.S., Comité ouvrier et professionnel pour le soutien de l'action du Général de Gaulle).

« Tout le monde comprend que je ne puisse pas me mêler directement de cette compétition. La mis-

sion que le pays m'a confiée exclut que je prenne parti. Je ne le ferai donc en faveur de personne, même pas de ceux qui m'ont toujours marqué un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes ».

Charles DE GAULLE
(Conférence de Presse du 23 octobre 1958).

Chers Concitoyens,

Ayant le privilège de pouvoir nous compter parmi ces « amis dévoués à travers toutes les vicissitudes », et respectueux de sa volonté, c'est la première fois que nous nous présentons à vous sans que le nom du libérateur de la Patrie ne soit lié aux nôtres.

Sollicités par tous ceux qui, épris de renouveau politique, social et économique, ont dit « Oui » à la France et à son chef le 28 septembre, nous n'avons pas cru pouvoir nous dérober à ce que nous pensons être un devoir, malgré nos lourdes obligations familiales et professionnelles.

Aussi est-ce en hommes libres, conscients de l'importance de l'enjeu de ces élections, et non en politiciens inféodés à un système périmé, que nous venons en toute loyauté, solliciter vos suffrages.

Dans cette nouvelle République, à tous les échelons, à tous les postes de combat, il faudra des hommes qui s'affirment comme étant dévoués à leurs concitoyens, soucieux seulement de l'intérêt général, et résolus à tout mettre en œuvre pour assurer, dans la paix, le rajeunissement du pays, le bien-être de tous, et la justice sociale.

Ne vous attendez donc point de notre part à une longue liste de promesses qui ne pourraient être tenues. Il faut savoir être sérieux et nous avons encore trop présent à la mémoire ces querelles stériles des partis, faisant passer leurs intérêts avant l'intérêt supérieur de la Nation, sans lequel il n'y a pas de véritable démocratie.

***

Notre programme pour lequel nous nous sommes battus depuis douze ans contre vents et marées, alors que nous n'étions que des pélerins de l'absolu, vous avez puissamment contribué par votre Oui à en élaborer la première partie : la refonte de nos institutions. Il nous reste à consolider cette conquête et cela ne se fera que par le renouveau politique, social et économique du Pays.

RENOUVEAU POLITIQUE :

Le referendum et ces élections législatives ne sont en fait que deux moments séparés d'un processus identique et le premier ne serait qu'un déjeuner de soleil s'il ne se continuait dans les secondes. Les Français viennent de prouver qu'ils ont assez de bon sens politique pour que ce qu'ils ont exigé au référendum, ils le voudront également aux élections, en renouvelant dans sa totalité le personnel politique. Dans un dernier sursaut, les partis politiques du système tentent de faire échec à ce renouveau en se réclamant depuis peu de « sentiments gaullistes » purement intéressés et occasionnels. Nous n'irons pas jusqu'à leur demander pourquoi pendant douze ans, ils ont tenu à l'écart du Gouvernement de la République le plus prestigieux de ses chefs, ni ce qu'ils ont fait de la France et de la Communauté française ? Seul le renouveau politique total concrétisera l'espérance de voir ramener la paix en Algérie et de permettre aux jeunes peuples associés d'atteindre, au sein de la Communauté française, leur maturité politique.

RENOUVEAU SOCIAL :

Notre préoccupation première sera pour cette jeune génération dont beaucoup entrent dans la vie par la guerre et dont quelques uns, hélas, par la guerre sont déjà

entrés dans la mort. Nous sommes de ceux qui pensons que la vie ou la mort de cette jeunesse durement éprouvée, doivent avoir un sens dans l'histoire de notre pays, dont ils sont l'espoir et la base de son renouveau.

Le système n'a pas su appliquer les lois sociales acquises à la Libération. Il n'a fait que créer injustices et divisions entre les différentes couches sociales de la Nation.

Chaque Français doit être un citoyen à part entière :

— Egalité de tous devant l'impôt par une fiscalité simplifiée et équitable.

— Unification des Caisses de sécurité sociale dont doivent pouvoir bénéficier tous les Français et, par priorité, les vieux et économiquement faibles.

— Régime unique des Allocations familiales.

— Unification des Caisses de retraites-vieillesse avec allocation égale au minimum vital.

— Assurance chômage, sécurité de l'emploi, participation des ouvriers aux résultats des entreprises.

— Enfin, anciens combattants nous-mêmes, nous soutiendrons, avec tout notre cœur, les victimes de la guerre qui ont acquis sur la Nation des droits qu'on ne doit plus voir remis en cause.

Renouveau économique.

L'association de la France à la Communauté européenne lui est promesse de force et de prospérité : mais pas immédiatement, car dans ce domaine comme dans tous les autres, le système, par son incapacité, n'a pas su prévoir les réformes indispensables à la mise en application du Marché commun. Aussi ne faut-il pas nous cacher que la période d'adaptation sera dure et exigera de nous effort et méthode pour porter notre agriculture et notre industrie à un niveau de productivité qui leur permette de soutenir la compétition avec nos associés.

La rénovation de notre économie se fera :

— En respectant et facilitant l'existence de la petite et moyenne entreprise, industrielle, commerciale et artisanale, conformément au tempérament français épris de mesure, d'effort personnel, ennemie de l'oppression paperassière et de tout « gigantisme ».

— En pratiquant une politique de déconcentration et de décentralisation industrielle, par la création de petites et moyennes usines dans nos campagnes, surtout dans nos régions sous-développées.

La rénovation de notre agriculture se fera aussi :

— En respectant et en soutenant la petite et moyenne exploitation.

— En supprimant les importations abusives, incohérentes, dont le budget de l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, supporte la charge.

— En facilitant le crédit pour l'équipement, en particulier des jeunes agriculteurs, et pour l'amélioration de l'habitat rural.

— En stoppant l'émigration de nos jeunes par une revalorisation et une garantie de prix des produits agricoles, par un enseignement post-scolaire approprié (maisons familiales agricoles, cercles des jeunes agriculteurs, maisons des jeunes et foyers ruraux).

Le Montmorillonnais a devant lui un autre avenir que celui d'une réserve de chasse...

***

Si vous nous en jugez dignes, telle est la tâche que nous poursuivrons avec énergie en toute conscience, en dehors de tout sectarisme, avec le seul souci du bien public et de l'intérêt supérieur de la Nation, dans l'esprit le plus large de justice et d'union.

***

Anciens combattants de la Résistance, nous avons vécu l'espoir qu'avait fait naître cette fraternité nous unissant contre l'envahisseur, par delà toutes les frontières de classes sociales, de partis politiques ou de religions.

Nous avons connu également, hélas, toutes les déceptions nées du sabotage de la victoire.

Aujourd'hui l'espoir renaît !

Tout ce qui hier semblait insoluble, redevient possible aujourd'hui. Nous sortons des ténèbres à nouveau, mais, avertis par un passé récent, avec nous, Electeurs et Electrices, ne laissez pas passer cette ultime chance. L'enjeu est tellement grand, tellement important, qu'en comparaison, les prétentions idéologiques, les féodalités d'intérêts sont tout simplement dérisoires.

Nous n'avons accepté de solliciter vos suffrages qu'avec un seul but :

Servir comme hier, comme aujourd'hui, comme demain la France.

Vive la France républicaine et sociale !..

Docteur Claude PEYRET
33 ans
Conseiller Général de la Trimouille
Exploitant agricole
Président Départemental de l'Association de Médecine Rurale
Vice-Président du Syndicat des Médecins de la Vienne
Médaille des Engagés Volontaires. — Médaille du Combattant
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance
Croix de Guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Paul GUILBARD
46 ans
Docteur-Vétérinaire
Exploitant agricole
Conseiller Municipal et Président du Comité des Fêtes de l'Isle-Jourdain
Membre du Conseil Régional de l'Ordre des Vétérinaires
Secrétaire de l'Association de la Route Touristique de la Vallée de la Vienne
Ancien Prisonnier de Guerre. — Médaille de la Reconnaissance Française
Médaille du Roi d'Angleterre pour Courage à la Cause de la Liberté

2e CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République et pour le Renouveau politique, social et économique du pays.

(Union pour le Renouveau français, Républicains sociaux, Convention républicaine, C.I.A.N.A.S., Comité ouvrier et professionnel pour le soutien de l'action du Général de Gaulle).

« Ni de droite, ni de gauche... Gaulliste de toujours !... »
U.N.R.

Je remercie les 10.816 Electrices et Electeurs qui, le 23 novembre, m'ont fait confiance.

Vous avez confirmé votre volonté de renouveau politique, économique et social. Pour continuer l'œuvre de redressement et d'assainissement déjà entreprise par le général de Gaulle à la tête de l'Etat.

Vous avez voulu marquer la nécessité, en m'apportant vos suffrages en grand nombre dimanche dernier, d'être représentés dignement et efficacement au sein de l'Assemblée Nationale. Vous avez compris que le rôle de parlementaire ne doit plus être une simple distinction honorifique, mais une véritable charge, devant être remplie avec efficience et dynamisme, dans un désintéressement absolu.

Dans un arrondissement aussi déshérité que le notre, point n'est besoin de promesses de démagogie électorale. Ce sont des réalisations concrètes et positives qu'il faut.

***

Je n'ai voulu accepter de participer à aucune des combinaisons de basse politique qui furent tentées, tant au premier qu'au second tour de scrutin.

Je n'ai voulu subir aucune pression pouvant porter atteinte à mon entière liberté d'action. C'est encore en homme libre que je viens, en toute loyauté, solliciter vos suffrages.

Sensible aux nombreuses lettres d'encouragement reçues avant le scrutin, je considère comme mon devoir de ne pas décevoir ceux et celles qui m'ont témoigné tant de sympathie et de confiance.

Vous m'avez placé pratiquement à la tête de tous les candidats, malgré les barrages organisés contre l'authentique gaulliste, l'adversaire n'hésitant pas à utiliser tous les moyens, y compris l'exploitation de mon récent accident, où l'on a tenté de me faire passer pour mourant.

***

De même que l'U.N.R. a su grouper dans un même élan toutes les formations fidèles au général de Gaulle, j'espère rassembler tous ceux qui, dans cette circonscription, veulent unir leurs efforts pour créer une nouvelle République propre, juste et efficace pour l'avenir de la Patrie.

Ceux qui ne veulent pas voir le pacte du referendum rompu ou trahi, doivent se regrouper dans un grand mouvement décidé à ne pas revenir aux erreurs du passé. Il faut pour cela des hommes droits, d'une foi profonde, étayée sur un courage éprouvé, et qui ne veulent plus connaître les équivoques et les compromissions d'hier.

Certains bons apôtres voudraient bien, en rendant au Général de Gaulle un hommage du bout des lèvres, s'emparer de la V[e] République pour la modeler à l'image de la IV[e], dans leur nostalgie du système défunt où ils firent leur apprentissage.

Ceux-là ne se rendent pas compte du danger qu'ils font courir à la Démocratie et à la France. L'espoir immense de renouveau qui s'est levé ne doit pas être déçu.

Tel sera désormais le sens de notre combat : Répondre à l'espérance de notre peuple ;

Tout faire pour que l'Etat nouveau, surgi du sursaut national, soit enfin l'Etat juste et fort pour lequel nous avons lutté depuis douze ans ;

Tout faire pour que chaque Français soit un citoyen à part entière, en supprimant les injustices et les divisions fiscales et sociales ;

Tout faire pour que le renouveau économique ne soit plus une chimère dans nos régions si déshéritées ;

Tout faire, en un mot, pour appliquer le programme que nous avons déjà développé.

***

Nous serons soutenus dans notre combat par une certitude : Celle d'avoir eu raison envers et contre tout, aux heures sombres où la petite flamme de notre fidélité semblait près de succomber à l'assaut des ténèbres. Les faits, c'est-à-dire l'histoire, nous ont apporté une éclatante confirmation et nous saurons puiser dans cette leçon du passé le courage qui nous sera nécessaire pour construire l'avenir.

Pour soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle, votez en masse pour le Docteur Claude Peyret.

Vive la 3e circonscription de la Vienne !
Vive la France Républicaine et Sociale !

Docteur CLAUDE PEYRET
33 ans
Conseiller Général de la Trimouille
Exploitant agricole
Président Départemental de l'Association de Médecine Rurale
Vice-Président du Syndicat des Médecins de la Vienne
Médaille des Engagés Volontaires. — Médaille du Combattant
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance
Croix de Guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

PAUL GUILBARD
46 ans
Docteur-Vétérinaire
Exploitant agricole
Conseiller Municipal et Président du Comité des Fêtes de l'Isle-Jourdain
Membre du Conseil Régional de l'Ordre des Vétérinaires
Secrétaire de l'Association de la Route Touristique de la Vallée de la Vienne
Ancien Prisonnier de Guerre. — Médaille de la Reconnaissance Française
Médaille du Roi d'Angleterre pour Courage à la Cause de la Liberté

VIENNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. René REGAUDIE
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
élu le 23 novembre 1958
(S.)

Parti socialiste S.F.I.O. — Fédération de la Haute-Vienne.

Appel de Georges Lamousse, Sénateur de la Haute-Vienne.

En me réélisant au Sénat, le 8 juin, à une majorité qui atteignait près de 75 % des suffrages exprimés, notre département m'a témoigné une confiance que vous avez confirmée et renouvelée par votre vote historique du 28 septembre, en suivant le conseil que je vous donnais, en mon nom personel et au nom de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne, gardienne d'une longue tradition ouvrière, libérale, et républicaine.

Ce jour-là, contre le bolchevisme et ses alliés qui voulaient précipiter notre pays dans le désordre, la guerre civile et la servitude, vous avez choisi, pour vous et pour vos enfants, l'ordre, la paix intérieure, l'indépendance nationale et la liberté.

Mais cette victoire, acquise grâce à l'union de toutes les bonnes volontés pour le salut commun, serait stérile si vous commettiez demain la tragique erreur de vous diviser.

Le 23 novembre, vous allez être appelés à désigner le député qui représentera votre circonscription à la nouvelle Assemblée Nationale. Il s'agit, une fois de plus, de battre le bolchevisme et la dictature, de faire triompher la France, la République, la Liberté.

Or, vous savez bien que dans cette circonscription, le candidat de Moscou ne peut être battu que par le candidat Socialiste et d'Union républicaine, seul capable de grouper autour de son nom les suffrages de tous ceux qui veulent dans la justice sociale et le respect de toutes les croyances, la liberté du peuple et la grandeur de la France.

C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages René Regaudie, député sortant, maire de Châteauneuf-la-Forêt, accompagné comme suppléant de Gustave Philippon, vice-président du Conseil général.

René Regaudie, administrateur d'une rare compétence, qui a donné sa mesure aussi bien dans sa commune de Châteauneuf qu'à la présidence de l'Assemblée départementale et à celle de la Commission des moyens de communications de l'Assemblée Nationale, a su prendre ses responsabilités quand les circonstances l'exigeaient pour assurer la sauvegarde des libertés fondamentales et des institutions républicaines. Nul n'est plus digne de représenter avec honneur votre circonscription au Parlement.

N'égarez pas vos voix et ne vous abstenez pas : vous feriez le jeu des ennemis de la liberté. Vous avez eu en moi une confiance qui me fait le devoir de vous parler clair et de vous guider pour ce vote décisif dans votre propre intérêt. Cette fois encore,

pour votre pays, pour vous et pour l'avenir de vos enfants, suivez mon conseil : Votez tous et toutes le 23 novembre pour :

René REGAUDIE

Député sortant
Maire de Châteauneuf-la-Forêt
Candidat Socialiste et d'Union républicaine

Suppléant :

Gustave PHILIPPON

Vice-Président du Conseil Général

Vive la Liberté !
Vive la République !
Vive la France !

Georges Lamousse

Sénateur de la Haute-Vienne

Electrices, Electeurs,

Mes amis me font le très grand honneur de me proposer à vos suffrages à l'élection législative du 23 novembre, dans la première circonscription de la Haute-Vienne.

Au cours de douze années de présence à l'Assemblée Nationale, où, par un labeur opiniâtre et de tous les instants, je me suis efforcé de procurer des ressources pour notre région et d'œuvrer pour le bien de tous, j'ai eu trop souvent à déplorer l'agitation qui remplaçait le travail sérieux et l'imprévision qui se substituait à la méthode. De tels errements conduisaient immanquablement le pays vers une issue dangereuse. De lourdes fautes et la multiplication, autant que la durée, des crises gouvernementales ébranlaient le régime et le pays. Un incident grave, le 13 mai à Alger, bloquant un mécanisme surmené et déjà usagé, démontrait la faiblesse de l'invraisemblable fragilité de notre organisme politique. La République faillit disparaître. Nous garderons le souvenir douloureux de ces journées dramatiques, au cours desquelles se jouaient avec le régime, l'indépendance de notre pays et la liberté de ses habitants.

J'ai voté l'investiture du Général de Gaulle car, après mûre réflexion, j'ai estimé que c'était là, le seul moyen d'éviter la dictature et l'effusion de sang d'une horrible guerre civile. C'était aussi le sentiment du pays, puisque c'est à une écrasante majorité qu'il s'est prononcé le 28 septembre. Moins préoccupés de considérations personnelles ou idéologiques que de résultats pratiques, les citoyens ont marqué leur volonté de ne plus voir se continuer l'état de choses qui nous avait conduit à l'abîme. Ils ont voulu rompre avec des usages et un passé. Sans violence, dans la dignité, ils ont accompli un acte historique et révolutionnaire.

La V[e] République est née.

Toutes les libertés humaines, politiques, syndicales, subsistent. Mais la mise en place et le bon fonctionnement des institutions sont essentiels ; l'avenir de notre pays en dépend. Tous les changements intervenus seraient vains si demain les mêmes méthodes, les mêmes erreurs devaient présider aux destinées de la nouvelle Chambre En regrettant que la rigueur arithmétique ait réduit la représentation de notre département, je me réjouis que le peuple souverain ait, enfin, la loi électorale qu'il demandait et qu'avec mes amis je n'ai jamais cessé de réclamer.

***

Ce que je crois nécessaire :

Dans le domaine politique :

— Eviter le retour à l'immobilisme que le parti Socialiste a sans cesse dénoncé.

— Assurer une gestion convenable des affaires publiques et permettre à la France d'être gouvernée. Il est impossible de procurer aux travailleurs des conditions sociales

satisfaisantes si l'économie nationale est soumise aux vicissitudes d'une vie politique désordonnée.

— Exiger partout, et dans les services publics en particulier, un minimum de civisme sans lequel aucun Etat ne peut subsister et ne plus laisser confondre liberté avec licence.

— Rétablir, aussi rapidement que possible, la paix en Algérie par l'application de la politique courageuse et généreuse définie par le Président du Conseil reprenant les principes arrêtés par le Parti socialiste.

— Poursuivre l'amélioration des relations avec l'Union française. La législation audacieuse, mais réaliste, votée et mise en œuvre sous la direction de Guy Mollet, appliquée à une échelle sans précédent lors du référendum, donne désormais des bases solides. En faisant des peuples d'outre-mer des associés et des amis, non des vassaux, elle apporte à la France le meilleur moyen d'expansion culturelle, technique et économique, source de prospérité exempte de difficultés militaires.

— Construire l'Europe. Pour cela nous devons préparer activement notre entrée dans la nouvelle organisation du Marché commun qui en est l'une des étapes.

— Assurer la paix et établir des relations économiques et culturelles avec toutes les puissances qui le voudront, mais sans jamais admettre la moindre subordination de la France.

— Faire cesser les querelles religieuses, par la tolérance réciproque et en permettant à chacun d'agir suivant sa conscience.

Dans le domaine économique et social :

— Encourager tous ceux qui travaillent et produisent et qui sont étroitement solidaires entre eux quelles que soient leur condition ou leur spécialisation.

— Assurer aux salariés avec le plein emploi, une rémunération correcte.

— Défendre nos industries et rechercher la création de nouvelles activités par la mise en valeur de nos ressources.

— Supprimer pour les commerçants qui constituent le maillon indispensable dans la chaîne de distribution des denrées, les tracasseries administratives et simplifier la fiscalité.

— Accorder aux artisans, aussi nécessaires à nos villes qu'à nos campagnes, des moyens d'existence convenable et une législation moins complexe.

— Donner aux cultivateurs, ces travailleurs à rémunération si variable, des marchés organisés et des prix garantis. Des fluctuations inadmissibles sur le prix de la viande, grande production de notre région, déconcertent nos éleveurs et les ruinent par des baisses excessives.

— Pour les anciens combattants, les victimes de la guerre, les mutilés du travail, les infirmes, il faut apporter la réparation ou la compensation qui leur permettra de vivre non plus en déshérités mais en égaux dans une société plus fraternelle.

— A tous il faut étendre progressivement les bienfaits de la Sécurité sociale.

— Pour nos vieux, il est indispensable d'améliorer le Fonds national de vieillesse créé par le Gouvernement Guy Mollet et les divers régimes qui leur serviront des retraites décentes.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Ce ne sont là que quelques considérations très générales, auxquelles devra s'ajouter pour votre élu, le souci constant de la défense de la situation particulière de notre département. La prospérité de la France n'est faite que de celles de ses diverses régions. Je ne dissimulerai pas d'ailleurs que l'intérêt que j'ai trouvé à la vie politique et administrative provient, pour la plus grande part, de mon attachement à la terre natale.

L'équipement et la modernisation de notre département doivent être poursuivis et accélérés. Il prend d'ores et déjà une place appréciable dans l'économie nationale. Mais il peut lui apporter de nouvelles ressources par ses industries et son agriculture. Il peut même, grâce aux charmes que la nature y étale d'une façon si pittoresque, et à ses monuments, participer largement à notre expansion touristique.

Electrices, Electeurs,

Je n'ai eu et je n'ai qu'un seul désir, c'est de répondre aux témoignages de confiance dont on m'entoure, par de nouvelles marques de dévouement et d'affection envers les travailleurs de toutes catégories, comme aussi envers tous ceux qui, par leur intelligence et leurs efforts dans l'activité générale, ou dans la gestion de leurs entreprises, contribuent à la prospérité et à la beauté de la France.

Je souhaite l'ordre et la paix, le progrès et la liberté, par le Socialisme et la République.

René REGAUDIE
Maire de Châteauneuf-la-Forêt
Président du Conseil Général
Député sortant

A la profession de foi de mon ami René Regaudie je n'ai rien à ajouter.

Fier de la confiance que la population limousine m'a témoignée depuis 1929 — date à laquelle elle m'élisait Conseiller municipal — et depuis treize ans comme Conseiller général du canton Est, je souhaite que les électrices et les électeurs de la 1er circonscription assurent le succès du Président Regaudie par un vote massif.

Ce sera pour lui la juste récompense de son dévouement à la République et à la population de notre département.

Gustave PHILIPPON
Ancien bâtonnier de l'Ordre des Avocats
Adjoint au Maire de Limoges
Vice-Président du Conseil Général
Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jacques BOUTARD
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O. — Fédération de la Haute-Vienne.

Appel de Georges Lamousse, Sénateur de la Haute-Vienne.

En me réélisant au Sénat, le 8 juin, à une majorité qui atteignait près de 75 % des suffrages exprimés, notre département m'a témoigné une confiance que vous avez confirmée et renouvelée par votre vote historique du 28 septembre, en suivant le conseil que je vous donnais, en mon nom personel et au nom de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne, gardienne d'une longue tradition ouvrière, libérale, et républicaine.

Ce jour-là, contre le bolchevisme et ses alliés qui voulaient précipiter notre pays dans le désordre, la guerre civile et la servitude, vous avez choisi, pour vous et pour vos enfants, l'ordre, la paix intérieure, l'indépendance nationale et la liberté.

Mais cette victoire, acquise grâce à l'union de toutes les bonnes volontés pour le salut commun, serait stérile si vous commettiez demain la tragique erreur de vous diviser.

Le 23 novembre, vous allez être appelés à désigner le député qui représentera votre circonscription à la nouvelle Assemblée Nationale. Il s'agit, une fois de plus, de battre le bolchevisme et la dictature, de faire triompher la France, la République, la Liberté.

Or, vous savez bien que dans cette circonscription, le candidat de Moscou ne peut être battu que par le candidat Socialiste et d'Union républicaine, seul capable de grouper autour de son nom les suffrages de tous ceux qui veulent dans la justice sociale et le respect de toutes les croyances, la liberté du peuple et la grandeur de la France.

C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages Jacques Boutard, maire de Saint-Yrieix, accompagné comme suppléant par Marcel Pont, maire de Rochechouart.

Médecin de campagne, protecteur des humbles, aimé et estimé de tous, c'est un administrateur qui a fait ses preuves, aussi bien dans sa commune qu'à l'Assemblée départementale. Vous aurez en lui un représentant compétent, intègre et dévoué.

N'égarez pas vos voix et ne vous abstenez pas : vous feriez le jeu des ennemis de la liberté. Vous avez eu en moi une confiance qui me fait le devoir de vous parler clair et de vous guider pour ce vote décisif dans votre propre intérêt. Cette fois encore, pour votre pays, pour vous et pour l'avenir de vos enfants, suivez mon conseil : Votez tous et toutes le 23 novembre pour :

Jacques BOUTARD
Conseiller Général
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Candidat Socialiste et d'Union Républicaine

Suppléant :

Marcel PONT
Maire de Rochechouart

Vive la Liberté !
Vive la République !
Vive la France !

Georges Lamousse
Sénateur de la Haute-Vienne

Citoyennes, Citoyens,

Les Institutions étant nouvelles, le rôle du Parlement se précisera peu à peu. Je ne peux donc que vous donner des indications.

A temps nouveau, style nouveau. Je n'entreprendrai pas de réunions publiques, ni ce qu'on a pu appeler des combats de gladiateurs. J'en laisse le soin à ces avocats qui se voudraient laboureurs et se disent paysans, et aussi à ceux qui prêts à imposer la dictature prétendent avoir le monopole de la République.

Au surplus beaucoup d'entre vous connaissent mes origines et mon passé. S'il n'en était pas ainsi il leur serait aisé de se renseigner. Nous sommes dans cette région, de père en fils depuis toujours.

Maire depuis vingt-trois ans, soit au Chalard, soit à Saint-Yrieix, je connais bien les préoccupations de mes collègues ruraux et urbains. La commune est la cellule essentielle de la vie française. Les difficultés d'administratration deviennent de plus en plus grandes, car les crédits deviennent de moins en moins suffisants. Les maires peuvent être tous assurés qu'ils trouveront en moi un ami dévoué et je l'espère utile.

Médecin rural, je connais aussi les besoins des cultivateurs. Je sais combien leur tâche est rude et trop souvent décevante. Il faut qu'une stabilité des prix agricoles et industriels leur permette d'équilibrer leur budget. Il faut aussi que dans notre région soit développée de plus en plus la production de la viande en organisant son marché, que les coopératives d'action sanitaire soient mises en place d'urgence pour le sauvetage du cheptel, que les primes à l'amélioration ou à la création de prairies deviennent des réalités.

Chemins ruraux, amélioration efficace de l'habitat rural doivent être entrepris. Enfin, l'égalité de l'agriculteur devant les lois sociales, doit être obtenu.

A Saint-Junien, comme à Rochechouart, Aixe-sur-Vienne et Saint-Yrieix, il faut que l'ouvrier trouve son plein emploi et qu'en cas de récession une assurance-chômage véritable puisse lui assurer une vie décente.

Avec l'amélioration des moyens de production, il doit être possible que le chef de famille ait un salaire suffisant pour permettre à la femme mariée de demeurer au foyer.

Les impératifs financiers sollicitent tous les Gouvernements, quels qu'ils soient. Je veillerai dans la mesure de mes moyens à ce que la capacité de paiement du contribuable ne soit pas dépassée.

Il y a sans doute des économies à dégager, il est urgent aussi de promouvoir une réforme fiscale qui simplifiera, allégera le système actuel en le rendant plus juste et plus efficace.

Les commerçants et les industriels ont le droit de vivre sans être tracassés et traqués — pour ne pas dire « matraqués » — comme ils ont aussi le devoir de payer un impôt normal en proportion de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices.

Il est indispensable que l'artisan ne continue pas à être le parent pauvre de la législation.

La retraite des vieux ne doit pas être une aumône, mais une véritable retraite gagée par des recettes permettant de l'établir.

Enfin les jeunes, espoir de la plus belle France, doivent avoir la possibilité de s'instruire selon leur mérite et non par leur fortune. Il faut leur assurer le travail, la liberté et la paix.

La paix extérieure et intérieure

La paix extérieure me paraît être conditionnée par l'établissement d'une Communauté européenne élargie en y associant aussi étroitement que possible ce qu'on a pu appeler l'Eurafrique.

L'Algérie doit demeurer française, comme elle l'a manifestée presque unanimement par le referendum. Des interlocuteurs valables seront dégagés par les élections aussi libres que dans la métropole.

La paix intérieure ne peut être assurée que par une meilleure justice sociale, un esprit civique sincère.

***

Tout ce que je vous écris, vous le ressentez comme moi-même, car je suis tout près de vous.

Si je suis candidat, c'est pour vous servir et non pour me servir ; c'est pour être fidèle à mon idéal de toujours qui est de socialisme humaniste, c'est-à-dire de respect de la personne humaine, de tolérance de toutes les croyances, et de foi dans les destinées de la Patrie.

Si vous me croyez capable de vous représenter, donnez-moi une majorité massive qui me permette d'avoir la fierté de réaliser autour de moi l'union de tous les Français attachés à leurs traditions comme à la République qui peut être si belle.

Vive la France !

Docteur BOUTARD
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Conseiller Général
Président de la Fédération des Elus Socialistes et d'Union républicaine
Président de Syndicats de communes

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste S.F.I.O. — Fédération de la Haute-Vienne.

Françaises, Français,

En m'accordant 19.785 voix, dont 4.229 dans le canton de Saint-Yrieix, vous m'avez placé en tête des candidats de la circonscription.

Soyez assurés de ma gratitude et du sentiment que j'ai des devoirs qui me sont imposés.

Je vous demande de faire autour de moi l'union de tous ceux qui ont conscience des difficultés de l'heure.

Maintenir la République avec le général de Gaulle, dans la dignité et la liberté de la Patrie et de celle de tous les citoyens.

Faire comprendre en les accueillant, à ceux qui se sont égarés, que les méthodes, dont la sanglante illustration a été fournie par les événements de Hongrie, ne sont pas des méthodes françaises.

Assurer la paix par la création d'une Europe et d'une Eurafrique cohérentes, qui pourront tenir leur place dans un monde en pleine évolution.

Faire face à la récession par l'équipement du pays, l'organisation du travail, une meilleure justice sociale et la fin des dissensions stériles.

Equilibrer les prix agricoles et industriels. Pousser à la production agricole en la rendant rentable et en étalant les avantages sociaux qui permettront de retenir les jeunes à la terre.

Améliorer le sort de nos vieux en leur assurant une retraite décente.

Au cours de la campagne électorale, je n'ai répondu ni aux insinuations, ni aux propos malveillants, soucieux de ne pas gâcher par avance les possibilités d'un regroupement.

Si vous me faites l'honneur de m'élire, vous trouverez en moi un homme de bonne volonté, éloigné de toute démagogie et qui sera toujours auprès de vous pour vous comprendre et vous aider.

Vive la France !

Jacques BOUTARD
Conseiller Général
Maire de Saint-Yrieix
Candidat Socialiste et d'Union Républicaine

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Louis LONGEQUEUE
(Candidat Socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 novembre 1958
(S.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste S. F. I. O. — Fédération de la Haute-Vienne.

Appel de Georges Lamousse, Sénateur de la Haute-Vienne.

En me réélisant au Sénat, le 8 juin, à une majorité qui atteignait près de 75 % des suffrages exprimés, notre département m'a témoigné une confiance que vous avez confirmée et renouvelée par votre vote historique du 28 septembre, en suivant le conseil

que je vous donnais, en mon nom personel et au nom de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne, gardienne d'une longue tradition ouvrière, libérale, et républicaine.

Ce jour-là, contre le bolchevisme et ses alliés qui voulaient précipiter notre pays dans le désordre, la guerre civile et la servitude, vous avez choisi, pour vous et pour vos enfants, l'ordre, la paix intérieure, l'indépendance nationale et la liberté.

Mais cette victoire, acquise grâce à l'union de toutes les bonnes volontés pour le salut commun, serait stérile si vous commettiez demain la tragique erreur de vous diviser.

Le 23 novembre, vous allez être appelés à désigner le député qui représentera votre circonscription à la nouvelle Assemblée Nationale. Il s'agit, une fois de plus, de battre le bolchevisme et la dictature, de faire triompher la France, la République, la Liberté.

Or, vous savez bien que dans cette circonscription, le candidat de Moscou ne peut être battu que par le candidat Socialiste et d'Union républicaine, seul capable de grouper autour de son nom les suffrages de tous ceux qui veulent dans la justice sociale et le respect de toutes les croyances, la liberté du peuple et la grandeur de la France.

C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages Louis Longequeue, conseiller général, maire de Limoges, accompagné comme suppléant d'André Foussat, vice-président du Conseil général, représentant des paysans.

Louis Longequeue est un administrateur de grande classe, qui a déjà fait ses preuves à la tête de sa ville aussi bien qu'au sein de l'Assemblée départementale. Nul choix ne pouvait être meilleur pour représenter avec éclat votre circonscription au Parlement.

N'égarez pas vos voix sur des candidats parfaitement honorables mais qui n'ont aucune chance d'être élus. Vous avez eu en moi une confiance qui me fait le devoir de vous parler clair et de vous guider pour ce vote décisif dans votre propre intérêt Cette fois encore, pour votre pays, pour vous et pour l'avenir de vos enfants, suivez mon conseil : Votez tous et toutes le 23 novembre pour :

Louis LONGEQUEUE
Maire de Limoges
Conseiller général

Suppléant :

André FOUSSAT
Maire de Chaptelat
Vice-Président du Conseil Général

Vive la Liberté !
Vive la République !
Vive la France !

Georges Lamousse
Sénateur de la Haute-Vienne

Chères Electrices, chers Electeurs,

L'adoption d'une nouvelle loi électorale avec scrutin uninominal répond aux souhaits du pays. Mais la diminution sensible du nombre des députés a nécessité un découpage, hélas artificiel, de notre département en trois circonscriptions.

L'une d'elles : « Limoges-Bellac », est constituée par deux parties importantes à peu près égales :

— l'arrondissement de Bellac,
— et quatre cantons de l'arrondissement de Limoges, dont Limoges-Ouest que je représente au Conseil général depuis 1951.

Adjoint à Léon Betouille, maire de Limoges, depuis 1947, j'ai pris, il y a deux ans, lors de sa disparition, la tête de l'administration de la capitale limousine.

Loyalement soutenu au Conseil municipal par une majorité représentant toutes

les opinions républicaines, j'ai exercé mon mandat sans sectarisme, le plus honnêtement possible, n'ayant d'autre but que l'intérêt de la population.

Si vous m'accordez votre confiance — mes amis m'ayant fait le grand honneur de me proposer à vos suffrages pour les élections des 23 et 30 novembre — c'est dans le même esprit, avec la même ardeur et sans défaillance que je défendrai au Parlement les intérêts de la circonscription.

*
* *

Il me paraît indispensable :

— de favoriser les activités économiques existantes et d'en créer de nouvelles pour assurer le plein emploi des travailleurs des villes ;

— d'organiser les marchés agricoles pour garantir aux travailleurs de la terre une juste rémunération de leur labeur. Ils seront ainsi à l'abri d'opérations spéculatives qui les privent trop souvent du produit de leurs efforts.

La création de centres de congélation — le premier doit être édifié à Limoges — permettra un stockage de la viande et assurera ainsi la régularisation des cours ;

— de promouvoir une réforme fiscale, et surtout une législation plus simple, pour que commerçants, artisans et industriels puissent travailler à l'abri des tracasseries administratives ;

— d'apporter une aide décente — et non pas une aumône — aux déshérités de la vie par une extension de la Sécurité sociale à tous ;

— d'améliorer pour nos vieux le Fonds national vieillesse créé par le Gouvernement Guy Mollet ;

— de donner aux victimes de la guerre, aux anciens combattants, aux mutilés du travail, aux invalides, les réparations matérielles qui leur sont dues ;

— d'assurer à tous des conditions d'existence plus décentes par une politique hardie de construction de logements tant à la ville qu'à la campagne ;

— et surtout de préparer à la vie les jeunes générations en dotant notre pays d'un équipement scolaire et sportif digne d'une grande nation. Un immense effort reste à accomplir dans tous les ordres d'enseignements : classique, scientifique, technique, agricole.

*
* *

Mes chers amis,

Une nouvelle étape vient d'être franchie.

La V[e] République est née.

Le rétablissement de la paix en Algérie, la stabilité de la monnaie, la relance de l'économie du pays, l'équilibre et la sécurité de la Nation dépendront en grande partie de la nouvelle Assemblée Nationale.

Le sort de la démocratie parlementaire et même de la démocratie tout court — menacée par les extrémistes — est en jeu.

Par votre vote, vous exprimerez votre volonté d'utiliser les institutions nouvelles pour mettre fin à la confusion et à l'impuissance qui, paralysant la vie parlementaire, ont failli conduire la République à sa perte et la Nation à la ruine.

C'est la manifestation d'un acte de confiance que je sollicite et c'est dans cet espoir que je fais appel à vos libres suffrages.

Louis LONGEQUEUE
Maire de Limoges
Conseiller général

2e *CIRCULAIRE*

Parti socialiste S.F.I.O. — Fédération de la Haute-Vienne.

Chères Electrices, chers Electeurs,

Dimanche dernier, par vos suffrages, vous m'avez placé, au premier tour de scrutin, largement en tête des candidats de la circonscription.

Je tiens à vous exprimer ma profonde reconnaissance et à vous remercier de la confiance que vous m'avez témoignée.

De nouveau, je fais appel à vous pour assurer au second tour une victoire d'Union républicaine, qui rassemblera tous ceux qui veulent la liberté, la justice et la paix sociale.

Je ne vous fais pas de promesses, mais soyez assurés que vous trouverez en moi, en toutes circonstances, un parlementaire qui s'efforcera d'être digne du mandat que vous lui aurez confié.

Louis LONGEQUEUE
Maire de Limoges
Conseiller général
Candidat Socialiste et d'Union républicaine

VOSGES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Charles GUTHMULLER
élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Vosgiennes, Vosgiens, de la première circonscription du département,

Tout promettre à toutes les catégories d'électeurs, mon honnêteté s'y refuse.

Chacun des groupes sociaux de la Nation désire, à juste titre, une amélioration de son sort :

— Les ouvriers craignent le chômage et voudraient des salaires plus élevés ;
— Commerçants et artisans souffrent d'un système fiscal écrasant ;
— Malgré des efforts obstinés, les paysans vendent mal les produits de leur terre ;
— Retraités et fonctionnaires voient sans cesse diminuer leur pouvoir d'achat ; etc.

Raisonnablement, croyez-vous qu'aucun de ces groupes puisse être sauvé seul ?
Je ne pense pas... et ceci doit guider votre choix.
Ou tout sera perdu... ou, tous ensemble, derrière le général de Gaulle, nous referons la France au profit de tous...
Et voilà pourquoi, en dehors des partis politiques, sans l'investiture d'aucun Comité parisien, mais avec ma longue et constante fidélité au général, je me présente à vos suffrages.
Je m'engage à constituer un Comité de membres qualifiés des cinq cantons, représentant toutes les catégories professionnelles, afin de me conseiller et de m'aider, pour la restauration du Pays.
En raison de l'importance exceptionnelle des élections actuelles, le monde entier a les regards tournés vers la France qui semble vouloir retrouver sa grandeur.
C'est pourquoi, quelles que soient vos opinions politiques, je vous demande de voter en masse, montrant ainsi votre passion pour les destins de la Nation.
Vous avez dit « Oui » au référendum. Je compte sur vous, comme vous pouvez compter sur moi, pour que cette victoire ne soit pas sans lendemain.

CHARLES GUTHMULLER
Maire d'Epinal

et sa suppléante :

Madame GEORGES BOUCHER
Maire de Chenimenil

2e CIRCULAIRE

Vosgiennes, Vosgiens, de la première circonscription du département,

En me plaçant par 14.141 voix au premier tour de scrutin à la tête des candidats nationaux, vous avez dit, une deuxième fois, Oui, à la France et au général de Gaulle.

Quelles que puissent être les coalitions et les combinaisons qui se sont faites pour ranimer les représentants déçus des partis moribonds, je suis persuadé que tous ceux qui ont dit Oui au référendum savent combien j'ai œuvré, depuis de longue années, pour ce résultat.

Ils sont certains de mon indéfectible fidélité au général de Gaulle...

En 1944, le Préfet de la Libération, en raison de mon action de soldat sans uniforme, m'a fait entrer dans la vie politique en me nommant à la Mairie d'Epinal.

En 1946, le général de Gaulle, m'accordant toute sa confiance, m'a chargé de le représenter dans notre département en y dirigeant son mouvement politique.

Je n'ai, depuis, ni changé, ni trahi, puisque le 13 mai 1958 je répondais « présent » aux Maires d'Algérie qui demandaient un soutien dans leur action pour sauver le pays du désastre.

C'est toujours la même ligne de conduite que je me propose de suivre dans une République sociale rénovée, juste et dynamique. Je travaillerai pour :

— la place de la France parmi les grandes nations ;
— une solution du problème algérien dans l'honneur ;
— un budget équilibré comprenant de larges économies ;
— une politique de rénovation de l'agriculture ;
— la défense des intérêts des artisans et petits commerçants ;
— la garantie du budget des anciens combattants et des personnes âgées.

N'ayant d'investiture de personne, je ne serai pas le représentant d'un clan quel qu'il soit, mais bien celui de la circonscription, c'est-à-dire le vôtre, au sein d'un vaste comité que je me suis engagé à constituer.

J'ai déjà fait savoir au Chef du Gouvernement les difficultés économiques qui accablent notre région. J'ai demandé l'implantation, dans nos Vosges, de nouvelles entreprises indispensables pour la solution de la crise textile et le plein emploi.

Je défendrai la promotion du travail par l'intéressement à la marche de l'entreprise, et je militerai en faveur de la jeunesse pour sa large place dans la nation.

Ceci dit, où en sommes-nous pour le scrutin du 30 novembre ?.. Il reste ceux qui ont dit « non » au référendum : vous les connaissez. Ceux qui ont dit un Oui à retardement et du bout des lèvres. Enfin, ceux qui ont dit Oui dans un superbe élan au Général de Gaulle pour la remise en ordre de l'Etat, pour le rayonnement et le prestige de la France.

Pour la Ve République, pour nos cinq cantons vosgiens, vous confirmerez votre Oui en votant le dimanche 30 novembre pour :

CHARLES GUTHMULLER
Maire d'Epinal
Ancien Combattant des deux guerres

et sa suppléante :

Madame GEORGES BOUCHER
Maire de Chenimenil

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Maurice LEMAIRE

(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)

élu le 30 novembre 1958

(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Electeurs, Electrices,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la nouvelle République.

Ce n'était qu'un début.

Vous êtes maintenant appelés à élire les membres de la première Assemblée Nationale.

Et, vous le savez, conformément aux dispositions prévues par le Général de Gaulle les nouveaux députés devront se discipliner et accomplir les fonctions législatives dans l'ordre défini par la nouvelle Constitution, sans surenchères, prétentions ou agitations partisanes dont les Assemblées précédentes furent si souvent le théâtre.

On vous a dit : Il nous faut des hommes nouveaux. Sans doute ! Mais faut-il pour autant des hommes tout neufs, sans expérience, sans passé et peut-être sans avenir ?

Celui qui dans le cadre du mouvement d'Union pour la Nouvelle République ne craint pas de solliciter le renouvellement de son mandat n'est certes pas un homme jeune, mais il peut vous assurer qu'il conserve la jeunesse d'esprit et de cœur qui est nécessaire à la mise en œuvre des grandes tâches qui conditionnent l'avenir du pays.

Il ne fera aucune promesse sauf celle de sa volonté inébranlable de continuer de travailler au service de l'intérêt général, sans négliger aucunement ce qui, par raison, par justice ou par sentiment l'attache si profondément à notre circonscription de Saint-Dié et au département des Vosges.

Son programme national c'est celui déjà esquissé par le Général de Gaulle auquel il est resté fidèle sans faiblir, dans le dernier carré des 22 députés qui n'ont jamais renoncé à l'espoir du retour du Libérateur de la Patrie.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1° La conclusion d'un pacte algérien sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et sa dernière conférence de presse qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

2° L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la Communauté née du référendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3° La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales et des services techniques régionaux, afin notamment d'améliorer les rapports avec le public.

4° La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution.

5° Une politique étrangère faisant de la France, pour ses alliés naturels, un partenaire à part entière dans la construction future de l'Europe.

6° Une politique hardie d'expansion économique comportant :

— le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, gaz naturel, atome) ;

— l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions insuffisamment développées ;

— la prise de mesures efficaces pour mettre fin aux crises successives du textile ;

— la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des prix des produits de la terre par l'augmentation de la production et de la productivité et l'organisation des marchés. Défense de l'élevage bovin et des cultures de nos montagnes ;

— l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité pour les petits commerçants et les artisans de s'organiser de manière à soutenir la concurrence des grandes entreprises et des coopératives.

7° Une politique financière et monétaire saine, c'est-à-dire :

— un équilibre strict du budget ordinaire ;

— une révision de la politique des subventions économiques et une amélioration corrélative du crédit ;

— une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice fiscale.

8° Un effort en faveur de la construction de logements, surtout de logements populaires à usage locatif ; la rationalisation des méthodes de construction ; la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir. Le nombre des logements construits devra être porté à 400.000 annuellement.

9° Une politique sociale inspirée par la justice et l'humanisme, s'orientant vers des objectifs précis :

— la promotion des salariés tant au niveau de l'entreprise par la place donnée aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration au sein du Conseil Economique, d'une véritable politique économique ;

— la gestion stricte des deniers confiés à la Sécurité sociale ;

— l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'administration et les assurés ;

— le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;

— l'harmonisation progressive des prestations fournies aux diverses catégories de travailleurs, industriels, agricoles ou indépendants ;

— l'aide active et progressivement accrue à la famille dans tous ses aspects sociaux et surtout une aide massive à la jeunesse qui doit être assurée une fois l'éducation achevée d'un emploi et d'un logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle.

10° Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement pour redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes, développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'enseignement supérieur aux éléments de tous les milieux urbains ou ruraux.

11° Enfin, le respect absolu des droits des anciens combattants, des prisonniers, des veuves et victimes de guerre, des déportés en général avec la révision rapide du statut pour mettre fin aux injustices, singulièrement dans la Vallée du Rabodeau.

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Vous voterez pour l'Union
Pour la nouvelle République

Vous voterez MAURICE LEMAIRE

Remplaçant éventuel :

JEAN MANSUY

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

La preuve est faite !

C'est le mouvement de l'Union pour la Nouvelle République dont je me réclamais devant vous qui a remporté au premier tour le succès le plus éclatant. Ainsi deviendra-t-il la force nationale qui entraînera le Gouvernement et le Parlement dans l'accomplissement des tâches urgentes pour refaire la France et la République suivant la ligne tracée par le Général de Gaulle.

Les électeurs vosgiens l'ont bien compris : ils ont placé en tête tous les candidats de ce mouvement lors du scrutin du 23 novembre.

C'est particulièrement vrai pour la circonscription de Saint-Dié où un déplacement de voix de 3 % du nombre des inscrits, m'aurait fait l'emporter. C'est grâce à vous, électrices et électeurs de toutes conditions qui m'avez ainsi manifesté un témoignage de confiance accrue.

Je vous en remercie de tout cœur et je demande à vous tous qui m'avez déjà apporté vos suffrages, de renouveler votre effort le 30 novembre et d'agir auprès de vos amis, surtout les hésitants et les abstentionnistes. Chaque bulletin compte et j'ai besoin de votre marque d'estime totale pour vous représenter efficacement au Parlement et pour défendre avec autorité les intérêts de la Communauté française et de nos populations laborieuses, dans les domaines industriel, agricole, commercial et artisanal.

C'est pourquoi, je fais appel à vous, mes chers concitoyens de tous les groupes nationaux qui n'avez pu m'appuyer de votre vote au premier tour pour que vous rejoigniez dimanche prochain le seul grand parti valable, celui des « Oui ».

Mon programme vous le connaissez :

Gagner rapidement la paix en Algérie.

Rendre la France riche et prospère grâce surtout à une exploitation très rapide du pétrole et du gaz naturel du Sahara.

Faire une politique d'expansion économique, favoriser le tourisme et mettre fin d'urgence à la crise du textile.

Réaliser une promotion ouvrière dans le respect de la dignité humaine.

Pratiquer une large politique sociale en faveur des déshérités, des vieux travailleurs de toutes catégories et des faibles.

Procurer des logements sains et confortables à tous.

Etablir la justice fiscale.

Respecter de la manière la plus absolue les droits des anciens combattants et prisonniers, des déportés et des victimes de la guerre.

Aider la famille, instruire la jeunesse et lui donner la foi en l'avenir.

Tous ensemble, nous marcherons vers le succès de la Ve République.

Vous voterez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Vous voterez MAURICE LEMAIRE

Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire. — Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Commandeur de la Légion d'Honneur pour fait de Résistance
Croix de Guerre 1914-1918 avec palme. — Croix de Guerre 1939-1945
Croix de Guerre belge avec palme
Six citations. — Une blessure de guerre

Remplaçant éventuel :

JEAN MANSUY

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean-Marie GRENIER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers compatriotes,

Nos réunions se sont déroulées sous le signe de l'unité et de la fraternité, afin de laisser à cette consultation électorale le calme qui est une impérieuse nécessité dans les circonstances graves que nous traversons.

Le 13 mai a marqué un tournant de notre histoire. Revenir au passé est impossible. La France doit aller vers l'avenir avec audace et retrouver confiance dans la vie. Il lui faut des méthodes adaptées aux rudes exigences du monde moderne.

Nous entendons traduire en actes l'espoir qui anime le pays dans sa lutte pour la liberté.

Au moment où comme l'a dit le Général de Gaulle, le peuple va se prononcer sur ses institutions futures, nous appelons les Français à fonder la Ve République, une République où l'homme se sentira libre dans une démocratie authentique et efficace. « Nous rejetons le système qui consiste à recoller de vieilles étiquettes, ravauder les vieilles tapisseries et stagner dans les vieux marécages ».

Avec Michel Debré, père spirituel de la Constitution, de cette Constitution que vous avez approuvée à une si forte majorité, nous voulons :

POUR QUE CESSE LA GUERRE D'ALGÉRIE

— Faire confiance totale au Général de Gaulle, qui, dans son discours de Constantine proclamait : « Deux routes seulement s'offrent à la race des hommes, la guerre ou la fraternité. En Algérie comme partout, la France pour son compte a choisi la fraternité ».

POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE MONNAIE

— La lutte contre l'inflation et le dirigisme.
— Le maintien de la confiance.
— Le champ libre aux initiatives privées.
— La réduction profonde des attributions de l'Etat.

POUR UNE RÉPUBLIQUE FORTE ET JUSTE

— Le respect de la souveraineté populaire et des libertés fondamentales.
— Le respect de la personne humaine.
— Une presse indépendante et propre.

POUR LA GRANDEUR DE LA FRANCE

— La restauration de notre souveraineté territoriale et notre place parmi les grandes puissances.

— Redonner au Français le sens véritable de la Patrie et de la mission civilisatrice de notre pays.

— Une organisation internationale forte, capable d'assurer la paix.

Pour les travailleurs

— Lutter avec opiniâtreté afin d'éviter le chômage et son cortège de misères.
— Une politique économique et sociale audacieuse.
— La fierté, la sécurité et le respect de la dignité du travail.
— La liberté syndicale.
— L'accession pour tous à la propriété par le travail et l'épargne.
— La défense des droits des artisans et l'encouragement des initiatives privées.
— Une retraite suffisante pour les vieux travailleurs.

Pour le monde paysan

— Une large et audacieuse politique économique et sociale s'étendant à tous les secteurs de la vie paysanne.
— La libération de la dépendance où le maintiennent certaines puissances économiques.
— La suppression des barrières économiques.
— Le retour au marché libre.

Pour la famille

— L'organisation d'un corps familial adapté, réaliste et fort, tenant compte des milieux sociaux ; corps familial investi de pouvoirs permettant de défendre et de présenter la famille dans la nation, dans les assemblées publiques et dans tous les organismes où ses intérêts sont en jeu.
— L'indépendance de la vie familiale.
— La liberté pour les parents, du choix de l'éducation et de l'instruction des enfants.
— Des logements sains et aérés.
— le retour de la mère au foyer.

Pour tous

— La possibilité de mener une vie décente dans le travail et le bonheur.

Nous voulons reconstruire la France

Par notre travail ;
Par notre union ;
Par notre volonté libératrice ;
Par la révolution dans la loi ;
En nous accordant vos libres suffrages, dimanche 23 novembre, vous sanctionnerez ce programme, vous voterez pour une politique nouvelle.

Vive la Circonscription de Remiremont !
Vive la Ve République pour que vive la Liberté !
Vive de Gaulle pour que vive la France !

Jean-Marie GRENIER
Président de la Commission des Finances du Conseil Général
Maire de Remiremont

Remplaçant éventuel :

Marcel GUNSLAY
Chirurgien-Dentiste

2e CIRCULAIRE

Chers Compatriotes,

En nous plaçant dimanche à une majorité écrasante en tête du ballottage, vous avez consacré le triomphe des nationaux et marqué votre volonté de voir s'établir une politique d'Union, de justice sociale et de sécurité française dans le respect démocratique de toutes les libertés.

« Soyez-en profondément remerciés. »

Le 30 novembre, vous parachèverez l'œuvre entreprise en votant massivement pour les candidats de l'Union pour la Nouvelle République afin que

Vive la Circonscription de Remiremont !
Vive la Ve République pour que vive la Liberté !
Vive de Gaulle pour que vive la France !

JEAN-MARIE GRENIER
Président de la Commission des Finances du Conseil Général
Maire de Remiremont

Remplaçant éventuel :

MARCEL GUNSLAY
Chirurgien-Dentiste

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Albert VOILQUIN

(Candidat d'Union Républicaine d'Action Rurale et Sociale)

élu le 30 novembre 1958

(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Nous nous présentons à vos suffrages.

N'attendez pas de nous de vaines promesses ; ce serait de la démagogie. C'est au fur et à mesure des problèmes posés que nous essaierons, en toute loyauté, avec celui qui préside actuellement aux destinées du pays, de bâtir une action efficace.

Seulement, ce que nous pouvons affirmer, c'est que ce travail sera toujours fondé sur les principes et l'idéal qui ont, jusqu'ici, animé notre action.

Ceux qui nous connaissent savent que cet idéal est la raison d'être de notre vie et de notre dévouement.

Parmi les tâches urgentes, il nous semble qu'il faudra retenir particulièrement :

— L'organisation de la profession agricole : adductions d'eau, énergie électrique, voies et communications, réorganisation foncière, habitat rural, prêts divers, etc. (René Turquet connaît particulièrement les graves problèmes des populations rurales ayant été cultivateur durant vingt-cinq ans, il prit en 1946 la profession annexe d'exploitant forestier à la suite de l'amputation d'une jambe due à une blessure de guerre).

— La justice sociale : diminution du coût de la vie, pour pallier l'amenuisement du pouvoir d'achat, suppression des abattements de zone, retraite vieillesse complémentaire.

— Les classes moyennes : (commerçants, artisans, petites entreprises), réformes d'ordre fiscal et économique, révision de la fiscalité, des patentes en particulier.

— La famille et les jeunes : niveau de vie familiale, effort en faveur de l'enseignement, avenir des jeunes, orientation professionnelle, accession à la propriété.

— L'Europe : entrée dans le Marché commun avec garanties (harmonisation des charges sociales et clauses de sauvegarde).

— La Communauté française : paix en Algérie, dans le cadre du discours de Constantine, libres échanges avec les pays de la Communauté dans une confiance réciproque.

— Augmentation du Fonds vieillesse aux personnes âgées. Respect des droits acquis des anciens combattants, veuves de guerre, prisonniers, déportés et victimes de guerre.

Désireux d'être au service de toutes les classes sociales des 266 collectivités locales de la circonscription, nous voulons mener en toute honnêteté et de toutes nos forces, une politique régionale et, par là même, nationale.

En un mot, pour notre modeste part, nous voulons aider à bâtir la communauté humaine. Nous savons qu'ils sont nombreux et de toutes opinions ceux qui œuvrent généreusement dans ce sens. Ce serait notre joie si nous pouvions, de toutes nos forces, y apporter l'appui des Pouvoirs publics.

Confiants dans les destinées du pays, derrière celui qui a pris le gouvernail, nous travaillerons

Pour que vive la République !
et que vive la France !

ALBERT VOILQUIN

Percepteur de Vrécourt
Ancien Combattant 1939-1945. — Ancien P.G.
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

RENÉ TURQUET

Exploitant forestier (Cultivateur jusqu'en 1946)
Maire de Saint-Ouen-les-Parey. — Conseiller Général de Bulgnéville
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Chevalier du Mérite agricole
Délégué Cantonal à la Mutualité Agricole

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, Electeurs,

Ainsi que nous l'avons fait par voie de presse, nous vous exprimons nos sincères remerciements et sollicitons à nouveau votre confiance pour le scrutin du dimanche 30 novembre.

Il est inutile de vous développer une nouvelle fois longuement notre programme, vous en connaissez les grandes lignes.

— Soutenir l'action du Général de Gaulle, de la même façon que nous l'avons déjà servie pendant les heures difficiles qui ont précédé et suivi la Libération.

(La « patte de bois » du suppléant, ainsi qu'elle a été dénommée, en est une preuve formelle et supplémentaire).

— La paix en Algérie dans le cadre même du discours de Constantine.

— Une politique agricole rationnelle doit être mise sur pied, et non soumise aux fantaisies des politiciens, afin de faciliter notre entrée dans le Marché commun. Sup-

pression du décret Mendès-France contre les bouilleurs de cru, afin que chaque possesseur de verger puisse distiller pour sa consommation familiale.

— La politique du crédit doit être cohérente et nous ne devons pas passer d'une générosité imprévoyante à une restriction excessive.

— Egalité des droits sociaux et des avantages familiaux (cultivateurs, ouvriers, artisans, commerçants, etc.) suppression des abattements de zone. Amélioration du pouvoir d'achat. Création d'un Fonds de chômage.

— Réforme fiscale, pour une plus juste répartition de l'impôt et de la patente. Allégements fiscaux pour les classes moyennes et artisanales.

— Sécurité de l'emploi pour les ouvriers et création d'activités industrielles pour la Plaine et la Vôge, dans le cadre d'équipement du département, afin de freiner l'exode rural et assurer l'avenir de tous nos enfants... la formation professionnelle des jeunes est officiellement complètement abandonnée dans nos régions.

— Une retraite vieillesse décente pour toutes les personnes qui ne peuvent plus travailler et non une allocation de famine.

— Création d'un vaste programme rationnel de constructions scolaires (centres professionnels régionaux et cours complémentaires). Maintien et amélioration de la loi Barangé pour toutes les écoles publiques et privées.

— Politique de la famille, cellule de la nation, par son épanouissement dans la sécurité et la stabilité et la réalisation de sa mission.

— Maintien et amélioration des droits acquis aux anciens combattants et victimes de la guerre, veuves de guerre, prisonniers, déportés.

***

Afin de vous éclairer, contrairement à ce qui a été dit ou écrit, votre candidat n'est ni un défroqué, ni un progressiste, ni prisonnier des « socialistes pro-communistes ».

Il est, ainsi que chacun le sait, un catholique convaincu et pratiquant depuis toujours (et non de fraîche date) et, par là même, social.

Né dans la plaine, de parents cultivateurs, vivant dans la plaine, il est le porte-drapeau de vous tous, avec la certitude que vous aurez à cœur d'avoir un représentant chez vous qui n'a jamais, de près ou de loin, trempé dans l'ancien système, et qui a la ferme volonté de vous représenter et de vous défendre au mieux de vos intérêts.

Vivent la Plaine des Vosges et la Vôge !
Vive la République !
Vive la France !

Albert VOILQUIN

Né le 17 février 1915 à Médonville (Vosges)
Percepteur de Vrécourt
Ancien Combattant 1939-1945. — Ancien P.G.
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

René TURQUET

Exploitant forestier (Cultivateur jusqu'en 1946)
Maire de Saint-Ouen-les-Parey. — Conseiller Général de Bulgnéville
Chevalier de la Légion d'Honneur. — Médaille Militaire. — Croix de Guerre
Chevalier du Mérite agricole
Délégué Cantonal à la Mutualité Agricole

YONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. René WALTER
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 30 novembre 1958
(U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la Nouvelle République.

Aux Electrices et aux Electeurs de la circonscription d'Auxerre,

Lorsqu'il y a dix ans, en 1948, le général de Gaulle désigna son délégué dans le département de l'Yonne, il fixa son choix sur René Walter, avocat à Auxerre et militant dans les mouvements d'Anciens combattants.

C'est dans ces conditions que René Walter fut en relations suivies avec le général de Gaulle qui lui demanda d'être candidat aux élections sénatoriales de 1948, au Conseil général de 1949 et aux élections législatives de 1951 pour seconder la candidature de M. Léon Noel, ambassadeur de France.

Ayant son entière confiance, René Walter fut un de ses fidèles et lorsque le général de Gaulle, victime de la coalition des partis divisés pour gouverner mais unis pour le combattre, décida sa retraite politique, René Walter l'y suivit et ne sollicita pas le renouvellement de son mandat de Conseiller général.

Aujourd'hui, il faut soutenir l'action du général de Gaulle, président du Gouvernement de la République.

Tous les groupements fidèles à la pensée et à l'action du général de Gaulle, rassemblés dans l'Union pour la Nouvelle République, ont donné avec enthousiasme l'investiture à René Walter.

Nous eussions souhaité que dans toutes les circonscriptions électorales notre tâche pour investir les candidats soit aussi simple que dans la circonscription d'Auxerre, où la personnalité de notre ami René Walter recueillit sans débats et à l'unanimité la confiance de tous.

L'Union pour la Nouvelle République.

Electrice, Electeur,

C'est à chacun de vous que j'adresse ce message.

Vous vous souvenez des événements du printemps dernier où les hommes politiques du système, aujourd'hui condamné, ont vu se soulever contre eux l'opinion publique au trentième jour d'une crise ministérielle qu'ils n'arrivaient pas à résoudre.

Le pays était au bord de l'abîme.

Dans les milieux gouvernementaux, personne ne se souciait de prendre des responsabilités, alors que de graves problèmes devaient être résolus d'urgence.

Pour les tirer du bourbier, ils sont alors allés chercher le général de Gaulle, qu'ils s'étaient toujours efforcés d'éloigner du pouvoir, et ils lui demandèrent de faire ce dont ils étaient incapables : gouverner.

Vous connaissez la suite.

La situation, gravement détériorée, il convenait de parer au plus pressé et d'éviter la dislocation de l'Union Française. Depuis le 28 septembre c'est chose faite et vous savez le soin que le général de Gaulle apporte pour obtenir dans les meilleurs délais une solution valable au problème algérien par la fin d'un conflit douloureux qu'il n'est pas défendu d'espérer prochaine.

Ailleurs aussi la tâche est rude :
la chute constante de la valeur du franc est inquiétante et met en péril notre économie nationale.

La cause principale du malaise financier est le train de vie dispendieux de l'Etat. A Paris, des organismes nombreux et parasitaires grèvent le budget de Services inutiles qu'il faut faire disparaître : il faut absolument éviter une superfiscalité qui devient écrasante.

Les lois que les nouveaux députés vont voter doivent tendre à :

— simplifier les méthodes du travail administratif ;

— réaliser de substantielles économies ;

— n'accorder de crédits que pour les œuvres utiles (logements, adductions d'eau, entretien des routes, locaux scolaires...) ;

— animer l'industrie et protéger l'agriculture ;

— assurer aux anciens une vieillesse décente ;

— donner aux jeunes confiance en l'avenir ;

— Rechercher passionément la Paix par une entente avec tous les Peuples sans abandonner la grande tradition de notre Pays qui, avec ses Anciens combattants, a toujours su lutter dans l'honneur pour défendre sa liberté.

René WALTER
Docteur en Droit. — Avocat au Barreau d'Auxerre
Ancien Combattant
Candidat pour le soutien de l'action du Gouvernement du général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

André LAFFIN
Ancien Combattant volontaire

2e *CIRCULAIRE*

Union pour la Nouvelle République.

Aux Electrices et aux Electeurs de la circonscription d'Auxerre,

Merci de tout cœur à ceux qui m'ont, dès le premier tour manifesté en grand nombre leur confiance et leur sympathie.

Merci également à tous ceux qui sont allés voter manifestant ainsi l'intérêt qu'ils attachaient à cette grande consultation électorale.

Le scrutin fut clair et loyal, chacun des cinq candidats ayant une position nette et précise.

La première place que vous m'avez très nettement attribuée par vos votes me désigne pour être candidat d'union pour dimanche prochain.

Cette union nous la ferons avec la forte personnalité du Président de Gaulle pour faire aboutir les réformes indispensables et pour permettre au Gouvernement d'agir au mieux dans l'intérêt de toutes les catégories sociales.

Je regrette de n'avoir pu aller au cours des trois semaines écoulées dans toutes les communes pour y rencontrer chacun d'entre vous.

Ce que je n'ai pu faire comme candidat, je le ferai comme Député si, par votre résolution, vous entendez confirmer le 30 novembre le succès de dimanche dernier.

En avant pour la Nouvelle République.

Votez utile.

René WALTER
Docteur en Droit. — Avocat au Barreau d'Auxerre
Ancien Combattant
Candidat pour le soutien de l'action du Gouvernement du général de Gaulle

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Jean CHAMANT
(Candidat Indépendant Paysan)
élu le 30 novembre 1958
(I. P. A. S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Le 28 septembre dernier, vous avez, à une majorité massive et inespérée, approuvé les institutions de la Ve République et manifesté votre confiance dans la politique de rénovation nationale entreprise par le Gouvernement du général de Gaulle. Ce vote historique a provoqué d'abord l'étonnement, ensuite l'admiration du monde entier : la France retrouve son prestige auprès de ses alliés et force le respect de ses adversaires.

Le 23 novembre prochain, vous allez désigner l'élu de la nouvelle circonscription Avallon-Tonnerre-Saint-Florentin. Votre vote et votre choix seront aussi décisifs pour l'avenir de notre pays que le vote que vous avez émis et le choix que vous avez fait le 28 septembre. Cette fois, grâce au rétablissement du scrutin uninominal majoritaire, vous allez pouvoir vous prononcer librement pour un homme certes, mais aussi pour les idées qu'il défend et les convictions qui l'animent.

Vous me connaissez depuis longtemps. J'ai passé à Avallon la plus grande partie de ma jeunesse. Toute ma famille maternelle est originaire de la commune de Joux-la-Ville où elle est encore implantée.

Il y a douze années que, pour la première fois, alors que j'étais très jeune, vous m'avez accordé vos suffrages.

Ce sont là les deux raisons pour lesquelles j'ai décidé de poser ma candidature dans cette circonscription qui est la nôtre.

Les tâches qui attendent le législateur et le Gouvernement de demain sont considérables.

I. — Il faut d'abord rétablir la paix en Algérie, en déterminant son statut politique qui sera négocié avec 70 députés algériens qui seront élus le 30 novembre prochain. C'est dans le cadre d'une communauté franco-musulmane retrouvée grâce à l'action pacificatrice et intelligente de notre Armée que se forgera l'Algérie nouvelle.

II. — Ensuite, la défense et la promotion de l'économie rurale, prépondérante dans notre région, devront être l'objet du souci constant des Pouvoirs publics. Ayant appartenu à l'Amicale Parlementaire Agricole, je n'ai pas de peine à affirmer que mon action continuerait à s'exercer dans ce domaine, si j'étais à nouveau votre élu. La loi sur

l'indexation des prix agricoles doit être respectée et appliquée, et les mesures de protection sociale doivent être les mêmes pour toutes les catégories de Français, quelles que soient leurs activités. Ainsi les jeunes paysans resteront à la terre pour assurer l'avenir des exploitations familiales, d'autant plus que celles-ci seront mieux défendues contre les calamités qui les assaillent.

Dans le cadre de cette défense du monde rural, nos petites communes, accablées de charges et démunies de ressources peuvent compter demain comme hier sur mon appui, pour les aider notamment dans la réalisation des projets d'alimentation en eau potable, de l'entretien de leur réseau vicinal et de l'amélioration de l'habitat rural.

III. — Notre époque est celle où le sentiment de la justice sociale est le plus profondément ancré dans le cœur des Français. Tous y aspirent, mais tous n'en bénéficient pas de la même façon. Egaux devant les risques de la vie et les charges de la famille, ils ne sont pas traités sur un pied d'égalité en ce qui concerne la garantie de ces risques. C'est une lacune qu'il faut combler. Qu'il s'agisse des prestations de la Sécurité sociale, des prestations familiales et des zones de salaires — si choquantes dans notre région où le niveau des prix est celui de la région parisienne — le chemin qui mène à l'égalité sociale est ouvert ; il faut le parcourir jusqu'au bout.

Lorsque les commerçants et les artisans, ainsi que les assujettis à l'impôt réclament une réforme de la fiscalité, c'est pour obtenir une simplification des textes et aussi plus de justice dans la répartition de la charge fiscale. Ils ont raison. Cette réforme est en cours ; dans quelques semaines, le Parlement devra la terminer dans l'esprit que j'ai indiqué.

IV. — Les vieux, à qui leur âge interdit l'exercice d'une activité professionnelle, perçoivent de modestes allocations de base, augmentées, il est vrai, de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. Le montant de ces allocations doit être fixé en fonction du coût de la vie.

Pour eux également la couverture des risques sociaux (celui de la maladie notamment) n'est pas également assurée selon qu'ils appartiennent au régime général ou à des régimes particuliers. Dans un souci de justice, cette différence devra disparaître.

V. — Le développement de nos villes, Avallon, Tonnerre, Saint-Florentin, a commencé. Il faut le poursuivre en accord avec les municipalités et les organisations professionnelles par l'établissement d'une politique du logement d'abord, par l'aménagement approprié du territoire ensuite, pour y recevoir les industries qui pourraient se décentraliser. Le tourisme est une des sources de l'activité de notre région. Rien ne doit être négligé pour le favoriser.

C'est vers la réalisation de ces objectifs que s'orienteraient mes efforts si vous deviez à nouveau m'investir de votre confiance.

Notre pays est magnifique, il ne demande qu'à vivre dans la prospérité et la concorde. Les institutions nouvelles vont permettre l'essor de l'une et de l'autre à la fois.

Puissent vos suffrages, nombreux, m'autoriser à poursuivre avec vous toutes et avec vous tous les grandes tâches qui nous attendent.

Vive la circonscription Avallon - Tonnerre - Saint-Florentin !
Vive la Ve République !
Vive la France !

Jean CHAMANT
Indépendant-Paysan

Suppléant :

Georges BARILLON
Maire de Flogny et Conseiller général de ce Canton

2e CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Une fois de plus, comme je l'avais espéré, vous m'avez largement placé en tête de tous les candidats en présence dans notre circonscription. Votre confiance accrue renouvelée est le plus éclatant témoignage rendu à mon action persévérante en faveur du bien public et de la défense de vos intérêts légitimes.

Vous êtes restés sourds aux attaques dont j'ai été l'objet. Vous serez insensibles aux manœuvres qui peuvent se tramer contre moi à la veille du deuxième tour dans le but de vous frustrer de votre victoire. Car, quels que soient les désistements ou les retraits de mes concurrents — je les ignore à l'heure où ces lignes sont écrites pour être imprimées — vous restez maîtres de votre bulletin de vote, il n'est au pouvoir de personne d'en disposer à votre place.

A ceux qui, par un noble scrupule de conscience, n'ont pas voté pour moi dimanche dernier, j'adresse un appel pressant pour que dimanche prochain, dans l'union retrouvée et nécessaire ils m'accordent leurs suffrages, non pour assurer le succès de ma personne, mais pour faire triompher des idées dont je sais qu'elles nous sont communes, car elles constituent le patrimoine indivisible des Françaises et des Français.

A mes amis, que je remercie une fois de plus de leur appui, de leur inlassable dévouement et de leur fidélité constante, je demande un dernier et indispensable effort.

La victoire est proche : il faut qu'elle soit éclatante.

Ensemble, nous travaillerons à consolider et à animer les institutions nouvelles que nous nous sommes librement données.

Le Oui immense du référendum doit trouver sa conclusion dans les résultats du scrutin du 30 novembre : que vos suffrages soient nombreux et massifs pour me permettre d'assumer avec une autorité renforcée les responsabilités qui vont être celles des élus de la Nation.

Vive la circonscription Avallon - Tonnerre - Saint-Florentin !
Vive la Ve République !
Vive la France !

JEAN CHAMANT
Indépendant-Paysan

Remplaçant éventuel :

GEORGES BARILLON
Maire de Flogny et Conseiller général de ce Canton

TROISIÈME CIRCONSCRIPTON

M. Gaston PERROT
élu le 30 novembre 1958
(App. U. N. R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Au lendemain du référendum où 80 % des Français ont répondu « Oui » à l'espoir de rénovation qui leur était proposé, il leur est demandé de préciser par un second vote, comment ils entendent voir se réaliser cette évolution tant désirée.

Il est réconfortant de constater que l'émancipation de l'électeur vis-à-vis des consignes de certains partis, a été la résonance la plus surprenante de cette consultation : enfin, la voix de la Nation se faisait entendre !

Pendant douze ans, nous avons cru élire des représentants de notre volonté et nous donnions le pouvoir à des partis, dont bien souvent la volonté collective trahissait notre volonté individuelle. Là, où l'intérêt du pays demandait l'union de nos forces, nous donnions le spectacle chronique de la « vacance du pouvoir » au gré des consignes que dictaient les partis par-dessus la volonté de l'électeur, par-dessus même celle de son député, réduit au rôle de robot.

Au moment où je songeais à me retirer des affaires publiques, après m'être consacré pendant douze ans à la ville de Sens, j'ai été sollicité par de nombreux concitoyens, de toutes orientations politiques, de toutes conditions, de toutes conceptions philosophiques, mais tous de bons Français ; et ainsi j'ai été amené à poser ma candidature, non de gaîté de cœur, mais avec le seul sentiment du devoir.

Au scrutin du 23 novembre, je serais donc candidat...

J'entends affirmer de suite :

— Mon indépendance à l'égard des grands partis politiques et des petits intérêts, plus préoccupés de nos mesquines querelles que de la grandeur et de la prospérité de la France.

— Ma volonté de servir tous mes concitoyens sans distinction aucune.

— Mon refus de diviser davantage encore les Français et mon souci de mettre l'accent sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise.

Dans cet esprit, ma campagne électorale sera réduite à l'extrême... Je ne tiendrai aucune réunion. Je n'entends ni multiplier les promesses démagogiques, ni prendre des engagements vis-à-vis des uns et des autres. Une élection législative ne s'apparente pas aux jeux de cirque : Il s'agit de désigner les hommes qui orienteront la politique de la France au cours des cinq prochaines années.

Or, le scrutin qui nous est offert aujourd'hui permet enfin à l'électeur de connaître son député ; et à celui-ci, s'il se présente en dehors du cadre étroit des étiquettes politiques, d'agir selon les idées qu'on lui connaît et de n'être responsable de ses actes publics que devant ses électeurs, à l'exclusion de toute autre personne.

Dans l'arrondissement, je puis être jugé sur des actes et non sur des déclarations ou des promesses, à l'inverse d'autres candidats totalement étrangers au département.

Qui je suis ?

Vous êtes en droit de le savoir...

Né à Sens à la fin du siècle dernier, j'ai accompli mon devoir de Français en 1917-1918. Cette période m'a appris ce qu'était la guerre, combien elle était haïssable et combien notre France méritait d'être servie.

Du point de vue professionnel, suivant l'exemple de mon père et les traditions de ma famille, j'ai travaillé et je me suis efforcé d'enseigner à mes enfants le devoir et l'amour du travail bien fait. Minotier, je me déplace constamment dans notre région ; je crois bien connaître les problèmes de nos campagnes et de nos villes.

Industriel, mais lié de par mon activité à l'agriculture, je sais combien il est absurde de vouloir opposer un secteur économique à un autre, combien la prospérité de nos campagnes conditionne celle de nos villes, combien un éventuel chômage se révèlerait pour tous — ouvriers, paysans, commerçants — désastreux.

Sur le plan civique, un concours de circonstances et la confiance de la majorité de mes concitoyens, m'ont amené en 1947 et à nouveau en 1953, à accepter la charge de la mairie de Sens. Les électeurs du canton de Sens-Nord m'ont envoyé en 1955, siéger au Conseil Général. Cette confiance est ma fierté : en rester digne est ma ligne de conduite.

Maire de Sens, je ne rappellerai point les réalisations que j'ai déjà obtenues : Les Sénonais les connaissent et les ont appréciées, puisque deux fois ils m'ont réélu. Ils ont pu juger des résultats de cette administration. Certains me rendent heureux, d'autres, me laissent encore insatisfait. Je me suis heurté trop souvent, comme tous mes collègues de nos villes et de nos campagnes, à l'éloignement et à la lourdeur d'une administration sans âme, ainsi qu'à la prolifération de lois et de textes dont l'absurdité n'a d'égale que la malfaisance.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'administration locale ou départementale. Il s'agit

de politique générale, de cette politique que, comme vous, je n'aime pas, mais qui demain, conditionnera le destin de la France et la vie de ses enfants.

Père de famille, comme beaucoup d'entre vous, parents inquiets, j'ai un fils en Algérie, qui rappelé récemment, accomplit son devoir.

Ce que je pense : Comme vous tous, Electrices, Electeurs, je ne veux plus voir mon pays être la risée et la pitié du monde entier... Je crois en la France, terre de la liberté, mais sur laquelle il reste encore beaucoup à faire pour que soit réalisée la devise de la République : Liberté — Egalité — Fraternité.

Cet idéal peut-il être prochainement atteint ? Honnêtement, je l'ignore.

Mais qui donc, dans cet esprit, peut mieux présider à la rénovation de la France, que le Général de Gaulle, à qui nous devons le salut de notre pays deux fois menacé de l'extérieur, puis de l'intérieur et qui toujours, n'a cessé d'appeler à l'union de tous les Français ?

Sur le terrain politique et administratif, les mots de « gauche » ou de « droite » n'ont plus aucune signification ; seuls, m'importent le progrès et l'évolution.

Je pense en effet, que dans tous les milieux et horizons politiques, il y a des Français de bonne volonté, qui espèrent sincèrement le relèvement du pays. Pour ma part, je suis prêt à y contribuer.

Voilà pourquoi je m'engage, si vous m'accordez votre confiance, à œuvrer dans le sens du soutien le plus total de l'action nationale de relèvement de la France, entreprise depuis six mois par le Général de Gaulle.

Gaston PERROT
Minotier
Maire de Sens. — Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Electeurs, Electrices,

Au scrutin du 23 novembre, 17.665 électrices et électeurs m'ont placé largement en tête de tous les candidats du département. Ils ont ainsi désapprouvé, comme la plus grande partie des Français, les promesses et les querelles de tribunes : mon silence répondait à ce sentiment, beaucoup l'ont compris et leur confiance me touche profondément. D'autres semblent avoir mal interprété cette « inaction électorale », à ceux-là je dirai : « Les actes comptent plus que les paroles sans lendemain. »

Je tiens à réaffirmer :

— Mon indépendance à l'égard des grands partis politiques et des petits intérêts, plus préoccupés de nos mesquines querelles que de la grandeur et de la prospérité de la France.

— Ma volonté de servir tous mes concitoyens sans distinction aucune.

— Mon refus de diviser davantage encore les Français et mon souci de mettre l'accent sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise.

Je suis plus persuadé que jamais, que dans tous les milieux et horizons politiques, il y a des Français de bonne volonté, qui espèrent sincèrement le relèvement du pays. Pour ma part, je suis prêt à y contribuer.

Voilà pourquoi je me présente de nouveau à vos suffrages.

Voilà pourquoi je m'engage, si vous m'accordez votre confiance, à œuvrer dans le sens du soutien le plus total de l'action nationale de relèvement de la France, entreprise depuis six mois par le Général de Gaulle.

Gaston PERROT
Minotier
Maire de Sens. — Conseiller général

DÉPARTEMENTS DE L'ALGÉRIE

L'élection des députés des départements de l'Algérie a eu lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour en vertu de l'ordonnance n° 58-964 du 16 octobre 1958.

(Cette élection est intervenue le 30 novembre 1958.)

ALGERIE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION : ALGER-VILLE

4 Députés.

Liste Algérie française	**M. Pierre Lagaillarde** (E.A.S.).
	M. Mourad Kaouah (E.A.S.).
	M. René Vinciguerra (E.A.S.).
	M. Ahmed Djebbour (E.A.S.).

Liste « Algérie française ».

PROFESSION DE FOI

Françaises, Français,

Il est aisé pour nous qui sommes restés dans le droit fil du 13 mai, de définir notre position à l'égard des problèmes essentiels dont nous aurons à débattre si vous nous manifestez votre confiance.

Aussi, notre profession de foi pourrait se résumer précisément en cette date « Le 13 mai ».

Le « 13 mai » cela veut dire trois choses : l'Algérie française, la fin du Système, la rénovation.

L'Algérie française : Dans un temps de l'histoire où le principe colonial semble condamné, il n'est qu'une possibilité offerte pour que l'Algérie soit et demeure française à tout jamais, c'est celle d'une intégration tellement étroite avec la métropole que bientôt, le vocable même d'Algérie ne puisse plus évoquer que la notion de province, dans une France comptant, de Dunkerque à Tamanrasset, 55 millions de Français à part entière.

Cela suppose que tous ces Français, doivent obéir au même Gouvernement, doivent être soumis au même législateur et doivent relever des mêmes administrations.

Or, l'article 73 de la Constitution votée le 28 septembre dernier dispose que le régime législatif et l'organisation administrative des départements d'outre-mer parmi lesquels sont rangés ceux d'Algérie, peuvent « faire l'objet de mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière ».

Ce n'est donc que par de telles mesures que pourrait se faire « le reste » que l'on a souvent évoqué et qui doit être l'œuvre des élus d'Algérie.

Il dépend en effet de leur combat, donc de votre combat, que, sous prétexte d'« adaptation » nos adversaires n'instituent pas encore une fois le statut de l'Algérie consacrant les particularismes au lieu d'organiser leur disparition progressive.

Pour ce qui nous concerne, tous nos efforts tendront à ce que, dans un avenir le plus proche possible, plus rien, dans quelque domaine que ce soit, ne distingue devant la loi l'ensemble des citoyens fraternellement unis dans une stricte égalité de droits et de devoirs.

La fin du Système : Montesquieu a écrit : « Carthage périt parce que lorsqu'il fallut retrancher les abus, elle ne put souffrir la main de son Annibal même ».

Au lendemain du 13 mai, l'on avait pu espérer que le Système », cette entité qui incarne l'ensemble des « abus » dont la patrie a bien failli périr, était mis à bas.

Mais au fil des jours l'on a pu constater qu'insidieusement d'abord, et plein d'une cynique morgue aujourd'hui, il s'est redressé, bien disposé à triompher des obstacles que la Constitution de la Ve République dispose en travers de son chemin.

Ce « Système », qu'il s'agisse des partis, qu'il s'agisse des hommes, qu'il s'agisse de leurs mœurs politiques, nous nous engageons à le combattre sans merci.

Singulièrement, nous ne tolérerons pas que les partis politiques qui sont, par définition même, des facteurs de division prétendent régenter la vie politique, économique et sociale du pays par la manipulation des intérêts égoïstes des collectivités professionnelles ou des classes dont ces mêmes partis se font les champions alors qu'ils n'en sont que les profiteurs.

La rénovation : Si le 13 mai doit conserver une signfication historique, s'il est vrai que cette date a marqué pour la France le début « d'une nouvelle période de sa vie et de sa grandeur » il est nécessaire que l'ensemble des grands rouages de l'Etat soit transformé et rénové. Cela doit se faire pour l'administration qui doit être allégée dans la plus large mesure, dont les règles doivent être simplifiées à l'extrême et dont le personnel doit progresser en qualité et en rémunération, même au prix d'une diminution d'effectifs.

Cela doit se faire pour l'armée, à la mesure des enseignements tirés de la guerre particulière qui l'attend peut-être et dont elle affronte ici même les conditions.

Cela doit se faire dans la magistrature à qui il est indispensable de rendre son prestige en la rémunérant dignement et en lui donnant les moyens de rendre une justice saine et rapide.

Et surtout, puisque le peuple de France a recouvré le sentiment de son unité, puisque la conscience nationale s'est réveillée, il faut que la jeunesse qui vient et qui promet d'être brillante, soit guidée sur le chemin solide du civisme et de la foi patriotique.

Cette mission incombe à tous ceux qui sont les dépositaires du patrimoine intellectuel de la nation et qui doivent veiller à ce que ce patrimoine ne devienne pas la proie d'une idéologie subversive.

La tâche est rude, mais elle est exaltante.

Electrices, Electeurs d'Alger-Ville, si vous êtes restés le peuple magnifique du Forum, si vous êtes décidés à faire confiance à des hommes nouveaux... mais non inconnus, nous mettrons le meilleur de nous même pour la mener à bien.

LAGAILLARDE, KAOUAH, VINCIGUERRA
DJEBBOUR, Richard, Berbache.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION : ALGER-BANLIEUE

4 Députés.

Liste d'action pour l'Algérie française et la promotion musulmane par l'intégration.........	**Mlle Nafissa Sid Cara** (E.A.S.).
	M. Robert Abdesselam (E.A.S.).
	M. Marc Lauriol (E.A.S.).
	M. Philippe Marçais (E.A.S.).
Remplaçants éventuels....................	**M. Mustapha Chelba.**
	M. André Rosfelder.

Liste d'action pour l'Algérie française et la promotion musulmane par l'intégration.

Mlle Nafissa SID-CARA

Professeur de Cours complémentaires, Vice-Présidente du Comité central d'Action sociale et de Solidarité féminine, Médaille d'Or de l'Etoile du Bien et du Mérite, sœur de M. le Docteur Sid-Cara.

M. Robert ABDESSELAM

38 ans, petit-fils du Bachaga Abdesselam, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Avocat à la Cour d'appel d'Alger, Licencié en droit, Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de réserve, ancien combattant 1939-1945, Campagne d'Italie, Croix de Guerre 3 citations, Bronze-Star, Vice-Président de l'Association des Anciens du Corps expéditionnaire français en Italie, plusieurs fois champion de tennis de France, Champion du Mexique, des Indes, de Suède, de Tchécoslovaquie, Champion du Monde universitaire, 60 fois international, 25 matches de Coupe Davis, Militant de la cause de l'Algérie française comme Délégué de la France aux 11e et 12e sessions de l'O.N.U. à New York, comme chargé de mission du Gouvernement dans les pays nordiques et en Angleterre, comme ancien Conseiller technique au cabinet du Docteur Sid-Cara, alors Secrétaire d'Etat au Gouvernement de la République et comme membre du Comité de Salut Public du C. S. P. A. S.

M. Marc LAURIOL

42 ans, famille installée en Algérie (Rovigo) depuis 1851, études au Lycée d'Alger et à la Faculté de Droit d'Alger, Docteur en Droit de l'Université d'Alger, Lauréat des Facultés de Droit de France et de la Faculté d'Alger, ancien Avocat à la Cour d'appel d'Alger (1938-1951), premier secrétaire de la conférence du stage (1941), ancien Conseiller juridique et de législation du Gouvernement tunisien (1943-1945), ancien Professeur de droit civil au Centre d'études juridiques de Tunis, Conseil juridique à Alger, Professeur à l'Ecole supérieure de Commerce d'Alger, Commissaire aux comptes de sociétés, inscrit près les Cours d'appel de Paris et d'Alger, Vice-Président de l'Union professionnelle des Commissaires de sociétés inscrits à la Cour d'appel d'Alger, ancien combattant, Officier de Char d'assaut, Croix de Guerre avec palme et étoile, Mutilé de guerre 100 %, Vice-Président de l'U.S.R.A.F. (Président : J. Soustelle), ancien Membre du Comité

Constitutionnel Consultatif (C.C.C.) institué par la loi du 3 juin 1958, Auteur d'ouvrages juridiques, Auteur d'ouvrages, travaux, articles et nombreuses conférences récentes sur la réalisation de l'intégration de l'Algérie dans la France.

M. Philippe MARÇAIS

48 ans, de famille universitaire attachée à l'étude de l'Algérie, de la langue arabe et de la civilisation musulmane depuis 1898, études aux lycées de Tunis, de Paris, à la Sorbonne et à l'Ecole des Langes Orientales, Professeur dans l'enseignement franco-musulman de 1934 à 1947, successivement à la Médersa de Constantine, d'Alger et, comme directeur, à la Médersa de Tlemcen, Professeur de langues et de civilisations nord-africaines à la Faculté de Lettres de l'Université d'Alger, Doyen de la Faculté de Lettres d'Alger, Capitaine-interprète de réserve A.M.M., Missions au Fezzan et au Sahara, Campagne de Tunisie, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Instruction publique, Auteur d'ouvrages sur la langue arabe, les dialectes algériens, sur la sociologie nord-africaine et la civilisation musulmane.

M. Mustapha CHELHA

33 ans, études à Alger (Ecole du Ruisseau et Ecole pratique d'Alger), Cours d'initiation scientifique et technique Ecole Universelle, Rengagé volontaire, Campagne d'Indochine de 1953 à 1955, Instructeur de l'arme blindée, Cavalerie d'Alger, en 1956 Médaille commémorative d'Algérie, Instructeur au C.I.D.B. à Trèves (Allemagne) en 1957, Industriel en constructions métalliques à Hussein-Dey, Trésorier-adjoint du Comité de Salut Public de l'Igamie d'Alger, Membre de la délégtion spéciale d'Alger.

M. André ROSFELDER

33 ans, famille d'origine alsacienne installée dans l'agriculture en Algérie en 1834, études au Lycée d'Alger, au Collège Stanislas (Paris) et à l'Université d'Alger, Licencié ès sciences, Docteur en géologie, Géologue au Centre national de la Recherche scientifique, Compagnon du 8 novembre 1942, ancien officier parachutiste du 1er R.C.P. pendant la campagne de France, Médaillé militaire, Croix de Guerre, Mutilé de Guerre, ancien fondateur et Président de la Société des Raffineries Algériennes (RAFAL) et Vice-Président de la Société des Pétroles d'Aumale, Vice-Président de la Compagnie algérienne de Recherche et d'exploitation pétrolières (CAREP), Romancier, Prix de la Presse Latine 1950, Délégué du C.S.P. du 13 mai à la Radio d'Alger du 15 mai à fin juin 1958, Membre du Comité de Salut Public du Pétrole Algérie-Sahara.

***

Lettre de la liste d'Action pour l'Algérie française et la promotion musulmane par l'intégration

Nous nous adressons aux électrices et aux électeurs d'Alger-banlieue.

Fidèles à l'idéal de mai, ici, sur cette rive sud de la France, nous avons conscience de mener un combat qui n'a de sens et qui n'aura de fin que par l'édification de l'Algérie au sein de la patrie commune.

Cette édification, phase actuelle et finale de notre lutte, se fera sur le sol des dix-sept départements français de l'Algérie, celle du Nord comme celle du Sahara, auprès des bâtisseurs et des pacificateurs de notre armée, mais elle se fera aussi dans le même temps au Parlement national. C'est pour poursuivre notre lutte là où elle va se dérouler maintenant que nous nous présentons à vos suffrages.

Cette édification exige la reconnaissance de l'unité intangible de la France, de la Lorraine au Hoggar, l'expansion économique du territoire algérien en première urgence des efforts nationaux, la promotion des populations musulmanes au sein d'une société ouverte de 55 millions de Français et, en particulier, l'accession des femmes à la dignité qui leur est due.

Sur ces principes fondamentaux, nous nous sommes fixés les missions particulières suivantes :

1° Sauvegarder l'Algérie, pour toujours partie intégrante de la République française, et harmoniser ses particularités au sein de l'unité intangible du territoire national.

2° Veiller et aider à la mise en œuvre effective de la pleine citoyenneté française de tous les habitants de l'Algérie pour réaliser une nation commune de 55 millions de Français :

— par l'égalité civique ;

— par le développement de la culture, de la scolarisation et de la formation technique des populations locales ;

— par la promotion des élites ;

— par l'évolution naturelle de la société musulmane au sein de la France, dans le respect de ses croyances ;

— par la défense de la femme dans sa dignité de mère et d'épouse ;

— par l'élévation du niveau de vie et l'amélioration des conditions matérielles de l'existence, grâce à la rénovation de l'économie locale.

3° Lutter à la fois contre les manœuvres de sécession et contre le retour au système colonial dans les relations de la métropole et de l'Algérie, c'est-à-dire :

— assurer l'expansion de l'économie métropolitaine vers les territoires sous-développés de nos régions ;

— lutter contre la dissociation de l'Algérie et du Sahara qui peut entraîner une évolution sécessive de l'Algérie du Nord ;

— demander la révision de l'Organisation commune des régions sahariennes établie sans la consultation des élus algériens et contre les impératifs de l'intégration ;

— mettre à la disposition préalable des populations locales les richesses découvertes, en créant notamment sur place les industries de transformation ;

— inventorier les richesses possibles et faciliter leur développement ;

— défendre l'agriculture algérienne au service du plus grand nombre et son épanouissement au sein du Marché commun.

4° Placer au service des impératifs précédents le Plan quinquennal, en lui assurant les instruments et les moyens nécessaires pour mettre la France algérienne en chantier et pour atteindre ces objectifs.

5° Assurer, autour de la France du Nord et du Sud de la Méditerranée, l'avenir et la cohésion de la Communauté française, la libérer de la subversion interne des partis étrangers, contribuer avec cet ensemble à construire dans le cadre de l'O.T.A.N. et de l'Eurafrique une force nouvelle pour la défense du monde occidental et libre.

Nous avons conscience que l'Algérie française, partie intégrante de la France, est une cause juste et économiquement et socialement possible, mais nous avons aussi conscience de l'immense effort qu'il faut encore accomplir. C'est pour cela que nous lançons un appel aux électeurs de la 2e circonscription (Alger-banlieue) pour qu'ils concentrent leurs suffrages sur nos noms, afin de donner à cette cause et à notre combat à venir la plus large assise possible.

Mlle SID-CARA, R. ABDESSELAM, M. LAURIOL, Ph. MARÇAIS
M. CHELHA (suppléant), A. ROSFELDER (suppléant)

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION : BLIDA

3 Députés.

Liste de « Fraternité nationale »........... **M. Ali Guettaf** (E.A.S.).
M. Mohamed Larradji (E.A.S.).
M. Louis Marquaire (E.A.S.).

Liste de « Fraternité nationale ».
U.N.I.R.

Toute solution à la question algérienne est vouée à l'échec si elle ne prend pour base la fraternité entre les communautés.

Notre liste d'union — composée de candidats n'appartenant à aucun parti — désire œuvrer avec l'ensemble « des hommes de bonne volonté » avec lesquels le Général de Gaulle fera le reste.

Nous affirmons que l'Algérie et le Sahara sont des provinces françaises au même titre que la Bretagne, la Corse, l'Alsace et la Savoie.

Nous ne voulons pas que notre magnifique armée, symbole de fidélité au service de la nation puisse subir de nouvelles humiliations du fait d'un parlement oublieux de sa mission sacrée : Maintien de l'intégrité du territoire.

L'Algérie c'est la France, il importe donc que disparaissent les inégalités criardes, tout en conservant le particularisme régional et l'apport culturel de l'Islam.

C'est pourquoi nous définissons notre position en réclamant :

1° Que soit inclus dans les textes l'union indissoluble de l'Algérie-Sahara à la France.

2° L'émancipation de la femme musulmane (réforme fondamentale) :

— par la suppression volontaire de la claustration ;
— par la multiplication des centres de formation sociaux et ménagers ;
— par la scolarisation totale ;
— par l'égalité civique et juridique entre les sexes.

3° L'accession de tous à un niveau social décent :

— par l'organisation d'une structure industrielle de l'Algérie (seule susceptible d'employer une main-d'œuvre importante) devenue possible en raison des ressources énergétiques du Sahara ;

— par la mise en place de complexes métallurgiques grâce à l'apport de capitaux publics et privés bénéficiant au besoin de conditions favorables temporaires ;

— par l'ennoblissement et la revalorisation du travail manuel ;

— par la qualité de la formation ouvrière en multipliant les écoles professionnelles à tous les échelons de la hiérarchie de l'apprentissage à la maîtrise ;

— par la conservation des arts artisanaux susceptibles de débouchés à l'étranger (tapis, orfèvrerie) ;

— par la mise en valeur des terres nouvelles avec cultures appropriées et rentables (étude juridique des terres « Melk » et « Arch ») ;

— par l'augmentation du rendement dans le secteur traditionnel ;

— par l'amélioration de l'élevage : principale richesse des montagnards. Sélection des races, aménagement des points d'eau, de refuges, sur les grands parcours de transhumance.

4° L'accession à la propriété du logement :

— par la construction de copropriétés sous prêts et garanties de l'Etat.

5° En dehors de la création d'un département de la Mitidja en projet depuis fort longtemps il est indispensable de procéder à la révision des limites administratives qui ne tiennent aucun compte des réalités géographiques et économiques.

6° Un régime social évolutif sur plusieurs années pour s'identifier au régime métropolitain.

7° Une sécurité sociale se désintéressant des maladies bénignes pour accorder un salaire inconditionnel dans le cas des maladies graves à fixer par la loi.

8° Rattachement des services publics tels que : C.F.A., E.G.A., P.T.T., Banque de l'Algérie aux services correspondants de métropole.

9° Le commerce algérien doit prendre un nouvel essor du fait :

— de l'infrastructure industrielle,
— des besoins nouveaux à satisfaire,
— d'une meilleure répartition des charges fiscales.

Depuis quatre années, l'Algérie vit sous la terreur tandis que toutes les communautés pleurent leurs morts. Cette guerre fratricide est dirigée de l'étranger, par l'étranger et pour l'étranger qui convoite les sources d'énergie.

Les 28, 29 et 30 novembre, vous aurez à désigner souverainement les élus qu'attend le Général de Gaulle. Conscients de la gravité du geste que vous accomplirez nous vous demandons de songer que l'intégration de l'Algérie à la France préfigure un ensemble Eurafric qui, face au monde communiste athée, forgera entre ces territoires une union des plus modernes et des plus prospères pour le mieux-être de tous dans un équilibre mondial retrouvé.

Par-dessus les mesquines querelles de personnes, toujours néfastes et décourageantes, il s'agit de l'intérêt de la patrie commune. Vous voterez en songeant au sacrifice journellement répété des martyrs de cette guerre atroce et vous contribuerez au retour vers une paix durable tant attendue,

Dans une fraternité retrouvée,
Pour une Algérie française,
Et que vive la France.

MM. GUETTAF Ali, LARRADJ Mohamed, MARQUAIRE Louis
BERBACHE Abderrahmane, BREFFEILH Louis

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION : MÉDÉA

4 Députés.

Liste d'union pour la sauvegarde et le renouveau de l'Algérie française	**M. Kaddour Messaoudi** (E.A.S.).
	M. Pierre Vignau (E.A.S.).
	M. Makhlouf Gahlam (E.A.S.).
	M. Benalia Benelkadi (E.A.S.).

Liste d'union pour la sauvegarde et le renouveau de l'Algérie française.

Electrices, Electeurs de la 4e Circonscription,

C'est en hommes qui sont nés, qui ont grandi et qui ont vécu parmi vous et qui sont, par conséquent, des vôtres, que les signataires de cette profession de foi, bien décidés à apporter leur pierre au nouvel édifice de la rénovation nationale, ont l'honneur de solliciter vos suffrages.

Les nouvelles institutions que la France s'est données le 28 septembre, vont permettre, dans un climat de redressement, de choisir la route législative qui conduira la France vers son nouveau destin.

Il appartiendra donc à vos élus de choisir la voie la meilleure pour qu'une France plus forte et plus fière, maîtresse de son action, apporte un règlement satisfaisant aux problèmes difficiles de l'actuelle conjoncture.

De ces problèmes, l'un des tout premiers, puisqu'il conditionne la structure même de la patrie, est l'affirmation du caractère éternellement français de l'Algérie et du Sahara, cette affirmation ne pouvant trouver sa pleine expression que par leur intégration institutionnelle, administrative, économique, politique, et sociale dans la France métropolitaine, compte tenu de leur personnalité respective. Notre ambition la plus haute sera de contribuer, par notre action, au Parlement, à cimenter d'une manière définitive l'Algérie et le Sahara à la France, dans une égalité absolue des droits et des devoirs. Nous sommes convaincus que c'est là une nécessité vitale et que, hors de l'intégration qui depuis le 13 mai a fait l'unanimité de la population et de son armée, il n'y a pas de salut possible et pour l'Algérie et pour la France.

Il est bien entendu que cette politique exigera de nous tous un effort persévérant dans tous les domaines, une action fraternelle constante, un désir profond de promotion humaine, car nous n'avons pas le droit de décevoir l'immense majorité de ces populations qui viennent à nous dans un choix sans retour.

Le problème algérien est aussi à la mesure des intérêts supérieurs de la défense occidentale à laquelle nous restons attachés par notre idéal de liberté.

Notre action en ces domaines, action que nous comptons mener avec tous les élus qui partagent notre foi et au premier rang desquels nous citerons MM. Soustelle, Bidault, Morice et Duchet, ne serait cependant pas complète si nous ne la prolongions pas par une action coordonnée en faveur de tout ce qui participe au renouveau souhaité par le Général de Gaulle, l'orientation de notre jeunesse, la sauvegarde de nos finances, la recherche et les réalisations nucléaires, le développement de notre économie face aux compétitions du Marché commun, le renforcement des liens qui nous unissent à l'Europe et à l'Ouest.

En un mot, nous voulons participer à cette œuvre exaltante d'une France fière, puissante et toujours libérale.

Mais, si notre appui à tout ce qui concourt à la grandeur nationale est dès à présent acquis, il ne saurait, pour autant, nous dispenser de nous pencher aussi sur les problèmes particuliers de notre contrée. Cette immense circonscription qui s'étend des contreforts de l'Atlas, aux portes du Grand Sud, aura, plus qu'une autre, besoin de l'aide puissante de la métropole, pour que se réalise la noble promesse de Constantine.

Il n'est que de parcourir nos campagnes pour constater que les problèmes de l'habitat, de la santé publique, de l'électrification, de l'hydraulique, de la viabilité, de la modernisation, de l'agriculture, doivent encore requérir notre activité.

Pour le présent, les problèmes sont certes multiples. Aussi bien, nos efforts persévérants tendront-ils :

— à soutenir les aspirations, en même temps qu'à faciliter la tâche de tous ceux dont l'activité apparaît essentielle aux besoins de la collectivité ;

— à assurer aux salariés, non seulement les moyens de vivre honorablement, mais encore de vivre mieux par le travail et l'assiduité. (Le plan de sécurité sociale offre, dans ses perspectives et pour tous, sans distinction, le moyen de satisfaire à cette double préoccupation) ;

— à se pencher sur le sort des anciens combattants qui sont un symbole et un des liens les plus valables entre les deux communautés ;

— à intervenir en faveur des retraités civils et militaires.

En résumé : débarrasser nos populations des angoisses de l'isolement qui ruine, de la misère qui diminue, de la détresse morale qui tue, nécessite une intervention rapide et efficace, qui sera d'autant plus persévérante et obstinée s'il le faut, qu'il y va de la paix, de la prospérité et du bonheur de tous.

Vous nous permettrez aussi de formuler deux souhaits : l'un qui intéresse l'Algérie tout entière, l'autre qui est plus particulier à notre circonscription.

En ce qui concerne le premier, nous souhaitons, sans pour autant porter la moindre atteinte à la structure de l'intégration, que fonctionne une section du Conseil économique représentative des intérêts généraux de l'Algérie, dont le rôle serait de déterminer les besoins et l'ordre des priorités dans l'utilisation et la répartition des investissements.

Le second serait, qu'après avoir poussé à la départementalisation de la région d'Aumale, la circonscription électorale soit modifiée en conséquence, et aussi, que Djelfa et ses alentours soient rattachés, comme par le passé, aux territoires du Sud et entrent, à ce titre, dans la zone franche.

Nous croyons sincèrement que géographiquement, et surtout économiquement, cette disjonction, souhaitée par les populations, serait à tous égards bénéfique.

Ainsi donc, conscients de la lourde tâche qui attend les élus, mais conscients aussi de l'immense et fraternelle unanimité qui s'élève de notre sol, nous avons la ferme certitude que les années qui viennent seront décisives et qu'il en surgira une nouvelle province française, plus unie et plus homogène.

Dans la paix retrouvée, dans cette paix que nous souhaitons tous ardemment, lorsque la subversion étrangère aura cédé devant notre détermination et notre union intangible ,nous bâtirons notre province française où tous et toutes, dans l'égalité la plus complète, et dans le respect des confessions et des traditions respectables, nous serons les citoyens d'une grande nation.

L'action si humaine et si efficace de notre armée, le courage des populations que rien n'a pu détacher de la France, le grand souffle de fraternité qui, au lendemain du 13 mai, a balayé les compromissions et les solutions de fortune, nous sont un gage que la route est maintenant ouverte à notre légitime espérance.

La France et son passé sont assez grands pour que nous puissions, sans nous tromper, prétendre à un avenir meilleur. Et nous sommes sûrs que tous ceux qui,

déjà, ont su défendre la France, l'ont aimée et servie, y trouveront le fruit de leur fidélité et la justification des espoirs qu'ils n'ont pas, et à juste titre, abandonnés.

Vive la République !
Vive la France !

MESSAOUDI Kadour, VIGNAU Pierre,
GAHLAM Makhlouf, BENELKADI Benalia

Suppléants :

BRAHIMI Ahmed, PERANSIN Jean

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION : ORLÉANSVILLE

4 Députés.

Liste d'union nationale pour l'intégration et le renouveau.......................... **M. Saïd Boualam** (E.A.S.).
M. Etienne-Pierre Arnulf (E.A.S.).
M. Mohamed Agha-Mir (E.A.S.).
M. Mohamed Baouya (E.A.S.).

C.S.P. — Intégration.
Liste d'union nationale pour l'intégration et le renouveau.

Hommes nouveaux,
Hommes compétents,
Combattants de la première heure,
Tels sont ceux de la liste UNIR.

Union

des associations patriotiques qui ont efficacement combattu pour l'Algérie française :
— Comité d'entente des anciens Combattants et Cadres de réserve ;
— Mouvement universitaire pour le maintien de la Souveraineté française en Algérie ;
— Comités de Salut public de l'IGAMIE d'Alger.

Pour :

deux communautés fraternelles :
— 55 millions de Français, de Dunkerque à Tamanrasset ;
— l'Eurafrique, gage d'une Europe forte.

Nationale

par la lutte contre toutes formes de la subversion, pour la défense de la civilisation occidentale.

Intégration

totale et définitive, déjà plébiscitée par le référendum, c'est-à-dire :
— sur le plan territorial et administratif ;
— sur le plan politique, humain et social ;
— sur le plan économique et financier,
dans le respect des mœurs et des croyances de chacun.

Renouveau

— par la confiance entre le peuple et le pouvoir ;
— par la restauration de l'autorité de l'Etat ;
— par la renaissance du sens civique des Français ;
— par une politique extérieure opposée à toute ingérence étrangère.

Voter U.N.I.R., c'est bâtir l'Algérie de l'avenir !

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION : TIZI-OUZOU

5 Députés.

Liste d'union pour le renouveau d'une plus grande France.......................... **M. Henri Colonna** (E.A.S.).
M. Ouali Azem (E.A.S.).
M. Ahcène Ioualalen (E.A.S.).
M. Ali Saadi (E.A.S.).
M. Sadok Khorsi (E.A.S.).

Habitants de Grande-Kabylie...

Chaque jour et chaque nuit des hommes meurent !
Chaque jour et chaque nuit des hommes souffrent !
Pour beaucoup l'insécurité et l'angoisse sont le lot quotidien.
Voulez-vous en finir avec la subversion ?
Voulez-vous voir revenir la paix française, la confiance, la fraternité et l'amitié qui ont fleuri si longtemps sur ces montagnes ?
Voulez-vous assurer l'avenir de vos enfants ?
Voulez-vous sortir de l'impasse et renaître dans la liberté, la dignité et l'indépendance française ?

VOICI NOTRE PROGRAMME :

La vitalité du département français de Grande Kabylie s'affirme de jour en jour. Les voies de l'égalité absolue avec la métropole lui sont ouvertes.
Le Général de Gaulle a donné cet élan vers le renouveau. A nous d'utiliser la voie démocratique pour « faire le reste ».

— Nous voulons concrétiser dans les textes comme dans les faits, sans équivoque et sans compromission, cette égalité complète des droits de tous les citoyens de Kabylie entre eux et avec nos frères métropolitains.

— Nous voulons que seul le Parlement français soit habilité à légiférer pour notre province, et que seul le Gouvernement de la République ait le pouvoir de nous régir et de nous administrer.

— Nous voulons enfin aboutir à la mise en commun de toutes les ressources humaines et matérielles d'Algérie et de métropole dans le cadre d'une plus grande France.

Nous ne transigerons pas sur ces problèmes essentiels car là, et là seulement est la voie de la vérité et de la raison, donc du Salut.

Habitants de Grande Kabylie, il est de votre devoir de contribuer au retour de la paix en apportant vos suffrages massifs à des hommes que vous connaissez bien, loyaux et désintéressés qui sauront faire de ce département une région heureuse et prospère dans le cercle des provinces de la plus grande France.

Seuls, nous ne pouvons rien ! Isolés, vous ne pouvez rien !

Mais, ensemble, nous pouvons continuer cette marche vers la paix et la fraternité. Après le 13 mai, après le 28 septembre, vous nous direz « Oui » le 30 novembre.

Liste d'Union pour le Renouveau d'une plus grande France.

COLONNA Henri

Commissaire de Police honoraire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Ancien Combattant 1914-1918 et 1939-1945

AZEM Ouali

Maire d'Agouni Gueghrane. — Président de la Fédération des Maires de la Grande Kabylie
Vice-Président du Comité de Salut Public Algérie-Sahara

IOUALALEN Ahcène

Président de la délégation spéciale d'Aomar
Chevalier de la Légion d'honneur

SAADI Ali

Président de la délégation spéciale de Palestro
Officier de la Légion d'Honneur

KHORSI Sadok

Instituteur
Conseiller général

AUGEAI Jean

Avocat au barreau de Tizi-Ouzou
Croix de Guerre 1939-1945
Président des Anciens Combattants de Port-Gueydon
Délégué de la Grande Kabylie au Comité de Salut Public Algérie-Sahara

MOUHOUD Mokrane

Agriculteur à Tifrit N'ait Ou Malek
Secrétaire général de la Commune d'Idjeur

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION : ORAN-VILLE

3 Députés.

Liste d'uuion pour la nouvelle République. **M. Henri Fouques-Duparc** (U.N.R.).
M. François Lopez (U.N.R.).
M. René Mekki (U.F.R.).

Liste d'union pour la nouvelle République (U.N.R.).

Oranaises, Oranais,

Ce sont trois Oranais, nés dans votre ville, qui sollicitent l'honneur et la responsabilité de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

En 1947, aidés par une équipe dévouée et courageuse, nous avons éliminé les communistes de l'administration communale. Nous nous sommes efforcés, après cette date, d'assainir la ville, de l'embellir et de la rendre plus agréable tout en sauvegardant les intérêts des contribuables. La confiance que vous nous avez renouvelée il y a cinq ans, nous donne à penser que nous avons réussi.

Répondant à l'appel du Général de Gaulle, nous n'avons cessé de lutter, au sein du Rassemblement du Peuple Français, pour obtenir une nouvelle Constitution qui respecte les principes démocratiques et permette à la France de retrouver sa grandeur et son indépendance. Le triomphal succès du référendum du 28 septembre nous a récompensés des longs efforts déployés sans relâche depuis dix ans.

Derrière Jacques Soustelle, Georges Bidault, André Morice et Roger Duchet, au sein de l'Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française, nous avons œuvré pour maintenir l'Algérie, terre de souveraineté française, et pour établir une plus grande fraternité entre les habitants de notre province. Cette action fut couronnée par le magnifique rassemblement des Oranais qui, face au Monument aux Morts, vinrent manifester, par un serment solennel, leur détermination de conserver l'Algérie à la France et leur volonté de réclamer la constitution d'un Gouvernement de Salut public.

Pour l'avenir, nous avons le désir de continuer à servir fidèlement la France. Nous voulons aider « le plus illustre des Français », le Général de Gaulle, dont nous sommes les anciens et fidèles compagnons, à refaire, dans le cadre des principes du discours de Constantine, une Algérie nouvelle, plus prospère, plus fraternelle et à jamais française.

Henri FOUQUES DUPARC

Assureur. — Ancien Député-Maire d'Oran
Président de la Délégation spéciale d'Oran
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre
Médaille de la Résistance

François LOPEZ

Avocat à la Cour
Ancien Rapporteur général du budget de l'Algérie
Membre de la Délégation spéciale d'Oran
Engagé volontaire pour la durée de la Guerre
Croix de Guerre

René MEKKI
Industriel
Conseiller général
Membre de la Délégation spéciale d'Oran

Remplaçants :

Albert BRUNA
Chef de service Assurances sociales. — Président de la ligue des Familles nombreuses
Président de la Coopérative franco-musulmane de construction
Membre de la Délégation spéciale d'Oran

Abdelkader BENDEDOUCH
Secrétaire de Parquet général

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION : ORAN-CAMPAGNE

4 Députés.

Liste d'union pour le renouveau de l'Algérie française	M. **Chérif Sid Cara** (E.A.S.).
	M. **Pierre Lafont** (E.A.S.).
	M. **Mohamed Kebir Bekri** (E.A.S.).
	M. **Djelloul Berrouaine** (E.A.S.).

Liste d'union pour le renouveau de l'Algérie française.

PROFESSION DE FOI

Parlant des prochaines élections, le Général de Gaulle a dit :

« C'est avec ces élus, que nous ferons le reste. »

Ce reste, pour nous, quel est-il ?..

Politique algérienne

Tournant résolument le dos à l'indépendance — dont on ne peut attendre que la misère et la mort — nous unirons tous nos efforts pour que l'Algérie s'intègre totalement dans la France et sa puissante Communauté.

Nous sommes en effet persuadés que notre avenir ne peut se concevoir qu'en appartenant à un grand ensemble ayant pour lui la force, les hommes et les capitaux qui seuls permettront de mener à bien le développement harmonieux de ce pays, tel que l'a défini le discours de Constantine.

Sur le plan pratique — et aussi longtemps qu'il sera nécessaire — nous demanderons le maintien des autorités militaires dans l'exercice de pouvoirs civils indispensables à l'armée pour continuer ici à remplir sa mission. Celle-ci, comme l'a défini le Général de Gaulle, consiste à poursuivre la pacification, à prêter son concours actif à la tâche de mise en valeur de l'Algérie, à travailler enfin au rapprochement des âmes, qui est la condition de l'avenir.

Politique générale

Partisans d'un Gouvernement stable et à même de réaliser une grande politique, nous nous efforcerons de faire de la Chambre des Députés une Assemblée digne de notre pays.

Nous nous engageons spécialement à ne jamais défendre que les intérêts généraux de la nation.

Persuadés de l'inutilité des frontières, nous aiderons l'installation du Marché commun et la création de l'Eurafrique, qui ne peut être qu'une raison supplémentaire de développement, d'expansion de l'Algérie.

Politique agricole

Au lieu de rechercher la protection de l'agriculture dans des barrières douanières dont les effets nocifs se retournent contre ceux qu'elles doivent défendre, nous mettrons tous nos soins à obtenir un développement agricole par une politique audacieuse (larges prêts pour la modernisation du matériel, défrichements, construction de barrages, recherches de nouveaux débouchés, etc.).

Politique économique

Nous sommes partisans d'une économie en expansion où chacun pourra, par son salaire, devenir le consommateur indispensable à l'essor d'un pays moderne.

L'industrialisation de l'Algérie doit se faire, et celle de notre département — particulièrement oublié dans les premiers projets — retiendra spécialement notre attention. C'est l'industrie qui permettra dans quelques années de trouver du travail pour les milliers de bouches nouvelles que l'Oranie voit naître chaque année.

La découverte des pétroles du Sahara permettra de mener à bien cette industrialisation, à la condition que l'Oranie ne soit pas délaissée par les voies d'évacuation des produits sahariens.

Principes généraux

Tous nos efforts tendront à une amélioration du sort de tous et spécialement de celui des plus humbles.

Il faut que les lois — et plus encore les coutumes — prolongeant la réconciliation du 13 mai, donnent aux Musulmans de ce pays une égalité et un respect auxquels ils ont droit.

Nous nous pencherons spécialement sur le sort de la jeunesse dont nous défendrons avec foi les intérêts moraux (instruction publique et formation professionnelle) et matériels (santé publique et sports).

La jeunesse de ce pays a, plus qu'ailleurs, besoin d'être aidée.

L'amélioration du sort de la femme et son rôle accru dans la vie du pays sera également l'un de nos buts les plus importants.

Tolérants et résolus à lutter contre tous les sectarismes, nous voulons faire de ce pays ce que jamais encore les hommes n'ont réussi : une fusion harmonieuse de communautés jusqu'ici séparées, quelquefois même opposées — mais que tout, dans un passé commun de 130 années, rapproche et unit.

Tels sont nos projets, si vous voulez bien nous accorder votre confiance.

Docteur Chérif SID CARA
Ancien Ministre

M. Pierre LAFFONT
Directeur général de l'Echo d'Oran

M. M'Hamed Kébir BEKRI
Taleb

M. Djelloul BERROUAINE
Chef de douar

Remplaçants :

M. Djilali HAKIKI
Agriculteur

Pierre CHOLLET
Agriculteur

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION : TLEMCEN

3 Députés.

Liste de rénovation républicaine pour le progrès économique et social................ **M. Slimane Bélabed** (E.A.S.).
M. Yvon Grasset (E.A.S.).
M. Moulessehoul Abbès (E.A.S.).

Liste de rénovation républicaine pour le progrès économique et social.

Chers Electrices et Electeurs,

La liste que nous présentons à vos suffrages, quoique jeune et nouvelle, se compose néanmoins d'hommes qui sont au service du pays depuis de nombreuses années. Elle répond aux soucis des populations de ce département d'être dignement représentées. Elle a l'ambition d'œuvrer pour le retour à la paix dans la fraternité et la dignité retrouvées.

Pour atteindre ce but elle pense :

1° Que la rénovation républicaine doit se faire par une application sincère et loyale de la nouvelle Constitution ;

2° Que le progrès social doit se poursuivre en Algérie, progressivement et hardiment afin que le niveau de vie de ce pays devienne comparable à celui de la métropole ;

3° Que pour le problème économique, soit développé et appliqué le plan quinquennal tel qu'il a été défini dans le discours de Constantine.

C'est pourquoi si le département de Tlemcen leur fait confiance, MM. Belabed, Grasset, Abbès, Achouri, Allaux, porteront leurs efforts sur :

a) L'habitat par la construction massive de logements afin de résorber les bidonvilles et de donner un foyer à chaque famille de ce pays ;

b) L'industrialisation de l'Algérie, qui paraît possible grâce à l'apport des ressources pétrolières et énergétiques du Sahara ;

c) La scolarisation par la multiplication des écoles, qui permettra une lutte plus efficace contre l'ignorance ;

d) L'agriculture par le développement et le perfectionnement des moyens de production, mis à la disposition des agriculteurs et plus particulièrement des petits cultivateurs et fellahs que nous encouragerons à former des coopératives ;

e) La pêche trop souvent négligée et qui a besoin d'être encouragée par une réglementation plus appropriée aux besoins actuels ;

f) Par le développement de nos deux grands ports de Nemours et Béni-Saf qui deviendront les deux grandes charnières commerciales de notre département ;

g) Par l'élaboration d'un programme de grands travaux d'utilité publique, destiné à résorber le chômage ;

h) Enfin par l'amélioration de l'équipement sanitaire du pays, par la construction d'hôpitaux, de centres de santé, d'écoles d'infirmières et infirmiers, etc.

L'armée, continuatrice des belles traditions françaises a, sur de nombreux de ces points, comme sur celui de la protection des vies et des biens des citoyens, fourni avec héroïsme et abnégation tout ce que l'on pouvait attendre d'elle.

Nous compterons sur elle, sur la générosité de la France et sur le concours désintéressé de toutes les communautés pour rendre notre Algérie heureuse et prospère dans l'union des cœurs et des esprits.

Conscients de nos responsabilités, conscients aussi d'avoir servi notre pays sur les champs de bataille, comme dans la vie publique, nous continuerons avec une foi ardente, sincère et loyale à travailler à la grandeur de la France et, pour ce faire à aider de toutes nos forces à l'œuvre de rénovation nationale entreprise dans le cadre de la République par le Général de Gaulle, pour le plus grand bien de notre pays.

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION : MOSTAGANEM

2 Députés.

Liste de la rénovation.................. **M. Mustapha Deramchi** (E.A.S.).
M. Pierre Puech-Samson (E.A.S.).

Liste de la rénovation.

Françaises et Français de toutes confessions,

Il y a six mois la France trahie par ses Gouvernants, bafouée par ses anciens amis, humiliée par ses alliés doutait de son destin.

Les habitants de notre Algérie durcis par quatre années de souffrances se révoltaient contre la politique d'abandon des tenants du « Système ».

Retrouvés dans un immense élan de fraternité, en union complète avec l'armée de la nation, ils témoignèrent au monde étonné, de leur volonté de rester Français. Ce fut le 13 mai ! L'appel au Général de Gaulle !

Le succès du référendum, ici, comme en métropole a prouvé que leur choix était le meilleur.

La nouvelle Constitution a été ratifiée dans l'enthousiasme.

L'unité nationale s'est reformée, un très grand espoir s'est levé dans tout le pays

« La route est tracée, elle est belle mais sera dure ».

Françaises et Français, vous allez envoyer vos représentants au « nouveau » Parlement.

Sans passé politique, nous vous demandons votre confiance : Vous nous l'accorderez si vous estimez que :

Le sort de l'Algérie, l'avenir de la France ne doivent pas être le privilège de politiciens professionnels.

L'esprit du 13 mai ne doit pas être souillé par les combinaisons des partis.

L'Algérie doit être défendue, par ceux qui la connaissent, l'aiment et la comprennent.

Notre programme est clair :

1° Intégration politique, économique et sociale de l'Algérie et du Sahara, pour que tous les habitants de ces départements deviennent véritablement « des Français à part entière » ;

2° Maintien de l'armée en Algérie, pour qu'elle poursuive son œuvre de rapprochement des cœurs ;

3° Pas de compromis avec le F. L. N. Mise hors la loi des partis qui le soutiennent;

4° Rénovation nationale par l'assainissement des mœurs politiques.

Nous avons pleinement conscience des difficultés qui nous attendent, des intérêts que nous devrons combattre, des réticences qu'il nous faudra vaincre.

Nous lutterons de toutes nos forces, avec toute notre foi, car notre cause est juste.

La France est un grand pays.

Il faut lui faire confiance.

Bientôt, tous ensemble, dans une fraternelle amitié, nous vivrons des jours heureux dans une Algérie à jamais française.

DERAMCHI Mustapha

Chef comptable
Conseiller général
Membre de la Délégation spéciale de Mostaganem
Membre du C.S.P. de Mostaganem

PUECH-SAMSON Pierre

Industriel
Lieutenant-Colonel de réserve
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
8 citations. — 4 blessures
Membre du C.S.P. Algérie - Sahara

BELDJILALI Hadj

Membre du C.S.P. de Cassaigne

FOUILLERON Pierre

Agriculteur
Commandant de réserve
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre
2 citations. — 3 blessures
Membre du C.S.P. de Lapasset

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION : MASCARA

4 Députés.

Liste de la rénovation .... **M. Armand Legroux** (E.A.S.).
Mlle Keira Bouabsa (E.A.S.).
M. Cheikh Benssedick (E.A.S.).
M. Mohamed Tahar Zeghouf (E.A.S.).

Liste de la rénovation.

Français et Françaises de toutes confessions,

Il y a six mois, la France, trahie par ses Gouvernants, bafouée par ses anciens amis, humiliée par ses alliés doutait de son destin.

Les habitants de notre Algérie durcis par quatre années de souffrances se révoltaient contre la politique d'abandon des tenants du « Système ».

Retrouvés dans un immense élan de fraternité, en union complète avec l'armée de la nation, ils témoignèrent, au monde étonné, de leur volonté de rester Français. Ce fut le 13 mai ! L'appel au Général de Gaulle !

Le succès du référendum ici, comme en métropole, a prouvé que leur choix était le meilleur.

La nouvelle Constitution a été ratifiée dans l'enthousiasme.

L'unité nationale s'est reformée, un très grand espoir s'est levé dans tout le pays, « La route est tracée, elle est belle mais sera dure ».

Français et Françaises, vous allez envoyer vos représentants au « nouveau Parlement ».

Sans passé politique, nous vous demandons votre confiance.

Vous nous l'accorderez si vous estimez que :

— Le sort de l'Algérie, l'avenir de la France, ne doivent pas être le privilège de politiciens professionnels ;

— L'esprit du 13 mai ne doit pas être souillé par les combinaisons des partis ;

— L'Algérie doit être défendue par ceux qui la connaissent, l'aiment et la comprennent.

Notre programme est clair :

1° Intégration politique, économique et sociale de l'Algérie et du Sahara, pour que tous les habitants de ces départements deviennent véritablement « des Français à part entière » ;

2° Maintien de l'armée en Algérie, pour qu'elle poursuive son œuvre de rapprochement des cœurs ;

3° Pas de compromis avec le F.L.N. Mise hors la loi des partis qui le soutiennent ;

4° Rénovation nationale par l'assainissement des mœurs politiques.

Nous avons pleinement conscience des difficultés qui nous attendent, des intérêts que nous devrons combattre, des réticences qu'il nous faudra vaincre.

Nous lutterons de toutes nos forces, avec toute notre foi, car notre cause est juste.
La France est un grand pays. Il faut lui faire confiance.
Bientôt, tous ensemble, dans une fraternelle amitié, nous vivrons des jours heureux dans une Algérie à jamais française.

M. LEGROUX Armand
Docteur en médecine à Relizane

Mlle BOUABSA Kheira
Institutrice à Mascara

M. BENSSEDICK Cheikh
Propriétaire à Renault

M. ZEGHOUF Mohamed Tahar
Retraité de gendarmerie à Palikao

M. FLANDIN Victor
Docteur en médecine à Mascara

M. MAGHRAOUI Mohamed O/Mohamed
Instituteur en retraite à Zemmora

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION : TIARET

3 Députés.

Liste d'union pour la défense de l'Algérie française .... **M. Xavier Salado** (E.A.S.).
M. Djilali Kaddari (E.A.S.)
M. Berrezoug Saïdi (E.A.S.).

Liste d'union pour la défense de l'Algérie française.

Electrices, Electeurs du département de Tiaret,

Dans le cadre du plan de redressement national et de rénovation des institutions défini et poursuivi par le Gouvernement de la République présidé par le Général de Gaulle, vous êtes appelés à désigner le 30 novembre vos représentants à l'Assemblée Nationale.

Cette consultation revêt une importance particulière et se déroulera dans un climat nouveau. En effet, le 13 mai et les jours qui suivirent, dans un sursaut d'ardent patriotisme, les populations européenne et musulmane d'Algérie, soutenues et guidées par l'armée, ont repoussé définitivement la politique d'abandons et de démissions de la IVe République et porté au pouvoir le plus grand et le plus prestigieux des Français : le Général de Gaulle.

En gagnant la bataille politique du référendum, la France vient de sortir de l'abîme et d'affirmer sa volonté de redressement national.

Il dépendait de tous les Français que la route des éléments subversifs ne puisse aboutir nulle part. Déjà un grand pas a été fait dans cette voie. L'unité retrouvée dans la majorité admirable qui s'est réalisée autour du « Oui » à la nouvelle Constitution et au Général de Gaulle, symbole de la restauration de l'autorité de l'Etat, doit être la pierre angulaire sur laquelle sera bâti tout notre avenir.

C'est sur cette base solide, voulue et édifiée par tout un peuple et son armée, que seront érigées les différentes constructions qui, dans tous les domaines, humain, culturel, économique et social, témoigneront de la volonté de la France de rester fidèle à son idéal de grandeur de justice et de fraternité.

Il est indispensable de préciser notre position qui veut être celle de la clarté et de l'efficacité. Notre action se situera dans l'optique générale suivante :

Dans le domaine politique et institutionnel :

L'Algérie c'est la France et tous les Algériens sont des Français à part entière ; aussi, nous nous opposerons à toutes mesures susceptibles d'entraîner, à brève ou lointaine échéance, une sécession entre la France et l'Algérie.

Dans le domaine humain :

Favoriser le rapprochement de tous les hommes de ce pays, répondre à leur soif de dignité et de fierté, remporter la victoire des cœurs, voilà quel est notre objectif.

Dans le domaine matériel :

Seules représentent à nos yeux une valeur certaine les réalisations qui s'inscrivent dans la pierre où les mesures qui se traduisent pour une communauté, une région, un département ou une cité par une amélioration de tout ce qui est leur manière de vivre.

Notre unité, l'unité qu'a manifestée toute la population d'Algérie derrière le Chef du Gouvernement lors du référendum constitue le puissant levier, le support idéal de notre action.

L'affirmation de cette unité dans la confiance faite à la nouvelle Constitution et au Général de Gaulle contient sans équivoque la volonté de l'immense majorité des populations de ce pays de voir l'Algérie intégrée à la métropole.

« L'intégration dans la France et avec la France » doit être effective dans les cœurs et les âmes, trouver sa vivante et concrète expression dans toutes les manifestations de la vie, et avoir pour conséquences l'amélioration du niveau de vie des Algériens et l'égalité des droits des 55 millions de Français de Dunkerque à Tamanrasset .

Pour être profonde, cette action doit s'étendre à toutes les couches de la population, notamment à celles de l'avenir. Nulle part mieux que sur les bancs de l'école ne pourra se réaliser cette vaste Communauté française. Pour atteindre cet objectif, un important plan de scolarisation accélérée de l'Algérie pendant huit ans a été décidé. Pour atteindre la partie de la jeunesse qui n'a pu bénéficier des bienfaits de l'école, 660 centres sociaux seront construits.

Le développement et la réalisation de ce plan retiennent notre attention et seront suivis avec tout l'intérêt qu'ils requièrent.

Les générations montantes doivent par ailleurs trouver du travail. L'Algérie, pays sous-développé, au revenu annuel moyen par habitant très faible, en proie à un essor démographique prodigieux, exige, pour cela, l'étude et la mise en application d'un vaste programme quinquennal de rénovation économique et sociale. Ce plan a été défini par le Général de Gaulle au cours de son important discours à Constantine.

Nous nous engageons à en faire respecter les termes et à tout mettre en œuvre pour que les modalités de son adaptation à notre région soient étudiées et appliquées.

Mais ce développement de l'Algérie doit être équilibré. En particulier, nous ne

tolérerons pas que l'Ouest algérien soit défavorisé lors des réalisations par rapport à la région algéroise et à l'Est algérien et nous continuerons à apporter notre concours au Comité régional pour l'expansion de l'Ouest algérien.

L'infrastructure routière intéresse plus particulièrement le département de Tiaret, aussi nous ferons connaître avec force la volonté de notre région de ne pas être tenue à l'écart des grands courant Nord-Sud.

L'habitat, tant urbain que rural, est également au premier plan de nos préoccupations. Au plan quinquennal est inscrite la réalisation d'un million de logements supplémentaires. Afin que disparaissent les bidonvilles, que soit logée d'une façon décente la population laborieuse, il sera de notre devoir d'exiger que soit accru considérablement l'effort qui a déjà été entrepris dans ce domaine.

L'agriculture et l'élevage emploient les deux tiers de la population active de l'Algérie et constituent les ressources principales de notre région.

Si les superficies cultivables ne semblent pas pouvoir être augmentées de façon sensible, le rendement à l'hectare est susceptible d'être augmenté dans le secteur de l'agriculture traditionnelle. Un des objectifs à atteindre est donc l'évolution de l'agriculture traditionnelle pour l'amener au niveau de l'agriculture moderne.

D'autre part les modalités d'application à l'Algérie du plan céréalier institué pour la métropole par le décret du 22 février 1958, devront être déterminées en tenant compte des conditions de la production des céréales dans notre région.

Jusqu'à une époque relativement récente, les perspectives de progrès économique de l'Algérie étaient essentiellement envisagées sur le plan de la vocation agricole de ce pays. Cette façon de voir a dû être révisée en fonction notamment de la découverte des ressources sahariennes.

Pour l'instant, l'Est algérien semble favorisé du point de vue de la découverte de gisements d'hydrocarbures. En ce qui concerne les richesses minérales, le Sud oranais se montre privilégié. Toutes ces richesses dont l'exploitation pour certaines est déjà commencée, doivent profiter à notre département, fournir du travail à la main-d'œuvre qui s'y trouve, participer au développement de l'activité artisanale et contribuer à l'essor de l'ensemble du secteur commercial.

C'est à l'application de ce programme qui tend à faire de l'Algérie un pays moderne où la scolarisation, l'assistance médicale, l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'habitat, le plein emploi de la main-d'œuvre, auront leur part, que nous nous engageons.

Outre l'élévation du niveau de vie, il est indispensable de promouvoir une évolution sociale afin que soit inscrite dans la réalité « l'intégration des âmes » dont il est tant parlé.

Le vaste mouvement de fraternisation et de solidarité issu du 13 mai semble devoir apporter un changement à la société musulmane, car il est à l'origine d'une évolution certaine de la femme.

Cette évolution de la femme musulmane doit être encouragée, librement acceptée et atteindre également le monde rural.

Pour appliquer ce programme politique, économique et social, il faut à l'Algérie et aux Algériens de toute origine beaucoup de courage, de patience, de persévérance et de foi en l'avenir. Que ce programme soit difficile à réaliser, nul n'en disconviendra. Toutefois, nous ne devons pas oublier que pour soutenir cette volonté de redressement, de travail et de paix, l'Algérie a sur son sol un facteur extrêmement important qui est la présence de l'armée.

Le commandement militaire, en assumant les pouvoirs civils et militaires, remplit chaque jour avec succès une mission particulièrement difficile. Il s'efforce non seulement de détruire la volonté de combattre de ceux qui ont été égarés par une propagande mensongère et étrangère, mais ses forces protègent, construisent, instruisent, soignent et secourent ; son activité tend ainsi à assurer à tous un avenir meilleur basé sur l'égalité et la fraternité.

Nous lui en exprimons toute notre gratitude.

A cet exposé nous tenons à ajouter ce qu'est notre position à l'endroit d'un grave problème intéressant plus particulièrement Saïda et sa région. C'est ainsi que, soucieux de répondre à la volonté des populations de l'arrondissement de Saïda et par-

faitement conscients des multiples difficultés qui résultent de leur administration dans le cadre du département de Tiaret, nous nous ferons un devoir d'œuvrer afin que le décret en date du 17 mars 1958 créant le département de Saïda soit mis en application.

Electrices, Electeurs,

Voilà brièvement analysées les grandes lignes du programme que nous engageons à défendre si vous nous accordez votre confiance.

SALADO Xavier

Chevalier de la Légion d'honneur
Président de la Délégation Spéciale de Trezel
Président de la Commission Départementale de Tiaret

KADDARI Djilali

Président de la Délégation Spéciale de Tiaret

SAIDI Berrezoug

Officier de la Légion d'Honneur
Membre de la Délégation Spéciale de Saïda

Remplaçants éventuels :

BENAZZEDINE Abdelkader

Membre de la Commission Administrative du département de Tiaret

ROIGT Jean-Baptiste

Président de la Délégation Spéciale de Martimprey

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION : CONSTANTINE

4 Députés.

Liste présenté par les Comités de salut public.................................. **M. Abdelmadjid Benhacine** (E.A.S.).
M. Hachmi Boudjedir (E.A.S.).
M. Bélaïd Bouhadjera (E.A.S.).
M. Edmé Canat (E.A.S.).

Liste présentée par les Comités de salut public.

Pour la première fois, hommes et femmes de toutes confessions, vous allez désigner librement vos représentants au Parlement. Ce vote est capital puisque de lui dépend tout votre avenir.

Le 13 mai, puis par le référendum, le peuple a parlé, et « la voix du peuple est la voix de Dieu ». C'est la volonté populaire qui a spontanément déclenché le mouvement de salut public du 13 mai, exprimant l'union indéfectible de l'Armée et de la Nation.

Le général Salan, délégué général du Gouvernement en Algérie, a reconnu les Comité de salut public dans sa proclamation du 15 mai et a déclaré le 22 mai 1958 :

« Dépositaire de la souverainté populaire, les Comités de salut public se font un devoir sacré de veiller à ce que, dans aucun domaine, la volonté et les aspirations du peuple souverain ne soient déviées de leur but ».

Forte de ces principes et de cette déclaration sans équivoque, la liste investie par le C.S.P. s'affirme farouchement décidée à défendre et à faire triompher les buts du 13 mai :

1°) L'intégration de l'Algérie et du Sahara à la patrie française, seule solution capable de maintenir cette émouvante unanimité des musulmans et des européens qui s'est alors spontanément révélée, et de ramener la paix, une vraie paix sur notre sol. Ce sera une mission sacrée pour nos candidats de faire confirmer ces principes par des lois organiques.

2°) Le renouveau de la France en lui reforgeant une âme qui lui redonne le sens de la grandeur et la foi dans son destin. Il faut combattre la dictature des partis, leurs luttes vaines et nuisibles qui font le jeu du communisme destructeur. Il faut rejeter toute idéologie politique, tout esprit partisan.

En Algérie, plus qu'ailleurs, la politique doit s'effacer devant les problèmes économiques et sociaux et la tâche est immense. Il faut rendre leur place aux organisations apolitiques professionnelles et sociales, aux collectivités locales.

Il faut relever le niveau de vie de la population en assurant le plein emploi à une main-d'œuvre surabondante, et pour cela :

— développer la production agricole par la mise en valeur des terres encore vierges, par l'augmentation des rendements des sols déjà cultivés, par le remplacement partout où cela est possible de cultures pauvres par des cultures riches, absorbant beaucoup de main-d'œuvre par la recherche de nouveaux débouchés.

— activer l'industrialisation trop longtemps freinée par des intérêts particuliers.

— accélérer la scolarisation, l'orientation et la formation professionnelle qui fourniront les cadres indispensables à la jeune économie algérienne.

— intensifier la politique d'habitat qui assurera à tous un logement décent.

Bref, il faut, comme l'a dit le général de Gaulle à Constantine, que « dans ce pays, si vivant et si courageux.... les conditions de vie de chacune et de chacun deviennent constamment meilleures ; que les ressources du sol, le travail des habitants, la valeur des élites, soient mis au jour et développée ; que l'Algérie tout entière prenne sa part de ce que la civilisation moderne peut et doit procurer aux hommes de bien-être et de dignité ».

Ce programme est le nôtre. Elus, les candidats de la liste des C.S.P., fraternellement unis, s'engagent à consacrer tous leurs efforts à sa réalisation. Ils s'engagent aussi à tout mettre en œuvre pour créer au sein de l'Assemblée Nationale un intergroupe avec ceux de leurs collègues qui s'affirmeront décidés à construire une France nouvelle de 55 millions de Français, sans distinction d'origine.

VOTER POUR NOTRE LISTE

C'EST VOULOIR :

— Maintenir l'esprit du 13 mai qui a mis fin à la terreur et à l'angoisse et redonner l'espoir à dix millions de Français.

— Rendre hommage à l'Armée et à ses sections administratives pour leur action de pacification et d'intégration des âmes et les aider dans cette tâche.

— Soutenir l'œuvre de redressement entreprise par le général de Gaulle.

C'EST DIRE :

— Oui à l'intégration et à la fraternité.

— Oui au renouveau français dans la paix retrouvée.

— Oui à l'Algérie française.
— Oui à la France.

C'est faire confiance à l'avenir avec des hommes nouveaux dont la seule ambition est l'intérêt de tous et de chacun.

BENHACINE Abdelmadjid

BOUDJEDIR Hachmi

BOUHADJERA Bélaid

CANAT Edmé

Remplaçants éventuels :

BOUZERARA Allaoua

ROSSI Paul René

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION : PHILIPPEVILLE

4 Députés.

Liste d'union pour la paix et « le programme de Constantine .... **M. Mohamed Bedredine** (E.A.S.).
M. Mohamed Boulsane (E.A.S.).
M. Mohamed Barboucha (E.A.S.).
M. Léopold Morel (E.A.S.).

Profession de foi de la liste d'union pour la paix et « le programme de Constantine ».

Unis sur un programme commun de défense des intérêts algériens, nous sollicitons votre confiance pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Paix en Algérie, réalisation du plan exposé à Constantine par le général de Gaulle tels sont nos buts essentiels.

Paix dans le renouveau d'une Algérie fraternelle et dans l'égalité des droits.

Paix afin que nos populations meurtries puissent reprendre dans la concorde une activité créatrice et féconde.

Notre avenir doit être bâti ensemble. Il sera celui que le général de Gaulle a défini dans son discours de Constantine.

Le plan du chef du Gouvernement traduit nos aspirations, nos besoins et les moyens de les satisfaire. Sa mise en œuvre doit transformer notre pays par le développement de ses ressources, l'industrialisation accélérée, la modernisation de sa production, le relèvement des conditions de vie de ses habitants.

Ce programme est le nôtre, comme il est aussi celui de notre glorieuse armée et de ses chefs.

Son accomplissement pose des problèmes multiples. Notre expérience des réalités nous permettra de concourir efficacement à leur solution tant sur le plan algérien que pour la défense des intérêts régionaux de notre circonscription de Philippeville, Collo, Djidjelli, El-Milia et Mila.

Electrices, Electeurs,

La victoire de l'Algérie nouvelle est entre vos mains. Le référendum du 28 septembre a ouvert la voie aux plus belles espérances. Le vote du 30 novembre doit être la consécration puissante, décisive de votre volonté de hâter la promotion des réformes capables d'assurer avec la France, le bonheur de ce pays, la grandeur de son avenir.

Dans la fraternité et l'égalité nous voulons édifier les structures nouvelles.

En sollicitant l'honneur d'être les représentants de toutes les populations que nous confondons dans le même amour, nous n'avons qu'une ambition : servir.

C'est sous le signe de cet idéal que nous plaçons nos candidatures.

Vive l'Algérie !
Vive la France !
Vive la République !

BEDREDINE Mohamed

Rédacteur de l'Assistance publique
Adjoint aux Travaux de la Municipalité de Philippeville
Conseiller Général. — Président de la Commission des travaux du Conseil Général

BOULSANE Mohamed

Agriculteur, Exploitant forestier douar Ouled Djamma (Collo)
Conseiller Général. — Ancien Vice-Président du Conseil Général
Ancien Délégué à l'Assemblée Algérienne
Membre du Conseil de l'Ecole d'Agriculture de Philippeville
Membre de la Commission du port de Collo

BARBOUCHA Mohamed Salah

Agriculteur
Ancien Agent général de la Coopérative des Céréales
Régisseur comptable des Ponts et Chaussées de Mila, Fedj-M'Zala

MOREL Léopold

Ingénieur agronome. — Docteur en Droit
Capitaine d'Infanterie de réserve
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Médaille de la Reconnaissance Française. — Officier du Mérite Agricole
Ancien Délégué à l'Assemblée Algérienne de Philippeville, Stora, Collo
Conseiller Général. — Président de la Commission départementale de Constantine

Suppléants :

Docteur CANOVA Robert

Médecin-chef de l'hôpital de Mila. — Ancien Maire de Mila

GAHAM Abdelaziz

Oukil judiciaire
Conseiller Général. — Vice-Président de la Délégation spéciale de Jemmapes
Vice-Président du Comité des Parents d'élèves

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION : BATNA

4 Députés.

Liste union nouvelle République. — C.S.P.	**M. Ali Mallem** (U.N.R.).
	M. Dominique Renucci (E.A.S.).
	M. Brahim Sahnouni (E.A.S.).
	M. Noureddine Hassani (E.A.S.).

Liste Union nouvelle République. — C.S.P.

Citoyens, Citoyennes,

M[e] Mallem Ali qui se présente aujourd'hui à vous et sollicite vos suffrages pour le 30 novembre 1958 est un des vôtres.

Natif de Batna, fils des Hauts-Plateaux, il a appris à connaître et à aimer la France sur les bancs de l'école Cianfarani et à comprendre vos besoins en vous côtoyant tous les jours.

Ayant achevé ses études en métropole, lauréat de la Faculté de droit de Paris, il est revenu s'installer comme avocat parmi vous et depuis ne vous a jamais abandonnés. En 1946, seul devant une foule déchaînée, il a affronté les élections municipales, sous la bannière du général de Gaulle. En 1954, toujours seul, il a assuré au péril de sa vie, la défense de ceux que l'ignominie du système a jetés brusquement dans la rébellion. Le 13 mai 1958, malgré la menace et la contrainte, il a répondu Oui à la France.

Ses colistiers :

Le général de division Renucci Dominique-Marie. — Grand officier de la Légion d'honneur, natif de Lambèse — qui a donné le meilleur de lui-même pour que la France vive. Actuellement est le plus sûr garant de la politique que nous menons.

Sahnouni Brahim qui a pris ses responsabilités le 13 mai et qui n'a jamais désespéré de la France.

Hassani Nourredine a disposé de sa vie pour mener la lutte à nos côtés.

Notre programme politique a été largement exposé à Constantine par le général de Gaulle lui-même : de l'instruction et du travail pour tous, de la terre pous ceux qui en ont besoin. Un avenir politique débouchant sur l'égalité et sur la dignité.

Depuis le 13 mai, la politique du mépris et de l'humiliation est finie. Devant nous se dessine, grâce au travail admirable de l'armée, un futur plein d'espérance.

Nous savons que le système, qui livre aujourd'hui son dernier combat, se réclame lui aussi de général de Gaulle et du gaullisme. Mais tout le monde sait qu'il s'est réclamé également de Mayer, Mendès-France, Guy Mollet, Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, Pflimlin... et même de de Gaulle. Le système se proclame aujourd'hui défenseur de l'Algérie française, mais nous savons tous qu'il est prêt à tous les abandons. Il parle de l'avenir mais s'agrippe au passé, à ses préjugés et à ses avantages scandaleux.

Il n'ose même pas aller à la bataille sous son étiquette véritable et se cache derrière... « la Communauté ».

Nous, nous sommes pour le 13 mai, pour le renouveau et pour la France. Il n'est pas question pour nous d'abandonner quoi que ce soit ou de partir. C'est nous, qui avec l'armée, avons osé les premiers appeler le général de Gaulle.

Nous sommes des hommes propres, des hommes nouveaux qu'aucune compromission n'a souillés.

L'avenir s'ouvre devant nous, riche en possibilités ; le Sahara met à la disposition de notre politique, éminemment nationale, ses immenses richesses.

Est-ce le moment de céder ?

C'est avec les Algériens valables issus d'élections régulières que le général de Gaulle veut faire « le Reste ». Ce n'est pas avec les suppôts du système ou les déchets d'une Assemblée algérienne dont l'appétit a été à la mesure de la médiocrité. Ce n'est pas avec ceux qui ont varié, trahi, abandonné, que nous sauverons l'Algérie.

Ce n'est pas avec ceux qui n'ont rien appris, ni rien oublié que nous construirons l'avenir.

Citoyens, Citoyennes, du département des Aurès, vous êtes à l'heure du choix et de la décision, à vous de décider. Vous avez à opter : entre la France et le système, entre l'avenir et le passé, entre la paix et la guerre.

A bas les slogans qui nous ont fait du mal.

A bas le double jeu qui a failli perdre la France.

A bas l'intrigue et l'équivoque source de toutes les humiliations.

A bas le favoritisme et les passe-droits.

Nous ne sommes ni des Beni-Oui-Oui, ni des Bao-Daï, nous voulons une France forte pour que l'Algérie connaisse la paix et la prospérité !

Vive de Gaulle !
Vive l'Algérie française !
Vive la France !

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION : BONE

4 Députés.

Liste Fraternité. — Progrès. — Rénovation........................ **M. Pierre Portolano** (E.A.S.).
M. Abdallah Tebib (E.A.S.).
M. Abdelbaki Chibi (E.A.S.).
M. Mohamed Lakhdar Djouini (E.A.S.).

Liste Fraternité. — Progrès. — Rénovation.

Electrices et Electeurs,

Les principes directeurs de notre action sont ceux qu'a proclamés, le 13 mai et le 28 septembre 1958, la volonté populaire ;

Fraternité, Rénovation, Intégration, dans le but d'assurer la sauvegarde et le progrès de l'Algérie française !

I. — Fraternité

La Fraternité ne doit pas seulement être une formule sur les édifices publics, mais une réalité et un état d'esprit profonds.

Destinés à vivre pour toujours ensemble, nous devons nous considérer tous comme des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Du côté des Français de statut civil, cela implique la volonté d'aider les musulmans à accéder au niveau de vie et aux responsabilités du citoyen intégral.

Du côté des Français de statut local, cela implique des efforts de compréhension pour s'aider eux-mêmes à atteindre ces buts et à en profiter pleinement en conformité avec la vie moderne.

De ce point de vue, il faut, par exemple, que se poursuive progressivement l'émancipation de la femme musulmane.

II. — Rénovation et progrès.

La rénovation française partie d'Algérie doit consolider un nouveau régime pur, fort et respectueux des libertés de tous.

Pour cela, il faut que ce nouveau régime soit confié à des hommes probes, courageux et animés d'un esprit neuf, et qu'il assure un progrès social et politique, matériel et moral, sans lequel il n'y a pas de liberté véritable.

Nous travaillerons pour l'amélioration constante du sort de chacun, avec, comme premier but, la suppression des taudis, gourbis et bidonvilles, et ferons un effort spécial, dans tous les domaines, en faveur des travailleurs des villes et des fellahs et des petits agriculteurs. Nous lutterons pour défendre leurs droits.

Cet effort, en ce qui concerne notre région, s'attachera aussi à faire exploiter au maximum, les ressources naturelles du département de Bône, notamment quant à la réalisation du complexe industriel prévu.

Il visera, pour permettre le développement et la sécurité de l'Industrie et du Commerce, à obtenir une véritable réforme fiscale.

Nous ferons, également, en sorte d'assurer à la jeunesse qui monte, un avenir digne de la France, grâce à un programme complet de scolarisation et surtout d'enseignement pratique et professionnel, aussi bien agricole que technique.

Nous assurerons sa formation physique et morale, grâce au développement des organisations de jeunesse et des sports.

III. — Intégration.

Cette Fraternité, cette Rénovation et ce Progrès ne peuvent se réaliser que dans une seule civilisation, une seule organisation, une seule affection, celle de la France, à laquelle nous voulons être intégrés.

Le principe de l'Intégration a pour but de faire de la déclaration du chef du Gouvernement, selon laquelle nous sommes tous des citoyens à part entière, aussi bien que des mesures économiques décrétées par lui dans ce cadre, une réalité concrète nous assurant, quels que soient les aménagements nécessités par les problèmes particuliers à l'Algérie, une complète et loyale égalité avec nos compatriotes de la métropole, dans le respect de tous les cultes.

Tous réconciliés et unis dans la paix française très proche.

Vive l'Algérie française !
Vive la France éternelle !

PORTOLANO Pierre
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Avocat au Barreau de Bône. — Ancien Bâtonnier

TEBIB Abdallah ben Bouazza
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Chef de Bataillon en retraite
1er Vice-Président de la Délégation spéciale de Bône. — Membre de la Commission départementale

CHIBI Abdelbaki, dit Mosbah ben Ali
Secrétaire des Services civils
Président de la Délégation spéciale de la commune de Khedara
Diplômé de langue arabe de la Faculté des Lettres d'Alger

Nous sommes des hommes propres, des hommes nouveaux qu'aucune compromission n'a souillés.

L'avenir s'ouvre devant nous, riche en possibilités ; le Sahara met à la disposition de notre politique, éminemment nationale, ses immenses richesses.

Est-ce le moment de céder ?

C'est avec les Algériens valables issus d'élections régulières que le général de Gaulle veut faire « le Reste ». Ce n'est pas avec les suppôts du système ou les déchets d'une Assemblée algérienne dont l'appétit a été à la mesure de la médiocrité. Ce n'est pas avec ceux qui ont varié, trahi, abandonné, que nous sauverons l'Algérie.

Ce n'est pas avec ceux qui n'ont rien appris, ni rien oublié que nous construirons l'avenir.

Citoyens, Citoyennes, du département des Aurès, vous êtes à l'heure du choix et de la décision, à vous de décider. Vous avez à opter : entre la France et le système, entre l'avenir et le passé, entre la paix et la guerre.

A bas les slogans qui nous ont fait du mal.

A bas le double jeu qui a failli perdre la France.

A bas l'intrigue et l'équivoque source de toutes les humiliations.

A bas le favoritisme et les passe-droits.

Nous ne sommes ni des Beni-Oui-Oui, ni des Bao-Daï, nous voulons une France forte pour que l'Algérie connaisse la paix et la prospérité !

Vive de Gaulle !
Vive l'Algérie française !
Vive la France !

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION : BONE

4 Députés.

Liste Fraternité. — Progrès. — Rénovation .... **M. Pierre Portolano** (E.A.S.).
M. Abdallah Tebib (E.A.S.).
M. Abdelbaki Chibi (E.A.S.).
M. Mohamed Lakhdar Djouini (E.A.S.).

Liste Fraternité. — Progrès. — Rénovation.

Electrices et Electeurs,

Les principes directeurs de notre action sont ceux qu'a proclamés, le 13 mai et le 28 septembre 1958, la volonté populaire ;

Fraternité, Rénovation, Intégration, dans le but d'assurer la sauvegarde et le progrès de l'Algérie française !

I. — Fraternité

La Fraternité ne doit pas seulement être une formule sur les édifices publics, mais une réalité et un état d'esprit profonds.

Destinés à vivre pour toujours ensemble, nous devons nous considérer tous comme des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Du côté des Français de statut civil, cela implique la volonté d'aider les musulmans à accéder au niveau de vie et aux responsabilités du citoyen intégral.

Du côté des Français de statut local, cela implique des efforts de compréhension pour s'aider eux-mêmes à atteindre ces buts et à en profiter pleinement en conformité avec la vie moderne.

De ce point de vue, il faut, par exemple, que se poursuive progressivement l'émancipation de la femme musulmane.

II. — Rénovation et progrès.

La rénovation française partie d'Algérie doit consolider un nouveau régime pur, fort et respectueux des libertés de tous.

Pour cela, il faut que ce nouveau régime soit confié à des hommes probes, courageux et animés d'un esprit neuf, et qu'il assure un progrès social et politique, matériel et moral, sans lequel il n'y a pas de liberté véritable.

Nous travaillerons pour l'amélioration constante du sort de chacun, avec, comme premier but, la suppression des taudis, gourbis et bidonvilles, et ferons un effort spécial, dans tous les domaines, en faveur des travailleurs des villes et des fellahs et des petits agriculteurs. Nous lutterons pour défendre leurs droits.

Cet effort, en ce qui concerne notre région, s'attachera aussi à faire exploiter au maximum, les ressources naturelles du département de Bône, notamment quant à la réalisation du complexe industriel prévu.

Il visera, pour permettre le développement et la sécurité de l'Industrie et du Commerce, à obtenir une véritable réforme fiscale.

Nous ferons, également, en sorte d'assurer à la jeunesse qui monte, un avenir digne de la France, grâce à un programme complet de scolarisation et surtout d'enseignement pratique et professionnel, aussi bien agricole que technique.

Nous assurerons sa formation physique et morale, grâce au développement des organisations de jeunesse et des sports.

III. — Intégration.

Cette Fraternité, cette Rénovation et ce Progrès ne peuvent se réaliser que dans une seule civilisation, une seule organisation, une seule affection, celle de la France, à laquelle nous voulons être intégrés.

Le principe de l'Intégration a pour but de faire de la déclaration du chef du Gouvernement, selon laquelle nous sommes tous des citoyens à part entière, aussi bien que des mesures économiques décrétées par lui dans ce cadre, une réalité concrète nous assurant, quels que soient les aménagements nécessités par les problèmes particuliers à l'Algérie, une complète et loyale égalité avec nos compatriotes de la métropole, dans le respect de tous les cultes.

Tous réconciliés et unis dans la paix française très proche.

Vive l'Algérie française !
Vive la France éternelle !

PORTOLANO Pierre
Docteur en Droit. — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Avocat au Barreau de Bône. — Ancien Bâtonnier

TEBIB Abdallah ben Bouazza
Officier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre
Chef de Bataillon en retraite
1er Vice-Président de la Délégation spéciale de Bône. — Membre de la Commission départementale

CHIBI Abdelbaki, dit Mosbah ben Ali
Secrétaire des Services civils
Président de la Délégation spéciale de la commune de Khedara
Diplômé de langue arabe de la Faculté des Lettres d'Alger

DJOUINI Mohamed-Lakhdar ben Younès

Oukil Judiciaire à Tébessa

Diplômé d'études supérieures de la Médersa d'Alger et de langue arabe de la Faculté des lettres d'Alger

Diplômé Interprète Judiciaire de 2e classe

Suppléants :

GUEIRARD René

Chevalier de la Légion d'honneur

Avoué de 1re classe à Guelma

YAHI Hocine ben Keblouti

Conseiller technique pour les Affaires Musulmanes à la Sous-Préfecture de Souk-Ahras

---

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION : SETIF

4 Députés.

Liste de défense républicaine et d'action sociale.	**M. William Widenlocher** (S.).
	Mme Rebiha Kebtani (E. A. S.).
	M. Khelil Benhalla (E.A.S.).
	M. Ali Bendjelida (E.A.S.).

Profession de foi de la liste de Défense républicaine et d'Action sociale.

Appartenant à des religions, à des croyances, à des conceptions philosophiques et politiques différentes, nous sommes unis, sans tractations ni marchandages, pour une Algérie plus belle, pour une République meilleure, dans le seul intérêt d'une plus grande France.

Dans les jours les plus sombres, rien n'a jamais entamé notre croyance ni notre foi dans les destinées de notre patrie et dans l'homme qui en a actuellement la charge pour la deuxième fois.

Notre passé est garant de notre conduite future.

Connaissant toutes les difficultés qui attendent les futurs représentants de la Nation, sachant quelle qualité le corps électoral est en droit d'attendre d'eux, nous avons hésité avant de faire acte de candidature. Souhaitons que les autres candidats aient fait comme nous leur examen de conscience...

Du moins, ceux qui nous feront confiance, auront-ils la certitude qu'au service du pays nous mettrons toute notre honnêteté, notre ardeur et notre foi pour réaliser le programme suivant :

Politique intérieure.

Défense des libertés essentielles de la République qui se confondent avec toutes les libertés de l'individu : liberté d'expression, liberté de conscience, droit au travail et au bonheur.

Défense des conquêtes sociales au profit des ouvriers des villes et des campagnes sans ressources.

Développement de l'assistance médicale gratuite, des Centres sociaux, création d'hôpitaux.

Politique économique.

Contrôle des circuits de production et de consommation pour que les producteurs obtiennent une plus juste rémunération de leur travail.

Amélioration et mise en place de la Réforme Agraire, équipement rural, électrification, aménagement des routes, de pistes et de points d'eau.

Développement de l'Enseignement rural.

Accroissement du revenu agricole par une politique de prix garantis.

Industrialisation de l'Algérie permettant l'exploitation des immenses ressources minières et pétrolières.

Développement de l'Artisanat, construction de logements et de cités pour toutes les classes de la population.

Suppression des bidonvilles.

Politique scolaire.

Scolarisation de tous les enfants, création de centres professionnels et techniques, d'artisanat pour les filles. Enseignement de la langue arabe.

Problème algérien.

Pour nous l'avenir de l'Algérie est conditionné par la solution impérieuse et urgente du problème économique et social.

Nous considérons qu'aucune discussion ne peut être admise sur les liens indissolubles et définitifs qui unissent l'Algérie à la France. Notre position sur ce point s'est maintes fois affirmée et le référendum a prouvé au monde la réalité de ces liens.

Sous les plis du drapeau tricolore que tant de musulmans ont défendu en sacrifiant leur vie, nous entendons faire triompher notre idéal de Liberté, d'Egalité et de Fraternité humaine.

Nous voulons faire évoluer l'Algérie vers un destin meilleur en lui conservant sa personnalité et ses particularités dans la mesure où elles correspondent au désir de la majorité.

Liberté pour chacun dans le domaine des croyances, des religions, des coutumes.

Egalité des races en droits et en devoirs avec comme seul critère la valeur personnelle de l'individu.

Cette égalité, nous la voulons non seulement entre les différentes communautés, mais encore à l'intérieur de chacune d'elles.

Nous pensons qu'il est temps que la femme musulmane prenne sa place dans l'Algérie nouvelle au milieu de toutes les autres dans la pleine égalité de ses droits et c'est parce que notre volonté ne fléchira pas sur ce point que nous avons demandé à l'une d'elles de se joindre à nous.

Nos électeurs apprécieront à sa juste valeur le courage et la foi dont notre colistière a fait preuve en se présentant à leurs suffrages et nous sommes fiers de l'avoir à nos côtés.

Fraternité entre tous les habitants de ce pays dont chacun doit admettre et respecter la dignité de l'autre sans distinctions ni restrictions.

Un salaire dans chaque foyer,
Une maison pour chaque famille.
Des écoles pour vos enfants.
Du travail pour tous.
Et nous ferons reculer chaque jour davantage, le spectre de la misère.

Trop de sang a déjà coulé dans les rues de nos villes et de nos villages, dans nos champs et nos montagnes.

« Pourquoi tuer ? Il faut faire vivre »
« Pourquoi détruire ? Il faut construire »
« Pourquoi haïr ? Il s'agit de coopérer »

Assez de tueries inutiles.
Assez de crimes et de larmes.
« Il faut cesser ces combats absurdes. »

Alors naîtra l'espérance et, dans la paix retrouvée nous construirons notre Algérie nouvelle.

Et nous ferons avec vous,
« de la Nation enfin réconciliée avec elle-même, une parcelle d'humanité. »

Me WIDENLOCHER William

Mme KEBTANI Rebiha

M. BENHALLA Khelil

Me BENJELIDA Ali

Suppléants :

M. KEBTANI Abdelkader

M. BERNARD Claude
Docteur vétérinaire

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION : BOUGIE

4 Députés.

Liste d'organisation des Comités de salut public.................................... **M. Maurice Molinet** (E.A.S.).
M. Ahmed Boutalbi (E.A.S.).
M. Mohamed Ihaddaden (E.A.S.).
M. Hafid Maloum (E.A.S.).

Profession de foi de la liste de l'organisation des Comités de salut public.

Electrices et Electeurs,

Le mouvement de salut public déclenché par la volonté populaire le 13 mai 1958, à Alger, exprimant l'Union indéfectible de l'armée et de la Nation, a mis fin à la politique d'abandon de gouvernements qui doutaient du destin de la France.

Il a aidé à la mise en place d'un Gouvernement présidé par le général de Gaulle qui s'est chargé de donner une nouvelle Constitution au pays, Constitution qui est devenue celle de la Ve République, depuis le succès massif du référendum du 28 septembre 1958.

La consultation électorale du 30 novembre 1958 va donner à la IVe République ses premiers représentants. Les institutions ne valent que par ceux qui sont chargés de les appliquer. Aussi, après la victoire du référendum, faut-il remporter celle des élections.

Les comités de salut public ont décidé de participer à la compétition électorale pour présenter partout en Algérie, des candidats n'appartenant à aucun parti politique et dont la mission principale sera de faire prévaloir l'idéal du 13 mai .

Intégration de l'Algérie et du Sahara. — Rénovation nationale.

Pour y parvenir il faudra appliquer le programme que le Général de Gaulle a tracé dans son discours de Constantine.

Il faudra accélérer l'industrialisation de l'Algérie et, en particulier, de la vallée de la Soummam pour permettre le plein emploi de la main-d'œuvre locale et un mieux-être des populations.

Il faudra favoriser le programme d'accession à la propriété des petits agriculteurs et développer le plan d'amélioration des terres par l'emploi des techniques modernes.

Il faudra régler le problème de l'habitat.

Il faudra accélérer la scolarisation et la formation professionnelle dans le cadre du plus pur civisme.

Il faudra favoriser l'émancipation de la femme musulmane.

Ce programme, essentiellement algérien, ne saurait faire oublier les grands problèmes que la France a à régler et qui seront réglés.

Sur le plan économique

En permettant à l'industrie de soutenir victorieusement la compétition créée par le Marché commun et en conservant l'indépendance nationale dans le domaine énergétique par l'exploitation des pétroles du Sahara.

Sur le plan de la Communauté

En aidant les peuples africains qui nous font confiance.

Sur le plan international

En assurant à la France, dans l'Europe et dans le monde, la place prépondérante à laquelle l'importance de la Communauté qu'elle dirige lui donne droit.

C'est le programme que les quatre candidats de l'organisation des comités de salut public de Bougie s'engagent à soutenir si vous leur accordez votre confiance, et vous la leur accorderez.

Vive la République !
Vive l'Algérie française !
Vive la France !

MOLINET Maurice
Avoué
Chef de Bataillon de réserve. — Ancien Combattant. — Croix de Guerre 1939-1945

BOUTALBI Ahmed
Agriculteur

IHADDADEN Mohamed el Foudhil
Agent des Contributions

MALOUM Hafid
Avocat

Remplaçants :

BACHELOT Yves
Avoué

SIBOUS Ali
Secrétaire Interprète

DÉPARTEMENTS DES OASIS
ET DE LA SAOURA

L'élection des Députés des Départements des Oasis et de la Saoura ont eu lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour en vertu de l'ordonnance n° 58-965 du 16 octobre 1958.

(Cette élection est intervenue le 30 novembre 1958.)

DÉPARTEMENT DES OASIS

3 Députés.

Liste d'union et de défense des intérêts des départements sahariens........	**M. Al Sid Cheikh Boubakeur** (E.A.S.).
	M. Marcel Deviq (E.A.S.).
	M. Mohamed Boudi (E.A.S.).

Liste d'union et de défense des intérêts des départements sahariens.

Chers électeurs,

De tous les points du département des Oasis, des notabilités, des guides spirituels, des chefs traditionnels, des présidents de djemaas et de nombreux amis, citadins et nomades, riches et prolétaires, nous ont demandé — non sans insistance — de nous présenter à la compétition actuelle pour représenter notre département à l'Assemblée Nationale.

Une telle représentation comporte, à nos yeux, la défense de votre idéal et celle de vos intérêts bien compris.

Malgré nos multiples occupations et les distances qui nous séparent, nous croyons de notre devoir de répondre affirmativement à votre appel. Nous avons décidé de nous unir et de conjuguer nos efforts pour accomplir la mission dont vous voulez nous charger et dont les grandes lignes ont été précisées par vous depuis plus de six mois soit au cours de nos contacts directs, soit par la volumineuse correspondance reçue de vous.

Vous nous connaissez, vous connaissez notre indépendance, vous connaissez notre dévouement et notre attachement au Sahara, puisque nous sommes natifs du Sahara. Nous affirmons que notre loyauté et notre fermeté pour faire entendre vos doléances et défendre votre cause seront à la hauteur de l'amitié et de la confiance que vous nous avez toujours témoignées.

A ceux qui nous connaissent peu, nous avons le devoir de préciser le cadre de notre action et les points essentiels du programme qu'au nom des Sahariens nous avons l'ambition de défendre au Parlement :

— L'union de toutes les communautés sahariennes sans aucune distinction de race, de religion ou de condition sociale. Cette union, génératrice de progrès et d'essor économique, social et politique, est plus que jamais nécessaire à un moment où tant de dangers pèsent sur notre avenir.

— La paix des esprits et l'accélération du retour à l'ordre dans la réconciliation, la compréhension et la fraternité des cœurs et des esprits.

— La solidarité des Sahariens sur tous les plans de la vie. Divisés, nous serions toujours faibles et victimes d'illusions. Unis et solitaires, nous resterons forts et vaincrons toutes les difficultés.

— L'évolution du Sahara devenu un vaste chantier prometteur au point de vue économique et social. Une telle évolution suppose un progrès technique et intellectuel inséparable du respect total des traditions sahariennes et de la permanence des valeurs spirituelles. Dans l'état présent de notre niveau culturel et social, nous pensons que

toute modification du statut personnel musulman serait à la fois inopportune et prématurée. Aussi défendrons-nous son maintien dans l'état actuel de notre évolution.

Avec vous, nous demeurons convaincus que l'intégration, conçue en dehors de toute doctrine ou parti politique, du Sahara et de l'Algérie à la France dans l'intérêt commun de la France et du Sahara français est la seule voie et le seul moyen de réaliser ce programme. Cette intégration qui inspire des inquiétudes aux uns, des doutes aux autres, nous en faisons un idéal politique que nous aurons le devoir et l'honneur de soutenir avec l'aide de Dieu, en votre nom, en toutes circonstances et contre n'importe qui.

Notre devoir étant ainsi tracé, nous faisons appel à vos suffrages unanimes pour nous soutenir dans notre action par un vote massif.

AL SID CHEIKH Hamza, DEVIQ Marcel, BOUDI Mohammed

BOUSSAID Laid, ZOUBEIDI Lamine, BALALLOU Aissa

DÉPARTEMENT DE LA SAOURA

1 Député.

M. PIGEOT.
(E.A.S.)

Pour le développement de l'Ouest saharien.

Le département de la Saoura devrait être prospère. Et pourtant, bien que sa population soit énergique et courageuse, bien qu'il dispose de ressources nombreuses, malgré l'effort accompli par les entreprises publiques et privées, il y a beaucoup à faire encore pour que tous les Sahariens accèdent à une condition meilleure. Aussi mon objectif sera-t-il, si je représente le département à l'Assemblée Nationale, d'obtenir que le développement de l'Ouest saharien soit accéléré.

Je pourrai parler en votre nom, habitants du département de la Saoura, car je connais votre pays et je vous connais. J'ai vécu parmi vous de 1921 à 1928, de 1932 à 1934, de 1953 à 1956 et je suis encore revenu l'an dernier étudier les conditions de vie des populations du Guir.

Véritable Saharien

Je veux comme vous que le Sahara reste aux Sahariens et que ceux-ci, quelle que soit leur origine ou leur religion, vivent en paix et dans la concorde et soient tous traités avec la même justice et la même humanité.

Si je suis votre élu, je reviendrai souvent parmi vous et j'y séjournerai longuement. Pour mieux maintenir ce contact je compte sur mon remplaçant éventuel : le docteur Ouarani ; par l'intermédiaire de cet homme qui se dévoue entièrement au bien de tous je serai toujours proche de vous et je connaîtrai de façon continue vos besoins et vos aspirations.

Je suis sûr d'être entendu à Paris car, depuis 1956 je n'ai pas cessé de travailler avec les organismes qui traitent des problèmes du Sahara : B. I. A., O. C. R. S., Ministère du Sahara, et mes avis ont été souvent sollicités et écoutés.

Mon premier but sera que le département de la Saoura devienne, aussitôt que possible, un véritable département disposant sur place, comme chaque département français, de tous les organismes administratifs et judiciaires, de tous les services publics et de toutes les directions techniques nécessaires.

En liaison étroite avec les représentants que vous élirez bientôt aux Conseils municipaux et au Conseil général, j'obtiendrai ce que vous demandez : de l'instruction pour la jeunesse, une formation professionnelle poussée, du travail pour tous, un service de santé encore amélioré, de l'eau pour les cultivateurs des oasis et pour les pasteurs, l'exploitation de toutes nos ressources minérales, des communications plus nombreuses et plus aisées, en particulier, notre piste transaharienne n° 2 doit devenir une route. Il faut aussi que dans nos agglomérations et surtout à Colomb-Béchar, chacun puisse trouver un habitat décent à un prix raisonnable.

L'Ouest saharien ne doit plus être négligé comme il l'a été si longtemps : le département de la Saoura doit prospérer.

Général PIGEOT
(du cadre de réserve)

toute modification du statut personnel musulman serait à la fois inopportune et prématurée. Aussi défendrons-nous son maintien dans l'état actuel de notre évolution.

Avec vous, nous demeurons convaincus que l'intégration, conçue en dehors de toute doctrine ou parti politique, du Sahara et de l'Algérie à la France dans l'intérêt commun de la France et du Sahara français est la seule voie et le seul moyen de réaliser ce programme. Cette intégration qui inspire des inquiétudes aux uns, des doutes aux autres, nous en faisons un idéal politique que nous aurons le devoir et l'honneur de soutenir avec l'aide de Dieu, en votre nom, en toutes circonstances et contre n'importe qui.

Notre devoir étant ainsi tracé, nous faisons appel à vos suffrages unanimes pour nous soutenir dans notre action par un vote massif.

AL SID CHEIKH Hamza, DEVIQ Marcel, BOUDI Mohammed

BOUSSAID Laid, ZOUBEIDI Lamine, BALALLOU Aissa

DÉPARTEMENT DE LA SAOURA

1 Député.

M. PIGEOT.
(E.A.S.)

Pour le développement de l'Ouest saharien.

Le département de la Saoura devrait être prospère. Et pourtant, bien que sa population soit énergique et courageuse, bien qu'il dispose de ressources nombreuses, malgré l'effort accompli par les entreprises publiques et privées, il y a beaucoup à faire encore pour que tous les Sahariens accèdent à une condition meilleure. Aussi mon objectif sera-t-il, si je représente le département à l'Assemblée Nationale, d'obtenir que le développement de l'Ouest saharien soit accéléré.

Je pourrai parler en votre nom, habitants du département de la Saoura, car je connais votre pays et je vous connais. J'ai vécu parmi vous de 1921 à 1928, de 1932 à 1934, de 1953 à 1956 et je suis encore revenu l'an dernier étudier les conditions de vie des populations du Guir.

Véritable Saharien

Je veux comme vous que le Sahara reste aux Sahariens et que ceux-ci, quelle que soit leur origine ou leur religion, vivent en paix et dans la concorde et soient tous traités avec la même justice et la même humanité.

Si je suis votre élu, je reviendrai souvent parmi vous et j'y séjournerai longuement. Pour mieux maintenir ce contact je compte sur mon remplaçant éventuel : le docteur Ouarani ; par l'intermédiaire de cet homme qui se dévoue entièrement au bien de tous je serai toujours proche de vous et je connaîtrai de façon continue vos besoins et vos aspirations.

Je suis sûr d'être entendu à Paris car, depuis 1956 je n'ai pas cessé de travailler avec les organismes qui traitent des problèmes du Sahara : B. I. A., O. C. R. S., Ministère du Sahara, et mes avis ont été souvent sollicités et écoutés.

Mon premier but sera que le département de la Saoura devienne, aussitôt que possible, un véritable département disposant sur place, comme chaque département français, de tous les organismes administratifs et judiciaires, de tous les services publics et de toutes les directions techniques nécessaires.

En liaison étroite avec les représentants que vous élirez bientôt aux Conseils municipaux et au Conseil général, j'obtiendrai ce que vous demandez : de l'instruction pour la jeunesse, une formation professionnelle poussée, du travail pour tous, un service de santé encore amélioré, de l'eau pour les cultivateurs des oasis et pour les pasteurs, l'exploitation de toutes nos ressources minérales, des communications plus nombreuses et plus aisées, en particulier, notre piste transaharienne n° 2 doit devenir une route. Il faut aussi que dans nos agglomérations et surtout à Colomb-Béchar, chacun puisse trouver un habitat décent à un prix raisonnable.

L'Ouest saharien ne doit plus être négligé comme il l'a été si longtemps : le département de la Saoura doit prospérer.

Général PIGEOT
(du cadre de réserve)

DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

GUADELOUPE [1]

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Medard ALBRAND
élu le 30 novembre 1958
(U.N.R.)

Message aux Electrices et Electeurs de la 1re Circonscription.

Dans la déclaration que j'ai publiée au lendemain du Congrès de Sainte-Anne, j'ai dit quels puissants liens affectifs m'attachaient à la première circonscription électorale de la Guadeloupe.

C'est là, en effet que se trouve la commune qui m'a vu naître.

C'est là que se trouvent Anse-Bertrand et Port-Louis que j'ai représentés pendant plus de dix ans à la première Assemblée du pays, aux côtés de mon collègue Balin et de feu Barfleur. C'est là que se trouve le Moule, la ville martyre qui hahane sous la botte rouge des anti-français.

C'est là que se trouvent Gosier et Sainte-Anne dont les manifestations politiques et sociales ne m'ont jamais laissé indifférent depuis plusieurs lustres. C'est aussi là que se trouve Saint-François où j'ai milité jadis aux côtés de Macal, Duverger, Houllier. C'est là que se trouve Désirade dont le désolant isolement requiert une attention soutenue en vue d'une action bienfaisante.

C'est là enfin que se trouve la principale ville de notre département dont j'ai dit avec quelle fierté je me verrais confier la défense de ses intérêts auprès des pouvoirs publics.

Si l'on veut bien considérer, au surplus, que j'ai passé vingt-trois de mes jeunes années dans cette capitale intellectuelle et commerciale qu'est pour nous Pointe-à-Pitre, on comprendra facilement que je n'aie pas hésité à répondre présent à l'appel de mes amis.

Je dois d'ailleurs dire que les nombreuses marques de sympathie qui, au fil des jours, me sont données de vive voix ou me parviennent par lettre sont une haute attestation du bienveillant accueil que ma candidature a rencontré auprès du public.

Tout comme en métropole, dans notre Guadeloupe de cette fin de 1958 se lève un vent nouveau annonciateur de la tempête qui balaiera les communistes, ces vils agents de l'étranger dont la propagande perfide a fait tant de mal à la France et à la Guadeloupe.

Nous sommes à l'aurore d'une politique nouvelle dont notre jeunesse recueillera tout le fruit ; nos compatriotes doivent l'aborder avec la volonté arrêtée d'en extraire tout le contenu bénéfique pour un meilleur devenir de notre pays.

Qui que nous soyons, l'intérêt collectif nous commande de saisir la chance inespérée que nous offrent les événements présents d'amorcer cette politique de rapprochement des cœurs, de réconciliation des esprits, par la suppression des barrières

---

(1) Aucun des trois députés élus n'a rédigé de profession de foi à l'occasion du deuxième tour de scrutin qui s'est déroulé le 30 novembre 1958 (Déclaration de M. le Préfet de la Guadeloupe à M. le Secrétaire général de l'Assemblée Nationale en date du 8 juillet 1959).

qu'une idéologie de haine et de subversion avait élevées entre les différentes fractions de la population.

La première circonscription a une économie bien déterminée : le sucre, le rhum, le haut négoce, et des aspirations sociales dont la légitimité ne saurait être contestée par personne.

Son représentant auprès des pouvoirs publics de demain doit défendre avec ardeur toute mesure législative tendant à obtenir un prix rémunérateur aussi bien pour la tonne de cannes que pour le quintal de sucre, et rechercher toute formule capable d'assurer une coopération loyale entre patrons et ouvriers, afin d'éviter ces grèves endémiques qui paralysent l'essor général du pays, sèment la misère dans les foyers.

Il doit aussi avoir une sollicitude particulière pour les classes moyennes auxquelles on ne pense pas assez et qui forment l'armature la plus solide de toute société organisée parce que composées de petits commerçants, de petits artisans, de petits fonctionnaires ou employés aux traditions de civisme, d'économie domestique, de pratiques religieuses, de vertus familiales, bien établies.

A cet égard le souci majeur de ce représentant devra consister à faire jouer l'article 73 de la Constitution pour obtenir un rajustement de la fiscalité excessive qui est actuellement appliquée à la Guadeloupe.

Un effort sérieux ayant été amorcé dans le domaine de l'amélioration de l'habitat, il devra, en accord avec ses collègues tout mettre en œuvre pour le continuer, en poussant à l'intensification de la construction des logements à prix modérés ; soit par la SIG, soit par tout autre organisme, à ce habilité.

D'une manière générale, et tenant compte des impératifs d'évolution que la IV[e] République porte en gestation, il devra provoquer ou saisir toute occasion de travailler à la prospérité de la circonscription, au bonheur et à la tranquillité de ses habitants.

Telles sont, Electrices, Electeurs, les tâches essentielles qui solliciteront votre représentant, et auxquelles, en plein accord avec mon suppléant éventuel, le docteur Bourgarel, je prends par avance l'engagement de me consacrer, si vous me faites l'honneur de m'élire le 23 novembre prochain.

Vive la V[e] République !
Vive la France !
Vive la Guadeloupe !

M. ALBRAND
Ancien Combattant
Conseiller Général. — Maire de Petit-Canal
Officier de la Légion d'Honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Pierre MONNERVILLE

(Candidat du groupe des élus Socialistes S.F.I.O. de gauche)

élu le 30 novembre 1958

(S.)

Groupe des élus socialistes S.F.I.O. de gauche.

Aux Electeurs et aux Electrices
de la deuxième Circonscription de la Guadeloupe.

Citoyens, Citoyennes,

Ls 23 et éventuellement le 30 novembre, vous irez aux urnes pour désigner un des trois représentants de la Guadeloupe à l'Assemblée Nationale.

Le Gouvernement a divisé la Guadeloupe en trois circonscriptions électorales, qui qui doivent chacune élire un député.

La deuxième circonscription comprend 10 communes, à savoir : Abymes, Morne-à-l'Eau, Sainte-Rose, Lamentin, Baie-Mahault, Petit-Bourg, Goyave, Capesterre (Gpe), Terre-de-Haut et Terre-de-Bas.

Pour cette deuxième circonscription, le groupe des élus Socialistes S.F.I.O. de gauche a fait son choix pour son candidat de Pierre Monnerville, député sortant, Maire et Conseiller général de Morne-à-l'Eau, qui n'a pas démérité et qui bien au contraire a œuvré avec efficience, avec les autres parlementaires de gauche, au cours de la brève législature de deux ans qui a été la sienne.

Et comme la nouvelle loi électorale prévoit la désignation d'un remplaçant du candidat, les S. F. I. O. de gauche ont fait choix d'Omer Ninine, Maire et Conseiller général de Petit-Bourg, comme remplaçant éventuel de Pierre Monnerville.

Les candidats de la gauche socialiste S.F.I.O. s'engagent à lutter pour l'élévation du niveau de vie de la population guadeloupéenne, pour l'amélioration des salaires, du prix de la tonne de canne ; ils soutiendront sans réserve toutes les revendications des travailleurs, des artisans, des petits commerçants et de la classe moyenne, écrasée par une fiscalité abusive. Ils défendront toutes les lois d'aide sociale et œuvreront à les améliorer.

Les candidats de la gauche socialiste S.F.I.O. entendent réaliser une politique pour parvenir à l'équipement de la Guadeloupe, par la création de routes et de chemins ruraux, par des adductions d'eau dans toutes les communes, par l'amélioration de l'habitat, par la construction d'écoles d'apprentissage et de locaux scolaires.

Ils entendent poursuivre à la Guadeloupe en tous les domaines une politique constructive de gauche, pour le plus grand profit des classes laborieuses de notre pays.

Ils veulent pratiquer la plus large union avec toutes les forces républicaines et de progrès social pour faire de notre pays un véritable département français, où les lois de la France ne seront plus foulées aux pieds par les hommes de la pire réaction colonialiste et capitaliste.

En avant pour le triomphe du socialisme S.F.I.O. de gauche le seul digne du socialisme de Jean Jaurès et de Léon Blum.

Vive la classe ouvrière et paysane unie !

Le 23 novembre, votez à gauche, votez socialiste, votez :

PIERRE MONNERVILLE

Suppléant :

OMER NININE

Pour le Comité des Socialistes S.F.I.O. de gauche :

Lucien Bernier, Sénateur de la Guadeloupe, Maire et Conseiller général de Saint-François ;

Henri Rinaldo, Président du Conseil général de la Guadeloupe ;
Childéric Trinqueur, Maire et Conseiller général de Baie-Mahault ;
Virgile Chathuant, Maire de Sainte-Rose ;
Anatole Eulalie, Maire et Conseiller général de la Désirade ;
Hugues Siméon, Maire et Conseiller général de Trois-Rivières ;
René-Paul Julan, Conseiller général de Morne-à-l'Eau ;
Raoul Sorèze, Maire-adjoint de Pointe-à-Pitre ;
David Jean-Batiste, Maire-adjoint de Pointe-à-Pitre.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Gaston FEUILLARD

(Candidat Indépendant d'Action Sociale)

élu le 30 novembre 1958

(I.P.A.S.)

Electrices, Electeurs,

— de la région Trois-Rivières à Deshaies,
— de la grande dépendance : Marie-Galante,
— des dépendances du nord : Saint-Martin, Saint-Barthélemy.

Notre but, celui que nous nous proposons de réaliser en accord avec vous, par des contacts directs, étroits, fréquents, loyaux, confiants, est une Guadeloupe prospère dans une France rénovée.

La poursuite de ce but qui peut être atteint par l'union des bonnes volontés dans un effort commun et persévérant de tous, implique, dans le cadre de la Constitution de la Vᵉ République et de son article 73, la recherche de solutions aux problèmes qui se posent à nous, dont les principaux sont :

L'égalité complète des droits sans distinction d'origine, ni de race.

L'aménagement de la fiscalité.

Une plus large politique de crédits.

L'aide à notre agriculture. (Crédit agricole. Prorogation et même abandon des prêts cyclone.)

La protection de nos produits, base de notre économie (notamment : banane, café, cacao, vanilles, canne à sucre).

La diversification de nos productions — La mise en valeur des terres non cultivées.

Des primes plus substantielles aux cultures vivrières.

L'investissement obligatoire d'une partie des bénéfices, réalisés dans les entreprises industrielles, à des œuvres d'utilité publique.

L'application intégrale de la Sécurité sociale, du Code de la Famille et de l'Aide sociale, de la loi du 22 août 1946 sur les allocations familiales, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

La création d'industries nouvelles — L'exploitation de nos richesses thermales.

La solution des problèmes démocratiques de l'habitat urbain et rural, de l'avenir des fermes.

La scolarisation de tous les enfants d'âge scolaire. — La création d'écoles professionnelles, d'œuvres post-scolaires de cours complémentaires indispensables aux dépendances du nord en raison de leur situation particulière, de maternités, de crèches.

La solution aux questions de l'hygiène et de la santé publique.

L'extension et l'aménagement, plus souple, de la législation sur les coopératives de crédits pour les marins-pêcheurs — L'aide à l'artisanat — Les concessions forestières.

La réfection des routes — La création de voies de pénétration dans nos campagnes.

L'adduction en eau potable de nos villes et bourgs — Leur électrification.

Des salaires plus justes pour tous.

La desserte, plus générale et efficace, de nos Dépendances par voies maritimes et aériennes.

Dans le domaine plus spécial de la famille et la jeunesse nous devons envisager les mesures à prendre pour obtenir :

Une législation assurant aux jeunes les conditions favorables à leur épanouisse-

ment, aussi bien sur le plan matériel que dans un climat de santé morale — la prolongation de la scolarité assortie d'un programme de recrutement, de formation et de rémunération du personnel enseignant, et d'un programme de constructions scolaires — l'orientation scolaire et professionnelle au service des familles et adaptée aux transformations des techniques de production — l'adaptation de la formation professionnelle à l'évolution des techniques et aux besoins de l'expansion régionale afin d'assurer à la jeune génération le maximum de débouchés — la construction de foyers de jeunes travailleurs.

Il faut en effet donner à la génération qui monte une instruction et une éducation à la mesure du monde qui doit se bâtir avec elle.

Nous persistons, d'autre part, à soutenir que notre Guadeloupe, comme certains autres départements français, doit être classée « zone critique » et, à ce titre, bénéficier d'avantages particuliers et substantiels.

Du reste, nous avons déjà entrepris l'étude de cette importante question.

Conscients de ces tâches immenses, enrichis d'une expérience acquise par une participation active à la gestion des affaires publiques, et encouragés par les heureux résultats que nos conceptions et nos efforts comme conseillers généraux nous ont permis d'obtenir dans de nombreux domaines intéressant la vie et l'essor de notre département plaçant l'intérêt général au premier plan de nos préoccupations, estimant, par ailleurs, que nous sommes en mesure d'apporter une appréciable contribution à l'œuvre commune, nous pensions, ainsi, être fondés à solliciter votre confiance et vos suffrages le 23 novembre 1958.

Associant dans une fraternelle affection, les populations de la circonscription électorale de Basse-Terre, dont nous connaissons pleinement les besoins, nous les assurons de notre attachement et notre entier dévouement.

Et, nous plaçant au-dessus des partis, nous conjuguerons nos efforts à l'action de ceux qui veulent maintenir l'unité française, par la défense de nos libertés et la sauvegarde de l'indépendance nationale.

FEUILLARD Gaston

Avocat à la Cour

Conseiller Municipal de Basse-Terre. — Conseiller Général de Basse-Terre

Remplaçant éventuel :

PAGESY Pierre

Agriculteur

Maire de Pointe-Noire. — Conseiller Général de Pointe-Noire

Indépendant d'Action Sociale

GUYANE

M. Justin CATAYÉE

(Candidat du Parti Socialiste Guyanais)

élu le 30 novembre 1958

(I.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste Guyanais.

Le Parti Socialiste Guyanais m'a fait l'honneur de me désigner pour le représenter aux élections législatives du 23 novembre prochain. Tout le monde connaît les activités du P. S. G. et les immenses services qu'il a rendus à la Guyane tout entière.

Se souvient-on encore que durant la période de revision constitutionnelle, tous les hommes politiques valables de ce territoire s'étaient groupés autour de moi pour faire prévaloir une politique nouvelle impliquant la réalisation à brève échéance d'une infrastructure solide, de mesures garantissant la sécurité et la continuité des entreprises ainsi que des dispositions protégeant les travailleurs et leur famille.

En cette période de revision constitutionnelle, au moment où il fallait défendre les intérêts généraux de la Guyane, tout le monde reconnaissait que seul Justin Catayée était à la hauteur des circonstances. Aujourd'hui il est normal que je puisse continuer la tâche de rénovation économique et sociale de notre Guyane.

La méthode que j'ai utilisée jusqu'ici est le travail en commun avec tous les éléments des différentes couches de la population, mettant à profit l'expérience des uns et des autres. Si demain je suis élu député de la Guyane, après chaque session parlementaire je viendrai en Guyane, où je ferai, dans chaque commune, chaque localité, des réunions de tous les citoyens pour discuter des problèmes guyanais qui devront être tranchés par le Parlement ou le Gouvernement ; c'est sur la base d'une synthèse des propositions faites que je travaillerai les questions.

J'envisage de faire accepter des plans à longue échéance (dix ans), comprenant la réalisation par priorité des liaisons (routes, voie ferrée, ports, aérodromes), des travaux d'urbanisme capables de placer notre pays au niveau des autres contrées dans un temps acceptable ; l'organisation rationnelle de l'agriculture et de l'élevage ; les travailleurs de la terre doivent pouvoir vivre décemment du fruit de leur labeur.

Notre grande tâche sera dans le domaine social, où je m'efforcerai de faire créer dès que possible les conditions de stabilité de la famille guyanaise et d'assurer la protection effective de l'enfant ; il faut que le droit au travail des ouvriers soit définitivement reconnu et que des primes à la natalité soient accordées, notre Guyane ayant besoin de beaucoup de monde.

L'activité syndicale doit trouver son plein épanouissement en Guyane française ; les conventions collectives doivent être signées partout où elles peuvent être légalement envisagées. L'action que j'entends mener devra avoir pour conséquence première de permettre à l'ouvrier de lever la tête en pleine connaissance de ses droits comme de ses devoirs.

Les deux autres candidats qui se présentent contre moi ont occupé chacun, pendant sept ans, des postes très importants en Guyane : tout le monde sait qu'ils n'ont obtenu le moindre résultat valable pour notre Guyane, c'est la raison pour laquelle, puisqu'il est généralement reconnu que j'ai pu, sans mandat électif aucun, modifier la marche des choses dans notre pays, je sollicite, au nom de mon parti, et surtout au nom de toutes ces mères de famille auxquelles nous avons redonné l'espérance, votre confiance ; je demande donc de voter :

JUSTIN CATAYEE

Il ne me parait pas utile de présenter mon remplaçant, mon ami d'enfance Léopold Héder, ancien instituteur public, ancien Attaché de préfecture et actuellement Econome de l'Hôpital Jean-Martial de Cayenne. La sympathie dont il jouit dans tous les milieux apporte une caution considérable à l'action que nous menons et garantit notre inébranlable volonté de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre gigantesque de rénovation économique et sociale que nous avons commencée.

Après avoir admiré l'action du Parti Socialiste Guyanais qui m'a désigné à l'unanimité, la population guyanaise tout entière doit montrer à la France et au monde qu'elle est décidée à marcher dans la nouvelle voie.

Tous vous voterez le 23 novembre pour : Justin Catayée et Léopold Héder pour qu'il n'y ait qu'un seul tour afin d'arrêter définitivement la route à l'aventure.

En votant Justin Catayée (bulletin vert) vous voterez pour que la Guyane nouvelle devienne une réalité.

JUSTIN CATAYEE

Licencié ès Sciences d'Enseignement de Mathématiques
Certifié d'Etudes Supérieures d'Astronomie Approfondie
Professeur titulaire au Lycée Félix Eboué
Ancien Combattant des Forces Françaises Libres. — Médaillé Militaire pour faits de guerre
Croix de Guerre avec étoiles de Bronze, d'Argent et de Vermeil
Secrétaire Général du Parti Socialiste Guyanais

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste Guyanais.

Electrices, Electeurs,

Dimanche dernier, une majorité assez substantielle s'est prononcée en faveur de ma candidature ; le programme que j'ai eu l'honneur de vous soumettre a par conséquent reçu l'adhésion d'une très importante fraction de la population vivant sur le sol de notre malheureuse Guyane.

Mes adversaires ne pourront en aucun cas rattrapper la différence de voix qui nous sépare. Vous savez qu'un Député doit être le plus représentatif possible, cela est caractérisé par le nombre de suffrages qui lui seront accordés ; vous, amis qui avez cru devoir répondre à des amitiés particulières, je vous demande d'en tenir compte et de penser à l'intérêt supérieur de la Guyane en me faisant l'honneur de m'accorder votre voix.

Nul n'ignore que même nos adversaires politiques ont eu l'occasion de manifester leur admiration devant le travail que j'ai réalisé en collaboration avec mes camarades du Parti Socialiste Guyanais. J'ai été, il y a à peine deux mois, le symbole de l'union de tous les Guyanais pour la réalisation d'une œuvre grandiose en faveur de notre territoire. J'ai toujours manifesté au plus haut point ce désir de travail en commun avec tous ceux qui veulent véritablement apporter leur pierre à l'édifice.

C'est un homme qui, sans être un élu, a déjà réalisé en Guyane. Je vous demande les possibilités de continuer ce que vous tous avez accepté lors de la période de

revision constitutionnelle. Je serais très heureux si je pouvais arriver à faire taire nos divergences, si toutefois il y en avait, et que tous ensemble nous puissions travailler au coude à coude pour la construction d'une Guyane nouvelle.

Mon camarade Héder m'a fait le grand honneur d'être mon suppléant, il est connu de tout le monde, vous connaissez ses immenses mérites, il est surtout l'homme de la conciliation et de la grande collaboration ; cette équipe est cohérente ; avec votre confiance, nous transformerons la Guyane.

Votez : Justin CATAYEE et Léopold HEDER

Vous voterez pour la rénovation économique et sociale de notre Guyane.

MARTINIQUE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. Emmanuel VERY

élu le 30 novembre 1958

(Candidat Socialiste S.F.I.O.)

(S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs de la circonscription du Nord.

La vie nationale vient de franchir une importante étape.

Un large référendum a approuvé magnifiquement la Constitution établie par le Gouvernement du Général de Gaulle, et la Ve République s'apprête à partir d'un bel essor.

Les espérance sont grandes. La nation tout entière a fait une immense confiance au Général de Gaulle, qui nous a rendu une première fois, la France et la République.

Une fois de plus il s'est mis à l'ouvrage en promettant de régénérer et de renforcer les Institutions républicaines.

⁂

Nous avons confiance !

Les élections du 23 novembre prochain désigneront les collaborateurs que le futur Gouvernement doit avoir sur le plan législatif.

Le scrutin uninominal auquel s'est arrêté le Gouvernement permet plus facilement à l'électeur, à l'électrice de choisir entre les hommes.

Entre ceux qui ont fait leurs preuves et ceux qui, dans l'inexpérience, poursuivent des buts imprécis...

Entre des programmes clairs et nets, et des idées vagues, plus ou moins chimériques, entachées au surplus d'obscures arrière-pensées...

Entre une action aussi féconde que les circonstances l'ont permis et le néant de toute œuvre auquel on voudrait suppléer par un bruyant attachement au Général de Gaulle.

⁂

Désigné pour porter le drapeau du Parti Socialiste S. F. I. O. dans la circonscription du Nord, nous nous présentons à vous, Citoyennes et Citoyens :

— fier de notre passé qui est fait de sacrifice et de dévouement à la chose publique;

— fier d'avoir été aux côtés du Général de Gaulle quand il y avait danger à être gaulliste, sous le régime de l'amiral Robert et aussi sur la plage terrible de Royan ;

— fier de notre activité législative qui fut un combat permanent pour le progrès

social et économique de notre Martinique, dans l'handicap permanent d'une intégration mal comprise ;

— fier enfin d'avoir à mes côtés dans ce combat un homme comme Joseph Pernock qui a l'estime affectueuse de tous nos camarades, et dont la loyauté, la probité, le dévouement à la cause qu'il défend savent imposer le respect même à ses adversaires.

Rappelons brièvement quelques-unes de nos activités et de nos réalisations :

Nous avons mené un combat incessant pour notre économie : taxe différentielle pour le ruhm, contingent du sucre augmenté, la détaxe de distance doit trouver une solution équitable.

Sous le Gouvernement Guy Mollet les prestations familiales ont été augmentées, de nombreuses améliorations sociales ont été obtenues et en particulier les allocations aux vieux travailleurs.

Rappelons aussi les intégrations des agents des services publics (police, conditionnement) et enfin le combat héroïque pour la rémunération des travailleurs de l'Etat.

Notre programme se résume en deux phrases :

1° Intégration totale, véritable, économique et sociale à la Métropole ;

2° Adaptation large et juste de tous les textes législatifs métropolitains, compte tenu des conditions géographiques et sociales du département.

Un exemple d'adaptation : ne pas accepter que les rôles d'équipage soient les mêmes ici et dans la Métropole, où les conditions de pêche sont loin d'être assimilables aux nôtres.

Ne pas permettre qu'automatiquement l'impôt soit applicable de la même manière aux deux pièces confortables de Paris et aux deux pièces en terre battue des modestes chaumières de nos mornes les plus reculés.

Point n'est besoin d'établir une liste longue de nos besoins et de nos *desiderata* dans tous les domaines. Notre action de tous les jours consistera précisément à être à l'affût de toutes les occasions de corriger, de redresser tout ce que l'assimilation inconditionnelle a comporté de pénible et d'illogique pour ce pays.

Entre celui qui vous a toujours défendu, et qui, malgré des difficultés innombrables, a accompli sur tous les plans, une œuvre utile incomparable, et ceux qui font des promesses présomptueuses, le choix est facile, le choix s'impose.

Nous vous demandons, Citoyennes et Citoyens, de nous accorder votre confiance et vos suffrages, pour que nous continuions l'action avantageuse commencée, dans l'espérance que la Vᵉ République permettra les résultats qu'attend l'essor de notre département depuis l'assimilation.

Docteur Emmanuel VERY

Député sortant S.F.I.O.
Maire de Sainte-Marie. — Ancien Président du Conseil Général
Ancien Vice-Président du Comité de Libération de Martinique
Engagé volontaire durant la dernière guerre
Croix de Guerre. — Légion d'Honneur aux titres militaire et de la Résistance

Votez avec le bulletin bleu.

2e CIRCULAIRE

Citoyennes et Citoyens,

Un scrutin de ballottage me ramène à nouveau devant vous.

Dimanche, par un nombre imposant de suffrages, vous avez exprimé votre désir de me voir réélire à l'Assemblée Nationale.

Malheureusement, la confusion déterminée par une propagande tendancieuse, a empêché, dans la circonscription, un résultat décisif.

En France cependant, le collège électoral, avec une remarquable clairvoyance, a exprimé son choix.

Le Parti Socialiste S. F. I. O. s'est très bien classé, dans la compétition, avec 15 % des suffrages exprimés.

L'électeur de France n'oublie pas que les Socialistes constituent le parti de la défense de la paix, de la liberté, du pain.

L'électeur de France n'oublie pas que le parti socialiste demeure l'espérance du monde, de la nation. de la classe ouvrière.

Dimanche 30 novembre, l'électeur martiniquais n'oubliera pas qu'il devra, lui aussi, honorer son espérance au niveau de celle de son frère de France.

Dimanche 30 novembre, vous retournerez donc aux urnes pour affirmer, une fois de plus, votre choix et votre confiance, dans le Parti Socialiste.

Dimanche 30 novembre, vous retournerez donc aux urnes pour voter Socialiste, pour voter bleu, pour voter

VERY — PERNOCK

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Aimé CÉSAIRE

(Candidat du Parti Progressiste Martiniquais)

élu le 23 novembre 1958

(I.)

Parti progressiste Martiniquais (P.P.M.).

CIRCULAIRE AUX ELECTEURS

Citoyennes et Citoyens,

Au moment où le peuple martiniquais est convoqué aux urnes afin d'élire ses représentants à la nouvelle Assemblée Nationale, il importe de rendre tous nos concitoyens conscients de la gravité du moment que nous traversons et de l'importance du geste qu'ils vont accomplir.

Sans doute, avec le succès du « Oui » au référendum de septembre dernier, une nouvelle République est-elle née.

Mais cette République, il faut lui donner forme, il faut lui donner vie, il faut lui donner sens. Pour tout dire, il faut l'orienter. Quelle politique suivra-t-elle ? Une politique de droite ? Une politique modérée ? Une politique de gauche ? C'est cela que vous direz par votre vote du 23 novembre prochain. La politique qui sera suivie par le Gouvernement pendant le prochain quinquennat, on peut dire qu'elle sera contenue par avance dans le choix des députés qui interviendra à la fin de ce mois.

Pour nous Martiniquais, pour nous démocrates, nous ne pouvons que souhaiter un succès de la gauche. Nous pensons qu'il faut accentuer le processus de décolonisation si heureusement inauguré par le Gouvernement. Nous pensons qu'à l'intérieur de la République, il faut tout faire pour améliorer le sort des classes moyennes (fonc-

tionnaires, employés, petits commerçants, etc.) et donner tant à la classe ouvrière qu'à l'artisanat (agricole et maritime) une part plus grande du revenu national.

Or, pour mener à bien cette politique, les seules forces historiquement qualifiées, sont les forces de gauche.

Pour ce qui est de notre politique martiniquaise également, le P. P. M. va à la bataille avec la volonté de vaincre la réaction sous toutes ses formes : politique, économique, sociale et culturelle.

Notre programme ? Vous le connaissez. Il a été élaboré au cours du Congrès qui a présidé à la naissance de notre parti, en mars 1958.

Il peut se résumer d'un mot, la volonté inébranlable de tout mettre en œuvre, pour augmenter le niveau de vie du peuple martiniquais et d'assurer la modernisation de notre pays.

Nous réclamons du travail pour tous les Martiniquais et la mise en application d'une politique systématique de plein emploi qui ne pourra être couronnée de succès que si le Gouvernement accepte d'aborder courageusement le problème de l'industrialisation méthodique et rationnelle de la Martinique.

Pour les travailleurs, nous réclamons de meilleurs salaires et dans l'immédiat. l'alignement du S.M.I.G. martiniquais sur le S.M.I.G. métropolitain.

Pour les pères et mères de famille, nous réclamons l'augmentation des allocations familiales, l'objectif étant là encore, l'alignement sur les taux métropolitains.

Pour les jeunes, nous réclamons toute une suite de mesures qu'il serait trop long d'énumérer ici et qui doivent leur permettre d'envisager l'avenir avec confiance.

Ajoutons que pour tous les habitants de ce pays, nous réclamons un toit, une maison et nous demandons que le Gouvernement prenne des initiatives pour donner une impulsion vigoureuse à la construction de logements populaires.

Il reste la question du statut politique de la Martinique. Nous demandons que les Martiniquais puissent prendre une part toujours plus grande à la gestion de leurs propres affaires et que soit donné aux élus locaux le pouvoir d'adapter les lois métropolitaines aux circonstances locales.

Le Gouvernement du Général de Gaulle a pris à cet égard des engagements très précis et la tâche des élus martiniquais au cours de la prochaine législature sera de faire en sorte que les promesses faites soient tenues et, respectés, les engagements pris.

C'est sur la base de cette plateforme que nous demandons au peuple martiniquais de faire confiance à notre parti, de faire confiance à un parti indestructiblement enraciné désormais dans la terre martiniquaise et à Aimé Césaire, le Président de notre P.P.M.

Tous donc aux urnes, le 23 novembre prochain.

Votez tous avec le bulletin rose saumon, le bulletin P. P. M. !

Plus que jamais, votez tous Aimé Césaire. Vous aurez ainsi apporté votre contribution à l'édification d'une Martinique meilleure.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Victor SABLE
élu le 30 novembre 1958
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Aux Electeurs de la 3e circonscription (Sud)

Au moment où le peuple martiniquais est convoqué aux urnes afin d'élire ses représentants à la nouvelle Assemblée Nationale, il importe de rendre tous nos concitoyens conscients de la gravité du moment que nous traversons et de l'importance du geste qu'ils vont accomplir.

Sans doute, avec le succès du « Oui » au référendum de septembre dernier une nouvelle République est-elle née.

La Martinique doit marquer sa place dans les institutions de la Ve République, démocratique, laïque et sociale, comme dans celle de la Communauté française.

Il n'est que trop évident que si l'homme antillais a, en peu de temps, atteint un haut degré d'évolution intellectuelle et politique, le pays lui, est resté sous-développé.

Le principal objectif de notre politique est de mettre fin à cette rupture d'équilibre entre le niveau culturel des personnes et celui des conditions matérielles de la vie locale.

Il s'agit donc de promouvoir et d'exécuter dans les meilleurs délais, un vaste programme de modernisation et d'équipement de la Martinique.

1° Accélération et élargissement du plan d'électrification de nos communes et nos campagnes ;

2° Réduction du coût de l'énergie, en vue du développement des industries artisanales et de la création d'industries nouvelles ;

3° Développement de la politique de constructions immobilières et d'urbanisme ;

4° Réfection du réseau routier, dans l'intérêt du tourisme et de l'agriculture ;

5° Organisation rationnelle de la pêche, grâce aux améliorations de la technique moderne, tant pour l'approvisionnement en poissons frais de la consommation locale que pour la création d'une conserverie en vue de l'exportation ;

6° Implantation de l'industrie du tourisme pour laquelle notre pays semble avoir une vocation naturelle ;

7° Assouplissement du crédit et programme de financement élaboré en accord avec les organismes publics ou semi-publics de la Métropole qui devront en garantir la cadence, le volume et la sélectivité ;

8° Expansion économique par le développement et l'amélioration qualitative de nos productions agricoles (cannes, bananes, ananas, cacao) et recherche corrélative de nouveau débouchés dans le cadre du Marché commun ou de tous autres accords internationaux. Protection de nos cultures variées et stabilité des prix en faveur de nos agriculteurs ;

9° Alignement des salaires et allocations familiales sur ceux de la Métropole ;

10° Intensification des constructions scolaires pour un total épanouissement de l'enseignement primaire ;

Développement de l'enseignement technique et orientation professionnelle pour assurer l'avenir de la jeunesse martiniquaise qui par une formation qualifiée, devra pouvoir trouver de l'emploi, non seulement aux Antilles, mais dans toute la Communauté française et même à l'étranger ;

11°Etablissement d'un statut politique, en accord avec le Gouvernement de Paris, instituant une plus large participation des Martiniquais à la gestion de leurs propres affaires, et comportant par voie de conséquence une plus grande responsabilité morale et politique des Martiniquais devant le peuple.

Ce programme qui est celui du parti radical comme du Parti Progressiste Martiniquais, cette relance générale de notre économie, dont les aspects et les effets doivent être étudiés et contrôlés à l'échelon de la politique, devront se poursuivre dans le respect, le développement et le renforcement des conquêtes sociales de la classe ouvrière si souvent trahie dans le passé et plus que jamais menacée dans la lutte quotidienne pour sa libération économique et son émancipation sociale.

Le peuple martiniquais tout entier doit se dresser pour empêcher que les combinaisons sordides et les haines personnelles des politiciens ne replacent notre classe ouvrière, après vingt ans d'efforts magnifiques et de luttes victorieuses, sous la domination des puissances d'argent, comme aux temps abhorrés de l'oligarchie coloniale.

Pour cela, nous vous demandons un vote clair, massif et décisif, en accordant vos suffrages à :

VICTOR SABLE et MONTLOUIS FELICITE

2e CIRCULAIRE

Citoyennes et Citoyens,

De tout mon cœur, je vous remercie de m'avoir assuré la première place dans le scrutin de ballottage et vous félicite de la force de vos convictions républicaines.

Malgré la campagne de calomnies éhontée de nos adversaires et le déploiement forcené de la corruption, les démocrates coalisés du Sud ont triomphé des puissances obscures de l'argent.

Comme nos pères écrasèrent l'ancienne oligarchie coloniale, nous saurons, par notre courage et notre résolution, chasser de la politique les fossoyeurs de la IVe République, qui, déjà tente de pourrir les institutions de la Ve.

Les partisans de M. Duval, dans le but de décourager les forces de progrès social ont affirmé pendant la campagne électorale, que le parti communiste accepterait de pactiser avec les fraudeurs du François et les ennemis du prolétariat.

Ils espèrent encore que le Parti Communiste se ravalera au rang des marchepieds des contrebandiers du socialisme alimentaire.

Je vous demande à tous de redoubler de vigilance. La réaction usinière et colonialiste avait autorisé Duval à accepter les voix communistes pour battre le rassemblement démocratique qui soutient ma candidature. Elle avait besoin d'un homme comme Duval pour défendre au Parlement ses intérêts qui sont d'ailleurs étroitement solidaires de ceux de Duval lui-même.

Mais la Réaction avait interdit au même Duval toutes combinaisons tendant à faciliter le succès d'un candidat communiste, dans le Nord ou dans le Sud.

Cependant, personne n'ignore que des trahisons ont déjà été commises dans le passé et que Duval acculé à une tragique alternative, n'hésitera pas à récidiver avec ses complices habituels.

Je fais confiance aux hommes et aux femmes de mon pays, qui, dans la logique du référendum du 28 septembre, entendent rester fidèles au Général de Gaulle et à nos traditions démocratiques.

Si des attentats à la souveraineté populaire devaient être commis le 30 novembre, je reprendrais ma robe d'avocat pour en dénoncer les auteurs devant les tribunaux, comme j'irais défendre la cause du peuple martiniquais devant le Conseil Constitutionnel, pour obtenir l'invalidation des bénéficiaires de la fraude et de la corruption et la proclamation du véritable élu de notre arrondissement.

Mais j'ai la certitude que le peuple sera le plus fort et que dimanche prochain, le drapeau de l'honneur et de la République claquera au vent de la victoire.

Victor SABLE

Ancien Sénateur

Président du Comité interprofessionnel de la Banane de l'Union française

LA REUNION

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

M. de VILLENEUVE
(Candidat Indépendant National)
élu le 30 novembre 1958
(I.P.A.S.)

1re CIRCULAIRE

PROFESSION DE FOI

Electrices, Electeurs de la 1re Circonscription,

Candidats aux élections législatives du 23 novembre 1958, nous avons l'honneur de solliciter vos suffrages.

De grands bouleversements se sont produits en France. Le 13 mai n'a pas été un accident. C'est une date historique qui marque une nouvelle période de notre histoire.

Tandis que la France se transforme sans cesse, que de nouvelles forces naissent, qu'une jeunesse qui est notre espoir se prépare à prendre la relève, nos institutions restaient pratiquement immuables et sclérosées.

Une Constitution n'est jamais qu'un jalon posé sur la route que doit suivre un peuple. Il faut sans cesse l'adapter à la vie.

Le Système soviétique veut étendre son emprise depuis Moscou jusqu'aux rivages européens de l'Atlantique. Il veut également pénétrer dans l'Océan Indien et menacer les Mascareignes comme les pourtours de l'Afrique voisine. Il mène sa guerre par des techniques totalitaires qui doivent détruire toutes nos libertés.

Voilà quel est le monde dans lequel nous vivons. D'une part, c'est un monde jeune en pleine transformation, d'autre part, il peut succomber sous les coups de la subversion communiste.

Il appartient au peuple français, au peuple de la Réunion et à chacun de nous de défendre, de promouvoir ce monde futur et de le préserver des graves dangers du présent.

La société qui naît doit être ouverte à tous. Elle doit préparer la promotion de ceux que la fortune a défavorisés.

Le but de vos élus doit être moins de se lier au programme d'un parti que de se pencher sur les besoins qui sont communs aux hommes de notre temps et de notre pays.

Les besoins de notre île, nous les connaissons. Les voici :

— Le relèvement du niveau de vie de la population, en particulier des travailleurs les plus défavorisés et en leur procurant un salaire de dignité ;

— Le développement de l'équipement : le port, les routes, l'énergie électrique, le thermalisme, le tourisme... ;

Le développement de l'agriculture en procurant l'aide nécessaire aux planteurs (colons et propriétaires) ;

— L'aide en faveur des petites et moyennes entreprises, artisans, commerçants, entreprises familales ;

— La lutte contre le chômage, générateur de misère (création de centres d'embauche) ;

— La défense des droits et la prise de conscience des devoirs des anciens combattants 1914-1918 ; 1939-1945 ; anciens d'Indochine ; anciens d'Afrique du Nord ;

— L'aboutissement des justes doléances des fonctionnaires et retraités de toutes catégories ;

— L'aménagement du régime fiscal : allégement des charges des agriculteurs, des commerçants, des artisans... ;

— L'amélioration du régime de la Sécurité sociale en faveur des plus défavorisés. L'obtention des allocations familiales pour tous les salariés ;

— Le développement des constructions scolaires et la diffusion de l'instruction sous toutes ses formes. Le droit prioritaire des parents de choisir l'éducation de leurs enfants conformément à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen (U.N.E.S.C.O. 1948) ;

— L'aide à la construction et l'accession à la propriété familiale.

Tels sont les principaux problèmes concrets qui se posent et que le Gouvernement doit résoudre avec l'appui de la nouvelle Assemblée.

La tâche de vos représentants sera d'autant plus facile si dès le départ ils forment une équipe cohérente et sentent le soutien de leurs concitoyens. Il leur faut donc, mes chers amis, vos conseils, vos suggestions. Sans ce courant de confiance il n'est pas de travail constructif possible.

Promettre l'irréalisable n'est ni dans notre tempérament ni dans notre nature mais, vous assurer de notre dévouement au bien de notre Communauté est notre engagement.

Pour le plus grand bien de la France les événements historiques du 13 mai ont porté au pouvoir le Général de Gaulle.

L'autorité lui a été remise par l'armée, symbole de la nation et défenseur de l'intégrité du territoire national, au moment où le Gouvernement central n'existait plus.

Lors du référendum tous les Français ratifièrent ce choix avec enthousiasme. Ils lui font confiance pour remettre leur patrie à la place éminente qu'elle occupait dans le monde :

— en replaçant Dieu à sa place qui est la première ;

— en refaisant un Etat fort et décentralisé, ayant à sa tête un véritable arbitre ;

— en sauvegardant les libertés des individus dans leur communauté de base, c'est-à-dire leur famille, leur commune, leur profession, leur petite patrie ;

— en gardant l'Algérie et le Sahara à la France ;

— en maintenant des liens fraternels durables et forts entre la France et les peuples de la Communauté française.

L'Etat étant à sa place et jouant son rôle de coordination, la paix pourra devenir une réalité.

Vive la Réunion !
Vive la France !

Marcel de VILLENEUVE
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945 et des T. O. E.

Suppléant :

Pierre LAGOURGUE
Docteur en Médecine

2° CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs, chers Compatriotes,

Nous vous remercions de la confiance dont nous avons été l'objet. Croyez-nous, nous en sommes très émus.

Nous sollicitons de nouveau vos suffrages et vous demandons de dire à tous ceux qui sont autour de vous de nous apporter leurs voix.

L'idéal que nous poursuivons est le vôtre : la Société qui naît doit être ouverte à tous et préparer la promotion de ceux que la fortune a défavorisés.

Venez donc affirmer votre inébranlable volonté d'œuvrer à la grandeur de notre patrie.

La Réunion, province française, doit-être présenté à cette œuvre de rénovation nationale, essentiellement généreuse, chrétienne.

Faites-nous confiance. La révolution sociale du 13 mai est en marche. Nous croyons qu'un mieux-être est possible. Nous pourrons, si vous le voulez, participer à cette tâche magnifique et nous aurons réalisé ainsi ce vœu qui, jadis formulé par un grand Français : Faites aimer la France.

Vive la Réunion !
Vive la France !

MARCEL DE VILLENEUVE
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945 et des T. O. E.

Suppléant :

PIERRE LAGOURGUE
Docteur en Médecine

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Valère CLEMENT
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 23 novembre 1958
(U.N.R.)

Son élection est annulée par décision n°s 58-44 et 58-45 du Conseil constitutionnel du 23 avril 1959 [*28 avril 1959*] (*p. 340*).

Réélu le 14 juin 1959. (1)

Election du 23 novembre 1958.

Chères Electrices, chers Electeurs,

Le 23 novembre prochain vous aurez à choisir parmi les candidats qui sollicitent vos suffrages, celui que vous considérerez le plus digne et le plus informé de nos questions locales pour représenter notre Département à l'Assemblée Nationale.

Maire et Conseiller général de Saint-Louis depuis dix années, j'ai donné la preuve d'avoir travaillé avec acharnement pour toutes les questions sociales, économiques et politiques de ma Commune et du Département.

---

(1) La circulaire électorale de M. Valère Clément relative à sa réelection faisant état de sa première profession de foi, il a paru utile de reproduire celle-ci.

Conscient de pouvoir être utile à mon pays et assurer efficacement la défense des intérêts de mes compatriotes, j'ai posé ma candidature avec l'investiture de l'Union pour la Nouvelle République.

Mon programme est très simple : il s'agit pour moi de continuer ce que je fais et demande chaque jour pour vous :

— Participation plus généreuse de l'Etat pour l'Aide Sociale.

— Création de jardins d'enfants — de nouvelles crèches — de pouponnières — de colonies de vacances — et de cantines scolaires.

— Construction de nouveaux Lycées et de Centres techniques.

— Attribution plus nombreuses de bourses et de prêts d'honneur à nos étudiants.

— Extension de la construction de logements économiques et familiaux.

— Travaux d'hydraulique agricole.

— Exploitation de toutes terres improductives et susceptibles d'être irriguées.

— Attribution de primes aux calamités agricoles.

— Facilité et soutien à accorder aux éleveurs.

— Encouragement à la plantation d'agrumes — d'arbres fruitiers — de vigne et de thé.

— Règlement intégral du prix de la canne.

— Fixation d'un taux de cotisation de Sécurité sociale moins élevé pour l'agriculteur.

— Allocations de logements aux travailleurs.

— Soutien des revendications des fonctionnaires.

— Soutien de tous projets d'extension de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

— Amélioration du sort de tous les travailleurs.

— Lutte contre les communistes exploiteurs de la misère du peuple.

SUR LE PLAN NATIONAL

— Fidèle collaboration à l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le général de Gaulle.

Chères Electrices, chers Electeurs,

Pour affirmer vos convictions je vous demande de voter pour :

VALÈRE CLEMENT

Election du 14 juin 1959.

Electrices, Electeurs de la 2e circonscription,

Saisi de deux protestations contre les élections du 23 novembre de MM. Millot et Agénor, le Comité constitutionnel a émis un avis d'annulation en retenant le seul motif que dans certaines localités les opérations électorales s'étaient déroulées sous le contrôle des représentants d'un seul des candidats.

Sans m'élever contre cette décision je ne puis toutefois m'empêcher de mépriser la mauvaise foi de mes adversaires qui sont seuls responsables de cet état de chose. A ma connaissance aucun Président de bureau de vote n'a refusé de recevoir les assesseurs et délégués des différents candidats.

Ce n'est certes pas de notre faute s'ils n'ont été en mesure de trouver dans la population des représentants en nombre suffisant pour participer au fonctionnement et au contrôle du scrutin.

Les élections du 14 juin donneront l'occasion au corps électoral de réaffirmer

sa volonté en même temps qu'elles apporteront la preuve irréfutable je l'espère, que la fraude électorale n'était qu'une excuse exploitée par des candidats malheureux.

En vous proposant le même programme qu'aux élections du 23 novembre dernier je vous demande de me renouveler votre confiance et de voter :

VALÈRE CLEMENT

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

M. Marcel CERNEAU
(Candidat Républicain National)

élu le 23 novembre 1958
(N. I.)

Electrices, Electeurs,

Mes chers Compatriotes,

Le 17 novembre 1957, les Electrices et les Electeurs non communistes de la Réunion m'ont élu triomphalement dans un grand élan d'enthousiasme.

A un an d'intervalle, je vous demande de me confirmer votre confiance. Cette fois en raison de la nouvelle loi électorale, je m'adresse seulement aux Electrices et aux Electeurs d'une circonscription : la troisième où je suis candidat.

Une année s'est écoulée depuis le 17 novembre 1957.

Devant la paralysie de l'Etat, la IVe République s'est écroulée le 13 mai 1958.

Un Français illustre, le plus généreux, le Général de Gaulle, a empêché le déchirement de la Nation et l'a doté d'institutions propres à assurer son avenir.

C'est dans le cadre de ces nouvelles institutions que l'Assemblée Nationale doit être renouvelée le 23 novembre.

Electrices, Electeurs, le programme de défense de la collectivité réunionnaise que je vous ai présenté l'année dernière n'a pas à être modifié car il correspond au vœu des habitants de notre petit pays.

Je vous le rappelle donc :

Il porte sur :

— l'élévation nécessaire du niveau de vie de nos populations en commençant par celui des catégories les plus défavorisées. Cet objectif doit être l'essentiel de toute notre politique économique.

— Le développement de l'équipement du pays qui doit être poursuivi sans défaillance.

— La défense des planteurs et par conséquent, de la production sucrière, principal élément de vie de La Réunion, sans oublier les autres productions telles que : géranium, vétyver, vanille, tabac, etc.

— Pour les planteurs de cannes, en première urgence, une avance de démarrage plus substantielle.

— La mise en exploitation de toutes nos ressources et leur distribution équitable entre tous, la multiplication des sources de richesse par un effort massif d'investissements orientés surtout vers l'Agriculture, une politique de l'eau s'y inscrivant en priorité.

— une politique sociale hardie mettant l'économie au service de tous.

— la lutte contre une fiscalité abusive, compliquée.

— une action en faveur des petites entreprises : artisans, commerçants, entreprises familiales.

— L'amélioration déjà en cours du rythme de la construction de logements.

— La lutte contre le chômage et le sous-emploi, générateurs de misères.

— La défense de la situation des anciens combattants, de nos fonctionnaires, de nos retraités, des ouvriers, des employés, etc.

— Le développement de notre équipement sportif encore trop insuffisant, et pourtant indispensable à l'épanouissement de notre jeunesse.

— L'avenir de nos enfants auxquels nous devons permettre de jouer leurs chances ici comme ailleurs en leur ouvrant les portes de la vie par l'augmentation du nombre des écoles et des centres d'apprentissage.

La réalisation de ce programme, œuvre de longue haleine, et qui nécessite un effort commun, en apportant du bien-être dans les foyers créoles, doit être l'arme la plus efficace contre le communisme, qui n'est ni national, ni républicain et s'oppose à nos convictions religieuses.

Mes chers Compatriotes, la Réunion, le 28 septembre 1958 a très largement dit Oui à la France. Nous avons aujourd'hui plus qu'hier des raisons d'espérer.

Ma devise est toujours la même : servir La Réunion et la France confondues dans la même foi.

Marcel CERNEAU

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Les députés des Territoires d'outre-mer ont été élus au scrutin majoritaire à un tour en vertu de l'ordonnance n° 59-277 du 4 février 1959 modifiée et complétée par la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959.

TERRITOIRE DES COMORES

2 Députés.

M. Saïd Mohamed CHEICK

M. Saïd IBRAHIM

élus le 31 mai 1959

(U. N. R.)

MM. Saïd Mohamed Cheick et Saïd Ibrahim, candidats sur une liste unique, élus députés le 31 mai 1959 n'ont pas publié de circulaire électorale. (*Déclaration de M. l'Administrateur supérieur, Chef du territoire des Comores, à M. le Secrétaire général de l'Assemblée Nationale en date du 30 juin 1959.*)

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

1 Député.

M. Hassan GOULED
(Candidat de l'Union pour la Nouvelle République)
élu le 19 avril 1959
(U.N.R.)

Union pour la nouvelle République.

Electrices, Electeurs,

— Conseiller représentatif de 1950 à 1957, réélu en 1958.
— Sénateur de la Côte Française des Somalis de 1952 à 1958.
— Vice-Président du Conseil de Gouvernement en 1958.

JE SOLLICITE A NOUVEAU VOS SUFFRAGES

Pourquoi ?

Parce que, inscrit au groupe R.P.F. depuis 1952, l'Union pour la Nouvelle République, parti de la fidélité et du soutien au Général de Gaulle dans sa politique de rénovation nationale, m'a témoigné sa confiance en m'accordant son investiture officielle.

Parce que, dès le 23 mai 1958, je demandais télégraphiquement, ce qui à l'époque n'était pas sans risque, le retour au pouvoir du Général de Gaulle.

Parce que, sur le plan local, ma candidature sel place sous le signe de l'Union sans discrimination ethnique. Mon suppléant, M. Ahmed Dini, est Dankali. C'est tout dire.

VOICI MON PROGRAMME :

Politiquement :

Maintenir ce Territoire dans la Communauté Franco-Africaine avec son statut actuel selon le vœu de ses populations et de son Assemblée :

— tant qu'il ne disposera pas de techniciens et d'élites valables ;
— tant que son indépendance matérielle et politique ne sera pas assurée.

Maintenir le Territoire dans la Communauté sous toute autre forme :

— si une nette majorité de l'ensemble de la population (somalis, danakil, arabes) se dégage dans ce sens et si les conditions ci-dessus sont remplies.

Ce programme est conforme à la Constitution que nous avons tous approuvée il est conforme à l'esprit libéral de la France. Il est conforme, pour l'avenir, à la

politique mondiale car il serait inconcevable qu'à « l'heure des blocs » notre petit territoire reste seul et isolé.

Entretenir avec les pays limitrophes des relations de bon voisinage.

ECONOMIQUEMENT :

Accroître les ressources que le territoire peut tirer de sa position :

— En invitant le Gouvernement de la République à conclure des accords commerciaux susceptibles d'accroître le commerce de transit ;

— en agissant auprès des Pays du Marché commun afin que leurs navires réservent la préférence à notre port.

Favoriser les investissements privés et publics et en particulier obtenir l'accroissement des ressources F.I.D.E.S. de façon à :

— résorber le chômage et obtenir le plein emploi ;

— augmenter le potentiel de notre port ;

— réaliser un programme de grands travaux d'utilité publique (cale de radoub, aérogare, routes, écoles, etc.) ;

— multiplier les points d'eau dont ont tant besoin les populations de l'intérieur ;

— garder le territoire dans la zone dollar, condition indispensable de sa prospérité.

SOCIALEMENT :

— sauvegarder le pouvoir d'achat et favoriser l'élévation du niveau de vie de toutes les classes de la population ;

— promouvoir le progrès social, par la formation d'élites et de techniciens autochtones grâce à la multiplication des bourses d'études en métropole en faveur des meilleurs élèves ;

— obtenir la création de classes supplémentaires permettant aux élèves de poursuivre leurs études jusqu'au baccalauréat ;

— étendre aux travailleurs, dans une mesure raisonnable et compatible avec les ressources du Territoire, les avantages sociaux et familiaux.

Voter Hassan Gouled et Ahmed Dini ;

Voter U.N.R. ;

Voter bulletin rose ;

C'est faire confiance au Général de Gaulle ;
C'est assurer la prospérité du Territoire ;
C'est choisir la paix sociale.

Mettre un bulletin rose dans l'urne, c'est voter pour que vive la Côte Française des Somalis.

HASSAN GOULED — AHMED DINI

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES ET NOUVELLES-HÉBRIDES

1 Député.

M. Maurice LENORMAND
(Candidat de l'Union Calédonienne)
élu le 24 mai 1959
(R. P. C. D.)

Calédoniens et Calédoniennes, chers Compatriotes,

Il y a six mois à peine, vous étiez consultés et appelés à choisir le statut politique de la Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, vous êtes appelés à renouveler le mandat du député de ce territoire.

En fait vous êtes appelés à vous prononcer sur un homme, sur un programme et sur une politique qui ont présidé aux destinées de notre Territoire depuis huit ans.

Le 24 mai prochain, vous aurez à juger à nouveau et pour la troisième fois, l'œuvre politique de votre député et à faire le bilan de son action.

C'est avec confiance et sérénité et avec le sentiment d'avoir efficacement défendu vos intérêts et servi en même temps les vrais intérêts de la France que je me présente devant vous.

Mon programme électoral, vous le connaissez déjà : c'est la poursuite d'une œuvre de longue haleine et de travail assidu qui est en cours de réalisation depuis des années et dont vous avez pu sentir les effets et apprécier les résultats. C'est la tâche patiente d'assurer l'évolution progressive de notre pays et de réaliser son développement économique et social.

C'est le programme de l'Union calédonienne et il a cela de particulier, c'est qu'il n'y en a pas d'autre en Nouvelle-Calédonie. Tous les partis politiques qui se sont créés depuis le lancement de notre Mouvement ont dû reprendre des points de notre programme pour être pris en considération par les électeurs du pays. S'il y avait eu un autre programme que le nôtre, cela se saurait et nous le connaîtrions.

Seul le programme d'Union calédonienne qui est basé sur une analyse objective de nos problèmes et de nos besoins comporte les seules solutions capables de répondre aux nécessités de la population calédonienne et à son destin.

Vis-à-vis de vous, j'ai pris de grandes et graves responsabilités que je revendique. Je les ai assumées avec la claire conscience de sauvegarder votre sécurité, votre bien-être et votre avenir.

Nous avons apporté la preuve que les Calédoniens étaient capables de gérer leurs propres affaires et, demain, par une plus large collaboration de tous les éléments du pays un grand élan peut naître qui dans la conscience de notre solidarité et de notre communauté d'intérêts nous permettra d'atteindre un plus grand développement.

Si notre île a pu résister jusqu'à ce jour à tous les ébranlements de son édifice social et politique c'est parce que depuis huit ans l'Union calédonienne travaille à

faire de tous les calédoniens blancs et noirs les hommes d'une même terre natale. C'est parce que depuis 1951 elle veut faire de tous les Calédoniens des Français à part entière.

Toute mon action et celle de l'Union calédonienne ont été guidées par le double souci de poursuivre l'union de tous les Calédoniens rassemblés en une seule communauté fondée sur un même bien commun, et de porter toujours plus haut la prospérité et l'activité économique du pays pour en faire bénéficier, dans un esprit de justice, toutes les catégories de la population laborieuse. Les résultats de cette œuvre patiente et opiniâtre, chacun peut les constater :

— Réalisation progressive d'une véritable Union française en Nouvelle-Calédonie même.

— Suppression de toutes les formes de discrimination et de segrégation raciale.

— Egalité des droits entre tous les Calédoniens.

— Réalisation d'un régime social avancé : application du Code du travail, début d'une véritable Sécurité sociale, allocations familiales aujourd'hui égales pour les Européens et les autochtones ; régime des accidents du travail, des congés payés, création d'un office de la main-d'œuvre, d'un tribunal du travail, des allocations aux vieillards, économiquement faibles, extension des indemnités de maladie, création d'un centre de formation professionnelle rapide, réalisation d'un programme de constructions H. L. M., de l'habitat rural, du crédit de la Nouvelle-Calédonie.

— Accès aux écoles publiques pour tous les enfants Européens et autochtones sans distinction.

— Subventions aux écoles privées. Expansion du régime des bourses. Organisation d'un véritable service de l'agriculture avec prêts agricoles, caisse de stabilisation du café, plan de développement agricole. Primes à la plantation, coopératives.

— Suppression de l'impôt foncier au-dessous de 200 hectares. Réforme du régime des concessions.

— Lancement de la culture du riz.

— Plan d'équipement sportif.

— Création de l'Office du tourisme.

— Implantation du réseau aérien de la T.A.I.

— Création d'Enercal pour la construction du barrage de la Yate.

— Exonération du matériel d'équipement minier pendant cinq ans.

— Adductions d'eau multiples, etc.

Maintenant Calédoniens, Calédoniennes, c'est à vous de juger de la valeur du programme que je vous avais proposé. C'est à vous de dire si je suis homme à respecter mes engagements. Après ces huit années vous êtes en mesure de me juger non sur des promesses, mais sur des actes.

Ma ligne de conduite fut toujours le droit chemin. Ce qui a été promis a été réalisé dans toute la mesure de nos forces et de nos moyens, malgré les obstacles de tous ordres.

Tous ces résultats ont été acquis grâce à la confiance de plus en plus large et de plus en plus manifeste de la population calédonienne malgré les mensonges, les calomnies, les menaces.

Le Mouvement d'Union calédonienne dont j'assure la conduite et qui me présente à vos suffrages a prouvé qu'il est le grand mouvement de la paix civile et sociale et l'instrument de notre progrès.

Cette Union calédonienne entend en assurer le développement et l'accomplissement

Nous avons fait face aux difficultés, nous avons surmonté crise économique, sécheresse, cyclone, dévaluation etc. et sauvegardé l'essentiel en évitant la dégradation du niveau de vie des travailleurs calédoniens. Le plus mauvais moment est passé.

Maintenant il faut repartir en avant, aller plus loin, unir nos efforts pour cesser d'être un pays insuffisamment développé, il faut assurer la relance économique du pays.

Le développement économique et l'élévation du niveau social du pays, je vous

propose de le réaliser avec moi par un grand plan qui s'étale sur sept ans, au bout duquel nous aurons réalisé les objectifs suivants :

— Construction de la ville et du port de Népoui, réalisation du barrage de la Ouaième.
— Production de 750.000 kW d'énergie.
— Installation d'une nouvelle usine de traitement des minerais de nickel, selon de nouveaux procédés. Exportation de 40.000 tonnes de nickel métal.
— Production de 2.000 tonnes de riz local, production de tous les œufs, volailles et porcs nécessaires à la population. Création d'une industrie des pêcheries produisant 5.000 tonnes par an. Créations d'usines de conserves des productions agricoles couvrant nos besoins et utilisant nos excédents.
— Création d'une véritable industrie laitière.
— Construction de 5.000 logements.
— Création d'une industrie touristique réalisant 200 millions de chiffre d'affaires par an.
— Accroissement de la population locale à 100.000 habitants en dix ans.

Un tel programme suppose une entente de tous les Calédoniens pour atteindre un mieux-être partagé par tous.

Il suppose la défense des libertés calédoniennes, le maintien des prérogatives financières et fiscales de l'Assemblée Territoriale.

Le rejet de toute formule de mise en département déguisé, la gestion des affaires calédoniennes par les Calédoniens eux-mêmes et la défense des intérêts calédoniens, par la séparation des pouvoirs de l'Etat et du Territoire et le respect de la personnalité territoriale dans le cadre de la souveraineté française.

L'épanouissement de la collectivité calédonienne, dans l'ensemble français et sous les plis du drapeau tricolore, symbole des libertés démocratiques, de la fraternité et de l'égalité de tous les Français dans les cinq parties du monde.

Calédoniens et Calédoniennes, mes chers compatriotes, je vous demande à nouveau votre confiance, car j'ai moi-même une confiance totale dans les chances de notre chère Calédonie. Je veux pour elle, en le construisant avec vous, un destin toujours meilleur.

Votez pour une Calédonie prospère, heureuse et fraternellement unie.

Votez pour la paix et le progrès de notre pays.

Voter pour le renouveau économique.

Votez avec l'Union Calédonienne. Hier vous avez dit Oui à la France, aujourd'hui votez aussi Oui à la Calédonie.

Maurice H. LENORMAND
Député sortant

Chers Compatriotes des Nouvelles-Hébrides,

Je sollicite à nouveau vos suffrages alors que je n'ai pu, en raison de l'énorme tâche que j'avais en Nouvelle-Calédonie, vous rendre visite depuis fort longtemps.

On ne peut être à la fois au four et au moulin !

Etre Député des Nouvelles-Hébrides alors que l'on ne peut faire passer au Parlement français aucune loi pour les Nouvelles-Hébrides ne signifie pas grand-chose. Vous le savez comme moi.

Aussi, mon premier devoir vous concernant sera de demander a création d'un poste de Sénateur des Français des Nouvelles-Hébrides, tout comme il y a des sénateurs des Français du Maroc, de Tunisie ou d'Indochine.

C'est la seule solution raisonnable pour votre représentation auprès de la Mère-Patrie et c'est la vraie place de votre représentation dans la Ve République.

⁂

Mon programme en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides repose sur les points essentiels suivants, qui doivent aboutir dans votre intérêt :

— Développement de l'œuvre scolaire et sanitaire française avec l'assistance du F.I.D.E.S.

— Aide aux écoles libres françaises.

— Equipement et extension du Service de l'agriculture.

— Réalisation des installations portuaires après Santo, faire Port-Vila.

— Mise en route de l'industrie minière, qui permettra d'élever le niveau économique de l'Archipel.

— Application des principales dispositions du Code du travail ; les salariés français de l'Archipel ne doivent pas être infériorisés ou pénalisés parce qu'ils travaillent aux Nouvelles-Hébrides.

— Application des nouveaux barèmes de solde en faveur des fonctionnaires français des services nationaux et des services du Condominium.

— Prêts de l'Etat français en faveur des jeunes colons français en vue de favoriser leur installation.

— Facilités pour la délivrance de concessions agricoles.

— Institution d'un Crédit agricole français.

— Défense de la monnaie et du pouvoir d'achat et maintien du 5,5 (action que je soutiens depuis 1951).

Sur mon instance vous avez eu, néanmoins, un Conseil Consultatif. Cela ne suffit pas.

Je poursuivrai mes interventions pour la création

— d'une Chambre de commerce et d'agriculture des Nouvelles-Hébrides,

— de municipalités à Vila et à Santo.

Abandonnant la Vice-Présidence du Conseil du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, je pourrais me consacrer auprès des autorités françaises, à l'obtention de ces résultats immédiats que je me propose d'atteindre avec votre appui et votre confiance.

Vous me connaissez suffisamment pour savoir si vous pouvez compter sur moi. Il vous appartient de choisir.

Etre vraiment Député de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides suppose d'avoir, à la fois, la faveur des suffrages aux Nouvelle-Hébrides tout comme en Nouvelle-Calédonie.

C'est avec confiance que je m'en remets à votre appréciation sincère et à votre haute conscience des problèmes hébridais et de l'avenir des intérêts français dans l'Archipel.

Vive les Nouvelles-Hébrides !

Vive la République !

Vive la France !

Maurice H. LENORMAND

Député sortant

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. LAURELLI
élu le 10 mai 1959
(U.N.R.)

Aux Electrices et Electeurs de Saint-Pierre,
de Miquelon-Langlade et de l'Ile-aux-Marins,

J'ai déjà eu l'occasion de vous dire que certains politiciens professionnels tentaient à nouveau de vous imposer un candidat de leur choix qui, cette fois, est un inconnu et à cet égard, je répète qu'il ne suffit pas d'être un inconnu pour être un homme nouveau.

A ce candidat et à ses supporters qui font des promesses, vous préférerez celui qui a déjà tenu les siennes.

En cas d'envoi à l'Assemblée Nationale, vous savez que mon activité portera sur tout ce qui est de nature à augmenter le potentiel économique du territoire sans faire de distinction entre les diverses catégories d'habitants.

Je désire toutefois vous donner un aperçu d'ensemble de quelques points de mon programme :

I. Plan de rééquipement

Le territoire devra continuer à bénéficier de crédits importants du F.I.D.E.S., organisme auquel j'ai déjà appartenu de 1947 à 1951. Je m'attacherai à soutenir en particulier toute demande de crédits tendant :

1° A la remise en état de nos rues et de nos routes qui sont dans un état lamentable ;

2° A la réparation des quais afin d'augmenter le nombre de places des navires. La fréquentation du port de Saint-Pierre par les navires étrangers, notamment chalutiers espagnols, portugais, allemands et italiens, devra être encouragée sous tous les rapports, en évitant en particulier d'instituer des droits de quai dont le taux élevé serait de nature à favoriser les ports étrangers au détriment de celui de Saint-Pierre ;

3° Miquelon devra être outillé en conséquence au point de vue froid afin de permettre à ses pêcheurs de conserver en bon état le poisson frais destiné à être transporté à Saint-Pierre.

Les relations postales entre Saint-Pierre et Miquelon qui laissent à désirer devront être améliorées et la liaison aérienne développée au maximum.

II. — Fonds de compensation

Ce fonds dont je suis le père et qui avait en effet été institué au mois de juillet 1948, de la proposition n° 3216 « tendant à inviter le Gouvernement à remédier par des mesures appropriées aux graves conséquences de la dévaluation du franc dans le Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon » a subi des atteintes importantes depuis 1951.

Je m'attacherai en cette matière à sauver ce qui peut l'être encore.

III. — Subvention d'équilibre au budget local

Mon premier but sera de faire taire les attaques scandaleuses dont, depuis neuf ans, le Territoire est l'objet à l'Assemblée Nationale à l'occasion de chaque discussion du budget des Territoires d'outre-mer précisément ce qui est d'autant plus inadmissible, par des membres du M.R.P., parti auquel appartiennent deux des supporters de mon adversaire.

Cette subvention sera défendue énergiquement et je me propose de mettre une bonne fois pour toutes les choses au point à la tribune de l'Assemblée Nationale.

En cette matière ainsi qu'en toute autre, je suis parfaitement convaincu que mon action sera soutenue par M. Pinay, Ministre des Finances et des Affaires économiques, par M. Jacques Soustelle, Ministre chargé de la France d'Outre-mer et par M. Georges Bidault, Président de la Démocratie Chrétienne, ces trois personnalités étant très liées avec mon suppléant Maître Fontanilles, avocat du barreau de Lyon.

IV. — Retraites des marins et de leurs veuves

1° Par une ordonnance du 31 décembre 1958 le Gouvernement dont fait partie M. Buron, M.R.P. (Ministre des Travaux publics chargé de la marine marchande) a supprimé d'un trait de plume, l'avantage que j'avais fait admettre en 1948 qui permettait aux marins embarqués sur les bateaux armés à Saint-Pierre-et-Miquelon de toucher leur retraite à 50 ans même s'ils continuaient à naviguer après cet âge.

Je m'engage à demander le rétablissement de cette disposition laquelle a été abrogée, dis-je, le 31 décembre 1958 sans que personne n'ait protesté.

2° Le régime des retraites des marins étant actuellement gravement menacé, notamment par le projet de recul de la limite d'âge, je prends l'engagement de m'associer aux députés côtiers pour défendre ce régime.

3° Je soutiendrai également le projet tendant à faire porter de 25 à 37,5 % du salaire forfaitaire la rente viagère de la veuve non divorcée, ni séparée de corps.

4° Afin de permettre aux marins-pêcheurs du territoire de bénéficier de leur retraite le plus tôt possible, il est nécessaire de modifier le mode de décompte des mois de navigation valables pour ladite retraite.

5° Primes à l'exportation de la morue. On sait que la morue expédiée de la France métropolitaine à destination de l'étranger bénéficie d'une prime à l'exportation alimentée par les sécheurs. Cette prime est :

Pour la morue sèche : de 50 francs métropolitains par kilogramme (expédition à destination de Porto-Rico, de la zone dollar et du Congo belge), de 25 francs pour les expéditions à destination de l'Italie et de la Grèce.

Pour la morue verte :

— Emballée : 15 francs par kilogramme (Italie, Grèce),
— En vrac : 12 francs par kilogramme (Italie, Grèce).

Il doit être possible, de faire bénéficier de ces primes de poisson exporté de Saint-Pierre-et-Miquelon ce qui donnerait du travail supplémentaire aux ouvriers et dockers du territoire.

V. — Ouvriers et salaires

Le développement économique du territoire sera encouragé sous toutes ses formes afin de permettre aux travailleurs de toutes catégories de toucher des salaires décents et réguliers.

VI. — Fonctionnaires, auxiliaires, contractuels et retraités

La revalorisation indexée sur le coût de la vie des traitements et des retraites doit être loyalement entreprise. Les crédits nécessaires destinés en particulier à l'aligne-

ment des indices des fonctionnaires devront être prévus. La retraite des anciens combattants sera également défendue.

Je m'engage à demander la reconsidération de la question de l'attribution de charbon aux fonctionnaires, contractuels et auxiliaires dont ils bénéficiaient tout au moins les premiers depuis environ quarante ans.

VII. — Construction d'immeubles a usage d'habitation et écoles

Dévelopement du logement. Il s'agit de construire des logements rapidement et économiquement et permettre l'accession à la propriété par une saine politique du crédit et l'octroi comme dans la métropole de primes à la construction (600 et 1.000 francs le mètre carré suivant le cas).

VIII. — Retraite des vieux travailleurs

Actuellement toute personne de nationalité française résidant sur le territoire métropolitain ou dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion) âgée d'au moins 65 ans ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail bénéficie d'une retraite. Je m'engage à m'associer au dépôt d'une loi tendant à ce que les personnes habitant le territoire bénéficient de cette retraite similaire supérieure aux secours reçus dans le territoire.

IX. — Bourses scolaires

Le taux de ces bourses est manifestement insuffisant. Il conviendrait de le relever pour permettre aux étudiants de suivre leurs cours dans de meilleures conditions.

X. — Tourisme

Développement du tourisme. Assouplissement de la réglementation sur l'ouverture des hôtels, cafés et restaurants.

XI. — Sociétés de sport

Doivent être maintenues et encouragées. A cet égard, je signale que mon suppléant, mon ami, Maître Fontanilles, avocat à la Cour d'Appel de Lyon, est membre et défenseur du Comité de la Fédération française de football.

XII. — Taxes locales

La fiscalité est devenue excessive. Aussi depuis plusieurs mois, le coût de la vie a augmenté dans des proportions inquiétantes. Il faut, dans ce domaine se montrer prudent car il est nécessaire d'avoir toujours à l'esprit que Saint-Pierre-et-Miquelon est un territoire où le climat est particulièrement rude.

XIII. — Pêches maritimes

L'exploitation du frigorifique de Saint-Pierre-et-Miquelon sera rigoureusement poursuivie et intensifiée. En cette matière, je crois utile de reproduire un passage du IIIe Plan de modernisation et d'équipement 1958-1961 où il est écrit :

« Il est nécessaire de mettre rapidement les industries de la pêche à même de soutenir l'intensification de la concurrence internationale qui résultera de l'entrée en application du Marché commun européen et de son extension éventuelle sous forme d'une zone de libre échange dans laquelle entreraient avec la Grande-Bretagne et les pays scandinaves les plus redoutables concurrents de la pêche française ».

Je me permets de rappeler pour terminer que pendant quatre ans et demi c'est-à-dire pendant que j'ai représenté le territoire à l'Assemblée Nationale, j'ai adressé

à Saint-Pierre-et-Miquelon 404 télégrammes et un nombre considérable de lettres ce qui représente une quantité importante d'interventions de toutes sortes.

Elecrices et Electeurs, je vous demande de faire confiance au candidat que vous connaissez depuis longtemps et dont le passé répond de l'avenir.

Vive la France !

Vive Saint-Pierre-et-Miquelon !

Vive de Gaulle !

D.-A. LAURELLI

Docteur en Droit

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Ancien Membre de la Commission des Territoires d'outre-mer et de la Marine marchande

---

Imprimerie de l'Assemblée Nationale.

RECUEIL
DES
TEXTES AUTHENTIQUES
DES PROGRAMMES
ET ENGAGEMENTS
ÉLECTORAUX
DES
23 & 30 NOVEMBRE 1958

II

MAINE-ET-LOIRE À YONNE
DÉPARTEMENTS D'ALGÉRIE
ET DU SAHARA
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
TERRITOIRES D'OUTRE-MER